


ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
uOttawa
LIBRARY ANNEX
BIBLIOTHEQUES

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE

TOME XVIII.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1928





1969

SCIENTIA VERLAG AALEN

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

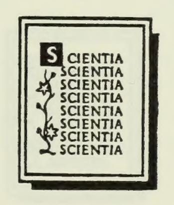
PAR

Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVIII.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1928



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

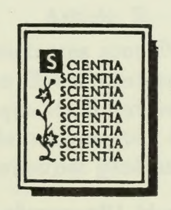
Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVIII.

PREMIÈRE LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1928



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

1.

FINLANDE, TURQUIE.

Traité d'amitié; signé à Varsovie, le 9 décembre 1924.*)

Copie officielle.

Traité d'amitié entre la Finlande et la Turquie.

La Finlande d'une part et la Turquie d'autre part également et sincèrement désireuses d'établir et de consolider les liens de sincère amitié entre la République de Finlande et la République Turque et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, une fois établies serviront à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Finlande:

M. Erik Ehrström, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Finlande à Varsovie;

Le Président de la République Turque:

M. le Docteur Ibrahim Taliy Bey, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Turque à Varsovie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suiv.:

Article 1.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpetuelle entre la République de Finlande et la Republique Turque, ainsi qu'entre les citoyens des deux Parties.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens; Elles conviennent que les Représentants diplomatiques de chacune d'Elles recevront à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du droit international public général.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 24 novembre 1926.

Article 3.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Varsovie, le 9 décembre 1924.

(cachet) *Erik Ehrström.*
(cachet) *Dr. Ibrahim Taliy.*

2.

FRANCE, SIAM.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Paris, le 14 février 1925, suivi de deux Protocoles, signés à la date du même jour.*)

Journal officiel du 31 juillet 1926.

I.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et le Siam.

Le Président de la République Française et Sa Majesté le Roi de Siam, animés d'un égal désir de développer les rapports d'amitié et de coopération déjà heureusement établis entre les deux Etats, et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux parties, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

M. le Président de la République Française:

M. Edouard Herriot, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Altesse le Prince Charoon, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Siam, à Paris;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre la République Française et le Royaume de Siam.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bangkok, le 12 janvier 1926.

Art. 2.

Les Hautes Parties Contractantes confirment, en s'en garantissant le respect réciproque, les frontières établies entre leurs territoires en vertu et en conformité des stipulations des accords antérieurs, maintenues par l'Article 27 du présent Traité.

Elles s'engagent à ne pas entretenir sur leurs territoires respectifs, le long de la frontière du Mékong, d'autres forces armées que les effectifs de police nécessaires au maintien de la sûreté et de l'ordre publics, et, cela dans des conditions et sur une étendue, égales en principe de part et d'autre, qui seront fixées par la convention ou par tel des arrangements complémentaires prévus à l'Article 26 du présent Traité.

Conformément aux principes énoncés dans le pacte de la Société des Nations, elles conviennent que, au cas où il surgirait entre elles, dans l'avenir, des questions litigieuses, qui ne pourraient être résolues par un accord amiable et par la voie diplomatique, elles soumettront le litige à un ou plusieurs arbitres choisis par elles ou, à défaut d'arbitrage, à la cour permanente de justice internationale. Cette dernière sera alors saisie d'un commun accord par les deux parties ou, faute pour celles-ci de s'entendre, par simple requête de l'une d'elles.

Toutefois, en ce qui concerne les litiges intéressant les stipulations des accords antérieurs, visées par le second alinéa de l'Article 27 ci-dessus mentionné, l'application de la disposition contenue dans l'alinéa précédent ne sera obligatoire qu'après conclusion de la négociation prévue au second alinéa de l'Article 26 du présent Traité.

Art. 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté, avec leurs familles, d'entrer sur toute l'étendue du territoire de l'autre partie, d'y voyager, séjourner et résider, ainsi que d'en sortir; ils y seront assurés de la protection et de la sauvegarde permanentes de leurs personnes et de leurs biens, comme les nationaux, sous la condition de se conformer aux lois du pays, et sous réserve de l'observation et de l'application des lois de police concernant les étrangers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des territoires de l'autre partie, exercer leurs professions légitimes et tous métiers licites — s'y livrer au commerce ou à l'industrie — y faire le trafic, tant en gros qu'au détail, de tous produits et articles du commerce licite, soit en personne, soit par représentant, seuls ou en association avec des étrangers ou des nationaux. Ils pourront y prendre à leur service dans tous emplois telles personnes qu'il leur conviendra. Ils pourront, dans les conditions fixées par la législation locale, y acquérir et posséder en toute propriété, occuper, vendre et transmettre par succession, testament, donation et de toute autre manière que ce soit, prendre ou céder à bail tous immeubles, bâtis ou non bâtis, destinés à l'habitation ou à un usage licite quelconque, commercial, industriel, agricole ou autre, sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale pour

certaines zones ou pour certains lieux par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers. Ils pourront y acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toute sorte.

Art. 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre partie, d'une entière liberté de conscience. Ils pourront élever et posséder des églises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte, installer et entretenir des cimetières suivant leurs coutumes religieuses, ainsi que fonder des institutions d'éducation et des œuvres religieuses, hospitalières et charitables, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Art. 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront libre accès aux tribunaux et cours de justice de l'autre partie, à tous les degrés de juridiction établis par les lois, tant pour la poursuite que pour la défense de leurs droits. Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, qui ne seraient pas exigés dans les mêmes circonstances des nationaux du pays, ne pourront être imposés à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit de leur défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre partie. La même règle s'appliquera au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir le payement des frais judiciaires.

Ils auront la même liberté que les nationaux dans le choix et l'emploi d'hommes de loi, avoués, avocats et autres mandataires chargés de les représenter en justice.

Art. 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre partie, à des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les nationaux. Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement de formalités de police, étant entendu que les ressortissants des deux Etats jouiront, sous ce rapport, du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exémpts, sur le territoire de l'autre partie, de tout service militaire obligatoire dans les armées régulières, les gardes ou les milices nationales, et de toute réquisition militaire d'ordre personnel. Ils ne seront astreints à aucune taxe imposée au lieu et place du service militaire personnel. Ils seront exempts de tout emprunt forcé et de toute contribution extraordinaire

levés en temps de guerre. Ils ne seront astreints à aucune réquisition ou obligation quelconque d'ordre militaire, sous réserve de l'application des lois, ordonnances et règlements mentionnés à l'Article 25 du présent Traité.

Art. 8.

Les sociétés de toute nature, civiles, commerciales, industrielles, financières et d'assurances, constituées conformément à la législation de l'un des deux pays, et dont le siège social est sous la juridiction des autorités de l'un de ces deux pays, sont, ainsi que leurs filiales, succursales et agences, autorisées à s'établir sur le territoire de l'autre pays, et, sous la condition de se conformer aux lois de ce dernier, à y exercer leurs droits et leur industrie.

Elles auront le droit d'y acquérir, posséder ou affermer les immeubles nécessaires à leurs opérations et à leur bon fonctionnement, sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale pour certaines zones ou pour certains lieux par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers. En tout ce qui concerne leur constitution, leur capacité et le droit d'ester en justice, elles y seront traitées d'après leur loi nationale. Elles pourront s'y présenter devant les tribunaux, soit comme demanderesses, soit comme défenderesses. Elles n'y seront point soumises à des droits de taxes, impôts, contributions ou redevances fiscales, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés du pays ou de toute autre nationalité. En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou les bénéfices, les sociétés, leurs filiales, succursales ou agences, ne seront taxées dans ce pays, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif qui y est investie, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y font.

Les dispositions du présent Article s'appliqueront aux établissements industriels ou commerciaux appartenant à des particuliers.

Art. 9.

Les habitations, entrepôts, magasins, manufactures et boutiques appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre partie, ainsi que tous les locaux en dépendant et utilisés soit comme résidence, soit pour le commerce, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter livres, papiers ou comptes, sauf sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux ou, sous réserve de la disposition du second alinéa de l'Article 25 du présent Traité, aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 10.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-conculs et agents consulaires dans les villes et ports de l'autre partie où cela lui paraîtra utile. Les Hautes

Parties Contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenables d'excepter, pourvu que cette exception soit également appliquée à toutes les autres puissances.

Toutefois, ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'entreront en fonction qu'avec l'agrément du gouvernement du pays où ils auront été envoyés, lequel devra les pourvoir, sans retard et sans frais, d'un exequatur leur assurant le libre exercice de leurs fonctions.

Ils exerceront tous les pouvoirs et attributions, et ils jouiront de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités qui sont généralement admis par le droit international ou qui seront accordés par ledit gouvernement aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 11.

Si, après décès, un ressortissant français laisse des biens au Siam, ou si un sujet siamois laisse des biens en France, et que les ayants droit à la succession soient inconnus, ou soient absents ou incapables et non représentés, les officiers consulaires intéressés auront le droit de requérir l'apposition ainsi que la levée des scellés sur tous meubles, effects et papiers du défunt. Ils pourront procéder eux-mêmes à la liquidation de la succession, ou nommer un administrateur pour y procéder. Dans tous les cas où quelque contestation serait soulevée, il sera statué sur celle-ci par les tribunaux compétents du pays où les biens sont situés. L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'officier consulaire

Lorsque des ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, absents ou incapables et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre partie, les officiers consulaires intéressés, si le défunt n'est pas leur ressortissant, auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur tous meubles, effets, papiers du défunt, pour assister à l'inventaire et pour provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur de la succession, qui sera choisi sur leur présentation, parmi les personnes désignées par la loi ou par l'usage pour remplir cette fonction. Ils auront le droit de requérir cet administrateur de leur communiquer tous renseignements concernant la liquidation de la succession. Leur intervention ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de même nationalité qu'eux seront présents ou représentés.

Lorsque les ressortissants de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes seront intéressés dans la succession d'un national d'une tierce puissance, les stipulations de l'alinéa précédent ne pourront porter atteinte aux droits reconnus par le gouvernement local aux officiers consulaires de l'Etat auquel appartenait le défunt.

Art. 12.

Pleine et entière liberté de commerce et de navigation existera de part et d'autre entre les territoires des Hautes Parties Contractantes.

Les ressortissants de chacune d'elles pourront librement et en toute sûreté se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux,

ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou qui seront ouverts à la navigation et au commerce extérieurs, et ils bénéficieront, pour leurs personnes et leurs opérations, en se conformant toutefois aux lois et règlements locaux, des mêmes droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions, en matière de navigation et de commerce, que les nationaux eux-mêmes ou, sous réserve de la disposition du second alinéa de l'Article 25 du présent Traité, que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront aussi du même traitement pour le transport par chemins de fer de leurs personnes, de leurs effets et de leurs marchandises.

Art. 13.

Sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, les ressortissants de l'autre partie pourront, comme les nationaux, conformément à l'Article 3 du présent Traité, faire tous négoces, installer toutes industries, ouvrir toutes manufactures, entreprendre toutes recherches et exploitations minières, ainsi que toutes exploitations agricoles et forestières, dans les conditions fixées par les lois, ordonnances et règlements du pays. Ils bénéficieront, d'ailleurs, en ces différentes matières, du traitement de la nation la plus favorisée sous réserve de la disposition du second alinéa de l'Article 25 du présent Traité.

Art. 14.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'il n'est pas dans leurs intentions présentes de créer d'autres fermes ou monopoles que ceux qui existent actuellement sur leurs territoires respectifs. Dans le cas où l'une d'elles voudrait établir une nouvelle ferme ou un nouveau monopole, elle se concerterait au préalable avec l'autre partie, afin que cette mesure ne nuise que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Dans tous les cas, aucune restriction ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation ne pourra être établie qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. 15.

La France reconnaît, en principe, l'autonomie du Siam en matière douanière, de même qu'en matière fiscale.

Le gouvernement royal, en conséquence, pourra librement établir les droits de douane à l'importation et à l'exportation, les drawbacks, les taxes d'entrepôt et toutes les taxes similaires qui lui conviendront; il aura donc le droit d'élever les tarifs fixés par les accords jusqu'ici en vigueur. Il ne pourra, toutefois, user effectivement de cette liberté tarifaire à l'endroit de la France que lorsque toutes les autres puissances qui sont fondées à se réclamer du régime existant en vertu des accords antérieurs auront consenti à la même concession, sans exiger, en retour, des avantages ou privilèges particuliers.

Les dispositions de cet Article, nonobstant l'Article 26 du présent Traité, s'appliquent dès maintenant aux colonies et possessions françaises, ainsi qu'aux pays placés sous le protectorat ou le mandat français, comme à la France elle-même.

Art. 16.

Dans le domaine de l'Article précédent, qu'il s'agisse de l'établissement de taxes de transit et d'entrepôt, de l'octroi de primes et de facilités quelconques, ou de l'examen et de l'évaluation des marchandises, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront en tous points, sur le territoire de l'autre partie, du même traitement que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les droits de douane, au régime actuel sera substitué un régime nouveau qui résultera d'une convention douanière que les deux gouvernements se déclarent prêts à négocier dès que l'un deux en fera la demande.

Jusqu'à la mise en vigueur de cette convention douanière, le traitement le plus favorable continuera à s'appliquer à toutes les marchandises qui en bénéficient de part et d'autre sous le régime actuel.

Le régime spécial institué par l'arrangement du 25 mai 1883 pour l'importation et pour la vente des vins et spiritueux au Siam*) pourra faire l'objet d'un *modus vivendi* destiné à en prolonger la durée jusqu'à la mise en vigueur de ladite convention douanière. A défaut de ce *modus vivendi* s'appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 17.

Les marchandises de toute nature originaires du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et importées sur le territoire de l'autre partie ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou de corporations, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les produits similaires de la production nationale ou, à défaut de ces produits, ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 18.

Dans les ports, rivières et eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, les navires battant pavillon français et les navires battant pavillon siamois, ainsi que leurs équipages, passagers et cargaisons, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité entre eux comme par rapport aux navires battant le pavillon de toute autre nation, tant en ce qui concerne le payement des taxes générales ou spéciales imposées au commerce et à la navigation, qu'en ce qui concerne l'entrée et la sortie des bateaux, leur placement, leur stationnement, leur chargement et leur déchargement, les opérations en douane et, en général, toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons. Cette égalité réciproque de traitement existera, quelque soit le lieu de provenance ou de destination des navires ou des marchandises transportées.

Il ne pourra, en aucun cas, être opéré à bord ni recherches, ni visites autres que les visites ordinaires de la douane, de la santé et du service

*) V. N. R. G. 2. s. XII, p. 594.

chargé de veiller à la sécurité de la navigation maritime, sans que auparavant ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, avis en soit donné à l'officier consulaire de l'Etat auquel le navire appartient.

Art. 19.

Outre les dispositions de l'Article précédent, les navires chargés d'un service postal régulier et battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans les ports, rivières et eaux territoriales de l'autre partie, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Art. 20.

Il est fait exception aux dispositions précédentes pour le cabotage, dont le régime reste soumis aux lois respectives des Hautes Parties Contractantes. Il est toutefois entendu que les Français au Siam et les Siamois en France jouiront à cet égard des droits et privilèges qui sont ou qui pourront être accordés, conformément à ces lois, aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 21.

Les bâtiments de guerre de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront entrer, séjourner et procéder à des réparations dans tous les ports et autres lieux dépendant de l'autre partie, où il est donné accès aux bâtiments de toute autre nation. Ils y seront soumis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et immunités que ceux qui sont ou qui pourront être accordés aux bâtiments de guerre de toute autre nation.

Art. 22.

Tout navire de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties Contractantes qui sera contraint, par la tempête ou par toute autre cause de détresse, à chercher refuge dans un port de l'autre partie, sera libre de s'y faire réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres droits que ceux dont devraient s'acquitter les navires nationaux. Toutefois, dans le cas où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité, pour faire face aux dépenses faites à cette occasion, de vendre tout ou partie de sa cargaison, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs en vigueur dans le lieu où il a dû s'arrêter.

Au cas où un navire de guerre ou de commerce appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes viendrait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre partie, les autorités locales devront immédiatement en aviser l'officier consulaire de la partie intéressée, dans la circonscription duquel a eu lieu l'évènement, ou son officier consulaire le plus proche.

Ce navire échoué ou naufragé, tous ses débris ou accessoires, toutes fournitures lui appartenant et tous les effets et marchandises qui seront sauvés, y compris toutes choses qui auront été jetées à la mer, ou le produit desdits objets en cas de vente, ainsi que tous les papiers trouvés à bord, seront remis à leurs propriétaires ou aux représentants de ces

derniers sur la demande qu'ils en feront. Si ces propriétaires ou leurs représentants ne se trouvent pas sur les lieux, le reliquat des biens énumérés ci-dessus ou du produit de leur vente, après payement des dépenses de sauvetage, et les papiers trouvés à bord seront remis à l'officier consulaire compétent de celle des Hautes Parties Contractantes à laquelle appartient le navire échoué ou naufragé, à condition que cet officier consulaire en fasse la demande dans le délai fixé par les lois, ordonnances et règlements du pays où a eu lieu le naufrage ou l'échouement. En tout cas, cet officier consulaire, ces propriétaires ou leurs représentants acquitteront seulement les dépenses engagées pour la conservation de la propriété, ainsi que les frais occasionnés par les opérations de sauvetage et tous autres qu'auraient payés, en pareil cas, les navires nationaux.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins que ces biens et marchandises ne soient livrés à la consommation intérieure, auquel cas ils acquitteront les droits ordinaires.

En cas de refuge, de naufrage ou d'échouement, l'officier consulaire de l'Etat auquel appartient le navire en cause sera, en l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, ou, si ceux-ci sont présents, sur leur requête, autorisé à intervenir en vue d'assurer les secours nécessaires aux ressortissants de cet Etat.

Art. 23.

Les officiers consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, sous réserve, au Siam, du régime juridictionnel applicable dans chaque cas, faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur patrie, les marins ou toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, des équipages des navires de guerre ou de commerce de leur nation, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre partie.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits officiers consulaires tout secours et toute assistance pour la recherhce et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion, ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné à l'officier consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés à nouveau pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu leur sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel ils auront déserté, seront exceptés des stipulations du présent Article.

Art. 24.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent l'intérêt qu'ont les deux pays à garantir réciproquement leurs produits naturels ou fabriqués contre toute concurrence déloyale et à protéger les appellations d'origine. Elles conviennent de conclure ultérieurement un accord relatif aux mesures à prendre à cet effet.

En outre, le Gouvernement Siamois s'engage à mettre sa législation, dès que celle-ci pourra s'appliquer aux ressortissants de toutes les puissances étrangères, en harmonie avec les principes de la convention internationale de Paris, du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, revisée à Washington le 2 juin 1911,*) de l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, revisé à Washington le 2 juin 1911;**) de l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, revisé à Washington le 2 juin 1911;***) de la convention internationale de Berne, du 9 septembre 1886, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, revisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée par le protocole additionnel signé à Berne le 20 mars 1914.†) Aussitôt après ce travail d'adaptation, le Gouvernement Siamois adhérera à ces actes diplomatiques.

Il demeure entendu qu'en tout cas les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, en ces matières, sur le territoire de l'autre partie, de la même protection que les nationaux ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 25.

Les stipulations du présent Traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements relatifs à la sûreté et à l'ordre publics, à la police sanitaire, à la naturalisation et à l'immigration, qui sont ou seront mis en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays.

Elles ne peuvent, d'autre part, être interprêtées de façon à porter atteinte à l'autonomie que le présent Traité confère au Siam en matière douanière, fiscale et juridictionnelle.

Art. 26.

Les dispositions du présent Traité pourront être ultérieurement étendues en tout ou partie aux colonies et possessions françaises, ainsi qu'aux pays placés sous le protectorat ou le mandat de la France, par une déclaration concertée entre les deux Gouvernements. En attendant, les Siamois jouiront,

*) V. N. R. G. 2. s. X, p. 133; 3. s. VIII, p. 760.
**) V. N. R. G. 2. s. XVIII, p. 842; 3. s. VIII, p. 786.
***) V. N. R. G. 2. s. XVIII, p. 839; 3. s. VIII, p. 801.
†) V. N. R. G. 2. s. XII, p. 173; 3. s. IV, p. 590; X, p. 114.

dans ces colonies, possessions et pays, autres que l'Indochine, des mêmes droits, privilèges et immunités que ceux qui leur ont été jusqu'ici assurés en vertu du Traité du 15 août 1856;*) le régime actuellement en vigueur sera également maintenu en ce qui concerne les ressortissants de ces colonies, possessions et pays, autres que l'Indochine, sous réserve des dispositions de l'Article 15 du présent Traité et de celles du protocole juridictionnel annexé à ce Traité.

En ce qui concerne particulièrement l'Indochine française, il sera négocié le plus rapidement possible une convention spéciale et des arrangements complémentaires, qui porteront notamment sur les questions visées dans le protocole annexé au présent Traité et relatif à la réglementation des rapports entre l'Indochine française et le Siam. Jusqu'à l'application de cette convention et des arrangements la complétant en la matière, les Siamois en Indochine jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités que ceux dont ils ont joui jusqu'ici en vertu des dispositions actuellement en vigueur — le statut au Siam des Indochinois sujets et protégés français étant déterminé par l'Article 27 du présent Traité. En matière de douane et jusqu'à l'application de l'accord prévu au paragraphe 4 du protocole ci-annexé relatif à l'Indochine, le Siam aura droit en Indochine, comme l'Indochine au Siam, au traitement le plus favorable pour les marchandises qui en bénéficient de part et d'autre sous le régime actuel.

Art. 27.

Le présent Traité sera, à partir du jour de l'échange des ratifications, et sous réserve des dispositions des Articles 15 et 26, substitué au Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Bangkok le 15 août 1856.*) Il annulera en outre, à dater du même jour, les autres traités, conventions et arrangements passés entre la France et le Siam, exception faite toutefois des clauses relatives à la définition et à la délimitation des frontières (contenues dans le Traité du 3 octobre 1893,**) la convention du 13 février 1904,***) le Traité du 23 mars 1907 et son protocole annexé†) et à l'exercice du droit de la protection française au Siam (Art. 10 et 11 de la convention de 1904), ainsi que de toutes les dispositions intéressant l'Indochine française et compatibles avec les stipulations du présent Traité et des protocoles qui lui sont annexés, et notamment des Articles 2 et 3 du Traité précité du 3 octobre 1893. Pour ce qui regarde spécialement le statut au Siam des Asiatiques sujets et protégés français, les clauses du Traité du 23 mars 1907 et de son protocole juridictionnel sont remplacées par les Articles 3, 4, 5, 6 et 7 du présent Traité et par son protocole juridictionnel.

En ce qui concerne les dispositions intéressant l'Indochine française, autres que les clauses relatives à la définition et à la délimitation des frontières ainsi qu'à l'exercice du droit de la protection française au Siam, les Hautes Parties Contractantes se reconnaissent mutuellement le droit d'en proposer

*) V. N. R. G. XVII. 1, p. 101.
**) V. N. R. G. 2. s. XX, p. 172, 752.
***) V. N. R. G. 2. s. XXXII, p. 130; 3. s. V, p. 817.
†) V. N. R. G. 3. s. II, p. 38.

et d'en discuter le maintien, la modification ou la suppression, lors de la négociation de la convention spéciale et des arrangements complémentaires prévus à l'Article précédent, sans que rien, dans le présent Traité, puisse être invoqué qui soit de nature à limiter cette discussion ou entraver les solutions à adopter. Elles conviennent, en outre, que la réserve concernent le régime du Mékong et formulée dans le paragraphe 2 du protocole ci-annexé relatif à l'Indochine n'impliquera pas, de leur part, abandon de leurs opinions respectives sur l'interprétation de l'Article 1er du Traité du 3 octobre 1893 et ne leur interdira pas de discuter toutes les questions soulevées par cette interprétation.

Art. 28.

Le présent Traité produira effet du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une période de dix ans à partir de cette date.

Si, douze mois avant l'expiration de ce délai de dix ans, aucune des Hautes Parties Contractantes n'a notifié à l'autre partie son intention de mettre fin à ce Traité, ce dernier continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, il est expressément entendu qu'une telle dénonciation ne saurait avoir pour effet de remettre en vigueur aucune des stipulations qui ont été abrogées, tant par les accords antérieurs que par le présent Traité.

Art. 29.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, soit à Paris, soit à Bangkok, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à Paris, le 14e jour du mois de février de la mil neuf cent vint-cinquième année de l'ère chrétienne, correspondant au 14e jour du 11e mois de la deux mille quatre cent soixante-septième année de l'ère bouddhique.

Signé: *Herriot.*
Signé: *Charoon.*

II.

Protocole

concernant la juridiction applicable aux ressortissants français (citoyens, sujets et protégés) dans le Royaume de Siam et annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 14 février 1925.

Au moment de procéder ce jourd'hui à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclue entre la République Française et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes, en vue de régler définitivement, à la mutuelle satisfaction des deux pays, la question de la juridiction applicable aux ressortissants

français (citoyens, sujets et protégés) dans le Royaume de Siam, conviennent de ce qui suit:

Art. 1er.

Jusqu'à la date où les codes siamois — à savoir le code civil et commercial, le code pénal, le code de procédure civile, le code de procédure pénale, la loi d'organisation judiciaire — seront tous entrés en vigueur, les citoyens français, dans toute l'étendue du Royaume de Siam, seront justiciables, suivant les dispositions établies par l'Article 4 du présent Protocole, des cours spéciales, dites internationales, précédemment instituées.

Après cette date, ils seront justiciables des tribunaux siamois ordinaires, sous réserve de l'exercice par les agents diplomatiques et consulaires français au Siam, pendant une période de cinq années à compter de ladite date, du droit d'évocation défini par l'Article 5 du présent Protocole.

Art. 2.

Jusqu'à la date où les codes siamois ci-dessus énumérés seront tous entrés en vigueur, les Asiatiques sujets et protégés français résidant dans les provinces d'Udorn et d'Isarn, quelle que soit la date de leur inscription dans les consulats français au Siam, ainsi que les Asiatiques sujets et protégés français résidant en dehors desdites provinces et inscrits dans les consulats français au Siam avant le 23 mars 1907, date de la signature du dernier Traité conclu entre la France et le Siam, seront justiciables des cours internationales dans les conditions fixées par l'Article 4 du présent Protocole.

Après cette date, ils seront justiciables des tribunaux siamois ordinaires.

Art. 3.

Les Asiatiques sujets et protégés français résidant en dehors des provinces d'Udorn et d'Isarn et inscrits dans les consulats français au Siam postérieurement au 23 mars 1907, ainsi que les sujets et protégés français non asiatiques, seront justiciables des tribunaux siamois ordinaires, sans que, toutefois, le droit d'évocation défini par l'Article 5 du présent Protocole puisse être exercé à leur profit.

Art. 4.

La juridiction des cours internationales — lesquelles seront établies partout où la bonne administration de la justice l'exigera, après entente entre le Ministre de la République Française à Bangkok et le Ministre des affaires étrangères du Siam — s'appliquera et fonctionnera comme suit:

1. La compétence des cours internationales s'étendra, dans les conditions fixées par les Articles 1er et 2, en matière civile, à toutes affaires civiles ou commerciales dans lesquelles les ressortissants français seraient en cause, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs; et, en matière pénale, aux infractions de toute nature commises par des ressortissants français ou à leur préjudice.

2. En première instance, le consul de France à Bangkok, ou le consul ou vice-consul de France intéressé résidant dans l'intérieur du royaume, aura le droit d'assister aux audiences de tout procès où sera partie un

ressortissant français, ou de s'y faire représenter par un délégué dûment autorisé, et de formuler toutes observations qui lui sembleront convenables dans l'intérêt de la justice.

3. L'appel des jugements rendus par les cours internationales sera porté devant la cour d'appel de Bangkok.

Jusqu'à la mise en vigueur des codes ci-dessus énumérés, la clause V du protocole franco-siamois du 23 mars 1907 sera maintenue et s'appliquera aux citoyens comme aux sujets et protégés français.

4. Dans toutes les affaires en première instance, relevant de la juridiction des cours internationales, dans lesquelles le défendeur ou le prévenu serait un ressortissant français, les agents diplomatiques et consulaires de la France pourront exercer le droit d'évocation défini par l'Article 5 du présent Protocole.

5. Dans toutes affaires jugées en première instance par les cours internationales et portées devant la cour d'appel de Bangkok, un recours en cassation sera ouvert contre les arrêts de cette cour. Ce recours pourra être exercé pour incompétence, pour abus de pouvoir et, d'une façon générale, pour toutes violations de la loi. Il sera jugé par la cour suprême siamoise ou „San Dika".

Art. 5.

Le droit d'évocation, réservé aux agents diplomatiques et consulaires français, soit dans les affaires relevant de la juridiction des cours internationales aux termes du paragraphe 4 de l'Article 4, soit dans les affaires relevant de la juridiction des tribunaux siamois ordinaires aux termes de l'Article 1er du présent Protocole, s'exercera de la façon suivante:

1. Dans toute affaire en première instance, tant civile que pénale, dans laquelle le défendeur ou le prévenu serait un citoyen, un sujet ou un protégé français, le ministre ou le chargé d'affaires de France au Siam, dûment informé de la marche du procès, pourra, s'il le juge opportun dans l'intérêt de la justice, et par l'intermédiaire du consul de France à Bangkok ou des consuls et vice-consuls de France dans l'intérieur du royaume, évoquer cette affaire, en tout état de procédure, et moyennant une réquisition écrite adressée au tribunal devant lequel cette affaire est pendante.

2. Toute affaire, évoquée comme il est dit ci-dessus, sera transférée à la justice consulaire française, qui, à partir du moment où la réquisition aura été remise, sera seule compétente et à qui les autorités siamoises seront tenues de prêter le concours de leurs bons offices.

Cette affaire sera jugée conformément à la législation française. Toutefois, la législation siamoise demeurera applicable dans le cas et dans la mesure où la matière du procès aura fait l'objet de dispositions contenues dans les codes, lois ou règlements siamois, régulièrement promulgués, mis en vigueur et dûment communiqués à la légation de France à Bangkok.

Art. 6.

Jusqu'à la date où prendra fin l'exercice du droit d'évocation, c'est-à-dire cinq années après l'entrée en vigueur des codes siamois énumérés

ci-dessus, tout ressortissant français figurant comme défendeur ou prévenu dans un procès engagé en province pourra toujours demander le dessaisissement du tribunal compétent en l'espèce. Si cette requête est admise par l'autorité judiciaire locale, l'affaire sera jugée soit à Bangkok, soit sur place par les juges mêmes composant le tribunal qui aurait été compétent à Bangkok. Avis de cette requête sera donnée au consul ou vice-consul de France.

Art. 7.

Quelle que soit la juridiction saisie d'une affaire civile ou penale, l'exception d'incompétence déduite des règles posées par le présent Protocole devra être proposée avant toute défense au fond.

Art. 8.

Jusqu'à la date où les codes siamois ci-dessus énumérés seront tous en vigueur, le Gouvernement Siamois continuera à communiquer à la légation de France au Siam tous textes législatifs et reglementaires nouvellement promulgués, et il s'efforcera de tenir compte des observations que ladite légation lui aura soumises dans un délai raisonnable au sujet de ces textes.

Art. 9.

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent tant aux simples particuliers qu'aux personnes morales, sociétés, compagnies et associations régulièrement constituées d'après la législation française.

Art. 10.

En vue de faciliter l'application du présent Protocole, seront observées les clauses transitoires suivantes:

1. Toute affaire de la compétence, soit des jours internationales, soit des tribunaux siamois ordinaires, en vertu des stipulations du présent Protocole, lorsque l'instance n'aura pas été ouverte avant la date de l'entrée en vigueur de ce protocole, sera portée soit devant ces cours, soit devant ces tribunaux, même si les faits motivant l'instance se sont produits avant ladite date.

2. Toute affaire pendante à cette date devant la justice consulaire française demeurera de la compétence de cette dernière, qui en connaîtra jusqu'à la fin de la procédure et à qui les autorités siamoises devront continuer à prêter leur concours. Mais l'exécution des jugements ou arrêts rendus sur cette affaire sera poursuivie, suivant le cas, devant les cours internationales ou devant les tribunaux siamois ordinaires.

Art. 11.

Le présent Protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications du Traité auquel il est annexé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à Paris, le 14e jour du mois de février de la mil neuf cent vingt-cinquième année de l'ère chrétienne, correspondant au 14e jour du 11e mois de la deux mille quatre cent soixante-septième année de l'ère bouddhique.

Signé: *Herriot.*
Signé: *Charoon.*

III.

Protocole

concernant la convention spéciale et les arrangements complémentaires destinés a régler les rapports entre l'Indochine française et le Siam.

Au moment de procéder ce jourd'hui à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la République Française et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des Hautes Parties Contractantes, se référant à l'Article 26 dudit Traité où il est stipulé, en ce qui concerne particulièrement l'Indochine française, qu'une convention spéciale et des arrangements complémentaires seront négociés le plus rapidement possible, sont tombés d'accord pour décider que cette convention et ces arrangements porteront, notamment, sur les questions suivantes, dont l'énumération n'est nullement limitative, les Hautes Parties Contractantes se réservant le droit d'examiner, dans la négociation prévue, toutes questions qu'elles estimeront de nature à intéresser les rapports entre l'Indochine française et le Siam:

I. Statut des Siamois en Indochine;

II. Navigation sur le Mékong et régime juridique du fleuve, sous réserve de la clause de l'Article 1er du Traité du 3 octobre 1893;

III. Organisation d'une haute commission permanente franco-siamoise du Mékong;

IV. Arrangement commercial et douanier à conclure suivant les stipulations de l'Article 15 du présent Traité, arrangement qui pourra s'appliquer à toutes les taxes et facilités visées aux Articles 16 et 17 de ce dernier et devra, en outre, comprendre toutes dispositions destinées à réglementer et à protéger le commerce par la frontière terrestre commune au Siam et à l'Indochine.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à Paris, le 14e jour du mois de février de la mil neuf cent vingt-cinquième année de l'ère chrétienne, correspondant au 14e jour du 11e mois de la deux mille quatre cent soixante-septième année de l'ère bouddhique.

Signé: *Herriot.*
Signé: *Charoon.*

3.

CHILI, TURQUIE.

Traité d'amitié; signé à Rome, le 30 janvier 1926.*)

Copie officielle.

Tratado de Amistad entre Chile i Turquia.

La República de Chile por una parte i la República Turca por otra, igual i sinceramente deseosas de establecer i de consolidar los lazos de sincera amistad entre Chile i Turquia, i convencidos de que las relaciones entre los dos Estados, una vez establecidas, servirán a la prosperidad i al bienestar de sus respectivas naciones, han resuelto celebrar un Tratado de Amistad, para lo cual designan sus Plenipotenciarios, a saber:

El Presidente de la República de Chile:

Su Excelencia el Señor Villegas, Embajador Extraordinario i Plenipotenciario de la República de Chile ante Su Majestad el Rei de Italia;

El Presidente de la República Turca:

Su Excelencia Suad Bey, Embajador Extraordinario i Plenipotenciario de la República Turca, ante Su Majestad el Rei de Italia.

Los cuales, despues de haber comunicado sus Plenos Poderos, encontrados en buena i debida forma, han convenido las disposiciones siguientes:

Artículo I.

Habrá paz inviolable i amistad sincera i perpetua entre la República de Chile i la República Turca, así como tambien entre los ciudadanos de las dos Partes.

Artículo II.

Las Altas Partes Contratantes están de acuerdo para establecer las relaciones diplomáticas i consulares entre los dos Estados, conforme a los principios del Derecho Internacional. Convienen en que los Representantes Diplomáticos i Consulares de cada una de ellas, recibirán a título de reciprocidad en el territorio de la otra, el tratamiento consagrado por los principios generales del Derecho Internacional Público General.

Artículo III.

El presente Tratado será ratificado i las ratificaciones serán canjeadas en Roma lo mas pronto posible. Entrará en vigencia quince dias despues del canje de las ratificaciones.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 6 janvier 1927.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Tratado i sellado con sus sellos.

Hecho por duplicado en Roma, el 30 de enero de 1926.

(L. S.) *E. Villegas.*
(L. S.) *Suad.*

4.

DANEMARK, ESTHONIE.

Convention de conciliation; signée à Tallinn, le 18 décembre 1926.*)

Lovtidenden A, 1927 No. 38.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Gouvernement de la République d'Esthonie,

animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations,

décidés à réaliser, dans les rapports entre le Danemark et l'Esthonie, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les Etats,

ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur Flemming Emil Harald Albrecht de Lerche, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Tallinn,

Le Gouvernement de la République d'Esthonie:

Monsieur Friedrich Akel, Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Le Danemark et l'Esthonie s'engagent à soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à une Commission permanente, constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être déférés, aux termes, soit du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, soit de tout autre accord conclu entre Elles, à ladite Cour ou à un tribunal d'arbitrage.

---

*) L'échange des ratifications a eu à Tallinn, le 7 juillet 1927.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la Commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'Article 1er, devant la Cour Permanente ou un tribunal d'arbitrage, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Hautes Parties Contractantes, relève de la compétence des tribunaux, les tribunaux administratifs y compris, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure d'enquête ou de conciliation avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

La Commission se compose de cinq membres. Chaque Etat en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de Président, doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la Commission. Le Président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, sa nomination sera effectuée, à la requête de l'une des Parties, par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats Contractants, par le Vice-Président de la Cour.

La Commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention.

Article 5.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la duré de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours, à dater de celui où l'un des Etats Contractants aura porté un différend devant la Commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du litige visé, remplacer l'un des membres désignés par Elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'Article 4 concernant la nationalité des membres de la Commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours à partir de celui où l'avertissement Lui est parvenu.

Article 7.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du Président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant ait été désigné.

Article 8.

Les différends sont portés devant la Commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au Président de la Commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le Président doit convoquer la Commission dans le plus bref délai.

La Partie ayant saisi la Commission du différend en avisera le Sécrétaire général de la Société des Nations.

Article 9.

La Commission se réunit dans l'endroit que les Parties désignent d'un commun accord ou, à défaut d'accord, au Siège de la Société des Nations.

Article 10.

Les Parties s'engagent à fournir à la Commission toutes les informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

La Commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la Commission en a besoin pour ses travaux.

Article 11.

Les Parties ont le droit de nommer des agents spéciaux auprès de la Commission qui devront en même temps servir d'intermédiaires entre Elles et la Commission.

Article 12.

Les débats devant la Commission ne sont publics que si la Commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 13.

La procédure devant la Commission est contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité des dispositions contenues au titre III de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.*)

Article 14.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

dispose d'une voix, celle du Président étant décisive en cas de partage. La Commission peut délibérer valablement, si tous les membres ont été dûment convoqués et si le Président et au moins deux autres membres sont présents.

Article 15.

La Commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la Commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Article 16.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la Commission doit achever ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend a été porté devant la Commission.

Le temps durant lequel les travaux de la Commission sont suspendus selon les dispositions de l'Article 2 n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Article 17.

Le rapport de la Commission est signé par le Président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à Leur connaissance réciproque dans un délai raisonnable, si Elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

Il appartient aux Parties de décider, d'un accord commun, si le rapport de la Commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la Commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport sur décision prise à l'unanimitié des voix ou contre une seule voix dissidente.

Article 18.

Chacune des Parties indemnisera les membres de la Commission nommés par Elle et fournira la moitié de l'indemnité du Président.

Les Parties, doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la Commission soient fixées d'après les mêmes chiffres.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par Elle et la moitié de ceux déclarés communs par la Commission.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater de l'échange des ratifications. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur

pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tallinn, en deux exemplaires, le 18 décembre 1926.

(L. S.) *F. Lerche.*
(L. S.) *Fr. Akel.*

5.

BELGIQUE, DANEMARK.

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage; signé à Bruxelles, le 3 mars 1927.*)

Moniteur belge 1927, No. 316/317 des 12 et 13 novembre 1927.

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et le Danemark.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande,

Animés du désir de développer les relations amicales qui unissent la Belgique et le Danemark;

Décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations, ont résolu de conclure un traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges,
M. E. Vandervelde, Son Ministre des Affaires étrangères,

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande,
Son Excellence M. Otto Krag, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Belgique;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Partie I.

Article 1er.

Toutes contestations entre la Belgique et le Danemark, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par

*) Les ratifications ont été échangées à Copenhague, le 30 septembre 1927.

les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour permanente de justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations de cette espèce, pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre la Belgique et le Danemark, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'Article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: le Gouvernement Belge et le Gouvernement Danois nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Gouvernements Belge et Danois désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'une des deux Parties Contractantes, le vice-président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune de celles-ci, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où, soit le Gouvernement Belge, soit le Gouvernement Danois aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer le membre de la Commission qu'elle a nommé par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangemnet qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différement, être terminées dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation reglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La Commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 13.

Les Gouvernements Belge et Danois s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements Belge et Danois.

Chaque Gouvernement supportera ses propres faits et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis à la Cour permanente de justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévue par son statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

Partie II.

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'Article 1er sur lesquelles le Gouvernement Belge et le Gouvernement Danois seraient divisés sans

pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable, et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les Articles 5 à 14 du présent Traité sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou l'autre Partie, soumise pour décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'Article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où elle s'y prête, la procédure prévue au titre IV, chapitre III, de ladite Convention. Toutefois, si dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties par le Tribunal arbitral.

Le tribunal statuera *ex æquo et bono.*

La sentence arbitrale spécifiera, s'il y a lieu, les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

Dispositions générales.

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements Belge et Danois s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent Traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêté de la Cour permanente de justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son statut, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également

au tribunal d'arbitrage, saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'Article 17 du présent Traité, d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Traité seront soumis à la Cour permanente de justice internationale.

Article 22.

Le présent Traité sera ratifié; l'échange des ratifications aura lieu à Copenhague aussitôt que faire se pourra.

Il remplacera, entre la Belgique et le Danemark, la convention d'arbitrage du 26 avril 1905.*)

Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Bruxelles, le 3 mars 1927.

(L. C.) (S.) *O. Krag.*
(L. C.) (S.) *Vandervelde.*

Protocole de Signature.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, les Gouvernements Belge et Danois tiennent à constater que les engagements que stipule ce Traité ne s'appliquent qu'aux contestations qui s'élèveraient, après que celui-ci aura été ratifié, au sujet de situations ou de faits postérieurs aux ratifications.

Toutefois, ne seront pas exceptées, les contestations portant sur l'interprétation de tout Traité antérieur encore applicable dont, après les ratifications du présent Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, il serait fait par l'une des Parties une application que l'autre

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 486.

Partie jugerait non conforme à ses droits. Il en serait encore ainsi si l'application incriminée avait commencé dès avant la mise en vigueur du présent Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et se poursuivait après la mise en vigueur, étant bien entendu que les conciliateurs, les juges et les arbitres n'auront à examiner que les faits postérieurs.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 3 mars 1927.

(S.) *O. Krag.*
(S.) *Emile Vandervelde.*

6.

ITALIE, HONGRIE.

Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage; signé à Rome, le 5 avril 1927.*)

Gazzetta ufficiale No. 178 du 3 août 1927.

Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage entre l'Italie et la Hongrie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie, ayant constaté la concordance de nombreux intérêts communs aux deux Nations, animés du sincère désir d'établir entre leurs Etats un régime de véritable amitié et soucieux de joindre leurs efforts voués au maintien de la paix et de l'ordre pour donner ainsi aux deux peuples une nouvelle garantie de leur essor futur, ont convenu de stipuler à cette fin le présent Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie:

Son Excellence le Comte Etienne Bethlen, Président du Conseil des Ministres Royal Hongrois;

Lesquels après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Il y aura paix constante et amitié perpetuelle entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Hongrie.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 8 août 1927.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'éléveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 4.

Les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage font objet d'un protocole de procédure annexé à ce Traité.

Article 5.

Le présent Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Rome aussitôt que faire se pourra.

Le Traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de dix années et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Rome le cinq avril mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) *Benito Mussolini.*

(L. S.) *Bethlen István.*

Protocole annexé au Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage entre l'Italie et la Hongrie et réglant la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 1.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties Contractantes, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 2.

La conciliation sera confiée à une Commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés, dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir: Les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le Président de la Commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du Commissaire de la Partie adverse ou la désignation du Président de la Commission, d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes, n'est pas intervenue, le Président de la Confédération Suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 3.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Hautes Parties Contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 4.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 5.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions Internationales d'Enquêtes) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 6.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties Contractantes, au lieu désigné par son Président.

Article 7.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Hautes Parties Contractantes.

Article 8.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 9.

Sauf disposition contraire du présent Protocole, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la mojorité des voix.

Article 10.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 11.

Les Hautes Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulieur, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de Notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes.

Article 12.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les Articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 13.

Les dispositions dont à l'Article 3 du Traité d'amitié, etc. ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour Permanente de Justice Internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut.

Article 14.

Si le compromis prévu par l'Art. 11 resp. 13 ne sera pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 15.

La sentence rendue par le Tribunal sera exécutée de bonne fois par les Parties.

Article 16.

Les Hautes Parties Contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 17.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 18.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécutiou du présent Traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Rome, le cinq avril mil neuf cent vingt-sept.

Benito Mussolini.
Bethlen István.

7.

SUÈDE, ESPAGNE.

Echange de Notes afin de proroger provisoirement la Convention commerciale du 27 juin 1892;*) du 4 au 18 mars 1921.

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1921, No. 6.

---

a) Sveriges chargé d'affaires i Madrid till spanska utrikesministern.

Madrid, le 4 mars 1921.

Monsieur le Marquis,

Par une note, en date du 17 décembre 1920 le Chargé d'Affaires d'Espagne à Stockholm a porté à la connaissance du Gouvernement Royal que le Gouvernement de S. M. Catholique avait l'intention de déclarer périmée la Convention commerciale entre la Suède et l'Espagne du 27 juin 1892, après trois mois écoulés à partir du 20 décembre 1920.

*) V. N. R. G. 2. s. XX, p. 549; XXII, p. 466.

En vue d'éviter les inconvénients qui surgiraient pour les deux pays si les relations commerciales entre eux n'étaient pas réglées avant l'échéance de la Convention dénoncée, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de proposer au Gouvernement de S. M. Catholique que la Convention du 27 juin 1892 soit provisoirement prorogée, eventuellement jusqu'au 1 juin prochain ou, si cette date semble à Votre Excellence trop éloignée, au moins jusqu'au 20 avril prochain.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Baron Koskull.

---

b) Spanske utrikesministern till Sveriges chargé d'affaires i Madrid.

Madrid 14 de Marzo de 1921.

Muy Señor mio:

Tengo la honra de acusar a V. S. recibo de su Nota de 4 del corriente por la que se sirve proponer, en nombre de su Gobierno, la prorroga hasta el dia 1:o de Junio del año actual, del Convenio de Comercio de 27 de Junio de 1892 vigente entre España y Suecia, o por lo menos, hasta el 20 de Abril proximo en el caso de que el Gobierno de S. M. estimara excesivo aquel plazo, a fin de evitar los inconvenientes que se producirian a los dos países si las relaciones comerciales entre ellos no fueran reguladas antes de la fecha de caducidad del citado Convenio.

En respuesta a su citada Nota, cumpleme manifestar a V. S. que coincidiendo el Gobierno de S. M. con el Gobierno de Suecia en la conveniencia de evitar una solución de continuidad en el regimen arancelario convencional que regula las relaciones comerciales entre los dos países como la que se produciria si al terminar el 20 del mes actual la vigencia del citado Convenio no existiera otro que lo reemplace, se halla conforme con la prorroga del mismo, pero creyendo, al mismo tiempo, que seria conveniente para el comercio entre ambos países que aquella no fuera por un plazo excesivamente corto, tengo la honra de proponer a V. S., a mi vez, que el citado Convenio comercial de 27 de Junio de 1892, se prorrogue por tres meses a contar del 20 del actual.

Ruego, pues, a V. S. se sirva manifestarme, con la posible urgencia, si su Gobierno está conforme con la expresada prorroga, y por lo tanto, con que el Convenio continue rigiendo hasta el dia 20 de Junio proximo, a fin de poder transmitir con la debida oportunidad las instrucciones procedentes a las Aduanas españolas.

Aprovecho esta ocasion para reiterar a V. S. las seguridades de mi consideracion distinguida.

M:s de Lema.

---

c) Sveriges chargé d'affaires i Madrid till spanske utrikesministern.

Madrid le 17 mars 1921.

Monsieur le Marquis,

Par une note, en date du 14 de ce mois, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de S. M. Catholique en partageant l'opinion de mon Gouvernement qu'il serait désirable d'éviter une rupture du régime douanier réglant les relations commerciales entre les deux pays, ce qui serait le cas si la Convention Commerciale du 27 juin 1892, actuellement en vigueur, expirait le 20 de ce mois, sans être remplacée par une nouvelle Convention, accepte la prorogation proposée par mon Gouvernement de la Convention en question. En même temps Votre Excellence m'a fait savoir que le Gouvernement Espagnol, qui considère, qu'il serait avantageux pour le commere des deux pays, si cette prorogation ne fut pas fait pour une période trop courte, propose, de son côté, que ladite Convention de Commerce du 27 juin 1892 soit prorogée pour une période de trois mois, à compter du 20 de ce mois.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement Royal accepte la proposition du Gouvernement de S. M. Catholique de proroger la Convention de Commerce du 27 juin 1892 pour une période de trois mois à partir du 20 de ce mois, ou jusqu'au 20 juin 1921.

Il sera entendu que la présente Note et la réponse que Votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Marquis, les assurances de ma plus haute considération.

B:on Koskull.

---

d) Spanske utrikesministern till Sveriges chargé d'affaires i Madrid.

Madrid, 18 de Marzo de 1921.

Muy Señor mio:

He recibido la Nota de V. S. de 17 del corriente, por la cual y refiriéndose à la mía del día 14, en la que le expresaba la conformidad del Gobierno de S. M. con la propuesta que V. S. se sirvió formular para la prórroga del Convenio de Comercio de 27 de Junio de 1892, vigente entre España y Suecia, y en la cual proponía, à mi vez, à V. S. que la citada prórroga se estableciera por un periodo de tres meses, à contar del día 20 del actual mes de Marzo, se sirve V. S. participarme que está autorizado para declarar que el Gobierno de S. M. el Rey de Suecia, acepta la propuesta del de S. M. C. de prorrogar el Convenio de Commercio de 27 de Junio de 1892, por un periodo de tres meses à contar del 20 del presente mes, ó sea hasta el 20 de Junio de 1921, quedando entendido que la citada Nota de V. S. y aquella por la cual yo le comuniqué la respuesta del Gobierno de S. M. C. servirán para dejar formalizado el Acuerdo entre los dos países.

En vista de lo que antecede, tengo la honra de manifestar á V. S. que tomo Nota de la conformidad de su Gobierno con la expresada prórroga, quedando, por lo tanto, convenido, desde éste momento, que el Convenio de Comercio de 27 de Junio de 1892 que regula las relaciones comerciales entre España y Suecia, se prorroga por tres meses á contar del día 20 del actual mes de Marzo, ó sea hasta el 20 de Junio próximo.

Aprovecho ésta oportunidad para reiterar á V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

Ms de Lema.

8.

SUÈDE, ESPAGNE.

Echange de Notes afin de proroger provisoirement la Convention de commerce du 27 juin 1892;*) des 19 et 20 juin 1921.

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1921, No. 13.

---

a) Svenske ministern i Madrid till spanske utrikesministern.

Madrid, le 19 juin 1921.

Monsieur le Marquis,

La Convention de Commerce conclue entre la Suède et l'Espagne le 27 juin 1892 devant, aux termes des Notes échangées le 17 et le 18 mars**) dernier entre le chargé d'affaires de Suède à Madrid et Votre Excellence, cesser ses effets le 20 de ce mois, le Gouvernement du Roi, désirant éviter une situation, au cours de laquelle les relations commerciales entre la Suède et l'Espagne ne seraient régies par aucun accord, m'a chargé de proposer au Gouvernement de Sa Majesté Catholique la conclusion d'un modus vivendi sur les bases suivantes:

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique s'engage à appliquer aux marchandises provenant de Suède la seconde colonne ou tarif minimum du tarif douanier provisoire espagnol du 17 mai 1921 avec les modifications prévues dans le décret Royal du 3 juin 1921 et, de son côté, le Gouvernement du Roi déclare que les marchandises espagnoles bénéficieront, à leur entrée en Suède, du traitement de la nation la plus favorisée: l'Espagne ne pourra cependant pas revendiquer, en vertu de cette dernière stipulation, les faveurs spéciales accordées ou qui viendraient à être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux pays, aussi longtemps que ces mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XX, p. 549; XXII, p. 466.
**) V. ci-dessus, No. 7, p. 35.

Continueront à rester en vigueur les Articles de la Convention commerciale entre la Suède et l'Espagne du 27 juin 1892 suivants: Art. 1, 2, 3, second alinéa du 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 ainsi que le § 1 du protocole final.

Ce modus vivendi, qui entrera en vigueur le 21 juin 1921, sera valable pendant trois mois et continuera ensuite ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois, après dénonciation faite par l'une ou l'autre Partie.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique accepte ce projet de modus vivendi fait par le Gouvernement du Roi, je me permets de proposer à Votre Excellence que ma présente Note et la réponse que Votre Excellence me fera parvenir servent à constater l'accord survenu à cet effet entre les deux Gouvernements.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Danielsson.

---

b) Spanske utrikesministern till svenske ministern i Madrid.

Madrid, 20 de Junio de 1921.

Excmo. Señor:

Muy Señor mío: En Nota de 19 del actual, se sirva V. E. manifestarme que debiendo cesar en el día de hoy el Convenio de Comercio concertado entre España y Suecia el día 27 de Junio de 1892 y deseando el Gobierno sueco evitar la situación que se crearía si las relaciones comerciales entre ambos países no fueran regulados por ningún Acuerdo, ha encargado á V. E. proponga al Gobierno de S. M. la celebración de un „Modus Vivendi“ sobre las bases siguientes:

El Gobierno de S. M. C. se compromete á aplicar á las mercanciás procedentes de Suecia la segunda columna ó sea la tarifa mínima del Arancel aduanero provisional español de 17 de Mayo 1921. con las modificaciones previstas en el R. D. de 3 de Junio de 1921 y, por su parte, el Gobierno del Rey declara que las mercancías españolas beneficiarán á su entrada en Suecia del trato de la Nación más favorecida. España no podrá, sin embargo, reivindicar en virtud de ésta última estipulación los favores especiales acordados ó que fuesen acordados por Suecia á Dinamarca ó á Noruega ó á ambos países mientras que dichos mismos favores no fueran concedidos á otra Nación.

Continuarán en vigor los artículos del Convenio comercial entre Suecia y España del 27 de Junio de 1892 que se indican á continuación: 1, 2, 3, párrafo 2º del 5º, 6, 7, 8, 9, 10, 11 y 12, así cómo el párrafo 1º del Protocolo final.

Este „Modus Vivendi“ que entrará en vigor el 21 de Junio de 1921, será valedero durante tres meses y seguirá rigiendo hasta la expircación de un plazo de un mes después de la denuncia hecha por una ú otra parte.

En contestación á su mencionada Nota, tengo la honra de manifestar á V. E. que le Gobierno de S. M., no obstante la reciente disposición del Gobierno de Suecia elevando de un modo extraordinario los derechos arancelarios de artículos que interesan al comercio español, acepta la propuesta formulada en dicha Nota en su deseo de evitar, igualmente, los perjuicios que se originarían á los intereses comerciales de ambos países en el caso de no existir un régimen que venga á sustituir al que ha regido hasta hoy.

Queda, por consiguiente, convenido por el canje de la Nota de V. E. á que antes me refiero y la presente, que España aplicará á las mercancías procedentes de Suecia, á contar del 21 del mes actual, los derechos de la segunda columna del Arancel de 17 de Mayo último con las modificaciones introducidas en el mismo por la R. O. de 3 del mes en curso, y por su parte Suecia concederá á las mercancías españolas el trato de la Nación más favorecida, en la inteligencia de que España no podrá reivindicar, en virtud de ésta concesión, los favores especiales que Suecia haya concedido ó concediere á Dinamarca ó á Noruega ó á ambos países, mientras que dichos favores no sean concedidos á otra Nación.

Queda, asimismo entendido que el Gobierno de S. M. el Rey de Suecia no hará uso, por lo que á España se refiere, y mientras éste Acuerdo se halle en vigor, de su derecho á elevar su tarifa aduanera en relación con las procedencias de un país determinado.

El Gobierno de S. M. accede igualmente á que continúen en vigor durante el tiempo que dure el presente „Modus Vivendi" los artículos siguientes del Convenio de Comercio entre España y Suecia de 27 de Junio de 1892: artículos 1, 2, 3, párrafo segundo del 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 y 12, así como el párrafo 1º del Protocolo final.

El presente „Modus Vivendi", que entrará en vigor el día 21 del actual mes de Junio, regirá durante un periodo de tres meses, pasado el cual seguirá rigiendo hasta un mes después de que cualquiera de las dos Partes contratantes lo denunciare.

Aprovecho ésta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

De Lema.

9.

SUÈDE, ESPAGNE.

Echange de Notes afin de proroger provisoirement la Convention de commerce du 27 juin 1892;*) signées le 29 décembre 1921.

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1921, No. 37.

---

a) Svenske ministern i Madrid till spanske utrikesministern.

Madrid, le 29 décembre 1921.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Lors de l'entrevue que j'eus l'honneur d'avoir avec Votre Excellence le 14 de ce mois, Votre Excellence me fit part de la mise en vigueur prochaine d'un nouveau tarif douanier espagnol et du désir du Gouvernement de Sa Majesté Catholique de voir ce tarif entrer en vigueur vis-à-vis de tous les Etats étrangers à partir d'une date commune.

Les relations commerciales entre la Suède et l'Espagne étant régies par le modus vivendi établi par l'échange de Notes du 19 et 20 juin dernier,**) aux termes duquel la Suède bénéficie pour ces marchandises de la seconde colonne du tarif provisoire du 17 mai 1921, et ce modus vivendi ne cessant ces effets qu'un mois après dénonciation faite, Votre Excellence, en vue de réaliser la mise en vigueur du nouveau tarif contre tous les pays à partir d'une date commune et désirant d'un autre côté arriver à ce resultat, sans procéder vis-à-vis de la Suède à la dénonciation de notre modus vivendi, suggéra la proposition que le Gouvernement du Roi acceptât, pour ce qui concerne les marchandises originaires et provenant de Suède, l'application du nouveau tarif douanier dès le jour de sa mise en vigueur et que cet accord fut constaté par un échange de Notes, n'étant pas porté atteinte autrement aux dispositions du modus vivendi conclu entre les deux pays.

Après avoir soumis la proposition de Votre Excellence à mon Gouvernement je suis aujourd'hui en mesure de déclarer que le Gouvernement du Roi accepte que, du jour où le nouveau tarif douanier espagnol entrera en vigueur, la seconde colonne de ce tarif sera applicable aux marchandises originaires et provenant de Suède au lieu de la seconde colonne du tarif provisoire du 17 mai 1921 avec modifications apportées par le décret Royal du 3 juin 1921, actuellement en vigueur, à condition, toutefois, que la Suède ne soit, de ce chef, placée dans une situation plus défavorable qu'aucun autre pays, du fait que celui-ci bénéficierait d'un renouvellement de son arrangement commercial avec l'Espagne basé sur le tarif provisoire du 17 mai.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XX, p. 549; XXII, p. 466.
**) V. ci-dessus, No. 8; p. 38.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique accepte ce projet d'arrangement du Gouvernement du Roi, je me permets de suggérer à Votre Excellence que ma présente Note et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir servent à constater l'accord survenu à ce sujet entre les deux Gouvernements.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Danielsson.

---

b) Spanske utrikesministern till svenske ministern i Madrid.

Madrid, 29 de Diciembre de 1921.

Excmo. Señor:

Muy Señor mio: En su atenta Nota de hoy y refiriéndose à nuestra conversación de 14 del mes actual, en la que hube de communicarle la próxima entrada en vigor de un nuevo Arancel de Aduanas y el deseo del Gobierno de S. M. de que se aplicara à las procedencias de todos los Estados extranjeros à partir de una fecha común, se sirve V. E. recordar que para evitar la denuncia del modus-vivendi concertado por canje de Notas de 19 y 20 de Junio último, que regula las relaciones comerciales entre nuestros dos países, sugerí á V. E. en dicha entrevista la proposición de quel el Gobierno sueco aceptase respecto á las mercancías de origen y procedencia de Suecia la aplicación del nuevo Arancel desde la fecha en que sea puesto en vigor, consignándose así mediante canje de Notas y sin modificar las demás disposiciones del modus-vivendi concluído entre los dos países. — Y agrega, V. E. en su citada Nota que después de haber sometido esta proposición á su Gobierno, puede declarar que el Gobierno sueco acepta que, desde el día en que la nueva tarif aduanera española entra en vigor, su segunda columna será aplicable á las mercancías originarias y procedentes de Suecia en vez de la segunda columna del Arancel provisional de 17 de Mayo de 1921, con las modificaciones introducidas por la Real orden de 3 de Junio de 1921 actualmente en vigor, á condición, sin embargo, de que Suecia no quede, con este motivo, colocada en una situación más desfavorable que ningun otro país, por el hecho de que éste beneficiase de una renovación de su arreglo comercial con España basada sobre la tarifa provisional de 17 de Mayo. Añade tambien V. E. que si el Gobierno de S. M. acepta ese proyecto de arreglo del Gobierno sueco, su citada Nota y la respuesta mía servirían para hacer constar el acuerdo recaído sobre el particular entre los dos Gobiernos.

En debida contestación, me complazco en declarar á V. E. que el Gobierno de S. M. toma nota de que el de Suecia está conforme en que desde el día en que el nuevo Arancel aduanero español entre en vigor, su segunda columna será aplicable á las mercancías originarias y procedentes de Suecia en vez de la segunda columna del Arancel provisional de 17 de Mayo de 1921 con las modificaciones introducidas por la Real orden de 3 de Junio de 1921, actualmente en vigor.

Respecto á la condición de que Suecia no quede, con ese motivo, colocada en situación más desfavorable que cualquier otro país, por el hecho de que éste beneficiara de una renovación de su arreglo comercial con España basada en la tarifa provisional de 17 de Mayo, debo manifestar á V. E. que tal es, en efecto, el sentido en que el Gobierno de S. M. se propone obrar con las diversas Naciones con las cuales esos arreglos están hoy día en vigor.

Entiende que esta declaración satisface los deseos del Gobierno sueco y por consiguiente estimo que con la Nota de V. E. á que contesto y la presente, queda concertado el nuevo Acuerdo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

Manuel Gonzalez Hontoria.

10.

SUÈDE, ESPAGNE.

Convention de commerce; signée à Madrid, le 4 mai 1925.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1925, No. 11.

Convention commerciale entre la Suède et l'Espagne.

Sa Majesté le Roi de Suède et sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne, animés d'un égal désir de favoriser le dévéloppement des relations entre la Suède et l'Espagne, ont résolu à cet effet de conclure une Convention commerciale, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi de Suède,

Son Excellence M. Wollmar Boström, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté Catholique, et

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

Son Excellence Don Fernando Espinosa de los Monteros y Bermejillo, Soussecrétaire, Chargé du Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement pour tout ce qui concerne le commerce — importation, exportation et transit — entre les deux pays, le traitement de la nation la plus favorisée, sous

---

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid, le 21 juin 1925.

réserve des dispositions spéciales de l'Article 3 ci-dessous relatives au montant des droits d'entrée et eu égard aux dispositions de l'Article 6.

Chacune des Parties Contractantes s'engage, en conséquence, à faire bénéficier l'autre, immédiatement et inconditionnellement, de tous les privilèges et faveurs qu'elle a concédés ou concédera à une tierce Puissance, en ce qui concerne notamment les formalités douanières et le traitement des expéditions en douane, le transbordement des marchandises, les entrepôts de douane, les surtaxes, les droits intérieurs, tels que droits d'accise ou de consommation, les droits d'exportation et toutes les taxes additionnelles ou locales.

Article 2.

Les produits du sol ou de l'industrie énumérés dans l'annexe A, qui sont originaires et en provenance d'Espagne, des Iles Baléares et Canaries ou des Possessions espagnoles, ne seront soumis en aucun cas, à leur entrée en Suède, à des droits supérieurs à ceux qui sont stipulés par la dite annexe, toutes les taxes additionnelles comprises.

Tous les autres produits originaires et en provenance d'Espagne, des Iles Baléares et Canaries ou des Possessions espagnoles, de même que ceux qui sont énumérés dans ladite annexe, ne seront soumis en aucun cas, à leur entrée en Suède, à des droits supérieurs à ceux qui sont appliqués ou pourront être appliqués relativement à la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les produits du sol ou de l'industrie énumérés dans l'annexe B, qui sont originaires et en provenance de Suède, ne seront soumis en aucun cas, à leur entrée en Espagne ou dans les Iles Baléares, à des droits supérieurs à ceux qui sont stipulés par ladite annexe, toutes les taxes additionnelles comprises.

Pour lesdits produits, la Suède sera, en outre, mise au bénéfice de toute réduction des droits d'entrée au dessous des chiffres prévus par l'annexe B, que l'Espagne pourra accorder, en vertu d'une convention conclue ou de toute autre mesure prise après la signature de la présente Convention, pour les mêmes produits d'une tierce Puissance.

Tous les autres produits originaires et en provenance de Suède acquitteront, à leur entrée en Espagne ou dans les Iles Baléares, les droits prévus dans la seconde colonne du tarif d'usage espagnol alors en vigueur.

Toutefois, les produits énumérés dans l'annexe C, qui sont originaires et en provenance de Suède, ne seront pas soumis, à leur entrée en Espagne ou dans les Iles Baléares, à des droits supérieurs à ceux qui sont appliqués ou pourront être appliqués relativement à la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les deux Parties Contractantes s'engagent, la Suède en ce qui concerne tous les produits originaires et en provenance d'Espagne. Iles

Baléares, Iles Canaries et Possessions espagnoles, et l'Espagne en ce qui concerne les produits originaires et en provenance de la Suède, enumérés dans les annexes B et C, à s'accorder réciproquement, immédiatement et inconditionnellement tous les privilèges et faveurs, y compris le bénéfice des taux plus favorables, résultant des modifications dans la nomenclature douanière, des spécialisations et des observations ou remarques introduites dans leur tarif au moyen de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec une tierce Puissance.

La Suède jouira, en outre, de toute faveur ou privilège que l'Espagne a reconnu ou pourra reconnaître à une tierce Puissance par rapport aux „Dispositions pour l'application du tarif espagnol", notamment celles sous les numéros 4 et 5.

Article 5.

Les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance de Suède, jouiront, à leur entrée dans les Iles Canaries et dans les Possessions espagnoles, de tous les avantages et privilèges que l'Espagne a accordés ou pourra accorder à une tierce Puissance.

Article 6.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à n'établir ni maintenir aucune prohibition ou restriction à leurs importations ou exportations réciproques qui ne s'appliquera pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes produits dans le commerce avec tout autre pays se trouvant dans les mêmes conditions.

Article 7.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le droit d'exercer le commerce et l'industrie, d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles, et les obligations fiscales.

Article 8.

Les négociants, fabricants et autres industriels suédois ou espagnols qui établiront, par la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés dans le pays de leur domicile à exercer leur commerce ou leur industrie et y acquittent les impôts et taxes prévus par la loi, pourront, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, faire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des achats chez les producteurs et les négociants dans leurs locaux de vente et prendre des commandes chez les personnes qui produisent ou utilisent dans leur commerce ou leur industrie des marchandises de la même espèce que celles qui sont offertes par eux.

Les susdits commerçants, industriels ou voyageurs de commerce munis d'une carte de légitimation seront traités, pour les achats auxquels ils procéderont ou les commandes qu'ils prendront, en ce qui concerne les

droits, taxes et facilités, sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée. Ils pourront avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui sont importés à titre d'échantillons par lesdits voyageurs de commerce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'importation et d'exportation, dans les mêmes conditions que les objets de même nature importés par les voyageurs de commerce ressortissants à la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les stipulations de la présente Convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir à des Etats limitrophes en vue de faciliter le commerce local des deux côtés de la frontière.

Il est entendu, en outre, que l'Espagne ne pourra, en vertu des dispositions de la présente Convention, revendiquer des privilèges, faveurs ou immunités que la Suède a accordés ou viendrait à accorder, soit au Danemark ou à la Norvège, soit à ces deux pays, tant qu'elle ne les aura pas accordés aussi à une autre Puissance, et que la Suède ne pourra, en vertu desdites dispositions, revendiquer des privilèges, faveurs ou immunités que l'Espagne a accordés ou viendrait à accorder, soit au Portugal, soit au Maroc (zone espagnole), soit encore aux Républiques hispano-américaines, tant qu'elle ne les aura pas accordés aussi à une autre Puissance.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi de Suède, avec l'approbation du Riksdag, et par Sa Majesté le Roi d'Espagne, après l'accomplissement des formalités établies par les dispositions éspagnoles en vigueur. Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et demeurera executoire pendant une période de douze mois. Si, trois mois avant l'expiration de ladite période, aucune des deux Parties Contractantes ne l'a dénoncée, elle restera en vigueur jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid en double expédition le quatre mai mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) *W. Boström.*

(L. S.) *F. Espinosa de los Monteros.*

Annexe A.

Droits à l'entrée en Suède.

No. du tarif suédois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes suédoises
2	Minerais de toutes sortes etc.	libres
80	Riz non mondé ou simplement débarrassé de la balle extérieure	libre
ex 81	Graines de riz	2.— les 100 kg.
91	Paille et foin ainsi qu'herbes non spécialement dénommées	libres
105	Fourrages non spécialement dénommés, tels que drêche et résidus de destillerie, fourrage de gluten, farine de tourteaux de maïs et d'autres tourteaux oléagineux ainsi que farine de germes de maïs, même mélangés avec des matières animales	libres
ex 106	Raisins frais	0.35 le kg.
106½	Bananes	libres
ex 107 b	Oranges	0.10 le kg.
ex 107 b	Citrons	0.10 le kg.
ex 107 b	Fruits frais ou écrasés (pulpes) autres qu'oranges et citrons rentrant sous le numéro 107 b du tarif	0.10 le kg.
ex 109	Figues sèches	0.15 le kg.
ex 109	Ecorces d'oranges, de citrons et d'oranges amères séchées ou salées	0.15 le kg.
ex 110	Raisins secs	0.15 le kg.
113	Noix ordinaires et autres non spécialement dénommées ainsi que noisettes et châtaignes . .	0.30 le kg.
ex 114	Amandes	0.35 le kg.
ex 117	Fruits conservés dans l'esprit de vin, le vinaigre ou l'huile ou confits y compris le poids des contenants	0.40 le kg.
ex 118	Tomates	0.15 le kg.
ex 120	Oignons	0.05 le kg.
123	Plantes potagères non spécialement dénommées, conservées dans l'esprit de vin, le vinaigre ou l'huile ou confites	0.25 le kg.
165	Réglisse sans addition de sucre etc.	0.12 le kg.
ex 168	Sardines et le thon, conservés	0.25 le kg.
ex 178	Anis	0.25 le kg.
ex 182	Safran	6.— le kg.
183 à 190	Alcools et vins	(voir protocole final)
ex 194	Eaux minérales	libres
198	Peaux et cuirs ne rentrant pas sous la pelleterie, non apprêtés etc.	libres
ex 232	Ecorce de liège (même en morceaux découpés) ainsi que déchets d'écorce de liège	libre
265	Déchets de liège divisés au moyen de trituration ou par un procédé semblable	libre
266	Blocs, plaques, tubes etc. en déchets de liège combinés avec des matières affermissantes etc. . .	0.05 le kg.

No. du tarif suédois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes suédoises
267	Bouées de sauvetage etc. en liège combiné avec d'autres matières	0.10 le kg.
268	Bouchons en liège pour bouteilles de toute sorte, sans garniture; semelles pour chaussures, même combinées avec d'autres matières ainsi qu'autres articles en liège non spécialement dénommés .	0.20 le kg.
ex 374	Laine	libre
555	Sacs visiblement employés et usés	libres
ex 871	Revolvers et pistolets	0.75 le kg.
897	Cuivre et ses alliages avec le zinc, l'étain ou les autres métaux non précieux, non ouvrés ou bruts de toute sorte etc.	libres
932	Plomb non ouvré y compris la grenaille . . .	libre
933	Feuilles, tuyaux, fils etc. de plomb	libres
946	Zinc non ouvré y compris la grenaille	libres
947	Feuilles, clous, fils, tuyaux etc. de zinc	libre
965	Oeuvres d'art en métaux non précieux	libre
970	Argent, non ouvré, y compris la grenaille . . .	
ex 1105	Huile d'olive en tonneaux ou en d'autres récipients que ceux mentionnés sous le No. 1106 .	libres
ex 1106	Huile d'olive en récipients en verre ou argile . .	0.05 le kg.
1140	Acide citrique et acide tartrique y compris le tartre et le sel de seignette ainsi que les autres tartrates de potassium, de sodium et d'ammonium	libres
ex 1145	Sels de cuisine (chlorure de sodium) de toute sorte	libres
1167	Mercure et amalgames	libres
1181	Huile de térébenthine	0.05 le kg.
ex 1242	Matières végétales pour le tannage ainsi qu'extraits de matières tannantes	libres
ex 1243	Acide tannique (tanin)	libre

Annexe B.

Droits à l'entrée en Espagne.

No. du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits en pesetas
5	Marbres, bruts ou en morceaux dégrossis etc. . .	3.20 les 100 kg.
6	Marbres, coupés en dalles, plaques etc.	12.80 les 100 kg.
64	Verre, cristal, etc., teints, gravés, taillés ou decorés	100.— les 100 kg.
ex 64	Vitraux de couleurs	90.— les 100 kg.
70	Isolateurs en verre pour lignes aériennes télégraphiques ou téléphoniques	24.— les 100 kg.
98	Traverses pour chemins de fer	1.04 les 100 kg.

No. du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits en pesetas
99	Poteaux et pieux ronds de bois ordinaire et rouleaux pour mines jusqu'à 25 centimètres de diamètre	1.25 les 100 kg.
100	Bois ordinaires en planches d'une épaisseur de plus de 75 millimètres, poutres, troncs etc. et bois pour constructions navales	10.— le m. cube
101	Bois ordinaires en planches d'une épaisseur de plus de 40 jusqu'à 75 millimètres inclus . .	11.— le m. cube
102	Bois ordinaires en planches d'une épaisseur jusqu'à 40 millimètres inclus	12.— le m. cube
107	Bois travaillé, en éléments pour constructions terrestres ou maritimes	17.60 les 100 kg.
110	Troncs de bois pour la fabrication de pâte de bois .	0.80 les 1000 kg.
115	Bois ordinaire ouvré, en objets tournés ou taillés, peints ou non, vernis ou non, etc.	42.— les 100 kg.
ex 141	Sciure (farine) de bois	0.80 les 100 kg.
191	Courroies et cordes en cuir pour transmissions, tuyaux et autres ouvrages en peau et en cuir pour machines	3.20 le kg.
258	Aciers fins à charbon pour outils	27.— les 100 kg.
ad 258	Ne seront considérés comme aciers fins à charbon pour outils que les aciers contenant en même temps un minimum de 0 6 % de charbon et moins de 0.01 % de soufre et de 0.03 % de phosphore.	
259	Aciers spéciaux	120.— les 100 kg.
ad 272/3	Rentre sous ces numéros le fil d'acier appelé „Paragon".	
288	Pièces de fonte brute non travaillée de 1 à 25 kg.	30.— les 100 kg.
295	Roues en fer et en acier, de plus de 100 kg. chacune, pour locomotives, wagons et voitures des chemins de fer et des tramways etc . . .	26.— les 100 kg.
309	Pièces en fer, acier ou acier malléable pour l'ajustage des tuyaux	40.— les 100 kg.
	Pièces forgées ou estampées etc.	
315	— de plus de 100 kg.	30.— les 100 kg.
316	de 25 à 100 kg.	35.— les 100 kg.
	Pièces forgées ou estampées etc.	
317	— de 1 à 25 kg.	42.— les 100 kg.
318	— de 10 grammes à 1 kg.	55.— les 100 kg.
329	Cables de fil de fer ou d'acier avec mélange de fibres textiles	45.— les 100 kg.
330	Cables autres de fer ou d'acier	42.— les 100 kg.
363	Outils à main, emmanchés ou non, pour scier, couper, raboter, limer etc.	56.— les 100 kg.
	Outils à main, autres, emmanchés ou non	
364	— de plus de 1 kg.	20.80 les 100 kg.
365	— de moins de 1 kg.	32.— les 100 kg.
380	Couteaux de table etc.	4.— le kg.
381	Ciseaux de couture etc.	7.— le kg.
502	Pièces détachées pour moteurs à combustion interne	135.— les 100 kg.
502bis	Carburateurs	32.— l'unité

No. du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits en pesetas
ex 505	Locomobiles et machines à vapeur semifixes de 2,000 à 10,000 kg.	66.— les 100 kg.
ex 506	Les mêmes de 10,000 à 20,000 kg.	56.— les 100 kg.
510	Turbines à vapeur	
	— de 10 à 25 tonnes	32.— les 100 kg.
	— au-dessus de 25 tonnes	29.— les 100 kg.
511 [1]	Locomotives à vapeur etc. pour chemins de fer, voie de moins de 1 mètre	124.— les 100 kg.
	Locomotives à vapeur etc. pour chemins de fer, voie de 1 mètre et plus	
512 [1]	— de moins de 55 tonnes	104.— les 100 kg.
513 [1]	— de 55 tonnes ou plus	84.— les 100 kg.
514	Pièces détachées etc. de locomotives à vapeur	124.— les 100 kg.
515	Grues, rouleaux etc. à vapeur, à air comprimé ou à gasoline	75.— les 100 kg.
516	Locomotives électriques	80.— les 100 kg.
517	Locomotives et autres véhicules automoteurs roulant sur rails etc.	70.— les 100 kg.
518	Tenders	60.— les 100 kg.
520	Moteurs hydrauliques de 500 à 2,000 kg.	54.— les 100 kg.
531	Volants pour machines de tout genre	33.— les 100 kg.
	Machines à travailler les métaux	
538 a	— de 10 à 20 tonnes	27.— les 100 kg.
538 b	— de plus de 20 tonnes	24.— les 100 kg.
	Machines à travailler le bois	
540	— de 250 à 500 kg.	68.— les 100 kg.
541	— de 500 à 1,500 kg.	48.— les 100 kg.
542	— de plus de 1,500 kg.	40.— les 100 kg.
543	Appareils et outils employés dans les machines à travailler les bois et métaux et non compris dans d'autres numéros du tarif	72.— les 100 kg.
582	Machines pour fabriquer du papier continu, jusqu'à 50 tonnes de poids et pièces détachées de machines pour fabriquer du papier	42.— les 100 kg.
	Machines de tout genre, déstinées au mouvement de fluides	
585	— de 100 à 500 kg.	85.— les 100 kg.
	Machines de tout genre, déstinées au mouvement de fluides	
586	— de 500 à 5,000 kg.	64.— les 100 kg.
587	— de plus de 5,000 kg.	28.— les 100 kg.
	Machines non comprises dans d'autres numéros du tarif	
590	— jusqu'á 50 kg.	90.— les 100 kg.
591	— de 50 à 500 kg.	80.— les 100 kg.
592	— de 500 à 1,500 kg.	70.— les 100 kg.
593	— de plus de 1,500 kg.	50.— les 100 kg.

1) Les numéros 511, 512 et 513 ne bénéficieront des dégrèvements inscrits à la présente liste que pendant la période ou l'Espagne ne pourra suffire à ses propres besoins.

No. du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits en pesetas
ex 593	Machines frigorifiques et machines à congeler de plus de 1,500 kg.	48.— les 100 kg.
615	Accessoires de machines etc.	128.— les 100 kg.
	Dynamos, électromoteurs, ventilateurs accouplés à des moteurs électriques, alternateurs, transformateurs etc.	
624	— de 500 à 1,000 kg.	108.— les 100 kg.
625	— de 1,000 à 3,000 kg.	67.— les 100 kg.
626	— de 3,000 à 5,000 kg.	45.— les 100 kg.
627	— de plus de 5,000 kg.	36.— les 100 kg.
629	Groupes électrogènes et machines commutatrices de plus de 1,000 kg.	48.— les 100 kg.
633	Interrupteurs, coupe-circuit, limiteurs de courant, portelampes, suspensions etc. et matériel analogue auxiliaire pour installations électriques constitués par pièces metalliques montées sur n'importe quelle matière isolante, pesant par pièce	
	— de 1 à 100 kg.	90.— les 100 kg.
	— de plus de 100 kg.	80.— les 100 kg.
643	Appareils télégraphiques et téléphoniques, tables de commutation et leurs parties	2.— le kg.
721	Vélocipèdes	2.40 le kg.
722	Motocyclettes etc.	2.40 le kg.
723	Accessoires de vélocipèdes et de motocyclettes .	2.50 le kg.
ex 723	Billes de roulement et roulements annulaires à billes pour vélocipèdes, motocyclettes et „sidecars“ .	2.20 le kg.
789	Goudron	0.80 les 100 kg.
886	Nitrate synthetique etc.	0.80 les 100 kg.
1021	Pâte de bois mécanique	0.80 les 100 kg.
1246	Feutres de laine ou poils avec ou sans mélange de fibres végétales, fabriqués en cru	1.75 le kg.
	Feutres de laine ou poils ou sans melange de matières végétales	
1247	— de moins de 300 grammes	2.— le kg.
1248	— au-dessus de 300 grammes	2.— le kg.
1249	— renforcés de fibres textiles	1.75 le kg.
1327	Morues etc.	25.60 les 100 kg.
1331	Poissons, autres etc.	28.80 les 100 kg.
1408	Lait en poudre	1.— le kg.
1540	Maisons de bois	
	a)	15.— les 100 kg.
	b)	12.— les 100 kg.
	c)	8.— les 100 kg.
	d)	6.— les 100 kg.

Annexe C.

Numéros du tarif espagnol.

Classe I.

No. 7 à 16 inclus, 18, 58, à 60, 63, 77 à 79, 81, 82.

Classe II.

No. 103, 112 à 114, 117 à 120, 122, 131.

Classe IV.

No. 252 à 256, 263, 264, 272 à 286, 296, 303, 304, 305, 307, 308, 310, 312 à 314, 319 à 328, 331, 337 à 342, 347 à 351, 355, 356, 358, 366, 367, 371, 372, 375, 376 à 378, 382, 389, 390, 404, 405, 447 à 450, 453, 454.

Classe V.

No. 495 à 501, 508, 509, 519, 521, 522, 529, 534 à 537, 539, 544, 548 à 553, 558 à 560, 563, 567 à 570, 573, 574, 576, 583, 584, 593 bis, 593 ter, 594 à 597, 617 à 623, 628, 630 à 632, 634 à 642, 681, 720, 724, 745, 749, 752.

Classe VI.

No. 852, 887 à 890, 923, 935, 956, 957.

Classe VII.

No. 1022, 1025 à 1032, 1051.

Classe X.

No. 1250, 1255, 1259.

Classe XII.

No. 1329, 1416, 1417.

Classe XIII.

No. 1496, 1504.

Note: Dans le cas où cessera en Espagne le régime actuel monopoliste des alumettes, la Suède jouira pour les alumettes suédoises de tous les privilèges et faveurs dévolus à un tiers pays quelconque.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention le Gouvernement de S. M. le Roi de Suède et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne out trouvé opportun de préciser les points suivants:

1⁰ Le Gouvernement de S. M. le Roi de Suède s'engage à ne pas augmenter, ni directement ni par une modification de la graduation alcoolique actuelle, les droits d'entrée en vigueur pour les boissons alcooliques comprises sous les numéros 183 à 190 du tarif douanier suédois.

2⁰ Ledit Gouvernement s'engage à faire bénéficier l'Espagne, sous les mêmes conditions qu'une tierce Puissance quelconque:

a) de toute modification qui pourra être décidée pour ce qui concerne la graduation des vins applicable aux vins espagnols jusqu'à 18⁰ inclus, tant au sujet des vins naturels que pour ce qui concerne les vins dont la vente commerciale nécessite une augmentation du degré alcoolique;

b) de toute la liberté de commerce compatible avec la législation suédoise, au sujet des vins et alcools, lesdits produits espagnols profitant,

sur tous les points de vue, au même titre que les produits similaires importés de tout autre pays, de tous les privilèges ou facilités établis ou qui pourront être établis concernant l'importation, la circulation, la vente et la consommation des boissons alcooliques.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signe le présent Protocole comme partie intégrante de cette Convention, à Madrid le quatre mai mil neuf cent vingt-cinq.

W. Boström.
F. Espinosa de los Monteros.

---

a) Svenske ministern i Madrid till presidenten för spanska militärdirektoriet.

Madrid, le 4 mai 1925. No. 50.

Monsieur le Marquis,

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ayant conclu, en date de ce jour, une Convention destinée à régir les relations commerciales entre la Suède et l'Espagne, le Gouvernement Royal m'a chargé de proposer au Gouvernement de Sa Majesté Catholique de convenir, en outre, le point suivant:

La convention conclue entre la Suède et l'Espagne le 27 juin 1892,*) ainsi que les arrangements y relatifs établis par les échanges de Notes des 19 et 20 juin 1921 et du 29 décembre 1921,**) cesseront de produire leurs effets à partir du jour de la mise en vigueur de la nouvelle Convention.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique accepte la proposition ci-dessus du Gouvernement du Roi, je me permets de proposer à Votre Excellence que ma présente Note et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, servent à constater l'accord survenu à cet égard entre les deux Gouvernements.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

W. Boström.

---

b) Tf. chefen för spanska militärdirektoriet till svenske ministern i Madrid.

Madrid, 4 de Mayo de 1925.

Excmo. Señor:

Muy Señor mio: He recibido la atenta Nota de V. E. número 50 fecha de hoy, que traducida dice:

— —

Tengo la honra de comunicar a V. E. que, estando de acuerdo con cuanto precede, esta mi Nota constituye la respuesta que V. E. menciona,

---

*) V. N. R. G. 2. s. XX, p. 549; XXII, p. 466.
**) V. ci-dessus, No. 8, 9; p. 38, 41.

en la que precede transcrita, a fin de considerar realizado el acuerdo entre nuestros dos Gobiernos.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

El Marques de Magaz.

11.

DANEMARK, FRANCE.

Arrangement concernant le régime des certificats d'origine; réalisé par un Echange de Notes du 25 février 1925.

Lovtidenden 1925, No. 9.

Légation de la République Française
en Danemark.

Copenhague, le 25 février 1925.

Monsieur le Comte,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement Royal la conclusion d'un arrangement qui remplacerait celui du 27 octobre 1892 et règlementerait sur les bases suivantes le régime des certificats d'origine et des factures consulaires:

Les certificats d'origine seront établis en texte double français et danois, selon la formule ci-annexée.*)

Les certificats et les factures consulaires seront respectivement visés par les autorités consulaires françaises moyennant des taxes dont le montant sera de 5 francs à la parité de l'or à l'exclusion de toutes autres taxes sur lesdits certificats et factures consulaires. La gratuité sera accordée pour les certificats et les factures consulaires accompagnant les marchandises danoises dont la valeur ne dépassera pas cent francs à la parité de l'or.

Aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par les autorités consulaires pour l'attestation par elles de la valeur de la marchandise sur le certificat d'origine et pareille attestation tiendra lieu de la production d'une facture consulaire visée.

Le Gouvernement Danois accordera de son côté la gratuité dans les mêmes conditions et n'établira pas de taxe de visa supérieure à 5 francs à la parité de l'or sur les certificats et les factures consulaires qui seraient demandés pour les marchandises françaises dont la valeur dépasserait cent francs à la parité de l'or.

Les deux Gouvernements s'accordent réciproquement le bénéfice des avantages qui seraient consentis ultérieurement en pareille matière à une tierce puissance.

La mise en vigueur du présent régime sera fixée au 1er mars prochain.

---

*) Non reproduite.

Si le Gouvernement du Roi donne son adhésion aux présentes propositions je vous serais reconnaissant de m'en informer et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

(sign.) *L. Hermite.*

Monsieur le Comte Moltke, Ministre des Affaires Etrangères,
Christiansborg Slot.

Udenrigsministeriet. Copenhague, le 25 février 1925.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre d'aujourd'hui et conformément aux instructions de votre Gouvernement vous avez bien voulu proposer au Gouvernement Royal la conclusion entre le Danemark et la France d'un arrangement qui remplacerait celui du 27 octobre 1892 et règlementerait sur les bases suivantes le régime des certificats d'origine et des factures consulaires:

Les certificats d'origine seront établis en texte double français et danois, selon la formule ci-annexée.

Les certificats et les factures consulaires seront respectivement visés par les autorités consulaires françaises moyennant des taxes dont le montant sera de 5 francs à la parité de l'or à l'exclusion de toutes autres taxes sur lesdits certificats et factures consulaires. La gratuité sera accordée pour les certificats et les factures consulaires accompagnant les marchandises danoises dont la valeur ne dépassera pas cent francs à la parité de l'or.

Aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par les autorités consulaires pour l'attestation par elles de la valeur de la marchandise sur le certificat d'origine et pareille attestation tiendra lieu de la production d'une facture consulaire visée.

Le Gouvernement Danois accordera de son côté la gratuité dans les mêmes conditions et n'établira pas de taxe de visa supérieure à 5 francs à la parité de l'or sur les certificats et les factures consulaires qui seraient demandés pour les marchandises françaises dont la valeur dépasserait cent francs à la parité de l'or.

Les deux Gouvernements s'accordent reciproquement le bénéfice des avantages qui seraient consentis ultérieurement en pareille matière à une tierce puissance.

La mise en vigueur du présent régime sera fixée au 1er mars prochain.

A ce sujet j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Royal estime pouvoir accepter la proposition susmentionnée et il est d'accord que votre susdite lettre et la présente constitueront un accord entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(sign.) *C. Moltke.*

Monsieur Louis Hermite, Ministre de France.

12.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ESTHONIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes du 2 mars 1925.*)

Treaty Series, No. 722.

[The Secretary of State to the Minister of Esthonia]

Department of State,
Washington, March 2, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the United States and the Government of the Republic of Esthonia with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Esthonia and which Esthonia shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect to import, export and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Esthonia and Esthonia will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports or exports, the United States and Esthonia, respectively, so far as they at any time maintain such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Esthonia than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country:

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Esthonia of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country:

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Esthonia on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country:

---

*) La ratification du Parlement esthonien a été notifiée le 1er août 1925.

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Esthonia, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any foreign country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Esthonia and of the United States and its territories and possessions, respectively.

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Esthonia accords or may hereafter accord to the commerce of Finland, Latvia, Lithuania, Russia, and/or to the states in custom or economic union with Esthonia, or to all of those states, so long as such special treatment is not accorded to any other state.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day when the ratification of the present Note by the Esthonian Parliament will be notified to the Government of the United States and, unless sooner terminated by mutual agreement shall continue in force until thirty days after notice of the termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

Dr. A. Piip, Minister of Esthonia.

[The Minister of Esthonia to the Secretary of State]

Esthonian Legation,
Washington, March 2, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the Republic of Esthonia and the Government of the United States with reference to the treatment which Esthonia shall accord to the commerce of the United States and which the United States shall accord to the commerce of Esthonia.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect to import, export and

other duties and charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Esthonia and Esthonia will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports or exports, the United States and Esthonia, respectively, so far as they at any time maintain such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Esthonia than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country:

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Esthonia of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country:

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Esthonia on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country:

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Esthonia, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any foreign country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Esthonia and of the United States and its territories and possessions, respectively.

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Esthonia accords or may hereafter accord to the commerce of Finland, Latvia, Lithuania, Russia, and/or to the states in custom or economic union with Esthonia, or to all of those states, so long as such special treatment is not accorded to any other state.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day when the ratification of the present Note by the Esthonian Parliament will be

notified to the Government of the United States and, unless sooner terminated by mutual agreement shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

A. Piip.

His Excellency Charles Evans Hughes
Secretary of State of the United States.

13.

FRANCE, AUTRICHE.

Déclaration relative à la transmission des actes judiciaires et à l'exécution des commissions rogatoires en matières civile et commerciale; signée à Paris, le 4 mars 1925.

Journal officiel du 18 mars 1925.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République d'Autriche ayant résolu de conclure un accord au sujet de la transmission des actes judiciaires et de l'exécution des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant sur le territoire de la République d'Autriche, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur ce territoire, émanant d'autorités françaises, seront transmis par les agents diplomatiques ou consulaires français au tribunal dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant en France, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur le territoire français, émanant des autorités autrichiennes, seront transmis par les agents diplomatiques et consulaires autrichiens au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire, ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les lettres de transmission seront rédigées dans la langue de l'autorité requise et devront contenir l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte dont il s'agit.

Art. 2.

En cas d'incompétence de l'autorité à qui a été envoyé un acte ou une commission rogatoire, cette autorité en informera immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant et transmettra d'office cet acte ou cette commission rogatoire à l'autorité compétente du même Etat. Dans tous les cas où un acte ne pourrait être remis au destinataire, ou lorsqu'une commission rogatoire ne peut être exécutée, l'autorité requise en informera immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en indiquant les motifs pour lesquels il n'a pu être donné suite à la demande.

Art. 3.

La remise des actes pourra être refusée si l'Etat sur le territoire duquel elle doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

En règle générale, l'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire qui l'acceptera volontairement. La preuve de la remise se fera au moyen soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait et la forme de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à l'autorité requérante. Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation pourra être inscrit sur l'un des doubles qui sera retourné.

En cas de refus de la part du destinataire de recevoir l'acte, l'autorité requise renverra immédiatement celui-ci à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

Sur demande expresse des agents diplomatiques ou consulaires, l'autorité requise fera signifier l'acte par un officier ministériel local, soit dans les formes de la loi de l'Etat requis, soit dans une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis. Dans ce dernier cas, l'acte à signifier devra être accompagné d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Art. 4.

L'autorité requise pourra refuser d'exécuter une commission rogatoire;

1° Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité;

2° Si dans l'Etat requis l'exécution de la mesure demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Les personnes dont le témoignage est requis seront invitées à comparaître par simple avis administratif. En cas de refus de leur part de déférer à

cet avis, l'autorité requise devra user des moyens de contrainte prévus par la législation de l'Etat requis pour les obliger à se présenter.

Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise:

1° Devra exécuter la commission rogatoire selon une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis;

2° Devra informer en temps utile l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister.

Les commissions rogatoires devront toujours être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Art. 5.

La remise des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires ne donne lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf les exceptions suivantes:

1° Frais occasionnés pour la signification d'un acte par un officier ministériel du pays requis, soit dans les formes de la loi locale, soit dans une forme spéciale;

2° Frais supplémentaires occasionnés pour l'exécution d'une commission rogatoire dans une forme spéciale;

3° Frais d'assignation par un officier ministériel des personnes dont le témoignage est requis, lorsqu'elles n'auront pas déféré à l'avis administratif;

4° Les honoraires d'experts;

5° Frais d'envoi de colis lorsque ceux-ci ne peuvent être expédiés par la poste.

Art. 6.

Le remboursement des frais sera réclamé par l'autorité requise à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui avait été adressée.

Ces frais seront évalués d'après les tarifs en vigueur dans l'Etat requis.

Art. 7.

Les deux Parties Contractantes se reconnaissent le droit:

1° De faire effectuer directement et sans contrainte par leur agents diplomatiques et consulaires des remises d'actes judiciaires en matières civile et commerciale sur le territoire de l'autre partie;

2° De faire exécuter directement et également sans contrainte des commissions rogatoires en matières civile et commerciale par les agents précités.

Il n'est fait aucune reserve pour le cas où le destinataire d'un acte ou la personne dont le témoignage doit être recueilli serait ressortissant de l'une des deux parties.

Art. 8.

Toutes les difficultés résultant de la présente déclaration seront réglées par la voie diplomatique.

Art. 9.

La présente déclaration entrera en vigueur un mois après sa signature. Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie Contractante.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 4 mars 1925, en double exemplaire.

(L. S.) Signé: *Edouard Herriot.*
(L. S.) Signé: *Eichhoff.*

14.

PAYS-BAS, FINLANDE.

Convention concernant l'admission, dans les ports de certaines colonies néerlandaises, des fonctionnaires consulaires finlandais; signée à La Haye, le 9 mars 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 46.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Finlande et assurer aux relations de commerce établies entre les deux nations le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement Finlandais, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires finlandais dans les principaux ports des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale, déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans lesdits territoires.

A cette fin Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé comme plénipotentiaire:

Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

et le Président de la République de Finlande:

M. Yrjö Saastamoinen, Chargé d'Affaires de Finlande à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la République de Finlande seront admis dans tous les ports des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 27 février 1926.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la République de Finlande seront considérés comme des protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois, tant civiles que pénales, qui y sont en vigueur, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter, par la voie indiquée dans le second alinéa de l'Article 6, au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur-Général des Indes néerlandaises, par le Gouverneur du Surinam ou par le Gouverneur du Curaçao lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement Néerlandais et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement de la Reine se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur-Général ou par les Gouverneurs susvisés, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure ou celle de la maison dans laquelle ils ont établi leur chancellerie un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire de la République de Finlande.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement Néerlandais que par l'entremise du représentant diplomatique de la République de Finlande accrédité à La Haye.

En cas d'urgence les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur-Général ou aux Gouverneurs susvisés, prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les Indes néerlandaises, ou dans le Surinam ou dans le Curaçao et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement du territoire en question d'y interdire le séjour ou d'ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires finlandais, naufragés sur les côtes des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de la République de Finlande.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires finlandais peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires finlandais, marchands ou de guerre, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite

renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal néerlandais (territorial ou métropolitain) saisi de l'affaire, ait rendu une sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un sujet de la République de Finlande vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises, chargées, d'après les lois locales, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires finlandais, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires finlandais seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les membres de l'equipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités néerlandais ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'en Finlande les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires finlandais qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses territoires d'outre-mer lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice Consuls et Agents Consulaires finlandais jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ième jour après l'échange des ratifications.

A moins qu'une des Hautes Parties Contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 9 mars 1925.

(L. S.) *van Karnebeek.*
(L. S.) *Yrjö Saastamoinen.*

15.

EGYPTE, FRANCE.

Accord concernant la protection en Egypte des personnes originaires du Maroc; signé au Caire, le 25 mars 1925, suivi d'un Echange de Lettres des 18 octobre et 5 novembre 1925.

Journal officiel du Gouvernement Egyptien 1925, No. 19 du 10 décembre 1925.

Les soussignés Ahmed Ziwer Pacha, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Egypte et Monsieur Henri Gaillard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française, en Egypte, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont convenu ce qui suit:

Art. 1.

Seront désormais reconnues en Egypte comme protégés français les personnes originaires du Maroc (exception faite de la zône d'administration espagnole) qui, résidant en Egypte, remplissent les conditions suivantes:

1. Avoir été inscrites, sur leur demande, sur les registres d'un Consulat Français en Egypte;
2. Etre nées hors d'Egypte;
3. N'avoir pas quitté le Maroc sans esprit de retour.

Art. 2.

La reconnaissance d'un marocain comme protégé français entraîne de plein droit la reconnaissance comme protégés français de ses femmes et de ses descendants mineurs à la date de la signature du présent Accord.

Toutefois, ceux de ses descendants mineurs qui sont nés en Egypte, auront, s'ils continuent à résider dans ce pays, la faculté de demander à

être admis à la nationalité égyptienne dans un délai d'un an à partir de leur majorité. Leurs descendants actuellement majeurs pourront également exercer la même faculté dans un délai d'un an à partir de la signature de la présente Convention. L'âge de 21 ans révolus sera considéré comme âge de la majorité.

Art. 3.

Les descendants nés en Egypte et actuellement majeurs, de marocains qui auraient rempli les conditions prévues à l'Article 1er du présent Accord, auront le droit, dans le délai d'un an, à partir de la signature du présent Accord, d'opter pour la protection française, mais dans le cas où ils n'useraient pas de ce droit, leurs propres descendants ne pourront pas en réclamer le bénéfice.

L'option sera faite sous la forme d'une déclaration écrite adressée au Ministère des Affaires Etrangères Egyptien.

Les personnes ayant ainsi opté seront considérées comme ayant toujours été marocains; leur option sera valable pour leurs femmes et leurs descendants mineurs.

Art. 4.

La Légation de France présentera au Ministère des Affaires Etrangères Egyptien, dans un délai de trois mois à partir de la signature du présent Accord, les listes des marocains inscrits sur les registres des Consulats Français et remplissant les conditions prévues à l'Article 1er du présent Accord. Après l'expiration de ce délai, aucune nouvelle liste de marocains ne pourra plus être présentée au Ministère Egyptien.

Art. 5.

Après remise des listes précitées, le Ministère des Affaires Etrangères Egyptien s'entendra avec la Légation de France pour le maintien ou la radiation sur ces listes des personnes qui y sont inscrites, et arrêtera, de concert avec la Légation, une liste générale définitive des marocains de la catégorie visée à l'Article 1er reconnus comme protégés français.

Cette liste générale pourra toutefois être modifiée d'un commun accord dans le cas où il viendrait à être constaté ultérieurement que tel individu inscrit ne remplissait pas les conditions ci-dessus stipulées et aurait ainsi surpris la bonne foi des autorités consulaires et locales.

Art. 6.

Les marocains, sauf ceux ayant un droit d'option, qui n'auront pas été inscrits sur la liste définitive ne pourront plus, après sa constitution, se réclamer en Egypte de la protection française.

Le bénéfice de la protection française résultant de l'inscription sur la liste définitive mentionnée ci-dessus ne s'étendra et ne pourra s'étendre, ainsi qu'il a été dit plus haut, qu'à la personne des inscrits, de leurs épouses et de leurs descendants mineurs, sans préjudice pour ces derniers de la faculté prévue à l'Article 2 du présent Accord.

Art. 7.

A l'avenir seront reconnus comme protégés français, les marocains qui viendront s'établir en Egypte à la condition qu'ils soient inscrits sur les registres d'un Consulat Français en Egypte.

L'inscription ne se fera que sur la production d'un certificat émanant du Gouvernement du Maroc ou d'un acte de notoriété dûment légalisé par le président d'un tribunal civil constatant l'origine marocaine de l'intéressé.

Les passeports ne peuvent servir à établir la qualité de marocain que pour les marocains de passage en Egypte.

Art. 8.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées au Caire le plus tôt possible.*)

Fait au Caire en double exemplaire, le 25 mars 1925.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Egypte,
(Signé) *Ahmed Ziwer.*

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France en Egypte,
(Signé) *Henri Gaillard.*

Direction des Affaires Politiques et Commerciales.

Dossier No. 28.41/1 (3245).

Le 18 octobre 1925.

Monsieur le Ministre,

Un accord fixant les conditions nécessaires pour établir la qualité de protégé français des personnes originaires du Maroc (exception faite des administrés espagnols) a été signé à la date du 25 mars 1925 par Votre Excellence et Son Excellence Ziwer Pacha dont j'assure l'intérim. Les principales de ces conditions, contenues dans l'Article 1er, sont notamment l'inscription dans un Consulat Français et la conservation de l'esprit de retour.

En vue de mettre un terme aux difficultés qui s'élèvent parfois entre les autorités consulaires françaises et le Gouvernement Egyptien au sujet de la nationalité des personnes dont il s'agit, il semble que l'accord précité pourrait entrer de suite en vigueur, et le Gouvernement actuel est prêt à le ratifier, sous réserve qu'il pourrait être ultérieurement soumis au Parlement Egyptien comme tous les traités de cette nature.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de la République Française et de me faire savoir si ce dernier accepte de ratifier, avec cette condition, l'accord dont il s'agit.

---

*) V. l'Echange de Lettres ci-dessous.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères p. i.,
(Signé) *Yehia Ibrahim.*

Son Excellence M. Henri Gaillard,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de France.

Légation de la République Française
en Egypte.

No. 166. Le Caire, le 5 novembre 1925.

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre No. 154 du 19 octobre dernier au sujet de l'accord fixant le statut des marocains résidant en Egypte, j'ai l'honneur de faira savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement — en remerciant le Gouvernement Egyptien de sa proposition — accepte la mise en vigueur immédiate de l'accord dont il s'agit avec la réserve énoncée par Votre Excellence dans sa communication No. 3245 en date du 18 octobre 1925.

J'ai l'honneur en conséquence, de faire parvenir, ci-joint, à Votre Excellence les listes des marocains inscrits dans les consulats français d'Egypte, arrêtées à la date du 31 octobre 1925. Le Ministère Royal des Affaires Etrangères sera ainsi à même de procéder, de concert avec ma Légation, à l'établissement de la liste générale des marocains protégés français résidant en Egypte.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) *Henri Gaillard.*

Son Excellence Yehia Ibrahim Pacha,
Ministre des Affaires Etrangères, Président
du Conseil p. i., Le Caire.

Le Conseil des Ministres dans sa séance du 12 novembre 1925, ayant pris connaissance des notes échangées entre le Ministère des Affaires Etrangères et la Légation de la République Française, a décidé que l'accord est approuvé avec la réserve de l'approbation du Parlement Egyptien.

16.

ALLEMAGNE, NORVÈGE.

Echange de Notes concernant l'introduction d'une disposition douanière relative à certaines conserves de poisson à l'huile; du 11 avril 1925.*)

Overenskomster med fremmede Stater 1925, No. 9.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 11. April 1925.

Herr Gesandter,

Unter Bezugnahme auf die über die Frage der Verzollung norwegischer Fischkonserven hier geführten Verhandlungen beehre ich mich Ew. Exzellenz zu bestätigen, dass die Deutsche Regierung bereit ist, auf folgende Ware norwegischer Erzeugung

„Seefische aller Art (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm) in Öl, in luftdicht verschlossenen Behältnissen“

bei der Einfuhr nach Deutschland den mit Portugal für Sardinen in Öl portugiesischer Erzeugung in luftdicht verschlossenen Behältnissen vereinbarten Vertragszollsatz von 30.— M. für den Doppelzentner ebenfalls zur Anwendung zu bringen, und zwar solange Deutschland Portugal diesen Vertragszoll gewährt.

Diese Zusage kann mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Dieses Abkommen unterliegt deutscherseits der Ratifikation. Es tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) *Stresemann.*

Seiner Exzellenz dem Königlich Norwegischen Gesandten,
Herrn Scheel.

Königlich Norwegische Gesandtschaft.

Berlin, den 11. April 1925.

Herr Reichsminister,

In der Note Nr. IV Nd. 732 vom heutigen Tage haben Sie, Herr Reichsminister. mir mitgeteilt, dass die Deutsche Regierung bereit sei, auf folgende Ware norwegischer Erzeugung

---

*) Le Gouvernement Allemand a présenté l'instrument de ratification à la Légation Norvégienne à Berlin, le 5 septembre 1925.

„Seefische aller Art (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm) in Öl, in luftdicht verschlossenen Behältnissen"

bei der Einfuhr nach Deutschland den mit Portugal für Sardinen in Öl portugiesischer Erzeugung in luftdicht verschlossenen Behältnissen vereinbarten Vertragszollsatz von 30.— Mark für den Doppelzentner ebenfalls zur Anwendung zu bringen, und zwar solange Deutschland Portugal diesen Vertragszoll gewähre.

Diese Zusage könne mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Dieses Abkommen unterliege deutscherseits der Ratifikation. Es trete am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich habe die Ehre, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Königlich Norwegische Regierung mit dem Vorstehenden einverstanden ist und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Reichsminister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) *A. Scheel.*

Seiner Exzellenz dem Reichsminister des Auswärtigen,
Herrn Dr. Stresemann, Berlin.

17.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Echange de Lettres concernant les demandes d'assistance judiciaire; des 17 et 18 avril 1925.

Reichsministerialblatt 1925, No. 22.

---

a)

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction Générale C.
Nos. C 9 10/3363/21.
1ère Section. 1er Bureau.

Bruxelles, le 17 avril 1925.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement Royal Belge et le Gouvernement Allemand sont tombés d'accord sur ce qui suit:

1⁰ Les autorités judiciaires des deux pays sont autorisées, en cas d'urgence, à adresser directement, au besoin télégraphiquement, à l'autorité compétente de l'autre partie, les demandes d'assistance judiciaire prévues aux Articles 13 et 15 du Traité d'extradition germano-belge du 24 décembre 1874.

Cette autorité compétente est, en Belgique, pour les demandes visées par l'Article 13, le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel l'exécution de devoirs est demandée, et pour les demandes visées par l'Article 15, le procureur général près la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle se trouvent les pièces de conviction ou les documents dont la communication est sollicitée; en Allemagne, pour les cas prévus tant à l'Article 13 qu'à l'Article 15, le premier fonctionnaire du Ministère public près le tribunal régional dans le ressort duquel des devoirs doivent être accomplis.

2⁰ Les demandes d'assistance judiciaire et les pièces se rapportant à leur exécution sont toujours renvoyées par la voie diplomatique.

3⁰ Les deux Gouvernements se communiqueront une liste des autorités judiciaires auxquelles les demandes d'assistance judiciaire doivent être adressées directement.

4⁰ Le présent Accord est entré en vigueur le 15 mars 1925.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(s.) *Hymans.*

Son Excellence Monsieur von Keller,
Ministre d'Allemagne, à Bruxelles.

---

b)

Deutsche Gesandtschaft.
B.-Nr. 494. Brüssel, den 18. April 1925.

Herr Minister,

Mit Beziehung auf den vorhergegangenen Schriftwechsel beehre ich mich festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Belgischen Regierung Einvernehmen über folgendes besteht:

1. Die beiderseitigen Gerichtsbehörden sind berechtigt, in dringlichen Angelegenheiten Rechtshilfeersuchen der in den Artikeln 13 und 15 des deutsch-belgischen Auslieferungsvertrags vom 24. Dezember 1874*) bezeichneten Art unmittelbar, erforderlichenfalls telegraphisch an die zuständige Behörde des andern Teiles zu richten. Diese zuständige Behörde ist in Belgien für die im Artikel 13 des erwähnten Vertrags vorgesehenen Fälle der „Procureur du Roi“ des Arrondissements, wo die Rechtshilfehandlung vorzunehmen ist, für die Fälle des Artikel 15 der „Procureur Général“ derjenigen „Cour d'Appel“, in deren Geschäftsbereiche sich die erbetenen Beweisstücke oder Urkunden befinden; in Deutschland ist diese Behörde sowohl für die Fälle des Artikel 13 wie des Artikel 15 der „Erste Beamte der Staatsanwaltschaft“ bei dem Landgericht, in dessen Bezirke die Rechtshilfehandlung vorzunehmen ist.

---

*) V. N. R. G. 2. s. I, p. 146.

2. Die Ersuchungsschreiben und die sich auf ihre Erledigung beziehenden Schriftstücke werden stets auf dem diplomatischen Wege zurückgeleitet.

3. Die beiden Regierungen werden einander ein Verzeichnis der Gerichtsbehörden mitteilen, an welche die Ersuchen unmittelbar zu richten sind.

4. Dieses Abkommen ist mit dem 15. März 1925 in Kraft getreten.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den erneuten Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. v. *Keller*.

Seiner Exzellenz dem Königlich Belgischen Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Hymans, Brüssel.

18.

SUÈDE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention de commerce et de navigation; signée à Stockholm, le 18 avril 1925.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1925, No. 10.

Convention de Commerce et de Navigation entre la Suède et la République Tchécoslovaque.

Sa Majesté le Roi de Suède et le Président de la République Tchécoslovaque, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure une Convention de Commerce et de Navigation. A cet effet ils ont nommé en qualité de Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Östen Undén, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur Vladimír Radimský, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque près Sa Majesté le Roi de Suède, et

Monsieur Jan Dvořáček, Ministre Plénipotentiaire et Chef de la Section économique au Ministère des Affaires Etrangères Tchécoslovaque,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des Articles suivants:

Art 1.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation,

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 12 juin 1925.

le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, inconditionnellement du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de chaque Partie de refuser aux ressortissants de l'autre Partie, dans des cas déterminés, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sûreté publique ou de prévoyance sociale et notamment pour des motifs de police sanitaire et des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire dans l'armée, dans la marine ou dans l'aviation ainsi que dans les autres institutions militaires ou ayant une organisation militaire et destinées à la défense nationale ou au maintien de l'ordre public et de la sûreté intérieure de l'Etat. Ils seront de même exempts de toute taxe remplaçant ledit service.

En ce qui concerne d'autres prestations et des réquisitions en faveur de la force armée, ils ne seront traités, en temps de paix et en temps de guerre, sous aucun rapport d'une manière moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 2.

Les sociétés anonymes et autres sociétés de caractère économique qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui d'après les lois de cette Partie y sont légalement constituées, jouiront, sur le territoire de l'autre, à tous égards du même traitement que des sociétés analogues de la nation la plus favorisée, étant entendue que l'admission de telles sociétés à l'exercice de leur commerce et leur industrie sur le territoire de l'autre Partie reste subordonnée aux lois et prescriptions y valables.

Art. 3.

Les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Suède seront admis dans la République Tchécoslovaque et les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la République Tchécoslovaque seront admis en Suède au bénéfice du régime de tarif le plus favorable que chacune des Parties Contractantes accorde ou accordera à un Etat tiers quelconque, tant en ce qui concerne tous les droits et taxes qu'en ce qui concerne tous les coëfficients, surtaxes ou majoration dont ces droits et taxes sont ou pourront être l'objet.

Les produits qui seront exportés du territoire de l'une des Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre ne seront assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux produits similaires à destination de la nation la plus favorisée.

De même, les Parties Contractantes s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités douanières ainsi que les droits intérieurs qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties Contractantes.

Art. 4.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque, en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie Contractante, si elle ne s'étend également aux articles similaires en provenance ou à destination de tout autre pays.

Pour tous produits soumis à l'importation ou à l'exportation au régime des licences, les taxes et les autres conditions auxquelles est subordonné l'octroi de ces licences ne seront, en aucun cas, moins favorables que celles auxquelles sont soumis les produits de tout autre pays.

Toutefois ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées pour raisons de santé publique ou comme précaution contre les maladies des animaux ou de plantes utiles, conformément aux règles internationales universellement reconnues, pour les marchandises qui dans un des Etats Contractants font l'objet d'un monopole d'Etat ou pour raisons de sûreté publique.

Art. 5.

En ce qui concerne le transit les deux Parties Contractantes appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du Transit, signée à Barcelona le 21 avril 1921.

Art. 6.

Sur les chemins de fer les deux Parties Contractantes n'appliqueront au trafic des personnes, à l'importation, à l'exportation, et au transit des marchandises et des wagons, à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, des barèmes de transport ni des frais accessoires autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués au trafic des personnes, des marchandises et des wagons susdits à destination ou en provenance du pays le plus favorisé.

Quant au transit des envois postaux, les Actes de l'Union Postale Universelle sont applicables.

Art. 7.

Les navires suédois et leurs cargaisons jouiront dans la République Tchécoslovaque et les navires tchécoslovaques et leurs cargaisons jouiront en Suède, sous tous les rapports, de même traitement que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception à cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

Art. 8.

Les dispositions de la présente Convention visant le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas:

aux faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local,

aux faveurs spéciales qui pourront être accordées à une Puissance tierce en vertu d'une union douanière.

La République Tchécoslovaque ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations de la présente Convention les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux Etats, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

La Suède ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations de la présente Convention, les avantages de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par la République Tchécoslovaque avec l'Autriche ou avec la Hongrie, conformément aux clauses économiques des Traités de Paix de St. Germain et de Trianon, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de ces pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Art. 9.

La présente Convention, ayant besoin en Suède de l'assentiment du Riksdag et dans la République Tchécoslovaque de l'assentiment de Národni Shromáždění, sera ratifiée par Sa Majesté le Roi de Suède et par le Président de la République Tchécoslovaque.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Stockholm.

Toutefois, les deux Gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée si leurs législations respectives les y autorisent.

Elle restera valable pendant une période d'un an à partir du jour de sa mise en vigueur et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double, à Stockholm le 18 avril 1925.

(L. S.) *Östen Undén.*
(L. S.) *V. Radimský.*
(L. S.) *J. Dvořáček.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce et de Navigation entre la Suède et la République Tchécoslovaque, conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même:

A l'Article premier.

1. Il est entendu que les stipulations de l'Article premier s'appliqueront de même au traitement des voyageurs de commerce. Par conséquent, les voyageurs de commerce voyageant en Suède pour le compte d'une maison établie dans la République Tchécoslovaque et les voyageurs

de commerce voyageant dans la République Tchécoslovaque pour le compte d'une maison établie en Suède, ne paieront pas un droit de patente (taxe spéciale) plus élevé que celui auquel sont assujettis les voyageurs de commerce des autres nations. Si les voyageurs de commerce de maisons tchécoslovaques venaient à être exemptés en Suède du paiement de tout droit de patente (taxe spéciale), par réciprocité il en serait de même pour les voyageurs de commerce de maisons suédoises dans la République Tchécoslovaque.

2. Les Parties Contractantes examineront avec bienveillance la question du traitement des travailleurs d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie afin d'assurer réciproquement par des accords spéciaux à ces travailleurs en ce qui concerne les assurances sociales et la protection des travailleurs un traitement aussi favorable que possible.

A l'Article 4.

Quant au régime de licences d'importation ou d'exportation qui existe ou pourrait exister à l'avenir dans les deux Pays, les Parties Contractantes traiteront les demandes des ressortissants de l'autre Partie concernant les dérogations aux restrictions existantes de la manière la plus favorable que les circonstances permettent.

Fait en double, à Stockholm le 18 avril 1925.

Östen Undén. *V. Radimský.* *J. Dvořáček.*

19.

GRANDE-BRETAGNE, DANEMARK.

Echange de Notes afin d'accorder aux sujets, sociétés et navires britanniques au Groenland oriental le traitement de la nation la plus favorisée; signées à Copenhague, le 23 avril et le 4 juin 1925.

Treaty Series 1925, No. 35.

No. 1.

Earl Granville to the Danish Minister for Foreign Affairs.

British Legation, Copenhagen, April 23, 1925.

M le Ministre,

With reference to our previous conversations regarding the future treatment of British subjects, companies and vessels in Eastern Greenland, I have the honour to enquire whether the Royal Danish Government are now in a position to assure His Britannic Majesty's Government that British subjects, companies and vessels in Eastern Greenland shall enjoy

a treatment in no way less favourable than the treatment which is or may be accorded to subjects, companies and vessels of any third State.

I avail, &c. *Granville.*

No. 2.

Danish Minister for Foreign Affairs to Earl Granville.

Copenhague, le 4 juin 1925.

My Lord,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 23 avril dernier, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Royal accordera aux sujets, sociétés et navires britanniques au Groenland oriental le traitement de la nation la plus favorisée sous tous les rapports et particulièrement en ce qui concerne l'accès à la côte et à la mer territoriale y appartenante, l'exercice de la chasse et de la pêche, le droit d'occuper des terrains à titre d'usage, d'établir des stations météorologiques, télégraphiques ou téléphoniques et d'y faire des installations dans des buts scientifiques et humanitaires.

Considérant les relations unionnelles existant entre le Danemark et l'Islande, il est cependant entendu que ce traitement ne comprendra pas les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Le présent Arrangement entrera en vigueur immédiatement et ne pourra être dénoncé qu'après un avis préalable de douze mois.

Veuillez agréer, &c.

C. Moltke.

20.

ESPAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Echange de Notes afin de prolonger la durée de l'Arrangement commercial du 26 avril 1924;*) signées à Madrid, le 2 mai 1925.

Treaty Series No. 716.

[The President of the Military Directorate, Ministry of State, to Ambassador Moore.]

Ministerio de Estado. Commercio.

Núm. 53. Madrid, 2 de Mayo de 1925.

Señor Embajador: Muy Señor mío:

Como resultado de las conversaciones tenidas sobre el régimen de las relaciones comerciales entre España y los Estados Unidos, tengo la

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 312.

honra de poner en conocimiento de V. E. que el Gobierno de S. M. se halla dispuesto a que lo convenido a este respecto por el canje de Notas de 26 de Abril de 1924 tenga validez hasta el 5 de Mayo de 1926, en lugar de hasta el 5 de Mayo de 1925; quedando entendido que si por lo menos tres meses antes de la fecha del 5 de Mayo de 1926, no fuese dicho régimen denunciado por cualquiera de ambas Partes contratantes, continuará después de ella en vigor por tiempo indefinido y hasta transcurridos tres meses, contados desde el día en que por una u otra Parte fuera denunciado.

En su vista, considerará el Gobierno de S. M. realizado el acuerdo por el canje de la presente Nota con la que V. E. tenga a bien dirigirme, ratificando su conformidad con cuanto precede mencionado.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

El Marques de Magaz.

Excmo. Señor Alexander P. Moore,
Embajador de los Estados Unidos de América.
&., &., &.

[Ambassador Moore to the President of the Military Directorate, Ministry of State.]

Embassy of the United States of America,

No. 313. Madrid, 2 May, 1925.

Excellency:

I have the honor to acknowledge receipt of the courteous Note of Your Excellency's Government, No. 53 of May 2, 1925, in which I am informed that the Government of His Majesty is willing that the agreement reached in respect of the commercial arrangement between the United States and Spain by the exchange of Notes of April 26, 1924, remain in force until May 5, 1926, instead of until May 5, 1925; and that it is understood that if at least three months before May 5, 1926, the said arrangement be not denounced by either of the Contracting Parties it shall continue in force indefinitely thereafter and until three months have elapsed counting from the date of its denouncement by either of the Contracting Parties.

On behalf of my Government, I accept the proposal, as outlined in the Note under acknowledgment, and I consider that the agreement has been effected by the exchange of this Note and Note No. 53 of Your Excellency's Government.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Alexander P. Moore.

His Excellency The Marquis of Estella,
President of the Military Directorate,
Ministry of State, Madrid.

21.

SUISSE, PAYS-BAS.

Convention provisoire réglant la circulation aérienne; signée à Berne, le 18 mai 1925.*)

Recueil des lois fédérales 1926, No. 24.

Le Conseil Fédéral Suisse et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

animés d'un même désir de régler la navigation aérienne entre la Suisse et les Pays-Bas,

ont résolu de conclure à cet effet une convention provisoire et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Giuseppe Motta, Conseiller Fédéral, Chef du Département Politique Fédéral,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Monsieur Willem I. Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas en Suisse,

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants, sous réserve de ratification:

Article premier.

Chacun des Etats contractants accordera en temps de paix aux aéronefs dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans la présente Convention.

Au sens de cette Convention, le „territoire des Etats contractants" s'étendra aux eaux territoriales et le terme „aéronef" ne désignera que les aéronefs privés.

Article 2.

Jusqu'à nouvel avis, les frontières des deux Etats pourront être franchies à n'importe quel point.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction, à cet égard, entre les aéronefs des deux Etats.

En outre, chaque Etat aura le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas, la réserve mentionnée ci-dessus ne sera pas maintenue.

Les interdictions et restrictions prévues dans cet Article devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 26 août 1926.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prescrit par l'Etat survolé et atterrira au plus tôt sur l'un des aérodromes ou aéroports de cet Etat et en dehors de la zone inderdite.

Article 5.

Les aérodromes et aéroports ouverts à l'usage public seront aussi ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée dans et avant la sortie de l'un des deux pays, le premier atterrissage et le dernier départ ne devront avoir lieu que sur ou d'un des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'aéroport étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec l'assentiment de l'autorité compétente, le premier atterrissage et le dernier départ pourront avoir lieu sur un autre terrain ou d'un autre terrain, où les formalités douanières seront remplies, l'atterrissage entre la frontière et cet autre terrain étant également interdit.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public au moment de la mise en vigueur de cette convention. Cette liste devra aussi désigner les endroits où pourront être remplies les formalités douanières.

Sera notifiée immédiatement à l'autre Etat contractant toute modification de cette liste ou toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des aéroports indiqués.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Ils devront être pourvus des certificats et des documents exigés pour la circulation aérienne dans le pays dont ils possèdent la nationalité.

Pour autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour lesquelles une licence spéciale est exigée dans le pays auquel elles ressortissent, les personnes composant l'équipage — c'est-à-dire toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef, à l'exception des passagers — devront être munies des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents précisant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur métier, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats contractants auront, dans l'autre Etat, la même validité que les documents correspondants qui ont été délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation aérienne dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude conférés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les prescriptions de l'Article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Il est interdit aux aéronefs de porter un appareil radio-électrique, quel qu'il soit, sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis, au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants, aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre, ces appareils ne pourront être utilisés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le Gouvernement de leur pays.

Pour des motifs de sécurité, les deux Etats contractants se réservent de conclure des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radio-électriques à bord des aéronefs.

Article 9.

Il est interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques, dans les limites du territoire de l'Etat contractant dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Article 10.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage, les autorités compétentes de chacun des Etats contractants auront le droit, dans tous les cas, de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents dont ils doivent être munis.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Tous déchargements ou jets en cours de route autres que ceux du lest n'auront lieu qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Sous réserve des stipulations contraires de la présente Convention, les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et leurs passagers seront soumis, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans cet Etat touchant la navigation aérienne en général, les droits de douane et autres droits, les interdictions d'exportation et d'importation, le transport de personnes et de marchandises, la sécurité et l'ordre publics. Ils seront soumis, en outre, aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats contractants se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra dénoncer cette convention en tout temps, avec un préavis de trois mois.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer cette convention avec effet immédiat dès que les deux Etats auront ratifié la convention internationale relative à la navigation aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.*)

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, en double exemplaire, le dix-huit mai mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) sig. *Motta.*
(L. S.) sig. *W. Doude van Troostwijk.*

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIII, p. 61.

Protocole final à la convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Suisse et les Pays-Bas.

Les deux Parties Contractantes conviennent qu'au sens de la présente Convention, la Principauté de Liechtenstein sera considérée comme partie intégrante du territoire suisse tant qu'elle appartiendra au territoire douanier suisse.

Berne, le dix-huit mai mil neuf cent vingt-cinq.

sig. *Motta.*
sig. *W. Doude van Troostwijk.*

22.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Echange de Notes afin d'abroger réciproquement la concession britannique au Chinde et la concession portugaise au Chipoli; signées à Lisbonne, le 19 mai 1925.

Treaty Series 1925, No. 32.

No. 1.

Sir L. Carnegie to Dr. Joaquim Pedro Martins.

Lisbon, May 19, 1925.

Your Excellency,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government and the Government of the Portuguese Republic, having agreed to the mutual cancellation, as from this date, of the British concession at Chinde and the Portuguese concession at Chipoli, the former hereby renounces all rights in respect of the inner and outer concession at Chinde on behalf of the Government of Nyassaland, which at present holds those concessions. It is, nevertheless, agreed that the Sena Sugar Estates, Limited, will continue to enjoy the remaining period of their lease, which terminates in 1930, of Plot No. 106 in the outer concession at Chinde, so long as they pay to the Government of the Province of Mozambique, as from the date of the present Agreement, the annual rent stipulated in the contract made between the said company and the concessionnaire, and on the understanding that at the termination of their lease they shall not have any right to compensation for any constructions or improvements made upon the said land.

The present Note on behalf of His Majesty's Government and your Excellency's reply on behalf of the Portuguese Government will accordingly

be regarded as placing on record the agreement arrived at between our respective Governments in the matter.

I avail, &c.

Lancelot D. Carnegie.

No. 2.

Dr. Joaquim Pedro Martins to Sir L. Carnegie.

Lisboa, 19 de Maio de 1925.

Senhor Embaixador,

Tenho a honra de acusar recepção da nota datada de hoje na qual V. Exª declara que, havendo o Governo de Sua Majestade Britanica e o Governo da Republica Portuguêsa concordado no cancelamento reciproco, a contar desta data, da Concessão Britanica no Chinde e da Concessão Portuguêsa em Chipoli, o Governo de Sua Majestade Britanica renuncia por esta forma a todos os direitos que tem á Concessão e Extra-concessão no Chinde, por parte do Governo de Nyassaland que ao presente possue de direito as mesmas Concessão e Extra-concessão, ficando todavia acordado que á „Sena Sugar Estates Limited" continuará a gosar o restante periodo do seu sub-arrendamento, que termina em 1930, do lote de terreno No. 106 na Extra-concessão no Chinde, contanto que pague ao Governo da Provincia de Moçambique a contar da data do presente acordo a renda anual estipulada no contrato feito entre a dita Companhia e o concessionario, e ficando tambem entendido que, ao terminar o seu sub-arrendamento, a Companhia não tem direito algum a compensação por quaesquer construções ou bemfeitorias que existam no referido lote de terreno.

Em resposta cabe-me a honra de communicar a V. Exª que o Governo da Republica, concordando com os termos da supracitada nota, renuncia tambem, por esta forma, a todas os direitos que tem á Concessão Portuguêsa em Chipoli.

A presente nota e a de V. Exª a que respondo constituem por parte do Governo da Republica Portuguêsa e por parte do Governo de Sua Majestade Britanica, o acôrdo formal dos dois Governos sobre o assunto.

Aproveito, &c.

Joaquim Pedro Martins.

23.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Accord pour régler l'admission réciproque des médecins à l'exercice de leur art dans les deux pays; signé à Rome, le 21 mai 1925.

Treaty Series 1925, No. 50.

Agreement between the United Kingdom and Italy to regulate the Professional Practice of Medical Practitioners in their respective Territories.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Italy, desiring to regulate on a basis of absolute reciprocity of treatment the professional practice in the Kingdom of Italy and its Colonies of legally qualified medical practitioners holding diplomas granted in Great Britain, in the British Colonies, in India, and in the British Possessions and Dominions, between which and Great Britain medical reciprocity exists, and correspondingly the professional practice throughout Great Britain, the British Colonies, India, and the British Possessions and Dominions, between which and Great Britain medical reciprocity exists, of medical practitioners holding diplomas granted by Institutes in the Kingdom of Italy and its Colonies, have named as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

His Excellency the Right Honourable Sir Ronald Graham,

Accordo fra l'Italia e la Gran Bretagna per regolare l'Esercizio professionale dei Medici nei rispettivi Territori.

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda e dei Domini Britannici di Oltre Mare, Imperatore delle Indie, desiderando regolare, sopra una base di assoluta reciprocità di trattamento, l'esercizio professionale nel Regno d'Italia e nelle sue Colonie per parte dei medici-chirurghi legalmente qualificati e muniti di diplomi conseguiti nella Gran Bretagna, nelle Colonie Inglesi, in India e nei possessi e Domini Inglesi, tra i quali e la Gran Bretagna esista reciprocità in fatto di medicina, e rispettivamente l'esercizio professionale nella Gran Bretagna, nelle Colonie Inglesi, in India e nei Possessi e Domini Inglesi, tra i quali e la Gran Bretagna esista reciprocità in fatto di medicina per parte dei medici-chirurghi muniti di diplomi regolarmente conseguiti nel Regno d'Italia e sue Colonie, hanno nominato come loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

S.E. Benito Mussolini, C.O.S.SS.A., Presidente del Consiglio e Ministro degli Affari Esteri; e

G.C.V.O., K.C.M.G., C.B., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of the Quirinal;

And His Majesty the King of Italy:

His Excellency Benito Mussolini, C.O.S.SS.A., President of the Council and Minister for Foreign Affairs;

Who, having exhibited their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

1. Medical practitioners holding diplomas issued by Licensing Bodies in Great Britain, in the British Colonies, in India, and in the British Possessions and Dominions, between which and Great Britain medical reciprocity exists, and being legally entitled, through existing legislation and on the basis of their diplomas and the inscription thereof in the medical register of Great Britain, to carry on free professional practice in these territories, can be inscribed on the professional registers of the „Ordine dei Medici" of the Kingdom of Italy in accordance with Article 2 of the law of the 10th July, 1910, No. 455, modified by Royal Decree of the 25th March, 1923, No. 882, and for all purposes of the said law, and pursue accordingly their professional practice in the Kingdom of Italy and its Colonies without the need of undergoing any further examination or obtaining any new qualification in the Institutes of the Kingdom of Italy.

2. Inscription on the professional registers, as mentioned above in Article 1, is subject to the observance of the procedure and presentation of the documents prescribed for the pur-

Sua Maestà il Re del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda e dei Domini britannici di Oltre Mare, Imperatore delle Indie:

S.E. l'Onorevolissimo Sir Ronald Graham, G.C.V.O., K.C.M.G., C.B., Suo Ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso la Real Corte d'Italia;

I quali, avendo esibito i loro rispettivi pienipoteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

1. I medici-chirurghi muniti di diplomi rilasciati da enti facoltizzati ad accordare diplomi nella Gran Bretagna, nelle Colonie Inglesi, in India e nei possessi e Domini Inglesi, tra i quali e la Gran Bretagna esista reciprocità in fatto di medicina, e che abbiano legalmente titolo, giusta la legislazione vigente e sulla base dei loro diplomi e della iscrizione nel registro medico della Gran Bretagna, a praticare liberamente l'esercizio professionale nei territori suddetti, possono essere iscritti negli Albi degli Ordini dei Medici-Chirughi del Regno d'Italia, a norma dell'art. 2 della legge 10 luglio 1910, n. 455, modificato con Regio Decreto Legge 25 marzo 1923, n. 882, ed a tutti gli effetti della legge stessa, ed attendere, conseguentemente all'esercizio professionale nel Regno d'Italia e sue Colonie, senza bisogno di sostenere alcun nuovo esame o di conseguire alcun nuovo titolo presso gli Istituti del Regno d'Italia.

2. L'iscrizione negli Albi professionale, di cui al precedente n. 1, è subordinata all'osservanza della procedure ed alla presentazione dei documenti a tal fine prescritti dalla

pose by the Italian law quoted above of the 10th July, 1910, No. 455, and by the relative regulations approved by Royal Decree of the 12th August, 1911, No. 1022.

citata legge italiana 10 luglio 1910, n. 455, e del regolamento relativo, approvato con Regio Decreto 12 agosto 1911, n. 1022.

3. Medical practitioners holding diplomas issued by the Institutes of the Kingdom of Italy, and being legally entitled, through existing legislation and on the basis of their diplomas and the inscription thereof in the professional registers of the Kingdom of Italy, to carry on free professional practice in the territory of the Kingdom and its Colonies, can be inscribed, benefiting for that purpose by the Order of the British Privy Council of the 9th March, 1901, which applied to the Kingdom of Italy the second part of the Medical Act of 1886, in the „Foreign List“ of the registers of British medical practitioners, and pursue accordingly their professional practice in Great Britain, in the Colonies, in India, and in British Possessions or Dominions, between which and Great Britain medical reciprocity exists, without the need of undergoing any further examination or obtaining any new qualification from the Licensing Bodies of Great Britain, of the British Colonies, of India, or of the British Possessions or Dominions, between which and Great Britain medical reciprocity exists.

3. I medici-chirurghi muniti di diplomi rilasciati dagli Istituti del Regno d'Italia e che abbiano legalmente titolo, giusta la legislazione vigente e sulla base dei loro diplomi e dell'iscrizione negli Albi degli Ordini professionali del Regno d'Italia, a praticare liberamente l'esercizio professionale nel territorio del Regno d'Italia e sue colonie, possono essere iscritti, beneficiando all'uopo dell'Ordinanza del Consiglio Privato britannico del 9 marzo 1901, la quale applicò al Regno d'Italia la seconda parte della legge sulla medicina („Medical Act“) del 1886 nell' „Elenco Straniero“ dei registri degli esercenti britannici la medicina, ed attendere conseguentemente, all'esercizio professionale nella Gran Bretagna, nelle Colonie Inglesi, in India nei possessi e Domini Inglesi, tra i quali e la Gran Bretagna esista reciprocità in fatto di medicina, senza bisogno di sostenere alcun nuovo esame o di conseguire alcun nuovo titolo o qualifica dagli enti facoltizzati a rilasciare diplomi della Gran Bretagna, delle Colonie Inglesi, dell'India e dei possessi e Domini Inglesi, tra i quali e la Gran Bretagna esista reciprocità in fatto di medicina.

4. Inscription in the „Foreign List“ of the registers of British medical practitioners, as mentioned above in Article 3, is subject to the procedure and presentation of documents prescribed for that purpose by the above-quoted Medical Act of 1886 in force in the United Kingdom

4. L'iscrizione nell' „Elenco Straniero“ dei registri degli esercenti britannici la medicina, di cui al precedente n. 3, è subordinata all'osservanza della procedura ed alla presentazione dei documenti a tal fine prescritti dalla sopra citata legge sulla medicina („Medical Act“) del 1886, in vigore nel Regno Unito.

The present Agreement, drawn up in English and Italian in double text, enters into force on the date of signature.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Rome the 21st day of May, 1925.

Ronald Graham.
Benito Mussolini.

Il presente accordo redatto in doppio testo, italiano ed inglese, entra in vigore all'atto della firma di esso.

In fede di quanto sopra, i sottoscritti hanno firmato questo accordo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in duplice esemplare, a Roma il 21 Maggio 1925.

Benito Mussolini.
Ronald Graham.

24.

SUISSE, AUTRICHE.

Traité concernant l'application de traités antérieurs en matière de relations juridiques; signé à Berne, le 25 mai 1925, suivi de plusieurs Notes, signées à Berne, le 6 mars 1926.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1926, No. 7.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundespräsident der Republik Österreich haben in der übereinstimmenden Absicht, die zwischen der Schweiz und der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie geschlossenen Verträge zur Regelung der Niederlassungsverhältnisse, über die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern und über die Beglaubigung von Urkunden zwischen der Schweiz und der Republik Österreich anwendbar zu machen, beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrat Giuseppe Motta, Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements,

der Bundespräsident der Republik Österreich:

Herrn Dr. Leo Di Pauli, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Bern,

die nach Vorweisung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

*) Les ratifications du Traité ont été échangées à Berne, le 6 mars 1926.

Artikel 1.

Die zwischen der Schweiz und der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie geschlossenen Staatsverträge vom 7. Dezember 1875, zur Regelung der Niederlassungsverhältnisse,*) vom 10. März 1896, über die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern,**) und vom 21. August 1916, über die Beglaubigung der von öffentlichen Behörden der Schweiz oder Österreichs ausgestellten oder beglaubigten Urkunden,***) werden von den vertragschliessenden Teilen angewendet werden.

Artikel 2.

Der gegenwärtige Vertrag wird sobald als möglich ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden in Bern ausgetauscht werden.

Der gegenwärtige Vertrag tritt am Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Wirksamkeit und bleibt so lange in Geltung, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile gekündigt wird. In diesem Falle tritt er nach Ablauf von 6 Monaten nach dem Tage ausser Kraft, an dem die Kündigung dem andern vertragschliessenden Teile bekannt gegeben worden ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

So geschehen zu Bern, in doppelter Urschrift, den fünfundzwanzigsten Mai 1925.

L. S. (gez.) *Motta.*
L. S. (gez.) *Di Pauli.*

Schlussprotokoll
zum Staatsvertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich vom 25. Mai 1925.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich abgeschlossenen Staatsvertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die folgenden Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

Die Eidgenössische Regierung erachtet die österreichischen Passvorschriften als dem Vertrage nicht widersprechend und erhebt keine Einwendung dagegen, dass österreichischerseits Antritt und Betrieb eines Gewerbes durch schweizerische Staatsangehörige von einer förmlichen Zulassung durch die politischen Landesbehörden im Sinne des § 8, Abs. 2, der österreichischen Gewerbeordnung abhängig gemacht wird. Es besteht jedoch Einverständnis, dass eine bereits erfolgte Zulassung, bzw. ein früher auf Grund des § 8, Abs. 1, der österreichischen Gewerbeordnung erfolgter Antritt und Betrieb eines Gewerbes als erworbenes Recht betrachtet wird.

Die Österreichische Bundesregierung erachtet die zurzeit in der Schweiz hinsichtlich des Aufenthaltes und der Niederlassung fremder Staatsangehöriger

*) V. N. R. G. 2. s. II, p. 69. **) V. N. R. G. 2. s. XXIII, p. 244.
***) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 280.

ergriffenen Massnahmen als mit den Bestimmungen des Vertrages nicht in Widerspruch stehend. Es besteht aber Einverständnis, dass jene österreichischen Staatsangehörigen ohne weiteres als fremdenpolizeilich zugelassen gelten, deren Niederlassung in der Schweiz aus der Zeit vor dem Beginne der Fremdenkontrolle stammt, und dass österreichische Staatsangehörige nach erteilter Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligung in der Schweiz mit Ausnahme des Apotheker- und Hausiergewerbes im Genusse der Handels- und Gewerbefreiheit gemäss Artikel 31 der schweizerischen Bundesverfassung stehen, sofern ihnen die Bewilligungsvorschriften und Bewilligungsbedingungen in dieser Hinsicht keine Beschränkungen auferlegen.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigedrückt.

Bern, den fünfundzwanzigsten Mai 1925.

L. S. (gez.) *Motta.*
L. S. (gez.) *Di Pauli.*

Note des Eidgenössischen Politischen Departements an den österreichischen Gesandten in Bern.

Anlässlich des Austausches der Ratifikationsurkunden zum Staatsvertrage zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich vom 25. Mai 1925 beehrt sich der unterfertigte Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements zu bestätigen, dass der Schweizerische Bundesrat und die Österreichische Bundesregierung über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

1. Die nachstehend bezeichneten internationalen Übereinkommen finden im Verhältnisse zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich Anwendung, und zwar:

a) Gegenseitigkeitserklärung zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Österreichisch-Ungarischen Regierung vom 16. Februar/7. März 1885 betreffend die Vollstreckung der Zivilurteile aus Österreich-Ungarn im Kanton Waadt und jener aus dem Kanton Waadt in Österreich-Ungarn, ergänzt durch die Gegenseitigkeitserklärung zwischen dem Staatsrate des Kantons Waadt und der Österreichischen Regierung vom 9. März/10. Dezember 1897.

b) Gegenseitigkeitserklärung zwischen dem Regierungsrate des Kantons Zürich und der Österreichischen Regierung vom 31. Jänner/14. März 1907 über die Vollstreckung von Zivilurteilen.

c) Gegenseitigkeitserklärung zwischen dem Regierungsrate des Kantons St. Gallen und der Österreichischen Regierung vom 30. Dezember 1908/19. Februar 1909 über die Vollstreckung von Zivilurteilen.

d) Übereinkunft zwischen der Schweiz und Österreich-Ungarn vom 29. Oktober 1885 über die gegenseitige Zulassung der an der Grenze domizilierten Medizinalpersonen zur Berufsausübung.*)

---

*) V. N. R. G. 2. s. XIV, p. 345.

e) Übereinkommen zwischen den Regierungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Österreich-Ungarischen Monarchie vom 21./28. Oktober 1887 wegen gegenseitiger Übernahme ihrer ehemaligen Staatsangehörigen.*)

f) Schweizerisch-österreichische Gegenseitigkeitserklärung vom Jahre 1898 betreffend die Auslieferung wegen Androhung gewaltsamer Handlungen gegen Personen.

g) Übereinkommen vom 30. Dezember 1899 betreffend den Korrespondenzverkehr zwischen den österreichischen Gerichten und Staatsanwaltschaften einerseits und den schweizerischen Gerichtsbehörden andererseits,**) mit der Massgabe, dass im Art. II die Anführung der Gerichtshöfe und Staatsanwaltschaften Prag, Brünn und Triest wegzufallen hat und dass weiter dem Verzeichnisse der schweizerischen Gerichtsbehörden, denen der direkte Verkehr in Rechtshilfesachen mit den österreichischen Gerichten in Gemässheit des Übereinkommens gestattet ist, beizufügen sind: das schweizerische Bundesgericht in Lausanne, das schweizerische Versicherungsgericht in Luzern, die schweizerische Bundesanwaltschaft in Bern und die Polizeiabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements in Bern.

h) Übereinkommen vom 6. Mai/17. Dezember 1910 betreffend den Korrespondenzverkehr zwischen dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement und den österreichischen Provinzialbehörden.

i) Österreichisch-schweizerisches Übereinkommen vom 15. März 1911 betreffend das gegenseitige Rückschubsrecht auf der Eisenbahnlinie St. Margrethen-Bregenz.†)

2. Die österreichisch-schweizerische Gegenseitigkeitserklärung vom Jahre 1921 betreffend die Auslieferung exterritorialer Personen wird erneuert.

3. Es wird festgestellt, dass das durch die Verordnungen des ehemaligen österreichischen Justizministeriums vom 27. Mai 1914 und vom 2. August 1918 bzw. durch die Beschlüsse des schweizerischen Bundesrates vom 10. Juli 1914 und vom 25. Oktober 1918 begründete Gegenseitigkeitsverhältnis auf dem Gebiete des Urheberrechtsschutzes von dem Zeitpunkte der Auflösung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie bis zum Beitritt der Republik Österreich zu der am 13. November 1908 revidierten Berner Übereinkunft zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst,††) d. i. bis einschliesslich 30. September 1920, bestanden hat.

Indem der Unterzeichnete der Übersendung einer gleichartigen Gegennote entgegensieht, benützt er den Anlass zur erneuten Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung.

Bern, den 6. März 1926.

(gez.) *Motta.*

Eine gleichlautende Note der österreichischen Gesandtschaft in Bern ist unter dem gleichen Datum vom österreichischen Gesandten dem Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements übergeben worden.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XIV, p. 383.
**) V. N. R. G. 2. s. XXIX, p. 490.
†) V. N. R. G. 3. s. VII, p. 896.
††) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 590.

Note des Eidgenössischen Politischen Departements an den österreichischen Gesandten in Bern.

Anlässlich des Austausches der Ratifikationsurkunden zum Staatsvertrage zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich vom 25. Mai 1925 beehrt sich der unterfertigte Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements zu bestätigen, dass der Schweizerische Bundesrat und die Österreichische Bundesregierung über folgende Bestimmungen, betreffend die Regelung des Verfahrens bei der Übergabe und Übernahme von Verbrechern an der schweizerisch-österreichischen Grenze zum Zwecke einer Auslieferung, einer vorübergehenden Übergabe oder einer Durchlieferung, übereingekommen sind:

1. Der Schweizerische Bundesrat bestimmt die folgenden Orte und Behörden zur Übernahme von Verbrechern, die zur Auslieferung, zur vorübergehenden Übergabe oder zur Durchlieferung aus Österreich unmittelbar nach der Schweiz geleitet werden:

Laufende Nummer	Bezeichnung des schweizerischen Übernahmeortes	Bezeichnung der schweizerischen Übernahmebehörde	Bezeichnung des österreichischen Grenzortes
1	Rorschach	Bezirksamt Rorschach	Bregenz
2	Buchs	Bezirksamt Werdenberg in Buchs	Feldkirch

2. Das Bundeskanzleramt der Republik Österreich bestimmt die folgenden Orte und Behörden zur Übernahme von Verbrechern, die zur Auslieferung, zur vorübergehenden Übergabe oder zur Durchlieferung aus der Schweiz unmittelbar nach Österreich geleitet werden:

Laufende Nummer	Bezeichnung des österreichischen Übernahmeortes	Bezeichnung der österreichischen Übernahmebehörde	Bezeichnung des schweizerischen Grenzortes
1	Feldkirch	Bezirkshauptmannschaft Feldkirch	Buchs
2	Bregenz	Bezirkshauptmannschaft Bregenz	Rorschach
3	Pfunds-Stuben	Bezirksgericht Ried in Tirol	Martinsbruck

3. Die Bestimmung eines der angegebenen Übernahmeorte im Einzelfalle bleibt, wenn der Verbrecher nach der Schweiz geleitet werden soll, den österreichischen Behörden, wenn er aber nach Österreich geleitet wird, den schweizerischen Behörden vorbehalten.

4. Die Übergabe des Verbrechers hat im Übernahmeort an die Übernahmebehörde zu geschehen. Befindet sich die Übernahmebehörde nicht

im Übernahmeort oder handelt es sich um einen Eisenbahntransport, so hat die Übergabe an das hiezu angewiesene Sicherheitsorgan (Gendarm, Finanzwache, Polizeibeamter, Polizist) zu geschehen, und zwar bei einem Eisenbahntransport in der betreffenden Bahnstation.

5. Bei Auslieferung an die Schweiz soll das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement in Bern regelmässig von dem bevorstehenden Eintreffen des Verbrechers an dem Übernahmeort derart benachrichtigt werden, dass zwischen dem Tag, an dem diese Benachrichtigung beim Justiz- und Polizeidepartement eintrifft, und dem Tage der Ankunft des Verbrechers am Übernahmeort mindestens 3 Tage liegen.

Das Justiz- und Polizeidepartement in Bern wird die schweizerische Übernahmebehörde und die verfolgende schweizerische Behörde entsprechend verständigen.

Kann die bereits angekündigte Übergabe eines Verbrechers an die schweizerische Übernahmebehörde infolge plötzlicher Erkrankung des Auszuliefernden oder aus einem andern Grunde zur angesagten Zeit nicht bewerkstelligt werden, so ist hievon das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement in Bern unverzüglich unmittelbar — nötigenfalls im telegraphischen Wege — zu verständigen.

Bei Auslieferungen an Österreich soll die für den in Betracht kommenden Übernahmeort zuständige Übernahmebehörde regelmässig von dem bevorstehenden Eintreffen des Verbrechers derart benachrichtigt werden, dass zwischen dem Tag, an dem diese Benachrichtigung bei der Übernahmebehörde eintrifft, und dem Tage der Ankunft des Verbrechers am Übernahmeort mindestens ein voller Tag liegt.

Diese Verständigungen sind insbesondere erforderlich, wenn es sich bei Eisenbahntransporten darum handelt, die Ablösung des Geleitorganes des einen Teiles durch das Organ des anderen Teiles im betreffenden Bahnhofe sofort beim Eintreffen des Zuges derart zu sichern, dass der unmittelbare Anschluss nicht versäumt werde.

6. Wenn ein Verbrecher zum Zwecke der Auslieferung oder vorübergehenden Übergabe an die Grenze zu bringen ist, so genügt es zur Sicherung seiner Übernahme durch die betreffende Übernahmebehörde, wenn aus den Begleitpapieren die Tatsache hervorgeht, dass eine Strafjustizbehörde des übernehmenden Staates die Auslieferung oder vorübergehende Übergabe im diplomatischen Wege verlangt hat und die betreffende Strafjustizbehörde angegeben ist.

7. Soll dagegen ein Verbrecher zum Zwecke der Durchlieferung an einen dritten Staat an die Grenze gebracht werden, so ist seine Übernahme durch die zuständige Übernahmebehörde erst zulässig, nachdem die Regierung des Staates, über dessen Gebiet der Transport erfolgen soll, nach Bewilligung des Durchtransportes die zur Sicherung der Übernahme erforderlichen Massnahmen getroffen hat.

Die Behörde, in deren Verwahrung der Verbrecher ist, darf diesen erst an die Grenze bringen, nachdem sie davon verständigt wurde, dass die Übernahme gesichert ist.

8. Werden mit dem Verbrecher corpora delicti, auszufolgende Akten oder andere Gegenstände übergeben, so hat sie die Übernahmebehörde zu übernehmen und ihre sichere Weiterbeförderung zu besorgen.

Indem der Unterzeichnete der Übersendung einer gleichartigen Note entgegensieht, benützt er den Anlass zur erneuten Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung.

Bern, den 6. März 1926.

(gez.) *Motta.*

Eine gleichlautende Note der österreichischen Gesandtschaft in Bern ist unter dem gleichen Datum vom österreichischen Gesandten dem Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements übergeben worden.

25.

GRÈCE, PAYS-BAS.

Echange de Notes afin de proroger le régime conventionnel concernant le commerce entre les deux pays; du 2 juin et du 5 juillet 1925.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1925, No. 400.

Légation de Grèce.
No. 398.

Le Gouvernement de la République Hellénique, ayant été dûment autorisé par Décret de l'Assemblée Nationale en date du 27 mai de cette année, afin de faciliter les négociations pour l'élaboration du Traité de commerce définitif, la Légation de Grèce à La Haye a l'honneur d'informer le Ministère Royal des Affaires Etrangères que ledit Gouvernement consentirait à une dernière prorogation du régime conventionnel en vigueur, avec l'application du tarif actuel jusqu'au 31 décembre année courante, étant bien entendu que cette échéance sera définitive sans qu'elle soit subordonnée à une dénonciation préalable. De son côté le Gouvernement Hellénique se charge de continuer à appliquer le regime actuel à titre de réciprocité.

La Légation de Grèce à La Haye portant ce qui précède à la connaissance du Ministère Royal des Affaires Etrangères le prie de bien vouloir, pour toutes fins utiles, de lui faire connaître son adhésion à ce sujet.

La Haye, le 2 juin 1925.

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des Affaires Economiques.
No. 18349.

Par son office du 2 juin dernier la Légation de Grèce a bien voulu porter à la connaissance du Ministère Royal des Affaires Etrangères qu'afin

de faciliter les négociations en vue de l'élaboration du Traité de commerce définitif, le Gouvernement de la République Hellénique, ayant été dûment autorisé à cet effet par décret de l'Assemblée nationale en date du 27 mai 1925, consentirait à une dernière prorogation du régime conventionnel en vigueur entre les Pays-Bas et la Grèce avec application du tarif actuel jusqu'au 31 décembre prochain, étant bien entendu que cette échéance sera définitive sans qu'elle soit subordonnée à une dénonciation préalable, et que de son côté le Gouvernement Hellénique se charge de continuer à appliquer le régime actuel à titre de réciprocité.

Le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de remercier la Légation de cette communication et de Lui faire savoir que le Gouvernement des Pays-Bas adhère à la proposition du Gouvernement Hellénique et continuera à appliquer le régime découlant du Traité de commerce conclu entre les Pays-Bas et la Grèce le 22 février 1843*) jusqu'au 31 décembre 1925.

Toutefois le Ministère se permet de faire remarquer à la Légation qu'à partir du 1er juillet dr. un nouveau tarif de droit d'entrée est entré en vigueur aux Pays-Bas, tarif qui s'applique à tous les Etats sans qu'aucune distinction ne soit faite.

Le Gouvernement Royal considère la prorogation du régime conventionnel comme suffisamment établie entre les deux Gouvernements par la note de la Légation de Grèce du 2 juin dernier et la présente Note.

La Haye, le 7 juillet 1925.

26.

GRÈCE, SUÈDE.

Echange de Notes en vue de proroger le Traité de commerce et de navigation du 15/27 octobre 1852,**) modifié par la Déclaration du 18 février / 2 mars 1893;***) signées à Berlin, le 3 juin 1925.

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1925, No. 12.

---

a)

Berlin, le 3 juin 1925.

Monsieur le Ministre,

Par les lettres que nous avons échangées sous la date du 28 février a. c. dûment autorisés par nos Gouvernements respectifs, le Traité de Com-

*) V. N. R. G. V, p. 24.
**) V. Sandgren, Recueil des Traités de la Suède, p. 807.
***) V. N. R. G. 2. s. XXII, p. 386.

merce et de Navigation du 15/27 octobre 1852, modifié par la déclaration du 18 février/2 mars 1893 a été prorogé jusqu'au 1er juin 1925. En vue de faciliter les négociations pour l'élaboration du nouveau traité de Commerce définitif, mon Gouvernement, dûment autorisé par l'Assemblée Nationale, consent, sous condition de réciprocité, à une nouvelle prorogation du regime conventionnel en vigueur avec application du tarif actuel, à partir du 1 juin 1925 jusqu'au 1 janvier 1926, cette échéance ne devant bien entendu être subordonnée à aucune dénonciation préalable.

D'ordre de mon Gouvernement, je vous prie de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement Royal et me faire savoir sa réponse aussitôt que se pourra.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. Canellopoulos.

---

b)

Berlin, le 3 juin 1925.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser sous la date de ce jour et dans laquelle Vous avez exprimé le désir du Gouvernement Hellénique de proroger le Traité de commerce et de navigation du 15/27 octobre 1852 modifié par la déclaration du 18 février/2 mars 1893, à partir du 1er juin courant jusqu'au 1er janvier 1926, cette échéance ne devant bien entendu être subordonnée à aucune dénonciation préalable.

Je m'empresse de Vous faire savoir que le Gouvernement Royal se trouve d'accord avec le Gouvernement Hellénique sur la prorogation jusqu'au 1er janvier 1926 du régime actuellement en vigueur pour les relations commerciales entre la Suède et la Grèce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ramel.

27.

PAYS-BAS, SIAM.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à La Haye, le 8 juin 1925, suivi de deux Protocoles et d'un Echange de Notes du même jour.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 329.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi du Siam, animés d'un égal désir de développer les rapports d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établis entre les deux Etats, et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des Traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Altesse Sérénissime le Prince Damras Damrong, Chargé d'Affaires du Siam à La Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre les Pays-Bas et le Siam.

2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté de se rendre sur le territoire de l'autre Partie, d'y résider, d'y voyager et d'en sortir; de s'y livrer à l'agriculture, à la navigation, à l'industrie et au commerce de gros ou de détail; de s'y occuper d'œuvres religieuses, charitables et d'éducation, et d'y employer tous mandataires de leur choix, au moins sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

3. En tout ce qui concerne l'acquisition et la disposition de la propriété ou de la possession de biens meubles ou immeubles de toute espèce, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités, sur toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, sous tous

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 24 août 1926.

les rapports, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

4. Ils ne seront obligés, sous quelque prétexte que ce soit, d'y payer des impôts ou taxes intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux ou par les ressortissants de la nation la plus favorisée ne jouissant pas de l'exemption de la juridiction siamoise.

5. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre Partie, de la façon la plus constante, de la protection et de la sauvegarde de leurs personnes et de leurs biens. Ils y jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

6. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire personnel obligatoire, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposée aux lieu et place dudit service personnel. Ils n'y seront astreints, en temps de paix comme en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions imposées aux nationaux, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers.

7. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'une complète liberté de conscience et, pourvu qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, ils auront le droit de s'y livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

Article II.

Les terrains et habitations, entrepôts, fabriques, magasins et autres bâtiments des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie, utilisés aux fins de résidence ou de commerce, ne pourront être soumis à des visites ou à des perquisitions, et les livres, papiers et comptes qui s'y trouveront ne pourront être soumis à des examens ou à des inspections, sauf dans les conditions et suivant les modalités prévues par les lois et règlements applicables aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée ne bénéficiant pas d'exemption de la juridiction siamoise.

Article III.

1. Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties Contractantes.

2. Les ressortissants des Hautes Parties Contractantes pourront, librement et en toute sûreté, se rendre avec leurs navires et leurs marchandises, dans tous les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre Partie, qui sont ou seront ouverts à la navigation et au commerce étrangers, y séjourner et les quitter, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois

et règlements qui y sont ou seront en vigueur. Cependant, les Hautes Parties Contractantes auront la faculté d'édicter, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée ou du traitement national, telle réglementation générale qu'il leur conviendra au sujet du commerce de certains articles et notamment au sujet du commerce des boissons spiritueuses, distillées ou fermentées, des liqueurs alcooliques et de l'alcool; au sujet de l'opium et de ses dérivés, de la cocaïne, de l'heroïne et autres narcotiques visés par la Convention Internationale de l'Opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912, et au sujet du commerce des armes et munitions.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront libre accès aux Tribunaux de l'autre Partie soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants et de les employer pour la sauvegarde de leurs droits par devant lesdits tribunaux. En ce qui concerne les conditions dans lesquelles les ressortissants néerlandais pourront ester en justice au Siam, ces ressortissants jouiront du même traitement que les nationaux, et en tout cas d'un traitement qui sera au moins aussi favorable que celui dont jouiront les ressortissants de la nation la plus favorisée ne jouissant pas d'exemption de la juridiction siamoise.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie d'un traitement qui sera absolument égal à celui des nationaux ou à celui des ressortissants de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits d'importation, de transit et d'exportation, l'entreposage, les primes, les facilités douanières et la visite et l'évaluation des marchandises.

Article VI.

1. Les Pays-Bas reconnaissent, en principe, l'autonomie du Siam en matière douanière de même qu'en matière fiscale.

2. Le Gouvernement Royal de Siam, en conséquence, pourra librement établir les droits de douane à l'importation et à l'exportation, les drawbacks, les taxes d'entrepôt et toutes les taxes similaires qui lui conviendront; il aura donc le droit d'élever les tarifs fixés par les accords jusqu'ici en vigueur. Il ne pourra, toutefois, user effectivement de cette liberté tarifaire à l'endroit des Pays-Bas que lorsque toutes les autres Puissances qui sont fondées à se réclamer du régime existant en vertu des accords antérieurs auront consenti à la même concession, sans exiger, en retour, des avantages ou privilèges particuliers.

Article VII.

En tout ce qui concerne l'entrée et la sortie, le dédouanement, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires marchands

dans les ports, bassins, docks, rades, hâvres ou rivières de chacune des Hautes Parties Contractantes, aucun privilège ne sera accordé aux navires marchands d'une tierce Puissance qui ne soit également accordé dans la même mesure aux navires marchands de l'autre Partie, l'intention des Hautes Parties Contractantes étant qu'en ces matières les navires marchands de chacune d'Elles reçoivent au moins le traitement accordé aux navires marchands nationaux ou aux navires marchands de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliqueront pas au cabotage sur les côtes des deux Hautes Parties Contractantes, ledit cabotage demeurant exclusivement soumis à leurs lois et règlements respectifs.

Article IX.

1. Si un navire marchand appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux ou dans un port de l'autre Partie, le navire, ses passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que celles que les lois et règlements de cette autre Partie accordent ou accorderont dans des circonstances analogues aux navires marchands nationaux ou aux navires marchands de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire, les passagers, leurs effets et ceux de l'équipage, et la cargaison.

2. Les marchandises sauvées d'un navire marchand échoué ou naufragé appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront assujetties à aucun droit de douane sur le territoire de l'autre Partie, à moins qu'elles n'y soient livrées à la consommation intérieure.

Article X.

1. Les navires marchands battant pavillon néerlandais ou siamois, ayant a bord les documents requis par leur législation nationale aux fins d'établissement de leur nationalité, seront considérés, au Siam et dans les Pays-Bas, comme navires néerlandais et siamois.

2. Les certificats de jaugeage délivrés aux bâtiments de chacun des deux Pays suivant la méthode Moorsom seront respectivement reconnus, sous des modalités qui seront précisées ultérieurement, après échange des règlements applicables en la matière.

Article XI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux formalités prévues par la loi, de la même protection que celle dont bénéficient ou bénéficieront en la matière les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce, les noms commerciaux, les dessins et modèles, et les droits d'auteur.

Article XII.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires consulaires pour résider dans les villes et ports du territoire de l'autre Partie où les fonctionnaires de même ordre d'autres Puissances sont ou seront autorisés à résider.

2. Toutefois lesdits fonctionnaires consulaires ne commenceront pas à remplir leurs fonctions avant que leur nomination ait été approuvée et agréée par le Gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

3. Ils auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et de jouir de tous les honneurs, exemptions et immunités de toute espèce qui sont ou seront accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

1. En cas de décès d'un ressortissant néerlandais au Siam ou d'un ressortissant siamois aux Pays-Bas, sans que l'on sache s'il existe, dans le pays où il est décédé, des héritiers ou des exécuteurs-testamentaires par lui institués, les autorités locales compétentes en donneront avis sans délai au plus proche des fonctionnaires consulaires de la nation à laquelle appartenait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être portés immédiatement à la connaissance des intéressés.

2. Dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes mourrait intestat sur le territoire de l'autre Partie, le consul-général, consul, vice-consul ou autre fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle appartenait le défunt, prendra dans la mesure où le permettra la législation de chaque Pays et en attendant que soit nommé un administrateur et que ce dernier soit en état d'exercer ses fonctions, possession des effets personnels du défunt pour le compte de ses héritiers légitimes et de ses créanciers.

Article XIV.

1. A l'exception du quatrième alinéa de l'Article Ier, les dispositions du présent Traité concernant les ressortissants seront également applicables aux sociétés, corporations et autres associations légales dans les limites de leur capacité juridique.

2. Ces sociétés, corporations et autres associations légales ne seront pas astreintes, sous quelque prétexte que ce soit, à payer des impôts ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payés par les sociétés, corporations et autres associations légales de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Les dispositions du présent Traité s'appliquent au territoire néerlandais en Europe, comme aussi, à l'exception des Articles XII et XIII, aux Indes Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

Article XVI.

Tout différend concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Traité qui n'aura pu être réglé entre les Hautes Parties Con-

tractantes, sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, laquelle aura compétence pour statuer sur le différend à la requête des deux Parties ou de l'une d'Elles.

Article XVII.

A partir du jour de l'échange des ratifications de ce Traité, ce dernier sera substitué au Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Bangkok le 17 décembre 1860, aux Articles additionnels au Traité du 17 décembre 1860, relatifs à l'importation et à la vente des boissons alcooliques au Siam, signés à La Haye le 10 novembre 1883, à l'Arrangement concernant l'immatriculation des ressortissants néerlandais au Siam signé à Bangkok le Ier mai 1901, et à tous les arrangements et accords complémentaires conclus ou existant entre les Hautes Parties Contractantes, lesquels traités, conventions, arrangements et accords cesseront d'être en vigueur à partir du même jour. Il est toutefois entendu que la convention concernant l'admission des agents consulaires du Siam dans les principaux ports des territoires des Pays-Bas hors d'Europe, signée le Ier avril 1867, n'est pas abrogée par le présent Traité et restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera pas abrogée conformément aux dispositions y contenues.

Article XVIII.

1. Le présent Traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pour une durée de dix ans à partir de cette date.

2. Au cas où, douze mois avant l'expiration dudit délai de dix ans, aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin audit Traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

3. Toutefois, il est bien entendu qu'une telle dénonciation n'aura pas pour effet la remise en vigueur d'aucun des traités, conventions, arrangements et accords, mentionnés à l'Article XVII ci-dessus.

Article XIX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, soit à La Haye, soit à Bangkok, dès que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante-huit de l'ère bouddhique.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Damras Damrong.*

Protocole.

Il est entendu que partout où, dans le Traité entre les Pays-Bas et le Siam, signé à La Haye, le 8 juin 1925 de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante-huit de l'ère bouddhique, il est prévu que l'une des Hautes Parties Contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

De plus, il est entendu que les droits ou privilèges accordés par l'une des Hautes Parties Contractantes à une tierce Puissance dans des conventions concernant le droit international privé et notamment dans les conventions de La Haye portant sur cette matière, comptent parmi les droits et privilèges, dérivant de conventions plurilatérales d'ordre général, auxquels, en raison de leur nature, ne sont pas applicables les stipulations prévoyant la concession du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée.

Finalement, il est entendu que les dispositions dudit Traité ne peuvent ni affecter, ni modifier, ni remplacer les lois et règlements des Hautes Parties Contractantes qui sont ou seront en vigueur en matière d'immigration, de police et de sécurité publique.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante dudit Traité.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante-huit de l'ère bouddhique.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Damras Damrong.*

Protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants (sujets et protégés) Néerlandais dans le Royaume du Siam.

Au moment de procéder ce jourd'hui à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre les Pays-Bas et le Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes sont convenus de çe qui suit:

Article I.

Le système de juridiction précédemment établi au Siam pour les ressortissants néerlandais, ainsi que les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent actuellement les ressortissants néerlandais au Siam comme faisant partie dudit système ou comme s'y rattachant, seront considérés comme abrogés et abolis à partir de la date de l'échange des ratifications du Traité susmentionné. Après cette date, tous les ressortissants et protégés néerlandais, ainsi que les sociétés, corporations et autres associations néerlandaises au Siam, seront justiciables des tribunaux siamois.

Article II.

1. Jusqu'à la date où les codes siamois — à savoir le code civil et commercial, le code pénal, les codes de procédure, la loi d'organisation judiciaire — seront tous promulgués et entrés en vigueur, et pendant une période de cinq années à compter de ladite date, les agents diplomatiques ou consulaires des Pays-Bas au Siam pourront, dans toute affaire pendante devant un tribunal siamois quelconque (à l'exception, toutefois, de la Cour Suprême ou „San Dika") dans laquelle le défendeur ou le prévenu serait un ressortissant ou un protégé néerlandais ou une société, corporation ou autre association néerlandaise, évoquer cette affaire, en tout état de procédure, s'ils le jugent opportun dans l'intérêt de la justice, moyennant une réquisition écrite adressée au Tribunal devant lequel l'affaire est pendante.

2. Toute affaire, évoquée comme il est dit ci-dessus, sera transférée à la justice consulaire ou à tout autre organe compétent néerlandais aux fins de décision, et la juridiction des tribunaux siamois dans cette affaire prendra alors fin. L'affaire sera jugée conformément à la législation néerlandaise; toutefois, la législation siamoise demeurera applicable dans le cas et dans la mesure où la matière du procès (à moins qu'il ne s'agisse d'un fait punissable tombant sous le coup du code pénal néerlandais) aurait fait l'objet de dispositions contenues dans les codes, lois ou règlements siamois régulièrement promulgués, mis en vigueur et dûment communiqués à la Légation des Pays-Bas à Bangkok.

3. La juridiction des agents consulaires néerlandais au Siam est maintenue pour ce qui concerne les affaires évoquées comme il est dit ci-dessus et pour l'exécution de tout jugement rendu dans ces affaires.

Article III.

1. En cas de recours en appel, exercé par un ressortissant néerlandais ou par une société, corporation ou autre association néerlandaise contre un jugement d'un tribunal de première instance, l'appel sera porté devant la Cour d'appel de Bangkok.

2. Un recours de cassation sera ouvert contre les arrêts de la Cour d'appel de Bangkok. Ce recours pourra être exercé pour incompétence, pour abus de pouvoir, et, d'une façon générale, pour toutes violations de la loi. Il sera jugé par la Cour Suprême siamoise ou „San Dika".

3. Tout ressortissant ou protégé néerlandais, ou toute société, corporation ou autre association néerlandaise, figurant comme défendeur ou prévenu dans un procès engagé en province, pourra toujours demander le dessaisissement du tribunal devant lequel il est assigné. Si cette requête est admise par ledit tribunal, l'affaire sera jugée, soit à Bangkok, soit sur place par les juges mêmes composant le tribunal qui aurait été compétent à Bangkok.

Article IV.

1. En vue de faciliter l'application du présent Protocole, seront observées les clauses transitoires suivantes:

a) Lorsque dans une affaire l'instance n'aura pas été ouverte avant la date de l'échange des ratifications du Traité susmentionné, elle sera portée devant les tribunaux siamois, même si les faits motivant l'instance se sont produits avant ladite date.

b) Toute affaire pendante à cette date devant la justice consulaire néerlandaise au Siam demeurera de la compétence exclusive de cette dernière, qui en connaîtra jusqu'à la fin de la procédure et de l'exécution des décisions rendues. La juridiction des agents consulaires néerlandais au Siam est maintenue pour les affaires de cette catégorie.

2. Les autorités siamoises prêteront leur concours en ce qui concerne toutes les affaires qui seront portées devant la justice consulaire néerlandaise en vertu de la clause b) du présent Article, ou qui seraient évoquées par les agents diplomatiques ou consulaires néerlandais au Siam en vertu de l'Article II du présent Protocole. Ce concours sera prêté à la demande desdits agents, et aura trait à tout ce qui concerne ces affaires.

Article V.

Jusqu'à la date où les codes siamois ci-dessus énumérés seront tous en vigueur, le Gouvernement Siamois continuera à communiquer à la Légation des Pays-Bas au Siam tous textes législatifs et réglementaires nouvellement promulgués, et il s'efforcera de tenir compte des observations que ladite Légation lui aura soumises dans un délai raisonnable au sujet de ces textes.

Article VI.

Les expressions „Pays-Bas" et „néerlandais" se réfèrent dans le présent Protocole tant au territoire néerlandais en Europe qu'aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8[e] jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante-huit de l'ère bouddhique.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Damras Damrong.*

Ministère des Affaires Etrangères
Direction Juridique.

La Haye, le 8 juin 1925.

Prince,

A l'occasion de la signature ce jourd'hui du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de la Reine comprend ledit Traité dans ce sens, auquel il donne son adhésion, qu'aucune de ses clauses dans lesquelles le traitement de la nation la plus favorisée est accordé aux Pays-Bas ne sera

interprétée comme accordant aux Pays-Bas des droits, pouvoirs, privilèges ou immunités découlant de l'existence de droits d'exemption en matière douanière, fiscale ou juridictionnelle que possèderaient d'autres Etats, et qui ne seraient pas expressément conférés par ledit Traité ou par les deux protocoles signés ce même jour.

Le Gouvernement de la Reine constate en outre qu'il est bien entendu que, pour ce qui concerne le droit d'évocation stipulé dans le protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants néerlandais dans le Royaume du Siam, les Pays-Bas pourront se prévaloir des mêmes avantages ou privilèges accordés ou à accorder dans les dix années à partir de la mise en vigueur du Traité susvisé, à des Puissances tierces dont les ressortissants ne jouissent pas de l'exemption générale de la juridiction siamoise.

Je Vous serais reconnaissant de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement Royal du Siam est d'accord avec cette constatation.

Veuillez agréer, Prince, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

v. Karnebeek.

Monsieur le Prince Damras,
Chargé d'Affaires du Siam.

Légation Royale de Siam,
La Haye

Le 8 juin 1925.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, et par laquelle Elle m'a déclaré que le Gouvernement de la Reine comprend le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam signé aujourd'hui, dans ce sens, auquel il donne son adhésion, qu'aucune de ses clauses dans lesquelles le traitement de la nation la plus favorisée est accordé aux Pays-Bas ne sera interprétée comme accordant aux Pays-Bas des droits, pouvoirs, privilèges ou immunités découlant de l'existence de droits d'exemption en matière douanière, fiscale ou juridictionnelle que possèderaient d'autres Etats, et qui ne seraient pas expressément conférés par ledit Traité ou par les deux protocoles signés ce même jour. Le Gouvernement Royal de Siam prend acte de cette déclaration.

Votre Excellence m'a déclaré en outre que le Gouvernement de la Reine constate qu'il est bien entendu que, pour ce qui concerne le droit d'évocation stipulé dans le protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants néerlandais dans le Royaume de Siam, les Pays-Bas pourront se prévaloir des mêmes avantages ou privilèges accordés ou à accorder dans les dix années à partir de la mise en vigueur du Traité susvisé, à des Puissances tierces dont les ressortissants ne jouissent pas d'exemption générale de la juridiction siamoise.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement Royal de Siam, est d'accord avec cette constatation.

Je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Damras Damrong.

Son Excellence le Jonkheer Dr. H. A. van Karnebeek,
Ministre des Affaires Etrangères, La Haye.

28.

GRANDE-BRETAGNE, ALBANIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes du 10 juin 1925.

Treaty Series 1925, No. 47.

No. 1.

Mr. H. C. A. Eyres to the Albanian Minister for Foreign Affairs.

Sir, Durazzo, June 10, 1925.

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between the United Kingdom and Albania, pending the conclusion of a full treaty of commerce and navigation between the two countries, I have the honour to inform you that my Government is prepared to undertake, on condition of reciprocity, that Albanian nationals and goods, the produce or manufacture of Albania, shall enjoy in the United Kingdom treatment which, subject to the special reservations referred to in paragraph 5 of this note, shall be at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most-favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation, exportation, and in general in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Albanian citizens in the United Kingdom, the exercise of commerce, industries and professions, and the payment of taxes.

2. Albanian vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of the United Kingdom treatment not less favourable than that accorded to British vessels or the vessels of the most-favoured foreign country, subject, however, to the right of His Britannic Majesty's Government to reserve the coasting trade to British vessels.

3. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's dominions, colonies, possessions or protectorates beyond the seas or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty unless notice of accession to this arrangement shall have been

given on behalf of India or any such dominion, colony, possession, protectorate or territory by His Britannic Majesty's representative in Albania. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India, or of any of His Britannic Majesty's dominions, colonies, possessions and protectorates, or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, will enjoy in Albania complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as India or such dominion, colony, possession, protectorate or territory accords to goods, the produce or manufacture of Albania, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any other foreign country.

4. It is understood that nothing in this agreement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either party which might be in conflict with any general international convention to which the Albanian or His Britannic Majesty's Government is, or hereafter, may be a party.

5. Effect will be given immediately to the undertaking contained in this note, and will continue to be so given until the conclusion of a definite treaty of commerce and navigation between the two countries, subject, however, to the right of either party at any time to give notice to the other to terminate the arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

As regards India and the dominions, colonies, possessions, protectorates and territories which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 3, either of our respective Governments shall have the right to terminate it separately on giving three months' notice to that effect.

I have, &c.

H. C. A. Eyres.

No. 2.

The Albanian Minister for Foreign Affairs to Mr. H. C. A. Eyres.

(Translation.)

Ministry for Foreign Affairs,
Tirana, June 10, 1925.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between the United Kingdom and Albania, pending the conclusion of a full treaty of commerce and navigation between the two countries, I have the honour to inform you that my Government is prepared to undertake, on condition of reciprocity, that British subjects and goods, the produce or manufacture of the United Kingdom, shall enjoy in Albania treatment which, subject to the special reservations referred to in paragraph 5 of this note, shall be at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods, the produce or manufacture of, the most-favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation,

exportation, and in general in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of British subjects in Albania, the exercice of commerce, industries and professions, and the payment of taxes.

2. British vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Albania treatment not less favourable than that accorded to Albanian vessels or the vessels of the most-favoured foreign country, subject, however, to the right of the Albanian Government to reserve the coasting and internal trade to Albanian vessels.

3. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's dominions, colonies, possessions or protectorates beyond the seas or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty unless notice of accession to this arrangement shall have been given on behalf of India or any such dominion, colony, possession, protectorate, or territory by His Britannic Majesty's representative in Albania. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India, or of any of His Britannic Majesty's dominions, colonies, possessions and protectorates, or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, will enjoy in Albania complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as India or such dominion, colony, possession, protectorate or territory accords to goods, the produce or manufacture of Albania, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any other foreign country.

4. It is understood that nothing in this agreement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either party which might be in conflict with any general international convention to which the Albanian or His Britannic Majesty's Government is, or hereafter, may be a party.

5. Effect will be given immediately to the undertaking contained in this note, and will continue to be so given until the conclusion of a definitive treaty of commerce and navigation between the two countries, subject, however, to the right of either party at any time to give notice to the other to terminate the arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

As regards India and the dominions, colonies, possessions, protectorates and territories which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 3, either of our respective Governments shall have the right to terminate it separately on giving three months' notice to that effect.

I have, &c.

Mufid Libohova.

29.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Echange de Notes concernant l'utilisation des eaux du fleuve Gash; signées à Rome, les 12 et 15 juin 1925.

Treaty Series 1925, No. 33.

No. 1.

Signor Mussolini to Sir R. Graham.

Ministero degli Affari Esteri, Roma, 12 Giugno 1925.

Signor Ambasciatore,

Ho l'onore di portare a conoscenza di vostra Eccellenza che il Regio Governo approva l'accordo raggiunto tra S. E. Jacopo Gasparini Governatore della Colonia Eritrea, ed il Signor Wasey Sterry, Reggente il Governo Generale del Sudan, entrambi debitamente autorizzati e convenuti a Khartum il 12 dicembre 1924 per procedere al regolamento della utilizzazione delle acque del fiume Gash.

Tale accordo risulta dai seguenti documenti, annessi in copia e rispettivamente in traduzione autentica alla presente nota, della quale essi fanno parte integrante:

1. Lettera diretta dal Governatore dell'Eritrea al Reggente del Governo Generale del Sudan in data 12 dicembre 1924 (con annesso un rapporto—e relativo allegato—in data 25 novembre 1924 a firma degli esperti MacGregor, Tornielli).
2. Lettera diretta dal Reggente del Governo Generale del Sudan al Governatore dell'Eritrea in data 12 dicembre 1924 (con annesso un rapporto—e relativo allegato—in data 25 novembre 1924 a firma degli esperti MacGregor e Tornielli).
3. Lettera diretta dal Governatore dell'Eritrea al Reggente il Governo Generale del Sudan in data 12 dicembre 1924.
4. Lettera diretta dal Reggente del Governo Generale del Sudan al Governatore dell'Eritrea in data 12 dicembre 1924.

Nel pregare l'Eccellenza vostra di volermi far conoscere se da parte sua il Governo di S. M. Britannica approva il suddetto accordo e se è disposto a darvi esecuzione,

Le rinnovo, &c.,

Mussolini.

No. 2.

Sir R. Graham to Signor Mussolini.

British Embassy, Rome, June 15, 1925.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 12th instant, to the effect that the Royal Government approve

the agreement reached between his Excellency Jacopo Gasparini, Governor of the Colony of Eritrea, and Mr. Wasey Sterry, Acting Governor-General of the Sudan, both properly authorised, who met at Khartum on the 12th December, 1924, to proceed to the regulation of the utilisation of the waters of the Rivar Gash.

This agreement is shown in the following documents, properly certified and annexed to the present Note, of which they form an integral part:

1. Letter addressed by the Governor of Eritrea to the Acting Governor-General of the Sudan, dated the 12th December, 1924 (with a report and document attached, dated the 25th November, 1924, and signed by the experts, Mr. MacGregor and Signor Tornielli).
2. Letter addressed by the Acting Governor-General of the Sudan to the Governor of Eritrea, dated the 12th December, 1924 (with a report and document attached, dated the 25th November, 1924, and signed by the experts, Mr. MacGregor and Signor Tornielli).
3. Letter addressed by the Governor of Eritrea to the Acting Governor-General of the Sudan, dated the 12th December, 1924.
4. Letter adressed by the Acting Governor-General of the Sudan to the Governor of Eritrea, dated the 12th December, 1924.

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government approve on their side the above-mentioned agreement and are disposed also to put it into effect.

I take, &c.

R. Graham.

Enclosure No. 1.

Il Governatore dell'Eritrea al Signor Reggente del Governo Generale del Sudan.

Khartum, 12 dicembre 1924.

Signor Reggente il Governo Generale,

In attuazione dei principi stabiliti collo scambio di note Prinetti—Currie del novembre—dicembre 1901, ho l'onore di notificare alla Signoria Vostra Illustrissima che, nei riguardi delle opere in corso per l'utilizzazione delle acque del Gash a Tessenei, il Governo dell'Eritrea adotta le conclusioni alle quali sono addivenuti di comune accordo gli esperti Britannico e Italiano sui quesiti formulati nell'atto di Erkowit del 25 maggio 1924.

Tali conclusioni risultano dal rapporto in data 25 novembre 1924 a firma MacGregor—Tornielli che viene unito alla presente nota come parte integrante di essa.

In conseguenza dell'accoglimento delle proposte degli esperti, l'erogazione delle acque del Gash a Tessenei sarà regolata nel modo seguente:

1. Il deflusso delle acque sino alla portata di 5 m. c. rimane completamente a disposizione del Governo dell'Eritrea per le opere di Tessenei.

2. Il deflusso delle acque superiore alla predetta portata di 5 m. c. sarà utilizzato per le opere di Tessenei in proporzione tale che, procedendo progressivamente in conformità delle proposte contenute nel rapporto degli esperti e relativo allegato, si giunga ai 20 m. c. derivandone dieci per le opere predette e lasciando defluire gli altri dieci a favore della Provincia di Cassala.
3. Il deflusso delle acque per le portate superiori ai 20 m. c. verrà utilizzato per metà dalle opere di Tessenei fino alla quantità necessaria all'irrigazione della pianura di Tessenei.

Gasparini.

Sub-enclosures in Enclosure No. 1.

Utilizzazione delle Acque del Gash.

Relazione degli esperti Signori R. M. MacGregor, Consigliere per le opere d'irrigazione nel Sudan, e Federico Tornielli di Crestvolant, Ingegnere Principale del Genio Civile Italiano, sui quesiti formulati ad Erkowit (Sudan) il 25 maggio 1924 dalle LL.EE. fu Sir Lee Stack, Governatore Generale del Sudan, e Dott. Iacopo Gasparini, Governatore dell'Eritrea.

In seguito all'incarico ricevuto dai rispettivi Governi, noi sottoscritti abbiamo preso visione dei quesiti a noi sottoposti; ed avendo ispezionato la regione del Gash in Eritrea e in Provincia di Cassala, ed esaminati tutti i dati a nostra disposizione, siamo giunti di comune accordo alle conclusioni seguenti:

Quesito n. 1.

Riteniamo che una portata media di 15 metri cubi al 1'' per 50 giorni, ossia una quantità totale di circa m. c. 65,000,000 sarebbe necessaria per l'irrigazione della pianura di Tessenei, l'area della quale è di circa 20,000 ettari.

Sul sistema della derivazione, riteniamo concordemente che essa possa essere effettuata secondo le modalità indicate nel progetto Nobile del 31 luglio 1909, salvo alcune modificazioni di dettaglio, che stimiamo necessarie per l'applicazione delle conclusioni relative ai quesiti 4 e 5.

Risulta poi che vi sono altre zone irrigabili dalle acque del Gash (Tolè—Accorfarè—Grenfit—Togolel—Gulsa) con una estensione complessiva da 20,000 a 25,000 ettari.

Quesito n. 2.

L'effetto della diga sarà di sopraelevare il pelo dell'acqua di massima piena di circa m. 1,85 sulla massima altezza delle piene rilevate.

Avendo esaminato le condizioni del fiume e dei terreni ad esso vicini a monte della stretta di Tessenei, sino a dove potrà farsi sentire l'influenza dello sbarramento, riteniamo che il regime del fiume non sarà sensibilmente variato, ed in particolare che possa escludersi ogni pericolo di una deviazione delle acque del Gash dal loro alveo naturale.

Qualsiasi eventuale minaccia avesse in seguito a manifestarsi in questo senso, potrebbe in ogni caso, nell'interesse stesso delle opere italiane, essere scongiurata colla costruzione di opportuni argini.

Quesito n. 3.

Da un rapporto di Sir W. Garstin del 1901 risulta che 60 anni prima era stato costruito un canale che derivava l'acqua del Gash per l'irrigazione di una vasta zona di terreno ad Ovest di Cassala. Il canale era stato usato per 30 anni, poi abbandonato, pare, a causa degli interramenti.

Da altri rapporti appare che prima dei Dervisci i terreni coltivati a cotone nella provincia di Cassala ammontarono a circa tremila ettari, e che dopo le insurrezioni essi furono mano mano abbandonati per le coltivazioni di dura.

Nel 1901 non esistevano che irrigazioni mediante piccoli canali scavati dagli indigeni e mediante inondazioni naturali. Non abbiamo dati precisi sulla quantità di terreni irrigati: pero secondo informazioni possedute dal Signor Tornielli pare che l'area coltivata in quell'epoca non fosse più di seicento ettari.

Nell'anno 1910 l'area totale dei terreni irrigati era di circa duemila ettari, dei quali circa ottocento ettari irrigati per mezzo del canale di Cassala costruito negli anni 1905—1906, e la rimanente superficie era irrigata per mezzo di canali eseguiti dagli indigeni.

Dopo il 1910 sino al 1922 si sono costruiti altri canali per le coltivazioni di cotone e per coltivazioni alimentari. In questo ultimo anno l'area complessiva coltivata a cotone era di circa duemila ettari, ed una superficie approssimativamente eguale era utilizzata per coltivazioni alimentari.

Nell'anno 1923 si costruirono il canale di Makallè e di Hadalya, e l'area irrigata per il cotone aumentò sino a circa quattromila ettari.

Nell'ano corrente un nuovo canale è stato costruito a Magauda, ed è stato prolungato il canale di Makallè. L'area totale irrigata attualmente, secondo le informazioni possedute dal Signor MacGregor ammonterrebbe complessivamente a circa seimila ettari, dei quali duemila ottocento ettari irrigati col canale di Hadalya, e duemila col canale di Makallè.

Oltre alle suesposte irrigazioni, colle piene del Gash vengono pure alimentati i pozzi nella regione di Cassala, e inondate le zone destinate alla pastorizia e a coltivazioni di dura, della quali non appare necessario dare maggiori specificazioni.

Quesiti nn. 4 e 5.

Dallo studio dei due questiti n. 4 e n. 5 è risultata la convenienza di abbinarli, l'uno essendo diretta conseguenza delle conclusioni dell'altro. Anzitutto non si ritiene tecnicamente pratica l'esecuzione di un qualsiasi unico sistema di opere destinato all'irrigazione commune dei due territori; pertanto i progetti interessanti i territori dell'Eritrea e della provincia di Cassala dovranno rimanere indipendenti, pur tenedo conto di determinate

misure relative alla divisione dell'acqua, atte a salvaguardare i rispettivi interessi delle due regioni. L'opera di Tessenei per quanto riguarda la diga di sbarramento non avrà alcuna influenza dannosa sui pozzi di Cassala, che sono alimentati dalle inondazioni, e non da alcun corso subalveo del fiume.

Per quanto concerne la erogazione dell'acqua secondo le opere del progetto Nobile nessun danno potrà venire agli interessi della Provincia di Cassala nelle annate normali, mentre invece in alcuni periodi di magre prolungate, l'acque lasciata disponibile a valle della diga potrebbe essere insufficiente ai bisogni di Cassala, qualora si volesse erogare in continuazione dal fiume la portata di dieci m. c. di acqua prevista dal progetto suddetto.

Per provvedere pertanto nel miglior modo possibile a salvaguardare i rispettivi interessi dei due territori converrà procedere ad una divisione dell'acqua nel modo seguente:

> Non essendo pratica nè utile per nessuno dei due territori la divisione delle minime acque di magra, verrebbero lasciate alla completa disposizione di Tessenei le portate sino a 5 m. c. Le portate superiori ai primi 5 m. c. e sino a 20 m. c. dovrebbero essere divise in modo tale che procedendo con proporzioni progressive, si giunga ai 20 m. c. con una ripartizione di 10 m. c. per ciascuno.
>
> Le portate superiori a 20 m. c. verrebbero divise in parti eguali sino alla quantità delle acque necessarie per l'irrigazione della piana di Tessenei, raggiunta la quale, le acque verrebbero lasciate defluire liberamente sopra le opere di sbarramento.

In allegato a parte sono esposte più dettagliatamente le modalità che potrebbero essere adottate per l'esecuzione dell'attuale proposta.

Quesiti nn. 6 e 7.

I dati attualmente a nostra disposizione sono insufficienti per dare una risposta esauriente a questi quesiti. Pur ritenendo che le perdite per evaporazione e specialmente per l'assorbimento del terreno siano considerevoli in queste regioni, tuttavia non si potrebbe fissarne con sicurezza l'entità senza avere precedenti sicure e minute osservazioni, che al momento attuale ci mancano.

Riteniamo inoltre che le conclusioni cui siamo giunti sui quesiti precedenti non rendano necessario, per ora almeno, un esame più approfondito di tale questione.

R. M. MacGregor.
Federico Tornielli.

Asmara, 25 novembre 1924.

Allegato alla relazione degli esperti in data 25 novembre 1924 sui quesiti di Erkowit.

Per l'esecuzione della proposta contenuta ai punti nn. 4 e 5 della relazione, proponiamo di eseguire nel corpo della diga uno sfioratore ad una o più luci avente la soglia alla quota che sarà raggiunta dall'acqua nel canale moderatore per l'immissione di 5 m. c. nel canale di derivazione.

Per ottenere la divisione delle portate superiori ai 5 m. c. secondo la proposta da noi fatta, occorrerà assegnare al detto sfioratore una larghezza tale che permetta il deflusso di 10 m. c. quando tale portata verrà immessa nel canale derivatore, ed analogamente per portate maggiori.

La Direzione dei lavori di Tessenei potrà fissare la ubicazione e la forma più convenienti da darsi allo sfioratore nonchè le sue dimensioni, che dipenderanno dalla determinazione delle portate da assegnarsi al canale derivatore, tenendo anche conto della quantità di acqua che occorrerà lasciare defluire dalle luci di scarico pel buon funzionamento delle opere di presa.

In base poi ai dati pratici dell'esperienza, tale sfioratore potrà subire quelle modificazioni che risulteranno necessarie per assicurare nel miglior modo possibile l'esecuzione della nostra proposta.

R. M. MacGregor.
Federico Tornielli.

Enclosure No. 2.

The Acting Governor-General of the Sudan to the Governor of Eritrea.

Excellency, Khartum, December 12, 1924.

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note, dated to-day, in which you inform me of your acceptance of the conclusions of the British and Italian experts contained in their report, dated the 25th November, 1924, of which I attach the English text.

I also accept their conclusions, and I take note of the fact that the use of the water of the Gash at Tessenei will be regulated in the following manner:

1. The discharge up to 5 metres cube per second will be entirely at the disposal of the Government of Eritrea for the works at Tessenei.
2. The discharge from 5 metres cube per second up to 20 metres cube per second will be divided in the manner defined in the report of the experts, so that, when a discharge of 20 metres cube per second is reached, 10 metres cube per second will be taken by the works at Tessenei and 10 metres cube per second will be passed on for the Province of Kassala.
3. The flow in excess of 20 metres cube per second will be divided in equal parts up to the discharge required for Tessenei.

I accept these proposals, but I should be glad to know what total quantity of water and what maximum discharge will be taken from the Gash for irrigation in Eritrea.

I understand that the Italian authorities will take all necessary precautions to prevent the river being diverted from its course.

Wasey Sterry.

Sub-enclosures in Enclosure No. 2.

Utilisation of the Waters of the Gash.

Report of the experts, Mr. R. M. MacGregor, Irrigation Adviser to the Government of the Sudan, and Signor Federico Tornielli di Crestvolant, Principal Civil Engineer, Italian Public Works, on the questions formulated at Erkowit on the 25th May, 1924, by their Excellencies the late Sir Lee Stack, Governor-General of the Sudan, and Dr. Jacopo Gasparini, Governor of Eritrea.

In compliance with the charge imposed upon us by our respective Governments, we, the undersigned, have considered the questions submitted to us; and having inspected the region of the Gash in Eritrea and in the Province of Kassala, and having examined all the data at our disposal, we arrive jointly at the following conclusions:

Question No. 1.

We find that a mean discharge of 15 cubic metres per second for fifty days, or a total of about 65,000,000 cubic metres, would be necessary for the irrigation of the plain of Tessenei, the area of which is about 20,000 hectares. With regard to the mode of extraction, we agree that this can be effected by the method proposed in the Nobile project of the 31st July, 1909, with certain modifications in detail which we consider necessary with reference to the conclusions relating to questions Nos. 4 and 5. We are informed that there are other plains irrigable from the Gash (Tole, Accofare, Grenfit, Togolel and Gulsa) extending to about 20,000 to 25,000 hectares.

Question Nr. 2.

The effect of the dam will be to raise the level of the highest known flood at Tessenei by about 1·85 metres. Having examined the conditions of the river and the neighbouring land upstream of the gorge of Tessenei for the distance to which the influence of the dam would be felt, we consider that the régime of the river will not be seriously disturbed, and in particular that there will be no danger of the Gash being diverted from its natural bed.

Any such tendency which might become apparent would, in any case, in the interest of the Italian works themselves, be overcome by suitable embankments.

Question Nr. 3.

According to Sir William Garstin's report of 1901, it appears that about sixty years previously a canal had been made to take the waters

of the Gash for the irrigation of the vast plain to the west of Kassala, and, after being in use for about thirty years, it had been abandoned on account of silt. From other reports it appears that, before the Dervishes, the cultivated area in the Province of Kassala amounted to about 3,000 hectares, and that, after the insurrection, the cultivation of cotton was gradually abandoned for the cultivation of dura.

In the year 1901 the only irrigation was that of the small native canals and the areas naturally inundated. We have no precise data as to the areas irrigated, but Signor Tornielli believes, from information at his disposal, that at this time the area cultivated was not more than 600 hectares.

In 1910 the total extent of the land irrigated was about 2,000 hectares, of which about 800 were irrigated by the Kassala Canal, constructed in 1905-06, and the rest by the small native canals.

From 1910 to 1922 there were constructed several canals, both for cotton and for food crops. In the latter year the area under cotton was about 2,000 hectares, and an equal area was under irrigation for food crops.

In 1923 two new canals were constructed at Mekali and Hadaliya, and the area under cotton was increased to about 4,000 hectares. During the current year a new canal was constructed at Magauda and the Mekali Canal was extended. The total area actually irrigated this year, according to Mr. MacGregor's information, is about 6.000 hectares, of which 2,800 hectares were irrigated at Hadaliya, and 2,000 hectares at Mekali.

Besides this, the flood of the Gash serves for flooding the areas used for wells, for grazing, and also for the cultivation of food crops, as to which we do not consider it necessary to go into details.

Questions Nos. 4 and 5.

Having considered these two questions, we think it desirable to combine them, the one being the direct consequence of the other. In the first place, we do not consider it to be technically practicable to have a single system which would serve for the irrigation of both territories. In consequence, the projects relating to the territories of Eritrea and Kassala must be independent, except for certain arrangements for the division of the water, necessary to safeguard the interests of both territories.

The works of Tessenei will not, so far as the barrage itself is concerned, have any influence on the wells of Kassala, which are fed by inundation and not by subsoil flow. So far as concerns the extraction of the water, according to the project of Nobile, the interests of Kassala will not be injured during the periods of normal flood. But, on the other hand, during certain periods of prolonged scarcity, the water remaining available below the dam might not be sufficient for the needs of Kassala if a discharge of 10 cubic metres per second were taken continuously from the river as provided for in the project in question. Therefore, to safeguard in the best possible manner the interests of the two territories, it will be desirable to divide the water in the following manner:

Since it would not be for the practical advantage of either territory to divide the very small supplies, we would leave the first 5 cubic metres per second at the complete disposal of Tessenei. The division of the supply from 5 up to 20 cubic metres per second should be made in such proportionately progressive manner that, when 20 cubic metres per second is reached, the partition will be 10 cubic metres per second to each.

The discharge above 20 cubic metres per second should be divided in equal parts until the discharge required for the irrigation of the plain of Tessenei is reached. Above that, the water will be passed freely below the barrage.

In a separate annexure are elaborated the details of the arrangements by which effect could be given to the above proposals.

Questions Nos. 6 and 7.

The information at our disposal at the present moment is insufficient to enable us to answer these questions exhaustively. Admittedly, the losses due to evaporation, and specially to absorption, must be very considerable in this region. But it would not be possible to determine them without having previously made detailed and minute observations, which are lacking at the present moment. We think, at the same time, that the conclusions to which we have come on the previous questions render no longer necessary a detailed examination of these matters.

R. M. MacGregor.
Federico Tornielli di Crestvolant.

Asmara, November 25, 1924.

Annex to Report of Experts, dated November 25, 1924, on the Questions of Erkowit.

To carry out the proposals made in points 4 and 5 of the report we propose to provide in the body of the dam a spillway of one or more vents, having its cill at such level as will be reached in the „Canal Moderatore“, when 5 cubic metres per second is being admitted to the canal.

To provide for the division of discharges in excess of 5 cubic metres per second in the manner proposed by us, the spillway will be made of such a width as to permit the passage of 10 cubic metres per second when this discharge is entering the canal, and similarly for larger discharges.

The technical staff of Tessenei will be able to fix the position, most convenient form, and dimensions of the spillway, which depend on the discharge of the canal, taking into account also the quantity of water which must be passed through the escape sluices for the proper working of the canal regulator. In accordance with practical experience, these spillways can be modified as required to give effect to our proposals in the best possible manner.

R. M. MacGregor.
Federico Tornielli.

Enclosure No. 3.

Il Governatore dell'Eritrea al Signor Reggente del Governo Generale del Sudan.

Khartum, 12 dicembre 1924.

Signor Reggente il Governo Generale,

In risposta alla nota odierna della Signoria Vostra Illustrissima ho l'onore di communicarle che la quantità d'acqua del fiume Gash che il Governo dell'Eritrea utilizzerà per le opere di irrigazione ammonta complessivamente a 65 milioni di m. c., e che la portata complessiva delle acque derivate dal fiume non supererà 17 m. c. al 1'', restando convenuto che l'acqua eccedente tale quantità sarà lasciata defluire a favore della Provincia di Cassala.

In relazione poi alle conversazioni avute sull'argomento sarò grato alla Signoria Vostra Illustrissima se vorrà fissare il modo mediante il quale il Governo Generale del Sudan vorrà riconoscere la situazione che colle presenti negoziazioni viene a determinarsi nei riguardi della quantità d'acqua accedente i 65 milioni di metri cubi che il Governo dell'Eritrea si impegna a lasciare defluire a favore delle Provincia di Cassala.

Gasparini.

Enclosure No. 4.

The Acting Governor-General of the Sudan to the Governor of Eritrea.

Khartum, December 12, 1924.

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note, dated to-day.

In reply to your question as to the method in which the Government of the Sudan would be willing to recognise the situation which comes to be determined by the present negotiations as regards the quantity of water exceeding 65 million cubic metres, which the Government of Eritrea pledges itself to allow to flow down for the benefit of the Province of Kassala, I beg to confirm the agreement reached at our conversation of this morning, which is as follows:

The Sudan Government will make payment to the Government of Eritrea each year a share of the sum which it receives in respect of cultivation by irrigation of land in the Gash delta, amounting to 20 per cent. of such sum received by the Sudan Government in excess of a fixed amount of £ 50,000 annually.

The sums referred to above, to which the Sudan Government is entitled, are fixed according to its agreement with the Kassala Cotton Company, and I shall be glad to give you full statements each year showing how the amount payable to you under this agreement is arrived at.

Wasey Sterry.

30.

ITALIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Règlement d'exécution de la Convention concernant le régime douanier et le trafic frontière entre Zara et les districts limitrophes, conclue le 23 octobre 1922;*) signé à Florence, le 22 juin 1925.**)

Službene Novine No. 193 du 26 août 1925.

Regolamento per l'esecuzione delle disposizioni contenute nella Convenzione concernente il regime doganale ed il traffico di frontiera tra Zara ed i territori limitrofi firmata a Roma il 23 ottobre 1922.

Premesso che per l'applicazione delle disposizioni contenute negli articoli 3, 5, 6, 14 e 16 della Convenzione concernente il regime doganale ed il traffico di frontiera fra Zara e i territori limitrofi firmata a Roma il 23 ottobre 1922, sono previsti accordi da prendersi tra i Governi, le Autorità politiche e doganali e le Amministrazioni delle due Alte Parti contraenti;

premesso che giusta disposizione del Ministero degli Affari Esteri di Sua Maestà il Re d'Italia e conseguente Decreto del R. Prefetto di Zara, è stato designato per gli accordi di competenza del Regno d'Italia:

il dott. Giuseppe Deutschmann, Consigliere di Prefettura di Zara;

premesso che giusta Decreto del Ministero degli Affari Esteri di Sua Maestà il Re dei Serbi, Croati e Sloveni è stato designato, per gli accordi di competenza del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni:

il dott. Ivo Perovic, Gran Zupano di Spalato;

I suddetti Delegati, dopo aver preso visione dei Decreti sopra indicati, hanno convenuto quanto segue:

Capitolo I.

Traffico di merci.

Art. 1.

I prodotti specificati nell' art. 3 comma 2⁰ della Convenzione potranno essere introdotti senza bisogno di alcun certificato di origine.

Art. 2.

I prodotti contingentati elencati nell' allegato C. della Convenzione ed ammessi al trasporto dal territorio di Zara nella zone di frontiera per il consumo nella medesima, in esenzione da diritti doganali e da tasse di

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 902.

**) En langues italienne et serbe. Nous ne reproduisons que le texte italien. Les Annexes ne sont pas imprimées.

qualsiasi genere, dovranno essere scortati da un' attestazione sulla loro quantità e origine. Quest' attestazione sarà rilasciata in doppio esemplare dalla Camera di Commercio di Zara (Allegato A.).

Per la statistica sull' importazione dei prodotti contingentati suddetti le dogane di confine ritireranno la predetta attestazione; l'autorità doganale serbo-croato-slovena competente ne trasmetterà mensilmente un esemplare coll' indicazione del quantitativo effettivamente importato alla dogana di Zara, unitamente ad un prospetto dimostrativo del contingente importato durante l'anno in corso.

Art. 3.

Le attestazioni di cui all' articolo 2 del presente Regolamento conserveranno la loro validità per la durata di 15 giorni dalla data dell' emissione. Il rilascio delle medesime sarà esente da qaelsiasi tassa o diritto.

Capitolo II.

Traffico di medicamenti.

Art. 4.

Per l'importazione nella zona di frontiera dei medicamenti contenenti veleni, la presentazione della ricetta medica, di cui all' articolo 4 della Convenzione, sarà sostituita dall' esibizione della copia della stessa applicata dal farmacista sull' involucro o sul recipiente.

L'importazione delle piccole quantità di medicamenti, dispensati senza ricetta medica, potrà avvenire liberamente semprechè dall' involuero, dal recipiente o in altra maniera sia facile il riconoscimento del contenuto.

Sono da comprendersi tra i medicamenti anche le ovatte, le fascie ed i disinfettanti di ogni genere, in misura limitata a bisogni normali.

Per medicamenti s'intendono anche quelli destinati per uso veterinario.

Art. 5.

Il trasporto dei medicamenti in genere indicati nell' articolo 4 della Convenzione e nell' articolo precedente di questo Regolamento si potrà effettuare per le vie elencate negli articoli 28 e 29.

Capitolo III.

Proprietari o possessori privilegiati.

Art. 6.

Il diritto alle facilitazioni ed esenzioni previste dagli articoli 5 e 6 della Convenzione di Roma e dal presente Regolamente passa con il diritto di proprietà e con il possesso:

a) dei beni privilegiati siti nella zona frontiera o nel territorio di Zara;

b) dei beni siti al di là della zona di frontiera, specificati nella distinta allegata al presente Regolamento, limitatamente all' attuale estensione di questi ultimi (Allegate B.); tanto agli eredi quanto ai successori dei relativi proprietari o possessori, per titolo universale o particolare, oppure per atto tra vivi, purchè detti eredi, successori od acquirenti si trovino nelle condizioni previste dagli stessi articoli 5 e 6 della Convenzione.

Si intende che le medesime facilitazioni ed esenzioni diverranno operative a favore dei cittadini dei due Stati, riguardo ai beni siti nella zona di frontiera o nel territorio di Zara, dei quali essi si rendessero acquirenti, indipendentemente dalla data dell' acquisto e indipendentemente dall' attuale esistenza delle condizioni di cui al 1^0 capoverso del presente articolo, purchè esse siano sussistenti al momento dell' acquisto stesso.

Art. 7.

I proprietari o possessori privilegiati avranno il diritto di circolare fra le loro abitazioni o fattorie ed i beni privilegiati varcando la frontiera a piedi o con mezzi di trasporto anche per vie non doganali, nonchè quello di circolare entro il territorio di Zara ed entro la zona di frontiera, purchè siano provvisti della tessera di frontiera e si attengano alle condizioni previste dal presente Regolamento.

Art. 8.

Il proprietario o possessore privilegiato, il quale voglia fare uso dei diritti spettantigli in base agli articoli 5 e 6 della Convenzione ed al presente Regolamento, deve essere munito di una carta di legittimazione da rilasciarsi dalla dogana di confine, nel cui territorio giurisdizionale è rispettivamente sito il possesso privilegiato.

Per ottenere la carta di legittimazione il proprietario o possessore privilegiato dovrà presentare ogni anno, entro il mese di gennaio, ed in caso di giustificato ritardo, entro la fine di febbraio, alla competente dogana, una notifica, allegando alla stessa i documenti appresso indicati:

a) un' attestazione, secondo il modulo Allegato C., del comune ove egli ha l'abitazione o la fattoria, nella quale siano indicati il nome, il cognome e la professione del proprietario o possessore privilegiato e la località nella quale si trova la sua abitazione o fattoria;

b) un' attestazione, secondo il modulo Allegato D., del comune o dei comuni nel cui territorio sono siti i beni privilegiati, contenente i seguenti dati: il nome, il cognome e la professione del proprietario o possessore privilegiato, l'indicazione del comune censuario o dei comuni censuari nei quali sono siti i terreni privilegiati (specificatamente per comune censuario), degli edifici ivi esistenti, nonchè della superficie delle singole colture, seminati, vigneti, prati, orti, boschi, pascoli e simili e del numero degli alberi da frutto; l'indicazione se i rispettivi terreni siano intersecati dalla linea di confine o meno, e se il rispettivo proprietario o possessore privilegiato si trovi nelle condizioni previste dall' articolo 6 del presente Regolamento.

Il proprietario o possessore privilegiato dovrà inoltre indicare nella predetta notifica i mezzi di trasporto, gli utensili agricoli, le sementi e simili, il materiale da costruzione, gli animali da trasporto, traino, lavoro e pascolo che egli è autorizzato a trasportare oltre la frontiera.

Nella notifica il proprietario o possessore privilegiato indicherà inoltre approssimativamente i prodotti della coltivazione, quelli forestali o del

bestiame, che egli prevede di raccogliere e trasportare oltre la frontiera nel relativo anno; ed infine egli indicherà il nome degli affittuari e quello delle persone che intenderà autorizzare a fare trasporti per conto suo, indicando pure le vie per le quali potranno fare il trasporto.

Se il proprietario o possessore privilegiato non sarà in condizione di notificare nei prescritti termini le qualità e quantità di sementi e di prodotti che egli trasporterà durante l'anno oltre la frontiera, egli potrà farlo successivamente, non più tardi di un mese rispettivamente prima della semina o del raccolto.

Per i prodotti indicati nell' allegato A. della Convezione il proprietario o possessore privilegiato sarà esente dall' obbligo di presentare la relativa notifica in quanto tali prodotti siano trasportati per vie doganali e provengano dalla zona di frontiera.

Per i materiali da costruzione per lavori non prevedibili, la notifica potrà farsi di volta in volta, verso presentazione di un attestato rilasciato dal Comune nel cui territorio è sito il fabbricato e da cui risulti che i lavori sono in corso.

Negli anni successivi a quello in cui sarà stata presentata per la prima volta la notifica dal proprietario o possessore privilegiato, questi potrà richiamarsi, in quanto ai documenti, a quelli precedentemente presentati, se non si siano verificati cambiamenti, ma a tal' uopo sarà tenùto a presentare un' attestazione del Comune della situazione dei beni da cui risulti che nulla è mutato.

Art. 9.

Il proprietario o possessore privilegiato dovrà inoltre dare alla dogana la garanzia scritta secondo il modulo Allegato E. da rilasciarsi per tutti i diritti e le pene pecuniarie a cui egli dovrebbe sottostare nel caso di mancato adempimento degli obblighi derivanti da questo Regolamento.

Quando dalla notifica presentata per conseguire la carta di legittimazione dovesse risultare che il proprietario o possessore privilegiato effettuerà dei trasporti oltre la frontiera per i quali sarebbe previsto il regime di importazione o esportazione temporanea (art. 17 e 19 del presente Regolamento) e quando per di più risultasse che il valore del dazio dovuto per il caso di mancata reintroduzione nel luogo di provenienza o in altro sito fuori del territorio doganale, supererebbe la somma di diecimila (10.000) dinari, l'Ufficio doganale potrà domandare in garanzia dell' adempimento di questo obbligo una cauzione; ciò però soltanto nel caso in cui fosse provato che il valore depurato della proprietà sita su territorio serbo-croato-sloveno non sarebbe sufficiente a coprire l'ammontare del dazio eventualmente dovuto. La prova sarà fornita da una stima giudiziale oppure da una attestazione dell' autorità comunale.

Art. 10.

La dogana esaminarà la notifica e se la trovasse incompleta la restituirà tosto al proprietario o possessore privilegiato per il completamento entro un adeguato termine da stabilirsi dalla dogana.

Ai proprietari o possessori privilegiati od ai loro affittuari che abbiano ottempérato alle disposizioni precedenti sarà rilasciata la carta di legittimazione secondo il modulo Allegato F., salvo quanto disposto agli articoli 36 e 37 di questo Regolamento.

La dogana dovrà rilasciare le carte di legittimazione fino alla fine di febbraio e par i ritardatari fino alla fine di marzo.

La dogana emittente trasmetterà le carte di legittimazione, unitamente ad un elenco nominativo ed ai certificati di consegna, alla dogana nel cui territorio si trova l'abitazione o la fattoria del proprietario o possessore privilegiato, per la vidimazione, registrazione e consegna all' interessato entro 15 giorni, trattenendosi l'elenco e restituendo àll' altra dogana i certificati di consegna.

Art. 11.

Contro le determinazioni delle autorità di 1° grado le parti potranno produrre reclamo alla competente autorità superiore del rispettivo territorio nel termine di 15 giorni.

Art. 12.

Nel caso che un proprietario o possessore privilegiato non presentasse nei termini stabiliti la notifica per ottenere la carta di legittimazione, sarà obbligato, prima di poter esercitare i diritti contemplati dagli articoli 5 e 6 della Convenzione, a fornire di volta in volta la prova di tale sua qualità.

Le carte di legittimazione rilasciate saranno valevoli dal 1° aprile dell' anno in corso sino al 31 marzo dell' anno successivo.

I proprietari o possessori privilegiati che avessero reclamato contro decisioni della dogana ed ai quali fosse stata rifiutata una carta di legittimazione nuova, avranno diritto di conseguire dalla dogana la prolungazione della validità della carta stessa, sino alla definizione della controversia, ad eccezione dei casi in cui essa fosse stata negata o revocata a sensi degli articoli 36 e 37 di questo Regolamento.

Se il proprietario o possessore privilegiato perdesse la carta di legittimazione nel corso dell' anno, la dogana gli rilascierà in base ai dati d'ufficio un duplicato, dichiarando nullo l'originale.

Art. 13.

Le persone, i mezzi di transporto e gli animali di cui si servirà il proprietario o possessore privilegiato, dovranno essere indicati nella carta di legittimazione.

I mezzi di transporto, compresi gli animali, nonchè il macchinario agricolo, dovranno essere notificati in modo da rendere facile la loro classificazione tariffaria riguardo alla esportazione od importazione. Tale descrizione deve essere fatta una volta tanto al primo passaggio attraverso la frontiera.

Gli oggetti indicati nell' articolo 16, si devono adoperare allo scopo per cui sono stati esentati dai diritti doganali.

Art. 14.

Ogni qual volta i proprietari o possessori privilegiati o qualche altra persona autorizzata al passaggio in virtù della carta di legittimazione, soli od accompagnati, intendessero effettuare i trasporti attraverso il confine, saranno tenuti, all' atto del passaggio di esibire a richiesta della guardia di confine la carta di legittimazione e di permettere la verifica di quanto essi trasportano.

La guardia di confine, riconosciuto regolare il trasporto, lo permetterà senz' altro.

Se venissero riscontrati generi o merci, il cui trasporto non fosse consentito in virtù dei diritti spettanti al proprietario o possessore privilegiato, e non riscontrandosi gli estremi di un abuso, la guardia di finanza rinvierà la relativa persona alla più vicina dogana.

Nel caso di abuso, la guardia eleverà il processo verbale, che assieme alla merce in contestazione ed al contravventore consegnerà alla competente dogana.

Art. 15.

Il possessore privilegiato è tenuto a notificare ogni cambiamento nei riguardi dei dati contenuti nella carta di legittimazione alla competente dogana, che ne curerà la rettifica.

Art. 16.

A norma degli articoli 5 e 6 della Convenzione, possono essere trasportati attraverso la linea di frontiera in esenzione dei diritti doganali di importazione e di esportazione e da ogni tassa od imposta, anche se imponibile da parte di enti autarchici, e senza che essi possano essere sottoposti a proibizioni di importazione o di esportazione:

a) gli autocarri (camions), i mezzi di trasporto a trazione animale (vetture e carri) de ogni mezzo di trasporto marittimo, compresi i motoscafi. Per altri veicoli a trazione meccanica vale quanto è previsto all' articolo 19 del presente Regolamento;

b) tutti gli animali da sella, soma, traino, lavoro e pascolo;

c) gli utensili, apparecchi e strumenti ed il macchinario occorrente ai lavori agricoli, alla coltivazione, allo sfruttamento agricolo dei prodotti nonchè le occorrenti parti di riserva o di ricambio ed i lubrificanti ed il combustibile in misura adeguata ai bisogni;

d) materiale da fabbrica (per es.: mattoni, calce, sabbia, cemento, tegole, ferramenta per lavori in cemento armato, arpioni e bandelle per finestre e porte, serrature, chiodi e viti, travi, materiale per armature, tavole, assicelle, striscie per pavimenti, vetri, lante già pronte per porte e finestre, parti di grondaie, focolai economici e simili) e quanto altro sia necessario per la manutenzione e riparazione dei fabbricati esistenti nei detti beni (como pitture, olio di lino, seccanti, vernici e simili); inoltre suppellettili, stoviglie, oggetti di cucina usati in misura proporzionata alle condizioni del proprietario o possessore privilegiato e dei suoi familiari e destinato per un soggiorno temporanco;

e) i necessari alimenti destinati al consumo personale ed a quelle dei familiari, dipendenti, operai e giornalieri, in proporzione alla durata della residenza o dell' impiego nonchè il foraggio occorrente per gli animali.

Sono inoltre ammesi come sopra a libero trasporto oltre la frontiera;

f) sementi, trapianti, talee, sostanze per combattere le malattie delle piante (zolfo, solfato di rame, calce viva e spenta e simili), concimi naturali ed artificiali, articoli per innesti e sostegno di piante e per recinti, filo di ferro anche zincato, elastici, sughero e simili, il tutto in misura adeguata ai bisogni;

g) le somme di denaro necessarie al pagamento delle tasse ed imposte nonchè all' acquisto dei generi alimentari occorrenti ai famigliari, dipendenti, operai e giornalieri addetti ai lavori ed infine quelle destinate al pagamento di mercedi;

h) fino alla fine del mese di gennaio successivo all' epoca del raccolto, indistintamente, tutti i prodotti del suolo e precisamente tanto quelli spontan i quanto quelli che si ottengono mediante la coltivazione e ciò nello stato in cui venne o raccolti.

Tuttavia i cereali possono venire trasportati anche dopo assogettati alla trebbiatura ed alla cernitura, il granoturco dopo sgranato, l'uva dopo pigíata o trasformata in vino, le olive dopo trasformate in olio ed i rispettivi residui o sottoprodotti.

Sono esclusi da tali trasporti i generi di monopolio.

Como prodotti ai sensi del presente articolo sono da intendersi anche il bestiame proveniente dal bene privilegiato, compresi i suini, in quanto la relativa produzione non rivesta il carattere di una speculazione commerciale.

E'anche ammesso il trasporto dei derivati del bestiame di cui sopra, per i bisogni domestici del proprietario privilegiato.

Le facoltà di cui al presente articolo spetteranno ai proprietari o possessori privilegiati anche quando abbiano da eseguire dei lavori forestali o altri lavori in connessione a diritti di servitù forestali, attenendosi in tutto alle norme forestali vigenti nello Stato nel cui territorio si trova il bene privilegiato.

Art. 17.

Se il proprietario o possessore privilegiato, autorizzato dall' articolo 6 della Convenzione a transportare oltre la frontiera il suo bestiame destinato al pascolo, non intendesse farlo ritornare nella stessa giornata, dovrà presentare, una volta tanto, alla dogana di confine, una distinta descrittiva del proprio bestiame secondo il modulo Allegato G. e contenente oltre il nome del proprietario o possessore privilegiato anche quello del pastore.

In base a tale documento ed alla dichiarazione verbale relativa, la dogana rilascerà senz' altro il documento d' importazione temporanea.

Con tale documento, valevole per la durata richiesta o al massimo per mesi nove, il pastore potrà varcare la frontiera, anche per vie non doganali, durante l'epoca stabilita per il trasporto dei prodotti dei proprietari o possessori privilegiati.

Art. 18.

Il proprietario o possessore privilegiato, che abbia del bestiame al pascolo oltre la frontiera, sarà tenuto a notificare senza indugio ogni caso di aumento o di diminuzione avveratosi nello stato del bestiame stesso al più vicino distaccamento di finanza il quale, dopo le opportune constatazioni, ne farà annotazione nella bolletta doganale.

In ogni caso gli organi di finanza dovranno permettere a richiesta dell' interessato li ritrasporta oltre la frontiera di animali periti o macellati d'urgenza o delle singole parti di questi in quanto ciò fosse consentito in linea veterinaria al sensi di questo Regolamento.

Art. 19.

Il proprietario o possessore privilegiato che intenda varcare la frontiera con automobili, motociclette, motocarrozzelle, o biciclette dovrà presentare all' atto del primo passaggio tali veicoli alla dogana di confine. A seguito di analoga dichiarazione verbale, questa emetterà un documento che sarà valevole per la libera circolazione per un anno nella zona di frontiera e nel territorio di Zara, e la cui esibizione esonererà il proprietario o possessore privilegiato da ogni altra formalità doganale eccettuate quelle di controllo.

Per ottenere tale facilitazione sarà sufficiente una garanzia da prestarsi secondo le disposizioni dell' art. 9 di questo Regolamento.

Art. 20.

Ai proprietari o possessori privilegiati e loro affittuari ai quali sia stata rilasciata la carta di legittimazione, spetterà il libero esercizio di tutti i diritti previsti dalla Convenzione (articoli 5 e 6) e dal presente Regolamento, senza altre formalità e condizioni tranne quelle espressamente fissata dal Regolamento stesso, restando impregiudicato il diritto degli organi doganali e di finanza di esercitare gli opportuni controlli.

Art. 21.

I proprietari o possessori privilegiati aventi le loro abitazioni o fattorie nel territorio di Zara, per i quali si presenti la necessità di portarsi nelle sedi delle autorità amministrative o giudiziarie di 1º grado del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni per affari inerenti ai loro beni privilegiati, potranno recarvisi per la via più breve con la sola tessera di frontiera, che in tale caso farà le veci del passaporto.

Gli organi di controllo dei rispettivi Stati avranno il diritto di verificare se il passaggio sia effettivamente avvenuto per gli scopi indicati al 1º comma del presente articolo ed al caso di assoggettare il proprietario o possessore privilegiato al trattamento previsto per colore che viaggiano senza passaporto.

Capitolo IV.

Misure di polizia veterinaria che regolano il movimento degli animali tra il territorio di Zara e la zona di frontiera.

Art. 22.

Il movimento del bestiame da macello e dei volatili di cui all' articolo 2 della Convenzione sarà libero da qualsiasi misura di polizia veterinaria fino a che non venisse accertata nell' uno o nell' altro territorio una malattia largamente contagiosa e precisamente: l'afta epizootica, la pleuro-polmonite essudativa contagiosà dei bovini, il vaiuolo ovino, la morva, le malattie infettive dei suini, il colera dei polli, la peste aviaria.

In questi casi, le autorità di confine di 1⁰ grado dei due Stati prenderanno di comune accordo, indipendentemente dalle misure di polizia veterinaria che in ognuno dei due Stati saranno prese per combattere le epizozie secondo le rispettive leggi vigenti, le disposizioni necessarie per facilitare il movimento degli animali tra i due territori, prendendo in considerazione l'estensione e l'ubicazione della zona dichiarata infetta, la specie degli animali con riguardo alla trasmissibilità del morbo, avendo cura di limitare le restrizioni a quanto sarà strettamente necessario per impedire la diffusione del morbo stesso.

Per la peste bovina saranno applicate le misure previste dall' ultimo capoverso dell' articolo 8 della Convenzione.

Art. 23.

Gli animali da sella, da soma, da traino e da lavoro dei proprietari o possessori privilegiati non sottosteranno nei riguardi della polizia veterinaria ad alcuna restrizione fino a tanto che non dovesse verificarsi un' epizoozia trasmissibile alla loro specie. In questo caso dovranno essere scortati da un' attestazione dell' autorità comunale del territorio di provenienza, che sarà rinnovata mensilmente par tutta la durata dell' epizoozia e dalla quale dovrà risultare che i detti animali provengono da stalle, rispettivamente da località immuni.

Art. 24.

Gli animali allevati nelle aziende agricole di proprietari o possessori privilegiati e considerati quindi fra i prodotti di cui all' articolo 16 del presente Regolamento, potranno essere trasportati oltre la linea di frontiera alle stesse condizioni degli altri prodotti, come al detto articolo 16, purchè vengano ottemperate le prescrizioni di polizia veterinaria, contenute nell' articolo 25 del presente Regolamento.

Art. 25.

I proprietari o possessori privilegiati, per poter condurre o fare condurre al pascolo il loro bestiame (equini, bovini, ovini e suini) dovranno farli scortare da un' attestazione se si tratta di un capo di bestiame, o da una distinta, se si tratta di più capi, rilasciata tanto l'una che l'altra

dall' autorità comunale del luogo dal cui territorio il bestiame sarà condotto al pascolo. Da tale attestazione o distinta dovrà emergere il nome del proprietario, possessore ed affittuario, quello del pastore, la qualità e il numero degli animali.

Tale attestazione avrà valore per un anno sempre che sia rinnovata sulla stessa mensilmente una certificazione che il luogo dal quale proviene il bestiame è immune da epizoozie.

Tanto l'attestazione e la distinta quanto la certificazione comunale sono esenti da tasse o da qualunque diritto.

Il movimento degli animali da pascolo tra il territorio di Zara e la zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni potrà essere limitato soltanto in caso dell' accertamento di una delle epizoozie di cui all' Art. 22. In tal caso le autorità di confine di primo grado dei due Stati cureranno di attenuare di comune accordo le misure restrittive prescritte dalle leggi veterinarie vigenti nei rispettivi Stati in modo da conciliare gli interessi dei singoli proprietari o possessori privilegiati con le esigenze di polizia veterinaria, atte a tutelare lo stato sanitario degli animali dei rispettivi teritorri.

Art. 26.

Nel caso che in uno dei due territori fosse stata accertata una malattia trasmissibile alla specie, sarà necessaria un' attestazione da rinnovarsi mensilmente fino all' estinzione della malattia da rilasciarsi dalla rispettiva autorità comunale e dalla quale dovrà risaltare che gli animali da sella, da soma o traino in questione provengano da stalle, rispettivamente da località immuni.

Art. 27.

Allo scopo di prevenire la diffusione di malattie infettive e diffusive degli animali, le autorità di confine di 1° grado dei due Stati si daranno vicendevolmente immediata notizia di ogni accertamento delle stesse nel proprio territorio.

Capitolo V.

Vie doganali e non doganali e punti d'approdo.

Art. 28.

1. Vengono dichiarate vie doganali le strade Bibigne-Zara, Zemonico-Zara, Murvizza-Zara, Brig-Poglizza-Zara e Nona-Zara.

2. Vengono dichiarate vie non doganali le seguenti:
   1. Via Puntamica-Diclo lungo il mare;
   2. Via Diclo-confine che interseca la frontiera a sud della quota 50;
   3. Via Cosino-confine che si biforca alla quota 69;
   4. Via Stani-confine che interseca la frontiera alla quota 58;
   5. Via Clicor-Baricevic che interseca la frontiera alla quota 52;
   6. Via Cerno-Smokovic che interseca la frontiera alla quota 71;
   7. Via Nalpaga-confine che interseca la frontiera a nord della quota 124.

Art. 29.

E'permessa la via diretta del mare con la limitazione che l'approdo, lo sbarco e l'imbarco dovranno effettuarsi soltanto nelle località seguenti:

1⁰ in terra ferma:

St. Elena (al confine), Bibigne, S. Cassiano, Diclo, Peterzane, Zaton, Brevilacqua, Nona, Razance, Castelvenier e Possedaria;

2⁰ sulle isole:

Ugliano (porto principale, Susice e Moline), Lucorano grande e piccolo, St. Eufemia, Pogliana, Oltre, Calle, Cuclizza, Esogrande e Esopiccolo.

Capitolo VI.

Orario per il passaggio ed il trasporto oltre la frontiera.

Art. 30.

Gli abitanti della zona di frontiera e del territorio di Zara e i proprietari o possessori privilegiati potranno varcare la frontiera per le vie doganali e non doganali fissate negli articole 28 e 29 di questo Regolamento, osservando il seguente orario:

nei mesi:

di decembre e gennaio	dalle	ore	6,30	alle	ore	17,30
di febbraio e novembre	„	„	6	„	„	18,30
di marzo e ottobre	„	„	5,30	„	„	19
di aprile e settembre	„	„	5	„	„	20
di maggio e agosto	„	„	4	„	„	20,30
di giugno e luglio	„	„	3,30	„	„	21

Art. 31.

Gli abitanti della zona di frontiera e del territorio di Zara potranno trasportare merci per via terra oltre la linea di frontiera per le vie doganali dal sorgere al tramonto del sole.

In quanto si tratti delle merci la quantità delle quali è limitata dall' articolo 3 comma 2⁰ e dalla nota aggiunta all' allegato C. della Convenzione, il trasporto potrà essere effettuato anche per le vie non doganali specificate all'articolo 28 entro i limiti d'orario stabiliti all'articolo precedente.

I proprietari o possessori privilegiati potranno effettuare i trasporti di cui agli articoli 16 e 17 di questo Regolamento per le vie doganali e quelle non doganali stabilite all' articolo 29 del Regolamento stesso, da mezz' ora prima del sorgere a mezz' ora dopo il tramonto del sole; tuttavia all' epoca della vendemmia l'uva ed il mosto potranno essere trasportati dall' alba sino alle ore 23.

Art. 32.

Gli abitanti della zona di frontiera e del territorio di Zara potranno trasportare marci per via mare, approdando nelle località dove esistono dogane, dal sorgere al tramonto del sole.

In quanto si tratti delle merci la quantità delle quali è limitata dall' articolo 3 comma 2⁰ e dalla nota aggiunta all' allegato C. della Con-

venzione, il trasporto potrà essere effettuato, approdando anche nelle località indicate all' articolo 29 e ciò entro i limiti d'orario stabiliti all' art. 30 del presente Regolamento.

I proprietari o possessori privilegiati potranno effettuare i trasporti di cui agli articoli 16 e 17 di questo Regolamento per la via del mare approdando anche nelle località indicate all' art. 29. da mezz' ora prima del sorgere fine a mezz' ora dopo il tramonto del sole, salvo l'eccezione di cui all' art. 31 ultimo comma per il trasporto dell' uva e del mosto.

Art. 33.

Nei casi di cui agli articoli 12 e 15 della Convenzione, le persone ivi contemplate potranno varcare la frontiera per le vie doganali e non doganali elencate agli articoli 28 e 29 del presente Regolamento, in qualsiasi ora del giorno e della notte, senza obbligo di assoggettare i mezzi di trasporto a regolare trattamento doganale.

In questi casi sarà sufficiente la dichiarazione orale delle suddette persone che gli stessi mezzi di trasporto da esse impiegati faranno ritorno.

Art. 34.

Gli stessi diritti di cui all' articolo precedente competeranno, purchè il passaggio soegua per vie doganali e non risultino fondati sospetti dal punto di vista doganale:

a) alle persone che risiedono sul territorio di uno Stato e che nel territori o dell' altro esercitano un lavoro od hanno una occupazione per cui si richieda il passaggio ricorrente della frontiera ed a quelle che esercitano un diritto di legnatico o pascolo;

b) alle persone munite di passaporto o tessera di frontiera che essendo in viaggio abbiano superata l'ora fissata per il transito attraverso la frontiera per difficoltà incontrate per via.

Capitolo VII.

Sanzioni penali.

Art. 35.

In caso di abusi commessi nell' esercizio delle facoltà o dei diritti contemplati dagli articoli 2, 3, 4, 5, 6 e 7 della Convenzione si procederà nel modo appresso indicato:

1. Il passaggio della frontiera per via terra e l'approdo per mare effettuato contrariamente alle disposizioni di questo Regolamento, oppure qualsiasi altra irregolarità che le legislazioni doganali considerino quali contravvenzioni leggiere, saranno puniti con multa a vantaggio esclusivo dell' erario, per la prima volta sino a dinari 100 e in caso di recidiva, sino a dinari 500 oppure al corrispondente valore in lire, da applicarsi secondo le norme procedurali dei rispettivi Stati.

Qualora l'ammenda non fosse esigibile sia per il rifiuto della persona punita, sia per la notoria insolvenza della stessa, la pena potrà essere commutata in arresto in ragione di un giorno per 50 dinari; le frazioni

superiori a dinari 25 si calcolano come una unità di 50. In questi due casi si potrà esigere che la pena di arresto sia tosto scontata.

Sono autorizzate ad infliggere le pene predette tutte le dogane e con l'autorizzazione delle medesime anche le rispettive espositure o sezioni.

2. Il contrabbando consumato od anche tentato, in quanto quest' ultimo sia punibile in base alle disposizioni doganali, nonchè le infrazioni gravi alle norme doganali che non passano considerarsi comprese fra le suaccennate irregolarità, saranno puniti secondo le relative disposizioni doganali dei rispettivi Stati.

Art. 36.

Se un proprietario o possessore privilegiato venisse espulso dal territorio dell' uno o dell' altro dei due Stati con regolare decisione passata in giudicato, esso non potrà esercitare personalmente i diritti riconosciutigli dalla Convenzione e dal presente Regolamento. Egli potrà tuttavia esercitare tali diritti mediante un sostituto.

Il detto sostituto dovrà essere scelto e designato dal proprietario o possessore privilegiato in questione tra gli altri proprietari o possessori privilegiati oppure dovrà essere approvato dall' autorità competente.

La carta di legittimazione spettante al proprietario o possessore privilegiato espulso sarà rilasciata al detto sostituto e sorà ad esso intestata con una annotazione della sostituzione.

Art. 37.

Un proprietario o possessore privilegiato non potrà esercitare personalmente i diritti riconosciutigli della Convenzione e dal presente Regolamento quando esso fosse stato condannato con sentenza passata in giudicato:

1. almeno tre volte per reati doganali (escluse le contravvenzioni);

2. almeno due volte per un reato consumato mediante alienazione a scopo di lucro di materiali o altre cose per le quali l'esenzione dal dazio è condizionata all' uso sul suo fondo e quando il dazio dovuto in caso di importazione e di esportazione non privilegiata sarebbe stato superiore a 100 dinari;

3. anche una sola volta:

a) per falsificazione dei documenti concernenti la qualità di possessore privilegiato;

b) per un crimine nel Regno dei Serbi, Croati e Sloveni o per un delitto nel Regno d'Italia quando per il crimine o per il delitto sia prevista una pena restrittiva della libertà personale non minore di 5 anni.

In questi casi il possessore privilegiato potrà esercitare i diritti riconosciutigli dalla Convenzione e dal presente Regolamento mediante un sostituto per la designazione del quale saranno applicate le disposizioni previste all' articolo 36.

Gli effetti delle sanzioni di cui ai NN. 1, 2 e 3 lett. a) dureranno cinque anni; quelli delle sanzioni di cui al N. 3, lett. b) dureranno per tutta la durata delle conseguenze penali derivanti dalla condanna.

Art. 38.

Quando un proprietario o un possessore privilegiato abbia indicato erroneamente la professione di una persono menzionata nella notifica e che dovrebbe servirsi della carta di legitimazione, attribuando alla persona stessa una professione differente da quella da essa esercitata, o abbia dichiarato nei riguardi di una tale persona di averle assegnato un' occupazione differente da quella che alla persona stessa è effettivamente assegnata sui possessi, ai quali si riferisce la carta di legitimazione in discorso, la competente autorità doganale disporrà la cancellazione della persona atessa dalle carte suddetta. Eguale facoltà spetterà alle autorità doganal quando in confronto di tali persone fosse stato adottato uno dei provvedimenti previsti dall' articolo precedente anche una sola volta.

Capitolo VIII.

Esercizio di professioni sanitarie.

Art. 39.

I medici, le levatrici, ed i veterinari che vogliano esercitare la loro professione oltre la linea di frontiera nei limiti previsti dall' articolo 15 della Convenzionie, dovranno essero minuti della tessera di frontiera sul la quale la competente autorità apporrà un' attestazione comprovante il diritto all' esercizio della professione.

La tessera stessa dovrà venire una volta tanto presentata alla competente autorità dell' altro Stato, la quale vi apporrà la clausola d'ammissione di cui all' art. 15 dela Convenzione.

I sanitari sopra menzionati nell' esercizio della loro profesione nel territorio dell' altro Stato, dovranno sottostare in genere alle vigenti norme del Paese ed in particolare sarà loro obbligo di denunciare i casi accertati o sospetti di malattie infettive nonchè i casi che a norma di legge vanno denunziati all' autorità giudiziaria, a mezzo del più vicino organo di confine ed in ogni modo pel tramite della propria autorità sanitaria o di pubblica sicurezza.

Capitolo IX.

Disposizioni varie.

Art. 40.

Gli abitanti del territorio di Zara e quelli della zona di frontiera che intendessero varcare il confine con i mezzi di trasporto di cui all' art. 9, comma 2, della Convenzione, dovranno presentare tali mezzi ad una dogana di confine all' atto del primo passaggio nonchè rilasciare una dichiarazione di garanzia scritta.

Qualora tala dichiarazione di garanzia non fosse ritenuta sufficiente dalla dogana per coprire i diritti doganali, la dogana stessa potrà chiedere il deposito di una cauzione fino all' ammontare dei predetti diritti.

Prestata che sia la dichiarazione scritta o la cauzione, la dogana rilascierà, in seguito a dichiarazione verbale, un documento di temporanea esportazione od importazione valevole per un anno.

Art. 41.

La manutenzione del ponticello in muratura di pietrame sopra il torrente „Baricevic“ sulla strada mediana „Zara - Murvizza“, diviso a metà dalla frontiera, viene affidata alternativamente per un periodo di cinque anni alle autorità dei due Stati a cominciare dall' entrata in vigore del presente Regolamento.

Il primo periodo verrà iniziato dall' autorità italiana.

Art. 42.

La manutenzione del tratto in condominio dei due Stati della strada Zara-Babindub-Zemonico dal chilometro 7.7 al chilometro 10.8 viene affidata dal chilometro 7.7 al chilometro 9.25 alle autorità del Regno d'Italia e dal chilometro 9.25 al chilometro 10.8 a quelle del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Art. 43.

Siccome il materiale per i lavori di manutenzione delle strade veniva sino ad ora estratto dalle cave di pietra situate nella zona di frontiera, il trasporto del medesimo sarà permesso in esenzione da qualsiasi proibizione o tassa nella misura che di volta in volta sarà indicata dall' ufficio del genio civile di Zara.

Art. 44.

Al personale addetto al controllo di confine sulla strada Zara-Brig-Poglizza viene accordata la facoltà di rifornirsi d'acqua per i propri bisogni alla più vicina presa dell' aquedotto di Boccagnazzo.

Art. 45.

Resta intesso che per tutto quanto non è disciplinato dal presente Regolamento e dalla Convenzione, che rimane ferma in ogni sua parte, trova applicazione in via di integrazione l'Accordo per il traffico di frontiera (Allegato E. al Trattato di Commercio tra l'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni).

Art. 46.

Tutte le dichiarazioni, attestazioni ed altri documenti prodotti dalle Parti o rilasciate dalle autorità statali od autarchiche in base al presente Regolamento saranno esenti dal diritto di bollo e da qualsiasi altra tassa, salvo il caso previsto all' articolo 40 dello stesso.

Art. 47.

Il Prefetto di Zara ed il Gran Zupano di Spalato saranno autorizzati a corrispondere direttamente e a prendere accordi diretti allo scopo di dirimere amichevolmente le controversie che potessero sorgere nell' applicazione della Convenzione e del presente Regolamento.

Art. 48.

Le carte di legittimazione già rilasciate conservano la lore validità sino al rilascio di quelle per l'anno 1926; i proprietari o possessori privilegiati

che non fossero ancora forniti di carte di legittimazione per l'anno in corso, avranno il diritto di chiederne il rilascio sino alla fine del mese di agosto.

Art. 49.

Il presente Regolamento è redatto in due esemplari, l'uno in italiano e l'altro in serbo-croato.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano, come lingua nota ai due Delegati.

In Fede di che i Delegati hanno firmato il presente Regolamento.

Fatto in Firenze, li ventidue giugno millenovecento venticinque.

31.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, HONGRIE.

Traité d'amitié, de commerce et consulaire; signé à Washington, le 24 juin 1925, suivi de plusieurs Notes, signées le 24 juin 1925 et le 4 septembre 1926.*)**)

Treaty Series, No. 748.

The United States of America and the Kingdom of Hungary, desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements designed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

Frank B. Kellogg, Secretary of State of the United States, and

The Governor of Hungary:

Count László Széchényi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary to the United States of America.

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other; to exercise liberty of conscience and freedom of worship; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind

*) Les ratifications du Traité ont été échangées à Budapest, le 4 septembre 1926.

**) En langues anglaise et hongroise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

without interference; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the State of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defence of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or Provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine and inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the territories of one High Contracting

Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees, of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure, subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong, shall be liable to pay in like cases.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services eiter within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public morals; and they may also be dermitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalization, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favored nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all

places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article, the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, and regardless of whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals and vessels.

All articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States in vessels of the United States may likewise be imported into those ports in Hungarian vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported in vessels of the United States; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Hungary in Hungarian vessels, may likewise be imported into these ports in vessels of the United States without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported from foreign countries in Hungarian vessels.

The stipulations of this Article do not extend to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the

provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Article IX.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves within its territories, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State or Provincial laws.

Article X.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no conditions less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any of such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, National, State or Provincial, which are in force or

may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business. The foregoing stipulations do not apply to the organization of and participation in political associations.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas, and sodium on the public domain of the other.

Article XI.

a) Manufacturers, merchants, and traders domiciled within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties may operate as commercial travelers either personally or by means of agents or employees within the jurisdiction of the other High Contracting Party on obtaining from the latter, upon payment of a single fee, a license which shall be valid throughout its entire territorial jurisdiction.

In case either of the High Contracting Parties shall be engaged in war, it reserves to itself the right to prevent from operating within its jurisdiction under the provisions of this Article, or otherwise, enemy nationals or other aliens whose presence it may consider prejudicial to public order and national safety.

b) In order to secure the license above mentioned the applicant must obtain from the country of domicile of the manufacturers, merchants and traders represented a certificate attesting his character as a commercial traveler. This certificate, which shall be issued by the authority to be designated in each country for the purpose, shall be visáed by the consul of the country in which the applicant proposes to operate, and the authorities of the latter shall, upon the presentation of such certificate, issue to the applicant the national license as provided in Section a).

c) A commercial traveler may sell his samples without obtaining a special license as an importer.

d) Samples without commercial value shall be admitted to entry free of duty.

Samples marked, stamped or defaced in such manner that they cannot be put to other uses shall be considered as objects without commercial value.

e) Samples having commercial value shall be provisionally admitted upon giving bond for the payment of lawful duties if they shall not have been withdrawn from the country within a period of six (6) months.

Duties shall be paid on such portion of the samples as shall not have been so withdrawn.

f) All customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoid delay in the despatch of samples.

g) Peddlers and other salesmen who vend directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travelers, but

shall be subject to the license fees levied on business of the kind which they carry on.

h) Non license shall be required of:

1. Persons traveling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided they do not make sales of merchandise.

2. Persons operating through local agencies which pay the license fee or other imposts to which their business is subject.

3. Travelers who are exclusively buyers.

i) Any concessions affecting any of the provisions of the present Article that may hereafter be granted by either High Contracting Party, either by law or by treaty or convention, shall immediately be extended to the other Party.

Article XII.

a) Regulations governing the renewal and transfer of licenses issued under the provisions of Article XI, and the imposition of fines and other penalties for any misuse of licenses may be made by either of the High Contracting Parties whenever advisable within the terms of Article XI and without prejudice to the rights defined therein.

If such regulations permit the renewal of licenses, the fee for renewal will not be greater than that charged for the original license.

If such regulations permit the transfer of licenses, upon satisfactory proof that transferee or assignee is in every sense the true successor of the original licensee, and that he can furnish a certificate of identification similar to that furnished by the original licensee, he will be allowed to operate as a commercial traveler pending the arrival of the new certificate of identification, but the cancellation of the bond for the samples shall not be effected before the arrival of the said certificate.

b) It is the citizenship of the firm that the commercial traveler represents, and not his own, that governs the issuance to him of a certificate of identification.

The High Contracting Parties agree to empower the local customs officials or other competent authorities to issue the said licenses upon surrender of the certificate of identification and authenticated list of samples, acting as deputies of the central office constituted for the issuance and regulation of licenses. The said officials shall immediately transmit the appropriate documentation to the central office, to which the licensee shall thereafter give due notice of his intention to ask for the renewal or transfer of his license, if these acts be allowable, or cancellation of his bond, upon his departure from the country. Due notice in this connection will be regarded as the time required for the exchange of correspondence in the normal mail schedules, plus five business days for purposes of official verification and registration.

c) It is understood that the traveler will not engage in the sale of other articles than those embraced by his line of business; he may sell his samples, thus incurring an obligation to pay the customs duties there-

upon, but he may not sell other articles brought with him or sent to him, which are not reasonably and clearly representative of the kind of business he purports to represent.

d) Advertising matter brought by commercial travelers in appropriate quantities shall be treated as samples without commercial value. Objects having a depreciated commercial value because of adaptation for purposes of advertisement, and intended for gratuitous distribution, shall, when introduced in reasonable quantities, also be treated as samples without commercial value. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries. Samples accompanying the commercial traveler will be despatched as a portion of his personal baggage; and those arriving after him will be given precedence over ordinary freight.

e) If the original license was issued for a period longer than six months, or if the license be renewed, the bond for the samples will be correspondingly extended. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Article XIII.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries of the United States, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

Goods in transit must be entered at the proper customhouse, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XIV.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other, consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall, after entering upon their duties, enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most-favored-nation. As official agents, such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the State which receives them.

The Government of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequator of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing State and under its great seal; and it shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function. On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this treaty.

Article XV.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever. In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defense. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in the State which receives them in civil cases, subject to the proviso, however, that when the officer is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XVI.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or

equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, National, State, Provincial and Municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XVII.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officer shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XVIII.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, may, within their respective consular districts, address the authorities, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting their countrymen in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the Government of the country.

Article XIX.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify

and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed; provided, always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Article XX.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXI.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provisions of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Article XXII.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty and without examination of any kind, of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other. and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his encumbency thereof; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Article XXIII.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone.

Article XXIV.

Nothing in the present Treaty shall be construed to limit or restrict in any way the rights, privileges and advantages accorded to the United States or its nationals or to Hungary or its nationals by the Treaty between the United States and Hungary establishing friendly relations, concluded August 29, 1921.*)

Article XXV.

The present Treaty shall become effective on the thirtieth day following the exchange of ratifications, and shall remain in force for a term of ten years.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 566.

of modifying, by change or omission, any of the provisions of any of the Articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

Article XXVI.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate in the English and Hungarian languages, at Washington, this twenty-fourth day of June, 1925.

[seal] *Frank B. Kellogg.*
[seal] *László Széchényi.*

[Exchanges of Notes.]

[The Secretary of State to the Minister of Hungary.]

Department of State,
Washington, June 24, 1925.

Sir:

I have the honor to inform you that, in signing this day a treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States of America and the Kingdom of Hungary, I understand and anticipate that the consent of the Senate of the United States to the ratification of the treaty will be subject to reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the Contracting Parties in connection with the exchange of ratifications so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them, and that these reservations and understandings shall be in substance to the effect that there be added to Article I of the treaty a statement that nothing contained therein shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes and also that the sixth paragraph of Article VII of the treaty shall remain in force for twelve months from the date on which the treaty becomes effective, and if not then terminated on ninety days' previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph not been embraced in the treaty.

I should appreciate a communication from you giving assurance that you understand and anticipate that the consent of the Senate of the United

States to the ratification of the treaty will be subject to the reservations and understandings substantially as aforesaid.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Frank B. Kellogg.

Count László Széchényi
Minister of Hungary.

[The Minister of Hungary to the Secretary of State.]

Royal Hungarian Legation,
Washington, D. C., June 24, 1925.

Sir:

I have the honor to acknowledge receipt of your note of today informing me that in signing this date a treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States of America and the Kingdom of Hungary, you understand and anticipate that the consent of the Senate of the United States to the ratification of the treaty will be subject to reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the Contracting Parties in connection with the exchange of ratifications so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them, and that those reservations and understandings shall be in substance to the effect that there be added to Article I of the treaty a statement that nothing contained therein shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes, and also that the sixth paragraph of Article VII of the treaty shall remain in force for twelve months from the day on which the treaty becomes effective, and if not then terminated on ninety days' previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph not been embraced in the treaty.

You state further that you would appreciate a communication from me giving assurance that I understand and anticipate that the consent of the Senate of the United States to the ratification of the treaty will be subject to the reservations and understandings substantially as stated in your note.

In reply I take pleasure in informing you that in signing this day a treaty of friendship, commerce and consular rights between the Kingdom of Hungary and the United States of America, I understand and anticipate that the consent of the Senate of the United States to the ratification of the treaty will be subject to the reservations substantially as stated in your note under acknowledgment.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Széchényi.

The Honorable Frank B. Kellogg
Secretary of State.

[The American Minister to the Acting Minister of Foreign Affairs.]

No. 505. Legation of the United States of America,

Excellency: Budapest, September 4, 1926.

As you are aware, at the time of the signature at Washington on June 24, 1925, of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between the United States of America and the Kingdom of Hungary, an exchange of notes was made between the Secretary of State of the United States and the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Washington, in which the understanding was stated and accepted that the ratification of the said Treaty would be subject to reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the Contracting Parties in connection with the exchange of ratifications of the said Treaty so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them, and that these reservations and understandings shall be in substance to the effect that there be added to Article I of the Treaty a statement that nothing contained therein shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes, and also that the sixth paragraph of Article VII of the said Treaty shall remain in force for twelve months from the day on which the Treaty becomes effective, and, if not then terminated, on ninety days previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith, when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph not been embraced in the Treaty.

Since that date the Senate in fact, when giving its advice and consent to the ratification of this Treaty, did so with the reservations above set forth.

I am, therefore, instructed by my Government in proceeding to the exchange of ratifications of the Treaty aforesaid, to state to Your Excellency that the exchange is made on the condition, understood and accepted by each of the High Contracting Parties, that its ratification of the said Treaty is subject to the reservations and understandings above recited and set forth in an exchange of notes of June 24, 1925, by the Secretary of State of the United States and the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Washington.

You may regard this note as sufficient acceptance by the Government of the United States of these reservations and understandings, and an acknowledgment of this note on the occasion of the exchange of ratifications, accepting, by direction and on behalf of the Government of Hungary, the said reservations and understandings will be considered by the Government of the United States as completing the required exchange of notes and the acceptance by both Governments of the reservations and understandings.

I avail myself, Mr. Minister, of this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my high consideration.

Theodore Brentano

His Excellency Dr. Louis Walkó,
Acting Royal Hungarian
Minister for Foreign Affairs, Budapest.

[The Acting Minister of Foreign Affairs to the American Minister.]

71.215/3-1926. [Translation.]

Royal Ministry of Foreign Affairs of Hungary,
Budapest, September 4, 1926.

Mr. Minister:

On the basis of the high authorization of August 28, this year, of His Serene Highness the Governor, I have the honor to advise Your Excellency that the Royal Hungarian Government accepts on its part the reservations and understandings contained in your esteemed note of September 4, this year, concerning Article I, and further paragraph six of Article VII of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights concluded with the United States of America, at Washington on June 24, 1925.

Please, accept, Your Excellency, the expression of my high consideration.

Walkó.

His Excellency Theodore Brentano.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America Budapest.

32.

POLOGNE, SUÈDE.

Echange de Notes pour faire la Ville libre de Dantzig partie contractante au Traité de commerce et de navigation conclu le 2 décembre 1924;*) du 30 juin et du 2 juillet 1925.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1925, No. 19.

---

a)

Varsovie, le 30 juin 1925.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement Polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig (Gdańsk) en vertu de

*) V. N. R. G. 3. s. XVII, p. 852.

l'Art. 104 du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919,*) et des Art. 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920,**) déclare, en agissant pour Dantzig, que la Ville libre de Dantzig devient Partie Contractante au Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et la Suède, signé à Varsovie le 2 décembre 1924, comme il en a été prévu à l'Art. XXI dudit Traité, à partir du 15-e jour après réception par le Gouvernement Royal de la présente Notification.

Le Gouvernement Polonais prie de bien vouloir lui assurer réception de la présente Notification.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Al. Skrzyński.

---

b)

Varsovie, le 2 juillet 1925.

Monsieur le Président du Conseil,

J'ai eu l'honneur de recevoir aujourd'hui la note en date du 30 juin dernier (No. O. II T. 1801/25) par laquelle Son Excellence le Comte Skrzyński a bien voulu me notifier la déclaration du Gouvernement Polonais, agissant pour Dantzig, que la Ville libre de Dantzig devient Partie Contractante du Traité de Commerce et de Navigation entre la Suède et la Pologne, signé à Varsovie le 2 décembre 1924, comme il en a été prévu à l'Article XXI dudit Traité, à partir du 15-e jour après réception par le Gouvernement Royal de la notification du Gouvernement Polonais à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, les assurances de ma plus haute considération.

C. Anckarsvärd.

33.

SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement provisoire concernant le régime des licences dans les relations commerciales entre les deux pays; signé à Vienne, le 9 juillet 1925.***)

Recueil des lois fédérales (Berne) 1925, No. 21.

En attendant la conclusion d'un traité de commerce entre la Confédération Suisse et la République Tchécoslovaque, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des stipulations suivantes, en ce qui concerne le régime les licences existant encore dans les deux Etats:

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 420. **) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 46, 47.

***) L'échange des ratifications a eu lieu à Berne. le 1er août 1925.

A. Importation dans la République Tchécoslovaque.

1. L'importation des marchandises suisses énumérées dans la liste I sera admise dans les quantités à convenir entre les deux Parties Contractantes et à contrôler par les offices tchécoslovaques compétents, respectivement par les bureaux tchécoslovaques de douane, étant entendu que les taxes de manipulation prévues dans le régime des licences pour ces marchandises seront supprimées. Jusqu'au moment où ces quantités auront été fixées d'un commun accord, l'importation des marchandises suisses énumérées dans cette liste sera admise avec bienveillance.

2. L'importation des marchandises suisses énumérées dans la liste II sera admise dans les quantités à convenir entre les deux Parties Contractantes et à contrôler par les autorités tchécoslovaques compétentes, étant entendu qu'on ne percevra pas des taxes de manipulation plus élevées que celles fixées dans cette liste. Jusqu'au moment où ces quantités auront été fixées d'un commun accord, les licences d'importation pour les marchandises suisses énumérées dans cette liste seront délivrées avec bienveillance.

3. L'importation des marchandises suisses énumérées dans la liste III sera admise dans les quantités et aux taxes de manipulation qui y sont fixées.

B. Importation dans la Confédération Suisse.

La Suisse accordera avec bienveillance les licences d'importation pour les marchandises tchécolovaques, en tant que pour celles-ci les licences sont encore exigées, étant entendu que les taxes actuellement en vigueur ne seront pas dépassées.

C. Exportation de la République Tchécoslovaque.

Les licences d'exportation pour les marchandises énumérées dans la liste IV seront délivrées avec bienveillance.

D. Exportation de la Confédération Suisse.

Les licences d'exportation pour les marchandises soumises en Suisse à la prohibition d'exportation seront délivrées avec bienveillance.

Dispositions générales.

Article Ier.

En tant que le régime des licences existe encore dans les deux pays, il est entendu que chaque levée de prohibition ou restriction accordée par une Partie Contractante même à titre temporaire pour n'importe quel article soumis actuellement au régime des licences, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires de l'autre Partie Contractante.

Article II.

Les deux Gouvernements se réservent toutefois de stipuler des dérogations aux dispositions précédentes dans les cas suivants:

1. pour raison de sûreté publique;

2. pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, en conformité des règles internationales univer-

sellement reconnues, ou en conformité des accords spéciaux, éventuels, conclus entre les deux Parties Contractantes;

3. pour les marchandises qui font dans un des Etats Contractants l'objet d'un monopole d'Etat;

4. en cas d'événements graves touchant la sûreté de l'Etat.

Il est toutefois entendu que ces exceptions ne doivent pas entraver le trafic réciproque au delà de ce qu'exige absolument le but des mesures respectives.

Article III.

Les taxes et les autres conditions auxquelles est subordonné l'octroi des licences, ne seront, en aucun cas, moins favorables que celles appliquées à tout autre pays.

Article IV.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les deux Parties Contractantes pourront exiger que les produits importés soient accompagnés d'un certificat d'origine. Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce, dont relève l'expéditeur, soit par tout autre autorité ou groupement économique que le pays destinataire aura agréé.

Article V.

Les deux Parties Contractantes auront soin que les licences d'importation ou d'exportation nécessaires soient délivrées dans le délai de trois jours au plus à partir du jour de l'introduction des demandes.

Article VI.

Chacune des deux Parties Contractantes sera prête à entamer, sur la demande de l'autre, des négociations concernant la modification de cet Arrangement provisoire dans le but de faciliter encore davantage le trafic réciproque.

Si une des Parties Contractantes était obligée d'établir à l'avenir de nouvelles restrictions ou prohibitions, des négociations seraient entamées, sur la demande de chaque Partie Contractante, afin de régler équitablement ces questions pour le trafic réciproque.

Il est entendu toutefois que, pendant la validité de cet Arrangement provisoire, sauf les cas des modifications éventuelles convenues au sens de l'alinéa précédent, ces nouvelles prohibitions ou restrictions ne pourront pas porter atteinte au régime établi par cet Arrangement provisoire pour l'importation et l'exportation des marchandises entre la Confédération Suisse et la République Tchécoslovaque.

Article VII.

Cet Arrangement provisoire sera soumis à l'approbation des deux Gouvernements et entrera en vigueur au jour de l'échange des déclarations de l'approbation. Il peut être dénoncé en tout temps moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Arrangement provisoire.

Fait en double à Vienne, le 9 juillet 1925.

Sig. *Stucki.* Sig. *Dvorácek.*
Sig. *Laur.*

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	*Liste I.*
39	Fruits non spécialement dénommés, préparés, etc.
44	Légumes de toute sorte
100	Graisse pour essieux
119	Fromages
127	Cacao en pâte; chocolat, etc.
129	Légumes en conserve
130	Conserves de fruits, etc.
ex 131	Conserves de fruits et moutarde
132	Comestibles, non spécialement dénommés
155	Huiles essentielles
191	Tissus de coton, fins
192	Tissus de coton, très fins
ex 194	Rubanerie, excepté les rubans imprégnés pour les machines à écrire
198	Broderies
200	Articles à points de maille ou de tricot
206	Fils de jute
211	Dentelles, bandes de dentelles, etc.
212	Broderies
228	Couvertures ordinaires en laine, tissus dits: halina; lisières de drap
233	Articles à point de maille et de tricot
244	Soie artificielle, même retorse
246	Fils à coudre de soie, etc.
249	Tissus à bluter, de soie
250	Tissus entièrement en soie, non spécialement dénommés
252 et 258	Articles à point de maille ou de tricot
261	Fleurs artificielles
266	Cloches en feutre pour chapeaux
267	Chapeaux d'hommes et de garçons
268	Chapeaux de dames et de fillettes
269	Chapeaux de toute sorte, avec ornements
272	Parapluies et ombrelles
ex 274	Vêtements d'hommes et lingeries
275	Articles de brosserie, communs
276	Articles de brosserie, non spécialement dénommés

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	
ex 280	Tapis en coco
281	Articles tressés, non spécialement dénommés
286	Cartons goudronnés et carton-pierre
287	Papier d'emballage
288	Papier buvard
ex 293 et ex 296	Papier pour isoler
298	Imprimés, etc.
ex 300 *c*, *d*	Articles en papier
352	Baguettes en bois
353	Cadres
354	Cannes
362	Articles de fantaisie
383	Perles en verre
433	Tôles et plaques
434	Fils de fer
439	Tuyaux
441	Pièces de raccord (fittings)
443	Tonneaux en fer
445	Articles en tôle, non spécialement dénommés
451	Essieux, etc.
455	Fourches à foin et à fumier et autres fourches grossières
456	Marteaux, maillets, etc.
459	Fraises, alésoirs, etc.
460	Fers à rabots et ciseaux à froid, etc.
461	Clous et pointes
462	Ecrous, etc.
463	Vis, etc.
466	Articles en fil de fer, non spécialement dénommés
467	Cardes de toute espèce, etc.
471	Ressorts
472	Pentures, etc.
474	Ouvrages de serrurerie d'art
476	Meubles en fer
ex 479	Couteaux de poche. grossièrement travaillés, dits „Taschenfeitel = kudly“
480	Articles de fantaisie
482	Fonte artistique
485	Articles en fer combinés avec des matières fines
486	Articles en fer dorés, etc.
487	Articles en fer avec montures en métaux précieux
ex 491 *a*/*b*, *d*	Tôles et plaques de cuivre, etc.
492	Tôles et plaques embouties, etc.

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	
508	Fonds de tamis, etc.
513	Poudres et couleurs, de bronze
515	Articles non spécialement dénommés, en zinc, etc.
523	Cannetille (bouillons), etc.
524	Ouvrages de tréfilerie
ex 526	Appareils à distiller, frigorifiques et pour la cuisson
ex 528	Turbines à vapeur et moteurs à combustion
529	Machines-outils
530	Machines et appareils agricoles, etc.
ex 534	Métiers à tisser la soie
536	Machines et appareils non spécialement dénommés, en bois
ex 537 } ex 538 }	Machines et appareils frigorifiques et pour la fabrication de la glace
543	Appareils électriques pour chauffer et pour cuire
544	Câbles, etc.
545	Accumulateurs, etc.
546	Charbons électriques
547	Camions et traîneaux
548	Voitures pour le transport des voyageurs, sans garnitures en cuir et non capitonnées
549	Voitures pour le transport des voyageurs avec garnitures en cuir et capitonnées
572	Ouvrages en pierres mi-précieuses
585	Montres
589	Horloges et mouvements d'horloges non spécialement dénommés, etc.
ex 598 *b*	Acide chlorhydrique, etc.
c	Acide sulfurique
e	Acide oxalique
ex 599 ex *c* 2	Bisulfate de soude, préparations de tartre
ex 600 *e*	Chlorure de chaux
k	Pyrolignite de chaux
l	Carbonate de calcium artificiel, phosphate de calcium, carbure de calcium, nitrate de strontium, chlorure de baryum, nitrate de baryum
601	Combinaisons d'aluminium, etc.
ex 603	Combinaisons de soufre, etc., excepté le sulfure de carbone
607	Noirs préparés
608	Cirage
611	Colle
613	Amidon
618	Succédanés du savon, etc.
621	Gaz liquéfiés non spécialement dénommés

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	
623	Vernis à l'huile
624	Vernis à la laque
ex 625	Noir de sulfure; couleurs d'antrachinon (excepté les couleurs à la cuve)
637	Savon
ex 640	Articles d'allumage, excepté les allumettes
ex 647	Livres, etc., excepté les livres d'école

Liste II.

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
37	Fruits non spécialement dénommés, frais	Fruits fins de table, à l'exception des pêches et abricots 2 %; autres fruits 1/2 %
ex 64 Bœufs ex 65 Vaches ex 66 Jeunes animaux de l'espèce bovine ex 67 Veaux	Animaux reproducteurs des races suivantes: race tachetée rouge (dite du Simmental), race tachetée noire (dite fribourgeoise), race brune (dite schwyzoise) (voir l'observation au bas de la page)	exempts

Observations ad Nos 64—67: Le maire n'est autorisé à délivrer le certificat d'origine que si l'animal à exporter a été tenu à l'écurie pendant 30 jours dans la commune de provenance en Suisse; il est obligé d'attester expressément sur le certificat que cette condition a été remplie. Il n'y a pas d'obstacle à ce que le certificat d'origine soit délivré lorsque le séjour de l'animal n'a pas duré 30 jours dans la commune de provenance, si le maire peut prouver que l'animal a été tenu précédemment à l'écurie dans une autre commune suisse assez longtemps pour que le délai de 30 jours soit atteint. Le vétérinaire autorisé par le gouvernement à cet effet doit certifier sur le certificat à laquelle des races susmentionnées l'animal à exporter appartient.

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
86	Vessies, boyaux, etc.	1/2 %
ex 90	Graisses alimentaires, préparées pour l'usage direct	1/2 %
ex 131	Comestibles en récipients hermétiquement fermés, à l'exception des légumes en conserve et moutarde	Légumes en conserve, à l'exception des tomates en conserve 1 %; autres 1/2 %

Numeros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
150	Terres et matières minérales non spécialement dénommées . . .	½ %
162	Orseille, persio, etc.	½ %
164	Goudron	½ %
166	Poix dérivée du goudron de houille, etc.	Poix du pétrole 0,07 c. tch. par kilo; autres ½ %
ex 169	Bitume d'asphalte	Asphalte du pétrole 0,07 c. tch. par kilo, autres ½ %
ex 173 *a*	Huiles de goudron de houille de la série du benzol	½ %
ex 173 *b*	Térébentine, etc.	½ %
177 et 178	Huiles minérales	D'une densité de 790 degrés ou moins 0,40 c. tch. par kilo; au-dessus de 790 degrés jusqu'à 880 degrés 0,20 c. tch. par kilo; au-dessus de 880 degrés 0,50 c. tch. par kilo
179	Résidus de la distallation des huiles minérales	0,50 c. tch. par kilo
188	Fils préparés pour la vente au détail	½ %
ex 194	Rubans imprégnés pour les machines à écrire	3 %
197	Dentelles	2 %
204	Fils de lin, etc.	¼ %
218	Tapis de pied	½ %
229	Tissus de laine non spécialement dénommés	½ %
235	Broderies exécutées avec de la soie	2 %
236	Broderies exécutées avec d'autres matières	2 %
237	Tapis de pied	Tapis noués à la main 3 % autres ½ %
248	Tulles, etc.	1 % Tulles destinés au façonnement par l'importateur même ½ %
256	Tissus en mi-soie, non spécialement dénommés	½ %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
ex 274	Cravates, lingerie de dames, à l'exception des vêtements en laine pour dames, ainsi que les articles de mode et les autres objets cousus	Vêtements et lingerie d'hommes: exempts; les autres articles sont frappés d une taxe d'après le numéro du tarif douanier dans lequel rentre la partie essentielle
282	Vannerie	10 %
290	Papier de couleur, etc.	Papiers de couleur, excepté les articles de la chromo-typographie et les papiers „meta" et „duplex" 2 %; autres 1/2 %
291	Papier parchemin	2 %
292	Papier préparé pour la photographie	1/2 %
ex 293	Autres papiers chimiques, à l'exception du papier pour isoler . .	1/2 %
ex 296	Papier non spécialement dénommé, à l'exception du papier pour isoler	1/2 %
299	Papeterie de luxe, etc.	Livres d'images et jeux pour enfants 2 %; autres jouets 5 %; autres articles 1/2 %
ex 300 *a*, *b*	Articles en papier non spécialement dénommés	1/2 %
ex 312	Articles en caoutchouc mou, à l'exception des éponges de bain .	Bandages pleins pour automobiles 1 %; autres 1/2 %
316	Tissus élastiques	1/2 %
317	Vêtements, etc.	1/2 %
320	Articles pour usage technique . .	1/2 %
321	Toile cirée grossière	1/2 %
323	Tapis de pied en toile cirée . .	1/2 %
325	Toile cirée non spécialement dénommée	1/2 %
326	Articles en toile cirée, etc. . . .	1/2 %
338	Articles de selliers et de bourreliers	1/2 %
339	Articles de maroquinerie . . .	1/2 %
342	Articles en cuir non spécialement dénommés	1/2 %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
343	Articles en cuir avec monture en métaux précieux	$^1/_2$ %
ex 344 *b*, *c*	Courroies et cordons de transmission	$^1/_2$ %
345	Pelleteries, apprêtées, non confectionnées	$^1/_2$ %
346	Pelleteries confectionnées . . .	$^1/_2$ %
355	Jouets en bois	2 %
356 et 360	Articles non spécialement dénommés, en bois	$^1/_2$ %
361	Articles non spécialement dénommés en matières à tourner et à sculpter autres que le bois	$^1/_2$ %
380	Plaques pour la photographie . .	$^1/_2$ %
384	Pendeloques massives en verre .	$^1/_2$ %
385	Boutons en verre, etc.	$^1/_2$ %
386	Pierres fausses non montées . .	$^1/_2$ %
387	Bracelets et colliers en verre, etc.	10 %
390	Articles en verre avec monture en métaux précieux	10 %
396	Ouvrages non spécialement dénommés en albâtre, etc.	2 %
399	Ciment	$^1/_2$ %
401	Articles en asbeste	$^1/_2$ %
468	Aiguilles, etc.	$^1/_2$ %
475	Coffres-forts, etc.	$^1/_2$ %
478	Armes et parties d'armes . . .	exempts
ex 479	Ouvrages de coutellerie et leurs parties	Ouvrages de coutellerie à l'exception des lames brutes pour appareils, rasoirs et couteaux pour machines 2 %; autres $^1/_2$ %
ex 491 *c*	Tôles et plaques de zinc . . .	$^1/_2$ %
506	Caractères d'imprimerie	$^1/_2$ %
509	Perles de métal, etc.	$^1/_2$ %
510	Objets de parure pour hommes et pour femmes	$^1/_2$ %
511	Articles de fantaisie	$^1/_2$ %
516	Articles coulés en cuivre, etc. . .	$^1/_2$ %
517	Articles non spécialement dénommés en cuivre, etc.	$^1/_2$ %
518	Articles non spécialement dénommés en nickel	$^1/_2$ %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
519	Articles non spécialement dénommés en métal anglais	1/2 %
520	Articles en aluminium	Jouets 3 %; autres 1/2 %
521	Articles en métaux communs combinés avec des matières fines . . .	1/2 %
522	Articles en métaux dorés, etc. .	1/2 %
ex 526	Chaudières à vapeur, etc., à l'exception des articles figurant à la liste I	1/2 %
527	Locomotives, etc.	1/2 %
528	Machines à vapeur, etc., à l'exception des articles figurant à la liste I	1/2 %
ex 531	Machines à rouleaux pour l'impression des tissus	1/2 %
534	Métiers à tisser et à tricoter, à l'exception des métiers à tisser la soie	1/2 %
535	Machines à coudre et machines à tricoter	1/2 %
537	Machines et appareils non spécialement dénommés en métaux communs, à l'exception des articles figurant à la liste I	1/2 %
538	Machines et appareils non spécialement dénommés à l'exception des articles figurant à la liste I .	Machines pour la fabrication du ciment et machines pour l'apprêt des matières premières et produits textiles: exemptes; autres 1/2 %
539	Dynamos, etc.	1/2 %
541	Commutateurs et contacts, etc. .	1/2 %
ex 542	Lampes électriques, à l'exception des lampes pour T. S. F.	1/2 %
ex 543	Appareils électriques, à l'exception des appareils pour chauffer et pour cuire	Jouets électriques 10 %; autres 1/2 %
552	Parties de vélocipèdes	1/2 %
567	Ouvrages en or, etc.	5 %
568	Ouvrages en argent, etc. . . .	1/2 %
573	Instruments de chirurgie, etc. . .	1/2 %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
574	Instruments de mathématique, etc.	Manomètres, polarimètres, appareils géodésiques $^1/_2$ %; thermomètres, densimètres, saccharimètres, alcoolomètres, lactomètres, baromètres 5 %; autres $^1/_2$ %
575	Instruments d'optique	Jouets optiques 3 %; appareils cinématographiques pour théâtres, écoles et maisons, avec mécanisme optique (ex *b*), (ex 1) 2 %; les mêmes appareils, mais sans mécanisme optique, et leurs parties (ex *c*, ex 1), (ex 2) 2 %; autres $^1/_2$ %
576	Instruments non spécialement dénommés	Gramophones et leurs parties $^1/_2$ %; jouets mécaniques 5; autres $^1/_2$ %
582	Instruments de musique non spécialement dénommés	$^1/_2$ %
590	Fournitures pour horloges . . .	$^1/_2$ %
591	Horloges d'édifices et pièces détachées	$^1/_2$ %
597	Oxydes et bases, spécialement dénommés	$^1/_2$ %
ex 599 *b*	Sel de Glauber	$^1/_2$ %
*g*¹	Sel ammoniac	$^1/_2$ %
*g*²	Sulfate d'ammonium	$^1/_2$ %
h	Nitrate de potassium	$^1/_2$ %
k	Nitrite de sodium, manganate et permanganate de potassium et de sodium, oxalate de potassium, tartre raffiné, carbonate d'ammonium .	$^1/_2$ %
*m*²	Acétate d'ammonium, acétate de potassium, acétate de sodium .	$^1/_2$ %
o	Sulfure de potassium et de sodium, etc.	$^1/_2$ %
ex 600 ex *c*	Chlorure de calcium impur . . .	$^1/_2$ %
i	Sulfite de calcium, etc.	$^1/_2$ %
ex 602 *e*	Pyrolignite de plomb, sel d'étain et autres préparations d'étain, sulfate de plomb, même résidus de plomb, sucre de plomb, vinaigre de plomb	$^1/_2$ %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Taxe ad valorem.
ex 603 ex *a*	Sulfure de carbone	exempt
ex 604 *a*, *b*	Glycérine	1/2 %
ex *c*, ex[1]	Huile d'aniline	1/2 %
d	Bases de pyridine	1/2 %
e	Crésol	1/2 %
f	Créoline, etc., à l'exception du lysol	1/2 %
609	Mastics	1/2 %
610	Gélatine, etc.	1/2 %
622	Matières chimiques auxiliaires, non spécialement dénommées . . .	1/2 %
ex 625	Couleurs dérivées du goudron, à l'exception des couleurs mentionnées à la liste I	1/2 %
626	Couleurs non spécialement dénommées	1/2 % à l'exception des couleurs céramiques qui sont exemptes de taxe
627	Couleurs de toute sorte en tablettes, etc.	1/2 %
628	Encres, etc.	1/2 %
629	Crayons, etc.	1/2 %
630	Médicaments, etc.	1/2 %
633	Articles de parfumerie, etc. . .	2 %
636	Bougies, etc.	1/2 %
641	Articles de pyrotechnie	1/2 %
642	Mèches	1/2 %

Liste III.

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Contingent annuel.	Taxe ad valorem.
ex 108	Eau de cerises . .	100 q	1 %
ex 109	Vin de fruits et moût de fruits . . .	500 q	1/2 %
ex 274	Vêtements en laine pour dames . .	150 q	D'après le numéro du tarif dans lequel rentre la partie essentielle
473	Serrures, etc. . . .	100 q	1/2 %
540	Appareils de télégraphie, à l'exception des appareils pour la T. S. F. et de leurs pièces détachées	2000 q	1/2 %

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque.	Marchandises.	Contingent annuel.	Taxe ad valorem.
550	Vélocipèdes et motocycles complets . .	1500 pièces	$^1/_2$ %
553	Automobiles . . .	400 pièces	$^1/_2$ %
554	Moteurs pour automobiles, motocyles et avions	500 q	Moteurs auxiliaires pour vélocipèdes 1 %; autres $^1/_2$ %
617	Phosphates . . .	2000 q	$^1/_2$ %
620	Ethers	1000 q	$^1/_2$ %
ex 640	Allumettes . . .	3000 q	$^1/_2$ %
ex 652	Azotes de chaux . .	15000 q	$^1/_2$ %

Liste IV.

ex 19	Sucre brut
21	Mélasse
25	Orge
26	Avoine
30	Malt
ex 50	Semences de graminées
ex 61	Paille
ex 84	Cheveux et soies animales
ex 134 *a*	Bois de construction et bois d'œuvre, européen
158	Ecorces
ex 166	Poix dérivée de goudron de houille
ex 173 *a*	Huiles de poix dérivée du goudron de houille de la série du benzol
175, 176, 177, 178	Huiles minérales
ex 202	Lin
ex 347	Bois préparé pour futailles

34.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Arrangement afin de combattre la rage canine dans les districts limitrophes des deux pays; réalisé par un Echange de Notes des 23 juillet et 17 août 1925.

Reichsministerialblatt 1925, No. 52.

Deutsch-Belgisches Abkommen, betreffend die Bekämpfung der Tollwut der Hunde in den Grenzbezirken.

Die Deutsche Reichsregierung und die Königlich Belgische Regierung sind durch Noten vom 23. Juli und vom 17. August 1925 übereingekommen, das deutsch-belgische Abkommen, betreffend die Bekämpfung der Tollwut der Hunde in den Grenzbezirken, vom $\frac{\text{30. September}}{\text{23. Oktober}}$ 1910 (Zentralbl. f. d. Deutsche Reich S. 677)*) durch ein neues zu ersetzen. Für die neue Vereinbarung gelten die folgenden Bestimmungen:

Artikel 1.

Sobald in einer preussischen Gemeinde, die an der Grenze oder deren Gebiet ganz oder zum Teil weniger als zehn Kilometer entfernt von der belgischen Grenze gelegen ist, ein Fall oder ein Verdachtsfall von Hundetollwut festgestellt wird, soll der Bürgermeister dieser Gemeinde hiervon den Bürgermeister jeder belgischen Gemeinde benachrichtigen, deren Gebiet ganz oder zum Teil innerhalb einer Entfernung von zehn Kilometern vom Mittelpunkt seiner Gemeinde liegt.

Sobald in einer belgischen Gemeinde, die an der Grenze oder deren Gebiet ganz oder zum Teil weniger als zehn Kilometer entfernt von der deutschen Grenze gelegen ist, ein Fall oder ein Verdachtsfall von Hundetollwut festgestellt wird, soll der Bürgermeister hiervon den Bürgermeister jeder preussischen Gemeinde benachrichtigen, deren Gebiet ganz oder zum Teil innerhalb einer Entfernung von zehn Kilometern vom Mittelpunkte seiner Gemeinde liegt.

Artikel 2.

Die Benachrichtigung hat innerhalb 24 Stunden nach Feststellung der Fälle oder der Verdachtsfälle zu erfolgen.

Artikel 3.

Die im Artikel 1 bezeichneten Entfernungen werden in gerader Linie berechnet.

---

*) V. N. R. G. 3. s. VII, p. 778.

Artikel 4.

Für den Fall, dass eine der beteiligten Regierungen dieses Abkommen zu kündigen beabsichtigt, wird dieser Wunsch auf schriftlichem Wege der andern Regierung bekanntgegeben werden müssen.

Artikel 5.

Diese Vereinbarung tritt am 1. September 1925 in Kraft. Mit demselben Tage tritt das durch Notenwechsel vom 30. September und 23. Oktober 1910 geschlossene Abkommen über den gleichen Gegenstand ausser Kraft.

35.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Arrangement concernant l'échange des communications relatives aux maladies contagieuses dans les régions limitrophes des deux pays; réalisé par un Echange de Notes des 23 juillet et 17 août 1925.

Reichsministerialblatt 1925, No. 52.

Deutsch-Belgisches Abkommen, betreffend den Austausch von Nachrichten über das Auftreten ansteckender Krankheiten in den Grenzgebieten.

Die Deutsche Reichsregierung und die Königlich Belgische Regierung sind durch Noten vom 23. Juli und vom 17. August 1925 übereingekommen, das Deutsch-Belgische Abkommen, betreffend den Austausch von Nachrichten über das Auftreten ansteckender Krankheiten in den deutsch-belgischen Grenzgebieten, vom 7. und 13. August 1907 (Zentralbl. f. d. Deutsche Reich 1908 S. 36)*) sowie die bestehende Vereinbarung, betreffend die Ausdehnung des Abkommens vom August 1907 über den Austausch von Nachrichten über das Auftreten ansteckender Krankheiten in den Grenzgebieten auf die übertragbare Genickstarre, vom 26. und 29. Mai 1910 (Zentralbl. f. d. Deutsche Reich S. 259) durch ein neues Abkommen zu ersetzen.

Für die neue Vereinbarung gelten die folgenden Bestimmungen:

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung und die Belgische Regierung sind übereingekommen, das im Jahre 1907 abgeschlossene und im Jahre 1910 vervollständigte Abkommen über die Mitteilung der Fälle ansteckender Krankheiten unter den Menschen im deutsch-belgischen Grenzgebiete durch ein neues Abkommen zu ersetzen.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 1001.

Folgende Bestimmungen sollen für den Austausch von Nachrichten über solche Fälle zwischen den Behörden beider Länder gelten:

1. Der Nachrichtenaustausch erstreckt sich

a) auf alle Fälle von

Cholera (asiatischer),
Pocken,
Pest,
Fleckfieber (Typhus exanthématique),
Unterleibstyphus (fièvre typhoide),
Scharlach,
Diphtherie,
Ruhr (Dysenterie),
Genickstarre (méningite cérébro-spinale),
Tollwut des Menschen,
Rückfallfieber (fièvre récurrente);

b) auf gehäufteres Vorkommen von Kindbettfieber, soweit diese Krankheiten in den Kreisen Aachen-Stadt, Aachen-Land, Montjoie, Schleiden und Prüm einerseits und in den Provinzen Limburg, Lüttich und Luxemburg einschliesslich des Gebiets von Eupen und Malmedy anderseits festgestellt worden sind.

2. Die Erkrankungsziffern werden wöchentlich von dem Preussischen Regierungspräsidenten in Aachen einerseits und von 10 zu 10 Tagen, und zwar vom 1. bis 10., vom 11. bis 20. sowie vom 21. bis zum letzten Tage jedes Monats von dem belgischen Minister des Innern anderseits zusammengestellt.

Die Provinz (oder der Kreis) und der Ort, wo die Krankheitsfälle festgestellt wurden, sind anzugeben.

3. Die nach Ziffer 2 zusammengestellten Nachrichten werden mit Beschleunigung mittels frankierter Postsendungen ausgetauscht.

4. Empfänger der stets unmittelbar zuzustellenden Nachrichten sind:

a) in Deutschland:

1. der Regierungspräsident in Aachen,
2. der Regierungspräsident in Trier,
3. der Polizeipräsident in Aachen,
4. der Stadtkreisarzt in Aachen,
5. der Landrat in Aachen,
6. der Kreisarzt des Landkreises Aachen,
7. der Landrat in Montjoie,
8. der Kreisarzt in Montjoie,
9. der Landrat in Schleiden,
10. der Kreisarzt in Schleiden,
11. der Landrat in Prüm,
12. der Kreisarzt in Prüm;

b) in Belgien:

1. der Minister des Innern,
2. der Regierungssanitätsinspektor (inspecteur d'hygiène du gouvernement) für die Provinz Lüttich in Lüttich,

3. der Regierungssanitätsinspektor für die Provinz Limburg in Hasselt,
4. der Regierungssanitätsinspektor für die Provinz Luxemburg in Bovigny,
5. der Regierungssanitätsinspektor in Lüttich und in Bovigny für die Gebiete von Eupen und Malmedy.

Artikel 2.

Für den Fall, dass eine der beteiligten Regierungen dieses Abkommen zu kündigen beabsichtigt, wird dieser Wunsch auf schriftlichem Wege der andern Regierung bekanntgegeben werden müssen.

Artikel 3.

Durch die vorliegenden Bestimmungen bleiben die einschlägigen Vorschriften der jeweils bestehenden internationalen Sanitätsübereinkünfte unberührt.

Artikel 4.

Diese Vereinbarung tritt am 1. September 1925 in Kraft. Mit demselben Tage tritt das durch den Notenwechsel vom 7. und 13. August 1907 geschlossene Abkommen bzw. die durch den Notenwechsel vom 26. und 29. Mai 1910 getroffene Vereinbarung über den gleichen Gegenstand ausser Kraft.

36.

ESTHONIE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant le payement des dettes contractées par l'Esthonie pendant la guerre d'indépendance; signé à Londres, le 24 juillet 1925.*)

Riigi Teataja 1925, No. 197/198.

Agreement between the Esthonian Government and the British Government in regard to debt for war supplies.

I.

The Esthonian Government agree that their debt to the British Government in respect of supplies furnished and services rendered during their war of independence shall be fixed at a total of £ 917,200 as at 1st January 1921, as shown in Annex I to this Agreement; and the British Government agree that this amount covers all claims in respect of these supplies and services.

II.

The Esthonian Government agree to pay, and the British Government to accept, in full settlement of this debt, annuities of the following amounts,

*) Adopté par le Parlement esthonien le 18 décembre 1925.

to be paid to the Cash Account of His Majesty's Paymaster General at the Bank of England in half-yearly instalments on the 1st May and the 1st November of each year, viz:

a) During each of the calendar years 1926 to 1940 inclusive } an annuity of £ 40,000.

b) During each of the calendar years 1941 to 1955 inclusive } an annuity of £ 80,000.

The British Government have agreed to the reduction of the annuity during the first period of 15 years in consideration of the payments due during this period by the Esthonian Government in respect of their Relief Debt.

III.

The Esthonian Government agree to submit the present Agreement for ratification by the Esthonian legislature, and, having obtained such ratification, to deliver to His Majesty's Treasury not later than the 31st December, 1925, Bonds in the form shown in Annex II herewith, in respect of each of the half-yearly instalments due under Article II of this Agreement.

IV.

Should any bond not be met in full at maturity, interest will be payable on demand at the rate of 6 % on the amount outstanding until it is settled.

Signed in duplicate on behalf of the aforesaid Governments, on the twenty-fourth day of July, 1925: in London.

O. Kallas,
Esthonian Minister
at London.

F. W. Leith-Ross,
Deputy Controller of Finance,
H. M. Treasury.

Annex I.

Statement of debt due by the Esthonian Government as at 1st January 1921 for War Supplies etc., furnished by the British Government.

War Office	£ 600,000
Admiralty	£ 175,700
Air Ministry	£ 141,000
Shipping Liquidation Department, Board of Trade	£ 500
Total	£ 917,200

Annex II.

Form of Bond for each half-yearly payment.

Government of the Republic of Esthonia Sterling Bond.
Dated 1925 —

Maturing 1st $\frac{\text{(May)}}{\text{(November)}}$ (1926) $\frac{\text{£ 20,000}}{\text{(£ 40,000)}}$ No. (1)

The Government of the Republic of Esthonia, for value received, promises to pay to the Government of Great Britain, or order, on the 1st day of $\frac{\text{(May)}}{\text{(November)}}$ (1926), the sum of $\frac{\text{twenty}}{\text{(forty)}}$ thousand pounds sterling $\frac{\text{£ 20,000}}{\text{(£ 40,000)}}$

This Bond is payable in pounds sterling at the Bank of England in London.

This Bond will be paid without deduction for and will be exempt from any and all tax and/or charge, present and future imposed by authority of the Government of Esthonia or its possessions or by any political or taxing authority within the Republic of Esthonia.

37.

ALLEMAGNE.

Règlement concernant l'entrée des bâtiments de guerre étrangers dans les eaux territoriales allemandes; du 1er août 1925.

Reichsministerialblatt 1925, No. 47.

Bestimmungen über die Zulassung und Behandlung fremder Kriegsschiffe*) in den Häfen und Gewässern der deutschen Küste.

§ 1.

Zum Anlaufen befestigter und unbefestigter deutscher Häfen und Flussmündungen bedürfen Kriegsschiffe fremder Mächte keiner besonderen Erlaubnis. Jedoch ist eine rechtzeitige, auf diplomatischem Wege zu übermittelnde Anzeige über den bevorstehenden Besuch erforderlich.**)

Ohne diese dürfen fremde Kriegsschiffe mit Ausnahme der im § 2 gegebenen Fälle weder die äusserste Befestigungslinie überschreiten, noch sich auf Reede oder im Hafen bzw. Flussmündungen aufhalten.

Über die Benutzung des Kaiser Wilhelm-Kanals siehe § 3.

Die Zahl derselben fremden Nation angehörenden Kriegsschiffe, denen der gleichzeitige Aufenthalt in einem befestigten oder unbefestigten Hafen usw. gestattet ist, wird in der Regel auf drei beschränkt. Der Besuch darf die Zeitdauer von 14 Tagen nicht überschreiten. Ausnahmen bedürfen der auf diplomatischem Wege einzuholenden Genehmigung.

Unterseebooten ist das Befahren von deutschen Hoheitsgewässern in untergetauchtem Zustand untersagt.

---

*) Der Ausdruck „Kriegsschiffe“ der folgenden Bestimmungen umschliesst alle fremden Schiffe, Hilfsschiffe und Transportschiffe, die zur Führung der Kriegsflagge berechtigt sind.

**) Befinden sich an Bord der fremden Kriegsschiffe Flugzeuge, so sind Angaben hierüber in dieser Anzeige zu machen.

§ 2.

Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung:

a) auf Schiffe, auf denen Staatsoberhäupter oder Mitglieder landesherrlicher Familien oder beim Deutschen Reiche beglaubigte diplomatische Vertreter eingeschifft sind,

b) auf Schiffe, die sich infolge dringender Seenot zum Anlaufen eines deutschen Hafens usw. genötigt sehen,

c) auf Fahrzeuge, die mit der Fischereiaufsicht in der Nordsee gemäss dem Nordseefischereiabkommen*) beschäftigt und deren Namen der deutschen Regierung auf diplomatischem Wege angezeigt sind.

§ 3.

Die Durchfahrt durch den Kaiser Wilhelm-Kanal steht fremden Kriegsschiffen ohne besondere Erlaubnis frei. Rechtzeitige vorherige Anzeige auf diplomatischem Wege wird als Akt internationaler Höflichkeit erwartet.

§ 4.

In Häfen, die befestigt oder Standorte der Wehrmacht sind, haben von der Annäherung oder dem Eintreffen eines fremden Kriegsschiffes die Lotsenbehörden und an Orten ohne staatliche Lotsenbehörden die Lotsengesellschaften den höchsten Militärbefehlshaber am Orte (Marinestationschef, Festungskommandanten, Standortältesten) unverzüglich in Kenntnis zu setzen. Vom Einlaufen in den Hafen hat der Hafenkapitän oder Hafenmeister in gleicher Weise Mitteilung zu machen.

Die Militärbefehlshaber haben das Eintreffen fremder Kriegsschiffe telegraphisch dem Chef der Marineleitung sowie dem zuständigen Marinestationskommando und Wehrkreiskommando zu melden.

In Häfen, die Sitz einer Dienststelle der Marineleitung sind, gehen die Mitteilungen der Lotsenbehörden und Hafenkapitäne oder Hafenmeister an den Leiter der Dienststelle der Marineleitung, der seinerseits für sofortige Benachrichtigung des höchsten Militärbefehlshabers am Orte sorgt und auch die im Abs. 2 verfügte Weitermeldung übernimmt.

Als Häfen, die befestigt oder Standorte der Wehrmacht oder Sitz einer Dienststelle der Marineleitung sind, gelten folgende:

Pillau, Königsberg, Kolberg, Swinemünde, Stettin, Greifswald, Stralsund, Rostock, Lübeck, Kiel, Flensburg, Mürwik, Hamburg, Cuxhaven, Bremen (einschl. Unterweserhäfen), Wilhelmshafen (einschl. Schillig), Emden, Borkum.

In den übrigen Häfen hat die Polizeibehörde die im Absatz 2 aufgeführten Behörden telegraphisch von dem Eintreffen fremder Kriegsschiffe in Kenntnis zu setzen.

Auch haben die Lotsenbehörden und an Orten ohne staatliche Lotsenbehörden die Lotsengesellschaften von der Annäherung oder dem Eintreffen eines fremden Kriegsschiffs den Hafen- und Polizeibehörden unverzüglich Kenntnis zu geben.

---

*) Du 6 mai 1882. V. N. R. G. 2. s. IX, p. 556.

§ 5.

In den Reichskriegshafengebieten Kiel und Wilhelmshaven und auf den Reeden und in den Häfen der befestigten Plätze Borkum, Cuxhaven, Swinemünde, Pillau steht das Recht, den fremden Kriegsschiffen den Anker- oder Liegeplatz zuzuweisen, und, wenn eine Änderung desselben nötig wird, diese zu verlangen, allein dem Marinestationschef oder dem Kommandanten der Befestigungen zu, welcher sich mit den Hafen-, Zoll- und Lotsenbehörden ins Benehmen zu setzen hat, um die Interessen der letzteren für das Einlaufen und bei Bestimmung des Liegeplatzes berücksichtigen zu können.

Die Lotsen in den genannten Häfen sind rechtzeitig über Einfahrtserlaubnis und Liegeplätze zu unterrichten.

§ 6.

Fremde Kriegsschiffe sind nicht verbunden, zur Ansegelung der Reede und des Liegeplatzes einen Lotsen zu nehmen. Sie sind jedoch innerhalb der Befestigungslinie oder der Grenze eines deutschen Hafens der Polizeiordnung desselben unterworfen.

§ 7.

Werden seitens eines fremden Kriegsschiffs die Hafenpolizeivorschriften übertreten, so ist das Schiffskommando zunächst darauf aufmerksam zu machen und bei demselben auf genaue Befolgung dieser Vorschriften zu dringen. Sollte diese Massnahme versagen, so kann das fremde Kriegsschiff aufgefordert werden, den Hafen sofort zu verlassen. Gelingt es nicht, auf diesem Wege Abhilfe zu schaffen, so hat die zuständige Stelle (Hafenpolizeibehörde) die Weisungen der vorgesetzten Behörde einzuholen, bei Gefahr im Verzuge nach eigenem Ermessen einzuschreiten. Jedoch sind in Häfen, die befestigt oder Standorte der Wehrmacht oder Sitz einer Dienststelle der Marineleitung sind, die militärischen Dienststellen bei etwaigen Massnahmen auf dem Laufenden zu halten. Die Aufforderung zum Verlassen des Hafens erfolgt erst nach Benehmen mit diesen militärischen Stellen. In den übrigen Häfen sind die im § 4 Abs. 2 genannten Dienststellen in Kenntnis zu setzen.

Eine Aufforderung zum sofortigen Verlassen des Hafens ergeht ferner, wenn ein fremdes Kriegsschiff oder Geschwader, nachdem ihm durch einen Offizier auf Befehl des deutschen Befehlshabers an Land mitgeteilt ist, dass das Überschreiten der Befestigungs- und Hafengrenzen oder der weitere Aufenthalt im Hafen oder auf Reede nicht gestattet werden könne, dennoch seine Fahrt oder seinen Aufenthalt fortsetzt, ohne durch dringende Seenot dazu gezwungen zu sein.

§ 8.

In Häfen, die Standort eines Marineteils oder Sitz einer Dienststelle der Marineleitung sind, wird einlaufenden fremden Kriegsschiffen von dem ältesten Befehlshaber der Marine ein Offizier zur Begrüssung entgegengesandt. In unbefestigten Häfen hat der Hafenkapitän oder Hafenmeister das Recht, den Begrüssungsoffizier zu begleiten.

§ 9.

Der Offizier hat dem Befehlshaber des fremden Schiffes amtlich Mitteilung darüber zu machen, ob dasselbe einlaufen und wie lange es sich auf der Reede oder im Hafen aufhalten darf. Er bzw. der ihn begleitende Hafenkapitän oder Hafenmeister weist dem Befehlshaber des einlaufenden Schiffes oder Schiffsverbandes den Anker- oder Liegeplatz zu und teilt ihm die einschlägigen Bestimmungen der Hafenpolizeiordnung mit. Der Offizier hat sich ferner nach dem Namen und dem Range des Schiffs- bzw. Geschwaderkommandanten, dem Namen der Schiffe, dem Abgangshafen, dem Zweck der Anwesenheit, der beabsichtigten Dauer des Aufenthalts und dem Gesundheitszustande der Besatzung zu erkundigen. Wenn der fremde Befehlshaber dem Begrüssungsoffizier die Absicht kundgibt, auf der Reede zu verweilen oder in den Hafen einzulaufen, so erbietet sich dieser zur Begleitung eines an den deutschen Marinebefehlshaber des Hafens zur Abstattung der Meldung zu entsendenden Offiziers.

§ 10.

Wenn ein fremdes Kriegsschiff in einen Hafen ausnahmsweise bei Nacht einläuft, so findet die Entsendung des begrüssenden Offiziers erst am nächsten Morgen statt, jedoch möglichst sofort nach der Flaggenparade. Das Schiff darf dann nach Belieben oder, wenn es einen Lotsen genommen hat, nach dessen Anweisung ankern, ist aber gehalten, den Ankerplatz zu wechseln, sobald es darum ersucht wird.

§ 11.

Trifft der zur Begrüssung entsendete Offizier an Bord eines bei Tage eingelaufenen, fremden Kriegsschiffs erst dann ein, wenn dasselbe bereits geankert oder festgemacht hat, so finden gleichwohl die vorgeschriebenen Begrüssungen, Mitteilungen und Erkundigungen sowie die nachträgliche Bestätigung des gewählten oder die Anweisung eines andern Ankerplatzes statt.

§ 12.

Wenn der fremde Befehlshaber dem zu seiner Begrüssung entsandten Offizier keine Bereitwilligkeit zeigt, seinerseits einen Offizier zur Anmeldung des Schiffes oder Schiffsverbandes bei dem deutschen Befehlshaber an Land zu entsenden, so kehrt jener ohne weiteres zurück und macht dem Befehlshaber, der ihn entsendet hat, Meldung.

§ 13.

In Häfen, welche eine Salutbatterie haben, führt die Batterie die Kriegsflagge. Die Flagge wird gezeigt, sobald sich ein Kriegsschiff nähert. Der von fremden Kriegsschiffen vor dem Ankern oder ausnahmsweise später gefeuerte Salut wird sofort nach dem letzten Schuss von jener Batterie aus mit der gleichen Zahl von Schüssen erwidert.

§ 14.

Bei dem Einlaufen eines fremden Kriegsschiffs oder Geschwaders in einen Hafen, der nicht Standort eines Marineteils oder Sitz einer Dienst-

stelle der Marineleitung ist, zieht die Hafenpolizei die im § 9 vorgeschriebenen Erkundigungen ein und berichtet, wenn der Hafen Standort eines Heerestruppenteils ist, an den obersten Militärbefehlshaber am Orte, andernfalls aber an die Landespolizeibehörde.

Der Bericht ist sofort den im § 4 Abs. 2 genannten Stellen zuzuleiten.

Berlin, den 1. August 1925.

Der Reichspräsident.
von Hindenburg.
Der Reichswehrminister.
Dr. Gessler.
Der Chef der Marineleitung.
In Vertretung: *Pfeiffer.*

38.

DANEMARK, SIAM.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Copenhague, le 1er septembre 1925.*)

Lovtidenden 1926, No. 8.

Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Denmark and Siam.

Preamble.

His Majesty the King of Denmark and Iceland and His Majesty the King of Siam, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of Denmark and Iceland:
Carl Poul Oscar Count Moltke, His Minister for Foreign Affairs etc;

His Majesty the King of Siam:
His Serene Highness the Prince Vipulya Svastivongs, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary etc;

who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Copenhague, le 13 mars 1926.

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Denmark and the Kingdom of Siam.

Article II.

The subjects of each of the High Contracting Parties upon submitting themselves to the laws and regulations there in force shall have liberty to enter, travel and reside in the territory of the other. They shall furthermore be entitled there to engage in religious, educational and charitable work, to employ agents of their choice, to lease land or buildings for residential, commercial, industrial, religious, charitable and other lawful purposes upon the same terms as subjects or citizens of the most favoured nation submitting themselves to the laws and regulations there established.

In all that relates to their commercial, shipping, industrial and agricultural pursuits, and to callings and professions, as well as with regard to the acquisition, possession and disposition of property-rights of every description the subjects of either of the High Contracting Parties shall throughout the whole extent of the territory of the other be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation.

They shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay any internal charges or taxes other or higher than those that are or may be exacted from native subjects or from the subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall receive, in the territory of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation upon submitting themselves to the laws and regulations locally in force.

They shall, however, be exempt in the territory of the other from compulsory military service either on land, on sea, or in the air, in the regular forces, in the national guard, or in the militia; from all contributions imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans; they shall also be exempt from military exactions or contributions unless imposed on them upon the same terms as upon native subjects as owners, lessees or occupiers of immovable property, in which regard, however, they shall enjoy the same treatment as native subjects or the subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other entire liberty of conscience, and, subject to the laws, ordinances, and regulations there in force, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and all other buildings of the subjects of each of the High Contracting Parties in the territory

of the other, together with all premises used in connection therewith for lawful purposes, shall be exempt from visits and searches, and from examinations or inspections of books, papers, or accounts therein located except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances, and regulations applying to native subjects or to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article IV.

There shall be full and entire freedom of commerce and navigation between the territories of the two High Contracting Parties.

The subjects of either of the High Contracting Parties shall have liberty freely and securely to come with their ships and cargoes to all places, ports, and waterways in the territory of the other which are or may hereafter be opened to foreign commerce and navigation.

Article V.

The High Contracting Parties agree that no prohibitions or restrictions shall be placed upon the importation, exportation, or transit of any article of commerce between the two countries which shall not be applicable to all countries alike or to such countries as are subject to the same conditions.

The foregoing provision shall not be applicable to:

1. Prohibitions or restrictions upon munitions of war;
2. Prohibitions or restrictions for reasons of national or public safety or public health;
3. Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of Government monopoly;
4. Prohibitions or restrictions for the protection of cattle or plants against disease, noxious insects, or parasites.

Article VI.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights; they shall be at liberty, equally with subjects of the other Party and with the subjects or citizens of the most favoured nation to choose and employ lawyers, advocates, and representatives to pursue and defend their rights before such Courts. No surety or deposit of any kind which is not under similar circumstances required of native subjects shall be demanded of the subjects of one of the High Contracting Parties who are plaintiffs or interveners before the Courts of the other Party. The same rule shall apply as to the deposit which may be demanded of plaintiffs or interveners in order to guarantee the payment of judicial fees.

Article VII.

Commercial, industrial, financial, and insurance companies and all other companies of economic character, duly established in accordance with the laws of either of the High Contracting Parties, and domiciled in the territory of such Party, are authorized within the territory of the

other Party upon conforming themselves to the laws and regulations of the latter to exercise their rights and to appear in the Courts as plaintiffs or defendants.

Such companies shall upon the conditions laid down in the legislation of this latter country and upon obtaining the necessary authorization in those cases where such authorization is required by the laws of said country, have liberty there to settle, to establish branches or agencies, and to carry on their activities.

With regard to the carrying on of their activities as well as with regard to the right to acquire, to possess and to lease movable and immovable property such companies, once admitted, shall injoy the same treatment as is granted or may be granted to similar companies of the most favoured nation.

Neither in respect of their activities nor of their property shall they be subject to other or higher imposts, taxes, or dues of whatever nature than those which are applied or may be applied to the companies of the most favoured nation; and only such business of the said companies as is transacted on the territory of the other Contracting Party and such of their property as is actually found there shall be subject to any imposts, taxes, or dues.

Article VIII.

The High Contracting Parties pledge themselves in all matters relating to transit to grant each other the treatment of the most favoured nation.

However, neither Contracting Party shall by this article be bound to afford transit for goods whose importation is prohibited, either as a measure for the safety of the public or the security of the State or as a sanitary measure or as a precaution against diseases of animals or plants.

Goods in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except to such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit, and such dues as are imposed on account of transactions with the goods in the course of their warehousing or their transport.

For the purpose of this article „transit“ and „goods in transit“ shall be interpreted according to the definition contained in Article I of the Statute on freedom of transit, adopted by the Barcelona Conference on April 14th, 1921.

Article IX.

Each of the High Contracting Parties agrees to grant to the other national treatment or most favoured nation treatment in all that relates to the transport on or through its territory of persons, baggage and goods.

Article X.

Goods of every nature, originating within the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the territory of the other, shall not there be subjected to excise, octroi, or consumption duties

higher than those which are or may be levied on similar goods of the most favoured nation.

Article XI.

The Kingdom of Denmark recognizes that the principle of national autonomy should apply to the Kingdom of Siam in all that pertains to the rates of duties on importations and exportations of merchandise, drawbacks, and transit and all other taxes and impositions; and subject to the condition of equality of treatment with other nations in these respects, Denmark agrees to assent to increases by Siam in its tariff to rates higher than those established by existing treaties, on the further condition, however, that all other nations intitled to claim special tariff treatment in Siam assent to such increases freely and without the requirement of any compensatory benefit or privilege.

Article XII.

Articles, the produce or manufacture of Denmark (including Greenland) and articles, the produce or manufacture of Siam, shall on their importation into the territory of the other Party in all matters relating to import duties, taxes, or charges of any kind enjoy a treatment at least as favourable as that which is or may be granted to articles of the most favoured nation.

Articles, exported from Denmark to Siam and articles, exported from Siam to Denmark, shall in all matters relating to export duties, taxes, or charges of any kind enjoy a treatment at least as favourable as that which is or may be granted to articles exported to the most favoured nation.

Said treatment of the most favoured nation shall be interpreted to include the customs regime, all customs formalities, drawbacks, the use of bonded warehouses, and certificates of origin.

Article XIII.

All articles which are or may legally be imported into the ports of the territory of the Kingdom of Siam in Siamese vessels or vessels of a third Power, may likewise be imported into those ports in Danish vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Siamese vessels or vessels of a third Power; and, reciprocally, all articles which are or may legally be imported into the ports of the territory of the Kingdom of Denmark in Danish vessels or vessels of a third Power, may likewise be imported into those ports in Siamese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Danish vessels or vessels of a third Power. Such reciprocal equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same internal and export duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed in the territory of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article which is or may legally be exported therefrom, whether such exportation take place in Siamese or Danish vessels or vessels of a third Power and whatever may be the port of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article XIV.

The merchant vessels of either of the High Contracting Parties, whether in ballast or with cargoes, which arrive at or depart from the ports of the other Party shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities, and exemptions in matters of navigation as those which are or may be enjoyed by national vessels or by those of the most favoured nation, from whatever place such vessels may arrive and whatever may be their place of destination.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territory of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels or vessels of a third Power.

Article XV.

In all that concerns the entering, clearing, stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or waterways of the two countries, no privilege shall be granted to national vessels or to vessels of a third Power which shall not equally be granted to vessels of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in these respects the vessels of each shall receive the treatment accorded to national vessels or to vessels of the most favoured nation.

Article XVI.

The coasting trade and the national fisheries of each of the High Contracting Parties are excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws, ordinances, and regulations of Denmark and Siam respectively.

Article XVII.

A merchant vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by reason of any other distress, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by national vessels or by

the vessels of the most favoured nation. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If a merchant vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the local authorities shall give prompt notice of the occurrence to the Consular Officer residing in the district or to the nearest Consular Officer of the other Power.

Such stranded or wrecked ship or vessel and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including those which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents, when claimed by them, within the period fixed by the laws, ordinances, and regulations of the country in which the wreck or stranding occurred, and such owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the case of the wreck of a national vessel.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of the customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay ordinary duties.

In the case of a ship or vessel belonging to the subjects of one of the High Contracting Parties being driven in by stress of weather, run aground or wrecked in the territory of the other, the proper Consular Officer of the High Contracting Party to which the vessel belongs, shall, if the owners or their agents are not present, or are present but require it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to the subjects of his State.

Article XVIII.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, upon fulfilment of the formalities prescribed by law, the same protection as native subjects, or the subjects or citizens of the nation most favoured in these respects, in regard to patents, trade-marks, trade-names, designs, and copyrights.

Article XIX.

It is understood and agreed that none of the stipulations of the present Treaty by which Siam grants most favoured nation treatment is to be interpreted as granting rights, powers, privileges, or immunities arising solely by virtue of the existence of rights of exemption from Siamese jurisdiction possessed by other foreign countries.

Article XX.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and other Consular Officers or Agents to reside in

the towns and ports of the territory of the other where similar officers of other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall not enter upon their functions until they shall have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

They shall be entitled to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions, and immunities of every kind which are or may be accorded to Consular Officers of the most favoured nation.

Article XXI.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territory of the other without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest Consular Officer of the nation to which the deceased belonged, in order that necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territory of the other without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent Consular Officer of the State to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the laws of the country in which the property of the deceased is situated.

The foregoing provision shall also apply in case of a subject of one of the High Contracting Parties dying outside the territory of the other, but possessing property therein, without leaving any person there entitled to take charge of and administer the estate.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour, or immunity which either of the High Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the Consular Officers of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the Consular Officers of the other High Contracting Party.

Article XXII.

Siam shall not by virtue of the provisions of this Treaty be entitled to claim the benefits which have been granted or which may hereafter be granted by Denmark to Norway or Sweden or both these countries, so long as these benefits are not granted to States other than those mentioned above.

The provisions of the present Treaty shall not be applicable within the territory of Greenland.

Neither of the High Contracting Parties shall by virtue of the provisions of the present Treaty be entitled to claim the benefits which have been granted or may be granted to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic with regard to local needs.

Article XXIII.

Any dispute which may arise between the High Contracting Parties with respect to the contents, the interpretation, or the application of the present Treaty or the protocols annexed hereto which can not be settled by diplomatic means shall at the request of either Party be submitted in the absence of contrary agreement to the Permanent Court of International Justice at The Hague. Both Parties hereby undertake to accept as binding the arbitral award. The Court shall give its decision in accordance with the summary procedure mentioned in Article 29 of the Statute of the Court, unless the High Contracting Parties agree that the ordinary procedure shall be applied.

Article XXIV.

The present Treaty shall, from the date of its coming into force, be substituted for the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Denmark and Siam, signed at Bangkok on 21st May, 1858,*) and from this date the said Treaty of 1858 and all subsequent Treaties, Conventions, and Arrangements, concluded or existing between the High Contracting Parties, including the Convention signed at Bangkok on March 24th, 1905**) and the Treaty signed at Copenhagen on March 15th, 1913***) shall cease to be binding, except Articles 1, 2, 3 and 5 of the Convention signed at Bangkok on 24th March 1905, which are continued in force.

Article XXV.

The present Treaty shall remain in force for 10 years from the date on which it comes into effect.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified 12 months beforce the expiration of the said 10 years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is clearly understood, however, that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the Treaties, Conventions, Arrangements, or Agreements abrogated by the present Treaty.

Article XXVI.

This Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Copenhagen within six months from its date, and the said Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals, this first day of September in the

*) V. N. R. G. XVII, 1, p. 116.
**) V. N. R. G. 3. s. II, p. 35.
***) V. ibid. VII, p. 674.

nineteenhundred and twentyfifth year of the Christian era, corresponding to the first day of the month of Kanyayon in the twothousandfourhundred and sixtyeighth year of the Buddhist era.

(L. S.) signed: *C. Moltke.*
(L. S.) signed: *Vipulya Svastivongs.*

Final Protocol.

The undersigned Plenipotentiaries, meeting in order to sign the present Treaty, have agreed upon the following:

Considering the relations, existing between Denmark and Iceland in conformity with the Union-Law of 30th November 1918,*) it is understood that by virtue of the provisions of the above-named Treaty Siam shall not be entitled to claim the special benefits which Denmark has granted or may grant to Iceland.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names, this first day of September in the nineteenhundred and twentyfifth year of the Christian era, corresponding to the first day of the month of Kanyayon in the twothousandfourhundred and sixtyeighth year of the Buddhist era.

signed: *C. Moltke.*
signed: *Vipulya Svastivongs.*

Protocol concerning Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Danish Subjects.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between the Kingdom of Denmark and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows:

Article 1.

The system of jurisdiction heretofore established in Siam for Danish subjects and the privileges, exemptions, and immunities now enjoyed by Danish subjects in Siam as a part of or appurtenant to said system shall absolutely cease and determine on the date of the coming into force of the above-mentioned Treaty, and thereafter all Danish subjects, corporations, companies, and associations in Siam shall be subject to the jurisdiction of the Siamese Courts.

Article 2.

Until the promulgation and putting into force of all the Siamese Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Code, the Codes of Procedure, and the Law for Organisation of Courts, and for a period of five years thereafter, but no longer, the Kingdom of Denmark, through

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3.

its Diplomatic and Consular Officials in Siam, whenever in its discretion it deems it proper so to do in the interest of justice, may, by means of a written requisition addressed to judge or judges of the Court in which such case is pending, evoke any case pending in any Siamese Court, except the Supreme or Dika Court, in which a Danish subject, corporation, company, or association is defendant or accused.

Such case shall then be transferred to said Diplomatic or Consular Official for adjudication, and the jurisdiction of the Siamese Court over such case shall there-upon cease. Any case so evoked shall be disposed of by the said Diplomatic or Consular Official in accordance with the laws of the Kingdom of Denmark, except that as to all matters coming within the scope of Codes or Laws of the Kingdom of Siam regularly promulgated and in force, the texts of which have been communicated to the Danish Legation in Bangkok, and not falling within the scope of the Danish Penal Code, the rights and liabilities of the parties shall be determined by Siamese law.

For the purpose of trying such cases and of executing any judgments which may be rendered therein, the jurisdiction of the Danish Diplomatic and Consular Officials in Siam is continued.

Until the date when all the Siamese Codes mentioned above shall have come into force the Siamese Government will continue to communicate to the Danish Legation in Siam the texts of all new laws and regulations which have been promulgated and the Siamese Government will endeavour to take into consideration the objections with regard to such texts which the said Legation may have submitted within a reasonable time.

Article 3.

Appeals from judgements of Courts of First Instance in cases to which Danish subjects, corporations, companies, or associations may be parties, shall be adjudged by the Court of Appeal at Bangkok.

An appeal on a question of law shall lie from the Court of Appeal at Bangkok to the Supreme or Dika Court.

A Danish subject, corporation, company, or association who is defendant or accused in any case arising in the Provinces, may apply for a change fo venue and should the court consider such change desirable the trial shall take place either at Bangkok or before the judge in whose court the case would be tried at Bangkok.

The provisions of this Article shall remain in force so long as the right of evocation continues to exist in accordance with Article 2.

Article 4.

In order to prevent difficulties which may arise from the transfer of jurisdiction contemplated by the present Protocol, it is agreed:

a) All cases instituted subsequently to the date of the coming into force of the above-mentioned treaty shall be entered and decided in the Siamese Courts, whether the cause of action arose before or after the date of said Treaty coming into force.

b) All cases pending before the Danish Diplomatic and Consular Officials in Siam on said date shall take their usual course before such Officials until such cases have been finally disposed of, and the jurisdiction of the Danish Diplomatic and Consular Officials shall remain in full force for this purpose.

In connection with any case coming before the Danish Diplomatic or Consular Officials under clause b) of Article 4, or which may be evoked by said Officials under Article 2, the Siamese authorities shall upon request by such Diplomatic or Consular Officials lend their assistance in all matters pertaining to the case.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals, this first day of September in the nineteenhundred and twentyfifth year of the Christian era, corresponding to the first day of the month of Kanyayon in the twothousandfourhundred and sixtyeighth year of the Buddhist era.

(L. S.) signed: *C. Moltke.*
(L. S.) signed: *Vipulya Svastivongs.*

Ministry for Foreign Affairs.

September 1st, 1925.

Prince,

In conformity with verbal agreement I hereby have the honour, on the occasion of the signing this day of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Denmark and Siam with Protocol attached thereto, to confirm that the two Governments are agreed that the duration of the Protocol concerning jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Danish subjects equally signed this day is exclusively dependant on the provisions contained in the said Protocol and not dependent on the provisions of denunciation contained in Article XXV of the Treaty.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Prince, the assurance of my high consideration.

signed: *C. Moltke.*

His Serene Highness the Prince Vipulya Svastivongs,
Minister of Siam.

Royal Siamese Legation.

Copenhagen, September 1st, 1925.

Monsieur le Comte,

In conformity with verbal agreement I hereby have the honour, on the occasion of the signing this day of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Siam and Denmark with Protocol attached thereto, to confirm that the two Governments are agreed that the duration of the Protocol concerning jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Danish subjects equally signed this day is exclusively dependent on

the provisions contained in the said Protocol and not dependent on the provisions of denunciation contained in Article XXV of the Treaty.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Comte, the assurance of my highest consideration.

signed: *M. C. Vipulya.*

His Excellency Count C. Moltke,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.
Copenhagen.

Royal Siamese Legation.

Copenhagen, March 1st, 1926.

Monsieur le Comte,

I hereby have the honour to inform you that owing to the fact that I have not yet received from Bangkok the Siamese instrument of ratification of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, concluded between Siam and Denmark on September 1st, 1925, it will be impossible to comply with the provision contained in Article XXVI of the said Treaty, according to which the ratifications should be exchanged at Copenhagen within six months from the date of signing, that means within the 1st of March 1926.

In consequence hereof I have the honour to propose to the Danish Government that the term mentioned in the said Article should be prolonged by two months, i. e. until May 1st, 1926, whereas the provisions contained in Article XXVI concerning the coming into force of the Treaty otherwise remain unchanged, i. e. that the Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Comte, the assurance of my highest consideration.

(signed) *M. C. Vipulya.*

His Excellency Count C. Moltke,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.
Copenhagen.

Ministery for Foreign Affairs.

Copenhagen, March 1st, 1926.

Prince,

By a note of to-day's date you have been good enough to inform me that owing to the fact that you have not yet received from Bangkok the Siamse instrument of ratification of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, concluded between Denmark and Siam on September 1st, 1925, it will be impossible to comply with the provision contained in Article XXVI of the said Treaty, according to which the ratifications should be exchanged at Copenhagen within six months from the date of signing, that means within the 1st of March 1926.

In consequence thereof you have proposed to the Danish Government that the said term should be prolonged by two months, i. e. until May 1st, 1926, whereas the provisions contained in Article XXVI concerning the coming into force of the Treaty otherwise remain unchanged, i. e., that the Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government agree with the Siamese Government that the term mentioned in Article XXVI of the said Treaty be prolonged by two months, i. e., until May 1st, 1926, whereas the provisions contained in the said Article concerning the coming into force of the Treaty otherwise remain unchanged, i. e., that the Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Prince, the assurance of my high consideration.

(signed) *C. Moltke.*

His Serene Highness the Prince Vipulya Svastivongs,
Minister of Siam.

39.

SUISSE, BELGIQUE.

Déclaration concernant la légalisation des actes intéressant l'état civil; signé à Berne, le 3 septembre 1925.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1925, No. 24.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Regierung Seiner Majestät des Königs der Belgier, in dem Wunsche, die Beglaubigung derjenigen Auszüge oder Ausfertigungen von Zivilstandsakten abzuschaffen, die in der Schweiz oder in Belgien ausgestellt worden und dazu bestimmt sind, zu irgendwelchen Zwecken in Belgien oder in der Schweiz beigebracht zu werden, haben das Nachstehende vereinbart:

Art. 1.

Damit die in dem einen der beiden Länder ausgestellten Auszüge oder Ausfertigungen von Zivilstandsakten im anderen Lande als rechtsgültig anerkannt werden, ist keinerlei Beglaubigung erforderlich unter der Bedingung, dass diese Auszüge oder Ausfertigungen vom Registerführer oder von seinem Bevollmächtigten oder Stellvertreter als richtig bescheinigt und mit dem Stempel seiner Amtsstelle versehen sind oder dass sie den Stempel und die Unterschrift des Zivilstandsbeamten tragen, der sie ausgestellt hat.

Art. 2.

Die gegenwärtige Erklärung tritt am 1. November 1925 in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig ermächtigten Unterzeichneten die gegenwärtige Erklärung unterfertigt und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen zu Bern, in doppelter Urschrift, den 3. September 1925.

L. S. *Motta.*
L. S. *Fernand Peltzer.*

40.

PRUSSE, AUTRICHE.

Traité concernant l'assistance réciproque en matière d'enseignement obligatoire; signé à Berlin, le 18 septembre 1925.*)

Preussische Gesetzsammlung 1926, No. 14.

Staatsvertrag zwischen Preussen und Österreich über die gegenseitige Durchführung der Schulpflicht ihrer in dem anderen Staate wohnenden Staats- beziehungsweise Bundesangehörigen.

Nachdem die Regierungen des Freistaats Preussen und der Republik Österreich übereingekommen sind, die Durchführung der Schulpflicht ihrer in dem anderen Staate sich aufhaltenden Staatsangehörigen gleichmässig zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

das Preussische Staatsministerium den Abteilungsdirigenten im Preussischen Ministerium für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung, Wirklichen Geheimen Oberregierungsrat Georg Klotzsch;

der Bundespräsident der Republik Österreich den Geschäftsträger der Republik Österreich in Berlin, Hermann Ploennies,

die nach Austausch ihrer für gut und richtig befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben:

§ 1.

Die in Preussen sich aufhaltenden österreichischen Bundesbürger sind in Hinsicht der Pflicht zum Besuche von Schulen jeglicher Art sowie auch in Hinsicht der Schulversäumnis, Schulunterhaltung und Schulgeldzahlung an Pflichtschulen denselben Gesetzen und Vorschriften unterworfen wie die preussischen Staatsangehörigen innerhalb des Preussischen Staates, und umgekehrt sind die in Österreich sich aufhaltenden preussischen Staatsangehörigen in gleicher Beziehung den österreichischen Bundesbürgern gleichgestellt.

Es können jedoch Angehörige der beiden Staaten, die vor ihrem Verzug in ihrem Heimatsstaate der Schulpflicht genügt haben und sich durch ein

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 18 octobre 1926.

Zeugnis ihrer heimischen Schulbehörde ausweisen, zum Besuche der Schulen in dem Staate ihres Aufenthalts nicht noch herangezogen werden, auch wenn das am Orte ihres Aufenthalts geltende Recht eine grössere Ausdehnung des Pflichtschulbesuchs vorschreibt.

§ 2.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifizierungsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

§ 3.

Der Vertrag soll in Preussen und in Österreich 14 Tage nach Austausch der Ratifizierungsurkunden in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und untersiegelt.

Berlin, den 18. September 1925.

Für den Freistaat Preussen:
Georg Klotzsch.
(Siegel.)

Für die Republik Österreich:
Hermann Ploennies.
(Siegel.)

41.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Echange de Notes afin d'étendre aux Etats de Johore et de Kedah les dispositions du Traité d'extradition signé le 13 avril 1920;*) des 23 septembre et 3 octobre 1925.

Treaty Series 1925, No. 49.

No. 1.

Sir C. Marling to the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

The Hague, September 23, 1925.

M. le Ministre,

I have the honour to refer your Excellency to the treaty between the United Kingdom and the Netherlands Government respecting extradition between certain British-protected States in the Malay Peninsula and the Netherlands, which was signed at London on the 13th April, 1920, and of which ratifications were exchanged on the 4th August, 1920.

Having regard to the provisions of Article 1, paragraph 2, of this treaty, His Majesty's Government now propose that the States of Johore

*) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 133.

and Kedah be included among the British-protected States referred to in the above-quoted Article, and that thus the provisions of the treaty should be applied to the said States.

I should be grateful to learn whether the Netherlands Government concur in this proposal, and, if so, whether the exchange of the present Note and your Excellency's reply thereto, shall be considered as establishing and placing on record the agreement of the respective Governments in this matter.

I avail, &c.

Charles M. Marling.

No. 2.

The Netherlands Minister for Foreign Affairs to Sir C. Marling.

La Haye, le 3 octobre 1925.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 23 septembre dernier, par laquelle elle a bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, se référant aux dispositions de l'Article 1er, alinéa 2, du Traité d'Extradition du 13 avril 1920. propose que les Etats de Johore et de Kedah soient dorénavant comptés parmi les Etats placés sous le protectorat de Sa Majesté Britannique, visés dans l'Article précité, de sorte que les dispositions du Traité mentionné soient applicables auxdits Etats.

En réponse j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine se rallie volontiers à cette proposition. En ajoutant que le Gouvernement de la Reine est d'avis que la lettre de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme établissant et constatant l'accord entra les Gouvernements respectifs dans cette matière,

je saisis, &c.

(Pour le Ministre),

Le Secrétaire général,

Snouck Hurgronje.

42.

FRANCE, DANEMARK.

Echange de Notes afin d'accorder aux sujets, sociétés et navires français au Groenland oriental le traitement de la nation la plus favorisée; signées à Copenhague, le 12 et le 19 octobre 1925.

Lovtidenden A 1925, No. 34.

Légation de la République
Française en Danemark.

Copenhague, le 12 octobre 1925.

Monsieur le Comte,

Dans l'Article 8 de la convention provisoire additionnelle de commerce et de navigation conclue entre la France et le Danemark le 9 février 1842,*) il est stipulé que les navires de commerce français seront, aux colonies danoises d'outre-mer, y compris le Groenland, traités de la même manière que les navires de commerce de la nation la plus favorisée le sont actuellement ou le seront à l'avenir. D'après cette disposition, les navires de commerce français jouissent donc au Groenland oriental du traitement de la nation la plus favorisée.

J'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous demander si le Gouvernement Royal est à même d'assurer en outre au Gouvernement Français que les sujets et les sociétés français au Groenland oriental jouiront également d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé ou sera accordé aux sujets et aux sociétés d'un tiers Etat.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

(sign.) *L. Hermite.*

Monsieur le Comte Moltke,
Ministre des Affaires Etrangères.

Udenrigsministeriet.

Copenhague, le 19 octobre 1925.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 12 de ce mois j'ai l'honneur de vous faire connaître que, en dehors du traitement de la nation la plus favorisée dont jouissent au Groenland oriental les navires de commerce français en vertu de l'Article 8 de la convention conclue entre le Danemark et la France le 9 février 1842, le Gouvernement

*) V. N. R. G. III, p. 81.

Royal accordera également aux sujets et aux sociétés français au Groenland oriental le traitement de la nation la plus favorisée sous tous les rapports et particulièrement en ce qui concerne l'accès à la côte et à la mer territoriale y appartenante, l'exercise de la chasse et de la pêche, le droit d'occuper des terrains à titre d'usage, d'établir des stations météorologiques, télégraphiques ou téléphoniques et d'y faire des installations dans des buts scientifiques et humanitaires.

Considérant les relations unionelles existant entre le Danemark et l'Islande il est cependant entendu que ce traitement ne comprendra pas les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Le présent Arrangement entrera en vigueur immédiatement et ne pourra être dénoncé qu'après un avis préalable de douze mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(sign.) *C. Moltke.*

Monsieur L. Hermite, Ministre de France.

43.

ESTHONIE, SUISSE.

Convention commerciale; signée à Berne, le 14 octobre 1925.*)

Riigi Teataja 1926, No. 34.

Le Gouvernement de la République Esthonienne et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cette fin pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la République Esthonienne:

Monsieur Karl Menning, Chargé d'Affaires d'Esthonie en Suisse,

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur Edmond Schulthess, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'Economie publique;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes, résidant sur le territoire de l'autre Partie, seront traités à tous égards, en ce qui concerne l'exercice de leurs métiers et professions, l'exploitation d'entreprises industrielles, le trafic et le commerce licites, sur un pied d'égalité avec les

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 31 mai 1926. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1926, p. 256.

ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays. Demeurent réservées les exceptions prévues à l'Article 13, dernier alinéa.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, acquérir, posséder, louer et occuper, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, les maisons, manufactures, magasins, boutiques et locaux qui leur seront nécessaires, et prendre à bail des terrains aux fins d'un usage licite.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée, et ne seront pas soumis, à cet égard, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être astreints à payer, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée devraient acquitter en pareil cas.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité complètes, relativement à leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront libre accès auprès des Tribunaux de toutes les instances, et des autres autorités compétentes, soit pour présenter une réclamation, soit pour la défense de leurs droits. D'une manière générale, ils bénéficieront, pour tout ce qui se rapporte à l'administration de la justice, des mêmes droits et privilèges que les ressortissants de la nation la plus favorisée et ils auront, comme ceux-ci, la faculté de choisir eux-mêmes, pour la sauvegarde de leurs intérêts, des avocats ou mandataires dûment autorisés en vertu de la loi du pays.

Article 5.

Les maisons, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Parties Contractantes résidant dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent et sont affectés à des usages licites, seront respectés conformément aux lois du pays. Il ne sera pas permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, ni d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes des intéressés, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute espèce de service militaire, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu de service personnel. Ils seront dispensés de participer à tout emprunt ou don national forcé.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux ressortissants de la nation la plus favorisée, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours moyennant une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront aussi exempts de toute charge et fonction judiciaires, administratives ou municipales quelconques.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas soumis, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, à des charges ou à des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Toutefois, demeurent réservées les dispositions de l'Article 13, dernier alinéa, concernant les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres, qui sont ou seront valablement constituées d'après les lois de l'une des Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs; elles auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des Tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Lesdites Sociétés jouiront des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. En outre, elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Chacune des Parties Contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et places de l'autre Partie, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre ces fonctionnaires. Toutefois, cette restriction ne saurait être appliquée à l'une des Parties Contractantes sans l'être également à tous les Etats.

Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou toute autre autorisation valable, auront le droit d'exercer les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires de même grade et de

même catégorie de la nation la plus favorisée et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés à ces derniers. Le Gouvernement qui a donné l'exequatur ou une autorisation analogue a le droit de les retirer, s'il le juge opportun; toutefois, il est tenu d'indiquer les motifs de ce retrait.

Article 10.

Si un ressortissant de l'une des Parties Contractantes vient à décéder dans le territoire de l'autre Partie sans laisser d'héritiers connus, ni d'exécuteurs testamentaires, les autorités du lieu du décès en aviseront le fonctionnaire consulaire du pays d'origine, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès ou du lieu où les biens du défunt sont situés prendront, à l'égard de ces biens, toutes les mesures conservatoires que la législation du pays prescrit pour les successions des nationaux.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Esthonie ou de la Suisse, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties Contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires ou possessions de l'autre Partie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne maintenir les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par les conditions économiques actuelles.

Demeurent en tout temps réservées les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation décrétées:

1. dans des circonstances exceptionnelles, relativement aux provisions de guerre;
2. par raison de sûreté publique;
3. pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger des plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toutes espèces;
4. en cas de monopoles d'Etat.

Article 12.

Si l'une des Parties Contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et

en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie Contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités qui seront, à cet effet, désignées par le pays d'exportation.

Article 13.

Tout en bénéficiant des plus grands avantages qui pourront résulter du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, qui prouveront, au moyen d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront, en se conformant aux lois du pays et sous réserve des dispositions sur la police des étrangers, le droit de faire dans l'autre pays les achats pour leur commerce, leur fabrication ou leur entreprise et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

Les échantillons ou modèles importés par lesdits industriels et commis-voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, conformément aux règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexpédition ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi.

La réexportation des échantillons des voyageurs de commerce pourra s'effectuer aussi par un autre bureau de douane que celui de l'importation. Il est entendu que, dans ce cas, le bureau de réexportation sera autorisé à rembourser de son propre chef à l'ayant droit le dépôt ou le cautionnement qui aura pu être fourni pour assurer la réexportation ou le paiement des droits de douane, en cas de non-réexportation dans le délai prescrit.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, et les Parties Contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Article 14.

Ne seront pas considérés comme dérogeant au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est à la base de la présente Convention, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, à savoir:

a) les privilèges qui ont été ou pourraient être accordés à des Etats voisins, relativement au trafic frontière;

b) les privilèges qui ont été ou pourraient être consentis par une des Parties Contractanets à un tiers Etat en vertu d'une Union douanière;

c) les franchises, immunités et privilèges que l'Esthonie reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Lettonie, Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même des privilèges que l'Esthonie pourrait accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Il est entendu que la Suisse bénéficiera immédiatement et sans condition de ces franchises, immunités et privilèges au cas où l'Esthonie les accorderait, en tout ou en partie, à un tiers Etat non mentionné ci-dessus.

Article 15.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les Parties Contractantes relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention et n'auraient pas pu être résolues par la voie diplomatique seront déférées, à la demande d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral composé de trois membres.

Les Parties Contractantes désignent chacune un membre à leur gré et nomment le surarbitre d'un commun accord.

Ces nominations interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Le surarbitre ne doit pas être un ressortissant des Parties Contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si les Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre dans le délai d'un mois à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, le surarbitre sera désigné librement par le Président de la Cour Permanente de Justice internationale.

Le Tribunal arbitral se réunira au lieu désigné par le surarbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'un an. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente Convention

Fait à Berne, en double original, le quatorze octobre mil neuf cent vingt-cinq.

K. Menning. *Schulthess.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour entre la République Esthonienne et la Confédération Suisse, les Plénipotentiaries soussignés sont convenus que cette Convention s'appliquera également et sous tous les rapports à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée avec la Confédération par une union douanière.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, du seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double original à Berne, le quatorze octobre mil neuf cent vingt-cinq.

K. Menning. *Schulthess.*

44.

AUTRICHE, CHINE.

Traité de commerce; signé à Vienne, le 19 octobre 1925.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich. 1926, Stück 37.

Handelsvertrag zwischen der Republik Österreich und der Republik China.

Der Bundespräsident der Republik Österreich und Seine Exzellenz, der Oberste Vollzugsbeamte der Republik China, von dem Wunsche geleitet, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen den Völkern beider Länder zu erweitern und ihre Handelsbeziehungen auszugestalten, haben beschlossen, einen auf den Grundsätzen vollkommener Gleichheit und absoluter Gegenseitigkeit beruhenden Handelsvertrag zu schliessen und zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächitgten ernannt, nämlich:

Der Bundespräsident der Republik Österreich:

Dr. Heinrich Mataja, Bundesminister für die auswärtigen Angelegenheiten, und

Treaty of Commerce between the Republic of Austria and the Republic of China.

The Federal President of the Republic of Austria and His Excellency the Chief Executive of the Republic of China, being desirous of extending the relations of friendship between the people of the two Countries and of developing their commercial relations, have determined to conclude a Treaty of Commerce based on the principles of a perfect equality and absolute reciprocity and to this effect have appointed their Plenipotentiaries that is to say:

The Federal President of the Republic of Austria:

Dr. Heinrich Mataja, Federal Minister for Foreign Affairs,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 15 juin 1926.

Seine Exzellenz, der Oberste Vollzugsbeamte der Republik China:

Yung-liang Hwang, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befindlichen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Staatsangehörigen der Republik Österreich werden auf chinesischem Gebiete und die Staatsangehörigen der Republik China werden auf österreichischem Gebiete gegenseitig den vollen und ganzen Schutz der Gesetze ihres Aufenthaltslandes für ihre Personen und ihr Eigentum geniessen.

Die Staatsangehörigen jedes der vertragschliessenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen aufhalten, werden unter Beobachtung der Gesetze und Vorschriften des Landes das Recht haben, überall dort zu reisen, sich niederzulassen und Handel und Gewerbe zu treiben, wo die Staatsangehörigen irgendeines anderen Landes dies tun dürfen.

Es besteht Einverständnis, dass die vorstehenden Bestimmungen auch auf Handlungsreisende und auf Gesellschaften, immer vorbehaltlich der in Kraft stehenden Gesetze und Vorschriften, Anwendung finden.

Artikel II.

Die Hohen vertragschliessenden Teile werden das Recht haben, zueinander ordnungsgemäss beglaubigte diplomatische Vertreter zu entsenden, die gegenseitig in dem Lande ihres Aufenthaltes alle Freiheiten und Vorrechte geniessen sollen, die ihnen nach Völkerrecht zukommen.

His Excellency the Chief Executive of the Republic of China:

Yung-liang Hwang, Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary

who after having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The citizens of the Republic of Austria in the territory of China and the citizens of the Republic of China in the territory of Austria shall enjoy respectively the full and entire protection and safeguard of the laws of the country of their residence for their persons and their property.

The citizens of each of the Contracting Parties residing in the territory of the other shall have liberty, on compliance with the laws and regulations of the country, to travel, establish themselves and to carry on commerce and industry in all places where citizens or subjets of any other nation may do so.

It is understood that the preceding provisions shall apply also to commercial travellers and to companies, which are always subject to the laws and regulations in force.

Article II.

The High Contracting Parties shall have the right to send to each other duly accredited diplomatic agents, who shall enjoy reciprocally in the countries of their residence all liberties and immunities accorded to them by the Law of Nations.

Jeder der Hohen vertragschliessenden Teile wird das Recht haben, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten in den Häfen und Handelsplätzen des anderen Teiles zu bestellen, in denen solche Vertreter eines anderen Landes zum Aufenthalt zugelassen sind.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten müssen, bevor sie ihre Tätigkeit auszuüben beginnen, das Exequatur der Regierung ihres Aufenthaltslandes erhalten. Es besteht Einverständnis, dass die Regierung, die das Exequatur erteilt, dieses widerrufen kann, wenn sie hiefür eine gerechtfertigte Ursache hat.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten jedes der Hohen vertragschliessenden Teile werden gegenseitig die Befreiungen, Rechte, Vorrechte und das Entgegenkommen geniessen, die ihnen nach internationalem Recht und den Gebräuchen zukommen.

Es besteht Einverständnis, dass, falls Personen, die Handel oder Gewerbe betreiben, als Konsularvertreter eines der beiden Hohen vertragschliessenden Teile in den Gebieten des anderen bestellt werden, diese Personen nur als Honorarkonsularvertreter bestellt werden.

Artikel III.

Die Staatsangehörigen eines der beiden vertragschliessenden Teile, die sich nach den Gebieten des anderen zu begeben wünschen, müssen Pässe besitzen, die von den zuständigen Behörden ihres Landes ausgestellt sind und ihre Staatsangehörigkeit und den Zweck ihrer Reise bestätigen. Der Pass ist nicht gültig, wenn er nicht durch den Konsul des anderen Teiles vidiert ist.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents for the ports and commercial places of the other, where such agents of another nation are allowed to reside.

The consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents shall, before beginning to exercise their functions, obtain the exequatur of the Government of the country where they reside. It is understood that the Government that issues the exequatur can withdraw it in case it should have a justified cause for doing so.

The consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents of either High Contracting Party shall enjoy reciprocally the immunities, rights, privileges and courtesies as accorded by international law and usages.

It is understood that if persons engaged in commerce or industry should be appointed as consular officers of one of the High Contracting Parties in the territory of the other, these persons will be appointed only as honorary consular officers.

Article III.

The citizens of one of the Contracting Parties desiring to come to the territory of the other shall carry passports issued by the competent authorities of their country, attesting their nationality and the object of their journey. The Passport is not valid unless viséed by a consul of the other Party.

Artikel IV.

Die Staatsangehörigen der beiden vertragschliessenden Teile unterliegen in straf- und zivilrechtlichen Fällen der Jurisdiktion ihres Aufenthaltslandes. Sie werden freien und leichten Zutritt zu den ordentlichen Gerichten haben, um ihre Rechte zu wahren und sich zu verteidigen, und sich der Dienste von Advokaten und Vertretern in gleicher Weise wie die Inländer bedienen können.

Die österreichische Regierung wird chinesischen Staatsangehörigen in Österreich vollen Schutz für ungestörte Berufsausübung gewähren und verpflichtet sich auch, ihr Eigentum nicht zu beschlagnahmen, ausser in Fällen, wo dies nach den allgemeinen Regeln des Völkerrechtes und des österreichischen Rechtes zulässig ist, vorausgesetzt, dass die chinesische Regierung österreichischen Staatsangehörigen in China die gleiche Behandlung gewähren wird.

Prozesse und andere Rechtsfälle, betreffend österreichische Staatsangehörige in China, werden vor die modernen Gerichte gebracht werden, hiebei wird ihnen das Recht zur Berufung zustehen und es werden gemäss den neuen Gesetzen hiebei ordnungsgemässe Verhandlungen stattfinden.

Während der Prozessdauer ist der Beistand von Advokaten und Dolmetschen österreichischer oder anderer Nationalität, wenn sie vom Gerichte ordnungsgemäss anerkannt sind, gestattet.

Artikel V.

Die Regierung jedes der beiden vertragschliessenden Teile wird Arbeitern, die Staatsangehörige des anderen Teiles sind und nach ihren Gebieten kommen sollten, die gleiche Behandlung gewähren wie Arbeitern, die Staatsangehörige irgendeines anderen

Article IV.

The citizens of the two Contracting Parties are amenable in criminal and civil cases to the jurisdiction of the country where they reside. They shall have free and easy access to the local tribunals to protect their rights and to defend themselves and they shall be at liberty to employ the services of lawyers and representatives in the same way as the nationals.

The Austrian Government shall grant to Chinese citizens in Austria entire protection for the undisturbed exercise of their professions and undertakes also not to sequestrate their property except in cases recognized by the general rules of the Law of Nations and by the Austrian law, provided that the Chinese Government shall grant the same treatment to Austrian citizens in China.

Law-suits and other judicial cases concerning Austrian citizens in China shall be brought before the modern tribunals with the right of appeal, and in accordance with the new laws, regular proceedings being employed thereat.

During the period of litigation the assistance of lawyers and interpreters of Austrian or other nationality, if they have been duly recognized by the court, is permitted.

Article V.

The Government of each of the two Contracting Parties shall accord to workmen, citizens of the other, who may come to its territory, the same treatment as to workmen, citizens of any other nation, and grant them in accordance with the laws and

Landes sind, und ihnen gemäss den Gesetzen und Vorschriften des Landes den gleichen Schutz angedeihen lassen wie inländischen Arbeitern.

regulations of the country the same protection as to national workmen.

Artikel VI.

Die Staatsangehörigen der beiden vertragschliessenden Teile haben die Gesetze ihres Aufenthaltslandes zu beobachten. Sie werden keine höheren Steuern, Gebühren oder Beitragsleistungen zu entrichten haben, als sie von den Inländern entrichtet werden.

Article VI.

The citizens of the two Contracting Parties shall observe the laws of the country where they reside. They shall not pay any taxes, fees or contributions, higher than those paid by the nationals.

Artikel VII.

Die Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile, die sich im Gebiete des anderen aufhalten, sollen von jeder Art Militärdienst und ebenso von allen an Stelle des Militärdienstes eingeführten Kontributionen oder Leistungen befreit sein.

Article VII.

The citizens of each of the Contracting Parties, residing in the territory of the other, shall be exempted from all military services and equally liberated of all contribution or prestation established as an equivalent to military service.

Artikel VIII.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile kommen überein, dass alle Angelegenheiten, betreffend die Zölle, ausschliesslich durch die innere Gesetzgebung jedes Teiles geregelt werden. Jedoch werden von Waren, die Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile oder irgendeines anderen Landes sind und die von den Staatsangehörigen der beiden vertragschliessenden Teile ein- oder ausgeführt werden, keine höheren Abgaben eingehoben werden, als sie von Inländern entrichtet werden.

Es besteht Einverständnis, dass Waren, die Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile sind, bei ihrer Einfuhr nach den Gebieten des anderen gegenseitig auf gleichem Fusse behandelt werden.

Article VIII.

The two High Contracting Parties agree that all matters concerning customduties shall be governed exclusively by the interior legislation of each. However, on goods which are the produces, or the manufactures, of one of the two Contracting Parties or of any other nation, and which are imported or exported by the citizens of the two Contracting Parties, no higher duties shall be collected than those paid by the nationals.

It is understood that goods, which are the produces, or manufactures of one of the two Contracting Parties shall be treated on their importation to the territories of the other reciprocally on an equal footing.

Artikel IX.

Die Waren, die von Staatsangehörigen der beiden vertragschliessenden Teile ein- oder ausgeführt werden, müssen über Orte gehen, wo Zollämter errichtet sind. Hiebei haben die dort geltenden Gesetze und Vorschriften beobachtet zu werden.

Artikel X.

Die Staatsangehörigen eines der beiden vertragschliessenden Teile, die sich in den Gebieten des andern befinden, haben das Recht, über ihr Eigentum durch letzten Willen zu verfügen. Falls einer dieser Staatsangehörigen in diesem Gebiete stirbt, ohne einen gesetzlichen Erben am Orte zu besitzen, ist der Konsul des Landes, dem der Verstorbene angehörte, berufen, seinen Nachlass zeitweilig zu verwalten.

Die gleiche Regel gilt bezüglich des Eigentums, das ein verstorbener Staatsangehöriger des einen Teiles in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles besass, falls er ausserhalb des Gebietes dieses Teiles stirbt, ohne einen gesetzlichen Erben am Orte zu besitzen.

Falls der Todesfall auf der See eintritt, wird das Eigentum des Verstorbenen dem nächsten Konsulat des Landes, dem der Verstorbene angehörte, übergeben werden. Der unbewegliche Teil des Nachlasses des Verstorbenen wird den Gesetzen des Landes unterliegen, wo dieses unbewegliche Eigentum gelegen ist.

In allen diesen Fällen sollen keine höheren Steuern oder Abgaben eingehoben werden als von Inländern.

Alle anderen Fragen, die sich auf die Erbfolge beziehen, werden den Gesetzen des Saates, dessen Angehöriger der Verstorbene war, unterliegen.

Article IX.

The goods imported or exported by the citizens of the two Contracting Parties must pass through such places where custom-houses are established, and on the condition of observing the laws and regulations in force in these places.

Article X.

The citizens of one of the Contracting Parties in the territory of the other shall have the right to dispose of their own property by will. If such a citizen dies in the latter territory without having a legal heir in the place, the consul of the nation to which the deceased belonged, shall be called upon to administer temporarily his estate.

The same rule shall apply to the property owned in the territory of one of the Contracting Parties by a deceased citizen of the other, if he dies outside the former's territory without a legal heir in the place.

In case the death should have taken place on sea, the property of the deceased shall be handed over to the nearest consulate of the nation to which the deceased belonged. The immovable part of the estate of the deceased shall be governed by the laws of the country, where this immovable property is situated.

In all these cases no higher taxes or fees shall be collected than those collected from the nationals.

All other matters connected with the succession shall be governed by the laws of the State of which the deceased was a citizen.

Artikel XI.

Die Staatsangehörigen eines der beiden vertragschliessenden Teile, die sich in den Gebieten des anderen an Orten, wo der Aufenthalt gestattet ist, befinden und Handel oder Industrie betreiben, haben wie die Inländer die Polizeivorschriften und die geltenden Bestimmungen über Steuern oder Gebühren hinsichtlich ihrer Wohnungen, Warenhäuser und Geschäftslokalitäten einschliesslich allen Zubehörs zu beobachten.

Artikel XII.

Es besteht Einverständnis, dass die Wohnungen, Warenhäuser und Geschäftslokalitäten einschliesslich allen Zubehörs, die dem Handel oder Gewerbe von Staatsangehörigen eines der vertragschliessenden Teile in dem Gebiete des anderen dienen, unter keinem Vorwand irgendwelcher Art durchsucht werden sollen, ausser in Übereinstimmung mit den ausdrücklichen Bestimmungen der Gesetze und Verordnungen, die in dem Lande gelten und auf Inländer Anwendung finden, und dass die Bücher und die Korrespondenz, die die geschäftliche Tätigkeit betreffen, vor jeder ungesetzlichen Durchsuchung geschützt sein sollen.

Artikel XIII.

Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich gegenseitig, den beiderseitigen Schiffen das Recht zum freien Eintritt in alle dem internationalen Handel geöffneten Häfen zu gewähren.

Kein österreichisches Schiff soll in den Häfen Chinas und kein chinesisches Schiff in den Häfen Österreichs zurückgehalten oder beschlagnahmt werden, ausgenommen gemäss den Bestimmungen des Artikels XVI des gegenwärtigen Vertrages. Dies gilt auch für ihre Ladungen und Materialien.

Article XI.

The citizens of one of the two Contracting Parties who are in the territories of the other in places where it is allowed to reside and to engage in commerce or industry, shall conform, as the nationals of the country, to the police regulations and to the established rules for taxation or fees, with respect to their lodgings, warehouses and business-premises, including all accessories.

Article XII.

Il is understood that the lodgings, the warehouses and the business-premises, including all accessories, intended for the commerce or industry of the citizens of one of the Contracting Parties in the territory of the other shall not be perquisitioned under any pretext whatsoever, except in accordance with the express provisions of the laws and ordinances in force in the country and applicable to nationals, and that the books and the correspondance concerning the commercial activity shall be protected from any illegal inspection.

Article XIII.

The two Contracting Parties engage themselves mutually to grant to the ships of each other the right to enter freely into all ports open to international commerce.

No Austrian ship in the ports of China and no Chinese ship in the ports of Austria, as well as their cargoes and their materials, shall be detained or seized except under the provisions of Article XVI of the present Treaty.

Artikel XIV.

Ein Schiff eines der vertragschliessenden Teile kann in Fällen von Schiffbruch, Seenot oder einer anderen Gefahr an der Küste des anderen Teiles zeitweilig die Seehäfen des letzteren aufsuchen, um Zuflucht zu nehmen, Reparaturen vorzunehmen, Vorräte und andere notwendige Gegenstände zu beschaffen und seine Reise fortzusetzen, ohne Abgaben entrichten zu müssen, ausser wenn Waren verkauft werden. Falls der Kapitän des Schiffes oder der Eigentümer genötigt sein sollte, einen Teil ihrer Waren zu verkaufen, um ihre Ausgaben zu decken, haben sie die Abgaben gemäss den Vorschriften und Bestimmungen zu entrichten, die an den Ort, wo das Schiff eingelaufen ist, in Geltung stehen.

Falls ein Kriegsschiff oder ein anderes Schiff eines der vertragschliessenden Teile an der Küste des anderen scheitern oder seinen Weg verlieren sollte, werden die Lokalbehörden hievon sogleich dem nächsten zuständigen Konsul Kenntnis geben und an Ort und Stelle alle zur Rettung notwendige Hilfe und Beistand gemäss den Übungen des internationalen öffentlichen Rechtes leisten.

Article XIV.

A ship of one of the Contracting Parties in case of shipwreck, stress of weather or any other danger at the coast of the other shall be at liberty to enter temporarily the seaports of the latter to take refuge, to make repairs, to procure provisions or all necessary articles and to continue its journey, without being liable to pay any taxes except if the goods be sold. In case the captain of the ship or the owner should be obliged to sell part of their goods to cover their expenses, they shall pay the duties in accordance with the regulations and tariffs in force in the place where the ship has entered.

If a man-of-war or a ship of one of the Contracting Parties should founder or lose her way along the coast of the other, the local authorities shall give immediate notice to the nearest competent consul and shall render on the spot all aid and assistance necessary for the rescue, in accordance with the practice of international public law.

Artikel XV.

Um gegenseitig die Interessen ihrer Staatsangehörigen zu schützen, verpflichten sich die beiden vertragschliessenden Teile, die Erfindungen, Handelsmarken, Zeichnungen und Modelle, die den von ihren Staatsangehörigen gegründeten Firmen oder Handels- oder Industriegesellschaften gehören und von ihnen bei den zuständigen Behörden des Landes, wo sie errichtet sind, registriert sind, zu schützen. Jede Nachahmung oder Verfälschung soll strenge verboten werden.

Article XV.

In order to assure mutually the interests of their citizens the two Contracting Parties oblige themselves to protect the inventions, trade-marks, designs and models belonging to firms or commercial or industrial societies founded by their citizens and duly registered by them with the competent authorities of the country where they are established. Any imitation or falsification shall be rigorously forbidden.

Die Handelsmarken, die österreichischen Staatsangehörigen gehören und früher bei den chinesischen Seezollämtern registriert waren, sollen nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages durch neuerliche Registrierung durch ihre ursprünglichen Eigentümer bei dem Bureau of Trade-Marks wieder Geltung erlangen.

Artikel XVI.

Jedes Verbot der Ein- und Ausfuhr gewisser Waren, das von der Regierung eines der vertragschliessenden Teile für in- und ausländische Schiffe erlassen wird, wird auch auf die Staatsangehörigen des anderen Teiles Anwendung finden. Jede Übertretung eines solchen Verbotes wird gemäss den in diesem Lande in Kraft stehenden Gesetzen verfolgt werden.

Bei der Erlassung und Anwendung eventueller Ein- oder Ausfuhrverbote werden die Hohen vertragschliessenden Teile ohne Rücksicht auf den Herkunfts- oder Bestimmungsort der Waren vorgehen, ausser in Fällen von Verboten aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, der Gesundheitspflege oder der Verhütung von Tierseuchen.

Artikel XVII.

Hinsichtlich der in dem gegenwärtigen Vertrag nicht behandelten Fragen kommen die beiden vertragschliessenden Teile überein, die Grundsätze der Gleichheit und Gegenseitigkeit anzuwenden, die die Grundlage des gegenwärtigen Vertrages bilden.

Artikel XVIII.

Es besteht Einverständnis, dass der gegenwärtige Vertrag in keiner Weise die Bestimmungen irgendeines Teiles des Vertrages von Saint-Germain-en-Laye*) berühren soll und dass dessen

The trade-marks owned by Austrian citizens and formerly registered with the Chinese Maritime-Customs shall be again effective after the coming into force of the present Treaty by being registered again at the Bureau of trade-marks by their original owners.

Article XVI.

Any prohibition established by the Government of one of the Contracting Parties for national and foreign ships to import or export certain goods, shall apply also to citizens of the other Party. Any contravention to such a prohibition shall be persecuted in accordance with the laws in force in that country.

In establishing and applying eventual import- or export-prohibitions the High Contracting Parties shall act without any regard to the place of origin or of destination of the goods, except in cases of prohibitions for reasons of public security, of sanitation or the prevention of epizooties.

Article XVII.

With respect to the questions not dealt with in the present Treaty, the two Contracting Parties agree to apply the principles of equality and reciprocity, which form the basis of the present Treaty.

Article XVIII.

It is understood that the present Treaty shall not affect in any way the stipulations of any of the parts of the Treaty of St.-Germain-en-Laye,*) and that the provisions of this latter,

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 691.

Bestimmungen, welche die die beiden Teile betreffenden Fragen regeln, in Kraft bleiben.

Artikel XIX.

Der gegenwärtige Vertrag soll während zehn Jahren vom Zeitpunkt seines Inkrafttretens Geltung haben. Nach diesem Zeitpunkt wird er stillschweigend verlängert werden, wenn er nicht durch einen oder den anderen der vertragschliessenden Teile gekündigt worden ist. Eine Kündigung wird erst sechs Monate nach ihrer Bekanntgabe an den anderen Teil wirksam werden.

Artikel XX.

Der gegenwärtige Vertrag ist in deutscher, chinesischer und englischer Sprache in zwei Exemplaren ausgefertigt. Im Falle verschiedener Auslegung entscheidet der englische Text.

Artikel XXI.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationen sollen in Wien ausgetauscht werden. Er tritt drei Monate nach Austausch der Ratifikationsinstrumente in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag in zweifacher Ausfertigung gezeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen zu Wien, den neunzehnten Oktober tausendneunhundertfünfundzwanzig, entsprechend dem neunzehnten Tage des zehnten Monates des vierzehnten Jahres der Republik China.

Dr. Mataja e. h.
Yung-liang-Hwang e. h.

governing the questions concerning the two Parties, shall continue to be in force.

Article XIX.

The present Treaty shall remain in force for ten years from the date of its entering into force. After this term it shall be prolonged by tacit consent, if it has not been denounced by one or the other of the Contracting Parties, however, a denunciation shall not produce any effect within six months after it has been brought to the notice of the other Party.

Article XX.

The present Treaty is written in two copies in German, Chinese and English languages. In case of diverse interpretation the English text shall be authoritative.

Article XXI.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna. It shall enter into force three months after exchange of the instruments of ratification has taken place.

In witness thereof the above mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate, and have affixed thereto their seals.

Done at the City of Vienna this nineteenth day of October One Thousand Nine Hundred and Twenty-Five, corresponding to the nineteenth day of the tenth month of the Fourteenth year of the Republic of China.

Dr. Mataja m. p.
Yung-liang-Hwang m. p.

45.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement relatif aux effets juridiques, en matière d'impôts, des lois respectives concernant les bilans des entreprises commerciales; signé à Prague, le 12 juin 1926.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich. 1926, Stück 37.

Verwaltungsübereinkommen
zwischen dem österreichischen Bundesministerium für Finanzen und dem tschechoslowakischen Finanzministerium über die abgabenrechtlichen Wirkungen, welche die nach den Bestimmungen über die Bilanzerneuerung in einem Staate vorgenommenen Veränderungen im anderen Staatsgebiete äussern.

Die beiden Finanzministerien haben im Hinblick auf die Durchführung des österreichischen Goldbilanzengesetzes und des in Vorbereitung stehenden tschechoslowakischen Gesetzes über die Stabilisierungsbilanzen Nachstehendes, betreffend die wechselseitige Wirkung der beiderseitigen Bestimmungen auf abgabenrechtlichem Gebiete, festgestellt:

Artikel I.

Hat eine Unternehmung in Österreich den Sitz (Wohnsitz) und Betriebsstätten in der Tschechoslowakischen Republik, so werden buchmässige Gewinne, die sich aus der Neubewertung der gesamten Anlagewerte des Unternehmens (der in der Unternehmung dauernd verwendeten Vermögenschaften) ergeben, in beiden Staaten steuerfrei behandelt; das gleiche gilt vom Betriebsvermögen, das nicht der tschechoslowakischen Betriebsstätte zugehört. Das der tschechoslowakischen Betriebsstätte zugehörende Betriebsvermögen unterliegt bei Neubewertungen den Steuerbestimmungen der tschechoslowakischen Gesetzgebung.

Artikel II.

Hat eine Unternehmung in der Tschechoslowakischen Republik ihren Sitz (Wohnsitz) und Betriebsstätten in der Republik Österreich, so werden buchmässige Gewinne, die sich aus der Neubewertung der gesamten Anlagewerte des Unternehmens (der in der Unternehmung dauernd verwendeten Vermögenschaften) ergeben, in beiden Staaten steuerfrei behandelt. Das Betriebsvermögen, das der österreichischen Betriebsstätte zugehört, geniesst die Abgabenbegünstigungen des österreichischen Goldbilanzengesetzes.

Artikel III.

Den Aktiengesellschaften und Gesellschaften mit beschränkter Haftung, die in einem der beiden Staaten ihren Sitz und in dem anderen Staate

---

*) Ratifié le 29 juin 1926.

Betriebsstätten haben, wird für die aus Anlass der Bilanzerneuerung stattfindende Neufestsetzung des dem Geschäftsbetriebe im anderen Staate gewidmeten Aktienkapitals, beziehungsweise Stammkapitals dort eine Admissionsgebühr nicht auferlegt.

Treten anlässlich einer Bilanzerneuerung an Stelle der bereits in einem Staate der Stückgebühr unterzogenen Aktien von Unternehmungen, die im anderen Staate sesshaft sind, andere Aktien, so werden diese von der Stückgebühr befreit.

Sind Aktien der in einem der beiden Staaten sesshaften Unternehmungen an der Börse des anderen Staates kotiert, so werden die Gesellschaften von der Kotierungsgebühr für jene Aktien befreit, die an Stelle bereits vergebührter Aktien treten.

Artikel IV.

Die Bestimmungen der Artikel I, II und III treten in Kraft, sobald das tschechoslowakische Gesetz über die Stabilisierungsbilanzen und ein österreichisches Gesetz, welches die für einzelne der vorerwähnten Gebührenbestimmungen erforderliche Grundlage bietet, verlautbart sein werden.

Bis dahin, längstens aber bis Ende 1928, werden die Bemessungen der hier erwähnten Abgaben mit Ausnahme der Stückgebühr in beiden Staaten aufgeschoben. Die etwa vor Inkrafttreten der Artikel I bis III dieses Übereinkommens entrichteten Stückgebühren werden über Verlangen, jedoch längstens binnen drei Jahren seit Entrichtung, rückvergütet werden.

Artikel V.

Es besteht Einverständnis,

1. dass eine Neubewertung an den ausserhalb des Gebietes eines der beiden Staaten gelegenen Anlagewerten oder Betriebsvermögenschaften einer im anderen Staate ansässigen Unternehmung eine steuerliche Wirkung auf dem Gebiete des erstbezeichneten Staates nicht ausübt;

2. dass selbstverständlich auf dem Gebiete der Tschechoslowakischen Republik steuerliche Folgen nicht eintreten, wenn eine in Österreich ansässige Unternehmung in ihrer Generalbilanz im Zuge der Neubewertung tschechoslowakische Aktiven und Verbindlichkeiten höchstens auf jenen Betrag bringt, der nach dem Verhältnisse der tschechoslowakischen Krone zum Schilling dem Buchansatze der tschechoslowakischen Spezialbilanz entspricht; dasselbe gilt, wenn, ohne dass eine Spezialbilanz vorliegt, in einer einheitlichen in österreichischen Kronen erscheinenden Rechnung Wertansätze vorkommen, die aus der Zeit vor der Währungstrennung herrühren und tschechoslowakische Vermögenschaften betreffen;

3. dass eine Veränderung im Gesamtnennwerte des Gesellschaftskapitales, die lediglich auf der nach Ziffer 2 vorgenommenen Währungsangleichung beruht oder sich auf die Neubewertung von Vermögenschaften gründet, die sich ausserhalb des Gebietes des einen der beiden Staaten befinden, für diesen Staat selbstverständlich keinen Anlass zur Einhebung einer Admissionsgebühr bietet;

4. dass bei dem im Gebiete des einen der beiden Staaten gelegenen Grund- und Gebäudebesitze, welcher nicht einer kaufmänischen Unternehmung

zugehört und für den kaufmännische Buchführung eingerichtet ist (zum Beispiel landwirtschaftliche Unternehmungen), eine Neubewertung im Sinne der Bilanzerneuerungsvorschriften eine abgabenrechtliche Wirkung im anderen Staate nicht zur Folge hat;

5. dass in dem Falle, als anstatt Aufstempelung der alten Aktien auf Grund der Neubewertung Gratisaktien ausgegeben werden, auch diese Gratisaktien im Sinne des Artikels III als „an Stelle der bisherigen Aktien getreten" anzusehen sind.

Artikel VI.

Die österreichische Finanzverwaltung wird tschechoslowakischen Unternehmungen, die darum ansuchen, gestatten, für die Dauer des vorerwähnten Schwebezustandes (Artikel IV) hinsichtlich der österreichischen Betriebsstätten vorläufig nicht zur Schillingrechnung überzugehen.

Artikel VII.

Dieses Übereinkommen tritt unbeschadet der Bestimmung des Artikels IV, erster Absatz, mit der im schriftlichen Wege mitzuteilenden Genehmigung der beiderseitigen Finanzminister in Wirksamkeit.

Die Genehmigungen werden binnen zwei Wochen in Prag ausgetauscht werden.

Prag, am 12. Juni 1926.

Dr. Egger. *Manuel.*

46.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Echange de Notes confirmant le Protocole signé à la Ville du Cap, le 5 mars 1915, pour délimiter la frontière entre la Colonie portugaise d'Angola et la Rhodésie; du 3 novembre 1925.

Treaty Series 1925, No. 55.

Notes exchanged between the United Kingdom and Portugal confirming the Protocol, signed at Cape Town on March 5, 1915, defining a Section of the Frontier Line between the Portuguese Colony of Angola and Rhodesia.

Lisbon, November 3, 1925.

No. 1.

Sir L. Carnegie to the Portuguese Minister for Foreign Affairs.

His Britannic Majesty's Embassy,
Lisbon, November 3, 1925.

Your Excellency,

His Britannic Majesty's Government have received the original signed version, in the English and Portuguese texts, of the Protocol, with its

accompanying map, which was signed at Cape Town on the 5th March, 1915, by the commissioners appointed by our respective Governments to carry out, in accordance with the arbitration award of His Majesty the King of Italy,*) the delimitation of the frontier between the Portuguese colony of Angola and Rhodesia, from the intersection of the 24th meridian east of Greenwich and the Congo-Zambesi watershed of the intersection of the 22nd meridian east of Greenwich and the „bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando (Cuando)."

I have the honour to inform your Excellency that I am authorised by His Britannic Majesty's Government to confirm on their behalf this Protocol, as set forth in the accompanying printed copy and map,**) duly certified by me, and to state that they would be glad to receive a similar assurance on the part of the Portuguese Government.

It is understood that with a view to exact conformity between the map**) and Article 41 of the Protocol, the boundary pillar marked „M. 1" on the map is to be regarded as marked „L. 25-M. 1" referred to in the said Article 41.

The present Note and your Excellency's reply in identic terms will constitute the agreement between the British and Portuguese Governments in the matter.

I avail, &c.

Lancelot D. Carnegie.

No. 2.

The Portuguese Minister for Foreign Affairs to Sir L. Carnegie.

Ministério dos Negócios Estrangeiros,
Lisbôa, 3 de Novembro de 1925.

Senhor Embaixador,

O Governo da República Portuguêsa recebeu o texto original, em português e inglês, do Protocolo e respectivo mapa anexo, que foi assinado na Cidade do Cabo da Bôa Esperança em 5 de Março de 1915 pelos comissarios nomeados pelos nossos respectivos Governos para procederem, de acôrdo com a sentença arbitral de Sua Majestade o Rei de Italia, á demarcação da fronteira entre a Colonia Portuguêsa de Angola e a Rhodesia, desde o ponto de encontro do meridiano 24⁰ l'este de Greenwich com a divisoria de aguas Congo-Zambeze até ao ponto de encontro do meridiano 22⁰ l'este de Greenwich com „le bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando (Cuando)."

Tenho a honra de comunicar a V. Exa. que o Governo da República Portuguêsa confirma, por sua parte, o referido Protocolo tal como se encontra na copia impressa e reprodução do respectivo mapa que estão anexas a esta nota e por mim devidamente autenticadas, e estimaria receber egual confirmação por parte do Governo de Sua Majestade Britanica.

---

*) Du 30 mai 1905. V. N. R. G. 2. s. XXXV, p. 542.

**) Non reproduite.

Fica entendido que, afim de manter uma exacta concordancia entre o mapa e o artigo 41 do Protocolo, o marco de fronteira designado no mapa como „M. 1.“ é o marco „L. 25 M. 1.“ a que se refere o citado artigo 41.

A presente nota e a resposta de V. Exa. em identicos termos constituirão o acôrdo entre os Governos Português e Britanico sobre o assunto.

Aproveito, &c.

Vasco Borges.

Protocol.

In the year One Thousand Nine Hundred and Fifteen on the fifth day of the month of March.

The undersigned,

Henry William Gordon, Major, Royal Engineers, Commissioner of the Government of His Britannic Majesty,

Filippe Trajano Vieira da Rocha, primeiro tenente de marinha, Commissioner of the Government of the Portuguese Republic,

commissioned by their respective Governments to carry out in accordance with the Arbitration award of His Majesty the King of Italy delivered at Rome on the 30th May, 1905, the delimitation of the frontier between the Portuguese Colony of Angola and Rhodesia (described in the Arbitration award as the Kingdom of the Barotse) from the intersection of the 24th meridian east longitude and the Congo-Zambesi (Zambese) watershed to the intersection of the 22nd meridian east longitude and the „bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando (Cuando)“ River, have agreed to adopt, subject to ratification, the frontier line shown on the reconnaissance map attached to the present Protocol.

This line corresponds to the following description:

No dia cinco do mez de Março do ano de mil novecentos e quinze,

Os abaixo assinados,

Filippe Trajano Vieira da Rocha, primeiro tenente de marinha, Comissario do Governo da Republica Portugueza,

Henry William Gordon, Major, Royal Engineers, Comissario do Governo de Sua Majestade Britanica,

encarregados pelos seus respetivos Governos, para proceder, de acordo com a Sentença Arbitral dada em Roma por Sua Majestade o Rei de Italia em 30 de Maio de 1905, á demarcação da fronteira entre a Colonia Portugueza de Angola e a Rhodesia (descrita na Sentença Arbitral como reino do Barotze), desde o ponto de encontro de meridiano 24°, l'este de Greenwich, com a divisoria de aguas Congo-Zambeze (Zambesi), até ao ponto de encontro do merediano 22°, l'este de Greenwich, com „le bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando,“ concordaram em adotar, sugeita a ratificação, a linha de fronteira indicada na carta de reconhecimento junta ao presente protocolo.

Esta linha de fronteira corresponde à seguinte descrição:

1. A straight line from Boundary Pillar No. I, built in masonry on the watershed of the rivers Congo and Zambesi (Zambese), in astronomical latitude 10° 53′ 18½″ south and approximate longitude 23° 59′ 58½″ east of Greenwich to Boundary Pillar No. II, built in masonry near the source of the river Chinyasi (Tchenaje), in astronomical latitude 10° 34′ 43″ south and approximate longitude 23° 58′ 51″ east of Greenwich.

2. The thalweg of the river Chinyasi (Tchenaje), tributary on the right bank of the river Jimbe, to its junction with that river.

The thalweg of the river Jimbe from its junction with the river Chinyasi (Tchenaje) to its junction with the river Zambesi (Zambese).

The thalweg of the river Zambesi (Zambese) from its junction with the river Jimbe to its junction with the river Kanyanda (Kanhanda), its tributary on the left bank.

The thalweg of the river Kanyanda (Kanhanda) from its junction with the river Zambesi (Zambese) to its junction with the stream Kamarengo (Kamrengo), its tributary on the left bank.

The thalweg of the stream Kamarengo (Kamrengo) from its junction with the river Kanyanda (Kanhanda) to its source where Boundary Pillar No. II A built in cement, is situated, approximate latitude 11° 10′ south and approximate longitude 24° 02′ east of Greenwich.

3. A straight line from Boundary Pillar No. II A to Boundary Pillar No. III, built in masonry near the source of the river Chihongolo (Tcheongola), tributary of the river Mujileshe (Mudileje), which is a tributary of

1. Uma linha reta partindo do marco I, construido em alvenaria na divisoria das aguas dos rios Congo e Zambese (Zambesi) em latitude astronomica 10° 52′ 18½″ sul e longitude aproximada 23° 59′ 58½″ l'este de Greenwich, até ao marco II construido em alvenaria junto da nascente do ribeiro Tchenaje (Chinyasi), em latitude astronomcia 10° 54′ 43″ sul e longitude aproximada 23° 58′ 51″ l'este de Greenwich.

2. O talweg do ribeiro Tchenaje (Chinyasi), afluente da margem direita do rio Jimbe, até á sua confluencia com este rio.

O talweg do rio Jimbe, desde a confluencia com o ribeiro Tchenaje (Chinyasi) até á confluencia com o rio Zambese (Zambesi).

O talweg do rio Zambese (Zambesi) desde a confluencia com o rio Jimbe até á confluencia com o ribeiro Kanhanda (Kanyanda), seu afluente da margem esquerda.

O talweg do ribeiro Kanhanda (Kanyanda) desde a confluencia com o rio Zambese (Zambesi) até á sua confluencia com o regato Kamrengo (Kamarengo), seu afluente da margem esquerda.

O talweg do regato Kamrengo (Kamerengo) desde a confluencia com o ribeiro Kanhanda (Kanyanda) até á sua nascente, onde está o marco II A construido em cimento, latitude aproximada 11° 10′ sul e longitude aproximada 24° 02′ l'este de Greenwich.

3. Uma linha reta desde o marco II A até ao marco III construido em alvenaria junto da nascente do ribeiro Tcheongola (Chihongolo), afluente do rio Mudileje (Mujileshe) que é afluente do rio Zambese (Zambesi), em lati-

the river Zambesi (Zambese), approximate latitude 11° 16′ south and approximate longitude 24° 02′ east of Greenwich.

4. A straight line from Boundary Pillar No. III to Boundary Pillar No. IV, built in masonry on the right bank of the river Chamba (Tchamba), a tributary of the river Zambesi (Zambese), approximate latitude 11° 18′ south and approximate longitude 24° 03′ east of Greenwich.

5. A straight line from Boundary Pillar No. IV to Boundary Pillar No. V, built in masonry on the top of the hill Nyansongi (Kassongo), astronomical latitude 11° 20′ 56″ south and approximate longitude 24° 04′ east of Greenwich.

6. A straight line from Boundary Pillar No. V to Boundary Pillar No. VI, built in masonry near the source of the river Luisabo (Luizabo), a tributary of the river Zambesi (Zambese), approximate latitude 11° 24′ south and approximate longitude 24° 05′ east of Greenwich.

7. The thalweg of the river Luisabo (Luizabo) from Boundary Pillar No. VI to its junction with the river Mujileshe (Mudileje), its tributary on the left bank.

The thalweg of the river Mujileshe (Mudileje) from its junction with the river Luisabo (Luizabo) to its junction with the stream Itete, its tributary on the left bank.

The thalweg of the stream Itete from its junction with the river Mujileshe (Mudileje) to its source where Boundary Pillar No. VIII, built in masonry, is situated approximate latitude 11° 51′ south and approximate longitude 24° 00′ east of Greenwich.

tude aproximada 11° 16′ sul e longitude aproximada 24° 02′ l'este de Greenwich.

4. Uma linha reta desde o marco III até ao marco IV, construido em alvenaria na margem direita do rio Tchamba (Chamba), afluente do rio Zambese (Zambesi) em latitude aproximada 11° 18′ sul e longitude aproximada 24° 03′ l'este de Greenwich.

5. Uma linha reta desde o marco IV até ao marco V construido em alvenaria no cimo do monte Kassongo (Nyansongi) em latitude astronomica 11° 20′ 56″ sul e longitude aproximada 24° 04′ l'este de Greenwich.

6. Uma linha reta desde o marco V até ao marco VI construido em alvenaria junto da nascente do rio Luizabo (Luisabo), afluente do rio Zambese (Zambesi), em latitude aproximada 11° 24′ sul e longitude aproximada 24° 05′ l'este de Greenwich.

7. O talweg do rio Luizabo (Luisabo) desde o marco VI até á sua confluencia com o rio Mudileje (Mujileshe), seu afluente da margem esquerda.

O talweg do rio Mudileje (Mujileshe), desde a confluencia com o rio Luizabo (Luisabo) até á sua confluencia com o regato Itéte, seu afluente da margem esquerda.

O talweg do regato Itéte, desde a confluencia com o rio Mudileje (Mujileshe) até á sua nascente onde está o marco VIII construido em alvenaria, em latitude aproximada 11° 51′ sul e longitude aproximada 24° 00′ l'este de Greenwich.

8. A straight line from Boundary Pillar No. VIII to Boundary Pillar No. IX, built in masonry on the left bank of the river Lukaya (Lukaia), a tributary of the river Luisabo (Luizabo) approximate latitude 11^0 $54^1/_2{}'$ south and approximate longitude 23^0 $59'$ east of Greenwich.

9. A straight line from Boundary Pillar No. IX to Boundary Pillar No. X built in cement at the source of the river Kachiji (Katcheche) which flows into the river Chitoka (Tchetoke), a tributary of the river Luhusa (Luhunza), approximate latitude 11^0 $59^1/_2{}'$ south and approximate longitude 23^0 $59'$ east of Greenwich.

10. A straight line from Boundary Pillar No. X to Boundary Pillar No. XI, built in cement at the source of the river Maninga, a tributary of the river Kabompo, approximate latitude 12^0 $4^1/_2{}'$ south and approximate longitude 23^0 $59'$ east of Greenwich.

11. A straight line from Boundary Pillar No. XI to Boundary Pillar No. XII, built in cement, astronomical latitude 12^0 $08'$ $11''$ southand approximate longitude 23^0 $58'$ $48''$ east of Greenwich.

12. A straight line from Boundary Pillar No. XII to Boundary Pillar No. XIII, built in cement at the source of the river Kamatete (Kamarese), approximate latitude 12^0 $10'$ south approximate longitude and 23^0 $59'$ east of Greenwich.

13. The thalweg of the river Kamatete (Kamarese) from Boundary Pillar No. XIII to its junction with the river Muoze.

The thalweg of the river Muoze from its junction with the river Kamatete (Kamarese) to its junction with the stream Muanamuoze, its tributary on the right bank.

8. Uma linha reta desde o marco VIII até ao marco IX, construido em alvenaria na margem esquerda do rio Lukaia (Lukaya), afluente do rio Luizabo (Luisabo), em latitude aproximada 11^0 $54^1/_2{}'$ sul e longitude aproximada 23^0 $59'$ l'este de Greenwich.

9. Uma linha reta desde o marco IX até ao marco X, construido em cimento na nascente do ribeiro Katcheche (Kachiji) que corre para o rio Tchetoke (Chitoka), afluente do rio Luhunza (Luhusa), em latitude aproximada $11'$ $59^1/_2{}'$ sul e longitude aproximada 23^0 $59'$ l'este de Greenwich.

10. Uma linha reta desde o marco X até ao marco XI, construido em cimento na nascente do rio Maninga, afluente do rio Kabompo em latitude approximada 12^0 $04^1/_2{}'$ sul e longitude aproximada 23^0 $59'$ l'este de Greenwich.

11. Uma linha reta desde o marco XI até ao marco XII, construido em cimento em latitude astronomica 12^0 $08'$ $11''$ sul e longitude aproximada 23^0 $58'$ $48''$ l'este de Greenwich.

12. Uma linha reta desde o marco XII até ao marco XIII, construido em cimento na nascente do ribeiro Kamarese (Kamatete) em latitude aproximada 12^0 $10'$ sul e longitude aproximada 23^0 $59'$ l'este de Greenwich.

13. O talweg do ribeiro Kamarese (Kamatete), desde o marco XIII até á sua confluencia com o ribeiro Muoze.

O talweg do ribeiro Muoze, desde a confluencia com o ribeiro Kamarese (Kamatete) até á sua confluencia com o regato Muanamuoze, seu afluente da margem direita.

The thalweg of the stream Muanamuoze from its junction with the river Muoze to its source where Boundary Pillar No. XIV, built in masonry, is situated, approximate latitude 12^{0} 19′ south and approximate longitude 24^{0} 4′ east of Greenwich.

14. A straight line from Boundary Pillar No. XIV to Boundary Pillar No. XV, built in cement, at the source of the river Nyela (Niela) a tributary of the river Maninga, approximate latitude 12^{0} 20′ south and approximate longitude 24^{0} 3′ east of Greenwich.

15. The thalweg of the river Nyela (Niela) from Boundary Pillar No. XV to its junction with the river Maninga.

The thalweg of the river Maninga from its junction with the river Nyela (Nidla) to its intersection with the astronomical parallel 13^{0} 00′ 00″ south.

16. A straight line from the intersection of the thalweg of the river Maninga with the astronomical parallel 13^{0} 00′ 00″ south to Boundary Pillar L. 1, built in cement on the right bank of the river Maninga, astronomical latitude 13^{0} 00′ 00″ south and approximate longitude 24^{0} $2^{3}/_{4}$′ east of Greenwich.

17. A straight line from Boundary Pillar No. L. 1 to Boundary Pillar No. L. 1 A, built in cement near the right bank of the river Maninga, astronomical latitude 13^{0} 00′ 00″ south and approximate longitude 24^{0} $2^{1}/_{4}$′ east of Greenwich.

18. A straight line from Boundary Pillar No. L. 1 A to Boundary Pillar No. L. 2, built in cement in the centre of the chana*) Chikamba

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

O talweg do regato Muanamuoze, desde a confluencia com o ribeiro Muoze até á sua nascente, onde está o marco XIV, construido em alvenaria, em latitude aproximada 12^{0} 19′ sul e longitude aproximada 24^{0} 04′ l'este de Greenwich.

14. Uma linha reta desde o marco XIV até ao marco XV, construido em alvenaria na nascente do rio Niela (Nyela), afluente do rio Maninga, em latitude aproximada 12^{0} 20′ sul e longitude aproximada 24^{0} 03′ l'este de Greenwich.

15. O talweg do rio Niela (Nyela), desde o marco XV até á sua confluencia com o rio Maninga.

O talweg do rio Maninga, desde a confluencia com o rio Niela (Nyela) até ao seu encontro com o paralelo astronomica 13^{0} 00′ 00″ sul.

16. Uma linha reta desde o ponto de encontro do talweg do rio Maninga com o paralelo astronomica 13^{0} 00′ 00″ sul até ao marco L. 1, construido em cimento na margem direita do rio Maninga, em latitude astronomica 13^{0} 00′ 00″ sul e longitude aproximada 24^{0} $02^{3}/_{4}$′ l'este de Greenwich.

17. Uma linha reta desde o marco L. 1 até ao marco L. 1A, construido em cimento perto da margem direita dorio Maninga, em latitude astronomica 13^{0} 00′ 00″ sul e longitude aproximada 24^{0} $02^{1}/_{4}$′ l'este de Greenwich.

18. Uma linha reta desde o marco L. 1 A até ao marco L. 2, construido em cimento no meio da chana*) Tchekamba (Chikamba), em latitude

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

(Tchekamba), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 53′ east of Greenwich.

19. A straight line from Boundary Pillar No. L. 2 to Boundary Pillar No. L. 3, built in masonry at the left edge of the chana*) of the river Lunyue (Lenhua), a tributary of the Makondo (Macondo), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 47′ east of Greenwich.

20. A straight line from Boundary Pillar No. L. 3 to Boundary Pillar No. L. 4, built in cement on the left edge of the chana*) of the river Chito (Tchito), a tributary of the river Lunyue (Lenhua), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and 20° 40$^1/_4$′ east of Greenwich.

21. A straight line from Boundary Pillar No. L. 4 to Boundary Pillar No. L. 5, built in masonry on the left edge of the chana*) of the river Makondo (Macondo), a tributary of the Zambesi (Zambese), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 32$^1/_4$′ east of Greenwich.

22. A straight line from Boundary Pillar No. L. 5 to Boundary Pillar No. L. 6, built in masonry on the right edge of the chana*) of the river Makondo (Macondo), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 31$^1/_4$′ east of Greenwich.

23. A straight line from Boundary Pillar No. L. 6 to Boundary Pillar No. L. 7, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 28′ east of Greenwich.

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 53′ l'este de Greenwich.

19. Uma linha reta desde o marco L. 2, até ao marco L. 3, construido em alvenaria na orlo esquerda da chana*) do rio Lenhua (Lunyue), afluente do rio Macondo (Makondo), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 47′ l'este de Greenwich.

20. Uma linha reta desde o marco L. 3 até ao marco L. 4, construido em cimento na orla esquerda da chana*) de rio Tchito (Chito), afluente do rio Lenhua (Lunyue), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 40$^1/_4$′ l'este de Greenwich.

21. Uma linha reta desde o marco L. 4 até ao marco L. 5, construido em alvenaria na orla esquerda da chana*) do rio Macondo (Makondo), afluente do rio Zambese (Zambesi) em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 32$^1/_4$ l'este de Greenwich.

22. Uma linha reta desde o marco L. 5 até ao marco L. 6, construido em alvenaria na orla direita da chana*) do rio Macondo (Makondo), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 31$^1/_4$′ l'este de Greenwich.

23. Uma linha reta desde o marco L. 6 até ao marco L. 7, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 28′ l'este de Greenwich.

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

24. A straight line from Boundary Pillar No. L. 7 to Boundary Pillar No. L. 8, built in cement astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 21 3/4′ east of Greenwich.

25. A straight line from Boundary Pillar No. L. 8 to Boundary Pillar No. L. 9, built in cement on the right edge of the chana*) of the river Lunkuni (Luncunhe), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 13 3/4′ east of Greenwich.

26. A straight line from Boundary Pillar No. L. 9 to Boundary Pillar No. L. 10, built in cement in the chana*) of the river Chibombo (Tchebombo), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 7′ east of Greenwich.

27. A straight line from Boundary Pillar No. L. 10 to Boundary Pillar No. L. 11, built in cement in the chana*) of the river Katungo (Catungo), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 23° 3 1/4′ east of Greenwich.

28. A straight line from Boundary Pillar No. L. 11 to Boundary Pillar No. L. 12, built in cement in the chana*) of the river Katungo (Catungo) astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 59 1/2′ east of Greenwich.

29. A straight line from Boundary Pillar No. L. 12 to Boundary Pillar No. L. 13, built in cement on the right edge of the chana*) of the river Kalombo (Calumbo), a tributary to the river Zambesi (Zambese), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 53 1/2, east of Greenwich.

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

24. Uma linha reta desde o marco L. 7 até ao marco L. 8, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 21 3/4′ l'este de Greenwich.

25 Uma linha reta desde o marco L. 8 até ao marco L. 9, construido em cimento na orla direita da chana*) do rio Luncunhe (Lunkuni), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 13 3/4′ l'este de Greenwich.

26. Uma linha reta desde o marco L. 9 até ao marco L. 10, construido em cimento na chana*) do rio Tchebombo (Chibombo), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 07′ l'este de Greenwich.

27. Uma linha reta desde o marco L. 10 até ao marco L. 11, construido em cimento na chana*) do rio Catungo (Katungo), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 23° 03 1/4′ l'este de Greenwich.

28. Uma linha reta desede o marco L. 11 até ao marco L. 12 construido em cimento na chana*) do rio Catungo (Katungo), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 59 1/2, l'este de Greenwich.

29. Uma linha reta desde o marco L. 12 até ao marco L. 13, construido em cimento na orla direita da chana*) do rio Calumbo (Kalombo), afluente do rio Zambese (Zambesi) em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 53 1/2′ l'este de Greenwich.

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

30. A straight line from Boundary Pillar No. L. 13 to Boundary Pillar No. L. 14, built in masonry on the top of a small hill, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 46′ east of Greenwich.

31. A straight line from Boundary Pillar No. L. 14 to Boundary Pillar No. L. 15, built in masonry on the left bank of the river Zambesi (Zambese), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 21° 43 1/4′ east of Greenwich.

32. A straight line from Boundary Pillar No. L. 15 to Boundary Pillar No. L. 16, built in masonry on the right bank of the river Zambesi (Zambese), astronomicial latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 42 3/4′ east of Greenwich.

33. A straight line from Boundary Pillar No. L. 16 to Boundary Pillar No. L. 17, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 39′ east of Greenwich.

34. A straight line from Boundary Pillar No. L. 17 to Boundary Pillar No. L. 18, built in cement in the chana*) Mugho, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 34 1/2′ east of Greenwich.

35. A straight line from Boundary Pillar No. L. 18 to Boundary Pillar No. L. 19, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 28 3/4 east of Greenwich.

36. A straight line from Boundary Pillar No. L. 19 to Boundary Pillar No. L. 20, built in cement, astrono-

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

30. Uma linha reta desde o marco L. 13 até ao marco L. 14, construido em alvenaria no cimo de um pequeno monte, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 46′ l'este de Greenwich.

31. Uma linha reta desde o marco L. 14 até ao marco L. 15, construido em alvenaria na margem esquerda do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 43 1/4′ l'este de Greenwich.

32. Uma linha reta desde o marco L. 15 até ao marco L. 16, construido em alvenaria na margem direita do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 42 3/4′ l'este den Greenwich.

33. Uma linha reta deste o marco L. 16 até ao marco L. 17 construido em eimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 39′ l'este de Greenwich.

34. Uma linha reta desde o marco L. 17 até ao marco L. 18, construido em cimento na chana*) Mugho, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 34 1/2′ l'este de Greenwich.

35. Uma linha reta desde o marco L. 18 até ao marco L. 19, construido em cimento em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 28 3/4′ l'este de Greenwich.

36. Uma linha reta desde o marco L. 19 até ao marco L. 20, construido em cimento, em latitude astronomica

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

mical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 24½′ east of Greenwich.

37. A straight line from Boundary Pillar No. L. 20 to Boundary Pillar No. L. 21, built in cement astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 19¼′ east of Greenwich.

38. A straight line from Boundary Pillar No. L. 21 to Boundary Pillar No. L. 22, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 13¾′ east of Greenwich.

39. A straight line form Boundary Pillar No. L. 22 to Boundary Pillar No. L. 23, built in cement at the edge of the chana*) of the stream Lupinda (Lepinda), a tributary of the river Kachiji (Caxije), astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 8¾′ east of Greenwich.

40. A straight line from Boundary Pillar No. L. 23 to Boundary Pillar No. L. 24, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 3′ east of Greenwich.

41. A straight line from Boundary Pillar No. L. 24 to Boundary Pillar No. L. 25-M. 1, built in cement, astronomical latitude 13° 00′ 00″ south and approximate longitude 22° 0′ 13″ east of Greenwich.

42. A straight line in the approximate direction of 0° 30′ true bearing from Boundary Pillar No. L. 25-M. 1 to Boundary Pillar No. M. 2, built in cement on the north edge of the chana*) of the river Kachiji (Caxije), a tributary of the Zambesi (Zambese), as-

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 24½′ l'este de Greenwich.

37. Uma linha reta desde o marco L. 20 até ao marco L. 21, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 19¼′ l'este de Greenwich.

38. Uma linha reta desde o marco L. 21 até ao marco L. 22, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 13¾′ l'este de Greenwich.

39. Uma linha reta desde o marco L. 22 até ao marco L. 23, construido em cimento na orla da chana*) do ribeiro Lepinda (Lupinda), afluente do rio Caxije (Kachiji), em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 08¾′ l'este de Greenwich.

40. Uma linha reta desde o marco L. 23 até ao marco L. 24, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 03′ l'este de Greenwich.

41. Uma linha reta desde o marco L. 24 até ao marco L. 25-M. 1, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 00′ 00″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 13″ l'este de Greenwich.

42. Uma linha reta na direção aproximada 0° 30′ verdadeiro desde o marco L. 25-M. 1 até ao marco M. 2, construido em cimento na orla norte da chana*) do rio Caxije (Kachiji), afluente do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 13° 06′ 13″ sul

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

tronomical latitude 13° 6′ 13″ south and approximate longitude 22° 00′ 09″ east of Greenwich.

43. A straight line in a direction approximate 0° 30′ true bearing from Boundary Pillar M. 2 to Boundary Pillar M. 3, built in cement, astronomical latitude 13° 12′ 14″ south and approximate longitude 22° 00′ 06″ east of Greenwich.

44. A straight line in a direction approximate 0° 30′ true bearing from Boundary Pillar M. 3 to Boundary Pillar M. 4, built in cement, astronomical latitude 13° 18′ 35″ south and approximate longitude 22° 00′ 03″ east of Greenwich.

45. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 4 to Boundary Pillar M. 5, built in cement, latitude astronomical 13° 22′ 35″ south and approximate longitude 22° 00′ 03″ east of Greenwich.

46. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 5 to Boundary Pillar M. 6, built in cement, on the northern edge of the chana*) of the river Lunguebungu (Lunguebungo), an affluent of the river Zambesi (Zambese), latitude astronomical 13° 25′ 51″ south and approximate longitude 22° 00′ 03″ east of Greenwich.

47. A straight line in a direction 0° 48′ 20″ true bearing from Boundary Pillar M. 6 to Boundary Pillar M. 7, built in cement on the southern edge of the chana*) of the river Lunguebungu (Lunguebungo), astronomical latitude 13° 28′ 10″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

48. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 7 to

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

e longitude aproximada 22° 00′ 09″ l'este de Greenwich.

43. Uma linha reta na direção aproximada 0° 30′ verdadeiro desde o marco M. 2 até ao marco M. 3, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 12′ 14″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 06″ l'este de Greenwich.

44. Uma linha reta na direção aproximada 0° 30′ verdadeiro desde o marco M. 3 até ao marco M. 4, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 18′ 35″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 03″ l'este de Greenwich.

45. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 4 até ao marco M. 5 construido em cimento, em latitude astronomica 13° 22′ 35″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 03″ l'este de Greenwich.

46. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 5 até ao marco M. 6 construido em cimento na orla norte da chana*) do rio Lunguebungo (Lunguebungu), afluente do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 13° 25′ 51″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 03″ l'este de Greenwich.

47. Uma linha reta na direção aproximada 0° 48′ 20″ verdadeiro desde o marco M. 6 até ao marco M. 7 construido em cimento na orla sul da chana*) do rio Lunguebungo (Lunguebungu), em latitude astronomica 13° 28′ 10″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

48. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 7 até

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta peda agua no tempo das chuvas.

Boundary Pillar M. 8, built in cement, astronomical latitude 13° 34′ 04″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

ao marco M. 8, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 34′ 04″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

49. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 8 to Boundary Pillar M. 9, built in cement, astronomical latitude 13° 39′ 42″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

49. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 8 até ao marco M. 9 construido em cimento em latitude astronomica 13° 39′ 42″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

50. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 9 to Boundary Pillar M. 10, built in cement at the south of the chana*) of the river Lutembwe (Lutembue), astronomical latitude 13° 43′ 25″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

50. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 9 até ao marco M. 10 construido em cimento ao sul da chana*) do rio Lutembue (Lutembwe), em latitude astronomica 13° 43′ 25″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

51. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 10 to Boundary Pillar M. 11, built in cement, astronomical latitude 13° 49′ 01″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

51. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 10 até ao marco M. 11, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 49′ 01″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

52. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 11 to Boundary Pillar M. 12, built in cement, astronomical latitude 13° 54′ 58″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

52. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 11 até ao marco M. 12, construido em cimento, em latitude astronomica 13° 54′ 58″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01, l'este de Greenwich.

53. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 12 to Boundary Pillar M. 13, built in cement, astronomical latitude 14° 00′ 14″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

53. Uma linha reta na direção sul verd° desde ao marco M. 12 até ao marco M. 13, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 00′ 14″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

54. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 13 to Boundary Pillar M. 14, built in cement, astronomical latitude 14° 05′ 20″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

54. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 13 até ao marco M. 14, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 05′ 20″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

55. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 14 to Boundary Pillar M. 15, built in cement in the chana*) north of the river Luanginga (Luanghinga), an affluent of the river Zambesi (Zambese), astronomical latitude 14° 08' 45" south and approximate longitude 22° 00' 01" east of Greenwich.

55. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 14 até ao marco M. 15, construido em cimento na chana*) norte do rio Luanghinga (Luanginga), afluente do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 14° 08' 45" sul e longitude aproximada 22° 00' 01" l'este de Greenwich.

56. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 15 to Boundary Pillar M. 16, built in cement on the southern edge of the chana*) of the river Luangings (Luanghinga), latitude astronomical 14° 15' 40" south and approximate longitude 22° 00' 01" east of Greenwich.

56. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 15 até ao marco M. 16, construido em cimento na orla sul da chana*) do rio Luanghinga(Luanginga), em latitude astronomica 14° 15' 40" sul e longitude aproximada 22° 00' 01" l'este de Greenwich.

57. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 16 to Boundary Pillar M. 17, built in cement, latitude astronomical 14° 21' 19" south and approximate longitude 22° 00' 01" east of Greenwich.

57. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 16 até ao marco M. 17, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 21' 19" sul e longitude aproximada 22° 00' 00" l'este de Greenwich.

58. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 17 to Boundary Pillar M. 18, built in cement on the southern edge of the chana*) of the river Nengo, an affluent of the river Luanginga (Luanghinga), astronomical latitude 14° 27' 25" south and approximate longitude 22° 00' 01" east of Greenwich.

58. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 17 até ao marco M. 18, construido em cimento na orla sul da chana*) do rio Nengo, afluente do rio Luanghinga(Luanginga), em latitude astronomica 14° 27' 25" sul e longitude aproximada 22° 00' 01" l'este de Greenwich.

59. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 18 to Boundary Pillar M. 19, built in cement, astronomical latitude 14° 33' 04" south and approximate longitude 22° 00' 01" east of Greenwich.

59. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 18 até ao marco M. 19, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 33' 04" sul e longitude aproximada 22° 00' 00" l'este de Greenwich.

60. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 19 to Boundary Pillar M. 20, built in cement, astronomical latitude 14° 38' 43" south

60. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 19 até ao marco M. 20, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 38' 43"

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

61. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 20 to Boundary Pillar M. 21, built in cement, astronomical latitude 14° 44' 18'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

62. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 21 to Boundary Pillar M. 22, built in cement near the southern edge of the chana*) of the river Nyinda (Ninda), an affluent of the river Nyengo (Nhengo), astronomical latitude 14° 50' 20'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

63. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 22 to Boundary Pillar M. 23, built in cement, astronomical latitude 14° 55' 36'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

64. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 23 to Boundary Pillar M. 24, built in cement, astronomical latitude 15° 01' 29'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

65. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 24 to Boundary Pillar M. 25, built in cement, astronomical latitude 15° 06' 39'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

66. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 25 to Boundary Pillar M. 26, built in cement, astronomical latitude 15° 12' 15'' south and approximate longitude 22° 00' 01'' east of Greenwich.

67. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 26 to

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

61. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 20 até ao marco M. 21, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 44' 18'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'esto de Greenwich.

62. Uma linha reta na direção sul verd° desdo o marco M. 21 até ao marco M. 22, construido em cimento perto da orla sul da chana*) do rio Ninda (Nyinda), afluente do rio Nhengo (Nyengo), em latitude astronomica 14° 50' 20'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

63. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 22 até ao marco M. 23, construido em cimento, em latitude astronomica 14° 55' 36'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

64. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 23 até ao marco M. 24, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 01' 29'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

65. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 24 até ao marco M. 25, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 06' 39'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

66. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 25 até ao marco M. 26, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 12' 15'' sul e longitude aproximada 22° 00' 01'' l'este de Greenwich.

67. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 26 até ao

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta peda agua no tempo das chuvas

Boundary Pillar M. 27, built in cement, astronomical latitude 15° 18′ 20″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

68. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 27 to Boundary Pillar M. 28, built in cement, astronomical latitude 15° 24′ 24″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

69. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 28 to Boundary Pillar M. 29, built in cement, astronomical latitude 15° 29′ 59″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

70. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 29 to Boundary Pillar M. 30, built in cement, on the southern edge of the chana*) of the river Loeti (Lueti), an affluent of the river Zambesi (Zambese) astronomical latitude 15° 35′ 24″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

71. A straight line running true south of Boundary Pillar M. 30 to Boundary Pillar M. 31, built in cement, astronomical latitude 15° 41′ 26″ south and approximate longitude 22′ 00′ 01″ east of Greenwich.

72. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 31 to Boundary Pillar M. 32, built in cement, astronomical latitude 15° 47′ 12″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

73. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 32 to Boundary Pillar M. 33, built in cement, astronomical latitude 15° 53′ 12″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

*) Note. Chana, a native word meaning plains covered by water in the rainy season.

marco M. 27, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 18′ 20″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

68. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 27 até ao marco M. 28, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 24′ 24″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

69. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 28 até ao marco M. 29, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 29′ 58″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

70. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 29 até ao marco M. 30, construido em cimento na orla da chana*) do rio Loeti (Lueti), afluente do rio Zambese (Zambesi), em latitude astronomica 15° 35′ 24″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

71. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 30 até ao marco M. 31, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 41′ 26″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

72. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 31 até ao marco M. 32, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 47′ 12″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

73. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 32 até ao marco M. 33, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 53′ 12″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

*) Nota. Chana, palavra indigena significando planice coberta pela agua no tempo das chuvas.

74. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 33 to Boundary Pillar M. 34, built in cement, astronomical latitude 15° 58′ 16″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

75. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 34 to Boundary Pillar M. 35, built in cement, astronomical latitude 16° 03′ 07″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

76. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 35 to Boundary Pillar M. 36, built in cement, astronomical latitude 16° 08′ 07″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

77. A straight line running true south from Boundary Pillar M. 36 to Boundary Pillar M. 37, built in cement on the northern edge of the marsh of the river Kwando (Cuando), astronomical latitude 16° 11′ 38″ south and approximate longitude 22° 00′ 01″ east of Greenwich.

78. Boundary Pillar M. 37 is the last Pillar erected, and is at the edge of the marsh north of the river Kwando (Cuando). The Portuguese Commissioner is of opinion that this position coincides with „le bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando.“ The British Commissioner considers this latter wording vague, and prefers that its correct definition be referred by the Commissioners to their respective Governments. A large scale sketch of the marsh north of the river Kwando is attached. Since the names of the rivers, localities, &c., have been supplied by the natives, who frequently alter them, it is understood that, whatever modification of the names may occur at any

74. Uma linha reta na direção sul verd° desde o marco M. 33 até ao marco M. 34, construido em cimento, em latitude astronomica 15° 58′ 16″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

75. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 34 até ao marco M. 35, construido em cimento, em latitude astronomica 16° 03′ 07″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

76. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 35, até ao marco M. 36, construido em cimento, em latitude astronomica 16° 08′ 07″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

77. Uma linha reta na direção sul verdadeiro desde o marco M. 36 até ao marco M. 37, construido em cimento na orla norte do pantano do rio Cuando (Kwando), em latitude astronomica 16° 11′ 38″ sul e longitude aproximada 22° 00′ 01″ l'este de Greenwich.

78. O marco M. 37 foi o ultimo marco construido e está na orla norte do pantano do rio Cuando (Kwando). A Comissão Portugueza é de opinião que esta posição coincide com „le bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando“; a Comissão Britannica considera vaga esta frase e prefere que a sua correta definição seja pelos Comissarios deixada aos respectivos Governos. Junta-se a este protocolo um desenho em grande escala do pantano norte do rio Cuando (Kwando). Sendo os nomes dos rios, logares, etc., dados pelos indigenas, os quaes com facilidade os alteram, entende-se que qualquer que seja a futura possivel mudança n'estes nomes a fronteira descrita no protocolo é a in-

future date, the Boundary described in this Protocol is that shown on the reconnaissance map annexed to it.

Signed at Cape Town on the day, month, and year as given above in two originals, in English and Portuguese.

The Commissioner of the Government of His Britannic Majesty:

H. W. Gordon, Major, R.E.,
Chief British Commissioner.

Note. The designation of the Boundary Pillars along the 13th Parallel should be L. 1, L. 2, L. 25, M. 1, instead of 1, 2, etc., as shown.

Along the 22nd Meridian the designation should be L. 25, M. 1, M. 2, M. 37, instead of 1, 2, etc., as shown.

H. W. Gordon, Major, R.E.,
Chief British Commissioner.

dicada na carta de reconhecimento anexa.

Assinados na Cidade do Cabo da Boa Esperança (Cape Town) no dia, mez e ano acima indicados, dois originaes escritos em Portuguez e Inglez.

O Comissario do Governo da Republica Portugueza:

Filippe Trajano Vieira da Rocha,
1º Tenente de Marinha,
Chefe da Comissão Portugueza.

Nota. A designação dos marcos de fronteira ao longo do 13º Parallelo deve-ser: L. 1, L. 2, L. 25, M. 1, em logar de 1, 2, etc., como indicado.

Ao longo do 22º Meridiano a designação deve-ser L. 25, M. 1, M. 2, M. 37, em logar de 1, 2, etc., como indicado.

Filippe Trajano Vieira da Rocha,
1º Tenente de Marinha,
Chefe da Comissão Portugueza.

47.

PAYS-BAS, POLOGNE.

Convention provisoire relative à la navigation aérienne entre les deux pays; signée à la Haye, le 4 novembre 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 367.

Convention Provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Pologne.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Président de la République de Pologne,

également animés du désir de régler la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Pologne, ont résolu de conclure à cet effet une convention provisoire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 18 octobre 1926.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

le Président de la République de Pologne:

Son Excellence Monsieur S. Kozminski, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Pologne près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Chacun des Etats contractants accordera en temps de paix aux aéronefs, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente Convention soient observées.

Au sens de cette Convention le „territoire des Etats contractants“ sera entendu comme comprenant les eaux territoriales; le mot „aéronef“ ne désignera que les aéronefs privés.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre il sera permis de survoler les frontières des deux Etats contractants à n'importe quel point.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

En outre chaque Etat aura le droit en cas de circonstances exceptionnelles de restreindre ou d'interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas la réserve mentionnée ci-dessus ne sera pas applicable.

Les interdictions et restrictions de cet Article devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse, prescrit par l'Etat survolé, et atterrira immédiatement sur l'un des aérodromes ou hydroaérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aérodromes et hydroaérodromes, ouverts à l'usage public, seront ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée dans et avant la sortie de l'un des deux pays le premier atterrissage et le dernier départ ne devront avoir lieu que sur ou de l'un des aérodromes ou hydroaérodromes ouverts à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'hydroaérodrome étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec la permission de l'autorité compétente, il sera permis d'effectuer le premier atterrissage et le dernier départ

sur un autre terrain ou d'un autre terrain, où les formalités douanières pourront être remplies, l'atterrissage entre la frontière et le terrain susvisé étant également interdit.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ou hydroaérodromes, ouverts à l'usage public, avant la mise en vigueur de cette Convention. Cette liste désignera en plus les endroits où les formalités douanières pourront être effectuées.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des hydroaérodromes indiqués seront notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Les aéronefs devront être pourvus des certificats et des documents prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays.

Autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour lesquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c. à. d. toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef à l'exception des passagers — devront être munies des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents d'où apparaîtra leur fonction à bord de l'aéronef, leur métier, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats contractants auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire les brevets d'aptitude, conférés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les prescriptions de l'Article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Il sera interdit à l'aéronef de porter un appareil de radiocommunication quel qu'il soit sans une licence spéciale délivrée par l'Etat, dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le Gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure pour des raisons de sécurité des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication dans les aéronefs.

Article 9.

Il sera interdit aux aéronefs, à leurs équipages et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques dans les limites du territoire de l'Etat contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Article 10.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'hydroaérodrome d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage les autorités compétentes de chacun des Etats contractants auront le droit dans tous les cas de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents prescrits.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Des aéronefs en vol ne sera lancé d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Les déchargements ou les jets en cours de route autres que ceux du lest n'auront lieu qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat, sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront

soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet accord. Ils y seront soumis encore aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats contractants se communiqueront mutuellement tous les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra dénoncer cette Convention en tout temps avec préavis de trois mois.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer cette Convention avec effet immédiat de cette dénonciation dès que les deux Etats auront ratifié la Convention internationale relative à la navigation aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.*)

Article 17

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu à Varsovie aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à La Haye, le 4 novembre 1925.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Stanislas Kozminski.*

48.

DANEMARK, PORTUGAL.

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque de la jauge indiquée sur les papiers de bord des navires respectifs; signée à Copenhague, le 7 novembre 1925.

Lovtidenden A, 1926, No. 32.

Le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement de la République Portugaise, considérant que la loi portugaise du 5 juillet 1924 sur la jauge des navires de commerce est identique aux dispositions des „Merchant Shipping Acts" (1894—1907) et considérant que le système adopté en Danemark est identique au système anglais, de sorte que les procédés employés pour la détermination de la jauge des navires en Danemark et

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

en Portugal sont identiques au procédé anglais, ont résolu d'établir un accord pour la reconnaissance réciproque de la jauge indiquée sur les papiers de bord des navires respectifs et, à cet effet, ont autorisé les soussignés à conclure la Déclaration suivante:

Art. I.

Les navires danois, à voile et à vapeur, dont la jauge aura été établie conformément à la loi du 13 mars 1867, seront admis dans les ports portugais et les navires portugais, à voile et à vapeur, dont la jauge aura été établie en conformité du décret-loi du 5 juillet 1924, seront admis dans les ports danois, sans aucune opération de mesurage, les données inscrites sur leurs papiers de bord relativement à la jauge étant considérées comme équivalentes.

Art. II.

La présente Déclaration entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 7 novembre 1925.

(sign.) *C. Moltke.*
(sign.) *A. Ferreira d'Almeida Carvalho.*

49.

DANEMARK, JAPON.

Arrangement concernant la reconnaissance mutuelle des certificats de franc-bord; réalisé par un Echange de Notes, signées à Tokio, le 5 juin 1926.

Lovtidenden A, 1926, No. 32.

Tokio, le 5 juin 1926.

Monsieur le Baron,

Il a été constaté que les règlements actuellement en vigueur au Japon concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur au Danemark.

En conséquence, je me trouve chargé d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements danois, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Japon ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Japonais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Danemark ces navires se conforment aux lois et

règlements japonais concernant la ligne de flottaison; à condition que le Gouvernement du Japon s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires danois et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Danemark ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Danois et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements danois concernant la ligne de flottaison.

Il est entendu que la reconnaissance susvisée ne s'étend pas au franc-bord spécial pour les cargaisons de bois prévu par les lois et règlements danois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Baron, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(sign.) *E. Wærum.*

A Son Excellence Monsieur le Baron K. Shidehara,
Ministre des Affaires Etrangères, etc. etc. etc.

Tokio, le 5 juin 1926.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre no. 62, en date du 5 de ce mois, contenant votre déclaration relative à la reconnaissance réciproque entre les Gouvernements du Japon et du Danemark des certificats de franc-bord et des marques indiquant la ligne de flottaison conformément à ces certificats.

Le Gouvernement du Japon, ayant constaté que les lois et règlements actuellement en vigueur au Danemark concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur au Japon, s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires danois et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Danemark ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Danois et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements danois concernant la ligne de flottaison; à condition que le Gouvernement du Danemark s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements danois, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Japon ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Japonais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Danemark ces navires se conforment aux lois et règlements japonais concernant la ligne de flottaison.

Il est entendu que la reconnaissance susvisée ne s'étend pas au franc-bord spécial pour les cargaisons de bois prévu par les lois et règlements danois.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(sign.) *Baron Kijuro Shidehara.*
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur E. Wærum,
Chargé d'Affaires a. i. de Danemark.

50.

ESTHONIE, LETTONIE.

Accord pour faciliter les communications mutuelles des ressortissants des deux Etats; signé à Tallinn, le 11 novembre 1925.

Riigi Teataja 1925, No. 181/182.

Le Gouvernement d'Esthonie et le Gouvernement de Lettonie animés du désir de faciliter autant que possible les communications mutuelles des ressortissants de leurs Etats ont décidé de conclure un accord approprié et ont désigné comme leurs représentants savoir:

Le Gouvernement d'Esthonie:

Monsieur Aadu Birk, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Gouvernement de Lettonie:

Monsieur Ianis Seskis, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Tallinn, et

Monsieur Voldemars Lūdinš, Vice-Directeur du Département Administratif au Ministère de l'Intérieur,

qui après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes:

§ 1.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ont le droit de franchir la frontière de l'autre Partie sans visa d'entrée ni aucune autre autorisation spéciale, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport soit pour l'étranger soit pour l'intérieur, muni de la photographie des titulaires.

Remarque. Les ministères de l'Intérieur des Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les types des passeports pour l'intérieur valables pour pénétrer dans l'autre Etat, les modèles de cachets à apposer sur les passeports ainsi que les instructions relatives à la mise en vigueur et à l'exécution du présent Accord.

§ 2.

Les deux Gouvernements se réservent le droit de refuser l'entrée de leur territoire à toute personne jugée indésirable.

§ 3.

Le passage de la frontière ne peut s'effectuer qu'en de certains points désignés comme points de passage légaux. Le contrôleur du point de passage inscrit chaque fois sur le passeport le nom du lieu et la date du jour où la frontière a été franchie. Le passage de la frontière avec passeport dépourvu desdites mentions est considéré comme illégal.

Remarque. Si aucun service régulier de douane ne fonctionne au point de passage, les personnes qui franchissent la frontière ne peuvent emporter avec elles que des bagages à main à condition toutefois que ceux-ci soient d'après la législation en vigueur exempts de tout droit de douane et de toute formalité spéciale d'entrée.

Au cas où ces personnes seront porteur des effets qui ne correspondent pas aux conditions ci-dessus indiquées, le passage de la frontière leur sera interdit.

§ 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ont le droit de séjourner pendant deux mois dans l'autre Etat à compter du jour de passage de la frontière. Pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Etat ils sont soumis en ce qui concerne l'inscription sur les registres de police aux mêmes lois, règlements et ordonnances que les ressortissants de cet Etat.

§ 5.

Si quelque ressortissant d'un Etat désire rester sur le territoire de l'autre Etat plus longtemps que le terme ci-dessus fixé (§ 4) il doit adresser aux autorités compétentes une demande de prolongation du droit de séjour; l'examen de cette demande se fera d'après les règles générales concernant les étrangers.

§ 6.

Les personnes ayant séjourné moins de deux mois sur le territoire de l'autre Etat ont le droit de quitter le pays sans demander un visa de sortie.

§ 7.

Pour les ressortissants des deux Parties Contractantes les visas de transit sont entièrement supprimés.

§ 8.

Pour toutes les questions se rapportant à l'exécution du présent Accord les ministères de l'Intérieur des deux Etats sont autorisés à communiquer entre eux directement.

§ 9.

Le présent Accord sera soumis à la confirmation des Gouvernements des deux Parties Contractantes. Il entrera en vigueur le 1 décembre 1925 et prendra fin six mois après sa dénonciation par une des Parties Contractantes.

En foi de quoi les représentants ci-dessus nommés ont signé le présent Accord.

Fait à Tallinn, le 11 novembre mil neuf cent vingt-cinq.

A. Birk. *J. Seskis.* *V. Lūdinš.*

51.

GRANDE-BRETAGNE, BULGARIE.

Arrangement commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes du 12 novembre 1925.

Treaty Series 1925, No. 53.

No. 1.

His Britannic Majesty's Minister at Sofia to the Bulgarian Minister for Foreign Affairs.

British Legation, Sofia, November 12, 1925.

M. le Ministre,

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between His Britannic Majesty's territories and Bulgaria, pending the conclusion of a treaty of commerce and navigation, I have the honour to inform you that my Government is prepared to undertake on condition of reciprocity that Bulgarian subjects, and goods the produce or manufacture of Bulgaria, shall enjoy in the territories of His Britannic Majesty treatment which, subject to the special reservations referred to in paragraph 5 of this Note, shall be at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most-favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation, exportation and transit, and in general in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Bulgarian subjects in the territories of His Britannic Majesty, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. Bulgarian vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of the territories of His Britannic Majesty treatment not less favourable than that accorded to British vessels or the vessels of the most-favoured

foreign country, subject, however, to the right of His Britannic Majesty's Government to reserve the coasting and internal trade to British vessels.

3. His Britannic Majesty's Government further undertake on condition of reciprocity to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails in transit to or from Bulgaria over British territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as British persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails respectively, or those of any other more favoured nationality, origin, importation or ownership as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

4. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, unless notice of accession to this arrangement shall have been given on behalf of India or any such Dominion, Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory by His Britannic Majesty's representative at Sofia. Nevertheless, goods the produce or manufacture of India or of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates, or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, will enjoy in Bulgaria complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as India or such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory accords to goods the produce or manufacture of Bulgaria treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

5. It is understood that nothing in this Agreement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either Party which might be in conflict with any general international convention to which the Bulgarian or His Britannic Majesty's Government is, or hereafter may be, a Party.

6. Effect will be given immediately to the undertaking contained in this Note, and will continue to be so given until the conclusion of a definitive Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, subject, however, to the right of either Party at any time to give notice to the other to terminate the arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

As regards India and the British self-governing Dominions, Colonies, Possessions, Protectorates and Mandated Territories which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 4, it may be terminated separately at any time on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative at Sofia.

I avail, &c.

William Erskine.

No. 2.

The Bulgarian Minister for Foreign Affairs to His Britannic Majesty's Minister at Sofia.

Sofia, November 12, 1925.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between Bulgaria and His Britannic Majesty's territories, pending the conclusion of a treaty of commerce and navigation, I have the honour to inform you that my Government is prepared to undertake on condition of reciprocity that British subjects and goods the produce or manufacture of the territories of His Britannic Majesty shall enjoy in Bulgaria treatment which, subject to the special reservations referred to in paragraph 5 of this Note, shall be at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation, exportation and transit, and in general in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of British subjects in Bulgaria, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. British vessels shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Bulgaria treatment not less favourable than that accorded to Bulgarian vessels or the vessels of the most favoured foreign country, subject, however, to the right of the Bulgarian Government to reserve the coasting and internal trade to Bulgarian vessels.

3. The Bulgarian Government further undertake on condition of reciprocity to accord freedom of transit to persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails in transit to or from the territories of His Britannic Majesty over Bulgarian territory, including territorial waters, and to treat them at least as favourably as Bulgarian persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails respectively, or those of any other more favoured nationality, origin, importation or ownership as regards facilities, charges, restrictions and all other matters.

4. The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, unless notice of accession to this arrangement shall have been given on behalf of India or any such Dominion, Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory by His Britannic Majesty's representative at Sofia. Nevertheless, goods the produce or manufacture of India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates, or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, will enjoy in Bulgaria complete and unconditional most-favoured-nation treatment

so long as India or such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory accords to goods the produce or manufacture of Bulgaria treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

5. It is understood that nothing in this Agreement shall be held to confer any right or impose any obligation upon either Party which might be in conflict with any general international convention to which the Bulgarian or His Britannic Majesty's Government is, or hereafter may be, a Party.

6. Effect will be given immediately to the undertaking contained in this Note, and will continue to be so given until the conclusion of a definitive Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, subject, however, to the right of either Party at any time to give notice to the other to terminate the arrangement, which shall then remain in force until the expiration of three months from the date on which such notice is given.

As regards India and the British self-governing Dominions, Colonies, Possessions, Protectorates and Mandated Territories which may have acceded to this arrangement in virtue of the provisions of paragraph 4, it may be terminated separately at any time on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative at Sofia.

I avail, &c.

Ch. Kalfoff.

52.

GRANDE-BRETAGNE, FINLANDE.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; signé à Londres, le 18 novembre 1925.*)

Treaty Series 1925, No. 51.

Agreement between His Britannic Majesty's Government and the Finnish Government.

His Britannic Majesty's Government and the Finnish Government, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows:

Article 1.

His Britannic Majesty's Government agree to take the necessary steps under section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the

---

*) En langues anglaise, finnoise et suédoise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including super-tax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24 commencing on the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Finland or by a company managing and controlling such business in Finland.

Article 2.

The Finnish Government hereby declare that, under the laws of Finland regarding income and property tax, tax was not, before the 1st day of January, 1925, chargeable in respect of profits which accrued from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The Finnish Government undertake, in pursuance of the powers reserved to them by Article 3 of the Income and Property Taxation Law of 5th December, 1924, to grant exemption from income tax in Finland as from the 1st day of January, 1925, in respect of any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 4.

The expression „the business of shipping“ means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression „owner“ includes any charterer.

Article 5.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income tax in Great Britain and Northern Ireland, or the relief to be granted under Article 3 hereof in respect of income tax in Finland, ceases to have legal operation.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 18th day of November, 1925.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Ossian Donner.*

53.

PAYS-BAS, SUÈDE.

Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Suède; signée à Stockholm, le 21 novembre 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 346.

Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Suède.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Suède également animés du désir de régler la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Suède, ont résolu de conclure à cet effet une convention provisoire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Chambellan le Baron Sweerts de Landas Wyborgh, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de Suède;

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence Monsieur Bo Östen Undén, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des Articles suivants:

Article 1er.

Chacun des Etats contractants accordera en temps de paix aux aéronefs, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente Convention soient observées.

Au sens de cette Convention le „territoire des Etats contractants" sera entendu comme comprenant les eaux territoriales; le mot „aéronef" ne désignera que les aéronefs privés.

Article 2.

Sauf dispositions spéciales les frontières du territoire des deux Etats contractants pourront être survolées à n'importe quel point.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

En outre chaque Etat aura le droit en cas de circonstances exceptionnelles de restreindre ou d'interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas la susdite réserve ne sera pas applicable.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 18 septembre 1926.

Les interdictions et restrictions prévues dans cet Article devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse, prescrit par l'Etat survolé, et atterrir immédiatement sur l'un des aérodromes ou aéroports de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aérodromes et aeroports, ouverts à l'usage public, seront ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée d'un aéronef dans l'un des deux pays et avant la sortie de ce pays le premier atterrissage et le dernier départ ne devront s'effectuer que sur ou d'un aérodrome ou aéroport ouvert à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'aéroport étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec la permission de l'autorité compétente, il sera permis d'effectuer le premier atterrissage et le dernier départ sur ou d'un autre terrain, où les formalités douanières pourront être remplies, l'atterrissage entre la frontière et le terrain susvisé étant également interdit.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre avant la mise en vigueur de la présente Convention, une liste des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public. Cette liste désignera en outre les endroits où les formalités douanières pourront être remplies.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des aéroports indiqués, seront notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Les aéronefs devront être pourvus des certificats et des documents prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays.

Pour autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour l'exercice desquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c'est-à-dire toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef à l'exception des passagers — devront être munies des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents précisant leur fonction à bord de l'aéronef, leur profession ou qualité, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats contractants auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire les brevets d'aptitude, conférés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les stipulations de l'Article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Il est interdit aux aéronefs de porter un appareil radioélectrique quel qu'il soit sans une licence spéciale délivrée par l'Etat, dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le Gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure pour des raisons de sécurité des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radioélectriques dans les aéronefs.

Article 9.

Il est interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques dans les limites du territoire de l'Etat contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne pourra s'effectuer sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Article 10.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage les autorités compétentes de chacun des Etats contractants auront le droit, dans tous les cas, de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents dont ils doivent être munis.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de chacun des Etats contractants pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants, pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Des aéronefs en vol ne sera lancé d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Les déchargements ou les jets en cours de route autres que ceux du lest ne pourront s'effectuer qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat, sur le territoire duquel aura lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Sous réserve des stipulations contraires de la présente Convention, les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers seront soumis lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics. Ils y seront soumis en outre aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats contractants se communiqueront mutuellement tous les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra dénoncer la présente Convention en tout temps avec préavis de trois mois.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer la présente Convention avec effet immédiat dès que les deux Etats auront ratifié la Convention internationale relative à la navigation aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.*)

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Stockholm, le 21 novembre 1925.

(L. S.) *Sweerts de Landas.*
(L. S.) *Östen Undén.*

Annexe.

1. En ce qui concerne l'Article 2 tout aéronef devra passer la frontière suédoise de manière à pouvoir être observé de l'un des points suivants:

Östersund,	Kristianstad,
Karlstad,	Kalmar,
Strömstad,	Stockholm,
Göteborg,	Gävle,
Helsingborg,	Sundsvall,
Malmö,	Umea,
Trälleborg,	Lulea.

2. La présente Annexe fera partie intégrante de la Convention.

Stockholm, le 21 novembre 1925.

Sweerts de Landes.
Östen Undén.

54.

DANEMARK, SUÈDE.

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signée à Stockholm, le 21 novembre 1925.

Lovtidenden 1926, No. 5.

Deklaration.

Undertegnede af deres respektive Regeringer dertil behørig Befuldmægtigede er kommet overens om følgende Deklaration angaaende gensidig Anerkendelse af danske og svenske Fartøjers Maalebreve udfærdigede paa Grundlag af de i Danmark og Sverige antagne Skibsmaalingsregler, i Danmark den saakaldte engelske Regel (det engelske Skibsmaalingssystem) og i Sverige den saakaldte tyske Regel.

Deklaration.

Undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, hava gemensamt överenskommit om följande deklaration rörande ömsesidigt erkännande av svenska och danska fartygs mätbrev, utfärdade på grundval av de i Sverige och Danmark antagna skeppsmätningsregler, i Sverige den s. k. tyska och i Danmark den s. k. engelska regeln (engelska skeppsmätningssystemet.)

Art. 1.

De i danske Fartøjers nationale Maalebreve eller Appendiksmaalebreve anførte Opgivelser over Fartøjernes Drægtighed anerkendes i Sverige, og de i svenske Fartøjers nationale Maalebreve eller Appendiksmaalebreve anførte Opgivelser over Fartøjernes Drægtighed anerkendes i Danmark, forsaavidt og i den Udstrækning som Bestemmelserne i denne Overenskomst ikke giver Anledning til Afvigelse derfra.

Ved nationalt Maalebrev forstaas i denne Overenskomst Maalebrev, som udfærdiges paa Grundlag af Maaling efter Regel I foretaget af henholdsvis dansk eller svensk Myndighed.

Art. 2.

Dansk maskindrevet Fartøj, som kun er forsynet med nationalt Maalebrev, skal i Sverige kun underkastes saadan partiel Maaling, som med Hensyn til Bestemmelsen af Nettodrægtigheden fastsættes i Art. 3. Den derved fremkomne Nettodrægtighed skal lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Sverige skal svares efter Drægtigheden.

Er saadant Fartøj forsynet med dansk Appendiksmaalebrev, udfærdiget efter de svenske Skibsmaalingsregler, skal den i Appendiksmaalebrevet anførte Nettodrægtighed lægges til Grund for Beregningen af de Afgifter, som i Sverige skal svares efter Drægtidheden.

Svensk maskindrevet Fartøj, som kun er forsynet med nationalt Maalebrev, skal i Danmark kun underkastes saadan

Art. 1.

De i svenska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Danmark och de i danska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Sverige, för så vitt och i den mån bestämmelserna i denna överenskommelse icke giva anledning till avvikelse därutinnan.

Med nationellt mätbrev avses i denna överenskommelse mätningshandling, som utfärdats på grund av mätning enlig regeln I, verkställd av svensk resp. dansk myndighet.

Art. 2.

Svenskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Danmark underkastas endast sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Danmark skola erläggas efter tontalet. Där det av fartygets ägare eller befälhavare påfordras, skall dock den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Danmark skola erläggas efter tontalet.

Ar sådant fartyg försett med svenskt appendixmätbrev enligt danska skeppsmätningsregler, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Danmark skola erläggas efter tontalet.

Danskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Sverige underkastas endast

partiel Maaling, som med Hensyn til Bestemmelsen af Nettodrægtigheden fastsættes i Artikel 3. Den derved fremkomne Nettodrægtighed skal lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Danmark skal svares efter Drægtigheden. Hvis Fartøjets Ejer eller Fører forlanger det, skal dog den i det nationale Maalebrev anførte Nettodrægtighed lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Danmark skal svares efter Drægtigheden.

Er saadant Fartøj forsynet med svensk Appendiksmaalebrev efter de danske Skibsmaalingsregler, skal den i Appendiksmaalebrevet anførte Nettodrægtighed lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Danmark skal svares efter Drægtigheden.

Er *dansk Fartøj, som ikke drives med Maskinkraft*, forsynet med nationalt Maalebrev, skal den i det nationale Maalebrev anførte Nettodrægtighed lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Sverige skal svares efter Drægtigheden.

Er *svensk Fartøj, som ikke drives med Maskinkraft*, forsynet med nationalt Maalebrev, skal den i det nationale Maalebrev anførte Nettodrægtighed lægges til Grund for Beregning af de Afgifter, som i Danmark skal svares efter Drægtigheden.

sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Är sådant fartyg försett med danskt appendixmätbrev, utfärdat enligt svenska skeppsmätningsföreskrifter, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Är *svenskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationnellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Danmark. skola erläggas efter tontalet.

Är *danskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Art. 3.

Den i Art. 2 omhandlede partielle Maaling af maskindrevet Fartøj skal omfatte Bestemmelsen af Bruttodrægtigheden af Rum over Maalingsdækket samt af Fradraget for Maskinrummet og for øvrige saavel over som under Maalingsdækket beliggende Rum, for hvilke Afgiftsfrihed tilstaas henholdsvis i Sverige og i Danmark.

Om saadan partiel Maaling skal udfærdiges Maalingsattest, som skal

Art. 3.

Den i art. 2 omförmälda partiella mätning av maskindrivet fartyg skall omfatta bestämmande av bruttodräktigheten av rum ovan mätningsdäck samt av avdraget för maskinrummet och för övriga såväl över som under mätningsdäck belägna rum, för vilka avgiftsfrihet i Danmark resp. Sverige medgives.

Över sådan partiell mätning skall utfärdas mätningshandling, som skall

gælde saalænge det nationale Maalebrev, i Tilslutning til hvilket Maalingsattesten er udfærdiget, er gyldig.

Art. 4.

De i Art. 2 omhandlede Appendiksmaalebreve skal udfærdiges efter nærmere Bestemmelser, som Parterne kommer overens om.

Art. 5.

Den i Danmark af dansk Myndighed og i Sverige af svensk Myndighed foretagne Maaling af henholdsvis svensk og dansk Fartøj skal være underkastet saadan Kontrolmaaling, som foreskrives henholdsvis i Danmark og Sverige.

Viser det sig at Opgivelserne i et Fartøjs nationale Maalebrev eller Appendiksmaalebrev ikke er overensstemmende med de virkelige Forhold, skal henholdsvis Registerings- og Skibsmaalings-Bureauet i København og Kommerskollegium i Stockholm være berettiget til i fornøden Udstrækning at lade Fartøjet kontrolmaale samt i fornødent Fald at lade udfærdige nyt Maalingsdocument.

Art. 6.

Omkostningerne ved stedfunden Maaling eller ved saadan Kontrolmaaling, som omhandles i Art. 5, første Afsnit, skal beregnes od bestrides efter de Bestemmelser, som gælder for saadan Maaling i det Land, hvor Maalingen finder Sted.

Ved partiel Maaling skal dog Omkostningerne kun beregnes for det virkelig maalte Maskinrum, samt for den Del af de øvrige maalte Rum, som er afgiftspligtige.

Omkostningerne ved den i Art. 5, andet Afsnit, omhandlede Kontrolmaaling eller Ommaaling skal bestrides af det Land, hvor Maalingen

gälla så länge det nationella mätbrevet, i anslutning till vilket mätningshandlingen utfärdats, äger giltighet.

Art. 4.

De i art. 2 omförmälda appendixmätbrev skola utfärdas efter de närmare bestämmelser, varom parterna överenskomma.

Art. 5.

De i Sverige av svensk myndighet resp. i Danmark av dansk myndighet verkställda mätningar av danskt resp. svenskt fartyg skola vara underkastade sådan kontrollmätning och ommätning, som föreskrives i Sverige resp. Danmark.

Visar det sig, att uppgifterna i ett fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev icke överensstämma med de verkliga förhållandena, är Kommerskollegium i Stockholm resp. Registrerings- og Skibsmaalings-Bureauet i Köpenhamn berättigat att i erforderlig utsträckning föranstalta om fartygets kontrollmätning och ommätning samt att i förekommande fall låta utfärda ny mätningshandling.

Art. 6.

Kostnaderna för verkställd mätning ävensom för den i Art. 5 första stycket avsedda kontrollmätning skola beräknas och bestridas enligt de bestämmelser, som gälla för motsvarande mätningsförrättning i det land, där mätningen äger rum.

Vid partiell mätning skola dock kostnaderna utgå endast för det verkligen uppmätta maskinrummet samt för den del av övriga uppmätta rum, som befinnes avgiftspliktig.

Kostnaderna för den i art. 5 andra stycket avsedda kontrollmätning eller ommätning skola bestridas av det land, varest mätningen ägt rum, dock att,

har fundet Sted, dog saaledes at hvis Maalingsdokumentet skal ombyttes med et nyt, skal Omkostningerne bestrides af Fartøjets Ejer eller Fører i den Udstrækning vedkommende LandsSkibsmaalingsbestemmelser foreskriver.

Art. 7.

Denne Overenskomst skal træde i Kraft 3 Maaneder, efter at den er undertegnet og være gældende, indtil der er gaaet 3 Maaneder, efter at den er opsagt af en af Parterne.

Tidligere Overenskomster angaaende gensidig Anerkendelse af danske og svenske Fartøjers Maalebreve ophører at have Gyldighed fra og med denne Overenskomsts Ikrafttræden.

Til Bekræftelse heraf har de Undertegnede underskrevet nærværende Deklaration og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i to Eksemplarer den 21. November 1925.

(L. S.) *Erik Scavenius.*

i fall mätningshandlingen skall ersättas med ny sådan, kostnaderna skola bestridas av fartygets ägare eller befälhavare i den utsträckning, vederbörande lands skeppsmätningsbestämmelser föreskriva.

Art. 7.

Denna överenskommelse skall träda i kraft tre månader efter undertecknandet och vara giltig indtill tre månader efter det densamma blivit av någondera parten uppsagd.

Tidigare överenskommelser angående ömsesidigt erkännande av svenska och danska fartygs mätbrev upphöra att gälla från och med ikraftträdandet av denna överenskommelse.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna deklaration och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Stockholm den 21 november 1925.

(L. S.) *Östen Undén.*

Undertegnede Befuldmægtigede, der Dags Dato har undertegnet Deklarationen mellem Danmark og Sverige angaaende gensidig Anerkendelse af danske og svenske Fartøjers Maalebreve, er i Henhold til Art. 4 i nævnte Deklaration kommet overens om, at de i Deklarationen omhandlede danske Appendiksmaalebreve efter de svenske Skibsmaalingsregler skal, for at være gyldige i Sverige, være udfærdigede i Overensstemmelse med efterfølgende Bestemmelser, som skal gælde indtil videre fra og med Deklarationens Ikrafttræden.

§ 1.

Appendiksmaalebrevet skal være udfærdiget efter Regel I. Det skal

Undertecknade befullmäktigade ombud, som denna dag undertecknat deklarationen mellan Sverige och Danmark rörande ömsesidigt erkännande av svenska och danska fartygs mätbrev, hava i anslutning till art. 4 i sagda deklaration överenskommit, att de i deklarationen omförmälda danska appendixmätbrev enligt svenska skeppsmätningsföreskrifter skola för att äga giltighet i Sverige vara utfärdade i enlighet med följande bestämmelser att tillsvidare gälla från och med deklarationens ikraftträdande.

§ 1.

Appendixmätbrevet skall vara utfärdat enligt regeln I. Det skall äga

kun være gyldig i Tilslutning til og i samme Tid som Fartøjets nationale Maalebrev, hvis Dato, Nettodrægtighed og Bruttodrægtighed samt Drægtigheden af Rummet under Maalingsdækket efter de danske og efter Omstændighederne tillige efter de svenske Skibsmaalingsregler skal være anført i Appendiksmaalebrevet.

Appendiksmaalebrevet udfærdiges af Registrerings- og Skibsmaalings-Bureauet i København.

§ 2.

Drægtigheden af Rummet under Maalingsdækket kan i Appendiksmaalebrevet angives enten med det Tonstal, som er anført i Fartøjets nationale Maalebrev, eller opmaales og beregnes efter de svenske Skibsmaalingsregler. Appendiksmaalebrevet skal indeholde Angivelse af, hvorledes nævnte Drægtighed er beregnet.

§ 3.

Rummene over Maalingsdækket skal opmaales og beregnes i Overensstemmelse med de svenske Skibsmaalingsregler og deres Kubikindhold angives i Appendiksmaalebrevet; dog skal Styrehus, Styremaskinhus, Udkigshus, Kabys- og Klosetrum som efter de danske Skibsmaalingsregler ikke skal indbefattes i den danske Bruttodrægtighed, heller ikke medmaales i Bruttodrægtigheden i Appendiksmaalebrevet.

§ 4.

Det samlede Fradrag for følgende fradragsberettigede Rum, nemlig Førerens og Mandskabets Rum, Navigationsrum, Kabelrum samt Vandballastrum, som ikke er beliggende i Dobbeltbund, angives med det Antal Tons, som er anført i det nationale Maalebrev.

giltighet endast i anslutning till och under samma tid som fartygets nationella mätbrev, vars bruttodräktighet, dräktighet av rummet under mätningsdäck enligt danska och, där så beräknats, enligt svenska skeppsmätningsföreskrifter jämte nettodräktighet och datum skola vara angivna i appendixmätbrevet.

Appendixmätbrevet skall vara utfärdat av Registrerings- og Skibsmaalings-Bureauet i Köpenhamn.

§ 2.

Rymden av rummet under mätningsdäck må i appendixmätbrevet antingen angivas med det tontal, som finnes upptaget i fartygets nationella mätbrev, eller ock uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmätningsföreskrifterna. Appendixmätbrevet skal innehålla uppgift om huru nämnda rymd är beräknad.

§ 3.

Rum ovan mätningsdäck skall uppmätas och beräknas i överensstämmelse med svenska skeppsmätningsföreskrifter samt till sin rymd angivas i appendixmätbrevet, dock skall styrhytt, styrmaskinhus, utkikshyt, kabysshus och klosettrum, som enligt danska skeppsmätningsföreskrifter icke skola inräknas i den danska bruttodräktigheten, icke heller inräknas i bruttodräktigheten i appendixmätbrevet.

§ 4.

Sammanlagda avdraget för följande avdragsberättigade rum, nämligen rum för befälhavare och besättning, navigationsrum, kabelrum samt vattenbarlastrum, som ej är beläget inom dubbelbotten, angives med det tontal, som finnes upptaget i det nationella mätbrevet.

Yderligere kan der gives Fradrag for det Antal Tons, hvormed Kabelrummets virkelige Kubikindhold overstiger det ifølge det nationale Maalebrev fradragne Kubikindhold.

Härjämte kan avdrag göras för den rymd, med vilken kabelrummens verkliga rymd överstiger den i det nationella mätbrevet avdragna rymd.

§ 5.

Fradraget for Maskinrummet skal maales og beregnes efter de svenske Skibsmaalingsregler.

Som permanent Brændselsrum maa kun anses saadanne Rum, som udelukkende er indrettet til og anvendes til Føring af de for Driftsmaskineriet fornødne Brændsel, og forsaavidt de enten ved Skydedøre eller andre Aabninger eller Rørledninger staar i direkte Forbindelse med Maskin- eller Kedelrummet eller er beliggende umiddelbart over samme eller de dermed direkte forbundne Brændselsrum.

Brændselsrum, som kun er adskilt fra Lastrum ved transportable Skodder, eller som i Skodderne er forsynede med Ladeporte eller i Dækket over med Luger, der ikke udelukkende kan betragtes som Kulluger, maa ikke indbefattes i Fradraget for Maskinrummet.

Skibsmaaleren kan affordre Fartøjets Ejer eller Fører en skriftlig Erklæring om, at omhandlede Rum, for hvilke der kan være Tale om at give Fradrag som Brændselsrum, i Fart til eller fra Sverige udelukkende vil blive anvendt til Indtagning af det for Driftsmaskineriet bestemte Brændselsforraad. Hvis Ejer eller Fører nægter at afgive en saadan Erklæring, skal Rummet ikke indbefattes i Fradraget for Maskinrummet. Om den her omhandlede Erklæring skal Anførsel ske i Appendiksmaalebrevet.

I Appendiksmaalebrevet skal angives Beliggenheden, Længden og Kubikindholdet af ethvert udenfor Maskin-

§ 5.

Avdraget för maskinrummet skall uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmätningsföreskrifterna.

Såsom permanenta bränslerum må anses endast sådana rum, som äro uteslutande inrättade för och användas till inrymmande av det för drivkraftsmaskineriet avsedda bränsleförrådet, såvitt de antingen medelst skjutdörrar eller andra öppningar eller rörledningar stå i direkt förbindelse med maskin- eller eldningsrummet eller ock äro belägna omedelbart ovanpå detsamma eller därmed direkt förbundna bränslerum.

Bränslerum, som endast medelst flyttbara skott är åtskilt från lastrum eller som är försett i skotten med lastport eller i däcket ovantill med lucköppning, som icke är att anse såsom allenast kollucka, må icke innefattas i avdraget för maskinrummet.

Skeppsmätare kan avfordra fartygets ägare eller befälhavare skriftlig förklaring, huruvida rum, för vilket avdrag såsom bränslerum kan ifrågakomma, skall i fart till eller från Sverige användas uteslutande till inrymmande av det för drivkraftsmaskineriet avsedda bränsleförrådet. Om ägaren eller befälhavaren vägrar avgiva sådan förklaring, skall rummet icke innefattas i avdraget för maskinrummet. Sådan förklaring skall angivas i appendixmätbrevet.

I appendixmätbrevet skall angivas läget, längden och rymden av varje utom maskinrummet beläget bränsle-

rummet beliggende Brændselsrum, som er indbefattet i Fradraget for Maskinrummet.

Til Bekræftelse heraf har de Undertegnede underskrevet nærværendeOverenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i to Eksemplarer den 21. November 1925.

(L. S.) *Erik Scavenius.*

rum, vilket upptages i avdraget för maskinrummet.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Stockholm den 21. november 1925.

(L. S.) *Östen Undén.*

55.

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

Conventions et Protocole concernant la réparation des dommages causés par les troupes britanniques pendant leur séjour en Grèce; signés à Athènes, le 30 novembre 1925.

Treaty Series 1926, No. 13.

His Britannic Majesty's Government and the Hellenic Government, being desirous of concluding a convention in regard to claims arising out of the presence of British troops in Greek territory before the entry of Greece into the war, have agreed as follows:

Article 1.

The sum of £ 564,960 (five hundred and sixty-four thousand nine hundred and sixty pounds) will be deducted from the gross war debt of Greece to His Majesty's Government in full and final settlement of the amount still due, in conformity with the terms of the collective note of the 10th/23rd November, 1915, by His Majesty's Government in respect of goods supplied and services rendered to, and of any claims under contract or quasi-contract against, and of damage or loss caused by British or other Allied forces for which the British Government can be held responsible in part or in whole (whether military, naval or air), on Greek territory or in Greek waters, before the entry of Greece into the war.

Article 2.

The above-mentioned sum of £ 564,960 (five hundred and sixty-four thousand nine hundred and sixty pounds) constitutes a definitive settlement and precludes the possibility of any further claims under the above heads, either on the part of the Greek Government or on the part of individuals,

municipalities, authorities or companies concerned, to whom the Greek Government hereby assumes responsibility in respect of all such claims.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens, the 30th November, 1925.

(L. S.) *Milne Cheetham.*
(L. S.) *L. Kanakaris Roufos.*

His Britannic Majesty's Goverment and the Hellenic Government, being desirous of concluding a convention in regard to claims arising out of the presence of British troops in Greek territory after the entry of Greece into the war and during the post-war period, have agreed as follows:

Article 1.

In addition to the sum of £ 564,960 (five hundred and sixty-four thousand nine hundred and sixty pounds) referred to in the Convention of even date between the British Government and the Greek Government in regard to claims arising out of the presence of British troops in Greek territory before the entry of Greece into the war, the further sum of £ 685,040 (six hundred and eighty-five thousand and forty pounds) will be deducted from the gross war debt of Greece to His Majesty's Government in full and final settlement of the amount still due by His Majesty's Government in respect of goods supplied or services rendered to, and of any claim under contract or quasi-contract against, and of loss or damage caused by British or other Allied forces for which the British Government can be held in part or in whole responsible (whether military, naval or air), on Greek territory or in Greek waters, during the war and post-war periods after the entry of Greece into the war.

Article 2.

The above-mentioned sum of £ 685,040 (six hundred and eighty-five thousand and forty pounds) constitutes a definitive settlement and precludes the possibility of any further claims under the above heads, either on the part of the Greek Government or on the part of individuals, municipalities, authorities or companies concerned, to whom the Greek Government hereby assumes responsibility in respect of all such claims.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens, the 30th November, 1925.

(L. S.) *Milne Cheetham.*
(L. S.) *L. Kanakaris Roufos.*

Protocol Supplementary to the Two Conventions of the 30th November, 1925, between the British and Hellenic Governments in regard to claims arising out of the presence of British and Allied Troops in Greek Territory during the War, both before the Entry of Greece into the War and after and during the Post-War Period.

It is agreed by mutual consent, that the two Conventions of the 30th November, 1925, and the sums therein fixed, cover every liability of the British Government in respect of use of and damage to railways in Greece and the property and rolling-stock of these railways both before the entry of Greece into the war and after, and during the post-war period, including any claim for toll or péage or other transport services, and any other matter and any British liability in respect of claims of whatever kind against any Allied Government or the Régime militaire interallié for which the British Government may be held in part or in whole responsible.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens, the 30th November, 1925.

(L. S.) *Milne Cheetham.*
(L. S.) *L. Kanakaris Roufos.*

56.

ESTHONIE, FINLANDE.

Convention sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail; signée à Helsingfors, le 10 décembre 1925.*)

Riigi Teataja 1926, No. 40.

Article 1.

Aux ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire de l'autre Partie, ainsi qu'à leurs ayants droit seront accordés les mêmes droits qui, à cet égard, par la législation en vigueur, sont assurés aux propres nationaux.

Cette égalité de traitement sera accordée aux ressortissants de l'autre Etat et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence.

Article 2.

Les deux Gouvernements désigneront l'un à l'autre un office chargé de donner aux institutions d'assurance et aux autorités compétentes de

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 16 juin 1926.

l'autre Etat sur leur demande tous renseignements et de leur prêter toute assistance en vue de faciliter l'exécution des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Article 3.

Les Parties Contractantes se réservent le droit de conclure, par voie d'un échange de notes, un accord spécial sur la méthode du versement des sommes qui, en vertu de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail d'un Etat, sont dues aux bénéficiaires d'indemnité résidant sur le territoire de l'autre Etat.

Article 4.

Chacune des Parties Contractantes peut en tout temps dénoncer la présente Convention.

En cas de dénonciation la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration de l'année suivante à l'année au cours de laquelle la dénonciation a eu lieu.

Article 5.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification à Tallinn.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachets.

Fait en double expédition à Helsinki, le 10 décembre 1925.

Hellat. *K. G. Idman.*

57.

LITHUANIE, LETTONIE.

Déclaration commerciale; signée à Riga, le 14 décembre 1925.

Vyriausybes Žinios 1926, No. 231.

Déclaration.

Considérant que la Lithuanie et la Lettonie ont manifesté le désir d'accorder d'une à l'autre dans leur politique économique des privilèges allant audela du traitement de la nation la plus favorisée, ce qui ressort du protocole signé par les Ministres des Affaires Etrangères des deux Etats à Kaunas le 1 juillet 1925, les deux Délégations déclarent aux noms de leurs Gouvernements que, jusqu'à la conclusion du Traité économique, prévu dans le protocole de Kaunas, la Lithuanie appliquera à la Lettonie et la Lettonie appliquera à la Lithuanie le trafic douanier et les deux Etats appliqueront dans tous les autres cas de leurs relations réciproques des privilèges non moindres à ceux réservés par le traitement

de la nation la plus favorisée, avec la réserve toutefois que cette obligation sera considérée comme annulée si l'un des Etats contractants accordait par voie de loi ou de traité à un tiers Etat des réductions quelconques du trafic douanier minimum sans les accorder en même temps à l'autre Etat.

Riga, le 14 décembre 1925.

Pour la Légation de Lithuanie	Pour la Légation de Lettonie
Le Président *Dr. Purickis.*	Le Président *K. Ulmanis.*

58.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Echange de Notes concernant Lake Tsana; des 14 et 20 décembre 1925.

Treaty Series 1926, No. 16.

No. 1.

Sir R. Graham to Signor Mussolini.

Rome, December 14, 1925.

M. le Président du Conseil,

Your Excellency is well aware of the vital importance to Egypt and the Sudan of maintaining and, if possible, increasing the volume of water for irrigation purposes available in those countries from the Blue and White Niles and their tributary streams. Various schemes for the purpose have been carried out or are projected and you are informed of the negotiations undertaken at Addis Ababa by His Majesty's Government, acting in a fiduciary capacity for the Sudan Government and mindful of Egyptian interests in the matter, in order to obtain a concession from the Government of Abyssinia for the construction of a barrage at Lake Tsana with a view to storing its waters for use in the Blue Nile. So far these negotiations have led to no practical result.

In November 1919 the delegates of the Italian Government then in London were good enough to offer Italian co-operation in this question in the following terms:

„In view of the predominating interests of Great Britain in respect of the control of the waters of Lake Tsana, Italy offers Great Britain her support, in order that she may obtain from Ethiopia the concession to carry out works of barrage in the lake itself, within the Italian sphere of influence, pending the delimitation of the extent of the territorial zone to be recognised as pertaining to Great Britain in respect of the latter's predominant hydraulic interests, and pending a just consideration of the reservation on

behalf of Italy by the Tripartite Agreement likewise in respect of her hydraulic interests. Italy further offers her support to Great Britain in order that the latter may obtain from Ethiopia the right to construct and maintain a motor road between Lake Tsana and the Sudan.

„Italy requests the support of Great Britain in order that she may obtain from the Ethiopian Government the concession to construct and to run a railway from the frontier of Eritrea to the frontier of Italian Somaliland; which railway according to the Tripartite Agreement must pass to the west of Addis Ababa. It is understood that this railway, together with all the necessary works for its construction and for its running, must have an entirely free passage across the above-mentioned motor road.

„Italy requests from Great Britain, as she also reserves to herself the right to request from France, an exclusive economic influence in the west of Ethiopia and in the whole of the territory to be crossed by the above-mentioned railway, and the promise to support with the Ethiopian Government all requests for economic concessions regarding the Italian zone."

The above offer was not entertained at the time chiefly owing to the strong objection felt to the idea of allowing a foreign Power to establish any sort of control over the head waters of rivers so vital to the prosperity and even the existence of Egypt and the Sudan. But in view of the relations of mutual confidence so happily existing between our two Governments, His Majesty's Government desire to extend to this question the principle of friendly co-operation which has proved so valuable in other fields. His Britannic Majesty's Government have accordingly further examined the question and recognise that the Italian proposal is not in contradiction with the stipulations of the London Agreement of the 13th December, 1906,*) since the object of that Agreement is to maitain the *status quo* in Ethiopia on the basis of the international instruments indicated in Article 1 thereof and the co-ordination of the action of the signatory States to protect their respective interests so that they should not suffer prejudice.

They would therefore welcome the Italian support offered, provided that it can be accepted without prejudice to those paramount hydraulic interests of Egypt and the Sudan which the Italian Government have not failed to recognise.

I have therefore the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to request your Excellency's support and assistance at Addis Ababa with the Abyssinian Government in order to obtain from them a concession for His Majesty's Government to construct a barrage at Lake Tsana, together with the right to construct and maintain a motor road for the passage of stores, personnel, &c., from the frontier of the Sudan to the barrage.

*) V. N. R. G. 3. s. V, p. 733.

His Majesty's Government in return are prepared to support the Italian Government in obtaining from the Abyssinian Government a concession to construct and run a railway from the frontier of Eritrea to the frontier of Italian Somaliland. It would be understood that this railway, together with all the necessary works for its construction and for its running, would have entirely free passage across the motor road mentioned above.

With this object in view the necessary identic instructions should be sent to the British and Italian representatives in Ethiopia to concert for common action with the Abyssinian Government in order to obtain that the concessions desired by the Governments of Great Britain and Italy regarding Lake Tsana and the construction of a railway to join up Eritrea with Italian Somaliland, should be granted contemporaneously. It remains understood that, in the event of one of the two Governments securing the concession sought for while the other Government failed to do so, the Government which had obtained satisfaction would not relax their wholehearted efforts to secure a corresponding satisfaction for the other Government concerned.

In the event of His Majesty's Government, with the valued assistance of the Italian Government, obtaining from the Abyssinian Government the desired concession on Lake Tsana, they are also prepared to recognise an exclusive Italian economic influence in the west of Abyssinia and in the whole of the territory to be crossed by the above-mentioned railway. They would further promise to support with the Abyssinian Government all Italian requests for economic concessions in the above zone. But such recognition and undertaking are subject to the proviso that the Italian Government on their side, recognising the prior hydraulic rights of Egypt and the Sudan, will engage not to construct on the head waters of the Blue or White Niles or their tributaries or affluents any work which might sensibly modify their flow into the main river. It is understood that the above proviso would not preclude a reasonable use of the waters in question by the inhabitants of the region, even to the extent of constructing dams for hydro-electric power or small reservoirs in minor affluents to store water for domestic purposes, as well as for the cultivation of the food crops necessary to their own subsistence.

His Majesty's Government avail themselves of this opportunity to assure the Italian Government that the construction and operation of the dam will be effected so far as possible with locally recruited labour and will not raise the level of the waters in the lake beyond the maximum hitherto attained during the rainy season. They are therefore confident that the existence of the dam will not only be of value to Egypt and the Sudan but will increase the prosperity and promote the economic progress of the local inhabitants.

I take this opportunity, &c.

R. Graham.

No. 2.

Signor Mussolini to Sir R. Graham.

Ministero degli Affari Esteri,
Signor Ambasciatore, Roma, 20 dicembre 1925.

Ho l'onore di accusare ricevuta della nota in data del 14 dicembre con la quale Vostra Eccellenza, per incarico del suo Governo, ha attirato la mia attenzione sul problema dell'irrigazione dell'Egitto e del Sudan e sui negoziati finora condotti senza risultato dal Governo britannico per ottenere dal Governo abissino la concessione di costruire uno sbarramento sul Lago Tzana allo scopo di immagazzinarne le acque per alimentare il Nilo Azzurro.

Vostra Eccellenza ricorda a questo proposito le proposte che vennero presentate a Londra nel novembre 1919 dai delegati del Governo italiano per un'amichevole cooperazione anglo-italiana in tale questione, e mi dichiara che le proposte stesse non furono allora accolte per l'obiezione che sorse all'idea di permettere ad una Potenza estera di stabilire una qualsiasi specie di controllo sulle sorgenti di fiumi così vitali per la prosperità e persino per l'esistenza dell'Egitto e del Sudan. Ma che ora, considerando i rapporti di reciproca fiducia così felicemente esistenti tra i nostri due Governi, il Governo di Sua Maestà Britannica desidera estendere a tale questione il principio della cooperazione amichevole che ha dato prove tanto apprezzabili in altri campi.

Vostra Eccellenza aggiunge che il Governo di Sua Maestà Britannica ha perciò proceduto ad un più attento esame della questione e riconosce che le proposte italiane non contraddicono alle stipulazioni dell'accordo di Londra del 13 dicembre 1906, poichè lo scopo di tale accordo è il mantenimento dello *statu quo* in Etiopia in base agli atti internazionali indicati nell'articolo 1 dell'accordo stesso, ed il coordinamento dell'azione degli Stati firmatari nella protezione dei rispettivi interessi in modo che questi non abbiano ad esserne pregiudicati.

Il Governo britannico pertanto, aderendo alle proposte italiane, accoglierebbe volontieri l'appoggio dell'Italia purchè questo possa essere accettato senza pregiudizio di quei prevalenti interessi idraulici dell'Egitto e del Sudan che il Governo italiano stesso ha riconosciuto.

In conseguenza Vostra Eccellenza, per incarico del suo Governo, richiede l'appoggio e l'assistenza del Governo italiano presso il Governo etiopico per ottenere da quest'ultimo la concessione di costruire uno sbarramento nel Lago Tzana insieme con il diritto di costruire e mantenere una strada automobilistica per il passaggio delle merci, del personale, ecc., dalla frontiera del Sudan allo sbarramento.

Vostra Eccellenza mi dichiara che il Governo di Sua Maestà Britannica appoggerà in contraccambio il Governo italiano perchè ottenga dal Governo abissino la concessione di costruire ed esercire una ferrovia dalla frontiera dell'Eritrea fino alla frontiera della Somalia Italiana, restando inteso che

detta ferrovia, nonchè tutte le opere occorrenti per la sua costruzione ed esercizio, avranno libero transito attraverso la suddetta strada automobilistica.

A tale scopo Vostra Eccellenza aggiunge che necessarie ed identiche istruzioni dovrebbero essere inviate alla Rappresentanza britannica ed a quella italiana in Etiopia per concertare una comune azione presso il Governo abissino, al fine di ottenere che le concessioni desiderate dal Governo britannico e da quello italiano, circa il Lago Tzana, e la costruzione di una ferrovia che colleghi l'Eritrea con la Somalia italiana, debbano essere accordate contemporaneamente. Resta inteso che nel caso in cui uno dei due Governi si assicurasse la concessione richiesta mentre l'altro Governo non vi riuscisse, il Governo che avesse ottenuto soddisfazione non rallenterebbe i suoi maggiori sforzi per assicurare una corrispondente soddisfazione per l'altro Governo interessato.

Vostra Eccellenza mi dichiara poi che, nel caso in cui col valido appoggio del Governo italiano il Governo di Sua Maestà Britannica ottenga dal Governo abissino la richiesta concessione al Lago Tzana, il Governo britannico riconoscerà anche l'esclusività dell'influenza economica italiana nell'ovest dell'Abissinia e in tutto il territorio attraversato dalla suddetta ferrovia. Il Governo britannico inoltre appoggerà presso il Governo etiopico tutte le domande italiane per concessioni economiche nella detta zona. Tale riconoscimento e tale impegno sono però soggetti alla condizione che il Governo italiano dal canto suo, riconoscendo il preminente diritto idraulico dell'Egitto e del Sudan, s'impegni a non costruire sulle sorgenti del Nilo Azzurro e del Nilo Bianco e dei loro tributari affluenti alcuna opera che possa in modo sensibile modificare il loro defluire nel fiume principale.

Vostra Eccellenza dichiara infine restare inteso che, con la suddetta condizione, non si precluderebbe un ragionevole uso delle acque in questione agli abitanti della regione, compresavi anche la costruzione di dighe per forze idro-elettriche o di piccoli serbatoi negli affluenti minori destinati ad immagazzinare acque per usi domestici, così come per la coltivazione dei prodotti alimentari necessari al loro sostentamento.

Vostra Eccellenza inoltre, per incarico del Suo Governo, assicura il Governo italiano che la costruzione e il funzionamento della diga verrà effettuato, per quanto possibile, con mano d'opera locale, e che non si eleverà il livello delle acque del lago oltre il limite massimo finora raggiunto durante la stagione delle pioggie. Il Governo britannico confida perciò che l'esistenza della diga, non soltanto sarà vantaggiosa all'Egitto e al Sudan, ma accrescerà la prosperità e promuoverà il progresso economico delle popolazioni locali.

In risposta alle suindicate dichiarazioni e richieste di Vostra Eccellenza, ho l'onore di far conoscere per parte mia che il Regio Governo ha preso atto che il Governo britannico riconosce l'opportunità di estendere alla questione di cui sopra il principio della collaborazione amichevole che ha dato prove così apprezzabili in altri campi, e ciò con tanta maggiore soddisfazione in quanto è mio convincimento che tale collaborazione sarà tanto più utile quanto più estesa.

Il Regio Governo ha pure preso atto che il Governo di Sua Maestà Britannica si è ora persuaso che le proposte italiane presentate nel novembre 1919 non contraddicevano alle stipulazioni dell'Accordo di Londra del 13 Dicembre 1906, poichè lo scopo di tale accordo (come l'Italia ha sempre sostenuto) è il mantenimento dello *statu quo* in Etiopia in base agli atti internazionali indicati nell'articolo 1 dell'Accordo stesso ed il coordinamento dell'azione degli Stati firmatari nella protezione dei rispettivi interessi in modo che non risultino pregiudizi agli interessi medesimi.

Dato ciò, quantunque le suddette proposte presentate a Londra nel novembre 1919 facessero parte di un più ampio negoziato di carattere coloniale in dipendenza del Patto di Londra del 1915, negoziato che ha avuto soltanto parziale attuazione, pur tuttavia il Regio Governo acconsente a riprendere le proposte suddette, specialmente condividendo il desiderio del Governo britannico, di attuare il principio della cooperazione amichevole, anzi confidando che tale principio possa essere sempre più esteso per la tutela e lo sviluppo dei rispettivi interessi italiani e britannici in Etiopia, naturalmente sulle basi e nei limiti delle disposizioni dell'Accordo di Londra del 1906.

Ho l'onore pertanto di dichiarare a Vostra Eccellenza che il Regio Governo appoggerà il Governo britannico presso quello etiopico perchè ottenga da quest'ultimo la concessione di costruire uno sbarramento nel Lago Tzana con il diritto di costruire e di mantenere una strada automobilistica per il passaggio di merci, personale, ecc., dalla frontiera del Sudan allo sbarramento.

Il Regio Governo prende atto d'altra parte che il Governo britannico appoggerà in ricambio il Governo italiano perchè ottenga dal Governo abissino la concessione di costruire ed esercire una ferrovia dalla frontiera dell'Eritrea fino alla frontiera della Somalia italiana, restando inteso che detta ferrovia, nonchè tutte le opere occorrenti per la sua costruzione ed esercizio, avranno libero transito attraverso la suddetta strada automobilistica.

A tale scopo il Regio Governo invierà le necessarie istruzioni al Rappresentante italiano in Addis Abeba identicamente a quelle che il Governo britannico invierà al proprio Rappresentante, per concordare una linea di azione comune presso il Governo abissino al fine di ottenere che le concessioni chieste dal Governo britannico e da quello italiano relativamente al Lago Tzana ed alla costruzione della ferrovia di congiunzione fra l'Eritrea e la Somalia siano contemporaneamente accordate. Rimane inteso che nel caso in cui uno dei due Governi ottenesse la concessione da esso richiesta, mentre l'altro non vi riuscisse, il Governo che avesse ottenuto soddisfazione non desisterebbe dall'impiegare i suoi sforzi più efficaci per assicurare una corrispondente soddisfazione all'altro Governo interessato, allo scopo di fare in modo che le due concessioni abbiano a ricevere possibilmente contemporanea pratica attuazione.

Il Regio Governo prende atto che nel caso in cui col valido appoggio del Governo italiano, il Governo di Sua Maestà Britannica ottenga dal Governo abissino la richiesta concessione al Lago Tzana, esso riconoscerà l'esclusività

dell'influenza economica italiana nell'ovest dell'Abissinia ed in tutto il territorio che sarà attraversato dalla suddetta ferrovia, nonchè appoggerà presso il Governo etiopico tutte le domande italiane per concessioni economiche nella detta zona.

Dal canto suo il Governo italiano, riconoscendo il preminente diritto idraulico dell'Egitto e del Sudan, si impegna a non costruire sulle sorgenti del Nilo Azzurro e del Nilo Bianco e dei loro tributari ed affluenti alcuna opera che possa in modo sensibile modificare il loro defluire entro il fiume principale.

Prendo atto che il Governo di Sua Maestà Britannica ha tutta l'intenzione di rispettare i diritti d'acqua esistenti delle popolazioni dei territori limitrofi compresi nella sfera di esclusiva influenza economica italiana. Resta inteso che per quanto è possibile e compatibile coi prevalenti interessi dell'Egitto e del Sudan, il progetto in parola debba essere concretato ed eseguito in modo tale da dare un adeguato soddisfacimento ai bisogni economici di queste popolazioni.

Gradisca, &c.

Mussolini.

59.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FINLANDE.

Arrangement concernant les droits de tonnage; réalisé par un Echange de Notes, signées à Washington, le 21 décembre 1925.

Treaty Series, No. 731.

[The Secretary of State to the Minister of Finland.]

Department of State,
Washington, December 21, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the United States and the Government of Finland with reference to the treatment respecting tonnage dues and other charges which the United States shall accord to the vessels of Finland and their cargoes in the ports of the United States, and which Finland shall accord to vessels of the United States and their cargoes in the ports of Finland.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments, as follows:

On and after February 1, 1926, Finland will impose no tonnage duties, light, harbor or port dues, or other charges on vessels of the

United States in the ports of Finland which are not imposed on vessels of Finland, and Finland will levy no higher or other duties or charges on goods imported into its ports in vessels of the United States than are levied on like goods imported in vessels of Finland.

It is understood that, without altering the above stipulations insofar as the amount of pilotage dues is concerned, the duty of employing pilots by vessels of the United States shall be governed by the stipulations of the Finnish law in this respect about foreign vessels in general. It is also understood that the United States of America shall not, on the ground of the above stipulations, claim any privileges which Finland has conceded or will concede to Russian fishing or sealing vessels in the Arctic waters.

The United States will impose no discriminating duties of tonnage on vessels of Finland in the ports of the United States and no discriminating imposts on the goods imported into the United States in vessels of Finland. This undertaking on the part of the United States will be effected by a proclamation to be issued by the President of the United States on the receipt of notification by him from the Government of Finland that the undertaking on the part of Finland stated in the preceding paragraphs has been brought into force.

The present Arrangement, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; or, should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

Frank B. Kellogg.

Mr. Axel Leonard Åström
Minister of Finland.

[The Minister of Finland to the Secretary of State.]

Finnish Legation,
December 21, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of Finland and the Government of the United States with reference to the treatment respecting tonnage dues and other charges which Finland shall accord to vessels of the United States and their cargoes in the ports of Finland, and which the United States shall accord to vessels of Finland and their cargoes in the ports of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments, as follows:

On and after February 1, 1926, Finland will impose no tonnage duties, light, harbor or port dues, or other charges on vessels of the United States in the ports of Finland which are not imposed on vessels of Finland, and Finland will levy no higher or other duties or charges on goods imported into its ports in vessels of the United States than are levied on like goods imported in vessels of Finland.

It is understood that, without altering the above stipulations insofar as the amount of pilotage dues is concerned, the duty of employing pilots by vessels of the United States shall be governed by the stipulations of the Finnish law in this respect about foreign vessels in general. It is also understood that the United States of America shall not, on the ground of the above stipulations, claim any privileges which Finland has conceded or will concede to Russian fishing or sealing vessels in the Arctic waters.

The United States will impose no discriminating duties of tonnage on vessels of Finland in the ports of the United States and no discriminating imposts on the goods imported into the United States in vessels of Finland. This undertaking on the part of the United States will be effected by a proclamation to be issued by the President of the United States on the receipt of notification by him from the Government of Finland that the undertaking on the part of Finland stated in the preceding paragraphs has been brought into force.

The present Arrangement, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; or, should either party be prevented by future action of its Legislature from carrying out the terms of this Arrangement the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

L. Åström.

His Excellency The Honorable Frank B. Kellogg
Secretary of State, Washington, D. C.

60.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, MEXIQUE.

Convention concernant la répression de la contrebande et certaines autres matières; signée à Washington, le 23 décembre 1925.*)

Treaty Series (Washington), No. 732.

The Government of the United States of America and the Government of the United Mexican States being desirous of cooperating to prevent the smuggling into their respective territories of merchandise, narcotics and other commodities the importation of which is prohibited by the laws of either country, and of aliens, as well as to promote human health and to protect animal and plant life and to conserve and develop the marine life resources off certain of their coasts, have resolved for these purposes to conclude a Convention, and to that end have named as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America,

Frank B. Kellogg, Secretary of State of the United States of America, and

The President of the United Mexican States,

Don Manuel C. Téllez, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Mexico at Washington.

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

El Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, deseando cooperar para impedir la importación ilegal a sus respectivos territorios de mercancías, narcóticos y otros productos cuya importación esté prohibida por las leyes de alguno de dichos países, y la migración ilegal de extranjeros, así como para favorecer el mejoramiento de la salud humana y proteger la vida animal y vegetal, y para conservar y desarrollar los recursos de vida marina frente a algunas de sus costas, han resuelto para estos fines concluir una Convención, y para ello han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber:

El Presidente de los Estados Unidos de América, a

Frank B. Kellogg, Secretario de Estado, de los Estados Unidos de América, y

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos, a

Don Manuel C. Téllez, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de México en Washington.

Quienes, después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los Artículos siguientes:

---

*) L'échange des ratifications a été opéré à Washington, le 18 mars 1926.

Section I.

Smuggling.

Article I.

The High Contracting Parties agree that all shipments of merchandise crossing the International Boundary line between the United States and Mexico, originating in and consigned from either of the two countries, shall be covered by a shipper's export declaration, and a copy of same, verified by the appropriate officials of the country of origin, shall be furnished to the customs officials of the country of destination. It is agreed also that the appropriate officials of either country shall give such information as the appropriate officials of the other country may request concerning the transportation of cargos or the shipment of merchandise crossing the International Boundary line.

Seccion Primera.

Contrabando.

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que todo embarque de mercancias que pase a través de la Línea Limítrofe Internacional entre los Estados Unidos y Mexico, que provenga y se consigne de cualquiera de los dos países, deberá estar amparado por una „Declaración de Exportación," formulada por el remitente, debiéndose proporcionar una copia de ella, confrontada por los funcionarios competentes del país de origen, a los funcionarios aduanales del país de destino. Se conviene asimismo en que los funcionarios adecuados de cualquiera de los dos países, proporcionarán a los funcionarios adecuados del otro país, los informes que les pidan, respecto al transporte de cargamentos o al embarque de mercancías que crucen la Línea Limítrofe Internacional.

Article II.

The High Contracting Parties agree that clearance of shipments of merchandise by water, air or land from any of the ports of either country to a port of entrance of the other country shall be denied if such shipment comprises articles the introduction of which is prohibited or restricted for whatever cause in the country to which such shipment is destined, provided, however, that such clearance shall not be denied on shipments of restricted merchandise when there has been complete compliance with the conditions of the laws of both countries.

It shall also be deemed to be the obligation of both of the High Con-

Artículo II.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que se negará el despacho a embarques de mercancías, por tierra, agua o aire, de un puerto de cualquiera de los dos países, con destino a cualquier puerto del otro país, si dicho embarque está constituido por artículos cuya introducción esté prohibida o restringida, por cualquiera causa, en el país al cual el cargamento esté destinado; quedando entendido sin embargo, que no se negará el despacho cuando se trate de embarques consistentes en mercancías restringidas, si se satisfacen cumplidamente las condiciones que exijan las leyes de ambos países.

Se considerará asimismo que ambas Altas Partes Contratantes están

tracting Parties to prevent by every possible means, in accordance with the laws of each particular country, the clearance of any vessel or other vehicle laden with merchandise destined to any port or place when there shall be reasonable cause to believe that such merchandise or any part thereof, whatever may be its ostensible destination, is intended to be illegally introduced into the territory of the other Party.

obligadas a evitar, por todos los medios posibles de acuerdo con las leyes particulares de cada país el despacho de todo vehículo o embarcación cargados con mercancías destinadas a un puerto o lugar cualquiera, cuando haya motivos razonables para sospechar que, sea cual fuere el destino ostensible de la expresada mercancía se intenta introducirla ilegalmente, en todo o en parte, al territorio del otro país contratante.

Article III.

The High Contracting Parties reciprocally agree to exchange promptly all available information concerning the names and activities of all persons known or suspected to be engaged in violations of the laws of the United States or Mexico with respect to smuggling or the introduction of prohibited or restricted articles.

Artículo III.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a proporcionarse mutuamente y con la mayor prontitud, todos los informes de que puedan disponer, respecto a los nombres y las actividades de aquellas personas de quienes se sepa o se sospeche que se ocupan en violar las leyes de los Estados Unidos o de México, relativas al contrabando o a la introducción de artículos prohibidos o restringidos.

Article IV.

The High Contracting Parties agree that no merchandise or property of any character shall be autorized to be cleared or despatched out of either country, across the International Boundary line, except through ports or places duly authorized to clear such merchandise or property, and to or through duly authorized ports or places on the opposite side of said Boundary line; provided, that merchandise or property may be transported across said boundary line at any convenient place under special circumstances and after permits by both countries have been issued therefor.

Artículo IV.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que a través de la Línea Limítrofe Internacional no se autorizarán, la salida ni el despacho de ningunas mercancías ó efectos, procedentes de cualquiera de los dos países, si no es por puertos o lugares debidamente autorizados para despachar la mercancía ó los efectos expresados y sólo que se consignen a puertos o lugares también debidamente autorizados en el lado opuesto de la Línea Divisoria, ó de tránsito por ellos; quedando entendido que las mercancías o los effectos, podrán ser transportados a través de la repetida Línea, en cualquier lugar conveniente, si median circunstancias especiales y se obtiene el permiso previo expedido por ambos países.

Article V.

The High Contracting Parties agree that they will exchange all available information concerning the existence and extent of contagious and infectious diseases of persons, animals, birds or plants, and the ravages of insect pests and the measures being taken to prevent their spread. The Parties will also exchange information relative to the study and use of the most effective scientific and administrative means for the suppression and eradication of such diseases and insect pests.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes convienen en proporcionarse mutuamente todos los informes de que dispongan, respecto a la existencia y desarrollo de enfermedades contagiosas o infecciosas, de las personas, animales, pájaros, o plantas, y a los estragos causados por plagas de insectos, así como también respecto a las medidas que adopten para evitar que esos males se propaguen. Las Partes Contratantes se cambiarán asimismo informes relativos al estudio y aplicación de los medios más eficaces, científica y administrativamente, para la supresión y desparición de dichas enfermedades y plagas.

Section II.

Migration of persons.

Article VI.

Each of the High Contracting Parties agrees to employ all reasonable measures to prevent the departure of persons destined to territory of the other, except at or through regular ports or places of entry or departure established by the High Contracting Parties.

Seccion Segunda.

Migracion de personas.

Artículo VI.

Cada una de las Altas Partes Contratantes, conviene en emplear todas las medidas razonables para impedir la salida de personas con destino al territorio del otro país, cuando la salida no se efectúe por puertos o lugares debidamente autorizados para ello y con destino a puertos o lugares también debidamente autorizados por las Altas Partes Contratantes.

Article VII.

In all cases in which a national of one of the High Contracting Parties is to be deported or expelled from the territory of the other, and in the cases in which a national of either country subject to deportation is allowed voluntarily to depart for the country of his nationality in lieu of deportation, due notice will be given the proper Consular representative of the country of such national.

Artículo VII.

En todos los casos en que un nacional de una de las Altas Partes Contratantes vaya a ser deportado o expulsado del territorio de la otra, y en los casos en que a un nacional de cualquiera de los dos países sujeto a deportación se le permita la salida voluntaria para el país de su nacionalidad en vez de ser deportado, se deberá dar aviso al correspondiente representante Consular del país a que pertenezca el deportado.

Article VIII.

In all cases in which either of the High Contracting Parties may suspend or waive its regulations relating to the contracting of laborers in the territory of the other, or in cases where either of the High Contracting Parties may grant special permits for contract labor, the country granting such permits or so suspending or waiving its regulations will give due notice thereof to the other.

Artículo VIII.

En todos aquellos casos en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes derogue o suspenda sus prescripciones relativas a la contratación de trabajadores dentro del territorio de la otra, así como en los casos en que cualquiera de las dos Altas Partes Contratantes otorgue permisos especiales para contratos de trabajo, el país que conceda tales permisos o que derogue o suspenda sus prescripciones, como queda dicho, dará aviso oportuno de ello al otro.

Article IX.

The High Contracting Parties mutually agree that they will exchange information regarding persons proceeding to the country of the other and regarding activities of any persons on either side of the border, when there is reasonable ground to believe that such persons are engaged in unlawful migration activities or in conspiracies against the other Government or its institutions, when not incompatible with the public interest.

Artículo IX.

Las Altas Partes Contratantes convienen mutuamente en que cambiarán informes relativos a personas que vayan al territorio de la otra y relativos también. a las actividades de cualesquiera personas que estén en cualquier lado de la frontera, cuando haya razones suficientes para creer que tales personas se dedican a actividades ilegales de migración, o a conspirar contra el otro Gobierno o sus instituciones, siempre que todo ello no sea incompatible con el interés público.

Section III.

Fisheries.

Preamble.

For the three following purposes, namely:

1. To facilitate the labors of the corresponding authorities in conserving and developing the marine life resources in the ocean waters off certain coasts of each nation;

2. To prevent smuggling in all kinds of marine products;

3. And to consider and to make recommendations with respect to the

Seccion Tercera.

Pesquerias.

Preambulo.

Para los tres objetos siguientes, a saber:

1. Facilitar, a las autoridades respectivas, la labor de conservación y fomento de los recursos de vida marina en las aguas del océano frente a determinadas porciones de la costa de cada país;

2. Impedir el contrabando de toda clase de productos marinos;

3. Y estudiar y hacer recomendaciones con respecto al cobro de los

collection of the revenue from fish and other marine products.

The Government of the United States of America and Government of the United Mexican States agree as follows:

Article X.

The High Contracting Parties agree that the waters dealt with under this Convention shall be the waters off the Pacific Coasts of California, United States of America, and Lower California, Mexico, including both territorial and extra-territorial waters, the latter being the westward extension of the former.

Article XI.

The High Contracting Parties agree to establish within two months after the exchange of ratifications of this Convention a Commission, to be known as the International Fisheries Commission — United States and Mexico, that shall consist of four members, two to be appointed by each Party. This Commission shall continue to exist so long as this Convention shall remain in force. Each Party shall pay the salaries and expenses of its own members and the joint expenses incurred by the Commission shall be paid by the two High Contracting Parties in equal moieties.

The Commission is hereby empowered to organize, to appoint its staff, and to fulfill the requirements of this section.

The Commission shall make a thorough study of whatever subjects are necessary for carrying out the purposes of this Section and shall submit recommendations unanimously approved by the Commission to each Government for consideration and approval covering

impuestos que causen el pescado y demás productos marinos.

El Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos convienen en lo siguiente:

Artículo X.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que las aguas motivo de esta Convención serán las aguas frente a las costas del Pacífico de California, Estados Unidos de América, y Baja California, México, incluyendo las aguas tanto territoriales como extraterritoriales; entendiéndose por estas últimas la prolongación al Oeste de las primeras.

Artículo XI.

Las Altas Partes Contratantes convienen en establecer, dentro de los dos meses siguientes al canje de ratificaciones de esta Convención, una Comisión que se designará „Comisión Internacional de Pesquerías — Estados Unidos y México —," y se compondrá de cuatro miembros, dos nombrados por cada Parte. Esta Comisión funcionarà mientras esta Convención esté vigente. Cada una de las Partes erogará los sueldos y gastos de sus propios miembros y los gastos comunes que cause la Comisión se cubrirán por ambas Altas Partes Contratantes por mitades.

La Comisión queda facultada por la presente para organizarse, nombrar su personal y cumplir con lo dispuesto en esta sección.

La Comisión hará un estudio minucioso de todas las materias que sean necesarias para llevar a cabo los fines de la presente sección, y presentará a cada uno de los dos Gobiernos, para su estudio y aprobación en su caso, recomendaciones que hayan

whatever the Commission deems necessary for the accomplishment of the purposes of this section. This study shall be undertaken within two months after appointment of the Commission and the recommendations shall be submitted as soon as practicable.

Article XII.

The High Contracting Parties agree that if, after its study of conditions, the International Fisheries Commission recommends the adoption of regulations regarding the subjects set forth in the preamble and such regulations are approved by each Government, they shall become binding upon the authorities of both countries and shall be enforced by them.

The High Contracting Parties agree that the authorities of their respective ports shall refuse to permit any and all fish or marine products to enter the ports if brought into port from the waters specified in Article X and if the port authorities have reasonable grounds to believe that te master has obtained his cargo in violation of the laws of either of the High Contracting Parties, the regulations which may be adopted, or the provisions of this Convention. Fines may be imposed in such cases or such cargoes thus illegally obtained may be declared forfeited and sold at auction to the highest bidder. Any proceeds therefrom shall be regarded as belonging to the High Contracting Parties in equal moieties and to the extent that may be determined by the High Contracting Parties to be necessary shall be made available for use in payment of the salaries and expenses of the

sido unánimemente aprobadas por la Comisión, y abarquen todo aquello que la Comisión juzgue necesario para el cumplimiento de los propósitos de esta sección. Dicho estudio se emprenderá dentro de los dos meses siguientes al nombramiento de la Comisión, y las recomendaciones se presentarán tan pronto como sea factible.

Artículo XII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que, si después del estudio que haga de las condiciones, la Comisión Internacional de Pesquerías recomienda la adopción de reglamentos relativos a los asuntos asentados en el preámbulo, y si dichos reglamentos son aprobados por cada uno de los dos Gobiernos, serán obligatorios para las autoridades de ambos países, las que exigirán su cumplimiento.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que las autoridades de sus respectivos puertos rehusarán el permiso de entrada a cualesquier pesca o productos marinos que se intente introducir en los puertos procedentes de las aguas que se especifican en el Artículo X, cuando las autoridades del puerto tengan razones fundadas para creer que el patrón ha obtenido su carga violando las leyes de alguna de las dos Altas Partes Contratantes, los reglamentos que puedan ser adoptados por la Comisión o los preceptos de esta Convención. En tales casos se podrá imponer multas o decomisar la carga obtenida así ilegalmente, vendiéndose en pública subasta al mejor postor. Los ingresos por estos conceptos obtenidos se considerarán como pertenecientes por mitad a las dos Altas Partes Contratantes, y en la proporción que las Altas Partes Contratantes determinen necesaria serán

Commission as provided for in Article XI of this Convention.

destinados a cubrir los sueldos y gastos de la Comisión, de acuerdo con lo establecido en el Artículo XI de esta Convención.

The International Fisheries Commission will inform and will keep informed all port authorities of both nations concerning any and all regulations which may have been established.

La Comisión Internacional de Pesquerías informará y seguirá teniendo al tanto a las autoridades de los puertos de ambas naciones sobre todos y cada uno de los reglamentos que estableciere.

Section IV.

General Provisions.

Article XIII.

It is agreed that when compatible with the public interest the officers and employees of the respective Governments of the United States and Mexico shall, upon request, be directed to furnish such available records and files, or certified copies thereof, as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases. The costs of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or criminal cases shall be paid by the nation requesting them. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries.

This Article shall apply only to cases involving matters covered by this treaty.

Article XIV.

The High Contracting Parties agree to enact and enforce such legislation as may be necessary to make effective the provisions of this Convention with

Seccion IV.

Disposiciones generales.

Artículo XIII.

Queda convenido que siempre que sea compatible con el interés público, se autorizará, previa solicitud, a los funcionarios y empleados de los Gobiernos de los Estados Unidos de Norte América y de México respectivamente, para que suministren los datos y constancias que estén a su cuidadano, o copias certificadas de ellos, siempre que esto sea considerado como esencial en un juicio ya sea civil, ya sea criminal. El costo de las transcripciones, de las constancias, deposiciones, certificados y cartas rogatorias en juicios civiles o criminales, deberá ser cubierto por la Nación que pida esas medidas. Las cartas rogatorias y los exhortos serán obsequiados con toda la diligencia posible y las copias de todas las constancias o documentos oficiales serán certificadas prontamente por los funcionarios apropiados, de acuerdo con las leyes de los respectivos Países.

Este Artículo se aplicará solamente a aquellos casos conexos con las materias comprendidas en este Tratado.

Artículo XIV.

Las Altas Partes Contratantes convienen en expedir y poner en vigor las leyes necesarias para hacer efectivas las estipulaciones de esta Convención,

appropriate penalties for the violation thereof.

Article XV.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the City of Washington as soon as possible.

The Convention shall come into effect at the expiration of ten days from the date of its publication in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and it shall remain in force for one year. If upon the expiration of one year after the Convention shall have been in force no notice is given by either Party of a desire to terminate the same, it shall continue in force until thirty days after either Party shall have given notice to the other of a desire to terminate the Convention.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention both in the English and Spanish languages, and have thereunto affixed their seals.

Done in duplicate at the City of Washington this twenty-third day of December, one thousand nine hundred and twenty-five.

dictando igualmente penas apropiadas para quienes las violen.

Artículo XV.

Esta Convención será ràtificada y las ratificaciones cambiadas en la Ciudad de Washington, tan pronto como sea posible.

La Convención entra en vigor a los diez días contados de la fecha de su publicación, de acuerdo con las leyes respectivas de las dos Altas Partes Contratantes, y quedará en vigencia por un año. Si al expirar el año siguiente a aquél en que esta Convención queda en vigencia, ninguna de las dos Partes hace saber a la otra su deseo de denunciarla, quedará en vigor hasta treinta días después de que cualquiera de las Partes notifique a la otra su deseo de denunciar la Convención.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado la presente Convención en dos ejemplares, uno en inglés y el otro en castellano, y han fijado en ellos sus sellos.

Hecha por duplicado en la Ciudad de Washington el día veinte y tres de Diciémbre de mil novecientos veinte y cinco.

[seal] *Frank B. Kellogg.*
[seal] *Manuel C. Téllez.*

61.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ESTHONIE.

Traité d'amitié, de commerce et consulaire; signé à Washington, le 23 décembre 1925.*)

Treaty Series, No. 736.

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other; to exercise liberty of conscience and freedom of worship; to engage in scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law; to engage in every trade, vocation and profession not reserved exclusively to nationals of the country; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the State of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defense of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Nothing contained in this Treaty shall be construed to affect existing statutes of either of the High Contracting Parties in relation to the immigration of aliens or the right of either of the High Contracting Parties to enact such statutes.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 22 mai 1926.

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or Provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine and inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the territories of one High Contracting Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation or otherwise, and their heirs, legatees and donees, of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as

hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations provided their teachings or practices are not contrary to public order or public morals; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalization, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favored nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal, or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture, of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States or are or may be legally exported therefrom in vessels of the United States may likewise be imported into those ports

or exported therefrom in Esthonian vessels, without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in vessels of the United States; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Esthonia or are or may be legally exported therefrom in Esthonian vessels may likewise be imported into these ports or exported therefrom in vessels of the United States without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in Esthonian vessels.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals and vessels.

The stipulations of this Article do not extend to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws, or to the treatment which Esthonia accords or may hereafter accord to the commerce of Finland, Latvia, Lithuania, Russia, and/or to the States in custom or economic union with Esthonia, or to all of those States, so long as such special treatment is not accorded to any other State.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Article IX.

No duties of tonnage, harbor, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other, which shall not equally, under the same conditions, be imposed on

national vessels. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels of the two countries respectively from whatever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article X.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the Party whose flag is flown.

Article XI.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the High Contracting Parties is exempt from the provisions of this Article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of each High Contracting Party in relation thereto. It is agreed, however, that the nationals of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most favored nation treatment.

Article XII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves within its territories, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State, or Provincial laws.

Article XIII.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions

there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no condition less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any of such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, National, State or Provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business. The foregoing stipulations do not apply to the organization of and participation in political associations.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas, and sodium on the public domain of the other.

Article XIV.

Commercial travelers representing manufacturers, merchants and traders domiciled in the territories of either High Contracting Party shall on their entry into and sojourn in the territories of the other Party and on their departure therefrom be accorded the most favored nation treatment in respect of customs and other privileges and of all charges and taxes of whatever denomination applicable to them or to their samples.

Article XV.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

Goods in transit must be entered at the proper custom house, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other, consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall after entering upon their duties, enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favored nation. As official agents, such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the State which receives them.

The Governments of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing State and under its great seal; and they shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Governments, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function. On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this Treaty.

Article XVII.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defence. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in the State which receives them in civil cases, subject to the proviso, however, that when the officer is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XVIII.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, National, State, Provincial and Municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XIX.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The Consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officers shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XX.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, may, within their respective consular districts, address the authorities, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting their countrymen in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise.

Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the government of the country.

Article XXI.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed; provided, always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Article XXII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews, pertaining to the enforcement of discipline on board, provided the vessel and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto provided the local laws so permit.

When an act committed on board of a private vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State, subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed to render assistance as an interpreter or agent.

Article XXIII.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXIV.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provisions of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropirate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Article XXV.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other High Contracting Party within his consular district, the private vessels of any flag destined or about to

clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country, and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Article XXVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, accompanying the officer to his post; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories. Personal property imported by consular officers, their families or suites during the encumbancy of the officers in office shall be accorded the customs privileges and exemptions accorded to consular officers of the most favored nation.

It is understood, however, that the privileges of this Article shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Article XXVII.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coast of the other shall be directed by the Consular Officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise is not to be subjected to any custom house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XXVIII.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon the territories of the High Contracting Parties to

which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone.

Article XXIX.

Except as provided in the third paragraph of this Article the present Treaty shall remain in full force for the term of ten years from the date of the exchange of ratifications, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the Articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

The fifth paragraph of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratification, and if not then terminated on ninety days' previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraphs or Articles not been embraced in the Treaty.

Article XXX.

The present Treaty shall be ratified, and the ratification thereof shall be exchanged at Washington or Tallinn as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, at Washington, this 23rd day of December, 1925.

Frank B. Kellogg. [seal]
A. Piip. [seal]

Protocol accompanying Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights.

At the moment of signing the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between the United States of America and the Republic of Esthonia, the undersigned plenipotentiaries duly authorized by their respective Governments have agreed as follows:

1. Exemptions from requirements of giving security or making deposits for costs in judicial proceedings (cautio judicatum solvi) and the benefit of free judicial aid are not embraced within the provisions of para-

graph 3 of Article I of the Treaty, but in respect of these matters nationals of the United States in Esthonia and nationals of Esthonia in the United States shall be subject to the municipal laws applicable to aliens in general. It is, however, understood that inasmuch as in the United States privileges of this character are regulated largely by the laws of the several States, nationals of the United States, domiciled in States which accord such exemptions and benefits to nationals of Esthonia freely or on the basis of reciprocity shall be accorded the exemptions and benefits authorized by Esthonian law.

2. If either High Contracting Party shall deem necessary the presentation of an authentic document establishing the identity and authority of commercial travelers representing manufacturers, merchants or traders domiciled in the territories of the other party in order that such commercial traveler may enjoy in its territories the privileges accorded under Article XIV of this Treaty, the High Contracting Parties will agree by exchange of notes on the form of such document and the authorities or persons by whom it shall be issued.

3. The provisions of Article XV do not prevent the High Contracting Parties from levying on traffic in transit dues intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit, the rate of which shall correspond as nearly as possible with the expenses which such dues are intended to cover and shall not be higher than the rates charged on other traffic of the same class on the same routes.

4. Wherever the term „consular officer" is used in this Treaty, it shall be understood to mean Consuls General, Consuls, Vice Consuls and Consular Agents to whom an exequatur or other document of recognition has been issued pursuant to the provisions of paragraph 3 of Article XVI.

5. In addition to consular officers, attachés, chancellors and secretaries, the number of employees to whom the privileges authorized by Article XVIII shall be accorded shall not exceed five at any one post.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Washington the 23rd day of December, 1925.

Frank B. Kellogg. [seal]
A. Piip. [seal]

62.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LITHUANIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Washington, le 23 décembre 1925.*)

Treaty Series No. 742.

[The Secretary of State to the Ministre of Lithuania.]

Department of State,
Washington, December 23, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the United States and the Government of Lithuania with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Lithuania and which Lithuania shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Lithuania, and Lithuania will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports and exports, each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Lithuania than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Lithuania of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Lithuania, on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

---

*) Le Gouvernement lithuanique a notifié la ratification du Parlement le 10 juillet 1926.

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Lithuania, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to the products of any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Lithuania and of the United States and its territories and possessions, respectively;

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Lithuania accords or may hereafter accord to the commerce of Finland, Esthonia, Latvia and/or Russia, so long as such special treatment is not accorded to any other State.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day when the ratifications thereof by the Lithuanian Seimas shall be notified to the Government of the United States, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either Party; but should either Party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Frank B. Kellogg.

Mr. Kazys Bizauskas, Minister of Lithuania.

[The Minister of Lithuania to the Secretary of State.]

Lithuanian Legation,
Washington, D. C., December 23, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of Lithuania and the Government of the United States with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Lithuania and which Lithuania shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that in respect of import and export duties and other

duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Lithuania, and Lithuania will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports and exports, each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Lithuania than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Lithuania of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Lithuania, on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Lithuania, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to the products of any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Lithuania and of the United States and its territories and possessions, respectively;

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Lithuania accords or may hereafter accord to the commerce of Finland, Esthonia, Latvia and/or Russia, so long as such special treatment is not accorded to any other State.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day when the ratification thereof by the Lithuanian Seimas shall be notified to the Government of the United States, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its ter-

mination shall have been given by either Party; but should either Party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

K. Bizauskas.

His Excellency the Honorable Frank B. Kellogg.
Secretary of State Washington, D. C.

63.

SUISSE, AUTRICHE.

Traité de commerce; signé à Berne, le 6 janvier 1926.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1926, No. 7.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundespräsident der Republik Österreich haben beschlossen, zur wechselseitigen Erleichterung und Förderung der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Österreich einen Vertrag zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn W. Stucki, Direktor der Handelsabteilung im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,

Herrn Prof. Dr. E. Laur, Direktor des Schweizerischen Bauernverbandes,

Herrn Dr. E. Wetter, Delegierter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins,

Herrn A. Gassmann, Oberzolldirektor;

der Bundespräsident der Republik Österreich:

Herrn Dr. L. Di Pauli, Ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister in Bern,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile sichern sich gegenseitig für die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr die Rechte und die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich demnach, den andern unentgeltlich und sofort an allen Vorrechten und Begünstigungen

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 1er mars 1926.

teilnehmen zu lassen, die er in den genannten Beziehungen, namentlich was den Betrag, die Sicherstellung und die Erhebung der Zölle, die Zollniederlagen (einschliesslich der Behandlung der Einfuhr, Ausfuhr und Bewahrung der Waren in Freihäfen, Freibezirken oder öffentlichen Lagerhäusern), die innern Abgaben, die Zollformalitäten und die zollamtliche Behandlung der Güter und die auf Rechnung des Staates, der Bundesländer, der Kantone oder der Gemeinden erhobenen Akzisen oder Verbrauchssteuern anbetrifft, einem dritten Staat zugestanden hat oder noch zugestehen wird.

Ausgenommen sind jedoch die Begünstigungen, die zur Erleichterung des Grenzverkehrs und für die Bewohner gewisser Gebietsteile anderen Nachbarstaaten gegenwärtig bewilligt sind oder künftig bewilligt werden könnten, sowie diejenigen, die sich aus einer von einem der vertragschliessenden Teile bereits abgeschlossenen oder erst in Zukunft abzuschliessenden Zollunion ergeben.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf das Fürstentum Liechtenstein, solange dieses mit der Schweiz durch einen Zollanschlussvertrag verbunden ist.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Handel nicht durch Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote oder -Beschränkungen irgendwelcher Art zu hindern.

Ausnahmen von dieser Regel dürfen stattfinden:

1. unter ausserordentlichen Umständen in Beziehung auf Kriegsbedarf;
2. aus Gründen der öffentlichen Sicherheit;
3. aus gesundheits- und viehseuchenpolizeilichen Gründen, sowie zum Schutz der Pflanzen gegen Krankheiten, Insekten, Parasiten und andere Schädlinge jeder Art;
4. zu dem Zwecke, für fremde Waren Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inland festgesetzt sind oder festgesetzt werden. Dies trifft insbesondere zu bei Waren, die im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile Gegenstand eines Staatsmonopols sind. Im Verkehr mit dem andern Teil darf jedoch die Durchfuhr von Waren irgendwelcher Art, für die im Durchfuhrland ein Staatsmonopol oder eine monopolähnliche Regelung besteht, nur insoweit erschwert oder behindert werden, als es durch die Sicherung des Monopolzweckes bedingt ist.

Artikel 3.

Die österreichischen Einfuhrzölle auf den in der Beilage A*) des gegenwärtigen Vertrags bezeichneten Erzeugnissen schweizerischen Ursprungs oder schweizerischer Fabrikation und die schweizerischen Einfuhrzölle auf den in der Beilage B*) bezeichneten Erzeugnissen österreichischen Ursprungs

*) Non reproduite.

oder österreichischer Fabrikation dürfen die in den erwähnten Beilagen angegebenen Ansätze nicht übersteigen.

Von der Behandlung als Gewerbserzeugnis des einen der vertragschliessenden Teile sind die in dessen Gebiet durch Verarbeitung ausländischer Stoffe im Veredlungsverkehr hergestellten Gegenstände nicht ausgeschlossen.

Artikel 4.

Wenn der eine der beiden vertragschliessenden Teile die Erzeugnisse eines dritten Landes mit höhern Zöllen belegt als sie auf die gleichen Erzeugnisse, die aus dem andern Teil stammen, anzuwenden sind, oder falls er die Waren eines dritten Landes Einfuhrverboten oder Einfuhrbeschränkungen unterwirft, die auf die gleichen Waren des andern vertragschliessenden Teils keine Anwendung finden, so ist er berechtigt, sofern es die Umstände erfordern sollten, die Anwendung der niedrigen Zölle auf die Erzeugnisse aus dem andern Teil oder deren Zulassung zur Einfuhr davon abhängig zu machen, dass Ursprungszeugnisse vorgelegt werden, die von den zu diesem Zweck durch das Ausfuhrland bezeichneten Stellen ausgefertigt sind.

Wenn das Einfuhrland für die Ursprungszeugnisse das Konsularvisum verlangt, so darf die Gebühr für jedes Visum den Betrag eines Goldfrankens oder einer Goldkrone nicht übersteigen. Diese Gebühr soll auf jeden Fall so bemessen werden, dass der Verkehr dadurch nicht behindert wird.

Artikel 5.

Bei der Durchfuhr sollen Waren aller Art gegenseitig von jeder Durchfuhrabgabe befreit sein, ob sie nun direkt transitieren oder während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert, unter zollamtlicher Aufsicht umgepackt und wieder aufgeladen werden.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich ferner, die Durchfuhr keinen Formalitäten oder andern Massnahmen zu unterwerfen, durch welche sie gehemmt werden könnte.

Artikel 6.

Zur Erleichterung des Stickereiveredlungsverkehrs zwischen der Schweiz und dem Bundeslande Vorarlberg haben die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen der Anlage D vereinbart, die einen Bestandteil dieses Vertrags bilden.

Sie treten gleichzeitig mit diesem Vertrag in Kraft, können jedoch selbständig mit den gleichen Fristen wie dieser gekündigt werden.

Artikel 7.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, diejenigen aus dem andern Teil eingeführten Erzeugnisse, die im Inland mit einer Fabrikations- oder andern Abgabe belastet sind, oder die aus solchen Abgaben unterliegenden Stoffen hergestellt werden, Abgaben zu unterwerfen.

Die Abgaben dürfen aber für die eingeführten Waren nicht höher und nicht lästiger sein als für die inländischen Erzeugnisse. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Artikels 8.

Keiner der vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche in den eigenen Gebieten nicht erzeugt werden und die in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrag enthalten sind, unter dem Vorwand der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Artikel 8.

Die Erzeugnisse, die den Gegenstand von Staatsmonopolen bilden, sowie die zur Herstellung von monopolisierten Erzeugnissen verwendbaren Stoffe können zur Sicherung des Monopols bei der Einfuhr einer Zuschlagstaxe auch in dem Fall unterworfen werden, in welchem die gleichartigen Erzeugnisse oder Stoffe des Inlands einer solchen nicht unterliegen.

Diese Taxe soll zurückerstattet werden, wenn innerhalb der vorgeschriebenen Frist nachgewiesen wird, dass die besteuerten Stoffe eine die Herstellung eines Monopolartikels ausschliessende Verwendung gefunden haben.

Artikel 9.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, ohne die Einwilligung des andern Teils für keinen Artikel Ausfuhrprämien zu gewähren, unter welcher Bezeichnung oder in welcher Form es auch sein möchte.

Die Zölle, die auf den zur Erzeugung oder Zubereitung einheimischer Waren verwendeten Stoffen lasten, sowie die innern Abgaben, welche die Erzeugung oder Zubereitung der gleichen Waren oder der bei ihrer Herstellung gebrauchten Stoffe belasten, dürfen jedoch bei der Ausfuhr der Waren, welche die fraglichen Abgaben entrichtet haben oder welche aus Stoffen hergestellt wurden, welche die erwähnten Zölle oder Abgaben entrichtet haben, ganz oder teilweise zurückerstattet werden.

Artikel 10.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird dafür Sorge tragen, dass an der Grenze gegen das Gebiet des andern Teils eine genügende Anzahl Zollämter mit ausreichenden Kompetenzen unterhalten wird.

Artikel 11.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der vertragschliessenden Teile unzulässig und es darf, vorbehältlich schiffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Warenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus- oder umzuladen.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Landes.

Die Benützung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung

von Schiffsgütern u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staat oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des andern vertragschliessenden Teils unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren wie den Inländern gestattet werden.

Betreiben Angehörige des einen der vertragschliessenden Teile, ohne im Gebiet des andern Teils den Geschäftssitz oder eine Zweigniederlassung zu haben, die Schiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staatsgebiete und erstrecken sie dabei den Schiffahrtsbetrieb durch Anlaufen von Häfen oder Landungsplätzen des andern Vertragsstaats auf das Gebiet des letztern, so dürfen sie für diesen Gewerbebetrieb in den Gebieten des andern Teils irgendeiner Gewerbesteuer nicht unterworfen werden. Die gleichen Grundsätze gelten sinngemäss auch für das Frachtfuhrgewerbe.

Artikel 12.

Um den gegenseitigen Grenzverkehr nach Möglichkeit zu erleichtern, haben die vertragschliessenden Teile die Zusatzbestimmungen zu diesem Artikel vereinbart.

Artikel 13.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der festgesetzten Fristen und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen und der Befugnis zur Unterdrückung im Fall von Hintergehungen wird das vom Gebiet des einen der beiden Länder in das andere gemäss den Vorschriften des letztern zur Winterung, zur Sömmerung oder auf Märkte geführte Vieh gegenseitig von den Einfuhr- und Ausfuhrzöllen befreit.

Die beiden vertragschliessenden Teile haben das in der Anlage E enthaltene Tierseuchenabkommen geschlossen, das einen integrierenden Bestandteil dieses Vertrags bildet.

Es tritt gleichzeitig mit diesem Vertrag in Kraft, kann aber von jedem der vertragschliessenden Teile selbständig mit dreimonatiger Frist gekündigt werden.

Artikel 14.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der Frist von sechs Monaten und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen sollen Fahrzeuge jeder Art (einschliesslich der Fahrräder und Motorfahrräder) und Lasttiere, welche die Grenzen nur zu dem Zweck überschreiten, Personen oder Waren von dem einen der beiden Länder ins andere zu befördern, gegenseitig von allen Einfuhr- und Ausfuhrzöllen befreit sein. Zu den gleichen Bedingungen wird die zeitweilige zollfreie Zulassung der Gespanne und des zum üblichen Gebrauch während des Transports auf diesen Fahrzeugen befindlichen Zubehörs gewährt.

Die vorstehend erwähnten Verkehrsmittel, die Personen oder Waren vom einen Land ins andere verbringen, haben auf die vorgesehene Zollfreiheit auch dann ein Anrecht, wenn sie auf ihrer Rückreise eine neue Ladung tragen, und zwar ohne Rücksicht auf den Ort, wo diese neue Ladung aufgenommen wurde.

Es besteht ausserdem Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen dieses Artikels auch auf Möbelwagen jeder Art, sowie auf Möbelkasten Anwendung finden, ob sie nun die Grenze auf der Strasse oder auf der Eisenbahn überschreiten.

Artikel 15.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der Frist von zwölf Monaten und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen wird gegenseitig die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr zugestanden:

1. für Gegenstände zur Reparatur;
2. für an sich zollpflichtige Muster, inbegriffen solche von Handelsreisenden, aber mit Ausnahme von Lebensmitteln, Getränken und Tabak;
3. für gezeichnete und schon gebrauchte Säcke, Kisten, Fässer (aus Holz, Eisen, Steingut oder andern Stoffen), Korbflaschen, Körbe und andere ähnliche Behältnisse, die leer eingebracht werden, um gefüllt wieder zur Ausfuhr zu gelangen, oder die leer wieder eingeführt werden, nachdem sie gefüllt ausgeführt wurden;
4. für die Werkzeuge, Instrumente und mechanischen Geräte, die ein schweizerisches Haus nach Österreich oder ein österreichisches Haus in die Schweiz einführt, um dort durch sein Personal Montierungs-, Probe- oder Reparaturarbeiten ausführen zu lassen, gleichviel, ob die genannten Gegenstände in Sendungen oder durch das Personal selbst zur Einfuhr gelangen;
5. für Maschinenteile, die zur Probe aus dem einen der beiden Länder in das andere gesandt werden;
6. für Modelle zum Gebrauch in Giessereien, aus Holz oder andern Stoffen;
7. für Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- oder Marktverkehr versandt werden.

Artikel 16.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Produzenten des einen der beiden Länder, sowie ihre Reisenden haben gegen Vorweisung einer von den Behörden ihres Landes ausgestellten Ausweiskarte und unter Beachtung der im Gebiet des andern Landes vorgeschriebenen Formalitäten das Recht, in diesem andern Land Ankäufe für ihren Handel, ihre Fabrikation oder eine andere Unternehmung zu machen und dort bei Personen oder Häusern, welche die angebotenen Waren wieder verkaufen oder sie in ihrem Beruf oder Gewerbe verwenden, Bestellungen aufzusuchen, ohne dafür irgendwelche Abgabe oder Taxe entrichten zu müssen. Sie dürfen Muster oder Modelle mit sich führen, aber keine Waren, ausser in den Fällen, in denen dies den einheimischen Handelsreisenden gestattet ist.

Edelmetallwaren, die vom Handelsreisenden lediglich als Muster zum Zwecke des Vorzeigens im Eingangsvormerkverfahren gegen Zollsicherstellung eingeführt werden und daher nicht in den freien Verkehr übergehen

dürfen, sind auf Verlangen vom Punzierungszwange zu befreien, wenn entsprechende Sicherstellung geleistet wird, die im Falle des nicht fristgemässen Wiederaustritts der Muster verfällt.

Die vertragschliessenden Teile werden sich die Formulare für die im ersten Absatz dieses Artikels erwähnte Ausweiskarte gegenseitig mitteilen.

Was den Gewerbebetrieb im Umherziehen, den Hausierhandel und das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder ein Gewerbe ausüben noch Handel treiben, betrifft, so finden die obigen Bestimmungen darauf keine Anwendung, und die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Hinsicht die volle Freiheit der Gesetzgebung vor.

Artikel 17.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des andern Teils gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Die Frage, ob und inwieweit solche Gesellschaften in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teils Grundstücke und sonstiges Vermögen erwerben können, ist nach den in diesen Gebieten geltenden Gesetzen zu bestimmen. Betreffs der Zulassung zum Betriebe ihrer Geschäfte in den Gebieten des andern Teiles haben die daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen Anwendung zu finden. In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des andern Teils dieselben Rechte geniessen, welche den als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgendeines dritten Landes zustehen oder künftig zugestanden werden.

Die erwähnten Gesellschaften und ihre Filialen, Geschäftsstellen und Agenturen dürfen im Gebiet des andern Landes keinen andern und höhern Abgaben, Taxen und Steuern unterworfen werden, unter welcher Bezeichnung dies auch geschehen möchte, als sie von den Gesellschaften des Inlands zu tragen sind.

Artikel 18.

Jedem der vertragschliessenden Teile steht es frei, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten zu ernennen, die in denjenigen Städten und Orten des andern Teils Sitz haben können, wo die Errichtung von Konsularvertretungen überhaupt zugelassen ist.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten müssen, um ihre Amtstätigkeit aufnehmen zu können, von der Regierung des Empfangsstaates das Exequatur oder irgendeine andere gültige Ermächtigung zur Amtsausübung erhalten haben. Die Regierung, die das Exequatur oder eine entsprechende Ermächtigung erteilt hat, kann dies unter Angabe der Gründe widerrufen.

Die Konsularbeamten der beiden Länder geniessen die gleichen Rechte, Begünstigungen, Freiheiten und Immunitäten, wie sie den der meistbegünstigten

Nation angehörenden Konsularbeamten gleichen Grades und gleicher Art eingeräumt worden sind oder je eingeräumt werden.

Hinsichtlich der Konsularbeamten, die nicht Angehörige des entsendenden Staates sein sollten, sowie hinsichtlich aller Honorarkonsularfunktionäre besteht Einverständnis darüber, dass sich die im vorhergehenden Absatz vereinbarten Vorrechte auf die freie Ausübung ihrer Amtstätigkeit und die Unverletzlichkeit der Konsulararchive beschränken.

Artikel 19.

Wenn über die Auslegung dieses Vertrags, mit Einschluss der Anlagen A bis E, Streitigkeiten entstehen sollten und der eine der vertragschliessenden Teile verlangt, dass sie einem Schiedsgericht zur Entscheidung vorgelegt werden, so soll der andere Teil hierzu seine Einwilligung geben, und zwar auch für die Entscheidung der Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung des Vertrags beziehe. Der Beschluss der Schiedsrichter soll verbindliche Kraft haben.

Artikel 20.

Dieser Vertrag tritt am Tag der Auswechslung der Ratifikationsurkunden, die in Bern erfolgen soll, in Kraft. Er ist für die Dauer eines Jahrs, von seinem Inkrafttreten an gerechnet, abgeschlossen. Falls er jedoch nicht drei Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt wird, gilt er stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Er kann jederzeit gekündigt werden und wird während drei Monaten, vom Tag der Kündigung an, gültig bleiben.

Zollerhöhungen des einen Teils, die nach der Unterzeichnung des vorliegenden Handelsvertrags erlassen werden und die geeignet sind, dem andern Teil gegenüber einfuhrhindernd zu wirken, sind auf dessen Wunsch zum Gegenstand von Besprechungen zu machen. Kann dabei eine Einigung über die Zollerhöhungen nicht erzielt werden, so ist der andere Teil unter Beobachtung einer dreimonatigen Kündigungsfrist jederzeit zum Rücktritt von diesem Vertrag befugt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Bern, in doppelter Ausfertigung, am sechsten Januar neunzehnhundertundsechsundzwanzig.

(L. S.) (gez.) *Stucki.* (L. S.) (gez.) *L. Di Pauli.*
(L. S.) (gez.) *Ernst Laur.*
(L. S.) (gez.) *Ernst Wetter.*
(L. S.) (gez.) *A. Gassmann.*

Anlage C.

Zusatzbestimmungen.

Zu Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich gegenseitig das Recht vor, die Einfuhr- und Ausfuhrzölle in Gold zu erheben; sie sichern sich aber in dieser Hinsicht die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu. Wenn der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile die Erhebung der Zölle in Gold anordnet, so können diese Zölle in Papiergeld des betreffenden Landes mit einem Aufgeld, das der allfälligen Entwertung des genannten Geldes entspricht, entrichtet werden.

Zu Artikel 7 und 9.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des letzten Absatzes des Artikels 7 hinsichtlich der Warenumsatzsteuer keine Anwendung finden, und dass die aus Anlass der Ausfuhr von Waren stattfindenden Vergütungen an der genannten Steuer nicht als Gewährung von Ausfuhrprämien im Sinne des ersten Absatzes des Artikels 9 anzusehen sind.

Zu Artikel 11.

Unter Frachtfuhrgewerbe im Sinne des letzten Absatzes des Artikels 11 ist die gewerbsmässige Beförderung von Gütern und Personen auf Landwegen, mit Ausschluss der Eisenbahn, zu verstehen. Unter Gewerbesteuer soll jede steuerliche Belastung des Gewerbebetriebs, einschliesslich der Besteuerung des Einkommens aus demselben verstanden werden, gleichviel ob die Steuer für Rechnung des Staates oder der Kommunen usw. erhoben wird.

Soweit der Gewerbetreibende Transporte zwischen einzelnen innerhalb der Gebiete des andern vertragschliessenden Teils gelegenen Orten vermittelt, unterliegt er der Besteuerung nach den Landesgesetzen unter Berücksichtigung der etwa bestehenden Bestimmungen zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen. Wenn der Gewerbetreibende in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teils neben dem Frachtfuhr- oder dem Schiffahrtsgewerbe einen selbständigen nicht unmittelbar durch die Ausübung dieser Gewerbe bedingten Nebenbetrieb hält oder Grundeigentum besitzt, unterliegt er hierfür ebenfalls der Besteuerung nach den Landesgesetzen ohne Einschränkung.

Beim Schiffahrtsgewerbe ist ein selbständiger Nebenbetrieb nicht darin zu finden, dass der Gewerbetreibende auf den in den Gebieten des andern Teils gelegenen Stationen die mit seinen Transportmitteln ankommenden Güter an die am Ort selbst befindlichen Empfänger unmittelbar oder an die ausserhalb befindlichen Empfänger durch Vermittlung der Eisenbahnen usw. weiter befördert und umgekehrt, dass er die zur Beförderung mit seinen Transportmitteln bestimmten Güter am Ort selbst in Empfang nehmen und zur Verladung auf seine Transportmittel bringen lässt; ebensowenig kann ein solcher Betrieb schon darin gefunden werden, dass der Gewerbetreibende mit einem in den Gebieten des andern Teils ansässigen selbständigen Spediteur eine dauernde Geschäftsverbindung unterhält.

Zu Artikel 12.

§ 1.

Als Grenzbezirke (Grenzzonen) werden auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegene Gebietsteile bis zu einer Ausdehnung von je 10 km anerkannt. Die nähere Festsetzung dieser Gebietsteile bleibt den beiden Regierungen vorbehalten, wobei in Ausnahmefällen eine Ausdehnung bis höchstens 15 km zulässig ist. Die Bewohner der Grenzbezirke sind Grenzbewohner im Sinne der Vereinbarungen.

§ 2.

Kleiner Grenz- und Marktverkehr.

1. Im beiderseitigen Einfuhrverkehr innerhalb der Grenzbezirke sind täglich einmal frei von Ein- und Ausfuhrzöllen oder irgendwelchen andern Abgaben zuzulassen:

a) in Mengen von höchstens 2 kg, bzw. 2 Litern:
Fleisch von Vieh, frisch oder einfach zubereitet;
frische Milch, saure Milch, Topfen.

b) in Mengen von höchstens 3 kg:
Müllereierzeugnisse aus Getreide;
Hülsenfrüchte;
frisches Obst, mit Ausnahme der Weintrauben;
gewöhnliches Brot oder Backwerk.

Die vorstehenden Begünstigungen beziehen sich nur auf Waren, die innerhalb des ausländischen Grenzbezirks erzeugt wurden und von Grenzbewohnern für den Bedarf des eigenen Haushalts — unter Ausschluss der Versendung durch eine Transportanstalt — im Strassenverkehr eingebracht werden.

2. Im gegenseitigen Verkehr der Grenzbezirke dürfen folgende, aus dem Grenzbezirk stammende Waren in Mengen, die den eigenen Bedarf der Grenzbewohner nicht übersteigen, frei von Ein- und Ausfuhrabgaben, unter Anmeldung bei den Zollämtern, auf den Zollstrassen über die Grenze gebracht werden.

Natürliche und künstliche Düngemittel, Flachs und Hanf in Stengeln, Grün- und Rauhfutter (Futterkräuter, Heu, Häckerling), Stroh, Waldstreu, Moos, Riedstreu, gemeiner Bausand, Kieselsteine, gemeine Ton- und Töpfererde, Torf und Moorerde.

Mit Bewilligung der Zollverwaltung dürfen diese Waren auf bestimmten Grenzstrecken, wo dies die örtlichen Verhältnisse wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, auch auf Nebenwegen über die Grenze gebracht werden.

3. Getreide, Ölsamen, Hanf, Flachs, Holz, Lohe und ähnliche landwirtschaftliche Erzeugnisse, die von Grenzbewohnern zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben oder dgl. in den jenseitigen Grenzbezirk verbracht und im verarbeiteten Zustand zurückgeführt werden, bleiben unter den im Einzelfall festzusetzenden Kontrollbedingungen frei von Ein- und Ausfuhrabgaben.

Die Mengen der aus diesen Rohstoffen erzeugten Produkte, die wieder eingeführt werden dürfen oder wieder ausgeführt werden müssen, sind erforderlichenfalls von den beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen festzusetzen.

4. Zur Erleichterung des Verkehrs der beiderseitigen Grenzbewohner mit Gegenständen des eigenen Bedarfs, die zur handwerksmässigen Bearbeitung aus einem Grenzbezirk in den gegenüberliegenden gebracht werden und zurückkommen, werden die beiderseitigen Grenzzollämter ermächtigt werden, diesen Verkehr in beiden Richtungen zuzulassen, wenn die örtlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse ihn erfordern. Der handwerksmässigen Bearbeitung ist die häusliche Lohnarbeit gleichzustellen. Die handwerksmässige Bearbeitung darf bei Garnen und Geweben auch im Färben bestehen. Im Bearbeitungsverkehr mit Stoffen zur Herstellung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

5. Zubereitete Arzneiwaren, welche Grenzbewohner gegen Rezepte von den laut Übereinkunft vom 29. Oktober 1885 zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzten und Tierärzten in, den Verhältnissen der Beziehenden entsprechenden, kleinen Mengen aus benachbarten Apotheken holen oder welche die genannten Sanitätspersonen nach Zulass der bezüglichen in dem betreffenden Gebiet geltenden Sanitätsvorschriften mit sich führen, dürfen, unter Vorbehalt der Anmeldung beim Zollamt, ohne besondere Bewilligung frei von Abgaben über die erlaubten Zollstrassen, in dringenden Fällen unter Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse auch auf Nebenwegen, eingebracht werden. Bei einfachen, zu Medizinalzwecken dienenden Drogen und einfachen pharmazeutischen und chemischen Produkten, die auf der Umhüllung eine genaue und deutliche pharmazeutische Bezeichnung tragen und nach den in den betreffenden Gebieten geltenden Bestimmungen im Handverkauf verabreicht werden dürfen, wird überdies von dem Erfordernisse der Beibringung von Rezepten abgesehen.

6. Die im Grenzbezirk ansässigen Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufes die Grenze mit Pferdefuhrwerken, und wenn sie mit besondern zollamtlichen Legitimationskarten ausgestattet sind, auch mit Fahrrädern, Motorrädern oder Automobilen, ohne jeweilige Stellung zu einem Zollamt und ohne Beschränkung auf die Tageszeit, in dringenden Fällen auch auf Nebenwegen, überschreiten. Nähere Anordnungen bezüglich dieser Erleichterungen werden die beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen treffen.

§ 3.

Landwirtschaftlicher Grenzverkehr.

1. Vieh, das auf nahe Weideplätze geführt und noch am selben Tag wieder zurückgebracht wird, bleibt gegen Anmeldung der Viehbestände durch die in Betracht kommenden Grenzbewohner und Festsetzung der Auf- und Abtriebstunden, ohne Einleitung des Vormerkverfahrens, frei von Abgaben.

Für diesen Verkehr sind die von den zuständigen Verwaltungsbehörden im gegenseitigen Einvernehmen als Viehtriebwege bezeichneten Strassen einzuhalten.

2. Unter Vorbehalt der zollamtlichen An- und Abmeldung und der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung, sowie der Bestimmung von Ziffer 1, Absatz 2, werden frei von Ein- und Ausfuhrabgaben belassen:

a) Vieh zum Verwiegen, zum Belegen, zum Beschneiden, zur tierärztlichen Behandlung oder zur vorübergehenden Arbeit im Fusstrieb, sowie landwirtschaftliche Maschinen und Geräte zur vorübergehenden Benützung;

b) Ochsen, Kühe und Jungviehtiere, die auf eine bestimmte, vom Beteiligten festzusetzende Frist, die zwei Jahre nicht überschreiten darf, aus österreichischem Gebiet nach dem Samnaunertal zur Verwendung als Arbeitsvieh eingeführt werden.

3. Rohe Bodenprodukte und Erzeugnisse der Viehzucht jenes Teils grenzdurchschnittener Besitzungen, der durch den Zug der Grenze von den Wohn- und Wirtschaftsgebäuden getrennt ist, bleiben beim Transporte in diese Wohn- und Wirtschaftsgebäude frei von allen Ein- und Ausfuhrzöllen oder irgendwelchen andern Abgaben.

Die gleiche Begünstigung gilt für das zu diesen Besitzungen gehörende Vieh und die Wirtschaftsgeräte, die von einem Teil der Besitzungen in den andern gebracht werden, sowie für die zur Bestellung mit Feldfrüchten erforderliche Aussaat.

4. Grenzbewohner, die diesseits der Grenze ihren Wohnsitz haben und im jenseitigen Grenzbezirk auf eigenen oder gepachteten Äckern oder Wiesen oder sonst, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnorts, Feldarbeiten zu verrichten haben, können das für diese Arbeiten erforderliche Vieh und Gerät, die erforderliche Aussaat und die auf den bearbeiteten jenseitigen Grundstücken gewonnenen rohen Bodenprodukte, mit Ausnahme der Weintrauben, frei von Ein- oder Ausfuhrabgaben über die Grenze bringen. Die Verbringung über die Grenze kann gegen vorherige zollamtliche Anmeldung oder gegen Spezialbewilligung ausnahmsweise auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die örtlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeiten es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzbezirk an demselben Tag zurückkehrt, an dem er ihn betreten hat. Die Beförderung von Vieh ist jedoch nur auf solchen Wegen zulässig, die im gegenseitigen Einvernehmen von den zuständigen Verwaltungsbehörden als Viehtriebwege bestimmt werden.

5. Grenzbewohner, welche auf Grund von Dienstverträgen in der Nähe ihres Wohnsitzes in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben des jenseitigen Grenzbezirks zeitweilig land- oder forstwirtschaftliche Arbeiten verrichten, können, wenn sie aus dem jenseitigen Grenzbezirk regelmässig spätestens vor Ablauf des 6. Tages nach Betreten des Arbeitsorts in ihren Wohnort zurückkehren, bei Beobachtung der zur Zollsicherung getroffenen behördlichen

Anordnungen ungehindert die Zollgrenze auch auf Nebenwegen überschreiten und die zur Arbeit erforderlichen Geräte zoll- und abgabenfrei über die Grenze bringen.

Die für solche Arbeiter in ihrem Wohnort zubereiteten Speisen können ihnen ebenfalls zoll- und abgabenfrei über die Grenze zugetragen werden, vorausgesetzt, dass der Zuträger noch an demselben Tag, an dem er den jenseitigen Grenzbezirk betreten hat, zurückkehrt.

§ 4.

Allgemeiner Grenzverkehr.

1. Beim Eingang an Bewohner der inländischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone bleiben gegen Nachweis der Erzeugung in der ausländischen Grenzzone von allen Ein- und Ausgangszöllen befreit:

Äpfel, Birnen, Quitten und Zwetschgen,

unverpackt, auch in abgeteilten, mit Stroh oder Papier belegten oder ausgeschlagenen Wagen, oder in Säcken oder offen in Kisten oder Körben.

Nachstehende Waren, die nachweislich in der österreichischen Grenzzone erzeugt worden sind und an Bewohner der schweizerischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone eingehen, werden zu folgenden Zollsätzen zugelassen:

Nr. des schweiz. Tarifs	Warenbezeichnung	Zollsatz Fr. per q
aus 116	Obstwein (Most) in Fässern	3.—
	Dachziegel:	
	— roh oder engobiert	
647	— — Falzziegel	1.50
648	— — andere	1.50
	Backsteine:	
	— roh oder engobiert	
651	— — ungelocht oder quergelocht	—.80
	— — längsgelocht	
652	— — — von 30 cm Länge und darunter . .	1.50
653	— — — andere; Hourdis	1.50

Obstwein und Obstmost aus Äpfeln und Birnen in Fässern, der nachweislich in der schweizerischen Grenzzone erzeugt worden ist und an Bewohner der österreichischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone eingeht, wird zum Zollsatz von 3 K. für 100 kg zugelassen.

Solange als das Fürstentum Liechtenstein durch einen Zollanschlussvertrag mit der Schweiz verbunden ist, wird Österreich jährlich über einvernehmlich festzusetzende Zollämter:

1. 500 q liechtensteinischen Sauerkäse zollfrei,

2. 200 q gemuckerte Ofenkacheln zum Zollsatz von 1 K. 10 für 100 kg gegen Nachweis des liechtensteinischen Ursprungs durch ein Zeugnis der Behörde des Erzeugungsorts zulassen.

2. Bei der Einfuhr in die Schweiz gelten für die nachstehenden Waren, welche nachweislich innerhalb der österreichischen Grenzzone erzeugt worden sind, folgende Jahreskontingente und Zollsätze:

Nr. des schweiz. Tarifs	Warenbezeichnung	Kontingent in q	Zollsatz Fr. per q
	Fische:		
	— frisch oder gefroren		
87 a	— — Süsswasserfische	250	2.—
	Bau- und Nutzholz:		
240	— abgebunden	4000	6.—
	— Fertige Bodenteile aller Art für Parketterie:		
242	— — unverleimt	1000	15.—
256 a/c	Küfer- und Küblerwaren, montiert oder demontiert, ohne oder mit Eisenbeschlägen	150	20.—
aus 585	Unzerkleinerter Kies und Sand in offenen Wagen oder Schiffsladungen . .	500,000	frei
aus 586	Gebrochener Walzschotter aus Gault .	50,000	0,06
aus 588	Rohe Bruchsteine aus Gault . . .	100,000	0,05
aus 817	Kupfer- oder Messingschalen, roh, ausgeschlagen zu Pfannen und Kesseln	50	10.—

Bei der Einfuhr in die Schweiz wird über die Zollämter Buchs und St. Margrethen Bau- und Nutzholz aus Nadelholz, in der Längenrichtung gesägt oder gespalten, auch fertig behauen, anderes als Schwellen (Nr. 237 des schweizerischen Tarifs), gegen Nachweis des Ursprungs aus dem Bundesland Vorarlberg bis zu einer Jahreshöchstmenge von 80,000 q zum Zollsatz von Fr. 1.70 per q zugelassen.

Grobe wollene Strumpfwaren, Strümpfe, Socken, Handschuhe u. dgl., aus dem Paznauner-, Montafoner- und Stanzertal, sowie in diesen Tälern erzeugte Loden am Stück werden beim Eingang in die Schweiz über die Zollämter St. Margrethen, Buchs und Martinsbruck, welche mit Mustern dieser Waren versehen sind, gegen Nachweis ihres Ursprungs durch Bescheinigung der Behörde ihres Erzeugungsorts, in einer Jahresmenge von 40 q Strumpfwaren zum Zollsatz von Fr. 200.— per q und von 80 q Loden zum Zollsatz von Fr. 150.— per q zugelassen. Werden die erwähnten Waren von Händlern oder Hausierern selbst mitgeführt, so wird nicht gefordert, dass eine spezielle Ursprungsbescheinigung für die jedesmal vorgeführte Menge ausgestellt sei, sondern es wird bei Übereinstimmung der charakteristischen Merkmale der Ware mit den beim Zollamt befindlichen Mustern eine Bescheinigung der Behörde des Erzeugungsorts über die Gesamtmenge der betreffenden Waren, welche der Händler oder Hausierer aus den Erzeugungsorten mitführte, für ausreichend angesehen.

Beim Eingang in die Schweiz über einvernehmlich festzustellende Zollämter werden gegen Nachweis des Ursprungs aus den Bundesländern Ober-

österreich oder Vorarlberg zugerichtete Pflastersteine (Nr. 587 des schweizerischen Tarifs) bis zu einer Jahreshöchstmenge von 25,000 q zum Zoll satz von 20 Rp. per q zugelassen.

§ 5.

Allgemeine Bestimmungen.

1. Die beiden Regierungen behalten sich die Kontrolle über die Einhaltung der Zusatzbestimmungen zu Art. 12, sowie die Befugnis zur Aufhebung oder Einschränkung dieser Begünstigungen im Fall von Hintergehungen vor.

2. Die Begünstigungen dieses Übereinkommens erstrecken sich nicht auf die Erzeugnisse, welche die Staatsmonopole eines der vertragschliessenden Teile bilden oder zur Erzeugung von monopolisierten Waren bestimmt sind; für diese bleiben die einschlägigen Bestimmungen vorbehalten.

Ebenso sollen durch die in den vorstehenden Bestimmungen für den Grenzverkehr getroffene Regelung die in den beiden Staaten jeweils bestehenden sonstigen Einschränkungen der Verkehrsfreiheit, sowie die polizeilichen Vorschriften über den Grenzübertritt nicht berührt werden.

Zu Artikel 15.

Zur Feststellung der Nämlichkeit der Waren werden die amtlichen Erkennungszeichen, welche beim Ausgang aus einem der beiden Länder auf Waren, die Gegenstand eines Freipasses oder einer Vormerkung sind, eventuell angebracht wurden, von den Stellen des andern Landes anerkannt. Immerhin haben die Zollstellen der beiden Länder das Recht, noch ihre Erkennungszeichen anzubringen, wenn sie dies für notwendig erachten. Die Wiederausfuhr der Muster von Handelsreisenden und gebrauchter Umschliessungen darf auch über ein anderes als das Zollamt der Einfuhr erfolgen, ohne dass bei Mustersendungen der Handelsreisende anwesend zu sein braucht.

Zu Artikel 19.

Über die Zusammensetzung und das Verfahren des Schiedsgerichts wird folgendes vereinbart:

1. Das Gericht besteht aus drei Mitgliedern. Jeder der beiden Teile hat innerhalb vierzehn Tagen nach der Notifikation des Schiedsgerichtsbegehrens einen der Richter zu ernennen.

   Diese beiden Schiedsrichter wählen den Obmann, der weder Angehöriger eines der beiden Staaten sein noch auf deren Gebiet wohnen oder in deren Dienst stehen darf. Wenn sie sich über die Wahl des Obmanns nicht innerhalb acht Tagen einigen können, so ist seine Ernennung unverzüglich dem Präsidenten des Verwaltungsrats des ständigen Schiedsgerichtshof im Haag anzuvertrauen.

   Der Obmann ist Vorsitzender des Gerichts; dieses wird seine Entscheide mit Stimmenmehrheit treffen.

2. Für den ersten Schiedsgerichtsfall soll das Schiedsgericht im Gebiet desjenigen Teils Sitzungen halten, der sich zu verteidigen hat, für den zweiten Fall im Gebiet des andern Teils und so weiter abwechselnd im einen und andern Staatsgebiet in einer Stadt, die jeweilen das Land des Sitzes zu bezeichnen hat. Dieses hat für die Lokalitäten zu sorgen, sowie das für die Arbeiten des Schiedsgerichts erforderliche Bureau- und Dienstpersonal zu stellen.
3. Die vertragschliessenden Teile werden sich in jedem einzelnen Fall oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. Mangels einer solchen Verständigung soll das Verfahren vom Gericht selbst bestimmt werden. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn von keinem der Teile hiergegen Einwendungen erhoben werden; in diesem Fall finden die Bestimmungen von Ziffer 2 hiervor nur insoweit Anwendung, als es die Umstände erfordern.
4. Für die Vorladung und die Anhörung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden eines jeden der vertragschliessenden Teile auf ein Begehren des Schiedsgerichts an die Regierung des Landes, in dem die erwähnte Vorladung oder Anhörung vorzunehmen ist, ihren Beistand in gleicher Weise leisten wie bei Inanspruchnahme durch die Zivilgerichte des Landes.

Zu Anlage A.

(Zölle bei der Einfuhr in das österreichische Zollgebiet.)

Die Zölle der Nr. 202 verstehen sich für die Dauer des der Tschechoslowakischen Republik von Österreich gewährten zollfreien Veredlungsverkehrs zur Herstellung von Seidengeweben.

Im Fall der Aufhebung dieses Veredlungsverkehrs werden für Gewebe der Nr. 202 folgende Vertragszölle zur Anwendung gelangen:

	Kronen für 100 kg
a) ungemustert, glatt (nicht fassoniert):	
1. ungefärbt	700.—
schwarz gefärbt	750.—
2. andersfarbig oder buntgewebt	850.—
3. bedruckt	1050.—
b) gemustert, fassoniert:	
1. ungefärbt	850.—
schwarz gefärbt	900.—
2. andersfarbig oder buntgewebt	1000.—
3. bedruckt	1200.—
c) bestickt	1400.—

Anlage D.

Vereinbarung über den Stickereiveredlungsverkehr zwischen der Schweiz und dem Bundesland Vorarlberg.

Unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr, bzw. die Wiedereinfuhr spätestens innerhalb der ersten sechs Monate des auf die Ein-, bzw. Ausfuhr folgenden Jahres stattfindet und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen bleiben

Gewebe, ungesäumte und gesäumte Tüchli, die von der Schweiz nach Vorarlberg zum Besticken
oder zum Besticken und Fertigstellen eingeführt werden, wobei unter Fertigstellen Ausschneiden und Ausrüsten oder auch nur Ausschneiden oder Ausrüsten verstanden wird,

sowie Kettenstichstickereien (Vorhangartikel), die von der Schweiz nach Vorarlberg zum Bleichen eingeführt werden,

Gewebe, ungesäumte und gesäumte Tüchli, die von Vorarlberg nach der Schweiz zum Besticken eingeführt werden,

sowie Plattstichstickereien, die von Vorarlberg nach der Schweiz zum Bleichen eingeführt werden,

um hierauf in das Versandland zurückgeführt zu werden, von allen Ein- und Ausfuhrzöllen befreit. Für die Vormerkkontrolle wird beiderseits keine ausserordentliche Gebühr erhoben.

Zu diesem Stickereiveredlungsverkehr sind die in der Schweiz und in Vorarlberg etablierten oder ansässigen Geschäftshäuser und Personen unter den gleichen Bedingungen zugelassen, und es begründet insbesondere auch hinsichtlich der Zulassung zu den zollamtlichen Deklarationen der Umstand keinen Unterschied, ob die betreffenden Personen Angehörige des einen oder des andern vertragschliessenden Teils seien und ob dieselben als Vollmachtträger von Auftraggebern in der Schweiz oder in Vorarlberg handeln.

Der zollfreie Stickereiveredlungsverkehr erstreckt sich auch auf das zum Besticken der Stickstücke notwendige Stickmaterial.

Unverwendet zurückkehrendes, aus der Schweiz nach Vorarlberg oder aus Vorarlberg nach der Schweiz im Stickereiveredlungsverkehr zum Versticken ausgeführtes Stickmaterial wird zollfrei wieder eingelassen werden. Nachbezüge vom Stickmaterial zum Sticken sind im Bedürfnisfall beiderseits zollfrei gestattet.

Ganze oder halbe Sticketen (Coupons), welche wegen fehlerhafter Ausführung nochmals zum Nachsticken versendet werden, sollen vom Stickereiveredlungsverkehr nicht ausgeschlossen sein.

Die im Stickereiveredlungsverkehr ein- und wieder ausgeführten, zu den Stickstücken gehörende Stickmusterblätter (Kartons) werden beiderseits zollfrei abgefertigt werden.

Anlage E.

Tierseuchenübereinkommen.

Artikel 1.

Die Bewohner der in den Grenzbezirken (Grenzzonen) gelegenen Ortschaften können mit ihren eigenen Tieren zur Vornahme landwirtschaftlicher Arbeiten, zur Ausübung ihres Gewerbes, zum Belegen, Verschneiden, Verwiegen oder zur tierärztlichen Behandlung die Grenze jederzeit nach beiden Richtungen überschreiten.

Jede Vertragspartei wird diesen nachbarlichen Grenzverkehr in einem möglichst einfachen Verfahren regeln.

Artikel 2.

Im gegenseitigen Verkehr über die Grenze werden unter der Bedingung der Wiederausfuhr bzw. Wiedereinfuhr die Sömmerung und Bestossung von Alpweiden gestattet, sofern die Tiere von amtlichen Gesundheitsscheinen begleitet sind.

Jede Vertragspartei wird von Jahr zu Jahr bestimmen, auf welche Grenzgebiete sich die Besetzung durch Tiere aus dem Gebiet des andern Landes zu erstrecken hat, und dies sowie die zulässige Höchstdauer der Besetzung der andern Vertragspartei rechtzeitig zur Kenntnis bringen.

Für die Durchführung der Sömmerung und Alpbestossung über die Grenze gelten die nachfolgenden Bestimmungen der Art. 3 bis 7.

Artikel 3.

Die Tiere müssen 20 Tage vor dem Grenzübertritt beim Vorsteher der Gemeinde, in die sie verbracht werden sollen, schriftlich angemeldet werden.

Die Anmeldung muss enthalten:

a) Namen, Vornamen und Wohnort des Tierbesitzers;
b) Tiergattung;
c) Anzahl der Tiere jeder Gattung;
d) Standort der Tiere zur Zeit der Anmeldung;
e) die Gemeinde und die Weide, wohin die Tiere getrieben werden sollen;
f) den von den Tieren zurückzulegenden Weg zum Weideplatz, sowie die Art und Weise, wie dieser bezogen werden soll (Auftrieb zu Fuss oder Beförderung mit der Eisenbahn usw.);
g) Eingangszollamt des Bestimmungslandes und Tag des Grenzübertrittes.

Der Gemeindevorsteher hat von der Anmeldung Kenntnis zu nehmen und sie unverzüglich an die von jeder Vertragspartei zu bezeichnende zuständige Stelle weiterzuleiten.

Artikel 4.

Der Grenzübertritt hat soweit tunlich an einem Zollamt, sonst möglichst nahe bei einem solchen zu erfolgen.

Beim Grenzübertritt müssen die Tiere von Gesundheitsscheinen begleitet sein, die höchstens 5 Tage zuvor von amtlichen Tierärzten ausgestellt worden sind und bezeugen, dass die Tiere gesund sind und dass in der Herkunftsgemeinde seit wenigstens 40 Tagen keine auf die betreffende Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Seuche vorgekommen ist.

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Bläschenausschlag, Rotlauf und Wutkrankheit, sowie von Tuberkulose bildet, wenn diese Seuchen mit Ausnahme der Tuberkulose, nicht in Höfen vorkommen, aus denen die Tiere aufgetrieben werden, für die Ausstellung eines derartigen Gesundheitsscheines kein Hindernis, ist jedoch darauf zu vermerken.

An der Grenze sind die Tiere von einem amtlichen Tierarzt zu besichtigen, der ihre Begleitpapiere prüft und ihren Gesundheitszustand untersucht.

Sind die Begleitpapiere in Ordnung und gibt der Gesundheitszustand der Tiere zu keinem seuchenpolizeilichen Bedenken Anlass, so gestattet der amtliche Tierarzt den Übertritt über die Grenze. Die Gesundheitsscheine werden von ihm vidiert und von der zuständigen Behörde in Verwahrung genommen.

Artikel 5.

Die Gesundheitsscheine können für eine Mehrzahl von Tieren ausgestellt werden, sofern alle Tiere demselben Besitzer gehören und in die gleiche Gemeinde geführt werden. In andern Fällen ist für jedes Tier ein besonderer Schein notwendig.

Artikel 6.

Jeder Besitzer hat den Zollbehörden beider Vertragsparteien ein doppelt ausgefertigtes und eigenhändig unterzeichnetes Verzeichnis der Tiere zu übergeben.

Soweit es sich um Grossvieh handelt, sind die einzelnen Tiere nicht bloss nach Gattung, sondern auch nach Geschlecht, Alter und besondern Kennzeichen, wie namentlich auch Trächtigkeit, genau anzugeben.

Artikel 7.

Bei der Heimkehr der Tiere händigt der amtliche Tierarzt die Gesundheitsscheine dem Begleitpersonal wieder aus. Er vermerkt auf ihnen den Tag des Rückübertritts, sowie Angaben über den Gesundheitszustand der Tiere und die seuchenunbedenkliche Herkunft. Wenn während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teil der Herden oder in einem Ort auftritt, durch den die Rückkehr der Tiere erfolgen soll, so ist die Rückkehr nach dem Gebiet des andern Teils untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung usw.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der Tiere nur unter Anwendung von Sicherheitsmassnahmen erfolgen, welche die massgebenden Behörden zur Verhinderung der Seuchenverschleppung einvernehmlich festlegen.

Artikel 8.

Der tägliche Weidgang ist gestattet, sofern die Tiere mit Gesundheitsscheinen versehen sind. Die beiden vertragschliessenden Teile behalten sich vor, für den Nämlichkeitsnachweis der aus ihrem Gebiete stammenden Tiere die Kennzeichnung mit metallenen Ohrmarken vorzuschreiben.

Die Besitzer haben den Zollbeamten von allen zur Weide gehenden Tieren eine eigenhändig unterzeichnete Liste mit genauer Beschreibung zu übergeben.

Während des Weidgangs sind die Tiere periodischen Untersuchungen durch einen amtlichen Tierarzt in ihrem Herkunftsstandort zu unterziehen.

Artikel 9.

Beim Ausbruch oder dringendem Verdacht von Seuchen steht es jeder Vertragspartei frei, nach Massgabe ihrer Tierseuchengesetzgebung für den in den vorstehenden Artikeln bezeichneten Verkehr einschränkende Verfügungen zu treffen.

Artikel 10.

Abgesehen von den im Vorstehenden besonders geregelten Verhältnissen werden auf den gegenseitigen Verkehr mit Tieren des Rinder-, Schaf-, Ziegen- und Schweinegeschlechts sowie mit Einhufern, ferner mit tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen, sowie mit Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, die Bestimmungen der Seuchengesetzgebungen der beiden Vertragsparteien Anwendung finden.

Insbesondere unterliegen Tiere, die aus dem Gebiete der einen nach dem Gebiete der andern Vertragspartei eingeführt werden sollen, der tierärztlichen Grenzkontrolle; sie müssen mit Gesundheitsscheinen gedeckt sein, die von einem amtlichen Tierarzte ausgestellt worden sind und bezeugen, dass diese Tiere gesund sind und aus einer Gegend kommen, in welcher seit wenigstens 40 Tagen keine auf die betreffende Tiergattung übertragbare Seuche vorgekommen ist.

Artikel 11.

Die unmittelbare Durchfuhr von Haustieren jeder Art aus dem Gebiete des einen durch das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils unterliegt keiner Beschränkung, wenn die Tiere mit den im Ursprungsland gesetzlich vorgeschriebenen Bescheinigungen der individuellen Gesundheit und seuchenunbedenklichen Herkunft gedeckt sind, an der Grenze frei von jeder auf die betreffende Tiergattung übertragbaren anzeigepflichtigen Krankheit befunden werden und Sicherheit besteht, dass das Bestimmungsland und etwaige Durchfuhrländer die Transporte übernehmen.

Die unmittelbare Durchfuhr von tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus dem Gebiet des einen durch das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils auf der Eisenbahn in plombierten umschlossenen Wagen ist ohne Beschränkung zulässig.

Artikel 12.

Die unmittelbare Durchfuhr von Haustieren jeder Art aus dritten Ländern nach dem Gebiet oder durch das Gebiet einer der beiden Vertragsparteien wird unter folgenden Bedingungen gestattet werden:

a) Die Transporte sind zum voraus zwecks Erteilung der Durchfuhrbewilligung amtlich anzumelden. In der Anmeldung sind anzugeben die Zahl und Gattung der Tiere, deren Herkunfts- und Bestimmungsort, die Ein- und Ausgangsstation.

b) Die Tiere müssen von amtlichen Gesundheitsscheinen begleitet sein.

c) Beim Eintritt der Tiere in das Gebiet derjenigen Vertragspartei, durch welches die Durchfuhr stattfinden soll, wird eine amtstierärztliche Untersuchung vorgenommen. Wird dabei festgestellt, dass Tiere an einer anzeigepflichtigen Seuche erkrankt sind, so ist der Transport zurückzuweisen.

d) Ist der Transport von der einen Vertragspartei zur Durchfuhr angenommen worden, so ist die andere Vertragspartei verpflichtet, ihn an der Grenze ohne Rücksicht auf den Gesundheitszustand der Tiere zu übernehmen.

e) Der Transit kann gegenüber einem Land gesperrt werden, wenn dies wegen des Seuchenstandes auch für die Einfuhr geschehen ist.

Die unmittelbare Durchfuhr von tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen, sowie von Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus dritten Ländern nach dem Gebiet oder durch das Gebiet einer der beiden Vertragsparteien wird in plombierten Wagen ohne Beschränkungen gestattet werden, falls Sicherheit besteht, dass das Bestimmungsland und etwaige Durchfuhrländer die Transporte übernehmen.

Die beiden Vertragsparteien werden sich stets rechtzeitig und zwar auf telegraphischem Weg, alle auf diesen Verkehr bezughabenden Verbote und Beschränkungen bekanntgeben.

Artikel 13.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, gemäss ihren landesrechtlichen Vorschriften alle zweckdienlichen Massnahmen zur Vermeidung der Verschleppung von Tierseuchen zu treffen.

Insbesondere verpflichten sie sich, die Desinfektion der für den Tierverkehr benutzten Transportmittel mit aller Sorgfalt vorzunehmen.

Artikel 14.

Die Vertragsparteien werden sich über den Seuchenstand gegenseitig fortlaufend unterrichten. Die amtlichen Berichte hierüber sind mindestens alle 14 Tage mit möglichster Raschheit unmittelbar umzutauschen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest oder Lungenseuche, oder in den Grenzgebieten die Maul- und Klauenseuche ausbricht, wird die zuständige Zentralbehörde des andern Teils von dem Ausbruch und der Verbreitung der Seuche sofort auf telegraphischem Wege direkt verständigt werden.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich ausserdem die Grenzbezirksbehörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wird bei Tieren, die aus dem Gebiet der einen nach dem Gebiet der andern Vertragspartei eingeführt werden, nach erfolgtem Grenzübertritt eine Seuche festgestellt, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem andern vertragschliessenden Teil unverweilt zuzusenden.

Artikel 15.

Das vorliegende Übereinkommen bezieht sich auch auf das Fürstentum Liechtenstein, solange dieses mit der Schweiz durch einen Zollanschlussvertrag verbunden ist.

64.

SUISSE, ESPAGNE.

Echange de Notes concernant la communication réciproque des sentences de condamnation criminelle; du 9 janvier 1926.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1926, No. 5.

Auf Grund der am 9. Januar 1926 zwischen dem schweizerischen Gesandten in Madrid und dem kgl. spanischen Staatsminister gewechselten Noten haben der schweizerische Bundesrat und die kgl. spanische Regierung, mit Wirkung ab 9. Januar 1926, folgende Vereinbarung getroffen, die bis zur Übermittlung der Rücktrittserklärung durch eine der beiden Regierungen Geltung haben soll:

1. Der schweizerische Bundesrat und die kgl. spanische Regierung werden sich in Zukunft gegenseitig und kostenlos alle Strafurteile mitteilen, welche in einem der beiden Staaten gegen einen Angehörigen des andern Staates gefällt wurden wegen solcher Verbrechen oder Vergehen, die in Art. 1 des Auslieferungsvertrages zwischen der Schweiz und Spanien vom 31. August 1883 vorgesehen sind.

2. Die Mitteilungen erfolgen auf diplomatischem Wege, und zwar hinsichtlich der in der Schweiz gefällten Urteile an die kgl. spanische Gesandtschaft in Bern und hinsichtlich der in Spanien gefällten Urteile an die schweizerische Gesandtschaft in Madrid. Sie werden in der Sprache des urteilenden Gerichts, auf Formularen, welche folgende Angaben enthalten sollen, abgefasst:

I. Familienname (Für Frauen, welche mit Schweizerbürgern verheiratet sind und daher den Familiennamen des Ehegatten angenommen haben, ist sowohl der Mädchenname als der Name des Ehegatten anzugeben).

II. Alle Vornamen.
III. Name des Vaters.
IV. Name der Mutter.
V. Geburtsdatum (Tag, Monat, Jahr).
VI. Geburtsort.
VII. Heimatort.
VIII. Name des Gatten.
IX. Beruf.
X. Datum des Urteils.
XI. Urteilendes Gericht.
XII. Bezeichnung des Deliktes.
XIII. Ausgesprochene Strafe.

65.

FRANCE, BELGIQUE.

Arrangement en vue de simplifier les formalités de transit pour les émigrants traversant les territoires respectifs; signé à Paris, le 27 janvier 1926.*)

Journal officiel du 21 avril 1926.

Arrangement.

Dans un but humanitaire et pour simplifier les formalités de transit pour les émigrants traversant leurs territoires respectifs, le Gouvernement Français et le Gouvernement Belge sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les deux Gouvernements reconnaîtront comme valables, pour le passage en transit sur leurs territoires respectifs, les cartes spéciales pour le transit qui sont remises aux émigrants soit par les autorités de chacun des deux pays, soit par les agents d'émigration ou les compagnies ayant obtenu des autorités du pays d'embarquement l'autorisation d'engager et de transporter des émigrants et de délivrer lesdites cartes. Ces cartes doivent être remises gratuitement aux émigrants et dispensent ceux-ci du visa consulaire.

Art. 2.

L'Etat dans lequel se trouve le port d'embarquement s'engage à faire supporter par les agents d'émigration et les compagnies de navigation autorisés sur son territoire les frais résultant pour l'autre Etat du fait d'émigrants abandonnés ou égarés durant le transit ou refoulés par le pays de destination.

La responsabilité des agents et des compagnies se trouve notamment engagée dans les cas suivants:

Si l'émigrant n'a pas de billet de passage.

S'il n'a pas les moyens de subvenir à ses besoins au cours du voyage de terre durant le transit et tombe à la charge de la bienfaisance publique.

S'il ne remplit pas les conditions d'hygiène, de moralité et autres exigées par les règlements du pays de destination et des pays de transit.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 28 mars 1926.

Art. 3.

Les services d'émigration des deux pays sont autorisés à se mettre d'accord sur l'aide qu'ils devront se prêter mutuellement pour faire respecter les engagements contractés par les agents et les compagnies ayant remis les cartes d'émigrants. Ces services sont autorisés à communiquer directement entre eux à cet effet.

Art. 4.

Les deux Gouvernements se notifieront au début de chaque année la liste des agents d'émigration et des compagnies autorisées sur leurs territoires respectifs à engager et à transporter les émigrants et se tiendront au courant de toutes les modifications apportées à cette liste. Ils se remettront le type de la carte d'émigrants en usage sur leur territoire, en nombre suffisant pour les besoins de leurs services respectifs.

Art. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Il aura une durée d'un an et sera tacitement renouvelable jusqu'à dénonciation, qui devra être notifiée six mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 27 janvier 1926.

(L. S.) Signé: *A. Briand.*
(L. S.) Signé: *E. de Gaiffier.*

66.

DANEMARK, FINLANDE, ISLANDE, NORVÈGE, SUÈDE.

Convention concernant la navigabilité et l'équipement des navires; signée à Copenhague, le 28 janvier 1926.*)**)

Dansk Lovtidenden — A. 1926, No. 31.

Konvention angaaende Skibes Sødygtighed og Udrustning.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island; Præsidenten for Republiken Finland; Hans Majestæt Kongen af Norge; Hans Majestæt Kongen af Sverige:

har i Erkendelse af, at de nordiske Stater staar med en effektiv og paa fuldt ud tidssvarende Maade organiseret Skibskontrol og med nærmere tekniske

---

*) Les ratifications ont été déposées à Copenhague par le Danemark le 3 mars 1926, par la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède le 17 juin 1926.

**) Rédigé en cinq langues. Nous ne reproduisons que le texte danois.

Forskrifter herom, der er nøje beslægtede og paa visse Punkter fælles, og efter at en Konference i København af Delegerede for de nævnte Stater har overbevist sig om, at de respektive Landes Lovregler og administrative System paa fuldt tilfredsstillende Maade fyldestgør de Fordringer, der for Tiden maa stilles til en betryggende Kontrol med Skibes Sødygtighed, besluttet at afslutte en Konvention om fuld gensidig Anerkendelse af de respektive Bestemmelser og Certifikater angaaende Kontrollen med Skibes Sødygtighed og Udrustning med det Formaal

at lette Samkvemmet paa Søen mellem de kontraherende Stater indbyrdes og

at fremmede kontraherende Staters Samarbejde med Henblik paa den videre Udvikling af internationalt anerkendte Bestemmelser paa det omhandlede Omraade,

og har i dette Øjemed til deres Befuldmægtigede udnævnt:

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

For Danmark:

Carl Poul Oscar Greve Moltke, Hans Udenrigsminister;

For Island:

Hr. Jon Krabbe, Islands Chargé d'Affaires i København, Kommitteret i Udenrigsministeriet;

Præsidenten for Republiken Finland:

Hr. Eduard Hjalmar Palin, Republikens Chargé d'Affaires ad interim i København;

Hans Majestæt Kongen af Norge:

Hr. Hans Emil Huitfeldt, Hans overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København;

Hans Majestæt Kongen af Sverige:

Hans Joachim Baron Beck-Friis, Hans overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København;

hvilke befuldmægtigede efter at have meddelt hverandre deres Fuldmagter, der befandtes i god og behørig Form, har vedtaget følgende Konvention:

Artikel I.

Enhver af de kontraherende Stater anerkender fuldtud de øvrige Signatarlandes Forskrifter om den offentlige Kontrol med Skibes Sødygtighed, herunder saavel Tilsynet som Forskrifterne om Bygning, Indretning og Udrustning af Skibe af enhver Art og Størrelse.

Som Følge heraf skal et Skib, som er hjemmehørende i et af Signatarlandene, og som er forsynet med de i Hjemlandets Lovgivning foreskrevne, gyldige Certifikater eller dertil svarende Beviseligheder for, at Skibet opfylder de i Hjemlandet gældende Forskrifter, være fritaget for Kontrol i ethvert af de øvrige Signatarlande, alene med de nedenfor i Artikel III angivne Undtagelser.

Bestemmelsen i denne Artikels 1ste Stykke skal ikke være til Hinder for, at enhver af de kontraherende Stater ændrer de nationale Forskrifter om Kontrollen med Skibes Sødygtighed.

Artikel II.

De kontraherende Stater er enige om, at en rationel Ordning af den offentlige Kontrol med Skibes Sødygtighed for betydningsfulde Omraaders Vedkommende hensigtsmæssigt kan bygges paa en nøje Samvirken mellem Regeringsmyndighederne og anerkendte Klassifikationsselskaber under Forudsætning af, at Betingelserne for Samarbejdet forbeholder den paagældende Regering fornøden Kontrol og derved sætter Regeringen i Stand til at paatage sig Ansvaret for Klassifikationsselskabets Medvirken (jfr. herved for Passagerskibes Vedkommende Bestemmelserne i Artikel 57, 2det Stykke, i London-Konventionen af 20. Januar 1914 om Forholdsregler til Sikring af Menneskeliv paa Søen):

Saa længe et Klassifikationsselskab er anerkendt af en kontraherende Stat, skal det paagældende Selskabs Regler med Hensyn til Skibe, klassede i Selskabet, anses som udgørende en integrerende Bestanddel af den kontraherende Stats Forskrifter paa ethvert Punkt, om hvilket der ikke er fastsat særlige Bestemmelser i vedkommende Stats nationale Lovgivning.

Artikel III.

Ethvert Skib, der er forsynet med behørige og gyldige nationale Certifikater eller dertil svarende Bevisligheder som omhandlet i Artikel I, skal forsaavidt angaar ethvert Forhold, for hvilket disse Dokumenter tjener til Bevidnelse, i de andre kontraherende Staters Havne kun være undergivet saadan Kontrol af de offentlige Myndigheder dèr, som er nødvendig for at konstatere, at de behørige Certifikater eller Bevisligheder findes om Bord.

Uanset foranstaaende Bestemmelse i denne Artikel er enhver af de kontraherende Stater berettiget til at skride ind for at hindre Afgang af et Skib, hjemmehørende i et af de øvrige Signatarlande, naar vedkommende Myndigheder kommer til Kundskab om, at det paa Grund af Mangler i nogen af de her omhandlede Henseender maa anses at være forbundet med øjensynlig Fare for Menneskeliv at lade det udføre den forestaaende Rejse.

I ethvert Tilfælde af Indskriden bliver Konsulen for det Land, i hvilket Skibet er hjemmehørende, uopholdelig af Myndigherne at underrette om Sagen, for at han, hvis Skibsføreren ikke i Mellemtiden allerede har bragt Skibet i sødygtig Stand, kan træffe de fornødne Forholdsregler i Sagen.

Artikel IV.

De i denne Konvention hjemlede Fordele kan ikke paaberaabes for Skibe, der ikke er forsynede med de i Hjemlandets Lovgivning foreskrevne, behørige og gyldige Certifikater eller dertil svarende Bevisligheder, men vel for Skibe, som paa Grund af deres ringe Størrelse eller paa Grund af andre særlige Forhold maatte være fritagne for almindelig Kontrol i Henhold til Hjemlandets Lovgivning, og som alene derfor ikke er forsynede med saadanne Dokumenter.

Artikel V.

De kontraherende Stater vil hver for sig bestræbe sig for at udvide og styrke Samarbejdet vedrørende Lovgivningen om Kontrollen med Skibes

Sødygtighed og om Sikkerheden for Menneskeliv paa Søen og vil i den Anledning.

1. til enhver Tid holde de øvrige Signatarlande nøje underrettet om alle Bestemmelser paa det herhen hørende Omraade, som maatte blive udfærdigede i vedkommende Land;
2. i det Omfang, som Omstændighederne tillader det, opretholde et nøje Samarbejde ved Forberedelsen af nye Bestemmelser;
3. i det Omfang, som Omstændighederne tillader det, i Fællesskab forberede de kontraherende Staters Stilling til den øvrige internationale Lovgivning angaaende de i denne Konvention omhandlede Forhold.

Indtil anden Bestemmelse træffes, anmodes den danske Regering om at samle alle herhen hørende Oplysninger og Forarbejder og forelægge dem for de kontraherende Staters Regeringer.

Artikel VI.

Denne Konvention udfærdiges i ét Eksemplar med dansk, finsk, islandsk, norsk og svensk Tekst, hvilke Tekster alle betragtes som autentiske, og deponeres i det danske Udenrigsministeriums Arkiv.

En bekræftet Genpart vil af den danske Regering blive tilstillet enhver af de kontraherende Staters Regeringer.

Artikel VII.

Denne Konvention skal ratificeres og Ratifikationsinstrumenterne deponeres i det danske Udenrigsministerium Arkiv senest den 1. Juli 1926.

Den danske Regering vil give de øvrige kontraherende Stater Meddelelse om Ratifikationsinstrumenternes Deponering.

Skulde nogen af de kontraherende Stater ikke ratificere Konventionen, vil den dog vedblivende have fuld Gyldighed over for de Stater, der har ratificeret den.

Artikel VIII.

Denne Konvention skal staa aaben for Tiltrædelse af andre Stater, hvis Lovregler og administrative System paa fuldt tilfredsstillende Maade fyldestgør de Fordringer, der maa stilles til en betryggende Kontrol med Skibes Sødygtighed. Begæringen om Tiltrædelse rettes til den danske Regering, som herom uopholdelig vil underrette de øvrige kontraherende Stater. Saafremt enhver af de til enhver Tid i Konventionen deltagende Stater samtykker i Tiltrædelsen, finder denne Sted ved Deponering i det danske Udenrigsministeriums Arkiv af et Tiltrædelsesdokument. Den danske Regering skal underrette samtlige Stater, der er Deltagere i Konventionen, naar saadan Deponering har fundet Sted.

Artikel IX.

Denne Konvention træder i Kraft, naar den er blevet ratificeret af to Stater, og dens Ikrafttræden regnes fra den Dag, da det andet Ratifikationsinstrument deponeres i det danske Udenrigsministeriums Arkiv. For

senere ratificerende Staters Vedkommende træder Konventionen i Kraft ved Deponeringen af den paagældende Stats Ratifikationsinstrument.

Konventionen kan til enhver Tid ved skriftlig Meddelelse til den danske Regering opsiges af enhver af de kontraherende Stater. Opsigelsen faar Virkning seks Maaneder efter den Dato, paa hvilken den modtages af den danske Regering. Meddelelse om Modtagelsen af saadan Opsigelse skal af den danske Regering sendes til de øvrige i Konventionen deltagende Stater.

Enhver Opsigelse gælder kun for den Stat, som har foretaget den. Konventionen har vedblivende Gyldighed over for de andre Stater, der har ratificeret den, eller som har tiltraadt den eller senere tiltræder den.

Artikel X.

De kontraherende Stater kan ad diplomatisk Vej efter fælles Overenskomst til enhver Tid indføre i nærværende Konvention de Forbedringer, der skønnes ønskelige eller nødvendige.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet denne Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i København, i et Eksemplar paa Dansk, Finsk, Islandsk, Norsk og Svensk, den 28. Januar 1926.

(L. S.) *C. Moltke.*
(L. S.) *Eduard Hj. Palin.*
(L. S.) *Jon Krabbe.*
(L. S.) *Emil Huitfeldt.*
(L. S.) *Joachim Beck-Friis.*

67.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LETTONIE.

Arrangement de commerce provisoire; signé à Riga, le 1er février 1926.*)

Treaty Series, No. 740.

Provisional Commercial Agreement between the United States of America and Latvia.

The Undersigned,

Mr. F. W. B. Coleman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Latvia, and

Mr. K. Ulmanis, Prime Minister of Latvia, desiring to confirm and make a record of the understanding which they have reached through recent

*) La notification de la ratification prévue à l'Article 7 a eu lieu le 30 avril 1926.

conversations on behalf of their respective Governments with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Latvia and which Latvia shall accord to the commerce of the United States, have signed this Provisional Agreement:

§ 1.

It is understood that in respect of import and export duties and all other duties and all other charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travellers' samples, the United States will accord to Latvia, and Latvia will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most favored nation treatment, and that in the matter of licensing or prohibitions of imports or exports each country so far as it at any time maintains such a system will accord to the commerce of the other treatment as favorable with respect to commodities, valuations and quantities as may be accorded to the commerce of any other country.

§ 2.

It is understood that no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Latvia than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country.

§ 3.

It is understood that no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Latvia of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country.

§ 4.

It is understood that similarly no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Latvia, on the exportation of any article to the other or to any territory or possession of the other than are payable on the exportation of like articles to any foreign country.

§ 5.

It is understood that every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Latvia by law, proclamation, decree, or commercial treaty or agreement, to the products of any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Latvia and of the United States and its territories and possessions, respectively.

§ 6.

This understanding does not relate to:

A. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions

of the United States, or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions, or to the commerce of its territories or possessions with one another.

B. The treatment which Latvia has accorded or may accord to the commerce of Esthonia, Finland, Lithuania or Russia so long as any advantages arising from such treatment are not accorded by Latvia to the commerce of states other than Esthonia, Finland, Lithuania and Russia.

C. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

§ 7.

It is further understood that the present Arrangement shall become operative on the day when the ratification of the present Agreement by the Latvian Saeima will be notified to the Government of the United States, and unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either Government; but should either Government be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

Signed at Riga, this first day of February nineteen hundred and twenty-six.

[seal] *F. W. B. Coleman.*
[seal] *K. Ulmanis.*

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVIII.

DEUXIÈME LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1928



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

68.

AFGHANISTAN, RUSSIE.

Traité d'amitié; signé à Moscou, le 28 février 1921.*)

Publication officielle afghane.

Traduction allemande.

Im Namen Allahs des Barmherzigen des Erbarmers.

Abkommen zwischen Russland und Afghanistan.

In der Absicht, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen Russland und Afghanistan zu befestigen, und zum Schutze der wirklichen Unabhängigkeit Afghanistans haben die Regierungen der Russischen Sozialistischen Föderativen Räte-Republik einerseits und die Hohe Glänzende Regierung von Afghanistan andererseits den Abschluss dieses Abkommens beschlossen und zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten Vertretern nach Massgabe des folgenden ernannt:

von Seiten des Hohen Glänzenden Reiches Afghanistan:

Mohammed Weli Chan,
Miza Mohammed Chan und
Ghulam Sadiq Chan

und von Seiten der Regierung der Russischen Sozialistischen Föderativen Räte-Republik:

Georgi Wassilewitsch Tschitscherin und
Michailowitsch Karachan.

Die genannten Bevollmächtigten Vertreter haben nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die folgenden Punkte übereinstimmend aufgestellt:

Punkt 1.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile erkennen die Unabhängigkeit, jeder die des anderen Teiles an, sie verpflichten sich, diese zu achten und treten in regelrechte diplomatische Beziehungen miteinander ein.

---

*) Ratifié par le Gouvernement de la République sowjétienne le 3 mars 1921, par le Roi d'Afghanistan le 16 juillet 1921.

Punkt 2.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile sind verpflichtet, mit einem dritten Staate in kein militärisches oder politisches Übereinkommen einzutreten, das dem einen der beiden Vertragschliessenden Teile zum Schaden gereiche.

Punkt 3.

Die Gesandtschaften und Konsulate der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden die diplomatischen Vorrechte in Gemässheit der internationalen Gewohnheiten in gleicher und gegenseitiger Weise besitzen.

Anmerkung 1: U. a.

a) Hissen der Staatsflagge,
b) Unverletzlichkeit der eingetragenen Mitglieder der Gesandtschaften und Konsulate,
c) Unverletzlichkeit der diplomatischen Sendungen und Amtshandlungen der Boten und jede Art gegenseitigen Beistandes in dieser Beziehung,
d) Gespräche mittels Fernsprechers, drahtlosen Telegraphs und Drahttelegraphs gemäss der Rechte der diplomatischen Vertreter,
e) die Gebäude der Gesandtschaften und Konsulate der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile geniessen das Recht der Exterritorialität, dürfen aber Personen, die die örtlichen Behörden amtlich als Übertreter der Gesetze dieses Landes ansehen, nicht als Zuflucht und Asyl dienen.

Anmerkung 2: Die Gesandtschaften der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden gegenseitig je einen Militärattaché besitzen.

Punkt 4.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden Konsulate eröffnen, und zwar die Russische Sozialistische Föderative Räte-Republik 5 Konsulate auf afghanischem Gebiete, und 7 Konsulate wird das Hohe Glänzende Afghanische Reich auf russischem Gebiete eröffnen, davon 5 Konsulate in Russisch Zentral-Asien.

Anmerkung: Ausser den erwähnten Konsulaten wird die Eröffnung von Konsulaten und konsularischen Punkten (gemeint sind wohl Konsular-Agenturen) des Russischen Reiches und des Afghanischen Reiches in späteren Zeiten von Fall zu Fall besonders durch besondere Übereinkunft zwischen den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen bestimmt werden.

Punkt 5.

Die russischen Konsulate werden in Herat, Mesar Scherif, Kandahar, Ghasni und Maimana eingesetzt. Ein Generalkonsulat des Hohen Afghanischen Reiches wird in Taschkend und Konsulate des Hohen Afghanischen Reiches werden in Petrograd, Kasan, Khokand, Samarkand, Merw und Krasnowodsk eingesetzt.

Punkt 6.

Russland lässt zu zum freien und abgabelosen Transit durch sein Gebiet jede Art von Transporten, die Afghanistan sowohl in Russland selbst durch Vermittlung der staatlichen Verwaltungen kaufen als auch ohne Vermittlung aus fremden Ländern einkaufen sollte.

Punkt 7.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile erkennen die Freiheit der östlichen Völker auf der Grundlage der Selbstbestimmung und nach Massgabe des allgemeinen Verlangens jedes einzelnen dieser Völker an.

Punkt 8.

Kraft des Punktes 7 dieses Vertrages erkennen die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile die Unabhängigkeit und tatsächliche Freiheit der Reiche Buchara und Chiwa mit jeder Regierungsform, die dem Verlangen ihrer Bevölkerung entspricht, an.

Punkt 9.

Zur Erfüllung des Versprechens der Regierung der Russischen Sozialistischen Föderativen Räte-Republik, das von deren Präsidenten, Exzellenz Lenin, Seiner Exzellenz dem Bevollmächtigten Minister des Hohen Afghanischen Reiches gegeben worden ist, ist der Russische Staat bereit, den in der Grenzzone gelegenen Boden, der im vergangenen Jahrhundert zu Afghanistan gehört hat, an Afghanistan abzutreten unter Berücksichtigung der Grundsätze der Gerechtigkeit und Billigkeit und des freien Verlangens der Völker, die auf diesem Boden wohnen. Die Art der Zustimmungsäusserung und die Festlegung der Abstimmungen der Mehrheit der dort ansässigen Bevölkerung wird durch eine besondere Übereinkunft zwischen den beiden Staaten durch Vertreter der beiden Teile bestimmt werden.

Punkt 10.

Zum Zwecke der Befestigung der freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen erklärt sich die Regierung der Russischen Sozialistischen Föderativen Räte-Republik bereit, dem Afghanischen Reiche Hülfe in bar und andere materielle Hülfe zu gewähren.

Punkt 11.

Dieser Vertrag ist in den Sprachen Russisch und Persisch geschrieben worden und beide Texte haben gleiches Recht.

Punkt 12.

Dieser Vertrag wird nach Bestätigung durch die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile Gesetzeskraft erlangen. Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird in Kabul stattfinden.

Der Freundschaftsvertrag, der zwischen der Hohen Regierung der R. S. F. S. R. und meiner Hohen Regierung in Moskau am 10. Hut 1299*) zwischen den Bevollmächtigten Vertretern der beiden Teile geschlossen worden ist, und dessen wörtlicher Text hier oben niedergeschrieben worden ist, die Briefe Nr. 1021 und Nr. 1 und Nr. 8 der Bevollmächtigten Russischen Gesandten, die beim Hofe von Afghanistan akkreditiert sind, haben wir als gültige Urkunden anerkannt und unterschrieben und bestätigt und versprechen sie unverändert auszuführen.

[Signature royale.]

Stimmt überein mit der Urschrift des Abkommens, das am 25. Assad des Sonnenjahres 1300**) in Pagman von Seiner Königlichen Majestät unterschrieben und zwischen den beiden Regierungen ausgetauscht worden ist.

Der Vertreter des Direktors der Abteilung für Russland und Turkestan.

[Signature.]

69.

AFGHANISTAN, RUSSIE.

Traité de neutralité et de non-agression mutuelle; signé à Paghman, le 31 août 1926.***)

Copie officielle.

Traduction allemande.

Neutralitäts- und Nichtangriffsvertrag zwischen dem Hohen Afghanischen Reiche und der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken.

Zum Zwecke der Erstarkung der freundschaftlichen Beziehungen und der Befestigung der freundschaftlichen nachbarlichen Bande, die glücklicherweise zwischen dem Hohen Afghanischen Reiche und der Union der S. S. R. auf der Grundlage des in Moskau am 28. Februar 1921 unterzeichneten Vertrages†) fortbestehen, und da dessen Rechtskraft in allen seinen Teilen, unabhängig davon, ob der gegenwärtige Vertrag bestehen bleibt oder nicht, aufrecht erhalten wird, haben die Bevollmächtigten der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile:

Seine Exzellenz der Minister des Auswärtigen Mahmud Beg Khan Tarzi und

Seine Exzellenz der bevollmächtigte Gesandte der Union der S. S. R. in Afghanistan, Herr Leonid Starck,

---

*) Le 3 mars 1921. Cependant ce n'était pas le jour de la signature, mais celui de la ratification par la Russie.

**) Le 16 juillet 1926.

***) Les ratifications ont été échangées à Kaboul, le 10 avril 1927. — V. Isvestija du 19 avril 1927.

†) V. ci-dessus, No. 68.

am 31. August 1926 in Paghman nach Austausch ihrer in guter und in gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Artikel zur Bekräftigung der beiderseitigen freundschaftlichen Beziehungen und zur Sicherung des dauernden Friedens aufgestellt und unterzeichnet:

Artikel 1.

Im Falle eines Krieges oder kriegerischer Unternehmungen zwischen einem der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile und einer dritten oder mehreren anderen Mächten ist der andere vertragschliessende Teil dem ersteren gegenüber zur Neutralität verpflichtet.

Artikel 2.

Ein jeder der beiden vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, sich jedwedes Angriffs gegen den anderen Teil zu enthalten und auch auf seinem eigenen Gebiete keine Bestrebungen zu tätigen, die dem anderen vertragschliessenden Teile zu politischem oder militärischem Schaden gereichen könnten. Insbesondere verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Teile dazu, dass er mit einem oder mehreren dritten Staaten an keinerlei politischer oder militärischer Union oder ebensolchem Bündnis, die gegen den anderen vertragschliessenden Teil gerichtet wären, und desgleichen an keinerlei Boykott oder Einkreisung finanzieller oder wirtschaftlicher Art, die sich gegen den anderen vertragschliessenden Teil richten würden, teilnehmen wird. Falls die Art des Vorgehens eines dritten Staates oder dritter Staaten gegenüber einem der beiden vertragschliessenden Teile eine seinen Bestrebungen feindliche sein sollte, dann ist der andere vertragschliessende Teil ausserdem verpflichtet, solchem feindlichen Gebaren nicht nur keine Beihilfe zu leisten, sondern er ist auch verpflichtet, auf seinem Gebiet das beabsichtigte Vorgehen sowie feindliche Operationen und Bestrebungen zu verhindern.

Artikel 3.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile erkennen gegenseitig ihre Souveränität und die Integrität ihres Besitzes an und sind verpflichtet, sich jedweder bewaffneten oder unbewaffneten Einmischung in die inneren Angelegenheiten des anderen vertragschliessenden Teiles zu enthalten, und sie beteiligen sich keineswegs /an der Aktion/ eines dritten Staates oder mehrerer dritter Staaten, die gegen den anderen vertragschliessenden Staat vorgehen oder intervenieren sollten, und sie leisten auch keineswegs Beihilfe. Auch werden die beiden vertragschliessenden Teile auf ihrem Gebiete die Gründung und Tätigkeit von Gruppen und auch die Betätigung von Einzelpersonen, die zum Schaden der anderen vertragschliessenden Partei wären, oder welche die Abschaffung des Staatssystems des anderen vertragschliessenden Teiles anstreben würden oder Handlungen gegen die Sicherheit der Integrität des Besitzes des anderen vertragschliessenden Teiles oder Zusammenziehungen und Aufgebote bewaffneter Streitkräfte gegen den anderen vertragschliessenden Teil tätigen sollten, nicht gestatten, sondern ihnen ihre Tätigkeit verbieten. — Desgleichen lassen die beiden Teile den Durchtransport

aller bewaffneten Streitkräfte, Waffen, Feuerwaffen und Munition sowie jeder Art Vorräte von Kriegsmaterial, die gegen den anderen Vertragschliessenden gerichtet wären, durch ihr Gebiet nicht zu, und ebenso dürfen sie auch keine Durchfuhrerlaubnis durch ihr Gebiet erteilen.

Artikel 4.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen dahin überein, dass sie im Zeitraum von vier Monaten in Verhandlungen zwecks Feststellung der Lösungsmethode der Meinungsverschiedenheiten eintreten werden, die unter ihnen erstehen könnten und die auf dem üblichen diplomatischen Wege nicht beigelegt werden können.

Artikel 5.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile besitzt die Handlungsfreiheit mit dritten Staaten in jedwede Beziehungen und Allianzen treten zu können, die ausserhalb der Grenzen der Verpflichtungen liegen, deren Bedingungen in diesem Vertrage festgesetzt worden sind.

Artikel 6.

Dieser Vertrag erlangt vom Augenblick seiner Ratifizierung an, die nicht später als drei Monate nach dessen Unterzeichnung erfolgen soll, Gesetzeskraft und bewahrt auf die Dauer von drei Jahren seine Kraft. Nach dem besagten Termin wird dieser Vertrag als eo ipso auf ein Jahr weiterlaufend anerkannt, falls nicht irgendeiner von den beiden vertragschliessenden Teilen ihn der anderen Partei sechs Monate vor Ablauf der Gültigkeitsdauer des Vertrages auf eigenen Wunsch kündigen wird.

Artikel 7.

Dieser Vertrag wurde in zwei Exemplaren in persischer und russischer Sprache ausgefertigt, und beide Texte haben gleiches Recht.

Am 31. August 1926, gleich dem 8. Sumbulā 1305, Paghman.

Unterschrift des Aussenministers:
Mahmud Tarzi.

Unterschrift des Bevollmächtigten Sowjetgesandten:
L. N. Starck.

70.

ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Traité d'alliance défensive; signé à Belgrade, le 7 juin 1921 *)

Monitorul oficial No. 77, du 10 juillet 1921, p. 2881.

Traduction allemande.

Vertrag über ein Defensivbündnis zwischen dem Königreich Rumänien und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen.

Fest entschlossen, den um den Preis so vieler Opfer gewonnenen Frieden aufrechtzuerhalten und den durch den Vertrag von Trianon, abgeschlossen zu Trianon, am 4. Juni 1920, zwischen den Alliierten und Assoziierten Mächten einerseits und Ungarn andererseits und durch den Vertrag von Neuilly sur Seine, abgeschlossen am 27. November 1921 zwischen den Alliierten und Assoziierten Mächten einerseits und Bulgarien andererseits geschaffenen Zustand zu festigen, haben

S. M. der König von Rumänien und S. M. der König der Serben, Kroaten und Slowenen den Abschluss eines Vertrags über ein Defensivbündnis beschlossen.

Zu diesem Zweck haben sie als ihre Bevollmächtigten Vertreter ernannt, und zwar:

S. M. der König von Rumänien:

Herrn Take Jonescu, Seinen Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

S. M. der König der Serben, Kroaten und Slowenen:

Herrn Nikolaus Pachitch, Seinen Ministerpräsidenten und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

die nach Mitteilung ihrer Vollmachten, die für gut und gehörig befunden wurden, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel 1.

Im Fall eines nichtprovozierten Angriffs von Seiten Ungarns oder Bulgariens oder dieser beider Länder gegen einen der Hohen Vertragschliessenden Teile zum Zwecke, den durch den Friedensvertrag von Trianon**) oder den von Neuilly sur Seine***) geschaffenen Zustand zu gefährden, verpflichtet sich der andere Teil, bei der Verteidigung des angegriffenen Teiles in der von dem im Artikel 2 vorgesehenen Abkommen bestimmten Weise mitzuwirken.

Artikel 2.

Die zuständigen fachmännischen Behörden des Königreichs Rumänien und des Königreichs der Serben, Kroaten und Slowenen werden im Ein-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 8 juillet 1921.
) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423. *) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 323.

vernehmen miteinander die für die Ausführung dieses Vertrages notwendigen Bestimmungen durch eine Militärkonvention festlegen, die später sobald als möglich abzuschliessen ist.

Artikel 3.

Keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile darf mit einer dritten Macht ein Bündnis abschliessen, ohne vorher den anderen Teil davon in Kenntnis zu setzen.

Artikel 4.

Um ihre friedlichen Bestrebungen miteinander in Einklang zu bringen, verpflichten sich beide Regierungen, sich über die äussere Politik zu beraten, soweit sie ihre Beziehungen zu Ungarn und Bulgarien betrifft.

Artikel 5.

Der gegenwärtige Vertrag ist 2 Jahre vom Austausch der Ratifikationsurkunden an gültig. Nach Ablauf dieser Frist kann jeder vertragschliessende Teil den gegenwärtigen Vertrag kündigen. Er bleibt jedoch 6 Monate nach erfolgter Kündigung in Kraft.

Artikel 6.

Der gegenwärtige Vertrag wird dem Völkerbunde mitgeteilt. (Völkerbundsakte).

Artikel 7.

Der gegenwärtige Vertrag soll sobald als möglich ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die genannten Bevollmächtigten diesen Vertrag gezeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen zu Belgrad in doppeltem Exemplar am 7. Juni 1921.

(L. S.) *Take Jonescu.*
(L. S.) *Nik. P. Pachitch*

71.

SUISSE, TURQUIE.

Traité d'amitié; signé à Genève, le 19 septembre 1925.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 7.

La Confédération Suisse, d'une part, et la République Turque, d'autre part,

animées d'un égal désir de consolider les liens de constante amitié dont elles se sont déjà donné des preuves

et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, entretenues dans cet esprit, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs populations respectives,

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 8 avril 1927.

ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Giuseppe Motta, Conseiller Fédéral, Chef du Département Politique Fédéral,

Le Président de la République Turque:

Tewfik Rouschdi Bey, Ministre des Affaires Etrangères de la République Turque, et

Munir Bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Turquie à Berne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la Confédération Suisse et la République Turque ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront à charge de réciprocité, sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes du droit international public général.

Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour régler entre elles les relations commerciales, les relations consulaires, ainsi que les conditions d'établissement et de séjour, sur leurs territoires respectifs, des ressortissants de l'autre Partie, par des traités ou conventions qu'elles se réservent de conclure, conformément aux règles du droit international public général, sur la base d'une parfaite réciprocité.

Article 4.

Le présent Traité sera satifié et les ratifications seront échangées à Berne, le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double, à Genève, le dix-neuf septembre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (signé) *Motta.*
(L. S.) (signé) *T. Rouschdi.*
(L. S.) (signé) *Mehmed Munir.*

72.

GRANDE-BRETAGNE, IRAK, TURQUIE.

Traité de délimitation et de bon voisinage entre la Turquie et l'Irak; signé à Angora, le 5 juin 1926.*)

Treaty Series 1927, No. 18.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes,

et Sa Majesté le Roi de l'Irak, d'une part,

et Son Excellence le Président de la République Turque, d'autre part;

Ayant en vue les dispositions du Traité signé à Lausanne le 24 juillet 1923 concernant le règlement de la frontière entre la Turquie et l'Irak;**)

Reconnaissant l'Irak comme un Etat indépendant et les relations spéciales découlant des traités conclus entre lui et la Grande-Bretagne le 10 octobre 1922***) et le 13 janvier 1926;†)

Désireux d'éviter tout incident dans la zone frontière susceptible de troubler l'harmonie et la bonne entente entre eux;

Ont décidé de conclure un Traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Le Très-Honorable Sir Ronald Charles Lindsay, K.C.M.G., C.B., C.V.O., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de sa Majesté Britannique auprès de la République Turque;

Sa Majesté le Roi de l'Irak:

Le Colonel Nouri Said, C.M.G., D.S.O., Ministre de la Défense Nationale par intérim de l'Irak;

Son Excellence le Président de la Répuplique Turque:

Son Excellence Docteur Tewfik Rouchdi Bey, Ministre des Affaires étrangères de la Répuplique Turque, Député de Smyrne;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes:

Chapitre I.

Frontière entre la Turquie et l'Irak.

Article 1er.

La ligne frontière entre la Turquie et l'Irak est fixée définitivement suivant le tracé adopté par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 29 octobre 1924 et indiqué ci-dessous:

(Description de la ligne de Bruxelles annexée.)

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 18 juillet 1926.

) **V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 345. ***) **V. N. R. G.** 3. s. XIV, p. 372.

†) **V. N. R. G.** 3. s. XV, p. 335.

Toutefois, la ligne ci-dessus est modifiée au sud d'Alamun et Ashuta de manière à comprendre dans le territoire turc la partie de la route qui relie ces deux endroits et qui traverse le territoire irakien.

Article 2.

Sous réserve du dernier alinéa de l'Article premier la ligne frontière décrite au susdit Article constitue la frontière entre la Turquie et l'Irak; elle est tracée sur la carte (au $\frac{}{250000}^{me}$) annexée au présent Traité.*) En cas de divergence entre le texte et la carte, le texte fera foi.

Article 3.

Une Commission de délimitation sera chargée de tracer sur le terrain la frontière décrite à l'Article premier. Cette commission sera composée de deux représentants nommés par le Gouvernement Turc, deux représentants nommés conjointement par le Gouvernement Britannique et le Gouvernement de l'Irak, et un président nommé par le Président de la Confédération helvétique, s'il veut bien y consentir, parmi les ressortissants suisses.

La commission se réunira aussitôt que possible, et dans tous les cas dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité.

Les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour toutes les Hautes Parties Contractantes.

La commission de délimitation s'efforcera dans tous les cas de suivre au plus près les définitions données dans le présent Traité.

Les dépenses de la commission seront partagées également entre la Turquie et l'Irak.

Les Etats intéressés s'engagent à prêter assistance à la commission de délimitation, soit directement, soit par l'entremise des autorités locales, pour tout ce qui concerne le logement, la main-d'œuvre, les matériaux (poteaux, bornes) nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Ils s'engagent en outre à faire respecter les repères trigonométriques, signaux, poteaux, ou bornes-frontières placées par la commission.

Les bornes seront placées à distance de vue l'une de l'autre; elles seront numérotées; leur emplacement et leur numéro seront portés sur un document cartographique.

Le procès-verbal définitif de délimitation, les cartes et documents annexes seront établis en triple original, dont deux seront transmis aux Gouvernements des Etats limitrophes le troisième sera transmis au Gouvernement de la République Française, afin que des expéditions autheniques en soient délivrées aux Puissances signataires du Traité de Lausanne.

Article 4.

La nationalité des habitants des territoires cédés à l'Irak en vertu des dispositions de l'Article premier est réglée par les Articles 30-36 du Traité de Lausanne. Les Hautes Parties Contractantes conviennent que le droit d'option prévu aux Articles 31, 32 et 34 dudit Traité pourra s'exercer pendant un délai de douze mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

---

*) Non reproduite.

La Turquie réserve, toutefois, sa liberté d'action en ce qui concerne la reconnaissance de l'option de ceux des habitants susmentionnés qui opteraient pour la nationalité turque.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties Contractantes accepte comme définitive et inviolable la ligne-frontière fixée par l'Article premier, et s'engage à s'abstenir de toute tentative de la modifier.

Chapitre II.

Bon Voisinage.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à s'opposer par tous les moyens en leur pouvoir aux préparatifs d'un ou de plusieurs individus armés dans le but de se livrer à des actes de pillage ou de banditisme dans la zone-frontière voisine et à les empêcher de franchir la frontière.

Article 7.

Quand les autorités compétentes désignées à l'Article 11 apprendront que des préparatifs sont faits par un ou plusieurs individus armés dans le but de se livrer à des actes de pillage ou de banditisme dans la zone-frontière voisine, elles devront s'en aviser réciproquement et sans délai.

Article 8.

Les autorités compétentes désignées à l'Article 11 s'avertiront réciproquement et le plus vite possible de tout acte de pillage et de brigandage qui serait commis sur leur territoire. Les autorités de la Partie avisée s'efforceront par tous les moyens en leur pouvoir d'empêcher leurs auteurs de franchir la frontière.

Article 9.

Au cas où un ou plusieurs individus armés ayant accompli un crime ou un délit dans la zone-frontière voisine réussiraient à se réfugier dans l'autre zone-frontière, les autorités de cette dernière zone sont tenues d'arrêter ces individus pour les mettre conformément à la loi à la disposition des autorités de l'autre Partie dont ils sont les ressortissants, avec leur butin et leurs armes.

Article 10.

La zone-frontière dans laquelle ce chapitre du Traité s'appliquera sera toute la frontière qui sépare la Turquie de l'Irak, ainsi qu'une zone de 75 kilomètres en profondeur de part et d'autre de cette frontière.

Article 11.

Les autorités compétentes chargées de l'application de ce chapitre du Traité sont les suivantes:

Pour l'organisation de la collaboration générale et la responsabilité des mesures à prendre:

Du côté turc: le commandant militaire de la frontière;

Du côte irakien: les mutessarifs de Mossoul et d'Arbil;

Pour l'échange des renseignements locaux et de communications urgentes:

Du côté turc: les autorités désignées avec le consentement des Valis;

Du côté irakien: les kaïmakams de Zakho, Amadia, Zibar et Rowandouz.

Les Gouvernements Turc et Irakien pourront pour des raisons administratives modifier la liste de leurs autorités compétentes en donnant avis soit par la commission permanente de frontière prévue à l'Article 13, soit par la voie diplomatique.

Article 12.

Les autorités turques et les autorités irakiennes s'abstiendront de toute correspondance de nature officielle ou politique avec les chefs ou cheiks ou autres membres de tribus ressortissants de l'autre Etat et qui se trouvent effectivement sur le territoire de celui-ci.

Elles ne permettront dans la zone-frontière aucune organisation de propagande, ni réunion dirigées contre l'un ou l'autre Etat.

Article 13.

Afin de faciliter l'exécution des dispositions du présent Chapitre de ce Traité et en général le maintien de relations de bon voisinage à la frontière, il sera constitué une Commission permanente de Frontière composée d'un nombre égal de fonctionnaires nommés de temps en temps à cette fin par les Gouvernements Turc et Irakien respectivement. Cette commission se réunira au moins une fois tous les six mois ou plus souvent si les circonstances le demandent.

Il sera du devoir de cette commission, qui se réunira alternativement en Turquie et en Irak, de s'efforcer de régler à l'amiable toute question concernant l'exécution des dispositions de ce chapitre du Traité, et toute autre question de frontière sur laquelle un accord ne sera pas intervenu entre les fonctionnaires régionaux de frontière qu'elle intéresse.

La commission se réunira pour la première fois à Zakho dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Chapitre III.

Dispositions générales.

Article 14.

Dans le but d'élargir le champ d'intérêts communs entre les deux pays, le Gouvernement de l'Irak paiera au Gouvernement Turc pendant une période de vingt-cinq ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, 10 pour cent sur toutes redevances qui lui reviendront:

a) de la Turkish Petroleum Company en vertu de l'Article 10 de sa concession du 14 mars 1925;

b) des compagnies ou personnes qui pourront exploiter le pétrole en vertu des termes de l'Article 6 de la concession susindiquée;

c) des compagnies subsidiaires qui pourraient être constituées en vertu des termes de l'Article 33 de la concession susindiquée.

Article 15.

Le Gouvernement Turc et le Gouvernement Irakien conviennent d'entrer en négociations aussitôt que possible en vue de la conclusion d'un Traité d'extradition conforme aux usages reconnus entre Etats amis.

Article 16.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à n'inquiéter ni molester les personnes établies sur son territoire en raison de leur opinion et conduite politiques en faveur de la Turquie jusqu'à la signature du présent Traité et à leur accorder amnistie pleine et entière.

Toutes condamnations prononcées de ce chef seront annulées et toutes poursuites en cours seront arrêtées.

Article 17.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Le Chapitre II du présent Traité restera en vigueur pour une période de dix ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité, chacune des Parties Contractantes aura le droit de dénoncer ce Chapitre, pour autant qu'il la concerne, la dénonciation devant produire son effet un an après que préavis en serait donné.

Article 18.

Le présent Traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties Contractantes et les ratifications seront échangées à Angora aussitôt que possible. Des copies certifiées du Traité seront communiquées à chacun des Etats signataires des Traités de Lausanne.

En foi de quoi les plenipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Angora, le 5 juin 1926, en triple exemplaire.

R. C. Lindsay.
Dr. T. Rouchdi.
Noury Said.

Annexe.

Du confluent du fleuve Tigre et de la rivière Khabur, la ligne médiane ou le thalweg de la rivière Khabur jusqu'à son confluent avec la rivière Hazil; la ligne médiane ou le thalweg de la rivière Hazil, jusqu'à un point situé à 3 kilomètres en amont du confluent de la rivière passant par Sirnez. De ce point, une ligne droite vers l'est jusqu'à la crête nord du bassin de l'affluent passant par Sirnez. La crête nord de ce bassin jusqu'au mont Bilakish. Une droite de ce point jusqu'à la source de la rivière affluent du Baijo à Robozak. Cette rivière jusqu'à son confluent situé au sud de Robozak avec une rivière descendant de la cote 6834 à l'est-sud-est de Robozak. Une droite jusqu'au col du nord-nord-est de la cote 6834. Le

thalweg de la petite rivière descendant de ce col dans la direction de l'est jusqu'à son confluent avec la rivière Khabur. La rivière Khabur en aval sur une longueur d'environ $1^1/_2$ kilomètres jusqu'à son confluent avec une rivière descendant de la région d'Arush et de Géramus. Cette rivière (en laissant au nord la rivière venant de Qashura) jusqu'à la réunion des deux branches importantes, la première descendant de Géramus, la seconde d'Arush. De ce confluent, le thalweg d'une vallée aboutissant vers l'est à la cote 6571 sur la crête de partage des eaux entre les deux branches dont il est question ci-dessus. Cette crête de partage jusqu'à la cote 9063, située à l'est de la précédente, *)[puis la crête du bassin de la branche passant par Géramus jusqu'à son point de rencontre avec la crête sud du bassin de la rivière Lizan]. Cette dernière crête prolongée le long de la crête nord du bassin de l'affluent de la rivière Zab qui descend d'Ora jusqu'au sommet à l'ouest-nord-ouest et à 2.5 km. environ de Duskia. Une droite de ce sommet jusqu'à la source de l'affluent du Zab, situé à proximité et au nord-est de Duskia. Le cours de cet affluent jusqu'à la rivière Zab. La rivière Zab en aval jusqu'à un point situé à 1 km. au sud de Baishuka. Une ligne droite dans la direction de l'est jusqu'à la crête sud du bassin de la rivière qui passe au sud de Bayhi et au nord de Chal prolongée le long de la crête sud de l'affluent du Zab qui passe à Borijan jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'Ave Marek à l'ouest-sud-ouest de Shiluk. Une droite jusqu'à cette source. La branche occidentale de l'Ave Marek de cette source, jusqu'au confluent de la petite rivière qui descend du col entre Quasrik et Nervek. Cette petite rivière jusqu'à sa source. La plus courte distance de cette source à l'affluent de la branche orientale de l'Ave Marek dont le confluent est au nord de Nervek. Cet affluent jusqu'à son embouchure. La pl.s courte distance de ce confluent à la crête de séparation des eaux de l'Ave Marek et du Rudbar i Shin. Cette crête jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'affluent du Rudbar i Shin, qui se jette dans cette rivière à proximité et au nord de Shaikh Momar. **)[Une droite jusqu'à cette source. L'affluent mentionné ci-dessus et le Rudbar i Shin en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière qui passe un peu au sud de Deh.] Cette rivière jusqu'à sa source. La plus courte distance de cette source à la crête de séparation des eaux de Rudbar i Shin, et de l'affluent du Shemsdinan Su qui passe à proximité et à l'est de Herki. La plus courte distance de ce point au tributaire le plus rapproché dudit affluent. Ce tributaire, puis l'affluent susmentionné jusqu'au Shemsdinan Su. La plus courte distance de ce confluent à la crête Sud du Bassin du Shemsdinan Su. Cette crête jusqu'à son point de rencontre avec la ligne de faîte entre les bassins de la rivière Haji Beg et de son

---

*) The part in square brackets is that affected by the modification in the Brussels line leaving the Alamun-Ashuta road in Turkish territory.

**) The passage between the square brackets has been rectified. The rectification was made and placed on record by formal notes exchanged at Angora between His Majesty's Ambassador at Constantinople and the Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic on April 28, 1927.

affluent qui passe à proximité et à l'est de Upah. Cette ligne de faîte prolongée jusqu'à la rivière Haji Beg par la droite la plus courte. La rivière Haji Beg en amont jusqu'à la frontière persane.

Sir R. Lindsay et Nouri Said à Tewfik Rouchdi Bey.

Angora, le 5 juin 1926.

Excellence,

En nous référant à l'Article 14 du Traité signé aujourd'hui entre nous, nous avons l'honneur de déclarer que si, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de ce Traité, le Gouvernement Turc désirerait capitaliser sa part des redevances dont il est question dans ledit Article, il avisera le Gouvernement Irakien de son désir et celui-ci, dans les trente jours qui suivront réception de cet avis, paiera au Gouvernement Turc en pleine satisfaction sous le chef de cet Article la somme de cinq cent mille livres sterling.

D'autre part, il est entendu que le Gouvernement Turc s'engage à ne pas se dessaisir de ses intérêts dans lesdites redevances sans donner au préalable au Gouvernement de l'Irak l'occasion de s'en acquérir à un prix pas plus élevé que celui qu'une tierce Partie quelconque pourrait être prête à payer.

Il est convenu que le présent Echange de Notes constitue partie intégrante du Traité signé aujourd'hui.

Nous saisissons, &c.

R. C. Lindsay. *Nouri Said.*

Tewfik Rouchdi Bey à Sir R. Lindsag et au Colonel Nouri Said.

Angora, le 5 juin 1926.

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception à la note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui dont je prends acte, et par laquelle Votre Excellence, en se référant à l'Article 14 du Traité signé entre nous aujourd'hui, a bien voulu déclarer que:

„Si dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de ce Traité le Gouvernement Turc désirerait capitaliser sa part des redevances dont il est question dans ledit Article, il avisera le Gouvernement Irakien de son désir, et celui-ci dans les trente jours qui suivront réception de cet avis paiera au Gouvernement Turc en pleine satisfaction sous le chef de cet Article la somme de cinq cent mille livres sterling.

„D'autre part il est entendu que le Gouvernement Turc s'engage à ne pas se dessaisir de ses intérêts dans lesdites redevances sans donner au préalable au Gouvernement de l'Irak l'occasion de s'en acquérir à un prix pas plus élevé que celui qu'une tierce Partie quelconque pourrait être prête à payer.

„Il est convenu que le présent Echange de Notes constitue partie intégrante du Traité signé aujourd'hui."

Veuillez agréer, &c.

T. Rouchdi.

73.

ITALIE, ROUMANIE.

Pacte d'amitié et de collaboration cordiale; signé à Rome, le 16 septembre 1926.*)

Gazzetta ufficiale 1927, No. 148.

Pacte d'amitié et de collaboration cordiale entre l'Italie et la Roumanie.

Sa Majesté de la Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Roumanie

animés du désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié qui existent entre les deux Pays,

soucieux d'assurer la paix générale et la sécurité de leurs peuples et de consolider la stabilité politique nécessaire au rélèvement moral et économique de l'Europe,

résolus à cet effet de soutenir l'ordre juridique et politique international,

désireux de donner à leurs peuples des garanties complémentaires, dans le cadre du pacte de la Société des Nations,

s'inspirant aux principes établis par le Traité de Locarno,**)

sont tombés d'accord pour stipuler le présent Pacte d'amitié et de collaboration cordiale, conséquence naturelle de l'amitié existant entre les deux Royaumes et de leurs intérêts mutuels, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence le Général Alexandre Averescu, Président du Conseil des Ministres,

lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre international ainsi que pour les respect et l'exécution des obligations stipulées dans les traités dont elles sont signataires.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 18 juillet 1927. V. Gazzetta ufficiale p. 3012.

**) V. N. R. G. 3. s. XVI, p. 7.

Art. 2.

Au cas de complications internationales, et si les Hautes Parties Contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en commun pour les sauvegarder.

Art. 3.

Au cas où la sécurité et les intérêts d'une des Hautes Parties Contractantes seraient menacés par suite d'incursions violentes provenant du dehors, l'autre Partie s'engage à lui prêter par son concours bienveillant son appui politique et diplomatique, dans le but de contribuer à faire disparaître la cause extérieure de ces menaces.

Art. 4.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser ou qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les modalités de cette procédure de règlement pacifique formeront l'objet d'une convention particulière, qui sera conclue dans le plus bref délai.

Art. 5.

Le présent Traité aura la durée de cinq années et il pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant son expiration.

Art. 6.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie: (L. S.) *Benito Mussolini.*

Pour la Roumanie: (L. S.) *Général Averescu.*

Protocole.

En se référant au Pacte d'amitié et collaboration cordiale, qui a été signé en date d'aujourd'hui, et désireux de resserrer davantage les liens économiques qui existent entre l'Italie et la Roumanie, le Gouvernement Royal d'Italie et le Gouvernement Royal de Roumanie ont décidé de procéder à la nomination d'une Commission mixte, chargée d'étudier les moyens pratiques pour atteindre ce but.

Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie: (L. S.) *Benito Mussolini.*

Pour la Roumanie: (L. S.) *Général Averescu.*

74.

GRANDE-BRETAGNE, HEDJAZ.

Traité d'amitié; signé à Jeddah, le 20 mai 1927, suivi d'une Correspondance du 19 au 21 mai 1927.*)

Treaty Series 1927, No. 25.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on the one part; and

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies, on the other part;

Being desirous of confirming and strengthening the friendly relations which exist between them and of consolidating their respective interests, have resolved to conclude a treaty of friendship and good understanding, for which purpose His Britannic Majesty has appointed as his plenipotentiary Sir Gilbert Falkingham Clayton, and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies has appointed His Royal Highness the Amir Faisal ibn Abdul-Aziz, his son and Viceroy in the Hejaz, as his plenipotentiary.

His Highness the Amir Faisal ibn Abdul-Aziz and Sir Gilbert Falkingham Clayton, having examined their credentials and found them to be in good and due form, have accordingly agreed upon and concluded the following Articles:

Article 1.

His Britannic Majesty recognises the complete and absolute independence of the dominions of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Article 2.

There shall be peace and friendship between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies. Each of the High Contracting Parties undertakes to maintain good relations with the other and to endeavour by all the means at its disposal to prevent his territories being used as a base for unlawful activities directed against peace and tranquillity in the territories of the other party.

Article 3.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes that the performance of the pilgrimage will be facilitated to British subjects and British-protected persons of the Moslem faith to the same extent as to other pilgrims, and announces that they will be safe as regards their property and their person during their stay in the Hejaz.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Jeddah, le 17 septembre 1927.

Article 4.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes that the property of the aforesaid pilgrims who may die within the territories of His Majesty and who have no lawful trustee in those territories shall be handed over to the British Agent in Jeddah or to such authority as he may appoint for the purpose, to be forwarded by him to the rightful heirs of the deceased pilgrims; provided that the property shall not be handed over to the British representative until the formalities of the competent tribunals have been complied with and the dues prescribed under Hejazi or Nejdi laws have been duly collected.

Article 5.

His Britannic Majesty recognises the national (Hejazi or Nejdi) status of all subjects of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies who may at any time be within the territories of His Britannic Majesty or territories under the protection of His Britannic Majesty.

Similarly, His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies recognises the national (British) status of all subjects of His Britannic Majesty and of all persons enjoying the protection of His Britannic Majesty who may at any time be within the territories of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies; it being understood that the principles of international law in force between independent Governments shall be respected.

Article 6.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes to maintain friendly and peaceful relations with the territories of Kuwait and Bahrain, and with the Sheikhs of Qatar and the Oman Coast, who are in special treaty relations with His Britannic Majesty's Government.

Article 7.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes to co-operate by all the means at his disposal with His Britannic Majesty in the suppression of the slave trade.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified by each of the High Contracting Parties and the ratifications exchanged as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall be binding during seven years from that date. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of seven years of his intention to terminate the treaty it shall remain in force and shall not be held to have terminated until the expiration of six months from the date on which either of the parties shall have given notice of the termination to other party.

Article 9.

The treaty concluded between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies (then Ruler of Nejd and its then Dependencies) on the 26th December, 1915, shall cease to have effect as from the date on which the present Treaty is ratified.

Article 10.

The present Treaty has been drawn up in English and Arabic. Both texts shall be of equal validity; but in case of divergence in the interpretation of any part of the treaty the English text shall prevail.

Article 11.

The present Treaty shall be known as the Treaty of Jeddah.

Signed at Jeddah on Friday, May 20th, 1927 (corresponding to the 18th Zul Qa'da, 1345).

Gilbert Falkingham Clayton.
Faisal Abdul-Aziz al Saud.

1.

Sir G. Clayton to His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Your Majesty,

I have the honour to remind your Majesty that, in the course of our negotiations, which have happily resulted in the conclusion of a treaty of friendship and good understanding between His Britannic Majesty and your Majesty, the question of the frontier between the Hejaz and Transjordan was discussed, and I explained to your Majesty the position, as defined in a draft protocol submitted by me to you, which His Majesty's Government have taken up on this question and to which they must adhere.

His Majesty's Government regard the above-mentioned frontier as being defined as follows:

„The frontier between the Hejaz and Transjordan starts from the intersection of meridian 38° E. and parallel 29° 35′ N. which marks the termination of the frontier between Nejd and Transjordan, and proceeds in a straight line to a point on the Hejaz Railway 2 miles south of Mudawwara. From this point it proceeds in a straight line to a point on the Gulf of Aqaba 2 miles south of the town of Aqaba."

Respects.

Gilbert Clayton,
His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.

Jeddah, May 19th, 1927 (18th Zul Qa'da, 1345).

2.

Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Faisal al Saud to His Britannic Majesty's Commissioner and Plenipotentiary.

(Translation.)

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345, on the subject of the Hejaz-Transjordan frontier, we note that His Majesty's Government adhere to their position, but we find it impossible, in the present circumstances, to effect a final settlement of this question. Nevertheless, in view of our true desire to maintain cordial relations based on solid ties of friendship, we desire to express to your Excellency our willingness to maintain the *status quo* in the Ma'an-Aqaba district, and we promise not to interfere in its administration until favourable circumstances will permit a final settlement of this question.

Respects.

(Sealed) *Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Saud.*

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

3.

Sir G. Clayton to His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Your Majesty,

In continuation of our conversations relating to the question of the slave trade, I have the honour to inform your Majesty that His Britannic Majesty's Government feel it their duty to abstain at present from renouncing the right of manumitting slaves, which has long been practised by His Majesty's consular officers, and which enables them to liberate any slave who presents himself of his own free choice with a request for liberation and repatriation to his country of origin.

I wish to assure your Majesty that His Britannic Majesty's Government's insistence on this right is not intended to mean any interference in the affairs of your Government or any infringement of your Majesty's sovereignty; but that it is due to His Britannic Majesty's Government's resolve to carry out a duty which they owe to humanity. I would add that His Britannic Majesty's Government will be prepared to consider the abolition of the right of manumission as soon as it becomes clear to both parties that the co-operation stipulated in Article 8 of the Treaty of Jeddah has resulted in the enforcement of such practical measures as to render the exercise of the right of manumission no longer necessary.

I trust that your Majesty will appreciate the attitude of His Britannic Majesty's Government in this matter and that you will see fit to acquiesce in the procedure which I have described above.

Respects.

Gilbert Clayton,

His Britannic Majesty's Commissioner and Plenipotentiary.

Jeddah, May 19th, 1927 (18th Zul Qa'da, 1345).

4.

Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Faisal al Saud to His Britannic Majesty's Commissioner and Plenipotentiary.

(Translation.)

In reply to your Excellency's letter No. 2, dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to the manumission of slaves, I am confident that the British agent at Jeddah will always act in accordance with the spirit in which our agreement was arrived at, and that he will not permit any confusion as this might have undesirable effects on the administrative and economic aspects of this question.

Respects,

(Sealed) *Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Saud.*

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

5.

Sir G. Clayton to His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Your Majesty,

With reference to the proposal put forward by your Majesty for the inclusion in the treaty of an Article providing that His Britannic Majesty's Government should take no measures to prevent the purchase and importation of whatever arms, war material, ammunition, machines or implements which the Government of the Hejaz and Nejd may require for their own use, I have the honour to inform your Majesty that His Britannic Majesty's Government are of the opinion that this is a question which need not be dealt with in the body of the main Treaty.

I am, however, empowered by His Britannic Majesty's Government to inform your Majesty that the embargo on the export of war materials to Arabia has been removed, and that, if your Majesty should see fit to place orders for arms, ammunition and war material with British manufacturers, in accordance with the conditions set forth in the Arms Traffic Convention (1925), for the use of the Government of the Hejaz and Nejd, His Britannic Majesty's Government will not prevent the export thereof or place any obstacle to their importation into your Majesty's territories.

I shall endeavour, in answer to your Majesty's desire, to present your Majesty with a copy of the convention referred to above as soon as may be.

Respects.

Gilbert Clayton,

His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.

Jeddah, May 19th, 1927 (18th Zul Qa'da, 1345).

6.

Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Faisal al Saud to His Britannic Majesty's Commissioner and Plenipotentiary.

(Translation.)

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to arms, I wish to thank you for your statement which makes it clear that the importation of arms into Arabia is not prohibited.

Respects.

(Sealed) *Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Saud.*

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

7.

Sir G. Clayton to His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Your Majesty,

With reference to Article 4 of the Treaty of Jeddah, I have the honour to confirm the statements I made to your Majesty in the course of our conversations, in which I stated that the sole object of the insertion of that Article in the Treaty is, first, to establish the present procedure formally, and, secondly, to furnish His Britannic Majesty's Government with such assurances as might enable them to bring that procedure to the notice of all Moslems in British territories.

I wish, moreover, to assure your Majesty that the presence of that Article in the Treaty does not affect and will not be interpreted as affecting the procedure relating to the belongings of deceased persons other than pilgrims, which remain subject to the rules of reciprocity which are the basis of the usual practice between independent countries.

Respects.

Gilbert Clayton,

His Britannic Majesty's

Commissioner and Plenipotentiary.

Jeddah, May 19th, 1927 (18th Zul Qa'da, 1345).

8.

Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Faisal al Saud to His Britannic Majesty's Commissioner and Plenipotentiary.

(Translation.)

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to the disposal of the belongings of our subjects in your territories and your subjects in our territories, I wish to assure your Excellency that the procedure will be, as you state, in accordance with international practice, by which we mean that the belongings will be entrusted to our tribunals, who will hand them over to the British agent

after the legal formalities and the collection of the dues, and that, *mutatis mutandis*, the belongings of those of our subjects who may die in British territories will be handed over to us by the British agent at Jeddah.

Respects.

(Sealed) *Abdul-Aziz ibn Abdul-Rahman al Saud.*

16th Zul Qa'da, 1345 (May 20th, 1927).

75.

ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, FRANCE.

Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage; signé à Paris, le 11 novembre 1927, suivi d'une Convention de conciliation, signée à la date du même jour.*)

Službene Novine 1927, No. 279.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et le Président de la République Française.

Ayant un égal souci du maintien en Europe d'un état de paix et de stabilité politique aussi nécessaire au progrès social qu'à la prospérité économique de la France et du Royaume serbe-croate-slovène;

Fermement attachés au principe du respect des engagements internationaux solennellement confirmé par le Pacte de la Société des Nations,

Désireux, dans le cadre de ce Pacte, d'assurer par avance leur communauté de vues dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi par les Traités dont ils sont signataires,

Et convaincus du devoir des Gouvernements modernes d'éviter le retour des guerres en prévoyant le règlement pacifique des litiges qui peuvent survenir entre eux,

Ont résolu à ces fins de se donner mutuellement de nouveaux gages de paix, d'entente et d'amitié et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates, Slovènes:

M. le Dr. V. Marinkovitch, Ministre des Affaires Etrangères.

Le Président de la République Française:

M. Aristide Briand, Député, Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et dûe forme, ont convenu des dispositions suivantes:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 2 décembre 1927.

Article premier.

La France et le Royaume des S. H. S. s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois cette stipulation ne s'applique pas, s'il s'agit:

1⁰. de l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement pris dans l'alinéa premier du présent Article;

2⁰. d'une action entreprise par application de l'Article 16 du Pacte de la Société des Nations;

3⁰. d'une action entreprise en raison d'une décision de l'Assemblée ou du Conseil de la Société des Nations ou par application de l'Article 15 alinéa 7 du Pacte de la Société des Nations pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre un Etat qui le premier s'est livré à une attaque.

Article 2.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par eux dans l'Article 1er du présent Traité, la France et le Royaume des S. H. S. s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires: toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer; toute autre question sera soumise à une Commission de conciliation et si l'arrangement proposé par cette Commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'Article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

Article 3.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Royal de l'Etat S. H. S. s'engagent à examiner en commun, sous réserve des résolutions éventuelles du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations, les questions de nature à mettre en danger la sécurité extérieure de la France ou de l'Etat S. H. S. ou à porter atteinte à l'ordre établi par les Traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Article 4.

Si, malgré les intentions sincèrement pacifiques des Gouvernements Français et S. H. S., la France ou le Royaume S. H. S. se voyaient attaqués sans provocation de leur part, les deux Gouvernements se concerteraient sans délai sur leur action respective, à exercer dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, en vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérêts nationaux et du maintien de l'ordre établi par les Traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour se concerter entre elles dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe et, sous réserve des résolutions qui seraient prises en pareil cas par le Conseil ou par l'Assemblée de la Société des Nations, pour s'entendre sur l'attitude à observer respectivement en pareil cas par chacune d'elles.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que rien dans le présent Traité ne doit être interprêté en contradiction des stipulations des Traités actuellement en vigueur, qui sont signés par la France ou le Royaume des S. H. S. et qui concernent leur politique en Europe. Elles s'engagent à échanger leurs vues dans les questions touchant la politique européenne, en vue de coordonner leurs efforts pacifiques et à cette fin à se faire désormais respectivement connaître les traités ou accords qu'elles viendraient à conclure avec des tierces puissances sur le même sujet et qui auront toujours un but conforme au maintien de la paix.

Article 7.

Rien dans le présent Traité ne pourra être interprêté ou appliqué de manière à porter atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article 8.

Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'Article 18 du Pacte.

Article 9.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans, à l'expiration desquels il pourra être renouvelé moyennant un préavis dûment notifié à la fin de la quatrième année et pour une période à déterminer.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 11 novembre 1927.

(L. S.) *Dr. V. Marinkovitch,* m. p.

(L. S.) *A. Briand,* m. p.

Les soussignés dûment autorisés.

Chargés par leurs Gouvernements respectifs de fixer les modalités suivant lesquelles il sera, ainsi qu'il est prévu dans l'Article 2 du Traité

conclu en date de ce jour, entre le Royaume des S. H. S. et la France procédé au règlement pacifique de toutes les questions qui ne pourraient être réglées à l'amiable entre les deux pays,

Ont convenu des dispositions suivantes:

Partie I.

Article 1er.

Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral soi à la Cour Permanente de Justice Internationale ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent celles que mentionne l'Article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations ayant leur origine dans des faits antérieurs à la présente Convention et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autre conventions en vigueur entre les H. P. C. seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission Internationale Permanente, dite *Commission permanente de conciliation* constituée conformément à la présente Convention.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente Convention qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

La Commission Permanente de Conciliation prévue à l'Article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes designeront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous

les cas jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de demission ou de quelqu'autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La Commission Permanente de Conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération Suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La Commission Permanente de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la partie adverse.

Article 7.

Dans un délai de 15 jours à partir de la date où l'une des H. P. C. aurait porté une contestation devant la Commission Permanente de Conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

La Commission Permanente de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission Permanente de Conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 10.

La Commission Permanente de Conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 11.

Les travaux de la Commission Permanente de Conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission Permanente de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions de la Commission Permanente de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 14.

Les H.P.C. s'engagent à faciliter les travaux de la Commission Permanente de Conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission Permanente de Conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les H. P. C. qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

Article 16.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de Conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévus par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elle aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour Permanente de justice internationale.

Partie II.

Article 17.

Toutes les questions sur lesquelles les Gouvernements des deux H.P.C. seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'Article 1er de la présente Convention et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un Traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la *Commission permanente de Conciliation*, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable, et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les Articles 6 à 15 de la présente Convention sera appliquée.

Article 18.

Si dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de Conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, portée devant le Conseil de la Société des Nations.

Disposition Générale.

Article 19.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de Conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour Permanente de Justice Internationale statuant conformément à l'Article 41 de son statut, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des H.P.C. s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de Conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20.

La présente Convention reste applicable entre les H. P. C. encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 21.

La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Genève à la Société des Nations en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre le Royaume des S. H. S. et la France.

Elle entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit Traité.

Fait à Paris, le 11 novembre 1927.

(L. S.) *Dr. V. Marinkovitch*, m. p.
(L. S.) *A. Briand*, m. p.

76.

SUISSE, ESPAGNE.

Traité de conciliation et de règlement judiciaire; signé à Madrid, le 20 avril 1926.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 3.

Le Conseil Fédéral Suisse et Sa Majesté le Roi d'Espagne animés du désir de resserrer les liens d'amitié existant entre les deux Pays et de contribuer au maintien de la paix générale en donnant, dans leurs rapports réciproques, la plus large application possible aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, notamment par son Article XIII,

Se fondant sur l'Article XXI du même Pacte,

Ont résolu de conclure un Traité général de conciliation et de règlement judiciaire et ont désigné dans ce but leurs Plénipotentiaires, savoir:

El Consejo Federal Suizo y Su Majestad El Rey de España animados del deseo de estrechar los lazos de amistad existentes entre los dos Paises y de contribuir al mantenimiento de la paz general dando, en sus reciprocas relaciones la más amplia aplicación posible a los principios consagrados por el Pacto de la Sociedad de las Naciones, especialmente en su art. XIII,

Y fundándose en el art. XXI del citado Pacto,

Han resuelto celebrar un Tratado general de conciliación y de arreglo judicial, y han designado a tal efecto como Plenipotenciarios, a saber:

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 29 janvier 1927.

Le Conseil Fédéral Suisse:
M. Maxime de Stoutz, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suisse en Espagne,
Sa Majesté le Roi d'Espagne:
Son Excellence Don José de Yanguas y Messía, son Ministre d'Etat.

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation les litiges, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux Articles 7 et suivants du présent Traité.

Les litiges pour la solution desquels une juridiction spéciale est prévue par d'autres engagements en vigueur entre les Parties Contractantes seront, toutefois, portés devant cette juridiction.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un litige qui, aux termes de la législation de l'une des Parties, relève de la compétence d'une autorité judiciaire, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire, tant qu'il n'aura pas fait l'objet d'une décision définitive de la part de cette autorité judiciaire. Au cas où la Partie de-

El Consejo Federal Suizo:
al Sr. Maxime de Stoutz, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Suiza en España,
Su Majestad el Rey de España:
al Excmo. Señor Don José de Yanguas y Messía, Su Ministro de Estado,

Los cuales, después de comunicarse sus plenos poderes y de haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes:

Artículo 1.º

Las Partes contratantes se comprometen a someter a un procedimiento de conciliación los litigios, de cualquier naturaleza que sean, que surgieren entre ellas y que no hubieren podido ser resueltos por la via diplomática en un plazo prudencial.

En el caso de que fracasare el procedimiento de conciliación se procurará un arreglo judicial, conforme a los artículos 7.º y siguientes del presente Tratado.

Los litigios, para cuya solución esté prevista una jurisdicción especial por otros acuerdos en vigor entre las Partes contratantes, serán, sin embargo, sometidos a dicha jurisdicción.

Artículo 2.º

Cuando se trate de un litigio que, según los términos de la legislación de una de las Partes, sea de la competencia de una autoridad judicial, la Parte demandada podra oponerse a que sea sometido a un procedimiento de conciliación y, en su caso, a un arreglo judicial, siempre que no haya sido objeto de una decisión definitiva por parte de dicha autoridad judicial. En el caso de que la Parte

manderesse entendrait contester cette décision judiciaire, le litige devra être soumis à la procédure de conciliation une année au plus tard à compter de cette décision.

Article 3.

Les Parties Contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

Les Parties nommeront, à leur gré, chacune un membre et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront, ni être des ressortissants des Parties Contractantes, ni être domiciliés sur leur territoire ou se trouver à leur service. Les Parties désigneront, d'un commun accord, le Président parmi ces trois membres.

Tant qu'une procédure ne sera pas ouverte, chacune des Parties Contractantes pourra révoquer le commissaire nommé par elle et lui désigner un successeur, comme aussi retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y a lieu de procéder sans délai à la nomination des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres nommés d'un commun accord recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties Contractantes et supporté par elles par parts égales. Par contre, chaque Partie fixera et assumera elle-même l'indemnité du membre de la Commission nommé par elle.

Chaque Partie supportera une part égale des frais généraux de la Commission.

demandante se propusiera impugnar esta decisión judicial, el litigio deberá ser sometido a procedimiento de conciliatión dentro del año, a contar de la referida decisión.

Artículo 3.⁰

Las Partes contratantes instituirán una Comisión permanente de conciliación compuesta de cinco miembros.

Las Partes nombrarán libremente cada una un miembro y designarán los otros tres de común acuerdo. Estos tres miembros no deberán ser súbditos de las Partes contratantes, ni estar domiciliados en su territorio ni hallarse a su servicio. Las Partes designarán de común acuerdo el Presidente entre estos tres miembros.

Mientras no se haya iniciado procedimiento alguno, cada una de las Partes contratantes podrá revocar el nombramiento del comisario nombrado por ella y designarle un sucesor, así como también retirar su consentimiento al nombramiento de cada uno de los tres miembros designados en común. En este caso ha lugar a proceder sin retraso al nombramiento de los miembros cuyo mandato hubiera finalizado.

Se procederá al reemplazo de los comisarios conforme a la manera fijada para su nombramiento.

Durante el curso efectivo del procedimiento, los miembros nombrados de común acuerdo recibirán una indemnización, cuya cuantía será fijada por las Partes contratantes y sufragada por ellas por partes iguales. En cambio, cada parte fijará y satisfará por sí misma la indemnización del miembro de la Comisión nombrado por ella.

Cada Parte sufragará una cuota igual de los gastos generales de la Comisión.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité. Elle se réunira au lieu désigné par son Président.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'Article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.*)

Article 4.

Sauf convention contraire, la procédure de conciliation sera régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Article 5.

La commission de conciliation pourra être saisie par une seule des Parties. Celle-ci notifiera sa demande au Président de la Commission et à la Partie adverse.

La Commission peut cependant offrir d'elle-même son concours, si son Président et deux de ses membres y consentent.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux de la Commission et, en particulier, à user de tous les mayens dont elles disposent, d'après leurs législations, pour l'investir des mêmes compétences que leurs tribunaux suprêmes en ce qui concerne la citation, l'audition de té-

La Comisión se constituirá dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado y se reunirá en el lugar designado por su Presidente.

Si el nombramiento de los miembros que han de designarse de común acuerdo no se efectuase en el plazo de seis meses a partir del canje de las ratificaciones o, en caso de substitución, en el de tres meses a partir de la vacante del puesto, se procederá a los nombramientos en conformidad con el artículo 45 del Convenio de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.*)

Artículo 4.°

Salvo pacto en contrario, el procedimiento de conciliación se regirá por el Convenio de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo 5.°

La Comisión de conciliación podrá ser requerida por una sola de las Partes. Esta notificará su demanda al Presidente de la Comisión y a la Parte contraria.

La Comisión podrá, sin embargo, ofrecer espontáneamente su concurso, si su Presidente y dos de sus miembros consienten en ello.

Las Partes contratantes se comprometen a facilitar, en todos los casos y en todos conceptos, los trabajos de la Comisión, y en particular a utilizar todos los medios de que dispongan, según sus legislaciones, para investir a la citada Comisión de la misma competencia que a sus tribunales supremos en lo que concierne a la cita-

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

moins ou d'experts, ainsi que les descentes sur les lieux.

ción, comparecencia de testigos o peritos, así como a las inspecciones oculares.

Article 6.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'examiner les questions particulières qui lui sont soumises, de consigner le résultat de son enquête dans un rapport destiné à élucider les questions de fait et de faciliter ainsi la solution des litiges. Dans son rappórt, elle précisera les points controversés que soulèvent ces questions et fera suivre son exposé des recommandations susceptibles de provoquer une entente entre les Parties.

Le rapport devra être présenté dans les six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie, à moins que les Parties Contractantes ne décident d'abréger ou de proroger ce délai. Il devra être établi en trois exemplaires, dont un sera remis à chacune des Parties et le troisième conservé dans les archives de la Commission.

La Commission fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses recommandations, ainsi que le délai jusqu'à l'expiration duquel elles pourront, en cas d'échec de la procédure de conciliation, soumettre le différend à un règlement judiciaire. Ces deux délais ne pourront toutefois excéder, le premier, la durée de six mois, le second, la durée de trois mois.

Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence définitive obligatoire.

Artículo 6.°

La Comisión de conciliación tendrá a su cargo examinar las cuestiones particulares que le sean sometidas, consignar el resultado de su investigación en un informe destinado a dilucidar las cuestiones de hecho y facilitar así la solución de los litigios. En su informe precisará los puntos de controversia que estos litigios ocasionen y acompañará a su dictamen las proposiciones susceptibles de facilitar un acuerdo entre las Partes.

El informe deberá ser presentado dentro de los seis meses, a partir del día en que la Comisión haya sido requerida, a menos que las Partes contratantes decidan abreviar o prorrogar ese plazo. Deberá hacerse en tres ejemplares, uno para cada una de las Partes y el tercero se conservará en los archivos de la Comisión.

La Comisión fijará el plazo dentro del cual las Partes deberán pronunciarse en relación a sus proposiciones, así como el plazo hasta la expiración del cual aquéllas podrán, en caso de fracasar el procedimiento de conciliación, someter el litigio a un arreglo judicial. Estos dos plazos no podrán, sin embargo, exceder el primero de seis meses y el segundo de tres.

El informe de la Comisión no tendrá, ni en lo que se refiere a la exposición de hechos ni en lo que concierne a las consideraciones jurídicas, el carácter de una sentencia definitiva obligatoria.

Article 7.

Si les Parties n'acceptent pas les recommandations de la Commission de

Artículo 7.°

Si las Partes no aceptan las proposiciones de la Comisión de con-

conciliation, chacune d'elles pourra, dans le délai fixé par cette dernière, demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour de litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché ex æquo et bono.

Article 8.

Les Parties Contractantes pourront, toutefois, convenir de déférer tout différend à un tribunal arbitral constitué conformément aux Articles 55 et suivants de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907 ou conformément à tout autre accord intervenu entre elles.

Article 9.

Les Parties Contractantes établiront, en s'en tenant aux dispositions du Statut et du Règlement de la Cour permanente de Justice internationale, un compromis en vue de déterminer l'objet du litige, les compétences particulières qui pourraient être dévolues au Tribunal, ainsi que toutes les conditions dont les Parties sont convenues.

Le compromis sera établi par échange de Notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes et sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 10.

Si, dans une sentence rendue conformément au présent Traité, il est

ciliación, cualquiera de ellas podrá, dentro del plazo fijado por ésta última, pedir que el litigio sea sometido al Tribunal permanente de Justicia internacional.

En el caso de que, a juicio del Tribunal, el litigio no fuese de orden jurídico, las Partes convienen en que será resuelto ex æquo et bono.

Artículo 8.º

Las Partes contratantes podrán, sin embargo, convenir en someter todo litigio a un Tribunal arbitral, constituído conforme a los artículos 55 y siguientes del Convenio de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales o conforme a cualquier otro acuerdo existente entre ellas.

Artículo 9.º

Las Partes contratantes, ateniéndose a las disposiciones del Estatuto y del Reglamento del Tribunal permanente de Justicia internacional, establecerán un compromiso con el fin de determinar el objeto del litigio, la competencia especial que podría ser atribuida al Tribunal, así como todas las condiciones que las Partes hayan convenido.

El compromiso se establecerá por canje de notas entre los Gobiernos de las Partes contratantes y será interpretado en todos sus puntos por el Tribunal de Justicia.

Si el compromiso no hubiese sido fijado dentro de los tres meses a contar del día en que una de las Partes hubiera sido demandada a los fines del arreglo judicial, cualquiera de las Partes podrá acudir al Tribunal de Justicia por vía de simple demanda.

Artículo 10.

Si en una sentencia, dictada conforme al presente Tratado, se estableciese

établi qu'une décision d'une instance judiciaire, ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permet pas ou ne permet qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence accordera à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 11.

La sentence rendue par la Cour permanente de Justice internationale sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties Contractantes s'engagent à renoncer, autant que possible, à toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 12.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de simple requête.

Article 13.

Le présent Traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification en seront échangés à Berne.

Le Traité est conclu pour la durée de dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme,

que una decisión de carácter judicial o de cualquier otra autoridad dependiente de una de las Partes Contratantes se halla completa o parcialmente en oposición con el derecho de gentes, y si el derecho constitucional de esta Parte no permitiese o sólo permitiese imperfectamente anular por vía administrativa las consecuencias de la decisión de que se tratare, la sentencia concederá a la Parte perjudicada una satisfacción equitativa en otro orden.

Artículo 11.

La sentencia dictada por el Tribunal permanente de Justicia internacional será ejecutada de buena fe por las Partes.

Durante el curso del procedimiento de conciliación o del procedimiento judicial, las Partes contratantes se comprometen a renunciar, en lo posible, a toda medida susceptible de producir una repercusión perjudicial en la aceptación de las proposiciones de la Comisión de conciliación o sobre la ejecución de la sentencia.

Artículo 12.

Las dificultades que surgieren en la interpretacíon o en la ejecución del presente Tradato serán, salvo pacto en contrario, sometidas directamente por medio de simple demanda al Tribunal Permanente de Justicia Internacional.

Artículo 13.

El presente Tratado será ratificado en el más breve plazo possible y los instrumentos de ratificación se canjearán en Berna.

El Tratado se concierta por un período de diez años a contar del canje de ratificaciones; de no ser denunciado seis meses antes de la

il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire devait être pendante lors de l'expiration du présent Traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent Traité ou de toute autre convention que les Parties Contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait, en double exemplaire, à Madrid, le vingt avril mil neuf cent vingt-six.

expiración de este plazo, permanecerá en vigor por un nuevo período de cinco años, y así sucesivamente. Si en el momento de la expiración del presente Tratado algún procedimiento de conciliación o procedimiento judicial estuviere pendiente, seguirá su curso conforme a las disposiciones del referido Tratado o de cualquier otro acuerdo que las Partes contratantes hubieren convenido para substituirle.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios firman el presente Tratado.

Hecho por duplicado en Madrid a veinte de Abril de mil novecientos veintiseis.

(L. S.) (signé) *M. de Stoutz.*
(L. S.) (signé) *José de Yanguas.*

77.

BELGIQUE, SUISSE.

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage; signé à Bruxelles, le 5 février 1927.*)

Moniteur belge No. 334 du 30 novembre 1927.

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse.

Sa Majesté le Roi des Belges et le Conseil Fédéral Suisse, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Belgique et la Suisse et de résoudre, conformément aux principes à la base du Pacte de la Société des Nations, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un Traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Vanderfelde, Son Ministre des Affaires étrangères,

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. Barbey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse en Belgique,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 12 novembre 1927.

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Tous les litiges ayant pour objet un droit, de quelqne nature qu'il soit, allégué par une des Parties Contractantes et contesté par l'autre et, notamment, les différends mentionnés à l'Article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui n'auraient pu être réglés, dans un délai raisonnable, par les procédures diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la Cour permanente de justice internationale.

Article 2.

Les Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de Notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes. Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de justice par voie de simple requête.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera composé de cinq membres. Les Parties Contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le Président de la Commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties Contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; les Parties se réservent, toutefois, de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la Commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties Contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'Article 5 du présent Traité.

Article 5.

La Commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, priée de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La Commission de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, où, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties, si l'Article 16 du présent Traité est applicable.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'inivitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties Contractantes aura porté un différend devant la Commission de Conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

Article 8.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie

d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la Commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties, ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour permanente de justice internationale, saisie du différend, ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la Commission.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 10.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 11.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 14.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties Contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 16.

Tous les litiges, autres que ceux visés à l'Article premier qui viendraient à s'élever entre les Parties Contractantes et ne pourraient être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis à la Commission permanente de conciliation. Il sera procédé dans ce cas conformément aux Articles 7 à 15 du présent Traité.

Article 17.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés, pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue, aux Articles 4 et 5 du présent Traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation.

Article 18.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au Titre IV de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

Article 19.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation, à la procédure de règlement

judiciaire ou à la procédure d'arbitrage prévues par le présent Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 20.

Si la Cour permanente de justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouvent entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de justice internationale par voie de simple requête.

Article 23.

Le présent Traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever, après l'échange des ratifications du présent Traité, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties Contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

Article 24.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent Traité.

Le présent Traité abroge le Traité d'arbitrage conclu entre les Parties Contractantes le 15 novembre 1904.*)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 5 février 1927.

(L. S.) (Signé) *Frédéric Barbey.*
(L. S.) (Signé) *E. Vandervelde.*

78.

FINLANDE, BELGIQUE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Stockholm, le 4 mars 1927.**)

Finlands Författningssamling 1927, No. 323.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Finlande et la Belgique.

Le Président de la République de Finlande et Sa Majesté le Roi des Belges

animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays

décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations, ont résolu de conclure un Traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Finlande:

Monsieur le Docteur Söderhjelm, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire de Finlande à Stockholm,

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur le Baron de Groote, Son Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire à Helsinki,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Partie I.

Article 1.

Toutes contestations entre la Finlande et la Belgique, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 312.

**) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 19 novembre 1927.

les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Cet engagement ne s'applique qu'aux contestations qui s'élèveraient après la ratification du présent Traité au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre la Finlande et la Belgique seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'Article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: le Gouvernement Finlandais et le Gouvernement Belge nommeront chacun un membre de la Commission choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres membres de la Commission parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois membres de la Commission devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Gouvernements Finlandais et Belge désigneront le Président de la Commission.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Si la nomination des membres de la Commission à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération Suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au Président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de 15 jours à partir de la date où le Gouvernement Finlandais ou le Gouvernement Belge aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer le membre de la Commission qu'elle a nommé par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de 15 jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La Commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 13.

Les Gouvernements Finlandais et Belge s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles. ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation chacun des membres de la Commission recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, par les Gouvernements Finlandais et Belge.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités des membres de la Commission étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Partie II.

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'Article 1[er], sur lesquelles le Gouvernement Finlandais et le Gouvernement Belge seraient divisés sans

pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un Traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les Articles 5 à 14 du présent Traité sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou l'autre Partie, soumise pour décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'Article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où elle s'y prête, la procédure prévue au Titre IV chapitre III de ladite Convention. Toutefois, si dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties par le Tribunal arbitral.

Le tribunal statuera „ex aequo et bono".

La sentence arbitrale spécifiera, s'il y a lieu, les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

Dispositions Générales.

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle- ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements Finlandais et Belge s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent Traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément

à l'Article 41 de son statut,*) indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également au Tribunal d'arbitrage saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'Article 17 du présent Traité d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le Tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciare ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la setence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation et l'application du présent Traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

Le présent Traité sera ratifié, en ce qui concerne la Belgique, par Sa Majesté le Roi des Belges après approbation des Chambres. L'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Le Traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Stockholm, le 4 mars 1927.

(L. S.) *Werner Söderhjelm.*
(L. S.) *P. de Groote.*

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 874.

79.

SUISSE, URUGUAY.

Traité d'extradition; signé à Montevideo, le 27 février 1923, suivi d'un Protocole additionnel, signé à Montevideo, le 26 novembre 1926.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 10.

Le Conseil Fédéral Suisse et Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'Uruguay,

ayant jugé opportun, afin de contribuer à une administration uniforme, prompte et efficace de la justice et de la répression du crime, de conclure un Traité pour régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ainsi que certaines questions connexes, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse,

Monsieur Charles Egger, Docteur en droit, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'Uruguay,

Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'Uruguay,

Monsieur Juan Antonia Buero, Docteur en droit, Son Ministre Secrétaire d'Etat des relations extérieures et,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles établies par les Articles suivants, les personnes prévenues ou condamnées par les autorités compétentes d'un des deux Etats comme auteurs ou complices de l'un des faits énumérés à l'Article 2 et qui se trouvent sur le territoire de l'autre pays, si ces faits constituent une infraction de droit commun punissable tant selon la loi du lieu de refuge que selon celle de l'Etat requérant.

Art. 2.

Les faits délictueux qui donnent lieu à l'extradition sont les suivants:

1⁰ Homicide, comprenant le meurtre, l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement;

2⁰ avortement volontaire;**)

3⁰ coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ou une infirmité durable, une incapacité permanente de travail ou une mutilation grave d'un membre ou organe du corps;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 3 juin 1927.

**) Voir ci-après: Protocole additionnel, Article 1er.

4⁰ viol, attentat à la pudeur commis avec violence, proxénétisme;

5⁰ attentat à la pudeur commis avec ou sans violence sur des enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de 14 ans;

6⁰ bigamie;

7⁰ rapt et séquestration de personnes, suppression ou substitution d'enfants;

8⁰ exposition ou délaissement d'enfants ou de personnes sans défense; enlèvement de mineurs;

9⁰ falsification ou altération de monnaie ou de papier monnaie, billets de banque et autres papiers de crédit ayant cours légal, d'actions et d'autres titres émis par l'Etat, par des corporations, des sociétés ou des particuliers; falsification ou altération de timbres-poste, estampilles, marques ou sceaux de l'Etat et des bureaux publics; usage frauduleux desdits objets falsifiés ou altérés, ou leur introduction, émission ou mise en circulation, avec intention frauduleuse; usage frauduleux ou abus de sceaux, timbres, marques authentiques;

10⁰ faux en écritures publiques ou privées, falsification de documents officiels ou de tous titres de commerce; usage frauduleux de tels documents falsifiés ou contrefaits; soustraction de documents;

11⁰ faux témoignage, subornation de témoins ou faux serment en matière civile ou criminelle;

12⁰ corruption de fonctionnaires publics;

13⁰ péculat ou malversation de deniers publics, concussion commise par des fonctionnaires ou des dépositaires;

14⁰ incendie volontaire; emploi abusif de matières explosibles;

15⁰ actes volontaires qui auraient pour résultat la destruction ou la détérioration des chemins de fer, des bateaux à vapeur, voitures de postes, appareils ou conduites électriques (télégraphes, téléphones) et la mise en péril de leur exploitation;

16⁰ brigandage; extorsion; vol; recel;

17⁰ piraterie; actes volontaires commis en vue de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

18⁰ escroquerie;

19⁰ abus de confiance et soustraction frauduleuse;

20⁰ banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les classifications précédentes la tentative et la favorisation lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux pays.

L'énumération des infractions indiquées ci-dessus n'empêchera pas les Parties Contractantes de demander et d'accorder, à titre de réciprocité, l'extradition de personnes prévenues ou condamnées du chef d'autres actes, pourvu que la législation de l'Etat requis ne s'y oppose pas.

L'extradition n'aura pas lieu:

a) pour les condamnés, lorsque le total des peines prononcées est inférieur à une année d'emprisonnement;

b) pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait imputé est, tant d'après la loi du pays requérant que d'après celle de l'Etat requis, inférieur à deux ans d'emprisonnement.

Art. 3.

L'extradition n'aura pas lieu:

a) pour les délits politiques ou faits connexes à des délits politiques;

b) si le délit a été commis sur le territoire du pays requis;

c) si la demande d'extradition est motivée par la même infraction que celle pour laquelle la personne réclamée a déjà été jugée, condamnée ou acquittée dans le pays requis;

d) si la prescription de l'action ou de la peine correspondant au dernier acte de poursuite ou de condamnation est acquise suivant les lois du pays requis ou du pays requérant, avant que la demande d'arrestation ou d'extradition ne soit parvenue au gouvernement de l'Etat requis.

Art. 4.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas livrer leurs nationaux, par naissance ou naturalisation, lors même que la naturalisation aurait été obtenue postérieurement à la perpétration du délit.

En ce cas, les autorités du pays où le délit a été commis pourront, en produisant les preuves à l'appui, le dénoncer aux autorités judiciaires du pays de refuge, lesquelles traduiront la personne poursuivie devant leurs propres tribunaux.

Une seconde poursuite n'aura pas lieu dans le pays où le fait dénoncé a été commis si, dans le pays d'origine, la personne poursuivie a été acquittée ou condamnée définitivement et, en cas de condamnation, si elle a subi ou prescrit sa peine.

Art. 5.

Si l'acte punissable qui fait l'objet de la demande d'extradition a été commis hors du territoire de l'Etat requérant, il sera fait droit à la demande, sous réserve de l'Article 3, lettre b, si les lois des Parties Contractantes admettent la poursuite judiciaire de tels actes commis à l'étranger.

Art. 6.

La personne dont l'extradition a été accordée ne pourra être poursuivie ni punie pour des infractions antérieures à l'extraditon, ni pour des faits connexes à ces infractions, à moins que le pays qui l'a livrée n'y consente et qu'il ne s'agisse de faits rentrant dans ceux énumérés à l'Article 2.

Le gouvernement de ce pays peut exiger la communication des documents mentionnés à l'Article 9.

Elle ne pourra pas non plus être livrée sans le consentement de ce gouvernement à un Etat tiers qui la réclame pour des faits distincts de ceux qui ont motivé l'extradition.

Ces restrictions n'auront pas lieu: 1. si l'extradé, en connaissance des stipulations de la présente Convention, consent expressément à être pour-

suivi ou puni pour une infraction antérieurement commise et non mentionnée dans la demande d'extradition, 2. s'il consent à être livré à un Etat tiers, 3. s'il demeure dans le pays où il a été jugé pendant trois mois à partir du jour où il a purgé sa peine ou à partir du jour où il a été gracié et mis en liberté, ainsi que dans le cas où il serait rentré par la suite sur le territoire de l'Etat requérant.

Dans les cas prévus aux chiffres 1 et 2 de l'alinéa précédent, l'original ou une copie authentique de la déclaration de consentement de la personne livrée doit être présentée au gouvernement du pays qui a accordé et exécuté l'extradition.

Art. 7.

L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que la personne livrée ne soit pas jugée par un tribunal d'exception.

Art. 8.

Les Parties Contractantes sont convenues que, si la peine à appliquer à une personne dont l'extradition est demandée est la peine de mort, l'extradition ne sera accordée que sous la condition que ladite peine sera commuée en une peine privative de liberté.

Art. 9.

La demande d'extradition sera présentée par la voie diplomatique ou, à défaut d'agents diplomatiques, par le consul du rang le plus élevé du pays requérant ou encore, à défaut de consuls, directement de gouvernement à gouvernement.

La demande d'extradition sera accompagnée de l'original ou de la copie authentique du jugement s'il s'agit d'un condamné, ou d'un mandat d'arrêt délivré par l'autorité compétente, avec un exposé détaillé du fait délictueux qui le motive et la date à laquelle ce délit a été commis, s'il s'agit d'un prévenu.

Ces documents accompagnés d'une traduction française s'ils sont rédigés en espagnol, en allemand ou en italien, seront transmis en original ou en copie, laquelle sera munie d'une déclaration de l'autorité requérante attestant son authenticité. Quand la demande d'extradition est faite par la voie diplomatique, une légalisation consulaire n'est pas nécessaire.

La demande d'extradition sera accompagnée de tous les renseignements et documents nécessaires pour établir l'identité de la personne réclamée et, en outre, de la copie des dispositions légales applicables dans le pays requérant au fait incriminé.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir l'extradition de personnes échappées de prison, il sera nécessaire de présenter un document, émanant de l'autorité administrative compétente et reproduisant la sentence, la notification judiciaire de la condamnation faite à cette autorité, les dispositions pénales en application desquelles la sentence a été prononcée, la durée de peine qui reste à accomplir, la date et les circonstances de la fuite et les renseignements nécessaires relatifs à l'identité de la personne requise.

Art. 10.

En cas d'urgence, les Parties Contractantes pourront demander par avis postal ou télégraphique qu'il soit procédé administrativement à l'arrestation provisoire de l'inculpé, ainsi qu'au séquestre des objets concernant le délit; il sera donné suite à la demande dans tous les cas où l'existence d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt pourra être invoquée, et où il s'agira d'une infraction prévue par l'Article 2.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du pays requis; elle cessera d'être maintenue si dans le délai de 90 jours, à compter du moment où elle a été effectuée, le pays requis n'a pas reçu communication des documents mentionnés à l'Article 9, à moins que l'arrestation ne soit maintenue pour un autre motif.

Art. 11.

L'examen de la demande d'extradition et l'autorisation de l'extradition ont lieu d'après les prescriptions légales de l'Etat requis.

Si celui-ci estime la demande insuffisante quant aux conditions formelles ou matérielles requises par le présent Traité, il peut exiger de l'Etat requérant tous les renseignements et compléments qu'il jugerait nécessaire pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition. Si ces renseignements complémentaires ne parviennent pas au gouvernement requis dans un délai de 90 jours, à compter du moment où ils ont été demandés, la personne réclamée pourra être remise en liberté et ne pourra plus être arrêtée pour le motif qui a donné lieu à la demande d'extradition.

Art. 12.

La personne réclamée qui est poursuivie dans le pays de refuge ou qui y purge une condamnation pour un délit autre que celui qui motive la demande d'extradition, ne sera livrée qu'après son jugement définitif et, en cas de condamnation, qu'après avoir subi sa peine ou avoir été graciée.

Les obligations civiles que la personne réclamée pourrait avoir contractées dans le pays de refuge ne pourront faire obstacle à son extradition.

Art. 13.

Quand la personne dont l'extradition est réclamée conformément au présent Traité est également réclamée par un ou plusieurs autres gouvernements pour des infractions commises sur leurs territoires respectifs, l'extradition sera accordée à celui sur le territoire duquel aura été commis le délit le plus grave et, en cas d'égale gravité, à celui qui aura le premier présenté la demande d'extradition.

Art. 14.

Si, dans le délai de trois mois, à partir du jour où la personne réclamée aura été mise à la disposition de l'Etat requérant, ce dernier ne prend aucune décision, le prévenu sera mis en liberté et ne pourra pas être arrêté de nouveau pour le même motif.

Art. 15.

Tous les objets qui constituent le corps du délit ou qui ont servi à le commettre, de même que les papiers ou autres pièces à conviction, qui seraient trouvés ou saisis par suite de l'intervention de la justice sur la personne réclamée ou sur des tiers, seront remis à l'autorité requérante.

Cette remise s'effectuera même dans le cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu en raison de la mort ou de la fuite du prévenu.

Seront réservés les droits des tiers sur lesdits objets qui leur seront restitués, sans frais, une fois le procès terminé.

Art. 16.

Le transit, à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes, d'une personne livrée par un Etat tiers à l'autre Partie, sera accordé sur la simple présentation, en original ou en copie authentique, de l'un des documents mentionnés à l'Article 9, à condition que le prévenu ne soit pas ressortissant du pays de transit et que l'acte qui a motivé l'extradition soit prévu par le présent Traité et ne soit pas compris dans les exceptions stipulées à l'Article 3.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la surveillance d'agents du pays requis, et aux frais de l'Etat requérant.

Art. 17.

Les frais causés par la détention, l'entretien et le transport de la personne dont l'extradition a été accordée, ainsi que les frais de dépôt et de transport des objets qui, d'après l'Article 15, devront être remis ou restitués, resteront à la charge des deux Etats, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 18.

Lorsque, dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'Article 2, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par les voies mentionnées à l'Article 9 et il y sera donné suite, d'urgence, conformément aux lois du pays.

La commission rogatoire et les pièces annexes seront accompagnées d'une traduction française pour l'exécution en Suisse et d'une traduction espagnole pour l'exécution en Uruguay.

Quand la demande de transmission de ces documents est faite par la voie diplomatique, une légalisation consulaire n'est pas nécessaire.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médicolégales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits, par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur leurs territoires par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie.

Art. 19.

Si la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire ou convenable dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'Article 2, le gouvernement du pays où il demeure l'invitera à obtempérer à la citation qui lui sera adressée et, s'il y consent, le gouvernement requérant lui accordera, dès le moment où il aura quitté son domicile, des frais de voyage et de séjour calculés d'après les tarifs en vigueur dans le pays où sa comparution doit avoir lieu, à moins que le gouvernement requérant ne juge de son devoir d'accorder au témoin une indemnité plus considérable.

Aucune personne, quelle que soit sa nationalité, qui, citée comme témoin dans l'un des deux pays, aura comparu volontairement devant les tribunaux de l'autre, ne pourra être poursuivie ni détenue pour infractions ou pour condamnations civiles, criminelles ou correctionnelles antérieures à sa sortie du pays requis, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où elle figure comme témoin.

Art. 20.

En matière pénale non politique, militaire ou fiscale, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays estimera nécessaire de notifier un acte de procédure ou un jugement à une personne résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce sera notifiée à l'intéressé par les soins d'un fonctionnaire compétent; l'original de l'acte, accompagné de la notification, sera réexpédié au gouvernement requérant, sans qu'il y ait lieu à rembourser des frais.

Les actes à notifier doivent être rédigés dans la langue de l'autorité requérante. La mention du contenu doit cependant être faite au gouvernement du pays requis, soit dans la langue nationale soit en langue française, à l'occasion de la transmission de la pièce.

Art. 21.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement tous les arrêts de condamnation pour infractions de toute nature prononcés par les tribunaux de l'un des Etats Contractants contre les ressortissants de l'autre. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Art. 22.

Le présent Traité sera ratifié conformément à la constitution et aux lois de chacun des Etats Contractants et entrera en vigueur six semaines après l'échange des ratifications, qui s'effectuera à Berne dans le plus bref délai possible.

Sa durée sera indéfinie; chacune des Parties Contractantes conserve le droit de le dénoncer à n'importe quel moment; la dénonciation n'aura effet que six mois après avoir été notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs signatures et sceaux.

Fait à Montevideo, le vingt-sept février mil neuf cent vingt-trois.

(signé) *Egger.*
(signé) *J. A. Buero.*

Protocole additionnel.

Le Conseil Fédéral Suisse et Son Excellence Monsieur le Président de la République Orientale de l'Uruguay,

Signataires du Traité d'extradition de criminels, signé à Montevideo le 27 février 1923, désirant, de commun accord, éliminer un des motifs d'extradition établis dans ledit Traité, ont résolu, à l'effet, d'adjoindre à celui-ci un Protocole additionnel et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Charles Egger, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Son Excellence Monsieur le Président de la République Orientale de l'Uruguay, et

Son Excellence Monsieur le Président de la République Orientale de l'Uruguay:

Monsieur Alvaro Saralegui, son Ministre Secrétaire d'Etat des Relations extérieures,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Le délit prévu sous chiffre deux de l'Article deuxième du Traité d'extradition précité demeure exclu de celui-ci. L'extradition d'une personne accusée d'avortement volontaire ne peut, en conséquence, être accordée.

Article 2.

La disposition établie dans l'Article précédent fera partie intégrante du Traité d'extradition du 27 février 1923.

Article 3.

Le présent Protocole additionnel sera ratifié conformément à la Constitution et aux lois de chacun des Etats Contractants, et les ratifications seront échangées à Berne, en même temps que celles du Traité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Montevideo, en deux exemplaires d'une même teneur et à un seul effet, chacun en langues française et espagnole, le vingt-six novembre mil neuf cent vingt-six.

(sig.) *Egger.*
(sig.) *Alvaro Saralegui.*

80.

GRANDE-BRETAGNE, ESTHONIE.

Convention d'extradition; signée à Londres, le 18 novembre 1925.*)

Treaty Series 1926, No. 18.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India and the Esthonian Republic, having determined, by common consent, to conclude a convention for the extradition of criminals, have accordingly named as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Right Honourable Joseph Austen Chamberlain, M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The Esthonian Republic:

Dr. Oskar Kallas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Esthonian Republic at London;

Who, after having exhibited to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present Convention, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 2, committed within the jurisdiction ot the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences, provided that they are punishable under the law of both States by imprisonment with or without hard labour or some greater punishment:

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.

2. Manslaughter.

3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

4. Rape.

5. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 mai 1926.

6. Indecent assault.

7. Kidnapping and false imprisonment.

8. Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.

9. Abduction.

10. Procuration.

11. Bigamy.

12. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

13. Assault occasioning actual bodily harm.

14. Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

15. Perjury, or subornation of perjury.

16. Arson.

17. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.

18. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, or fraudulent conversion.

19. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or feloniously obtained.

20. a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

b) Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm.

21. Forgery, or uttering what is forged.

22. Crimes against bankruptcy law.

23. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

24. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

25. Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition crimes or offences.

26. Dealing in slaves in such manner as to constitute a crime or offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, provided such participation be punishable by the laws of both High Contracting Parties,

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime or offence for which, according to the law of both the High Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article 3.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Party.

Article 4.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the State applied to, for the crime or offence for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article 5.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime or offence or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

Article 6.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for a crime or offence of a political character.

Article 7.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has had an opportunity of returning, to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes or offences committed after the extradition.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article 9.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article 10.

A criminal fugitive may be apprehended under a warrant issued by any police magistrate, justice of the peace, or other competent authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime or offence had been committed or the person convicted in that part of the dominions of the two High Contracting Parties in which the magistrate, justice of the peace, or other competent authority, exercises jurisdiction. He shall, in accordance with this Article, be discharged if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the diplomatic agent of the State claiming his extradition in accordance with the stipulations of this Treaty. The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either State which may come into a port of the other.

Article 11.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has ben convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await thee warrant for his surrender.

Article 12.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows:

1. A warrant, or copy thereof, must purport to be signed by a judge, magistrate, or officer of the other State, or purport to be certified under the hand of a judge, magistrate or officer of the other State to be a true copy thereof, as the case may require.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified, under the hand of a judge, magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of, or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a judge, magistrate, or officer of the other State.

In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated, either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other minister of the other State, or by any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the State to which the application for extradition is made.

Article 13.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Convention should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to the State whose claim is earliest in date, unless such claim is waived.

Article 14.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article 15.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, and any articles that may serve as a proof of the crime or offence shall be given up when the extradition takes place, in so far as this may be permitted by the law of the State granting the extradition.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present Convention.

Article 17.

The stipulations of the present Convention shall be applicable, so far as the laws permit, to all His Britannic Majesty's Dominions, except to the self-governing Dominions hereinafter named — that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Nordfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland — and India, provided

always that the said stipulations shall be applicable to any of the above-named Dominions or India in respect of which notice to that effect shall have been given on behalf of the Government of such Dominion or India by His Britannic Majesty's Representative at Tallin (Reval), and provided also that it shall be competent for either of the High Contracting Parties to terminate separately the application of this Convention to any of the above-named Dominions or India by a notice to that effect not exceeding one year and not less than six months.

Article 18.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, or Possessions to which this Convention applies shall be made to the Governor-General, Governor, or chief authority, of such self-governing Dominion, Colony, or Possession by the appropriate consular officer of the Esthonian Republic.

Such requisition may be dealt with, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such self-governing Dominion, Colony, or Possession will allow, to the provisions of this Convention, by the competent authorities of such self-governing Dominion, Colony or Possession, provided nevertheless that, if an order for the committal of the fugitive criminal to prison to await surrender shall be made, the said Governor-General, Governor, or Chief Authority, may, instead of issuing a warrant for the surrender of such fugitive criminal, refer the matter to His Britannic Majesty's Government.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any self-governing Dominion, Colony, or Possession of His Britannic Majesty shall be governed, as far as possible, by the rules laid down in the preceding Articles of the present Convention.

Article 19.

It is understood that the stipulations of the two preceding Articles apply in the same manner as if they were Possessions of His Britannic Majesty, to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar.

It is also understood that if, after the signature of the present Convention, it is considered advisable to extend its provisions to any British protectorates other than those mentioned above, or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, including the territories in respect of which mandates are being exercised on behalf of His Britannic Majesty by the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand and the Go-

vernment of the Union of South Africa, the stipulations of the two preceding Articles shall be deemed to apply to such protectorates or States or mandated territoires from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

It is further understood that the provisions of the present Convention which apply to British subjects shall be deemed also to apply to natives of any British protectorate or protected State or mandated territory to which the stipulations of the two preceding Articles apply or shall hereafter apply.

Article 20.

The present Convention shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, as soon as possible.

In withness whereof the respective plenipotentiaries have signed the Convention and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the 18th day of November, in the year 1925.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Oskar Kallas.*

81.

GRANDE-BRETAGNE, ALBANIE.

Traité d'extradition; signé à Tirana, le 22 juillet 1926.*)

*Treaty Series 1927, No. 20.**)*

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India;

And His Excellency the President of the Albanian Republic;

having determined, by common consent, to conclude a treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

William Edmund O'Reilly, Esq., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Albanian Republic;

And His Excellency the President of the Albanian Republic:

Monsieur Hussein Vrioni, Minister for Foreign Affairs and Minister of Justice *ad interim;*

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 29 janvier 1927.

**) En langues anglaise et albanaise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Who, after having exhibited to each other their respective full powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 2, committed within the jurisdiction of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences:

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.

2. Manslaughter.

3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

4. Rape.

5. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.

6. Indecent assault.

7. Kidnapping and false imprisonment.

8. Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.

9. Abduction.

10. Procuration.

11. Bigamy.

12. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

13. Assault occasioning actual bodily harm.

14. Threats by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

15. Perjury, or subornation of perjury.

16. Arson.

17. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.

18. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, or fraudulent conversion.

19. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or feloniously obtained.

20. a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

b) Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm.

21. Forgery, or uttering what is forged.

22. Crimes against bankruptcy law.

23. Any malicious act donne with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

24. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

25. Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition crimes or offences.

26. Dealing in slaves in such manner as to constitute a crime or offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, providing such participation be punishable by the laws of both High Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime or offence for which according to the law of both the High Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article 3.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Party.

Article 4.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the State applied to, for the crime or offence for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article 5.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime or offence or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

Article 6.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for a crime or offence of a political character.

Article 7.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has had an opportunity of returning, to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes of offences committed after the extradition.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made trough the diplomatic agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article 9.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article 10.

A criminal fugitive may be apprehended under a warrant issued by any police magistrate, justice of the peace, or other competent authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime or offence had been committed or the person convicted in that part of the Dominions of the two Contracting Parties in which the magistrate, justice of the peace, or other competent authority, exercises jurisdiction. He shall, in accordance with this Article, be discharged if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the diplomatic agent of the State claiming his extradition in accordance with the stipulations of this Treaty. The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either State which may come into a port of the other.

Article 11.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction,

have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article 12.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows:

1. A warrant, or copy thereof, must purport to be signed by a judge, magistrate, or officer of the other State, or purport to be certified under the hand of a judge, magistrate or officer of the other State to be a true copy thereof, as the case may require.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified, under the hand of a judge, magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of, or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a judge, magistrate, or officer of the other State.

In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated, either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other minister of the other State, or by any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the State to which the application for extradition is made.

Article 13.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to the State whose claim is earliest in date, unless such claim is waived.

Article 14.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article 15.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, and any articles that may serve as a proof of the crime of offence shall be given up when the extradition takes place, in so far as this may be permitted by the law of the State granting the extradition.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present Treaty.

Article 17.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable, so far as the laws permit, to all His Britannic Majesty's Dominions, except to the self-governing Dominions hereinafter named — that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland — and India, provided always that the said stipulations shall be applicable to any of the abovenamed Dominions or India in respect of which notice to that effect shall have been given on behalf of the Government of such Dominion or India by His Britannic Majesty's Representative at Durazzo, and provided also that it shall be competent for either of the High Contracting Parties to terminate separately the application of this Treaty to any of the above-named Dominions or India by a notice to that effect not exceeding one year and not less than six months.

Article 18.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, or Possessions to which this Treaty applies, shall be made to the Governor-General, Governor, or chief authority, of such self-governing Dominion, Colony, or Possessions by the appropriate consular officer of Albania.

Such requisition may be dealt with, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such self-governing Dominion, Colony, or Possessions will allow, to the provisions of this Treaty, by the competent authorities of such self-governing Dominion, Colony or Possession, provided, nevertheless, that if an order for the committal of the fugitive criminal to prison to await surrender shall be made, the said Governor-General, Governor, or chief authority may instead of issuing a warrant for the surrender of such fugitive refer the matter to His Britannic Majesty's Government.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any self-governing Dominion, Colony, or Possession of His Britannic Majesty shall be governed, as far as possible, by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article 19.

It is understood that the stipulations of the two preceding Articles apply in the same manner as if they were Possessions of His Britannic Majesty, to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland,

Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar, and to the following territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, that is to say, British Cameroons, British Togoland, the Tanganyika Territory and Palestine.

It is also understood that if, after the signature of the present Treaty, it is considered advisable to extend its provisions to any British protectorates other than those mentioned above, or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty other than those mentioned above including the territories in respect of which mandates are being exercised on behalf of His Britannic Majesty by the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand and the Government of the Union of South Africa, the stipulations of the two preceding Articles shall be deemed to apply to such protectorates or States or mandated territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

It is further understood that the provisions of the present Treaty which apply to British subjects shall be deemed also to apply to natives of any British protectorate or protected State or mandated territory to which the stipulations of the two preceding Articles apply or shall hereafter apply.

Article 20.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Tirana as soon as possible.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the Treaty and have affixed thereto their respective seals.

Done at Tirana in duplicate in the English and Albanian texts, of which the former is considered authoritative, this twenty-second day of July, in the year 1926.

W. O'Reilly.
H. Vrioni.

82.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de justice internationale et Disposition facultative.*)

Troisième rapport annuel de la Cour permanente de justice internationale. — Collection des textes gouvernant la compétence de la Cour, Série D., No. 5. — Dansk Lovtidenden 1926, p. 865. — Recueil des lois fédérales (Berne), 1926, p. 455. — Sveriges överenskommelser med främmande makter 1926, p. 23. — Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 355. — Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, p. 349. — Deutsches Reichsgesetzblatt 1928. II, p. 20.

Tableau des signatures et des ratifications.

Etats	Protocole de signature	Disposition facultative		
	Date de la ratification	Date de la signature	Conditions	Date du dépôt de la ratification éventuelle**)
Afrique du Sud	4 août 1921			
Albanie	13 juill. 1921			
Allemagne	11 mars 1927	23 septembre 1927***)	Réciprocité. 5 ans.	
Australie	4 août 1921			
Autriche	23 juill. 1921	14 mars 1922	Réciprocité. 5 ans.	
		Renouvelé le 12 janvier 1927†)	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 mars 1927
Belgique	29 août 1921	25 sept. 1925	Ratification. Réciprocité. 15 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	10 mars 1926
Bolivie				

*) V. aussi **N. R. G.** 3. s. XII, p. 854.

**) La ratification n'est en effet pas exigée par le texte de la disposition facultative.

***) Le texte de la déclaration allemande et la date de la ratification v. dans l'Annexe de ce tome.

†) V. la déclaration du Gouvernement Autrichien ci-dessous p. 400.

Etats	Protocole de signature	Disposition facultative		
	Date de la ratification	Date de la signature	Conditions	Date du dépôt de la ratification éventuelle
Brésil	1er nov. 1921	1er nov. 1921	Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations.	
Empire britannique	4 août 1921			
Bulgarie	12 août 1921	(1921)	Réciprocité.	12 août 1921
Canada	4 août 1921			
Chili				
Chine	13 mai 1922	13 mai 1922	Réciprocité. 5 ans.	
Colombie				
Costa-Rica		(Avant le 28 janv. 1921)	Réciprocité.	
Cuba	12 janv. 1922			
Danemark	13 juin 1921	(Avant le 28 janv. 1921)	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	13 juin 1921
		Renouvelé le 11 déc. 1925*)	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1926).	28 mars 1926
Dominicaine (République-)		30 sept. 1924	Ratification. Réciprocité.	
Espagne	30 août 1921			
Esthonie	2 mai 1923	2 mai 1923	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Ethiopie	16 juill. 1926	12 juill. 1926	Réciprocité. 5 ans. Les différends futurs à propos desquels les Parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique sont exceptés.	16 juill. 1926

*) V. la déclaration du Gouvernement Danois ci-dessous p. 398.

Etats	Protocole de signature	Disposition facultative		
	Date de la ratification	Date de la signature	Conditions	Date du dépôt de la ratification éventuelle
Finlande	6 avril 1922	(1921) Renouvelé le 3 mars 1927	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1927).	6 avril 1922
France	7 août 1921	2 oct. 1924	Ratification. Réciprocité. 15 ans. Autres réserves.*)	
Grèce	3 oct. 1921			
Guatémala		17 déc. 1926	Ratification. Réciprocité.	
Haïti	7 sept. 1921	(1921)	(Sans conditions).	
Hongrie	20 nov. 1925			
Inde	4 août 1921			
Irlande (Etat libre d'-)**)	(Avant le 27 août 1926)			
Italie	20 juin 1921			
Japon	16 nov. 1921			
Lettonie	12 févr. 1924	11 sept. 1923	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Libéria		(1921)	Ratification. Réciprocité.	
Lithuanie	16 mai 1922	5 oct. 1921	5 ans.	16 mai 1922
Luxembourg		(1921)	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	

*) V. la déclaration du Gouvernement Français ci-dessous p. 398.

**) Par sa lettre circulaire No. 105, le Secrétaire général de la Société des Nations a porté à la connaissance des Gouvernements des Membres de la Société que le Ministre des Affaires étrangères de l'Etat libre d'Irlande lui avait fait savoir, par lettre du 21 août 1926, que l'Etat libre d'Irlande devait être compris parmi les Membres de la Société ayant ratifié le Protocole de signature.

A la date du 12 octobre 1926, le Secrétaire général a fait connaître au Greffier de la Cour que la lettre du 21 août, visée plus haut, lui avait été remise le 26 du même mois par le représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations et que, depuis cette date, l'Etat libre d'Irlande figurait dans la liste du Secrétariat comme étant lié par le Protocole de la Cour. V. Troisième rapport annuel de la Cour permanente de justice internationale, p. 338.

Etats	Protocole de signature	Disposition facultative		
	Date de la ratification	Date de la signature	Conditions	Date du dépôt de la ratification éventuelle
Norvège	20 août 1921	6 sept. 1921	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	3 oct. 1921
		Renouvelé le 22 sept. 1926	Réciprocité. 10 ans (à dater du 3 octobre 1926).	
Nouvelle-Zélande	4 août 1921			
Panama		25 oct. 1921	Réciprocité.	
Paraguay				
Pays-Bas	6 août 1921	6 août 1921	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
		Renouvelé le 2 sept. 1926	Réciprocité. 10 ans. Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.*)	
Perse				
Pologne	26 août 1921			
Portugal	8 oct. 1921	(Avant le 28 janv. 1921)	Réciprocité.	8 oct. 1921
Roumanie	8 août 1921			
Salvador		(Avant le 28 janv. 1921)	Réciprocité.	
Serbes, Croates et Slovènes (Royaume des -)	12 août 1921			
Siam	27 févr. 1922			
Suède	21 févr. 1921	16 août 1921	Réciprocité. 5 ans.	
		Renouvelé le 18 mars 1926§)	Réciprocité. 10 ans.	

*) V. la déclaration du Gouvernement Néerlandais ci-dessous p. 399.

§) V. la déclaration du Gouvernement Suédois ci-dessous p. 399.

Etats	Protocole de signature	Disposition facultative		
	Date de la ratification	Date de la signature	Conditions	Date du dépôt de la ratification éventuelle
Suisse	25 juill. 1921	(Avant le 28 janv. 1921)	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	25 juill. 1921
		Renouvelé le 1er mars 1926*)	Ratification. Réciprocité. 10 ans.	24 juill. 1926
Tchécoslovaquie	2 sept. 1921			
Uruguay	27 sept. 1921	(Avant le 28 janv. 1921)	Réciprocité.	27 sept. 1921
Vénézuéla	2 déc. 1921			

Texte des déclarations d'acceptation de la disposition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour.

France.**)

„Je déclare que le Gouvernement de la République Française adhère à la disposition facultative de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, sous réserve de ratification, sous réserve de réciprocité pour une durée de quinze années avec faculté de dénonciation au cas où le protocole d'arbitrage, de sécurité et de réduction des armements, signé en date de ce jour, deviendrait caduc, et, d'autre part, sous le bénéfice des observations faites à la première Commission de la Cinquième Assemblée, aux termes desquelles l'une des Parties en litige pourra appeler l'autre devant le Conseil de la Société des Nations, à l'effet de procéder à l'essai de règlement pacifique prévu au paragraphe 3 de l'Article 15 du Pacte et, pendant ledit essai de conciliation, aucune Partie ne pourra citer l'autre devant la Cour de Justice."

Le 2 octobre 1924.

(Signé) *Ar. Briand.*

Danemark (renouvellement).***)

Au nom du Gouvernement Danois et sous réserve de ratification je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de toute autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une période ultérieure de dix années.

Genève, le 11 décembre 1925.

---

*) V. la déclaration du Gouvernement Fédéral Suisse ci-dessous p. 399.

**) V. Collection des textes gouvernant la compétence de la Cour, Série D., No. 5, p. 77.

***) V. Dansk Lovtidenden 1926, p. 865.

Suisse (renouvellement).*)

Au nom du Gouvernement de la Confédération Suisse et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle periode de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification.

Genève, le 1er mars 1926.

(Signé) *Motta.*

Suède (renouvellement).**)

Au nom du Gouvernement Royal Suédois, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour pour une période de dix années, à compter de la date à laquelle la déclaration du Gouvernement Suédois du 16 août 1921 cessera de porter ses effets.

Genève, le 18 mars 1926.

(Signé) *Einar Hennings.*

Pays-Bas (renouvellement).***)

Au nom du Gouvernement Néerlandais, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'Art. 36, paragraphe 2 du Statut de la Cour, pour la durée de dix années à partir du 6 août 1926, sur tous les différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Genève, le 2 septembre 1926.

(Signé) *W. Doude van Troostwijk.*

Guatemala.†)

Au nom de la République de Guatemala, je déclare accepter sous réserve de ratification et sous condition de réciprocité la juridiction de la Cour sur toutes catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet:

a) l'interprétation d'un traité;
b) tout point de droit international;
c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

---

*) V. Recueil des lois fédérales 1926, p. 455.

**) V. Sveriges överenskommelser med främmande makter 1926, p. 23.

***) V. Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 355

†) V. Troisième rapport annuel de la Cour permanente de justice internationale, p. 341.

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Genève, 17 décembre 1926.

(Signé) *F. A. Figueroa.*

Autriche (renouvellement).*)

Au nom de la République d'Autriche et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification.

Genève, le 12 janvier 1927.

(Signé) *Emerich Pflügl.*

Finlande (renouvellement).**)

Au nom du Gouvernement de la République de Finlande, et à partir du 6 avril 1927, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour purement et simplement, pour une durée de dix années.

Genève, le 3 mars 1927.

(Signé) *R. Erich.*

83.

SUISSE, BADE.

Convention concernant la chasse sur le Lac de Constance et le Rhin; signée à Karlsruhe et à Berne, le 7 et le 18 décembre 1897, modifiée le 15 novembre 1927.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, No. 24.

Übereinkunft betreffend die Erlassung einer Vogeljagdordnung für den Untersee und Rhein.

Von dem Wunsche geleitet, die in § 38 der Fischereiordnung für den Untersee und Rhein vom 16. November 1861 enthaltenen Bestimmungen über das Vogelschiessen mit den in der Schweiz beziehungsweise im Kanton Thurgau und im Grossherzogtum Baden gegenwärtig für die Ausübung der

*) V. Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, p. 349.

**) Cette déclaration de renouvellement n'est pas sujette à ratification, la Chambre des Représentants de la Finlande l'ayant approuvée le 24 novembre 1926. V. Troisième rapport annuel de la Cour permanente de justice internationale, p. 341.

Jagd massgebenden Rechtsnormen und mit den neuerdings hervorgetretenen Bedürfnissen in Einklang zu bringen, sind der schweizerische Bundesrat und die grossherzoglich badische Regierung im Hinblick auf Art. II des Staatsvertrages vom 20./31. Oktober 1854, betreffend die Hoheitsgrenze zwischen dem Kanton Thurgau und dem Grossherzogtum Baden,*) übereingekommen, für das Gebiet der gemeinschaftlichen Wasserjagd auf dem Untersee und Rhein neue Bestimmungen zu vereinbaren.

Zu diesem Zwecke haben der schweizerische Bundesrat den Herrn Oberforstinspektor Coaz und den Herrn Regierungsrat Dr. Egloff und die grossherzoglich badische Regierung den Herrn Geheimen Legationsrat Freiherrn von Marschall und den Herrn Ministerialrat Föhrenbach zu Bevollmächtigten ernannt. Dieselben haben auf Grund der am 17. und 18. Mai, sowie am 2. und 3. Juli laufenden Jahres zu Konstanz stattgehabten Verhandlungen unter Vorbehalt der Genehmigung seitens ihrer Regierungen die beigeschlossene Vogeljagdordnung vereinbart, welche von den beiden Regierungen publiziert und an Stelle der in dem obenerwähnten § 38 der Fischereiordnung enthaltenen Bestimmungen treten soll. Dabei sind die Bevollmächtigten dahin übereingekommen, dass für jeden der nach § 3 dieser Vogeljagdordnung von den beiderseitigen Behörden für ihre Staatsangehörigen zu erteilenden Jagdscheine eine Gebühr von nicht weniger als 5 Franken**) oder 4 Mark erhoben werden soll.

Dessen zur Urkunde haben die Bevollmächtigten gegenwärtige Übereinkunft in zweifacher Ausfertigung vollzogen.

Geschehen zu Karlsruhe, den 7. Dezember 1897. / Bern, den 18. Dezember 1897.

gez. *von Marschall.* gez. *Coaz.*
gez. *Föhrenbach.* gez. *Egloff.*

Vogeljagdordnung für das Gebiet der gemeinschaftlichen Wasserjagd auf dem Untersee und Rhein.

(Mit den Abänderungen vom 15. Januar 1907, 29. Mai 1914 und 15. November 1927.)

§ 1. Diese Vogeljagdordnung gilt für das in § 2 bezeichnete Gebiet der gemeinschaftlichen Wasserjagd auf dem Untersee und Rhein sowohl auf badischem als schweizerischem Hoheitsgebiet.

Die Jagdaufsicht auf dem Gebiete der gemeinschaftlichen Wasserjagd wird von jedem der beteiligten Staaten innerhalb seines Hoheitsgebietes ausgeübt.

§ 2. Das Gebiet der gemeinschaftlichen Wasserjagd umfasst die Wasserfläche des Untersees und Rheins von der Linie an, welche vom Kuhhorn am Fall zum sogenannten Bäumligraben auf dem rechten Rheinufer hinüber-

*) V. N. R. G. XX, p. 177.

**) Die Gebühr wurde im Jahre 1920 für die schweizerischen Jagdberechtigten auf 10 Franken festgesetzt.

zieht, bis in die Gegend, wo die Südwestspitze der Insel Reichenau (Buchhorn oder Klempern) und der Kirchturm von Berlingen in einer geraden Linie einander gegenüberstehen.

Der übrige Teil des Untersees (einschliesslich des Gnadensees) und des Rheins ist von der gemeinschaftlichen Wasserjagd ausgenommen.

§ 3. Die Ausübung der Jagd auf dem Gebiete der gemeinschaftlichen Wasserjagd (§ 2) ist jedem männlichen Einwohner der nachbenannten Orte gestattet, welcher das 20. Lebensjahr zurückgelegt hat und einen von der für seinen Wohnort zuständigen Behörde erteilten Jagdschein (Jagdpass, Jagdpatent) besitzt.

Badische Orte: Konstanz, Reichenau, Allensbach, Markelfingen, Radolfzell, Moos, Iznang, Gundholzen, Hornstaad, Gaienhofen, Hemmenhofen, Wangen mit Marbach, Oehningen mit Siegen;

schweizerische Orte: Gottlieben, Triboltingen, Ermatingen, Mannenbach, Berlingen, Steckborn mit Feldbach, Mammern mit Neuburg, Eschenz.

§ 4. Die Erlaubnis zur Jagdausübung kann von den zuständigen Behörden der beteiligten Uferstaaten für den innerhalb ihres Hoheitsgebietes gelegenen Teil der gemeinschaftlichen Wasserjagd auf bestimmte oder unbestimmte Zeit entzogen werden:

a) Entmündigten und Mundtoten;
b) solchen, welche sich nicht im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte befinden oder gegen welche auf die Zulässigkeit von Polizeiaufsicht erkannt worden ist;
c) solchen, die Armenunterstützung der öffentlichen Kassen oder Ortsanstalten erhalten;
d) Personen, welche wegen eines Verbrechens oder Vergehens oder wegen Übertretung von jagd- oder fischereipolizeilichen Vorschriften oder wegen Verletzung der Zollgesetze verurteilt worden sind;
e) solchen, die den Vorschriften dieser Vogeljagdordnung wiederholt zuwider gehandelt haben;
f) Personen, gegen welche Tatsachen vorliegen, auf Grund deren eine unvorsichtige Führung oder ein Missbrauch der Schusswaffe oder eine Gefährdung der öffentlichen Sicherheit zu besorgen steht.

§ 5. Die Ausübung der Jagd auf dem Gebiete der gemeinschaftlichen Wasserjagd (§ 2) ist auf die Erlegung von Sumpf- und Wassergeflügel mittels Schusswaffen beschränkt.

Von der Erlegung ausgeschlossen sind der Storch und der Schwan.

Der Fang von Wasservögeln mittels Schlingen, Netzen, Fallen, Zweck- oder Klebschnüren, Angeln oder ähnlichen Vorrichtungen ist verboten.

Das Schiessen der übrigen Sumpf- und Wasservögel darf nur in der Zeit vom 26. November bis Ende Februar und nur am Dienstag, Donnerstag und Samstag jeder Woche ausgeübt werden. Fällt auf einen dieser Tage ein Seefeiertag, so tritt der vorausgehende Wochentag an dessen Stelle.

Den Einwohnern von Konstanz ist ausserdem gestattet, in der Zeit vom 15. September bis einschliesslich 25. November täglich mit Ausnahme der Seefeiertage zu jagen.

Als Seefeiertage gelten während der in Absatz 4 und 5 bezeichneten Jagdzeiten — ausser den Sonntagen — Neujahr, Dreikönigstag, Mariä Himmelfahrt,*) Allerheiligen, Christtag und Stefanstag.

§ 6. Die Wasserjagd darf nur zur Tageszeit ausgeübt werden.

Als Nacht gilt die Zeit

im November im Dezember im Januar	von 7 Uhr abends bis 7 Uhr morgens,
im Februar im Oktober	von 8 Uhr abends bis 6 Uhr morgens,
im März*) im September	von 8 Uhr abends bis 5 Uhr morgens,
im August*)	von 9 Uhr abends bis 4 Uhr morgens.

Jeder Jäger, welcher eine halbe Stunde nach Schluss der Jagdzeit mit Jagdflinte ausgerüstet auf dem gemeinsamen Jagdgebiet betroffen wird, ist strafbar.

Bei Nebelwetter ist die Jagd untersagt.

§ 7. Die Wasserjagd darf nur vom Schiffe oder Eise aus betrieben werden, ohne dass das Land betreten wird. Die Jagd mit Motorbooten ist untersagt.

Von der Insel Reichenau und der Schopflerstrasse haben die Jäger beim Schiessen mindestens 150 Meter weit entfernt zu bleiben.

§ 8. Es ist verboten:

angeschossene Vögel über das Gebiet der gemeinschaftlichen Wasserjagd hinaus zu verfolgen; die Eier und Jungen von Vögeln auszunehmen oder zu zerstören beziehungsweise zu töten, mit Ausnahme der Eier und Jungen von Lappentauchern und kleinen Tauchern;

neue Vogelschirme aufzurichten; zu den noch bestehenden Vogelschirmen dürfen nicht mehr als 25 Lockvögel verwendet werden;

auf dem Gebiete der gemeinschaftlichen Wasserjagd zu anderen als den in § 5, Absatz 4 und 5, bezeichneten Zeiten Schusswaffen mitzuführen; ausgenommen hiervon ist das zur Führung von Schusswaffen dienstlich ermächtigte Aufsichtspersonal.

§ 9. Die Jäger sind verpflichtet, bei der Ausübung der Wasserjagd ihre Jagdscheine (Jagdpässe, Jagdpatente) stets mit sich zu führen und auf Verlangen des Aufsichtspersonals vorzuweisen.

§ 10. Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieser Vogeljagdordnung unterliegen den Strafgesetzen und dem Strafverfahren des Staates, auf dessen Hoheitsgebiet dieselben begangen wurden.

Von allen auf Grund dieser Vogeljagdordnung ergehenden Bestrafungen werden die Bezirksämter Konstanz, Kreuzlingen und Steckborn sich jeweils gegenseitig Nachricht geben.

§ 11. Diese Vogeljagdordnung tritt am 1. Juli 1898 in Kraft.

---

*) Gemäss Abänderung des § 5 vom 15. November 1927 ist die Wasserjagd im März und August überhaupt nicht mehr gestattet.

84.

JAPON, PAYS-BAS.

Echange de Notes concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage; des 12 février et 18 mars 1912.

Publication officielle japonaise.

Tokio, le 12 février 1912.

Monsieur le Vicomte.

Il a été constaté que les règlements actuellement en vigueur au Japon concernant le jaugeage des navires de mer d'architecture européenne sont conformes à ceux en vigueur aux Pays-Bas et aux Indes-Néerlandaises.

En conséquence, je me trouve chargé d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement s'engage à reconnaître, à partir du 1[er] juillet 1912, les certificats de jaugeage des navires de mer Japonais d'architecture européenne, délivrés depuis le 1[er] juillet 1884 et par conséquent à exempter ces navires munis d'un certificat de jaugeage authentique, de rejaugeage aux Pays-Bas et dans les Indes-Néerlandaises à condition que le Gouvernement Impérial du Japon, de son côté, reconnaisse les certificats de jaugeage des navires de mer Néerlandais, délivrés depuis le 20 octobre 1899 et des navires des Indes-Néerlandaises d'architecture européenne délivrés depuis le 3 janvier 1902 et que le Gouvernement Impérial exempte ces navires, munis d'un certificat de jaugeage authentique, de rejaugeage au Japon.

Je Vous prie, Monsieur le Vicomte, d'agréer les assurances réitérées de ma plus haute considération.

(Signé) *Y. H. van Roijen.*

Son Excellence Monsieur le Vicomte Y. Uchida,
Ministre des Affaires Etrangères &. &. &. Tokio.

(Traduction) Tokio, le 18 mars 1912.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note No. 152 en date du 12 février dernier contenant sa déclaration relative à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires de mer entre les Gouvernements du Japon et des Pays-Bas.

Le Gouvernement du Japon, ayant constaté que les règlements actuellement en vigueur aux Pays-Bas et dans les Indes-Néerlandaises concernant le jaugeage des navires de mer d'architecture européenne sont conformes à ceux qui sont en vigueur au Japon, s'engage à reconnaître, à partir du 1[er] juillet 1912, les certificats de jaugeage des navires de mer Néerlandais délivrés depuis le 20 octobre 1899 et les certificats de jaugeage des navires des Indes-Néerlandaises d'architecture européenne délivrés depuis le 3 janvier 1902, et par conséquent à exempter les navires des Pays-

Bas et des Indes-Néerlandaises, munis d'un certificat de jaugeage authentique, de rejaugeage au Japon, à condition que le Gouvernement des Pays-Bas, de son côté, reconnaisse les certificats de jaugeage des navires japonais d'architecture européenne délivrés depuis le 1[er] juillet 1884 et exempte ces navires japonais munis d'un certificat de jaugeage authentique, de rejaugeage aux Pays-Bas et dans les Indes-Néerlandaises.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

(Signé) *Vicomte Y. Uchida,*
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence Monsieur J. H. van Roijen,
Envoyé &. &. &. des Pays-Bas.

85.

JAPON, ALLEMAGNE, BELGIQUE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, RUSSIE.

Protocole d'une Conférence pour l'abolition du système des concessions étrangères en Corée; signé à Séoul (Keijo), le 21 avril 1913.

Copie officielle.

Protocol agreed to at the Conference held between the Director of the Bureau of Foreign Affairs of the Government General of Chosen and the Consular Representatives, of Treaty powers concerned relating to the abolition of the system of Foreign Settlements in Chosen.

I. The Foreign Settlements in Chosen, namely: Chemulpo, Cinnampo, Kunsan, Mokpo, Masampo and Songchin shall be incorporated with the respective newly organized Communes of Chosen to which they appropriately belong.

II. When such incorporation takes place, the competent local authorities shall assume all the duties and obligations of local administrations hitherto performed and incurred by the Municipal Councils of the said Foreign Settlements, including public works, sanitation, etc.

III. The common funds and property, if any, belonging to the Municipal Councils of the said Foreign Settléments, shall be transferred to the local authorities concerned.

IV. The holders of leases in perpetuity of land within the circumscriptions of the said Foreign Settlements shall be allowed the option of converting the said leases in perpetuity to actual ownership. Such ownership shall be on the same basis as that of Japanese subjects in Chosen

V. When such conversions have been made and registered, the owners of the said land shall be accorded national and most favoured nation treatment in all that concerns the use and enjoyment of such land and houses thereon, as well as in the matter of imposts, taxes and rates leviable on such land and houses. The conversions and registrations aforesaid shall be made without any taxes, fees or charges whatever.

VI. In case such option is not availed of, the rights created by the said leases in perpetuity, not inconsistent with the arrangements agreed to in the present Protocol, shall continue to be duly respected. In the matter of imposts, taxes and rates leviable in respect of the leased land and houses thereon under the second clause of the leases in perpetuity, the following adjustment shall be made:

a) A sufficient sum shall be appropriated out of, and not in excess of, the ground rent payable in respect of the leased land in question to cover national land and house taxes leviable on the said leased land houses thereon were such land held by an actual owner;

b) In case the remainder, if any, of the said ground rent equals the local and municipal taxes and rates leviable on the said leased land and houses thereon were such land held by an actual owner, the said land and houses shall be exempt from all such local and municipal taxes and rates;

c) In case the remainder of the said ground rent exceeds the local and municipal taxes and rates leviable on the said leased land and houses thereon were such land held by an actual owner, the surplus shall be refunded;

d) In case the local and municipal taxes and rates leviable on the said leased land and houses thereon were such land held by an actual owner exceed the remainder of the said ground rent, the said land and houses shall be liable to taxes and rates to an extent sufficient to make the local and municipal taxes and rates on such land and houses equal to the local and municipal taxes and rates leviable on the leased land and houses thereon were such land held by an actual owner.

VII. The holders of leases in perpetuity aforesaid shall be accorded national and most favoured nation treatment in the matter of imposts, taxes and rates of whatever kind and nature, whether national, local or municipal, not otherwise provided for in the present Protocol.

VIII. The competent Registry Offices in Chosen shall undertake due registration of the leases in perpetuity aforesaid as well as subsidiary rights relating thereto. Such registration, consistently with the provisions of law, shall be available against third parties legalized copies of the existing Consular registrations relating to the said subsidiary rights shall be transferred to the competent Registry Offices. Registrations so transferred shall continue to have the same force and value as they had in the Consular Offices in which such registrations were effected.

With regard to the leases in perpetuity on which mortgages exist in the Consular Registers concerned at the time of the abolition of the system of Foreign Settlements, no registration shall be made in respect of the transfer of such leases in perpetuity to a third party or their conversion to actual ownership, or the cancellation of subsidiary rights relating thereto, except upon the written application of the holders of the said leases in perpetuity or their duly authorised agents certified by their Consular Representatives. This arrangement, however, shall not affect cases where leases in perpetuity are disposed of in default of payment of rent, taxes of rates, or by virtue of legal process.

IX. The existing Public Gardens in the Foreign Settlements shall be maintained in good order and condition by the authorities concerned; and their respective areas shall not be diminished except for public purposes.

X. The existing Foreign Cemeteries in the Foreign Settlements shall be maintained by local foreign residents, in conformity with the laws and ordinances governing cemeteries, crematories, burial, cremation, etc., free of all taxes and rates. The sum of Twenty Thousand Yen (20,000) or so much thereof as may be necessary shall be appropriated for this purpose out of the property belonging to the Municipal Council of the General Foreign Settlement at Chemulpo.

Done at Keijo, Chosen, the 21st day of April, 1913.

(Signed) *Midori Komatsu,*
Director of the Bureau of Foreign Affairs
of the Government of Chosen.

(Signed) *Krueger, Dr.,*
German Consul General.

(Signed) *J. Bribosia,*
Consul General for Belgium.

(Signed) *Geo. H. Scidmore,*
Consul General of the United States of America.

(Signed) *J. Lutschg,*
Consul General for Russia.

(Signed) *A. M. Chalmers,*
His Britannic Majesty's Consul General for Korea.

(Signed) *R. Andre,*
Acting Consul for France.

(Signed) *A. M. Chalmers,*
His Britannic Majesty's Consul General for Korea.
In charge of Italian interests.

86.

JAPON, BOLIVIE.

Traité de commerce; signé à La Paz, le 13 avril 1914.*)

Publication officielle japonaise.

His Majesty the Emperor of Japan and His Excellency the President of the Republic of Bolivia, being equally animated by a desire to establish upon a firm and lasting foundation relations of friendship and commerce between their respective States and subjects and citizens, have resolved to conclude a Treaty of Commerce, and have for that purpose named their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the Emperor of Japan, Eki Hioki, Jushii, of the second Order of the Sacred Treasure, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the Republic of Chile and His Excellency the President of the Republic of Bolivia, Señor don Cupertino Arteaga, Minister for Foreign Affairs, who having communicated to each other their respective Full Powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be firm and perpetual peace and amity between the Empire of Japan and the Republic of Bolivia and their respective subjects and citizens.

Article 2.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other, and, conforming themselves to the laws of the country, they shall enjoy the rights enumerated hereunder:

1. They shall, in all that relates to travel and residence, to the exercise of their callings and professions, and to the prosecution of their industrial and manufacturing undertakings, be placed, in all respects, on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation;

2. They shall have the right, equally with native subjects or citizens to carry on their commerce and trade in all kinds of merchandise of lawful commerce;

3. They shall be permitted to own or hire and occupy the houses, manufactories, warehouses, shops and premises which may be necessary for them, and to lease land for residential, commercial, industrial, manufacturing and other lawful purposes;

4. They shall enjoy the same privileges, liberties and rights as native subjects or citizens or the subjects or citizens of the most favoured nation in regard to the possession of movable property of any kind and the

---

*) Les ratifications ont été échangées à Santiago, le 15 mars 1916.

transmission by succession according to last will or otherwise of movable property of any kind which they may lawfully acquire inter vivos and the disposal in any way whatever of all kinds of property which they shall have lawfully acquired;

5. They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of immovable property, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws;

6. They shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, national guard or militia; from all contributions imposed in lieu of personal service; and from all forced loans. They shall not be subjected to any military requisitions and contributions otherwise than under the same conditions and on the same footing as native subjects or citizens or the subjects or citizens of the most favoured nation;

7. They shall not be compelled to pay taxes, fees, charges or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be paid by native subjects or citizens of the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 3.

The dwellings, warehouses, manufactories, and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appartaining thereto used for lawful purposes, shall be respected.

It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls General, Consuls, Vice Consuls, Deputy Consuls and Consular Agents in all ports, cities and places of the other, except in those where it may not be convenient to recognize such officers. This exception, however, shall not be made in regard to one of the Contracting Parties without being made likewise in regard to all other Powers.

Such Consuls General, Consuls, Vice Consuls, Deputy Consuls and Consular Agents, having received exequaturs or other sufficient authorizations from the Government of the country to which they are appointed, shall, on condition of reciprocity, have the right to exercise the functions and to enjoy the exemptions and immunities which are or may hereafter be granted to the Consular officers of the same rank of the most favoured nation.

The Government issuing exequaturs or other authorizations may in its discretion cancel the same on communicating the reasons for which it thought proper to do so.

Article 5.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce.

Article 6.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall enjoy the lowest rates of customs duty applicable to similar articles of any other foreign origin.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected on export to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Nor shall any prohibition be imposed by either country on the importation or exportation of any article from or to the other which shall not equally extend to the like article imported from or exported to any other country. The last provision is not, however, applicable to prohibitions or restrictions maintained or imposed as sanitary measures or for the purpose of protecting animals and useful plants.

Article 7.

Articles, the produce or manufacture or the territories of one of the High Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, in conformity with the laws of the country, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct, or whether during transit they are unloaded, warehoused, and reloaded.

Article 8.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other, a perfect equality of treatment with native subjects or citizens in all that relates to the facilities for warehousing, bounties and drawbacks.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the High Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the territories of the other, than on similar articles of any other foreign origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

Joint stock companies and other commercial, industrial and financial companies and associations, domiciled in the territories of one of the High Contracting Parties and having legal existence according to the laws in

force of such Party shall be recognized as having legal existence in the territories of the other and authorized to appear in Court as plaintiffs and defendants according to the laws of that other Party.

Their admission to the pursuit of their industry or their commerce as well as to acquisition of property in the territories of the other Party, shall be dependent upon the laws of the country. In any case the said companies and associations shall enjoy in these territories the same rights as those which are or may be granted to the similar companies or associations of the most favoured nation.

Article 11.

Except as otherwise expressly provided in this Treaty, the High Contracting Parties agree that, in all that concerns commerce and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, and on the same or equivalent conditions, if the concession shall have been conditional.

Article 12.

The provisions of the present Treaty shall not apply to any special advantages which are or may be granted by either of the High Contracting Parties to contiguous States to facilitate frontier traffic but which are not granted to any other foreign country.

Article 13.

The present Treaty shall enter into operation after the lapse of seven days ensuing the exchange of ratifications and shall remain in force for the period of ten years.

In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate the Treaty, it shall continue operative until the expiration of twelve months from the date on which either Party shall have given such notice.

Article 14.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible by the two High Contracting Parties and the ratifications shall be exchanged at Santiago, Chile.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and hereunto affixed their respective seals.

Done in duplicate at La Paz this thirteenth day of the fourth month of the third year of Taisho, corresponding to the thirteenth day of April of the year one thousand nine hundred and fourteen.

(L. S.) *Eki Hioki.*
(L. S.) *J. Cupertino Arteaga.*

87.

JAPON, MEXIQUE.

Convention relative au libre exercice de la profession de médecin; signée à Mexico, le 26 avril 1917.

Publication officielle japonaise.

Le Gouvernement de l'Empire du Japon et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, désireux d'adopter d'un commun accord des moyens les plus convenables pour assurer mutuellement dans les deux pays l'exercice de la profession de médecin, sont convenus à cette fin des Articles suivants:

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront exercer librement sur le territoire de l'autre la profession de médecin, pharmacien, dentiste, sage-femme et vétérinaire, toutes les fois qu'ils y ont été habilités en vertu d'un diplôme ou d'un titre délivré par l'autorité compétente de leur pays.

Article 2.

Pour que le titre ou diplôme auquel se réfère l'Article précédent produise l'effet susénoncé, il faudra le produire, avec sa traduction, devant les autorités compétentes de l'endroit où l'on partiquera la profession. Pour ce but, ledit titre ou diplôme, muni d'un certificat d'identité de la personne, devra être dûment légalisé d'avance par le Ministère des Affaires Etrangères du pays auquel appartient le titulaire dudit document, ainsi que par l'agent diplomatique ou consulaire y résidant comme représentant de l'autre, et aussi par le Ministère des Affaires Etrangères du pays dans lequel la profession se pratiquera.

Article 3.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de sa signature, et chacune des Hautes Parties Contractantes pourra, après l'expiration d'une période de dix ans à partir de ce jour-là, notifier à l'autre son intention de la reviser ou l'abroger, et dans ce cas seulement elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date de cette notification.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mexico, en double exemplaire, le 26 avril 1917.

[L. S.] Signé: *T. Ohta.*

Le Chargé d'Affaires ad interim du Japon.

[L. S.] Signé: *E. Garza Perez.*

Le Sous-Secrétaire chargé du Secrétariat des Affaires Etrangères.

88.

ITALIE, JAPON.

Accord commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes du 28 décembre 1917.

Publication officielle japonaise.

Le 28 décembre 1917.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Gouvernement Royal d'Italie et le Gouvernement Impérial du Japon ayant mutuellement constaté leur intention de prolonger le Traité de Commerce Italo-Japonais du 25 novembre 1912*) pour toute l'année prochaine, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi s'engage à maitenir en vigueur toutes les clauses du Traité susdit avec les tarifs y annexés, jusqu'au 1 janvier 1919, en appliquant en même temps aux marchandises japonaises importées dans le Royaume le traitement stipulé par l'Italie dans ses traités—qui ont cessé d'être exécutoires—avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, autant que ce même traitement sera appliqué aux marchandises d'autres pays.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une communication analogue au nom du Gouvernement Impérial.

Agréez, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) *S. Sonnino.*

Son Excellence Monsieur H. Ijuin,
Ambassadeur du Japon à Rome.

Rome, le 28 décembre 1917.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la Note de Votre Excellence en date de ce jour, je suis autorisé par mon Gouvernement à lui communiquer que le Gouvernement Impérial du Japon et le Gouvernement Royal d'Italie ayant mutuellement constaté leur intention de prolonger le Traité de Commerce entre le Japon et l'Italie du 25 novembre 1912 pour toute l'année prochaine, le Gouvernement Impérial s'engage à maintenir en vigueur jusqu'au 1 janvier 1919 toutes les clauses du Traité susdit avec les tarifs y annexés.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) *H. Ijuin.*

Son Excellence M. le Baron S. Sonnino,
Ministre des Affaires Etrangères à Rome.

*) V. N. R. G. 3. s. IX, p. 435.

89.

ITALIE, JAPON.

Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signées à Tokio, le 16 et le 25 décembre 1918.*)

Publication officielle japonaise.

Tokio, le 16 décembre, 1918.

Monsieur le Ministre,

D'après les ordres que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la proposition suivante, au nom du Gouvernement Royal Italien:

„Le Traité de Commerce et de Navigation du 25 novembre 1912**) entre l'Italie et le Japon est maintenu en vigueur jusqu'au 30 juin 1919, avec la condition qu'après l'échéance de ce terme le même Traité se trouvera tacitement renouvelé jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire trois mois après cette dénonciation."

Je saurai gré à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que possible si le Gouvernement Impérial Japonais consent à cette prorogation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma tres haute considération.

Signé: *Cusani.*

Son Excellence M. le Vicomte Yasuya Uchida.
Ministre des Affaires Etrangères Tokio.

Tokio, le 25 décembre 1918.

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à la Note en date du 16 courant, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Impérial du Japon est d'accord avec le Gouvernement Royal d'Italie sur la proposition suivante:

„Le Traité de Commerce et de Navigation du 25 novembre 1912 entre le Japon et l'Italie est maintenu en vigueur jusqu'au 30 juin 1919, avec la condition qu'après l'échéance de ce terme le même Traité se trouvera tacitement renouvelé jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire trois mois après cette dénonciation."

---

*) Le Gouvernement Italien a dénoncée l'Accord par une Note du 30 juin 1919.
) V. **N. R. G. 3. s. IX, p. 435.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

Signé: *Y. Uchida.*

Son Excellence Monsieur le Marquis Cusani Confalonieri,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie.

90.

ITALIE, JAPON.

Accord commercial provisoire; réalisé par un Echange de Lettres, datées à Rome, le 30 août et le 25 septembre 1919.

Publication officielle japonaise.

Rome, le 30 août 1919.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous transmettre au nom du Gouvernement Italien la proposition suivante:

„Le Traité de Commerce et de Navigation du 25 novembre 1912 entre l'Italie et le Japon*) est maintenu en vigueur jusqu'au 30 septembre 1919, avec la condition qu'après l'échéance de ce terme le même Traité se trouvera tacitement renouvelé jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire un mois après cette dénonciation."

„Il est entendu, toutefois, que les articles exportés par les navires partant des ports de l'une des deux Parties Contractantes dans le délai de dénonciation susmentionné, jouiront, même après l'échéance de ce terme, dans le territoire de l'autre Partie, des avantages et privilèges qui sont accordés par le présent Accord commercial provisoire entre l'Italie et le Japon."

Je vous saurais gré si vous vouliez bien me faire connaître, aussitôt que possible si le Gouvernement Impérial Japonais consent à cette proposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signe: *C. Sforza.*

Monsieur S. Imai,
Chargé d'Affaires ad interim du Japon à Rome.

---

*) V. N. R. G. 3. s. IX, p. 435.

Rome, le 25 septembre 1919.

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat,

D'après les ordres que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, en réponse à sa note du 30 août dernier, que le Gouvernement Impérial du Japon est d'accord avec le Gouvernement Royal d'Italie sur la proposition suivante:

„Le Traité de Commerce et de Navigation du 25 novembre 1912 entre le Japon et l'Italie est maintenu en vigueur jusqu'au 30 septembre 1919, avec la condition qu'après l'échéance de ce terme le même Traité se trouvera tacitement renouvelé jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire un mois après cette dénonciation."

„Il est entendu, toutefois, que les articles exportés par les navires partant des ports de l'une des deux Parties Contractantes dans le délai de dénonciation susmentionné, jouiront, même après l'échéance de ce terme, dans le territoire de l'autre Partie, des avantages et privilèges qui sont accordés par le présent Accord commercial provisoire entre le Japon et l'Italie."

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

Signé: *S. Imai.*

Son Excellence Monsieur le Compte C. Sforza,
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères.

91.

JAPON, EQUATEUR.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Washington, le 26 août 1918.*)

Publication officielle japonaise.

His Majesty the Emperor of Japan and His Exellency the President of the Republic of Ecuador, being equally animated by a desire to establish upon a firm and lasting foundation relations of friendship and commerce between their respective States and subjects and citizens, have resolved to conclude a Treaty of Amity, Commerce and Navigation, and have for that purpose named their respective Plenipotentiaries, that is to say:

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 31 mars 1919.

**) En langues anglaise et espagnole. Eu regard à l'Article 16 nous ne reproduisons que le texte anglais.

His Majesty the Emperor of Japan,

Viscount Kikujiro Ishii, Josammi, First Class of the Imperial Order of the Rising Sun, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America;

And His Excellency the President of the Republic of Ecuador,

Doctor Don Rafael Hector Elizalde, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Ecuador to the United States of America;

Who having communicated to each other their respective Full Powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be firm and perpetual peace and amity between the Empire of Japan and the Republic of Ecuador, and their respective subjects and citizens.

Article 2.

His Majesty the Emperor of Japan may, if he think proper, accredit a Diplomatic Agent to the Government of the Republic of Ecuador; and, in like manner, His Excellency the President of the Republic of Ecuador may, if he see fit, accredit a Diplomatic Agent to the Court of Tokio; and each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents in all the ports and places within the territories of the other Contracting Party where similar Consular Officers of any other nation are permitted to reside; but before any Consuls-General, Consul, Vice-Consul or Consular Agent shall act as such he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent.

The Diplomatic and Consular Officers of each of the two High Contracting Parties shall, subject to the stipulations of this Treaty, enjoy in the territories of the other whatever rights, privileges, exemptions and immunities, which are, or shall be granted there to the Diplomatic and Consular officers of any European or American nation.

Article 3.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation. The subjects and citizens, respectively, of each of the High Contracting Parties shall have the right to come freely and securely with their ships and cargoes to all places, ports, rivers and straits in the territories of the other, where subjects or citizens of any other nation are permitted so to come; they may remain and reside at all the places or ports where subjects or citizens of any other nation are permitted to remain and reside. They may there hire and occupy houses, manufactories, warehouses shops, and premises, and may there lease land for residential, commercial, industrial, and other lawful purposes; and they may there carry on their commerce and manufacture,

and may there trade by wholesale or retail in all kinds of products, manufactures and merchandise of lawful commerce.

They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions, and educational studies be placed in all respects upon the same footing as the subjects or citizens of any European or American nation.

They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any European or American nation to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which the subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The two High Contracting Parties hereby agree that any favor, privilege or immunity whatever in matters relating to commerce, navigation, industry, and travel or residence in their territories which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant to the subjects or citizens of any European or American nation, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favor of that European or American nation shall have been gratuitous, and on the same, or equivalent conditions, if the concession shall have been conditional.

Article 5.

The dwellings, warehouses, manufactories, and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such builldings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article 6.

No other or higher duties shall be imposed on the importation into Japan of any article the growth, produce or manufacture of the Republic of Ecuador, and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the Republic of Ecuador of any article the growth, producte or manufacture of Japan, whether such importation be for the purpose of consumption, warehousing, reexportation or transit, than are or shall be payable on the importations for the same purpose of the like article being the growth, produce or manufacture of any European or American country.

Nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories of either of the two High Contracting Parties on the exportation of any article to the territories of the other than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any European or American country. No prohibition shall be imposed on the importation or transit of any article, the growth, produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties into or through the territories of the other, which shall not equally extend to the like article being the growth, produce or manufacture of any European or American country. Nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the High Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all European or American nations.

Article 7.

In all that relates to transit, warehousing, bounties, facilities, drawbacks, re-exports and transit duties, the subjects, citizens, merchandise and shipping of each of the High Contracting Parties, shall, in the territories of the other, be placed in all respects upon the same footing as the subjects, citizens, merchandies and shipping of European or American nations.

Article 8.

No other or higher duties or charges on account of tonnage, light or harbor dues, pilotage, quarantine, salvage in case of damage, or any other similar or corresponding duties or charges of whatever nature or under whatever denomination levied in the name or for the profit of Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments, shall be imposed in any of the ports, rivers or straits of Japan on vessels of the Republic of Ecuador, or in any of the ports, rivers or straits of the Republic of Ecuador on vessels of Japan, than are or may hereafter be payable in like cases in the same ports, rivers and straits on vessels of European or American nations.

Article 9.

The coasting trade of both the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws of Japan and Ecuador respectively. It is, however, understood that the subjects, citizens and vessels of either High Contracting Party shall be placed in this respect upon the same footing as the subjects, citizens and vessels of European or American countries.

Article 10.

All vessels which, according to Japanese laws and ordinances, are to be deemed Japanese vessels, and all vessels which, according to Ecuadorian laws and regulations, are to be deemed Ecuadorian vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed Japanese and Ecuadorian vessels, respectively.

Article 11.

His Imperial Majesty's subjects and Japanese merchant vessels resorting to Ecuador or to the territorial waters thereof shall, so long as they there remain, be subject to the laws and jurisdiction of Ecuador; and, in the same manner, citizens of the Republic of Ecuador as well as Ecuadorian merchant vessels resorting to Japan or to the territorial waters thereof shall be subject to the laws of Japan and to the jurisdiction of His Imperial Majesty's Courts. It is understood, however, that the provisions of this Article do not extend to matters relating exclusively to the internal discipline of the merchant vessels of either Contracting Party in the ports or territorial waters of the other.

Article 12.

The subjects and citizens of each of the High Contracting Parties shall, in the territories of the other, reciprocally receive and enjoy the same full and perfect protection for their persons and property that is granted to native subjects or citizens, and they shall have free and open access to the Courts of Justice in said countries, respectively, for the prosecution and defense of their just rights; and they shall, equally with native subjects or citizens, be at liberty to employ advocates, attorneys or agents to represent them before such Courts of Justice.

They shall also enjoy entire liberty of conscience, and, subject to the laws for the time being in force, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship, and also the right of burying their respective countrymen according to their religious customs in such suitable and convenient places as may be established and maintained for the purpose subject to the regulations in force.

Article 13.

Limited liability and other companies and associations, commercial, industrial and financial, already or hereafter to be organized in accordance with the laws of either High Contracting Party, and registered in the territories of such Party, are authorized, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Article 14.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, national guard, or militia; from all contributions imposed in lieu of personal service; and from all forced loans and military requisitions or contributions unless imposed on them equally with native subjects or citizens as owners, lessees, or occupiers of immovable property.

In the above respects the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other

less favorable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of any European or American nation.

Article 15.

The present Treaty shall go into operation immediately after the exchange of ratifications, and shall continue in force until the expiration of one year after either of the High Contracting Parties shall have be given notice to the other of its intention to terminate the same, and no longer.

Article 16.

The present Treaty shall be signed in quadruplicate in the Spanish and English languages, and in case there should be found any discrepancy between the two texts, it will be decided in conformity with the English text, which is binding upon both Governments.

Article 17.

The present Treaty shall be ratified by the two High Contracting Parties and the ratifications shall be exchanged at Washington, Tokio or Quito as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and hereunto affixed their respective seals.

Done in quadruplicate at Washington, this twenty-sixth day of the eigth month of the seventh year of Taisho, corresponding to the twenty-sixth day of August of the year one thousand nine hundred and eighteen.

(Signed) *K. Ishii.* [L. S.]
(Signed) *R. H. Elizalde.* [L. S.]

92.

JAPON, EQUATEUR.

Echange de Notes concernant l'immigration et la jouissance du droit civil en Equateur; signées à Washington, le 26 août 1918.

Publication officielle japonaise.

Washington, August 26, 1918.

Monsieur le Ministre et cher Collègue,

Before proceeding to the signature of the new Treaty of Amity, Commerce and Navigation between the Empire of Japan and the Republic of Ecuador, I have the honor to request you to kindly favor me, for the information of my Government, with a written confirmation of the fact that in the laws or regulations of the Republic of Ecuador, no provision

exists which discriminates either explicitly or impliedly Japanese subjects against the nationals of any other country in the matter of immigration or enjoyment of civil rights.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) *K. Ishii.*

His Excellency Senor Dr. Don Rafael H. Elizalde,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Republic of Ecuador to the United States of America.

Washington, August 26th, 1918.

Monsieur l'Ambassadeur et cher Collègue:

I have the honor to acknowledge receipt of your esteemed note of today, and I beg to confirm my verbal statement that in the laws or regulations of the Republic of Ecuador no provision exists which discriminates either explicitly or impliedly the Japanese subjects againts the nationals of any other country in the matter of immigration or enjoyment of civil rights.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) *R. H. Elizalde.*

H. E. Viscount Kikujiro Ishii,
&c. &c. &.

93.

BELGIQUE, SUÈDE.

Echange de Notes concernant la dissolution de l'Union des sucres; du 18 mai au 13 août 1920.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1920, No. 1.

---

a)

Bruxelles, le 18 mai 1920.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

— — — — — — — — — — — — — — — — — — — —

Bien que les Gouvernements Luxembourgeois et Suédois n'aient pas notifié au Gouvernement Belge la dénonciation de la Convention de Bruxelles,*) il ne peut, semble-t-il, y avoir de doute que leur intention est également de se retirer de l'Union sucrière à partir du 1er septembre prochain. Le

*) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 272.

Gouvernement du Roi serait néanmoins désireux d'être fixé d'une façon positive sur le sentiment du Gouvernement Suédois à cet égard.

Veuillez etc.

Hymans.

b)

Bruxelles, le 5 juin 1920.

Monsieur le Ministre,

— — — — — — — — — — — — — — — — — — — —

Quant à la question posée par la même lettre de Votre Excellence sur le sentiment de mon Gouvernement en ce qui concerne la dissolution de l'Union des sucres Il m'a chargé de dire à Votre Excellence qu'Il s'est occupé pour le moment d'examiner cette question et qu'aussitôt qu'Il aura pris une décision à ce sujet, Il s'empressera de la communiquer au Gouvernement Belge.

Veuillez etc.

Arvid Richert.

c)

Bruxelles, le 2 août 1920.

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à la lettre de M. Richert, en date du 5 juin dernier, et conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Suédois, ainsi que l'a présumé Votre Excellence dans Sa lettre du 18 mai dernier, et pour les motifs y exposés, entend se retirer de l'Union internationale des Sucres, à partir du 1er septembre prochain.

Veuillez etc.

F. de Klercker.

d)

Bruxelles, le 13 août 1920.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 2 août courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Suédois a décidé de se retirer également de l'Union sucrière internationale à partir du 1er septembre prochain.

Le Gouvernement du Roi a eu soin de porter cette décision à la connaissance des autres Etats intéressés.

Je saisis etc.

Pour le Ministre,
Le Chef du Cabinet.
Ramaix.

94.

SUISSE, ITALIE.

Convention et Règlement international pour la navigation sur le Lac Majeur et le Lac de Lugano; signés à Lugano, le 22 octobre 1923.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 15.

Le Conseil Fédéral Suisse, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, d'autre part, dans le but d'établir d'un commun accord le régime de la navigation sur le lac Majeur et le lac de Lugano, ont désigné pour leurs délégués, savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Herold, Robert, Directeur de la Division des Chemins de fer du Département Fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne:

Monsieur Tarchini, Elvezio, Directeur du IVe Arrondissement des Douanes, à Lugano;

Monsieur Stalder, J. Frédéric, Ingénieur, Adjoint de l'Inspecteur de la Section de Mécanique du Département Fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne;

Monsieur Wylemann, Hermann, Ingénieur du Contrôle au Département Fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne;

Monsieur Rusca, Luigi, Ingénieur, à Bellinzone;

Monsieur Veladini, Silvio, à Lugano;

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur Acton, Barone Grand'Ufficiale Enrico, Console Generale di S. M. nel Canton Ticino;

Monsieur Crispo, Grand'Ufficiale Avvocato Antonio, Direttore Capo di Divisione nel Ministero dei Lavori Pubblici;

Monsieur Bosio, Grand'Ufficiale Augusto, Ispettore Superiore Tecnico delle Dogane ed Imposte indirette;

Monsieur Stoppa, Comm.^re Luigi, Capo Sezione nel Ministerio della Guerra;

Monsieur Ferraris, Giuseppe, Tenente Colonello di Porto;

Monsieur Capialbi Nob. dei Conti, Uff. Dott. Ugo, Sottoprefetto di Varese;

Monsieur Abate, Ing. Cav. Carlo, Ispettore principale nell'Ispettorato Generale delle Ferrovie;

Monsieur Nagel, Grand'Ufficiale Ing. Carlo, Ispettore superiore dell'Ufficio Speciale delle Ferrovie, a riposo;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 5 août 1927.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir vérifiés, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

La navigation est libre tant sur les eaux suisses que sur les eaux italiennes des lacs Majeur et de Lugano. La liberté de navigation est subordonnée à l'observation des conditions fixées par la présente Convention.

Art. 2.

Les bateaux servant à des buts militaires, de douane et de police ne doivent pas franchir la frontière politique.

Toutefois, sur le lac de Lugano, les bateaux italiens affectés au service de la douane pourront, dans des cas exceptionnels, franchir la frontière politique pour se rendre du bassin de Porto Ceresio à celui de Porlezza et vice versa. Ces passages n'auront lieu que de jour et sans arrêt. Ils seront annoncés à la direction des douanes suisses, à Lugano, au plus tard la veille du jour auquel ils devront avoir lieu. Ces transports pourront être soumis à la visite douanière suisse.

Sera accordé, sous les mêmes réserves et dans les mêmes conditions, le passage d'agents de la police italienne sur des bateaux de la douane ou sur des bateaux ordinaires.

Les bateaux affectés au service de la douane italienne et ceux exécutant des transports d'agents de la police ne pourront accomplir, dans les eaux suisses, aucun acte officiel, ni aborder en territoire suisse qu'en cas d'avarie ou de force majeure.

Les agents de la police italienne pourront également traverser les eaux territoriales suisses en qualité de passagers des courses régulières des services publics de navigation, toutefois sans interrompre leur voyage. S'il s'agit d'un transport de plus de six agents, il sera annoncé conformément aux dispositions de cet Article. Dans les eaux suisses, les agents italiens devront déposer les armes et s'abstenir de tout acte officiel.

En ce qui concerne les communications avec l'enclave italienne de Campione, l'état actuel des choses demeure sans changement aussi longtemps que les deux Parties contractantes n'auront pas passé des accords spéciaux.

Art. 3.

Chacun des Etats contractants exerce la haute surveillance sur la navigation dans les eaux comprises entre ses propres frontières politiques.

Art. 4.

Les entreprises de navigation exécutant des transports réguliers et périodiques de personnes et de marchandises et touchant des ports des deux Etats contractants, doivent être munies, par chacun d'eux, d'un acte de concession contenant les dispositions auxquelles la navigation est soumise par l'Etat qui accorde la concession.

Les dispositions contenues dans les actes de concession ne pourront être contraires ni à la présente Convention, ni au Règlement international annexé et se rapporteront uniquement aux parcours dans les eaux respectives.

Art. 5.

Tout concessionnaire d'un service public est tenu de recevoir et de transporter gratuitement, dans toute l'étendue de sa propre circonscription, les agents des Gouvernements des Etats contractants chargés de la surveillance et du contrôle sur la navigation et la pêche, ainsi que leurs bagages.

Art. 6.

Les conditions requises pour la construction et les agrès des bateaux, ainsi que les prescriptions relatives à la navigation, font l'objet d'un Règlement international établi d'un commun accord par les deux Etats et annexé à la présente Convention.

Art. 7.

Pour toute embarcation, un permis de navigation doit être délivré par l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le bateau a son port d'inscription sur le lac.

Pour les bateaux en service public, ce permis sera donné par un acte conforme au formulaire annexé au Règlement international mentionné à l'Article 6.

Pour les bateaux en service privé, ledit permis sera délivré conformément aux prescriptions en vigueur dans chacun des Etats contractants.

Art. 8.

Les nouveaux bateaux et ceux qui ne possèdent pas encore de permis de navigation sont soumis à une inspection, suivie d'un essai de stabilité et de marche.

Un procès-verbal des inspections et des essais sera dressé conformément aux dispositions du Règlement annexé.

Art. 9.

Les autorités suisses et italiennes s'assureront, par des visites périodiques, chacune pour les bateaux auxquels elles ont accordé le permis de navigation, que les bateaux sont entretenus dans un état offrant les garanties voulues pour la sécurité des transports auxquels ils sont employés.

Art. 10.

La demande du permis de navigation sera renouvelée si le bateau a subi dans ses parties principales des transformations importantes de nature à modifier la charge maximum ou à influencer désavantageusement ses conditions de stabilité ou de marche ou si le bateau est transféré sur un autre lac.

Tout changement de propriétaire sera inscrit dans le permis de navigation.

Art. 11.

Le permis de navigation et les attestations relatives aux visites périodiques délivrés par l'un des Etats contractants seront valables dans les eaux de l'autre Etat. Ces pièces devront toujours se trouver à bord.

En cas de retrait du permis, le Gouvernement qui l'a délivré en avisera l'autre Gouvernement dans un délai maximum d'un mois.

Art. 12.

L'autorité compétente qui délivrera le permis de navigation décidera, dans chaque cas particulier, s'il y a lieu d'appliquer aux bateaux déjà en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention les prescriptions du Règlement annexé relatives à la construction et aux agrès.

Art. 13.

Les autorités des Etats contractants exerceront une surveillance sur le personnel des bateaux et s'assureront de ses aptitudes par des examens appropriés.

Tout capitaine ou conducteur d'un bateau à vapeur, à moteur ou à voiles doit être muni d'une patente de navigation délivrée par l'autorité compétente de l'un des Etats contractants.

Les conditions relatives à l'octroi et au retrait de la patente sont fixées dans le Règlement annexé.

Art. 14.

Les deux Etats contractants fixeront, par des règlements internes, les prescriptions relatives à la visite et aux essais des bateaux et à la surveillance du personnel.

Ils s'engagent de même à régler, par des prescriptions internes, la question de l'éclairage pendant la nuit des points dangereux qui se trouvent à proximité des ports et des débarcadères et sur les routes habituelles des bateaux faisant un service public.

Les deux Etats contractants se donneront réciproquement connaissance de ces règlements et presciptions et des modifications éventuelles, ainsi que des règlements internes qu'ils pourraient élaborer relativement à la police des ports et des rades situés sur leurs territoires respectifs.

Ces règlements et prescriptions ne pourront contenir des dispositions contraires au Règlement annexé.

Art. 15.

Les deux Etats contractants, reconnaissant l'intérêt qu'il y a à garantir la navigation sous le pont de Melide et au détroit de Lavena, s'engagent à contiuer les négociations concernant les travaux de correction à exécuter pour la régularisation du niveau du lac de Lugano.

Art. 16.

Les Etats contractants s'engagent à régler le service des douanes et du contrôle des passeports par des méthodes propres à favoriser le prompt fonctionnement des services publics de navigation.

Art. 17.

Les dispositions des lois et des règlements relatives au service des douanes des deux Etats sont applicables aux bateaux de tout genre et à

leur personnel. Sont réservées les exceptions et les facilités particulières résultant de conventions spéciales conclues par les administrations des douanes intéressées avec les entreprises de navigation titulaires d'une concession.

Art. 18.

Pour tenir compte des conditions particulières des parties du lac de Lugano comprises entre les rives italienne et suisse, les deux Etats conviennent que dans ces parties les bateaux ne pourront être arrêtés ou visités par les agents douaniers respectifs qu'à une distance ne dépassant pas 150 mètres, de chacune des rives, excepté dans le golfe de Lavena, ou cette distance est réduite à 100 mètres.

Dans le Stretto di Lavena, la visite n'aura lieu qu'à terre.

Les Etats contractants feront en sorte que la pêche soit entravée le moins possible par les services des douanes.

Art. 19.

Si une contestation s'élève entre les deux Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou du Règlement annexé, et si cette contestation ne peut être tranchée par la voie diplomatique, elle sera soumise à un Tribunal arbitral.

Ce Tribunal sera composé d'un représentant nommé par le Gouvernement Italien, d'un représentant nommé par le Gouvernement Suisse et de trois membres qui ne peuvent être ni ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur le territoire desdits Etats ou se trouver à leur service. Les Parties contractantes désigneront d'un commun accord ces trois membres ainsi que parmi eux, le Président du Tribunal arbitral.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord des Parties, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'une d'elles a notifié à l'autre le nom de son représentant, les trois membres étrangers aux Parties seront élus par application des dispositions de l'Article 45, alinéas 4, 5 et 6 de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Au lieu de se soumettre à la procédure d'arbitrage susindiquée, les Parties contractantes pourront convenir de saisir de la contestation la Chambre de la Cour permanente de Justice internationale de la Haye appelée, aux termes de l'Article 29 du statut de la Cour, à statuer en procédure sommaire, ou bien, sur requête d'une des Parties, la Cour permanente siégeant en séance plénière.

Art. 20.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berne le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'un ou l'autre des Etats contractants l'aura dénoncée.

Le Règlement international annexé sera appliqué à partir de l'entrée en vigueur de la Convention. Il pourra être modifié en tout temps, d'un commun accord, par les Etats contractants, sans exiger pour cela la dénonciation de la Convention.

En foi de quoi, les Délégués ont signé la présente Convention et le Règlement international annexé en un texte en langue française, et un texte en langue italienne, demeurant entendu qu'en cas de divergences, le texte français fera foi.

Fait en deux exemplaires, à Lugano, le vingt-deux octobre mil neuf-cent vingt-trois.

Signatures:
E. Acton.
Antonio Crispo.
Bosio.
Luigi Stoppa.
G. Ferraris.
Capialbi.
Ing. C. Abate.
C. Nagel.

Signatures:
Herold.
Tarchini.
J. Fred. Stalder.
H. Wylemann.
L. Rusca.
S. Veladini.

Règlement international
annexé à la Convention du 22 octobre 1923 entre l'Italie et la Suisse concernant la navigation sur les lacs Majeur et de Lugano.

Remarques.

Dans ce règlement on entend par:

„Bateau“: toute embarcation affectée au transport des personnes ou des marchandises, quel que soit son type et son déplacement;

„Vapeur“: toute embarcation à propulsion mécanique, quelle que soit son énergie motrice;

„Bateau à vapeur“: plus spécialement un vapeur actionné par une machine à vapeur;

„Bateau à moteur“: un vapeur actionné par tout autre moteur que celui à vapeur;

„Bateau à voiles“: toute embarcation munie de voiles.

Premier Chapitre.

Permis de navigation.

Article premier.

1. Le permis de navigation prévu à l'Article 7 de la Convention sera délivré après examen du bateau.

2. Cet examen fera l'objet d'un procès-verbal, dans lequel il sera formellement constaté que le bateau remplit toutes les conditions établies par le présent Règlement.

Deuxième Chapitre.

Construction des bateaux.

A. Corps du bateau.

Art. 2.

Les coques des bateaux doivent être construites avec de bons matériaux d'après les règles de l'architecture navale et être entretenues de manière à présenter toutes les garanties de solidité et de sécurité.

Art. 3.

1. Le tirant d'eau du bateau en pleine charge doit être indiqué sur les flancs de la coque, soit par des plaques en métal bien visibles, soit par les limnimètres.

2. La hauteur du franc-bord en pleine charge doit être mesurée aux bateaux ayant des ouvertures sur les flancs (hublots, sabords, etc.), depuis le point le plus bas de ceux-ci, aux bateaux dont la coque n'a pas d'ouvertures sur les flancs depuis l'arrête supérieure de la coque jusqu'à la ligne de flottaison en pleine charge, aux petits bateaux non pontés depuis l'arrête supérieure du plat-bord ou de la fargue, si celle-ci forme une bordure étanche et solide tout autour du bateau.

3. Le franc-bord ainsi mesuré doit avoir au minimum:

a) pour les bateaux pontés: 40 cm; il peut être réduit à 30 cm si le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 40 tonnes pour les bateaux transportant des personnes; 80 tonnes pour les bateaux transportant des marchandises;

b) pour les bateaux non pontés: 50 cm; il peut être réduit à 40 cm si le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 10 tonnes pour les bateaux transportant des personnes, 20 tonnes pour les bateaux transportant des marchandises.

4. Les bateaux à voiles et à rames ne sont pas soumis aux dispositions du présent Article.

Art. 4.

L'épaisseur de la coque en fer ou en acier des bateaux doit correspondre aux normes de construction en vigueur dans l'Etat à la surveillance duquel le bateau est soumis.

Art. 5.

1. Les bateaux à voyageurs avec coque en fer ou en acier qui ont un déplacement en pleine charge supérieur à vingt-cinq tonnes devront être divisés dans leur longueur au moins en quatre compartiments par trois cloisons transversales étanches en fer, situées, l'une vers l'avant, à une distance de l'étrave comprise entre le huitième et le quatorzième de la longueur totale du bateau, les deux autres aux extrémités de la chambre des machines. Ces cloisons, dont le nombre peut être augmenté suivant la grandeur du bateau, ont à leur partie inférieure une ouverture pour l'écoulement de l'eau, laquelle doit, en cas de besoin, pouvoir être fermée hermétiquement du pont ou du plancher du local qui se trouve immédiate-

ment au-dessus. En dehors de l'ouverture indiquée ci-dessus, il ne peut en être pratiqué aucune dans la cloison de l'avant, et, si l'une des autres cloisons est percée d'une porte, celle-ci devra pouvoir être fermée du pont au moyen d'un mécanisme approprié.

2. Dans les bateaux à hélice, la cloison d'arrière doit être étanche au point où elle est traversée par l'arbre moteur.

3. De même, les ouvertures pratiquées dans les cloisons pour le passage de la tuyauterie ou de la conduite de la timonerie devront être rendues étanches.

4. Les cloisons transversales seront sufisamment renforcées pour pouvoir résister à la pression de l'eau.

5. Dans chacun des compartiments, le plancher doit pouvoir être levé facilement sur une largeur de soixante centimètres et sur les deux tiers de sa longueur au moins.

Art. 6.

Dans le cas où le gouvernail est manœuvré au moyen d'une roue, le bateau doit tourner du même côté que la partie supérieure de cette roue. Le gouvernail doit pouvoir en outre être manœuvré à la barre en cas de besoin.

Art. 7.

Tout vapeur dont le déplacement en pleine charge est supérieur à cinquante tonnes doit avoir la roue du gouvernail placée au dessus de la partie centrale ou de la partie antérieure du bateau.

Art. 8.

Le pont des bateaux affectés au transport des personnes, à l'exception des bateaux destinés à des buts sportifs, doit être garni de garde-corps d'une hauteur de 90 centimètres au moins. Les ouvertures servant à établir la communication entre les ponts et les compartiments sous les ponts ainsi que les claires-voies de la chambre des machines et des ponts seront munies de barrières de la même hauteur, ou de grilles, pour prévenir les accidents.

Art. 9.

Le nom ou le numéro du bateau figurant dans le permis de navigation seront inscrits en caractères bien visibles, d'au moins 8 cm de hauteur, sur chaque côté de la coque.

Art. 10.

1. Les vapeurs à roues doivent avoir au-dessous des tambours un garde-roue en fer, fixé à une distance maximum de 40 cm au-dessus de la ligne de flottaison à lège.

2. Des sorties de sûreté doivent être établies pour les cabines qui se trouvent sous le pont principal, ainsi que pour la chambre des machines et la chambre de chauffe, mais pour ces deux dernières chambres seulement dans le cas où elles sont séparées et lorsque le personnel doit rester stationné entre une cloison transversale et les chaudières ou la machine.

3. Ces sorties doivent aboutir au pont principal ou au pont supérieur et être d'un accès facile. Leurs couvercles doivent pouvoir s'enlever facilement: de plus, sur le pont, elles seront entourées d'un garde-corps s'ouvrant d'un côté.

4. Les ouvertures rectangulaires des sorties de sûreté doivent avoir 60 sur 50 cm au moins et les ouvertures rondes 50 cm de diamètre au moins.

5. Si les circonstances l'exigent, des exceptions aux dispositions du présent Article pourront être accordées par les autorités compétentes de chaque Etat.

Art. 11.

Les bateaux destinés au transport des voyageurs et dont la capacité de chargement dépasse 60 personnes doivent être pontés.

B. Chaudières, moteurs et mécanismes auxiliaires.

Art. 12.

Les chaudières et les moteurs doivent être entretenus avec soin et de façon à présenter toutes les garanties de solidité et de sécurité.

Art. 13.

Les chaudières seront soumises à des inspections périodiques, conformément aux prescriptions du Gouvernement sous le contrôle duquel se trouve le bateau.

Art. 14.

1. Chaque chaudière doit être munie des appareils ci-après:

a) deux soupapes de sûreté réglées de manière à se lever dès que la pression normale est atteinte. Chacune des soupapes doit suffire à maintenir, à elle seule (étant au besoin convenablement déchargée et quelle que soit l'activité du feu), la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède pas la pression normale;

b) deux appareils indicateurs de niveau, dont l'un, au moins, sera l'appareil ordinaire à tube de verre. Une ligne apparente ou un index placé à côté de ce dernier appareil doit indiquer le niveau minimum de l'eau de la chaudière;

c) un manomètre, avec robinet et bride de contrôle, bien visible à la chambre de chauffe. Le manomètre sera pourvu d'une marque indiquant la pression maximale de marche autorisée. Si ce manomètre n'est pas visible depuis le pont, on placera pour chaque chaudière ou groupe de chaudières un second manomètre identique sur le pont ou à un endroit bien visible du pont.

2. Toute paroi en contact avec la flamme par une de ses faces doit être baignée par l'eau sur la face opposée. Le plan d'eau doit être maintenu en toute circonstance, lorsque la chaudière est allumée, à une hauteur de dix centimètres au moins au-dessus du point pour lequel la condition mentionnée ci-dessus cesserait d'être remplie. Cette position limite est indiquée par l'index du niveau d'eau mentionné à la lettre b) du premier alinéa. En cas d'oscillations du bateau, on prendra pour cette hauteur la moyenne des hauteurs observées.

3. Les prescriptions du présent Article ne s'appliquent pas aux surchauffeurs de vapeur distincts de la chaudière.

Art. 15

1. Chaque chaudière ou groupe de chaudières sera alimenté par un double jeu d'appareils indépendants l'un de l'autre, chacun d'eux ayant une puissance suffisante pour fournir seul l'eau nécessaire dans les plus grands besoins.

2. Un de ces appareils doit être indépendant du fonctionnement de la machine.

3. Une soupape de retenue avec vanne doit être placée à la jonction de chaque tuyau d'alimentation sur la chaudière.

4. Les conduites d'alimentation doivent également être indépendantes l'une de l'autre et disposées de manière à ce que les deux appareils puissent être utilisés simultanément.

5. S'il y a plusieurs chaudières sur un bateau, l'alimentation doit se faire directement pour chacune d'elles, alors même qu'elles communiquent entre elles par leur partie inférieure.

Art. 16.

1. Tous les tuyaux de prise de vapeur doivent être munis, à leur point de départ sur la chaudière, d'une soupape à vis permettant d'arrêter complètement l'arrivée de la vapeur. Ces soupapes doivent pouvoir être manœuvrées du pont du bateau, sans être toutefois à la portée du public.

2. La tuyauterie, les soupapes et les robinets établissant une communication avec l'extérieur seront fixés au bordé au moyen de collerettes. Sont exceptées de cette disposition les conduites d'un diamètre intérieur de moins de 50 mm, qui débouchent au-dessus de la ligne du franc-bord. Les conduites aboutissant au-dessous de la ligne du tirant d'eau en pleine charge doivent se terminer par un robinet fixé à la coque.

Art. 17.

1. Les machines des bateaux à vapeur doivent être pourvues des appareils suivants pour l'enlèvement de l'eau de la cale:

a) une pompe de cale, mise en mouvement par la machine elle-même;

b) un tuyau avec robinet, permettant d'établir une communication entre la cale et le condenseur, de manière à faire de ce dernier appareil une véritable pompe de cale;

c) une pompe à main, établie dans la chambre de la machine pour le remplissage des chaudières, mais pouvant servir également de pompe de cale ou de pompe à incendie à l'aide d'une tuyauterie spéciale;

d) un éjecteur à vapeur de dimensions suffisantes avec tuyauterie aspirant dans les différents compartiments de la coque.

Art. 18.

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions concernant l'établissement et l'entretien des installations électriques à faible et à fort courant en vigueur dans chaque pays.

Art. 19.

Les bateaux à moteur sont soumis aux dispositions des Articles précédents, en tant qu'applicables, ainsi qu'aux prescriptions spéciales suivantes:

a) l'appareil moteur sera construit de façon à ce que le bateau puisse modifier sa vitesse et marcher en arrière;

b) les moteurs employant des matières facilement inflammables, telles que la benzine, doivent être munis de l'allumage électrique;

c) sur les chalands à moteur, utilisés exceptionnellement pour le transport des voyageurs, le public ne pourra stationner près du moteur ou dans la cabine de ce dernier que si celui-ci est entouré d'une enveloppe;

d) les gazogènes à gaz pauvre ne peuvent être installés que sur des bateaux en fer et sur des bateaux en bois construits spécialement à cet effet; le générateur sera, si possible, placé dans un local facilement aérable et séparé du moteur;

e) les réservoirs pour le liquide combustible doivent être d'une étanchéité parfaite et construits de façon à offrir toute sécurité au point de vue des dangers d'incendie. Ils seront placés aussi loin que possible du moteur, de préférence sous le pontage avant, et seront facilement accessibles;

f) les conduites d'alimentation des moteurs doivent être pourvues, à leur sortie des récipients, de vannes d'arrêt ou de robinets;

g) la tuyauterie pour la conduite des matières combustibles, qui doit rester ouverte pendant la marche du moteur, sera facilement accessible en tout temps;

h) les conduites et les récipients doivent pourvoir résister à une pression d'au moins deux atmosphères. Les soudures à l'étain ou l'assemblage par joints à brides ne sont pas admis;

i) il y aura un dispositif permettant d'arrêter, à distance, l'amenée du liquide inflammable au moteur;

k) les tuyaux d'échappement des moteurs à explosion doivent être munis de silencieux efficaces et conduits jusque par dessus bord, de manière que le bruit du moteur n'empêche pas d'entendre les signaux acoustiques. Ces tuyaux seront isolés au moyen d'une garniture et, s'ils passent à proximité de parties en bois du bateau, ils devront être refroidis d'une manière efficace;

l) tous les bateaux à moteur doivent être munis d'une pompe à main pour l'enlèvement de l'eau de la cale. Les bateaux dont le déplacement en pleine charge est supérieur à quinze tonnes doivent être munis d'une deuxième pompe, mise en mouvement par le moteur.

Troisième Chapitre.

Agrès et apparaux.

Art. 20.

1. Les agrès désignés ci-après doivent se trouver, constamment en bon état, à bord des vapeurs dont le déplacement en pleine charge est supérieur à cinquante tonnes:

a) un canot de dimensions suffisantes, suspendu de manière à pouvoir être mis à l'eau rapidement et muni d'au moins deux paires de rames,

d'une gaffe et d'une bouée de sauvetage. Ce canot pourra être construit en bois ou en fer et sera pourvu de caisses à air, ou de dispositifs semblables, capables de le maintenir à flot alors même qu'il serait plein d'eau. Si le bateau a un déplacement en pleine charge supérieur à 175 tonnes, il sera pourvu de deux canots;

b) une ancre au moins, avec chêne ou haussière de longueur suffisante et disposée de manière à pouvoir être jetée facilement et rapidement;

c) un cabestan;

d) une cloche pour signaux fixée à l'avant du bateau;

Sur les bateaux à vapeur un sifflet à vapeur et un cornet de brume. Le premier doit s'entendre à 2 km et le second à 500 m au moins;

e) les signaux accoustiques suivants:

Sur les bateaux à moteur dont la vitesse maximum dépasse 15 km à l'heure, un appareil à air comprimé (sifflet, sirène ou cornet), dont le son puisse être entendu à une distance d'au moins deux kilomètres; sur les bateaux à moteur marchant à une vitesse inférieure, le cornet de brume ordinaire suffit;

f) une boussole de dimensions convenables, dont la rose des vents aura un diamètre suffisant et sera gradué de 0 à 360°. La boussole doit être montée dans un habitacle approprié et doit pouvoir être éclairée la nuit. La boussole doit être accompagnée d'un livret de boussole contenant les indications de marche pour les différents services que le bateau peut être appelé à faire;

g) les porte-voix nécessaires pour la transmission des ordres du capitaine et du timonier au mécanicien;

h) les feux de position réglementaires conformément aux prescriptions du cinquième chapitre du présent Règlement;

i) une échelle mobile, construite de manière à pouvoir être suspendue en dehors du bateau;

k) deux étires ou gaffes d'une grandeur suffisante;

l) les cordages nécessaires pour les manœuvres du bateau;

m) des bouées de sauvetage: 1 pour petits bateaux portant jusqu'à 10 personnes, 2 pour bateaux de 10 à 50 personnes, et un nombre proportionnel pour les bateaux plus grands.

Un nombre au moins double de ceintures de sauvetage.

Ces engins doivent être répartis sur différents endroits du bateau, être bien visibles et faciles à atteindre par les voyageurs;

n) une boîte de secours accompagnée d'instructions spéciales sur l'emploi des médicaments et les soins à donner aux noyés;

o) des appareils pour signaux de détresse, savoir: un pavillon spécial (rouge) pour signal de jour et des flammes de bengale à couleurs verte et rouge pour signal de nuit,

p) des coussins de sable avec planches et pointelles pouvant servir à aveugler des voies d'eau;

q) une bâche servant en temps ordinaire à couvrir les marchandises et pouvant, à l'aide de cordage, être appliquée du dehors contre la coque pour aveugler une voie d'eau à un endroit non accessible depuis l'intérieur;

r) un nombre suffisant de tables et de bancs mobiles. Ils doivent se trouver sur les ponts, pouvoir flotter et offrir un point d'appui aux passagers en cas de sinistre:

s) les installations et engins nécessaires pour combattre efficacement un commencement d'incendie à bord.

2. Pour les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas cinquante tonnes, les agrès et apparaux énoncés sous lettres a, c, d, i, q, r du premier alinéa ne sont pas exigés. Ces bateaux devront cependant avoir à bord au moins quatre rames.

3. Les bateaux à moteur porteront à bord les instructions relatives au fonctionnement et à l'entretien du moteur; ces instructions seront affichées à proximité du moteur.

4. Pour les bateaux à voiles dont le déplacement en pleine charge est supérieur à cinquante tonnes, les agrès indiqués sous lettres d, g, i, p, r, s du premier alinéa ne sont pas exigés. Comme signal acoustique ils auront un cornet de brume.

5. Les bateaux à voiles d'un déplacement de 50 tonnes ou moins et les bateaux à rames doivent être pourvus seulement d'un cornet de brume ou d'un sifflet de poche et d'un nombre suffisant de rames ainsi que d'une épuisette. Ils porteront aussi les feux prescrits au cinquième chapitre.

Art. 21.

1. Tous les locaux d'un bateau affecté au transport de voyageurs doivent être pourvus d'appareils d'éclairage toujours prêts à être mis en service. Les bateaux sur lesquels est installé l'éclairage électrique auront un éclairage de réserve suffisant.

2. Lorsque l'éclairage se fait au pétrole, les lampes doivent rester fixées solidement aux parois ou suspendues au plafond, même quand elles ne sont pas allumées. L'usage du pétrole est interdit pour les lampes portatives déposées sur les tables ou sur le pont, sauf toutefois pour les lanternes de sûreté. La quantité de pétrole à bord ne pourra dépasser dix litres et ce liquide sera conservé dans un récipient en métal offrant toutes les garanties de sécurité et tenu dans un endroit à l'abri du feu.

3. Pour l'éclairage à l'acétylène, les appareils et conduites doivent satisfaire aux exigences des règlements internes de chaque pays. Dans ce cas, le bateau sera pourvu d'un éclairage de réserve suffisant.

4. Les récipients des lampes à huile ou à pétrole doivent être en métal.

Art. 22.

La chambre des machines doit contenir les outils, pièces de réserve et matériaux de tout genre nécessaires à l'entretien des machines et des chaudières, ainsi qu'aux réparations urgentes en cas d'avaries.

Art. 23.

Les employés des bateaux doivent connaître l'usage de chacun des appareils de secours et savoir s'en servir pratiquement.

Quatrième Chapitre.

Personnel — Droit de navigation — Service — Horaires — Plaintes — Police.

Art. 24.

1. L'équipage d'un vapeur doit comprendre les employés ci-après:

a) un capitaine ou conducteur, commandant du bateau, qui a, comme tel, l'autorité sur tous les autres employés. Il est responsable du vapeur;

b) un pilote, qui dirige la manœuvre et en est responsable dans le cas où le capitaine ou le conducteur ne remplit pas lui-même ces fonctions;

c) un nombre suffisant de bateliers dont un doit être capable de tenir le gouvernail.

Le nombre des bateliers sera indiqué dans le permis de navigation.

d) un mécanicien et éventuellement un mécanicien en second et les chauffeurs nécessaires pour le service de la machine. Le mécanicien en second ou un des chauffeurs doit pouvoir, au besoin, remplacer le mécanicien.

2. Pour les bateaux d'un déplacement limité (les limites seront fixées dans les règlements internes de chaque Etat contractant) les fonctions de capitaine ou conducteur et de pilote peuvent être confiées à une seule et même personne si le poste de commandement est placé et aménagé à cet effet.

3. Pour les petits bateaux à moteur des divers systèmes, les fonctions de conducteur et de mécanicien du bateau peuvent être remplies par une seule personne.

4. Le même employé ne peut être à la fois pilote et comptable.

5. Les fonctions de capitaine ou conducteur, de pilote et de mécanicien ne seront confiées, conformément aux prescriptions des règlements spéciaux de chacun des Etats contractants, qu'à des employés dont l'aptitude aura été constatée soit par des examens soit par des titres acquis.

Art. 25.

1. La patente pour conduire un bateau prévue à l'Art. 13 de la Convention, ne sera délivrée que sur production d'une pièce attestant une activité d'une durée suffisante sur un bateau du même genre que celui pour lequel la patente est demandée, et sous réserve d'un examen ou de titres acquis établissant la capacité du candidat.

2. La patente est personnelle et sera retirée par l'autorité compétente en cas d'abus ou d'infraction, de la part du titulaire, aux dispositions de la Convention, du présent Règlement ou des règlements internes des Etats contractants, si cette infraction porte atteinte à la sécurité de la navigation. La patente sera également retirée au cas où le titulaire, pour des raisons d'âge ou d'infirmité ou pour d'autres motifs deviendrait incapable de conduire un bateau.

3. Pourront naviguer sans patente, les conducteurs de petits bateaux à voiles et de bateaux pourvus d'un moteur, d'une force maximum de 3 HP. ainsi que ceux des bateaux à moteurs et à voiles qui ne sont employés que passagèrement dans un but de sport.

4. Les prescriptions complémentaires nécessaires seront fixées dans les règlements internes de chaque Etat contractant.

Art. 26.

1. Chacun des employés d'un bateaux doit être apte à remplir le poste qui lui est confié.

2. Toute personne autorisée à exercer sa profession moyennant délivrance d'un certificat de capacité, doit porter sa patente sur lui et la produire sur la réquisition des agents de l'autorité compétente de chaque pays riverain.

Art. 27.

A partir de la mise en vigueur du présent Règlement, on n'engagera pour l'équipe du bord que des personnes sachant bien nager.

Art. 28.

Sauf le cas de force majeure, les bateaux affectés à un service public sont tenus de se conformer exactement à leurs horaires et de ne pas s'écarter de leur route habituelle.

Art. 29.

Il est absolument interdit de charger les bateaux de manière à dépasser la ligne de flottaison en pleine charge indiquée dans le permis de navigation, et, en particulier, de prendre sur les bateaux transportant des voyageurs un nombre de passagers supérieur au chiffre autorisé.

Art. 30.

1. Les capitaines ou conducteurs des bateaux affectés à un service public peuvent refuser de recevoir à bord les personnes qui se présentent en état d'ivresse ou qui se comportent d'une manière inconvenante. Ils peuvent faire descendre à la prochaine station les passagers qui, sur les bateaux, provoquent des rixes, tiennent des propos offensants ou se conduisent d'une manière inconvenante.

2. Les capitaines ou conducteurs ne doivent pas recevoir à bord des personnes suspectes de choléra et de peste. S'ils ne sont informés de la présence de parails malades qu'après le départ, ils doivent les débarquer à la prochaine station, en avisant les autorités compétentes. Dans ce cas on prendra sur le bateau les mesures sanitaires requises.

3. Les capitaines et conducteurs de bateaux en service public dresseront procès-verbal des infractions au présent Règlement et aux règlements internes de chaque pays, concernant la navigation. Ils devront être assermentés.

Ils remettront leurs procès-verbaux à l'autorité compétente de l'Etat, dans lequel l'infraction a eu lieu.

Art. 31.

Un registre à pages numérotées, destiné à recevoir les réclamations des voyageurs doit être tenu à bord de chaque bateau affecté à un service public. Ce registre doit être présenté à toute réquisition. Le capitaine ou conducteur peut également y consigner ses observations ou les faits qu'il lui paraît important de faire attester par les passagers. L'entreprise de transport est tenue de répondre le plus vite possible, par écrit, aux observations consignées dans le registre des réclamations.

Art. 32.

Sur chaque bateau affecté à un service public seront affichés à un endroit accessible à tous les passagers:

a) l'horaire et le tarif;

b) un extrait du présent Règlement contenant les Articles 28, 29, 30, 31;

c) le nombre de passagers que le bateau peut transporter;

d) un avis indiquant l'existence à bord du registre des réclamations.

2. Un exemplaire du présent Règlement ainsi que des règlements internes de chaque Etat contractant devra toujours se trouver à bord.

Cinquième Chapitre.

Feux — Règles à suivre pour prévenir les abordages — Signaux en temps de brouillard.

I. Dispositions générales.

Art. 33.

1. Dans les prescriptions qui suivent, tout bateau à voiles qui, bien que pourvu d'un moteur, ne marche qu'à l'aide de ses voiles, est considéré comme bateau à voiles. S'il fait usage de son moteur, qu'il se serve ou non de ses voiles, il est considéré comme vapeur.

2. Le bateau à voiles qui aura déployé ses voiles sera considéré comme voilier, même s'il fait simultanément usage de ses rames.

3. Un bateau est considéré, dans le sens du présent Règlement, comme étant en marche, quand il n'est pas à l'ancre ou qu'il n'est pas empêché d'une manière quelconque de se mouvoir.

II. Feux.

Art. 34.

1. Les prescriptions concernant les feux — voir tableau des feux de position annexé au présent Règlement — seront observées en tout temps du coucher au lever du soleil. Dans cet espace de temps, il est interdit de faire usage d'autres feux qui puissent être confondus avec les feux prescrits.

2. Le mot „visible“ employé dans les prescriptions ci-après par rapport aux feux signifie „visible dans une nuit sombre à atmosphère claire“.

A. Bateaux en marche.

Art. 35.

Tout bateau qui est en marche la nuit doit porter les feux suivants:

1. *Vapeurs:*

a) à la proue, à une hauteur de 2 mètres au moins au-dessus du pont principal, un feu blanc très intense, construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme sur tout le parcours d'un arc horizontal de 225 degrés, soit 112,5 degrés de chaque côté d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau;

b) à tribord, un feu vert construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 112,5 degrés à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau;

c) à bâbord, un feu rouge construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 112,5 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau;

d) à la poupe, un feu blanc permettant de voir l'arrière du bateau, et projetant en arrière une lumière uniforme sur le parcours d'un arc horizontal de 135 degrés.

Les feux de côté doivent être placés de manière à indiquer autant que possible la plus grande largeur du bateau et à ne pouvoir être masqués par des objets ou par des personnes. Ces deux feux doivent en outre être pourvus, du côté intérieur, d'un écran parallèle à l'axe longitudinal du bateau, se prolongeant en avant, de telle sorte que leur lumière puisse rayonner seulement sur le parcours de l'arc horizontal prescrit et ne soit pas visible de la proue par un observateur placé du côté opposé.

Sur les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas dix tonnes, les feux prévus sous lettres b et c, peuvent être placés dans l'axe longitudinal du bateau, l'un à côté de l'autre.

2. *Bateaux à voiles:*

Comme les vapeurs à l'exception du feu blanc à l'avant qu'ils ne doivent jamais porter.

3. *Bateaux à rames:*

Les bateaux à rames porteront un feu blanc, placé à l'avant et disposé de manière à être visible de tout l'horizon.

4. *Remorqueurs:*

Tout vapeur qui remorque un autre bateau doit, outre ses feux normaux, porter à l'avant un deuxième feu blanc, placé sur la même ligne verticale et à une distance d'au moins un mètre de l'autre. Au cas où le bateau remorque plus d'une embarcation et si la longueur totale du convoi remorqué dépasse 150 mètres, il portera un troisième feu blanc, au-dessus ou au-dessous des deux autres.

Chacun de ses feux devra avoir la même intensité et être placé de la même manière que le feu blanc mentionné sous a) du premier alinéa.

5. *Bateaux remorqués:*

Tout bateau remorqué devra porter à une certaine hauteur un feu blanc visible de tout l'horizon.

B. Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre.

Art. 36.

1. Les bateaux de tout genre et de tout déplacement qui sont à l'ancre ou au mouillage en plein lac, doivent porter un feu blanc, brillant, visible de tout l'horizon.

2. Les barques de pêche qui sont au mouillage près des filets, dans l'exercice de la pêche, doivent tenir toujours prêt et allumé un fanal à feu blanc et le montrer à temps pour éviter les collisions.

Art. 37.

1. Tout bateau se trouvant engravé ou dans l'impossibilité de manœuvrer, doit porter, pendant la nuit, un feu blanc visible de tout l'horizon. Le jour, les vapeurs doivent hisser un pavillon blanc, les bateaux à voiles carguer les voiles et les bateaux à rames lever un ou plusieurs avirons.

2. Les feux et signaux mentionnés dans cet Article doivent être considérés par les autres bateaux comme des signaux indiquant que celui qui les montre ne gouverne pas et ne peut dont pas manœuvrer pour les éviter.

Art. 38.

Les barques utilisées pour le transport des marchandises, qui sont au mouillage la nuit, la proue à terre, à proximité d'un débarcadère, porteront à l'arrière un feu blanc visible de tout l'horizon.

Art. 39.

Les trains de bois doivent porter la nuit, sur chacun des quatre points les plus saillants, un feu blanc visible de tout l'horizon à une distance d'au moins deux kilomètres.

Art. 40.

Les feux indiqués à l'Article 35 doivent être visibles aux distances suivantes:

Pour les vapeurs pouvant marcher à une vitesse de plus de 15 kilomètres à l'heure:

le feu de proue et les feux de côté à 3 km;
le feu de poupe à 1 km.

Pour les vapeurs marchant à une vitesse de 15 km ou moins:

le feu de proue et les feux de côté à 2 km;
le feu de poupe à 1 km.

Pour les bateaux à voiles:

les feux de côté à 2 km;
le feu de poupe à 1 km.

Pour les bateaux à rames et les bateaux remorqués à 2 km.

C. Bouées et balises pour signaler des obstacles.

Art. 41.

Les bouées et balises qui se trouvent en pleine eau ou dans le voisinage des débarcadères, pour signaler les routes ou les points dangereux, devront être éclairées la nuit au moyen d'un feu vert.

Art. 42.

Les filets tendus et en général tous les engins de pêche fixés ou flottants, se trouvant en pleine eau, doivent être signalés au moyen de bouées peintes en blanc et éclairées de nuit par un feu blanc visible de tout l'horizon.

III. Règles à suivre pour prévenir les abordages.

Art. 43.

1. Lorsqu'on prévoit un risque de collision, il faut relever constamment, si les circonstances le permettent, la position du bateau qui s'approche.

2. Lorsque la situation réciproque des bateaux ne change pas d'une manière appréciable, il y a lieu d'admettre que le danger de collision existe et de manœuvrer en conséquence.

3. Les signaux acoustiques à donner par les bateaux en temps de brume, de brouillard et de neige ou pour les manœuvres devront être ceux qui sont indiqués au „Tableau des signaux" annexé au présent Règlement.

Art. 44.

1. Lorsqu'un bateau à vapeur veut toucher une station, il annonce son approche par la cloche ou par un coup de sifflet prolongé. Le départ du bateau de la station est annoncé par un coup de sifflet prolongé.

2. Les bateaux à moteur donnent ces signaux soit au moyen du sifflet, soit du cornet de brume.

Art. 45.

1. Lorsque deux vapeurs marchant sur la même ligne ou à peu près, mais en sens contraire, viennent à se croiser, chacun d'eux oblique à droite, de manière à laisser passer l'autre à sa gauche.

Au moment du croisement, les deux vapeurs doivent être éloignés d'au moins cinq fois la largeur du plus grand d'eux. Quelques minutes avant l'instant du croisement, chacun des vapeurs donne un coup de sifflet bref. A ce signal, qui sert de garde-à-vous pour le personnel, chaque employé se rend à son poste et y reste jusqu'à ce que le croisement ait été effectué.

2. Il ne sera fait aucune exception au présent Article, sauf dans les cas de force majeure, où l'un des vapeurs ne pourrait obliquer à droite pour une cause quelconque, voisinage de la rive, barques avec filets à l'eau etc.

En parail cas, ce vapeur ralentira sa marche et au besoin arrêtera ses machines; l'autre manœuvrera pour l'éviter. Le vapeur empêché de manœuvrer appellera l'attention de l'autre par le signal d'alarme prescrit (des coups bref et répétés de sifflet ou de cornet de brume).

Art. 46.

Si le croisement a lieu à proximité d'un débarcadère, la distance peut être réduite à deux largeurs de bateau; dans ce cas les deux vapeurs ralentissent leur marche, et ne reprennent leur vitesse normale qu'après le croisement.

Art. 47.

Un vapeur en marche, qui rencontre sur sa route un bateau quelconque, doit signaler, à temps, la manœuvre qu'il exécutera par les signaux ci-après:

un coup de sifflet bref: je viens sur tribord;
deux coups de sifflet brefs: je viens sur bâbord:
trois coups de sifflet brefs: je vais en arrière;
deux coups de sifflet prolongés: je continue ma route.

Art. 48.

Lorsque deux vapeurs marchant sur des lignes perpendiculaires, ou à peu près, viennent à se croiser de manière à faire craindre un abordage, le vapeur qui constate l'autre à sa droite devra laisser la route libre à ce dernier en manœuvrant de façon opportune, soit en obliquant à droite pour passer en arrière, si le rivage ou d'autres obstacles ne s'y opposent pas, soit en arrêtant ou même en faisant machine arrière. Il donne le signal prescrit pour la manœuvre qu'il se propose d'exécuter.

L'autre vapeur continue sa route.

Art. 49.

1. Lorsqu'un bateau s'aperçoit qu'il s'est approché d'un autre et qu'il existe un danger, il doit immédiatement donner le signal d'alarme au moyen du sifflet ou du cornet de brume (voir annexe A). Ce signal d'alarme devra être répété aussitôt par l'autre bateau.

2. S'il s'agit de deux vapeurs chacun d'eux doit s'arrêter immédiatement et, au besoin, marcher en arrière, en donnant le signal prescrit.

3. S'il s'agit d'un vapeur et d'un bateau à voiles ou à rames, le vapeur doit laisser la route libre au bateau à voiles ou à rames en arrêtant même ses machines ou en marchant en arrière, s'il est nécessaire.

Art. 50.

Lorsqu'un vapeur veut devancer un autre bateau qui suit la même ligne que lui, il doit donner, en temps voulu, et avant d'exécuter la manœuvre nécessaire, le signal suivant: un coup de sifflet prolongé, suivi d'un coup de sifflet bref et d'un coup de sifflet prolongé.

Le bateau devancé doit continuer sa route.

Art. 51.

1. Tout vapeur qui rencontre sur sa route un bateau ne pouvant se mouvoir librement (bateau à l'ancre, bateau occupé à tendre ou à lever des filets, voilier par calme plat, vapeur remorqant) doit manœuvrer de manière à l'éviter.

2. En toutes circonstances, un vapeur doit se tenir éloigné des bateaux non pontés en pleine charge, et des barques lourdement chargées.

3. Le cas échéant, le vapeur ralentit sa marche ou arrête sa machine, de façon à écarter le danger résultant de l'effet de sa vague.

Art. 52.

1. Quand un bateau est en détresse et demande du secours à d'autres bateaux ou à terre, il doit faire usage alternativement ou simultanément des signaux suivants:

De jour, il montrera un pavillon carré de couleur rouge et il donnera, à de brefs intervalles, des coups prolongés de sifflet ou de cornet de brume ou de cloche (voir annexe A).

De nuit, outre les signaux acoustiques indiqués ci-dessus, on allumera, l'un après l'autre, à de brefs intervalles, des feux de bengale (voir Article 20, litt. o).

2. Les bateaux qui vont au secours d'un bateau en détresse répondront au signal de secours par le signal d'alarme.

Art. 53.

Il est interdit à tout bateau de s'approcher d'un vapeur en marche, soit pour se placer dans sa vague, soit pour communiquer avec lui, excepté dans le cas d'urgente nécessité, où le bateau doit appeler d'avance l'attention du vapeur en marche au moyen du signal d'alarme.

Art. 54.

1. Il est interdit à tout bateau de ce placer sur la route habituelle des vapeurs affectées à un service public aux heures de passage de ces derniers.

Cette prescription doit être particulièrement observée de nuit, en temps de brouillard ou de neige, ainsi qu'à l'entrée et à l'intérieur des ports et dans le voisinage des débarcadères.

2. Lorsque les bateaux en service privé entendent le signal d'alarme donné par un bateau en service public régulier, ils doivent s'écarter de la route de ce bateau, ou, s'il est nécessaire, s'arrêter et attendre son passage.

3. Il est interdit aux pêcheurs de tendre leurs filets sur la route habituelle des vapeurs précités, ainsi qu'à proximité des débarcadères.

Art. 55.

Quand deux bateaux à voiles suivent des routes qui les rapprochent l'un de l'autre, de manière à faire courir le risque d'un abordage, l'un des deux s'écartera de la route de l'autre d'après les règles suivantes:

a) le bateau qui court largue doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près;

b) le bateau qui est au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près tribord amures;

c) si les deux bateaux courent largue, mais avec les amures de bords différents, le bateau qui a le vent par bâbord s'écarte de la route de celui qui le reçoit par tribord;

d) si les deux bateaux courent largue ayant tous les deux le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent;

e) le bateau qui est vent arrière doit s'écarter de la route de l'autre.

Art. 56.

1. Le bateau auquel un autre bateau doit laisser la route libre devra garder sa propre route et maintenir sa vitesse.

2. Si pour cause de brouillard ou pour un motif quelconque, un bateau se trouve si près d'un autre qu'un abordage ne puisse être évité par la seule manœuvre du bateau qui doit céder le passage, l'autre bateau devra également manœuvrer de façon à éviter une collision.

Art. 57.

Tout bateau, qui, à teneur des dispositions du présent Règlement, doit laisser la route libre à un autre bateau, doit éviter, si les circonstances le permettent, de passer devant celui-ci.

Art. 58.

1. Pour le passage sous les ponts de Melide et de Bissone, les prescriptions internes de la Suisse font règle.

2. Au détroit de Lavena, les bateaux allant à Ponte Tresa ont la préséance sur ceux venant de cet endroit, mais les bateaux en service privé doivent toujours laisser le passage aux vapeurs faisant un service public.

IV. Signaux en temps de brouillard.

A. Bateaux en marche.

Art. 59.

Tout bateau naviguant par temps de brouillard, de brume ou de neige fera entendre, de minute en minute, les signaux suivants:

a) vapeurs marchant à une vitesse de 15 km-h ou plus: 2 coups prolongés de sifflet;

b) vapeurs marchant à une vitesse inférieure à 15 km-h: 1 coup prolongé de sifflet ou de cornet de brume;

c) bateaux à voiles et à rames: un coup prolongé de cornet de brume ou de sifflet de poche;

d) remorqueurs: un coup prolongé de sifflet suivi de deux coups brefs.

B. Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre.

Art. 60.

Tout bateau arrêté, engravé ou à l'ancre en pleine eau dans les conditions atmosphériques indiquées à l'Article 59 et qui se trouve dans

l'impossibilité de manœuvrer pour éviter un autre bateau qui s'approche de lui, fait entendre de minute en minute, au moyen de son appareil à signaler, 3 coups prolongés.

C. Règles générales.

Art. 61.

1. Tout bateau naviguant dans les conditions indiquées à l'Art. 59 doit prendre les précautions nécessaires et tenir compte, avec soin, de toutes les circonstances du moment.

2. Tout vapeur qui entend les signaux de brume donnés par un autre bateau dont il ne connaît pas la position, doit, autant que les circonstances le permettent, arrêter sa machine afin de pouvoir mieux entendre et apprécier ces signaux; il marchera ensuite avec précaution jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de collision à craindre.

Art. 62.

1. Dans les conditions atmosphériques indiquées à l'Art. 59 les croisements des vapeurs faisant un service public se feront, de préférence, dans les ports ou aux débarcadères. A cet effet les entreprises de navigation sont tenues de fixer, pour chaque période d'horaire, les stations de croisement.

2. Si les croisements, par suite de circonstances exceptionnelles, ne peuvent pas avoir lieu dans les ports ou aux débarcadères, les prescriptions suivantes doivent être observées:

Lorsque le vapeur arrive dans un endroit où, du fait de l'horaire, un croisement doit avoir lieu, il usera de la plus grande précaution en ralentissant sa vitesse et en arrêtant même à l'occasion la machine, pour mieux entendre.

Lorsqu'il aura reconnu la position de l'autre bateau et acquis la certitude qu'il passe à une distance suffisante, il donnera le signal de croisement réglementaire (voir Art. 47), puis il reprendra sa marche normale.

Si les deux vapeurs paraissent se diriger l'un sur l'autre, les machines seront immédiatement arrêtées et elles ne pourront être remises en marche qu'après que la position relative des deux bateaux aura été bien déterminée.

Art. 63.

La nuit, ainsi que dans les conditions atmosphériques indiquées à l'Article 59, le capitaine ou conducteur du bateau placera sur le pont un homme de vigie et disposera le personnel du pont et celui des machines de telle façon d'assurer la vigilance.

Art. 64.

Les compagnies de navigation peuvent compléter les règles ci-dessus par les instructions spéciales visant les différents cas qui peuvent se présenter. Ces instructions ne contiendront jamais des clauses contraires à celles du présent Règlement.

Sixième Chapitre.

Ports et débarcadères.

Art. 65.

1. Tout débarcadère affecté à un service public doit avoir la nuit, à son extrémité, un fanal bien visible, avec flamme d'un fort calibre, éclairant la place de débarquement et projetant du côté du large un feu rouge visible à une distance d'au moins deux kilomètres.

2. Ce fanal sera allumé du coucher du soleil à l'heure fixée par l'autorité compétente de l'Etat respectif.

3. Il ne doit pas se trouver, dans le voisinage des débarcadères, des feux pouvant provoquer erreur sur la route à suivre.

Art. 66.

Chaque débarcadère doit être muni d'un instrument spécial pouvant être employé pour donner des signaux acoustiques en temps de brouillard (voir tableau des signaux).

On fera usage de cet instrument quelque temps avant le passage d'un bateau affecté à un service public et jusqu'à son arrivée.

Art. 67.

Les deux Etats contractants donneront les instructions nécessaires pour que les abords des débarcadères soient maintenus libres pour le passage des vapeurs en service public.

Art. 68.

Dans l'intérêt de la pêche, il est interdit aux bateaux à vapeur de jeter leurs scories à une distance de la côte où la profondeur est inférieure à cinquante mètres.

Septième Chapitre.

Fêtes nautiques.

Art. 69.

Aucune fête nautique ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité compétente. On évitera dans l'organisation de ces fêtes tout ce qui pourra être une entrave pour les bateaux affectés à un service public.

Huitième Chapitre.

Pénalités.

Art. 70.

Toute infraction au présent Règlement peut donner lieu à une plainte ou à un procès-verbal, qui est transmis aux autorités du lieu où l'infraction a été commise.

Les infractions seront punies des peines prévues par les lois en vigueur dans l'Etat respectif.

Neuvième Chapitre.

Dispositions finales.

Art. 71.

Les propriétaires des vapeurs employés dans un but lucratif et les loueurs de bateaux devront s'assurer, dans les limites des prescriptions de l'Etat respectif, contre la responsabilité civile.

Art. 72.

Dans le cas où des bateaux ont leur port d'inscription dans l'un des Etats contractants et qu'ils naviguent et stationnent normalement dans les eaux de l'autre Etat, les autorités compétentes de l'Etat qui a délivré le permis de navigation pourront déléguer leurs fonctions de surveillance et de contrôle prévues dans ce Règlement aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Art. 73.

Pour tout ce qui n'est pas traité dans le présent Règlement international, les dispositions de chaque Etat et des autorités locales feront règle, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à celles du présent Règlement.

Fait à Lugano, le 22 octobre 1923.

Signatures:
E. Acton.
Antonio Crispo.
Bosio.
Luigi Stoppa.
G. Ferraris.
Capialbi.
Ing. C. Abate.
C. Nagel.

Signatures:
Herold.
Tarchini.
J. Fred. Stalder.
H. Wylemann.
L. Rusca.
S. Veladini.

Annexe A.

Tableau des signaux.

Numéro du signal	Signaux	Exécution des signaux		Art. du règl.
A) Signaux acoustiques pour les manœuvres, signaux d'alarme et de détresse.				
1	Signal d'arrivée à une station, pour vapeurs	—	Un son de cloche ou un coup de sifflet prolongé.	**44**
2	Signal de départ d'une station, pour vapeurs	—	Un coup de sifflet prolongé.	**44**
3	Signaux d'indication de route:			
	Je viens sur tribord . .	∪	Un coup de sifflet bref.	**47**
	Je viens sur bâbord . .	∪ ∪	Deux coups de sifflet brefs.	
	Je vais en arrière . . .	∪ ∪ ∪	Trois coups de sifflet brefs.	
	Je continue ma route .	— —	Deux coups de sifflet prolongés.	

Numéro du signal	Signaux	Exécution des signaux		Art. du règl.
4	Signal pour devancer un bateau, à donner par le bateau qui veut devancer un autre	— ∪ —	Un coup de sifflet prolongé suivi d'un coup bref et d'un coup prolongé.	50
5	Signal d'alarme	∪ ∪ ∪ ∪ ∪ ∪ ∪	Des coups brefs et répétés de sifflet ou de cornet de brume.	45-49 52-53
6	Signal de détresse, à donner pour demander du secours	— — — — — — —	Des coups prolongés de sifflet, ou de cornet de brume ou de cloche, à de brefs intervalles et simultanément ou alternativement: de jour; un pavillon rouge — de nuit: des feux de bengale.	52

B) Signaux acoustiques en temps de brume, de brouillard ou de neige.

7	Vapeurs marchant à 15 km. ou plus	— —	Deux coups prolongés de sifflet ou, en défaut, de cornet de brume.	59
8	Vapeurs marchant à moins de 15 km.	—	Un coup prolongé de sifflet ou de cornet de brume.	59
9	Remorqueurs en marche. .	— ∪ ∪	Un coup prolongé suivi de deux coups brefs de sifflet.	59
10	Bateaux à voiles et à rames en marche	—	Un coup prolongé de cornet de brume ou de sifflet de poche.	59
11	Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre:	— — —	Trois coups prolongés de sifflet, de sirène, de cornet de brume, de cloche ou de sifflet de poche.	60
12	Ports et débarcadères: Signal à donner par les radeleurs	— — — —	Quatre coups prolongés de cornet de brume ou 4 sons de cloche.	66

Remarque. Les bateaux à moteur donnent les signaux avec le sifflet à air comprimé ou avec le cornet de brume.

Chaque bateau auquel un signal a été donné, répondra par le signal prescrit pour la manœuvre qu'il se propose d'exécuter.

Les signaux N. 7 à 11 doivent être donnés de minute en minute, le N. 12 chaque deux minutes.

Exécutions des signaux. Dispositions concernant la durée des signaux ainsi que les intervalles entre deux sons et entre deux signaux répétés:

les coups brefs auront une durée d'une seconde,

les coups prolongés une durée de cinq secondes,

l'intervalle entre deux sons de signal une durée d'une demi-seconde,

l'intervalle entre deux signaux répétés, une durée de deux secondes au moins

Annexe B.

Tableau des feux de position.

Désignation des bateaux	Bateaux en marche	Bateaux à l'ancre	Bateaux engravés	Article du règl.
1° Vapeur	Un feu blanc à la proue, les feux de côté rouge et vert, et un feu blanc à l'arrière (Sur les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 10 tonnes, les feux de côté peuvent être placés dans l'axe longitudinal du bateau, l'un à côté de l'autre.)	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Un feu blanc visible de tout l'horizon	35 36 37
2° Bateaux à voiles:	Les feux de côté rouge et vert, et un feu blanc à l'arrière	Id.	Id.	35 36 37
3° Bateaux à rames:	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Id.	Id.	35 36 37
4° Remorqueurs:	A l'avant deux ou trois feux blancs superposés, les feux de côté rouge et vert et le feu blanc à l'arrière	Id.	Id.	35 36 37
5° Bateaux remorqués:	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Id.	Id.	35 36 37
6° Trains de bois:	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	39

Remarque. Les barques de pêche qui sont au mouillage près des filets, dans l'exercice de la pêche, doivent tenir toujours prêt et allumé un fanal à feu blanc et le montrer à temps pour éviter les collisions. Art. 36.

Annexe C.

Permis de navigation pour bateaux en service public.

Le ....
déclare que le ....
nommé ....
inscrit au port de .... sous le N. ....
propriété de.......... a été soumis à l'inspection prescrite par la convention entre l'Italie et la Suisse concernant la navigation sur les lacs Majeur et de Lugano comme indiqué dans le procès-verbal N. .... du ....
gardé par ....
et peut être employé au transport de .... sur le lac ....

Le déplacement du bateau est de { .... tonnes à lège / .... tonnes en pleine charge.

Le nombre maximum de voyageurs que le bateau est autorisé à transporter est de: ....

La charge maximum est de .... tonnes.

La ligne de flottaison en pleine charge passe par: { les limnimètres à la cote de .... / l'arrête inférieure des plaques.

Le franc-bord du bateau en pleine charge est de ....
....

Le bateau est pourvu de moteur à .... de la puissance de HP. ....

L'equipage du bateau, non compris le service de caisse ou de bureau, sera, au minimum, le suivant:

Capitaine ou conducteur du bateau;
Timonier;
Sous-timonier;
Batelier;
Mécanicien;
Mécanicien en second;
Chauffeur.

Description sommaire du bateau ....
....

Equipement ....
....

Observations spéciales ....
....

Changements de propriétaire ....
....

Le présent permis est valable aussi longtemps que le bateau est en parfait état de service et qu'aucune modification importante ne sera apportée à sa construction ou à ses parties principales.

.... le .... 192.....

95.

PAYS-BAS, PORTUGAL.

Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signées à Lisbonne, le 27 août 1924.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1924, No. 547.

Légation des Pays-Bas.
No. 251. Lisbonne, le 27 août 1924.

Monsieur le Ministre;

En attendant la conclusion d'un Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Portugal, j'ai l'honneur, d'ordre du Ministre des Affaires Etrangères à la Haye, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de sa Majesté la Reine approuve de fixer, à partir du 1 septembre prochain et pour la période d'un an, un modus vivendi, en vertu duquel les intérêts des pays susmentionnés sont garantis sur les bases suivantes:

I.

Les produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, importés directement en Portugal et îles adjacentes, seront soumis au tarif-minimum du tarif douanier actuellement en vigueur ou qui viendra à remplacer celui-ci pendant la durée de cet accord. La même règle sera appliquée aux produits des colonies néerlandaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère-patrie.

Les produits énumérés dans la liste ci-jointe, originaires des Pay-Bas ou de ses colonies, ne payeront en Portugal des droits plus élevés, quel que soit leur dénomination, que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance. Pour l'application de ce traitement les Pays-Bas ne pourront pas invoquer les accords que le Portugal a conclus ou pourra conclure avec l'Espagne et le Brésil.

II.

Les produits du sol et de l'industrie du Portugal et des îles adjacentes, importés directement dans les Pays-Bas, n'y seront pas assujettis à des droits autres, ni plus élevés, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires d'une autre nation étrangère. La même règle sera appliquée aux produits des colonies portugaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère-patrie.

III.

Pour ce qui concerne l'importation indirecte, le transit, l'exportation et la réexportation, les deux Gouvernements se garantissent réciproquement le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

IV.

Pendant la durée du présent Accord le Gouvernement Néerlandais accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté le Gouvernement Portugais accordera à la navigation néerlandaise sur le métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25% sur le droits de navigation (taxas do imposto do comercio maritimo), qui sont actuellement en vigueur ou qui viendraient à les remplacer et il accordera à ladite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

V.

Le Gouvernement Néerlandais s'engage à ne pas baisser pendant la durée du présent Accord la limite actuelle de la force alcoolique des vins importés dans les Pays-Bas, ni à frapper les vins portugais par des droits d'octroi ou de consommation, qui seraient plus éléves que ceux sur des vins similaires, tant nationaux que d'autre origine.

VI.

Le présent Accord sera en vigueur pendant un an, à partir du 1 septembre 1924 pour terminer le 31 août 1925. Les deux Gouvernements se mettront d'accord trois mois avant l'expiration du présent Accord en vue d'une prolongation éventuelle.

En ajoutant que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine considère l'accord ci-dessus comme étant entré en vigueur en vertu de la présente Note, ainsique de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis avec empressement cette occasion pour Vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

A. van der Goes.

Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères.
Lisbone.

Liste des marchandises, mentionnée dans l'Article 1.

Lampes électriques;
Engrais chimiques et salpètre;
Cordages, cordes, cables et filets;
Fromage, lait condensé et autres produits laitiers;
Huiles alimentaires;
Papier et papeterie;
Tabac préparé ou brut;
Farineux et produits farineux;
Grains mondés, cassés ou broyés;
Pommes de terre;
Cires, gommes, asphalte naturel, poix, goudron, produits d'huile, de graisse et de résine;
Médicaments et produits alimentaires chimiques;
Cuir et articles en cuir;
Verreries;
Fils de laine, de coton et de soie artificielle;
Produits chimiques;
Machines et outils pour fabriques et pour agriculture et instruments scientifiques;
Margarine et autres graisses alimentaires;
Acier et fer et articles en acier et fer;
Boissons alcooliques et esprit de vin;

Manufactures, étoffes et tissus, tapis et linoléum;
Légumes, fèves, pois, lentilles et semences;
Caoutchouc et articles en caoutchouc;
Instruments de musique;
Cacao et poudre de cacao, chocolat et sucreries;
Vaisseaux de mer et d'intérieur;
Appareils de dragage, cales sèches et élévateurs;
Matériaux roulants et autres pour chemins de fer et tramways;
Huiles minérales et dérivés;
Brosses et pinceaux;
Meules artificielles;
Cuivre et articles en cuivre;
Noir animal et os pulvérisés;
Colle d'os, de peaux, de poisson et colle végétale;
Zinc et articles en zinc;
Etain et articles en étain;
Plomb et articles en plomb;
Encre;
Bois et boiseries;
Stiligouttes;
Tampons à encrage;
Eponges;
Capoc; et
Teintures et couleurs.

Ministério dos Negócios Estrangeiros.
Direcçao Geral dos Negócios Comerciais e Consulares.

Lisboa, 27 de Agosto de 1924.

Senhor Ministro,

Aguardando a conclusao de um tratado de comércio e de navegaçao entre Portugal e os Países-Baixos, tenho a honra de propor a V. Exa. que, a partir de 1 de Setembro próximo, se estabeleça por um ano um regime provisório que salvaguarde os interêsses dos dois países nas bases seguintes:

Artigo 1º.

Os produtos do solo e da indústria dos Países-Baixos, impordatos directamente, pagarao em Portugal e ilhas adjacentes a tarifa mínima da pauta aduaneira actual ou da que a substituir durante a vigência do presente acôrda. Igual regime será aplicado aos produtos das colónias dos Países-Baixos, quer sejam importados directamente dessas colónias, quer sejam exportados da metrópole. Os produtos enumerados na tabela junta, originários dos Países-Baixos ou das suas colónias, nao pagarao em Portugal direitos mais elevados, seja qual fôr a sua denominaçao, do que os que pagarem os produtos similares de qualquer outra procedência. Na aplicaçao dêste tratamento, os Países-Baixos nao poderao invocar os acôrdos que Portugal concluíu ou vier a concluir com a Espanha e o Brasil.

Artigo 2º.

Os produtos do solo e da indústria de Portugal e ilhas adjacentes, importados directamente, nao serao sujeitos nos Países-Baixos a direitos mais elevados, sob qualquer denominaçao, do que os produtos similares de outra naçao estrangeira. Igual regime será aplicado aos produtos das colónias portuguesas, quer sejam importados directamente dessas colónias, quer sejam exportados da metrópole.

Artigo 3º.

Pelo que respeita à importaçao indirecta, ao trânsito, à exportaçao e reexportaçao, os dois Governos garantem-se reciprocamente o tratamento da naçao estrangeira mais favorecida.

Artigo 4º.

Durante a vigência do presente acôrdo, o Govêrno dos Países-Baixos concederá à navegaçao portuguesa o tratamento da naçao mais favorecida. Por seu lado, o Govêrno Português concederá à navegaçao dos Países-Baixos, na metrópole e ilhas adjacentes, a reduçao de 25 por cento sôbre as taxas do imposto do comércio marítimo actualmente em vigor ou que as vierem substituir ulteriormente, e, nas colónias portuguesas, o tratamento da naçao mais favorecida.

Artigo 5º.

O Govêrno dos Países-Baixos compromete-se a nao abaixar, durante a vigência do presente acôrdo, o limite actual da fôrça alcoólica dos vinhos importados nos Países-Baixos e a nao onerar os vinhos protugueses com direitos de barreira ou de consumo mais elevados de que os vinhos similares nacionais ou de qualquer outra origem.

Artigo 6º.

O presente acôrdo será válido por um ano, entrando em vigor em 1 de Setembro de 1924 e terminando em 31 de Agosto de 1925. Os dois Governos pôr-se-hâo de acôrdo, três meses antes do têrmo do presente acôrdo, acêrca da sua eventual prorrogaçao.

Tenho a honra de comunicar a V. Exa. que o Govêrno Português considera celebrado a acôrdo por esta nota e pela nota correspondente que V. Exa. me entregará.

Aproveito a ensejo para reiterar a V. Exa. os protestos da minha alta consideraçao.

Vitorino Henriques Godinho.

Senhor Jonkheer A. van der Goes.

Tabela.

Lâmpadas eléctricas;
Adubos químicos e salitres;
Cordame, cordas, cabos e rêdes;
Queijo, leite condensado o outros produtos lácticos;
Azeites alimentícios;
Papel e artigos de papelaria;
Tabaco preparado e em bruto;
Farinhas e produtos farináceos;
Cereais descascados, quebrados ou esmagados;
Batatas;
Graxas, gomas, asfalto natural, pez, alcatrao, produtos de óleo, de gordura e de resina;
Medicamentos e produtos quimicos alimentícios;
Coiro e artigos de cabedal;

Vidros;
Fio de la, algodao e sêda artificial;
Produtos quimicos;
Máquinas e utensílios para fábricas e lavoura e instrumentos scientíficos;
Margarina e outras gorduras alimentícias;
Aço e ferro e artigos de aço e de ferro;
Bebidas alcoólicas e espirito de vinho;
Manufacturas, estofos, tecìdos, tapêtes e oleados;
Hortaliça, favas, ervilhas, lentilhas e sementes;
Cauchu e objectos de cauchu;
Instrumentos de música;
Cacau e cacau em pó, chocolate e doces;
Barcos miritimos e fluviais;
Dragas, docas e elevadores;
Material circulante e outros para caminhos de ferro e tramvias;
Oleos minerais e seus derivados;
Rebolos artificiais;
Cobre e artigos de cobre;
Escôvas e pincéis;
Tintas e tinturas;
Carvao animal e ossos pulverizados;
Colas de ossos, de peles, de peixe et cola vegetal;
Zinco e artigos de zinco;
Estanho e artigos de estanho;
Chumbo e artigos de chumbo;
Tinta de escrever;
Madeira e parquets de madeira;
Bisnagas;
Almofadas para carimbos;
Esponjas;
Sumaúna.

96.

PAYS-BAS, PORTUGAL.

Echange de Notes afin de proroger le Modus vivendi commercial, signé le 27 août 1924;*) signées à Lisbonne, le 11 juillet 1925.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1925, No. 358.

Légation Royale des Pays-Bas.
No. 297. Lisbonne, le 11 juillet 1925.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la lettre de Son Excellence M. Pedro Martins du 17 juillet dernier, n⁰. 51/25, j'ai l'honneur, d'ordre du Ministre des Affaires Etrangères à La Haye, de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger, à partir du 1er septembre prochain, et pour la période d'un an, le modus vivendi commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1er sep-

*) V. ci-dessus, No. 95.

tembre 1925 pour terminer le 31 août 1926 en vertu de la présente Note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. van Haersma de With.

Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Etrangères, Lisbonne.

Ministério dos Negócios Estrangeiros.
No. 51/25. Lisboa, 11 de Julho de 1925.

Senhor Ministro,

Por nota datada de hoje, digna-se V. Ex.a comunicar-me que o Govêrno dos Países-Baixos aprova a prorrogação por um ano, a partir de 1 de Setembro próximo, do *modus vivendi* comercial entre Portugal e os Países Baixos, assinado em Lisboa a 27 de Agosto de 1924.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Ex.a que o Govêrno da República aprova a prorrogação do mesmo acôrdo por um ano, de 1 de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1926. O Govêrno Português considera celebrado o acôrdo por esta nota e pela nota correspondente que V. Ex.a me entregará.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex.a os protestos da minha alta consideração.

António Joaquim Machado do Lago Cerqueira.

Senhor Jonkheer H. M. van Haersma de With.

97.

PAYS-BAS, PORTUGAL.

Echange de Notes afin de proroger le Modus vivendi commercial du 27 août 1924;*) signées à Lisbonne, le 5 août 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 343.

Légation Royale des Pays-Bas.
No. 365. Lisbonne, le 5 août 1926.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux ordres du Ministre des Affaires Etrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger à partir du 1er septembre prochain, et pour la période d'un an, le modus vivendi

*) V. ci-dessus, No. 95.

commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne.

Le Gouvernement de la Reine s'engage à ne pas changer pendant la durée de cet accord le système préférentiel, accordé aux Pays-Bas aux vins d'Oporto et de Madeira, à condition que le pourcentage d'alcool ne dépasse pas 22%, et que ces vins soient accompagnés à leur importation aux Pays-Bas, de certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes.

En outre le Gouvernement de la Reine propose d'insérer dans l'accord comme Article 4 la disposition suivante:

„Les commis voyageurs des maisons néerlandaises jouiront au Portugal et les commis-voyageurs des maisons portugaises jouiront aux Pays-Bas du traitement accordé à la nation la plus favorisée.“

Les Articles 4, 5 et 6 de l'accord actuel porteront, en conséquence, à partier du 1er septembre prochain les numéros 5, 6 et 7.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1er septembre 1926 pour terminer le 31 août 1927, en vertu de la présente Note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assuranre de ma plus haute considération.

H. M. van Haersma de With.

Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Etrangères à Lisbonne.

Ministério dos Negócios Estrangeiros.
Direcçao Geral dos Negócios
Comerciais e Consulares.
Ia Repartiçao.
No. 51/26. Lisboa, 5de Agosto 1926.

Senhor Ministro,

Por nota datada de hoje, digna-se V. Ex.a comunicar-me que o Govêrno dos Países-Baixos aprova a prorrogação por um ano, a partir de 1de Setembro próximo, do modus vivendi comercial entre Portugal e os Países-Baixos, assinado em Lisboa a 27 de Agosto de 1924.

Acrescenta V. Ex.a que o Govêrno Neerlandez se compromente a nao alterar, durante a vigencia do acôrdo, o sistema preferencial concedido nos Países-Baixos aos vinhos do Porto e da Madeira, que não excedem a graduaçao alcoolica de 22 graus e sejam acompanhados, á importaçao nos Países-Baixos, de certificados de origem das autoridades portuguesas competentes.

Alêm disso, o Govêrno da Rainha propôe inserir na acôrdo, como artigo 4, a clausula seguinte:

„Os caixeiros viajantes neerlandez gozarâo em Portugal e os caixeiros viajantes portugueses gozarâo nos Países-Baixos do tratamento concedido á naçao mais favorecida.“

Os artigos 4, 5 e 6 do acôrdo vigente passarâo, por consequência, a partir de 1de Setembro próximo, a ter os numeros 5, 6 e 7.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Ex.ª que o Govêrno da República aprova a prorrogação do acôrdo, com as adiçoes propostas, por um ano, de 1de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1927. O Govêrno Português considera celebrado o acôrdo pela presente nota e pela nota correspondente que V. Ex.ª se serviu ontregar-me.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex.ª os protestos da minha alta consideração.

Dr. Bettencourt-Rodriguez.

Senhor Jonkheer H. M. van Haersma de With.
&c., &c., &c.

98.

PAYS-BAS, PORTUGAL.

Echange de Notes afin de proroger le Modus vivendi commercial, signé le 27 août 1924;*) signées à Lisbonne, le 2 juin 1927.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 272.

N°. 247. Lisbonne, le 2 juin 1927.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux ordres du Ministre des Affaires Etrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger à partir du 1er septembre prochain, et pour la période d'un an, le modus vivendi commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par ma note du 5 août 1926 n°. 356, et la note concordante de Votre Excellence de la même date n°. 51/26.**)

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1er septembre 1927 pour terminer le 31 août 1928, en vertu de la présente Note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. van Haersma de With.

Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Etrangères à Lisbonne.

---

*) V. ci-dessus, No. 95. **) V. ci-dessus No. 97.

Ministério dos Negócios Estrangeiros.
Direcâo Geral dos Negócios
Comerciais e Consulares.
la Reparticão, nº. 51/27. Lisboa, 2de Junho de 1927.

Senhor Ministro,

Por nota datada de hoje, digna-se V. Exa. comunicarme que o Governo dos Paizes-Baixos aprova a prorogaçâo por um ano, a partir de 1 de Setembro próximo, do modus vivendi comercial entre Portugal e os Paizes Baixos, assinado em Lisboa a 27 de Agosto de 1924, com as modificaçôes estipuladas nas notas trocadas entre min e V. Exa. em 5 de Agosto de 1926.

Em resposta, tenho a honro de participar a V. Exa. que o Governo da Republica aprova a prorogaçâo do acôrdo, com as adiçôes convencionadas em 1926, por um ano, de 1 de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1928. O Governo Português considera celebrado o acôrdo pela presente nota e pela correspondente nota de V. Exa.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa. os protestos da minha alta consideraçâo.

Dr. Bettencourt Rodrigues.

Senhor Jonkheer H. M. van Haersma de With
etc., etc., etc.

99.

GRANDE-BRETAGNE (CANADA), ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention en vue de régler le niveau du „Lake of the Woods"; signée à Washington, le 24 février 1925.*)

Sessional Paper No. 98. Ottawa 1925.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, and the United States of America,

Desiring to regulate the level of Lake of the Woods in order to secure to the inhabitants of Canada and the United States the most advantageous use of the waters thereof and of the waters flowing into and from the lake on each side of the boundary between the two countries; and

Accepting as a basis of agreement the recommendations made by the International Joint Commission in its final report of May 18, 1917, on the Reference concerning Lake of the Woods submitted to it by the Governments of Canada and the United States of America,

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 17 juillet 1925.

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and have accordingly named as their plenipotentiaries:

His Britannic Majesty, in respect of the Dominion of Canada:

The Honourable Ernest Lapointe, K.C., a Member of His Majesty's Privy Council for Canada and Minister of Justice in the Government of that Dominion; and

The President of the United States of America:

Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

In the present Convention, the term „level of Lake of the Woods" or „level of the lake" means the level of the open lake unaffected by wind or currents.

The term „Lake of the Woods watershed" means the entire region in which the waters discharged at the outlets of the Lake of the Woods have their natural source.

The term „sea-level datum" means the datum permanently established by the International Joint Commission as the town of Warroad, Minnesota, of which the description is as follows:

„Top of copper plug in concrete block carried below frost line, and located near fence in front of and to the west of new schoolhouse. Established October 3, 1912. Elevation, sea-level datum, 1068·797."

„The Internacional Joint Commission" means the Commission established under the Treaty signed at Washington on the 11th day of January, 1909, between His Britannic Majesty and the United States of America, relating to boundary waters and questions arising between the United States and Canada. *)

Article 2.

The level of Lake of the Woods shall be regulated to the extent and in the manner provided for in the present Convention, with the object of securing to the inhabitants of Canada and the United States the most advantageous use of the waters thereof and of the waters flowing into and from the lake on each side of the boundary between the two countries for domestic and sanitary purposes, for navigation purposes, for fishing purposes, and for power, irrigation and reclamation purposes.

Article 3.

The Government of Canada shall establish and maintain a Canadian Lake of the Woods Control Board, composed of engineers, which shall regulate and control the outflow of the waters of Lake of the Woods.

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 208.

There shall be established and maintained an International Lake of the Woods Control Board composed of two engineers, one appointed by the Government of Canada and one by the Government of the United States from their respective public services, and whenever the level of the lake rises above elevation 1061 sea-level datum or falls below elevation 1056 sea-level datum the rate of total discharge of water from the lake shall be subject to the approval of this Board.

Article 4.

The level of Lake of the Woods shall ordinarily be maintained between elevation 1056 and 1061·25 sea-level datum, and between these two elevations the regulations shall be such as to ensure the highest continuous uniform discharge of water from the lake.

During periods of excessive precipitation the total discharge of water from the lake shall, upon the level reaching elevation 1061 sea-level datum, be so regulated as to ensure that the extreme high level of the lake shall at no time exceed elevation 1062·5 sea-level datum.

The level of the lake shall at no time be reduced below elevation 1056 sea-level datum except during periods of low precipitation and then only upon the approval of the International Lake of the Woods Control Board and subject to such conditions and limitations as may be necessary to protect the use of the waters of the lake for domestic, sanitary, navigation and fishing purposes.

Article 5.

If in the opinion of the International Lake of the Woods Control Board the experience gained in the regulation of the lake under Articles 3 and 4, or the provision of additional facilities for the storage of waters tributary to the lake, demonstrates that it is practicable to permit the upper limit of the ordinary range in the levels of the lake to be raised from elevation 1061·25 sea-level datum to a higher level and at the same time to prevent during periods of excessive precipitation the extreme high level of the lake from exceeding elevation 1062·5 sea-level datum, this shall be permitted under such conditions as the International Lake of the Woods Control Board may prescribe. Should such permission be granted, the level at which under Article 3 the rate of total discharge of water from the lake becomes subject to the approval of the International Lake of the Woods Control Board may, upon the recommendation of that Board and with the approval of the International Joint Commission, be raised from elevation 1061 sea-level datum to a correspondingly higher level.

Article 6.

Any disagreement between the members of the International Lake of the Woods Control Board as to the exercise of the functions of the Board under Articles 3, 4 and 5 shall be immediately referred by the Board to the International Joint Commission, whose decision shall be final.

Article 7.

The outflow capacity of the outlets of Lake of the Woods shall be so enlarged as to permit the discharge of not less than forty-seven thousand cubic feet of water per second (47,000 c. f. s.) when the level of the lake is at elevation 1061 sea-level datum.

The necessary works for this purpose, as well as the necessary works and dams for controlling and regulating the outflow of the water, shall be provided for at the instance of the Government of Canada, either by the improvement of existing works and dams or by the construction of additional works.

Article 8.

A flowage easement shall be permitted up to elevation 1064 sea-level datum upon all lands bordering on Lake of the Woods in the United States, and the United States assumes all liability to the owners of such lands for the costs of such easement.

The Government of the United States shall provide for the following protective works and measures in the United States along the shores of Lake of the Woods and the banks of Rainy river, in so far as such protective works and measures may be necessary for the purposes of the regulations of the level of the lake under the present Convention; namly, the removal or protection of buildings injuriously affected by erosion, and the protection of the banks at the mouth of Warroad river where subject to erosion, in so far in both cases as the erosion results from fluctuations in the level of the lake; the alteration of the railway embankment east of the town of Warroad, Minnesota, in so far as it may be necessary to prevent surface flooding of the higher lands in and around the town of Warroad; the making of provision for the increased cost, if any, of operating the existing sewage system of the town of Warroad, and the protection of the waterfront at the town of Baudette, Minnesota.

Article 9.

The Dominion of Canada and the United States shall each on its own side of the boundary assume responsibility for any damage or injury which may have heretofore resulted to it or to its inhabitants from the fluctuations of the level of Lake of the Woods or of the outflow therefrom.

Each shall likewise assume responsibility for any damage or injury which may hereafter result to it or to its inhabitants from the regulation of the level of Lake of the Woods in the manner provided for in the present Convention.

Article 10.

The Governments of Canada and the United States shall each be released from responsibility for any claims or expenses arising in the territory of the other in connection with the matters provided for in Articles 7, 8 and 9.

In consideration, however, of the undertakings of the United States as set forth in Article 8, the Government of Canada shall pay to the Government of the United States the sum of two hundred and seventy-five

thousand dollars ($ 275,000) in currency of the United States. Should this sum prove insufficient to cover the cost of such undertakings one-half of the excess of such cost over the said sum shall, if the expenditure be incurred within five years of the coming into force of the present Convention, be paid by the Government of Canada.

Article 11.

No diversion shall henceforth be made of any waters from the Lake of the Woods watershed to any other watershed except by authority of the United States or the Dominion of Canada within their respective territories and with the approval of the International Joint Commission.

Article 12.

The present Convention shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties and shall take effect on the exchange of the ratifications, which shall take place at Washington or Ottawa as soon as possible.

In faith whereof the above named plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their respective seals.

Done in duplicate at Washington, the 24th day of February, 1925.

(Seal) *Ernest Lapointe.*
(Seal) *Charles Evans Hughes.*

Protocol accompanying Convention to regulate the level of Lake of the Woods.

At the moment of signing the Convention between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, and the United States of America, regarding the regulation of the level of Lake of the Woods, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:

I.

The plans of the necessary works for the enlargement of the outflow capacity of the outlets of Lake of the Woods provided for in Article 7 of the Convention, as well as of the necessary works and dams for controlling and regulating the outflow of the water, shall be referred to the International Lake of the Woods Control Board for an engineering report upon their suitability and sufficiency for the purpose of permitting the discharge of not less than forty-seven thousand cubic feet of water per second (47,000 c. f. s.) when the level of the lake is at elevation 1061 sea-level datum. Any disagreement between the members of the International Lake of the Woods Control Board in regard to the matters so referred shall be immediately submitted by the Board to the International Joint Commission whose decision shall be final.

2.

Should it become necessary to set up a special tribunal to determine the cost of the acquisition of the flowage easement in the United States provided for in Article 8 of the Convention, the Government of Canada shall be afforded an opportunity to be represented thereon. Should the cost be determined by means of the usual judicial procedure in the United States, the Government of Canada shall be given the privilege of representation by counsel in connection therewith.

3.

Since Canada is incurring extensive financial obligations in connection with the protective works and measures provided for in the United States along the shores of Lake of the Woods and the banks of Rainy River, under Article 8 of the Convention, the plans, together with the estimates of cost, of all such protective works and measures as the Government of the United States may propose to construct or provide for within five years of the coming into force of the Convention shall be referred to the International Lake of the Woods Control Board for an engineering report upon their suitability and sufficiency for the purpose of the regulation of the level of the lake under the Convention. Any disagreement between the members of the International Lake of the Woods Control Board in regard to the matters so referred shall be immediately submitted by the Board to the International Joint Commission whose decision shall be final.

4.

In order to ensure the fullest measure of co-operation between the International Lake of the Woods Control board and the Canadian Lake of the Woods Control Board provided for in Article 3 of the Convention, the Government of Canada will appoint one member of the Canadian Board as its representative on the International Board.

5.

Until the outlets of Lake of the Woods have been enlarged in accordance with Article 7 of the Convention, the upper limit of the ordinary range in the levels of the lake provided for in Article 4 of the Convention shall be elevation 1060·5 sea-level datum, and the International Lake of the Woods Control Board may advise the Canadian Lake of the Woods Control Board in respect of the rate of total discharge of water from the lake which may be permitted.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Washington the 24th day of February, 1925.

(Seal) *Ernest Lapointe.*
(Seal) *Charles Evans Hughes.*

At the moment of signing the Convention and Protocol between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, and the United States of America regarding the regulation of the level of Lake of the Woods, the undersigned Plenipotentiaries have agreed that the Government of the Dominion of Canada and the Government of the United States shall, without delay, address to the International Joint Commission identic letters of reference relating to Rainy lake and other upper waters of the Lake of the Woods watershed as follows:

„I have the honour to inform you that, in pursuance of Article 9 of the Treaty of the 11th January, 1909, between Great Britain and the United States, the Governments of Canada and the United States have agreed to refer to the International Joint Commission the following questions for examination and report, together with such conclusions and recommendations as may be deemed appropriate:

„*Question 1.* In order to secure the most advantageous use of the waters of Rainy lake and of the boundary waters flowing into and from Rainy lake, for domestic and sanitary purposes, for navigation purposes, for fishing purposes, and for power, irrigation and reclamation purposes; and in order to secure the most advantageous use of the shores and harbours of both Rainy lake and the boundary waters flowing into and from the lake, is it, from an economic standpoint, now practicable and desirable, having regard for all or any of the interests affected thereby, or under what conditions will it become thus practicable and desirable

„a) To regulate the level of Rainy lake in such a manner as to permit the upper limit of the ordinary range of the levels to exceed elevation 1108·61 sea-level datum?

„b) To regulate the level of Namakan lake and the waters controlled by the dams at Kettle falls in such a manner as to permit the upper limit of the ordinary range of the levels to exceed elevation 1120·11 sea level-datum?

„c) To provide storage facilities upon all or any of the boundary waters above Namakan lake?

„*Question 2.* If it be found practicable and desirable thus (1) to regulate the level of Rainy lake, and/or (2) to regulate the level of Namakan lake and the waters controlled by the dams at Kettle falls,- and/or (3) to provide storage facilities upon all or any of the boundary waters above Namakan lake

„a) What elevations are recommended?

„b) To what extent will it be necessary to acquire lands and to construct works in order to provide for such elevations and/or storage, and what will be their respective costs?

„c) What interests on each side of the boundary would be benefited? What would be the nature and extend of such benefit in each case? How should the cost be apportioned among the various interests so benefited?

„*Question 3.* What methods of control and operation would be feasible and advisable in order to regulate the volume, use and outflow of the waters in each case in accordance with such recommendations as may be made in answer to questions 1 and 2?

„*Question 4.* What interests on each side of the boundary are benefited by the present storage on Rainy lake and on the waters controlled by the dams at Kettle falls? What are the nature and extent of such benefits in each case? What is the cost of such storage and how should such cost be apportioned among the various interests so benefited?

„Each Government will appoint from its public service such engineering and other technical assistance as may be necessary to enable the Commission to make the desired examination and to submit their report.“

In witness whereof the undersigned have signed this Agreement at Washington this 24th day of February, 1925.

Ernest Lapointe,
Minister of Justice in the Government of the Dominion of Canada.

Charles Evans Hughes,
Secretary of State of the United States of America.

100.

GRANDE-BRETAGNE, ESTHONIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Tallinn (Réval), le 18 janvier 1926.*)

Treaty Series 1926, No. 19.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Esthonian Republic, being desirous of further facilitating and extending de commercial relations already existing between their respective territories, have determined to conclude a treaty of commerce and navigation with this object and have appointed as their plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

Sir John Charles Tudor Vaughan, K.C.M.G., M.V.O., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tallinn (Reval); and

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Réval, le 3 mai 1926.

The Esthonian Republic:

His Excellency M. Antonius Piip, Minister for Foreign Affairs of the Esthonian Republic;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other, to which subjects or citizens of that Contracting Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are, or may be, enjoyed by subjects or citizens of that Contracting Party.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the laws, decrees and special regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each of the two Contracting Parties and generally applicable to all foreigners.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are, or may be, imposed upon subjects or citizens of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either of the two Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign country shall be extended, simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each of the two Contracting Parties shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the second Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under the same conditions which are, or shall be, established with regard to subjects or citizens of the other Contracting Party.

They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, applicable to subjects or citizens of the other Contracting Party.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general, without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of the second Contracting Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory service whatever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession, by any title, of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all subjects or citizens of the second Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the two Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of cattle or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the two Contracting Parties to articles enjoying a direct or indirect bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 6.

As an exception from the general undertaking given by the Esthonian Government to accord most-favoured-nation treatment to the commerce of

His Britannic Majesty's territories, it is understood that His Britannic Majesty will not claim the benefit of any Customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Esthonia in favour of Russia, Finland, Latvia or Lithuania in regard to Russian, Finnish, Latvian or Lithuanian goods respectively, so long as such preferences or facilities are not extended by Esthonia to any other foreign country.

Article 7.

Either of the two Contracting Parties has the right to require that articles which are imported from the territories of the other and are to be entitled in accordance with this Treaty to lower duties or charges than the articles the produce or manufacture of other foreign countries not placed on the footing of the most favoured nation must be accompanied by certificates of origin embodying such information and issued in such form as may reasonably be required in pursuanee of the laws and regulations of the territories into which they are imported.

Article 8.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 9.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of the commercial travellers and their samplers. The Chambers of Commerce, as well as such other Trade Associations and other recognised Commercial Associations in the territories of the two Contracting Parties as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Articles imported by commercial travellers as samples shall, in the territories of each of the two Contracting Parties, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to ensure their re-exportation, or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

The marks, stamps, or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one of the two Contracting Parties at the time of exportation, and the officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by them, shall be reciprocally accepted by the Customs of-

ficials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection, except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either of the two Contracting Parties may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think the precaution necessary.

Article 10.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the two Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the territories of the other than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 11.

Limited liability and other companies and associations already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either of the two Contracting Parties and registered in the territories of such party, are authorised in the territories of the other to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other party.

Article 12.

Except in so far as the present Treaty provides, the joint stock companies and other associations of one of the two Contracting Parties engaged in commercial, industrial, transport, insurance, financial or other description of business constituted and authorised in accordance with the laws in force in the territories of that Contracting Party, and having their central management or direction constituted in those territories, shall enjoy in the territories of the other Contracting Party the benefits accorded to subjects or citizens by this Treaty.

Furthermore, each of the two Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies and associations which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business of the kind referred to above which such companies and associations of any other foreign country are, or may be, permitted to carry on.

In particular, it is agreed that such companies and associations of one of the two Contracting Parties, when carrying on business in the territories of the other, shall not be subject, in respect of their property, business, trade, industry or any other matter, to taxes, general or local, or imposts of any kind whatever other or greater than those which are, or may be, imposed on such companies and associations of the second Contracting Party.

Any taxes or imposts levied on such companies and associations of either of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be strictly limited, if levied on capital, to that part of the capital which is effectively engaged within and, if based on the volume of business done, to the business carried on or controlled within and, if based on profits, to profits arising from business carried on or controlled within, that part of the territories of the second Contracting Party in which similar taxes or imposts are levied on such companies and associations of that Party, and shall be at a rate not greater than those applicable to such companies and associations of that Party. In no case shall the treatment accorded by either of the two Contracting Parties to such companies and associations of the other be less favourable in respect to any matter whatever than that accorded to such companies and associations of the most favoured foreign country.

Article 13.

The measures taken by each of the two Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit, or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the two Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit) except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

Neither of the two Contracting Parties shall be bound by this Article to accord transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this Article persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport shall be deemed to be in transit across the territories of the two Contracting Parties, when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Article 14.

Each of the two Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories,

upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers, or vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

Article 15.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to any facilities, reductions or drawbacks which either of the two Contracting Parties may grant to its subjects or citizens by way of bounty to encourage national shipbuilding, so long as they do not take the form of reduced duties or charges on goods carried in national ships or reduced dues or special facilities or advantages in favour of such ships, or to the coasting trade. Nevertheless it is agreed that in these matters the subjects or citizens and the vessels of the two Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Esthonian vessels may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the territories of the former Party of passengers holding through tickets or merchandise consigned on through bills of lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

The provisions of this Treaty do not apply to fisheries.

Article 16.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the two Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party.

Article 17.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties or charges of whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind the vessels of each of the two Contracting Parties shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

Article 18.

Any vessel of either of the two Contracting Parties which may be compelled, by stress of weather or by accident, to take shelter in a port of the territories of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the Contracting Parties shall run aground or be wrecked upon the coasts of the territories of the other, such vessel and all parts thereof and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, &c., or to their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the vessel, goods, merchandise, &c., referred to shall, in so far as they are the property of a subject or citizen of the second Contracting Party, be delivered to the consular officer of that Contracting Party in whose district the wreck or stranding may have taken place upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the Contracting Party, and such consular officer, owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The two Contracting Parties agree, however, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case of a vessel being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective consular officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose, in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article 19.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Esthonian law, are to be deemed Esthonian vessels, shall, for the purpose of this Treaty, be deemed British and Esthonian vessels respectively.

Article 20.

It shall be free to each of the two Contracting Parties to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other. Such consuls-general,

consuls, vice-consuls and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Article 21.

The consular officers of one of the two Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters, other than subjects or citizens of the latter Contracting Party, from the vessels of the former Contracting Party.

Article 22.

When a subject or citizen of one of the two Contracting Parties dies within the territories of the other, leaving non-resident heirs, the consular representative of the former Party is entitled, without express authorisation from such non-resident heirs, to represent them, so far as the laws of the other Party do not expressly prohibit such representation, in all matters appertaining to administration of the property and settlement of the estate, with the right to collect the distributive shares of such heirs.

Article 23.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have in the territories of the other the same right as subjects or citizens of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trade marks and designs upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 24.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into the territories of either of the two Contracting Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government department, or of an interested Party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The tribunals of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 25.

Esthonia agrees, on condition of reciprocity, to recognise and protect all rights in any industrial property belonging to British subjects which are, or but for the War or Revolution would have been, in force in any

part of her territories before transfer to Esthonia, and for the purpose of renewal of such rights the proper extensions of time will be accorded.

It is understood that, for the purposes of the above provisions, Esthonia may require proof of title and also registration of such rights in Esthonia.

It is further understood that patents and trade marks which may have been registered in Esthonia before the date of the conclusion of this Treaty and would be identical with those previously registered by British subjects in Russia can be revoked in Esthonia only by the decision of the courts of law. Esthonia agrees to promulgate within six months from the date of the ratification of this Treaty a special law concerning revocation of patents and trade marks so registered.

Article 26.

Esthonia undertakes to accede, within twelve months of the coming into force of the present Treaty, if she has not acceded before that date, to the International Convention of Paris of the 20th March, 1883, as revised at Washington in 1911, for the protection of industrial property,*) and the International Convention of the 9th September, 1886, revised at Berlin on the 13th November, 1908,**) and the additional protocol signed at Berne on the 20th March, 1914, for the protection of artistic and literary works.***)

Article 27.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general international convention to which either His Britannic Majesty or the Esthonian Republic is, or hereafter may be, a party.

Article 28.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's representative at Tallinn (Reval) of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates shall enjoy in Esthonia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Esthonia are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 29.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Pro-

*) V. N. R. G. 3. s. VIII, p. 760. **) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 590.
***) V. N. R. G. 3. s. X, p. 114.

tectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 30.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn (Reval), as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 28 or 29, either of the two Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Tallinn (Reval) the eighteenth day of January, 1926.

(L. S.) *J. C. T. Vaughan.*
(L. S.) *A. Piip.*

Declaration.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on the one hand, and the Esthonian Republic on the other, I have the honour, on behalf of His Majesty's Government, to make the following Declaration:

> His Majesty's Government do not regard the stipulations contained in Articles 1 and 10 of the Treaty regarding the carrying on of commercial, industrial and other operations as precluding the reservation by each Party, in conformity with the laws in force, of certain trades and professions to the subjects or citizens of that Party or to companies and associations organised in accordance with the laws in force in the territories of that Party.

J. C. T. Vaughan.

Tallinn (Reval), January 18, 1926.

101.

GRANDE-BRETAGNE (PALESTINE), FRANCE (SYRIE ET GRAND LIBAN).

Convention de bon voisinage; signée à Jérusalem, le 2 février 1926.

Treaty Series 1927, No. 19.

---

*Agreement between Palestine and Syria and the Lebanon to facilitate good neighbourly relations in connection with frontier questions.**)

Whereas an Agreement was concluded or the 3rd of February, 1922,**) between the British and the French Governments, on behalf of the territories of Palestine on the one hand, and of Syria and the Grand Lebanon on the other, to determine the frontier between these territories;

And whereas it is necessary to conclude an Agreement regulating certain administrative matters in connection with the frontier;

Lieutenant-Colonel G. S. Symes, District Governor of the Northern District of Palestine;

Mr. A. S. Mavrogordato, Acting Inspector-General of Police and Prisons in Palestine;

representing His Excellency the High Commissioner for Palestine, on the one hand; and

M. Verchère de Reffye, Minister plenipotentiary and Chief Secretary to the French High Commission;

*Convention de bon Voisinage entre la Palestine et la Syrie et le Grand Liban.**)

Vu la Convention en date du 3 février 1922**) conclue entre le Gouvernement Britannique et le Gouvernement Français, agissant au nom et pour le compte des territoires de Palestine d'une part, et de la Syrie et du Grand Liban, d'autre part, pour délimiter la frontière entre ces territoires;

Vu la nécessité de régler par une Convention certaines questions d'ordre administratif se rapportant à cette frontière;

M. le Lieutenant-Colonel G.S. Symes, Gouverneur du district du Nord de la Palestine;

M. A. S. Mavrogordato, faisant fonctions d'Inspecteur général de la Police et des Prisons;

représentants dûment accrédités de Son Excellence le Haut-Commissaire en Palestine d'une part; et

M. Verchère de Reffye, Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Haut-Commissariat de France;

---

*) Certain verbal amendments were made subsequently by Notes exchanged by the High Commissioners for Palestine and for Syria and the Grand Lebanon on March 14 and 21, 1927.

**) V. N. R. G. 3. s. XVII, p. 208.

M. le Capitaine de La Bassetière, for the State of the Grand Lebanon;

M. le Capitaine Terrier, for the State of Damascus;

representing His Excellency the High Commissioner of the French Republic in Syria and the Lebanon on the other hand, being the persons accredited by the two High Commissioners above-mentioned, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

Tracks or roads which form the frontier between the territories of Syria and the Lebanon on the one hand, and of Palestine on the other, shall be used freely without passport or toll of any kind by the inhabitants and the police of both territories when passing to and from places to which access is given by such tracks or roads.

Similarly, the inhabitants and police of Syria and the Lebanon may use the paths from El-Hamme to Banias immediately to the east of Lake Tiberias, the Jordan and Lake Huleh.

The inhabitants and police of Palestine shall have the like right in respect of the path from the village of Alma-es-Schub to Ramia and the path from the „neck“ (col) of Odeissa to the village of Metullah and thence to Banias.

Article 2.

The Governments of Syria and the Lebanon and of Palestine shall each have the right, in case of military necessity, to use the tracks and roads forming the frontier for any movement of troops, but notice of such use shall

M. le Capitaine de La Bassetière, pour l'Etat du Grand Liban;

M. le Capitaine Terrier, pour l'Etat de Damas;

représentants dûment accrédités de Son Excellence le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban, d'autre part, se sont mis d'accord sur les Articles suivants:

Article 1er.

Les pistes ou routes servant de frontières entre le Gouvernement de Syrie et du Liban d'une part et celui de la Palestine, d'autre part, seront librement utilisées sans passeport ni taxe d'aucune sorte par les habitants et les agents de la force publique de l'un ou l'autre Gouvernement qui se rendent d'un point à un autre desservi par ces pistes ou routes frontières.

De même, les habitants et les agents de la force publique de Syrie et du Liban pourront utiliser de la même manière les sentiers qui vont de El-Hamme à Banias immédiatement à l'est du Lac de Tibériade, du Jourdain et du Lac du Houlé.

Les habitants et les agents de la force publique de Palestine pourront utiliser de la même manière le sentier conduisant du village d'Alma-es-Schub à Ramia et le sentier conduisant du col d'Odeissa au village de El-Metallah et jusqu'à Banias.

Article 2.

L'un et l'autre des deux Gouvernements de Syrie ou du Liban et de Palestine aura le droit, en cas de nécessité militaire, d'emprunter les pistes et routes frontières pour les mouvements que les troupes auraient à exé-

be given to the other Government concerned as soon as possible.

Article 3.

All the inhabitants, whether settled or semi-nomadic, of both territories who at the date of the signature of this agreement enjoy grazing, watering or cultivation rights, or own land on the one or the other side of the frontier, shall continue to exercise their rights as in the past. They shall be entitled, for this purpose, to cross the frontier freely and without a passport and to transport, from one side to the other of the frontier, their animals and the natural increase thereof, their tools, their vehicles whatever the mode of traction, their implements, seeds and products of the soil or subsoil of their lands, without paying any customs duties or any dues for grazing or watering or any other tax on account of passing the frontier and entering the neighbouring territory.

The same rights shall be enjoyed by their employees or tenants and by the employees of the latter.

All rights derived from local laws or customs concerning the use of the waters, streams, canals and lakes for the purposes of irrigation or supply of water to the inhabitants shall remain as at present. The same rule shall apply to village rights over communal properties.

The provisions of the Agreement of the 3rd February, 1922, reserving fishing and navigation rights in the lakes of Tiberias and Huleh and the Jordan shall be extended to all the water courses in the ceded area.

cuter, à charge pour chacun d'eux d'en aviser l'autre dans le plus bref délai possible.

Article 3.

Tous les habitants sédentaires ou semi-nomades de chacune des deux zones, ayant à la date de la signature du présent Accord la jouissance de droits de pâturages, d'abreuvoir ou de culture ou ayant des propriétés de l'un ou de l'autre côté de la frontière, continueront, comme par le passé, à exercer ces droits. Ils pourront, pour la nécessité de leur exploitation, traverser la frontière librement sans passeport et transporter d'un côté à l'autre de la frontière leur bétail et le croît de leurs troupeaux, leurs instruments, leurs voitures, quel que soit le mode de traction, leur outillage, leurs semences, tous les produits du sol et du sous-sol de leurs propriétés, sans avoir à payer aucun droit de douane, de pâturage ou d'abreuvoir ou toute autre taxe relative au passage de la frontière ou à l'entrée en territoire voisin.

Il en sera de même de leurs employés ou locataires ou des employés de ces derniers.

Tous les droits consacrés par les textes ou coutumes locales pour l'usage des eaux des rivières, canaux et lacs pour l'irrigation ou l'approvisionnement d'eau des habitants, restent acquis dans les conditions actuelles. Il en est de même des droits des villages sur les biens communaux.

Les stipulations de la Convention du 3 février 1922, réservant les droits de pêche et de navigation pour les lacs de Tibériade et du Houlé et pour le Jourdain sont étendues à tous les cours d'eau de la région rétrocédée.

Article 4.

Paragraph 1. The collection of the tithe and wergo on estates contained within the limits of one village, whose grounds are crossed by the frontier, shall be undertaken by the Government in whose territory the village lies.

The collection of the tithe and wergo on properties or isolated parcels of land, situated outside a village and crossed by the frontier, shall be carried out by the Government in whose territory the farm, stables or threshing floor are situated.

The revenue so collected shall be divided between the two Governments according to the assessment of a Commission composed of one Palestinian official, one Syrian official and one local notable chosen by these officials.

The division shall be made in proportion to the average yield of the properties referred to in the two preceding sub-paragraphs.

The two Governments shall draw up twice a year accounts of the sums thus received, and the Government collecting the taxes shall be entitled to a commission of 6 per cent in this respect. The Governments will likewise exchange from time to time extracts of these accounts.

Paragraph 2. When lands farmed as a single estate, either by their owners or tenants, are divided by the frontier, the animal tax shall be collected by the Government of the territory in which the principal farm buildings are situated.

If such persons refuse to allow the enumeration of their animals, or if their declarations appear to be frau-

Article 4.

Paragraphe 1. La perception de la dîme et du wirgo sur les immeubles groupés dans les limites d'un même village dont les terrains sont traversés par la frontière, sera faite par le Gouvernement sur le territoire duquel se trouve ce village.

La perception de la dîme et du wirgo sur les propriétés ou terrains isolés, situés hors des limites d'un village et coupés par la frontière, sera assurée par le Gouvernement sur le territoire duquel se trouve la ferme, les abris à bestiaux ou l'aire à battre les céréales.

Les revenus dont il s'agit seront partagés entre les deux Gouvernements selon l'estimation d'une Commission composée: d'un fonctionnaire palestinien, d'un fonctionnaire syrien, d'un notable local choisi par lesdits fonctionnaires. Le partage sera fait proportionnellement au rendement moyen des propriétés dont il est question dans les deux alinéas ci-dessus.

Deux fois par an, les Gouvernements régleront le compte des sommes ainsi encaissées sur lesquelles le Gouvernement percepteur retiendra un droit de perception de 6 pour cent.

Les Gouvernements échangeront également périodiquement les extraits comptables dont il s'agit.

Paragraphe 2. Lorsque les terres d'une même exploitation, qu'il s'agisse de propriétés exploitées par leur propriétaire, ou par un locataire, seront coupées par la frontière, l'impôt sur les troupeaux sera perçu par le Gouvernement sur le territoire duquel se trouve situé leur principal établissement.

Si les exploitants se réfusaient à laisser recenser leurs troupeaux ou s'il y avait présomption de fraude de leur

dulent, the Governments of the two territories mutually agree

i) to supply to the other all particulars necessary to determine the exact number of the animals;

ii) to recover the amount of the tax due under this head;

iii) to pay to the Government entitled the amount so collected.

Paragraph 3. Questions of succession, sale or other transfers between living persons, or disputes concerning properties through which the frontier passes, shall be decided by the Government in whose territory, according to the new frontier line, the separate parcels of land are situated; and in accordance with the laws and regulations in force under the Government or with the personal statute applicable to the case.

The cadastral registers of properties divided by the frontier shall be made out in duplicate, one copy being retained by the Palestine Government and the other by the Syrian or Lebanese Government, whichever is concerned.

The Civil Courts and Land Registries of the two Governments are to determine, in case of successions, disputes, sales or other transfers between living persons, that the properties concerning which they are called upon to adjudicate are situated within the boundaries of the territories over which they have jurisdiction.

Paragraph 4. The two Governments undertake to assist each other mutually in collecting the taxes due from Syrian tax-payers in respect of properties situated in Palestine and *vice versâ.*

part dans leurs déclarations, les Gouvernements des deux zones s'engagent:

i) à se fournir réciproquement tous renseignements utiles pour déterminer l'état exact des troupeaux;

ii) à recueillir le montant des taxes dues de ce chef;

iii) à verser au Gouvernement intéressé les sommes ainsi recueillies.

Paragraphe 3. Les questions de succession, vente ou autres mutations entre vifs, contestations de propriétés traversées par la frontière seront réglées par le Gouvernement sur les territoires duquel se trouvent respectivement les parcelles séparées par le nouveau tracé et selon les lois et règlements propres audit Gouvernement ou suivant le statut personnel applicable.

Les registres cadastraux des propriétés coupées par la frontière existeront en double exemplaire dont l'un sera détenu par le Gouvernement Palestinien et l'autre par le Gouvernement Syrien ou Libanais intéressé.

Les tribunaux et le cadastre des deux Gouvernements sont tenus à s'assurer, en cas de successions, contestations, ventes ou autres mutations entre vifs, que les propriétés au sujet desquelles ils sont requis sont situées dans les limites des territoires relevant de leur juridiction.

Paragraphe 4. Les deux Gouvernements s'engagent à une mutuelle assistance en ce qui concerne la perception des taxes dues par des contribuables syriens pour des propriétés situées en Palestine et réciproquement.

Article 5.

The Contracting Parties shall make special provision for close co-operation between the local authorities on each side of the frontier in all matters concerning public security. The procedure laid down in the Extradition Treaty between Palestine and Syria will be simplified as much as possible, and the right of pursuit of persons detected *in flagrante delicto* who take flight across the frontier shall be regulated by mutual agreement between the police authorities.

Any such agreement shall remain in force until it is denounced by one of the two parties.

Article 5.

Les Parties Contractantes prendront des dispositions spéciales pour une coopération étroite entre les autorités locales de chaque côté de la frontière dans toutes les questions relatives à la sécurité publique. La procédure stipulée dans le Traité d'extradition entre la Palestine et la Syrie, sera simplifiée autant que possible, et le droit de poursuite des délinquants surpris en flagrant délit et qui prennent la fuite à travers la frontière sera réglé par accord mutuel entre les autorités de police.

Ce dernier accord restera en vigueur jusqu'à la dénonciation qui en serait faite par une des deux parties.

Article 6.

The marabout of Nabi Yusha and its lands remain Wakf property, and shall not in any event be expropriated by the Governments of Palestine or of Syria without the consent of the authority competent in respect of Wakf property in either territory.

If there is any other Wakf property in territory to be transferred, the same principle shall apply.

Article 6.

Le marabout de Nebi Youcha et ses terrains restent propriété des Wakfs et ne pourront, en aucun cas, être expropriés par les Gouvernements de Palestine ou de Syrie, sans le consentement de l'autorité compétente en matière de biens Wakfs dans l'un ou l'autre territoire.

S'il y a quelques autres propriétés Wakfs dans le territoire à transférer, le même principe sera appliqué.

Article 7.

Pilgrims making the annual pilgrimage to this marabout at the end of Ramadan shall be exempt from formalities of a passport or *laissez-passer*.

On the occasion of this pilgrimage which lasts four days the Government of the Grand Lebanon shall, by agreement between the local authorities of the two Governments, be entitled to send to Nabi Yusha a gendarmerie post to maintain order in co-operation with the Palestine Police.

Article 7.

Les pèlerins se rendant au pèlerinage annuel qui a lieu à ce Marabout, à la fin du Ramadan, seront dispensés des formalités de passeport ou de laissez-passer.

A l'occasion de ce pèlerinage qui dure quatre jours, le Gouvernement du Grand Liban sera autorisé à envoyer à Nebi Youcha un poste de Gendarmerie, pour le maintien de l'ordre, conjointement avec la police du Gouvernement de Palestine et après entente entre les autorités locales des deux Gouvernements.

Article 8.

The Government of Syria and the Lebanon shall maintain the boundary cairns which bear uneven numbers; and the Government of Palestine shall maintain the boundary cairns which bear even numbers.

Article 8.

Le Gouvernement de Syrie et du Liban assurera le service des bornes portant les numéros impairs.

Le Gouvernement de Palestine assurera le service des bornes portant les numéros pairs.

Article 9.

Facilities shall be given to the inhabitants on each side of the frontier to pass from places in the sub-districts of Acre, Tiberias and Safad to the Kazas of Tyre, Merjayoun, Zawieh and Kuneitra and *vice versâ.*

For this purpose a system of permits or certificates of identity signed by the administrative authorities of the sub-districts or Kazas shall take the place of the present passport system. The form of these permits, and regulations for their use, shall be drawn up by mutual agreement between the passport authorities of the two Governments.

The natural products of the country or the products of any local industry of the sub-districts and Kazas below mentioned, when transported by the producers themselves or by persons in their service, shall, save where there is suspicion of fraud, be exempt from customs formalities, and from payment of Customs dues on crossing the frontier, if they are imported or exported for family consumption into any place in the said sub-districts and kazas, namely, Tyre, Merjayoun, Kuneitra, Acre and Safad.

The kaza of Hasbaya, many of whose inhabitants possess produce in the ceded territories, is permitted to have the benefit of the provisions of this Article.

Article 9.

Des facilités seront accordées aux habitants de chaque côté de la frontière pour se rendre des localités des sous-districts d'Akka, de Tibériade et de Safed, dans les Cazas de Sour, Merdjayoum, Zaouié et Kuneitra et réciproquement.

A cet effet, un système de permis ou de pièces d'identité signés par les autorités administratives des sous-districts ou des cazas sera substitué au système actuel de passeport. La forme de ces permis et les règles pour leur usage seront établies par un accord mutuel des autorités compétentes pour la délivrance des passeports dans les deux Etats.

Les produits naturels du pays ou ceux de l'industrie locale des sous-districts ou cazas ci-dessous mentionnés, transportés par les producteurs eux-mêmes ou des personnes à leurs gages, seront, sauf le cas de soupçon d'abus, exempts de formalités douanières et de paiement de droits de douane au passage de la frontière, s'ils sont importés ou exportés pour la consommation familiale dans une localité desdits sous-districts et Cazas: Sour, Merdjayoum, Kuneitra, Akka, Safed.

Le Caza de Hasbaya dont de nombreux habitants possèdent des produits dans les territoires cédés, est admis au bénéfice des dispositions prévues au présent Article.

Article 10.

The nationality of the inhabitants of territories which change their sovereignty shall be determined in accordance with the provisions of Articles 30—36 of the Treaty of Lausanne.*)

Article 11.

Any disputes which may arise with regard to the application of the provisions of this Agreement and which cannot be settled directly by agreement between the authorities on the two sides of the frontier, shall be referred to a Commission which will decide on all matters at issue. The Commission shall be composed of one delegate from the State of the Grand Lebanon, one delegate from the State of Damascus, and two delegates from Palestine, and a President who shall be named by mutual agreement between the French High Commissioner in Syria and the Lebanon and the High Commissioner of His Britannic Majesty for Palestine.

This Commission shall be convened as soon as possible after a request to that effect has been made by either of the two High Commissioners. Its decision shall be in accordance with the votes of the majority, and the President shall have a casting vote.

Any dispute arising with regard to the interpretation of a clause of the present Agreement or to the execution of a decision of the Commission prescribed in this Article shall be settled by direct agreement between the British and French High Commissioners at Jerusalem and Beirut.

In default of such agreement, the matter at issue shall be referred to

Article 10.

La nationalité des habitants des territoires qui changent de souveraineté sera déterminée conformément aux stipulations des Articles 30 à 36 du Traité de Lausanne.*)

Article 11.

Les contestations qui pourront surgir au sujet de l'application des dispositions de la présente Convention et qui n'auraient pas pu être réglées directement par un accord entre les autorités des deux côtés de la frontière, seront portées devant une Commission qui statuera sur le cas en question.

Cette Commission sera composée d'un Délégué de l'Etat du Grand Liban, d'un Délégué de l'Etat de Damas, de deux Délégués de l'Etat de Palestine, et d'un Président qui sera désigné par un accord mutuel entre le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban et le Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique en Palestine.

Cette Commission sera convoquée dans le plus bref délai après la demande qui en serait faite par l'un des deux Hauts-Commissaires mentionnés. Ses décisions seront prises à la majorité, le Président ayant voix délibérative.

Dans le cas où une contestation s'élèverait sur l'interprétation d'une des clauses de la présente Convention ou sur l'exécution d'une décision de la Commission prévue au présent Article elle serait réglée par un accord direct entre les Hauts-Commissaires Britannique à Jérusalem et Français à Beyrouth.

Si cet accord ne pouvait être réalisé, le cas en litige serait porté devant la

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 350.

the Permanent Court of International Justice at The Hague constituted by the League of Nations.

In virtue of which the undersigned have put their signatures to this Agreement.

Done at Jerusalem, the 2nd day of February, 1926.

His Britannic Majesty's High Commissioner for Palestine and Commander-in-Chief therein,

Plumer, F. M.

Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye constituée par la Société des Nations.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Jérusalem, le 2 février 1926.

Le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban,

Henry de Jouvenel.

102.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ESPAGNE.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires espagnols; signée à Washington, le 10 février 1926.*)

Treaty Series, No. 749.

The President of the United States of America and His Catholic Majesty the King of Spain being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America; the Honorable Frank B. Kellogg, Secretary of State of the United States; and

His Catholic Majesty the King of Spain; Don Juan Riaño y Gayangos, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, Knight

Deseando el Presidente de los Estados Unidos de América y Su Majestad Católica el Rey de España evitar cualquier dificultad que entre ellos pudiera suscitarse en relación con las leyes vigentes en los Estados Unidos acerca de las bebidas alcohólicas, han resuelto concluir un Convenio a tal efecto y han nombrado sus Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América el Honorable Frank B. Kellogg, Secretario de Estado de los Estados Unidos; y

Su Majestad Católica el Rey de España a Don Juan Riaño y Gayangos, Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Washington, Caballero

*) L'échange des ratifications a été opéré à Washington, le 17 novembre 1926.

Grand Cross of the Royal and Distinguished Order of Charles III, Grand Cross of Isabel the Catholic, Grand Cross of the Military Merit, Grand Cross of the Naval Merit, Grand Star of Honor of the Spanish Red Cross, Gold Medal of the San Payo Bridge, Grand Cross of the Order of Cambodge, Danebrog of Denmark and Saint Olaf of Norway, Commander of the Legion of Honor of France, Knight of Leopold of Belgium, of the Conception of Villaviciosa of Portugal, His Gentleman of the Chamber, etc., etc., etc.;

Who, having communicated their full powers found in good and due form have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights, without prejudice by reason of this Agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

His Majesty, the King of Spain, agrees that he will raise no objection to the boarding of Spanish merchant vessels outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such inquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel, which shall have

Gran Cruz de la Real y Distinguida Orden de Carlos III, Gran Cruz de Isabel la Católica, Gran Cruz del Mérito Militar, Gran Cruz del Mérito Naval, Gran Placa de Honor de la Cruz Roja Española, Medalla de Oro del Puente San Payo, Gran Cruz de la Orden de Cambodje, de Danebrog de Dinamarca, y de San Olaf de Noruega, Comendador de la Legión de Honor de Francia, Caballero de Leopoldo de Bélgica, de la Concepción de Villaviciosa de Portugal, Su Gentilhombre de Cámara, etc., etc., etc.;

Los cuales después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han acordado y convenido los artículos siguientes:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes conservan sus respectivos derechos, sin que puedan quedar desvirtuados de resultas del presente Acuerdo, en lo que afecta a la extension de su jurisdiccion territorial.

Artículo II.

Su Majestad el Rey de España conviene, en que no se opondrá a que los buques mercantes españoles que navegasen fuera del límite de las aguas territoriales de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones a que se refiere el Artículo anterior, puedan ser visitados por las Autoridades correspondientes de aquel Pais, con el fin de interrogar a las personas que se encuentren abordo de los mismos y examinar la documentacion de dichos buques, con el propósito de investigar si estos o las personas que se hallasen a su bordo intentan importar o han importado bebidas alcohólicas en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones en contravencion con las leyes

given ground for such suspicion, may be initiated.

Article III.

If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with the pertinent provisions of law.

Article IV.

The boarding referred to in Article II of this Convention shall not be made at a greater distance from the coast of the United States its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of the first of the said vessels and not the speed of the vessel boarded, wich shall determine the distance from the coast within which the action referred to in Article II may be taken.

Article V.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of

allí vigentes. Cuando de las investigaciones y examenes se deducan motivos racionales de sospecha, podrá procederse a un registro del buque que a ello hubiese dado lugar.

Artículo III.

Si existiera causa razonable para creer que un buque intenta cometer, esté cometiendo o hubiese cometido una contravencion de las Leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohiben la importacion de bebidas alcohólicas, el buque podrá ser detenido y conducido a un puerto de las Estados Unidos, sus territorios o posesiones para su adjudicacion de acuerdo con las disposiciones legales correspondientes.

Artículo IV.

La visita a que se refiere el Artículo II de este Convenio, no se ejercerá a mayor distancia de las costas de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que la que pueda ser recorrida en una hora de tiempo por el buque sospechoso de intentar la comision de dicha contravencion. Sin embargo, en los casos en que las bebidas alcohólicas estuviesen destinadas a ser transportadas a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones por otro buque distinto del visitado y registrado, será la velocidad del primero de dichos buques y no la del buque visitado la que determinará la distancia desde la costa, dentro de la cual podrán efectuarse las diligencias a que se refiere el Artículo II.

Artículo V.

No será aplicable ninguna penalidad o embargo, con arreglo a las leyes de los Estados Unidos a bebidas alcohólicas, o a buques o a personas por

the carriage of such liquors when they are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Spanish vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article VI.

Any claim preferred in behalf of a Spanish vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article V shall be referred for the joint consideration of two persons one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties and whose decision shall be given effect, if made in common accord.

Otherwise, that is to say when the said persons shall fail to agree, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague created by the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, signed at The Hague, Oc-

causa del transporte de dichas bebidas, cuando estas figuren en la lista de las provisiones de a bordo o como cargamento destinado a un puerto que no sea de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones y que sea transportado por un buque español que navegase hacia o desde un puerto de los Estado Unidos, sus territorios o posesiones o que transitase por sus respectivas aguas territoriales; y a dicho transporte se aplicará lo actualmente dispuesto por la Ley respecto del tránsito de bebidas alcohólicas por el Canal de Panamá y siempre que dichas bebidas alcohólicas permanezcan constantemente selladas mientras que el buque que las conduzca se encuentre en las expresadas aguas territoriales y que ninguna parte de tales bebidas alcohólicas habrá de desembarcarse en ningún tiempo y lugar en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Artículo VI.

Toda reclamacion de indemnizacion formulada a favor de un buque español y fundada en que este ha sufrido pérdidas y perjuicios por aplicacion indebida e injustificada de los derechos conferidos por el Artículo II del presente Convenio o en que no se le hubiese concedido el beneficio el Artículo V del mismo, será sometida al examen en comun de dos persones cada una de las cuales se designará por una de las Altas Partes Contratantes y cuyo dictamen será ejecutivo si fuese dado de comun acuerdo.

En otro caso, es decir, cuando dichas personas no hubiesen logrado ponerse de acuerdo, la referida reclamacion se someterá al Tribunal permanente de Arbitrajes de El Haya, creado por el Convenio para la solucion pacífica de los litigios internacionales

tober 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Articles 87 and 59 (Chapters 4 and 3 of that Convention). The proceedings shall be regulated by the provisions in the said Chapters 3 and 4 (special regard being had to Articles 70 and 74 but excepting Articles 53 and 54) which the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement. The sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article VII.

This Convention shall be ratified by both parties in accordance with their respective constitutional methods. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications, which shall take place at Washington as soon as possible and shall remain in force for one year.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Convention. If such modifications have not been agreed upon before the ex-

firmado en El Haya el 18 de Octubre de 1907.*) El Tribunal arbitral se constituirá de acuerdo con lo establecido en los artículos 87 y 59 (capítulos IV y III) del referido Convenio. El procedimiento tendrá por norma lo establecido en los referidos capítulos III y IV, (artículo 70 y 74 y excepcion hecha de los 53 y 54) que el Tribunal estime aplicables y no incompatibles con las disposiciones de este Acuerdo. Las cantidades fijadas por el Tribunal para el pago de cualquier reclamacion seran abonadas en un plazo de 18 meses a partir de la fecha de la adjudicacion, sin interés ni deduccion salvo lo que a continuacion se especifica. Cada Gobierno aportará sus propios gastos. Las costas del Tribunal se reembolsarán mediante deduccion proporcional del importe de la cantidad que el mismo haya fijado a razon de un 5 por ciento de las indicadas sumas, o al tipo mas reducido que se acuerde entre ambos Gobiernos, y en el caso de que no sea suficiente, será sufragado en partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo VII.

El presente Convenio serà ratificado una vez cumplidas por una y otra parte las formalidades establecidas al efecto por sus respectivas legislaciones, y permanecerá en vigor durante un año a contar de la fecha del canje de las ratificaciones, que tendrán lugar en Washington tan pronto como sea posible.

Cualquiera de las dos Partes Contratantes podrá, tres meses antes de la expiracion del referido período de un año notificar a la otra su deseo de proponer modificaciones en el texto del Convenio. Si no llegasen a un acuerdo sobre dichos modificaciones antes de la ex-

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

piration of the term of one year mentioned above, the Convention shall lapse at the end of said period. If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Convention shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Convention that they may deem expedient and in case they fail to arrive at an agreement regarding these before the end of the term, the Convention will cease and determine at the end of said period.

piracion del referido año, el Convenio caducará al terminar dicho período. En el caso de que ninguna de las Partes, notificase a la otra su deseo de proponer modificaciones al Convenio, continuará en vigor durante otro año, y asi seguirá prorrogándose automaticamente, si bien, ambas Partes tendrán el derecho, en cada uno de dichos períodos, de proponer segun se establece anteriormente tres meses antes de su expiracion, las modificaciones del Convenio que estime convenientes y en el caso de no llegar entre si a un acuerdo respecto a las mismas antes de finalizar el período correspondiente, el Convenio cesará de regir al terminar dicho período.

Article VIII.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Convention the said Convention shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Convention shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

Artículo VIII.

En el caso de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes se viera imposibilitada, por decision judicial o por actos del Poder Legislativo de dar plena efectividad a las disposiciones del presente Convenio, este caducará automaticamente y al ocurrir su caducidad, o siempre que el Convenio dejase de estar en vigor, cada una de las Altas Partes Contratantes gozará de todos los derechos que hubiera disfrutado si este Convenio no se hubiera concertado.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, in the English and Spanish languages, and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this tenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-six.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Convenio, por duplicado, en los idiomas Ingles y Español, sellándolo con sus sellos.

Hecho en la ciudad de Washington el dia diez de Febrero, de mil novecientos veintiseis.

Frank B. Kellogg. [seal]
Juan Riaño y Gayangos. [seal]

103.

PAYS-BAS, TURQUIE.

Arrangement provisoire de commerce; réalisé par un Echange de Notes, signées à Angora, le 11 février 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 288.

N⁰. 54043/5. Angora, le 11 février 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont été entamées à la date d'aujourd'hui, le Gouvernement Turc consent à ce qu'à partir du 15 février 1926 les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance des Pays-Bas importés sur le territoire turc et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un délai de six mois, du traitement prévu par la convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923*) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est surbordonnée à l'application aux Pays-Bas aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr. Rouschdi.

Son Excellence Monsieur le Baron de Welderen Rengers,
Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire
du Gouvernement Royal des Pays-Bas. En ville.

Légation Royale des Pays-Bas.

Angora, le 11 février 1926.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont été entamées à la date d'aujourd'hui, le Gouvernement Néerlandais consent à ce qu'à partir du 15 février 1926 les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance de Turquie importés sur le territoire néerlandais et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est surbordonnée à l'application en Turquie aux produits du sol et de l'industrie originaires

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

ou en provenance des Pays-Bas du traitement prévu par la convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

W. van Welderen Rengers.

A Son Excellence Dr. Tewfik Rouschdi,
Ministre des Affaires Etrangères. Angora.

104.

PAYS-BAS, TURQUIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Angora, le 11 août 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 340.

Angora, le 11 août 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février dernier,*) le Gouvernement Turc consent à ce qu'à partir du 15 août 1926 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao importés sur le territoire turc et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923**) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application aux Pays-Bas, aux Indes Néerlandaises, à Surinam et à Curaçao aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez, etc. *Dr. Rouschdi.*

Son Excellence le Baron de Welderen Rengers,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

---

*) V. ci-dessus, No. 103. **) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

Angora, le 11 août 1926.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février dernier, le Gouvernement Néerlandais consent à ce qu'à partir du 15 août 1926 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoirè des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923*) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez, etc.

W. van Welderen Rengers.

A Son Excellence le Dr. Tewfik Rouschdi,
Ministre des Affaires Etrangères à Angora.

105.

PAYS-BAS, TURQUIE.

Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signées à Angora, le 27 janvier 1927.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 63.

Angora, le 27 janvier 1927.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926,**) le Gouvernment Néerlandais consent à ce qu'à partir du 15 février 1927 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

**) V. ci-dessus, No. 103.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923*) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

W. van Welderen Rengers.

Son Excellence le Dr. Tewfik Rouschdi,
Ministre des Affaires Etrangères à Angora.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement Turc consent à ce qu'à partir du 15 février 1927 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao importés sur le territoire turc et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement prévu par la convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application aux Pays-Bas, aux Indes Néerlandaises, à Surinam et à Curaçao aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Angora, le 27 janvier 1927.

Dr. T. Rouschdi.

Son Excellence le Baron de Welderen Rengers,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

106.

PAYS-BAS, TURQUIE.

Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signées à Angora, le 7 juillet 1927.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 302.

Légation des Pays-Bas.

Angora, le 7 juillet 1927.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926,*) le Gouvernement Néerlandais consent à ce qu'à partir du 15 août 1927 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le même délai, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, de traitement prévu par la convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923**) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

W. van Welderen Rengers.

A Son Excellence le Dr. Tewfik Rouschdi,
Ministre des Affaires Etrangères, à Angora.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.
N°. 1402/7. Angora, le 7 juillet 1927.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de commerce entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement Turc consent à ce qu'à partir du 15 août 1927 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance

---

*) V. ci-dessus, No. 103. **) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement prévu par la convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application aux Pays-Bas, aux Indes Néerlandaises, à Surinam et à Curaçao, pendant le même délai, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr. Rouschdi.

Son Excellence M. le Baron W. B. R. de Welderen Rengers,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas. En Ville.

107.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Arrangement commercial; signé à Paris, le 12 février 1926.*)

Reichsgesetzblatt 1926. II, No. 9.

Handelsabkommen.

Die Deutsche Regierung und die Französische Regierung, von dem Wunsche beseelt, schon vor dem Abschluss eines allgemeinen Vertrags den Handel zwischen den beiden Ländern zu erleichtern, haben folgendes Abkommen vereinbart:

Artikel 1.

Die in der beigefügten Liste A**) aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnisse des französischen Zollgebiets geniessen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet die niedrigsten Zollsätze, die Deutschland für diese

Arrangement commercial.

Le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Français, désireux de faciliter le commerce entre les deux pays dès avant la conclusion d'un Traité général, ont conclu l'Arrangement ci-après:

Article 1er.

Les produits naturels ou fabriqués du territoire douanier français, énumérés à la liste A ci-annexée,**) bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier allemand des droits les plus favorables que l'Allemagne accorde

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 25 février 1926. V. Reichsgesetzblatt 1926. II, p. 177.
**) Non reproduite.

Erzeugnisse einem dritten Staate gewährt oder gewähren wird.

Unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes geniessen die frischen Champignons und Auberginen, die frischen Orangen und Mandarinen, die frischen Mandeln und die Datteln während der Dauer dieses Abkommens die in der Liste A festgesetzten Vertragssätze.

Artikel 2.

Die in der Liste B*) aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnisse deutscher Herkunft und deutschen Ursprungs geniessen bei ihrer Einfuhr in das französische Zollgebiet die in der anliegenden Liste festgesetzten Vergünstigungen sowohl hinsichtlich der Zollsätze als auch hinsichtlich aller Zuschläge oder Erhöhungskoeffizienten, die Frankreich anwendet oder in Zukunft anwenden könnte.

Die in der genannten Liste aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die gemäss Absatz 1 den Minimaltarif erhalten oder gemäss den Bestimmungen des nachstehenden Absatzes 4 später diesen Vorteil erlangen können, geniessen dadurch die Meistbegünstigung.

Die in der genannten Liste B aufgeführten prozentualen Abschläge auf den Unterschied zwischen Generaltarif und Minimaltarif bleiben die gleichen, wie auch immer Zollsätze, Zuschläge oder Koeffizienten, die Frankreich während der Dauer des gegenwärtigen Abkommens einführen könnte, erhöht oder erniedrigt werden sollten.

Wenn Frankreich während der Dauer des Abkommens die Zollsätze, Koeffizienten oder sonstigen Zuschläge für Mähmaschinen und zusammengesetzte

ou pourrait accorder, pour les mêmes produits, à toute Puissance tierce.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les champignons frais, aubergines fraîches, oranges et mandarines fraîches, amandes fraîches, et les dattes bénéficieront, pendant la durée du présent Arrangement, des droits conventionnels fixés à ladite liste A.

Article 2.

Les produits originaires et en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste B ci-annexée, jouiront, à leur importation sur le territoire douanier français, du traitement fixé à ladite liste, tant en ce qui concerne les droits de douane que les surtaxes ou coefficients de majoration que la France applique ou pourrait appliquer à l'avenir.

Les produits naturels ou fabriqués visés à ladite liste qui, aux termes de l'alinéa précédent, obtiennent le bénéfice du tarif minimum ou qui, aux termes de l'alinéa 4 ci-après, pourraient en obtenir ultérieurement le bénéfice, jouiront, par là même, du traitement de la Nation la plus favorisée.

Les pourcentages de réduction sur l'écart entre le tarif général et le tarif minimum, énumérés à ladite liste B, resteront les mêmes, quelles que soient les majorations ou réductions des droits, surtaxes ou coefficients que la France pourrait instituer pendant la durée du présent Arrangement.

Si, pendant la durée du présent Arrangement, la France augmente, dans une proportion atteignant 30 %, les tarifs applicables aux moissonneuses

*) Non reproduite.

Mäh- und Bindemaschinen, ohne Rücksicht auf ihr Gewicht (aus Nr. 522), Barium-, Kalium- und Natriumchlorat (Nr. 046) und Ameisensäure (aus Nr. 0214) in einem Ausmasse, das 30% ausmacht, erhöht, so treten die genannten Erzeugnisse deutscher Herkunft und deutschen Ursprungs in den Genuss des Minimaltarifs. Desgleichen werden im Falle der Erhöhung der Zölle um 30% Zinkoxyd (Nr. 0175) einen Abschlag von 86%, Oxalsäure (Nr. 0227) einen Abschlag von 89% und Natriumhyposulfit, 65% Anhydrid und mehr (aus Nr. 080) einen Abschlag von 90% erhalten.

Wenn Frankreich die Zölle für dieselben Erzeugnisse um weniger als 30% erhöht, so werden die auf der Liste B aufgeführten Zollsätze in einem Ausmass geändert werden, das dem Verhältnis des Erhöhungsprozentsatzes zu der im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Herabsetzung entspricht.

Bezüglich der Sämaschinen aller Art und der Düngerstreumaschinen (aus Nr. 522) gilt folgende Regelung: Wenn Frankreich irgendeine Erhöhung seiner Tarife vornimmt, so wird diese Erhöhung im gleichen Verhältnis durch die Erhöhung des Abschlages oder gegebenenfalls durch Gewährung des Minimaltarifs ausgeglichen.

Artikel 3.

Die hohen vertragschliessenden Teile werden den sich aus den vorhergehenden Artikeln ergebenden Erleichterungen der Einfuhr in ihr Zollgebiet durch Verbote oder Beschränkungen kein Hindernis bereiten.

Artikel 4.

Die hohen vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass der Handel mit den in den obengenannten

et moissonneuses-lieuses, quel que soit leur poids (ex Art. 522), aux chlorates de baryte, de potasse et de soude (Art. 046) ainsi qu'à l'acide formique (Art. 0214), lesdits produits originaires et en provenance d'Allemagne bénéficieront du tarif minimum; dans le même cas d'augmentation de 30% des droits, l'oxyde de zinc (Art. 0175) jouirait d'un pourcentage de 86%, l'acide oxalique (Art. 0227) d'un pourcentage de 89% et l'hyposulfite de soude, 65% d'anhydre et plus (ex Art. 080), d'un pourcentage de 90%.

Si, pour les mêmes produits, la France augmente les droits dans une proportion inférieure à 30%, les droits inscrits à la liste B seront révisés, conformément à la proportion que le pourcentage d'augmentation des droits représente par rapport à la diminution prévue à l'alinéa précédent.

En ce qui concerne les semoirs de toute espèce (ex Art. 522) et les distributeurs d'engrais (ex Art. 522), si la France institue une augmentation quelconque des tarifs, cette augmentation sera compensée proportionnellement par l'augmentation du pourcentage de réduction ou, éventuellement, par l'octroi du tarif minimum.

Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes n'apporteront aucune entrave aux facilités d'importation sur leur territoire douanier des marchandises visées aux articles précédents, par le moyen de prohibitions ou de restrictions.

Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour qu'il soit point porté d'entrave au commerce des pro-

Listen A und B aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnissen durch Beschränkung der Einreise oder der Niederlassung ihrer Staatsangehörigen und ihrer Gesellschaften oder durch Sonderbehandlung auf steuerlichem Gebiete nicht behindert werden darf.

Sie gewähren sich im übrigen, soweit es den Handel mit den in den Listen A und B aufgeführten Erzeugnissen betrifft, die Meistbegünstigung in bezug auf Handlungsreisende und Muster.

Artikel 5.

Bezüglich der in den Listen A und B aufgeführten Erzeugnisse gewähren sich die hohen vertragschliessenden Teile für die Verbrauchssteuern und inneren Abgaben jeder Art Inländerbehandlung und für die Zwischenlagerungsgebühren und Gebühren für die Zollabfertigung der Waren Meistbegünstigung.

Artikel 6.

Das vorliegende Abkommen findet auf Algier Anwendung.

Artikel 7.

Das vorliegende Abkommen tritt drei Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es soll vier Monate in Geltung bleiben.

Die Zollvergünstigungen für die in der Liste A aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnisse gelten vom Tage des Inkrafttretens an auf die Dauer von drei Monaten.

Die Zollvergünstigungen für die in der Liste B aufgeführten Boden- und Gewerbeerzeugnisse gelten, beginnend einen Monat nach dem Inkrafttreten des Abkommens, ebenfalls auf drei Monate.

duits naturels ou fabriqués énumérés aux listes A et B ci-dessus mentionnées, par le moyen de restrictions imposées à l'accès et à l'établissement de leurs ressortissants et de leurs sociétés, ou par des discriminations en matière fiscale.

Elles s'accordent, par ailleurs, en tant qu'il s'agit des produits repris aux listes A et B, le traitement de la Nation la plus favorisée pour le régime des voyageurs de commerce et des échantillons.

Article 5.

Pour les produits énumérés aux listes A et B, les Hautes Parties Contractantes s'accordent le traitement national en ce qui concerne les taxes de consommation ou taxes intérieures de toute espèce et le traitement de la Nation la plus favorisée en ce qui concerne les taxes d'entreposage et tous droits accessoires du dédouanement des marchandises.

Article 6.

Le présent Arrangement est applicable à l'Algérie.

Article 7.

Le présent Arrangement entrera en vigueur trois jours après l'échange des instruments de ratification; il aura une durée de quatre mois.

Les avantages accordés par le présent Arrangement aux produits naturels ou fabriqués énumérés à la liste A seront valables pour une période de trois mois à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Les avantages accordés par le présent Arrangement aux produits naturels ou fabriqués énumérés à la liste B seront également valables pour une période de trois mois, mais ne deviendront applicables qu'un mois après la mise en vigueur dudit Arrangement.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in Paris in deutsch und französisch am 12. Februar 1926.

gez. *Posse.*
gez. *Daniel-Vincent.*

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 12 février 1926.

signé *Daniel-Vincent.*
signé *Posse.*

Zeichnungsprotokoll.

1. Bei der Unterzeichung des Handelsabkommens vom heutigen Tage sind sich die hohen vertragschliessenden Teile darüber einig, anzuerkennen, dass die Behandlung der im Abkommen aufgeführten deutschen oder französischen Waren der Behandlung, die diesen Erzeugnissen in dem Hauptvertrag auf Grund der schwebenden Verhandlungen zuteil werden wird, nicht vorgreift.

2. Bezüglich der Anwendung von Artikel 2 sind sich die vertragschliessenden Teile darin einig, dass die Garantien für die Angleichung der Zollsätze, die in diesem Artikel in den Absätzen 4, 5 und 6 für gewisse in der Liste B aufgeführte Waren vorgesehen sind, der Anwendung der Bestimmungen des Abschnitts II, 1 des Protokolls vom 19. Dezember 1925[1]) nicht entgegenstehen.

Diese Angleichung bezieht sich auf die Massnahmen, die Frankreich zum Ausgleich der kürzlich eingetretenen Entwertung seiner Zollsätze in Über-

1) Abschnitt II,1 lautet: Die Zölle auf die in den Listen A und C aufgeführten deutschen Waren können in dem Falle erhöht werden, wo der durchschnittliche Grosshandelsindex in Frankreich mindestens 20% höher als bei Unterzeichnung des Vertrags ist, und zwar dürfen die Zölle nur im Verhältnis der Indexsteigerung erhöht werden.

Protocole de signature.

1°. Au moment de signer l'Arrangement commercial en date de ce jour, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour reconnaître que le traitement accordé par ledit Arrangement aux marchandises allemandes et françaises ne peut être considéré comme préjugeant en aucune manière le traitement que la Convention de Commerce, dont les Hautes Parties Contractantes poursuivent la négociation, réservera aux mêmes produits.

2°. Pour l'application de l'Article 2, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les garanties d'ajustement des droits qui y sont prévues aux alinéas 4, 5 et 6 pour certaines marchandises énumérées à la liste B, ne font pas obstacle à l'application des dispositions du paragraphe 1er de la Section II du Protocole du 19 décembre 1925.[1])

Cet ajustement se réfère aux mesures que la France pourrait prendre pour compenser la dépréciation récente de ses tarifs, en conformité de

1) Le paragraphe 1er de la Section II dispose: „Les droits d'entrée fixés pour l'importation des marchandises allemandes enumérées aux listes A et C pourront être augmentés dans le cas où l'index moyen des prix de gros en France accuserait, par rapport au moment de la signature de l'accord, une hausse d'au moins 20%, et ne pourront être augmentés que dans la proportion de la hausse de cet Index.“

einstimmung mit der Anmerkung 1 des Abschnitts II desselben Protokolls ergreifen könnte.[2])

Es besteht jedoch darüber Einverständnis, dass der in der Anmerkung 1 ins Auge gefasste Ausgleich der Entwertung der Zollsätze nicht 30% überschreiten darf und dass, nachdem diese Ausgleichsmassnahme getroffen worden ist, Frankreich seine Zollsätze nur in dem Ausmass und unter den Bedingungen, die im Abschnitt II, 1 des genannten Protokolls vorgesehen sind, vornehmen darf.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass bezüglich der Bestimmungen des Artikel 4 die Vorschriften der Nr 512 in den Vorbemerkungen (Observations préliminaires) zum französischen Zolltarif auch Anwendung finden werden in dem ersten Monat nach Inkrafttreten des Vertrages, in dem die Zollvergünstigungen für die Erzeugnisse der Liste B noch nicht in Kraft sind. Die Bestimmungen desselben Artikel 4 über Handlungsreisende finden ebenfalls während der Dauer des Vertrages Anwendung.

4. Die hohen vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, bei der Ausnutzung der gemäss Artikel 1 und 2 in den Listen A und B vorgesehenen Kontingente das nachstehend festgesetzte Verfahren zu beobachten.

2) Die Anmerkung 1 zu Abschnitt II lautet: Es besteht Einverständnis darüber, dass sich dieser (in der vorstehenden Anmerkung 1 wiedergegebene) Text nur auf die Zolländerungen bezieht, die Frankreich nach der Unterzeichnung des Abkommens vornimmt, unbeschadet der Massnahmen, die Frankreich vor der Unterzeichnung zum Ausgleich der neuerlichen Entwertung der Zölle ergreift.

la Note I à la Section II du même Protocole.[2])

Il est entendu, toutefois, que la compensation de la dépréciation des droits visés à la Note I ne devra pas dépasser 30% et que cette mesure compensatoire une fois prise, la France ne pourra relever ses tarifs que dans la mesure et dans les conditions prévues au paragraphe 1er à la Section II dudit Protocole.

3°. Il est entendu que, en ce qui concerne les dispositions de l'Article 4, les prescriptions du n° 512 des observations préliminaires du tarif français seront également appliquées pendant le premier mois après la mise en vigueur de l'Arrangement lorsque les avantages douaniers accordés aux produits énumérés à la liste B ne seront pas encore entrés en vigueur.

Les dispositions du même Article 4 relatives au regime des voyageurs de commerce seront également appliquées pendant la durée du présent Accord.

4°. Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour observer, en ce qui concerne l'application des contingents prévus aux listes A et B, en conformité avec les Articles 1 et 2, la procédure indiquée ci-après:

2) La Note I à la Section II dispose: „Il est entendu que ce texte (texte de la Note 1) s'applique aux rectifications de droits que la France pourrait effectuer après la signature de l'accord, sans préjudice de mesures que la France pourrait instituer, antérieurement à la signature de l'accord pour compenser la dépréciation récente des droits."

Kontrolle der Kontingente.

A. Ausfuhr aus dem französischen Zollgebiet in das deutsche Zollgebiet.

Bei der Auflieferung der nach Deutschland bestimmten Küchengewächs- und Hopfensendungen auf die Eisenbahn übergibt der Absender der Eisenbahngesellschaft für jede von demselben Versender an denselben Empfänger gerichtete Sendung eine Erklärung nach dem Muster der Anlage in dreifacher Ausfertigung.

Die Eisenbahngesellschaft setzt nach Nachprüfung des in der Erklärung angegebenen Gewichts auf jede Ausfertigung den Tagesstempel des Auflieferungsbahnhofs. Zwei Ausfertigungen dieser Erklärung werden von ihr dem Frachtbrief beigefügt, der die Ware begleitet, und sind dem Zollamt bei der Anmeldung zur Verzollung mit vorzulegen. Die dritte Ausfertigung wird von der Eisenbahngesellschaft sofort dem Landwirtschaftsministerium in Paris übersandt.

Sobald die Deutsche Regierung nach ihren Anschreibungen feststellt, dass 80 % der Kontingente für Küchengewächse oder Hopfen erreicht sind, teilt sie dies der Französischen Regierung mit.

Wenn die Kontingente erschöpft sind, können die betreffenden Waren nur zu den autonomen Zollsätzen eingeführt werden.

B. Ausfuhr aus dem deutschen Zollgebiet in das französische Zollgebiet.

Die deutschen Waren, bei denen im Artikel 2 die Zollbegünstigungen auf die in der Liste B festgesetzten Kontingente beschränkt sind, geniessen die im genannten Artikel vorgesehenen Vergünstigungen nur, wenn sie von

Contrôle des Contingents.

A. Exportation du territoire douanier français sur le territoire douanier allemand.

Lors de la remise à la gare de chemin de fer des colis de légumes et de houblon à destination de l'Allemagne, l'expéditeur remettra à la Compagnie, en triple exemplaire pour chaque expédition, faite par un même expéditeur à un même destinataire, une déclaration du modèle ci-annexé.

La Compagnie de Chemins de fer, après avoir vérifié l'exactitude de la déclaration relative au poids, apposera sur chaque exemplaire de cette déclaration le timbre à date de la gare. Deux de ces documents seront joints par la Compagnie à la lettre de voiture accompagnant les marchandises et seront présentés au bureau des douanes allemand. Le troisième exemplaire sera adressé d'urgence par la Compagnie au Ministre de l'Agriculture à Paris.

Dès que, d'après les décomptes faits, le Gouvernement Allemand constatera que 80 % des contingents accordés aux légumes et au houblon seront atteints, il préviendra le Gouvernement Français. Après épuisement des contingents lesdites marchandises ne pourront être admises qu'au tarif général.

B. Exportation du territoire douanier allemand sur le territoire douanier français.

En ce qui concerne les marchandises originaires et en provenance d'Allemagne pour lesquelles des avantages douaniers sont limités à des contingents fixés à la liste B, ces marchandises bénéficieront des avantages stipulés

einer besonderen Bescheinigung begleitet sind, die von der dazu ermächtigten deutschen Stelle ausgefertigt ist; die Stellen, die mit der Ausstellung der Bescheinigungen beauftragt sind, werden der Französischen Regierung mitgeteilt werden.

Wenn diese Kontingente zu $^{8}/_{10}$ in Anspruch genommen sind, macht die Französische Regierung der Deutschen Regierung davon Mitteilung. Sobald die Kontingente erschöpft sind, können die betreffenden Waren nur zum Generaltarif eingeführt werden.

gez. *Posse.*
gez. *Daniel-Vincent.*

audit article lorsqu'elles seront accompagnées d'une attestation spéciale délivrée par les Autorités allemandes à ce habilitées, lesquelles seront portées à la connaissance du Gouvernement Français.

Lorsque ces contingents auront atteint les 8/10 èmes de leur montant, le Gouvernement Français avertira le Gouvernement Allemand. Après épuisement des contingents, les mêmes marchandises ne pourront être admises qu'au tarif général.

signé *Daniel-Vincent.*
signé *Posse.*

108.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ROUMANIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes du 26 février 1926.

Treaty Series, No. 733.

[The American Minister to the Minister for Foreign Affairs.]

American Legation,
No. 16. Bucharest, Rumania, February 26, 1926.

Mr. Minister:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Bucharest on behalf of the Government of the United States and the Government of Rumania with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Rumania and which Rumania shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Rumania, and Rumania will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports and exports, each country, so far as it at any time

maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Rumania than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Rumania of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Rumania, on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Rumania, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to the products of any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Rumania and of the United States and its territories and possessions, respectively;

Provided that this understandig does not relate to

1. The treatmeut which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day of signature, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

W. S. Culbertson.

His Excellency Mr. I. G. Duca,
Minister for Foreign Affairs, Bucharest.

[The Minister for Foreign Affairs to the American Minister.]

Ministère des Affaires Etrangères.
No. 12006. Bucarest, le 26 février, 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer l'exposé suivant au sujet de l'accord auquel on est parvenu dans les conversations récentes qui eurent lieu à Bucarest pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis et du Gouvernement de la Roumanie, en ce qui concerne le traitement que les Etats-Unis accorderont au commerce de la Roumanie et que la Roumanie accordera au commerce des Etats-Unis.

Ces conversations ont démontré l'existence d'un accord réciproque entre les deux Gouvernements, qui consiste: en ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation et autres droits et taxes ayant trait au commerce, comme aussi en ce qui concerne le transit, l'entreposage et autres avantages et le traitement des échantillons des voyageurs de commerce, les Etats-Unis accorderont à la Roumanie et la Roumanie accordera aux Etats-Unis, à ses territoires et possessions, le traitement inconditionné de la nation la plus favorisée; et qu'en matière de permis ou défense d'importation et d'exportation, chacun des deux pays, dans la mesure où il maintient à toute époque un tel système, accordera au commerce de l'autre au traitement tout aussi favorable, en ce qui concerne les marchandises, les évaluations et les quantités, que le traitement accordé au commerce de tout autre pays.

Il est entendu que:

Aucun droit plus élevé ni autres ne seront imposés sur l'importation ou la distribution aux Etats-Unis, ses territoires ou possessions, de tout article produit ou fabriqué en Roumanie, que les droits qui sont ou qui seront perceptibles sur tout article similaire, produit ou fabriqué dans tout autre pays étranger.

Aucun droit plus élevé ni autres ne seront imposés sur l'importation ou la distribution en Roumanie de tout article produit ou fabriqué aux Etats-Unis ou dans ses territoires ou possessions, que les droits qui sont ou qui seront perceptibles sur tout article similaire produit ou fabriqué dans tout autre pays étranger.

De même, aucun droit plus élevé ni autres ne seront imposés dans les Etats-Unis, ses territoires ou possessions, ni en Roumanie, sur l'exportation de tout article de l'un à l'autre ou à tout territoire ou possession de l'autre, que les droits qui sont perceptibles sur l'exportation d'articles semblables à tout pays étranger.

Toute concession en matière de droits, taxes ou règlements touchant le commerce et qui est maintenant accordée ou qui serait dorénavant accordée par les Etats-Unis ou par la Roumanie, par loi, proclamation, décret, ou traité ou accord de commerce, aux produits de tout autre pays, deviendra immédiatement applicable, sans demande et sans compensation, au commerce de la Roumanie et des Etats-Unis, ses territoires et possessions respectivement;

Toutefois cet accord ne concerne pas:

1. Le traitement que les Etats-Unis accordent ou qu'ils pourraient dorénavant accorder au commerce de Cuba ou à celui des territoires ou possessions des Etats-Unis ou de la Zone du Canal de Panama, ni le traitement qui est ou qui pourrait être dorénavant accordé au commerce des Etats-Unis avec quel que ce soit de ses territoires ou possessions ou au commerce entre ces mêmes territoires ou possessions.

2. Défenses ou restrictions d'ordre sanitaire ou destinées à la protection de la vie humaine, animale ou des plantes, ou règlements ayant trait à l'application des lois de police ou du fisc.

Cet accord entrera en vigueur le jour de sa signature et, à moins d'être terminé auparavant par une entente mutuelle, continuera à être en vigueur pendant trente jours après que sa dénonciation aura été communiquée par l'une ou l'autre partie; mais au cas où l'une ou l'autre partie serait empêchée par l'action future de son assemblée législative de se conformer aux termes de cet accord, les obligations de l'accord deviendront nulles par ce fait même.

Je serai heureux de recevoir votre confirmation de l'accord ainsi atteint.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Le Ministre
I. G. Duca.

Son Excellence Monsieur William Smith Culbertson,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiare
des Etats-Unis d'Amérique.

109.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CUBA.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis, des spiritueux se trouvant à bord des navires cubains; signée à Havane, le 4 mars 1926.*)

Treaty Series, No. 738.

Convention between the United States of America and the Republic of Cuba for the prevention of smuggling operations between their respective territories.

The United States of America and the Republic of Cuba, being desirous of avoiding any difficulties which

Convenio entre los Estados Unidos de América y la República de Cuba para la prevención del contrabando entre ambos paises.

Los Estados Unidos de América y la República de Cuba, deseosos de evitar cualesquiera dificultades que

*) Les ratifications ont été échangées à Havane, le 18 juin 1926.

might arise between them in connection with the laws in force in the United States of America on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mister Enoch H. Crowder, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba and

The President of the Republic of Cuba, Mister Carlos Manuel de Céspedes y de Quesada, Secretary of State of the Republic of Cuba,

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in good and proper form, have agreed to the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coast line outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

The Republic of Cuba agrees:

1. That it will raise no objection to the boarding of private vessels under the Cuban flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that inquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import

puedan surgir entre ellos con motivo de las leyes vigentes en los Estados Unidos de América en materia de bebidas alcohólicas han decidido celebrar un Convenio con ese objeto, y han nombrado por sus Plenipotenciarios respectivos:

El Presidente de los Estados Unidos de América, al Señor Enoch H. Crowder, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba y

El Presidente de la República de Cuba, al Señor Carlos Manuel de Céspedes y de Quesada, Secretario de Estado de la República de Cuba,

Quienes habiéndose comunicado sus plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido los siguientes Artículos:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes declaran que es su firme intención mantener el principio de que las tres millas maritimas que se extienden desde la linea de su costa hacia fuera, medidas desde la marca de la baja mar, constituyen los límites adecuados de las aguas territoriales.

Artículo II.

La República de Cuba conviene:

1. En no hacer objecion alguna porque se aborden los buques privados de bandera cubana fuera de los límites de las aguas territoriales por las Autoridades de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a fin de que se puedan dirigir preguntas a las personas que se encuentren a bordo y examinar los documentos del buque con objeto de averiguar si el buque o los que se encuentran a bordo,

or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions, in violation of the laws there in force. When such inquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be instituted.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions, prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions, for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this Article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions, than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. — In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions, by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this Article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or

tratan de importar o han importado bebidas alcohólicas en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones con infracción de las leyes en ellos vigentes. Cuando de dichas preguntas y exámen resulten motivos racionales para sospechar, podrá procederse al registro del buque.

2. En que si hubiere motivos racionales para creer que el buque ha cometido, está cometiendo o trata de cometer una infracción de las leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohiben la importación de bebidas alcohólicas, podrá ser apresado y llevado a un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones para ser juzgado conforme a dichas leyes.

3. En que los derechos conferidos por este artículo no serán ejercitados a mayor distancia de las costas de los Estadoa Unidos, sus territorios o posesiones, de la que pueda atravesar en una hora el buque sospechoso de tratar de cometer la infracción. En los casos, no obstante, en que los licores se traten de introducir en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, por un buque distinto al que haya sido visitado y registrado, la velocidad de ese otro buque y no la velocidad del buque visitado será la que determinará la distancia de la costa dentro de la cual podrá ejercitarse el derecho conferido por este artículo.

Artículo III.

No estan sujetos a penas ni comiso alguno, conforme a las leyes de los Estados Unidos, ni los licores alcoholicos ni los buques o personas por razón del transporte de dichos licores cuando estos sean declarados como provisiones del buque o carga destinada a otro puerto que no sea de

possessions, on board Cuban vessels voyaging to or from ports of the United States, its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panamá Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Cuban vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Convention or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The

los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a bordo de buques cubanos que viajen de o para puertos de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, o que pasen por sus aguas territoriales, y dicho porteo se efectuará como dispone en la actualidad la ley con respecto al tránsito de dichos licores a través del Canal de Panamá, siempre que los referidos licores se mantengan continuamente bajo sello mientras el buque en que son transportados permanezca dentro de dichas aguas territoriales, y que ninguna parte de los licores se descargue en ningún tiempo o lugar de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Artículo IV.

Las reclamaciones que se interpongan por los buques cubanos para que se les indemnice fundándolas en que han sufrido pérdidas o perjuicios por el ejercicio impropio o arbitrario de los derechos conferidos por el Artículo II de este Convenio o a causa de no habérseles concedido los beneficios del Artículo III, serán sometidos a la consideración conjunta de los personas, una de las cuales sera nombrada por cada Alta Parte Contratante.

Las recomendaciones contenidas en dichos informes conjuntos, serán ejecutivas. Si no pudiere llegarse a un acuerdo sobre el informe conjunto, la reclamación se trasladará al Tribunal Permanente de Arbitrage de El Haya, creado por la Convención para el Arreglo Pacifico de las Disputas Internacionales, concluida en El Haya, et 18 de Octubre de 1907. El Tribunal de Arbitraje se constituirá de acuerdo con el Artículo 87 (Capítulo IV) y con el Artículo 59 (Capítulo III) de

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement.

dicha convención. El procedimiento se regulará por las disposiciones del Capítulo IV de dicha Convención y del Capítulo III de la misma (teniéndose especialmente en cuenta los artículos 70 y 74 y exceptuando los artículos 53 y 54) que el Tribunal considere aplicables y que sean compatibles con las disposiciones de este Convenio.

All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eigtheen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified.

Las sumas de dinero que se manden a pagar por el Tribunal a causa de cualquiera reclamación, serán pagadas dentro de los 18 meses siguientes a la fecha del laudo final, sin interes ni deducciones, salvo en lo que mas adelante se especifica.

Each Government shall bear its own expense. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per centum on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Cada Gobierno soportará sus propios gastos. Los gastos del Tribunal serán sufragados por una deducción proporcional del importe de las sumas adjudicadas por él, a razón del 5% de dichas sumas, o a un tipo mas bajo, según se convenga entre los dos Gobiernos; el déficit, si lo hubiere, se sufragará por partes iguales por los dos Gobiernos.

Article V.

This Convention shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Convention.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Convention shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Convention shall remain in force

Artículo V.

Este Convenio está sujeto a ratificación y permanecerá en vigor durante un año a contar de la fecha del canje de las ratificaciones.

Tres meses antes del vencimiento de dicho plazo de un año, cualquiera de las Altas Partes Contratantes podrá dar aviso de su deseo de proponer modificaciones a los términos del Convenio.

Si dichas modificaciones no se acordaren antes del vencimiento del plazo de un año arriba mencionado, el Convenio caducará.

Si ninguna de las partes diere aviso de su deseo de proponer modificaciones, el Convenio continuará en vigor du-

for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Convention, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Convention shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Convention the said Convention shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Convention shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Convention not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws; and the ratifications shall be exchanged at the City of Habana as soon as possible.

In witness whereof the Plenipotentiaries above mentioned have signed the two originals of the present Convention, and have affixed their respective seals thereto.

Done in two copies of the same text and legal force in the English and Spanish languages in the City of Habana, on this fourth day of March, nineteen hundred and twenty-six.

rante otro año, y asi en lo sucesivo automáticamente, aunque sujeto siempre, respecto a cada plazo de un año, al derecho de cada una de las partes de proponer modificaciones al Convenio según se dispone mas arriba, tres meses antes de su vencimiento, y a la estipulación de que si dichas modificaciones no se acordaren antes de la terminación del plazo de un año, el Convenio caducará.

Artículo VI.

En caso de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes se viere impedida por sentencia judicial o resolución legislativa, de dar pleno cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, este caducará automáticamente, y, al caducar de esta manera o en cualquier otro momento en que cese de estar en vigor, cada una de las Altas Partes Contratantes disfrutará de todos los derechos que hubiere poseído si el Convenio no se hubiere concluído.

El presente Convenio será debidamente ratificado por las Altas Partes Contratantes, de acuerdo con sus respectivas leyes y las ratificaciones se canjearán en la Ciudad de la Habana, tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual, los precitados Plenipotenciarios han firmado los dos originales del presente Convenio y les han fijado sus sellos respectivos.

Hecho en dos ejemplares de un mismo texto legal en los idiomas inglés y español en la Ciudad de la Habana, a cuatro de Marzo de mil novecientos veinte y seis.

[Seal] *Enoch H. Crowder.*
[Seal] *Carlos Manuel de Céspedes.*

[Exchange of Notes.]

[The Secretary of State of Cuba to the American Ambassador at Habana.]

República de Cuba Secretaria de Estado.

No. 185. Habana, Marzo 4 de 1926.

Señor Embajador:

En relación con el Convenio celebrado en el día de hoy entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América, para evitar que puedan surgir difficultades entre ambos paises, con motivo de la aplicación de las leyes vigentes en los Estados Unidos de América, en materia de bebidas alcohólicas, y como complemento a dicho Convenio y a las negociaciones y correspondencias que sobre este asunto hemos mantenido, tengo el honor de comunicar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de la República de Cuba entiende que, en caso de que los Estados Unidos de América se adhieran al Protocolo de 16 Diciembre de 1920 que créo el Tribunal Permanente de Justicia Internacional en El Haya,*) el Gobierno de los Estados Unidos no rehusará considerar la modificación del mencionado Convenio, o la conclusión de un Acuerdo separado, en que se estipule que las reclamaciones mencionadas en el Artículo IV de dicho Convenio que no puedan ser solucionadas en la forma indicada en el párrafo primero de dicho Artículo, serán sometidas al Tribunal Permanente de Justicia Internacional en lugar del Tribunal Permanente de Arbitraje.

Asimismo entiende el Gobierno de la República de Cuba que, cada vez que las autoridades de los Estados Unidos apresen algún buque cubano de acuerdo con las estipulaciones contenidas en el Artículo II del Convenio antes referido, estarán obligadas a trasmitir con toda prontitud una notificación de lo actuado al representante diplomático de la República de Cuba en Washington, dando el nombre del buque, el lugar de la acción, las circunstancias del caso y los fundamentos del mismo.

Espero tener el placer de recibir de Vuestra Excelencia, en nombre y representación del Gobierno de los Estados Unidos de América, la confirmación de esta inteligencia.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta consideración.

Carlos Manuel de Céspedes.

A Su Excelencia el Sr. General Enoch H. Crowder,
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario
de los Estados Unidos de América etc. etc. etc.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 854.

[The American Ambassador at Habana to the Secretary of State of Cuba.]

Embassy of the United States of America.

No. 675. Habana, March 4, 1926.

Excellency:

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, in which you were so good as to inform me in connection with the signing this day of the Convention between the United States and Cuba to aid in the prevention of the smuggling of intoxicating liquors into the United States that the Government of Cuba understands: 1. That in the event of the adhesion by the Government of the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate Agreement, providing that claims mentioned in Article IV of that Convention which can not be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration; and 2. that in case Cuban vessels are seized by the authorities of the United States under the provisions of Article II of this Convention, a notification thereof shall be promptly transmitted to the diplomatic representative of Cuba at Washington, giving the name of the vessel, the place of seizure and a brief statement of the grounds therefor.

Complying with your request for confirmation of these understandings I have the honor to state that the Cuban Government's understanding of the attitude of the Government of the United States in this respect is correct, and that in the event of the adhesion by the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the Convention this day signed, or the making of a separate Agreement, providing for the reference of claims mentioned in Article IV of the Convention which can not be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article, to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

I also confirm your understanding regarding the notification that is to be given to the diplomatic representative of the Cuban Government at Washington in case Cuban vessels are seized by the authorities of the United States.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

E. H. Crowder.

His Excellency Carlos Manuel de Céspedes
Secretary of State, Habana.

110.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CUBA.

Convention pour la répression de la Contrebande; signée à Havane, le 11 mars 1926.*)

Treaty Series, No. 739.

Convention between the United States of America and the Republic of Cuba for the suppression of smuggling operations between their respective territories.

The United States of America and the Republic of Cuba, being desirous of aiding each other in the suppression of smuggling from the territory of one state to the other, have agreed to enter into the present Convention and for this purpose have appointed as their respective plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Enoch H. Crowder, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba, and

The President of the Republic of Cuba, Mr. Carlos Manuel de Céspedes y de Quesada, Secretary of State of the Republic of Cuba,

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties agree to aid each other mutually in the manner provided in this Convention in the prevention, discovery and punishment of violations of their respective laws, decrees or regulations with respect to the importation of narcotics,

Convenio entre los Estados Unidos de America y la República de Cuba para la represión del contrabando entre ambos países.

Los Estados Unidos de América y la República de Cuba, deseosos de auxiliarse mútuamente en la represión del contrabando del territorio de un Estado a otro, han acordado celebrar el presente Convenio, designando con ese objeto por sus Plenipotenciarios respectivos:

El Presidente de los Estados Unidos de América, al Sr. Enoch H. Crowder, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba, y

El Presidente de la República de Cuba, al Sr. Carlos Manuel de Céspedes y de Quesada, Secretario de Estado de la República de Cuba,

Quienes habiéndose comunicado sus plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido los siguientes artículos:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en auxiliarse mútuamente en la forma estatuída en este Convenio, en la prevención, descubrimiento y castigo de las infracciones de sus respectivas leyes, decretos o reglamentos sobre importación de narcóticos, licores

---

*) Les ratifications ont été échangées à Havane, le 18 juin 1926.

intoxicating liquors and other merchandise and the entry and departure of aliens.

Article II.

The High Contracting Parties agree that clearance of shipments of merchandise by water, air, or land, from any of the ports of either country to a port of entry of the other country, shall be denied when such shipment comprises articles the importation of which is prohibited or restricted in the country to which such shipment is destined, unless in this last case there has been a compliance with the requisites demanded by the laws of both countries.

The High Contracting Parties likewise bind themselves to prevent by all means possible, in accordance with the laws of their respective countries, the clearance of any vessel or vehicle laden with merchandise or having on board aliens destined to any port or place, when it is evident by reason of the tonnage, size, type of vessel, or vehicle, length of the voyage, perils or conditions of navigation or transportation, that it is impossible for it to transport said merchandise or persons to the place of destination mentioned in the request for clearance, or when the repetition of alleged accidents in prior voyages or the antecedents of or information concerning the vessel or vehicle furnish evidence that said merchandise or any part of the same or any person, whatever the ostensible point of destination thereof might be, is intended to be illegally introduced into the territory of the other High Contracting Party.

When one of the High Contracting Parties gives notice to the other that it suspects that a specified vessel in a port of the other High Contracting

embriagantes y otras mercancías, y la entrada y salida de extranjeros.

Artículo II.

Las Altas Partes Contratantes convienen en negar el despacho de embarques de mercancías por agua, aire o tierra de cualquier puerto de los dos países a un puerto de entrada del otro país, cuando el embarque comprenda artículos cuya importación esté prohibida o restringida en el país de destino, a no ser en este último caso, que se hayan cumplido los requisitos exigidos por las leyes de ambos países.

Asimismo se obligan las Altas Partes Contratantes a evitar por todos los medios posibles, de acuerdo con las leyes de sus respectivos países, el despacho de cualquier buque o vehículo cargado con mercancías o que lleve a bordo extranjeros destinados a cualquier puerto o lugar, cuando sea evidente por el tonelaje, tamaño, tipo del buque o vehículo, duración del viaje, peligros o condiciones de la navegación o transporte, que le sea imposible transportar dichas mercancías o personas al lugar de destino mencionado en la solicitud de despacho o cuando la repetición de supuestos accidentes en travesías anteriores o los antecedentes e informes referentes al buque o vehículo suministren la evidencia de que dichas mercancías, cualquier parte de ellas, o alguna persona, sea cual fuere el destino ostensible del buque, trata de introducirse ilegalmente en el territorio de la otra Alta Parte Contratante.

Cuando una de las Altas Partes Contratantes avise a la otra que sospecha que determinado buque que se encuentra en un puerto de la otra

Party, although ostensibly destined to a port in a third country, is likely to attempt to introduce unlawfully into its territory merchandise or persons whose entry is prohibited or restricted, the other High Contracting Party shall require from the master or person in charge of the vessel—in accordance with the laws in force in the respective countries and such additional arrangements as may be agreed upon and incorporated in regulations by the appropriate authorities of the High Contracting Parties—a bond to produce a duly authenticated landing certificate showing such merchandise or persons actually to have been discharged at the port for which the vessel cleared. If any such vessel fails to produce the certificate in proof of lawful discharge of such merchandise or persons or produces a false certificate or evidence the bond shall be forfeited and thereafter for a period of five years the vessel shall be denied the right to enter or clear from any port of either of the High Contracting Parties with merchandise or persons of the same nature.

Alta Parte Contratante, aunque ostensiblemente destinado a un puerto de un tercer país, es de suponer que trate de introducir ilegalmente en su territorio, mercancías o personas cuya entrada esté prohibida o restringida, la otra Alta Parte Contratante exigirá del capitán o persona encargada del buque—en cuanto sea posible, de acuerdo con las leyes vigentes en los respectivos países y con los acuerdos adicionales a que se pueda llegar o que se inserten en los reglamentos por las autoridades competentes de las Altas Partes Contratantes—una fianza para garantizar la presentacion de un certificado de desembarco, debidamente autenticado, en que conste que dichas mercancías o personas han sido realmente desembarcadas en el puerto para que fué despachado el buque. Si cualquier buque en estas condiciones dejare de presentar el certificado demostrativo del desembarco legal de dichas mercancías o personas, o presentare un certificado, o pruebas falsas, se le decomisará la fianza, y en lo adelante, durante un plazo de cinco años, le será negado el derecho de entrar o salir de los puertos de ambas Altas Partes Contratantes, con mercancías o personas de la misma naturaleza.

Article III.

The High Contracting Parties agree to employ all reasonable measures—in accordance with the laws of their respective countries—to prevent the departure of persons destined to the territory of either of them who do not effect such departure through the ports of departure and are not destined to a port of entry in the other country.

Persons who are not nationals of either of the High Contracting Parties

Artículo III.

Las Altas Partes Contratantes convienen en emplear todas las medidas razonables—de acuerdo con las leyes de sus respectivos países—para evitar la salida de personas destinadas al territorio de cualquiera de ellas, que no lo efectúen por los puertos de salida habilitados al efecto y no vayan destinadas a un puerto de entrada del otro país.

Las personas que no sean nacionales de alguna de las Altas Partes Con-

and who, coming from the territory of one of them, have attempted to enter unlawfully into the territory of the other and are returned to the territory of the High Contracting Party from which they proceeded, shall be returned in accordance with the laws in force in the country from which they are returned and such additional arrangements as may be agreed upon or incorporated in regulations by the appropriate authorities of the High Contracting Parties in order that such persons may be deported to the country of their origin.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties agrees with the other that property of all kinds in its possession which, having been stolen in the territory of the other and brought into its territory, is seized by its customs authorities, shall, when the owners are nationals of the other country, be returned to such owners, subject to satisfactory proof of such ownership and the absence of any collusion, and subject moreover to payment of the expenses of the seizure and detention and to the abandonment of any claims by the owners against the customs, or the customs officers, warehousemen or agents, for compensation or damages for the seizure, detention, warehousing or keeping of the property.

Article V.

The High Contracting Parties mutually agree that they will exchange or furnish when requested information concerning:

a) The transportation of cargoes or the shipment of merchandise between said countries,

tratantes y que, viniendo del territorio de una de ellas, hayan tratado de entrar ilegalmente en el territorio de la otra y fueren devueltas al territorio de la Alta Parte Contratante de donde proceden, lo serán de acuerdo con las leyes vigentes en el país de donde son devueltas y con los acuerdos adicionales a que se pueda llegar o que se inserten en los reglamentos por las autoridades competentes de las Altas Partes Contratantes, de manera que dichas personas puedan ser deportadas a su país de origen.

Artículo IV.

Las Altas Partes Contratantes convienen en devolver a los nacionales del otro país, los efectos de todas clases que hubiesen sido decomisados por sus autoridades de aduana, que resulten haber sido robados en el territorio de la otra y llevados a su territorio, siempre que presenten pruebas satisfactorias de su propiedad y de falta de colusión; que paguen los gastos del comiso y custodia de los objetos; y que renuncien a toda reclamación contra las aduanas o los funcionarios de aduana, almacenistas o agentes, por los daños o perjuicios ocasionados con motivo del comiso, almacenaje o custodia de la referida propiedad.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes convienen recíprocamente en cambiarse o facilitarse, cuando así lo soliciten, informes concernientes a:

a) El transporte de cargas o el embarque de mercancías entre ambos países;

b) The names and activities of the persons or vessels which are known to be or suspected of being engaged in the violation of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention,

c) Persons leaving their territories who are destined to the territory of the other High Contracting Party or the activities of any persons in either country, when there are reasonable grounds to believe that said persons are engaged in unlawful migration activities or in conspiracies against the other Government or its institutions, when not incompatible with the public interest,

d) The existence and extent of contagious and infectious diseases of persons, animals, birds, or plants, and the ravages of insect pests and the measures being taken to prevent their spreading, and

e) The study and use of the most effective scientific and administrative methods for the suppression and eradication of said diseases and insect pests.

Article VI.

The officials of the High Contracting Parties whose duty it may be to prevent or report the violation of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention are obliged, as soon as they have knowledge of preparations to smuggle or that smuggling has been effected, to do everything possible to prevent the same through all the means within their power in the first case, and to bring the matter to the attention of the proper authorities of their own country, in either of the two circumstances.

b) Los nombres y actividades de las personas o buques que se sepa o sospeche que se dedican a violar las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio;

c) Las personas que partiendo de su territorio se dirijan al territorio de la otra Alta Parte Contratante o las actividades de cualquier persona en uno u otro país, cuando hubiere motivos racionales para creer que dichas personas están dedicadas a actividades migratorias ilegales o a conspiraciones contra el otro Gobierno o sus instituciones, siempre que dichos informes no sean incompatibles con el interés público;

d) La existencia y extensión de enfermedades contagiosas o infecciosas de personas, animales, aves o plantas, y de los daños ocasionados por las plagas de insectos, así como las medidas tomadas para evitar su difusión; y

e) El estudio y el uso de los métodos científicos o administrativos más efectivos para la supresión y extirpación de dichas enfermedades y plagas.

Artículo VI.

Los funcionarios de las Altas Partes Contratantes cuyo deber sea impedir o denunciar las infracciones de las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio, quedan obligados, tan pronto como llegue a su conocimiento que se prepara o ha efectuado un contrabando, a hacer todo lo posible por impedirlo por todos los medios a su alcance, en el primer caso; y a poner el hecho en conocimiento de las autoridades competentes de su propio país, en cualquiera de las circunstancias.

The appropriate authorities of each of the High Contracting Parties shall notify the appropriate authorities of the other High Contracting Party of violations of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention which have been communicated to them relative to attempts at smuggling or actual smuggling, and will furnish all information which they may have been able to gather with regard to the facts and circumstances thereof.

Such notification and information may be furnished and received only by appropriate officials who shall be designated by the respective Governments.

Article VII.

It is agreed that the customs and other administrative officials of the respective governments of the United States of America and of the Republic of Cuba shall upon request be directed to attend as witnesses before the courts in the other country and to produce such available records and files or certified copies thereof as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases arising out of violation of the laws, decrees or regulations mentioned in Article I of this Convention and as may be produced compatibly with the public interest. It shall be considered in these cases that they appear as agents of their respective governments, to inform the courts on matters upon which questioned, and when they so appear their character as such agents shall be recognized. Original records or documents produced by said officials shall not be retained by the courts, but legal copies thereof may be taken if necessary.

Las autoridades competentes de cada una de las Altas Partes Contratantes notificarán a las autoridades competentes de la otra Alta Parte Contratante las infracciones de las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio que le hayan sido comunicadas, referentes a tentativas de contrabandos o a contrabandos consumados y les facilitarán todos los informes que sobre los hechos y circunstancias hayan podido reunir.

Las notificaciones e informes antes referidos solo podrán ser facilitados y recibidos por los funcionarios competentes designados para ello por los respectivos Gobiernos.

Artículo VII.

Queda convenido que los funcionarios de aduana y demás funcionarios administrativos de los respectivos gobiernos de los Estados Unidos de América y la República de Cuba, deberán, previa solicitud al efecto, comparecer como testigos ante los tribunales del otro país y presentar las actuaciones y expedientes o copias certificadas de los mismos que tengan a su alcance, en cuanto se considere esencial al procedimiento de los casos civiles o criminales que surjan de la infracción de las leyes, decretos o reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio y sea posible presentarlos de modo compatible con el interés público. En estos casos se considera que comparecen como agentes de sus respectivos gobiernos, para informar a los tribunales acerca de los asuntos sobre los cuales sean preguntados, y cuando comparezcan de esta manera se les reconocerá su carácter como tales agentes. Los documentos o expedientes originales presentados

por dichos funcionarios no serán retenidos por los tribunales, pero se tomarán copias legales de los mismos si fuere necesario.

The cost of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or criminal cases, and the cost of first-class transportation both ways, maintenance and other proper expenses involved in the attendance of such witnesses shall be paid by the nation requesting their attendance at the time of their discharge by the court from further attendance at such trial. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries.

Los gastos de copias de actuaciones, declaraciones, certificaciones y cartas rogatorias en asuntos civiles o criminales y el costo de transporte de ida y vuelta en primera clase, manutención, alojamiento y otros gastos naturales originados por la comparecencia de dichos testigos, serán pagados por la nación que solicite su declaración, en el momento de ser relevados por el tribunal de ulterior presentación en el juicio. Los exhortos y comisiones rogatorias se diligenciarán con toda la premura posible, y las copias de actuaciones y documentos oficiales se certificarán lo más pronto que se pueda por los funcionarios correspondientes, de acuerdo con las disposiciones legales de los respectivos países.

Article VIII.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in the City of Havana as soon as possible. The Convention shall come into effect at the expiration of ten days from the date of the exchange of ratifications, and it shall remain in force for one year. If upon the expiration of one year no notice is given by either party of a desire to terminate the same, it shall continue in force until thirty days after either party shall have given notice to the other of a desire to terminate it.

In witness whereof, the Plenipotentiaries above mentioned have signed the two originals of the present Convention and have affixed their respective seals thereto.

Done in two copies of the same text and legal force in the English and

Artículo VIII.

Este Convenio será ratificado y las ratificaciones se canjearán en la Ciudad de la Habana, tan pronto como sea posible. El Convenio empezará a regir a los diez días de la fecha del canje de las ratificaciones y permanecerá en vigor durante un año. Si después de transcurrido el año ninguna de las partes notificare a la otra su deseo de terminarlo, continuará en vigor hasta treinta días después de la fecha en que cualquiera de las partes notifique a la otra su deseo de terminarlo.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados, han firmado los dos originales del presente Convenio y fijado en ellos sus sellos respectivos.

Hecho en dos ejemplares del mismo texto y fuerza legal en los idiomas

Spanish languages in the City of Habana, this eleventh day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-six.

inglés y español, en la Ciudad de la Habana a once de Marzo de mil novecientos veinte y seis.

[seal] *Enoch H. Crowder.*
[seal] *Carlos Manuel de Céspedes.*

111.

PAYS-BAS, BELGIQUE.

Convention télégraphique; signée à La Haye, le 15 mars 1926.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 70.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les Pays-Bas et la Belgique, et usant de la faculté que Leur accorde l'Article 17 de la convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875, à St. Pétersbourg,**) ont résolu de conclure une nouvelle convention à ce sujet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Altesse le Prince Albert de Ligne, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Le tarif par mot des télégrammes ordinaires échangés directement entre les Pays-Bas et la Belgique, est fixé à 15 centimes.

Les télégrammes de presse bénéficient d'une réduction de 50 p. c. de la taxe précitée.

Article 2.

Le partage des taxes se fera par moitié entre les deux administrations.

Article 3.

Chaque administration perçoit la taxe dans la forme qui lui convient.

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 29 mars 1926.
**) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614.

Article 4.

Les télégrammes échangés entre les Pays-Bas et la Belgique qui, par suite d'interruption ou d'encombrement des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère ne sont soumis à aucune surtaxe, le prix du transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur, sont soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale et du règlement de service qui la complète.

Article 5.

Les télégrammes intérieurs de chacun des deux pays qui, par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, les lignes télégraphiques de l'autre pays ne donnent lieu à aucune bonification au profit de ce dernier.

Article 6.

Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux Etats, voisin de la frontière, peuvent être transportés par exprès sur le territoire de l'autre Etat dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Article 7.

Les dispositions de la convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, ainsi que celles du règlement de service international sont applicables aux relations directes entre les Pays-Bas et la Belgique dans tout ce qui n'est pas réglé par les présentes dispositions, lesquelles remplacent et abrogent l'arrangement signé à La Haye, le 8 mars 1920.

Article 8.

Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier de commun accord et sauf approbation de leurs Gouvernements respectifs, les tarifs et conditions déterminés par la présente Convention.

Article 9.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le 1er avril 1926 et sera maintenue jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où la dénonciation en aura été faite par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait, en double, à La Haye, le 15 mars 1926.

(L. S.) *van Karnebeek.*

(L. S.) *Prince Albert de Ligne.*

112.

DANEMARK, ALLEMAGNE.

Echange de Notes concernant l'importation de pavés; des 19 et 20 mars 1926.

Lovtidenden 1926, No. 11.

Auswärtiges Amt.
IV. Nd. 739. Berlin, den 19. März 1926.

Herr Gesandter.

Hierdurch erlaube ich mir Ihnen zu bestätigen, dass zwischen der Reichsregierung und der Königlich Dänischen Regierung die Vereinbarung getroffen worden ist, dass die Ablassung des Dänemark zur Einfuhr nach Deutschland zustehenden zollfreien Kontingents von Pflastersteinen in einer Höchstmenge von 100 000 dz in einem Kalenderjahr (Tarifnummer 681 des Deutschen Zolltarifs) bei je einer Zollstelle in Hamburg und Stettin zulässig ist.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner besonderen Hochachtung.

(sign.) *Ritter.*

An den Königlich Dänischen Gesandten
Herrn Kammerherrn Zahle. Berlin.

Königlich Dänische Gesandtschaft.

Berlin, den 20. März 1926.

Herr Ministerialdirektor.

Hierdurch habe ich die Ehre, den Empfang der gefälligen Note vom gestrigen Tage zu bestätigen, worin Sie die Güte gehabt haben, mir gegenüber zu bestätigen, dass zwischen der Reichsregierung und der Königlich Dänischen Regierung die Vereinbarung getroffen worden ist, dass die Ablassung des Dänemark zur Einfuhr nach Deutschland zustehenden zollfreien Kontingents von Pflastersteinen in einer Höchstmenge von 100,000 dz in einem Kalenderjahr (Tarifnummer 681 des Deutschen Zolltarifs) bei je einer Zollstelle in Hamburg und Stettin zulässig ist.

Genehmigen Sie, Herr Ministerialdirektor, den Ausdruck meiner besonderen Hochachtung.

(sign.) *Herluf Zahle.*

Seiner Hochwohlgeboren Herrn Ministerialdirektor Ritter.
Auswärtiges Amt Berlin.

113.

DANEMARK, ALLEMAGNE.

Echange de Notes, concernant l'importation en Allemagne de certains produits danois; signées à Berlin, le 20 mars 1926.*)

Dansk Lovtidenden A, 1926, No. 26.

Königlich Dänische Gesandtschaft.

Berlin, den 20. März 1926.

Herr Ministerialdirektor.

Im Anschluss an die Besprechungen über die Wünsche der Königlich Dänischen Regierung wegen der Verzollung einzelner dänischer Erzeugnisse beehre ich mich die Ergebnisse, über die sich die Königlich Dänische Regierung und die Reichsregierung geeinigt haben, zusammenzufassen:

Die nachstehend bezeichneten dänischen Erzeugnisse werden bei der Einfuhr nach Deutschland zu den folgenden Bedingungen zugelassen:

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Zollsatz in R.M.
aus 100	*Anmerkungen:* 1. Zollermässigungen, die Deutschland für Pferdeschläge von reinem Kaltblut gewährt, werden unter entsprechenden Voraussetzungen auch auf die Pferde des jütländischen sowie des in Dänemark gezogenen sogenannten belgischen Schlages (reines Kaltblut) und der Kreuzung dieser Schläge untereinander angewendet. Soweit keine weitergehenden Zollermässigungen dieser Art gelten, werden Pferde des jütländischen Schlages und des in Dänemark gezogenen sogenannten belgischen Schlages (reines Kaltblut) und der Kreuzung dieser Schläge untereinander mit einem Zollsatz belegt, der keinesfalls höher sein darf als 200,— RM. das Stück für Pferde im Werte bis zu 1000,— RM. das Stück, und als 250,— RM. das Stück für Pferde im Werte von mehr als 1000,— aber nicht mehr als 2500,— RM. das Stück. Um die ermässigten Zollsätze zu geniessen, müssen die Einbringer für jedes Pferd ein Zeugnis eines staatlich ermächtigten dänischen Tierarztes beibringen, aus dem erhellt,	

*) En vigueur dès le 19 juillet 1926.

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Zollsatz in R.M.
aus 100	dass das Tier ausschliesslich dem reinen jütländischen oder dem reinen in Dänemark gezogenen sogenannten belgischen Schlage oder der Kreuzung dieser Schläge untereinander angehört. Sind in dem Zeugnis des staatlich ermächtigten dänischen Tierarztes auch Angaben über den Wert der Tiere am Versendungsorte enthalten, so hat das deutsche Zollamt das Zeugnis in der Regel als eine ausreichende Grundlage für die Einreihung der Tiere in eine der beiden Wertstaffeln anzunehmen, sofern der Zollpflichtige den Abfertigungspapieren eine Zusammenstellung der bei der Versendung der Pferde bis zur Grenzollstelle entstandenen Fracht- sowie der etwaigen Versicherungs- und Kommissionskosten beifügt. Die Königlich Dänische Regierung und die Reichsregierung werden sich über die Bezeichnung der mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Tierärzte und über das bei der Ausfertigung zu beobachtende Verfahren verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob das eingeführte Pferd die Merkmale und Eigenschaften besitzt, von denen die zollbegünstigte Behandlung abhängt, und ob sein Wert zutreffend angegeben ist. 2. Zollermässigungen, die Deutschland für Warmblutpferde gewährt, werden unter entsprechenden Voraussetzungen auch auf Warmblutpferde dänischen Ursprungs angewendet.	
aus 108	*Anmerkung:* Köpfe und Spitzbeine von Schweinen, Zungen, Lebern, Herz, Niere, Zwerchfell, Milz, Lungen, Luftröhren von Vieh (ausgenommen Federvieh), alle diese lediglich zur Erhaltung während der Versendung durch Bestreuen mit Salz oder durch Begiessen mit Salzwasser eingesalzen, werden vertragsmässig nicht als einfach zubereitet, sondern als frisch verzollt.	
aus 135	Dänischer Steppenkäse, dänischer Tafelkäse, dänischer Tilsiterkäse und dänischer sogenannter Backsteinkäse, nicht in Einzelpackungen von $2^1/_2$ kg Rohgewicht oder darunter *Anmerkung:* Falls Deutschland einem dritten Lande für irgendeine andere besondere Sorte von Hartkäse einen niedrigeren Zoll zugestehen sollte als für die genannten dänischen Käsesorten, so wird auf diese der gleiche Zollsatz angewendet werden.	20-, für 1 dz.

Sollten in künftigen Handelsvertragsverhandlungen binnen Jahresfrist für Warmblutpferde der Zolltarif-Nummer 100 keine zolltarifarischen Zugeständnisse gemacht werden, so ist die Reichsregierung bereit, über die Ergänzung der vorstehenden Zolltarifzugeständnisse auf diesem Gebiet mit der Königlich Dänischen Regierung erneut zu verhandeln, ohne Gegenleistungen zu beanspruchen.

Diese Zusagen unterliegen deutscherseits der Ratifikation. Sie treten am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Dänische Gesandtschaft in Berlin erfolgt. Von dem Zeitpunkt des Inkrafttretens an bleiben die obigen Zusagen ein Jahr lang in Geltung. Wenn die Deutsche Regierung ihre Absicht, diese Zusagen zurückzunehmen, unter Einhaltung der Kündigungsfrist nicht vor Ablauf der Geltungsdauer mitgeteilt hat, wird die Geltungsdauer um jeweils 6 Monate verlängert. Die Kündigungsfrist beträgt 3 Monate.

Ich benutze den Anlass, um Ihnen, Herr Ministerialdirektor, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(sign.) *Herluf Zahle.*

Auswärtiges Amt. Berlin, den 20. März 1926.

Herr Gesandter.

Im Anschluss an die Besprechungen über die Wünsche der Königlich Dänischen Regierung wegen der Verzollung einzelner dänischer Erzeugnisse beehre ich mich, die Ergebnisse, über die sich die Reichsregierung und die Königlich Dänische Regierung geeinigt haben, zusammenzufassen:

[suit le Texte, ci-dessus p. 525.]

Gern benutze ich diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(sign.) *Ritter.*

114.

DANEMARK, ALLEMAGNE.

Echange de Notes concernant les voyageurs de commerce; du 20 mars 1926.*)

Dansk Lovtidenden 1926, A, No. 28.

Königlich Dänische Gesandtschaft. Berlin, den 20. März 1926.

Herr Ministerialdirektor.

Unter Bezugnahme auf die über die Behandlung deutscher Handlungsreisenden geführten Verhandlungen beehre ich mich, Ihnen zu bestätigen,

*) En vigueur dès le 19 juillet 1926.

dass die Königlich Dänische Regierung bereit ist, den deutschen Wünschen in folgender Weise Rechnung zu tragen:

A. Die Königlich Dänische Regierung wird folgende Erleichterungen alsbald auf administrativem Wege in Kraft setzen:

1. Die Zutrittsscheine (Adgangsbevis) werden nur noch von Handlungsreisenden im eigentlichen Sinne gefordert werden, wobei unter Handlungsreisenden nicht nur Angestellte oder Reisende mit Mustern verstanden werden.

2. Die dänischen Vorschriften über die Meldepflicht der Handlungsreisenden und deren Kontrolle werden eine allgemeine Erleichterung erfahren, die sich insbesondere erstrecken soll auf:

a) Befreiung von persönlicher Meldung bei den gesetzlichen Kontrollstellen,
b) Meldung der Handlungsreisenden nur bei einer einzigen Kontrollstelle an jedem Orte,
c) Änderung der Meldevorschriften dahingehend, dass statt der jetzt geforderten Meldung vor Beginn der geschäftlichen Tätigkeit eine möglichst baldige Meldung danach, spätestens innerhalb 24 Stunden nach Ankunft genügen soll,
d) Handhabung der geltenden Vorschriften dahin, dass die Betätigung in den Grenzdistrikten Kopenhagens und der „Købstæder" wie z. B. in Frederiksberg, Hellerup, Gentofte nicht als Verletzung des Verbots der Betätigung ausserhalb der „Købstæder" betrachtet wird.

B. Die Königlich Dänische Regierung wird den dänischen gesetzgebenden Körperschaften Gesetzevorschläge vorlegen, in welchen folgende weiteren Erleichterungen eingeführt werden sollen:

bis 15. April 1926:

Die Herabsetzung der Gebühren für Zutrittsscheine-Hauptscheine — in folgender Weise:

Zutrittsscheine mit einer Gültigkeitsdauer von 45 Tagen zu einer Gebühr von 100 Kronen;

Zutrittsscheine mit einer Gültigkeitsdauer von 1 Jahr zu einer Gebühr von 300 Kronen;

die Gebühren für die Ergänzungsscheine (Tillægsbevis) werden im gleichen Verhältnis herabgesetzt.

bis Ende des Jahres 1926:

a) Weitere Erleichterung der jetzt geltenden Verpflichtung zum Vorzeigen der Zutrittsscheine an jedem Ort, wo die Geschäfte gemacht werden, sodass diese Pflicht ganz oder im wesentlichen fortfällt;
b) Erweiterung des Tätigkeitsgebietes der Handlungsreisenden über die eigentlichen „Købstæder" hinaus.

Diese Zusagen bleiben vom 15. April 1926 an ein Jahr lang in Geltung. Die Geltungsdauer wird, falls nicht fristgemäss Kündigung erfolgt, um jeweils 6 Monate verlängert. Die Kündigungsfrist beträgt 3 Monate.

Ich benutze den Anlass, um Ihnen, Herr Ministerialdirektor, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(sign.) *Herluf Zahle.*

Auswärtiges Amt. Berlin, den 20. März 1926.

Herr Gesandter.

Unter Bezugnahme auf die über die Behandlung deutscher Handlungsreisender geführten Verhandlungen beehre ich mich, den Empfang Ihrer Note vom heutigen Tage zu bestätigen, wonach die Königlich Dänische Regierung bereit ist, den deutschen Wünschen in folgender Weise Rechnung zu tragen:

[suit le Texte ci-dessus p. 528.]

Gern benutze ich diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(sign.) *Ritter.*

115.

DANEMARK, TURQUIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Angora, le 22 mars 1926.*)

Lovtidenden 1926, No. 18.

Angora, le 22 mars 1926.

Excellence,

En me référant à l'Article 3 du Traité d'Amitié entre le Danemark et la Turquie, signé à Angora le 26 janvier 1925,*) j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent, en attendant la conclusion d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement, dont les négociations ont commencé aujourd'hui, à ce qu'à partir du 1er avril 1926, les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance de Turquie importés sur le territoire danois et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance du Danemark du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923**) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) *V. U. Malthe-Bruun.*

Son Excellence **Tevfik Ruchdi Bey,**
Ministre des Affaires Etrangères de la République Turque, En Ville.

---

*) Prolongé le 19 septembre 1926 (v. ci-dessous, No. 116), le 26 mars et le 27 septembre 1927. V. Lovtidenden 1926, p. 1231; 1927, p. 113, 1349.
) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 422. *) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

Angora, le 22 mars 1926.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

En me référant à l'Article 3 du Traité d'Amitié entre la Turquie et le Danemark, signé à Angora le 26 janvier 1925, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement consent, en attendant la conclusion d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement, dont les négociations ont commencé aujourd'hui, à ce qu'à partir du 1er avril 1926, les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance de Danemark importés sur le territoire turc et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) *T. Ruchdi.*

Monsieur Malthe-Bruun,
Chargé d'Affaires de Danemark, en Ville.

116.

DANEMARK, TURQUIE.

Accord commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes, signées à Angora, le 19 septembre 1926.

Lovtidenden A, 1926, No. 33.

Angora, le 19 septembre 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement, dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars dernier, le Gouvernement Danois consent à ce qu'à partir du 1er octobre 1926 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire danois et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol

et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923*) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuilles agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) *V. U. Malthe-Bruun.*

Son Excellence Tewfik Ruchdi Bey,
Ministre des Affaires Etrangères de la République Turque,
En Ville.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement, dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars 1926, le Gouvernement de la République Turque consent à ce qu'à partir du 1er octobre 1926, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark, importés sur le territoire Turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

Angora, le 19 septembre 1926.

(Signé) *T. Ruchdi.*

Monsieur Malthe-Bruun,
Chargé d'Affaires de Danemark,
En Ville.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

117.

SUISSE, TURQUIE.

Arrangement commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes, signées à Berne, le 17 avril 1926.

Recueil des lois fédérales 1926, No. 11.

Département Politique Fédéral.

Berne, le 17 avril 1926.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement entre la Confédération Suisse et la République Turque, le Gouvernement Suisse consent à ce que les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire suisse et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er octobre 1926 du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, jusqu'à la date précitée aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Suisse du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923*) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

L'arrangement provisoire du 19 septembre 1925 signé à Genève est considéré comme dénoncé par les deux Parties.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

Département Politique Fédéral,
Le remplaçant:
(sig.) *Schulthess.*

Mouzaffer Kiamil Bey,
Chargé d'Affaires a. i. de Turquie, Berne.

Légation de Turquie.

Berne, le 17 avril 1926.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et d'une Convention d'Etablissement entre la Turquie et la Confédération Suisse, le Gouvernement Turc consent à ce que les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Suisse importés sur le territoire turc et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

1er octobre 1926 du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Suisse, jusqu'à la date précitée, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

L'arrangement provisoire du 19 septembre 1925 signé à Genève est considéré comme dénoncé par les deux Parties.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Turquie:
(sig.) *Mouzaffer Kiamil.*

Monsieur Giuseppe Motta,
Conseiller Fédéral, Chef du Département Politique Fédéral,
Berne.

118.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE, FRANCE.

Arrangement douanier relatif à la navigation aérienne; signé à Paris, le 5 mai 1926.

Treaty Series 1926, No. 12.

Agreement relative to Customs Regulations applicable to Air Traffic.

His Britannic Majesty's Government, the Government of His Majesty the King of the Belgians, and the Government of the French Republic, recognising the necessity for the issue of customs regulations applicable to air traffic, have agreed as follows:

Article 1.

Aircraft engaged in international air traffic between Great Britain and Northern Ireland, Belgium and France must be provided with the following documents:

For the Passengers. A list of their names.

For the Goods. A manifest of the goods and supplies carried for the

Arrangement douanier relatif à la Navigation aérienne.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et le Gouvernement de la République Française, reconnaissant la nécessité d'une réglementation douanière du trafic aérien, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Belgique et la France doivent être munis:

Pour les Passagers. D'une liste nominale de ceux-ci.

Pour les Marchandises. D'un manifeste de marchandises et des provisions

journey, as well as detailed declarations made out by the senders.

de bord transportées, ainsi que des déclarations de détail établies par les expéditeurs.

Article 2.

Conveyance of Passengers.

Pilots of aircraft engaged in passenger traffic shall be required to submit to the Customs authorities at the departure aerodrome, a list of the passengers embarking for abroad. This list, which shall be in duplicate, must state the names of the individuals, and opposite each name the number of articles of luggage taken with them. After the particulars of the luggage have been checked, the total number of passengers and the total number of the various articles of luggage shall be stated in words, and the list shall be dated and certified by the Customs authorities, who will also affix their seal. One copy shall be handed to the pilot, who shall, immediately on arrival, hand it to the Customs officials at the arrival aerodrome. The second copy shall be forwarded by post to the Chief Customs Official at the arrival aerodrome.

If there are no passengers, a list marked „Nil“ must nevertheless be supplied, certified and transmitted.

Article 2.

Transport de Voyageurs.

Les pilotes d'aéronefs effectuant les transports de voyageurs seront tenus de remettre à la Douane de l'aérodrome de départ une *liste des passagers* s'embarquant pour l'étranger. Cette liste, établie en double expédition. mentionnera le *nom des personnes* et en regard de chaque nom le *nombre des colis de bagages* qu'elles emportent. Après contrôle des indications concernant ces colis, le nombre total des passagers et le nombre total des bagages divers seront mentionnés en toutes lettres, la liste sera datée et certifiée par la Douane, qui apposera, en outre, son cachet. Une des expéditions sera confiée au pilote, qui devra la remettre, immédiatement après son arrivée, aux employés des douanes de l'aérodrome de destination. La seconde expédition est envoyée par la poste au Chef du Service des Douanes de l'aérodrome de destination.

S'il n'y a pas de voyageurs, une liste „Néant“ sera néanmoins fournie. certifiée et transmise.

Article 3.

Conveyance of Goods.

International conveyance of goods by aircraft will be subject to the production by the conveyors of a manifest which, as far as possible, should consist of a single document for the whole cargo.

This manifest, drawn up in triplicate, shall be in accordance with model No. 1 attached to Annex H of the International Convention of October

Article 3.

Transport de Marchandises.

Le transport international de marchandises par aéronefs sera subordonné à la production, par les transporteurs, d'un *manifeste* qui, autant que possible, devra *être unique* pour l'ensemble de la cargaison.

Ce manifeste, établi en triple expédition, sera conforme au modèle numéro 1 joint à l'Annexe H de la Convention internationale du 13 oc-

13th, 1919, for the Regulation of Aerial Navigation,*) and must, in addition, contain the twofold undertaking, duly signed by the person in charge of the aircraft:

a) To produce the goods at the Customs Office of the arrival aerodrome within a given time, under the penalties fixed by law;

b) To bring back to the Customs Office at the departure aerodrome, also within a given time, a copy of the manifest duly receipted by the Customs authorities at the arrival aerodrome.

The manifest shall also mention the parcels of goods and the parcels of supplies for the journey.

The portions of the list reserved for the entry of goods which are left blank shall be barred by transverse lines in black ink.

After verification of the statements set forth and approval, if necessary, of any deletions and additions which may have been made, the total number of packages shall be stated in words, the copies of the manifest shall be dated, certified by the Customs authorities at the departure aerodrome and sealed with their seal. Two copies of the manifest shall then be handed to the pilot for transmission to the Customs officials at the arrival aerodrome. The third copy shall be forwarded by post to the Chief Customs Officer at the arrival aerodrome.

If no goods are conveyed by the aircraft, a manifest bearing the word „Nil" must be supplied in triplicate, certified and transmitted, as set forth above.

tobre 1919,*) réglementant la navigation aérienne, et devra mentionner en outre le double engagement, dûment signé par le commandant de l'aéronef:

a) De représenter, sous les peines de droit, les marchandises au bureau de destination dans un délai déterminé;

b) De rapporter au bureau de départ, également dans un délai déterminé, un exemplaire du manifeste, *dûment déchargé par la douane d'arrivée.*

Il mentionnera les colis de marchandises *proprement dites et les colis de provision de bord.*

Les parties inutilisées dans le cadre réservé à l'inscription des marchandises seront barrées transversalement par des traits à l'encre noire.

Après vérification des énonciations qu'elles contiennent et approbation, le cas échéant, des ratures et surcharges qui y figurent, le nombre total des colis sera mentionné en toutes lettres, les expéditions du manifeste seront datées et certifiées par la Douane de départ et revêtues de son cachet. Deux exemplaires en seront aussitôt confiés au pilote pour être remis aux employés des douanes de l'aérodrome de destination. La troisième expédition est envoyée par la poste au Chef du Service des Douanes de l'aérodrome de destination.

Si l'aéronef ne transporte pas de marchandises, un manifeste revêtu de la mention „Néant" devra être également fourni en triple expédition et certifié et transmis comme il est indiqué ci-dessus.

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

The Customs declarations made by the consignors shall, in principle, conform to model No. 2 attached to Annex H of the International Convention referred to above. Duly authorised air navigation companies may, however, use documents of a different model provided that the form of such documents has received the prior sanction of the competent Customs authorities.

Les déclarations en douane faites par les expéditeurs seront, en principe, conformes au modèle numéro 2 joint à l'Annexe H de la Convention internationale dont il est parlé plus haut. Les compagnies de navigation aérienne dûment autorisées peuvent cependant utiliser des documents d'un modèle différent pourvu que la forme desdits documents ait été au préalable approuvée par les Autorités douanières compétentes.

Article 4.

Examination on Departure.

Before the departure of the aircraft for abroad the Customs authorities shall satisfy themselves by thorough examination of the aircraft that the said aircraft does not contain any parcels of goods other than those entered in the manifest.

Moreover, in so far as concerns only traffic between France and Belgium, the Customs authorities shall carry out a summary examination of the passengers and the pilots as well as of their hand luggage, and shall refuse to permit the embarkation of any article the importation of which is prohibited in the country of destination or in any country flown over, which may be found on the person of any passenger or in any of the hand luggage. If, however, the said articles, according to the declaration of the parties concerned, are to be reexpedited on arrival, in accordance with transit regulations, they shall be removed from the hand luggage and placed with the goods. In such a case the necessary entry will be made in the manifest.

Article 4.

Visite au Départ.

Avant le départ de l'aéronef pour l'étranger, la Douane s'assurera par une vérification minutieuse de l'appareil, que celui-ci ne renferme pas de colis de marchandises autres que ceux repris au manifeste.

En outre, en ce qui concerne seulement le trafic franco-belge, la Douane procédera à une visite sommaire des passagers et des pilotes ainsi que de leurs colis à main et s'opposera à l'embarquement de tout objet prohibé à l'importation dans le pays de destination ou dans un pays survolé, qui serait trouvé sur un passager quelconque ou dans un colis à main quelconque. Si néanmoins lesdits objets devaient, d'après la déclaration des intéressés, être réexpédiés à l'arrivée sous le régime du transit, ils seraient retirés des colis à main et placés avec les marchandises. On devra, dans ce cas, les mentionner sur le manifeste.

Article 5.

Mutual Exchange of Lists of Products, the Importation of which is Prohibited.

The Customs authorities of the contracting States shall exchange lists of

Article 5.

Echange mutuel des Listes des Produits prohibés à l'Importation.

Les Douanes des pays contractants échangeront entre elles des listes

products, the importation of which is prohibited in the respective States.

These lists will be posted up at the departure aerodromes and will bear a notice warning passengers and pilots of the penalties to which they are liable in importing prohibited goods into the country to which the aeroplane is about to proceed.

Article 6.

Arrangement of Parcels. Sealing.

With the object of facilitating the rapid identification of parcels of goods on departure, arrival, and, if necessary, during the journey, the consignors shall be required to mark in clear characters on the said parcels, the addresses, marks or numbers, which shall be entered in the manifest. Conveyors must, for their part, in the event of the aircraft having a special compartment for goods, arrange the parcels carefully in the said compartment, keeping as far as possible to the order of entry in the manifest, the marks being rendered visible. If there is no compartment or special box for goods, the parcels will be placed in sacks or baskets approved by the Customs officials.

The compartments, boxes, sacks, baskets, &c., shall in every case have the seal of the Customs authorities of the country of departure affixed in such a way that the seal or seals cannot be removed and then replaced without leaving traces. Any parcels for which there is no room in the aforesaid compartment or receptacles shall be sealed as they are, on condition, however, that they are carefully made up in such a way as to avoid anything being removed during the journey.

mentionnant les produits prohibés à l'entrée dans chacun d'eux.

Ces listes seront affichées dans les aérodromes de départ et contiendront une notice avertissant les passagers et les pilotes des amendes auxquelles ils s'exposent en important des marchandises prohibées dans le pays où va l'avion.

Article 6.

Aménagement des Colis et Plombage.

En vue de faciliter la reconnaissance sommaire extérieure des colis de marchandises au départ, à l'arrivée, et, le cas échéant, en cours de route, les expéditeurs seront tenus d'apposer, sur lesdits colis, en caractères apparents, des adresses, marques ou numéros qui seront repris au manifeste. Les transporteurs devront, de leur côté, si les aéronefs comportent un compartiment spécial pour recevoir les marchandises, disposer les colis avec soin dans ce compartiment, en observant autant que possible l'ordre des inscriptions du manifeste, les marques étant apparentes. A défaut de compartiment ou de coffres spéciaux, les colis seront enfermés dans des sacs ou paniers agréés par le Service des Douanes.

Les compartiments, coffres, sacs, paniers, &c., seront, *dans tous les cas, revêtus du plomb de la Douane du pays du départ,* de telle façon que le ou les plombs ne puissent être enlevés, puis replacés, sans laisser de trace. Les colis qui n'auront pu trouver place dans les compartiments ou récipients désignés ci-dessus, seront plombés à nu, à la condition cependant qu'ils soient soigneusement conditionnés, de manière à éviter toute soustraction en cours de route.

In the case both of goods and baggage in transit, the Customs authorities of the country through which these are conveyed in transit, should they not consider it necessary to exercise their right of examination, will not be required to affix their seal beside that of the Customs authorities of the departure aerodrome, provided, of course, that the latter seal is intact. The manifest and the annexed declarations relative to these packages of goods and baggage must mention the despatch of the said packages in transit and also the number of seals affixed by the foreign Customs.

En cas de transit, tant de marchandises que de colis-bagages, la Douane du pays de transit, si elle ne juge pas à propos d'user de son droit de visite, n'aura pas à apposer son scellement à côté de celui de la Douane de départ sous réserve, bien entendu, que ce dernier soit intact. Le manifeste et les déclarations annexes concernant ces colis de marchandises ou de bagages indiqueront l'envoi desdits colis en transit ainsi que le nombre de plombs apposés par la douane étrangère.

Article 7.

Log-book.

The log-book must record the completion of the manifest or manifests and of the list of names of the passengers, even when these documents are negative statements. The number of sheets composing each of these documents must be given.

Article 7.

Carnet de Route.

Le carnet de route fera mention de l'établissement du ou des manifestes et de la liste nominale des voyageurs même si ces documents sont négatifs. Le nombre de feuilles composant chacun d'eux sera indiqué.

Article 8.

Formalities on Arrival.

On the arrival of the aircraft at its destination the Customs authorities, after satisfying themselves that the seals are intact and that the number of parcels is correct, shall affix a certificate of identification, dated, signed and bearing the seal of the Customs Office, to the manifest, one copy of which will be returned to the conveyor for return to the Customs officials at the departure aerodrome (see Article 3, para. b).

The third copy (see Article 3), bearing a similar certificate, after comparison with the copy submitted by the pilot, shall be returned direct by

Article 8.

Formalités à l'Arrivée.

A l'arrivée de l'aéronef à destination, la Douane, après vérification de l'intégrité du scellement et dénombrement des colis, apposera un certificat de reconnaissance, daté, signé et appuyé du cachet du bureau, sur le manifeste dont d'une des expéditions sera remise au transporteur pour être représentés à la Douane de départ (voir Article 3, alinéa b).

La troisième expédition (voir Article 3), revêtue du même certificat, après confrontation avec l'expédition remise par le pilote, sera renvoyée

post by the Customs authorities at the arrival aerodrome to the Customs authorities at the departure aerodrome.

directement, par la poste, par la Douane de l'aérodrome d'arrivée à la Douane de l'aérodrome de départ.

Article 9.

Proof that Goods have been sent Abroad.

The third copy of the manifest, duly certified, referred to in Article 8, shall, in principle, take the place of the certificate of the Customs authorities at the arrival aerodrome referred to in para. II of Annex H of the International Air Convention of October 13th, 1919, as proof that goods, exported in discharge of a temporary receiving or bonded account or liable to inland taxes, have been sent abroad.

Article 9.

Justification de Passage à l'Etranger.

La troisième expédition du manifeste, dûment annotée, visée à l'Article 8, tiendra lieu, en principe, du certificat des douanes de destination prévu à l'alinéa II de l'Annexe H de la Convention internationale du 13 octobre 1919 pour justifier du passage à l'étranger des marchandises exportées en décharge des comptes d'admission temporaire ou d'entrepôt ou passibles de taxes intérieures.

Article 10.

Monthly Returns.

A monthly return of the aircraft which have left for one of the contracting States must be forwarded by the Chief Customs Official at the departure aerodrome to the Chief Customs Official at the arrival aerodrome.

This return must show, for each aircraft, the date of the flight, the type of the aircraft, the marks borne by it, the name of the owner of the aircraft, the arrival aerodrome as stated, &c.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, in three original copies, the 5th day of May, 1926.

Article 10.

Comptes rendus mensuels.

Un relevé mensuel des aéronefs à destination de l'un des Pays contractants sera adressé par le Chef du Service des Douanes de l'aérodrome de départ au Chef du Service des Douanes de l'aérodrome de destination.

Ce relevé indiquera, pour chaque appareil, la date du voyage, la nature de l'aéronef, les marques dont il est revêtu, le nom du propriétaire de l'appareil, l'aérodrome étranger de destination qui aura été déclaré, &c.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, en trois originaux, le 5 mai 1926.

(L. S.) *Crewe.*
(L. S.) *E. de Gaiffier.*
(L. S.) *Ari. Briand.*

119.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Accord relatif à l'application en France des lois allemandes concernant la valorisation et la conversion des emprunts publics; signé à Paris, le 10 mai 1926, suivi d'un Echange de Notes du 4 juin 1926.

Reichsgesetzblatt 1926. II, No. 28.

Abkommen über die Anwendung der deutschen Gesetze vom 16. Juli 1925 in Frankreich.

Die unterzeichneten Vertreter der Deutschen und der Französischen Regierung, welche zusammengekommen sind, um die grundsätzlichen Fragen zu erörtern, welche die Anwendung des Gesetzes über die Ablösung öffentlicher Anleihen vom 16. Juli 1925 in Frankreich betreffen, haben sich über die Bestimmungen geeinigt, die in den beiden folgenden Abkommen enthalten sind.

Diese Abkommen werden möglichst bald, und zwar gleichzeitig durch Notenwechsel zwischen dem Reichsminister des Auswärtigen und der Französischen Botschaft in Berlin ratifiziert werden.

Diese Abkommen sind unter Vorbehalt aller juristischen Standpunkte der beiden Parteien geschlossen und können in keiner Weise Anlass zu Berufungen geben.

I. Abkommen.

I.

1. Die Deutsche Regierung verzichtet darauf, von den Befugnissen aus § 50 des Gesetzes über die Ablösung öffentlicher Anleihen vom 16. Juli 1925 und aus § 86 des Aufwertungsgesetzes

Accord relatif à l'application en France des lois allemandes du 16 Juillet 1925.

Les délégués français et allemands soussignés, chargés d'examiner les questions de principe relatives à l'application en France de la loi allemande du 16 Juillet 1925, concernant la conversion des emprunts publics allemands, sont convenus des dispositions contenues dans les deux accords ci-après.

Ces accords seront ratifiés dans le plus bref délai possible et simultanément par échange de notes entre l'Ambassade de France à Berlin et le Ministère Allemand des Affaires Etrangères.

Ces accords pratiques réservent entièrement les points de vue juridiques de chacune des parties et ne sauraient, à aucun moment, être invoqués comme précédent.

1°. Accord.

I.

1° Le Gouvernement Allemand renonce à appliquer aux ressortissants français les droits inscrits au paragraphe 50 de la loi du 16 Juillet 1925 sur la conversion des emprunts

vom 16. Juli 1925 gegenüber den französischen Staatsangehörigen Gebrauch zu machen.

Sie ist ferner bereit, um den französischen Staatsangehörigen die Wahrnehmung ihrer Rechte zu erleichtern, in Frankreich in derselben Weise, wie sie dies in den andern grossen Ländern getan hat, Vermittlungsstellen und eine Anleihealtbesitzstelle einzurichten und den französischen Anleihegläubigern eine angemessene Frist für die Geltendmachung ihrer Rechte zu setzen.

2. Die Französische Regierung erklärt, dass, falls sie je eine Valorisation oder eine Konversion oder eine wirtschaftlich gleichartige Massnahme in bezug auf französische Anleihen oder sonstige in Franks lautende Forderungen bestimmen sollte, sie die deutschen Gläubiger nicht schlechter stellen wird als die Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie sich dafür einsetzen wird, dass die gegenwärtigen französischen Gläubiger, falls je die Gesetze vom 16. Juli 1925 geändert werden sollten, nicht schlechter gestellt werden als die Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates.

3. Die Frage der elsässisch-lothringischen Gemeinden und sonstigen öffentlich-rechtlichen Körperschaften, welche Markanleihen ausgegeben haben, bildet den Gegenstand eines besonderen Abkommens.

II.

1. Die Französische Regierung verzichtet in dem Umfange, der sich aus den folgenden Bestimmungen, insbesondere aus Ziffer 2, ergibt, auf die Liquidation der deutschen Markanleihen, die in Frankreich von Art. 297b des

publics ainsi qu'au paragraphe 86 de la loi du 16 Juillet sur la valorisation.

Il est en outre prêt, afin de faciliter aux ressortissants français l'exercice de leurs droits, à créer en France des Offices intermédiaires ainsi qu'un Office pour l'examen et la reconnaissance des droits d'anciens porteurs (Anleihealtbesitzstelle) ainsi que cela a été fait dans les autres grands pays et à accorder également des délais convenables pour la déclaration des droits.

2° Le Gouvernement Français déclare que pour le cas où il procéderait à une valorisation, à une conversion ou à toute mesure économique du même genre intéressant les emprunts publics français ou les obligations stipulées en francs, les créanciers allemands recevront le traitement accordé aux ressortissants de la Nation la plus favorisée.

Le Gouvernement Allemand déclare qu'il s'emploiera pour que les créanciers français actuels, au cas où les lois du 16 Juillet 1925 viendraient à être modifiées, ne soient pas traités plus défavorablement que les ressortissants de n'importe quelle autre puissance.

3° Le cas des Communes ou personnes publiques d'Alsace et Lorraine ayant émis des emprunts en marks fera l'objet d'un accord séparé.

II.

1° Le Gouvernement Français renonce, dans la mesure prévue dans les dispositions qui suivent et, notamment au chapitre 2, à liquider les emprunts allemands en marks visés en France par l'Art. 297b du Traité

Vertrages von Versailles*) betroffen sind, und wird sie der Deutschen Regierung aushändigen.

Unter deutschen Markanleihen sind alle Anleihen zu verstehen, auf die das Gesetz über die Ablösung öffentlicher Anleihen vom 16. Juli 1925 Anwendung findet.

2. Für die in Ziffer 1 bezeichneten Anleihen werden die Rechte gewährt, die sich für die Eigentümer aus dem Anleiheablösungsgesetz ergeben. Soweit für die freizugebenden Anleihen die Sonderrechte der Anleihealtbesitzer gewährt werden, erhält das Office, soweit es sich um Länder- oder Gemeindeanleihen handelt, 50 v. H. der Zahlungen, die nach den §§ 34 und 43 des deutschen Gesetzes über die Ablösung öffentlicher Anleihen vom 16. Juli 1925 auf diese Rechte entfallen, und soweit es sich um Reichsanleihen handelt, 25 v.H. der Zahlungen, die auf Grund des § 14 auf diese Rechte entfallen. Die vorstehenden Prozentsätze beziehen sich auch auf die Zinsbeträge.

Die Anleiheschuldner werden die Beträge, die hiernach an das Office zu zahlen sind, bei der Einlösung der Ablösungsanleihen oder der Auslosungsrechte zurückbehalten und an das Office unmittelbar abführen.

Das Office, die Deutsche Regierung und die Anleihegläubiger können jeder bereits vor der Auslosung die Aussonderung des Anteils der Office fordern. Es ist ihm dann die Hälfte bzw. ein Viertel der Auslosungsrechte und der Ablösungsanleihen auszuhändigen. Falls Schwierigkeiten für die Teilung der erwähnten Rechte bestehen sollten, besonders, wenn es sich um Stücke über

de Versailles;*) il les remettra au Gouvernement Allemand.

Par emprunts allemands en marks, il faut entendre tous les emprunts tombant sous les dispositions de la loi du 16 Juillet 1925 sur la conversion des emprunts publics.

2⁰ Il sera accordé aux emprunts désignés au chapitre 1 les droits reconnus aux porteurs par la loi sur la conversion des emprunts. Tout autant que les titres d'emprunts recevront les droits d'amortissement attachés à la qualité d'anciens porteurs, l'Office français se verra accorder, à propos des emprunts des Etats et des Communes 50% des versements résultant de ces droits en vertu des paragraphes 34 et 43 de la loi allemande du 16 Juillet 1925 sur la conversion des emprunts publics, et à propos des emprunts du Reich 25% des versements afférents à ces mêmes droits, en vertu du paragraphe 14 de cette même loi. Ces mêmes taux s'appliquent également aux sommes représentant les intérêts.

Les sommes qui sont ainsi à payer de ce chef à l'Office français seront retenues par les débiteurs aux époques d'amortissement et lui seront payées directement par eux.

L'Office français le Gouvernement Allemand et les porteurs d'emprunts pourront chacun demander, dès avant l'amortissement, que la part de l'Office soit déduite: le $^1/_4$ ou la $^1/_2$ des droits d'amortissement et des emprunts de conversion sera alors délivré à l'Office. Pour les cas où lesdits droits seraient difficilement divisibles, spécialement lorsqu'ils porteront sur des petits mor-

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 558.

kleine Beträge handelt, wird eine besondere Vereinbarung getroffen werden.

3. Bis zur Erfüllung der Rechte des Office werden die Ablösungsanleihen und Auslosungsrechte bei einer öffentlichen Stelle hinterlegt oder im Schuldbuch gesperrt.

4. Der Gesamtbetrag der Markanleihen, die das Office auf Grund des Art. 297 des Vertrages von Versailles im Besitz hat, übersteigt, soweit sich übersehen lässt, nicht den Nennbetrag von 45 Millionen Mark. Sollte der Bestand über diesen Betrag hinausgehen, so wird das Office in bezug auf den Überschuss keine Ansprüche erheben.

5. Das Office wird durch Vermittlung seines Berliner Vertreters die deutschen Markanleihen, die sich gegenwärtig in seinem Besitz befinden, der Deutschen Reichsbank gegen Quittung zur Verfügung stellen. Der Vertreter des Office wird sodann ein Verzeichnis dieser Titel in zwei Abdrucken dem Sonderkommissar für Frankreich in Paris getrennt nach Sequestrationen übergeben.

6. Die Entscheidung über den Altbesitzcharakter dieser Anleihen richtet sich nach den allgemeinen Bestimmungen des Anleiheablösungsgesetzes.

II. Abkommen.

Regelung der Anleihen elsässisch-lothringischer Gemeinden, welche deutschen Eigentümern gehören.

I.

Die elsässisch-lothringischen Städte, welche auf Mark lautende Anleihen ausgegeben haben, werden ein Verzeichnis der Anleihen, von denen anzunehmen ist, dass sie sich im Eigentum deutscher Staatsangehöriger befinden, aufstellen.

tants une Convention spéciale interviendra.

3. Tant que l'Office n'aura pas touché ses droits, les titres des emprunts de conversion et les droits d'amortissement resteront déposés dans une caisse publique ou seront bloqués au Grand-Livre de la Dette.

4. Le montant total des emprunts publics allemands détenus par l'Office français au titre de l'Art. 297 ne dépasse pas 45 millions de marks nominal, autant que l'on puisse s'en rendre compte. Pour le cas où ce chiffre viendrait à être dépassé, l'Office ne réclamera rien sur le surplus.

5. L'Office français mettra, par l'intermédiaire de son représentant à Berlin, les titres d'emprunts allemands, qui se trouvent actuellement en sa possession, à la disposition de la Reichsbank contre quittance. Le représentant de l'Office enverra ensuite le relevé, en double exemplaire, de ces titres au Commissaire Spécial pour la France à Paris, établi par séquestration.

6. L'attribution à ces titres des droits d'anciens porteurs sera effectuée conformément aux dispositions générales de la loi.

II°. Accord.

Règlement des titres d'emprunts émis par les Villes d'Alsace et de Lorraine, détenus par des sujets allemands.

I.

Les Villes d'Alsace et de Lorraine qui ont émis des emprunts en marks dresseront un état des titres qui sont supposés se trouver en possession de sujets allemands.

Die Deutsche Regierung wird das Recht haben, an Ort und Stelle durch von ihr zu benennende Vertreter die Bücher der Städte zu prüfen, und die Unterlagen, die für die Aufstellung massgebend waren, einer Nachprüfung zu unterziehen. Sie wird die Aufnahme weiterer Anleihebeträge in das Verzeichnis verlangen können, sofern sie nachweist, dass sich weitere Beträge im Eigentum deutscher Staatsangehöriger befinden.

II.

Die elsässisch-lothringischen Städte werden ein Verzeichnis der deutschen Markanleihen, die sich in ihrem Besitz befinden, aufstellen. Sie werden in gleicher Weise die Unterlagen zur Verfügung stellen, aus denen sich der Altbesitzcharakter ihrer Anleihen im Sinne des deutschen Gesetzes vom 16. Juni 1925 ergibt.

Dasselbe gilt für die Anleihen, die die Städte für die ihnen nachgeordneten Körperschaften im Besitz haben.

Die Deutsche Regierung wird das Recht haben, an Ort und Stelle durch von ihr zu benennende Vertreter die Bücher der Städte und der ihnen nachgeordneten Körperschaften zu prüfen und die Unterlagen, die für den Altbesitzcharakter dieser Anleihen gegeben worden sind, einer Nachprüfung zu unterziehen.

III.

Die einzelnen elsass-lothringischen Gemeinden werden die Rechte, die ihnen auf Grund ihrer deutschen Markanleihen nach dem Gesetz über die Ablösung öffentlicher Anleihen gewährt werden, der Gesamtheit der Gläubiger der Anleihen, welche in das in Ziffer I angegebene Verzeichnis aufgenommen sind, abtreten, soweit der Gesamt-

Le Gouvernement Allemand se réserve le droit de faire vérifier sur place les livres municipaux par les délégués choisis par lui et de faire procéder à un examen des pièces qui ont servi à établir l'état. Il aura la latitude de demander que cet état soit complété par l'addition de nouvelles sommes, s'il était prouvé que d'autres titres appartiennent à des ressortissants allemands.

II.

Les Villes d'Alsace et Lorraine dresseront un état des titres d'emprunts publics allemands qui se trouvent dans leur portefeuille. Elles fourniront également les indications établissant qu'elles possèdent à propos de ces titres la qualité d'anciens porteurs, au sens de la loi allemande du 16 Juillet 1925.

Il faut également entendre par titres des Villes ceux en possession des établissements publics dépendant d'elles.

Le Gouvernement Allemand aura le droit de faire examiner sur place par des Agents désignés par lui les livres comptables des Villes et des Etablissements dépendant d'elles, aux fins de vérification des indications données au sujet de la qualité d'anciens porteurs.

III.

Les Communes d'Alsace et de Lorraine céderont à l'ensemble des porteurs d'emprunts figurant dans l'état mentionné au Nr. I les droits que leur accorde, pour leurs emprunts allemands en marks, la loi sur la conversion des emprunts publics, pour autant que le total de leurs emprunts allemands en marks atteindra, pour

betrag ihrer deutschen Markanleihen den nach Ziffer I ermittelten Schuldbetrag der einzelnen Gemeinden erreicht. Zu diesem Zweck ermächtigen sie die Deutsche Regierung, diese Rechte für sie geltend zu machen und sie auf die Gläubiger zu übertragen. Sie werden der Deutschen Regierung die Schuldverschreibungen der Markanleihen bis zu dem angegebenen Betrage durch Vermittlung des Office aushändigen. Die Französische Regierung wird die Schuldurkunden über die Anleihebeträge, die in das in Ziffer I angegebene Verzeichnis aufgenommen sind, für kraftlos erklären.

chaque Commune, le chiffre fixé ainsi qu'il est dit au Nr. I. A cet effet, ces Communes autoriseront le Gouvernement Allemand à faire valoir ces droits pour elles et à les transférer aux porteurs. Elles feront parvenir les titres au Gouvernement Allemand jusqu'à concurrence de la somme indiquée, par l'entremise de l'Office. Le Gouvernement Français déclarera nuls les titres d'emprunts portés dans l'état mentionné au Nr. I.

IV.

Der Schuldbetrag der einzelnen Gemeinden (Ziffer I), der über die Beträge von deutschen Markanleihen, die die einzelnen Gemeinden besitzen (Ziffer II), hinausgeht, wird auf folgende Weise behandelt:

a) er wird in Franks zum Kurse von 1 Mark = 0,625 Franks konvertiert.

b) die elsass-lothringischen Städte werden die Hälfte dieses Betrages an die deutsche Regierung durch Vermittlung des Office zugunsten der Gesamtheit der Gläubiger der Anleihebeträge, welche in das zu I) bezeichnete Verzeichnis aufgenommen sind, bar zahlen, und zwar in 3 Jahresraten. In Höhe der anderen Hälfte werden die elsass-lothringischen Städte Schuldverschreibungen, die in 20 Jahren auslosbar und mit 6 v. H. verzinslich sind, zugunsten dieser Gläubiger übergeben. Diese Schuldverschreibungen werden frei von französischen Steuern sein.

IV.

La dette de chaque Commune (Nr. I) qui excèdera le chiffre des titres d'emprunts en marks allemands possédés par cette Commune, aura le sort suivant:

a) elle sera convertie en francs au change de 1 Mark = 0,625 francs;

b) les Villes d'Alsace-Lorraine verseront, en numéraire, au Gouvernement Allemand, par l'entremise de l'Office, en 3 annuités, la moitié de cette somme au profit de l'ensemble des porteurs des emprunts figurant dans l'état mentionné au Nr. I. Pour l'autre moitié, les Villes d'Alsace-Lorraine émettront, au profit de ces mêmes porteurs, des obligations remboursables en 20 ans et portant intérêts à 6 % l'an. Ces obligations seront nettes d'impôts.

V.

Die Französische Regierung verzichtet auf das von ihr in Anspruch genommene Zurückbehaltungsrecht in bezug auf den Liquidationserlös der Forderungen deutscher Reichsangehöriger gegenüber den elsass-lothringischen Städten.

Der vorstehende Artikel lässt die Beziehungen zwischen dem Office und den Städten hinsichtlich der Stadtanleihen im Besitz von deutschen Staatsangehörigen unberührt.

V.

Le Gouvernement Français renonce au droit qu'il s'est réservé de retenir le produit de la liquidation des créances de ressortissants allemands sur les Villes d'Alsace-Lorraine.

Le présent Article ne porte aucune atteinte aux relations entre l'Office des Biens et Intérêts Privés et les villes en ce qui concerne les obligations des villes, détenues par des ressortissants allemands.

VI.

Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich in gleicher Weise auf die drei Departements Oberrhein, Unterrhein und Mosel.

VI.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront également aux trois Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

VII.

Gemeinden und Departements, die in bezug auf ihre deutschen Kriegsanleihen eine Klage vor dem Gemischten Schiedsgerichtshof erhoben haben, werden diese Klage zurücknehmen.

VII.

Les villes et départements qui à propos des titres d'emprunts de guerre allemands, possédés par eux, ont introduit des instances devant le Tribunal Arbitral Mixte, renonceront à celles-ci.

VIII.

Die Anleihen des ehemaligen Landes Elsass-Lothringen bleiben besonderer Regelung vorbehalten.

VIII.

Les emprunts de l'ancien pays d'Alsace-Lorraine feront l'objet d'un règlement spécial.

Fait à Paris, en double exemplaire le 10 mai 1926.

gez. *Franoux.*
gez. *Heinzmann.*
gez. *Alphand.*

Auswärtiges Amt.
Nr. W 1888.

Berlin, den 4. Juni 1926.

Herr Botschafter!

Am 10. Mai d. J. ist in Paris von Vertretern der Deutschen und der Französischen Regierung ein Abkommen über die Durchführung der deutschen Aufwertungsgesetzgebung in Frankreich und der damit zusammenhängenden Fragen unterzeichnet worden. Ich beehre mich Euerer Exzellenz mitzuteilen,

dass das Abkommen die Zustimmung der Reichsregierung gefunden hat und gleichzeitig mit dem Austausch dieses Notenwechsels in Kraft treten soll. Dabei herrscht Einverständnis darüber, dass Absatz 1 der Ziffer 2 des Artikels I des ersten Abkommens folgende Fassung erhalten soll:

„Die Französische Regierung erklärt, dass sie sich dafür einsetzen wird, dass, falls eine Valorisation oder eine Konversion oder eine wirtschaftlich gleichartige Massnahme in bezug auf französische Anleihen oder sonstige in Francs lautende Forderungen bestimmt werden sollte, die deutschen Gläubiger nicht schlechter gestellt werden als die Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates."

Zugleich benutze ich diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) *Köpke.*

Seiner Exzellenz dem Französischen Botschafter
Herrn P. de Margerie.

Ambassade de France à Berlin.
N⁰. 162. Berlin, le 4 juin 1926.

Monsieur le Ministre,

Le 10 mai 1926 les représentants des Gouvernements Français et Allemand ont signé à Paris un accord relatif à l'application en France des lois allemandes du 16 juillet 1925, et portant règlement des questions s'y référant.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que cet accord a reçu la ratification du Gouvernement de la République et entre en vigueur à la date même de l'échange des lettres de ratification.

Il est bien entendu que l'alinéa 1 de l'Article 2 du chapitre I du premier accord sera modifié de la façon suivante: Le Gouvernement Français déclare que dans le cas où il serait procédé à une valorisation, une conversion ou toute mesure économique du même genre intéressant les emprunts publics français ou les obligations stipulées en francs il s'emploiera pour que les créanciers allemands ne soient pas traités plus défavorablement que les ressortissants de n'importe quelle autre puissance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(gez.) *P. de Margerie.*

A Son Excellence Monsieur le Dr. Stresemann,
Ministre des Affaires Etrangères, Berlin.

120.

DANEMARK, NORVÈGE.

Echange de Notes afin d'interpréter la Déclaration concernant l'assistance à donner aux marins délaissés, signée le 10 août 1883;*) du 19 mai et du 26 juin 1926.

Lovtidenden 1927, A, No. 36.

Kgl. Dansk Gesandtskab.

Oslo, den 19. Maj 1926.

Herr Statsminister,

Efter Ordre fra min Regering har jeg herved den Ære at forespørge, hvorvidt den norske Regering med den danske Regering maatte være enig i, at Island ved Anvendelsen af den mellem Danmark paa den ene Side og Norge og Sverige paa den anden Side under 10. August 1883 afsluttede Deklaration om gensidig Understøttelse i visse Tilfælde af trængende Søfolk er at betragte som „tredje Stat" i Forhold til Danmark.

Modtag, Herr Statsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

sign. *O. Sehested.*

Herr Stats- og Udenrigsminister Lykke, etc. etc. etc.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Oslo, 26. Juni 1926.

Herr Sendemann.

Under henvisning til Chargé d'Affaires Sehesteds note av 19. f. m. med forespörsel om, hvorvidt den norske Regjering måtte være enig med den danske Regjering i, at Island vet anvendelsen av den mellem Norge og Sverige på den ene side og Danmark på den annen side under 10. august 1883 avsluttede deklarasjon om gjensidig understöttelse i visse tilfeller av nödlidende sjömenn er å betrakte som „tredje stat" i forhold til Danmark, har jeg den ære å stadfeste, at der mellem den norske og den danske Regjering er overensstemmelse om å fortolke det nevnte uttryk som anvendelig på Island i forhold til Danmark.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

sign. *Ivar Lykke.*

Herr Kammerherre Kruse, Danmarks Sendemann, etc. etc. etc.

---

*) V. N. R. G. 3. s. V, p. 731.

121.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Arrangement concernant le jaugeage des navires de commerce; signé à Londres, le 20 mai 1926.

Treaty Series 1926, No. 15.

His Britannic Majesty's Government and the Portuguese Government have agreed as follows:

In view of the fact that the existing laws and regulations of Great Britain in regard to measurement of tonnage of merchant ships are in substantial agreement with those of Portugal, British ships furnished with certificates of registry and other national papers duly issued by the competent British authorities shall be deemed by the Portuguese authorities to be of the tonnage denoted in the said documents, and shall be exempted from being remeasured in any port or place within Portuguese territory or in localities under the control of Portugal, on condition that similar terms shall be accorded to Portuguese ships equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent Portuguese authorities on or after the 5th July, 1924, and that such ships shall be exempted from being remeasured in any place within His Britannic Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control.

Either of the Contracting Parties may, on giving to the other twelve months' notice to that effect, terminate this Agreement either as a whole or

O Governo da Republica Portuguêsa e o Governo de Sua Majestade Britanica:

Considerando que as leis e regulamentos de arqueação de navios mercantes em vigôr na Gran Bretanha são em substancia identicos ás leis e regulamentos em vigôr em Portugal, acordam que os navios britanicos com certificados de registo e outros documentos nacionaes (papeis de bordo) passados pelas autoridades britanicas competentes serão considerados como tendo a tonelagem constante daqueles registos e documentos, e serão dispensados de novas medições em qualquer porto ou logar situado em territorio português ou em localidade sob a jurisdição de Portugal, sob a condição de que garantias iguaes serão dadas aos navios portuguêses com certificados de registo e outros documentos nacionaes (papeis de bordo) passados pelas autoridades portuguêsas competentes em data de 5 de Julho de 1924 ou apoz essa data, e de que os navios portuguêses nestas condições serão tambem dispensados de novas medições em qualquer logar situado nos Dominios de Sua Majestade Britanica ou que esteja sobre a proteção ou jurisdição de Sua Majestade Britanica.

Qualquer das duas Partes Contratantes pode denunciar este Acordo com antecedencia de doze mezes, dando-o como terminado logo que finde aquele

separately in respect of any of the following parts of His Britannic Majesty's Dominions, viz., the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, and His Majesty's Indian Empire.

In the event of the Agreement being terminated in respect of any such part of His Britannic Majesty's Dominions, the Agreement shall cease to apply to British ships registered therein.

In witness thereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 20th day of May, 1926.

prazo, quer totalmente, quer separadamente em relação a qualquer das seguintes partes dos Dominios de Sua Majestade Britanica: Dominio do Canadá, Australia, Dominio da Nova Zelandia, União Sul Africana, Estado Livre da Irlanda, Terra Nova e Império da India.

No caso deste Acordo terminar em relação a qualquer destas partes dos Dominios de Sua Majestade Britanica, deixará o mesmo Acordo de ter aplicação aos navios britanicos que nessa parte dos Dominios de Sua Majestade Britanica tenham sido registados.

Em firmeza do que os abaixo assinados assinaram o presente Acordo e lhe apuzeram os seus selos.

Feito em duplicado em Londres, aos 20 dias de Maio de 1926.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Norton de Mattos.*

No. 1.

Sir Austen Chamberlain to the Portuguese Ambassador.

Foreign Office, May 20, 1926.

Your Excellency,

With reference to the Agreement which is being signed this day on behalf of the British and Portuguese Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, I desire to place on record the fact that this Agreement is made with the consent of the self-governing Dominions and India.

I have the honour to add that it would be understood that the stipulations of the Agreement shall not be applicable to Irak unless notice shall have been given of the desire of the Irak Government that they shall be so applicable.

I have, &c.

Austen Chamberlain.

No. 2.

The Portuguese Ambassador to Sir Austen Chamberlain.

Portuguese Embassy, London, May 20, 1926.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day informing me of your desire to place on record the fact that the Agreement which is being signed this day on behalf of the Portuguese and British Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships is made with the consent of the self-governing Dominions and India.

It would be understood that the stipulations of the Agreement shall not be applicable to Irak unless notice shall have been given of the desire of the Irak Government that they shall be so applicable.

I have, &c.

Norton de Mattos.

122.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; signé à Londres, le 20 mai 1926.

Treaty Series 1926, No. 14.

His Britannic Majesty's Government and the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows:

Article 1.

His Britannic Majesty's Government agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including supertax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, wenschend eene overeenkomst te sluiten tot wederzijdsche vrijstelling van inkomstenbelasting in zekere gevallen, waarbij winsten voortvloeien uit het scheepvaartbedrijf, zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering van Zijne Britsche Majesteit verbindt zich de noodige stappen te doen, ingevolge Section 18 van de Wet van het Vereenigd Koninkrijk, bekend als de „Finance Act 1923", om van inkomstenbelasting (inclusief verhoogingen), verschuldigd in Groot-Britannië en Noord-Ierland over het

1923—24 commencing on the 6th day of April, 1923, and every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in the Netherlands or by a company managing and controlling such business in the Netherlands.

Article 2.

The Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands hereby declare that, under the laws of the Netherlands relating to income tax (Wet op de Inkomstenbelasting 1914, Wet van 19 December 1914, Staatsblad no. 563), tax is not chargeable on any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain and Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain and Northern Ireland.

Article 3.

The Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands hereby declare that, under the laws of the Netherlands relating to Dividend and Tantième Tax (Dividend- en Tantièmebelasting), tax is not chargeable on dividends or other sums on account of profits distributed by a company carrying on the business of shipping and managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 4.

The expression „the business of shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purpose of this definition the expression „owner" includes any charterer.

belastingjaar 1923—'24, beginnend op den 6en dag van April 1923, en elk volgend belastingjaar, te ontheffen alle winsten voortvloeiend uit het scheepvaartbedrijf, uitgeoefend door een in Nederland gevestigd persoon, of door een maatschappij, die dat bedrijf leidt en controleert in Nederland.

Artikel 2.

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden verklaart hierbij, dat ingevolge de wetten van Nederland, in zake de inkomstenbelasting (Wet op de Inkomstenbelasting 1914, Wet van 19 December 1914, Staatsblad no. 563) geen belasting wordt geheven van eenige winst, voortvloeiend uit het scheepvaartbedrijf, uitgeoefend door een in Groot-Britannië en Noord-Ierland gevestigd persoon, of door een maatschappij, die dat bedrijf in Groot-Britannië en Noord-Ierland leidt en controleert.

Artikel 3.

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden verklaart hierbij, dat ingevolge de wetten in Nederland, betreffende de Dividenden Tantième-belasting geen belasting verschuldigd is over dividenden of andere bedragen, welke uit hoofde van winsten worden verdeeld door een maatschappij, die het scheepvaartbedrijf uitoefent en die dat bedrijf leidt en controleert in Groot-Britannië of Noord-Ierland.

Artikel 4.

De uitdrukking „het scheepvaartbedrijf" beteekend het bedrijf, uitgeoefend door een eigenaar van schepen en met het oog op de strekking dezer omschrijving omvat de uitdrukking „eigenaar" iedere bevrachter.

Article 5.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income tax in Great Britain and Northern Ireland ceases to have legal operation or the laws of the Netherlands cease to give the relief indicated in the declarations in the Articles 2 and 3.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 20th May, 1926.

Artikel 5.

De overeenkomst zal ophouden van kracht te zijn, indien en zoodra de ontheffing, te verleenen ingevolge artikel 1 ten aanzien van inkomstenbelasting in Groot-Britannië en Noord-Ierland buiten werking wordt gesteld, of de wetten van Nederland ophouden de ontheffing te geven, aangeduid in de verklaringen in de artikelen 2 en 3.

Ten bewijze waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze overeenskomst hebben geteekend en daaraan hun zegels hebben gehecht.

Gedaan in tweevoud te London, den 20 Mei 1926.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *R. de Marees van Swinderen.*

123.

SUISSE, ITALIE.

Echange de Notes concernant la reconnaissance réciproque de certains diplômes de maître-maçon; en date des 27 et 31 mai 1926.

Recueil des lois fédérales 1927, No. 1.

Il Ministero degli Affari Esteri d'Italia alla Legazione di Svizzera in Roma.

Nota verbale.

La Legazione di Svizzera ha voluto autorevolmente manifestare il desiderio espresso dal Governo Federale, affinchè fosse riconosciuta, agli effetti dell'esercizio professionale in Italia, l'equipollenza tra il diploma di capomastro, rilasciato dalla Scuola capimastri di Lugano e il diploma di perito edile, rilasciato dall'Istituto edile di Milano.

A tale riguardo, il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di far conoscere alla Legazione di Svizzera che il Regio Governo aderisce di buon grado alla proposta, restando bene inteso che, reciprocamente, il Governo Federale, a sua volta, riconoscerà, agli effetti dell'esercizio professionale in Isvizzera, l'equipollenza tra il diploma di perito edile, rilasciato dall'Istituto edile di Milano, e il diploma di capomastro, rilasciato dalla Scuola capimastri di Lugano.

Tale accordo si considererà perfetto, salve le formalità di pubblicazione previste dalle leggi dei rispettivi paesi, se la Legazione stessa si compiacerà di confermare, con una analoga e cortese Sua nota, il contenuto della presente.

Roma, 27 maggio 1926.

La Légation de Suisse à Rome au Ministère italien des Affaires Etrangères.

Note verbale.

Par note verbale du 27 mai 1926, le Ministère Royal des Affaires Etrangères a bien voulu faire savoir à la Légation de Suisse qu'il accueillait favorablement la requête qu'elle lui avait exprimée le 8 octobre 1925, par note verbale, tendant à obtenir la reconnaissance réciproque en Italie et en Suisse des diplômes de „capo-mastro“ de la „Scuola di capo-mastri“ de Lugano et de „perito edile“ de l'„Istituto edile“ de Milan, pour l'erxercice de la profession de maître-maçon dans les deux pays.

La Légation de Suisse est chargée et a l'honneur de remercier vivement le Ministère Royal de cette obligeante communication et de lui faire savoir que les Autorités Fédérales compétentes ont pris bonne note que le Gouvernement Royal considère qu'il reste bien entendu que le Gouvernement de la Confédération reconnaîtra, à son tour, par mesure de réciprocité, les effets découlant de l'équivalence des deux diplômes en question pour l'exercice de la profession de maître-maçon en Suisse.

Rome, le 31 mai 1926.

124.

AUTRICHE, PAYS-BAS.

Echange de Notes concernant le régime douanier des spécialités de fromages néerlandaises; du 3 juin 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 379.

Chancellerie Fédérale.
Département des Affaires Etrangères.
Z. 122 843/14a. Vienne, le 3 juin 1926.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

A la suite des négociations, qui ont eu lieu entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Royal au sujet du régime douanier des spécialités de fromages néerlandaises dites Edam et Gouda, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement Fédéral consent à appliquer aux spécialités de fromages néerlandaises dites Edam et Gouda (ex n°. 98 du tarif douanier autrichien) à leur importation des Pays-Bas en Autriche un droit de 30 couronnes or les 100 kg.

Le présent Arrangement entrera en vigueur dès que le Gouvernement Autrichien aura obtenu les pouvoirs nécessaires d'après les lois constitutionnelles autrichiennes et en aura donné connaissance à la Légation Royale des Pays-Bas à Vienne.

Il continuera à sortir ses effets aussi longtemps que l'accord commercial du 5 septembre 1923, ou dans le cas que celui-ci serait remplacé par un Traité définitif, sur lequel les négociations entre les deux Gouvernements sont déjà en marche, aussi longtemps que ce Traité définitif restera en vigueur.

En Vous priant de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement Royal est d'accord avec ces stipulations, je saisis cette occasion pour Vous réitérer les assurances de ma haute considération.

Ramek.

Monsieur le docteur E. E. Menten,
Chargé d'Affaires a. i. des PaysBas, Vienne.

Vienne, le 3 juin 1926.

Monsieur le Chancelier,

En date de ce jour Votre Excellence a bien voulu m'adresser la lettre suivante:

„Monsieur le Chargé d'Affaires,

A la suite des négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Royal au sujet du régime douanier des spécialités de fromages néerlandaises, dites Edam et Gouda, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement Fédéral consent à appliquer aux spécialités de fromages néerlandaises, dites Edam et Gouda (ex n⁰. 98 du tarif douanier autrichien) à leur importation des Pays-Bas en Autriche un droit de 30 couronnes or les 100 kg.

Le présent Arrangement entrera en vigueur dès que le Gouvernement Autrichien aura obtenu les pouvoirs nécessaires d'après les lois constitutionnelles autrichiennes et en aura donné connaissance à la Légation Royale des Pays-Bas à Vienne.

Il continuera à sortir ses effets aussi longtemps que l'accord commercial du 5 septembre 1923, ou dans le cas que celui-ci serait remplacé par un Traité définitif, sur lequel les négociations entre les deux Gouvernements sont déjà en marche, aussi longtemps que ce Traité définitif restera en vigueur.

En Vous priant de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement Royal est d'accord avec ces stipulations, je saisis cette occasion pour Vous réitérer les assurances de ma haute considération."

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement Royal est d'accord avec ces stipulations.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

Menten.

A Son Excellence Monsieur le docteur R. Ramek,
Chancelier fédéral à Vienne.

Chancellerie Fédérale.
Département des Affaires Etrangères.
N⁰. 145. 757 — 14a.

Notice.

L'ordonnance, dont il est question dans la notice du 3 août 1926, concernant l'arrangement du 2 juin 1926, au sujet du régime douanier des spécialités de fromages néerlandaises dites Edam et Gouda, paraitra au bulletin des lois le 6 août 1926.

L'arrangement susmentionné entrera en vigueur le 7 août 1926.

Vienne, le 4 août 1926.

A la Légation Royale des Pays-Bas, à Vienne.

125.

PAYS-BAS, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement et Protocole concernant le contrôle sanitaire à exercer, sur l'île de Camaran, sur les pèlerins de la Mecque; signés à Paris, le 19 juin 1926, suivis d'un Echange de Notes du 22 juillet et du 14 août 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 282.

The Government of the Netherlands for the Netherlands and for the Netherlands East Indies on the one part and the Governments of Great Britain and Northern Ireland and of India on the other part recognising that the treatment of pilgrims travelling to the Hejaz from the South at Kamaran Quarantine Station is their common concern, and being desirous to establish by agreement provisions for its efficacious administration,

Have agreed upon the following provisions:

Measures to be applied on Pilgrim Ships and at the Quarantine Station.

1. The British and Indian Governments on the one part and the Netherlands Government for the Netherlands and for the Netherlands East Indies on the other part agree that the measures prescribed in the schedule to this Agreement shall be applied with effect from the date on which this Agreement enters into force, pending the ratification of the revised International Sanitary Convention on behalf of India and the Netherlands East Indies.

Internal Organisation.

2. The Civil Administrator of the Island of Kamaran appointed by the Government of India shall be the Director of the Quarantine Station, and in that capacity shall exercise general supervision and control over

the whole staff of the station. He shall be assisted by two medical officers, one of whom shall be appointed by the Government of India, and the other by the Government of the Netherlands East Indies. It is agreed in principle that these two medical officers shall be on a footing of complete equality. In order, however, to ensure necessary co-ordination in matters of common concern in regard to the internal administration of the Quarantine Station it is agreed that the relative seniority of the two officers shall be determined as follows;

Each medical officer shall be appointed in the first instance for a period of two years, during the first of which he shall be described as Deputy Medical Superintendent and during the second as Medical Superintendent. For the first year from the date on which this Agreement enters into force the medical officer appointed by the Government of India shall be Medical Superintendent. If at the end of the period of two years from first appointment the Medical Superintendent continues to be employed on the staff of the Quarantine Station, he shall revert to the position of Deputy Medical Superintendent for the first year of his second term of office or of any further term. Should the Medical Superintendent for any cause vacate his appointment before the end of his term of office, he will be succeeded by the Deputy Medical Superintendent, who will act as Medical Superintendent for the remainder of the term without losing his right to be Medical Superintendent for the next year.

3. The Medical Superintendent shall be the chief technical officer of the Quarantine Station.

4. The nature of the measures to be applied in the case of ships containing only pilgrims from the Netherlands East Indies shall be determined by the medical officer appointed by the Government of the Netherlands East Indies irrespective of his position as Medical Superintendent or Deputy Medical Superintendent. Similarly, the measures to be applied in the case of ships not containing pilgrims from the Netherlands East Indies shall be determined by the medical officer appointed by the Government of India. In the case of ships containing pilgrims both from the Netherlands East Indies and from elsewhere the decision of the Director of the Quarantine Station as to the measures to be applied shall be final.

5. It shall be open to the Governments of India and of the Netherlands East Indies to appoint medical and sanitary assistants to be attached to the medical officers appointed by their respective Governments.

Epidemiological Intelligence.

6. The Government of India undertake to communicate to the Far Eastern Epidemiological Bureau at Singapore information regarding cases of plague or cholera which have manifested themselves on board pilgrim ships calling at Kamaran or at the Quarantine Station.

Financial Administration.

Pilgrim Dues.

7. The amount of the dues to be paid to the Quarantine Station in respect of each pilgrim carried on all ships required to call at Kamaran shall remain fixed at Rs. 10 until the Governments of India and of the Netherlands East Indies determine otherwise by agreement.

Financial Responsibility of the various Governments concerned in the administration of the Quarantine Station and Repayment of Advances made by them.

8. The British and Indian Governments on the one part and the Government of the Netherlands for the Netherlands and for the Netherlands East Indies on the other part agree in principle

1. that the sums advanced by the British and Indian Governments to meet deficits which were incurred in the administration of the Quarantine Station up to the 31st March, 1922, shall be repaid to these Governments out of the revenue of the Quarantine Station;
2. that responsibility for any further deficit incurred after the date on which this Agreement enters into force shall be shared in proportion to the number of pilgrims by whom dues are paid to the Quarantine Station; this proportion to be calculated in accordance with the number of pilgrims embarking from British or Netherlands territory from the date on which the agreement enters into force.

9. For the purpose of repayment of the advances already made by the British and Indian Governments and of creating a reserve to meet future contingencies, provision shall be made for the maintenance in India of a fund to be called „the Kamaran Quarantine Station Fund" with effect from the date on which the agreement enters into force. To this fund shall be paid

a) 5 per cent. of the amount collected annually from pilgrim dues, which shall forthwith be paid in equal moieties to the British and Indian Governments, as an instalment of the amount due to those Governments in respect of the advances referred to in Article 8 (1) until the whole of that amount is liquidated;

b) any surplus available in respect of the previous financial year after provision has been made for the expenditure required during the forthcoming year, which surplus shall bear compound interest at 5 per cent.

Annual Report and Budget.

10. The annual budget estimates of the Quarantine Station shall be prepared by the director, together with an annual report. These shall be submitted, with the observations of the Medical Superintendent and Deputy Medical Superintendent, to the Government of India six months before the commencement of the forthcoming financial year. Copies of the annual report,

the actual figures for the preceding year and the budget estimates for the forthcoming year, together with the balance sheet of the Kamaran Quarantine Station Fund, and the observations of the Medical Superintendent and the Deputy Medical Superintendent thereon, shall be communicated forthwith by the Government of India to the Government of the Netherlands East Indies. The observations of the Government of India shall be communicated to the Government of the Netherlands East Indies not later than three months before the commencement of the ensuing financial year. The budget of the Quarantine Station shall not be approved until the Government of the Netherlands East Indies have signified their acceptance of it, or such amendments have been made as are accepted by the Governments of India and of the Netherlands East Indies.

Capital Expenditure.

11. The Governments of India and of the Netherlands East Indies shall jointly determine the improvements and alterations of the Quarantine Station involving capital expenditure, the order in which such improvements shall be executed, and the provision for their execution to be made in the successive annual budgets of the Quarantine Station.

Subsidy to Civil Administration of Island of Kamaran.

12. A sum of Rs. 10,000 shall be paid annually from the revenues of the Quarantine Station to the Government of India towards the maintenance of the civil administration of the Island of Kamaran.

Adjustment of Disputes arising out of the Interpretation of the Agreement.

13. Disputes between the British or Indian Governments on the one part and the Governments of the Netherlands or the Netherlands East Indies on the other part arising out of the interpretation of this Agreement shall be adjusted as follows:

If the Director of the Quarantine Station is unable to agree with the Medical Officer appointed by the Government of the Netherlands East Indies, when the latter is acting either as Medical Superintendent or as Deputy Medical Superintendent, as to the interpretation of any article of this Agreement, he shall report the circumstances to the Government of India, who shall forthwith communicate his report to the Government of the Netherlands East Indies. The respective Governments shall thereupon endeavour to reach a settlement of the dispute by agreement. If, after full consideration, the Government of India and the Government of the Netherlands East Indies are unable to reach a settlement of the dispute by agreement, or if as between themselves a dispute arises in regard to the budget or any matter referred to in this Agreement or in regard to the interpretation of this Agreement, they shall severally communicate statements of the facts to the British and Netherlands Governments, who shall endeavour to reach a settlement through the diplomatic channel. If a settlement is still not reached by this procedure, the British and Netherlands Governments shall each

appoint a representative in order that these representatives may endeavour in conference to reach a settlement of the dispute by agreement. If the two representatives fail to reach an agreement they shall jointly appoint a third member. If on this point there is disagreement between the two representatives, the British and Netherlands Governments shall request the President of the Permanent Court of International Justice to appoint a third member and the Commission thus constituted shall determine the dispute.

14. This Agreement, which is subject to confirmation by an exchange of notes to be effected through the diplomatic channel, shall enter into force on the 1st January, 1927, from which date the agreement shall be in force for a period of eight years. It shall, however, be subject to revision after the 1st January, 1933.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the 19th June, 1226.

(L. S.) *W. I. Doude v. Troostwijk.*
(L. S.) *De Vogel.*
(L. S.) *Van der Plas.*
(L. S.) *G. Buchanan.*
(L. S.) *John Murray.*
(L. S.) *D. T. Chadwick.*

Schedule.

General Provisions.

I. When there are cases of plague, cholera, or yellow fever in the port of departure of a pilgrim ship, embarkation shall not take place unless the Government of the country to which the port belongs has taken measures by immunisation, segregation, or observation after the persons have been collected in groups, with or without bacteriological examination, intended to ensure that none of the persons embarked shall be attacked by one of these diseases.

II. A ship which, in addition to ordinary passengers, among whom pilgrims of the upper classes may be included, carries pilgrims in less proportion than one pilgrim per 100 tons gross, shall not be considered a pilgrim ship.

III. As far as it is practicable, pilgrims who disembark, and pilgrims who embark at sanitary stations must have no contact with one another at the landing places. Pilgrims who have been disembarked must be distributed in camp in as small groups as possible.

It is necessary that they be supplied with wholesome drinking water, obtained either from local sources, or by distillation.

Provisions Applicable to Pilgrim Ships.

IV. Pilgrim ships must be capable of accommodating pilgrims in the between-decks.

Over and above the space required for the crew, the ship must provide for each person, irrespective of age, an area of 1.50 square metres, equivalent to 16 English square feet, and a height between-decks of at least 1.80 metres, equivalent to about 6 English feet.

No pilgrim shall be accommodated below the first between-deck below the waterline. Satisfactory ventilation must be ensured, and, in the case of any deck below the upper between-deck, it shall be mechanical.

In addition to the spaces reserved as above for pilgrims, the ship must provide on the upper deck for each person, irrespective of age, a free space of at least 0.56 square metre, equivalent to about 6 English square feet, not reckoning the space which is reserved on the upper deck for temporary hospitals, crew, shower baths, latrines and for the working of the ship.

V. Adequately screened washing places must be provided on deck, a sufficient number of them being reserved exclusively for women. The washing places must be supplied with pipes fitted with taps or nozzles able to yield a continuous supply of sea water under pressure even when the ship is at anchor; these taps or nozzles to be in the proportion of 1 per 100 pilgrims or fraction of 100.

VI. The ship must be provided, in addition to closets for the crew, with latrines fitted with a flushing apparatus, or with a water tap. Some of these latrines shall be reserved exclusively for women.

Latrines must be in the proportion of 2 per 100 pilgrims or fraction of 100.

There must be no latrines in the hold.

VII. The ship must have two places for cooking set apart for the use of the pilgrims.

VIII. Properly fitted hospital quarters, constructed with due attention to safety and health, must be reserved for the accommodation of the sick. These quarters must be situated on the upper deck unless, in the opinion of the competent sanitary authority, arrangements fully as hygienic can be made elsewhere. They must be constructed so as to allow persons suffering from infectious diseases, and persons who have been in contact with them, to be isolated according to the nature of their illnesses.

The hospital, including any temporary hospital, must be capable of accommodating at the rate of 3 sq. metres per patient (equivalent to 32 English sq. ft.), 4 per 100 or fraction of 100 of the pilgrims taken on board. The hospitals must be provided with separate latrines.

IX. Every pilgrim ship must carry such medical remedies, disinfectants, and appliances as are necessary for the treatment of the sick; it must be provided with anti-smallpox and anti-cholera vaccines. It is desirable that it should also be provided with other specific immunising agents (vaccines

and sera), in the necessary quantities. The regulations framed for this class of ship by each Government must specify the nature and the quantity of these agents. Medicine and attendance shall be provided for the pilgrims free of charge.

X. Every pilgrim ship must carry a medical officer, duly qualified in accordance with the regulations in force in the country from which the pilgrims were shipped to the Hejaz, or to which they return therefrom. A second medical officer, with similar qualifications, must be carried when the number of pilgrims on board exceeds 1,000.

XI. The heavy baggage of pilgrims shall be registered and numbered. Pilgrims may keep with them only such articles as are absolutely necessary; the nature, amount, and dimensions of these articles, shall be decided by regulations framed by each Government for its own ships.

XII. The competent authority shall not permit the departure of a pilgrim ship until satisfied

a) that the ship has been thoroughly cleansed, and, if necessary, disinfected;

b) that the ship is in a condition to undertake the voyage without danger; that she is provided with the necessary gear and apparatus for use in case of shipwreck, accident, or fire; with wireless equipment for sending and receiving which can function independently of the engine room; and with sufficient life-saving apparatus; that she is properly manned, equipped, and ventilated, with awnings of sufficient size to cover the decks, and that there is nothing on board that, is or may become, injurious to the health and safety of passengers;

c) that there is on board, over and above the rations for the crew, sufficient food and fuel of good quality for all the pilgrims during the whole voyage, and that there are places suitable for the storage of such food and fuel;

d) that the drinking water is of good quality and from a source free from risk of contamination; that it is in sufficient quantity; that the tanks for drinking water are safe from all contamination and so closed that the water can be supplied only by means of taps or pumps. The water supply fittings known as „suçoirs“ are absolutely prohibited;

e) that the ship carries a condenser capable of distilling a minimum quantity of 3 litres of water per diem for every person on board, including the crew;

f) that the ship possesses a disinfecting chamber, ascertained by the sanitary authority of the port where the pilgrims embark to be safe and efficacious;

g) that the provisions of clause X have been complied with;

h) that the deck is free from all merchandise and from encumbrances.

XIII. The captain may not start without having in his possession

1. a list countersigned by the competent authority showing the name and sex of each of the pilgrims embarked, and the total number of pilgrims he is authorised to carry;
2. a bill of health, giving the name, nationality and tonnage of the ship, the name of the captain and of the doctor, the exact number of persons embarked—crew, pilgrims and other passengers—the nature of the cargo, and the place of departure.

The competent authority shall note on the bill of health whether the number of pilgrims permissible under the regulations has been embarked or not, and, in the latter case, the additional number of passengers the ship is authorised to embark at subsequent ports of call.

XIV. During the voyage the deck intended for the use of pilgrims must be kept free from encumbrances; it must be reserved night and day for the passengers and placed at their disposal without charge.

XV. The between-decks must be carefully cleansed and rubbed with sand every day while the pilgrims are on deck.

XVI. The latrines allotted to the passengers, as well as those of the crew, must be kept clean and must be cleansed and disinfected at least three times daily and more often if necessary.

XVII. The excreta and dejecta of persons showing symptoms of plague, cholera, dysentery or other diseases preventing them from using hospital latrines must be received in vessels containing a desinfecting solution. These vessels shall be emptied into the hospital latrines, which must be thoroughly disinfected every time this is done.

XVIII. All bedding, carpets and clothing that have been in contact with the sick persons referred to in the preceding clause must be immediately disinfected. The observance of this rule is specially enjoined in respect of the clothes of persons who have been „contacts“.

Such of the above-mentioned articles as are of no value must be either thrown overboard, if the ship is not in harbour or in a canal, or else burnt. Other articles must be disinfected.

XIX. The quarters occupied by the sick, referred to in clause VIII, must be thoroughly and regularly cleansed and disinfected.

XX. Not less than 5 litres of drinking water must each day be put at the disposal of every pilgrim, irrespective of age, free of charge.

XXI. If there be any doubt as to the quality of the drinking water, or any reason to suspect that it may possibly have become contaminated, either at its source or during the voyage, it must be boiled or otherwise sterilised, and the captain shall be responsible for seeing that it is thrown overboard at the first port of call at which he can procure a purer supply.

XXII. The medical officer shall visit pilgrims, attend sick, and see that the principles of hygiene are observed on board. He must in particular

1. satisfy himself that the rations issued to the pilgrims are of good quality, that their quantity is in accordance with contract, and that they are properly prepared;
2. satisfy himself that the provisions of clauses XVI, XVIII, XX and XXI of this schedule have been carried out;
3. keep a diary of all occurrences relating to health during the voyage, and submit this diary, on request, to the competent authority of the ports of call or the port of final destination.

XXIII. In the event of a death occurring during the voyage, the captain must enter the fact opposite the name of the deceased on the list countersigned by the authority of the port of departure, and must also enter in the log the name of the deceased, his age, the place from which he came, the certified cause of death, and the date of death.

In the event of a death from infectious disease, the corpse, wrapped in a shroud impregnated with a disinfecting solution, must be committed to the deep.

XXIV. The captain must see that all preventive measures taken during the voyage are entered in the log. The log shall be submitted by him on request to the competent authority of the port of call or the port of final destination.

At each port of call the captain must cause the list drawn up in accordance with clause XIII to be countersigned by the competent authority.

In the event of a pilgrim disembarking during the voyage, the captain must note the fact on the list opposite to the pilgrim's name.

In the event of persons embarking, their names must be entered on the list in accordance with the aforesaid clause XIII. This must be done before the competent authority, as in duty bound, again countersigns the list.

Measures at Kamaran.

XXV. Pilgrim ships from the South, bound for the Hejaz, must put in at the Kamaran Quarantine Station, and shall be dealt with as provided in the following clauses.

XXVI. Ships found on medical inspection to be „healthy" shall be given free pratique on completion of the following procedure:

The pilgrims shall be disembarked; they shall take a shower bath or bathe in the sea; their soiled linen and any portion of their personal effects or their baggage considered by the officer indicated in Article 4 of the agreement to be suspect, shall be disinfected. The duration of these operations, including disembarkation and embarkation, must not exceed forty-eight hours. Provided this period is not exceeded, such bacteriological examination as may be considered necessary by the above-mentioned officer may be made.

If no recognised or suspected case of plague or of cholera be discovered during these operations, the pilgrims shall immediately be re-embarked and the ship shall proceed to the Hejaz.

Notwithstanding the above, the officer indicated in Article 4 of the agreement may authorise ships recognised after medical inspection to be „healthy" to proceed to the Hejaz without being submitted to the measures prescribed, provided that all the pilgrims on board have been immunised against cholera and smallpox, exception being made in the case of smallpox for those pilgrims who show marks of having had the disease, and that the provisions of this schedule have been strictly adhered to.

XXVII. Suspected ships, that is to say ships which have had cases of plague or of cholera on board but no fresh case of plague within seven days or of cholera within five days of the date of arrival, or on board of which an unusual mortality among rats has been discovered shall be dealt with as follows:

The pilgrims shall be disembarked; they shall take a shower bath or bathe in the sea; their soiled linen or any portion of their baggage or personal effects considered by the officer indicated in Article 4 of the agreement to be suspect shall be disinfected.

The parts of the ship occupied by the sick shall be disinfected. The duration of these operations, including disembarkation and embarkation, must not exceed forty-eight hours; provided this period is not exceeded such bacteriological examination may be made as the officer indicated in Article 4 of the agreement may consider necessary, and at his option measures may be taken to effect the destruction of all rats on board. These measures shall be carried out in such a manner as to avoid, as far as possible, damage to the ship's plating, engines and cargo, and must not last more than twenty-four hours.

If no case or suspected case of plague or of cholera be discovered during these operations, the pilgrims shall immediately be re-embarked and the ship shall proceed to the Hejaz.

XXVIII. Infected ships, that is to say ships which have cases of plague, rat plague, or cholera on board, or which have had on board cases of plague within seven days, or of cholera within five days, of the date of their arrival, shall be dealt with as follows:

Persons found suffering from plague or from cholera shall be disembarked and isolated in hospital. The other passengers shall be disembarked and isolated in as many small groups as possible, in order that if plague or cholera break out in one group the whole party may not be affected by the outbreak.

The soiled linen, clothing, and personal effects of the crew and the passengers shall be disinfected thoroughly, as well as the whole or such parts of the ship, and of the baggage, as the officer indicated in Article 4 of the agreement shall decide.

The passengers shall remain at the Quarantine Station five days in the case of cholera, or seven days in the case of plague. If a new case occurs after disembarkation, the period of observation shall be extended by five days for cholera and seven days for plague, to date from the isolation of the last case.

In the case of plague, or of the discovery of rats infected with plague, adequate measures shall be taken by the sanitary authority to effect the destruction of all rats on board, subject to the provisions in clause XXVII. Pilgrims shall not be re-embarked, and the ship shall not be permitted to proceed to the Hejaz until after the completion of these measures.

XXIX. If it is established on the arrival of a ship from Kamaran at a Hejaz port that cases of plague or cholera have occurred on board during the voyage, or at the time of arrival, and the ship returns to Kamaran, the measures specified in clause XXVIII shall be applied.

XXX. If the pilgrimage is infected a pilgrim ship may be ordered to put in at Kamaran on its return voyage to the south by the consular authority of the country for which any of its pilgrims are bound. In this event the officer indicated in Article 4 of the agreement shall decide what quarantine measures, if any, shall be taken at the station. These measures may include observation, vaccination and bacteriological examination. If no case of plague or cholera has manifested itself during the voyage nor at Kamaran, the duration of these measures shall not exceed five days from the date of departure from the Hejaz. If a case of plague or cholera has manifested itself on board or at the Quarantine Station the measures prescribed in clause XXVIII shall be applied. However deratisation of the ship shall be effected only if deemed necessary by the above-mentioned officer.

Protocol.

On the occasion of the signature of the agreement between the Government of the Netherlands for the Netherlands and the Netherlands East Indies on the one part and the Governments of Great Britain and Northern Ireland and of India on the other part concerning the administration of the Quarantine Station at Kamaran, the undersigned plenipotentiaries have considered it appropriate with a view to the removal of doubt and to the smooth working of the agreement to place on record the manner in which they interpret the agreement in regard to the following matters arising out of Articles 7 to 12:

1. For the purpose of this protocol it has been assumed that the financial year for the Quarantine Station at Kamaran will coincide with the calendar year.

2. It is understood that the Government of India will credit to the Kamaran Quarantine Station Fund on the 1st January, 1927, the balance derived from pilgrimage dues estimated to be available on the 31st March, 1927. Thereafter the sums to be credited to the fund will be those specified in Article 9 of the agreement. These sums may be distinguished as follows:

a) sums dependent on the gross receipts from pilgrim dues in the immediately preceding year;

b) sums dependent on the results of the working of the immediately preceding year and on the prospects of the forthcoming year.

On the 1st January, 1928, 5 per cent. of the gross receipts from pilgrim dues realised in 1927 will be credited to the fund, and will immediately be paid out for disposal in the manner prescribed under Article 9 (a) of the agreement. This sum will merely pass through the accounts of the fund and will continue to do so each year until the advances referred to in Article 8 (1) of the agreement have been fully repaid. The surplus, if any, available for credit to the fund in respect of the financial year 1927 will not be ascertainable until the accounts of the financial year 1928 are closed, since any balance which may exist on the 31st December, 1927, as the result of the working of the year 1927, is reserved in the first instance under Article 9 (b) of the agreement to make good any deficit which may occur in the following year 1928. The same procedure will apply to each subsequent year with appropriate change of dates.

3. It is understood that the order of priority of payments from the fund will be as follows:

a) The first charge on the fund is the annual payment provided for in Article 9 (a) of the agreement. This payment will continue until the whole of the advances referred to in Article 8 (1) of the agreement has been repaid. The first payment will be due on the 1st January, 1928, in respect of the receipts from pilgrim dues in 1927.

b) The next charge on the fund is to meet the deficit, if any, incurred in the financial year, and to ensure that a sufficient sum is provided to meet, together with the revenue anticipated from dues in the forthcoming year, the total estimated expenditure of that year under all heads, namely, the running expenses of the station, including the annual payment referred to in Article 12 of the agreement and the cost of execution of the improvements and alterations referred to in Article 11. This deficit, if any, will in the first instance be ascertainable when the accounts of 1927 are closed.

c) The next charge on the fund is the repayment in such further instalments as may be agreed upon between the Governments of India and of the Netherlands East Indies of the balance of the advances referred to in Article 8 (1) of the agreement, the object being to secure the repayment of these advances as early as is consistent with the prompt execution of the improvements and alterations referred to in Article 11.

d) The next charge upon the fund is the payment of any advances arising out of the application of Article 8 (2) of the agreement.

e) Thereafter the fund will be available as a reserve to meet further unanticipated expenditure.

4. It is understood that, as the British and Indian Governments are not charging interest on the advances referred to in Article 8 (1) of the agreement, interest is only due on the difference between the amount at the credit of the fund and the outstanding amount of those advances.

Signed in duplicate at Paris, the 19th of June, 1926.

W. I. Doude v. Troostwijk.
De Vogel.
van der Plas.
G. Buchanan.
John Murray.
D. T. Chadwick.

Copie.
No. 994. Londres, le 22 juillet 1926.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Conformément à l'Article 14 de l'arrangement, avec protocole, concernant le contrôle sanitaire à exercer sur l'île de Camaran sur les pèlerins de la Mecque, signé à Paris le 19 juin dernier, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de la Reine confirme l'arrangement susmentionné.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance renouvelée de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être de Votre Excellence le très humble et obéissant serviteur,

R. de Marees van Swinderen.

Sir Austen Chamberlain, K. G., &c., &c., &c.

Copie.
No. E 4613/80/91. Foreign Office, S. W. 1., 14th August, 1926.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 994 of July 22nd, informing me of the confirmation by the Netherlands Government of the agreement and protocol signed at Paris on June 19th last, regarding the control and administration of the quarantine station at Kamaran island.

2. In reply I have the honour to inform you that the Governments of Great Britain and Northern Ireland and of India also confirm those instruments.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

Austen Chamberlain.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, etc., etc., etc.

126.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, HAÏTI.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Port-au-Prince, le 8 juillet 1926.

Treaty Series, No. 746.

[The American Chargé d'Affaires ad interim to the Secretary of State for Foreign Relations.]

Legation of the United States of America,
No. 172. Port-au-Prince, Haïti, July 8, 1926.

Excellency:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Port-au-Prince on behalf of the Government of the United States and the Government of Haïti with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Haïti and which Haïti shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Haïti, and Haïti will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports and exports, each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Haïti than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Haïti of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions; than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Haïti, on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Haïti by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Haïti and of the United States and its territories and possessions, respectively;

Provided that this understanding does not relate to

1. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

2. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

3. The treatment which Haïti accords or may hereafter accord to the commerce of the Dominican Republic.

The present Arrangement shall become operative on October 1, 1926 and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force for six months and thereafter until thirty days after notice of its termination shall have been given by either Party; but should either Party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligation thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

George R. Merrell, Jr.,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency Mr. Edmond Montas,
Secretary of State for Foreign Relations.

[The Secretary of State for Foreign Relations to the American Chargé d'Affaires ad interim.]

République d'Haïti.

Port-au-Prince, le 8 Juillett 1926.

Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Haïtien accepte les conditions d'un Modus Vivendi Commercial entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique, telles que ces conditions sont indiquées dans votre lettre de ce jour, No. 172.

Les pourparlers intervenus à ce sujet entre la Légation des Etats-Unis et le Département des Relations Extérieures ont révélé entre nos deux

Gouvernements une mutuelle entente d'aprés laquelle, en ce qui regarde les droits d'importation, d'exportation, et d'autres droits et charges affectant le commerce, de même qu'en ce qui concerne le transit, l'emmagasinage et autres facilités et le traitement des échantillons des voyageurs de commerce, les Etats-Unis accorderont à Haïti, et Haïti accordera aux Etats-Unis (territoires et possessions) le traitement sans condition de la Nation la plus favorisée: et qu'en matière de licence ou de prohibition d'importation ou d'exportation, chacun des deux Pays, aussi longtemps qu'ils maintiendront un tel système, accordera au commerce de l'autre—quant aux commodités, évaluations et quantités—un traitement aussi favorable que celui qui pourrait être accordé au commerce de n'importe quel Pays.

Il est entendu que:

Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits à l'importation ou consommation aux Etsts-Unis, dans leurs territoires ou possessions de tous articles ou produits manufacturés d'Haïti que ceux qui sont ou seront payables sur les articles ou produits manufacturés similaires de n'importe quel autre Pays étranger.

Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits à l'importation ou consommation en Haïti de tous articles ou produits manufacturés des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions que ceux qui sont ou seront payables sur les articles ou produits manufacturés similaires de n'importe quel Pays étranger.

De même ni les Etats-Unis, leurs territoires ou possessions ni Haïti n'imposeront d'autres ou de plus forts droits d'exportation sur les articles de l'un ou l'autre Pays, ses territoires ou possessions, que ceux qui sont ou seront payables sur l'exportation d'articles similaires de n'importe quel autre Pays étranger.

Toute concession relative aux droits, charges ou règlements affectant le commerce, actuellement accordée ou qui peut être accordée dans la suite par Haïti ou par les Etats-Unis à une tierce Puissance, en vertu d'une loi, proclamation ou décret ou d'un Traité ou Accord commercial deviendra immédiatement applicable, sans demande et sans compensation respectivement au commerce d'Haïti et des Etats-Unis (territoires ou possessions).

Il demeure convenu que cet Accord ne se rapporte pas:

1. aux prohibitions ou restrictions d'un caractère sanitaire ou appelées à protéger la vie humaine, animale ou végétale ou aux règlements pour assurer l'exécution des lois de police ou des lois fiscales;

2. au traitement que les Etats-Unis accordent ou peuvent accorder dans la suite au commerce de Cuba ou à n'importe quels territoires ou possessions des Etats-Unis ou à la Zone du Canal de Panama ou au traitement qui est ou peut être accordé dans la suite au commerce des Etats Unis avec leurs territoires ou possessions, ou au commerce de l'un de ces territoires ou possessions avec l'autre;

3. au traitement que la République d'Haïti accorde ou peut accorder au commerce de la République Dominicaine.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le premier octobre mil neuf cent vingt-six, et à moins qu'il ne prenne fin plus tôt par une entente mutuelle, restera en vigueur pendant six mois et, après ce délai, jusqu'à l'expiration de trente jours à partir d'une notification par l'une ou l'autre des parties mettant fin audit accord; mais si par un acte législatif postérieur, l'une des parties se trouve empêchée de mettre à exécution les termes du présent Arrangement, les obligations qui en découlent cesseront d'exister.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma consideration très distinguée.

Edmond Montas.

Monsieur George R. Merrell, Jr.,
Chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique
Port-au-Prince.

127.

DANEMARK, PAYS-BAS.

Convention provisoire concernant la navigation aérienne; signée à La Haye, le 23 juillet 1926.*)

Lovtidenden 1927, A. No. 32.

Convention provisoire entre le Danemark et les Pays-Bas concernant la navigation aérienne.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, ayant l'intention de conclure une convention provisoire entre le Danemark et les Pays-Bas relative à la navigation aérienne, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Son Excellence Monsieur Axel Nörgaard, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Chacun des Etats Contractants accordera en temps de paix aux aéronefs dûment enregistrés dans l'autre Etat Contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente Convention soient observées.

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 27 juin 1927.

Au sens de cette Convention le „territoire des Etats Contractants“ sera entendu comme comprenant les eaux territoriales; le mot: „aéronef“ ne désignera que les aéronefs privés.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre il sera permis de survoler les frontières des deux Etats Contractants à n'importe quel point.

Article 3.

Chacun des Etats Contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zônes de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

En outre chaque Etat aura le droit en cas de circonstances exceptionnelles de restreindre ou d'interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas la réserve mentionnée ci-dessus ne sera pas applicable.

Les interdictions et restrictions de cet Article devront être notifiées à l'autre Etat Contractant.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zône interdite, devra donner le signal de détresse, prescrit par l'Etat survolé, et atterrira immédiatement sur l'un des aérodromes ou aéroports de cet Etat et en dehors de la zône interdite.

Article 5.

Les aérodromes et aéroports, ouverts à l'usage public, seront ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée dans et avant la sortie de l'un des deux pays, le premier atterrissage et le dernier départ ne devront avoir lieu que sur ou de l'un des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'aéroport étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec la permission de l'autorité compétente, il sera permis d'effectuer le premier atterrissage et le dernier départ sur un autre terrain ou d'un autre terrain, où les formalités douanières pourront être remplies, l'atterrissage entre la frontière et le terrain susvisé étant également interdit.

Chacun des Etats Contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ou aéroports, ouverts à l'usage public avant la mise en vigueur de cette Convention. Cette liste désignera en plus les endroits où les formalités douanières pourront être effectuées.

Toute modification de cette liste, et toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des aéroports indiqués seront notifiées immédiatement à l'autre Etat Contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Les aéronefs devront être pourvus des certificats et des documents prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays.

Autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour lesquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c. à. d. toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef à l'exception des passagers — devront être munies des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents d'où apparaîtra leur fonction à bord de l'aéronef, leur métier, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats Contractants auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats Contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire les brevets d'aptitude, conférés à ses ressortissants par l'autre Etat Contractant.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les prescriptions de l'Article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Aucun appareil radioélectrique ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale, délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces apparails est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats Contractants aux prescriptions posées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre ces appareils ne pourront être employés que par les membres de l'équipage, munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le Gouvernement de leur pays.

Les deux Etats Contractants se réservent pour des raisons de sécurité de conclure des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radioélectriques dans les aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative de passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat Contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats Contractants.

Article 10.

Il sera interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques dans les limites du territoire de l'Etat Contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage les autorités compétentes de chacun des Etats Contractants auront le droit dans tous les cas de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents prescrits.

Article 12.

Chacun des Etats Contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats Contractants pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Des aéronefs en vol ne sera lancé d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Les déchargements ou les jets en cours de route autres que ceux du lest n'auront lieu qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat, sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Les Etats Contractants conviennent que les aéronefs appartenant à l'un des Etats Contractants, leurs équipages et passagers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre public, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet accord. Ils y seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats Contractants se communiqueront mutuellement tous les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats Contractants pourra dénoncer cette Convention en tout temps avec préavis de trois mois.

En outre chacun des Etats Contractants se réserve le droit de dénoncer cette Convention avec effet immédiat de cette dénonciation dès que les deux Etats auront ratifié la convention internationale relative à la navigation aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.*)

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur e jour où les ratifications auront été échangées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à La Haye, le 23 juillet 1926.

(L. S.) *Axel Nörgaard.*
(L. S.) *v. Karnebeek.*

Annexe.

1.

Sur le territoire danois l'aéronef devra autant que possible naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un ou de plusieurs des points suivants:

Phare de Anholt	56° 44′ 16″ N.	11° 39′ 15″ E.
„ „ Fornaes	56° 26′ 36″ N.	10° 57′ 40″ E.
„ „ Gedser	54° 33′ 50″ N.	11° 58′ 03″ E.
„ „ Hammeren	55° 17′ 12″ N.	14° 45′ 50″ E.
„ „ Hanstholm	57° 06′ 47″ N.	8° 36′ 08″ E.
„ „ Hirshals	57° 35′ 06″ N.	9° 56′ 45″ E.
„ „ Hirsholm	57° 29′ 09″ N.	10° 37′ 43″ E.
„ „ Kjels-Nor	54° 43′ 52″ N.	10° 43′ 31″ E.
„ „ Knudshoved	55° 17′ 25″ N.	10° 51′ 21″ E.
„ „ Kronborg	56° 02′ 22″ N.	12° 37′ 36″ E.
„ „ Revsnaes	55° 44′ 36″ N.	10° 52′ 23″ E.
„ „ Sejroe	55° 55′ 09″ N.	11° 05′ 07″ E.
„ „ Skagen	57° 44′ 09″ N.	10° 38′ 03″ E.
„ „ Sprogoe	55° 19′ 51″ N.	10° 58′ 25″ E.
„ „ Stevns	55° 17′ 26″ N.	12° 27′ 28″ E.
„ „ Vestborg	55° 46′ 11″ N.	10° 33′ 17″ E.
Bateau-feu Laesoe Rende	57° 12′ (48″) N.	10° 41′ (38″) E.
„ „ Laesoe-Trindel	57° 26′ (30″) N.	11° 16′ (45″) E.
Bateau-feu de Schultz's Grund	56° 08′ (54″) N.	11° 11′ (10″) E.
„ „ Drogden	55° 33′ (03″) N.	12° 42′ (57″) E.
„ „ Horns Rev.	55° 34′ (06″) N.	7° 19′ (30″) E.
„ „ Vyl	55° 21′ (30″) N.	7° 40′ (30″) E.
„ „ Graadyb	55° 20′ (02″) N.	8° 04′ (41″) E.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

2.

Au cas où dans l'un des Etats Contractants l'assurance de responsabilité pour les aéronefs serait obligatoire, l'assurance contractée à cet effet chez une société d'assurance, approuvée à cette fin par les autorités competentes dans l'autre Etat Contractant sera considérée comme suffisante pour les aéronefs appartenant à cet Etat, à condition que les indemnités peuvent être réglées par un représentant de ladite société dans le premier Etat.

3.

Cette annexe sera considérée comme une partie intégrale de la convention provisoire.

128.

GRANDE-BRETAGNE, HONGRIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Londres, le 23 juillet 1926.*)

*Treaty Series 1927, No. 23.**)*

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Highness the Regent of the Kingdom of Hungary, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a treaty of commerce and navigation with this object, and have appointed their plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Right Honourable Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

Baron Iván Rubido-Zichy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary in London,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 26 juillet 1927.

**) En langues anglaise et hongroise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

the territories of the other to which subjects of that Contracting Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are, or may be, enjoyed by subjects of that Contracting Party.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the laws, decrees and special regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each Party and generally applicable to all foreigners.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other Party shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are, or may be, imposed upon subjects of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of either of the two Contracting Parties shall be entitled to enter, travel and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 2.

The two Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry, the carrying on of any business, and the exercise of professions or occupations, any privilege, favour or immunity which either of the two Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign State shall be extended, simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects of the other, it being their intention that their relations shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under the same conditions which are, or shall be, established with regard to subjects of the other Contracting Party.

They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, applicable to subjects of the other Contracting Party.

They shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their

property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of such Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects of either of the two Contracting Parties in the territories of the other may, provided they conform to the laws in force in those territories, carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall have free access to the courts of justice for the prosecution and defence of their rights on the same footing as nationals, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the territories in question.

It being understood, however, that special exemptions and privileges which are accorded by either of the two Contracting Parties in special circumstances to its nationals can only be claimed on behalf of the nationals of the other Party in the same circumstances on condition of reciprocity in respect of each such exemption or privilege.

Article 5.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative, and municipal functions whatever, other than those imposed by any laws which place on all foreigners alike any obligation to serve on juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all subjects of the other Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects of each of the two Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the two Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties,

into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or the protection of animals or plants against diseases or pests.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 8.

No internal duties shall be levied within the territories of either of the two Contracting Parties for the benefit of the State, local authorities or corporations on goods the produce or manufacture of the territories of the other Party which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin or of any other foreign origin.

Article 9.

No charge shall be imposed and no conditions prescribed by either of the two Contracting Parties in respect of transactions with the subjects of the other Contracting Party carrying on business in its territories other or more burdensome than the charges or conditions in respect of transactions with nationals.

Article 10.

Limited liability and other companies, partnerships and associations already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Each of the two Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies, partnerships and associations which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or subjects or citizens of any other foreign country are, or may be, permitted to carry on.

Limited liability and other companies, partnerships and associations of either Party shall enjoy in the territories of the other treatment in regard to taxation no less favourable than that accorded to the limited liability and other companies, partnerships and associations of that Party.

In no case shall the treatment accorded by either of the two Contracting Parties to companies, partnerships and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies, partnerships and associations of the most favoured foreign country.

Article 11.

The measures taken by the two Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the two Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

The preceding dispositions in no way affect the customs laws concerning the treatment of transit goods, nor the regulations concerning goods which are the subject of an internal duty or of a State monopoly. The transit of such goods shall, however, not be restricted more than is necessary to secure the eventual collection of the internal duty on the goods remaining in the territories of either Party, or to assure the object of the monopoly.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territory of one of the two Contracting Parties when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Article 12.

Each of the two Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 13.

It shall be free to each of the two Contracting Parties to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other in which such respresentatives of any other nation may be admitted by the respective Governments. Such consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

The consular officers of one of the two Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other the same official rights, privileges and exemptions, provided reciprocity be granted, as are, or may be, accorded to similar officers of any other foreign country.

Article 14.

In the case of the death of a subject of one of the two Contracting Parties in the territories of the other, leaving kin, but without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent consular officer of the country to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the law of the country in which the property of the deceased is situated.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the consular officers of any other foreign country shall be extended immediately and unconditionally to the consular officers of the other Contracting Party.

Article 15.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trademarks and designs upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 16.

All goods bearing marks or description which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties shall, if such statements or suggestions be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested Party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The competent authorities of each of the two Contracting Parties shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 17.

The two Contracting Parties agree in their relations with each other to give effect to the provisions of

1. The conventions and statutes concluded at Barcelona in 1921 respecting freedom of transit and navigable waterways of international concern;*)

2. The conventions and statutes concluded at Geneva in 1923 respecting customs formalities and railways;*) whether or not they have ratified these instruments.

Article 18.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general international convention to which either of the two Contracting Parties is, or hereafter may be, a Party.

Article 19.

The two Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague, unless in any particular case the two Contracting Parties agree otherwise.

Article 20.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Budapest of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates shall enjoy in Hungary complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Hungary are accorded in India or such self-governing dominion, colony, possession or protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 21.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions and protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

---

*) Ces instruments seront reproduits dans la prochaine livraison.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during ten years from the date of its coming into force. In case neither of the two Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 20 and 21, either of the two Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In the event of doubt hereafter arising as to the proper interpretation of the English or Hungarian text, the English text shall be considered authoritative.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate in the English and Hungarian languages, the 23rd day of July, 1926.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Ivan Rubido-Zichy.*

129.

SUISSE, ESPAGNE.

Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire Chérifien; signée à Berne, le 4 août 1926, suivie de plusieurs Notes explicatives, signées à la date du même jour.

Recueil des lois fédérales 1927, No. 15.

En vue de préciser la situation conventionnelle de la Suisse dans la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:

Con el fin de precisar la situación convencional de Suiza en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano, los abajos firmantes, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos han convenido lo que sigue:

1⁰ La Suisse bénéficiera dans la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien de la liberté économique, sans inégalité aucune, telle qu'elle résulte ou résultera de l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906*) et des conventions internationales subséquentes.

En conséquence, tous les avantages qui seraient accordés à une Puissance ou à ses ressortissants seront étendus aussitôt et de plein droit à la Suisse et à ses ressortissants sans contre-prestation d'aucune sorte.

2⁰ La Suisse renonce à réclamer pour ses ressortissants et ses établissements dans la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien tous droits et privilèges issus du régime des capitulations.

Elle s'abstiendra de réclamer pour ses consuls et ses établissements dans la Zone d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en Espagne.

3⁰ Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre l'Espagne et la Suisse sont, sauf clause contraire, étendus à la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien pour autant que cette extension n'est pas contraire au contenu même desdits accords ou n'est pas incompatible avec l'égalité économique stipulée au paragraphe premier de la présente Déclaration.

Disposition transitoire.

En attendant la création de consulats de Suisse dans la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, les ressortissants suisses immatriculés à un consulat d'un Etat tiers avant la date de la signature

1.⁰ Suiza gozará en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano de libertad económica, sin desigualdad alguna como resulta o resultará del Acta general de Algeciras de 7 de Abril de 1906*) y convenios internacionales posteriores.

En consecuencia todas las ventajas que se concedan a una Potencia o a sus subditos serán extendidas desde luego y de pleno derecho a Suiza y a sus ciudadanos sin prestación recíproca de ninguna clase.

2.⁰ Suiza renuncia a reclamar para sus ciudadanos y sus establecimientos en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano los derechos y privilegios emanados del regimen de capitulaciones.

Suiza se abstendrá de reclamar para sus consules y sus establecimientos en la Zona otros derechos y privilegios que los que le están reconocidos en España.

3.⁰ Los tratados y convenios de cualquier naturaleza en vigor entre España y Suiza se extienden, salvo clausula en contrario, a la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano en cuanto esta extensión no sea contraria al contenido de dichos acuerdos o incompatible con la igualdad económica estipulada en el párrafo 1.⁰ de la presente declaración.

Disposición transitoria.

En espera de la creación de consulados de Suiza en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano, los ciudadanos suizos inscritos en el Consulado de un tercer Estado antes de la fecha de la firma

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 238.

de la présente Déclaration demeureront justiciables des tribunaux consulaires dudit Etat si cet Etat n'a pas encore renoncé à son privilège de juridiction; ils ne pourront, cependant, en aucun cas, passer de la protection de ce consulat à celle du consulat d'un autre Etat tiers.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible; elle produira ses effets dans les dix jours de la date de l'échange des ratifications.

Fait, en double, à Berne, le quatre août mil neuf cent vingt-six.

(signé) *Scheurer.*

de la presente declaración seguiran sometidos a la jurisdicción de los tribunales consulares de dicho Estado, si este no hubiese renunciado aun a su privilegio de jurisdicción; pero no podrán en ningun caso pasar de la protección de este consulado a la del consulado de otro tercer Estado.

La presente declaración será ratificada y las ratificaciones cambiadas en el más breve plazó posible, produciendo sus efectos desde los 10 días siguientes a la fecha del cambio de ratificaciones.

Hecho en doble ejemplar en Berna el cuatro de Agosto de mil novecientos veintiséis.

(signé) *Mauricio Lopez-Roberts.*
Marqués de la Torrehermosa.

Annexes.

I.

Note du Département Politique Fédéral à la Légation d'Espagne concernant l'extension du Traité hispano-suisse d'extradition à la zone espagnole du Maroc.

Berne, le 4 août 1926.

Monsieur le Ministre,

Au moment de procéder à la signature de la Déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil Fédéral Suisse, en prenant cette décision, estime qu'il est bien entendu:

1° que le délai de trente jours stipulé à l'alinéa final de l'Article III du Traité d'extradition du 21 août 1883 entre la Suisse et l'Espagne*) pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, porté à deux mois;

2° que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit Traité d'extra-

---

*) V. la Convention du 21 (31?) août 1883, **N. R. G.** 2. s. IX, p. 603.

dition seront applicables de plein droit à la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Département politique fédéral,
Le remplaçant:
signé: *Scheurer.*

II.

Note de la Légation d'Espagne au Département Politique Féderal concernant l'extension du Traité hispano-suisse d'extradition à la zone espagnole du Maroc.

Berne, le 4 août 1926.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Au moment de procéder à la signature de la Déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il est bien entendu:

1⁰ que le délai de trente jours stipulé à l'alinéa final de l'Article III du Traité d'extradition du 21 août 1883 entre l'Espagne et la Suisse pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, porté à deux mois;

2⁰ que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit Traité d'extradition seront applicables de plein droit à la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

signé: *Marquis de la Torrehermosa.*

III.

Note de la Légation d'Espagne au Département Politique Fédéral concernant l'interprétation à donner à la Déclaration réciproque du 4 août 1926.

Berne, le 4 août 1926.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, toujours désireux de faire preuve vis-à-vis de celui de la Confédération Suisse de sa cordiale amitié, s'empresse de déclarer que le paragraphe premier de la Déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, conclue en date de ce jour, doit être interprété dans ce sens

que la Suisse jouira à tous égards, sans exception ni réserve, de tous les avantages visés audit paragraphe qui sont actuellement ou seront à l'avenir accordés dans ladite zone de protectorat de l'Espagne à une autre Puissance ou à ses ressortissants.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

signé: *Marquis de la Torrehermosa.*

130.

PAYS-BAS, MEXIQUE.

Echange de Notes afin de proroger le Traité d'amitié et de commerce, conclu le 22 septembre 1897;*) du 12 août au 28 septembre 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 47.

Légation des Pays-Bas.
No. 763.

Mexico, le 12 août 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence.

Sur demande du Ministre du Mexique à La Haye, le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas prépare un projet de traité de commerce Hollando-Mexicain qui substituera le traité actuellement en vigueur. Ce dernier traité a été dénoncé par le Gouvernement Mexicain, le 15 octobre 1925, et par ce fait il écherra le 15 octobre 1926.

Le Gouvernement Néerlandais espère pouvoir présenter au Gouvernement Mexicain le projet susmentionné au mois de septembre prochain; mais il est évident qu'il sera impossible de terminer les négociations concernant ce projet avant l'expiration de l'ancien traité.

Il est toutefois désirable que les relations commerciales entre nos deux pays respectifs ne cessent de rester soumises à des règles bien établies et que l'ancien traité soit donc prolongé jusqu'à ce que le nouveau traité soit conclu, ou qu'un arrangement transitoire soit conclu.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

van Asbeck.

A Son Excellence Monsieur le Licenciado Aaron Saenz,
Ministre des Affaires Etrangères, à Mexico.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIII, p. 185.

Secretaría de Relaciones Exteriores.
No. 12011.

Mexico, 31 de agosto de 1926.

Señor Ministro,

Me refiero a la atenta nota de Vuestra Excelencia, número 763, de fecha 12 del mes en curso, relativa al proyecto de tratado de amistad, comercio y navegación que el Gobierno Neerlandés espera poder presentar al de México antes del mes de septiembre próximo, y al deseo del proprio Gobierno de Holanda para que el antiguo tratado celebrado entre ambos países se prorrogue en tanto se termina uno nuevo o se celebra un arreglo transitorio.

En respuesta, me permito manifestar a Vuestra Excelencia que, en el caso de que el proyecto a que se alude sea presentado en septiembre y ne se disponga del tiempo necesario para terminar su estudio, el Gobierno de Mexico está anuente en prorrogar por seis meses más la vigencia del tratado anterior.

Aprovecho la opportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi muy distinguida consideración.

Aaron Saenz.

Excelentísimo Señor Barón de Asbeck, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Holanda, Presente.

Légation des Pays-Bas.
No. 864.

Mexico, le 14 septembre 1926.

Monsieur le Ministre,

En réponse à l'office n°. 12011 que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 31 août dernier, j'ai l'honneur de porter à Sa connaissance que Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas m'autorise à prolonger le présent Traité de commerce, pour la durée de six mois.

Le projet néerlandais, dont il y a question dans mon mémorandum n°. 763, du 12 août dernier, sera remis à Son Excellence le Ministre du Mexique à La Haye, probablement dans le courant de cette semaine; simultanément une copie m'en sera envoyée.

Je saurai extrêmement gré à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir, si Elle considère comme fixée la prolongation du présent Traité, jusqu'au 15 avril 1927, par l'échange du mémorandum de cette Légation du 12 août 1926, n°. 763, de la lettre de Votre Excellence du 31 août, n°. 12011, de la présente de cette Légation et de la réponse à celle-ci que j'ai l'honneur de solliciter.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour présenter à Votre Excellence les assurances réitérées de ma plus haute considération.

van Asbeck.

A Son Excellence Monsieur le Licenciado Aaron Saenz, Ministre des Affaires Etrangères, à Mexico.

Secretaría de Relaciones Exteriores.
No. 13674.

Mexico, 28 de septiembre 1926.

Señor Ministro,

He recibido la atenta nota de esa Legación, número 864, de fecha 14 del actual, en la que, con relación al Tratado de amistad y Comercio celebrado entre los Estados Unidos Mexicanos y el Reino de los Países Bajos con fecha 22 de septiembro de 1897, manifiesta Vuestra Excelencia que el proyecto neerlandés debe haber sido entregado al Ministro de Mexico en La Haya en el curso de la semana pasada, y solicita saber si considero como determinada la prórroga del actual Tratado hasta el 15 de abril de 1927, por el cambio del memorándum de esa Legación, número 763 de 12 de agosto último, de mi nota número 12011 de 31 del mismo mes; de la nota que contesto y de la presente.

En debida respuesta tengo la honra de manifestar a Vuestra Excelencia que tratándose únicamente de la prórroga por seis meses del plazo para los efectos del denuncio, debe considerarse el canje de los documentos aludidos como suficiente.

Me es grato renovar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi muy atenta consideración.

Aaron Saenz.

Excelentísimo Señor Barón de Asbeck, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Holanda, Presente.

131.

PAYS-BAS, MEXIQUE.

Echange de Notes afin de proroger le Traité d'amitié et de commerce, conclu le 22 septembre 1897;*) du 28 mars au 22 avril 1927.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 207.

No. 262.

Mexico, le 28 mars 1927.

Monsieur le Ministre,

Les négociations entamées entre les Gouvernements Mexicain et Néerlandais, dans le but de conclure un nouveau traité de commerce et d'amitié, ne sont pas encore terminées. La prorogation du Traité de commerce, conclu entre le Mexique et les Pays-Bas, le 22 septembre 1897, empire le 15 avril prochain.

Dans ces conditions, j'ai été chargé et j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence une nouvelle prorogation dudit Traité, pour la durée d'un an, à partir du 15 avril 1927.

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIII, p. 185.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître Sa réponse dans un délai rapproché et je saisis cette occasion de Lui réitérer les assurances de ma très haute considération.

R. Roosmale Nepveu.

A Son Excellence Monsieur le Licenciado Aaron Saenz,
Ministre des Affaires Etrangères Mexico.

Secretaría de Relaciones Exteriores.
Mexico.
5865. Mexico, 31 de marzo de 1927.

Señor Ministro,

Me refiero a la atenta nota de Vuestra Excelencia número 262 de 28 de marzo en cursc, en la que con motivo de las negociaciones entre los Gobiernos Mexicanos y Neerlandés, con el objeto de celebrar un nuevo tratado de Amistad, solicita una prórroga del mencionado tratado por la duración de un año a partir del 15 de abril de 1927.

En debida respuesta me complace imformar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno accede a prorrogar los efectos del denuncio del tratado celebrado entre Mexico y los Países Bajos el 22 de septiembre de 1897 hasta el 31 de diciembre del corriente año, creyendo justificadamente que este nuevo lapso será bastante para concluir el tratado en proyecto.

Me es grato renovar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi muy atenta consideración.

Aaron Saenz.

Excelentísimo Señor R. Roosmale Nepveu,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Holanda, Presente.

No. 299. Mexico, le 7 avril 1927.
Calle Hamburge n°. 61.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa note en date du 31 mars dernier, n°. 5865, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement Mexicain était disposé à proroger les effets de la dénonciation du traité de commerce et d'amitié, conclu entre le Mexique et les Pays-Bas, le 22 septembre 1897 jusqu'au 31 décembre 1927.

En réponse, j'ai été chargé et j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Néerlandais accepte la proposition du Gouvernement Mexicain.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente et je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, d'offrir à Votre Excellence les assurances réitérées de ma très haute considération.

R. Roosmale Nepveu.

A Son Excellence Monsieur le Licenciado Aaron Saenz,
Ministre des Affaires Etrangères Mexico.

Secretaría de Relaciones Exteriores.
Mexico.
6628. Mexico, 22 de abril de 1927.

Señor Ministro:

Se recibió en esta Secretaría la atenta nota de Vuestra Excelencia, número 299, de fecha 7 de abril en curso por la cual se sirve manifestar que el Gobierno Neerlandés acepta la proposición del Gobierno Mexicano para que se prorroguen los efectos del denuncio del Tratado de Amistad, Comercio y Navegación celebrado entre Mexico y los Países Bajos el 22 de septiembre de 1897, hasta el 31 de diciembre proximo.

Aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi muy distinguida consideración.

Aaron Saenz.

Excelentísimo Señor R. C. T. Roosmale Nepveu,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Holanda, Presente.

132.

PAYS-BAS, BELGIQUE.

Echange de Notes concernant l'assistance judiciaire; signées à Bruxelles, le 23 octobre 1926.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 15.

Légation des Pays-Bas.
Bruxelles, le 23 octobre 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement Néerlandais accepte ce qui suit:

1°. les demandes d'assistance judiciaire prévues à l'Article 6 de la convention relative aux accidents de travail, conclue à La Haye le 9 février 1921, entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement des Pays-Bas,*) seront dorénavant, conformément à l'Article 9, 4e alinéa de la convention de la Haye du 17 juillet 1905, sur la procédure civile,**) adressées directement par l'autorité compétente de chacun des deux pays à l'autorité judiciaire de l'autre, soit en Belgique, le juge de paix dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu, aux Pays-Bas, le président du „Raad van Beroep voor de ongevallenverzekering" dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu.

2°. Ce mode de transmission sera applicable à partir du 15 novembre 1926.

Je saisis volontiers cette occasion, Monsieur le Ministre, de Vous réitérer l'assurance de ma plus haute considération.

van Vredenburch.

Son Excellence Monsieur Emile Vandervelde,
Ministre des Affaires Etrangères, à Bruxelles.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 863.
**) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.

Ministère des Affaires Etrangères.

Bruxelles, le 23 octobre 1926.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement Belge accepte ce qui suit:

1°. les demandes d'assistance judiciaire prévues à l'Article 6 de la convention relative aux accidents de travail, conclue à La Haye le 9 février 1921, entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement des Pays-Bas seront dorénavant, conformément à l'Article 9, 4e alinéa de la convention de La Haye du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, adressées directement par l'autorité compétente de chacun des deux pays à l'autorité judiciaire de l'autre, soit en Belgique le juge de paix dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu, aux Pays-Bas, le président du „Raad van Beroep voor de ongevallenverzekering" dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu.

2°. Ce mode de transmission sera applicable à partir du 15 novembre 1926.

D'autre part, je prends acte que, par Sa lettre en date de ce jour, Votre Excellence a marqué l'accord du Gouvernement de la Reine sur ces dispositions.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

E. Vandervelde.

Son Excellence Monsieur le Jonkheer van Vredenburch,
Ministre des Pays-Bas, à Bruxelles.

133.

DANEMARK, BELGIQUE.

Déclaration concernant l'assistance judiciaire réciproque; signée à Copenhague, le 25 octobre 1926.

Lovtidenden-A. 1926, No. 34.

Déclaration.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ayant jugé utile d'étendre le domaine de l'assistance judiciaire réciproque au moyen d'une déclaration additionnelle à la convention d'extradition dano-belge, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

L'Article 15 de la Convention d'extradition dano-belge conclue à Copenhague, le 25 mars 1876,*) est remplacé par la disposition suivante:

„En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou

*) V. N. R. G. 2. s. II, p. 171.

d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification sera renvoyé par la même voie, au Gouvernement requérant sans restitution des frais."

Article 2.

La présente Déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays; elle aura la même durée que la convention du 25 mars 1876 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi, les plénipotentiaires dûment autorisés, ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 25 octobre 1926.

(L. S.) (sign.) *C. Moltke.*
(L. S.) (sign.) *G. Allart.*

134.

SUISSE, ESTHONIE.

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention de la Haye relative à la procédure civile;*) signée à Tallinn, le 29 octobre 1926.**)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 9.

En vue de déterminer en diverses matières les rapports juridiques entre la Confédération Suisse et la Réqublique d'Esthonie, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante:

Les Articles premier à 24 de la convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Etats à La Haye le 17 juillet 1905 seront appliqués, tant en Esthonie en faveur de la Suisse et des ressortissants suisses qu'en Suisse en faveur de l'Esthonie et des ressortissants esthoniens, sous réserve des dispositions suivantes relativement aux Articles premier, 9 et 18:

a) Les actes à notifier et les commissions rogatoires à exécuter (Art. 1 et 9) seront transmis directement par la division de police du département fédéral de justice et police, à Berne, au ministère de la justice esthonien, à Tallinn, et directement par le ministère de la justice esthonien, à Tallinn, à la division de police du département fédéral de justice et police, à Berne.

b) Les intéressés auront le droit de demander directement l'exécution des décisions visées par l'Article 18 de ladite convention.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. II, p. 243.
**) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 24 mai 1927.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berlin. La Déclaration sortira ses effets dès l'échange des ratifications et demeurera en vigueur six mois après la dénonciation qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi, les soussignés, savoir: M. Carl Bosshardt, consul de Suisse à Tallinn, et M. Friedrich Akel, ministre des affaires étrangères d'Esthonie, dûment autorisées à cet effet, ont signé la présente Déclaration.

Fait à Tallinn, en double exemplaire, le 29 octobre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (sig.) *Carl Bosshardt.*
(L. S.) (sig.) *Fr. Akel.*

135.

AUTRICHE, CANADA.

Arrangement concernant la restitution du produit net résultant des liquidations des biens, droits et intérêts autrichiens; signé à Londres, le 18 novembre 1926.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1928, Stück 3, No. 9.

Übereinkommen

zwischen der Bundesregierung der Republik Österreich und der Regierung des Dominion von Canada, abgeschlossen zwischen Herrn Georg Franckenstein, a. o. Gesandten und bevollmächtigten Minister der österreichischen Republik in London, und Herrn Ernst Lapointe aus der Stadt Ottawa in der Provinz Ontario, Dominion von Canada, Mitglied des Geheimen Rates Seiner Majestät von Canada, Justizminister, Generalanwalt des Dominion von Canada, Mitglied des canadischen Parlaments und Seiner Majestät rechtskundiger Rat für die Provinz Quebec, für die canadische Regierung, welche von den beiderseitigen Regierungen

Agreement

between the Government of the Dominion of Canada and the Federal Government of the Republic of Austria negotiated by the Honourable Ernest Lapointe of the City of Ottawa in the Province of Ontario, Dominion of Canada, Member of His Majesty's Privy Council for Canada, Minister of Justice, Attorney-General of the Dominion of Canada, Member of Parliament of Canada and one of His Majesty's Counsel learned in the law for the Province of Quebec, on behalf of the Canadian Government, and Mr. George Franckenstein, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Austria at the Court of St. James.

*) Entré en vigueur le 4 mai 1927.

für diesen Zweck vorbehaltlich der Genehmigung dieses Übereinkommens, wie weiter unten vorgesehen, gehörig ermächtigt wurden.

Da im Artikel 249 des Staatsvertrages zwischen Österreich und den alliierten und assoziierten Mächten, der am 10. September 1919 in Saint-Germain-en-Laye unterzeichnet wurde,*) vorgesehen ist, dass das Dominion Canada, welches einer der dort angeführten alliierten und assoziierten Staaten ist, das Recht hat, alle Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens des genannten Vertrages Angehörigen des ehemaligen österreichischen Kaiserreiches gehörten, einbehalten und liquidieren kann,

und da ferner in Abschnitt 4 des Annexes nach Artikel 250 des erwähnten Vertrages**) vorgesehen ist, dass alle Güter, Rechte und Interessen von Angehörigen des ehemaligen österreichischen Kaisertums in Canada, sowie der Reinerlös ihres Verkaufes oder der sonstigen Verfügungen darüber von Canada belastet werden können, und zwar an erster Stelle mit der Bezahlung von Beträgen, die auf Grund von Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger mit Bezug auf ihre im Gebiete des ehemaligen Kaisertums Österreich gelegenen Güter, Rechte und Interessen einschliesslich Gesellschaften oder Vereinigungen, an denen sie beteiligt sind, geschuldet sind, sowie auch mit Forderungen canadischer Staatsangehöriger gegen österreichische Staatsangehörige,

und da auf Grund der vorerwähnten Bestimmungen des genannten Vertrages der canadische Verwalter des

Having been duly authorized by their respective Governments for such purpose subject to confirmation of this Agreement as hereinafter provided for.

Whereas it was provided by the Treaty between the Allied and Associated Powers and Austria signed at St. Germain-en-Laye on September 10th, 1919, by Article 249 thereof*) that the Dominion of Canada being one of the Allied and Associated Powers therein referred to has the right to retain and liquidate all Property, Rights or Interests belonging, at the date of coming into force of the said Treaty, to Nationals of the former Austrian Empire.

And whereas it was further provided by Section 4 of the Annex following Article 250 of the said Treaty,**) that all Property, Rights and Interests of Nationals of the former Austrian Empire in Canada and the proceeds of their sale or dealings therein may be charged by Canada in the first place with payments of amounts due in respect of claims of Canadian Nationals with regard to Property, Rights and Interests including Companies and Associations in which they are interested in the former Austrian Empire or debts owing to them by Austrian Nationals.

And whereas in pursuance of the aforesaid provisions in the said Treaty the Canadian Custodian of Enemy Pro-

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 788.
**) V. ibid. p. 794.

feindlichen Eigentums, weiterhin „Verwalter“ genannt, gewisse Güter, Rechte und Interessen österreichischer Staatsangehöriger in Canada in Besitz genommen und liquidiert und sie mit gewissen Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger, wie dies im genannten Vertrage vorgesehen ist, belastet hat,

und da alle diese Ansprüche canadischer Staatsangehöriger gegen Österreich und österreichische Staatsangehörige entweder aus dem Erlöse der Güter, Rechte und Interessen österreichischer Staatsangehöriger in Canada oder durch direkte Zahlung befriedigt wurden oder werden,

und da ein Überschuss an Gütern, Rechten und Interessen österreichischer Staatsangehöriger in Canada vorhanden ist und da die canadische Regierung vorschlägt, der österreichischen Regierung diese Liquidationsüberschüsse zum Zweck der Aufteilung unter die österreichischen Staatsangehörigen, deren Güter, Rechte und Interessen so liquidiert wurden, zu übergeben,

und da die österreichische Regierung sich verpflichtet hat, diese Überschüsse verhältnismässig unter die vorgenannten Staatsangehörigen aufzuteilen,

so wird folgendes Übereinkommen geschlossen:

1. Der Verwalter wird den Reinerlös aus der Liquidierung der Güter, Rechte und Interessen österreichischer Staatsangehöriger in Canada, welche vom canadischen Verwalter auf Grund des obgenannten Staatsvertrages von St. Germain übernommen wurden, nach Befriedigung jener nicht anderweitig abgefundenen Ansprüche canadischer Staatsangehöriger gegen die österreichische Republik und österreichische Staatsangehörige, welche bis spätestens am Tage des Abschlusses des gegenwärtigen Übereinkommens

perty, hereinafter called „The Custodian“, took into his possession and liquidated certain Property, Rights and Interests of Austrian Nationals in Canada and charged thereon certain claims of Canadian Nationals as provided for by the said Treaty.

And whereas all such claims of Canadian Nationals against Austria and Austrian Nationals have been, or are being, satisfied either out of the proceeds of Property, Rights and Interests of Austrian Nationals in Canada or through direct payments.

And whereas there is a surplus of Property, Rights and Interests of Austrian Nationals in Canada and the Canadian Government proposes to hand over to the Austrian Government such surplus proceeds of liquidation for distribution amongst Austrian Nationals whose Property, Rights and Interests have been so liquidated.

And whereas the Austrian Government has undertaken to distribute such surplus proceeds *pro rata* amongst the several Nationals aforesaid.

Now therefore this Agreement witnesseth:

1. The Custodian shall remit to Dr. Josef Schenk, of Vienna, the President of the Austrian Clearing Office, and a former Imperial Royal Minister of Justice, the net proceeds of liquidation of all Property, Rights and Interests of Austrian Nationals in Canada taken over by the Canadian Custodian under authority of the Treaty of St. Germain-en-Laye above referred to and remaining after satisfaction of all otherwise unsatisfied claims of Canadian Nationals against Austria and Austrian Nationals which have been

beim canadischen Verwalter angemeldet wurden, Herrn Dr. Josef Schenk in Wien, Präsident des österreichischen Abrechnungsamtes und gewesener k. k. Justizminister, überweisen.

2. Das österreichische Abrechnungsamt wird alle Summen, die es vom canadischen Verwalter erhalten hat, sofort unter die österreichischen Staatsangehörigen verteilen, und zwar im Verhältnis zu dem Werte der Güter, Rechte und Interessen, welche diesen Staatsangehörigen gehörten und vom Verwalter in Canada übernommen wurden.

3. Das österreichische Abrechnungsamt kann von diesen Zahlungen an österreichische Staatsangehörige Ansprüche des österreichischen Abrechnungsamtes gegen diese österreichischen Staatsangehörigen in Abzug bringen, insofern diese Ansprüche aus Abrechnungen des österreichischen Abrechnungsamtes auf Grund des Staatsvertrages von St. Germain und der darauf bezüglichen österreichischen Gesetzgebung entstanden sind.

4. Das österreichische Abrechnungsamt kann für diese Verteilung einen Regiebeitrag, der jedoch $2^1/_2\%$ nicht übersteigen darf, einheben.

5. Zum Zwecke der Erleichterung dieser Verteilung werden der Verwalter und das österreichische Abrechnungsamt Listen austauschen, die Angaben über jene österreichischen Staatsangehörigen, deren Güter, Rechte und Interessen in Canada liquidiert wurden, über die Personen, aus deren Verwahrung diese Güter, Rechte und Interessen übernommen wurden, und über den Betrag des Erlöses enthalten werden. In den Fällen, in welchen die Güter, Rechte und Interessen in

notified by Canadian Nationals to the Canadian Custodian on or before the date of the present Agreement.

2. The Austrian Clearing Office shall forthwith on receipt thereof distribute *pro rata* amongst the Austrian Nationals, according to the value of the Property, Rights and Interests of such Nationals taken over by the Custodian in Canada, all sums which may come into their hands from the Canadian Custodian.

3. The Austrian Clearing Office may set off, against such payment to Austrian Nationals, claims of the Austrian Clearing Office against such Austrian Nationals which arise out of the operations of the Austrian Clearing Office under the Treaty above referred to in conformity with the pertaining Austrian legislation.

4. The Austrian Clearing Office may make a charge by way of Commission for carrying out the aforesaid distribution provided that such Commission shall not exceed $2^1/_2$ (two and a half) per cent.

5. For the purpose of facilitating this distribution the Custodian and the Austrian Clearing Office shall exchange lists of persons, Austrian Nationals, whose Property, Rights and Interests have been liquidated in Canada, together with the name of the person from whom such Property, Rights and Interests have been taken together with the amount thereof. Where the Property, Rights or Interests consist of securities, the Austrian owner of which is unknown to the Custodian,

Wertpapieren bestehen, deren österreichische Eigentümer dem Verwalter unbekannt sind, wird das österreichische Abrechnungsamt, wenn irgend möglich, dem Verwalter Namen und Adresse dieser Eigentümer und die genaue Bezeichnung der Güter, Rechte und Interessen bekanntgeben.

6. Zum Zwecke der Beschleunigung der vorgesehenen Verteilung wird der Verwalter dem österreichischen Abrechnungsamt nach Genehmigung dieses Uebereinkommens als Anzahlung jene Summe, welche in seinen Händen verfügbar ist, auszahlen. Diese Summe ist als Anzahlung in der vorgesehenen Weise an die österreichischen Staatsangehörigen zu verteilen.

7. Nach Beendigung der Liquidation der österreichischen Güter, Rechte und Interessen in Canada wird der Saldo dem österreichischen Abrechnungsamte zum Zwecke der in diesem Uebereinkommen vorgesehenen Verteilung überwiesen werden.

8. Der Verwalter nimmt zur Kenntnis, dass laut der gegenwärtigen Gesetzgebung in Oesterreich österreichische Staatsangehörige, deren Güter, Rechte und Interessen in einem ehemals feindlichen Lande liquidiert wurden, Anspruch haben, wegen der zurückbehaltenen Guthabungen in 5%igen Schuldverschreibungen der österreichischen Regierung entschädigt zu werden.

Diese Schuldverschreibungen sind, insoweit es sich um Guthaben aus ursprünglich auf Kronen oder deutsche Reichsmark lautenden Forderungen handelt, in österreichischen Schillingen zahlbar und innerhalb von 10 Jahren zu verlosen.

In allen anderen Fällen werden die Schuldverschreibungen in der Währung der in Betracht kommenden alliierten und assoziierten Macht ausgegeben und

the Austrian Clearing Office shall, so far as it is able to do so, deliver to the Custodian the name and address of such owner and the full description of such Property, Rights or Interests.

6. For the purpose of expediting distribution, herein provided for, the Custodian will pay the Austrian Clearing Office on account, on confirmation of this Agreement, such sum as may be available in his hands, which sum shall be distributed as a dividend forthwith amongst Austrian Nationals in the manner herein provided.

7. On the completion of the liquidation of Austrian Property, Rights and Interests in Canada the balance thereof shall be forthwith forwarded to the Austrian Clearing Office for distribution in the manner herein provided.

8. The Custodian takes note that under the laws actually in force in Austria, Austrian Nationals, whose Property, Rights and Interests have been liquidated in an ex-enemy country are entitled to receive, in respect of their unrestored assets, Bonds of the Austrian Government bearing interest at 5 per cent. per annum. In the case of assets consisting of debts expressed originally in Austrian Kronen or German Marks the said Bonds are payable in Austrian Schillings and redeemable within ten years. In all other cases Bonds are issued in the currency of the Allied or Associated Power concerned, redeemable within 25 years in that currency or at the option of the Austrian Federal Government in the Austrian currency at the rate of exchange

sind in 25 Jahren in dieser Währung oder nach Wahl der österreichischen Bundesregierung in österreichischen Schillingen zum Kurse des Fälligkeitstages einzulösen.

obtaining at the tim wheen the Bonds fall due.

9. Die Aufstellung des Verwalters über den Erlös aus den Gütern, Rechten und Interessen österreichischer Staatsangehöriger in Canada wird für jeden Fall den Bruttobetrag und alle hierauf ruhenden Lasten und Abzüge ausweisen.

Der Verwalter wird dem österreichischen Abrechnungsamte auch eine Aufstellung übergeben, aus welcher alle Beträge zu ersehen sind, die mit Zustimmung des österreichischen Abrechnungsamtes oder auf Grund einer Entscheidung des Gemischten Schiedsgerichtshofes aus dem österreichischen Liquidationsfonds zur Tilgung von Schulden der österreichischen Bundesregierung oder österreichischer Staatsangehöriger ausgezalht wurden.

9. The statement of the Custodian of the amount of liquidation of Property, Rights and Interests of Austrian Nationals in Canada shall show the gross amount in each case and all charges and deductions thereon. The Custodian will furnish the Austrian Clearing Office with a statement of all sums paid with the consent of the Austrian Clearing Office or in execution of a decision of the Mixed Arbitral Tribunal out of the Austrian Liquidation Fund in satisfaction of claims against Austrian Federal Government and Nationals of the Austrian Republic.

10. Für die Zwecke des gegenwärtigen Uebereinkommens werden die Angehörigen der Tschechoslowakei und der anderen Nachfolgestaaten, deren Ansprüche auf Freigabe ihrer Güter, Rechte und Interessen vom canadischen Custodian zurückgewiesen wurden, als österreichische Staatsangehörige behandelt werden und werden, wenn sie ihre Titel an den Verwalter abliefern, Anspruch auf alle Vorteile aus diesem Uebereinkommen geniessen.

10. For the purpose of this present Agreement Nationals of Czecho-Slovakia or other Successor States whose claims to the release of their Property, Rights or Interests have been rejected by the Canadian Custodian shall be treated as Austrian Nationals and shall be entitled to all the benefits of this Agreement on surrending to the Custodian their titles to such Property, Rights or Interests.

11. Dieses Uebereinkommen wird durch die Bundesregierung der Republik Oesterreich und durch eine Order in Council des General-Gouverneurs von Canada genehmigt werden.

11. This Agreement shall be confirmed by Order of the Governor-General of Canada in Council and by the Austrian Government.

12. Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird das Recht haben, Meinungsverschiedenheiten, welche zwischen ihnen hinsichtlich der Auslegung und der Anwendung dieses

12. Any difference which may arise between the parties to this Agreement as to construction or effect may be referred by either party to the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal

Uebereinkommens entstehen sollten, dem englisch-österreichischen Gemischten Schiedsgerichtshof zu unterbreiten, dessen Entscheidung endgültig sein wird. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Texte des Uebereinkommens entscheidet der erstere.

Urkund dessen haben die Unterfertigten nach gehöriger Ermächtigung durch die beiderseitigen Regierungen das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihr Siegel beigedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung zu London in englischer und deutscher Sprache am achtzehnten November 1926.

(L. S.) (Gez.) *Ernest Lapointe.*
(L. S.) (Gez.) *Georg Franckenstein.*

whose decision shall be final. If any dispute arises respecting the English and German texts of this Agreement the English text shall prevail.

In witness whereof the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in London, in English and the official language of the Republic of Austria texts the Eighteenth day of November, 1926.

(L. S.) (Sgd.) *Ernest Lapointe.*
(L. S.) (Sgd.) *George Franckenstein.*

136.

SUISSE, GRÈCE.

Convention provisoire de commerce; signée à Athènes, le 29 novembre 1926.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 9.

Le Conseil Fédéral Suisse et le Président de la République Hellénique,

désireux de favoriser les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure une Convention Provisoire de Commerce et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Eugène Broye, Chargé d'Affaires de Suisse a. i., à Athènes, et

Le Président de la République Hellénique:

Son Excellence Monsieur P. A. Argyropoulo, Ministre des Affaires Etrangères,

---

*) Entrée en vigueur le 30 novembre 1926.

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Parties Contractantes se garantissent réciproquement en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties Contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement et immédiatement, de tous les privilèges et faveurs que, dans les domaines précités, elle a concédés ou concéderait à un Etat tiers, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane, aux coefficients de majoration, aux entrepôts de douane (y compris le régime concernant l'entrée, la sortie et la conservation des marchandises dans les ports francs, points francs ou magasins généraux), aux taxes intérieures, aux formalités et au traitement des expéditions en douane, ainsi qu'aux droits d'accise ou de consommation.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour les habitants de certaines de leurs régions en vue de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties.

Article 2.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance directe ou indirecte de Grèce, énumérés à la liste A ci-annexée, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier suisse des droits d'entrée indiqués à ladite liste A.

Article 3.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à ne pas établir et à ne pas maintenir sur leurs importations ou exportations respectives, des prohibitions ou des restrictions quelconques, qui ne s'appliqueraient pas aux produits similaires en provenance ou à destination de tout autre pays.

Des exceptions pourront être faites toutefois en ce qui concerne les prohibitions ou restrictions visant:

a) la sécurité publique,

b) la santé publique, ou la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes nuisibles et les parasites.

Article 4.

Si l'une des Parties Contractantes frappe les produits d'un pays tiers de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires de l'autre Partie ou si elle soumet les produits d'un pays tiers à des prohibitions ou restrictions d'importation qu'elle n'applique pas aux mêmes produits de l'autre Partie, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux

produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités ou chambres de commerce qui seront, à cet effet, désignées par le pays d'exportation.

Si le pays d'importation exige le visa consulaire des certificats d'origine, le taux de ce visa ne pourra dépasser un franc or ou une drachme or par pièce.

Article 5.

Chacune des Parties Contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits importés du territoire de l'autre Partie, si les mêmes produits sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou s'ils sont fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe.

Toutefois, les taxes sur les articles importés ne peuvent être ni plus élevées ni plus onéreuses que pour les produits indigènes.

Article 6.

Les produits faisant l'objet de monopole d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée supplémentaire, même si les produits ou les matières similaires indigènes n'y sont pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Article 7.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans le délai de 12 mois et sous réserve des mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1° pour les objets à réparer;

2° pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux de voyageurs de commerce, conformément aux dispositions de l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923;

3° pour les produits naturels ou fabriqués, destinés aux expositions, foires et concours internationaux.

Article 8.

Les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce dernier les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise, et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons opérant la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays ne dépasse pas six mois. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

La carte de légitimation mentionnée au premier alinéa doit être conforme au modèle annexé à l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce; les Parties Contractantes se réservent à ce sujet l'entière liberté de leur législation.

Article 9.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, y compris le Protocole additionnel, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, à la requête d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral qui sera, en règle générale, composé de trois membres, les Parties Contractantes nommant, chacune, un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, le surarbitre. Si l'une des Parties le demande, le Tribunal arbitral sera, toutefois, composé de cinq membres, les Parties Contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le surarbitre.

Le surarbitre et, le cas échéant, les arbitres à désigner en commun, ne devront, ni être des ressortissants des Etats Contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si la nomination du surarbitre et, le cas échéant, des arbitres à désigner en commun ou au gré de l'une des Parties n'intervenait pas dans les quatre mois qui suivent la notification d'une demande d'arbitrage, ils seront désignés, à la demande d'une seule des Parties, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats Contractants, par le Vice-Président ou, si celui-ci se trouve dans le même cas, par le membre le plus ancien de la Cour.

Le Tribunal se réunira au lieu désigné par le surarbitre. Il règlera lui-même la procédure. Ses sentences auront force obligatoire.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige a trait à l'interprétation ou à l'application de la Convention, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa premier du présent Article.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur le jour qui suivra sa signature. Elle est conclue pour la durée d'une année à partir de son entrée en vigueur; cependant, si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée par tacite reconduction pour une durée indéterminée.

Elle pourra alors être dénoncée en tout temps, et restera en vigueur pendant trois mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Faite en double expédition, à Athènes, le 29 novembre 1926.

(L. S.) signé: *Eugène Broye.*
(L. S.) signé: *P. A. Argyropoulo.*

Liste A.

Produits grecs admissibles en Suisse au bénéfice des droits réduits.

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par q. Fr. Ct.
ex 33	Raisins secs de Corinthe	10.—
37 b	Figues	10.—
	Huiles comestibles:	
	— en récipients de tout genre pesant plus de 10 kg:	
72	— — Huile d'olives	10.—
160	Eponges	35.—
	Soie et bourre de soie (chappe) pour le tissage:	
	— écrues:	
	— — non moulinées:	
436	— — — Grège	2.—
ex 482 b	Tapis de laine à points noués	150.—
629 a	Emeri brut	—.30
ex 632 a	Emeri en poudre	6.—
	Résines de tout genre, pour usages industriels:	
	— solides:	
989	— — Colophane	—.30
995	Essence de térébenthine	—.50

Protocole additionnel.

Au moment de signer la Convention Provisoire de Commerce conclue à la date de ce jour entre la Suisse et la Grèce, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus que les stipulations de la susdite Convention seront, dès leur entrée en vigueur, intégralement applicables à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que cette dernière sera liée à la Confédération Suisse par le Traité d'Union douanière du 29 mars 1923.*)

Fait, en double, à Athènes, le 29 novembre 1926.

(L. S.) signé: *Eugène Broye.*
(L. S.) signé: *P. A. Argyropoulo.*

*) V. **N. R. G.** 3. s. XVII, p. 218.

137.

SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant l'assistance judiciaire en matières civile et commerciale; signée à Berne, le 21 decembre 1926.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, No. 25.

Übersetzung.

Abkommen
zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakischen Republik über die gegenseitige Rechtshilfe in Zivil- und Handelssachen.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Präsident der Tschechoslowakischen Republik, indem sie die internationale Haager Übereinkunft betreffend Zivilprozessrecht vom 17. Juli 1905,**) welcher sowohl die Schweiz als die Tschechoslowakische Republik beigetreten sind, als Grundlage der Rechtshilfebeziehungen zwischen den beiden Ländern annehmen und es als nützlich erachten, daran einige Abänderungen anzubringen und aussserdem die Beglaubigung und die Beweiskraft von Urkunden, sowie die Erteilung von Rechtsauskunft zu regeln, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu treffen und haben als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn Heinrich Häberlin, schweizerischer Bundespräsident, Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes,

Der Präsident der Tschechoslowakischen Republik:

Herrn Dr. Emil Spira, Sektionschef im Justizministerium, und

Herrn Dr. Karel Halfar, Chef der Abteilung für internationale Verträge im Ministerium des Auswärtigen,

welche nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehende Bestimmungen vereinbart haben:

I. Aktenzustellungen; Ersuchsschreiben.

Artikel 1.

Die gegenseitige Rechtshilfe bezieht sich:

a) auf die Zustellung von gerichtlichen und aussergerichtlichen Aktenstücken, einschliesslich solcher der nichtstreitigen Gerichtsbarkeit insbesondere von Akten in Vormundschafts- und Pflegschaftsangelegenheiten, sowie in Beitreibungs- und Konkurssachen;

b) auf die Vollziehung von Ersuchsschreiben in den in lit. a) vorgesehenen Angelegenheiten.

Rechtshilfe wird dann nicht geleistet, wenn der verlangten Handlung der Charakter einer Vollzugsmassnahme zukommt.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 16 novembre 1927.
**) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.

Artikel 2.

Die zuzustellenden Aktenstücke, sowie die zu vollziehenden Ersuchsschreiben (Art. 1 und 9 der Haager Übereinkunft) werden von der Polizeiabteilung des Justiz- und Polizeidepartements der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Bern unmittelbar dem Justizministerium der Tschechoslowakischen Republik in Prag und vom Justizministerium der Tschechoslowakischen Republik in Prag unmittelbar der Polizeiabteilung des Justiz- und Polizeidepartements der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Bern übermittelt. Diese beiden Amtsstellen veranlassen die rasche Erledigung der Ersuchen durch die zuständigen schweizerischen oder tschechoslowakischen Behörden. Sie senden die erledigten oder nicht erledigten Ersuchen zurück. Für ihren Verkehr bedienen sich die beiden Behörden ausschliesslich der französischen Sprache.

Artikel 3.

a) Die im Sinne von Artikel 1 und 2 der Haager Übereinkunft zuzustellenden Aktenstücke (einfache Zustellung) werden in der Schweiz in der Sprache der ersuchenden Behörde abgefasst, in der Tschechoslowakei in tschechoslowakischer Sprache oder, soweit die in Kraft bestehenden Vorschriften es zulassen, in der Sprache der nationalen Minderheit. Die zuzustellenden Aktenstücke werden mit der Unterschrift und dem Siegel oder Stempel der ersuchenden Behörde versehen. Beglaubigung ist nicht erforderlich.

b) Bei Zustellungen gemäss Artikel 3 der Haager Übereinkunft (Zustellung in einer besondern Form) wird das in der Tschechoslowakei zuzustellende Aktenstück in tschechoslowakischer Sprache abgefasst oder von einer Übersetzung in diese Sprache begleitet; das in der Schweiz zuzustellende Aktenstück wird in der Amtssprache der ersuchten schweizerischen Behörde abgefasst oder von einer Übersetzung in diese Sprache begleitet. Diese Übersetzungen werden, auf Begehren, im ersuchten Staat auf Kosten der ersuchenden Behörde hergestellt.

c) Die schweizerischen Ersuchsschreiben und ihre Beilagen werden in der Amtssprache der ersuchenden schweizerischen Behörde abgefasst und von einer Übersetzung in tschechoslowakischer Sprache begleitet; die tschechoslowakischen Ersuchsschreiben und ihre Beilagen werden in tschechoslowakischer Sprache abgefasst und von einer Übersetzung in die Amtssprache der ersuchten schweizerischen Behörde begleitet. Diese Übersetzungen werden, auf Begehren, im ersuchten Staate auf Kosten der ersuchenden Behörde hergestellt. Die Ersuchsschreiben und die Übersetzungen werden mit der Unterschrift und dem Siegel oder Stempel der ersuchenden Behörde versehen. Beglaubigung ist nicht erforderlich.

Artikel 4.

Weder die Zustellung von Aktenstücken, noch die Vollziehung von Ersuchsschreiben, noch die Herstellung der in Art. 3 dieses Abkommens vorgesehenen Übersetzungen dürfen abgelehnt werden, weil die ersuchende Behörde keinen Vorschuss für die zu ersetzenden Auslagen erlegt hat.

Die Portogebühren fallen zu Lasten der übersendenden Behörde.

II. Vollstreckung von Entscheidungen über Prozesskosten.

Artikel 5.

Die in Art. 18, Abs. 1 und 2, der Haager Übereinkunft genannten Entscheidungen über Prozesskosten, die von den Gerichten des einen der beiden Staaten gefällt werden, sind im Gebiete des andern Staates auf ein Begehren, das die beteiligte Partei auf direktem Wege stellt, in gleicher Weise zu vollstrecken, wie die Entscheidungen der eigenen Gerichte.

Das Begehren muss von dem mit der Rechtskraftbescheinigung versehenen Dispositiv der Entscheidung begleitet sein. Die Rechtskraftbescheinigung wird vom Gericht, das die Entscheidung gefällt hat, oder, in der Schweiz, vom Gerichtsschreiber dieses Gerichts ausgestellt. Der Gesuchsteller hat ferner eine als richtig bescheinigte Übersetzung dieser Urkunden einzureichen, in der Tschechoslowakei in tschechoslowakischer Sprache, in der Schweiz in der Sprache der ersuchten Behörde.

III. Beglaubigung und Beweiskraft von Urkunden.

Artikel 6.

Urkunden, die von den Gerichten des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des andern Staates keiner Beglaubigung, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichtes versehen sind. Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die vom Gerichtsschreiber unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Urkunden, die von einer zentralen oder einer diesen gleichgestellten oder einer kantonalen Verwaltungsbehörde eines der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des andern Staates keiner Beglaubigung, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind und diese Behörde in dem dem gegenwärtigen Abkommen beigefügten Verzeichnis aufgeführt ist. Das Verzeichnis kann jederzeit im beiderseitigen Einverständnisse im Verwaltungswege durch Bekanntmachung geändert oder ergänzt werden.

Artikel 7.

Die im Gebiete des einen der beiden Staaten errichteten öffentlichen Urkunden und die dort geführten Geschäftsbücher haben vor den Gerichten des andern Staates die Beweiskraft, die ihnen die Gesetze des Staates verleihen, in dem sie errichtet wurden oder geführt werden. Immerhin kommt ihnen Beweiskraft nur in dem Masse zu, das von den Gesetzen des Staates, wo das gerichtliche Verfahren stattfindet, zugelassen wird.

IV. Rechtsauskunft und Mitteilung von Rechtsvorschriften.

Artikel 8.

Das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement und das tschechoslowakische Justizministerium erteilen einander auf Ersuchen Auskunft über das in ihrem Lande geltende Recht.

Im Ersuchen ist genau zu bezeichnen, über welche Rechtsvorschriften Auskunft gewünscht wird.

Schlussbestimmungen.

Artikel 9.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Prag ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt nach Kündigung, die jederzeit zulässig ist, noch drei Monate in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen in doppelter Ausfertigung unterzeichnet.

So geschehen in Bern, den 21. Dezember 1926.

(sig.) *H. Häberlin.*
(sig.) Dr. *Emil Spira.*
(sig.) Dr. *Karel Halfar.*

Zusatzprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakischen Republik über die gegenseitige Rechtshilfe in Zivil- und Handelssachen haben die Bevollmächtigten der beiden Staaten in gegenseitigem Einverständnis festgestellt

1. dass die Vormundschafts- und Pflegschaftsbehörden in der Slowakei und in Karpatho-Russland als Gerichtsbehörden im Sinne des Abkommens gelten;
2. dass für die Bewirkung von Aktenzustellungen ein Formular vereinbart wird, dessen sich die Polizeiabteilung des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes und das Tschechoslowakische Justizministerium bedienen werden.

Dieses Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Abkommens.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet.

So geschehen in Bern in doppelter Ausfertigung am 21. Dezember 1926.

(sig.) *H. Häberlin.*
(sig.) Dr. *Emil Spira.*
(sig.) Dr. *Karel Halfar.*

Verzeichnis der Verwaltungsbehörden, deren Fertigung gemäss Art. 6, Abs. 2, des Abkommens zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei über die gegenseitige Rechtshilfe in Zivil- und Handelssachen keiner Beglaubigung bedarf.

A. Für schweizerische Urkunden:

I. Eidgenössische Behörden:

Die Departemente des Schweizerischen Bundesrates:
Eidgenössisches Politisches Departement,
Eidgenössisches Departement des Innern,

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement,
Eidgenössisches Militärdepartement,
Eidgenössisches Finanz- und Zolldepartement,
Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement,
Eidgenössisches Post- und Eisenbahndepartement.

Die Schweizerische Bundeskanzlei (la Chancellerie Fédérale, la Cancelleria Federale).

II. Kantonale Behörden:

Kanton Zürich: Die Staatskanzlei,
Kanton Bern: Die Staatskanzlei (la Chancellerie d'Etat),
Kanton Luzern: Die Staatskanzlei,
Kanton Uri: Die Standeskanzlei,
Kanton Schwyz: Die Kantonskanzlei,
Kanton Unterwalden ob dem Wald: Die Staatskanzlei,
Kanton Unterwalden nid dem Wald: Die Standeskanzlei,
Kanton Glarus: Die Regierungskanzlei,
Kanton Zug: Die Kantonskanzlei,
Kanton Freiburg: La Chancellerie d'Etat (die Staatskanzlei),
Kanton Solothurn: Die Staatskanzlei,
Kanton Baselstadt: Die Staatskanzlei,
Kanton Baselland: Die Landeskanzlei,
Kanton Schaffhausen: Die Staatskanzlei,
Kanton Appenzell A.-Rh.: Die Kantonskanzlei,
Kanton Appenzell I.-Rh.: Landammann und Standeskommission,
Kanton St. Gallen: Die Staatskanzlei,
Kanton Graubünden: Die Standeskanzlei (la Cancelleria di Stato),
Kanton Aargau: Die Staatskanzlei,
Kanton Thurgau: Die Staatskanzlei,
Kanton Tessin: La Cancelleria di Stato,
Kanton Waadt: La Chancellerie d'Etat,
Kanton Wallis: La Chancellerie d'Etat (die Staatskanzlei),
Kanton Neuenburg: La Chancellerie d'Etat,
Kanton Genf: La Chancellerie d'Etat.

B. Für tschechoslowakische Urkunden:

1. Das Ministerium des Innern,
die politischen Landesverwaltungen in Praha, Brno und Opava,
die Zivilverwaltung für Karpatho-Russland in Užhorod,
die Präsidien der Polizeidirektionen,
das Archiv des Ministeriums des Innern.
2. Das Gesundheitsministerium.
3. Das Post- und Telegraphenministerium,
das Postscheckamt in Praha,
die Post- und Telegraphendirektionen in Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava und Košice.

4. Das Handelsministerium,
   das Patentamt in Praha.
5. Das Ministerium für öffentliche Arbeiten.
6. Das Finanzministerium.
7. Das Landwirtschaftsministerium,
   Landwirtschaftsministerium, Dienstabteilung für die Slowakei, in Bratislava,
   Landwirtschaftlicher Auskunftsdienst der Zivilverwaltung für Kartho-Russland, in Užhorod,
   Direktion der Staatsdomänen, in Prag,
   Direktion der Staatswaldungen, in Brandýs n./L., Žarnovice, Benská, Bystrice, Liptavský, Hradek, Solny Hrad, Užhorod, Rahovo und Buština,
   Ministerialkommission für Landwirtschaftsfragen, in Prag,
   Provinzialkommission für Landwirtschaftsfragen, in Brno und Opava,
   Landwirtschaftliche Staatsarchive.
8. Das Ministerium für Landesverteidigung.
9. Das Unterrichtsministerium,
   die Landesschulräte in Praha, Brno und Opava,
   die Sektion des Unterrichtsministeriums in Bratislava,
   die Sektion für Schulwesen der Zivilverwaltung für Karpatho-Russland in Užhorod.
10. Das Ministerium für äussere Angelegenheiten,
    das Archiv des Ministeriums für äussere Angelegenheiten.
11. Das Ministerium für Volksverpflegung.
12. Das Justizministerium.
13. Das Ministerratspräsidium.
14. Das Ministerium für Vereinheitlichung der Gesetzgebung und Verwaltungsorganisation.
15. Das (bevollmächtigte) Ministerium für die Verwaltung der Slowakei in Bratislava.
16. Das Eisenbahnministerium,
    die Eisenbahndirektionen in Praha-Sud, Praha-Nord, Plzen, Hradce Kralove, Brno, Olomouc, Bratislava und Košice.
17. Das Ministerium für Soziale Fürsorge.
18. Das Oberste Kontrollrechnungsamt in Praha.
19. Das staatliche Bodenamt in Praha.
20. Das statistische Amt in Praha.
21. Die Kanzlei des Präsidenten der Republik in Praha.
22. Die Kanzlei des Abgeordnetenhauses der Nationalversammlung in Praha.
23. Die Kanzlei des Senats der Nationalsversammlung in Praha.

138.

AUTRICHE, ALLEMAGNE.

Convention sur les successions des ressortissants respectifs; signée à Vienne, le 5 février 1927.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, Stück 71, No. 270.

Nachlassabkommen
zwischen der Republik Österreich und dem Deutschen Reiche.

Die Republik Österreich und das Deutsche Reich sind übereingekommen, zur Förderung der rechtlichen Beziehungen ihrer Staatsangehörigen und zur Vermeidung von Schwierigkeiten, die aus der Verschiedenheit des Rechtes beider Staaten erwachsen können, die Nachlassangelegenheiten ihrer Staatsangehörigen durch gemeinsame Bestimmungen zu ordnen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundespräsident der Republik Österreich:
die Herren Bundeskanzler Dr. Ignaz Seipel,
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Markus Leitmaier und
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Edmund Krautmann,

der Deutsche Reichspräsident:
die Herren Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Hugo Graf Lerchenfeld-Köfering,
Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Carl Goes und
Ministerialrat im Reichsjustizministerium, Geheimen Regierungsrat Dr. Wilhelm Kiesow,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgendes vereinbart haben:

Erster Abschnitt.
Allgemeine Bestimmungen.

§ 1.

Gleichbehandlung der Angehörigen beider Staaten.

(1) Die Angehörigen des einen Staates werden hinsichtlich des Erwerbes von Todes wegen in dem andern Staate in privatrechtlicher und öffentlich-rechtlicher Beziehung wie die Inländer behandelt; dies gilt insbesondere auch für die Abgaben von Todes wegen. Die Angehörigen des einen Staates, die in dem andern Staate erbrechtliche Ansprüche erheben, müssen nach dem Heimatrechte des Erblassers und nach ihrem eigenen Heimatrecht erbfähig sein.

(2) Die in einem der beiden Staaten geltenden Vorschriften, wonach juristische Personen zum Erwerbe von Todes wegen einer staatlichen Genehmigung bedürfen, bleiben unberührt.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 23 août 1927. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1927, II, p. 878.

§ 2.

Vertretungsbefugnis der Konsularbehörde.

In allen Nachlasssachen, die im Gebiet eines der beiden Staaten abgehandelt werden, ist die Konsularbehörde kraft Gesetzes befugt, ihre Staatsangehörigen vor der Ortsbehörde zu vertreten, sofern sie abwesend sind und keinen andern Bevollmächtigten ernannt haben.

Zweiter Abschnitt.

Erbfolge und Verfügungen von Todes wegen.

§ 3.

Beerbung nach Heimatrecht.

(1) Die Angehörigen des einen Staates werden in Ansehung des in dem andern Staate befindlichen beweglichen und unbeweglichen Vermögens nach dem Rechte des Staates beerbt, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat; dies gilt auch hinsichtlich der Haftung des Erben für die Nachlassverbindlichkeiten.

(2) Bei Gegenständen, die nach dem Rechte des Staates, in dem sie sich befinden, einer besonderen Güterordnung unterliegen (Fideikommisse, Anerbengüter u. dgl.), bestimmt sich die Rechtsnachfolge nach dem Rechte dieses Staates.

§ 4.

Erbloser Nachlass.

Der Nachlass, der nach dem Heimatrechte des Erblassers mangels sonstiger Erbberechtigter kraft Gesetzes einer juristischen Person, insbesondere dem Staate, zufiele, unterliegt, soweit er sich zur Zeit des Todes des Erblassers in dem andern Staate befindet, dem Rechte dieses Staates. Der Nachlass fällt der juristischen Person zu, der er zufiele, wenn ihn ein Inländer hinterlassen hätte.

§ 5.

Errichtung der Verfügungen von Todes wegen.

a) Form.

Die Form für die Errichtung einer Verfügung von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung angehört hat; es genügt jedoch die Beobachtung der Gesetze des Ortes, wo die Verfügung errichtet wird. Das gleiche gilt für die Aufhebung einer Verfügung von Todes wegen.

§ 6.

b) Fähigkeit, Willensmängel.

(1) Die Fähigkeit zur Errichtung einer Verfügung von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung angehört hat. Dieses Recht ist auch dafür massgebend, ob die Errichtung eines gemeinschaftlichen Testaments oder eines Erbvertrags zulässig ist, und ob bestimmte Personen Verfügungen von Todes wegen nur in besonderer Form treffen können.

(2) Die rechtliche Bedeutung von Willensmängeln (Irrtum, Betrug, Drohung) für Verfügungen von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung der Verfügung angehört hat.

§ 7.

Aufhebung der Verfügungen von Todes wegen.

Die Bestimmungen über die Errichtung einer Verfügung von Todes wegen (§§ 5 und 6) sind auf die Aufhebung einer solchen Verfügung sinngemäss anzuwenden. Ein Wechsel der für den Erblasser zur Zeit der Errichtung einer Verfügung von Todes wegen massgebenden Staatsangehörigkeit lässt jedoch seine Fähigkeit zur Aufhebung einer Verfügung von Todes wegen unberührt.

Dritter Abschnitt.

Zuständigkeit der Behörden, Verfahren.

§ 8.

Zuständigkeit der Nachlassbehörden.

(1) Die Verrichtungen, die bei der Regelung eines Nachlasses den Behörden obliegen, werden von den Behörden des Staates vorgenommen, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat (Heimatbehörden). Als Heimatbehörden gelten auch die Konsularbehörden, soweit ihnen die Verrichtungen durch das Recht ihres Staates im Rahmen dieses Vertrags übertragen werden.

(2) Im Falle des § 3, Absatz 2, sind die Behörden des Staates zuständig, nach dessen Rechte sich die Rechtsnachfolge bestimmt.

§ 9.

Mitteilung von Todesfällen.

(1) Die Ortsbehörde hat der Konsularbehörde des Staates, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat, unverzüglich von dem Todesfalle Kenntnis zu geben und ihr mitzuteilen, was ihr über die Erben und ihren Aufenthalt, über den Nachlass sowie über das Vorhandensein einer Verfügung von Todes wegen bekannt ist.

(2) Erhält zuerst die Konsularbehörde von dem Todesfalle Kenntnis, so hat sie die Ortsbehörde in gleicher Weise zu benachrichtigen.

§ 10.

Sicherungsmassnahmen.

a) Anordnung.

(1) Die Behörden jedes der beiden Staaten haben für die Sicherung der in ihrem Gebiete befindlichen Nachlassgegenstände zu sorgen, soweit und solange ein Bedürfnis besteht; sie können insbesondere einen Nachlasspfleger bestellen. Ein Nachlasspfleger ist zu bestellen, wenn ein Anspruch gegen den Nachlass vor Gerichten oder anderen Behörden geltend gemacht werden soll.

(2) Trifft die Ortsbehörde trotz Ersuchens der Konsularbehörde keine Sicherungsmassnahmen oder liegt ein dringender Fall vor, so darf die Konsularbehörde nach dem Rechte ihres Staates den Nachlass siegeln und ein Nachlassverzeichnis aufnehmen.

(3) Die Ortsbehörde und die Konsularbehörde haben, soweit es die Umstände gestatten, einander von den beabsichtigten und von den getroffenen Sicherungsmassnahmen Mitteilung zu machen. Sie haben, falls nicht Gefahr im Verzug ist, einander Gelegenheit zu geben, bei Siegelung des Nachlasses und bei Aufnahme des Nachlassverzeichnisses sowie bei Abnahme der Siegel mitzuwirken.

§ 11.

b) Aufhebung.

Die auf Grund des § 10, Absatz 1, getroffenen Massnahmen sind auf Ersuchen der Heimatbehörde aufzuheben. Die Aufhebung einer Nachlasspflegschaft kann jedoch nur dann verlangt werden, wenn für die Vertretung der Erben oder des Nachlasses in anderer Weise gesorgt ist.

§ 12.

Behandlung der Verfügungen von Todes wegen.

(1) Eine von einem Angehörigen des einen Staates errichtete Verfügung von Todes wegen, die sich in dem andern Staate befindet, ist von den Ortsbehörden zu beschaffen und zu eröffnen. Der Heimatbehörde ist eine beglaubigte Abschrift der Verfügung von Todes wegen sowie der über die Eröffnung aufgenommenen Niederschrift zu übermitteln. Auf ihr Verlangen ist ihr die Urschrift der Verfügung von Todes wegen zu übersenden; in diesem Falle ist eine beglaubigte Abschrift zurückzubehalten.

(2) Die Heimatbehörde hat eine in ihrem Besitze befindliche Verfügung von Todes wegen der Ortsbehörde auf ihr Verlangen zur Einsicht zu übersenden und eine beglaubigte Abschrift davon zu erteilen.

§ 13.

Rechte und Pflichten der Konsularbehörde.

a) Besitznahme und Verwaltung des Nachlasses.

(1) Die Konsularbehörde hat das Recht, den Nachlass, auch wenn er von der Ortsbehörde sichergestellt ist, in Besitz zu nehmen, soweit der Erbe hiezu befugt wäre. In diesem Falle ist eine auf Grund des § 10, Absatz 1, angeordnete Nachlasspflegschaft aufzuheben.

(2) Die Konsularbehörde kann Erklärungen eines Erbberechtigten, die sich auf den Nachlass beziehen, entgegennehmen, beglaubigen oder beurkunden sowie Auseinandersetzungen unter den Erbberechtigten, soweit sie freiwillig erscheinen, vermitteln.

(3) Hat die Konsularbehörde den Nachlass in Besitz genommen, so hat sie für seine ordnungsmässige Verwaltung zu sorgen. Sie kann insbesondere über die Nachlassgegenstände innerhalb der Grenzen einer ordnungsmässigen Verwaltung verfügen, die zum Nachlasse gehörigen Rechte vor

den Ortsbehörden geltend machen und wegen der von dem Erblasser herrührenden Verbindlichkeiten vor den Ortsbehörden in Anspruch genommen werden.

§ 14.

b) Sicherung der Nachlassgläubiger.

(1) Die Konsularbehörde hat die Nachlassgegenstände, die sie in Besitz genommen hat, bis zum Ablaufe von drei Monaten seit dem Tode des Erblassers aufzubewahren. Sie ist jedoch jederzeit berechtigt, aus dem Nachlass im voraus die Kosten der letzten Krankheit und des Begräbnisses des Erblassers, den halbjährigen Mietzins, die Vergütung der Haushaltungsangestellten, die Gerichts-, Konsulats- und ähnlichen Kosten sowie im Notfalle die erforderlichen Kosten des Unterhaltes der Familie des Erblassers zu bestreiten.

(2) Die Konsularbehörde darf Nachlassgegenstände nicht eher in das Ausland gelangen lassen oder dem Erben, einem Testamentsvollstrecker oder einem andern Berechtigten herausgeben, als bis die bei ihr angemeldeten Ansprüche befriedigt oder sichergestellt sind. Die Verpflichtung erlischt, wenn die Konsularbehörde nicht binnen sechs Monaten seit dem Tode des Erblassers davon Kenntnis erhält, dass der Anspruch anerkannt oder eingeklagt worden ist.

§ 15.

c) Sicherung der Abgaben von Todes wegen.

(1) Die Konsularbehörde hat sobald wie möglich der für die Feststellung der Abgaben von Todes wegen und der sonstigen öffentlichen Abgaben zuständigen Ortsbehörde den Namen des Erben oder Vermächtnisnehmers, der sein Recht nachgewiesen hat, sowie die Grösse des Erbteils oder den Gegenstand des Vermächtnisses und die sonstigen für die Berechnung der Abgaben von Todes wegen in Betracht kommenden Umstände mitzuteilen.

(2) Die Konsularbehörde darf trotz Ablaufs der im § 14, Absatz 2, bezeichneten Frist Nachlassgegenstände nicht eher in das Ausland gelangen lassen oder dem Erben, einem Testamentsvollstrecker oder einem andern Berechtigten herausgeben, als bis die Abgaben von Todes wegen gezahlt oder sichergestellt sind, die in dem Staate zu entrichten sind, in dem sich der Nachlass befindet. Sie hat sich vor der Herausgabe mit der Ortsbehörde darüber ins Einvernehmen zu setzen, ob die Abgaben von Todes wegen gezahlt sind, oder welcher Teil des Nachlasses zu ihrer Sicherstellung zurückzubehalten ist.

§ 16.

Zwangsvollstreckung in Nachlassgegenstände.

Die Zwangsvollstreckung in die Nachlassgegenstände bleibt zulässig, auch wenn sie sich im Besitze der Konsurlarbehörde befinden; jedoch ist die Anwendung unmittelbaren Zwanges ausgeschlossen. Die Konsularbehörde hat auf Ersuchen der Ortsbehörde die Nachlassgegenstände zum Zwecke der Zwangsvollstreckung herauszugeben.

§ 17.

Herausgabe des Nachlasses durch die Ortsbehörde.

Wenn die Konsularbehörde die Nachlassgegenstände nicht in Besitz genommen hat, so hat die Ortsbehörde den Nachlass nach Ablauf von drei Monaten seit dem Tode des Erblassers dem Erben oder einem Testamentsvollstrecker oder, wenn sich bis dahin weder ein Erbe noch ein Testamentsvollstrecker ausgewiesen hat, der Heimatbehörde herauszugeben. Die Ortsbehörde kann über diese Frist hinaus Nachlassgegenstände, die sie im Besitze hat, zur Sicherstellung der Abgaben von Todes wegen sowie der Ansprüche von Nachlassgläubigern unter denselben Voraussetzungen zurückbehalten, unter denen die Konsularbehörde nach den §§ 14 und 15 dazu verpflichtet ist.

§ 18.

Erbrechtliche Zeugnisse.

(1) Ein Zeugnis über erbrechtliche Verhältnisse, insbesondere über das Recht des Erben oder eines Testamentsvollstreckers, das von den Behörden des Heimatstaates ausgestellt ist, genügt auch in dem andern Staate zum Nachweise dieser Verhältnisse.

(2) Auf Grund eines solchen Zeugnisses kann der Berechtigte auch in dem andern Staate die Einverleibung oder sonstige Eintragung eines Rechtes in die öffentlichen Bücher und Register von den Behörden verlangen, welche die Bücher oder Register führen. Die Einverleibung oder die Eintragung darf nicht deshalb verweigert werden, weil die Liegenschaft oder das Recht in dem Zeugnisse nicht ausdrücklich angeführt ist.

§ 19.

Klagen aus erbrechtlichen Verhältnissen.

Für Klagen, welche die Feststellung des Erbrechts, Ansprüche eines Erben gegen einen Erbschaftsbesitzer, Ansprüche aus Vermächtnissen oder sonstigen Verfügungen von Todes wegen, Pflichtteilsansprüche oder die Teilung der Erbschaft zum Gegenstande haben, sind die Gerichte des Staates zuständig, nach dessen Rechte sich die Erbfolge bestimmt. Durch ausdrückliche oder stillschweigende Vereinbarung der Parteien wird jedoch auch für diese Klagen ein Gericht des andern Staates zuständig; dies gilt nicht in den Fällen des § 3, Absatz 2.

§ 20.

Arreste und einstweilige Verfügungen.

(1) Zur Sicherung erbrechtlicher Ansprüche (§ 19) können die Gerichte des Staates, in dem sich Nachlassgegenstände befinden, nach ihrem Rechte vorläufige Massnahmen treffen, insbesondere Arreste und einstweilige Verfügungen erlassen.

(2) Eine solche Massnahme ist auf Antrag eines Beteiligten auch dann aufzuheben:

1. wenn ein nach § 19 zuständiges Gericht rechtskräftig entschieden hat, dass die gesicherten Ansprüche nicht bestehen, und wenn die Entscheidung in dem andern Staate anzuerkennen ist;

2. wenn seit der Anordnung der Massnahme sechs Monate verstrichen sind, und nicht vor der Aufhebung der Nachweis erbracht wird, dass bei einem nach § 19 zuständigen Gerichte Klage erhoben worden ist.

§ 21.

Nachlasskonkurs.

(1) Auf Antrag eines Erbberechtigten oder eines Nachlassgläubigers kann von der Ortsbehörde nach ihrem Rechte der Konkurs über den Nachlass eröffnet werden. Der Konkurs umfasst nur den Teil des Nachlasses, der sich in dem Staate befindet, dessen Behörde den Konkurs eröffnet hat.

(2) Ist der Konkurs eröffnet worden, so hat die Konsularbehörde alle Nachlassgegenstände, die zur Konkursmasse gehören, der Ortsbehörde oder dem Konkursverwalter herauszugeben.

§ 22.

Nachlässe von Schiffsleuten und Reisenden.

(1) Stirbt in dem einen Staate ein Angehöriger des andern Staates, der zur Besatzung eines Schiffes eines der beiden Staaten gehört hat, so sollen seine Habseligkeiten und der ihm zukommende Lohn (Heuer) der Konsularbehörde zur Verfügung gestellt werden.

(2) Stirbt ein Angehöriger des einen Staates auf der Reise in dem andern Staate, ohne dort seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt gehabt zu haben, so sollen die von ihm mitgeführten Sachen ohne weiteres der Konsularbehörde zur Verfügung gestellt werden.

(3) Die Konsularbehörde, der die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten Sachen zur Verfügung gestellt worden sind, wird damit nach den Vorschriften ihres Staates verfahren, nachdem sie die von dem Verstorbenen während seines Aufenthaltes in dem Lande gemachten Schulden geregelt hat.

Vierter Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

§ 23.

Begriff der Erbberechtigten.

Erbberechtigte im Sinne dieses Abkommens sind die Erben, die Vermächtnisnehmer und die Pflichtteilsberechtigten.

§ 24.

Immunität der Konsularbeamten.

Ein Beamter der Konsularbehörde darf in dem Staate, in dem er seinen Amtssitz hat, nicht verklagt werden, soweit es sich um seine Tätigkeit auf Grund dieses Abkommens handelt.

§ 25.

Verkehr der Behörden.

Die Bestimmungen des Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe sind auf den gegenseitigen Verkehr der Ortsbehörden und der Heimatbe-

hörden (§ 8) auch dann anzuwenden, wenn die ersuchende oder die ersuchte Behörde keine gerichtliche Behörde ist.

§ 26.

Abgaben von Todes wegen.

a) Innerstaatliche Vorschriften.

Die in beiden Staaten bestehenden Vorschriften über die Abgaben von Todes wegen, insbesondere die Vorschriften über die Verpflichtungen der Erbberechtigten und anderer Personen, bleiben unberührt.

§ 27.

b) Begriffsbestimmung.

Unter Abgaben von Todes wegen sind die Abgaben zu verstehen, die im Artikel V des Vertrags zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen vom 28. Mai 1922*) bezeichnet sind.

§ 28.

Übergangsbestimmung.

Das Abkommen ist anzuwenden, wenn der Erblasser nach dem Inkrafttreten des Abkommens stirbt.

§ 29.

Zusatzvereinbarungen.

Die Regierungen der beiden Staaten können Vereinbarungen zur Durchführung und Ergänzung dieses Abkommens treffen, insbesondere darüber, unter welchen Voraussetzungen die Ortsbehörden auf Antrag berechtigt sind, den Nachlass zu regeln.

§ 30.

Inkrafttreten und Kündigung.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt zwei Monate nach dem Austauschen der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(3) Es kann von jedem der beiden Staaten gekündigt werden, bleibt jedoch nach der Kündigung noch ein Jahr in Geltung.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Wien, am 5. Februar 1927.

(L. S.) Dr. *Ignaz Seipel* m. p.
(L. S.) Dr. *Markus Leitmaier* m. p.
(L. S.) Dr. *Edmund Krautmann* m. p.
(L. S.) *Hugo Graf Lerchenfeld* m. p.
(L. S.) Dr. *Carl Goes* m. p.
(L. S.) Dr. *Wilhelm Kiesow* m. p.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XVI, p. 314.

139.

AUTRICHE, ALLEMAGNE.

Convention concernant la tutelle des mineurs; signée à Vienne, le 5 février 1927.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, Stück 71, No. 269.

Vormundschaftsabkommen
zwischen der Republik Österreich und dem Deutschen Reiche.

Die Republik Österreich und das Deutsche Reich sind übereingekommen, zum Wohle der Angehörigen beider Staaten gemeinsame Bestimmungen zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige zu treffen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

der Bundespräsident der Republik Österreich:
die Herren Bundeskanzler Dr. Ignaz Seipel,
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Markus Leitmaier und
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Edmund Krautmann,

der Deutsche Reichspräsident:
die Herren Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Hugo Graf Lerchenfeld-Köfering,
Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Carl Goes und
Ministerialrat im Reichsjustizministerium Dr. Ernst Brandis,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

(1) Ein Minderjähriger, der dem einen Staate angehört (Heimatstaat), sich aber gewöhnlich in dem andern Staate aufhält (Aufenthaltsstaat), wird von den Behörden des Aufenthaltsstaates bevormundet.

(2) Die Behörden des Heimatstaates können jederzeit die Aufhebung der Vormundschaft verlangen. Von der Aufhebung ist der ersuchenden Behörde Mitteilung zu machen.

Artikel 2.

(1) Verlegt ein Minderjähriger, der in seinem Heimatstaate bevormundet wird, seinen gewöhnlichen Aufenthalt in den andern Staat, so ist er dort zu bevormunden, wenn die Vormundschaftsbehörde des Heimatstaates es verlangt.

(2) Von dem Eintritte der neuen Vormundschaft ist der bisherigen Vormundschaftsbehörde Mitteilung zu machen.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 23 août 1927. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1927, II, p. 878.

Artikel 3.

(1) Die Vormundschaft erstreckt sich auf die Person und das gesamte Vermögen des Minderjährigen, gleichviel wo es sich befindet.

(2) Dies gilt nicht für Grundstücke, die nach dem Rechte des Staates, in dem sie liegen, einer besonderen Güterordnung unterworfen sind.

Artikel 4.

(1) In den Fällen der Artikel 1 und 2 ist das Recht des Heimatstaates dafür massgebend, wann und aus welchem Grunde eine Vormundschaft beginnt oder endet.

(2) In allen übrigen Beziehungen gilt das Recht des Staates, dessen Behörde die Vormundschaft führt; dabei kommen jedoch die Vorschriften des Aufenthaltsstaates, nach denen eine Vormundschaft ohne Anordnung der Vormundschaftsbehörde eintritt, für Angehörige des andern Staates nur in Betracht, soweit der Aufenthaltsstaat dies bestimmt.

Artikel 5.

(1) Solange eine Vormundschaft noch nicht besteht sowie in allen dringenden Fällen haben die Ortsbehörden nach den für sie geltenden Vorschriften die Massnahmen zu treffen, die zum Schutze der Person und des Vermögens eines minderjährigen Angehörigen des andern Staates erforderlich sind.

(2) Von jeder Massnahme ist der zur Führung der Vormundschaft zuständigen Behörde Mitteilung zu machen. Auf Verlangen dieser Behörde ist die Massnahme aufzuheben.

Artikel 6.

Die Bestimmungen des Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe sind auf den gegenseitigen Verkehr der Vormundschaftsbehörden auch dann anzuwenden, wenn für die den Vormundschaftsgerichten obliegenden Verrichtungen andere als gerichtliche Behörden zuständig sind.

Artikel 7.

(1) In den Fällen der Artikel 1 und 2 sind der Behörde, die eine neue Vormundschaft führt, auf ihr Verlangen die Akten oder Teile davon zu überlassen; an Stelle der Urschriften können Abschriften mitgeteilt werden.

(2) Diese Bestimmungen gelten entsprechend für die im Artikel 5 bezeichneten Fälle.

Artikel 8.

Die Regierungen der beiden Staaten können zur Durchführung und Ergänzung dieses Abkommens Vereinbarungen über die weitere Regelung der Fürsorge für Minderjährige treffen.

Artikel 9.

Die Bestimmungen des Haager Abkommens zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige vom 12. Juni 1902*) finden im Verhältnisse zwischen den beiden Staaten keine Anwendung.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 724.

Artikel 10.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt zwei Monate nach dem Austausche der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann von jedem der beiden Staaten gekündigt werden, bleibt jedoch nach der Kündigung noch sechs Monate in Geltung.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Wien, am 5. Februar 1927.

(L. S.) Dr. *Ignaz Seipel* m. p.
(L. S.) Dr. *Markus Leitmaier* m. p.
(L. S.) Dr. *Edmund Krautmann* m. p.
(L. S.) *Hugo Graf Lerchenfeld* m. p.
(L. S.) Dr. *Carl Goes* m. p.
(L. S.) Dr. *Ernst Brandis* m. p.

140.

SUISSE, CHINE.

Echange de Notes au sujet du trafic des stupéfiants entre les deux pays; du 12 avril 1927.

Recueil des lois fédérales 1927, No. 18.

---

a)

Le Département Politique Fédéral a l'honneur de faire à la Légation de Chine la déclaration suivante:

„Le Conseil Fédéral Suisse, désireux de remplir les obligations qu'il a contractées envers la Chine aux termes de l'Article 15 de la Convention internationale de l'opium conclue à La Haye le 23 janvier 1912,*) s'engage à ne délivrer d'autorisation d'exportation de stupéfiants, au sens de ladite Convention ainsi que de la loi fédérale du 2 octobre 1924, à destination de la Chine, que si un permis d'importation délivré par le Gouvernement Chinois est joint à la demande d'exportation qui sera présentée aux Autorités Suisses.

„En soumettant à ce système le trafic des stupéfiants entre la Suisse et la Chine, le Conseil Fédéral s'attend à ce que le Gouvernement Chinois applique un régime analogue aux exportations de stupéfiants qui se feraient de Chine à destination de la Suisse.“

Le Département saisit cette occasion pour renouveler à la Légation de Chine l'assurance de sa haute considération.

Berne, le 12 avril 1927.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 247.

b)

La Légation de Chine a l'honneur d'accuser réception au Département Politique Fédéral de sa note N° B 56/19/2-PB, en date du 12 avril 1927, renfermant la déclaration suivante:

„Le Conseil Fédéral Suisse, désireux de remplir les obligations qu'il a contractées envers la Chine aux termes de l'Article 15 de la Convention internationale de l'opium conclue à La Haye le 23 janvier 1912, s'engage à ne délivrer d'autorisation d'exportation de stupéfiants, au sens de ladite Convention ainsi que de la loi fédérale du 2 octobre 1924, à destination de la Chine, que si un permis d'importation délivré par le Gouvernement Chinois est joint à la demande d'exportation qui sera présentée aux Autorités Suisses.

„En soumettant à ce système le trafic des stupéfiants entre la Suisse et la Chine, le Conseil Fédéral s'attend à ce que le Gouvernement Chinois applique un régime analogue aux exportations de stupéfiants qui se feraient de Chine à destination de la Suisse."

Conformément aux instructions de son Gouvernement, La Légation de Chine est chargée de notifier au Département Politique Fédéral que le Gouvernement de la République de Chine est d'accord avec la déclaration susrappelée et qu'il considère l'entente en question entre les deux Gouvernements comme intervenue.

La Légation de Chine saisit cette occasion pour renouveler au Département Politique l'assurance de sa haute considération.

Berne, le 12 avril 1927.

Le Chargé d'Affaires p. i.
s. *C. Y. Hsiao.*

141.

AUTRICHE, SUISSE.

Echange de Notes concernant les droits pour les bêtes de somme et le bétail reproducteur; signées à Berne, le 19 avril 1927.

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, Stück 97, No. 382.

Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement.
Departementvorsteher.

Bern, den 19. April 1927.

Herr Gesandter!

Namens der Schweizerischen Regierung beehre ich mich, Euer Exzellenz mitzuteilen, dass die Schweiz auf die im Handelsvertrage zwischen der Schweiz und Österreich vom 6. Jänner 1926*), Anlage A, vereinbarte

---

*) V. ci-dessus, No. 63, p. 291.

Bindung des Zolles von 25 Goldkronen pro Stück für Nutz- und Zuchtvieh der Simmentaler, Freiburger, Braun- und Eringer Viehrasse (aus Nr. 52b des österreichischen Zolltarifs) verzichtet.

Indem ich Euer Exzellenz ersuchen darf, mir den Empfang dieser Mitteilung zu bestätigen, benutze ich auch diesen Anlass, um die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Schulthess m. p.

Herrn Leo Di Pauli,
österreichischer Gesandter, Bern.

Bern, den 19. April 1927.

Herr Bundesrat!

Mit Note vom heutigen Tage war es Euer Exzellenz gefällig, folgende Mitteilung an mich zu richten:

„Herr Gesandter!

Namens der Schweizerischen Regierung beehre ich mich, Euer Exzellenz mitzuteilen, dass die Schweiz auf die im Handelsvertrage zwischen der Schweiz und Österreich vom 6. Jänner 1926, Anlage A, vereinbarte Bindung des Zolles von 25 Goldkronen pro Stück für Nutz- und Zuchtvieh der Simmentaler, Freiburger, Braun- und Eringer Viehrasse (aus Nr. 52b des österreichischen Zolltarifs) verzichtet.

Indem ich Euer Exzellenz ersuchen darf, mir den Empfang dieser Mitteilung zu bestätigen, benutze ich auch diesen Anlass, um die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern."

Indem ich den Empfang dieser Note bestätige, beehre ich mich gleichzeitig mitzuteilen, dass ich nicht verfehlt habe, meine Regierung hievon in Kenntnis zu setzen.

Genehmigen Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Di Pauli m. p.

Herrn Bundesrat Schulthess,
Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, Bern.

142.

SUISSE, TURQUIE.

Convention de commerce; signée à Angora, le 4 mai 1927.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 19.

Le Conseil Fédéral Suisse d'une part, et le Président de la République Turque d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux Pays ont résolu de conclure, conformément au Traité d'Amitié entre la Suisse et la Turquie, du 19 septembre 1925,**) une Convention de Commerce et ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir:

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Henri Martin, Chargé d'Affaires de Suisse en Turquie, et

Le Président de la République Turque:

Monsieur Ali Djenany Bey, ancien Ministre du Commerce, Député de Ghazi Aïntab,

Monsieur Ali Chevki Bey, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie importés en Suisse ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de la Suisse importés en Turquie ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des Pays Contractants importés dans l'autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un pays tiers.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douanes, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 septembre 1927.
**) V. ci-dessus, No. 71.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays Contractants importés dans le territoire de l'autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Article 3.

Chacune des Parties Contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente Convention (Annexe C) seront délivrés soit par les Chambres de Commerce et d'Industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses Représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 4.

Il y aura entre les territoires des Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties Contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties Contractantes se réservent, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui sont soumis aux mêmes conditions, le droit d'établir des prohibitions et restrictions pour les importations et exportations:

1. pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à la sauvegarde de l'activité économique de la nation,

2. pour des raisons de sécurité publique et de sécurité de l'Etat,

3. pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet,

4. pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes,

5. pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Article 5.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'une des Parties Contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, spécialement celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais réellement transitées.

Les dispositions du présent Article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui sont soumis aux mêmes conditions:

1. pour des raisons de sûreté publique et de sûreté de l'Etat,

2. pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 6.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties Contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les Autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie Contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils pourront aussi transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée, sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe D. Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets, passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe qui seront importés comme échantillons ou modèles seront, à charge de réexportation de part et d'autre, admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes:

A. En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront avec 3 copies une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une nouvelle liste en 3 exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

B. Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb selon leurs genres et formes. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographies, dessins ou descriptions complètes et détaillées est admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés au pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

C. Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons, il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondant aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes sera versé en dépôt, soit en espèces,

soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les Gouvernements respectifs d'une manière générale. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de déclaration dûment légalisé par les autorités douanières sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les Articles du Tarif y afférent, aura le droit d'acquitter ces droits sur l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif, pour les totalités des échantillons. Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

D. Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai d'un an au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai d'un an peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

E. La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera sans retard et contre reçu, le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés après l'expiration du délai prévu sub D ou vendus sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

F. Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Parties Contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet Article.

Les dispositions de cet Article ne seront pas applicables au colportage.

Article 7.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexe (Annexe E), délivrée par les Autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa 1 n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Parties Contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 8.

Seront admis, sous condition d'identification et, le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante quelconque, les objets suivants en franchise de douane, si ces objets sont réexportés ou entreposés dans un délai correspondant à la durée de leur emploi:

1. les objets importés dans l'un des Pays Contractants aux fins d'y être réparés.

Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée; des matières ou parties passibles de droit de douane qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation seront dédouanées indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2. Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire d'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre pour y être remplis et être ensuite réexportés.

3. Les objets destinés aux foires, expositions ou concours.

Les intéressés prendront soin de fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays. Ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières.

Article 9.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable:

1. aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas 15 kilomètres en général;

2. aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière;

3. aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire Ottoman en 1923.

Article 10.

Les taxes intérieures qui sont ou seront imposées, dans le territoire d'une des deux Parties Contractantes, à la production, la préparation ou la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui de communes et de corporations ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires du pays même.

Article 11.

Les Pays Contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux années. A partir de cette date, elle restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par une des Parties Contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Angora, le quatre mai mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (sig.) *Henri Martin.*
(L. S.) (sig.) *Ali Djénany.*
(L. S.) (sig.) *A. Chevki.*

Annexe A.

Droits d'entrée sur le territoire douanier suisse.

Numéros du tarif douanier suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par q. Frs. Ct.
ex 33	Raisins secs Sultana, avec ou sans pépins . . .	10.—
37 b	Figues	10.—
ex 39 a 1	Noisettes avec ou sans coque	10.—
ex 39 b	Pistaches	10.—
ex 149	Vessies et boyaux	2.—
ex 165	Os bruts	—.05
173	Peaux	—.50
	NB. ad 173. Par „peaux" on entend la dépouille du menu bétail (veaux, moutons, chèvres, etc.)	
341	Coton brut	1.—
ex 482 b	Tapis de laine à points noués	150.—
629 a	Emeri brut	—.30
ex 966	Racines de réglisse brutes, non divisées	1.50
ex 967	Racines de réglisse brutes, divisées ou ayant subi une manipulation mécanique quelconque . . .	15.—
ex 968	Opium	20.—
ex 988	Gomme adragante	1.50
ex 1093	Avélanèdes (vallonées) et noix de galle, brutes, non divisées	—.30
ex 1094	Avélanèdes (vallonées) et noix de galle, divisées: coupées, moulues, râpées, pulvérisées, etc. . . .	1.—

Annexe B.

Droits d'entrée sur le territoire douanier turc.

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée	
		Piastres par 100 kg.	Coefficient
ex 32b	Fromages: Emmental, Gruyère, Saanen, Sbrinz et autres Spalen, y compris Emmental et Gruyère en boîtes . . .	480	5
34	Lait condensé et stérilisé	400	12
60	Farines lactées, telles que Nestlé, Mellins, et spécialités farineuses similaires .	600	12
112	Cacao et chocolat contenant du sucre ou autres matières alimentaires . . .	350	12
187	Chaussures et souliers de peau de chevreau et d'autres peaux fines, et ceux fabriqués avec des matières textiles de toutes espèces	3 300	9
188a	Chaussures dont les tiges sont fabriquées complètement avec des matières textiles (semelles en cuir ou en factice) de soie ou de soie mélangée avec d'autres matières textiles ou de velours de toutes espèces et les mêmes combinées avec d'autres tissus	6 000	9
ex 270	Tissus de coton: ex d) teints ou imprimés: ex 3) gaze, burumdjuk, bobinot, mousseline et semblables tissus fins transparents et rideaux et couvertures de ces tissus . . .	1 200	12
273	Broderies faites à la main ou à la machine ou avec application, telles que: Rideaux, bandes, festons, entre-deux et similaires, brodés ou appliqués .	3 500	9
303b	Soie artificielle	3 500	5
ex 305a	Crêpe de soie pure, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combiné avec des fils métalliques	15 000	9
ex 308a	Tissus et rubans de soie pure, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combinés avec des fils métalliques .	15 000	9
500	Dynamos, accumulateurs	380	5
ex 506b	Moteurs Diesel	60	5

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée	
		Piastres par 100 kg.	Coefficient
533	Montres:	par pièce	
	a) d'or	80	5
	b) d'argent	10	5
	c) autres que d'or et d'argent . .	6	5
541	Compteurs et mesureurs de gaz, d'électricité et d'eau	p. 100 kg. 750	5
542	Instruments et appareils pour télégraphes, téléphones et leurs pièces (excepté les fils)	900	5
545	Instruments non dénommés ailleurs . .	750	5
580	Teintures anilines (acide picrique, alizarine et similaires)	270	5
Loi du 10 mars 1332/1916 Article premier	Métaldéhyde (combustible „Méta") . .	20 % ad valorem	

Annexe C.

Modèle.

Certificat d'origine.

Expéditeur:	Receveur:
Nom:	Nom: ....
Domicile:	Domicile: ....
Rue:	Rue: ....

Nombre des colis	Mode d'emballage	Marques No.	Poids brut et net en kilogrammes, et valeur	Voies d'expédition. (Chemin de fer, poste, buteaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus
gine ....

............, le .... 192.....

(Sceaux) ....

(Désignation du bureau compétent et signature.

Annexe D.

Nom de l'Etat
(Autorité de délivrance).

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour ....

N⁰ de la carte ....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
M. ....
né à ....
demeurant à ....
rue .... N⁰ ....
possède .... *) ....
à ....
sous la raison de commerce ....
....
....

(ou) est commis-voyageur au service } de la maison .... / des maisons ....
à ....
qui possède / possèdent *) ....
sous la raison de commerce ....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à .... et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

.............................., le.............................. 192.......

Signature du chef de la (des) maison (s).

Signalement du porteur:
Age: ....
Taille: ....
Cheveux: ....
Signes particuliers: ....

Signature du porteur:
....

---

*) Indication de la fabrique ou du commerce.
N.-B. On ne doit remplir que la rubrique I du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

Annexe E.

Carte de légitimation.

Pour des visiteurs de foires ou de marchés.

Il est certifié que M. ....
porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en ....
(pour les ressortissants suisses: en Turquie, pour les ressortissants turcs: en Suisse) est domicilié à ....
et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de .... mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat).

Protocole de Signature.

Au moment de signer la présente Convention de Commerce, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes:

Ad Article premier.

Dans le cas où, en conformité de l'Article 2 de la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 entre la Turquie d'une part, et les autres Puissances signataires d'autre part,*) il serait, en raison des fluctuations de change, procédé à un rajustement des coefficients de majoration prévus audit Article, les Parties Contractantes sont d'accord pour appliquer, dans les mêmes conditions, le même rajustement aux coefficients figurant dans la liste B annexée à la présente Convention, sans que cela puisse porter atteinte à l'application intégrale de la stipulation de l'alinéa 3 de l'Article premier.

Ad Articles 4 et 12.

Les deux Parties sont aussi d'accord que la Partie qui se verrait lésée dans ses intérêts par des interdictions établies sur la base de l'Article 4 alinéa 2 n⁰ 1 a le droit de dénoncer avec un délai de six mois la Convention, même avant l'expiration de sa durée de deux ans, prévue dans l'Article 12, alinéa 2.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent toutefois pas aux interdictions existantes au moment de la signature de la présente Convention. Les deux Parties se communiqueront les listes respectives de ces interdictions.

Ad Article 9.

Il est entendu que l'Article 9 ne peut pas être invoqué si les avantages et faveurs spéciaux énumérés au n⁰ 3 de cet Article sont accordés à un Etat tiers.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

Ad Article 10.

Il est entendu que la Turquie pourra en outre continuer à percevoir, dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants suisses, pour les produits énumérés au Tableau annexé au présent Protocole, les taxes de consommation indiquées audit tableau.

La présente Convention de Commerce (avec ses annexes) s'appliquera également et sous tous les rapports à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Confédération suisse par le Traité d'Union douanière du 29 mars 1923.*)

Le présent Protocole de Signature fait partie intégrante de la Convention de Commerce et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

Fait en double, à Angora, le quatre mai mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (sig.) *Henri Martin.*
(L. S.) (sig.) *Ali Djénany.*
(L. S.) (sig.) *A. Chevki.*

Annexe au Protocole de Signature.

Taxes turques de consommation.

Thé	40 piastres par kilogramme.
Café	20 „ „ „
Pétrole	6 „ „ „
Riz	10 „ „ „
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 „ „ „
Bougies de stéarine	30 „ „ „
Savon ordinaire	5 „ „ „
Sacs neufs et usagés	5 „ „ „
Epices	30 „ „ „
Allumettes	1/2 piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes-bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes	1 piastre 50 feuilles.
Briquets	25 piastres par briquet.
Sucre	15 piastres par kilogramme.
Biscuits	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Chocolat	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Lait condensé	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Confiserie et glucose	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Tous autres produits sucrés	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Tombac	40 piastres par kilogramme.

*) V. N. R. G. 3. s. XVII, p. 218.

143.

SUISSE, FINLANDE.

Accord provisoire de commerce; réalisé par un Echange de Notes, signées à Berne, le 24 juin 1927.*)

Recueil des lois fédérales 1927, No. 23.

Le Département Fédéral de l'Economie publique et la Légation de Finlande à Berne ont échangé les notes suivantes:

a) Note de la Finlande.

Berne (Englische Anlage 6), le 24 juin 1927.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce proprement dit, le Gouvernement Finlandais est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre la Finlande et la Suisse, de la manière suivante:

„1. Le Gouvernement Finlandais s'engage à accorder aux produits suisses et le Gouvernement Suisse s'engage à accorder aux produits finlandais le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Toutefois, la Suisse ne pourra pas invoquer la clause qui précède pour prétendre aux avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à l'Esthonie aussi longtemps que ces avantages ne seront pas, soit en partie, soit en totalité, étendus à un Etat tiers.

Il est, en outre, entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas:

a) aux faveurs spéciales accordées ou qui pourraient être accordées, par la suite, aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière;
b) à l'importation des vins et des boissons alcooliques;
c) aux semences dont la faculté germinative ne saurait, en raison de leur origine, se développer dans le pays d'importation.

2. Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée s'applique aussi au traitement des voyageurs de commerce qui visitent des personnes ou des entreprises opérant la revente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels (voyageurs en gros), ainsi qu'au traitement de leurs échantillons.

3. Les Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la forme, le contenu et l'emploi des certificats d'origine.

---

*) Entré en vigueur le 10 novembre 1927.

Il est entendu que, ni en Finlande, ni en Suisse, la taxe à percevoir pour la légalisation des certificats d'origine ne dépassera 10 marks finlandais.

4. Le Gouvernement Suisse s'engage à octroyer à la Finlande les concessions tarifaires ci-après:

a) Consolidation du droit de 5 francs par q (100 kg) sur les placages de tout genre (numéro 241 du tarif suisse).

b) Réduction à 30 francs par p du droit sur les bobines en bois, brutes, aussi avec garniture de fer (numéro 257a).

c) Consolidation du droit de 4 francs par q sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, non blanchie (numéro 290).

d) Consolidation du droit de 5 francs par q sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, blanchie (numéro 291).

5. Le présent Accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises. Cette constatation aura lieu dans le délai le plus court possible, par un échange de notes qui interviendra à Berne.

Le présent Accord demeurera exécutoire juspu'à la mise en application d'un traité de commmerce proprement dit ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'accord par l'une des Parties Contractantes."

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement Suisse adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente Note comme effectivement conclu et applicable dès la date fixée sous chiffre 5.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

sig. *Erich.*

---

b. Note de la Suisse.

Berne, le 24 juin 1927.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce proprement dit, le Gouvernement Finlandais est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre la Suisse et la Finlande, de la manière suivante:

„1. Le Gouvernement Finlandais s'engage à accorder aux produits suisses et le Gouvernement Suisse s'engage à accorder aux produits finlandais le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Toutefois, la Suisse ne pourra pas invoquer la clause qui précède pour prétendre aux avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à l'Esthonie, aussi longtemps que ces avantages ne seront pas, soit en partie, soit en totalité, étendus à un Etat tiers.

Il est, en outre, entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas:

a) aux faveurs spéciales accordées ou qui pourraient être accordées, par la suite, aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière;

b) à l'importation des vins et des boissons alcooliques;

c) aux semences dont la faculté germinative ne saurait, en raison de leur origine, se développer dans le pays d'importation.

2. Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée s'applique aussi au traitement des voyageurs de commerce qui visitent des personnes ou des entreprises opérant la revente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels (voyageurs en gros), ainsi qu'au traitement de leurs échantillons.

3. Les Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la forme, le contenu et l'emploi des certificats d'origine.

Il est entendu que, ni en Finlande, ni en Suisse, la taxe à percevoir pour la légalisation des certificats d'origine ne dépassera 10 marks finlandais.

4. Le Gouvernement Suisse s'engage à octroyer à la Finlande les concessions tarifaires ci-après:

a) Consolidation du droit de 5 francs par q (100 kg) sur les placages de tout genre (numéro 241 du tarif suisse).

b) Réduction à 30 francs par q du droit sur les bobines en bois, brutes, aussi avec garniture de fer (numéro 257a).

c) Consolidation du droit de 4 francs par q sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, non blanchie (numéro 290).

d) Consolidation du droit de 5 francs par q sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, blanchie (numéro 291).

5. Le présent Accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises. Cette constatation aura lieu dans le délai le plus court possible, par un échange de notes qui interviendra à Berne.

Le présent Accord demeurera exécutoire jusqu'à la mise en application d'un traité de commerce proprement dit ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'accord par l'une des Parties Contractantes."

Au nom du Conseil Fédéral, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'il adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente Note comme effectivement conclu et applicable dès la date fixée sous chiffre 5.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

sig. *Schulthess.*

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

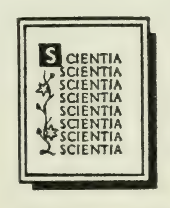
Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVIII.

TROISIÈME LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1928



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

144.

TCHÉCOSLOVAQUIE, RUSSIE.

Traité provisoire d'amitié et de commerce; signé à Prague, le 5 juin 1922.*)

Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Čechoslovakischen Staates 1922, Stück 91.

Traduction officielle.

Provisorischer Vertrag vom 5. Juni 1922 zwischen der Čechoslovakischen Republik und der Russischen sozialistischen föderativen Sowjetrepublik.

Die Bevollmächtigten der Regierung der Čechoslovakischen Republik:

Dr. Václav Girsa, bevollmächtigter Minister, und Ing. Jan Dvořáček, Chef der ökonomischen Sektion des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

und der Bevollmächtigte der Regierung der RSFSR.:

Pavel Nikolajevič Mostovenko, Präsident der Handelsdelegation der RSFSR. in der ČSR.,

haben, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigt, von dem Wunsche geleitet, Handels- und Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Staaten anzuknüpfen, und von der Notwendigkeit gegenseitiger Beobachtung der Neutralität durch jeden der vertragschliessenden Teile im Falle eines Konfliktes des einen Teiles mit einer dritten Macht ausgehend, einen Vertrag nachstehenden Inhaltes abgeschlossen:

Artikel 1.

In beiden Staaten werden Vertretungen errichtet, und zwar: in Moskau eine Vertretung der ČSR. für die RSFSR. und in Prag eine Vertretung der RSFSR. für die ČSR. Im Bedarfsfalle können den Vertretungen in wichtigen Zentren des betreffenden Staates unter der Bedingung der Zustimmung der Regierung des Landes Zweigstellen angegliedert werden. Jede dieser Vertretungen bildet die einzige Vertretung des betreffenden Staates in dem anderen Lande, wobei durch das gegenwärtige Übereinkommen der Lösung der Frage der Anerkennung der Regierung des anderen Landes de jure nicht vorgegriffen wird.

---

*) Ratifié.

Anmerkung: In Übereinstimmung damit verpflichten sich beide Regierungen, alle offiziellen Beziehungen zu den verschiedenen Einrichtungen und Vertretungen von Organisationen und zu den Personen, die den Kampf mit der Regierung des anderen Landes zum Zwecke haben, abzubrechen.

Artikel 2.

Die Vorstände und zwei Mitglieder der Vertretungen der beiden Staaten werden alle Rechte und Begünstigungen der Personen des diplomatischen Korps geniessen. Die Vorstände der Zweigstellen werden alle Rechte und Begünstigungen geniessen, die nach dem Völkerrechte und den örtlichen Gesetzen den Konsularvertretern eingeräumt sind. Die Vorstände der Vertretungen sind bei der Zentralbehörde für auswärtige Angelegenheiten jenes Landes, für das die Vertretungen errichtet wurden, akkreditiert. Die Vertretungen werden das Recht haben, mit den oben erwähnten Behörden unmittelbar und in Handels- und Repatriierungsangelegenheiten mit den betreffenden Zentralbehörden, die Zweigstellen der Vertretungen aber mit den Lokalbehörden zu verkehren.

Anmerkung: Die in diesem Artikel angeführten Personen müssen Staatsangehörige des Landes sein, von dem sie bestellt worden sind.

Artikel 3.

Das übrige Personal der Vertretungen wird die gleichen Rechte wie die Personen in analoger Dienststellung bei den Vertretungen anderer Staaten geniessen.

Artikel 4.

Beide Regierungen verpflichten sich, die Verfügung zu treffen, dass der Vertretung des anderen Landes die erforderlichen und geeigneten Amtsräumlichkeiten sowie Wohnungen für den Vorstand und das Personal der Vertretung eingeräumt werden.

Artikel 5.

Ausser den sonstigen diplomatischen Privilegien wird den Vertretungen das Recht eingeräumt, Kuriere mit versiegelten Paketen, deren Gewicht für jeden Kurier 10 kg nicht übersteigen darf und die keiner Untersuchung unterliegen, nicht öfters als einmal wöchentlich zu empfangen und abzufertigen. Die Vertretungen und Zweigstellen werden das Recht haben, ausser den vorbezeichneten Sendungen durch die Kuriere und im Wege der Post in ihren Ländern herausgegebene periodische Druckschriften und Bücher zum eigenen Gebrauche unbehindert zu beziehen.

Artikel 6.

Die Vertretungen jedes Landes werden berechtigt sein, Visa und Pässe auszustellen, Dokumente zu beglaubigen und alle anderen Rechte ähnlicher Art auszuüben, die den offiziellen Vertretern anderer fremder Regierungen in dem betreffenden Lande zustehen.

Artikel 7.

Die Telegramme und Radiotelegramme der Vertretungen werden hinsichtlich der Expedition und der Zustellung den Vorzug vor Privattelegrammen geniessen.

Artikel 8.

Beide Teile übernehmen die Verpflichtung, dass sich ihre Regierungen jedweder gegen die Regierung, die staatlichen oder anderen öffentlichen Einrichtungen oder gegen das sozial-politische System des andern Vertragsteiles gerichteten Propaganda enthalten und dass sie sich an politischen und sozialen Streitigkeiten, die in diesen Staaten entstehen könnten, nicht beteiligen werden.

Artikel 9.

Die Angehörigen der RSFSR. werden auf dem Gebiete der ČSR. und die Angehörigen der ČSR. auf dem Gebiete der RSFSR. alle gemeinbürgerlichen Rechte und Begünstigungen geniessen, die den Angehörigen irgendeines dritten Staates eingeräumt sind oder in Hinkunft eingeräumt werden, mit Ausschluss jener Rechte und Begünstigungen, die in der RSFSR. die Angehörigen der mit ihr verbündeten Republiken geniessen.

Artikel 10.

Beide vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass durch den gegenwärtigen Vertrag der Lösung der Frage allenfalls zwischen ihnen bestehender gegenseitiger Ansprüche auf Leistung von Entschädigungen oder der Frage der Restitution von Rechten dieses oder jenes Teiles oder ihrer Angehörigen nicht vorgegriffen wird.

Artikel 11.

Die Regierung der ČSR. verpflichtet sich, geleitet von dem Bestreben, die Erneuerung des wirtschaftlichen Lebens in der RSFSR. so viel als möglich zu fördern, jedes auf das angeführte Ziel gerichtete zweckdienliche Unternehmen ihrer Angehörigen zu unterstützen.

Demgegenüber verpflichtet sich die Regierung der RSFSR., den čechoslovakischen Angehörigen, die mit ihrer Einwilligung und auf Grund besonderer, mit den zuständigen Organen der RSFSR. abgeschlossenen Vereinbarungen auf dem Gebiete der RSFSR. eine wirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen, den vollen Rechtsschutz des Eigentums und der Person zu gewährleisten und ihnen in dieser wirtschaftlichen Tätigkeit allseitige Unterstützung zu gewähren. In einzelnen Fällen werden Übereinkommen hinsichtlich besonderer Garantien für das investierte Kapital abgeschlossen werden.

In gleicher Weise erkennt die Regierung der ČSR. der Regierung der RSFSR. und ihren Organen die Rechte von juristischen Personen zu, sofern sie auf dem Gebiete der ČSR. eine Handelstätigkeit entfalten werden.

Artikel 12.

Beide vertragschliessenden Teile verpflichten sich, der Rückkehr der Angehörigen des anderen Landes in die Heimat keine Hindernisse in den

Weg zu legen und in dieser Beziehung unter den gleichen Voraussetzungen wie bei den Angehörigen anderer Länder jedwede Unterstützung zu gewähren.

Artikel 13.

Nach Abschluss des gegenwärtigen Vertrages treffen beide Teile die geeigneten Verfügungen zur Erneuerung der Post-, Telegraphen- und Transportbeziehungen auf Grund der internationalen Vereinbarungen und Übereinkommen.

Artikel 14.

Bei der Durchführung von Handelsbeziehungen zwischen der ČSR. und der RSFSR. sind folgende Grundsätze zu beachten:

1. Jede Handelstätigkeit ist nach den Gesetzen jedes der beiden vertragschliessenden Teile zu betreiben.

2. Was die RSFSR. anbelangt, steht das Monopol des Aussenhandels der Regierung der RSFSR. zu und wird mit Hilfe der hierzu bevollmächtigten Organe ausgeübt.

3. Jedes Handelsübereinkommen, das sich auf das Gebiet der RSFSR. bezieht und mit privaten Gruppen oder Privatpersonen abgeschlossen wird, die weder im Namen der Regierung der RSFSR. noch als deren Bevollmächtigte noch mit ihrer Zustimmung handeln, wird als Verletzung dieses Artikels angesehen werden.

Artikel 15.

Die Angehörigen, Firmen und juristischen Personen des einen Landes werden bei Abschluss von Rechtsgeschäften mit Angehörigen, Firmen oder juristischen Personen des anderen Landes berechtigt sein, diese Geschäfte mit der Schiedsgerichtsklausel abzuschliessen oder für aus diesen Geschäften entstehende Streitigkeiten auf Grund gegenseitigen Einvernehmens die Zuständigkeit der Gerichte eines beliebigen der beiden Länder festzusetzen.

Artikel 16.

Das Eigentum der Regierung der RSFSR. in der ČSR. und umgekehrt geniesst den nach dem Völkerrechte der Regierung eines befreundeten Landes zuerkannten Schutz.

Artikel 17.

Die Vertretung jedes der vertragschliessenden Teile ist berechtigt, mit Zustimmung der Regierung des anderen Landes aus ihrem Staate Sachverständige zur Beurteilung von technischen, wirtschaftlichen, juristischen und anderen Fragen zu berufen. Um diese Zustimmung wird die Zentralbehörde der auswärtigen Angelegenheiten im Wege der Vertretung des anderen Teiles ersuchen. Solche Ersuchen werden raschestens erledigt werden.

Artikel 18.

Beide vertragschliessende Teile verpflichten sich, die in ihr Gebiet durch den anderen Teil oder dessen Angehörige eingeführten Vermögensbestandteile oder Waren nicht zu sequestrieren und zu konfiszieren, wenn

bei der Einfuhr die in dem betreffenden Gebiete geltenden Gesetze und Vorschriften eingehalten wurden.

Artikel 19.

Den čechoslovakischen Staatsangehörigen, die auf Grund dieses Vertrages unter Einhaltung der geltenden Passvorschriften zu Geschäftszwecken in die RSFSR. reisen, wird die Unantastbarkeit des von ihnen mitgebrachten Eigentums und ebenso auch des von ihnen gesetzmässig auf dem Gebiete der RSFSR. erworbenen Eigentums gewährleistet.

Die vorerwähnte Unantastbarkeit bedeutet jedoch nicht das Recht auf Ausfuhr des in Russland erworbenen Eigentums in das Ausland, welche Ausfuhr nur auf der genauen Grundlage der Gesetze und Vorschriften über das Monopol des Aussenhandels und der Zollgesetze der RSFSR. zulässig ist.

Artikel 20.

Dieser Vertrag wird in zwei Parien, und zwar in čechoslovakischer und russischer Sprache ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch.

Der Vertrag wird in jedem der Vertragsstaaten auf Grund seiner Gesetze genehmigt und tritt mit dem Tage in Kraft, an dem die Mitteilungen über seine Genehmigung ausgetauscht werden.

Der Vertrag kann von keinem der vertragschliessenden Teile anders als nach vorangegangener sechsmonatiger Kündigung aufgehoben werden.

Artikel 21.

Im Falle der Aufhebung dieses Vertrages wird den Vertretungen die Möglichkeit geboten, mindestens sechs Monate zur völligen Liquidation ihrer Tätigkeit in dem Aufenthaltslande zu bleiben.

Zu Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Prag, den fünften Juni 1922.

Dr. *V. Girsa* m. p.
J. Dvořáček m. p.
P. N. Mostovenko m. p.

145.

TCHÉCOSLOVAQUIE, UKRAINE.

Traité provisoire d'amitié et de commerce; signé à Prague, le 6 juin 1922.*)

Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Čechoslovakischen Staates 1922, Stück 91.

Traduction officielle.

Provisorischer Vertrag vom 6. Juni 1922 zwischen der Čechoslovakischen Republik und der Ukrainischen sozialistischen Sowjetrepublik.

Die Bevollmächtigten der Regierung der Čechoslovakischen Republik:

Dr. Václav Girsa, bevollmächtigter Minister, und Ing. Jan Dvořáček, Chef der ökonomischen Sektion des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

und der Bevollmächtigte der Regierung der USSR.:

Michail Vasiljevič Levickij, Vertreter der USSR. in der ČSR.,

haben, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigt, von dem Wunsche geleitet, Handels- und Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Staaten anzuknüpfen, und von der Notwendigkeit gegenseitiger Beobachtung der Neutralität durch jeden der vertragschliessenden Teile im Falle eines Konfliktes des einen Teiles mit einer dritten Macht ausgehend, einen Vertrag nachstehenden Inhaltes abgeschlossen:

Artikel 1.

In beiden Staaten werden Vertretungen errichtet, und zwar: in Charkow eine Vertretung der ČSR. für die USSR. und in Prag eine Vertretung der USSR. für die ČSR. Im Bedarfsfalle können den Vertretungen in wichtigen Zentren des betreffenden Staates unter der Bedingung der Zustimmung der Regierung des Landes Zweigstellen angegliedert werden. Jede dieser Vertretungen bildet die einzige Vertretung des betreffenden Staates in dem anderen Lande, wobei durch das gegenwärtige Übereinkommen der Lösung der Frage der Anerkennung der Regierung des anderen Landes de jure nicht vorgegriffen wird.

Anmerkung: In Übereinstimmung damit verpflichten sich beide Regierungen, alle offiziellen Beziehungen zu den verschiedenen Einrichtungen und Vertretungen von Organisationen und zu den Personen, die den Kampf mit der Regierung des anderen Landes zum Zwecke haben, abzubrechen.

Artikel 2.

Die Vorstände und zwei Mitglieder der Vertretungen ber beiden Staaten werden alle Rechte und Begünstigungen der Personen des diplomatischen

---

*) Ratifié.

Korps geniessen. Die Vorstände der Zweigstellen werden alle Rechte und Begünstigungen geniessen, die nach dem Völkerrechte und den örtlichen Gesetzen den Konsularvertretern eingeräumt sind. Die Vorstände der Vertretungen sind bei der Zentralbehörde für auswärtige Angelegenheiten jenes Landes, für das die Vertretungen errichtet wurden, akkreditiert. Die Vertretungen werden das Recht haben, mit den oben erwähnten Behörden unmittelbar und in Handels- und Repatriierungsangelegenheiten mit den betreffenden Zentralbehörden, die Zweigstellen der Vertretungen aber mit den Lokalbehörden zu verkehren.

Anmerkung: Die in diesem Artikel angeführten Personen müssen Staatsangehörige des Landes sein, von dem sie bestellt worden sind.

Artikel 3.

Das übrige Personal der Vertretungen wird die gleichen Rechte wie die Personen in analoger Dienststellung bei den Vertretungen anderer Staaten geniessen.

Artikel 4.

Beide Regierungen verpflichten sich, die Verfügung zu treffen, dass der Vertretung des anderen Landes die erforderlichen und geeigneten Amtsräumlichkeiten sowie Wohnungen für den Vorstand und das Personal der Vertretung eingeräumt werden.

Artikel 5.

Ausser den sonstigen diplomatischen Privilegien wird den Vertretungen das Recht eingeräumt, Kuriere mit versiegelten Paketen, deren Gewicht für jeden Kurier 10 kg nicht übersteigen darf und die keiner Untersuchung unterliegen, nicht öfters als einmal wöchentlich zu empfangen und abzufertigen. Die Vertretungen und Zweigstellen werden das Recht haben, ausser den vorbezeichneten Sendungen durch die Kuriere und im Wege der Post in ihren Ländern herausgegebene periodische Druckschriften und Bücher zum eigenen Gebrauche unbehindert zu beziehen.

Artikel 6.

Die Vertretungen jedes Landes werden berechtigt sein, Visa und Pässe auszustellen, Dokumente zu beglaubigen und alle anderen Rechte ähnlicher Art auszuüben, die den offiziellen Vertretern anderer fremder Regierungen in dem betreffenden Lande zustehen.

Artikel 7.

Die Telegramme und Radiotelegramme der Vertretungen werden hinsichtlich der Expedition und der Zustellung den Vorzug vor Privattelegramme geniessen.

Artikel 8.

Beide Teile übernehmen die Verpflichtung, dass sich ihre Regierungen jedweder gegen die Regierung, die staatlichen oder anderen öffentlichen Einrichtungen oder gegen das sozial-politische System des anderen Vertragsteiles gerichteten Propaganda enthalten und dass sie sich an politischen

und sozialen Streitigkeiten, die in diesen Staaten entstehen könnten, nicht beteiligen werden.

Artikel 9.

Die Angehörigen der USSR. werden auf dem Gebiete der ČSR. und die Angehörigen der ČSR. auf dem Gebiete der USSR. alle gemeinbürgerlichen Rechte und Begünstigungen geniessen, die den Angehörigen irgendeines dritten Staates eingeräumt sind oder in Hinkunft eingeräumt werden, mit Ausschluss jener Rechte und Begünstigungen, die in der USSR. die Angehörigen der mit ihr verbündeten Republiken geniessen.

Artikel 10.

Beide vertragschliessende Teile sind darüber einig, dass durch den gegenwärtigen Vertrag der Lösung der Frage allenfalls zwischen ihnen bestehender gegenseitiger Ansprüche auf Leistung von Entschädigungen oder der Frage der Restitution von Rechten dieses oder jenes Teiles oder ihrer Angehörigen nicht vorgegriffen wird.

Artikel 11

Die Regierung der ČSR. verpflichtet sich, geleitet von dem Bestreben, die Erneuerung des wirtschaftlichen Lebens in der USSR. so viel als möglich zu fördern, jedes auf das angeführte Ziel gerichtete zweckdienliche Unternehmen ihrer Angehörigen zu unterstützen.

Demgegenüber verpflichtet sich die Regierung der USSR., den čechoslovakischen Angehörigen, die mit ihrer Einwilligung und auf Grund besonderer, mit den zuständigen Organen der USSR. abgeschlossener Vereinbarungen auf dem Gebiete der USSR. eine wirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen, den vollen Rechtsschutz der Person und des Eigentums zu gewährleisten und ihnen in dieser wirtschaftlichen Tätigkeit allseitige Unterstützung zu gewähren. In einzelnen Fällen werden Übereinkommen hinsichtlich besonderer Garantien für das investierte Kapital abgeschlossen werden.

In gleicher Weise erkennt die Regierung der ČSR. der Regierung der USSR. und ihren Organen die Rechte von juristischen Personen zu, sofern sie auf dem Gebiete der ČSR. eine Handelstätigkeit entfalten werden.

Artikel 12.

Beide vertragschliessenden Teile verpflichten sich, der Rückkehr der Angehörigen des anderen Landes in die Heimat keine Hindernisse in den Weg zu legen und in dieser Beziehung unter den gleichen Voraussetzungen wie bei den Angehörigen anderer Länder jedwede Unterstützung zu gewähren.

Artikel 13.

Nach Abschluss des gegenwärtigen Vertrages treffen beide Teile die geeigneten Verfügungen zur Erneuerung der Post-, Telegraphen- und Transportbeziehungen auf Grund der internationalen Vereinbarungen und Übereinkommen.

Artikel 14.

Bei der Durchführung von Handelsbeziehungen zwischen der ČSR. und der USSR. sind folgende Grundsätze zu beachten:

1. Jede Handelstätigkeit ist nach den Gesetzen jedes der beiden vertragschliessenden Teile zu betreiben.

2. Was die USSR. anbelangt, steht das Monopol des Aussenhandels der Regierung der USSR. zu und wird mit Hilfe der hierzu bevollmächtigten Organe ausgeübt.

3. Jedes Handelsübereinkommen, das sich auf das Gebiet der USSR. bezieht und mit privaten Gruppen oder Privatpersonen abgeschlossen wird, die weder im Namen der Regierung der USSR. noch als deren Bevollmächtigte noch mit ihrer Zustimmung handeln, wird als Verletzung dieses Artikels angesehen werden.

Artikel 15.

Die Angehörigen, Firmen und juristischen Personen des einen Landes werden bei Abschluss von Rechtsgeschäften mit Angehörigen, Firmen oder juristischen Personen des anderen Landes berechtigt sein, diese Geschäfte mit der Schiedsgerichtsklausel abzuschliessen oder für aus diesen Geschäften entstehende Streitigkeiten auf Grund gegenseitigen Einvernehmens die Zuständigkeit der Gerichte eines beliebigen der beiden Länder festzusetzen.

Artikel 16.

Das Eigentum der Regierung der USSR. in der ČSR. und umgekehrt geniesst den nach dem Völkerrechte der Regierung eines befreundeten Landes zuerkannten Schutz.

Artikel 17.

Die Vertretung jedes der vertragschliessenden Teile ist berechtigt, mit Zustimmung der Regierung des anderen Landes aus ihrem Staate Sachverständige zur Beurteilung von technischen, wirtschaftlichen, juristischen und anderen Fragen zu berufen. Um diese Zustimmung wird die Zentralbehörde der auswärtigen Angelegenheiten im Wege der Vertretung des anderen Teiles ersuchen. Solche Ersuchen werden raschenstens erledigt werden.

Artikel 18.

Beide vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die in ihr Gebiet durch den anderen Teil oder dessen Angehörige eingeführten Vermögensbestandteile oder Waren nicht zu sequestrieren und zu konfiszieren, wenn bei der Einfuhr die in dem betreffenden Gebiete geltenden Gesetze und Vorschriften eingehalten wurden.

Artikel 19.

Den čechoslovakischen Staatsangehörigen, die auf Grund dieses Vertrages unter Einhaltung der geltenden Passvorschriften zu Geschäftszwecken in die USSR. reisen, wird die Unantastbarkeit des von ihnen mitgebrachten Eigentums und ebenso auch des von ihnen gesetzmässig auf dem Gebiete der USSR. erworbenen Eigentums gewährleistet.

Die vorerwähnte Unantastbarkeit bedeutet jedoch nicht das Recht au: Ausfuhr des in der Ukraine erworbenen Eigentums in das Ausland, welche Ausfuhr nur auf der genauen Grundlage der Gesetze und Vorschriften über das Monopol des Aussenhandels und der Zollgesetze der USSR. zulässig ist.

Artikel 20.

Dieser Vertrag wird in zwei Parien, und zwar in čechoslovakischer und ukrainischer Sprache ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch.

Der Vertrag wird in jedem der Vertragsstaaten auf Grund seiner Gesetze genehmigt und tritt mit dem Tage in Kraft, an dem die Mitteilungen über seine Genehmigung ausgetauscht werden.

Der Vertrag kann von keinem der vertragschliessenden Teile anders als nach vorangegangener sechsmonatiger Kündigung aufgehoben werden.

Artikel 21.

Im Falle der Aufhebung dieses Vertrages wird den Vertretungen die Möglichkeit geboten, mindestens sechs Monate zur völligen Liquidation ihrer Tätigkeit in dem Aufenthaltslande zu bleiben.

Zu Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Prag, den sechsten Juni 1922.

Dr. V. *Girsa* m. p.
J. Dvořáček m. p.
M. Lewickij m. p.

146.

ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Protocoles concernant la prolongation de la Convention d'alliance défensive conclue le 7 juin 1921;*) signés à Bucarest, le 7 juillet 1923 et le 13 juin 1926.**)

League of Nations, Treaty Series LIV, p. 260.

Protocole.

Les résultats de la Convention d'alliance défensive du 7 juin 1921 ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs de Sa Majesté le Roi de Roumanie et de Sa Majesté

*) V. ci-dessus, p. 329.

**) Les ratifications du premier Protocole ont été échangées à Belgrade, le 23 octobre 1923, celles du deuxième Protocole à Bled, le 17 juin 1926.

le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

> La Convention d'alliance défensive du 7 juin 1921, restera en vigueur encore trois ans à partir de l'échange des ratifications du présent Protocole. Ce terme expiré, elle redeviendra denonçable suivant les dispositions finales de son Article 5.
>
> La Convention militaire, conclue conformément à l'Article 2 de ladite Convention, est prolongée pour la même durée.

Le présent Protocole sera communiqué à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double exemplaire, le 7 juillet 1923.

(L. S.) (Signé) *J. G. Duca.*
(L. S.) (Signé) *B. J. Tcholak-Antitch.*

Protocole.

Les résultats de la Convention d'alliance défensive du 7 juin 1921, prolongée pour trois ans par le protocole signé à Bucarest le 7 juillet 1923, ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs de Sa Majesté le Roi de Roumanie et de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

> La Convention d'alliance défensive du 7 juin 1921 prolongée pour trois ans par le protocole signé à Bucarest le 7 juillet 1923, restera en vigueur encore trois ans à partir de l'échange des ratifications du présent Protocole. Ce terme expiré, elle redeviendra dénonçable suivant les dispositions finales de son Article 5.
>
> La Convention militaire, conclue conformément à l'Article 2 de ladite Convention, est prolongée pour la même durée.

Le présent Protocole sera communiqué à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bled, le 17 juin 1926.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double expédition, le treize juin mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) *Ion M. Mitilineu.*
(L. S.) (Signé) *B. Tcholak-Antitch.*

147.

TURQUIE, LETTONIE.

Traité d'amitié; signé à Varsovie, le 3 janvier 1925.*)

Copie officielle.

La Turquie, d'une part, et la Lettonie, d'autre part, également et sincèrement désireuses d'établir et de consolider les liens de sincère amitié entre la République Turque et la République de Lettonie;

Et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, une fois établies, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Turque:

M. le docteur Ibrahim Taliy Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Turque à Varsovie;

Le Président de la République de Lettonie:

M. Martinš Nukša, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lettonie en Pologne et en Roumanie;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République de Lettonie et la République Turque, ainsi qu'entre les citoyens des deux Parties.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du droit international public général.

Article 3.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont appose leurs sceaux.

Fait en double à Varsovie, le 3 janvier 1925.

Dr. *Ibrahim Tally.*
M. Nukša.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 27 octobre 1926.

148.

FRANCE, POLOGNE.

Traité de garantie mutuelle; signé à Locarno, le 16 octobre 1925.*)**)

League of Nations, Treaty Series LIV, p. 354.

Le Président de la République Française et le Président de la République de Pologne,

Egalement soucieux de voir l'Europe s'épargner la guerre par une sincère observation des engagements pris en date de ce jour en vue du maintien de la paix générale,

Ont résolu de s'en garantir réciproquement les bienfaits par un Traité conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités existant entre eux,

Et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Française:

M. Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères;

Le Président de la République de Pologne:

M. le comte Alexandre Skrzynski, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Dans le cas où la Pologne ou la France viendrait à souffrir d'un manquement aux engagements intervenus en date de ce jour entre elles et l'Allemagne, en vue du maintien de la paix générale, la France et réciproquement la Pologne, agissant par application de l'Article 16 du Pacte de la Société des Nations, s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance, si un tel manquement est accompagné d'un recours aux armes qui n'aurait pas été provoqué.

Dans le cas où le Conseil de la Société des Nations, statuant sur une question portée devant lui conformément auxdits engagements, n'aurait pu réussir à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants des Parties au différend, et où la Pologne ou la France se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la France, ou réciproquement la Pologne, agissant par application de l'Article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, lui prêterait immédiatement aide et assistance.

Article 2.

Rien dans le présent Traité ne portera atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes en tant que membres de la Société des

---

*) Comp. N. R. G. 3. s. XVI, p. 7.

**) Les ratifications ont été déposées à Genève, le 14 septembre 1926.

Nations et ne sera interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 3.

Le présent Traité sera enregistré à la Société des Nations, conformément au Pacte.

Article 4.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront déposées à Genève, à la Société des Nations, en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, et du Traité conclu à la même date entre l'Allemagne et la Pologne.

Il entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que lesdits Traités.

Le présent Traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties Contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Locarno, le seize octobre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (Signé) *Aristide Briand.*
(L. S.) (Signé) *Al. Skrzynski.*

149.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Traité de garantie mutuelle; signé à Locarno, le 16 octobre 1925.*)**)

League of Nations, Treaty Series LIV, p. 360.

Le Président de la République Française et le Président de la République Tchécoslovaque.

Egalement soucieux de voir l'Europe s'épargner la guerre par une sincère observation des engagements pris en date de ce jour en vue du maintien de la paix générale,

Ont résolu de s'en garantir réciproquement les bienfaits par un Traité conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités existants entre eux,

Et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Française:

M. Aristide Briand, Minister des Affaires étrangères;

Le Président de la République Tschécoslovaque:

M. Edouard Beneš, Ministre des Affaires étrangères;

---

*) Comp. **N. R. G. 3.** s. XVI, p. 7.

) Les ratifications ont été déposées à Genève, le **14 septembre **1926**.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Dans le cas où la Tchécoslovaquie ou la France viendrait à souffrir d'un manquement aux engagements intervenus en date de ce jour entre elles et l'Allemagne en vue du maintien de la paix générale, la France et réciproquement la Tchécoslovaquie, agissant par application de l'Article 16 du Pacte de la Société des Nations, s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance, si un tel manquement est accompagné d'un recours aux armes qui n'aurait pas été provoqué.

Dans le cas où le Conseil de la Société des Nations, statuant sur une question portée devant lui conformément auxdits engagements, n'aurait pu réussir à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants des Parties au différend, et où la Tchécoslovaquie ou la France se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la France, ou réciproquement la Tchécoslovaquie, agissant par application de l'Article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, lui prêterait immédiatement aide et assistance.

Article 2.

Rien dans le présent Traité ne portera atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes en tant que Membres de la Société des Nations et ne sera interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 3.

Le présent Traité sera enregistré à la Société des Nations, conformément au Pacte.

Article 4.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront déposées à Genève, à la Société des Nations, en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, et du Traité conclu à la même date entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

Il entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditiones que lesdits Traités.

Le présent Traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties Contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Locarno; le seize octobre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (Signé) *Aristide Briand.*
(L. S.) (Signé) Dr. *Edvard Beneš.*

150.

TURQUIE, RUSSIE.

Traité de neutralité et de non-agression mutuelle; signé à Paris, le 17 décembre 1925.*)

Copie officielle.

Traité.

Considérant qu'il est de l'intérêt des Parties Contractantes de fixer et déterminer les conditions précises pouvant contribuer au renforcement des relations naturelles et de l'amitié sincère et solide qui les lie réciproquement, la République de Turquie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont, en vue d'obtenir ce résultat, désigné le docteur Tewfik Ruchdi Bey, Ministre des Affaires étrangères de Turquie, et Monsieur Georges Tchitchérine, commissaire du peuple aux affaires extérieures des Républiques soviétiques socialistes, lesquels ont convenu des dispositions qui suivent:

Art. 1er.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à observer sa neutralité vis-à-vis de l'autre, au cas où une action militaire aurait été entreprise par une ou plusieurs Puissances contre cette autre Partie.

Nota. Ne doivent pas être comprises dans l'expression „action militaire“, les manœuvres de l'armée, vu qu'elles ne préjudicient pas à l'autre Partie.

Art. 2.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à éviter toute agression contre l'autre Partie. Chacune d'elles s'engage à ne participer à aucune alliance ni entente ayant un caractère politique, dirigées par une ou plusieurs Puissances contre l'autre Partie Contractante, de même qu'à ne participer à aucune alliance ni entente dirigées par une ou plusieurs Puissances contre la sécurité militaire ou navale de l'autre Partie. En outre, chacune des Parties Contractantes s'engage à ne participer à aucune action hostile dirigée contre l'autre Partie, par une ou plusieurs autres Puissances.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 30 juin 1926. En signant le Procès-Verbal de ratification, M. Souritz, représentant l'Union soviétique, et Tevfik Rouchdy, Ministre des Affaires étrangères turc, ont constaté premièrement qu'en signant le Traité de Paris les Parties n'ont pris envers des tierces puissances aucun engagement contredisant ce Traité, rédigé sur la même base que le Traité russo-turc de Moscou de 1921; deuxièmement, que les Parties n'ont contracté aucun engagement contredisant le Traité de Paris depuis sa signature jusqu'à ce jour; troisièmement, que les Parties ne prendront aucun engagement semblable tant que le Traité de Paris sera en vigueur. — Le Temps du 3 juillet 1926.

Art. 3.

Le présent Traité entrera en vigueur aussitôt après sa ratification, et aura une durée de trois ans.

Si plus tard, aucune des Parties Contractantes ne notifie, six mois avant l'expiration de ladite durée, son désir de dénoncer le Traité, celui-ci sera considéré comme ayant automatiquement été prorogé d'une année encore.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

Dr. *Tewfik Ruchdi.*
Georges Tchitchérine.

Protocole I.

Il reste spécialement entendu que chacune des Parties Contractantes conserve une entière liberté d'action, en ce qui concerne ses relations avec les autres Puissances, restant en dehors des limites des engagements specifiés dans le présent Traité.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

Dr. *Tewfik Ruchdi.*
Georges Tchitchérine.

Protocole II.

Les Parties Contractantes s'accordent à considérer comme rentrant dans l'expression „de caractère politique" citée à l'Article 2 du Traité conclu à la date de ce jour, tous accords financiers et économiques, conclus par les Puissances et dirigés contre chacune des Parties Contractantes.

Dr. *Tewfik Ruchdi.*
Georges Tchitchérine.

Protocole III.

Les Parties Contractantes s'engagent également à entamer des négociations pour rechercher et arrêter le mode de solution des différends surgis entre elles, et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique ordinaire.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

Dr. *Tewfik Ruchdi.*
Georges Tchitchérine.

151.

ITALIE, ALBANIE.

Lettre explicative concernant le Pacte d'amitié et de sécurité conclu le 27 novembre 1926*); signée à Durazzo, le 5 décembre 1926.

League of Nations. Treaty Series LX, p. 18.

Abschrift.

Regia Legazione d'Italia
in Durazzo
N. 2186.

Durazzo, le 5 décembre 1926.

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu me demander, pour éclaircir le jugement de quelques personnalités albanaises, la pensée du Gouvernement Italien sur la portée de certaines phrases contenues dans le texte du Pacte d'amitié et de sécurité, essentiellement facteur de paix, signé par nous le 27 novembre dernier.

Vous m'avez prié notamment de demander si le Gouvernement Italien, comme il était dans la pensée du Gouvernement Albanais, croyait que la phrase „i trattati di cui ambedue sono firmatarie" se référait seulement aux Traités légalement conclus et publiés depuis l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations.

Conformément aux assurances verbales que je vous ai déjà données, je vous confirme que telle a été aussi la pensée du Gouvernement de Rome.

Ensuite, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la phrase contenue dans la deuxième partie de la première période de l'Article 2 du texte, à savoir „il loro mutuo appoggio e la loro collaborazione cordiale". Cette phrase, d'après l'intention du Gouvernement Royal, ne peut soulever aucun doute. L'appui mutuel et la collaboration cordiale ne peuvent s'interpréter autrement que comme une collaboration résultant de propositions faites par l'une des Parties et acceptées librement par l'autre. Partant, il est évident que cet appui et cette collaboration ne peuvent se manifester que si l'une des deux Parties les demande.

Enfin, j'ai l'honneur de vous renouveler l'assurance que, d'après les instructions de mon Gouvernement, je suis dès maintenant à l'entière disposition du Gouvernement Albanais pour commencer la négociation relative à l'établissement de la procédure spéciale de conciliation ou d'arbitrage prévue par l'Article 3 de notre Pacte d'amitié et de sécurité du 27 novembre dernier.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XVII, p. 12.

Ces éclaircissements confirment l'intention loyale des deux Gouvernements Contractants; c'est pourquoi je me flatte, Monsieur le Ministre, qu'ils mettront d'avantage en lumière la bonne foi et l'esprit désinteressé avec lesquels le Gouvernement Royal, par mon entremise, a accueilli tous les desiderata que le Gouvernement Albanais a bien voulu exprimer à l'occasion de la conclusion de ce pacte.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) *Aloisi.*

A Son Excellence Hussein Bey Vrioni,
Ministre des Affaires étrangères, Tirana.

152.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON.

Accord au sujet du système des ouvrages fortifiés des frontières Est et Sud de l'Allemagne; réalisé par un Echange de Notes du 5 février 1927.

Copie officielle.

Deutsche Botschaft.
A 444. Paris, den 5. Februar 1927.
2 Anlagen.

Herr Präsident!

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich Euerer Exzellenz folgende Mitteilung zu machen:

Die Verhandlungen, die in Paris zwischen den Vertretern der Deutschen Regierung einerseits und den militärischen Delegierten der Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen und Japanischen Regierung andererseits über die Schwierigkeiten bei der Auslegung und Anwendung der Artikel 180, Absatz 4, und 196, Absatz 1 und 2, des Vertrags von Versailles*) stattgefunden haben, haben zu der Vereinbarung geführt, deren Wortlaut hier beigefügt ist.

Ich beehre mich Euerer Exzellenz im Auftrage meiner Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass die Deutsche Regierung der erwähnten Vereinbarung zustimmt.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 454, 464.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. *Hoesch.*

Seiner Exzellenz dem Präsidenten der Botschafterkonferenz,
Herrn Aristide Briand, Paris.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.
No. 26.

Paris, le 5 février 1927.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au nom des Gouvernements Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais, représentés à la Conférence des Ambassadeurs et à la Commission Militaire Interalliée de Contrôle, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la communication suivante:

„Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués militaires des Gouvernements ci-dessus énumérés, d'une part, et les représentants qualifiés du Gouvernement Allemand, d'autre part, au sujet des difficultés auxquelles ont donné lieu l'interprétation et l'application des Articles 180, alinéa 4, et 196, alinéas 1 et 2, du Traité de Versailles, ont abouti à l'accord dont le texte est annexé à la présente lettre.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, dans sa séance du 1er février, la Conférence des Ambassadeurs, agissant au nom des Gouvernements dont elle représente les intérêts, a donné son approbation audit accord."

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(signé) *A. Briand.*

Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne, Paris.

Accord réalisé au sujet du système des ouvrages fortifiés des frontières Est et Sud de l'Allemagne entre le Comité Militaire Allié de Versailles et le Général von Pawelsz, représentant qualifié du Gouvernement Allemand.

Sur la base des négociations qui ont eu lieu au sujet de l'interprétation donnée aux Articles 180 et 196, et pour exclure tout malentendu dans l'avenir, il est établi ce qui suit:

1°. Sans parler des servitudes imposées à la région côtière par l'Article 196, le système des ouvrages fortifiés des frontières allemandes de l'Est et du Sud sera maintenu tel qu'il a été relevé en 1920 par la Commission Militaire Interalliée de Contrôle, étant entendu que par „frontières Est et Sud", il faut entendre le territoire qui s'étend depuis la ligne jalonnée par les ouvrages fortifiés relevés par cette Commission (ces ouvrages fortifiés y compris) jusqu'à la ligne frontière allemande.

La ligne jalonnée par lesdits ouvrages fortifiés est définie dans l'annexe ci-jointe.

2°. Sous réserve de la stipulation visée au paragraphe 3, seuls sont maintenus dans ce territoire les ouvrages fortifiés ou abris existant en 1919 et relevés par la Commission Militaire Interalliée de Contrôle en 1920, étant entendu que ces ouvrages ou abris seront conservés dans la destination et l'emplacement qu'ils avaient à cette époque et qu'ils ne seront augmentés ni dans leur nombre, ni dans leurs dimensions. Ils ne seront l'objet que de travaux d'entretien; toutefois, dans la constitution de ces ouvrages ou abris, les matériaux périssables (terre, bois, briques) peuvent être remplacés par du béton ou de la maçonnerie.

Aucun ouvrage fortifié ni abri répondant à un but de guerre ne sera construit dans ce territoire, même en vue de remplacer d'anciennes organisations de campagne nivelées.

3°. A titre de transaction, les Gouvernements Alliés admettent que les abris construits depuis 1920 soient conservés au nombre de 54, à savoir:

à Glogau, sur la rive gauche de l'Oder . . 8 abris
à Lötzen . . . . 15 abris
à Königsberg . . . . 31 abris

Ces abris seront portés sur l'état de recensement établi par la Commission Militaire Interalliée de Contrôle.

Tous les autres abris construits depuis 1920 à savoir:

à Glogau, sur la rive droite de l'Oder . . 7 abris
à Cüstrin, sur la rive droite de l'Oder . . 5 abris
à Königsberg . . . . 22 abris

seront détruits dans un délai de 4 mois à partir du 15 février 1927.

Parmi les 22 abris à détruire à Königsberg, 17 seront désignés par le Gouvernement Allemand et 5 seront choisis par les Gouvernements alliés, une fois arrêtée la désignation des 17 abris laissée au choix du Gouvernement Allemand.

4°. L'Allemagne donne l'assurance qu'il n'existe pas, dans le territoire défini au paragraphe 1°, d'autres ouvrages fortifiés ou abris répondant à un but de guerre, construits depuis le recensement, que ceux qui ont été signalés à la Commission Militaire Interalliée de Contrôle.

Fait à Paris, le 31 janvier 1927.

Le Chef d'Etat-Major du Comité Militaire Allié de Versailles.
(signé) *Baratier.*

Le Représentant qualifié du Gouvernement Allemand.
(signé) *Pawelsz.*

Annexe I.

Liste des Places et Ouvrages fortifiés.

La liste des places et ouvrages fortifiés est définie comme suit:

Une ligne droite allant de Königsberg à Sensbourg (depuis le point où elle sort de la zone côtière de 50 kilomètres visée à l'Art. 196), puis de Sensbourg à Marienbourg (jusqu'au point où elle entre dans la zone côtière de 50 km visée à l'Art. 196);

Une ligne allant du point où la voie ferrée Dirschau-Konitz-Schneidemühl-Cüstrin pénètre dans le territoire allemand, jusqu'à Cüstrin;

Le cours de l'Oder de Cüstrin à Brieg;

La voie ferrée Brieg-Neisse-Kamenz-Glatz-Waldenbourg-Görlitz-Botzen-Pirna-Königstein;

Une ligne allant de Königstein à Hof;

La voie ferrée Hof-Neustadt-Ratisbonne;

Le cours du Danube de Ratisbonne à Donaueschingen;

La voie ferrée de Donaueschingen à Neustadt, où la ligne rejoint la zone rhénane démilitarisée.

153.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON.

Echange de Notes entre le Gouvernement Allemand et la Conférence des Ambassadeurs concernant le matériel de guerre en Allemagne; signées à Paris les 26 et 28 février 1927.

Copie officielle.

Deutsche Botschaft
Paris.
A 640.

Paris, den 26. Februar 1927.

Herr Präsident!

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich Euerer Exzellenz folgende Mitteilung zu machen:

Die Verhandlungen zwischen den Vertretern der Deutschen Regierung und der IMKK. über die Regelung der Ein- und Ausfuhr sowie des Besitzes von Kriegsmaterial, des Handels mit ihm und seiner unerlaubten Herstellung (vgl. Kap. VI und VII des Teils III der Anlage 1 zur Kollektivnote der alliierten Regierungen vom 4. 6. 25) haben zu einer Einigung über den hier als Anlage 1 beigefügten Entwurf eines Gesetzes über Kriegsgerät geführt.*) Sobald sie die Bestätigung erhält, dass die Botschafterkonferenz ihm ihre Zustimmung erteilt hat, wird die Deutsche Regierung diesen Gesetzentwurf den deutschen gesetzgebenden Körperschaften vorlegen und das Gesetz unverzüglich nach seiner Annahme erlassen und verkünden. Ausserdem wird die Deutsche Regierung alsbald die als Anlage 2**) beigefügte Liste der Werke oder Fabriken, deren Aufrechterhaltung für die bewilligte Herstellung von Waffen, Munition und Kriegsgerät genehmigt worden ist, im Reichsanzeiger veröffentlichen.

---

*) V. la Loi allemande du 27 juillet 1927; Reichsgesetzblatt I, p. 239.

**) Non reproduite.

Ferner beehre ich mich Euerer Exzellenz unter Bezugnahme auf die Verhandlungen zwischen den Vertretern der Deutschen Regierung und der IMKK. folgendes mitzuteilen:

1. Die Deutsche Regierung wird auf Grund der in § 7 des Gesetzentwurfes über Kriegsgerät vorgesehenen Ermächtigung die dort genannten Erzeugnisse nur bis zu einer Höchstmenge von insgesamt 24 t im Jahre zur Ausfuhr freigeben.

2. Von dem in § 8 vorgesehenen Konzessionsrechte wird die Deutsche Regierung auch hinsichtlich der Beschränkung der Apparatur Gebrauch machen, jedoch nur in dem Umfange, der sich aus der als Anlage 3 beigefügten Liste*) ergibt.

In den Verhandlungen ist Übereinstimmung darüber erzielt worden, dass erforderlichenfalls im Rahmen der Gesamtapparatur ein Wechsel des Aufstellungsortes und der Firmen erfolgen kann.

3. Es ist ebenfalls Übereinstimmung darüber erzielt worden, dass flüssiges Chlor und Phosgen für industrielle Zwecke nicht unter § 3, Ziffer 41, fallen.

4. Die in Punkt 1 und 2 dieses Schreibens übernommene Verpflichtung gilt als zum 1. Januar 1932. Falls nach diesem Zeitpunkt die technische oder wirtschaftliche Entwicklung Änderungen der unter Punkt 2 genannten Konzessionen erforderlich macht, wird die Deutsche Regierung den Regierungen, die in der Interalliierten Militärkontrollkommission vertreten waren, von diesen Änderungen auf diplomatischem Wege Mitteilung machen.

5. Die Deutsche Regierung wird von der in § 6, Absatz 2, vorgesehenen Ermächtigung in der Weise Gebrauch machen, dass für die in der Anlage 2 aufgeführten Firmen die zugelassene maschinelle Einrichtung dem aus den früheren Vereinbarungen mit der Interalliierten Militärkontrollkommission sich ergebenden Umfange entspricht.

6. Die Deutsche Regierung wird von der in § 11 vorgesehenen Ermächtigung nur hinsichtlich des von der Griechischen Regierung vor dem 1. August 1914 bestellten Kreuzers „Salamis" Gebrauch machen, da es andere vor diesem Zeitpunkt von einer ausländischen Regierung bestellte und noch nicht abgenommene Kriegsschiffe in Deutschland nicht gibt, jedoch auch hinsichtlich dieses Kreuzers nur dann, wenn die Erteilung der Ermächtigung dem Ausgange des vor dem Deutsch-Griechischen Gemischten Schiedsgerichtshof schwebenden Prozesses der Griechischen Regierung gegen die Vulkan-Werke A. G. entspricht.

Die Ausfuhr des Kreuzers wird gegebenenfalls ohne Armierung erfolgen.

Indem ich Euerer Exzellenz die Befriedigung meiner Regierung darüber zum Ausdruck bringe, dass eine Frage, die Gegenstand langer Verhandlungen gebildet hat, hiernach geregelt ist, bitte ich usw.

gez. *Rieth.*

An Seine Exzellenz den Präsidenten der Botschafterkonferenz
Herrn A. Briand, Paris.

---

*) Non reproduite.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président. Paris, le 28 février 1927.
No. 42.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par votre lettre No. A 640, en date du 26 février 1927, vous avez bien voulu, vous référant à l'Article 11 du projet de loi sur le matériel de guerre, donner à la Conférence des Ambassadeurs les assurances suivantes dont elle prend acte:

1. Le Gouvernement Allemand ne fera usage du droit prévu audit Article 11 qu'à l'égard du croiseur „Salamis", commandé par le Gouvernement Grec avant le 1er août 1914;

2. Même en ce qui concerne ce croiseur, le Gouvernement Allemand ne fera usage de ce droit que si la délivrance de l'autorisation d'exportation répond à l'issue du procès engagé par le Gouvernement Grec contre les Chantiers Vulkan et pendant devant le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand;

3. Même dans le cas ci-dessus prévu, le croiseur sera exporté sans armement;

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que la Conférence eût préféré s'en tenir au projet, daté du 3 décembre 1926, qui ne prévoyait aucune dérogation aux prescriptions de l'Article 3, No. 23a du projet de loi sur le matériel de guerre. Toutefois, constatant l'insertion dans le projet de l'Article 11, la Conférence déclare accepter cette insertion sous le bénéfice des observations ci-après:

1. L'acceptation de la Conférence ne constitue à aucun titre, un acquiescement aux arguments présentés par le Gouvernement Allemand dans l'aide-mémoire remis par le Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne le 30 décembre 1926, arguments que la Conférence doit se réserver de discuter en temps opportun; d'autre part, la Conférence précisera au Président du Tribunal arbitral mixte gréco-allemand qui en a fait la demande, la portée de sa lettre du 11 octobre 1920.

2. En outre, la Conférence désire nettement spécifier qu'en ne s'opposant pas à l'insertion de l'Article 11 dans la Loi sur le matériel de guerre, elle n'a, à aucun degré, entendu engager le Gouvernement Grec à prendre livraison du „Salamis" ni à accepter la thèse du Gouvernement Allemand.

Agréez, etc. s. *Briand.*

Monsieur Rieth,
Chargé d'Affaires d'Allemagne, Paris.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président. Paris, le 28 février 1927.
No. 41.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre No. A 640, en date du 26 février 1927, vous avez bien voulu transmettre à la Conférence des Ambassadeurs le texte définitif du projet de loi sur le matériel de guerre au sujet duquel l'accord est intervenu entre le Gouvernement Allemand et la Commission Militaire Internalliée de Contrôle. Vous avez joint audit projet, comme annexes 2 et 3:

a) la liste des usines ou fabriques dont le maintien pour la fabrication autorisée d'armes, de munitions et de matériel de guerre a été agréé;
b) la liste des usines et installations autorisées pour la fabrication des poudres de chasse, des explosifs nitrés et du phosgène.

Vous faites savoir en même temps à la Conférence que, aussitôt qu'il aura reçu confirmation qu'elle approuve ledit projet, le Gouvernement Allemand soumettra celui-ci aux organes législatifs allemands et, immédiatement après son adoption, assurera la promulgation et la publication de la loi. En outre, il publiera la liste des usines ou fabriques, jointe comme annexe 2 à votre lettre.

Votre lettre précise, d'autre part, les points suivants:

1. Le Gouvernement Allemand, sur la base du droit qui lui est reconnu à l'Article 7 du projet de loi, n'autorisera l'exportation des produits désignés audit Article que jusqu'à un maximum global de 24 tonnes par an.

2. Le Gouvernement Allemand fera usage du droit de concesssion, prévu à l'Article 8, également en ce qui concerne la limitation des appareils, mais seulement dans la mesure indiquée par la liste donnée comme annexe 3. Au cours des pourparlers entre la Commission de Contrôle, et le Gouvernement Allemand, il a été admis que, s'il est nécessaire, et le nombre des appareils restant le même, des changements pourraient cependant se produire en ce qui concerne les localités où se trouvent les appareils et les firmes qui en disposent.

3. On est également d'accord pour admettre que le chlore liquide et le phosgène destinés à des usages industriels ne tombent pas sous le coup du No. 41 de l'Article 3.

4. L'engagement visé sous les No. 1 et 2 ci-dessus, est valable, jusqu'au 1er janvier 1932. Au cas où, après cette date, le développement technique ou économique rendrait nécessaires des modifications des concessions visées au No. 2, ci-dessus, le Gouvernement Allemand en informerait, par la voie diplomatique, les Gouvernements qui étaient représentés à la Commission de Contrôle.

5. Le Gouvernement Allemand fera usage du droit qui lui est reconnu par le 2° alinéa de l'Article 6 du projet de loi sur le matériel de guerre, de telle manière que les installations autorisées dans les firmes visées à l'annexe 2 soient conformes aux accords antérieurement intervenus avec la Commission de Contrôle.

Le paragraphe 6 de votre lettre concerne l'application de l'Article 11 du projet de loi: cette question fait l'objet d'une note distincte de la Conférence.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Conférence est d'accord avec le Gouvernement Allemand sur les points ci-dessus précisés.

C'est dans ces conditions et, en ce qui concerne l'Article 11 sous le bénéfice des observations qui font l'objet de ma lettre No. 42 en date de ce jour, qu'elle donne son approbation au projet de loi dont il s'agit, la promulgation et la publication sans modifications dudit projet sous forme de loi et la publication au Reichsanzeiger de la liste jointe comme annexe 2 à votre lettre devant avoir pour effet d'assurer la réalisation des redressements concernant l'importation, l'exportation, la fabrication et la détention de matériel de guerre, redressements visés aux chapitres VI et VII de la Partie III de l'annexe 1 à la note collective des Gouvernements Alliés en date du 4 juin 1925.

En vous exprimant la satisfaction qu'éprouve la Conférence de voir ainsi réglée une question qui a fait l'objet de longues négociations, je vous prie d'agréer, etc.

s. *Briand.*

Monsieur Rieth,
Chargé d'Affaires d'Allemagne, Paris.

154.

CHINE (GOUVERNEMENT NATIONALISTE), GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant les concessions de Hankow; signé à Hankow, le 19 février 1927.

Central China Post du 22 février 1927.

Agreement relative to Hankow Concession.

The proper British authorities will summon the Annual General Meeting of Ratepayers in accordance with the Land Regulations on March 15th. The British Municipality will thereupon be dissolved and the administration of the Concession-area will be formally handed over to a new Chinese Municipality. Pending the handing over to the new Chinese Municipality on March 15th, the policing of the Concession and the management of the public works and sanitation will be conducted by the Chinese authorities now in charge thereof.

The Nationalist Government will upon the dissolution of the British Council forthwith set up a special Chinese Municipality, modelled on that of the Special Administrative District, for the administration of the Con-

cession-area under Regulations which will be communicated to H. B. M. Minister by the Minister for Foreign Affaires of the Nationalist Government. These Regulations will remain in force until such time as arrangements have been negotiated for the amalgamation of the five Hankow Concessions and former Concessions into one unified municipal district.

Dated this 19th day of February, 1927.

(signed) *Chen Yu-Jen,*
Minister for Foreign Affairs,
Nationalist Government.

For H. B. M. Minister,
(signed) *Owen O'Malley.*

155.

DANEMARK, FRANCE.

Déclaration additionnelle à la Convention d'extradition conclue le 28 mars 1877;*) signée à Copenhague, le 23 janvier 1928.

Lovtidenden A, 1928, No. 1.

Déclaration.

Le Gouvernement Royal de Danemark et le Gouvernement de la République Française ayant jugé utile de compléter, par une déclaration additionnelle à la Convention d'extradition dano-française, signée à Paris le 28 mars 1877, les dispositions de l'Article 13 de ladite Convention relatives à l'exécution des Commissions rogatoires en matière pénale, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

A l'Article 13 de la Convention d'extradition dano-française conclue à Paris le 28 mars 1877, est ajouté un troisième alinéa, ainsi conçu:

„Les deux Gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, même en cas d'expertise, pourvu toutefois que l'expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.“

Article 2.

La présente Déclaration entrera en vigueur immédiatement et aura la même durée que la Convention du 28 mars 1877 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les Plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 23 janvier 1928.

(L. S.) signé *L. Moltesen.* (L. S.) signé *L. Hermite.*

---

*) V. N. R. G. 2. s. IV, p. 369.

156.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, ITALIE.

Convention pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu; signée à Bruxelles, le 15 juillet 1914.*)

Reichsgesetzblatt 1927, II, No. 24.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et de l'Italie, ayant reconnu l'utilité de conclure, sur les bases proposées par la Commission technique internationale des Bancs d'épreuves des armes à feu, qui s'est réunie à Liége en mai et juin 1911, une convention en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque, dans leurs pays respectifs, des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article premier.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils de chasse, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant les caractéristiques indiquées ci-après:

Bloc de support avec fermeture à vis et système Sauer et mécanisme de percussion avec dispositif de sûreté;

Canons cylindriques des divers calibres usuels de chasse, de 70 centimètres de longueur;**)

Chambres de 65 millimètres de longueur aux dimensions actuellement en usage en Angleterre et spécifiées au tableau formant l'annexe I de la présente Convention.

Raccordement conique de 6 millimètres à arrêtes non adoucies;

Trois crushers du type français interchangeables sur canons. Pistons de 6.18 millimètres de diamètre; sections 0.3 centimètres carrés; poids: 3.27 grammes environ.

Sur chaque canon, l'axe du premier de ces crushers sera à 17 millimètres de la tranche de culasse du canon, l'axe du deuxième à 162 millimètres de cette tranche, l'axe du troisième à 100 millimètres de la bouche du canon.

Les cylindres crushers seront les cylindres en cuivre de 4.90 millimètres sur 3 millimètres, qui seront fournis par le Laboratoire Central des Poudres et Salpêtres à Paris.

---

*) Ont déposé les instruments de ratification la Belgique (le 5 mai 1925); — la France (le 14 mai 1926); — l'Allemagne (le 12 août 1927). V. Reichsgesetzblatt 1927, II, p. 878.

**) La plupart des appareils étalons construits jusqu'à présent ne comptent que deux canons, l'un en calibre 12, l'autre en calibre 16. Ils peuvent éventuellement être complétés par l'adjonction de canons d'autres calibres.

Article 2.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils rayés et dans les carabines, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant des caractéristiques qui seront déterminées ultérieurement par la „Commission Internationale Permanente des Armes à feu Portatives" visée à l'Article 7 de la présente Convention.

Article 3.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les revolvers et les pistolets automatiques, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant des caractéristiques qui seront déterminées dans les mêmes conditions que pour les armes mentionnées à l'Article 2.

Article 4.

Un exemplaire de chacun de ces appareils étalons sera déposé au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, pour servir d'appareils étalons internationaux.

Article 5.

Les Etats Contractants s'engagent à reconnaître réciproquement comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés dans leurs Bancs d'épreuves nationaux, les poinçons des Bancs d'épreuves officiels étrangers dont le règlement ne sera pas en opposition avec les principes suivants:

A) L'épreuve complète d'un fusil de chasse comportera au moins deux tirs: l'un, l'épreuve provisoire, au cours de la fabrication du canon; l'autre, d'épreuve définitive, soit après que toutes les parties métalliques du canon et de l'appareil de fermeture ont reçu leurs dimensions intérieures et extérieures définitives, soit, lorsque l'arme est achevée en blanc, soit, enfin, lorsqu'elle est complètement terminée, en état de livraison.

B) Pour l'épreuve définitive, les fusils de chasse peuvent être classés en fusils destinés à la poudre noire et en fusils destinés aux poudres sans fumée. Un poinçon de contrôle distinct correspondra à chacune de ces catégories.

C) Pour l'épreuve définitive des fusils destinés à la poudre noire, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de:

620 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 12;
620 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 16.*)

D) Pour l'épreuve définitive des fusils destinés aux poudres sans fumée, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de:

850 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 12;
850 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 16.*)

---

*) Les pressions ci-dessus indiquées ont été mesurées par la Commission technique internationale des Bancs d'épreuves des armes à feu avec des appareils étalons internationaux construits au cours des négociations de la présente Convention.

E) Pour l'épreuve des carabines rayées, des revolvers et des pistolets automatiques des divers calibres, les cartouches employées développeront une pression de 30 p. c. au minimum supérieure à la pression constatée par le tir d'une série suffisante des cartouches de commerce les plus fortes des mêmes calibres chargées de poudre noire ou de poudre sans fumée.

Article 6.

Pour les fusils de chasse, chacun des Etats Contractants ne pourra accorder le bénéfice de la reconnaissance officielle qu'aux poinçons correspondants aux épreuves définitives à la poudre noire ou à la poudre sans fumée, subies par les armes en état de livraison.

Article 7.

Afin de pouvoir constater la conformité aux dispositions précédentes des règlements des divers Bancs d'épreuves officiels des armes à feu, et pour poursuivre l'étude des améliorations et additions qu'il conviendrait d'apporter à ces dispositions, les Etats Contractants conviennent de constituer une commission dénommée „Commission Internationale Permanente des Armes à feu Portatives", qui aura son siège à Bruxelles.

Article 8.

La composition et les attributions de la Commission internationale permanente des armes à feu portatives sont déterminées par le règlement formant l'annexe II de la présente Convention.

Article 9.

En cas de doute ou de discussion sur l'interprétation ou l'application d'un des points d'ordre technique fixés par la présente Convention, l'Administration intéressée recourra à l'avis de la Commission Internationale Permanente.

Article 10.

Tout Etat, non signataire de la Convention, qui désirera y adhérer, en informera le Gouvernement Belge. Ce dernier donnera immédiatement connaissance de cette adhésion aux autres Etats Contractants.

L'adhésion sortira ses effets trois mois après l'envoi de cette notification si, pendant ce temps, la Commission internationale permanente n'a pas fait d'objections au règlement annexé à la demande qui lui est présentée.

Article 11.

Les Etats Contractants se réservent la faculté d'apporter de commun accord à la Convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles, le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai de trois mois.

Elle restera en vigueur pendant trois ans à compter du trentième jour après celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt des ratifications.

Il est entendu que si aucun des Etats Contractants n'a notifié au Gouvernement Belge, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à rester en vigueur pendant une nouvelle période de trois ans, et ainsi de suite.

Dans le cas où l'un des Etats Contractants dénoncerait la présente Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard, la Convention restant obligatoire pour les autres États.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914 en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

(L. S.) (s) *von Below.*
(L. S.) (s) *J. Davignon.*
(L. S.) (s) *A. Klobukowski.*
(L. S.) (s) *Costa.*

Annexe 1.

Dimensions minima réglementaires des chambres de fusil, établies par la „Gunmakers Association“, de Londres, et adoptées par la „Birmingham and Provincial Gunmakers Association“ et par les fabricants de munitions anglais.

Désignation			Chambre						Drageoir					
Calibre	Longueur nominale		Longueur		Diamètre à l'extrémité de la chambre		Diamètre sous le bourrelet		Diamètre		Profondeur		Rayon de l'arc	
	pouces	mm.	pouces	mm.	pouces	mm.	pouces	mm.	pouces	mm.	pouces	mm.	pouces	mm.
4	4	100	4.000	101.6	1.035	26.3	1.090	27.7	1.200	30.5	0.130	3.3	0.030	0.8
8	3 1/4	82	3.250	82.5	0.914	23.2	0.930	23.65	1.035	26.3	0.115	2.95	0.020	0.5
10	3 1/4	82	3.250	82.5	0.845	21.5	0.861	21.9	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
10	2 7/8	67	2.875	73.0	0.845	21.5	0.859	21.85	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
12	3	75	3.000	76.2	0.800	20.3	0.815	20.7	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12	2 3/4	70	2.750	69.8	0.800	20.3	0.813	20.66	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12	2 1/2	65	2.560	65.0	0.800	20.3	0.812	20.64	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
14	2 1/2	65	2.560	65.0	0.763	19.4	0.775	19.7	0.847	21.5	0.068	1.75	0.020	0.5
16	2 3/4	70	2.750	69.8	0.732	18.6	0.745	18.92	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
16	2 1/2	65	2.560	65.0	0.732	18.6	0.744	18.9	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
20	2 3/4	70	2.750	69.8	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
20	2 1/2	65	2.560	65.0	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
24	2 1/2	65	2.500	63.5	0.649	16.5	0.661	16.8	0.728	18.5	0.060	1.55	0.020	0.5
28	2 1/2	65	2.500	63.5	0.614	15.6	0.626	15.9	0.688	17.5	0.060	1.55	0.020	0.5
32	2 1/2	65	2.500	63.5	0.562	14.3	0.574	14.6	0.636	16.2	0.060	1.55	0.019	0.4
410	2	50	2.000	50.8	0.465	11.8	0.475	12.05	0.537	13.7	0.060	1.55	0.015	0.4
360	1 3/4	45	1.750	44.5	0.415	10.55	0.424	10.8	0.479	12.2	0.050	1.3	0.015	0.4

Annexe II.

Règlement.

Article 1.

La Commission internationale permanente des armes à feu portatives est composée de délégués de divers Etats Contractants.

Les votes au sein de la Commission ont lieu par Etat; chaque Etat a droit à une voix.

Article 2.

La Commission a pour objet principal l'examen des règlements des divers Bancs d'épreuves officiels des armes à feu sous le rapport de leur conformité aux conditions stipulées dans la Convention à laquelle le présent Règlement forme annexe.

Elle statue par un vote de majorité sur les questions litigieuses soulevées en vertu de l'Article 9 de la Convention.

Elle donne son avis sur toute autre question relative aux épreuves des armes à feu qui lui serait soumise par l'un des Etats Contractants.

Enfin, elle recherche les améliorations ou les modifications qu'il deviendrait nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'apporter aux règlements sur l'épreuve des armes à feu.

Article 3.

Si elle juge utile à cet effet de poursuivre d'une manière continue certaines recherches ou expériences, elle peut se réunir à l'endroit choisi pour ces expériences, soit en commission plénière, soit en sous-commission.

Article 4.

La centralisation des dossiers, documents et publications sur la matière, la conservation des empreintes types des poinçons d'épreuves officiellement reconnus, le classement, les traductions et les communications des renseignements de toute nature qui se rapportent à l'épreuve des armes à feu, non seulement dans les Etats Contractants, mais également dans les autres Etats; en un mot, les services de correspondance, d'administration et des archives sont assurés par un Bureau permanent composé du Président et du Secrétaire de la Commission, ainsi que d'un Conservateur des archives.

Ce Bureau aura son siège au Ministère de l'Industrie et du Travail de Belgique (Administration de l'Industrie, bureau de métrologie).

Article 5.

La Commission internationale permanente des armes à feu portatives se réunit sur convocation de son bureau; cette convocation peut être faite à la demande de l'un des Etats Contractants.

Pour éviter tout retard dans la réunion de la Commission, chaque Etat avertit le Gouvernement Belge, qui en donne connaissance au bureau, de toute modification apportée à la liste de ses délégués.

A défaut de notification contraire dans le courant du mois de janvier de chaque année, la liste des délégués de l'année antérieure sera considérée comme valable pour l'année en cours.

Article 6.

Le bureau permanent transmet aux Etats signataires les décisions prises par la Commission internationale permanente et leur fait parvenir notamment les fac-similé et descriptions des marques des poinçons reconnus internationalement.

Article 7.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Etats Contractants communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement Belge, qui les fera parvenir au Bureau permanent, les lois, arrêtés et règlements sur l'épreuve des armes à feu en vigueur dans les pays respectifs, ainsi que tous les autres documents qui leur seraient réclamés par ce Bureau.

Article 8.

Les frais résultant du fonctionnement du Bureau permanent seront supportés par le Gouvernement Belge.

Les indemnités des délégués à la Commission internationale permanente sont à la charge de leurs pays respectifs.

Article 9.

Le présent Règlement aura mêmes valeur et durée que la Convention à laquelle il est annexé.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

(L. S.) (s) *v. Below.*
(L. S.) (s) *J. Davignon.*
(L. S.) (s) *A. Klobukowski.*
(L. S.) (s) *Costa.*

157.

JAPON, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Echange de Notes concernant la reconnaissance de l'indépendance du peuple tchécoslovaque; signées à Londres, le 11 août et le 9 septembre 1918.

Publication officielle japonaise.

Dr. Edouard Benes, Secretary General of the Czechoslovak National Council to Viscount Chinda, H. I. J. M's Ambassador at London.

(Télégraphique.) Londres, 11 août 1918.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Conseil National des Pays Tchèques et Slovaques s'adresse au Gouvernement Japonais avec la demande suivante:

Les Tchéco-Slovaques ont, dès le début de la guerre, développé un effort désespéré soit politique, soit militaire en luttant par tous les moyens en leur pouvoir contre les Empires Centraux. Leur but est d'arriver à l'indépendance complète de leur quatre provinces historiques: Bohême, Moravie, Silésie autrichienne et Slovaquie. Ils ont travaillé pendant quatre années politiquement contre leurs ennemis à l'intérieur de la Monarchie, affaiblissant énormément les deux Empires. Ils ont essayé surtout d'aider les Alliés militairement en constituant trois armées nationales en France, en Italie et en Russie.

Leur action militaire en Russie est connue par tout le monde. Récemment encore, dans sa déclaration annonçant l'intervention en Sibérie, le Gouvernement Impérial a bien voulu apprécier hautement les qualités militaires tchèques, leurs efforts vers l'indépendance et leur attachement à la cause des Alliés.

Les Gouvernements Alliés, appréciant hautement tous ces efforts, ont manifesté au Conseil National des Pays Tchèques et Slovaques, qui dirige depuis le commencement cette action politique et militaire, d'accord avec toute la population et tous les partis politiques dans les Pays Tchèques et Slovaques, leurs sympathies, reconnaissant au peuple Tchéco-Slovaque le droit à la liberté et l'indépendance. La dernière de ces déclarations est celle de l'Angleterre, qui reconnaît les Tchéco-Slovaques comme nation alliée et belligérante menant une guerre régulière contre les Empires Centraux et le Conseil National comme organe suprême des intérêts généraux de la nation et le trustee du futur Gouvernement Tchéco-Slovaque.

Le Conseil National des Pays Tchèques et Slovaques, vu qu'actuellement les intérêts Tchéco-Slovaques en Sibérie sont intimement liés à ceux bu Japon, que le Gouvernement Japonais intervient aujourd'hui en Sibérie pour apporter le secours à nos vaillants soldats et manifeste ainsi sa faveur à notre cause, vu surtout que militairement les Tchéco-Slovaques et le Japon collaborent intimement en Sibérie, prie le Gouvernement Impérial de vouloir bien adhérer à la déclaration ci-jointe de l'Angleterre.

Le peuple Tchéco-Slovaque saura apprécier hautement ce grand appui moral que le Gouvernement Impérial lui donnera dans sa situation malheureuse actuelle et les liens de collaboration actuelle de l'armée Tchéco-Slovaque avec l'armée Japonaise seront scellés d'une façon encore plus intime et profonde.

En remerciant à l'avance votre Excellence, je vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, de croire à nos sentiments respectueusement dévoués.

Au nom du Conseil National des pays Tchèques et Slovaques,

(Signed) Dr. *Edouard Benes*,
Secrétaire Général.

A son Excellence, Monsieur le Vicomte Chinda,
Ambassadeur du Japon, Londres.

Viscount Chinda, H. I. J. M's Ambassador at London to Dr. Edouard Benes, Secretary General of the Czecho-Slovak National Council.

(Telegraphic.) Japanese Embassy, London. September 9, 1918.

Monsieur le Secrétaire Général:

In acknowledging the receipt of your Note of August 11th, the purport of which I lost no time in transmitting to the Minister for Foreign Affairs at Tokio, I have now the honour, under authorization, to make the following declaration, in the name of His Imperial Majesty's Government:

The Japanese Government have noted with deep and sympathetic interest the just aspirations of the Czecho-Slovak people for a free and independent national existence.

These aspirations have conspicuously been made manifest in their determined and wellorganised efforts to arrest the progress of the German aggression.

In these circumstances, the Japanese Government are happy to regard the Czecho-Slovak army as an allied and belligerent army waging regular warfare against Austria Hungary and Germany, and to recognize the right of the Czecho-Slovak National Council to exercise supreme control over that army. They are further prepared to enter into communication with the duly authorized representatives of the Czecho-Slovak National Council, whenever necessary, on all matters of mutual interest to the Japanese and Czecho-Slovak forces in Siberia.

In acquitting myself of this agreeable duty, I beg you, Monsieur le Secrétaire Général, to accept the assurances of my high consideration.

Chinda,
His Imperial Japanese Majesty's Ambassador.

Dr. Edouard Benes,
Secretary General Czecho-Slovak National, Council,
Paris.

158.

JAPON, FRANCE.

Accord commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes, signées à Tokio, le 19 septembre 1919.

Publication officielle japonaise.

Tokio, le 19 septembre 1919.

Monsieur le Vicomte,

D'après les ordres que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, la proposition suivante, au nom du Gouvernement de la République Française:

„Les Articles 5, 6, 7 et 17 de la Convention de Commerce et de Navigation du 19 août 1911 entre la France et le Japon,*) ainsi que le Protocole annexé à la même Convention sont maintenus en vigueur jusqu'au 10 septembre 1919, et à partir de cette date ils se trouveront tacitement renouvelés de trois mois en trois mois, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par d'autres textes ou que l'une des deux Parties Contractantes ait déclaré arrêter cette prorogation à l'échéance du prochain délai trimestriel."

Je saurai gré à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que possible si le Gouvernement Impérial du Japon consent à la conclusion de cet Accord commercial provisoire.

Veuillez agréer, Monsieur le Vicomte, les assurances de ma très haute considération.

Signé: *Edmond Bapst.*

Son Excellence Monsieur le Vicomte Yasuya Uchida,
Ministre des Affaires Etrangères.

Tokio, le 19 septembre 1919.

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à sa Note en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Impérial du Japon est d'accord avec le Gouvernement de la République Française sur la proposition suivante:

„Les Articles 5, 6, 7 et 17 de la Convention de Commerce et de Navigation du 19 août 1911 entre le Japon et la France, ainsi que le Protocole annexé à la même Convention sont maintenus en vigueur jusqu'au 10 septembre 1919, et à partir de cette date ils se trouveront tacitement renouvelés de trois mois en trois mois, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par d'autres textes ou que l'une des deux Parties Contractantes ait déclaré arrêter cette prorogation à l'échéance du prochain délai trimestriel."

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé: *Y. Uchida.*

Son Excellence Monsieur Edmond Bapst,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
de la République Française.

---

*) V. N. R. G. 3. s. VIII, p. 867.

159.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON.

Arrangements concernant le partage des navires marchands allemands et austro-hongrois capturés, saisis et cédés pendant la guerre ou après l'armistice; signés du mai au novembre 1919.

Publication officielle japonaise.

Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Japan, with regard to the ultimate disposal of German and Austro-Hungarian merchant ships. November 10/12, 1919.

Signed November 10 and 12, 1919.

1. Japan will be a party to the Wilson-Lloyd George Agreement of May, 1919,*) subject to the modification in 3 below.

2. Japan will be a party to the Agreement between Great Britain and Italy dated 25/9/19 and 13/15 October 1919, on the understanding that Great Britain will use her utmost endeavours to obtain the assent of the other Powers concerned.

3. Japan desires that, instead of including the whole of the detained, etc., ships as in §§ 2 and 3 of the Wilson-Lloyd George Agreement, each country should only exclude that part of their detained, etc., tonnage which would bear to their national losses the proportion which the whole of the enemy or ex-enemy gross tonnage to be ceded bears to the total gross tonnage losses of the Allied and Associated Governments. The remainder of the detained etc., ships should be made available for distribution among the Allied and Associated Governments.

The British Government agrees that the share of Japan may be calculated as above provided that the share of Japan thus calculated does not exceed their share calculated in accordance with the Wilson-Lloyd George Agreement by more than 6,000 tons gross. This modification is acceptable to Japan.

4. Copies of the Agreements referred to in §§ I and 2 are attached thereunto.

(Signed) *T. Lodge,*
Secretary, Ministry of Shipping,
November 10, 1919.

(Signed) *Kengo Mori,*
Japanese Delegate to the Reparation Commission.
November 12, 1919.

---

*) V. ci-dessus.

Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the United States of America with regard to the ultimate disposal of Germany and Austro-Hungarian merchant ships.

Dated May 9, 1919.

The Allied and Associated Governments whose signatures are hereto affixed, severally agree as regards merchant shipping as follows:

1. The Reparation Commission will as soon as possible compile a list giving fullest particulars available on all enemy ships in existence, captured, seized or detained by any Allied or Associated Government during the war, and also all other enemy ships or boats which the enemy Powers are required to cede under the Treaty or Peace.

2. The Reparation Commission will take such steps as will secure that each of the Allied and Associated Governments will retain as its own the complete title to and use of all ships captured, seized or detained during the war as a war measure and prior to November 11th 1918, and will own the same free from any claim of any of the other Allied or Associated Governments.

In all cases where the ships and boats so to be retained by any Allied or Associated Governments are in excess of the claims of such Governments respectively for war losses in merchant ships, such Governments shall not make any claim for a share in other ships and boats ceded under the Treaty of Peace.

3. In all cases where the ships and boats so to be retained by any such Governments are insufficient to satisfy in full the claims of such Governments respectively for war losses in merchant ships, the enemy ships which remain and which are to be ceded under the Treaty of Peace will be divided into three classes, viz, liners, other merchant ships, and fishing boats, and will be distributed to such Governments on the basis of ton-for-ton and class-for-class of the ships and boats lost and not replaced by the ships and boats retained, but in proportion to the balance due on the claims of such Governments respectively.

4. As the ships and boats so to be retained will, in the case of Brazil, China, Cuba, Siam and the United States exceed the total amount of tonnage which would be allocated to those countries were the total enemy tonnage captured, seized, detained or still in existence shared in proportion to losses of ships and boats during the War, in each such case a reasonable value on the excess of ships and boats over the amount which would result from such a division will be determined. The amount of the value so fixed will be paid over by each such State to the Reparation Commission for the credit of Germany towards the sums due from her for Reparation, in respect to war losses of merchant ships.

5. As soon as the Reparation Commission has collected the necessary information, and is in a position so to do, they will give public noticé that after an interval of two months they will proceed to divide the vessels except those captured, seized or detained by the Allied and Asso-

ciated Governments which are to be retained by them respectively as hereinbefore provided. If within one month of the publication of the notice any Allied, Associated or Neutral Government, person or corporation a national of such Government and acting through such Government, notifies the Commission that they have an equitable claim against any vessel which has not been, or is not being satisfied by the enemy Governments, that claim will be considered on its merits by the Commission which may adopt any procedure it thinks fit, provided it is expeditious and is calculated to do substantial justice as between the Allied and Associated Governments on the one hand and the claimant on the other.

The Commission will have power to determine claims so presented, and such determination will be conclusive and the Commission will also have the power to enforce its findings.

Dated May 9, 1919.

(Signed) *Woodrow Wilson.*
Subject to the explanation contained in the attached memorandum.
D. Lloyd George.

Memorandum of Agreement between Great Britain and Italy with regard to the ultimate disposal of Austro-Hungarian merchant ships.

Signed September 25, 1919.

1. Italy will be a party to the Wilson-Lloyd George Agreement of May, 1919.

2. Great Britain will propose to the other Powers concerned that in the division of enemy tonnage, Italy's claims for reparation in kind (so far as they are admitted by the Reparation Commission) shall be settled by the transfer of Austro-Hungarian tonnage (provided always that the principle referred to in the Wilson-Lloyd George Agreement of Reparation according to the class of vessel lost shall not be over-ridden).

3. Great Britain will propose to the other Powers concerned that all Austro-Hungarian merchant ships not exceeding 2,000 tons gross and fishing craft shall be excluded from the pool of tonnage which is to be divided amongst the Allied and Associated Powers pro rata to their losses in merchant shipping. These vessels will remain in the Adriatic and their ultimate Ownership as between Italy and Serbo-Croato-Slovene State will be determined by the Reparation Commission; provided, however, that where there is an enemy interest in the ships the value of this interest shall be determined by and credited to, the Reparation Commission.

4. Great Britain will propose to the other Powers concerned that ships under construction in Austro-Hungarian Ports at the date of the Armistice, shall be allocated to Italy and shall not be included in the pool of enemy tonnage which is to be divided pro rata amongst the Allied and Associated Powers, in proportion to their losses in merchant shipping.

Provided, however, that in respect of each and every ship so excluded, Italy shall be debited in the Reparation Account with the value of such part of the ship as may be decided by the Reparation Commission to have been Enemy property at the time when the Austro-Hungarian ports were occupied by Italian troops, such value to be determined by the Reparation Commission.

5. After the find division of enemy shipping had been made, Great Britain will sell to Italy such Austro-Hungarian ships as may be included in her share of enemy tonnage provided always that Great Britain shall be under no obligation to sell to Italy any Austro-Hungarian ships, the ultimate ownership of which the Reparation Commission may determine to be Serbo-Croato-Slovene. If so desired by Great Britain, Italy will accept a reduction of not exceeding 100,000 tons gross in the quantity of tonnage to be sold to her under the terms of the Maclay Agreement (500,000 tons gross).

Payments for the ships so transferred from Great Britain to Italy shall, subject to the consent of the Reparation Commission, be made by transfer of entries in the Reparation Account, provided always that if it should prove that Great Britain had actually to make a cash payment to the Reparation Commission, Italy will (subject to an extension of credit over the maximum period for which credit may be allowed by the Reparation Commission to the British Government) provide such cash payment or pay in cash to Great Britain, the price of the ships, whatever shall be the loss; and provided further that in the event of the Reparation Commission refusing their consent to payment being made by transfer of entries Italy will pay for the ships in Sterling out of the first cash proceeds obtained by her from the Reparation Account of within three years from the date of transfer, whichever is the earlier date (always subject to the proviso as to the extension of credit referred to above).

It is also understood that by transfer of entries in the Reparation Account is meant a transfer of net credit in the Reparation Account to the amount of the value of the ships.

Supplementary Agreement to the Italian shipping Agreement of September 25, 1919.

With reference to the Agreement of September 25, 1919, it is understood that the price of the ships transferred from Great Britain to Italy shall be that at which the ships are debited against Great Britain in the Reparation Fund.

(Signed) *T. Lodge* 13. 10,
(Signed) *Gianinni* 15. 10.

160.

GRANDE-BRETAGNE, RUSSIE.

Arrangement commercial; signé à Londres, le 16 mars 1921.*)

The Times du 16 mars 1921.

Whereas it is desirable in the interests both of Russia and of the United Kingdom that peaceful trade and commerce should be resumed forthwith between those countries, and whereas for this purpose it is necessary pending the conclusion of a formal general Peace Treaty between the Governments of those countries by which their economic and political relations shall be regulated in the future that a preliminary Agreement should be arrived at between the Government of the United Kingdom and the Government of the Russian Socialist Federal Soviet Republic, hereinafter referred to as the Russian Soviet Government;

The aforesaid parties have accordingly entered into the present Agreement for the resumption of trade and commerce between the countries.

The present Agreement is subject to the fulfilment of the following conditions, namely:

a) That each party refrains from hostile action or undertakings against the other and from conducting outside of its own borders any official propaganda, direct or indirect, against the institutions of the British Empire or the Russian Soviet Republic respectively, and more particularly that the Russian Soviet Government refrains from any attempt, by military or diplomatic or any other form of action or propaganda, to encourage any of the peoples of Asia in any form of hostile action against British interests or the British Empire, especially in India and in the Independent State of Afghanistan. The British Government gives a similar particular undertaking to the Russian Soviet Government in respect of the countries which formed part of the former Russian Empire and which have now become independent.

b) That all British subjects in Russia are immediately permitted to return home, and that all Russian citizens in Great Britain or other parts of the British Empire who desire to return to Russia are similarly released.

It is understood that the term „conducting any official propaganda“ includes the giving by either party of assistance or encouragement to any propaganda conducted outside its own borders.

The parties undertake to give forthwith all necessary instructions to their agents and to all persons under their authority to conform to the stipulations undertaken above.

I. Both parties agree not to impose or maintain any form of blockade against each other and to remove forthwith all obstacles hitherto placed

---

*) Par une Note en date du 27 mai 1927, le Gouvernement Britannique en se référent à l'Article XIII, a fait savoir au Gouvernement Sovjétique qu'il ne se considère plus comme lié par l'Arrangement du 16 mars 1921.

in the way of the resumption of trade between the United Kingdom and Russia in any commodities which may be legally exported from or imported into their respective territories to or from any other foreign country, and not to exercise any discrimination against such trade as compared with that carried on with any other foreign country, or to place any impediments in the way of banking, credit, and financial operations for the purpose of such trade, but subject always to legislation generally applicable in the respective countries. It is understood that nothing in this Article shall prevent either party from regulating the trade in arms and ammunition under general provisions of law which are applicable to the import of arms and ammunition from, or their export to, foreign countries.

Nothing in this Article shall be construed as overriding the provisions of any general international Convention which is binding on either party by which the trade in any particular article is or may be regulated (as, for example, the Opium Convention).

II. British and Russian ships, their masters, crews, and cargoes, shall, in ports of Russia and the United Kingdom respectively, receive in all respects the treatment, privileges, facilities, immunities, and protections which are usually accorded by the established practice of commercial nations to foreign merchant ships, their masters, crews, and cargoes, visiting their ports, including the facilities usually accorded in respect of coal and water, pilotage, berthing, dry docks, cranes, repairs, warehouses, and, generally, all services, appliances, and premises connected with merchant shipping.

Moreover, the British Government undertake not to take part in, or to support, any measures restricting or hindering, or tending to restrict or hinder, Russian ships from exercising the rights of free navigation of the high seas, straits, and navigable waterways which are enjoyed by ships of other nationalities.

Provided that nothing in this Article shall impair the right of either party to take such precautions as are authorized by their respective laws with regard to the admission of aliens into their territories.

III. The British and other Governments having already undertaken the clearance of the seas adjacent to their own coasts and also certain parts of the Baltic from mines for the benefit of all nations, the Russian Soviet Government on their part undertake to clear the sea passages to their own ports.

The British Government will give the Russian Soviet Government any information in their power as to the position of mines which will assist them in clearing passages to the ports and shores of Russia.

The Russian Government, like other nations, will give all information to the International Mine Clearance Committee about the areas they have swept and also what areas still remain dangerous. They will also give all information in their possession about the minefields laid down by the late Russian Governments since the outbreak of war in 1914 outside Russian territorial waters, in order to assist in their clearance.

Previded that nothing in this section shall be understood to prevent the Russian Government from taking or require them to disclose any measures they may consider necessary for the protection of their ports.

IV. Each party may nominate such number of its nationals as may be agreed from time to time as being reasonably necessary to enable proper effect to be given to this Agreement, having regard to the conditions under which trade is carried on in its territories, and the other party shall permit such persons to enter its territories, and to sojourn and carry on trade there, provided that either party may restrict the admittance of any such persons into any specified areas, and may refuse admittance to or sojourn in its territories to any individual who is *persona non grata* to itself, or who does not comply with this Agreement or with the conditions precedent thereto.

Persons admitted in pursuance of this Article into the territories of either party shall, while sojourning therein for purposes of trade, be exempted from all compulsory services whatsoever, whether civil, naval, military, or other, and from any contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and shall have right of egress.

They shall be at liberty to communicate freely by post, telegraph, and wireless telegraphy, and to use telegraph codes under the conditions and subject to the regulations laid down in the International Telegraph Convention of St. Petersburg, 1875 (Lisbon Revision of 1908).

Each party undertakes to account for and to pay all balances due to the other in respect to terminal and transit telegrams, and in respect of transit letter mails in accordance with the provisions of the International Telegraph Convention and Regulations, and of the Convention and Regulations of the Universal Postal Union respectively. The above balances when due shall be paid in the currency of either party at the option of the receiving party.

Persons admitted into Russia under this Agreement shall be permitted freely to import commodities (except commodities, such as alcoholic liquors, of which both the importation and the manufacture are or may be prohibited in Russia) destined solely for their household use or consumption to an amount reasonably required for such purposes.

V. Either party may appoint one or more official agents to a number to be mutually agreed upon, to reside and exercise their functions in the territories of the other, who shall personally enjoy all the rights and immunities set forth in the preceding Article and also immunity from arrest and search provided that either party may refuse to admit any individual as an official agent who is *persona non grata* to itself or may require the other party to withdraw him should it find it necessary to do so on grounds of public interest or security. Such agents shall have access to the authorities of the country in which they reside for the purpose of facilitating the carrying out of this Agreement and of protecting the interests of their nationals.

Official agents shall be at liberty to communicate freely with their own Government and with other official representatives of their Government

in other countries by post, by telegraph, and wireless telegraphy in cipher, and to receive and dispatch couriers with sealed bags subject to a limitation of three kilograms per week which can be exempt from examination.

Telegrams and radiotelegrams of official agents shall enjoy any right of priority over private messages that may be generally accorded to messages of the official representatives of foreign Governments in the United Kingdom and Russia respectively.

Russian official agents in the United Kingdom shall enjoy the same privileges in respect of exemption from taxation, central or local, as are accorded to the official representatives of other foreign Governments. British official agents in Russia shall enjoy equivalent privileges, which, moreover, shall in no case be less than those accorded to the official agents of any other country.

The official agents shall be the competent authorities to *vise* the passports of persons seeking admission in pursuance of the preceding Article into the territories of the parties.

VI. Each party undertakes generally to ensure that persons admitted into its territories under the two preceding Articles shall enjoy all protection, rights, and facilities which are necessary to enable them to carry on trade, but subject always to any legislation generally applicable in the respective countries.

VII. Both Contracting Parties agree simultaneously with the conclusion of the present Trade Agreement to renew exchange of private postal and telegraphic correspondence between both countries as well as the dispatch and acceptance of wireless messages and parcels by post in accordance with the rules and regulations which were in existence up to 1914.

VIII. Passports, documents of identity, powers of attorney, and similar documents issued or certified by the competent authorities in either country for the purpose of enabling trade to be carried on in pursuance of this Agreement, shall be treated in the other country as if they were issued or certified by the authorities of a recognized foreign Government.

IX. The British Government declares that it will not initiate any steps with a view to attach or to take possession of any gold, funds, securities, or commodities, not being articles identifiable as the property of the British Government, which may be exported from Russia in payment for imports or as securities for such payment, or of any movable or immovable property which may be acquired by the Russian Soviet Government within the United Kingdom.

It will not take steps to obtain any special legislation not applicable to other countries against the importation into the United Kingdom of precious metals from Russia, whether specie (other than British or Allied), or bullion, or manufactures, or the storing, analysing, refining, melting, mortgaging, or disposing thereof in the United Kingdom, and will not requisition such metals.

X. The Russian Soviet Government undertakes to make no claim to dispose in any way of the funds or other property of the late Imperial and Provisional Russian Governments in the United Kingdom. The British Government gives a corresponding undertaking as regards British Government funds and property in Russia. This Article is not to prejudice the inclusion in the general Treaty, referred to in the preamble, of any provision dealing with the subject-matter of this Article.

Both parties agree to protect and not to transfer to any claimants pending the conclusion of the aforesaid Treaty any of the above funds or property which may be subject to their control.

XI. Merchandise, the produce or manufacture of one country imported into the other in pursuance of this Agreement, shall not be subjected therein to compulsory requisition on the part of the Government or of any local authority.

XII. It is agreed that all questions relating to the rights and claims of nationals of either party in respect of patents, trade marks, designs, and copyrights, in the territory of the other party, shall be equitably dealt with in the Treaty referred to in the preamble.

XIII. The present Agreement shall come into force immediately, and both parties shall at once take all necessary measures to give effect to it. It shall continue in force unless and until replaced by the Treaty contemplated in the preamble so long as the conditions laid down both in the Articles of the Agreement and in the preamble are observed by both sides. Provided that at any time after the expiration of 12 months from the date on which the Agreement comes into force either party may give notice to terminate the provisions of the preceding Articles, and on the expiration of six months from the date of such notice those articles shall terminate accordingly.

Provided also that if as the result of any action in the Courts of the United Kingdom dealing with the attachment or arrest of any gold, funds, securities, property, or commodities not being identifiable as the exclusive property of a British subject, consigned to the United Kingdom by the Russian Soviet Government or its representatives, judgment is delivered by the Court under which such gold, funds, securities, property, or commodities is held to be validly attached on account of obligations incurred by the Russian Soviet Government or by any previous Russian Government before the date of the signature of this Agreement, the Russian Soviet Government shall have the right to terminate the Agreement forthwith.

Provided also that in the event of the infringement by either party at any time of any of the provisions of this Agreement or of the conditions referred to in the preamble, the other party shall immediately be free from the obligations of the Agreement. Nevertheless, it is agreed that before taking any action inconsistent with the Agreement the aggrieved party shall give the other party a reasonable opportunity of furnishing an explanation or remedying the default.

It is mutually agreed that in any of the events contemplated in the above provisos, the parties will afford all necessary facilities for the windling up in accordance with the principles of the Agreement of any transactions already entered into thereunder, and for the withdrawal and egress from their territories of the nationals of the other party and for the withdrawal of their movable property.

As from the date when six months' notice of termination shall have been given under this Article the only new transactions which shall be entered into under the Agreement shall be those which can be completed within the six months. In all other respects the provisions of the Agreement will remain fully in force up to the date of termination.

XIV. This Agreement is drawn up and signed in the English language. But it is agreed that as soon as may be a translation shall be made into the Russian language and agreed between the parties. Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

Signed at London, this sixteenth day of March, nineteen hundred and twenty-one.

R. S. Horne.
L. Krassin.

At the moment of signature of the preceding Trade Agreement both parties declare that all claims of either party or of its nationals against the other party in respect of property or rights or in respect of obligations incurred by the existing or former Governments of either country shall be equitably dealt with in the formal general Peace Treaty referred to in the preamble.

In the meantime, and without prejudice to the generality of the above stipulation, the Russian Soviet Government declares that it recognizes in principle that it is liable to pay compensation to private persons who have supplied goods or services to Russia for which they have not been paid. The detailed mode of discharging this liability shall be regulated by the Treaty referred to in the preamble.

The British Government hereby makes a corresponding declaration.

It is clearly understood that the above declarations in no way imply that the claims referred to therein will have preferential treatment in the aforesaid Treaty as compared with any other classes of claims which are to be dealt with in that Treaty.

Signed at London, this sixteenth day of March, nineteen hundred and twenty-one.

R. S. Horne.
L. Krassin.

161.

*)ALBANIE, AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL, BULGARIE, CHILI, CHINE, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, DANEMARK, EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LES INDES), ESPAGNE, ESTHONIE, FINLANDE, FRANCE, GRÈCE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, ITALIE, JAPON, LETTONIE, LITHUANIE, LUXEMBOURG, NORVÈGE, PANAMA, PARAGUAY, PAYS-BAS, PERSE, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, SUÈDE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

Convention et Statut sur la Liberté du Transit; signés à Barcelone, le 20 avril 1921.**)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1924. II, No. 40.

Désireux d'assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit,

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres Puissances pourront adhérer ultérieurement,

Desirous of making provision to secure and maintain freedom of communications and of transit,

Being of opinion that in such matters general conventions to which other Powers may accede at a later date constitute the best method of

---

*) Ci-dessous la liste des Etats représentés à la Conférence de Barcelone; la liste des Etats signataires figure à la suite du texte de la Convention.

**) La Convention et Statut ont été ratifiés par les Etats suivants: L'Albanie (8 octobre 1921), la Bulgarie (11 juillet 1922), la Grande-Bretagne, y compris l'Ile de Terre-Neuve (2 août 1922), l'Inde (2 août 1922), la Nouvelle-Zélande (2 août 1922), l'Italie (5 août 1922), le Danemark (13 novembre 1922), la Finlande (29 janvier 1923), la Norvège (4 septembre 1923), la Roumanie (5 septembre 1923), la Lettonie (29 septembre 1923), la Tchécoslovaquie (29 octobre 1923), l'Autriche (15 novembre 1923), la Grèce (18 février 1924), le Japon (20 février 1924), les Pays-Bas, y compris les Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao (17 avril 1924), la Suisse (14 juillet 1924), la France (19 septembre 1924), la Pologne (8 octobre 1924), la Suède (19 janvier 1925), l'Esthonie (6 juin 1925), la Belgique (16 mai 1927).

Ont adhéré à la présente Convention et Statut: le Siam (29 novembre 1922), la Grande-Bretagne pour les Etats Malais Fédérés (Perak, Selangor, Negri, Sembilan et Pahang) et pour les Etats Malais non fédérés (Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu et Brunei) le 22 août 1923, la Palestine (24 janvier 1924), l'Allemagne (18 mars 1924), le Pérou, ad referendum (15 septembre 1924), la Ville Libre de Dantzig (3 avril 1925).

V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1924. II, p. 387 et 1926. II, p. 428; Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich, 1927, p. 1213; Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 154; Overenskomster med fremmede stater 1924, p. 148, 1925, p. 56 et 1927, p. 135.

qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'Article 23e) du Pacte de la Société des Nations,*)

Reconnaissant qu'il importe de proclamer et de régler le droit de libre transit comme un des meilleurs moyens de développer la coopération entre les Etats, sans préjudice de leurs droits de souveraineté ou d'autorité sur les voies affectées au transit,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence réunie à Barcelone le 10 mars, et ayant pris connaissance de l'acte final de cette Conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du Statut applicable au transit par voie ferrée et par voie d'eau qui a été adopté,

Voulant conclure une Convention à cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président du Conseil Suprême de l'Albanie:
Monseigneur Fan S. Noli, Député au Parlement,

Le Président de la République d'Autriche:
M. Henri Reinhardt, Conséiller ministériel;

Sa Majesté le Roi des Belges:
M. Xavier Neujean, Membre de la Chambre des Représentants, Ministre des Chemins de fer, de la Marine, des Postes et des Télegraphes;

Le Président de la République de Bolivie:
M. Trifon Melean, Consul général de la Bolivie en Espagne;

realising the purpose of Article 23 (e) of the Convenant of the League of Nations,

Recognising that it is well to proclaim the right of free transit and to make regulations thereon as being one of the best means of developing co-operation between States without prejudice to their rights of sovereignty or authority over routes available for transit,

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in a Conference at Barcelona which met on March 10th, 1921, and having taken note of the final Act of such Conference,

Anxious to bring into force forthwith the provisions of the Regulations relating to transit by rail or waterway adopted thereat,

Wishing to conclude a Convention for this purpose, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the Supreme Council of Albania:
Monsignor Fan S. Noli, Member of Parliament;

The President of the Republic of Austria:
M. Henri Reinhardt, Ministerial Councillor;

His Majesty the King of the Belgians:
M. Xavier Neujean, Member of the Chamber of Representatives, Minister of Railways, Marine, Posts and Telegraphs;

The President of the Republic of Bolivia:
M. Trifon Melean, Bolivian Consul-General in Spain;

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 347.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:

Sa Majesté le Roi de Bulgarie:
M. Lubin Bochkoff, Ingénieur civil, adjoint au Directeur général des Chemins de fer et des Ports;

Le Président de la République du Chili:
Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Le Président de la République Chinoise:
M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Le Président de la République de Colombie:

Le Président de la République de Costa-Rica:

Le Président de la République de Cuba:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:
M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de bureau du Ministère des Travaux publics;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:
Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Membre de la Chambre des Députés, ancien Ministre de Travaux publics;

Le Président de la République Esthonienne:
M. Charles Robert Pusta, Ministre plénipotentiaire;

Le Président de la République de Finlande:
M. Rolf Thesleff, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

The President of the Republic of Brazil:

His Majesty the King of Bulgaria:
M. Lubin Bochkoff, Civil Engineer, Assistant to the Director-General of Railways and Ports;

The President of the Republic of Chile:
Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

The President of the Republic of China:
M. Ouang Yong-Pao, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

The President of the Republic of Colombia:

The President of the Republic of Costa Rica:

The President of the Republic of Cuba:

His Majesty the King of Denmark and of Iceland:
M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de bureau in the Ministry of Public Works;

His Majesty the King of Spain:
Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Member of the Chamber of Deputies, formerly Minister of Public Works;

The President of the Esthonian Republic:
M. Charles Robert Pusta, Minister Plenipotentiary;

The President of the Republic of Finland:
M. Rolf Thesleff, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

Le Président de la République Française:	The President of the French Republic:
M. Maurice Sibille, Député, Membre du Comité consultatif de Chemins de fer français;	M. Maurice Sibille, Deputy, Member of the Comité consultatif des Chemins de fer français;
Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:	His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Conseiller économique du Gouvernement,	Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Economic Adviser to the Government,
et pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:	and for the Dominion of New Zealand:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B.,	Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B.,
pour l'Inde:	for India:
Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire du Département des Finances et de la Statistique de l'Office de l'Inde;	Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secretary in the Revenue and Statistics Departement in the India Office;
Sa Majesté le Roi des Hellènes:	His Majesty the King of the Hellenes:
M. Pierre Scassi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté hellénique en Espagne;	M. Pierre Scassi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Hellenic Majesty in Spain;
Le Président de la République de Guatémala:	The President of the Republic of Guatemala:
M. le Dr. Norberto Galvez, Consul général de Guatémala à Barcelone;	Dr. Norberto Galvez, Guatemalan Consul-General at Barcelona;
Le Président de la République d'Haïti:	The President of the Republic of Haïti:
Le Président de la République de Honduras:	The President of the Republic of Honduras:
Sa Majesté le Roi d'Italie:	His Majesty the King of Italy:
M. Paolo Bignami, Ingénieur, Député au Parlement, ancien Sous-Secrétaire d'Etat;	M. Paolo Bignami, Engineer, Member of the Chamber of Deputies, formerly Under-Secretary of State.
Sa Majesté l'Empereur du Japon:	His Majesty the Emperor of Japan:
M. Matsuda, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade du Japon à Paris;	M. Matsuda, Minister Plenipotentiary, Counsellor of the Japanese Embassy in Paris;

Le Président de la République de Lettonie:

M. Germain Albat, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères;

Le Président de la République Lithuanienne:

M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaises à Berne;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires à Berne;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. le Dr. Fridtjof Nansen, Professeur à l'Université de Christiania;

Le Président de la République de Panama:

M. le Dr. Evenor Hazera, Consul général de Panama pour l'Espagne, ancien Sous-Secrétaire d'Etat;

Le Président de la République de Paraguay:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer van Panhuys, Ministre plénipotentiaire;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse:

S. E. Mirza Hussein Khan Alai, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse en Espagne;

Le Président de la République Polonaise:

M. Joseph Wielovieyski;

Le Président de la République Portugaise:

M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires Etrangères;

The President of the Republic of Latvia:

M. Germain Albat, Under-Secretary of State for Foreign Affairs;

The President of the Lithuanian Republic:

M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaires at Berne;

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg:

M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires at Berne;

His Majesty the King of Norway:

Dr. Fridtjof Nansen, Professor in Christiania University;

The President of the Republic of Panama:

Dr. Evenor Hazera, Consul-General for Panama in Spain, formerly Under-Secretary of State;

The President of the Republic of Paraguay:

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Jonkheer van Panhuys, Minister Plenipotentiary;

His Imperial Majesty the Shah of Persia:

His Excellency Mirza Hussein Khan Alai, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain;

The President of the Polish Republic:

M. Joseph Wielovieyski;

The President of the Portuguese Republic:

M. Alfredo Freire d'Andrade, formerly Minister of Foreign Affairs;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:
M. E. Margaritesco Grecianu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:
M. Ante Tresich-Pavichich, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal;

Sa Majesté le Roi de Suède:
M. Fredrik V. Hansen, Directeur général des Forces hydrauliques et des Canaux de l'Etat;

Le Président de la Confédération Suisse:
M. Guiseppe Motta, Conseiller fédéral, Chef du Département Politique fédéral;

Le Président de la République Tchéco-Slovaque:
M. le Dr. Ottokar Lankas, Conseiller ministériel et Directeur du Service des Transports au Ministère des Chemins de fer;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay:
M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne;

Le Président des Etats-Unis de Venezuela:

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter le Statut ci-annexé relatif à la Liberté du Transit, adopté par la Conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

His Majesty the King of Roumania:
M. E. Margaritesco Grecianu, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:
Dr. Ante Tresich-Pavichich, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain and Portugal;

His Majesty the King of Sweden:
M. Fredrik V. Hansen, Director-General of Hydraulic Power and State Canals;

The President of the Swiss Confederation:
M. Guiseppe Motta, Federal Councillor, Chief of the Federal Political Department;

The President of the Czecho-Slovak Republic:
Dr. Ottokar Lankas, Ministerial Councillor and Director of Transport in the Ministry of Railways;

The President of the Oriental Republic of Uruguay:
M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain;

The President of the United States of Venezuela:

Who, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The High Contracting Parties declare that they accept the Statute on Freedom of Transit annexed hereto, adopted by the Barcelona Conference on April 14th, 1921.

Ce statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

This Statute will be deemed to constitute an integral part of the present Convention. Consequently, they hereby declare that they accept the obligations and undertakings of the said Statute in conformity with the terms and in accordance with the conditions set out therein.

Article 2.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919,*) ou des dispositions des autres Traités analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces Traités.

Article 2.

The present Convention does not in any way affect the rights and obligations arising out of the provisions of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28th, 1919, or out of the provisions of the other corresponding Treaties, in so far as they concern the Powers which have signed, or which benefit by, such Treaties.

Article 3.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1er décembre 1921.

Article 3.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until December 1st, 1921.

Article 4.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Pour déférer aux prescriptions de l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations,**) le Secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente Convention, dès le dépôt de la première ratification.

Article 4.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 323.

**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 343.

Article 5.

Les Membres de la Société des Nations qui n'auront pas signé la présente Convention avant le 1er décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société, auxquels le Conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente Convention.

L'adhésion sera notifiée au Secrétaire général de la Société, qui informera toutes les Puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

Article 6.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général en adressera une copie conforme aux Puissances non Membres de la Société, qui, en vertu des Traités de Paix, se sont engagées à y adhérer.

Article 7.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Article 5.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before December 1st, 1921, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will inform all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

Article 6.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

Upon the coming into force of the present Convention, the Secretary-General will address a certified copy of it to the Powers not Members of the League which are bound under the Treaties of Peace to accede to it.

Article 7.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible in accordance with the directions of the Council.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de l'Article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres Parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne la Puissance qui l'aura notifiée.

Article 9.

La revision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt-et-un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Article 8.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Convention, the latter may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all the other Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying Power.

Article 9.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Barcelona the twentieth day of April one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

[Afrique du Sud]
[South Africa]

[Albanie]
[Albania] *Fan S. Noli.*

[Argentine]
[Argentina]

[Australie]
[Australia]

[Autriche]
[Austria] *Reinhardt.*

[Belgique]
[Belgium] *Xavier Neujean.*

[Bolivie]
[Bolivia] *Trifon Melean.*

[Brésil]
[Brazil]

[Bulgarie]
[Bulgaria] *L. Bochkoff.*

[Canada]

[Chili]
[Chile] *Manuel Rivas Vicuña.*

[Chine]
[China] *Ouang Yong-Pao.*

[Colombie]
[Colombia]

[Costa-Rica]

[Cuba]

[Danemark]
[Denmark] *A. Holck-Colding.*

[Empire Britannique]
[British Empire] *H. Llewellyn Smith.*

Sous réserve de la déclaration insérée au procès-verbal de la Séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone.

Subject to the declaration inserted in the Procès-verbal of the meeting of April 19th. 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference.

[Nouvelle-Zélande]
[New Zealand] *H. Llewellyn Smith.*

[Inde]
[India] *Kershaw.*

[Espagne]
[Spain] *E. Ortuño.*

[Esthonie]
[Esthonia] *C. R. Pusta.*

[Finlande]
[Finland] *Rolf Thesleff.*

[France] *Maurice Sibille.*

[Grèce] [Greece]	*P. Scassi.*
[Guatémala]	*N. Galvezs.*
[Haïti]	
[Honduras]	
[Italie] [Italy]	*Paolo Bignami.*
[Japon] [Japan]	*M. Matsuda.*
[Lettonie] [Latvia]	*Germain Albat.*
[Lithuanie] [Lithuania]	*V. Sidzikauskas.*
[Luxembourg] [Luxemburg]	*Lefort.*
[Nicaragua]	
[Norvège] [Norway]	*Fridtjof Nansen.*
[Panama]	*Evenor Hazera.*
[Paraguay]	
[Pays-Bas] [Netherlands]	*van Panhuys.*
[Pérou] [Peru]	
[Perse] [Persia]	*Hussein Khan Alai.*
[Pologne] [Poland]	*Joseph Wielovieyski.*
[Portugal]	*A. Freire d'Andrade.*
[Roumanie] [Roumania]	*E. Margaritesco Grecianu.*
[Salvador]	
[Etat Serbe-Croate-Slovène] [Serb-Croat-Slovene State]	*Ante Tresich-Pavicic.*
[Siam]	
[Suède] [Sweden]	*Fredrik Hansen.*
[Suisse] [Switzerland]	*Motta.*

[Tchéco-Slovaquie] [Czecho-Slovakia]	*Dr. Lankas Otakar.*
[Uruguay]	*B. Fernandez y Medina.*
[Vénézuéla]	

Statut
sur la Liberté du Transit.

Article premier.

Seront considérés comme en transit à travers les territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de l'un quelconque des Etats Contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

Les transports de cette nature seront désignés dans le présent Statut sous le nom de „transports en transit".

Article 2.

Sous réserve des autres stipulations du présent Statut, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les Etats Contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront le libre transit, par voie ferrée et par voie d'eau, sur les voies en service appropriées au transit international. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des personnes, soit du pavillon des navires ou bateaux, soit des points

Statute
on Freedom of Transit.

Article 1.

Persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport, shall be deemed to be in transit across territory under the sovereignty or authority of one of the Contracting States, when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the State across whose territory the transit takes place.

Trafic of this nature is termed in this Statute „trafic in transit".

Article 2.

Subject to the other provisions of this Statute, the measures taken by Contracting States for regulating and forwarding traffic across territory under their sovereignty or authority shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching

d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises, des navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

En vue d'assurer l'application des dispositions du présent Article les Etats Contractants autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et réserves d'usage.

Article 3.

Les transports en transit ne seront soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux à raison de leur transit (entrée et sortie comprises). Toutefois, pourront être perçus sur ces transports en transit, des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de tous droits ou taxes de cette nature devra correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions d'égalité définies à l'Article précédent, sauf que, sur certaines voies, ces droits ou taxes pourront être réduits ou même supprimés, à raison de différences dans le coût de la surveillance.

Article 4.

Les Etats Contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'Etat ou concédés, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux que par les conditions de leur application et compte tenu des conditions de trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre

or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the provisions of this Article, Contracting States will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Article 3.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit). Nevertheless, on such traffic in transit there may be levied dues intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit. The rate of any such dues must correspond as nearly as possible with the expenses which they are intended to cover, and the dues must be imposed under the conditions of equality laid down in the preceding Article, except that on certain routes, such dues may be reduced or even abolished on account of differences in the cost of supervision.

Article 4.

The Contracting States undertake to apply to traffic in transit on routes operated or administered by the State or under concession, whatever may be the place of departure or destination of the traffic, tariffs which, having regards to the conditions of the traffic and to considerations of commercial competition between routes, are reasonable as regards both their rates and the method of their appli-

voies de transport. Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la nationalité ou de la qualité du propriétaire du navire ou de tout autre instrument de transport qui aurait été ou devrait être employé pendant une partie quelconque du trajet total.

Article 5.

Aucun des Etats Contractants ne sera tenu, par le présent Statut, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publiques, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chaque Etat Contractant aura le droit de pendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, bagages, marchandises, et notamment les marchandises soumises à un monopole, les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, sont reellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise.

Rien, dans le présent Statut, ne saurait affecter les mesures qu'un quelconque des Etats Contractants est ou pourra être amené à prendre en vertu de conventions internationales générales auxquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier celles conclues sous les auspices de la Société des

cation. These tariffs shall be so fixed as to facilitate international traffic as much as possible. No charges, facilities or restrictions shall depend, directly or indirectly, on the nationality or ownership of the vessel or other means of transport on which any part of the complete journey has been or is to be accomplished.

Article 5.

No Contracting State shall be bound by this Statute to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

Each Contracting State shall be entitled to take reasonable precautions to ensure that persons, baggage and goods, particularly goods which are the subject of a monopoly, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, are really in transit, as well as to ensure that passengers in transit are in a position to complete their journey, and to prevent the safety of the routes and means of communication being endangered.

Nothing in this Statute shall affect the measures which one of the Contracting States may feel called upon to take in pursuance of general international Conventions to which it is a party, or which may be concluded hereafter, particularly Conventions concluded under the auspices of the League of Nations, relating to the

Nations, relativement au transit, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles, les armes ou le produit de pêcheries, ou bien de conventions générales qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou autres méthodes de commerce déloyal.

Dans le cas où des services de traction monopolisés seraient établis sur les voies navigables utilisées pour le transit, l'organisation de ces services devra être telle qu'elle n'apporte pas d'entrave au transit des navires et bateaux.

Article 6.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats Contractants une obligation nouvelle, du fait des présentes stipulations, d'accorder le libre transit aux ressortissants, ainsi qu'à leurs bagages, ou au pavillon d'un Etat non contractant, ni aux marchandises, voitures, wagons ou autres instruments de transport ayant pour Etat de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, un Etat non contractant, sauf les cas où des motifs valables seraient invoqués en faveur d'un tel transit, par l'un quelconque des autres Etats Contractants intéressés. Il est entendu, pour l'application du présent Article, que les marchandises transitant sans transbordement, sous pavillon d'un des Etats Contractants, bénéficient des avantages accordés à ce pavillon.

Article 7.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des Articles précédents par des mesures

transit, export or import of particular kinds of articles, such as opium or other dangerous drugs, arms or the produce of fisheries, or in pursuance of general Conventions intended to prevent any infringement of industrial, literary or artistic property, or relating to false marks, false indications of origin, or other methods of unfair competition.

Any haulage service established as a monopoly on waterways used for transit must be so organised as not to hinder the transit of vessels.

Article 6.

This Statute does not of itself impose on any of the Contracting States a fresh obligation to grant freedom of transit to the nationals and their baggage, or to the flag of a non-Contracting State, nor to the goods, nor to coaching and goods stock or other means of transport coming or entering from, or leaving by, or destined for a non-Contracting State, except when a valid reason is shown for such transit by one of the other Contracting States concerned. It is understood that for the purposes of this Article, goods in transit under the flag of a Contracting State shall, if no transhipment takes place, benefit by the advantages granted to that flag.

Article 7.

The measures of a general or particular character which a Contracting State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of

particulières ou générales que chacun des Etats Contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

Article 8.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Article 9.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats Contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

Article 10.

Les traités, conventions ou accords conclus par les Etats Contractants en matière de transit, avant la date du 1[er] mai 1921, ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur du présent Statut.

En raison de cette non-abrogation, les Etats Contractants s'engagent, soit à l'expiration de ces accords, soit dès que les circonstances le rendront possible, à apporter à ceux de ces accords ainsi maintenus, qui contreviendraient aux dispositions du présent Statut, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, que permettraient les conditions géographiques, économiques ou techniques des pays ou régions qui sont l'objet de ces accords.

Les Etats Contractants s'engagent, en outre, à ne pas conclure, à l'avenir, de traités, conventions ou accords qui

the State or the vital interests of the country may in exceptional cases, and for as short a period as possible, involve a deviation from the provisions of the above Articles; it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

Article 8.

This Statute does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Statute shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

Article 9.

This Statute does not impose upon a Contracting State any obligations conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

Article 10.

The coming into force of this Statute will not abrogate treaties, conventions and agreements on questions of transit concluded by Contracting States before May 1st, 1921.

In consideration of such agreements being kept in force, Contracting States undertake, either on the termination of the agreement or when circumstances permit, to introduce into agreements so kept in force which contravene the provisions of this Statute the modifications required to bring them into harmony with such provisions, so far as the geographical, economic or technical circumstances of the countries or areas concerned allow.

Contracting States also undertake not to conclude in future treaties, conventions or agreements which are in-

seraient contraires aux dispositions du présent Statut et qui ne seraient pas justifiés par des raisons géographiques, économiques ou techniques, motivant des dérogations exceptionnelles.

Les Etats Contractants pourront, par ailleurs, conclure des ententes régionales relatives au transit, en conformité avec les principes du présent Statut.

Article 11.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ses dispositions et qui auraient été accordées dans des conditions compatibles avec ses principes, aux transports en transit sur le territoire placé sous la souveraineté ou sous l'autorité de l'un quelconque des Etats Contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Article 12.

Conformément à l'Article 23 e) du Pacte de la Société des Nations,*) tout Etat Contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent Statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de ladite disposition, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure possible.

Article 13.

A défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interpré-

consistent with the provisions of this Statute, except when geographical, economic or technical considerations justify exceptional deviations therefrom.

Furthermore, Contracting States may, in matters of transit, enter into regional understandings consistent with the principles of this Statute.

Article 11.

This Statute does not entail in any way the withdrawal of facilities which are greater than those provided for in the Statute and have been granted, under conditions consistent with its principles, to traffic in transit across territory under the sovereignty or authority of a Contracting State. The Statute also entails no prohibitions of such grant of greater facilities in the future.

Article 12.

In conformity with Article 23 e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of this Statute in some or all of its territory on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war 1914-1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

Article 13.

Any dispute which may arise as to the interpretation or application of this Statute which is not settled

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 347.

tation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'Article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.*)

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les Etats Contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre au libre transit les facilités dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

Article 14.

Etant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes des territoires de certains Etats Contractants, des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faible par rapport à celle desdits territoires, et qui forment des parties détachées de ceux-ci, ou des établissements appartenant à d'autres Etats métropoles et que, d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer

directly between the Parties themselves shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless, under a special agreement or a general arbitration provision, steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake, before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations, as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases, a preliminary opinion may recommend temporary measures intended, in particular, to restore the facilities for freedom of transit which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

Article 14.

In view of the fact that within or immediately adjacent to the territory of some of the Contracting States there are areas or enclaves, small in extent and population in comparison with such territories, and that these areas or enclaves form detached portions or settlements of other parent States, and that it is impracticable for reasons of an administrative order to apply to them the provisions of this Statute,

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 873.

les dispositions du présent Statut auxdites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Il en sera de même, lorsqu'une colonie ou dépendance possède une frontière particulièrement longue par rapport à sa superficie, qui rend, en fait, impossible la surveillance de la douane et de la police.

Toutefois, les Etats intéressés appliqueront, dans les cas visés ci-dessus, un régime qui, dans la mesure du possible, respectera les principes du présent Statut et qui facilitera le transit et les communications.

Article 15.

Il est entendu que ce statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires, pris individuellement, soient ou non Membres de la Société des Nations.

it is agreed that these provisions shall not apply to them.

The same stipulation applies where a colony or dependency has a very long frontier in comparison with its surface and where in consequence it is practically impossible to afford the necessary Customs and police supervision.

The States concerned, however, will apply in the cases referred to above a regime which will respect the principles of the present Statute and facilitate transit and communications as far as practicable.

Article 15.

It is understood that this Statute must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part or placed under the protection of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Members of the League of Nations.

162.

*)ALBANIE, AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL, BULGARIE, CHILI, CHINE, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, DANEMARK, EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LES INDES), ESPAGNE, ESTHONIE, FINLANDE, FRANCE, GRÈCE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, ITALIE, JAPON, LETTONIE, LITHUANIE, LUXEMBOURG, NORVÈGE, PANAMA, PARAGUAY, PAYS-BAS, PERSE, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, SUÈDE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international; signés à Barcelone, le 20 avril 1921, suivis d'un Protocole additionnel, signé à la date du même jour.**)

Treaty Series, 1923, No. 28.

Désireux, en ce qui concerne le régime international de la navigation sur les eaux intérieures, de poursuivre l'évolution commencée il y a plus d'un siècle et affirmée solennellement dans de nombreux Traités,

Considérant que c'est par le moyen de Conventions générales, auxquelles d'autres Puissances pourront adhérer ultérieurement, qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'Article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations,***)

Reconnaissant, en particulier, qu'une consécration nouvelle du principe de la liberté de la navigation, dans un Statut élaboré par quarante et un Etats appartenant aux diverses parties du monde, constitue une étape nouvelle et significative dans la voie de la coopération entre Etats, accomplie

Desirous of carrying further the development as regards the international regime of navigation on internal waterways, which began more than a century ago, and which has been solemnly affirmed in numerous treaties,

Considering that General Conventions to which other Powers may accede at a later date constitute the best method of realising the purpose of Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations,

Recognising in particular that a fresh confirmation of the principle of Freedom of Navigation in a Statute elaborated by forty-one States belonging to the different portions of the world constitutes a new and significant stage towards the establishment of co-operation among States without in

---

*) Ci-dessous la liste des Etats représentés à la Conférence de Barcelone; la liste des Etats signataires figure à la suite du texte de la Convention.

**) Pour les ratifications et adhésions voir la notice à la suite du présent No.

***) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 347.

sans porter aucun préjudice à leurs droits de souveraineté ou d'autorité,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence, réunie à Barcelone le 10 mars 1921, et ayant pris connaissance de l'Acte final de cette Conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du Statut concernant le Régime des Voies navigables d'Intérêt international qui y a été adopté,

Voulant conclure une Convention à cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont désigné pour plénipotentiaires:

Le Président du Conseil Suprême de l'Albanie:
Monseigneur Fan S. Noli, Député au Parlement.

Le Président de la République d'Autriche:
M. Henri Reinhardt, Conseiller Ministériel.

Sa Majesté le Roi des Belges:
M. Xavier Neujean, Ministre des Chemins de fer, de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Le Président de la République de Bolivie:
M. Trifon Melean, Consul général de la Bolivie en Espagne.

Sa Majesté le Roi de Bulgarie:
M. Lubin Bochkoff, Ingénieur civil, adjoint au Directeur général des Chemins de fer et des Ports.

Le Président de la République du Chili:
Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

any way prejudicing their rights of sovereignty or authority,

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in a Conference at Barcelona which met on the 10th March 1921, and having taken note of the Final Act of such Conference,

Anxious to bring into force forthwith the provisions of the Statute relating to the Regime of Navigable Waterways of International Concern which has there been adopted,

Wishing to conclude a Convention for this purpose, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the Supreme Council of Albania:
Monsignor Fan S. Noli, Member of Parliament.

The President of the Republic of Austria:
M. Henri Reinhardt, Ministerial Councillor.

His Majesty the King of the Belgians:
M. Xavier Neujean, Minister for Railways, Marine, Posts and Telegraphs.

The President of the Republic of Bolivia:
M. Trifon Melean, Bolivian Consul in Spain.

His Majesty the King of Bulgaria:
M. Lubin Bochkoff, Civil Engineer, Assistant to the Director-General of Railways and Ports.

The President of the Republic of Chile:
Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Le Président de la République Chinoise:
M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:
M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de bureau du Ministère des Travaux Publics.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Conseillor Economique du Gouvernement;
et pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B.
Pour l'Inde:
Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire du Département des Finances et de la Statistique de l'Office de l'Inde.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:
Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Membre de la Chambre des Députés, ancien Ministre des Travaux Publics.

Le Président de la République Esthonienne:
M. Charles Robert Pusta, Ministre plénipotentiaire.

Le Président de la République de Finlande:
M. Rolf Thesleff, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire

Le Président de la République Française:
M. Maurice Sibille, Député, Membre du Comité consultatif des Chemins de fer français.

The President of the Republic of China:
M. Ouang Yong-Pao, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

His Majesty the King of Denmark and of Iceland:
M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de Bureau in the Ministry of Public Works.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Economic Adviser to the Government;
and for the Dominion of New Zealand:
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B.
For India:
Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secretary in the Revenue and Statistics Department in the India Office.

His Majesty the King of Spain:
Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Member of the Chamber of Deputies, formerly Minister of Public Works.

The President of the Esthonian Republic:
M. Charles Robert Pusta, Minister Plenipotentiary.

The President of the Republic of Finland:
M. Rolf Thesleff, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The President of the French Republic:
M. Maurice Sibille, Deputy, Member of the Comité consultatif des Chemins de fer français.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:
M. G. Caradja, Ministre plénipotentiaire.

Le Président de la République de Guatémala:
M. le Dr. Norberto Galvez, Consul général de Guatémala à Barcelone.

Sa Majesté le Roi d'Italie:
M. Paolo Bignami, Ingénieur, Député au Parlement italien, ancien Sous-Secrétaire d'Etat.

Le Président de la République Lithuanienne:
M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaires à Berne.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:
M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires à Berne.

Sa Majesté le Roi de Norvège:
M. le Dr. Fridtjof Nansen, Professeur à l'Université de Christiania.

Le Président de la République de Panama:
M. le Docteur Evenor Hazera, Consul général de Panama pour l'Espagne, ancien Sous-Secrétaire d'Etat.

Le Président de la République Polonaise:
M. Joseph Wielovieyski.

Le Président de la République Portugaise:
M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Suède:
M. Fredrik V. Hansen, Directeur général des Forces hydrauliques et des Canaux de l'Etat.

His Majesty the King of the Hellenes:
M. G. Caradja, Minister Plenipotentiary.

The President of the Republic of Guatemala:
Dr. Norberto Galvez, Guatemalan Consul-General at Barcelona.

His Majesty the King of Italy:
M. Paolo Bignami, Engineer, Member of the Chamber of Deputies, former Under-Secretary of State.

The President of the Lithuanian Republic:
M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaires at Berne.

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg:
M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires at Berne.

His Majesty the King of Norway:
Dr. Fridtjof Nansen, Professor in Christiania University.

The President of the Republic of Panama:
Dr. Evenor Hazera, Consul-General for Panama in Spain, former Under-Secretary of State.

The President of the Polish Republic:
M. Joseph Wielovieyski.

The President of the Portuguese Republic:
M. Alfredo Freire d'Andrade, formerly Minister of Foreign Affairs.

His Majesty the King of Sweden:
M. Fredrik V. Hansen, Director-General of Hydraulic Power and State Canals.

Le Président de la République Tchéco-slovaque:

M. Bohuslav Müller, Ingénieur, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay:

M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter la Statut ci-annexé relatif au Régime des Voies navigables d'Intérêt international, adopté par la Conférence de Barcelone, le 19 avril 1921.

Ce Statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

Article 2.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919,*) ou des dispositions des autres Traités analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces Traités.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 323.

The President of the Czecho-Slovak Republic:

M. Bohuslav Müller, Engineer, Secretary of State at the Ministry of Public Works, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The President of the Oriental Republic of Uruguay:

M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain;

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The High Contracting Parties declare that they accept the Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern annexed hereto, adopted by the Barcelona Conference on the 19th April 1921.

This Statute will be deemed to constitute an integral part of the present Convention. Consequently, they hereby declare that they accept the obligations and undertakings of the said Statute in conformity with the terms and in accordance with the conditions set out therein.

Article 2.

The present Convention does not in any way affect the rights and obligations arising out of the provisions of the Treaty of Peace signed at Versailles on the 28th June 1919, or out of the provisions of the other corresponding Treaties, in so far as they concern the Powers which have signed, or which benefit by, such Treaties.

Article 3.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1er décembre 1921.

Article 4.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux Archives du Secrétariat.

Pour déférer aux prescriptions de l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations,*) le Secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente Convention, dès le dépôt de la première ratification.

Article 5.

Les Membres de la Société des Nations qui n'auront pas signé la présente Convention avant le 1er décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société, auxquels le Conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente Convention.

L'adhésion sera notifiée au Secrétaire général de la Société, qui informera toutes les Puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

Article 6.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son

Article 3.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until the 1st December 1921.

Article 4.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

Article 5.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before the 1st December, 1921, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will inform all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

Article 6.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 343.

entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général en adressera une copie conforme aux Puissances non Membres de la Société, qui, en vertu des Traités de Paix, se sont engagées à y adhérer.

Article 7.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de l'Article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres Parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle

of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

Upon the coming into force of the present Convention, the Secretary-General will address a certified copy of it to the Powers not Members of the League which are bound under the Treaties of Peace to accede to it.

Article 7.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible in accordance with the directions of the Council.

Article 8.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Convention, the latter may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all the other Parties, informing them of the date on which it was received. The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and

aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne la Puissance qui l'aura notifiée. Elle ne portera pas atteinte, à moins d'accord contraire, à des engagements relatifs à un programme de travaux contractés avant la dénonciation.

Article 9.

La revision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plenipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Fan S. Noli.
Reinhardt.
Xavier Neujean.
Trifon Melean.
L. Bochkoff.
Manuel Rivas Vicuña.
Ouang Yong-Pao.
A. Holck-Colding.
Hubert Llewellyn Smith.

Sous réserve de la déclaration insérée au procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone.*)

*) Le texte de la déclaration est le suivant:

„Au moment de signer cette Convention comme représentant de l'Empire britannique, je déclare que ma signature ne lie pas les Dominions britanniques du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud qui sont individuellement Membres de la Société des Nations et n'ont pas envoyé de représentants à cette Conférence.

shall operate only in respect of the notifying Power. It shall not, in the absence of an agreement to the contrary, prejudice engagements entered into before the denunciation relating to a programme of works.

Article 9.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Barcelona the twentieth day of April one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

Fan S. Noli.
Reinhardt.
Xavier Neujean.
Trifon Melean.
L. Bochkoff.
Manuel Rivas Vicuña.
Ouang Yong-Pao.
A. Holck-Colding.
Hubert Llewellyn Smith.

Subject to the declaration inserted in the *procès-verbal* of the meeting of April 19th, 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference.*)

*) The text of the Declaration reads as follows:

„At the time of signing this Convention, and as representative of the British Empire, I declare that my signature is not binding upon the British Dominions of Canada, Australia and South Africa, which are individual Members of the League of Nations and have not sent representatives to this Conference. The right of each of

H. Llewellyn Smith.
L. J. Kershaw.
E. Ortuño.
C. R. Pusta.
Rolf Thesleff.
Maurice Sibille.
G. Caradja.
N. Galvezs.
Paolo Bignami.
V. Sidzikauskas.
Lefort
Fridtjof Nansen.
Evenor Hazera.
Joseph Wielovieyski.
A. Freire d'Andrade.
Fredrik Hansen.
Ing. Bohuslav Müller.
B. Fernandez y Medina.

H. Llewellyn Smith.
L. J. Kershaw.
E. Ortuño.
C. R. Pusta.
Rolf Thesleff.
Maurice Sibille.
G. Caradja.
N. Galvezs.
Paolo Bignami.
V. Sidzikauskas.
Lefort.
Fridtjof Nansen.
Evenor Hazera.
Joseph Wielovieyski.
A. Freire d'Andrade.
Fredrik Hansen.
Ing. Bohuslav Müller.
B. Fernandez y Medina.

Statut relatif au Régime des Voies navigables d'Intérêt international.

Article premier.

Pour l'application du présent Statut, seront considérées comme voies navigables d'intérêt international:

1. Toutes parties naturellement navigables vers et depuis la mer d'une voie d'eau qui, dans son cours naturellement navigable vers et depuis la mer, sépare ou traverse différents Etats, ainsi que toute partie d'une

Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern.

Article 1.

In the application of the Statute, the following are declared to be navigable waterways of international concern:

1. All parts which are naturally navigable to and from the sea of a waterway which in its course, naturally navigable to and from the sea, separates or traverses different States, and also any part of any other water-

---

Le droit pour chacun de ces trois Dominions, de signer la Convention ou d'y adhérer à une date ultérieure, est réservé, et il est entendu qu'à défaut de leur signature ou adhésion, ils n'auront pas droit au bénéfice de la Convention.

„Je me réserve également le droit de déclarer, au moment de la ratification, si oui ou non la ratification comprend le Dominion de Terre-Neuve. S'il n'est pas compris dans la ratification, le Dominion de Terre-Neuve n'aura pas droit au bénéfice de la Convention."

these three Dominions to sign the Convention, or to accede to it at a later date, is reserved, it being understood that, if they do not sign or accede to it, they shall not be entitled to benefit by the Convention.

„I also reserve the right to declare, at the time of ratification, whether the ratification includes the Dominion of Newfoundland. If it is not included in the ratification, the Dominion of Newfoundland will not be entitled to benefit by the Convention."

autre voie d'eau naturellement navigable vers et depuis la mer reliant à la mer une voie d'eau naturellement navigable qui sépare ou traverse différents Etats.

Il est entendu que:

a) Le transbordement d'un navire ou bateau à un autre n'est pas exclu par les mots „navigables vers et depuis la mer“;

b) Est dite naturellement navigable, toute voie d'eau naturelle ou partie de voie d'eau naturelle faisant actuellement l'objet d'une navigation commerciale ordinaire ou susceptible, par ses conditions naturelles, de faire l'objet d'une telle navigation; par navigation commerciale ordinaire, il faut entendre une navigation qui, étant données les conditions économiques des pays riverains, est commercialement et couramment praticable;

c) Les affluents doivent être considérés comme des voies d'eau séparées;

d) Les canaux latéraux, établis en vue de suppléer aux imperfections d'une voie d'eau rentrant dans la définition ci-dessus, sont assimilés à cette dernière;

e) Sont considérés comme riverains, tous les Etats séparés ou traversés par une même voie navigable d'intérêt international, y compris ses affluents d'intérêt international.

2. Les voies d'eau ou parties de voies d'eau naturelles ou artificielles, désignées expressément comme devant être soumises au régime de la Convention générale concernant les voies navigables, soit dans les Actes unilatéraux des Etats sous la souveraineté

way naturally navigable to and from the sea, which connects with the sea a waterway naturally navigable which separates or traverses different States.

It is understood that:

a) Transhipment from one vessel to another is not excluded by the words „navigable to and from the sea“;

b) Any natural waterway or part of a natural waterway is termed „naturally navigable“ if now used for ordinary commercial navigation, or capable by reason of its natural conditions of being so used; by „ordinary commercial navigation“ is to be understood navigation which, in view of the economic condition of the riparian countries, is commercial and normally practicable;

c) Tributaries are to be considered as separate waterways;

d) Lateral canals constructed in order to remedy the defects of a waterway included in the above definition are assimilated thereto;

e) The different States separated or traversed by a navigable waterway of international concern, including its tributaries of international concern, are deemed to be „riparian States“.

2. Waterways, or parts of waterways, whether natural or artificial, expressly declared to be placed under the régime of the General Convention regarding navigable waterways of international concern either in unilateral Acts of the States under whose sover.

ou l'autorité desquels se trouvent lesdites voies d'eau ou parties de voies d'eau, soit dans des accords comportant notamment le consentement desdits Etats.

Article 2.

Parmi les voies navigables d'intérêt international, constituent une catégorie spéciale en vue de l'application des Articles 5, 10, 12 et 14 du présent Statut:

a) Les voies navigables pour lesquelles il existe une Commission internationale où sont représentés des Etats non riverains;

b) Les voies navigables qui seraient ultérieurement classées dans cette catégorie, soit en vertu d'Actes unilatéraux des Etats sous la souveraineté ou l'autorité desquels elles se trouvent, soit en vertu d'accords comportant notamment le consentement desdits Etats.

Article 3.

Sous réserve des stipulations des Articles 5 et 17, chacun des Etats Contractants accordera, sur les parties de voies navigables ci-dessus désignées qui se trouvent sous sa souveraineté ou autorité, le libre exercice de la navigation aux navires et bateaux battant pavillon de l'un quelconque des Etats Contractants.

Article 4.

Dans l'exercice de la navigation ci-dessus visée, les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats Contractants seront, sous tous les rapports, traités sur le pied d'une parfaite égalité. Aucune distinction ne sera notamment faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des différents Etats riverains, y compris l'Etat rive-

eignty or authority these waterways or parts of waterways are situated, or in agreements made with the consent, in particular, of such States.

Article 2.

For the purpose of Articles 5, 10, 12 and 14 of this Statute, the following shall form a special category of navigable waterways of international concern:

a) Navigable waterways for which there are international Commissions upon which non-riparian States are represented;

b) Navigable waterways which may hereafter be placed in this category, either in pursuance of unilateral Acts of the States under whose sovereignty or authority they are situated, or in pursuance of agreements made with the consent, in particular, of such States.

Article 3.

Subject to the provisions contained in Articles 5 and 17, each of the Contracting States shall accord free exercise of navigation to the vessels flying the flag of any one of the other Contracting States on those parts of navigable waterways specified above which may be situated under its sovereignty or authority.

Article 4.

In the exercise of navigation referred to above, the nationals, property and flags of all Contracting States shall be treated in all respects on a footing of perfect equality. No distinction shall be made between the nationals, the property and the flags of the different riparian States, including the riparian State exercising sovereignty

rain sous la souveraineté ou l'autorité duquel se trouve la partie de voie navigable considérée; de même, aucune distinction ne sera faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des Etats riverains et ceux des non-riverains. Il est entendu, en conséquence, qu'aucun privilège exclusif de navigation ne sera accordé sur lesdites voies navigables à des sociétés ou à des particuliers.

Aucune distinction ne pourra être faite, dans ledit exercice, en raison du point de provenance ou de destination, ou de la direction des transports.

Article 5.

Par dérogation aux deux Articles précédents et sauf convention ou obligation contraire:

1. Tout Etat riverain a le droit de réserver à son propre pavillon le transport de voyageurs et de marchandises, chargés à un port se trouvant sous sa souveraineté ou autorité et déchargés à un autre port se trouvant également sous sa souveraineté ou autorité. L'Etat qui ne réserve pas à son propre pavillon les transports ci-dessus spécifiés peut, néanmoins, à l'égard d'un co-riverain qui se les réserve, refuser le bénéfice de l'égalité de traitement en ce qui concerne cesdits transports.

Sur les voies navigables, visées à l'Article 2, l'Acte de navigation ne pourra laisser aux Etats riverains que le droit de réserver les transports locaux de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigénées. Toutefois, dans tous les cas où une liberté plus complète de la navigation aurait déjà été proclamée dans un Acte de navigation antérieur, cette liberté ne sera pas diminuée.

or authority over the portion of the navigable waterway in question: similarly, no distinction shall be made between the nationals, the property and the flags of riparian and non-riparian States. It is understood, in consequence, that no exclusive right of navigation shall be accorded on such navigable waterways to companies or to private persons.

No distinction shall be made in the said exercise, by reason of the point of departure or of destination, or of the direction of the traffic.

Article 5.

As an exception to the two preceding Articles, and in the absence of any Convention or obligation to the contrary:

1. A riparian State has the right of reserving for its own flag the transport of passengers and goods loaded at one port situated under its sovereignty or authority and unloaded at another port also situated under its sovereignty or authority. A State which does not reserve the above-mentioned transport to its own flag may, nevertheless, refuse the benefit of equality of treatment with regard to such transport to a co-riparian which does reserve it.

On the navigable waterways referred to in Article 2, the Act of Navigation shall only allow to riparian States the right of reserving the local transport of passengers or of goods which are of national origin or are nationalised. In every case, however, in which greater freedom of navigation may have been already established, in a previous Act of Navigation, this freedom shall not be reduced.

2. Lorsqu'un réseau navigable naturel d'intérêt international, ne comprenant pas de voies visées à l'Article 2, ne sépare ou traverse que deux Etats, ceux-ci ont le droit de réserver d'un commun accord à leur pavillon le transport des voyageurs et des marchandises, chargés à un port de ce réseau et déchargés à un autre port de ce même réseau, à moins que ce transport ne soit accompli entre deux ports qui ne se trouvent pas sous la souveraineté ou l'autorité d'un même Etat au cours d'un voyage, sans transbordement sur les territoires de l'un ou l'autre desdits Etats, comportant un parcours en mer ou sur une voie navigable d'intérêt international n'appartenant pas audit réseau.

Article 6.

Chacun des Etats Contractants conserve, sur les voies navigables ou parties de voies navigables visées à l'Article 1er et se trouvant sous sa souveraineté ou autorité, le droit dont il jouit actuellement d'édicter des dispositions et de prendre des mesures nécessaires à la police générale du territoire et à l'application des lois et règlements concernant les douanes, la santé publique, les précautions contre les maladies des animaux et des végétaux, l'émigration ou l'immigration et l'importation ou l'exportation des marchandises prohibées; il est entendu que ces dispositions et ces mesures ne dépassant pas les nécessités et appliquées sur un pied de parfaite égalité aux ressortissants, aux biens et aux pavillons de l'un quelconque des Etats Contractants, y compris l'Etat Contractant qui les édicte, ne devront pas, sans motif valable, entraver le libre exercice de la navigation.

2. When a natural system of navigable waterways of international concern which does not include waterways of the kind referred to in Article 2 separates or traverses two States only, the latter have the right to reserve to their flags by mutual agreement the transport of passengers and goods loaded at one port of this system and unloaded at another port of the same system, unless this transport takes place between two ports which are not situated under the sovereignty or authority of the same State in the course of a voyage, effected without transhipment on the territory of either of the said States, involving a sea-passage or passage over a navigable waterway of international concern which does not belong to the said system.

Article 6.

Each of the Contracting States maintains its existing right, on the navigable waterways or parts of navigable waterways referred to in Article 1 and situated under its sovereignty or authority, to enact the stipulations and to take the measures necessary for policing the territory and for applying the laws and regulations relating to customs, public health, precautions against the diseases of animals and plants, emigration or immigration, and to the import or export of prohibited goods, it being understood that such stipulations and measures must be reasonable, must be applied on a footing of absolute equality between the nationals, property and flags of any one of the Contracting States, including the State which is their author, and must not without good reason impede the freedom of navigation.

Article 7.

Sur le parcours, comme à l'embouchure de voies navigables d'intérêt international, il ne pourra être perçu de redevances d'aucune espèce autres que des redevances ayant le caractère de rétributions et destinées exclusivement à couvrir d'une manière équitable les frais d'entretien de la navigabilité ou d'amélioration de la voie navigable et de ses accès, ou à subvenir à des dépenses faites dans l'intérêt de la navigation. Ces redevances seront calculées sur ces frais et dépenses et le tarif en sera affiché dans les ports. Elles seront établies de manière à ne pas rendre nécessaire, sauf soupçon de fraude ou de contravention, un examen détaillé de la cargaison et de manière à faciliter, autant que possible, tant par les conditions de leur prélèvement que par les tarifs eux-mêmes, le trafic international.

Article 8.

En ce qui concerne les formalités douanières, le transit des navires et des bateaux, des voyageurs et des marchandises, sur les voies navigables d'intérêt international, s'effectuera dans les conditions fixées par le Statut de Barcelone sur la Liberté du Transit.*) Chaque fois que le transit aura lieu sans transbordement, les dispositions complémentaires ci-après seront applicables:

a) Lorsque les deux rives d'une voie navigable d'intérêt international font partie d'un même Etat, les formalités douanières imposées aux marchandises en transit, après la déclaration et une visite sommaire, se borneront à la mise sous scellés, sous cadenas ou sous la garde d'agents des douanes;

Article 7.

No dues of any kind may be levied anywhere on the course or at the mouth of a navigable waterway of international concern, other than dues in the nature of payment for services rendered and intended solely to cover in an equitable manner the expenses of maintaining and improving the navigability of the waterway and its approaches, or to meet expenditure incurred in the interest of navigation. These dues shall be fixed in accordance with such expenses, and the tariff of dues shall be posted in the ports. These dues shall be levied in such a manner as to render unnecessary a detailed examination of the cargo, except in cases of suspected fraud or infringement of regulations, and so as to facilitate international traffic as much as possible, both as regards their rates and the method of their application.

Article 8.

The transit of vessels and of passengers and goods on navigable waterways of international concern shall, so far as customs formalties are concerned, be governed by the conditions laid down in the Statute of Barcelona on Freedom of Transit.*) Whenever transit takes place without transhipment the following additional provisions shall be applicable:

a) When both banks of a waterway of international concern are within one and the same State, the customs formalities imposed on goods in transit after they have been declared and subjected to a summary inspection shall be limited to placing them under seal or padlock or in the custody of customs officers.

*) V. ci-dessus, p. 690.

b) Lorsqu'une voie navigable d'intérêt international forme frontière entre deux Etats, les navires et bateaux, les voyageurs et les marchandises en transit devront être, en cours de route, exempts de toute formalité douanière, sauf le cas où, pour des raisons valables d'ordre pratique et sans porter atteinte à la facilité de la navigation, l'accomplissement des formalités douanières se ferait en un point de la partie de la voie navigable formant frontière.

Le transit des navires ou bateaux et des voyageurs, ainsi que le transit des marchandises sans transbordement, sur les voies navigables d'intérêt international, ne pourront donner lieu à la perception d'aucun des droits qui sont, soit prohibés par le Statut de Barcelone sur la Liberté du Transit, soit autorisés par l'Article 3 dudit Statut; étant entendu, toutefois, que pourront être mis à la charge des navires et bateaux en transit le logement et la nourriture des agents des douanes strictement requis pour la surveillance.

Article 9.

Dans tous les ports situés sur une voie navigable d'intérêt international et sous le rapport de l'utilisation de ces ports, les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats Contractants jouiront, sous réserve des dispositions des Articles 5 et 17, notamment en ce qui concerne les droits et redevances de ports, d'un traitement égal à celui des ressortissants, des biens et des pavillons de l'Etat riverain sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve. Il est entendu que les biens auxquels s'applique le présent alinéa sont les

b) When a navigable waterway of international concern forms the frontier between two States, vessels, passengers and goods in transit shall while „en route“ be exempt from any customs formality, except in cases in which there are valid reasons of a practical character for carrying out customs formalities at a place on the part of the river which forms the frontier, and this can be done without interfering with navigations facilities.

The transit of vessels and passengers, as well as the transit of goods without transhipment, on navigable waterways of international concern, must not give rise to the levying of any duties whatsoever, whether prohibited by the Statute of Barcelona on Freedom of Transit or authorised by Article 3 of that Statute. It is nevertheless understood that vessels in transit may be made responsible for the board and lodging of any customs officers who are strictly required for supervision.

Article 9.

Subject to the provisions of Articles 5 and 17, the nationals, property and flags of all the Contracting States shall, in all ports situated on a navigable waterway of international concern, enjoy, in all that concerns the use of the port, including port dues and charges, a treatment equal to that accorded to the nationals, property and flag of the riparian State under whose sovereignty or authority the port is situated. It is understood that the property to which the present Paragraph relates is property originating in, coming from or destined

biens ayant pour origine, provenance ou destination l'un quelconque des Etats Contractants.

Les installations des ports situés sur une voie navigable d'intérêt international et les facilités offertes dans ceux-ci à la navigation ne pourront être soustraites à l'usage public que dans une mesure raisonnable et pleinement compatible avec le libre exercice de la navigation.

Pour l'application des droits de douane ou assimilés, des droits d'octroi local et de consommation, comme en ce qui touche les frais accessoires, perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation des marchandises par lesdits ports, il ne sera fait aucune différence en raison du pavillon du navire ou bateau ayant effectué ou devant effectuer le transport, que ce pavillon soit le pavillon national ou celui de l'un quelconque des Etats Contractants.

L'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel un port se trouve pourra retirer le bénéfice de l'alinéa précédent à tout navire ou bateau, s'il est prouvé que son armateur défavorise systématiquement les ressortissants de cet Etat ou les sociétés contrôlées par lesdits ressortissants.

A moins de motif exceptionnel justifiant, pour des nécessités économiques, une dérogation, les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'Etat intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination. Toutes les facilités qui seraient accordées, par les Etats Contractants, sur d'autres voies de terre ou d'eau, ou dans d'autres ports pour l'importation et l'exportation des marchandises, seront également concédées

for, one or other of the Contracting States.

The equipment of ports situated on a navigable waterway of international concern, and the facilities afforded in these ports to navigation, must not be withheld from public use to an extent beyond what is reasonable and fully compatible with the free exercise of navigation.

In the application of customs or other analogous duties, local octroi or consumption duties, or incidental charges, levied on the occasion of the importation or exportation of goods through the aforesaid ports, no difference shall be made by reason of the flag of the vessel on which the transport has been or is to be accomplished, whether this flag be the national flag or that of any of the Contracting States.

The State under whose sovereignty or authority a port is situated may withdraw the benefits of the preceding paragraph from any vessel if it is proved that the owner of the vessel discriminates systematically against the nationals of that State, including companies controlled by such nationals.

In the absence of special circumstances justifying an exception on the ground of economic necessities, the customs duties must not be higher than those levied on the other customs frontiers of the State interested, on goods of the same kind, source and destination. All facilities accorded by the Contracting States to the importation or exportation of goods by other land or water routes, or in other ports, shall be equally accorded to importation or exportation under the same conditions over the navigable water-

à l'importation ou à l'exportation effectuées dans les mêmes conditions par la voie navigable et les ports visés cidessus.

Article 10.

1. Tout Etat riverain est tenu, d'une part, de s'abstenir de toutes mesures susceptibles de porter atteinte à la navigabilité ou de diminuer les facilités de la navigation, et, d'autre part, de prendre le plus rapidement possible toutes dispositions utiles, afin d'écarter tous obstacles et dangers accidentels pour la navigation.

2. Si cette navigation exige un entretien régulier, chacun des Etats riverains a, à cet effet, l'obligation envers les autres de prendre les mesures et d'exécuter les travaux nécessaires sur son territoire le plus rapidement possible, compte tenu, à toute époque, de l'Etat de la navigation, ainsi que de l'Etat économique des régions desservies par la voie navigable.

Sauf convention contraire, chacun des Etats riverains aura le droit, en invoquant des motifs valables, d'exiger des autres riverains une équitable participation aux frais de cet entretien.

3. Sauf motif légitime d'opposition d'un des Etats riverains, y compris l'Etat territorialement intéressé, fondé soit sur les conditions mêmes de la navigabilité en son territoire, soit sur d'autres intérêts tels que, entre autres, le maintien du régime normal des eaux, les besoins de l'irrigation, l'utilisation de la force hydraulique ou la nécessité de la construction d'autres voies de communication plus avantageuses, un Etat riverain ne pourra se refuser à exécuter, à la demande d'un autre Etat riverain, les travaux nécessaires d'amélioration de la navigabilité, si

way and through the ports referred to above.

Article 10.

1. Each riparian State is bound, on the one hand, to refrain from all measures likely to prejudice the navigability of the waterway, or to reduce the facilities for navigation, and on the other hand, to take as rapidly as possible all necessary steps for removing any obstacles and dangers which may occur to navigation.

2. If such navigation necessitates regular upkeep of the waterway, each of the riparian States is bound as towards the others to take such steps and to execute such works on its territory as are necessary for the purpose as quickly as possible, taking account at all times of the conditions of navigation, as well as of the economic state of the regions served by the navigable waterway.

In the absence of an agreement to the contrary, any riparian State will have the right, on valid reason being shown, to demand from the other riparians a reasonable contribution towards the cost of upkeep.

3. In the absence of legitimate grounds for opposition by one of the riparian States, including the State territorially interested, based either on the actual conditions of navigability in its territory, or on other interests such as, *inter alia*, the maintenance of the normal-water conditions, requirements for irrigation, the use of water-power, or the necessity for constructing other and more advantageous ways of communication, a riparian State may not refuse to carry out works necessary for the improvement of the navigability which are asked for by another riparian

celui-ci offre d'en payer les frais, ainsi qu'une part équitable de l'excédent des frais d'entretien. Néanmoins, il est entendu que ces travaux ne pourront être entrepris tant que l'Etat sur le territoire duquel ils doivent être exécutés s'y oppose du chef d'intérêts vitaux.

State, if the latter State offers to pay the cost of the works and a fair share of the additional cost of upkeep. It is understood, however, that such works cannot be undertaken so long as the State on the territory of which they are to be carried out objects on the ground of vital interests.

4. Sauf convention contraire, l'Etat tenu d'exécuter les travaux d'entretien pourra se libérer de cette obligation si, avec l'accord de tous les Etats co-riverains, un ou plusieurs d'entre eux acceptent de les exécuter à sa place; pour les travaux d'amélioration, l'Etat tenu de les exécuter sera libéré de cette obligation s'il autorise l'Etat demandeur à les exécuter à sa place; l'exécution des travaux par des Etats autres que l'Etat territorialement intéressé, ou la participation de ces Etats aux frais de ces travaux, seront assurés sans préjudice, pour l'Etat territorialement intéressé, de ses droits de contrôle et d'administration sur ces travaux et des prérogatives de sa souveraineté ou autorité sur la voie navigable.

4. In the absence of any agreement to the contrary, a State which is obliged to carry out works of upkeep is entitled to free itself from the obligation, if, with the consent of all the co-riparian States, one or more of them agree to carry out the works instead of it; as regards works for improvement, a State which is obliged to carry them out shall be freed from the obligation, if it authorises the State which made the request to carry them out instead of it. The carrying out of works by States other than the State territorially interested, or the sharing by such States in the cost of works, shall be so arranged as not to prejudice the rights of the State territorially interested as regards the supervision and administrative control over the works, or its sovereignty and authority over the navigable waterway.

5. Sur les voies navigables visées à l'Article 2, les dispositions du présent Article sont applicables sous réserve des stipulations des traités, conventions ou actes de navigatien qui déterminent les pouvoirs et la responsabilité de la Commission internationale à l'égard des travaux.

5. On the waterways referred to in Article 2, the provisions of the present Article are to be applied subject to the terms of the Treaties, Conventions, or Navigation Acts which determine the powers and responsibilities of the International Commission in respect of works.

Sous réserve des dispositions spéciales desdits traités, conventions ou actes de navigation, existants ou à conclure:

Subject to any special provisions in the said Treaties, Conventions, or Navigation Acts, which exist or may be concluded:

a) Les décisions concernant les travaux appartiennent à la Commission;

a) Decisions in regard to works will be made by the Commission.

b) Le règlement, dans les conditions prévues à l'Article 22 ci-après, de tout différend qui surgirait du chef de ces décisions pourra, dans tous les cas, être demandé pour motif d'incompétence ou de violation des conventions internationales régissant les voies navigables. Pour tout autre motif, la requête en vue d'un règlement dans lesdites conditions ne pourra être formée que par l'Etat territorialement intéressé.

Les décisions de la Commission devront être conformes aux règles du présent Article.

6. Nonobstant les dispositions du premier paragraphe du présent Article, un Etat riverain pourra, sauf convention contraire, désaffecter totalement ou partiellement une voie navigable moyennant accord de tous les Etats riverains ou de tous les Etats représentés à la Commission internationale, dans le cas des voies navigables visées à l'Article 2.

Exceptionnellement, une voie navigable d'intérêt international non visée à l'Article 2 pourra être désaffectée par l'un des Etats riverains, si la navigation y est très peu développée et si cet Etat justifie d'un intérêt économique manifestement supérieur à celui de la navigation. Dans ce cas, la désaffection ne pourra avoir lieu qu'au bout d'une année après préavis et sauf recours d'un autre Etat riverain dans les conditions prévues à l'Article 22. La décision fixera, le cas échéant, les conditions dans lesquelles la désaffectation pourra être faite.

b) The settlement, under the conditions laid down in Article 22 below, of any dispute which may arise as a result of these decisions, may always be demanded on the grounds that these decisions are *ultra vires*, or that they infringe international conventions governing navigable waterways. A request for a settlement under the aforesaid conditions based on any other grounds can only be put forward by the State which is territorially interested.

The decisions of this Commission shall be in conformity with the provisions of the present Article.

6. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article, a riparian State may, in the absence of any agreement to the contrary, close a waterway wholly or in part to navigation, with the consent of all the riparian States or of all the States represented on the International Commission in the case of navigable waterways referred to in Article 2.

As an exceptional case one of the riparian States of a navigable waterway of international concern not referred to in Article 2 may close the waterway to navigation, if the navigation on it is of very small importance, and if the State in question can justify its action on the ground of an economic interest clearly greater than that of navigation. In this case the closing to navigation may only take place after a year's notice and subject to an appeal on the part of any other riparian State under the conditions laid down in Article 22. If necessary, the judgment shall prescribe the conditions under which the closing to navigation may be carried into effect.

7. Dans les cas où une voie navigable d'intérêt international donne accès à la mer par plusieurs bras situés dans le territoire d'un même Etat, les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent Article s'appliquent seulement aux bras principaux jugés nécessaires pour donner un plein accès à la mer.

Article 11.

Dans le cas où un ou plusieurs des Etats riverains d'une voie navigable d'intérêt international ne sont pas parties au présent Statut, les obligations financières assumées par chacun des Etats Contractants en vertu de l'Article 10 ne peuvent exéder les obligations qu'ils auraient assumées au cas où tous les Etats riverains seraient parties au Statut.

Article 12.

Sauf dispositions contraires d'un accord ou traité particulier, notamment des Conventions existantes relatives aux mesures douanières, à la police et aux précautions sanitaires, l'administration des voies navigables d'intérêt international est exercée par chacun des Etats riverains sous la souveraineté ou l'autorité duquel cette voie navigable se trouve. Chacun desdits Etats riverains a notamment le pouvoir et est tenu d'édicter la réglementation de la navigation sur ladite voie et de veiller à son application; cette réglementation devra être établie et appliquée de telle manière que soit facilité le libre exercice de la navigation, dans les conditions prévues au présent Statut.

Les règles de procédure touchant notamment la constatation, la poursuite et la répression des délits de navigation devront tendre à des solutions aussi expéditives que possible.

7. Should access to the sea be afforded by a navigable waterway of international interest through several branches, all of which are situated in the territory of one and the same State, the provisions of paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall apply only to the principal branches deemed necessary for providing free access to the sea.

Article 11.

If on a waterway of international concern one or more of the riparian States are not parties to this Statute, the financial obligations undertaken by each of the Contracting States in pursuance of Article 10 shall not exceed those to which they would have been subject if all the riparian States had been parties.

Article 12.

In the absence of contrary stipulations contained in a special agreement or treaty, for example, existing Conventions concerning customs and police measures and sanitary precautions, the administration of navigable waterways of international concern is exercised by each of the riparian States under whose sovereignty or authority the navigable waterway is situated. Each of such riparian States has, *inter alia,* the power and duty of publishing regulations for the navigation of such watherway and of seeing to their execution. These regulations must be framed and applied in such a way as to facilitate the free exercise of navigation under the conditions laid down in this Statute.

The rules of procedure dealing with such matters as ascertaining, prosecuting and punishing navigation offences must be such as to promote as speedy a settlement as possible.

Toutefois, les Etats Contractants reconnaissent qu'il est hautement désirable que les Etats riverains s'entendent pour ce qui concerne l'administration de la voie navigable et particulièrement pour l'adoption d'une réglementation de la navigation qui soit aussi uniforme, sur tout le parcours de cette voie navigable, que le permet la diversité des circonstances locales.

Des services publics monopolisés de remorquage ou d'autres moyens de traction peuvent être établis, en vue de faciliter l'exercice de la navigation, moyennant l'accord unanime des Etats riverains, ou des Etats représentés à la Commission internationale dans le cas des voies navigables visées à l'Article 2.

Article 13.

Les traités, conventions ou accords en vigueur conclus par les Etats Contractants en matière de voies navigables, avant la date de mise en vigueur du présent Statut, ne sont pas abrogés, en ce qui concerne les Etats signataires desdits traités, conventions ou accords par le fait de cette mise en vigueur.

Toutefois, les Etats Contractants s'engagent à ne pas appliquer entre eux celles des dispositions desdits traités, conventions ou accords qui seraient opposées aux règles du présent Statut.

Article 14.

Dans le cas où un des accords ou traités particuliers visés à l'Article 12 aurait confié, ou confierait certaines fonctions à une Commission internationale, comprenant des représentants d'Etats autres que les Etats riverains, cette Commission devrait s'inspirer

Nevertheless the Contracting States recognise that it is highly desirable that the riparian States should come to an understanding with regard to the administration of the navigable waterway and, in particular, with regard to the adoption of navigation regulations of as uniform a character throughout the whole course of such navigable waterway as the diversity of local circumstances permits.

Public services of towage or other means of haulage may be established in the form of monopolies for the purpose of facilitating the exercise of navigation, subject to the unanimous agreement of the riparian States or the States represented on the International Commission in the case of navigable waterways referred to in Article 2.

Article 13.

Treaties, conventions or agreements in force relating to navigable waterways, concluded by the Contracting States before the coming into force of this Statute, are not, as a consequence of its coming into force, abrogated so far as concerns the States signatories to those treaties.

Nevertheless the Contracting States undertake not to apply among themselves any provisions of such treaties, conventions or agreements which may conflict with the rules of the present Statute.

Article 14.

If any of the special agreements or treaties referred to in Article 12 has entrusted or shall hereafter entrust certain functions to an international Commission which includes representatives of States other than the riparian States, it shall be the duty

exclusivement, sous réserve des dispositions de l'Article 10, des intérêts de la navigation et serait considérée comme un des organismes prévus à l'Article 24 du Pacte de la Société des Nations; en conséquence, elle échangerait directement avec les organes de la Société toutes informations utiles et ferait parvenir un rapport annuel à la Société.

Les attributions des Commissions prévues à l'alinéa précédent seront déterminées dans l'Acte de navigation de chaque voie navigable et comporteront au moins les attributions suivantes:

a) La Commission aura qualité pour élaborer les règlements de navigation qu'elle jugerait nécessaire d'élaborer elle-même et recevra communication de tous autres règlements de navigation:

b) Elle signalera aux Etats riverains les travaux utiles pour l'entretien des ouvrages et le maintien de la navigabilité;

c) Elle recevra de chacun des Etats riverains communication officielle de tous projets d'amélioration de la voie navigable;

d) Elle aura qualité, au cas où l'Acte de navigation ne comprendrait pas une réglementation spéciale quant à la perception des redevances, pour approuver la perception de celle-ci, en appliquant les dispositions de l'Article 7 du présent Statut.

Article 15.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre;

of such Commission subject to the provisions of Article 10, to have exclusive regard to the interests of navigation, and it shall be deemed to be one of the organisations referred to in Article 24 of the Covenant of the League of Nations. Consequently, it will exchange all useful information directly with the League and its organisations, and will submit an annual report to the League.

The powers and duties of the Commissions referred to in the preceding paragraph shall be laid down in the Act of Navigation of each navigable waterway and shall at least include the following:

a) the Commission shall be entitled to draw up such navigation regulations as it thinks necessary itself to draw up, and all other navigation regulations shall be communicated to it;

b) it shall indicate to the riparian States the action advisable for the upkeep of works and the maintenance of navigability;

c) it shall be furnished by each of the riparian States with official information as to all schemes for the improvement of the waterway;

d) it shall be entitled, in cases in which the Act of Navigation does not include a special regulation with regard to the levying of dues, to approve of the levying of such dues and charges in accordance with the provisions of Article 7 of this Statute.

Article 15.

This Statute does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Statute

néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Article 16.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats Contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

Article 17.

Sauf accords contraires auxquels l'Etat territorialement intéressé est ou sera partie, le présent Statut ne s'applique pas à la navigation des navires et bâtiments de guerre, de police, de contrôle ni, en général, de tous bâtiments exerçant, à un titre quelconque, la puissance publique.

Article 18.

Chacun des Etats Contractants s'engage à ne pas concéder, soit par accord, soit de toute autre manière, à un Etat non contractant, un traitement, relatif à la navigation sur une voie navigable d'intérêt international, qui, entre Etats Contractants, serait contraire aux dispositions du présent Statut.

Article 19.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des Articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats Contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté de la navigation et spécialement la communication entre les pays riverains et la mer doivent être maintenus dans toute la mesure possible.

shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

Article 16.

This Statute does not impose upon a Contracting State any obligation conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

Article 17.

In the absence of any agreement to the contrary to which the State territorially interested is or may be a party, this Statute has no reference to the navigation of vessels of war or of vessels performing police or administrative functions, or, in general, exercising any kind of public authority.

Article 18.

Each of the Contracting States undertakes not to grant either by agreement or in any other way, to a non-Contracting State, treatment with regard to navigation over a navigable waterway of international concern which, as between Contracting States, would be contrary to the provisions of this Statute.

Article 19.

The measures of a general or particular character which a Contracting State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or the vital interests of the country may, in exceptional cases and for a period as short as possible, involve a deviation from the provisions of the above Articles; it being understood that the principle of the freedom of navigation and especially communication between the riparian States and the sea, must be maintained to the utmost possible extent.

Article 20.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes en vigueur accordées au libre exercice de la navigation, sur une voie navigable d'intérêt international quelconque, dans des conditions compatibles avec le principe d'égalité prescrit par le présent Statut, en ce qui concerne les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats Contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Article 21.

Conformément à l'Article 23 e) du Pacte de la Société des Nations, tout Etat Contractant qui pourra invoquer valablement, contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent Statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de ladite disposition, étant entendu que le principe de la liberté de la navigation doit être observé dans toute la mesure possible.

Article 22.

Sans préjudice des dispositions de l'Article 10, paragraphe 5, et à défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une Convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Article 20.

This Statute does not entail in any way the withdrawal of existing greater facilities granted to the free exercise of navigation on any navigable waterway of international concern, under conditions consistent with the principle of equality laid down in this Statute, as regards the nationals, the goods and the flags of all the Contracting States; nor does it entail the prohibition of such grant of greater facilities in the future.

Article 21.

In conformity with Article 23 e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of this Statute in some or all of its territory on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war 1914-1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of freedom of navigation must be observed as far as possible.

Article 22.

Without prejudice to the provisions of paragraph 5 of Article 10, any dispute between States as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between them shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless under a special agreement or a general arbitration provision steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'Article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.*)

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les Etats Contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les Communications et le Transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre à la libre navigation les facilités dont elle jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

Article 23.

Une voie navigable ne sera pas considérée comme d'intérêt international, du fait seul qu'elle traverse ou délimite des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faibles par rapport à celles des territoires traversés et qui forment des parties détachées ou des établissements appartenant à un Etat autre que celui auquel ladite rivière appartient, à cette exception près, dans tout son parcours navigable.

Article 24.

Le présent Statut ne sera pas applicable à une voie navigable d'intérêt international ayant deux riverains seulement et qui sépare sur une grande longueur un Etat Contractant d'un Etat non Contractant dont le Gouvernement

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases a preliminary opinion may recommend temporary measures intended in particular to restore the facilities for free navigation which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

Article 23.

A navigable waterway shall not be considered as of international concern on the sole ground that it traverses or delimits zones or enclaves, the extent and population of which are small as compared with those of the territories which it traverses, and which form detached portions or establishments belonging to a State other than that to which the said river belongs, with this exception, throughout its navigable course.

Article 24.

This Statute shall not be applicable to a navigable waterway of international concern which has only two riparian States and which separates, for a considerable distance, a Contracting State from a non-Contracting

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 873.

n'est pas reconnu par le premier au moment de la signature du présent Statut, tant qu'un accord n'aura pas été conclu entre eux, établissant pour la voie d'eau considérée, un régime administratif et douanier qui donne à l'Etat Contractant des sécurités convenables.

Article 25.

Il est entendu que ce Statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non Membres de la Société des Nations.

State whose Government is not recognised by the former at the time of the signing of this Statute, until an agreement has been concluded between them establishing, for the waterway in question, an administrative and customs regime which affords suitable safeguards to the Contracting State.

Article 25.

It is understood that this Statute must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part, or placed under the protection, of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Members of the League of Nations.

Protocole additionnel à la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international.*)

1. Les Etats signataires de la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international, signée à Barcelone le 20 avril 1921, dont les représentants dûment autorisés ont apposé leurs signatures au présent Protocole, déclarent que, en plus de la liberté des communications accordée par eux en vertu de la Convention sur les Voies navigables considérées comme d'Intérêt international, ils accordent, sous réserve de réciprocité, sans préjudice de leurs droits de souveraineté et en temps de paix, sur:

a) toutes les voies navigables,
b) toutes les voies naturellement navigables,

Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern.

1. The States signatories of the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, signed at Barcelona on the 20th April, 1921, whose duly authorised representatives have affixed their signatures to the present Protocol, hereby declare that, in addition to the Freedom of Communications which they have conceded by virtue of the Convention on Navigable Waterways considered as of international concern, they further concede, on condition of reciprocity, without prejudice to their rights of sovereignty, and in time of peace,

a) on all navigable waterways,
b) on all naturally navigable waterways,

*) Pour les ratifications et adhésions voir la Notice à la suite du présent No.

qui, placées sous leur souveraineté ou autorité et n'étant pas considérées comme d'intérêt international, sont accessibles à la navigation commerciale ordinaire vers et depuis la mer, ainsi que dans les ports situés sur ces voies d'eau, une égalité parfaite de traitement aux pavillons de tout Etat signataire du présent Protocole, en ce qui concerne les transports d'importation et d'exportation sans transbordement.

Lors de la signature, les Etats signataires doivent notifier s'ils acceptent les obligations dans l'étendue indiquée sous la lettre a) ci-dessus, ou seulement dans l'étendue plus restreinte définie sous la lettre b).

Il est entendu que les Etats ayant accepté le paragraphe a) ne sont liés envers ceux ayant accepté le paragraphe b) que sous les conditions résultant de ce dernier.

Il est également entendu que les Etats, dont un nombre considérable de ports situés sur des voies navigables sont restés fermés jusqu'à présent au commerce international, peuvent, lors de la signature du présent Protocole, exclure de son application une ou plusieurs des voies navigables ci-dessus définies.

Les Etats signataires seront libres de déclarer que leur acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à l'ensemble ou à une partie des colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. Ces Etats pourront donc, par la suite, adhérer au Protocole séparément, au nom d'une colonie, d'une possession d'outre-mer ou d'un protectorat, ainsi exclus dans leur déclaration. Ils pourront également dénoncer le Protocole, conformément à ses dispositions,

which are placed under their sovereignty or authority, and which, not being considered as of international concern, are accessible to ordinary commercial navigation to and from the sea, and also in all the ports situated on these waterways, perfect equality of treatment for the flags of any State signatory of this Protocol as regards the transport of imports and exports without transhipment.

At the time of signing, the signatory States must declare whether they accept the obligation to the full extent indicated under paragraph a) above, or only to the more limited extent defined by paragraph b).

It is understood that States which have accepted paragraph a) are not bound as regards those which have accepted paragraph b), except under the conditions resulting from the latter paragraph.

It is also understood that those States which possess a large number of ports (situated on navigable waterways) which have hitherto remained closed to international commerce, may, at the time of the signing of the present Protocol, exclude from its application one or more of the navigable waterways referred to above.

The signatory States may declare that their acceptance of the present Protocol does not include any or all of the colonies, overseas possessions or protectorates under their sovereignty or authority, and they may subsequently adhere separately on behalf of any colony, overseas possession or protectorate so excluded in their declaration. They may also denounce the Protocol separately in accordance with its provisions in respect of any colony, overseas possession or pro-

séparément au nom d'une quelconque des colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressera sa ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature ou adhésion des Etats ayant signé la Convention mentionnée ci-dessus ou y ayant adhéré.

Il entrera en vigueur après réception par le Secrétaire géneral de la Société des Nations de la ratification de deux Etats; pourvu, toutefois, qu'à cette époque ladite Convention soit entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé à toute époque après l'expiration d'une période de deux ans, à compter de la date de la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la ratification de l'Etat qui dénonce. La dénonciation ne prendra effet q'une année après sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation de la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international sera considérée comme comprenant la dénonciation du présent Protocole.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire dont les textes français et anglais feront foi.

tectorate under their sovereignty or authority.

The present Protocol shall be ratified. Each Power shall send its ratification to the Secretary-General of the League of Nations, who shall cause notice of such ratification to be given to all the other signatory Powers; these ratifications shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

The present Protocol shall remain open for the signature or adherence of the States which have signed the above-mentioned Convention or have given their adherence to it.

It shall come into force after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratification of two States; provided, however, that the said Convention has come into force by that time.

It may be denounced at any time after the expiration of a period of two years dating from the time of the reception by the Secretary-General of the League of Nations of the ratification of the denouncing State. The denunciation shall not take effect until one year after it has been received by the Secretary-General of the League of Nations. A denunciation of the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern shall be considered as including a denunciation of the present Protocol.

Done at Barcelona, the twentieth day of April, nineteen hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts shall be authentic.

Fan S. Noli.
Xavier Neujean.
En acceptant le paragraphe a).

Manuel Rivas Vicuña.

A. Holck-Colding.
En acceptant le paragraphe a).

H. Llewellyn Smith.
In respect of United Kingdom only.
Accepting paragraph a).

H. Llewellyn Smith.
In respect of New Zealand.
Accepting paragraph a).

E. Ortuño.
En acceptant le paragraphe a).

Rolf Thesleff.
En acceptant le paragraphe b).

G. Caradja.

Theo Russell.)*
In respect of India only.
Accepting paragraph a).

Fridtjof Nansen.

A. Freire d'Andrade.

Fredrik Hansen.
En acceptant le paragraphe a).

Ing. Bohuslav Müller.
En acceptant le paragraphe b).

*) M. Theo Russell, Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne, a été dûment autorisé à signer le Protocole additionnel au nom de l'Inde.

*) Mr. Theo Russell, Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty in Berne, has been duly authorised to sign the Additional Protocol on behalf of India.

Notice.

I. La Convention et le Statut ont été ratifiés par les Etats suivants: L'Albanie le 8 octobre 1921, la Bulgarie le 11 juillet 1922, la Grande-Bretagne (y compris la Terre-Neuve), l'Inde, la Nouvelle-Zélande le 2 août 1922, l'Italie le 5 août 1922, le Danemark le 13 novembre 1922,*) la Finlande le 29 janvier 1923,**) la Norvège le 4 septembre 1923,***) l'Autriche le 15 novembre 1923,†) la Roumanie le 9 mai 1924, la Tchécoslovaquie le 8 septembre 1924, la France le 19 septembre 1924,††) la Belgique (à l'exclusion du Congo Belge et du territoire sous mandat Ruanda-Urundi) le 16 mai 1927,†††) la Suède le 15 septembre 1927.§)

*) V. Dansk Lovtidende, 1923, p. 1290.
**) V. Treaty Series 1923, No. 28.
***) V. Treaty Series 1923, No. 28.
†) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XIX, p. 280.
††) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 156.
†††) V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1214.
§) V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1326.

Les Etats suivants ont adhéré à la Convention et au Statut: Le Siam le 29 novembre 1922,*) la Colombie, sous réserve de l'approbation ultérieure du Congrès Colombien le 7 avril 1923,**) la Roumanie le 19 juin 1923,***) la Grande-Bretagne pour les Etats Malais Fédérés (Perak, Selangor, Negri, Sembilan et Pahang) et pour les Etats Malais non fédérés (Brunei, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu) le 22 août 1923, pour la Palestine le 28 janvier 1924, le Pérou (ad referendum) le 15 septembre 1924.*)

II. Le Protocole additionnel à la Convention a été ratifié par les Etats suivants: L'Inde, la Nouvelle-Zélande,†) la Grande-Bretagne (y compris la Terre-Neuve),††) 2 août 1922, l'Albanie le 8 octobre 1922, le Danemark le 13 novembre 1922,†) la Finlande le 29 janvier 1923, la Norvège le 4 septembre 1923,†††) l'Autriche le 15 novembre 1923,§) la Roumanie le 9 mai 1924, la Tchécoslovaquie le 8 septembre 1924.§§)

Les Etats suivants ont adhéré au Protocole additionnel à la Convention: 1. dans l'étendue indiquée sous la lettre a) du Protocole: la Grande-Bretagne pour les Colonies, Protectorats et Territoires sous mandat suivants: Terre-Neuve, Bahama, Barbade, la Guyane britannique, Jamaïque (avec les Iles Turk et Caïques et les Iles Caïmanes), Iles sous le Vent, Trinité et Tobago, Grénada, Sainte-Lucie, St. Vincent, Gibraltar, Malte, Chypre, la Colonie et le Protectorat de Gambie, la Colonie et le Protectorat de Sierra Léone, la Colonie et le Protectorat de Nigéria, la Côte d'Or, Achanti et les Territoires du Nord de la Côte d'Or, la Colonie et le Protectorat de Kenya, le Protectorat d'Uganda, Zanzibar, Sainte-Hélène, Ceylan, Maurice, Séchelles, Hongkong, Straits Settlements, les Iles Fidji, les Iles Gilbert et Ellice, les Iles Salomon, les Iles Tonga, le 2 août 1922,§§§) le Siam le 29 novembre 1922,•) l'Autriche (sous réserve

---

*) V. Journal officiel de la République Française, 1927, p. 3187.

**) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 306.

***) Le représentant de la Roumanie, au moment de la signature du Protocole d'adhésion, a fait la déclaration suivante: La Roumanie adhère, sous réserve d'une ratification ultérieure, à la Convention et au Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, signée à Barcelone, le 20 avril 1921, en tant que ses dispositions ne se trouvent pas en contradiction avec les principes du nouveau Statut du Danube, élaboré par la Commission internationale instituée conformément aux Articles 349 du Traité de Versailles, 304 du Traité de St. Germain, 232 du Traité de Neuilly et 288 du Traité de Trianon. — En ce qui concerne le Protocole additionnel, la Roumanie ne peut accepter aucune restriction relative à la complète liberté d'administration sur les voies qui ne sont pas d'intérêt international, c'est-à-dire sur les rivières purement nationales, tout en admettant les principes de la liberté, conformément aux lois du pays. — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 306.

†) V. Dansk Lovtidende 1923, p. 1302.

††) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XI, p. 406.

†††) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 308.

§) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XIX, p. 280.

§§) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 156.

§§§) V. Treaty Series 1923, No. 28.

•) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XIX, p. 280.

d'une ratification ultérieure) le 7 avril 1923,*) la Grande-Bretagne pour les Etats Fédérés Malais et le Etats non fédérés Malais le 2 septembre 1923,**) Palestine le 28 janvier 1924, Pérou (ad referendum) le 15 septembre 1924;***) 2. dans l'étendue indiquée sous la lettre b) du Protocole: la Grande-Bretagne pour le Protectorat du Nyasaland et le Territoire de Tanganyika le 2 août 1922,**) la Suède le 15 septembre 1927.†)

163.

††) ALBANIE, AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, EMPIRE BRITANNIQUE, BULGARIE, CHILI, CHINE, DANEMARK, ESPAGNE, ESTHONIE, FRANCE, GRÈCE, GUATÉMALA, INDE, ITALIE, JAPON, LETTONIE, LITHUANIE, NORVÈGE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PANAMA, PAYS-BAS, PERSE, POLOGNE, PORTUGAL, ETAT DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SUÈDE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE, URUGUAY.

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime; signée à Barcelone, le 20 avril 1921.†††)

Treaty Series, 1923, No. 29.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent que les Etats qu'ils représentent reconnaissent le pavillon des navires de tout Etat qui n'a pas de littoral maritime, lorsqu'ils sont enregistrés en un lieu unique

The undersigned, duly authorised for the purpose, declare that the States which they represent recognise the flag flown by the vessels of any State having no sea-coast which are registered at some one specified place

*) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 308.

**) V. Treaty Series 1923, No. 28.

***) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 156.

†) L'adhésion de la Suède à ce Protocole a été accordée sur „b) toutes les voies naturellement navigables". Le Gouvernement royal de Suède avait signé le Protocole en acceptant le paragraphe a): étant donné cependant que les organes constitutionnels suédois ont jugé utile d'accepter les dispositions du Protocole dans l'étendue indiquée au paragraphe b), le Gouvernement royal de Suède a désiré faire abstraction de la signature qui fut apposée par son représentant, et a communiqué au Secrétariat l'adhésion au protocole devant déployer ses effets à partir de la date ci-dessous. — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. LIX, p. 345.

††) Ci-dessous, la liste des Etats de la Société des Nations ayant signé la Déclaration. — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. VII, p. 74.

†††) Pour les ratifications, adhésions et entrées en vigueur v. la notice à la suite du présent No.

déterminé, situé sur son territoire; ce lieu constituera pour ces navires le port d'enregistrement.

Barcelone, le 20 avril 1921, fait en un seul exemplaire dont les textes français et anglais font également foi.

situated in its territory; such place shall serve as the port of registry of such vessels.

Barcelona, the 20th April, 1921, done in a single copy of which the English and French texts shall be authentic.

Uruguay: | Uruguay:

B. Fernández y Medina.

Grèce: | Greece:

P. Scassi.

Suisse: | Switzerland:

Motta.

Panamá: | Panama:

Evenor Hazera.

Bolivie: | Bolivia:

Trifon Melean.

Lettonie: | Latvia:

Germain Albat.

Guatémala: | Guatemala:

N. Gálvezs.

Pologne: | Poland:

Joseph Wielovieyski.

Bulgarie: | Bulgaria:

Lubin Bochkoff.

Autriche: | Austria:

Reinhardt.

Suède: | Sweden:

Fredrik Hansen.

Belgique: | Belgium:

Xavier Neujean.

France: | France:

Maurice Sibille.

Chine: | China:

Ouang Yong-Pao.

Pays-Bas: | Netherlands:

van Panhuys.

Espagne: | Spain:

E. Ortuño.

Lithuanie: | Lithuania:

V. Sidzikauskas.

Perse: | Persia:

Hussein Khan Alai.

Danemark: | Denmark:

A. Holck-Colding.

Chili: Chile:

Manuel Rivas Vicuña.

Italie: Italy:

Paolo Bignami.

Portugal: Portugal:

A. Freire d'Andrade.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Serb-Croat-Slovene Kingdom:

A. Tresic Pavicic.

République Tchécoslovaque: Czechoslovakian Republic:

Ing. Bohuslav Müller.

Norvège: Norway:

Fridtjof Nansen.

British Empire: British Empire:

H. Llewellyn Smith.

Sous réserve de la Déclaration insérée au procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone.*) — H. Ll. S.

Subject to the Declaration inserted in the *procès-verbal* of the meeting of the 19th April, 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference. — H. Ll. S.*)

New Zealand: New Zealand:

H. Llewellyn Smith.

India: India:

L. J. Kershaw.

*) Le texte de la déclaration est le suivant:

„Au moment de signer cette Convention comme représentant de l'Empire Britannique, je déclare que ma signature ne lie pas les Dominions Britanniques du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud qui sont individuellement Membres de la Société des Nations et n'ont pas envoyé de représentants à cette Conférence. Le droit pour chacun de ces trois Dominions, de signer la Convention ou d'y adhérer à une date ultérieure, est réservé, et il est entendu qu'à défaut de leur signature ou adhésion, ils n'auront pas droit au bénéfice de la Convention.

„Je me réserve également le droit de déclarer, au moment de la ratification, si oui ou non la ratification comprend le Dominion de Terre-Neuve. S'il n'est pas compris dans la ratification, le Dominion de Terre-Neuve n'aura pas droit au bénéfice de la Convention."

*) The text of the Declaration reads as follows:

„At the time of signing this Convention, and as representative of the British Empire, I declare that my signature is not binding upon the British Dominions of Canada, Australia and South Africa, which are individual members of the League of Nations and have not sent representatives to this Conference. The right of each of these three Dominions to sign the Convention, or to accede to it at a later date, is reserved, it being understood that, if they do not sign or accede to it, they shall not be entitled to benefit by the Convention.

„I also reserve the right to declare, at the time of ratification, whether the ratification includes the Dominion of Newfoundland. If it is not included in the ratification, the Dominion of Newfoundland will not be entitled to benefit by the Convention."

Esthonie:	*C. R. Pusta.*	Esthonia:
Albanie:	*Fan S. Noli.*	Albania:
Japon:	*M. Matsuda.*	Japan:

Notice.

La Déclaration a été ratifiée par les Etats suivants: L'Albanie le 8 octobre 1921, la Bulgarie le 11 juillet 1922, l'Empire Britannique (y compris la Terre-Neuve), la Nouvelle-Zélande et l'Inde le 9 octobre 1922, le Danemark le 13 novembre 1922,*) la France,**) la Norvège le 4 septembre 1923, la Lettonie le 12 février 1924, le Japon le 20 février 1924, l'Autriche le 10 juillet 1924,*) la Suisse le 14 juillet 1924,***) la Tchécoslovaquie le 8 septembre 1924, la Suède le 19 janvier 1925, la Belgique le 16 mai 1927,*) la Grèce le 3 janvier 1928.†)

Les Etats suivants ont adhéré à la Déclaration: La Finlande le 22 septembre 1922, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud le 31 octobre 1922, le Siam le 29 novembre 1922,*) la Roumanie le 22 février 1923,††) le Pérou (ad referendum) le 15 septembre 1924.†††)

Les Pays-Bas ont fait savoir par l'entremise de leur Ministre à Berne (lettre du 17 août 1923) que „la déclaration susvisée a été signée pour les Pays-Bas le 28 novembre 1921 et cette signature n'a plus besoin de ratification ni d'approbation légale. En conséquence cette déclaration peut être regardée aussi en ce qui concerne les Pays-Bas comme étant entrée en vigueur".††)

*) V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1215.

**) D'après une lettre adressée le 28 novembre 1922 au Secrétaire Général de la Société par le Chef du Service français de la Société des Nations, cette déclaration est en vigueur pour la France de plein droit, n'étant soumise à aucune ratification. — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XI, p. 410.

***) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 158.

†) Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1928, p. 95.

††) Cette adhésion a produit ses effets à partir du 22 février 1923; elle doit cependant être ratifiée par le Parlement. — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 308.

†††) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIV, p. 158.

164.

JAPON, AUTRICHE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte constitué par les deux Etats; établi le 8 juillet 1921.

Publication officielle japonaise.

The Japanese-Austrian Mixed Arbitral Tribunal sets out the following rules of procedure, in accordance with the provisions of Article 256 d) and par. 2 of Annex thereto of the Treaty of St.-Germain-en-Laye.*)

Article 1.

The time within which claims are to be submitted to the Tribunal shall be as follows:

1. Claims under Article 249.

Within twelve months from the date of the publication of these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Provided that if the Claimant has learned before the expiration of the time that damage or injury had been inflicted on his property, rights or interests, or restitution could not be effected, the time shall not expire for six months from the date on which such information came to the knowledge of the Claimant.

2. Claims under Article 257.

Within twelve months from the date of the publication of these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Provided that the time shall not expire within six months from the date on which the Claimant first knew that the decision had been given before the expiration of the said twelve months.

3. In all other Cases.

Within twelve months from the date of the publication of these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Article 2.

The Tribunal may, if it thinks fit, accept the claim even after the expiration, of the time prescribed by the preceding Article.

Article 3.

Claims shall be in writing.

The Claim shall be presented to the Tribunal by the Claimant unless it is transmitted by the Japanese Special Rights Investigation Board.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 806, 807.

Article 4.

The Claim shall state:

1. The name, nationality, occupation and domicile of the Parties and their agents.

2. The purport of the claim.

3. The facts of the case which constitute the grounds of the claim.

4. The means of proof and if it is documentary evidence, it shall be accompanied by copies or extracts thereof.

Article 5.

The claim shall be accompanied by three copies thereof and as may additional copies as there are Respondents.

Article 6.

The claim shall be either in English or in Japanese. If the claim be in Japanese it shall be accompanied by an English translation.

Article 7.

On receipt of the claim, the Secretariat will enter the date thereon and acknowledge its receipt to the Claimant.

Article 8.

The Secretariat shall cause one copy of the claim to be served on the Respondent.

Article 9.

The Respondent shall, within sixty days from the date of the service of the copy of the claim, deliver his response to the Tribunal.

Article 10.

The response shall state:

1. The name, nationality, occupation and domicile of the Parties and their agents.

2. The purport of the response.

3. Information respecting the allegation of facts made by the Claimant.

4. Means of proof and if it is documentary evidence, it shall be accompanied by copies or extracts thereof.

Article 11.

If the Claimant desires to reply, his reply shall be delivered to the Tribunal within sixty days from the date of the receipt of the response.

If the Respondent wishes to answer to the reply, his rejoinder shall be delivered to the Tribunal within sixty days from the date of the receipt of the reply.

Article 12.

The provisions of Article 5 to Article 8 of these Rules shall apply mutatis mutandis to the response, reply and rejoinder.

Article 13.

If a third person has an interest in the claim pending, he may, with the leave of the Tribunal, intervene in the case in order to assist one of the Parties in such manner as the Tribunal may direct.

The application for intervention shall name the Case and the Parties, and state the interest of the Applicant.

If the intervention is allowed, the Secretariat will notify the Parties and the Intervenor, and send the copy of the application to the Parties.

Article 14.

The Secretariat will inform the Parties when the pleadings above mentioned are closed.

Article 15.

Either Party may, within sixty days from the date of the receipt of notice mentioned in the preceding Article, apply for the examination of witnesses.

The application shall give the name, nationality, domicile of any witness, and the facts for which the examination is required. If the Party wishes the evidence to be given before the Tribunal or upon commission, it may state the reasons thereof.

Article 16.

When the examination of any witness is granted the Tribunal will order the Party at whose instance the evidence is to be taken, to pay in advance the expenses which will be incurred thereby. The amount, and the time for the payment of the same will be fixed by the Tribunal.

If the Party at whose instance the witness is to be examined should fail to pay in advance the expenses within the said time, no examination of the witness shall take place.

Article 17.

When the Party at whose instance the evidence is to be taken, has paid the expenses in advance, the Secretariat will serve the summons on the witnesses, naming the Parties and the facts for which the examination is required, and specifying the place and date on which the witnesses must appear.

The place and date of the examination of any witness shall be notified to the Parties.

Article 18.

When the evidence is to be taken upon commission the Court of Justice of the Country in which the examination will take place, may be requested to take the evidence.

The Court of Justice above-mentioned will examine any witness in accordance with the laws of its own Country.

Article 19.

The Tribunal may, either on application or of its own motion, call expert evidence, and view any premises, locality or object.

The provisions concerning the examination of witness shall apply mutatis mutandis to the expert evidence and the inspection.

Article 20.

The Tribunal may, either on application or of its own motion, direct the production of any documents in the possession of the Parties.

Article 21.

The Tribunal may, either on application or of its own motion, request any authority of the Country to which the Party belongs, to produce documents in their custody or to make a report with reference to the claim.

Article 22.

The Tribunal may of its own motion at any stage of the proceedings require evidence or order evidence to be taken, if it thinks fit.

Article 23.

The Tribunal may, if it thinks fit, examine the Parties as witnesses. The above mentioned examination may be taken on commission.

Article 24.

When the Tribunal thinks it necessary to get assistance from a third power respecting the collection of evidence and information, it will request both the Japanese and the Austrian Governments to take proper steps therefor.

Article 25.

The evidence taken by the Japanese Special Right Investigation Board may be used by the Tribunal as an evidence.

Article 26.

If any Party desires to submit a reasoned argument in writing, he may do so at any time after the written proceedings are closed, and not less than ten days before the date fixed for the hearing of the case, but such argument in writing shall be based only on facts alleged in the claim, response, reply or rejoinder.

Article 27.

The President will fix the date and the place of hearing, and the Secretariat will summon the Parties.

The date of hearing shall be after the lapse of sixty days of the notice prescribed by Article 14.

Article 28.

The hearing shall be in public.

Article 29.

If the Tribunal should be of opinion, at any stage of the proceedings, that it has no jurisdiction herein, it may so decide before further dealing with the case even though there is no objection by the Respondent.

Article 30.

The Tribunal may order cases to be taken together or separately or may limit the proceedings to certain points in dispute.

Article 31.

In cases where the Party had tardily advanced the means of defence or of proof on account of his wilful or gross neglect, the Tribunal may refuse to accept the said means.

Article 32.

The Tribunal may at any stage of the proceedings attempt reconciliation between the Parties as to the whole case or certain parts thereof.

Reconciliation is effected by producing to the Tribunal the agreement signed by the Parties or their agents specially authorised.

The agreement shall be confirmed by the Tribunal. Such agreement has the same effect as a decision of the Tribunal.

Article 33.

The Tribunal may, at any stage of the proceedings, advise the Parties to refer the case to an Arbitrator, and may order them to appear for dealing with this advice.

Article 34.

The Arbitrator shall produce his award in writing to the Tribunal as soon as the award is made.

The award has the same effect as a decision of the Tribunal.

Article 35.

The Tribunal may, even in absence of any Party to the case who has been duly summoned, consider and decide the case.

Article 36.

The Tribunal, after taking into consideration the whole of the proceedings, evidence, information and any other circumstances pertaining to the case, shall give its decision according to its free conviction.

Article 37.

The decision shall be pronounced by the Tribunal in public.

Article 38.

The Tribunal shall give its reasons for the decision which must be signed by the President and Members.

In cases where either the President or a Member is prevented from signing the decision, the signature of the other two with a statement to that effect shall be sufficient.

Article 39.

The decision will deal with costs in the case.

The decision as to costs is, in so far its execution is concerned, to be regarded as a part of the decision as to the claim.

Article 40.

An official copy of the decision shall be served on the Parties and on the Japanese Special Rights Investigation Board as well as on the representative of the Austrian Government.

Article 41.

The Tribunal may, on application or of its own motion, rectify any apparent error in the decision.

Article 42.

The provision of Article 40 of these Rules shall apply mutatis mutandis to any agreement between the Parties and to any award given by an Arbitrator.

Article 43.

All the documents in the case which it is intended to use before the Tribunal must be sent to the Tribunal Secretariat at 21 St. James Square, London.

Article 44.

The service of all the documents relating to the proceedings shall be effected upon commission.

The Courts of Justice of the Countries to which the Parties belong shall be requested by the Tribunal to effect the said service, and to report delivery.

Article 45.

In all cases which are not provided for in these Rules and the Treaty the Tribunal will act in accordance with Justice and Equity.

July 8th, 1921.

Borel, President.
M. Kayama.
Rosenberg.

165.

FRANCE, FINLANDE.

Convention de commerce; signée à Paris, le 13 juillet 1921.*)

Journal officiel du 21 juillet 1921.

Convention de Commerce entre la France et la Finlande.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Finlandaise, désireux de favoriser les relations économiques entre leurs pays dans toute la mesure qu'autorisent les conditions actuelles, sont convenus des dispositions ci-après:

Art. 1er.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, seront admis en Finlande au bénéfice des taux les plus réduits que la Finlande accorde ou pourrait accorder

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 14 avril 1924.

à toute autre puissance tant en ce qui concerne tous droits et taxes à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits pourraient être l'objet.

A titre exceptionnel bénéficieront également du régime ci-dessus défini, quelles que soient leur provenance ou leur origine, certains produits alimentaires ou matières premières d'outre-mer ainsi que le tabac pour lesquels la France s'est créé des marchés spéciaux et qui sont énumerés à la liste D annexée à la présente Convention, à condition qu'ils soient importés en Finlande par des maisons françaises inscrites au registre du commerce français.

Art. 2.

Sans préjudice des dispositions de l'Article 1er, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, énumérés à la liste A ci-annexée,*) bénéficieront, en ce qui concerne les surtaxes et coefficients institués par le décret du 15 mars 1921, des dégrèvements prévus à ladite liste, un dégrèvement proportionnel leur étant assuré pour toutes surtaxes ou coefficients de majoration que le Gouvernement Finlandais pourrait leur substituer à l'avenir par décret, en vertu de la loi du 28 février 1921 ou de toutes dispositions légales du même genre.

Toutefois, les produits alimentaires ou matières premières d'outre-mer prévus à l'alinea 2, Article 1er, ne bénéficieront de ces dégrèvements que s'ils sont accompagnés d'un certificat d'origine attestant qu'ils ont été produits dans les territoires placés sous l'autorité française, étant entendu qu'ils bénéficient en tout état de cause des dispositions de l'Article 1er, alinéa 1.

Art. 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Finlande, énumérés à la liste B ci-annexée,*) bénéficieront à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises des taux les plus réduits tant en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

Art. 4.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Finlande, énumérés à la liste C ci-annexée, bénéficieront à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises du pourcentage de réduction indiqué à ladite liste, lequel portera sur la différence entre le taux du tarif général et celui du tarif minimum. Ce pourcentage restera le même, quels que soient les relèvements ou abaissements des droits, taxes, surtaxes ou coefficients que la France pourra instituer dans l'avenir.

Art. 5.

Les produits naturels ou fabriqués exportés des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes à destination des territoires de l'autre,

---

*) Non reproduite.

bénéficieront en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établis, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractants accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute puissance tierce.

Les pâtes de bois et cellulose de toute nature (n⁰ 30 à 33 du tarif d'exportation du décret du 15 avril 1921) exportés de Finlande à destination de la France, des colonies et possessions françaises, bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100 sur la surtaxe d'exportation que le Gouvernement Finlandais a établie par décret et d'un pourcentage analogue sur toutes autres surtaxes, coefficients ou procédés de majorations qui pourraient lui être substitués par mesure administrative.

Les soies d'animaux (n⁰ 44 du tarif d'exportation du décret du 15 avril 1921) exportées de Finlande vers la France, les colonies et possessions françaises seront exonérées de la taxe d'exportation que le Gouvernement Finlandais a établie par décret ou de toutes autres taxes surtaxes, coefficients ou autres procédés de majorations au moyen desquels le Gouvernement pourrait, par décret, majorer le droit légal d'exportation.

Art. 6.

La Finlande s'engage à acheter en France tous les vins et toutes boissons alcooliques, qui sont nécessaires pour la consommation légale, à l'exception de telles spécialités que la France ne pourrait produire.

Pour l'application du paragraphe précédent, le Gouvernement Finlandais admettra soit dans la pharmacopée, soit comme médicament pour le traitement des animaux, notamment les vins de toute nature, les eaux-de-vie de vin, de cidre, de marc, de quetches, le rhum, le tafia, le genièvre, et les alcools de bouche, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats délivrés par les laboratoires officiels français établissant qu'ils satisfont aux prescriptions de la législation française et attestant, en outre, les applications d'origine auxquelles ces produits peuvent avoir droit.

La composition des produits naturels visés au paragraphe précédent est garantie par le certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français. La composition des produits visés au paragraphe précédent, couverts par une marque de fabrique, est garantie par une seule analyse faite une fois pour toutes par les laboratoires français. Le certificat d'analyse sera envoyée au Gouvernement Finlandais qui en prendra acte et donnera à tous les bureaux de douanes du pays les instructions autorisant l'importation ultérieure, pour la durée d'une année, et sans qu'il soit besoin de certificats afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat entériné.

La composition des produits alcooliques, autres que les produits naturels désignés destinés à la pharmacopée et au traitement des animaux, ainsi qu'aux usages techniqes ou scientifiques, sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français et, en cas d'absence de ce certificat, leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités finlandaises.

La liste des laboratoires officiels français chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés, et les modèles desdits certificats seront notifiés au Gouvernement Finlandais par le Gouvernement Français.

Quel que soit le régime adopté en Finlande pour l'importation des liquides alcooliques et des vins, le Gouvernement Finlandais s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits au public ou à en faire emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques, aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons françaises désignées par elles.

Pour l'application du présent Article, il sera institué, par les soins du ministère des questions sociales de Finlande, un magasin-office où les producteurs ou commerçants français pourront présenter ou faire parvenir, à tout instant, des échantillons de leurs produits et où, d'une façon également permanente, les personnes ou institutions autorisées à vendre au public finlandais des liquides alcooliques ou des vins ou à en faire emploi dans leurs industries (ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques) pourront se procurer ces échantillons.

Art. 7.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes établirait de nouvelles prohibitions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation de contingents seront étudiés, sur la demande de l'une des Hautes Parties Contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Les marchandises prohibées ou contingentées à l'importation ou à la sortie ne seront soumises à aucune limitation ou restriction et seront exonérées de tous droits d'importation et d'exportation lorsque, originaires et en provenance de France, des colonies et des possession françaises, elles seront importées en Finlande pour y être entreposées à fin de réexportation vers les pays limitrophes. Les marchandises ainsi entreposées ne seront susceptibles d'aucune taxe spéciale autre que celles auxquelles sont soumises ou pourraient être soumises les marchandises entreposées pour être livrées ultérieurement à la consommation nationale.

Toutefois, les prohibitions d'entrée ou de sortie seront applicables aux marchandandises importées ou exportées dans les conditions ci-dessus définies lorsqu'elles seront motivées:

1° Par des mesures visant la sécurité de l'Etat;

2° Par des motifs de police sanitaire ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties.

Art. 8.

Toute levée de prohibition d'entrée accordée, même à titre temporaire, par une des Hautes Parties Contractantes aux produits d'une tierce puissance, que ces produits soient ou non prévus aux listes annexées, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et en provenance de l'autre.

Art. 9.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties Contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlées par le Gouvernement ou par tout organisme habilité par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute puissance tierce ou aux ressortissants de toute puissance tierce.

Art. 10.

Pour l'importation et l'exportation des marchandises visées aux Articles précédents, les barèmes de transport par fer et tous frais accessoires appliqués par chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas plus élevés que ceux qu'elle applique ou pourrait appliquer aux produits nationaux ou aux produits de la nation la plus favorisée.

Art. 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays, importés dans les territoires de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis en France à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que la taxe de plombage et les droits de statistique ou taxes assimilées, et en Finlande à aucun autre droit ou taxe autre que la taxe d'enregistrement des marchandises en entrepôt ou en transit, ou taxes assimilées, sans préjudice toutefois, dans l'un et l'autre pays, des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises sont ou pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Art. 12.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation, de toute faveur, privilège ou abaissement dans les droits d'octroi, d'accise et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans la présente Convention, qu'elle a accordés ou pourrait accorder à une autre puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formilités de douanes: le traitement national est réciproquement octroyé en ce qui touche les droits de consommation.

Art. 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute fraude par transport détourné, les Hautes Parties Contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnées d'un certificat d'origine attestant:

1° S'il s'agit de matières premières proprement dites, qu'elles sont originaires de l'autre pays ou qu'elles y ont subi une transformation complète leur ayant fait perdre leur individualité d'origine;

2° S'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre pays et par le travail qui y a été exécuté.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité que le pays destinataire aura agréée. Ils seront légalisés par un représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire.

Au cas où l'expéditeur pourra craindre que, malgré le certificat d'origine accompagnant la marchandise, celle-ci demeure sujette à contestation, il pourra faire confirmer le certificat d'origine par un certificat de vérification établi et signé à la fois par l'auteur du certificat d'origine et par un agent technique que désignera le représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire. Cet agent pourra, pour procéder à la vérification, exiger toute preuve ou communication expédiente. Si la marchandise est accompagnée d'un certificat de vérification, elle ne sera sujette à l'expertise légale en douane que dans le cas de fraude ou de substitution présumée.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand il s'agira d'importation ne revêtant pas un caractère commercial.

Art. 14.

Les dispositions des Articles précédents, en tant qu'elles octroient le régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne notamment les droits et taxes et les facilités douanières ou de transport, n'excluent point le régime préférentiel que chacune des Hautes Parties Contractantes pourrait accorder pour le trafic frontière dans une zone qui ne peut en aucun cas s'étendre à plus de 15 kilomètres en profondeur.

La France s'engage à ne pas réclamer le bénéfice de toute préférence douanière ou facilité, de quelque nature que ce soit, que la Finlande pourrait accorder à l'Esthonie en vue de conserver ses échanges traditionnels avec ce pays.

La Finlande renonce, d'autre part, à ne réclamer le bénéfice des avantages préférentiels qu'en vertu d'unions économiques la France pourrait éventuellement accorder à des pays limitrophes.

Art. 15.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre Partie Contractante contre toute concurrence déloyale dans les tractations commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Art. 16.

Pour la protection des appellations d'origine chacune des Hautes Parties Contractantes s'oblige à se conformer à tous les termes de l'acte de Madrid du 14 avril 1891 et à se conformer en outre aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par l'autre Partie Contractante et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisée. Elle interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales, contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par l'autre Partie Contractante.

La notification pourra viser notamment:

1⁰ Les appellations régionales de provenance appartenant à tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières;

2⁰ La délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations;

3⁰ La procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société conformément à la législation respective de la France et de la Finlande.

Les dispositions du présent Article s'appliqueront alors même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression „type", „genre", „façon", „ceps", ou de toute autre expression similaire.

Art. 17.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à donner une application effective à la convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, revisée à Washington le 2 juin 1911, ainsi que toute convention internationale visant spécialement les brevets d'invention à laquelle elles seraient adhérentes.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent d'autre part à donner une application effective à la convention internationale de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, revisée à Berlin le 13 novembre 1908 et complétée par le protocole additionnel signé à Berne le 20 mars 1914.

Art. 18.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et les impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit

par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie Contractante, chez des négociants ou producteurs, ou dans des locaux de vente publique. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes venait à appliquer de ce fait des taxes ou patentes spéciales l'autre Partie pourrait adapter son régime de manière à rétablir la réciprocité.

Les voyageurs de commerce finlandais et français munis d'une carte de légitimation conforme au modèle agréé d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes et délivrée par les autorités de leur pays respectif auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste, le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant des droits applicables au bureau de douane de l'entrée, soit par une caution valable, réserve faite, dans tous les cas, de l'accomplissement s'il y a lieu, des formalités de la garantie des ouvrages en platine, en or ou en argent.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai réglementaire les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet pour être réexportés ce bureau devra s'assurer par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels il a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception, toutefois, des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destineés à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des deux pays contractants se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues sur ces derniers.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage non plus qu'à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des Parties Contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Art. 19.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée; ils n'y seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 20.

Les sociétés civiles, commerciales et d'assurances de chacune des Hautes Parties Contractantes constituées conformément aux lois de l'un des deux pays pourront, si les lois de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois, s'établir sur le territoire de ce dernier pays et y exercer leurs droits ou leur industrie. Elles y jouiront du traitement accordé aux sociétés civiles, commerciales et d'assurances de la nation la plus favorisée; elles y auront libre et facile accès auprès des tribunaux; elles n'y seront pas soumises à des droits, taxes, impôts sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés du pays, étant entendu, en outre, que des droits, taxes et impôts ne pourront être assis que sur la part de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où ils sont perçus et sur les seules opérations qui y sont faites.

Art. 21.

Réserve faite des droits de douane, tels qu'ils résulteront de application du présent Traité, les œuvres littéraires, musicales et artistiques de chacun des deux pays ne seront pas soumises dans l'autre à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui frappent les œuvres de ce dernier pays.

Art. 22.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris. Elle est conclue pour un an, ce délai courant du huitième jour de la date de la signature. Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, et par périodes trimestrielles si elle n'est pas dénoncée par une des Hautes Parties Contractantes six mois au moins avant l'expiration du premier terme d'un an et deux mois au moins avant l'expiration de chaque période trimestrielle ultérieure.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 13 juillet 1921.

(L. S.) Signé: *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé: *Lucien Dior.*
(L. S.) Signé: *Enckell.*
(L. S.) Signé: *Mauno Nordberg.*
(L. S.) Signé: *L. Astrom.*
(L. S.) Signé: *J. Procopé.*

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la convention de commerce en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus des modalités d'application ci-après:

I.

Les Articles 1er à 14 de ladite convention, à l'exception toutefois de l'alinéa 2 de l'Article 7, seront mis en application en attendant l'échange des ratifications huit jours après la signature de la convention par publication, au *Journal officiel* de la République Française et au *Bulletin des lois* de la République Finlandaise, du texte de la convention et d'un décret mettant en application les Articles susvisés.

II.

Pour l'application des Articles 15, 16 et 17, le Gouvernement Finlandais, d'une part, s'engage à prendre dès à présent les mesures administratives nécessaires; le Gouvernement Français, d'autre part, consent pour la préparation ou le vote des mesures législatives que nécessiterait, en outre, l'application des mêmes Articles, un délai de six mois à partir de la date de la signature de la convention, le Gouvernement Finlandais s'engageant à faire toute diligence pour que ce délai ne soit pas dépassé.

III.

Pour l'application de l'Article 18, les Hautes Parties Contractantes se mettront d'accord, dans le délai d'un mois, sur la formule que chacune d'elles adoptera en ce qui concerne la carte de légitimation à délivrer aux voyageurs de commerce.

Fait en double exemplaire à Paris, le 13 juillet 1921.

(L. S.) Signé: *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé: *Lucien Dior.*
(L. S.) Signé: *Enckell.*
(L. S.) Signé: *Mauno Nordberg.*
(L. S.) Signé: *L. Astrom.*
(L. S.) Signé: *J. Procopé.*

166.

ALBANIE, ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE, BRÉSIL, EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, L'UNION SUD-AFRICAINE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'INDE), CHILI, CHINE, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, ESTHONIE, GRÈCE, HONGRIE, ITALIE, JAPON, LETTONIE, LITHUANIE, NORVÈGE, PAYS-BAS, PERSE, POLOGNE (AVEC DANTZIG), PORTUGAL, ROUMANIE, SIAM, SUÈDE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants; ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.*)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1924, II, No. 28.

L'Albanie, l'Allemagne etc.,

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants, désignée dans les préambules de l'Arrangement du 18 mai 1904 et de la Convention du 4 mai 1910**) sous le nom de „Traite des Blanches";

Ayant pris connaissance des recommandations inscrites à l'Acte final de la Conférence internationale qui s'est réunie à Genève, sur convocation du Conseil de la Société des Nations, du 30 juin au 5 juillet 1921; et

Ayant décidé de conclure une Convention additionnelle à l'Arrangement et à la Convention ci-dessus mentionnés:

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Le Président du Conseil suprême de l'Albanie:

Monseigneur Fan S. Noli, Député au Parlement, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Albania, Germany etc.,

Being anxious to secure more completely the suppression of the Traffic in Women and Children described in the preambles to the Agreement of May 18, 1904, and to the Convention of May 4, 1910, under the name of „White Slave Traffic";

Having taken note of the Recommendations contained in the Final Act of the International Conference which was summoned by the Council of the League of Nations and met at Geneva from June 30 to July 5, 1921; and

Having decided to conclude a Convention supplementary to the Arrangement and Convention mentioned above:

Have nominated for this purpose as their Plenipotentiaries:

The President of the Supreme Council of Albania:

Monsignor Fan S. Noli, Member of Parliament, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

---

*) Pour les ratifications et adhésions voir la Notice à la suite du présent No.

**) V. N. R. G. 3. s. VII, p. 252.

Le Président du Reich Allemand:
Son Excellence le Dr. Adolf Müller, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Président de la République d'Autriche:
Son Excellence M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, ancien Ambassadeur, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi des Belges:
M. Michel Levie, Ministre d'Etat, Président de la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:
Son Excellence le Dr. Gastão da Cunha, Ambassadeur à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
Le Très Honorable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Lord Président du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

et

Pour le Dominion du Canada:
Le Très Honorable Charles Joseph Doherty, Ministre de la Justice et Procureur général, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

The President of the German Reich:
His Excellency Dr. Adolf Müller, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

The President of the Austrian Republic:
His Excellency M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, Former Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the King of the Belgians:
M. Michel Levie, Minister of State, President of the International Conference on Traffic in Women and Children.

The President of the Republic of Brazil:
His Excellency Dr. Gastão da Cunha, Ambassador in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:
The Right Honourable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Lord President of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations;

and

For the Dominion of Canada:
The Right Honourable Charles Joseph Doherty, Minister of Justice and Attorney-General, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

Pour le Commonwealth d'Australie:
Le Capitaine Stanley Melbourne Bruce, M.C., Membre de la Chambre des Députés, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour l'Union Sud-Africaine:
L'Honorable Sir Edgar Harris Walton, K. C. M. G., Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:
Le Très Honorable Sir James Allen, K.C.B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour l'Inde:
L'Honorable Theo Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne.

Le Président de la République du Chili:
Son Excellence M. Agustin Edwards, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.
Son Excellence M. Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

For the Commonwealth of Australia:
Captain Stanley Melbourne Bruce, M.C., Member of the House of Representatives, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

For the Union of South Africa:
The Honourable Sir Edgar Harris Walton, K.C.M.G., High Commissioner for the Union of South Africa in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

For the Dominion of New Zealand:
The Honourable Sir James Allen, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

For India:
The Honourable Theo Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty in Berne.

The President of the Republic of Chile:
His Excellency M. Agustin Edwards, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.
His Excellency M. Manuel Rivas Vicuña, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

Le Président de la République de Chine:

Son Excellence M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Président de la République de Colombie:

Son Excellence M. le Dr. Francisco José Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence M. le Dr. A. J. Restrepo, Avocat de la République pour l'arbitrage colombo-vénézuélien, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Costa-Rica:

Son Excellence M. Manuel Maria de Peralta, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Cuba:

Son Excellence M. Guillermo de Blanck, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne et à La Haye, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République Esthonienne:

Son Excellence M. Antoine Piip, Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

The President of the Republic of China:

His Excellency M. Ouang Yong-Pao, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

The President of the Republic of Columbia:

His Excellency Dr. Francisco José Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Excellency Dr. A. J. Restrepo, Barrister for the Republic in the Colombo-Venezuelan arbitration, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Republic of Costa Rica:

His Excellency M. Manuel Maria de Peralta, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Republic of Cuba:

His Excellency M. Guillermo de Blanck, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne and The Hague, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Republic of Esthonia:

His Excellency M. Antoine Piip, Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:
M. Vassili Dendramis, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie:
M. Félix Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires à Berne.

Sa Majesté le Roi d'Italie:
Son Excellence le Marquis G. Imperiali dei Principi di Francavilla, Ambassadeur, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:
Son Excellence M. le Baron G. Hayashi, Ambassadeur à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Lettonie:
M. M. V. Salnais, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République Lithuanienne:
M. Ernest Galvanauskas, Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Voies de communication, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Norvège:
M. le Professeur Dr. Fridtjof Nansen, Président de la Délé-

His Majesty the King of the Hellenes:
M. Vassili Dendramis, Director of the Permanent Greek Secretariat for the League of Nations, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

His Serene Highness the Governor of Hungary:
M. Felix Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires in Berne.

His Majesty the King of Italy:
His Excellency the Marquis G. Imperiali dei Principi di Francavilla, Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the Emperor of Japan:
His Excellency M. le Baron G. Hayashi, Ambassador at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Republic of Latvia:
M. M. V. Salnais, Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Lithuanian Republic:
M. Ernest Galvanauskas, Minister for Finance, Commerce, Industry and Communications, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the King of Norway:
Dr. Fridtjof Nansen, President of the Norwegian Delegation

gation norvégienne à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer A. T. Baud, Attaché à la Légation des Pays-Bas à Berne.

Sa Majesté impériale le Shah de Perse:

Son Altesse le Prince Arfa-ed-Dowleh, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République Polonaise:

M. Jean Perlowski,*) Secrétaire général de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Le Président de la République Portugaise:

Son Excellence M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence M. E. Margaritesco Greciano, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Altesse le Prince Charoon, Envoyé extraordinaire et Mi-

to the Second Assembly of the League of Nations.

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Jonkheer A. T. Baud, Attaché at the Netherlands Legation in Berne.

His Imperial Majesty the Shah of Persia:

His Highness the Prince Arfa-ed-Dowleh, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Polish Republic:

M. Jean Perlowski, Counsellor of Legation, Secretary-General of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

The President of the Portuguese Republic:

His Excellency M. Alfredo Freire d'Andrade, Former Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the King of Roumania:

His Excellency M. E. Margaritesco Greciano, Minister Plenipotentiary and Roumanian Chargé d'Affaires in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

His Majesty the King of Siam:

His Highness the Prince Charoon, Envoy Extraordinary

---

*) M. Perlowski est chargé en même temps par le Gouvernement Polonais de représenter la Ville libre de Dantzig.

nistre plénipotentiaire, Délégué à la Conférence internationale de la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence M. de Adlercreutz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse:

M. Giuseppe Motta, Conseiller fédéral, Chef du Département politiqe fédéral, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République tchécoslovaque:

Son Excellence M. le Dr. Robert Flieder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, pour autant qu'elles ne seraient pas encore parties à l'Arrangement du 18 mai 1904 et à la Convention du 4 mai 1910, de transmettre, dans le plus bref délai et dans la forme prévue aux Arrangement et Convention ci-dessus visés, leurs ratifications desdits Actes ou leurs adhésions auxdits Actes.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de rechercher et de punir les individus qui se livrent à la traite

and Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

His Majesty the King of Sweden:

His Excellency M. de Adlercreutz, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

The Federal Council of the Swiss Confederation:

M. Giuseppe Motta, Federal Councillor, Head of the Political Federal Department, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

The President of the Czecho-Slovak Republic:

His Excellency Dr. Robert Flieder, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

The High Contracting Parties agree that, in the event of their not being already Parties to the Agreement of May 18, 1904, and the Convention of May 4, 1910, mentioned above, they will transmit, with the least possible delay, their ratifications of, or adhesions to, those instruments in the manner laid down therein.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to take all measures to discover and prosecute persons who are engaged in the traffic in children of both sexes

des enfants de l'un et de l'autre sexe, cette infraction étant entendue dans le sens de l'Article 1er de la Convention du 4 mai 1910.

Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de prendre les mesures nécessaires en vue de punir les tentatives d'infractions et, dans les limites légales, les actes préparatoires des infractions prévues aux Articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910.

Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, au cas où il n'existerait pas entre elles de conventions d'extradition, de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour l'extradition des individus prévenus des infractions visées aux Articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910, ou condamnés pour de telles infractions.

Article 5.

Au paragraphe B du Protocole final de la Convention de 1910, les mots „vingt ans révolus" seront remplacés par les mots „vingt et un ans révolus".

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, dans le cas où elles n'auraient pas encors pris de mesures législatives ou administratives concernant l'autorisation et la surveillance des agences et des bureaux de placement, d'édicter des règlements dans ce sens afin d'assurer la protection des femmes et des enfants cherchant du travail dans un autre pays.

Article 7.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, en ce qui concerne leurs

and who commit offences within the meaning of Article 1 of the Convention of May 4, 1910.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to take the necessary steps to secure the punishment of attempts to commit, and, within legal limits, of acts preparatory to the commission of, the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 4.

The High Contracting Parties agree that, in cases where there are no extradition Conventions in force between them, they will take all measures within their power to extradite or provide for the extradition of persons accused or convicted of the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 5.

In paragraph B of the final Protocol of the Convention of 1910, the words „twenty completed years of age" shall be replaced by the words „twenty-one completed years of age".

Article 6.

The High Contracting Parties agree, in case they have not already taken legislative or administrative measures regarding licensing and supervision of employment agencies and offices, to prescribe such regulations as are required to ensure the protection of women and children seeking employment in another country.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake in connection with immigration

services d'immigration et d'émigration, de prendre des mesures administratives et législatives destinées à combattre la traite des femmes et des enfants. Elles conviennent notamment d'édicter les règlements nécessaires pour la protection des femmes et des enfants voyageant à bord des navires d'émigrants, non seulement au départ et à l'arrivée, mais aussi en cours de route, et à prendre des dispositions en vue de l'affichage, dans les gares et dans les ports, d'avis mettant en garde les femmes et les enfants contre les dangers de la traite et indiquant les lieux où ils peuvent trouver logement, aide et assistance.

Article 8.

La présente Convention, dont le texte français et le texte anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 31 mars 1922.

Article 9.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société et aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Conformément aux dispositions de l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations,*) le Secrétaire général enregistrera la présente Convention dès que le dépôt de la première ratification aura été effectué.

Article 10.

Les Membres de la Société des Nations n'ayant pas signé la présente

and emigration to adopt such administrative and legislative measures as are required to check traffic in women and children. In particular, they undertake to make such regulations as are required for the protection of women and children travelling on emigrant ships, not only at the points of departure and arrival, but also during the journey, and to arrange for the exhibition, in railway stations and in ports, of notices warning women and children of the danger of the traffic and indicating the places where they can obtain accommodation and assistance.

Article 8.

The present Convention, of which the French and the English texts are both authentic, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31st, 1922.

Article 9.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

Article 10.

Members of the League of Nations which have not signed the present

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 343.

Convention avant le 1er avril 1922 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société auxquels le Conseil de la Société pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de la Société, qui en avisera toutes les Puissances intéressées, en mentionnant la date de la notification.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Partie, à la date du dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Article 12.

La présente Convention pourra être dénoncée par tout Membre de la Société ou Etat, partie à ladite Convention, en donnant un préavis de douze mois. La dénonciation sera effectuée par une notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société. Celui-ci transmettra immédiatement à toutes les autres Parties des exemplaires de cette notification en indiquant la date de réception.

La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général et ne sera valable que pour l'Etat qui l'aura notifiée.

Article 13.

Le Secrétaire général de la Société tiendra une liste de toutes les Parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être, en tout temps, consultée par les Membres de la Société; il en sera donné publication

Convention before April 1st, 1922, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will notify all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

Article 11.

The present Convention shall come into force in respect of each Party on the date of the deposit of its ratification or act of accession.

Article 12.

The present Convention may be denounced by any Member of the League or by any State which is a party thereto, on giving twelve months' notice of its intention to denounce. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all other Parties, notifying them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying Power.

Article 13.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times;

aussi souvent que possible, suivant les instructions du Conseil.

Article 14.

Tout Membre ou Etat signataire peut déclarer que sa signature n'engage pas soit l'ensemble, soit telle de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement, adhérer séparément au nom de l'une quelconque de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour toute colonie, possession d'outre-mer, protectorat ou territoire soumis à sa souveraineté ou autorité; les dispositions de l'Article 12 s'appliqueront à cette dénonciation.

Fait à Genève, le trente septembre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, qui reste déposé aux archives de la Société des Nations.

it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

Article 14.

Any Member or State signing the present Convention may declare that the signature does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates or territories under its sovereignty or authority, and may subsequently adhere separately on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory so excluded in its declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory under its sovereignty or authority, and the provisions of Article 12 shall apply to any such denunciation.

Done at Geneva, the thirtieth day of September, nineteen hundred and twenty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

Union Sud-Africaine: — Union of South Africa:

E. H. Walton.

Albanie: — Albania:

F. S. Noli.

Allemagne: — Germany:

Dr. Adolf Müller.

Australie: — Australia:

S. M. Bruce.

I hereby declare that my signature does not include Papua, Norfolk Island and the mandated territory of New Guinea.

Autriche: — Austria:

Albert Mensdorff.

Belgique: — Belgium:

Michel Levie.

Brésil: — Brazil:

Gastão Da Cunha.

Empire Britannique: British Empire:

I hereby declare that my signature does not include the island of Newfoundland, the British Colonies and Protectorates, the Island of Nauru, or any territories administered under mandates by Great Britain.

Arthur James Balfour.

Canada: Canada:

Charles J. Doherty.

Chili: Chile:

Agustin Edwards.
Manuel Rivas Vicuña.

Chine: China:

Ouang Yong-Pao.

Colombie: Colombia:

Francisco José Urrutia.
A. J. Restrepo.

Con reserva de la ulterior aprobacion del Congreso de Colombia.

Costa-Rica: Costa Rica:

Manuel M. de Peralta.

Cuba: Cuba:

G. de Blanck.

Esthonie: Esthonia:

Ant. Piip.

Grèce: Greece:

Vassili Dendramis.

Hongrie: Hungary:

Felix Parcher.

Inde: India:

Theo Russell.

I hereby declare that India reserves the right at its discretion to substitute the age of sixteen years or any greater age that may be subsequently decided upon for the age limits prescribed in paragraph b) of the final protocol of the Convention of May 4, 1910, and in Article 5 of the present Convention.

Italie: Italy:

Fino a nuova dichiarazione del Governo del Re, dichiaro che la mia firma non impegna le Colonie italiane.*)

Imperiali.

*) Lettre du Gouvernement Italien au Secrétaire général. (Texte officiel.) „Rome, 17 juillet 1922. — Monsieur le Secrétaire général. Le Délégué italien à la deuxième Assemblée de la Société des Nations, marquis Imperiali, en signant la Convention pour la suppression de la traite des femmes et des enfants, en date

Japon: Japan:

The undersigned delegate of Japan reserves the right on behalf of his Government to defer confirmation with regard to Article 5 of this Convention, and declares that his signature does not include Chosen, Taiwan and the leased territory of Kwantung.*)

Hayashi.

Lettonie: Latvia:

M. V. Salnaïs.

Lithuanie: Lithuania.

Galvanauskas.

Norvège: Norway:

Fridtjof Nansen.

Pays-Bas: The Netherlands:

A. T. Baud.

Perse: Persia:

Prince Arfa-ed-Dowleh.

Pologne et Dantzig: Poland and Danzig:

Perlowski.

Portugal: Portugal:

A. Freire d'Andrade.

Roumanie: Roumania:

Margaritesco Greciano.

Siam: Siam:

With reservation as to the age limit prescribed in paragraph b) of the final Protocol of the Convention of 1910 and Article 5 of this Convention, in so far as concerns the nationals of Siam.

Charoon.

Suède: Sweden:

Adlercreutz.

Sous réserve de ratification avec l'approbation du Riksdag.

---

du 30 septembre 1921, a fait précéder sa signature de la déclaration suivante: „Fino a nuova dichiarazione del Governo del Re, dichiaro che la mia, firma non impegna le Colonie italiane“ („Sous réserve d'une nouvelle déclaration du Gouvernement Royal, je déclare que ma signature n'engage pas les Colonies italiennes“). — Me référant à cette déclaration, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Roi s'engage à appliquer au territoire des Colonies italiennes les dispositions contenues dans ladite Convention, sous la réserve toutefois, que la limite d'âge des femmes et des enfants indigènes, indiquée à l'Article 5, soit réduite de vingt et un ans révolus à seize ans révolus. — Veuillez agréer, etc. — (signé) Schanzer.“ — V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. IX, p. 430.

*) Par une déclaration du 23 juin 1925 (déposée au Secrétariat de la Société des Nations, le 27 juin 1925) le Japon a fait savoir que sa signature n'engageait ni la partie japonaise de Sakhaline, ni les Iles de l'Océan Pacifique sous mandat japonais. — V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1156; Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXV, p. 300.

Suisse: Switzerland:

Motta.

Sous réserve de ratification par l'Assemblée fédérale.

Tchécoslovaquie: Czecho-Slovakia:

Dr. Robert Flieder.

Nouvelle-Zélande: New Zealand:

J. Allen.

I hereby declare that my signature does not include the mandated territory of Western Samoa.

J. A.

Notice.*)

I. La Convention a été ratifiée par les Etats suivants: La Belgique le 15 juin 1922, l'Australie, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Inde Britannique, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud le 28 juin 1922, le Siam le 13 juillet 1922, l'Autriche le 9 août 1922, la Norvège le 16 août 1922, la Grèce le 9 avril 1923, le Cuba le 7 mai 1923, la Roumanie le 5 septembre 1923, les Pays-Bas (y compris les Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao) le 19 septembre 1923, la Tchécoslovaquie le 29 septembre 1923, le Portugal le 1er décembre 1923, la Lettonie le 12 février 1924, l'Italie le 30 juin 1924, l'Allemagne le 8 juillet 1924, la Ville Libre de Dantzig et la Pologne le 8 octobre 1924, l'Albanie le 13 octobre 1924, la Hongrie le 25 avril 1925, la Suède le 9 juin 1925, le Japon le 15 décembre 1925,**) la Suisse le 20 janvier 1926 et la Chine le 24 février 1926.

II. Les Etats suivants ont adhéré à la Convention: L'Italie pour les colonies italiennes le 27 juillet 1922, le Panama (sous réserve de ratification) le 6 septembre 1922.***)

La Grande-Bretagne pour les colonies et protectorats suivants, le 18 septembre 1922:

a) Bahama, Trinité, Kenya, Nyasaland, Ceylan, Hongkong, Etablissement des Détroits, Gibraltar, Malte, Chypre, Rhodésie du Sud.
(Ces colonies et protectorats ont adhéré à l'Arrangement international signé à Paris le 18 mai 1904 et à la Convention internationale signée à Paris le 4 mai 1910.)

---

*) V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1146, 1156 et 1446; Deutsches Reichsgesetzblatt 1924, II, p. 50 et 202.

**) Par une déclaration du 23 juin 1925 le Japon a formulé certaines réserves quant à l'Art. 5. Modifiées dans la suite, le Japon les a retirées par une déclaration du 26 mars 1927. — V. Overenkomster med fremmede stater, 1927, p. 133; Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. LIV, p. 388.

***) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. IX, p. 432.

b) Barbades, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Seychelles.
(Ces colonies ont adhéré à l'Arrangement de 1904, mais non à la Convention de 1910.)

c) Rhodésie du Nord, Honduras britannique.
(L'administration de ces colonies n'a donné son adhésion, ni à l'Arrangement de 1904, ni à la Convention de 1910.)

La Grande-Bretagne pour les colonies suivantes, le 24 octobre 1922: Guyane britannique, Iles Fidji.*)

Le Danemark (sous réserve de ratification) le 12 mars 1923,**) le Pérou le 9 décembre 1923, la Grande-Bretagne pour les Iles sous le Vent, Jamaïque et Maurice le 7 mars 1924, pour les Iles Falkland le 8 mai 1924; l'Espagne le 12 mai 1924 (l'adhésion ne s'étend ni aux possessions espagnoles en Afrique, ni au territoire du Protectorat espagnol au Maroc), la Grande-Bretagne pour la Côte d'Or le 3 juillet 1924, l'Uruguay le 21 octobre 1924, la Bulgarie le 29 avril 1925, la Grande-Bretagne pour l'Irak le 15 mai 1925,***) la France le 1er mars 1926 (l'adhésion ne s'étend ni aux colonies ou protectorats français, ni aux territoires sous mandat français), la Finlande le 16 août 1926, la Grande-Bretagne pour le Sierra Léone le 16 novembre 1927.

167.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Protocoles relatifs à des Amendements aux Articles 4, 6, 12, 13 et 15 du Pacte;†) signés à Genève, le 5 octobre 1921.

Dansk Lovtidenden 1922, No. 52.

Protocole relatif à un amendement à l'Article 4 du Pacte.††)

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence

Protocol of an Amendment to Article 4 of the Covenant.

The Second Assembly of the League of Nations, under the Presidency of

---

*) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. IX, p. 432.

**) V. Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XV, p. 310.

***) Le Gouvernement d'Irak désire se réserver le droit de fixer l'âge-limite au-dessous de celle qui est spécifiée à l'Article 5 de la Convention. — V. Société des Nations, Vol. XXXV, p. 300.

†) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 331.

††) Cet amendement est entré en vigueur le 29 juillet 1926, ayant été ratifié „par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée". (Article 26 du Pacte.) Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. LI, p. 362.

Le Protocole a été ratifié par les Membres de la Société des Nations suivants: Union Sud-Africaine (3 février 1923), Albanie (3 janvier 1924), Australie

de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable Sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 5 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'Article 4 du Pacte.

„L'alinéa suivant sera inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'Article 4:

„*L'Assemblée fixe, à la majorité des deux tiers, les règles concernant les élections des Membres non permanents du Conseil, et en particulier, celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité*".

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le

His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 5th, 1921, the following resolution, being an Amendment to Article 4 of the Covenant.

„The following paragraph shall be inserted between the second and third paragraphs of Article 4:

„*The Assembly shall fix by a two-thirds majority the rules dealing with the election of the non-permanent Members of the Council, and particularly such regulations as relate to their term of office and the conditions of re-eligibility.*"

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League; it will be ratified and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Se-

---

(3 février 1923), Belgique (28 septembre 1923), Brésil (7 juillet 1923), Empire Britannique (3 février 1923), Bulgarie (4 octobre 1922), Canada (3 février 1923), Chine (4 juillet 1923), Cuba (7 mai 1923), Danemark (11 août 1922), Espagne (29 juillet 1926), Esthonie (7 septembre 1923), Finlande (25 juin 1923), France (19 mai 1926), Grèce (9 avril 1923), Haïti (2 novembre 1925), Hongrie (22 juin 1923), Inde (3 février 1923), Italie (5 août 1922), Japon (13 juin 1923), Lettonie (12 février 1924), Libéria (1er mai 1924), Lithuanie (13 mars 1925), Norvège (29 mars 1922), Nouvelle-Zélande (3 février 1923), Pays-Bas (4 avril 1923), Pologne (15 décembre 1922), Portugal (5 octobre 1923), Roumanie (5 septembre 1923), Salvador (3 septembre 1924), Siam (4 décembre 1922), Suède (24 août 1922), Suisse (29 mars 1923), Tchécoslovaquie (1er septembre 1923), Uruguay (12 janvier 1924), Vénézuéla (24 mars 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. LI, p. 366. — Le Chili a apposé sa signature le 12 septembre 1927. Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, Vol. VII, 9, p. 291.

Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

cretary-General to all Members of the League.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée: President of the Second Assembly:

van Karnebeek

Le Secrétaire général: Secretary-General:

Eric Drummond

E. H. Walton
(Afrique du Sud — South Africa)

F. S. Noli
(Albanie — Albania)

V. Wellington Koo
(Chine — China)

Con reserva de la ulterior aprobacion legislativa:
Francisco José Urrutia
A. J. Restrepo
(Colombie — Colombia)

Manuel M. de Peralta
(Costa Rica)

Herluf Zahle
(Danemark — Denmark)

Ant. Piip
(Esthonie — Esthonia)

Léon Bourgeois
(France)

Vittorio Scialoja
(Italie — Italy)

Hayashi
(Japon — Japan)

V. Salnaïs
(Lettonie — Latvia)

Galvanauskas
(Lithuanie — Lithuania)

Mikael H. Lie
(Norvège — Norway)

A. Struycken
(Pays-Bas — Netherlands)

Prince Arfa-ed-Dowleh
Emir Zoka-ed-Dowleh
(Perse — Persia)

Olszowski
(Pologne — Poland)

Protocole relatif à un amendement à l'Article 6 du Pacte.*)

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable Sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 5 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'Article 6 du Pacte.

„Que le dernier paragraphe de l'Article 6 du Pacte soit remplacé par le paragraphe suivant:

„*Les dépenses de la Société seront supportées par les Membres de la Société, dans la proportion décidée par l'Assemblée.*"

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société; il sera ratifié et les ratifications

Protocol of an Amendement to Article 6 of the Covenant.

The second Assembly of the League of Nations, under the Presidency of His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 5th, 1921, the following resolution, being an Amendment to Article 6 of the Covenant.

„That the last paragraph of Article 6 of the Covenant should be replaced by the following paragraph:

„*The expenses of the League shall be borne by the Members of the League in the proportion decided by the Assembly.*"

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League; it will be ratified and

*) Cet amendement est entré en vigueur le 13 août 1924, ayant été ratifié „par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée". (Article 26 du Pacte.) Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXVII, p. 350.

Le Protocole a été ratifié par les Membres de la Société des Nations suivants: Albanie (3 janvier 1924), Australie (23 novembre 1922), Belgique (28 septembre 1923), Brésil (13 août 1924), Bulgarie (4 octobre 1922), Canada (23 novembre 1922), Chine (4 juillet 1923), Danemark (11 août 1922), Empire Britannique (23 novembre 1922), Espagne (31 janvier 1924), Esthonie (7 septembre 1923), Finlande (25 juin 1923), France (2 août 1923), Grèce (9 avril 1923), Hongrie (22 juin 1923), Inde (23 novembre 1922), Italie (13 juin 1924), Japon (13 juin 1923), Lettonie (29 septembre 1923), Libéria (1er mai 1924), Norvège (29 mars 1922), Nouvelle-Zélande (23 novembre 1922), Pays-Bas (4 avril 1923), Pologne (15 décembre 1922), Portugal (5 octobre 1923), Roumanie (5 septembre 1923), Salvador (3 septembre 1924), Siam (12 septembre 1922), Suède (24 août 1922), Suisse (29 mars 1923), Tchécoslovaquie (1er septembre 1923), Union Sud-Africaine (23 novembre 1922), Uruguay (12 janvier 1924). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXVII, p. 353. — Lithuanie (13 mars 1925), Vénézuéla (24 mars 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXI, p. 260. — Haïti (2 novembre 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXIX, p. 191. — Le Chili a apposé sa signature le 12 septembre 1927. Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, Vol. VII, 9, p. 291.

seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée: President of the Second Assembly:

van Karnebeek

Le Secrétaire général: Secretary-General:

Eric Drummond

E. H. Walton
(Afrique du Sud — South Africa)

F. S. Noli
(Albanie — Albania)

V. Wellington Koo
(Chine — China)

A. J. Restrepo
(Colombie — Colombia)

Herluf Zahle
(Danemark — Denmark)

Ant. Piip
(Esthonie — Esthonia)

Léon Bourgeois
(France)

Vittorio Scialoja
(Italie — Italy)

Hayashi
(Japon — Japan)

V. Salnaïs
(Lettonie — Latvia)

Galvanauskas
(Lithuanie — Lithuania)

Mikael H. Lie
(Norvège — Norway)

A. Struycken
(Pays-Bas — Netherlands)

Prince Afra-ed-Dowleh
Emir Zoka-ed-Dowleh
(Perse — Persia)

Olszowski
(Pologne — Poland)

Charoon
(Siam)

Protocole relatif à un amendement à l'Article 12 du Pacte.*)

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable Sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 4 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'Article 12 du Pacte.

L'Article 12 sera rédigé comme suit:

Article 12.

„Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage *ou à un réglement judiciaire,* soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale *ou judiciaire*, ou le rapport du Conseil.

„Dans tous les cas prévus par cet Article, la *décision* doit être rendue

Protocol of an Amendement to Article 12 of the Covenant.

The Second Assembly of the League of Nations, under the Presidency of His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 4th, 1921, the following resolution, being an Amendement to Article 12 of the Covenant.

Article 12 shall read as follows:

Article 12.

„The Members of the League agree that, if there should arise between them any dispute likely to lead to a rupture they will submit the matter either to arbitration *or judicial* settlement or to enquiry by the Council and they agree in no case to resort to war until three months after the award by the arbitrators *or the judicial decision,* or the report by the Council.

„In any case under this Article the award of the arbitrators *or the*

---

*) Cet amendement est entré en vigueur le 26 septembre 1924, ayant été ratifié par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée (Article 26 du Pacte). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 68.

Le Protocole a été ratifié par les Membres de la Société des Nations suivants: Australie (5 juillet 1923), Belgique (28 septembre 1923, Brésil (7 juillet 1923), Bulgarie (4 octobre 1922), Canada (5 juillet 1923), Chine (4 juillet 1923), Cuba (7 mai 1923), Danemark (11 août 1922), Empire Britannique (5 juillet 1923), Espagne (26 septembre 1924), Esthonie (7 septembre 1923), Finlande (25 juin 1923), France (2 août 1923), Grèce (20 août 1923), Hongrie (22 juin 1923), Inde (5 juillet 1923), Italie (5 août 1922), Japon (13 juin 1923), Lettonie (12 février 1924), Norvège (29 mars 1922), Nouvelle-Zélande (5 juillet 1923), Pays-Bas (4 avril 1923), Pologne (15 décembre 1922), Portugal (5 octobre 1923), Roumanie (5 septembre 1923), Siam (12 septembre 1922), Suède (24 août 1922), Suisse (29 mars 1923), Tchécoslovaquie (1er septembre 1923), Union Sud-Africaine (5 juillet 1923), Uruguay (12 janvier 1924). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 71. — Lithuanie (13 mars 1925), Vénézuéla (24 mars 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXI, p. 262. — Haïti (2 novembre 1925) Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXIX, p. 199. — Le Chili a apposé sa signature le 12 septembre 1927. Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, Vol. VII, 9, p. 291.

dans un délai raisonnable, et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend."

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

judicial decision shall be made within a reasonable time, and the report of the Council shall be made within six months after the submission of the dispute."

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League; it will be ratified and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée: President of the Second Assembly:
van Karnebeek

Le Secrétaire général: Secretary-General:
Eric Drummond

V. Wellington Koo
(Chine — China)

Bajo reserva de ulterior aprobacion legislativa:
Francisco José Urrutia
A. J. Restrepo
(Colombie — Colombia)

Herluf Zahle
(Danemark — Denmark)

Léon Bourgeois
(France)

Imperiali
(Italie — Italy)

Hayashi
(Japon — Japan)

Charoon.
(Siam)

Protocole relatif à un amendement à l'Article 13 du Pacte.*)

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable Sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 4 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'Article 13 du Pacte.

„Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale *ou judiciaire*, et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral *ou judiciaire*.

„Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale *ou judiciaire*, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à

Protocol of an Amendment to Article 13 of the Covenant.

The Second Assembly of the League of Nations, under the Presidency of His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 4th, 1921, the following resolution, being an Amendment to Article 13 of the Covenant.

„The Members of the League agree that, whenever any dispute shall arise between them which they recognise to be suitable for submission to arbitration *or judicial settlement*, and which cannot be satisfactorily settled by diplomacy, they will submit the whole subject-matter to arbitration *or judicial settlement*.

„Disputes as to the interpretation of a treaty, as to any question of international law, as to the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of any international obligation, or as to the extent and nature of the reparation to be made for any such breach, are declared to

*) Cet amendement est entré en vigueur le 26 septembre 1924, ayant été ratifié par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée (Article 26 du Pacte). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 74.

Le Protocole a été ratifié par les Membres de la Société des Nations suivants: Australie (3 février 1923), Belgique (28 septembre 1923), Brésil (7 juillet 1923), Bulgarie (4 octobre 1922), Canada (3 février 1923), Chine (4 juillet 1923), Cuba (7 mai 1923), Danemark (11 août 1922), Empire Britannique (3 février 1923), Espagne (26 septembre 1924), Esthonie (7 septembre 1923), Finlande (25 juin 1923), France (2 août 1923), Grèce (20 août 1923), Hongrie (22 juin 1923), Inde (3 février 1923), Italie (5 août 1922), Japon (13 juin 1923), Lettonie (12 février 1924), Norvège (29 mars 1922), Nouvelle-Zélande (3 février 1923), Pays-Bas (4 avril 1923), Pologne (15 décembre 1922), Portugal (5 octobre 1923), Roumanie (5 septembre 1923), Siam (12 septembre 1922), Suède (24 août 1922), Suisse (29 mars 1923), Tchécoslovaquie (1er septembre 1923), Union Sud-Africaine (3 février 1923), Uruguay (12 janvier 1924). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 78. — Lithuanie (13 mars 1925), Vénézuéla (24 mars 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXI, p. 262. — Haïti (2 novembre 19.5). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXIX, p. 199. — Le Chili a apposé sa signature le 12 septembre 1927. Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, Vol. VII, 9, p. 291.

l'étendue, ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

„La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale, ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

„Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet."

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

be among those which are generally suitable for submission to arbitration *or judicial settlement.*

„For the consideration of any such dispute, the court to which the case is referred shall be the Permanent Court of International Justice, established in accordance with Article 14, or any tribunal agreed on by the parties to the dispute or stipulated in any convention existing between them.

„The Members of the League agree that they will carry out in full good faith any award *or decision* that may be rendered, and that they will not resort to war against a Member of the League which complies therewith. In the event of any failure to carry out such an award *or decision,* the Council shall propose what steps should be taken to give effect thereto."

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League; it will be ratified and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée: President of the Second Assembly:
van Karnebeek

Le Secrétaire général: Secretary-General:
Eric Drummond

E. H. Walton
(Afrique du Sud — South Africa)

F. S. Noli
(Albanie — Albania)

V. Wellington Koo
(Chine — China)

Manuel M. de Peralta
(Costa-Rica)

Herluf Zahle
(Danemark — Denmark)

Ant. Piip
(Esthonie — Esthonia)

Léon Bourgeois
(France)

Vittorio Scialoja
(Italie — Italy)

Hayashi
(Japon — Japan)

V. Salnaïs
(Lettonie — Latvia)

Bajo reserva de ulterior aprobacion legislativa:
Francisco José Urrutia
A. J. Restrepo
(Colombie — Colombia)

Galvanauskas
(Lithuanie — Lithuania)

Mikael H. Lie
(Norvège — Norway)

A. Struycken
(Pays-Bas — Netherlands)

Prince Arfa-ed-Dowleh
Emir Zoka-ed-Dowleh
(Perse — Persia)

Olszowski
(Pologne — Poland)

Charoon
(Siam)

Protocole relatif a un amendement à l'Article 15 du Pacte.*)

La deuxième Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence

Protocol of an Amendment to Article 15 of the Covenant.

The Second Assembly of the League of Nations, under the Presidency of

*) Cet amendement est entré en vigueur le 26 septembre 1924, ayant été ratifié par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée (Article 26 du Pacte). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 80.

Le Protocole a été ratifié par les Membres de la Société des Nations suivants: Australie (3 février 1923), Belgique (28 septembre 1923), Brésil (7 juillet 1923), Bulgarie (4 octobre 1922), Canada (3 février 1923), Chine (4 juillet 1923), Cuba (7 mai 1923), Danemark (11 août 1922), Empire Britannique (3 février 1923), Espagne (26 septembre 1924), Esthonie (7 septembre 1923), Finlande (25 juin 1923), France (2 août 1923), Grèce (20 août 1923), Hongrie (22 juin

de Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, assisté de l'Honorable Sir Eric Drummond, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 4 octobre 1921, la résolution suivante, comportant amendement à l'Article 15 du Pacte.

„Le premier alinéa de l'Article 15 sera rédigé comme suit:

„S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage *ou à un règlement judiciaire* prévu à l'Article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complet."

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la Société; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 26 du Pacte.

His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, with the Honourable Sir Eric Drummond, Secretary-General, adopted at its meeting of October 4th, 1921, the following resolution, being an Amendment to Article 15 of the Covenant.

„The first paragraph of Article 15 shall read as follows:

„If there should arise between Members of the League any dispute likely to lead to a rupture, which is not submitted to arbitration *or judicial settlement* in accordance with Article 13, the Members of the League agree that they will submit the matter to the Council. Any party to the dispute may effect such submission by giving notice of the existence of the dispute to the Secretary-General, who will make all necessary arrangements for a full investigation and consideration thereof."

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the League which they represent, the above amendment.

The present Protocol will remain open for signature by the Members of the League; it will be ratified and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It will come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

1923), Inde (3 février 1923), Italie (5 août 1922), Japon (13 juin 1923), Lettonie (12 février 1924), Norvège (29 mars 1922), Nouvelle-Zélande (3 février 1923), Pays-Bas (4 avril 1923), Pologne (15 décembre 1922), Portugal (5 octobre 1923), Roumanie (5 septembre 1923), Siam (12 septembre 1922), Suède (24 août 1922), Suisse (29 mars 1923), Tchécoslovaquie (1er septembre 1923), Union Sud-Africaine (3 février 1923), Uruguay (12 janvier 1924). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXIX, p. 83. — Lithuanie (13 mars 1925), Vénézuéla (24 mars 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXI, p. 262. — Haïti (2 novembre 1925). Société des Nations, Recueil des Traités, Vol. XXXIX, p. 199. — Le Chili a apposé sa signature le 12 septembre 1927. Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, Vol. VII, 9, p. 291.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le cinq octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

Done at Geneva, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

Le Président de la deuxième Assemblée: President of the Second Assembly:

van Karnebeek

Le Secrétaire général: Secretary-General:

Eric Drummond

V. Wellington Koo
(Chine — China)

Con reserva de la ulterior aprobacion legislativa:
Francisco José Urrutia
A. J. Restrepo
(Colombie — Colombia)

Manuel M. de Peralta
(Costa-Rica)

Herluf Zahle
(Danemark — Denmark)

Léon Bourgeois
(France)

Imperiali
(Italie — Italy)

Hayashi.
(Japon — Japan)

Charoon
(Siam)

168.

JAPON, BELGIQUE.

Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord; signées à Tokio, le 30 janvier 1922.

Publication officielle japonaise.

Tokio, le 30 janvier 1922.

Monsieur le Comte,

Il a été constaté que les règlements actuellement en vigueur au Japon concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur en Belgique.

En conséquence, je me trouve chargé d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements belges, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Japon ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Japonais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'en Belgique ces navires se conforment aux lois et règlements japonais concernant la ligne de flottaison; à condition que le Gouvernement du Japon s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires belges et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes de Belgique ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Belge et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements belges concernant la ligne de flottaison.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Comte, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Signé: *Bassompierre.*

Son Excellence Monsieur le Comte Uchida,
Ministre des Affaires Etrangères, à Tokio.

Tokio, le 30 janvier 1922.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N⁰ 66-11 en date 30 janvier contenant sa déclaration relative à la reconnaissance réciproque entre les Gouvernements du Japon et de la Belgique des certificats de franc-bord et des marques indiquant la ligne de flottaison conformément à ces certificats.

Le Gouvernement du Japon, ayant constaté que les lois et règlements actuellement en vigueur en Belgique concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur au Japon, s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires belges et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes de Belgique ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Belge et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements belges concernant la ligne de flottaison; à condition que le Gouvernement de Belgique s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois

et règlements belges, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les Autorités compétentes du Japon ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement Japonais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'en Belgique ces navires se conforment aux lois et règlements japonais concernant la ligne de flottaison.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances réitérées de ma très haute considération.

Signé: Comte *Yasuya Uchida*,
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence Monsieur Albert de Bassompierre,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Belgique.

169.

JAPON, FRANCE.

Echange de Notes concernant la reconnaissance réciqroque des certificats de franc-bord; signées à Paris, le 14 mars 1922.

Publication officielle japonaise.

L'Ambassadeur du Japon à Paris au Président du Conseil de la France.

Paris, le 14 mars 1922.

Monsieur le Président,

En me référant à la note du Ministère des Affaires Etrangères en date du 9 mars, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de proposer au Gouvernement Français qu'en attendant la conclusion d'un accord complet entre les Gouvernements Japonais et Français sur l'équivalence des réglementations au Japon et en France en matière de sécurité et d'hygiène à bord des navires, le Gouvernement Japonais reconnaîtra d'une manière provisoire dans les ports du Japon, comme pièces valables, les certificats de franc-bord délivrés aux navires français, en conformité des stipulations de la loi française d'avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime. Par contre, le Gouvernement du Japon demande au Gouvernement Français de vouloir bien reconnaître réciproquement dans les ports de la France, comme pièces valables, les certificats de franc-bord délivrés aux navires japonais conformément aux stipulations de la loi japonaise ayant trait aux lignes de charge. Le Gouvernement du Japon propose également qu'il soit prévu la faculté de dénonciation émanant de l'un ou l'autre des deux Gouvernements sous la forme d'une notification de son intention de mettre fin au présent Arrangement provisoire sans y substituer un arrange-

ment formel, auquel cas le présent Arrangement cessera d'être exécutoire trois mois après la notification portant dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé: Vicomte *Ishii.*

Son Excellence Monsieur Raymond Poincaré,
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères. Paris.

Le Président du Conseil de la France à l'Ambassadeur du Japon à Paris.

Paris, le 14 mars 1922.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre de ce jour, vous voulez bien me faire connaître qu'en attendant la conclusion d'un accord complet entre les Gouvernements Japonais et Français sur l'équivalence des réglementations au Japon et en France en matière de sécurité et d'hygiène à bord des navires, le Gouvernement Japonais reconnaîtra d'une manière provisoire dans les ports du Japon, comme pièces valables, les certificats de franc-bord délivrés aux navires français, en conformité des stipulations de la loi française d'avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime. Par contre, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement Français reconnaîtra réciproquement dans les ports de la France, comme pièces valables, les certificats de franc-bord délivrés aux navires japonais conformément aux stipulations de la loi japonaise ayant trait aux lignes de charge.

Chacun des Gouvernements se réserve le droit de dénoncer l'arrangement provisoire ainsi conclu, lequel cessera d'être en vigueur trois mois après sa dénonciation.

Le présent Accord ne mettra pas obstacle à ce que la question d'équivalence des règles de franc-bord soit discutée lors de l'examen de l'équivalence générale des législations japonaise et française sur la sécurité maritime.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé: *Raymond Poincaré.*

Son Excellence Monsieur le Vicomte Ishii,
Ambassadeur du Japon à Paris.

170.

JAPON, GRANDE-BRETAGNE.

Echange de Notes concernant la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord entre le Japon et les Straits-Settlements; des 15 et 18 mars 1922.

Publication officielle japonaise.

Foreign office, S. W. 1. 15th March, 1922.

Your Excellency,

With reference to your note of the 7th ultimo on the subject of provisional facilities for vessels carrying loadline certificates of the Japanese Government in the ports of the Straits Settlements, I have the honour to inform Your Excellency that there is no objection to the conclusion of a provisional agreement governing the matter on the lines of that already concluded in respect of the United Kingdom.

2. I have the honour therefore to propose that the Government of the Straits Settlements shall, as a provisional measure, recognise at the ports under its jurisdiction loadline certificates issued in accordance with the Japanese ship loadline law and held by Japanese vessels, on condition that similarly the Japanese Government shall recognise at the ports of Japan proper loadline certificates issued by the responsible authorities of the Straits Settlements and held by British vessels, and that in case either His Majesty's Government or the Japanese Government should have notified the intention of terminating the present provisional agreement without the substitution of a formal agreement it shall come to an end at the expiration of three months after such notification.

3. If the Japanese Government concur in this proposal, the present Note and your reply would then be regarded as placing on record the understanding arrived at between our respective governments in the matter.

I have the honour to be with the highest consideration.

Your Excellency's obedient Servant,

(Sgd.) *Curzon of Kedleston.*

His Excellency Baron Gonsuke Hayashi, G.C.V.O.,
&c., &c., &c.

March 18th, 1922.

My Lord Marquess,

With reference to your note, No. F 1037/7/23 of the 15th instant, I have the honour to inform you that the Imperial Government concur in the proposal contained in Your Lordship's note under reply that the

Government of the Straits Settlements shall, as a provisional measure, recognize at the ports under its jurisdiction loadline certificates issued in accordance with the Japanese ship loadline law and held by Japanese vessels, on condition that similarly the Japanese Government shall recognize at the ports of Japan proper loadline certificates issued by the responsible authorities of the Straits Settlements and held by British vessels, and that in case either British Government or the Japanese Government should have notified the intention of terminating the present provisional agreement without the substitution of a formal agreement it shall come to an end at the expiration of three months after such notification.

I beg to add that the Japanese Government will regard this agreement as arrived at between the respective Governments at the date of this note.

I have the honour to be, with the highest consideration, My Lord Marquess,

Your Lordship's most obedient, humble Servant,

(Sgd.) *Hayashi.*

The Most Honourable
The Marquess Curzon of Kedleston,
etc., etc., etc.

171.

DANEMARK, JAPON.

Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signées à Tokio, les 17 et 22 mai 1922.

Publication officielle japonaise.

Tokio, le 17 mai 1922.

Monsieur le Comte,

Il a été constaté que les Lois et Règlements actuellement en vigueur au Japon concernant le jaugeage des navires sont en substance analogues aux Lois et Règlements en vigueur au Danemark;

En conséquence, je me trouve chargé d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement s'engage à reconnaître les certificats de jaugeage des navires délivrés régulièrement par les Autorités compétentes du Japon depuis la date du 1er octobre 1914 et à exempter de tout autre mesurage les navires japonais munis desdits certificats, au Danemark et dans les territoires placés sous l'administration danoise, à condition que le Gouvernement Impérial du Japon, de Son côté, reconnaisse les certificats de jaugeage des navires délivrés régulièrement par les Autorités compétentes du Danemark depuis la date du 1er avril 1895 et exempte de tout autre mesurage les navires danois munis desdits certificats, au Japon et dans les territories placés sous l'administration japonaise.

Je Vous prie, Monsieur le Comte, d'agréer les assurances réitérées de ma plus haute considération.

Signé: *Niels Höst,*
Ministre du Danemark.

Son Excellence Monsieur le Comte Uchida,
Ministre des Affaires Etrangères.

Tokio, le 17 mai 1922.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date du 17 mai contenant sa déclaration relative à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires entre les Gouvernements du Japon et du Danemark.

Le Gouvernement du Japon, ayant constaté que les Lois et Règlements concernant le jaugeage des navires actuellement en vigueur au Danemark sont en substance analogues aux Lois et Règlements en vigueur au Japon, s'engage à reconnaître les certificats de jaugeage des navires délivrés régulièrement par les Autorités compétentes du Danemark depuis la date du 1er avril 1859 et à exempter de tout autre mesurage les navires danois munis desdits certificats au Japon et dans les territoires placés sous l'administration japonaise, à condition que le Gouvernement du Danemark, de Son côté, reconnaisse les certificats de jaugeage des navires délivrés régulièrement par les Autorités compétentes du Japon depuis la date du 1er octobre 1914 et exempte de tout autre mesurage les navires japonais munis desdits certificats, au Danemark et dans les territoires placés sous l'administration danoise.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Signé: Comte *Yasuya Uchida,*
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence Monsieur Niels Höst,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
du Danemark, à Tokyo.

Tokio, le 17 mai 1922.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la lettre de Votre Excellence et à ma lettre No. 17 datées du 17 mai 1922 visant un arrangement au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires entre les Gouvernements du Japon et du Danemark, j'ai l'honneur d'appeler l'attention de Votre Excellence sur ce fait qu'il reste au Japon encore, à l'heure actuelle, un certain nombre de navires japonnais qui sont munis d'un certificat de jaugeage des navires délivré conformément à l'Article 10 du Décret du 24 avril 1884.

Le Gouvernement Impérial du Japon est porté à admettre que l'Arrangement établi par échange des lettres (du 18 octobre et du 1er décembre 1891) entre S. E. le Ministre des Affaires Etrangères du Japon et S. E. le

Ministre résident des Pays-Bas, chargé en ce temps des intérêts du Danemark au Japon au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires est encore en vigueur pour ce qui concerne les navires japonais et certificats susmentionnés; en conséquence lesdits certificats seraient reconnus valables, à l'avenir, comme ils l'ont été jusqu'à présent, par le Gouvernement du Danemark et les navires japonais munis de ce certificat seraient exemptés de tout autre mesurage au Danemark et dans les territoires placés sous l'administration danoise.

En portant ce qui précède, à la connaissance de Votre Excellence j'ai recours à Son obligeance accoutumée pour La prier de vouloir bien me faire connaître l'avis du Gouvernement Royal du Danemark à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Signé: *Yasuya Uchida,*
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence Monsieur Niels Höst,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
du Danemark, à Tokyo.

Tokio, le 22 mai, 1922.

Monsieur le Comte,

Par la lettre No. 18 du 17 mai 1922, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Impérial du Japon est porté à croire que les certificats délivrés conformément à l'Article 10 du Décret de 1884 doivent être reconnus valables, comme ils l'ont été jusqu'à présent, par le Gouvernement du Danemark et que les navires munis d'un certificat de cette catégorie doivent être exemptés de tout autre mesurage au Danemark et dans les territories placés sous l'administration danoise.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, d'ordre de mon Gouvernement, qu'il partage entièrement la manière de voir du Gouvernement Impérial exprimée dans sa susdite lettre. Par conséquent, le Gouvernement Royal s'engage à reconnaître les certificats de jaugeage des navires japonais délivrés conformément au Décret du 24 avril 1884 et à exempter, comme par le passé, de tout autre mesurage ces navires japonais munis de ce certificat, au Danemark et dans les territoires placés sous l'administration danoise.

Je Vous prie, Monsieur le Comte, d'agréer les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Signé: *Niels Höst,*
Ministre du Danemark.

Son Excellence Monsieur le Comte Uchida,
Ministre des Affaires Etrangères.

172.

ALLEMAGNE, AUTRICHE, BULGARIE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, HONGRIE, POLOGNE, ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement relatif à la délivrance des certificats d'identité aux réfugiés russes; signé à Genève, le 5 juillet 1922.*)

League of Nations. Treaty Series XIII, p. 238; XV, p. 322; XIX, p. 284; XXIV, p. 178; XXVII, p. 420; XLV, p. 113.

Les soussignés représentants des Gouvernements, ayant participé à la Conférence relative aux réfugiés russes, convoqués à Genève par le Haut Commissaire de la Société des Nations le 3 juillet 1922;

Ayant pris en considération les propositions formulées par le Dr. Nansen dans son rapport au Conseil de la Société des Nations du 17 mars 1922;

Et s'étant livrés à un examen attentif des propositions concernant la délivrance des papiers d'identité aux réfugiés russes qui en feraient la demande;

Sont, à l'unanimité, tombés d'accord sur la forme de certificat d'identité ci-joint, dont ils recommandent, y compris le présent Arrangement, l'adoption aux Etats représentés à la Conférence, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats n'en faisant pas partie:

Ce certificat sera délivré aux conditions suivantes:

1. Il ne dérogera pas aux lois et règlements sur la police des étrangers en vigueur dans chaque Etat.

2. Il n'affectera en rien les dispositions spéciales concernant les personnes de nationalité russe, y compris celles ayant perdu cette nationalité sans en acquérir une autre.

3. L'octroi du certificat n'implique en aucune façon pour le réfugié le droit au retour dans l'Etat où il l'a obtenu, sauf autorisation spéciale de cet Etat.

4. L'Etat qui délivre le certificat est seul qualifié pour le renouveler, aussi longtemps que le réfugié continue à résider sur son territoire.

5. Sur présentation du certificat, le réfugié pourra éventuellement être admis dans l'Etat où il désire se rendre, soit que le Gouvernement destinataire appose directement son visa sur ce document, soit que cet Etat le considère comme une pièce de légitimation permettant à ses autorités consulaires de délivrer, sur sa production, un nouveau certificat au porteur l'habilitant à franchir la frontière.

6. *Visa de transit.* Les Etats délivreront des visas de transit, pourvu que les prescriptions en vigueur dans chaque Etat soient remplies et sous les formes prévues au paragraphe précédent, à condition que le réfugié russe ait obtenu le visa de l'Etat où il se rend.

---

*) V. la Liste des Etats qui ont adopté l'Arrangement ci-dessous p. 793.

7. Les certificats seront rédigés au moins en deux langues: la langue nationale de l'autorité qui les délivre et la langue française, ainsi qu'il a été prévu pour les passeports internationaux à la Conférence de Paris le 21 octobre 1920. La délivrance en sera gratuite aux indigents, sauf dispositions légales contraires.

8. Les Membres de la Société des Nations ainsi que les autres Etats qui n'ont pas assisté à la présente Conférence sont invités à adhérer à l'arrangement ci-dessus et à communiquer leur décision dans le plus bref délai au Secrétaire général de la Société des Nations.

9. Vu l'urgence, les Etats représentés à la Conférence et les Etats adhérents sont priés de notifier par écrit, le plus tôt possible, au Secrétaire général de la Société des Nations la date à laquelle ils appliqueront le présent Arrangement; celui-ci entrera en vigueur au fur et à mesure que les notifications en parviendront au Secrétaire général.

Fait à Genève, le 5 juillet 1922.

Kocher,
ad referendum,
Allemagne — Germany.

E. Pflügl,
ad referendum,
Autriche — Austria.

Reginald T. Parkin,
Grande-Bretagne — Great Britain.

D. Mikoff,
Bulgarie — Bulgaria.

Ad referendum et sous réserve de ma déclaration en date du 4 adressée à Monsieur le Président que mention sera faite dans les certificats qui seront délivrés par les autorités espagnoles que le fait de la délivrance des permis de résidence ou de transit ne portera dans aucun cas atteinte à la faculté du Gouvernement Royal d'inviter, à tout moment, ce porteur, quand des circonstances d'intérêt national l'exigent, à abandonner le territoire espagnol, et que, en ce cas, le Gouvernement de l'Etat d'où le réfugié russe provient, est obligé de l'admettre à nouveau dans son territoire.

Quer Boule,
Espagne — Spain.

P. de Reffie,
France.

Raoul Bibica Rosetti,
ad referendum,
Grèce — Greece.

Baron Avele,
ad referendum,
Hongrie — Hungary.

Tytus Filipowicz,
Pologne — Poland.

E. Margaritesco Greciano,
Roumanie — Roumania.

M. Yovanovitch,
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Delaquis,
ad referendum,
Suisse — Switzerland.

V. Němec,
Tchécoslovaquie — Czechoslovakia.

Certificat d'identité.

N[0] . . . .

Indication de l'autorité qui délivre le certificat
. . . .

Lieu où l'on délivre le certificat
. . . .
Date . . . . 19 . . . .

Certificat d'itentité.

Valable jusqu' . . . .

Le présent certificat n'est pas valable pour le retour dans le pays qui l'a délivré sans une mention spéciale inscrite sur le présent Document. Il cessera d'être valable si le porteur pénètre, à un moment quelconque, en Russie.

Nom de famille . . . .
Prénoms . . . .
Date de naissance . . . .
Lieu de naissance . . . .
Nom de famille du père . . . .
Nom de famille de la mère . . . .
D'origine russe n'ayant acquis aucune autre nationalité . .
Profession . . . .
Ancien domicile en Russie . . . .
Résidence actuelle . . . .

Signalement:

Age . . . .
Cheveux . . . .
Yeux . . . .
Visage . . . .
Nez . . . .
Signes particuliers . . . .

Place pour la photographie.

à oblitérer.

Observations . . . .
. . . .
. . . .

Signature du titulaire:

Le soussigné certifie que la photographie et la signature apposées ci-contre sont bien celles du porteur du présent Document.

Cachet.

Signature de l'autorité:

Ce certificat est délivré conformément aux résolutions de la Conférence gouvernementale convoquée par le Dr. Nansen, Haut Commissaire pour les Réfugiés russes, à Genève, le 3-5 juillet 1922.

Liste des adoptions.

Les Etats suivants ont adhéré à l'Arrangement ci-dessus: Esthonie (17 juillet 1922). — Finlande (15 août 1922). — France (4 septembre 1922). — Grande-Bretagne (7 septembre 1922). — Lettonie (18 septembre 1922). — Bolivie (28 septembre 1922). — Roumanie (29 septembre 1922). — Union Sud-Africaine (13 octobre 1922). — Suisse (20 octobre 1922) (avec effet à partir du 1er janvier 1923). — Norvège (31 octobre 1922). — Italie

(23 novembre 1922). — Bulgarie (29 novembre 1922). — Pays-Bas (1er décembre 1922) (avec effet à partir du 1er janvier 1923). — Guatémala (12 décembre 1922). — Autriche (20 décembre 1922) (avec effet à partir du 1er janvier 1923). — Grèce (28 décembre 1922). — Allemagne (6 janvier 1923). — Lithuanie (12 janvier 1923). — Danemark (avec effet à partir du 1er août 1923). — Mexique (28 février 1923). — Pologne (18 juin 1923). — Chili (9 juillet 1923). — Portugal (30 juillet 1923). — Hongrie (31 août 1923). — Chine (29 novembre 1923). — Japon (1er février 1924). — Suède (1er mai 1924). — Uruguay (2 septembre 1924). — Territoire de la Sarre (1er avril 1926).

173.

NORVÈGE, ESPAGNE.

Convention de commerce; signée à Madrid, le 7 octobre 1922, suivie d'un Echange de Notes des 29 et 30 septembre 1922.

Overenskomster med fremmede Stater 1922, No. 9.

Convention de Commerce entre la Norvège et l'Espagne.

Sa Majesté le Roi de Norvège et Sa Majesté le Roi d'Espagne également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et les rapports de commerce qui unissent la Norvège et l'Espagne, ont décidé d'un commun accord de conclure à cet effet une Convention de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Monsieur Michael Strøm Lie, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, Commandeur de première classe de l'Ordre de Saint Olaf, et

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Don Joaquin Fernández Prida, Sénateur du Royaume, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II de Belgique, etc., Son Ministre d'Etat,

Handelsoverenskomst mellem Norge og Spania.

Hans Majestet Kongen av Norge og Hans Majestet Kongen av Spania i like grad besjælet av ønsket om å knytte fastere de venskapsbaand og handelsforbindelser, som forener Spania og Norge har i fellesskap besluttet å inngå en ny handelsoverenskomsts og har utnevnt til sine befullmektigede:

Hans Majestet Kongen av Norge:

Herr Michael Strøm Lie, Sin overordentlige Utsending og befullmektigede Sendemann, Kommandør av 1ste klasse av St. Olavs Orden, og

Hans Majestet Kongen av Spania:

Herr Joaquin Fernández Prida, Senator og Statsminister, innehaver av Storkors av Leopold II av Belgias orden etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1er.

Le Gouvernement Espagnol appliquera aux marchandises norvégiennes en général les taux de la seconde colonne du tarif de douanes espagnol de tout temps en vigueur et aux marchandises norvégiennes énumérées à la liste A annexée à la présente Convention les taux fixés dans ladite liste.

Les marchandises énumérées aux listes A et B annexées à la présente Convention jouiront en Espagne du traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement Norvégien appliquera aux marchandises espagnoles en général les taux minima du tarif des douanes norvégien de tout temps en vigueur et aux marchandises espagnoles énumérées à la liste C annexée à la présente Convention les taux fixés dans ladite liste. Toutes les marchandises espagnoles jouiront en Norvège du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre pendant la durée de la présente Convention l'importation en fût ou en bouteilles ainsi que le transport et la vente à l'intérieur, des vins et des vins mousseux espagnols d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 14 degrés sans en limiter la consommation.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à adopter provisoirement les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels espagnols comme preuve que les vins importés proviennent uniquement de la fermentation du jus de

Hvilke efter å ha utvekslet sine fullmakter, som befantes i god og behørig form, er kommet overens om følgende artikler:

Artikkel 1.

Den spanske regjering skal på norske varer i sin almindelighet anvende de tollsatser, som står opført i annen kolonne i den til enhver tid gjeldende spanske tolltariff og på de norske varer som finnes opregnet i den til nærværende konvensjon vedføiede liste A. skal den spanske regjering anvende de i nevnte liste opførte satser.

De i de vedføiede lister A. og B. opregnede varer skal nyde mestbegunstiget behandling.

Den norske regjering skal på spanske varer i sin almindelighet anvende minimalsatsene i den til enhver tid gjeldende norske tolltariff og på de varer, som finnes opregnet i den vedføiede liste C. skal den norske regjering anvende de satser, som er opført i nevnte liste. Alle spanske varer skal derhos nyde mestbegunstiget behandling.

Artikkel 2.

Den norske regjering forplikter sig til, sålenge nærværende avtale gjelder, å tillate innførselen på fat og på flasker samt transport og salg innen riket av spanske musserende og annen spansk vin med en alkoholstyrke av 14 grader eller mindre og ikke å begrense forbruket derav.

Den norske regjering forplikter sig til foreløbig å godta de av de offisielle spanske vinlaboratorier utferdigede analysecertifikater som bevis for at de importerte vine utelukkende er fremstillet ved gjæring av saft av friske

raisins frais et qu'ils remplissent les conditions requises par la législation espagnole au point de vue hygiénique. Cette disposition restera en vigueur jusqu'à ce que les deux Gouvernements soient tombés d'accord sur la forme et le contenu de ces certificats.

La liste des laboratoires officiels espagnols chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés sera communiquée au Gouvernement Norvégien par le Gouvernement Espagnol.

Les commis-voyageurs ou commerçants, voyageant en Norvège pour le compte d'une maison espagnole, pourront recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises, chez toute personne ou institution se livrant au commerce des vins en gros ou en détail.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à accorder aux vins espagnols d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 14 degrés un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait à l'avenir accordé à l'importation aux produits de même teneur d'alcool en provenance de tout autre pays, et, en ce qui concerne le transport, la vente et la consommation, le traitement le plus favorable accordé ou qui pourrait être accordé, soit aux produits de même teneur d'alcool en provenance d'autres pays que l'Espagne, soit aux bières contenant plus de 4.75 degrés d'alcool, soit aux boissons de production nationale possédant une même teneur d'alcool que les vins et vins mousseux espagnols.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins et vins mousseux ci-dessus mentionnés, le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et

druer og at de opfyller de betingelser, som den spanske lovgivning krever i hygienisk henseende. Dette skal gjelde inntil de to regjeringer er kommet overens om formen for og innholdet av disse certifikater.

Den spanske regjering skal meddele den norske regjering en liste over de offisielle spanske laboratorier, som er bemyndiget til å utstede de ovenfor omhandlede analysecertifikater.

Handelsreisende eller handlende, som reiser i Norge for regning av et spansk hus, kan opta bestillinger med eller uten prøver, men uten å føre varer om til salg hos enhver person eller institusjon, som driver handel med vin en gros eller en detail.

Den norske regjering forplikter sig til å innrømme spansk vin med en alkoholstyrke av 14 grader eller mindre den samme behandling i enhver henseende som den der fremtidig måtte bli tilstått produkter med samme alkoholstyrke fra hvilketsomhelst annet land, og med hensyn til transport, salg og forbruk den gunstigste behandling, som nu er eller måtte bli tilstått enten produkter av samme alkoholstyrke fra andre land enn Spania, eller øl, som inneholder over 4.75 grader alkohol eller drikkevarer av innenlandsk oprinnelse med samme alkoholstyrke som spansk vin og musserende vin.

Hvilken ordning der enn fastsettes i Norge med hensyn til innførsel, salg, transport og forbruk av vin og musserende vin som ovenfor angitt, forplikter den norske regjering sig til å tillate at såvel private som utskjenkere og vinhandlere kan få innført og

négociants en vins, puissent obtenir pour leur consommation ou leur commerce, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux espagnols, ci-dessus visés sans limitation de quantité.

Ces garanties du Gouvernement Norvégien prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Article 3.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la production, la vente, le transport et la consommation des boissons fortement alcoolisées (alcools et vins forts), le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre dans les limites dudit régime et pendant la durée de la présente Convention, l'importation, le transport et la vente intérieure des boissons alcooliques et des vins espagnols de toutes sortes titrant plus de 14 degrés d'alcool, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels espagnols.

Ces documents, dont la forme et le contenu seront arrêtés ultérieurement d'un commun accord entre les deux Gouvernements, garantiront la composition des produits naturels ci-dessus visés.

La composition des produits couverts par une marque de fabrique sera garantie par une seule analyse faite une fois pour toutes par les laboratoires officiels espagnols. Le certificat d'analyse sera envoyé au Ministère Norvégien des Finances et des Douanes, qui en prendra acte et donnera aux bureaux des douanes du Royaume les instructions autorisant l'importation ultérieure pour la durée d'une année et sans qu'il soit besoin de certificats

transportert til sitt forbruk eller sin handel ethvert merke av spansk vin og spanskmusserende vin som ovenfor nevnte, uten begrensning av kvantum.

Disse forpliktelser for den norske regjering skal i påkommende tilfelle gå foran enhver lokal innskrenkning, som måtte komme i strid med dem.

Artikkel 3.

Hvilken ordning der enn fastsettes i Norge med hensyn til innførsel, tilvirkning, salg, transport og forbruk av sterkt alkoholholdige drikke (brennevin og hetvin) forplikter den norske regjering sig til, innenfor denne ordning og sålenge nærværende avtale gjelder, å tillate innførselen, transport og salg innenriks av spanske brennevine og vine av alle slags med over 14 pct. alkoholstyrke med det forbehold at disse produkter skal ledsages av analysecertifikater, utstedt av de spanske offisielle laboratorier.

Disse certifikater, om hvis form og innhold de to regjeringer senere skal komme overens, skal godtgjøre sammensetningen av nevnte naturlige produkter.

Forsåvidt angår produkter, som er beskyttet av et fabrikkmerke, skal disses sammensetning godtgjøres ved en enkelt analyse, som skal gjøre tjeneste for fremtiden og som utføres av de offisielle spanske laboratorier. Analysecertifikat skal sendes til det norske Finans- og Tolldepartement, som gjør sig bekjent med det og gir rikets tollkamre ordre om at ytterligere innførsel skal være tillatt for et år, uten at der kreves særskilt certifikat

afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat intériné.

La composition des produits qui ne sont pas couverts par une marque de fabrique sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels espagnols et, en cas d'absence de ce certificat leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités norvégiennes.

La liste des laboratoires officiels espagnols, chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés, sera notifiée au Gouvernement Norvégien par le Gouvernement Espagnol.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation des liquides alcooliques et des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool, le Gouvernement Norvégien s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits au public ou à en faire emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques, aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons espagnoles désignées par elles.

Les commis-voyageurs ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison espagnole pourront recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises, chez toute personne ou institution autorisée à vendre au public des liquides alcooliques et des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool, ou à en faire emploi dans son industrie (ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques).

Cette dernière disposition sera appliquée, quel que soit le régime existant en Norvège pour l'importation et le commerce des liquides alcooliques

for hver sending av produkter, hvortil det innregistrerte certifikat knytter sig.

Sammensetningen av de produkter, som ikke er beskyttet ved fabrikkmerke, skal godtgjøres ved analysecertifikat, utstedt av de officielle spanske laboratorier og når sådant mangler kontrolleres sammensetningen i tilfelle av de norske myndigheter.

Den spanske regjering skal meddele den norske regjering en liste over de officielle laboratorier, som er bemyndiget til å utstede de ovenfor omhandlede analysecertifikater.

Hvilken ordning der enn fastsettes i Norge for innførsel av brennevin og vin med over 14 grader alkoholstyrke, forplikter den norske regjering sig til å påse, at de personer, eller institusjoner, som er berettiget til å selge sådanne produkter til almenheten eller til å anvende dem i sin industri eller til farmaceutisk, vitenskapelig eller teknisk bruk, alltid har rett til å kreve levering av produkter hithørende fra spanske huse som de selv opgir.

Handelsreisende eller handlende, som reiser i Norge for regning av et spansk hus, kan opta bestillinger med eller uten prøver, men uten å føre varer om til salg, hos enhver person eller institusjon, som er berettiget til å selge brennevin eller vin med over 14 grader alkoholstyrke til almenheten eller til å anvende dem i sin industri (eller til farmaceutisk, vitenskapelig eller teknisk bruk).

Denne siste bestemmelse finner anvendelse hvilken ordning der enn gjelder i Norge med hensyn til innførsel av eller handel med brennevin eller

ou des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à accorder aux liquides et vins d'une teneur supérieure à 14 degrés d'alcool importés d'Espagne un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait appliqué aux produits de toute nature de même teneur alcoolique originaires de Norvège ou en provenance de tout autre pays.

Ces garanties du Gouvernement Norvégien prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Article 4.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à ne pas établir pour les produits visés dans les Articles II et III (alcools, vins et vins mousseux espagnols) de prohibitions spéciales, de droits ou de surtaxes qui auraient pour conséquence de comprimer les importations autorisées par les Articles précédents.

Article 5.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront ni aux faveurs spéciales que l'Espagne a accordées ou accordera au Portugal, au Maroc (Zone espagnole) ou aux républiques Hispano-Américaines, ni à celles que la Norvège a accordées ou accordera à ses pays limitrophes, au Danemark ou à l'Islande.

Article 6.

La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Madrid dès que les formalités prescrites par les législations respectives des deux pays auront été accomplies. Elle aura une durée d'une

vin som inneholder over 14 grader alkohol.

Den norske regjering forplikter sig til å innrømme brennevin og vin med over 14 grader alkoholstyrke som innføres fra Spania en i enhver henseende likeså gunstig behandling som den som måtte gjelde for alleslags produkter med samme alkoholstyrke, enten de er av norsk oprinnelse eller skriver sig fra noget annet land.

Disse forpliktelser for den norske regjering skal i påkommende tilfelle gå foran enhver lokal innskrenkning som måtte komme i strid med dem.

Artikkel 4.

Den norske regjering forplikter sig til ikke å pålegge de produkter, som omhandles i artiklene II og III (spansk brennevin, vin og musserende vin) med specielle forbud, avgifter eller tilleggsavgifter, som måtte ha til formål å innskrenke den innførsel, som er hjemlet ved de foregående artikler.

Artikkel 5.

Bestemmelsene i nærværende overenskomst kommer ikke til anvendelse på de begunstigelser, som Spania har tilstått eller måtte komme til å tilstå Portugal, Marokko (spanske zone), eller de spansk-amerikanske republikker og heller ikke på de begunstigelser, Norge har tilstått eller måtte komme til å tilstå grenseland samt Danmark og Island.

Artikkel 6.

Nærværende konvensjon trer i kraft straks efter ratifikasjonenes utveksling, hvilket vil finne sted i Madrid såsnart de i de to lands lovgivning foreskrevne formaliteter er blitt iakttatt.

Dersom overenskomsten innen 3 måneder fra datoen for utløpet av denne

année à compter du jour de l'échange desdits instruments de ratification. Si, trois mois avant la date de l'expiration de cette période d'une année la convention n'a pas été dénoncée par l'une ou l'autre des Parties Contractantes, elle restera en vigueur après cette date et ne cessera d'avoir effet que trois mois après qu'elle aura été dénoncée par l'une ou par l'autre des Parties Contractantes.

En cas de dénonciation, les marchandises, expédiées de l'un des deux pays avant la date de l'expiration de la convention et arrivées dans l'autre pays dans les 15 jours après cette date, jouiront des bénéfices de la convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double expédition, le sept octobre mil neuf cent vingt-deux.

(s.) *M. Lie.*
(s.) *Joaquín F. Prida.*

tidsfrist av ett år ikke er blitt opsagt av den ene eller den annen av de kontraherende parter, vil den stå ved makt efter denne dato og vil først ophøre å gjelde 3 måneder efterat den er blitt opsagt av den ene eller den annen av de kontraherende parter.

I tilfelle av opsigelse skal varer, som har vært skibet fra de respektive land før datoen for konvensjonens ophør, nyde godt av dens bestemmelser, når de ankommer til bestemmelseslandet innen 15 dager efter denne dato.

I henhold til hvilket de respektive befullmektigede har avsluttet og satt sitt segl på nærværende overenskomst.

Utferdiget i Madrid i to eksemplarer den syvende oktober nitten-hundrede og toogtyve.

(s.) *M. Lie.*
(s.) *Joaquín F. Prida.*

Protocole de signature.

Au moment de conclure la Convention Commerciale de ce jour, les Gouvernements Norvégien et Espangol désireux d'éviter tout litige qui pourrait résulter de l'application de ladite convention, ont jugé utile de préciser les points ci-après:

1. Tout vin d'origine et de provenance espagnoles d'une teneur alcoolique égale ou inférieure à 14 degrés, provenant uniquement de la fermentation du jus de raisins frais et remplissant les conditions requises par la législation espagnole au point de vue hygiénique, sera considéré comme vin de table, à la condition qu'il soit

Slutningsprotokoll.

Idet man skrider til avsluttelse av handelskonvensjonen av d. d. har den norske og den spanske regjering i ønsket om å undgå enhver tvist som anvendelsen av konvensjonen kunde gi anledning til, funnet det heldig å precisere følgende punkter:

Punkt 1. All vin av spansk oprinnelse, kommende fra Spania og inneholdende til og med 14 grader alkohol og som utelukkende er fremstillet ved gjæring av saft av friske druer og opfyller de betingelser, som den spanske lovgivning krever i hygienisk henseende, skal anses som bordvin, såfremt den er ledsaget av certifikat utstedt

accompagné d'un certificat délivré par une station oenologique ou par une autre institution espagnole dûment autorisée, constatant que le vin en question ne contient pas plus de 14 degrés d'alcool et que sa composition est conforme aux prescriptions de la législation espagnole et aux stipulations de l'Article 2 de la convention.

2. Si les vins de table visés au paragraphe précédent dans certaines années dépassent la teneur de 14 degrés d'alcool, les deux Gouvernements se mettront d'accord pour fixer une tolérance à ce sujet après que le Gouvernement Espagnol aura pour chaque cas indiqué au Gouvernement Norvégien de quel vin il s'agit.

3. Tant que l'importation des alcools et des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool restera soumise en Norvège à un régime de prohibition ou de restriction il sera importé en Norvège, pendant la dureé de la présente Convention, une quantité annuelle minima de 500 000 litres d'alcool et de vins titrant plus de 14 degrés d'alcool, originaires et en provenance d'Espagne et, au cas où l'importation de ces produits serait réservée à un monopole d'Etat ou contrôlé par l'Etat, il sera prescrit à ce dernier de pourvoir à l'importation de ladite quantité des boissons susmentionnées.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à pourvoir à ce que lesdits vins et alcools ne soient pas soumis en Norvège à des manipulations qui auraient pour conséquence d'en modifier la nature ou le caractère spécial.

4. Le Gouvernement Norvégien s'engage à ne pas permettre la réexportation dans un but commercial des alcools et

av en oenologisk stasjon eller en dertil bemyndiget offisiell spansk institusjon og i hvilket stadfestes at den omhandlede vin ikke inneholder over 14 grader alkohol og at dens sammensetning er overensstemmende med den spanske lovgivning og med de i nærværende konvensjons artikkel 2 inneholdte bestemmelser.

Punkt 2. I tilfelle av at i visse år hvilkensomhelst bordvin, hvortil der er referert i foregående punkt, skulde overskride en alkoholstyrke av 14 grader, skal de to regjeringer komme overens om å fastsette et spillerum med hensyn til denne overskridelse efter forutgående meddelelse i hvert enkelt tilfelle fra den spanske til den norske regjering om hvilken vin det dreier sig om.

Punkt 3. Sålenge der i Norge gjelder en forbuds- eller innskrenkningsordning med hensyn til innførselen av brenneving og vin med over 14 graders alkoholstyrke, skal der, sålenge nærværende avtale gjelder, innføres til Norge et årlig minimumskvantum av 500 000 liter brennevin eller vin med over 14 grader alkoholstyrke, som har sin oprinnelse i og som kommer fra Spania, og såfremt innførselen av disse produkter skulde bli forbeholdt et stats- eller statskontrollert monopol, er det forutsetningen at der vil bli sørget for innførselen av nevnte kvantum av de ovenfor angitte drikkevarer.

Den norske regjering forplikter sig til å dra omsorg for at nevnte vine, brennevine eller likører i Norge ikke undergis nogen behandling, hvorav følgen vil være en forandring i deres natur og spesielle karakter.

Punkt 4. Den norske regjering forplikter sig til ikke å tillate at spansk brennevin og vin som utgjør en del

vins espagnols faisant partie du contingent annuel de 500 000 litres d'alcools et de vins titrant plus de 14 degrés prévu au paragraphe précédent.

5. Le Gouvernement Norvégien s'engage également à acquérir aussitôt après l'entrée en vigueur de la convention, d'après une liste qui lui sera présentée par le Ministre d'Espagne à Kristiania, les quantités d'alcools et de vins titrant plus de 14 degrés d'alcool qui se trouvaient dans les dépôts de douane norvégiens le 20 mars 1921 et pour lesquels l'exporteur espagnol n'a pas reçu paiement, aux prix courants du jour de leur arrivée en dépôt de douane.

Il est bien entendu que les quantités ainsi acquises par le Gouvernement Norvégien ne seront pas considérées comme faisant partie du contingent annuel de 500 000 litres d'alcools et de vins titrant plus de 14 degrés prévu au paragraphe 3 du présent Protocole.

6. Le Gouvernement Norvégien permettra l'importation sans certificat d'analyse des alcools, vins mousseux et autres vins espagnols qui auront été embarqués dans les 15 jours qui suivront la publication de la convention de ce jour dans la „Gaceta de Madrid" sous réserve toutefois du droit de contrôle ordinaire des autorités douanières norvégiennes.

7. En ce qui concerne l'Article 4 de la présente Convention, il est entendu qu'au cas où l'importation des vins légers ou celle des vins forts et des alcools serait réservée à un monopole d'Etat, ou controlé par l'Etat, ledit monopole ne serait autorisé à imposer aux affaires traitées par lui aucune redevance autre que le recouvrement de ses frais et un bénéfice commercial équitable.

av den i forrige punkt omhandlede årlige kontingent på 500 000 liter brennevin og vin på over 14^0 alkoholstyrke gjenutføres i handelsøiemed.

Punkt 5. Den norske regjering erklærer at den, såsnart nærværende avtale trer i kraft, vil overta, efter en liste, som vil bli forelagt den av den spanske minister i Kristiania, al brennevin og vin på over 14^0, som befant sig på norsk tolloplag den 20. mars 1921 og for hvilken den spanske eksportør ikke har erholdt betaling, til de markedspriser, som gialdt den dag, de ankom til vedkommende tollsted. Det er forutsetningen at den i nærværende protokolls punkt 3 omhandlede minimumskontigent på 500 000 liter brennevin og vin over 14^0 ikke omfatter de kvanta, som den norske regjering skal overta.

Punkt 6. Den norske regjering tillater innførselen uten analysecertifikat av spansk brennevin, musserende vin og andre spansk vine, såfremt de er blitt innlastet innen 15 dager før offentliggjørelsen i „Gaceta de Madrid" av handelsavtalen idag, dog med forbehold av almindelig kontrollrett for de norske tollmyndigheter.

Punkt 7. Med hensyn til artikkel 4 i nærværende overenskomst er det forutsetningen at såfremt innførselen av lett vin eller av het vin og brennevin blir forbeholdt et statsmonopol eller statskontrollert monopol, skal dette monopol ikke kunne beregne sig for de forretninger, som det avslutter, mere enn godtgjørelse av omkostninger og en rimelig handelsfortjeneste.

8. En ce qui concerne l'application des Articles 2 et 3 de la convention, il est entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécaissaires, soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons espagnoles, soit dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les commerçants et représentants aux agents locaux de ces maisons espagnoles, et expédiées par les producteurs ou commercants espagnols auxdits représentants, commerçants ou agents locaux.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Madrid en double expédition le sept octobre mil neuf cent vingt-deux.

(s.) *M. Lie.*
(s.) *Joaquín F. Prida.*

Punkt 8. Med hensyn til anvendelsen av artiklene 2 og 3 i nærværende overenskomst, er det forutsetningen at der i Norge ikke vil være nogen hindringer for innførsel av de prøver, som er nødvendige, dels for representanter eller handlende som reiser for regning av spanske huse, dels under samme betingelser som de som gjelder for handlende og representanter for stedlige agenter, for sådanne spanske huse og avsendes av de spanske producenter eller handlende til nevnte representanter, handlende eller stedlige agenter.

I henhold til hvilket de respektive befullmektigede har avsluttet og satt sitt segl på nærværende overenskomst.

Utferdiget i Madrid i to eksemplarer den syvende oktober nitten hundrede og toogtyve.

(s.) *M. Lie.*
(s.) *Joaquín F. Prida.*

Liste A.

Droits à l'entrée en Espagne.

Numéros du tarif espagnol	Désignation des articles	Kg.	Droits pesetas
107	Bois ouvré en éléments pour constructions terrestres et maritimes	pr. 100	17.60
110	Troncs d'arbres destinés à la fabrication de pâte de papier	„ 1000	0.75
115	Bois commun ouvré en objets tournés ou taillés, peints ou non, vernis ou non exceptés meubles et baguettes	„ 100	42.00
ex 141	Sciure de bois	„ 100	0.80
191	Courroies de cuir pour transmissions, tubes ou autres objets en cuir ou en peau pour machines	„ 1	3.20
214	Guano et les autres engrais organiques y compris la poudre de poisson et de hareng inutilisée comme aliment	„ 100	0.05
218	Les autres dépouilles d'origine animale y compris la rogue	„ 100	0.50

Numéros du tarif espagnol	Désignation des articles	Kg.	Droits pesetas
259	Aciers fins au tungstène, au vanadium, ou avec d'autres alliages, excepté au charbon, d'une densité supérieure à 8.00	pr. 100	120.00
329	Câbles en fil de fer ou d'acier, avec fibres textiles	„ 100	45.00
370	Hameçons de toutes sortes	„ 1	4.00
458	Fil d'aluminium, non recouvert de fibres textiles	„ 100	28.00
459	Câbles en fil d'aluminium même avec parties d'autres métaux.	„ 100	38.00
627	Dynamos, électromoteurs, ventilateurs, accouplés à des moteurs électriques, alternateurs, transformateurs et aimants, appareils démarreurs, rhéostats et les pièces détachées composantes de ces objets:		
	de plus de 5000 kg	„ 100	36.00
ex 629	Groupes électrogènes:		
	de plus de 5000 kg	ad valorem. 15%	
633	Interrupteurs, coupe-circuit, limiteurs de courant, portelampes, suspensions, viroles, (casquillos) pour lampes, prises de courant et matériel analogue, auxiliaire pour installations électriques; constitués par pièces métalliques montées sur n'importe quelle matière isolante, pesant par pièce:		
	de 1 à 100 kg	pr. 100	90.00
	de 100 à 1000 kg	„ 100	80.00
	de 1000 à 5000 kg	„ 100	60.00
	de plus de 5000 kg	„ 100	40.00
643	Appareils télégraphiques et téléphoniques, cadres pour les centrales, parties composantes et pièces détachées	„ 1	2.00
802	Huile de foie de morue, non purifiée	„ 100	4.00
803	Huile de foie de morue purifiée ou médicinale	„ 100	6.00
804	Autres huiles d'origine animale, y compris l'huile de baleine impures	„ 100	2.00
805	Autres huiles d'origine animale, y compris l'huile de baleine, purifiées (sans odeur)	„ 100	5.00
886	Nitrates synthétiques de chaux (Norgesalpeter), d'ammoniaque, de soude et autres composés nitrogénés synthétiques	„ 100	0.10
918	Acide oxalique et oxalates commerciaux . . .	„ 100	28.00
ex 958	Nitrite (azotite) de soude	„ 100	24.00
1328	Poudre de poisson (destinée à l'alimentation) .	„ 100	12.00
1331	Les autres poissons, salés, fumés, ou marinés, exceptés ceux en boites métalliques . . .	„ 100	18.00
1409	Lait conservé sans addition d'autres substances, et le lait condensé sans sucre	„ 100	100.00
1540	Maisons en bois	ad valorem. 15%	

Liste B.

Marchandises norvégiennes qui jouiront du traitement de la nation la plus favorisée à leur importation en Espagne.

Numéros du tarif espagnol	Désignation des articles
11 à 16	Pavés et pierres de construction, etc.
18	Ciment de Portland (artificiel).
29 et 1496	Empaquetages et jointes pour machines.
97 à 99 et 111 à 112	Douves, traverses, poteaux et futailles (y compris les caisses en bois).
100 à 103	Bois commun en planches et planchettes.
254 à 256	Ferromanganèse, ferrosilicium, ferrotungstène, et autres fontes spéciales non spécifiées.
456 à 463	Aluminium et objets en aluminium.
480 à 486	Zinc et objets en zinc.
493 à 501	Moteurs à combustion interne à base de combustibles gazeux, de liquides légers (essence, alcool, etc.), et de liquides lourds.
527 à 530	Machines élevatrices et transportatrices de tout genre.
ex 534 à 538 et 590 à 593	Machines pour l'industrie des conserves.
575	Machines de tout genre destinées à l'élevation d'eaux et à l'irrigation des fermes.
584 à 587	Machines de tout genre destinées au mouvement des fluides.
588	Pompes et matériel contre incendies.
789	Goudrons.
806	Graisses endurcies.
833	Blanc de titanium.
866	Carbure de silicium.
889	Phosphates alcalins.
890	Superphosphates de chaux.
892 à 893	Acide chlorhydrique.
923	Carbure de calcium.
1021 à 1031	Pâte de bois, mécanique et chimique (cellulose) et papier brut de toute sorte.
1327	Morue salée et sechée (y compris la morue plate sans arêtes, en emballage de bois ou de tôle).
1329	Poissons frais ou avec le sel indispensable pour leur conservation.
1424	Colle de poisson.
1425	Conserves de poisson.
	Toile métallique pour la fabrication de papier.
	Tuyaux en bois.
	Molybdène.
	Feldspath.

Liste C.

Numéros du tarif norvégien	Désignation des articles		Droits Kr.
163	Oranges, limes, citrons et cédrats frais . . .	par kg.	0.02
164	Raisins frais	„ „	0.02
165	Bananes fraiches	„ „	0.05
171	Figues fraiches, sèches et tapées	„ „	0.05
172	Raisins secs	„ „	0.08
174	Marrons et châtaignes	„ „	0.10
175	Amandes	„ „	0.05
223	Melons	„ „	0.02
229	Légumes secs	„ „	0.25
325	Liège brut		libre
326	Bouchons de liège sans armature métallique:		
	1. de plus de 31 m/m de longueur . . .	„ „	0.50
	2. de moins de 31 m/m de longueur . . .	„ „	0.50
532	Noisettes	„ „	0.40
566	Sel de cuisine brut et raffiné		libre
591	Riz:		
	non décortiqué en vrac	par 100 „	3.90
	„ „ emballé	par kg.	0.05
592	décortiqué emballé	„ „	0.07
774	Vin (non mousseux, contenant jusqu'à 21% d'alcool)		
	en bouteilles	par litre	1.50
	en fûts	„ „	0.40

Protocole additionnel.

Au moment de conclure une Convention, destinée à régler les relations commerciales entre la Norvège et l'Espagne, les Gouvernements Norvégien et Espagnol, désireux de ménager aux rapports économiques entre les deux pays les plus grandes facilitiés de développement possibles s'engagent réciproquement en ce qui concerne leurs relations maritimes à se conformer aux stipulations suivantes:

Le traité de navigation conclu entre la Norvège et l'Espagne le 15 mars 1883,*) prolongé par déclaration du 23 juin 1887**) et dénoncé le 11 février 1922, restera exécutoire conformément aux dispositions de l'Article premier de la déclaration du 23 juin 1887, jusqu'au 11 février 1923.

Si avant cette date un nouveau traité de navigation n'a pas été conclu entre les deux pays, le Gouvernement Espagnol accordera aux navires norvégiens et le Gouvernement Norvégien aux navires espagnols le traitement de la nation la plus favorisée jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après que le présent Protocole aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties Contractantes. Cette dénonciation ne pourra en tous cas avoir lieu avant le premier juin 1923.

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 784. **) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 788.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Madrid en double expédition le sept octobre mil neuf cent vingt-deux.

(s.) *M. Lie.*
(s.) *Joaquín F. Prida.*

Légation Royale de Norvège.

Madrid, le 7 octobre 1922.

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la Convention de commerce signée ce jour même, j'ai l'honneur d'ordre de mon Gouvernement, afin d'éviter tout malentendu concernant l'interpretation de certaines dispositions du Protocole de clôture, annexé à ladite Convention, de communiquer à Votre Excellence les remarques suivantes:

En ce qui concerne le paragraphe 2 du Protocole de clôture, il est bien entendu que l'importation des vins espagnols, dont la teneur d'alcool dans certaines années dépasserait 14 degrés ne sera exceptionnellement tolérée que s'il s'agit de vins purs provenant uniquement de la fermentation du jus de raisons frais et n'ayant subi aucune addition d'alcool sous quelque forme que ce soit.

Pour ce qui est du premier alinéa du paragraphe 3 du Protocole de clôture, il est de même bien entendu qu'au cas où la liberté d'importation, dont jouissent en Norvège les vins d'une teneur alcoolique égale ou inférieure à 14 degrés, serait étendue aux vins et autres boissons alcooliques titrant jusqu'à 21 degrés d'alcool, le Gouvernement Norvégien serait libéré de l'obligation assumée par lui de pourvoir à l'importation d'une quantité annuelle minima de 500.000 litres d'alcools et de vins titrant plus de 14 degrés d'alcools originaires et en provenance d'Espagne.

L'importation des 500.000 litres d'alcools et de vins titrant plus de 14 degrés d'alcools sera provisoirement repartie de la manière suivante:

	litres
Vins de Xèrès de marque et de bonne qualité . .	125.000
Vins de Malaga de marque et de bonne qualité . .	225.000
Vins de Taragona et de Valencia de marque et de bonne qualité	100.000
Cognac et liqueurs de marque et de bonne qualité	50.000

Dans les six mois qui suivront la mise en vigueur de la Convention et ensuite chaque année, les deux Gouvernements entreront en pourparlers pour introduire dans la répartition du contingent les modifications, dont l'expérience aurait démontré la nécessité. Dans le cas où de telles modifications ne pourraient être introduites d'un commun accord entre les deux Gouvernements, la répartition jusqu'alors en vigueur restera exécutoire.

Il est également bien entendu que la disposition du paragraphe 3 deuxième alinéa du Protocole de clôture ne vise pas la vente ou l'emploi des vins et alcools dans un but pharmaceutique industriel, scientifique ou technique.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est d'accord en ce qui concerne les remarques précédentes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s.) *M. Lie.*

Son Excellence Monsieur Fernández Prida,
Ministre d'Etat, etc., etc., etc.

Ministerio de Estado.
Comercio. Madrid, 7 de Octubre 1922.

Excmo. Señor.

Muy Señor mio: Tengo el honor de acusar recibo de su atenta Nota de esta fecha en la cual, de orden de su Gobierno, y para evitar toda mala inteligencia respecto de determinadas disposiciones del Protocolo de Firma, anejo al Convenio firmado en el dia de hoy, se sirve V. E. hacerme las manifestaciones siguientes:

En lo que se refiere al parrafo segundo del Protocolo de Firma queda entendido que la importación en Noruega de vinos españoles que puedan exceder, en algunos años de 14 grados, solo se tolerara excepcionalmente tratandose de vinos puros procedentes exclusivamente de la fermantación del zumo de uva fresca que no hayan sido adicionadas con alcohol en cualquier forma que sea;

En cuanto al inciso primero del parrafo tercero del mismo Protocolo queda entendido igualmente, que si en qualquier tiempo se extendiera en Noruega a los vinos de graduación superior a 14 grados la libre importación hoy concedida a lós que la tienen hasta esa graduación inclusive, el Gobierno Noruego quedaria exento de la obligación, por él aceptada, de importar anualmente un minimum de 500.000 litros de alcoholes y vinos de graduación superior a 14 grados originarios y procedentes de España;

Que la distribución provisional de los 500.000 litros de alcoholos y vinos de graduación superior a 14 grados será la siguiente:

	Litros
Vinos de Jerez de marca y de buena calidad . .	125.000
Vinos de Málaga de marca y de buena calidad . .	225.000
Vinos de Tarragona y de Valencia de marca y de buena calidad	100.000
Cognac y licores de marca y de buena calidad . .	50.000

Que en los seis meses siguientes a la entrada en vigor del Convenio, y despues cada año, los Gobiernos español y noruego entrarán en tratos para introducir en el reparto de contingente las modificaciones que la esperiencia aconsejare. En el caso de que no llegaran a un acuerdo respecto al particular seguira aplicandose la distribución hasta entonces en vigor;

Queda entendido asimismo que lo dispuesto en el segundo inciso del parrafo tercero del Protocole de firma no hace referencia a la venta o al empleo de vinos y alcoholes con fines farmaceuticos, industriales, cientificos o tecnicos.

En respuesta a su citada Nota tengo la honra de participar a V. E. que el Gobierno de S. M. se halla conforme con las observaciones que V. E. se ha servido transmitirme y a las que dejo hecha referencia.

Aprovecho la ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi mas distinguida consideración.

(f.) *Fernández Prida.*

Excmo. Señor Michael S. Lie.
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Noruega.

Légation Royale de Norvège.

Madrid, le 7 octobre 1922.

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la signature de la Convention commerciale entre nos deux Pays qui a eu lieu ce jour même, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Norvégien considère que ladite Convention qui, en attendant la signature, a été mise en vigueur le 30 septembre 1922, avec force rétroactive à partir du 1er septembre 1922, continue en vigueur sous réserve qu'elle sera ratifiée ultérieurement par le Storting, conformément aux stipulations de l'Article 6.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien, par une Note analogue à la présente, me confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est d'accord avec mon Gouvernement que la Convention continue en vigueur sous réserve de la ratification ultérieure par les Cortes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s.) *M. Lie.*

Son Excellence Monsieur Fernández Prida,
Ministre d'Etat etc. etc. etc.

Ministerio de Estado.
Comercio.

Madrid, 7 de Octubre 1922.

Excmo. Señor.

Muy Señor mio: He recibido la Nota de esta fecha en la cual y con ocasión de la firma, que ha tenido lugar en el dia de hoy, del Convenio de comercio concertado entre España y Noruega, se sirve participarme V. E. que el Gobierno noruego considera que dicho Convenio, (que fué puesto en vigor el 30 de Septiembre último dándole efecto retroactivo a contar del 1º del propio mes de Septiembre) continua en vigor a reserva de que sea ratificado ulteriormente por el Storting, de conformidad con lo dispuesto en su artículo 6º y me interesa V. E. que le confirme por una Nota análoga a la que tiene a bien dirigirme, que el Gobierno de S. M. está de acuerdo con el de Noruega respecto a este particular, a reserva, igualmente, de la ratificación ulterior de dicho Convenio por las Cortes.

En respuesta a dicha Nota, tengo la honra de participar a V. E. que el Gobierno de S. M. está de acuerdo con el que V. E. tan dignamente representa

en que el referido Convenio continúe en vigor a reserva de su ratificación ulterior por España y Noruega en la forma que proceda con arreglo a sus respectivas disposiciones legales.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi consideración mas distinguida.

(f.) *Fernández Prida.*

Excmo. Señor Michael Strøm Lie,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Noruega.

Légation Royale de Norvège.

Madrid, le 29 septembre 1922.

Monsieur le Ministre,

Suivant les instructions reçues de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Norvégien, en attendant que la Convention de commerce entre nos deux Pays soit signée, s'engage à mettre en vigueur, dès le 30 septembre 1922, avec application rétroactive jusqu'au 1er septembre 1922, le régime douanier et les autres dispositions de la Convention, sous réserve que celle-ci sera ratifiée ultérieurement par le Storting, conformément aux stipulations de l'Article 6, à condition que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique de son côté mettra de même en vigueur, dès le 30 septembre 1922, avec application rétroactive jusqu'au 1er septembre 1922, le régime douanier et les autres dispositions de ladite Convention, en attendant la signature de celle-ci et sous réserve de sa ratification ultérieure des Cortes.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien, par une Note analogue à la présente, me confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est d'accord avec mon Gouvernement pour mettre en vigueur, dès le 30 septembre 1922, avec application rétroactive jusqu'au 1er septembre 1922, le régime douanier et les autres dispositions de la susdite Convention commerciale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s.) *M. Lie.*

Son Excellence Monsieur Fernández Prida,
Ministre d'Etat, etc. etc. etc.

Ministerio de estado.
Comercio.

San Sebastián, 30 de septiembre 1922.

Excmo. Señor.

Muy Señor mio: En nota fecha de ayer se sirve participarme V. E. que el Gobierno noruego, en espera de que sea firmado el Convenio de Comercio sobre suyo texto los Gobiernos español y noruego han llegado a un acuerdo, se compromete a poner en vigor dicho Convenio desde el 30 de septiembre de 1922, dándole efecto retroactivo a contar del dia

primero de dicho mes, bajo reserva de su ratificación ulterior por el Storting, a condición de que el Gobierno de S.M.C. ponga, por su parte, asimismo en vigor el referido Convenio desde el dia 30 del corriente con aplicación retroactiva desde el primero del presente mes de septiembre de 1922, y a reserva tambien de su ratificación posterior por las Cortres.

En respuesta a su citada Nota, tengo la honra de manifestar a V. E. que el Gobierno de S. M. está conforme con que el Convenio de que se trata, mientras no llegue a firmarse, sea puesto provisionalmente en vigor según la propuesta del Gobierno noruego que Vd. se sirve transmitirme.

En consecuencia queda entendido que el proyecto de Convenio de Comercio negociado recientemente entre España y Noruega entrará en vigor el dia 30 del mes de septiembre actual, mientras las circumstancias permitan que sea firmado por ambas partes contractantes, y que dicho Convenio se aplicará con efecto retroactivo a partir del dia primero de septiembre de 1922, bajo reserva, sin embargo de que sea ratificado posteriormente en la forma que procede y en Noruega por el Storting; considerándose formalizado el presente acuerdo mediante el cange de la Nota de V. E. a que al principio dejo hecha referencia, y la que ahora le dirijo.

Aprovecho la ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mis más distinguida consideración.

(firmado) *Fernández Prida.*

Excmo. Señor Michael S. Lie,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Noruega.

174.

JAPON, ESPAGNE.

Correspondance concernant la dénonciation et la prorogation du Traité de commerce, conclu le 28 mars 1900;*) du 5 novembre 1922 au 29 avril 1924.

Publication officielle japonaise.

Notes d'Espagne adressées au Japon concernant abrogation du Traité spécial de Commerce.

Datées à Tokio, les 5 et 14 novembre 1922 (11ème année de Taisho).

Yokohama le 5 novembre 1922.

Monsieur le Ministre

Suivant des instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que d'après le contenu à l'Article 4ème

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIII, p. 247.

du Traité de Commerce, signé à Tokio le 28 mars 1900 et ratifié le 12 mars 1901, le Gouvernement Royal d'Espagne dénonce le susdit Traité de Commerce en date d'aujourd'hui et par conséquent le Traité de Commerce en question cessera d'être en vigueur le 5 novembre 1923.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

José Caro.

Son Excellence Monsieur le Comte Y. Uchida
Ministre des Affaires Etrangères.

Tokio, le 14 novembre 1922.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note No. 55 en date 5 courant, par laquelle, d'ordre de son Gouvernement, Elle a bien voulu m'informer que, d'après l'Article 4 du Traité spécial de Commerce, signé à Tokio le 28 mars 1900 et ratifié le 12 mars 1901, le Gouvernement Royal d'Espagne dénonce le susdit Traité de Commerce à la date du 5 novembre 1922 et que par conséquent, le Traité en question cessera d'être en vigueur le 5 novembre 1923.

Le Gouvernement Impérial a l'intention d'ouvrir sans retard des négociations pour la conclusion d'un nouveau Traité avec votre Gouvernement, afin d'éviter les inconvénients qui pourraient se produire, par la cessation des effets du Traité susdit, dans les rapports commerciaux des deux nations.

En Vous priant de vouloir bien faire part de ce qui précède au Gouvernement d'Espagne, je saisis cette occasion pour Vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurance de ma haute considération.

Yasuya Uchida.
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence Monsieur José Caro
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
d'Espagne à Tokio.

Las Notas canjeadas entre los Gobiernos de España y del Japón, relativas a la prorroga del Convenio Especial del Comercio.
Canjeado en Madrid, el 3 de Noviembre y el 21 de Diciembre de 1923.
Promulgado el 23 de Diciembre.

Madrid, el 3 de Noviembre de 1923.

Excmo. Señor:

Muy Señor mío: Refiriéndome a su Nota numero 29 de 29 de Octubre último, a la cual acompaña un proyecto de Acuerdo estableciendo una prórroga de seis meses del Convenio de Comercio de 28 de Marze de 1900, vigente entre Espagña y el Japón, tengo la honra de manifestar á V. E. que estoy conforme con el referido proyecto, en cuanto al fondo del mismo, y, por lo tanto, con que el mencionado Convenio, se prorrogue por seis meses, a contar del día 5 del mes actual, ó sea hasta el 5 de Mayo de 1924; en la intergencia de que los productos de cualquiera de los dos paises sólo

tendrá derecho a disfrutar, a su importación en el otro, el trato que en la actualidad, disfrutan efectivamente, pero no los beneficios que uno ú otro puedan conceder a un tercer país durante el expresado período de prórroga.

En cuanto al procedimiento propuesto por V. E. para la formalización de la prórroga de que se trata, estimo preferible que ésta se concierte por un canje de Notas; y si V. E. estuviese, conforme con este procedimiento, considero que el acuerdo podríá quedar ultimado en virtud de la presente Nota y la que V. E. tenga a bien dirigirme en respuesta a la misma expresando su comformidad con ésta.

Aprovecho ésta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi consideración más distinguida.

(firmado) Marqués *de Estrella.*

Excmo. Señor Conde K. Hirosawa,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotentiario
de S. M. el Emperador del Japón.

Notes échangées concernant la deuxième prorogation de la durée de la Convention spéciale de Commerce entre le Japon et l'Espagne.

Madrid, 29 de April de 1924.

Excmo. Señor.

Muy Señor mío: En Su Nota N⁰ 17 de 16 del corriente ha tenido a bien V. E. manifestarme que el Gobierno Imperial desearía saber si el de Su Majestad no tendrá inconveniente en prorrogar por un año los efectos del Convenio Comercial de 28 de marzo de 1900, vigente entre España y el Japón, en las mismas condiciones en que dicho Convenio rige actualmente.

En respuesta a la referida Nota tengo la honra de participar á V. E. que el Gobierno de Su Majestad, en vista de la proximidad de la fecha de caducidad de la prórroga que se halla en vigor, y con objeto de que pueda disponerse de tiempo suficiente para la negociación del nuevo Convenio que haya sustituir al anteriormente citado, es conforme en diferir por un año, o sea hasta el 5 de Mayo de 1925, la fecha de la expiración del vigente régimen comercial entre ambos países establecido por canje de Notas para la prorroga del citado Convenio, prorroga que se concretó en el año ultimo.

En consecuencia, ruego a V. E. que se sirva comunicarlo a Su Gobierno, encareciendo le exprese su conformidad a la mayor brevedad posible, a fin de que pueda quedar ultimado el nuevo acuerdo antes de la fecha del 5 de próximo en que termina el régimen actual.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

El Marqués *de Estrella.*

Excmo. Señor Conte Kinjiro Hirosawa,
Enviado Extraordinarió y Ministro Plenipotenciario
de S. M. Emperador del Japón.

175.

JAPON, POLOGNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 7 décembre 1922.*)

Publication officielle japonaise.

His Majesty the Emperor of Japan and the Chief of the Polish State, being desirous to strengthen the relations of amity and good understanding which happily exist between the two nations and to facilitate and extend their reciprocal commercial relations, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for that purpose, and to that end have named their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the Emperor of Japan, Toshitsune Kawakami, Jushii, a member of the third class of the Imperial order of the Sacred Treasure, His Imperial Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the seat of the Government of the Polish Republic; and

The Chief of the Polish State, Mr. Gabriel Narutowicz, Minister of Foreign Affairs and Dr. Henryk Strasburger, Acting Minister of Industry and Commerce;

Who after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other, and, conforming themselves to the laws of the country

1. Shall, in all that relates to travel and residence, be placed in all respects on the same footing as native subjects or citizens.

2. They shall have the right, equally with native subjects or citizens, to carry on their commerce and manufacture, and to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, either in person or by agents, singly or in partnership with foreigners or native subjects or citizens.

3. They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions, and educational studies be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation.

4. They shall be permitted to hire and occupy houses, manufactories, warehouses, shops, and premises which may be necessary for them, and to lease land for residential, commercial, industrial, and other lawful purposes, in the same manner as native subjects or citizens.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 8 janvier 1925.

5. They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to wich subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

6. They shall enjoy constant and complete protection and security for their persons and property; shall have free and easy access to the Courts of Justice and other tribunals in pursuit and defence of their claims and rights; and shall have full liberty, equally with native subjects or citizens, to choose and employ lawyers and advocates to represent them before such Courts and tribunals; and generally shall have on condition of reciprocity the same rights and privileges as native subjects or citizens in all that concerns the administration of justice.

7. They shall not be compelled to pay taxes, fees, charges, or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be paid by native subjects or citizens or the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, including air forces, national guard, or militia and from all contributions imposed in lieu of personal service.

In regard to forced loans and military requisitions or contributions the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall in the territories of the other enjoy the same privileges, immunities and exemptions as may now or may hereafter be granted to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 3.

The dwellings, warehouses, manufactories, and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article 4.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

Article 5.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one High Contracting Party, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall enjoy the lowest rates of customs duty applicable to similar articles of any other foreign origin.

Article 6.

No prohibition or restriction of any kind whatever shall be maintained or imposed on the import or export of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties, into or from the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the like article imported from or exported to any other country.

This provision is not applicable:

1. To articles which constitute a State monopoly,
2. to sanitary or other restrictions or prohibitions occasioned by the desirability of securing the safety of the state, of individuals, or of animals or plants.

Article 7.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected on export to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Article 8.

The High Contracting Parties grant reciprocally freedom of transit to persons, vessels, goods, carriages and wagons in conformity with the laws of the country.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct, or whether during transit they are unloaded, warehoused, and reloaded.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorites, or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the High Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the territories of the other, than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

Merchants and manufacturers, subjects or citizens of one of the High Contracting Parties, as well as merchants and manufacturers domiciled and

exercising their commerce and industries in the territories of such Party, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers, make purchases or collect orders, with or without samples, and such merchants, manufacturers, and their commercial travellers, while so making purchases and collecting orders, shall, in the matter of taxation facilities, enjoy the most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question of the qualification of samples for duty-free admission rests in all cases exclusively with the competend authorities of the place where the importation is effected.

Article 11.

Joint stock companies and other commercial, industrial and financial companies and associations including insurance companies domiciled in the territories of one of the High Contracting Parties and having legal existence according to the laws in force of such Party shall be recognized as having legal existence in the territories of the other and authorized to appear in Court as plaintiffs and defendants according to the laws of that other Party.

Their admission to the pursuit of their industry or their commerce as well as to acquisition of property in the territories of the other Party, shall be dependent upon the laws and ordinances of the country.

With regard to the enjoyment of rights the Polish Government undertakes however to grant, on condition of reciprocity, to the Japanese companies established in Poland the most-favoured-nation treatment provided that this treatment should be granted to any other country which is not contiguous to Poland.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers.

Article 13.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads, and harbours of the High Contracting Parties, no privileges or facilities shall be granted by either Party to national vessels which are not equally, in like cases, granted to the vessels

of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in these respects also the vessels of the two countries shall be treated on the footing of perfect equality.

Article 14.

Merchant vessels navigating under the flag of one High Contracting Party and carrying the papers required by their national laws to prove their nationality shall in the territorial waters of the other be deemed to be vessels of that Party.

Article 15.

No duties of tonnage, transit or canalage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties or charges of whatever nature, or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other which shall not equally, under the same conditions, be imposed in like cases on national vessels in general, or vessels of the most favoured nation. Such equality of treatment shall apply to the vessels of either country from whatever place they may arrive and whatever may be their destination.

Article 16.

Vessels charged with performance of regular scheduled postal service of one of the High Contracting Parties shall enjoy in the territorial waters of the other the same special facilities, privileges, and immunities as are granted to like vessels of the most favoured nation.

Article 17.

The coasting trade of the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws of each of the High Contracting Parties.

Article 18.

The stipulations of this Treaty do not apply:

1. to tariff concessions granted by either of the High Contracting Parties to contiguous States solely to facilitate frontier traffic within a limited zone on each side of the frontier,
2. to the special favours resulting from a Customs Union,
3. to the provisional regulations of Customs between Polish and German Parts of Upper Silesia,
4. to the treatment accorded to the produce of the national fisheries of the High Contracting Parties or to special tariff favours granted by Japan in regard to fish and other aquatic products taken in the foreign waters in the vicinity of Japan,
5. to the special laws of protection of the national commercial vessels according to the international custom.

Article 19.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall enter into operation on the tenth day after the day of the exchange of ratifications and remain in force until the expiration of six months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, and no longer.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Warsaw, in duplicate, this 7th day of December, 1922.

(L. S.) *T. Kawakami.*
(L. S.) *G. Narutowicz.*
(L. S.) *Henryk Strasburger.*

Protocol.

At the moment of proceeding this day to the signature of the present Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Poland, the undersigned Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows:

1. To Article 4. It is, however, understood that the stipulation of this Article shall not affect in anything the laws, dispositions or special regulations in matters of commerce, industry, police, general safety and execution of certain trades or professions, now or hereafter in force in either or both of the countries and applicable to all foreigners.

2. To Article 5. Being understood that the products or manufacture indicated in this Article shall be originated in the countries of the High Contracting Parties, the Customs authorities shall have the right to require on the importation of the above mentioned articles, certificates of origin.

3. To Article 8. The stipulations of this Treaty shall not be interpreted as affecting in any way the rights and duties of each of the High Contracting Parties with regard to the transit of arms and munitions, military equipment and military articles.

4. To Article 14. The High Contracting Parties agree to conclude an agreement upon an equitable basis concerning the reciprocal recognition of the ship's papers as soon as possible.

5. It is understood that the terms of the treatment of the most favoured nation in this Treaty are to be interpreted as immediate, and unconditional unless expressly otherwise provided.

(L. S.) *T. Kawakami.*
(L. S.) *G. Narutowicz.*
(L. S.) *Henryk Strasburger.*

176.

AUTRICHE, HONGRIE, ITALIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Accord pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Sud; signé à Rome, le 29 mars 1923.*)

Službene Novine du 16 mai 1924.

Accord entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovénes et la Compagnie des chemins de fer du Sud (Südbahn) avec l'Intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Sud.

Etant donné:

que d'après l'Art. 320 du Traité de Paix de St. Germain**) et d'après l'Art. 304 du Traité de Paix de Trianon***), la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Sud doit être réalisée par un accord entre la Compagnie et les Etats traversés par le réseau de la même Compagnie;

que l'arbitrage par les arbitres auxquels conformément auxdits Articles de ces Traités de Paix seraient à soumettre les différends sur lesquels ne pourrait pas se faire l'accord, pourra être demandé également par le Comité représentant les porteurs d'obligations;

que par la Convention du 11 février 1921, conclue entre les intéressés et approuvée par l'Assemblée Générale de la Compagnie du 7 juillet 1921, il a été établi un Régime provisoire;

Le Président Fédéral de la République d'Autriche,
S. A. S. le Gouverneur du Royaume de Hongrie,
Sa Majesté le Roi d'Italie,
Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,
ainsi que la Compagnie des chemins de fer du Sud,
et le Comité représentant les porteurs d'obligations,

ont nommé pour représentants munis de pleins pouvoirs:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. le Docteur Othon Mueller-Martini, Chef de Section au Ministère Fédéral des Communications,

M. le Docteur Charles Pollák, Chef de Section au Ministère Fédéral des Finances,

---

*) Ont déposé les instruments de ratification l'Italie (le 20 août 1923); — le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (le 24 août 1923); — la Hongrie (le 10 octobre 1923); — l'Autriche (le 16 octobre 1923).

) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 829. *) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 557.

S. A. S. le Gouverneur du Royaume de Hongrie:

S. E. Jean Teleszky, ancien Ministre des Finances,

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. le Marquis Guglielmo Imperiali di Francavilla, Sénateur du Royaume, Ambassadeur Honoraire,

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

M. l'Ing. Ranislav M. Avramovitch, Sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Communications,

La Compagnie des chemins de fer du Sud:

M. le Dr. Auguste Weeber, Président du Conseil d'Administration de la Compagnie,

M. le Dr. Gustave Fall, Président de la Direction Générale et Membre du Conseil d'Administration de la Compagnie,

Le Comité représentant les Porteurs d'obligations:

M. Gabriel de Vellefrey, Président de l'Association Nationale des Porteurs Français de valeurs mobilières,

M. Gustave Rendu, Vice-Président de l'Association Nationale des Porteurs Français de valeurs mobilières.

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

La Compagnie des chemins de fer du Sud (Südbahn-Gesellschaft), qui dorénavant sera par abréviation appelée la „Compagnie", continue à exister sur la base des Statuts et des actes de concessions avec les modifications qui résultent du présent Accord.

Article 2.

1. Les Etats intéressés confirment les droits accordés à la Compagnie avant le premier novembre 1918 par les autorités compétentes, en tant que ces droits ne sont pas en contradiction avec les dispositions du présent Accord.

2. Aucun des Etats intéressés ne pourra exercer le droit de rachat pendant la durée du présent Accord.

Article 3.

Lors de la dévolution prévue par les actes de concessions, les Etats reprendront les réseaux situés sur leur territoire dans l'état où ils se trouveront à ce moment, sans pouvoir élever une prétention quelconque de ce chef contre la Compagnie.

Article 4.

1. La Compagnie prendra la dénomination de „Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud)";

en langue allemande: „Donau-Save-Adria Eisenbahn-Gesellschaft (vormals Südbahn-Gesellschaft)";

en langue hongroise: „Duna Száva-Adria vasuttársaság (azelött Déli vaspálya tàrsasag)";

en langue italienne: „Compagnia delle Ferrovie Danubio-Sava-Adriatico (antica Compagnia delle Ferrovie Meridionali)“;

en langue serbe-croate-slovène: „Društvo Železnica Dunav-Sava-Jadransko more (Predje: Društvo Južnith Železnica)“.

2. Cette raison sociale sera enregistrée légalement.

3. Le siège de la Compagnie est à Vienne. La Compagnie aura dans chacun des Etats Contractants, sauf sur le territoire de l'Etat où elle a son siège, une succursale (représentation), laquelle sera de même enregistrée légalement.

4. En raison de la composition du Conseil d'administration, il ne sera pas nommé de Commissaire par les Gouvernements des Etats Contractants.

5. Pour assurer la validité et l'exécution des résolutions prises par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Compagnie, une approbation par l'Etat n'est pas nécessaire.

6. Les dispositions des lois et des autres prescriptions des Etats Contractants ne seront pas appliquées à la Compagnie pour autant qu'elles se trouvent en contradiction avec le présent Accord et surtout avec le caractère spécial que lui donne cet Accord. En cas de différend, ce sera exclusivement le tribunal arbitral prévu dans l'Art. 50 qui décidera s'il y a lieu d'appliquer ces lois et prescriptions.

7. Aucune disposition ou mesure ne pourra être prise par les Etats Contractants à l'égard de la Compagnie ou de ses biens, contre sa volonté, du chef qu'elle serait à considérer comme une compagnie ou une société étrangère en égard à la nationalité des actionnaires, ou des créanciers, au siège et au lieu de l'enregistrement de la Compagnie ou au lieu où se trouvent ses établissements et réseaux.

La Compagnie et ses biens ne seront soumis à aucune disposition ou mesure qui porteraient atteinte à ses droits et auxquelles seront assujetties les compagnies, sociétés ou personnes ressortissantes de l'Etat en cause, mais auxquelles ne seraient pas soumises une compagnie, une société ou une personne étrangère.

A la Compagnie et à ses biens seront toujours appliquées les dispositions lois, ordonnances et règlements, qui seraient applicables aux étrangers ressortissants de la nation la plus favorisée d'après les traités et les dispositions en vigueur ou qui résulteraient d'un état de fait.

Ces dispositions ne préjudicient à aucun degré aux dispositions résultant des Articles 48 et 49.

Article 5.

1. La Compagnie sera représentée et administrée, sans préjudicier aux attributions de l'Assemblée Générale des actionnaires, par un Conseil d'administration composé de 29 membres, à savoir:

a) de huit membres élus par l'Assemblée Générale, mais sur présentation des Etats traversés par les réseaux de la Compagnie, et précisément, deux sur présentation du Gouvernement de la République d'Autriche, deux sur présentation du Gouvernement du Royaume de Hongrie, deux sur présentation du Gouvernement du Royaume d'Italie, deux sur présentation du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes;

b) de quatre membres élus par l'Assemblée Générale sur présentation de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières. Au cas où d'autres Associations analogues de porteurs d'obligations se formeraient, dont chacune séparément ou plusieurs ensemble devront représenter les intérêts des porteurs d'un quart au moins des obligations émises par la Compagnie, le droit de présentation pour ces quatre membres appartiendra proportionnellement à l'Association nationale ci-dessus mentionnée et à ces autres associations;

c) de dix-sept autres membres élus librement par l'Assemblée Générale des actionnaires, sans distinction de nationalité ou de résidence.

2. Les membres du Conseil d'administration élus sur présentation ne seront pas obligés de posséder ou de déposer des actions.

3. Les mandats des membres du Conseil d'administration dureront jusqu'à la date de l'Assemblée Générale ordinaire qui se réunira dans la troisième année à compter du jour de leur élection.

Au cas où la présentation d'un des membres du Conseil d'Administration visée dans l'alinéa 1 a) serait révoquée par le Gouvernement respectif au cours de son mandat, le mandat de ce membre expirera au moment où la révocation sera notifiée à la Compagnie. Le Gouvernement en cause présentera dans ce cas un autre membre, qui sera immédiatement élu ou coopté dans le sein du Conseil d'Administration par la Compagnie et qui, pour le reste de la durée du mandat, remplacera le membre dont le mandat vient d'expirer.

4. Le mandat des membres actuels du Conseil d'Administration, qui font partie du Conseil d'Administration sur la base d'une présentation, est prorogé jusqu'à la première Assemblée Générale qui aura lieu après la mise en vigueur, du présent Accord.

Article 6.

1. S'il s'agit de prendre une décision relative, soit à l'une des questions énumérées à l'Art. 15 d-g des Statuts, soit à des questions extraordinaires d'une importance spéciale, il ne pourra être pris de décisions valables, si cinq membres au moins parmi ceux désignés au point a) de l'Art. 5, ou neuf membres au moins parmi ceux mentionnés aux points b) et c) votent contre la proposition. Les questions ci-dessus énumérées ne peuvent être mises à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale que par le Conseil d'administration.

2. Si les membres du Conseil d'administration élus sur présentation d'un Etat, en vertu des dispositions de l'Art. 7, n'ont pas le droit de prendre part au vote, une décision valable concernant les questions mentionnées dans l'alinéa 1 ne pourra être prise, si quatre au moins des membres désignés au point a) de l'Art. 5 votent contre. Il en sera de même au cas où les membres élus sur présentation de deux Etats n'ont pas droit de vote.

3. Une décision relative à toutes les autres questions, qui ne seront pas touchées par l'alinéa précédent, sera prise à la majorité absolue. Parmi ces questions il faut mentionner en particulier les frais d'entretien ordinaires et extraordinaires des parties du réseau qui ne sont pas exploitées par l'Etat, ainsi que les dépenses qui paraissent indispensables au maintien du trafic international.

Article 7.

Si le Conseil d'administration est appelé à prendre des décisions au sujet de transactions ou des contestations entre la Compagnie et un ou plusieurs des Etats territorialement intéressés ou les porteurs d'obligations, les membres du Conseil élus sur présentation de l'un ou de plusieurs des Etats en question, ou d'une ou des associations des porteurs d'obligations ne seront pas autorisés à prendre part au vote. Toutefois les membres qui dans ce cas ne prendront pas part au vote pourront prendre part à la discussion, sans que cela porte atteinte aux droits des Etats ou des obligatoires représentés par eux.

Article 8.

1. Les écritures relatives aux exercices 1919 à 1922 inclus doivent être tenues par les administrations des réseaux de façon à pouvoir établir, après la terminaison des opérations de la liquidation (Art. 25), un bilan général de liquidation mettant notamment en évidence la situation de la trésorerie, du matériel et des approvisionnements. Il n'y aura pas lieu de dresser de bilans, de comptes de profits et pertes ni de comptes d'exploitation annuels pour cette période.

2. La Compagnie établira pour le premier janvier 1923 un bilan d'ouverture qui sera basé sur la situation résultant du présent Accord.

3. Ce bilan sera dressé selon les principes à adopter par le Conseil d'administration et servira de base pour la comptabilité future.

4. L'application des dispositions du présent Article ne pourra donner lieu ni à la perception d'impôts et centimes additionnels, ou de taxes quelconques, ni à aucune contribution pour emprunt forcé, ou autre versement de même nature.

5. Les lois en vigueur dans les différents Etats concernant la perte d'une partie du capital social ne seront pas applicables à la Compagnie. L'Assemblée Générale décidera, s'il y a lieu, une réduction du capital social.

Article 9.

Les Statuts pourront être valablement modifiés dans le cadre des lois applicables à la Compagnie par une délibération valable de l'Assemblée Générale, en tant que ces modifications ne seront pas en contradiction avec le présent Accord. Chaque modification est à enregistrer dans le Registre du Commerce.

Article 10.

1. La Compagnie s'oblige à transférer à chacun des Etats intéressés qui en fera la demande, pour la durée du présent Accord, l'exploitation des lignes sociales traversant le territoire de cet Etat.

2. Il est bien entendu que, parmi ces lignes, sont aussi compris les chemins de fer donnés en concession à la Compagnie par les actes spéciaux de concession, à savoir:

de Liesing à Kaltenleutgeben;
de Mödling à Hinterbrühl et
de Spielfeld à Radkersburg, et que les dispositions du présent Accord sont applicables à ces chemins de fer.

3. Les lignes, c'est-à-dire tout l'ensemble des chemins de fer avec leurs dépendances ainsi que le matériel roulant, resteront propriété de la Compagnie.

4. Le transfert doit avoir lieu après l'expiration du mois qui suit la remise de la déclaration par laquelle l'Etat en cause demande le transfert de l'exploitation du réseau de la Compagnie situé sur son territoire.

5. L'Etat qui le demande devra exploiter le réseau entier de son territoire par son administration de chemins de fer, en se chargeant des frais et des risques d'exploitation.

6. Le transfert de l'exploitation à des Sociétés privées, à des personnes morales ou à des particuliers ne pourra s'effectuer qu'avec le consentement de la Compagnie, sous réserve de tous engagements pris vis-à-vis des obligataires. Ce consentement ne pourra pas être refusé si pleine garantie existait que l'exécution du présent Accord ne supportera aucun préjudice dans le cas d'un pareil transfert.

Article 11.

1. Tous les droits et tous les engagements de la Compagnie en connexité avec l'exploitation du réseau, seront transférés à l'Etat exploitant à partir du commencement de l'exploitation en tant qu'il n'y a pas d'autres dispositions dans les Articles suivants.

2. Les Etats seront également substitués à la Compagnie dans les contrats d'affermage et d'exploitation conclus par elle avec d'autres administrations de chemins de fer.

Article 12.

1. Dans le cas où un ou plusieurs Etats déclareraient qu'ils veulent exploiter eux-mêmes les chemins de fer traversant leur territoire, la Compagnie sera obligée de livrer ces chemins de fer avec leurs accessoires et leurs dépendances, y compris les approvisionnements dans l'Etat où ils se trouvent au moment du transfert de l'exploitation et avec la part du matériel roulant de transport et de traction et du matériel de rechange, modèles et dessins, correspondant à l'Etat de possession au 1er juin 1922.

2. Cette part est représentée pour les divers Etats par les pourcentages suivants:

République d'Autriche, 33.8 % (trente-trois et huit dixièmes %);
Royaume de Hongrie, 16.5 % (seize et cinq dixièmes %);
Royaume d'Italie, 24.3 % (vingt-quatre et trois dixièmes %);
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 25.1 % (vingt-cinq et un dixième %);
Réservé, 0.3 % (trois dixièmes %);

3. Une Commission technique, composée d'experts des administrations des chemins de fer de chacun des Etats et d'experts de la Compagnie, sera convoquée dans le délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent Accord pour le partage effectif du matériel roulant, pièces de rechange, modèles et dessins, suivant les principes généraux énoncés dans l'annexe A

faisant partie intégrante du présent Accord. Ce partage devra être fait, en tout cas, que le droit de l'Etat à prendre en propre exploitation le réseau de la Compagnie soit exercé ou non.

4. Le matériel roulant de la Compagnie, partagé entre les réseaux intéressés, devra porter en plus des marques et numérotages particuliers de l'Etat exploitant, la marque spéciale de la Compagnie, commune aux quatre Etats.

5. Dans le cas où l'un des Etats exercerait le droit d'exploitation, la marque à appliquer sera la suivante:

pour la République d'Autriche: „B. B. Oesterreich (Sud)“;
pour le Royaume de Hongrie: „Av. Hungaria (Sud)“ (après la répartition définitive du matériel roulant des chemins de fer des Etats de l'ancienne Monarchie austro-hongroise „M. A. V. (Sud)“;
pour le Royaume d'Italie: „F. S. (Sud)“;
et pour le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes: „S. H. S. — C. X. C. (Sud)“.

6. Si dans un Etat intéressé le réseau social est exploité par la Compagnie, les marques à appliquer seront les suivantes:

dans la République d'Autriche: „Sud (Austria)“;
dans le Royaume de Hongrie: „Sud (Hungaria)“;
dans le Royaume S. H. S.: „Sud (S. H. S.)“;
dans le Royaume d'Italie: „Sud (Italia)“.

7. Un inventaire sera dressé pour chaque réseau au moment de l'apposition de nouvelles marques, afin de pouvoir identifier, dans la suite, le matériel de la Compagnie.

Article 13.

1. Le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte du présent Accord, sera inscrit comme servitude d'usage sur les livres des chemins de fer, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypothèque sous réserve des dispositions de l'Art. 43.

2. Les Etats, à partir du moment où ils auront commencé l'exploitation des lignes sociales traversant leur territoire, devront entretenir en bon état le chemin de fer, ses accessoires, ses dépendances et le matériel roulant, de manière à en assurer la circulation d'après les règles de l'art.

3. Le matériel roulant de transport et de traction qui aura été transféré, sera employé en premier lieu sur les lignes sociales exploitées par l'Etat, pour satisfaire aux exigences de leur trafic intérieur aussi bien qu'international.

Ces exigences satisfaites dans les limites du possible, les Etats auront la faculté d'employer ce matériel pour desservir le trafic de tous leurs réseaux, prenant à leur compte les taxes de location.

4. L'exploitation des lignes pourra être restituée à la Compagnie sur préavis d'un an. En ce cas seront valables les dispositions du présent Accord relatives à l'exploitation d'un réseau par la Compagnie. Une Convention spéciale sera conclue, le cas échéant, entre l'Etat et la Compagnie,

en vue de régler les modalités de la remise du réseau, et notamment de la prise en service du personnel.

Article 14.

1. Les dépenses d'investitions, d'entretien et de renouvellement des chemins de fer, de leurs dépendances ainsi que du matériel roulant seront à la charge de l'Etat exploitant.

2. En cas d'investitions et de travaux de renouvellement, les Gouvernements feront connaître à la Compagnie la durée d'amortissement envisagée, eu égard aux conditions techniques. La Compagnie pourra formuler ses objections contre la durée ainsi proposée en tant qu'il s'agira d'investitions et de travaux de renouvellement dépassant dans chaque cas le montant de 5000 (cinq mille) francs-or.

3. Les dépenses d'investitions et de renouvellement seront converties en annuités sur la base de la durée d'amortissement adoptée et d'un taux d'intérêt de 3 (trois) $^0/_0$.

4. En cas de restitution des lignes à l'exploitation par la Compagnie, les annuités échéant à partir de la restitution des lignes seront mises à la charge du compte d'exploitation du réseau restitué.

Article 15.

1. L'Etat qui entreprendra l'exploitation des lignes payera au fonds des obligations institué par l'al. 1 de l'Art. 33, à titre de redevance pour l'usage des lignes, de leurs dépendances, de leurs accessoires, y compris les approvisionnements, et du matériel roulant, une somme annuelle dans la mesure de 22.5 $^0/_0$ (vingt-deux et cinq dixièmes) du revenu brut des lignes exploitées par lui.

2. La comptabilité des recettes brutes sera présentée à la Compagnie dans le délai de 6 mois après la fin de l'année d'exploitation.

3. Les redressements de comptes concernant par exemple des décomptes de transports communs ou autres opérations analogues seront incorporés dans la comptabilité du dernier exercice non encore définitivement clôturée.

4. L'année d'exploitation commencera le premier janvier pour finir le 31 décembre.

5. La redevance annuelle susvisée pour l'usage des lignes exploitées par les Etats ne sera jamais inférieure à 6.760.000 (six millions sept cent soixante mille) francs-or pour le réseau autrichien; à 3.300.000 (trois millions trois cent mille) francs-or pour le réseau hongrois; à 4.920.000 (quatre millions neuf cent vingt mille) francs-or pour le réseau italien; à 5.020.000 (cinq millions vingt mille) francs-or pour le réseau S. C. S. *(contribution minimum).*

6. La redevance à payer sur la base du produit brut au-delà du minimum ne doit pas dépasser au maximum la moitié dudit minimum. Le montant à payer au-delà du minimum est désigné comme *excédent.*

7. En considération de la situation spéciale de la République d'Autriche et des charges particulières qui lui incombent en vertu de certaines dis-

positions du présent Accord, cet Etat n'aura pas à payer l'excédent pendant les 5 premières années, à partir du 1er janvier 1923. Le maximum de l'excédent est fixé à partir de la sixième année par le pourcentage suivant:

pour la 6e à la 10e année	$7^1/_2$ %	de la contribution	minimum
„ 11e „ 15e „	15 %	„	„
„ 16e „ 20e „	25 %	„	„
„ 21e „ 25e „	35 %	„	„
et à partir de la 26e „	50 %	„	„

8. En considération de la situation spéciale du Royaume de Hongrie, cet Etat n'aura à payer sur sa contribution minimum que 3.000.000 (trois millions) de francs-or par an, si des 22.5 % des recettes brutes du réseau hongrois il résulte un montant au dessous de 3.000.000 (trois millions) de francs-or. Pour les années où il en résulte un montant entre 3.000.000 (trois millions) et 3.300.000 (trois millions trois cent mille) francs-or le Royaume de Hongrie n'aura à payer sur sa contribution minimum que le montant ainsi résultant. La différence sur la contribution minimum, qui résulte de cette disposition, sera versée par le Royaume d'Italie dans les mêmes conditions et délais que le versement du Royaume de Hongrie. Le décompte spécial à établir entre le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie par suite des payements ainsi effectués par le Royaume d'Italie à chaque échéance trimestrielle, aura lieu à l'occasion du décompte général prévu à l'alinéa 10, et sera réglé d'après les mêmes dispositions.

La somme que le Royaume d'Italie aura payée de ce chef dans une année sera déduite de l'excédent garanti ou à payer par ledit Royaume d'Italie et qui résulte de l'exploitation du réseau italien dans l'année en cause.

9. Des acomptes seront payés sur les contributions minimum. Ces acomptes seront payés par quotes-parts égales représentant chacune le quart de la contribution minimum, cinq jours avant la fin de chaque trimestre. Le payement sera fait exclusivement en francs-or.

10. Pour calculer les différences par rapport à la contribution minimum qui pourraient résulter de l'application du pourcentage fixé sur les recettes brutes, les recettes brutes afférentes à chaque trimestre seront converties en francs-or sur la base du cours moyen du trimestre en cause à la Bourse de Londres. Si 22.5 % des recettes annuelles ainsi calculées donnent un excédent par rapport à cette contribution minimum, cet excédent sera payé au fonds des obligations dans le sixième mois après la fin de l'année en cause à titre provisoire sur la base du compte présenté par l'Etat selon la disposition de l'alinéa 2. Le payement sera effectué en francs-or. Les différences pouvant résulter de la vérification des décomptes par la Compagnie sont à régler dans le délai de trois mois après la vérification.

11. Par recettes brutes, on entend les recettes de toute nature résultant de l'exploitation des réseaux, déduction faite:

a) du remboursement effectif des détaxes dûment publiées aussi bien que des détaxes par suite d'erreurs dans l'application des dispositions réglementaires et tarifaires;

b) des impôts et des droits sur les transports, ainsi que de l'impôt foncier sur les loyers et fermages, en tant que supporté par le chemin de fer;

c) des entrées représentant de purs remboursements de frais.

12. En fixant le pourcentage de 22.5% (vingt-deux et cinq dixièmes) convenu au premier alinéa de cet Article, on est parti de la quotité des impôts du trafic au premier juillet 1922. Si dans la suite, l'ensemble des impôts et droits sur le transport devait augmenter ou diminuer dans un Etat vis-à-vis de la situation au premier juillet 1922, le pourcentage convenu du réseau en question augmentera ou diminuera de telle manière que le rapport du pourcentage aux recettes d'ensemble, impôt et droits sur le transport y compris, reste le même qu'au 1er juillet 1922.

13. Les recettes d'intérêts pour le capital d'établissement pour la voie de péage Felixdorf-Wr. Neustadt et pour les stations communes seront versées intégralement à la Compagnie.

14. Les contrats de péage entre la Compagnie et les chemins de fer de l'Etat, y compris le péage pour la ligne Zaprešić à Zagreb concernant des lignes de la Compagnie, seront suspendus pendant la durée de l'exploitation du réseau en cause par l'Etat. Toutefois, les recettes brutes des lignes de péage qui, d'après les contrats de péage, devraient revenir aux chemins de fer de l'Etat, seront établies à part, et 22.5% de ces recettes brutes seront attribués à la Compagnie en plus de la redevance prévue à cet Article. D'autre part, ces recettes devront être séparées des recettes du réseau, et il n'en sera donc pas tenu compte lors du calcul de la redevance prévue dans cet Article. On reservera à un accord spécial à conclure entre la Compagnie et les chemins de fer d'Etat de s'entendre sur la manière de constater les recettes des voies de péage qui résultent du fait que l'on appliquera, comme jusqu'ici, le tarif local du chemin de fer d'Etat pour tout le parcours. Il interviendra de même un arrangement entre les chemins de fer fédéraux de l'Etat Autrichien et la Compagnie pour ce qui concerne le partage des recettes provenant de transports qui traversent des lignes de la Compagnie et du chemin de fer de Pottendorf.

15. L'Italie versera en plus une contribution annuelle de deux francs-or pour chaque tonne d'importation et d'exportation par voie de mer provenant de l'étranger ou destinée à l'étranger transitant par le port de Trieste et dépassant 650.000 (six cent cinquante mille) tonnes par an.

16. La contribution ne sera jamais supérieure à 4 (quatre) millions de francs-or par an.

17. La redevance des Etats qui devrait dépasser la contribution minimum ne sera pas exigible dans la mesure du montant qui sera versé par le Royaume d'Italie du chef de cette contribution spéciale. Ladite contribution du Royaume d'Italie remplacera par conséquent proportionnellement le versement qui doit être fait par les Etats en rapport aux revenus bruts au-dessus du minimum.

18. Cette proportion est fixée comme suit;
République d'Autriche: 44.8 % (quarante-quatre et huit dixièmes);
Royaume de Hongrie: 21.9 % (vingt et un et neuf dixièmes);
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: 33.3 % (trente-trois et trois dixièmes).

19. Lorsque commencera l'exploitation d'un réseau par l'Etat, tous les droits se rapportant à ce réseau ou à son exploitation ne pourront être exercés qu'exclusivement contre l'Etat en cause.

Annexe.

Dans le cas d'exploitation d'un réseau par l'Etat, il appartiendra à la Compagnie, en ce qui concerne l'intérêt du capital d'établissement des lignes de péage et des stations communes, de sauvegarder et de représenter ses droits et intérêts vis-à-vis des administrations de chemin de fer exploitantes. Si l'administration de chemin de fer de l'Etat était co-usufruitière, il sera décidé, en matière de différends éventuels sur la question de la convenance de l'intérêt du capital d'établissement, par le tribunal arbitral prévu à l'Art. 50 de présent Accord.

Article 16.

1. Les lignes de la Compagnie exploitées par l'Etat dépendront directement de la Direction Générale des chemins de fer de l'Etat. Lorsqu'il n'y a pas une direction générale autonome des chemins de fer de l'Etat, l'administration des lignes dépendra directement du Ministère dont relèvent les chemins de fer. Pour ces lignes un compte spécial sera établi (voir Art. 15, al. 10).

2. Toutefois, à l'expiration d'un délai de deux ans après l'entrée en vigueur du présent Accord, les Etats Contractants pourront s'entendre avec la Compagnie et le Comité des Obligataires (Art. 34) sur des principes ayant pour but de remplacer le compte séparé des recettes afférentes à la Compagnie, au moyen d'une clef à établir ayant pour base les résultats des comptes séparés.

Article 17.

1. Si tous les Etats, dans un délai d'un mois après la mise en vigueur du présent Accord déclarent faire usage du droit de se charger de l'exploitation, au personnel seront appliquées les dispositions suivantes.

2. Le personnel qui figure au moment de la mise en vigueur du présent Accord, dans les cadres d'un réseau de la Compagnie, en tant qu'il a la nationalité de l'Etat en question ou que cette nationalité lui sera reconnue dans le délai ultérieur de 6 mois après la mise en vigueur du présent Accord en vertu de la déclaration d'élection ou d'option déjà présentée dans le délai fixé par les dispositions légales du Pays respectif, en vigueur, passe au service de l'Etat en question. Le personnel restant de chaque réseau de la Compagnie sera mis à la retraite, conformément aux règlements existants au moment de la mise en vigueur du présent

Accord, en tant qu'il ne sera pas tout de même repris par l'un des Etats Contractants.

3. Le personnel de la Direction Centrale — à l'exclusion du personnel du domaine privé et du personnel revendiqué dans un délai de 2 mois après la mise en vigueur du présent Accord par la Compagnie, pour le service central (Article 26) — en tant qu'il à la nationalité de l'un des Etats Contractants ou que cette nationalité lui sera reconnue dans le délai ultérieur de 6 mois après la mise en vigueur du présent Accord en vertu de la déclaration d'élection ou d'option déjà présentée dans le délai fixé par les dispositions légales du Pays respectif, en vigueur, passe au service de l'Etat en cause et cela conformément à sa nationalité. Le personnel restant de la Direction Centrale sera mis à la retraite en conformité des règlements existants au moment de la mise en vigueur du présent Accord, en tant qu'il ne sera pas repris tout de même par l'un des Etats Contractants ou ne sera pas employé au domaine privé ou revendiqué pour le service central.

4. Les dépenses faites pour les agents mis à la retraite conformément aux alinéas 2 et 3 à partir du moment de la mise en vigueur du présent Accord, jusqu'à leur mise à la retraite, sont à supporter, en tant que ces agents sont employés pendant ce temps sur l'un des réseaux, par l'Etat sur le territoire duquel est situé le réseau en cause; sinon ces mêmes dépenses seront supportées par tous les Etats Contractants conformément aux dispositions du présent Accord pour les allocations de toute sorte des anciens retraités. Dans ce dernier cas, le payement sera fait par l'Etat dont la monnaie aura servi de base pour le calcul des traitements actifs au moment de la mise en vigueur du présent Accord.

5. Le personnel effectif et le personnel provisoire passés au service de l'Etat exploitant auront en tout cas, dès le moment de la prise en exploitation, le rang et les appointements, les retributions et les promotions établies pour le personnel des chemins de fer de l'Etat. A ce personnel passé au service de l'Etat seront appliquées les dispositions concernant les conditions du personnel des chemins de fer de l'Etat y compris les qualifications et les appointements accessoires. Autant que le nouvel arrangement des services le permet, on tiendra compte aussi de la position du personnel au moment du passage.

6. Le personnel susmentionné aura le droit de retraite et de subvention d'après les règles en vigueur pour le personnel des chemins de fer de l'Etat. Le service fait auprès de la Compagnie sera compté pour le traitement de pension avec les dispositions en vigueur pour le personnel des chemins de fer de l'Etat, en tant qu'il peut être racheté, en vertu de ces dispositions mêmes, avec la réserve mathématique visée aux alinéas 9 et 11. Les Etats se réservent de fixer les dispositions pour faciliter au personnel le rachat des années de service qui ne peuvent pas être rachetées avec la réserve mathématique mentionnée ci-dessous. Pour le personnel qui n'est pas inscrit à un des trois fonds de prévoyance mentionnés à l'alinéa 9, l'Etat se réserve de reconnaître ou le droit aux allocations de retraite (gesellschaftliche

Pension, gesellschaftliche Provision, gesellschaftliche Gnadengabe) qui reviennent à ce personnel selon les dispositions en vigueur chez la Compagnie au moment de la prise en exploitation par l'Etat, ou, pour le service passé à l'Etat, le droit aux retraites ou indemnités en vigueur pour le personnel des chemins de fer de l'Etat.

7. En tant que, dans certains cas il est assuré à des agents repris en service par les Etats des traitements actifs et de retraite qui ne sont pas prévus par les règlements relatifs au personnel des chemins de fer de l'Etat, ces agents seront mis en retraite par l'Etat en cause. Les agents toucheront les retraites et les subventions conformément aux règlements qui les concernent en vigueur auprès de la Compagnie au moment de la prise en exploitation.

8. Le personnel en retraite au moment de la mise en vigueur du présent Accord (familles y comprises) et le personnel qui sera mis à la retraite d'après les alinéas 2, 3 et 7 seront considérés comme „anciens retraités“.

9. La Compagnie s'engage à porter au crédit des Etats Contractants un capital correspondant aux réserves mathématiques calculées sur la base d'un taux d'intérêt de 5 % qui devraient être accumulées pour faire face aux engagements des fonds de prévoyance („Pensionsinstitut für Beamte“, „Pensionsinstitut für Diener“, „Pensionsinstitut für Arbeiter“) dans la mesure résultant au moment de la mise en vigueur du présent Accord envers le personnel actif (familles y comprises) passant au service de l'Etat et envers les anciens retraités.

10. Les réserves mathématiques, relatives au personnel actif qui passe au service des chemins de fer de l'Etat italien seront calculées et portées au crédit de l'Etat italien en lires au pair des couronnes anciennes. De même les réserves mathématiques relatives aux anciens retraités qui seront payées par le Royaume d'Italie d'après les dispositions des alinéas 18 à 20 de cet Article, seront calculées et portées au crédit des Etats d'après les dispositions du présent Accord en lires au pair des couronnes anciennes.

11. Sur le capital correspondant aux réserves mathématiques pour les engagements des fonds de prévoyance envers le personnel actif (familles y comprises) la Compagnie portera au crédit de chaque Etat Contractant la part nécessaire pour satisfaire aux droits du personnel actif (familles y comprises) effectivement repris par l'Etat en cause.

12. Le capital correspondant aux réserves mathématiques relatives aux anciens retraités sera partagé dans les proportions suivantes:

République d'Autriche, 33.8 % (trente-trois et huit dixièmes %);
Royaume de Hongrie, 16.5 % (seize et cinq dixièmes %);
Royaume d'Italie, 24.6 % (vingt-quatre et six dixièmes %);
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 25.1 % (vingt-cinq et un dixième %).

13. Les sommes portées au crédit des Etats comme ci-dessus seront converties en francs-or sur la base du taux de change du 31 décembre 1922 et seront payées d'après les dispositions fixées par le présent Accord

pour le remboursement des dettes provenant du Régime provisoire sous réserve des dispositions de l'Art. 27 par. 6 et 7.

14. Les Etats emploieront chaque année pour la réduction des dépenses d'exploitation du réseau qu'ils exploitent, les sommes disponibles dans l'année en cause sur les réserves mathématiques dont il a été question, telles que ces sommes résultent d'un tableau à établir d'avance sur la base du calcul d'assurance technique.

15. Les droits du personnel actif restant au service central de la Compagnie et du personnel du domaine privé, aux allocations de retraite de toute sorte ne pourront être exercés que contre les fonds de prévoyance mentionnés, ou contre la Compagnie.

16. Les trois fonds de prévoyance susmentionnés seront maintenus exclusivement pour satisfaire aux engagements de ces fonds vis-à-vis des membres actifs restant au service central de la Compagnie et au domaine privé de la Compagnie. Le Conseil d'Administration peut réunir ces fonds, modifier les Statuts des fonds ou réunir leur actif à l'actif de la Compagnie, qui dans ce cas prendra à sa charge les engagements des fonds de prévoyance.

17. Les droits des anciens retraités aux allocations de retraite de toute sorte (y compris les indemnités de cherté de vie ou d'appointements analogues de toute sorte) revenant à ces retraités au moment de la mise en vigueur du présent Accord sont exercés contre l'Etat Contractant qui est obligé au payement d'après les dispositions des alinéas 18 à 20.

Il est indifférent que les allocations accordées soient imputées sur les ressources des fonds de prévoyance ou mises à la charge du compte d'exploitation.

18. Le payement des allocations de retraite de toute sorte des anciens retraités sera fait par chaque Etat Contractant aux retraités qui, au premier juillet 1922, avaient leur résidence dans son territoire, même si après cette date un changement de résidence a eu lieu; même dans ce cas les payements seront faits dans la monnaie du pays de l'Etat qui paye.

19. Le payement des allocations de retraite de toute sorte aux anciens retraités qui se trouvaient encore en activité le premier juillet 1922 sera fait par l'Etat dont la monnaie a servi de base au calcul des derniers traitements actifs de l'ancien retraité en cause.

20. Le payement des allocations de retraite de toute sorte aux anciens retraités, qui avaient le premier juillet 1922 leur domicile en dehors des Etats Contractants, se fera par l'Etat dont la monnaie aura été prise comme base pour le calcul de la pension le premier juillet 1922.

21. A la fin de chaque mois chaque Etat dressera, en francs-or, un bordereau des payements faits pour les anciens retraités.

22. La conversion en francs-or de la valeur des sommes payées en monnaie du pays sera faite chaque mois sur la base de la valeur moyenne du change à la bourse de Londres pendant le mois précédant les payements mensuels.

23. Ces bordereaux seront remis à la Compagnie chaque mois.

24. Le montant total de tous les payements effectués convertis en francs-or sera partagé par la Compagnie entre les Etats à la fin de chaque année dans les proportions susvisées (al. 12).

25. L'écart entre les sommes payées par un Etat et les sommes qui sont à sa charge d'après la disposition précédente sera porté au débit ou au crédit de l'Etat en cause sans intérêts.

26. Ce décompte ainsi établi, le montant qui en résulte comme solde à la charge de chaque Etat, sera mis à la charge de l'exploitation du réseau.

27. Pour la mesure du payement à reconnaître dans ce décompte sera décisif l'état de droit et de fait au moment de la mise en vigueur du présent Accord.

28. Si un Etat prend des dispositions qui ont pour effet d'augmenter la mesure des allocations de retraite de toute sorte (y compris les indemnités de cherté de vie ou d'appointements analogues de toute sorte) fixées au premier juillet 1922, converties en francs-or, le surplus sera à la charge de l'Etat dans lequel l'ancien retraité avait la résidence au premier juillet 1922.
La disposition précédente sera appliquée seulement pour le montant qui dépasse la mesure des allocations de retraite de toute sorte, fixées au premier juillet 1922 en Autriche, calculées en francs-or.

29. Les dispositions qui précèdent trouveront une application conforme dans le cas de l'exploitation d'un ou plusieurs réseaux par la Compagnie. Les engagements qui, dans le cas d'exploitation par les Etats, viendraient à charger ceux-ci, seront mis à la charge du compte d'exploitation du réseau en cause. Les sommes que les Etats, s'ils exploitent eux-mêmes, doivent utiliser pour la réduction des dépenses de l'exploitation du réseau conformément à l'al. 14 de cet Article, seront aussi mises par les Etats à la disposition du réseau dans le cas d'exploitation par la Compagnie. Les trois fonds de prévoyance seront maintenus même dans ce cas exclusivement pour satisfaire aux engagements de ces fonds vis-à-vis des membres actifs restant au service central et au domaine privé de la Compagnie.

30. Si la Compagnie en cas d'exploitation d'un ou de plusieurs réseaux par elle-même doit adjoindre à son service central d'autres services (Art. 26), le personnel de ces services appartiendra à l'Etat du personnel qui fait le service pour le réseau en cause, d'après sa nationalité.

31. Dans le cas où l'un des Etats prendrait plus tard à sa charge l'exploitation du réseau situé sur son territoire, tous les droits du personnel employé sur ce réseau, anisi que les droits à la retraite, incombant à ce réseau, seront exercés à partir du moment de la prise en exploitation, contre l'Etat en cause. La Compagnie, eu égard aux dispositions de l'al. 9 du présent Article, n'aura rien à bonifier à l'Etat à ce titre. Il en sera de même si la prise en exploitation par l'Etat n'a lieu qu'en 1968, lors de la dévolution. En outre, pour le passage du personnel au service de l'Etat seront à appliquer les dispositions précédentes.

32. A partir de la date de la signature du présent Accord, la Compagnie ne pourra modifier les conditions actuelles du personnel, qu'après entente préalable avec l'Etat traversé par le réseau desservi par ledit personnel.

Article 18.

Le droit d'établir les tarifs locaux sur les lignes de la Compagnie est réservé à l'Etat dans le territoire duquel le réseau en cause est situé, soit que le réseau est exploité par l'Etat, soit que le réseau est exploité par la Compagnie. Dans ce dernier cas la Compagnie sera préalablement entendue à titre consultatif.

Article 19.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à établir, dès la mise en vigueur du présent Accord, des tarifs directs pour les transports des voyageurs, bagages et marchandises sur les réseaux de la Compagnie.

Article 20.

Pour faciliter le travail technique relatif aux questions visées à l'Article précédent il sera du ressort d'un Comité formé par les délégués des Etats faisant partie du Conseil d'administration de la Compagnie, d'établir, par simple soudure des tarifs locaux, un service de tarifs directs sur les lignes de la Compagnie affectées au trafic direct entre les Etats Contractants.

Le Comité est tenu de comprendre dans les tarifs directs les quotes-parts à prix réduits émises éventuellement par une des administrations des chemins de fer des Etats exploitants.

Article 21.

1. Il est également du ressort du Comité des délégués des Etats:

a) d'établir sur les lignes de la Compagnie affectées au trafic direct entre les Etats Contractants des tarifs directs, avec des réductions jusqu'à la limite de 30% sur les prix des tarifs locaux à souder;

b) de concéder des réductions tarifaires, soit par voie directe, soit par voie de détaxes, ainsi qu'à permettre la cumulation des parcours sur les lignes de la Compagnie;

c) de réduire les taxes des tarifs du service intérieur des marchandises, pour les lignes parcourues en transit jusqu'à 75% du droit de manutention, et pour les lignes de chacun des chemins de fer expéditeur et destinataire jusqu'à 50%; il sera du ressort du Comité susdit de fixer des principes pour trouver les droits de manutention compris dans les tarifs des réseaux particuliers ou bien de fixer des taux égaux pour tous les réseaux servant pour base des réductions à accorder;

d) de déterminer les conditions des Accords ayant trait au trafic international sur les réseaux de la Compagnie et concernant au moins deux des réseaux susdits et une ou plusieurs autres administrations des chemins de fer intéressés. Ces conditions une fois déterminées serviront comme base de négociation dans une conférence à convoquer entre les administrations des chemins de fer intéressés. L'initiative pour la convocation de cette

conférence sera confiée par le Comité à une des administrations des chemins de fer exploitant le réseau de la Compagnie.

2. L'alinéa précédent ne porte pas atteinte aux droits des Etats exploitants, de prendre toute initiative en ce qui concerne les dispositions ci-dessus.

Article 22.

1. Les délibérations visées aux Art. 20 et 21 seront prises par le Comité des délégués à l'unanimité. Les délégués des Etats ne pourront se prononcer en aucun cas, contre la soudure des tarifs locaux conformément à l'Article 20.

2. Les délibérations visées à l'Article 20 seront soumises à une révision de l'administration compétente de l'Etat en tant qu'il s'agit de constater la parfaite correspondance du tarif direct avec les tarifs locaux. Les objections éventuelles seront à communiquer au Comité dans un délai maximum de deux semaines.

3. Les délibérations visées à l'Article 21 seront soumises à l'approbation des Etats. Chaque Etat aura la faculté d'autoriser ses délégués à signifier son approbation lors du vote.

Article 23.

1. Les délibérations du Comité des délégués des Etats, prises au sujet des questions visées à l'Article 20, seront exécutées sans délai par les directions d'exploitation des Etats et de la Compagnie, après la révision prévue à l'Article 22 al. 2 et, à défaut d'objections, dans le délai de deux semaines.

2. Les délibérations concernant les questions visées à l'Article 21 seront valables pour les Etats qui les auront adoptées soit par la voix de leurs délégués préalablement autorisés, soit par approbation, à donner dans un délai de trois semaines, et elles seront exécutées par les directions d'exploitation intéressées pour autant que ces délibérations pourront être appliquées.

Annexe aux Articles de 18 à 23.

1. L'engagement de la République Autrichienne de maintenir sur ses lignes le régime des tarifs existant avant la guerre pour les trafics des ports de l'Adriatique et de la Mer Noire relativement à leur concurrence avec les ports de la Mer du Nord, comme il découle du Traité de St. Germain, n'est pas modifié.

2. Il n'y a pas lieu d'exiger que les réductions visées à l'Article 21 soient appliquées à un taux égal pour tous les réseaux.

3. La cumulation des parcours doit être entendue dans le sens qu'il y a lieu d'appliquer pour le parcours afférent à chaque réseau la base tarifaire kilométrique, portée par le tarif dudit réseau en corréspondance du parcours total.

4. L'ordre du jour pour les délibérations du Comité d'administration doit être entre les mains des délégués en temps utile, mais tout au moins une semaine avant la réunion du Comité.

5. Les délégués des Etats pourront être accompagnés des experts des services tarifaires et commerciaux de l'administration compétente de l'Etat.

6. Dans le cas où la Compagnie exploite un réseau elle-même il est de son ressort d'accorder des facilités de parcours pour voyageurs et des réductions des taux de transport et des droits accessoires pour certaines catégories de marchandises et certaines relations de trafic sans préjudice du droit de l'Etat en cause concernant l'approbation de mesures tarifaires.

Les réductions des taux de transport et des droits accessoires seront notifiées au moment de leur publication au Gouvernement de l'Etat en cause. Si le Gouvernement le demande, elles seront suspendues immédiatement en tenant compte des délais légaux de publication.

Article 24.

1. Chaque Etat est redevable du versement au fonds d'obligations des sommes prévues à l'Art. 15, soit qu'il exerce lui-même l'exploitation du réseau situé sur son territoire, comme le prévoit l'Art. 15, soit que la Compagnie exploite le réseau.

2. Dans le cas où la Compagnie exploite le réseau. l'Etat en cause est tenu de garantir la couverture de tout déficit éventuel d'exploitation et, en outre, de payer directement au fonds des obligations, aux lieu et place de la Compagnie les mêmes sommes qui sont à payer d'après l'Art. 15, dans les conditions et délais fixés audit Article, la Compagnie étant tenue de soumettre à l'Etat le décompte des recettes brutes dans un délai de six mois après l'expiration de l'exercice. Vis-à-vis de la Compagnie l'Etat en cause aura le droit au remboursement des payements ainsi effectués par lui sur tout le produit net du réseau en cause du même exercice et des exercices ultérieurs. En vue de garantir l'exercice de ce droit de rembours il est conféré à l'Etat en cause un droit de gage sur les recettes brutes du réseau dont il s'agit.

3. Les frais des investitions et de renouvellement des chemins de fer seront à la charge de l'exploitation courante de ces réseaux. La Compagnie — en observant une gestion aussi économique que possible — sera tenue d'établir à temps une prévision d'exploitation annuelle (budget) pour chaque réseau exploité par elle, y compris les frais d'entretien ordinaires et extraordinaires, les frais des investitions et de renouvellement. Cette prévision sera soumise à l'approbation de l'Etat respectif. Le Gouvernement aura le droit d'exercer un contrôle efficace, et la Compagnie sera obligée de prendre toutes les mesures pour assurer l'exercice de ce contrôle. La Compagnie sera aussi tenue de dresser annuellement un compte d'exploitation séparé pour chaque réseau non exploité par l'Etat intéressé. Ce compte sera soumis à l'approbation de cet Etat.

4. Si toutefois, pour assurer la regularité de l'exploitation il devient nécessaire de disposer d'un fonds d'exploitation, l'Etat intéressé fera des avances correspondantes au fur et à mesure des exigences de l'exploitation constatées par lui.

5. Les dispositions de l'Article 15 concernant la contribution spéciale du Royaume d'Italie, seront applicables, par analogie, pour le cas où un ou plusieurs Etats n'exploitent pas le réseau. Si un Etat avait à effectuer un payement sur la base de la garantie excédant le minimum, ce payement ne pourra pas être exigé par le Comité des obligataires dans la mesure où une quote-part de la contribution du Royaume d'Italie revient au réseau en question.

6. En cas d'exploitation d'un réseau par la Compagnie, les droits se rapportant à ce réseau ou à son exploitation ne pourront être exercés qu'exclusivement auprès d'une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat, sur le territoire duquel est situé le réseau en cause. Il ne pourra pas être exécuté de poursuites au titre de ces droits sur un autre réseau de la Compagnie (y compris ses accessoires). Si pour de telles créances se rapportant à un réseau ou à son exploitation, et en conséquence ne touchant pas le domaine privé ou la gestion du Service Central ou des fonds de prévoyance (Art. 17, al. 16 et 29), le domaine privé devait être mis à contribution, l'Etat sur le territoire duquel est situé le réseau auquel se rapporte la créance en question, tiendra la Compagnie indemnisée de tous dommages intérêts et de poursuite.

Annexe.

Dans le cas d'exploitation d'un réseau par la Compagnie seront applicables les dispositions de l'Article 15 sur les recettes provenant des intérêts du capital d'établissement; les traités de péage entre la Compagnie et les chemins de fer de l'Etat ne sont pas suspendus.

Il est bien entendu que les profits ou pertes résultant pour la Compagnie de l'exploitation de chemins de fer qui ne sont pas propriété de la Compagnie et qui sont pris en exploitation par elle, seront mis au compte de l'exploitation du réseau exploitant.

Article 25.

1. L'Etat qui prendra en sa propre exploitation le réseau de la Compagnie situé sur son territoire prend possession des approvisionnements et des espèces de l'exploitation du réseau; les créances de toute sorte, chèques et lettres de change qui appartiennent en vertu des dispositions du Régime provisoire au réseau en cause lui seront transférés par la Compagnie.

2. L'Etat fera la liquidation et payera toutes les dettes et encaissera toutes les créances de la Compagnie (y compris les décomptes avec les autres réseaux) provenant de l'époque antérieure au 1er janvier 1923 qui ne touchent pas le service d'obligations ou le domaine privé et les engagements privés de la Compagnie.

3. La liquidation sera faite d'accord entre l'Etat en cause et la Compagnie; si d'autres Etats Contractants sont intéressés financièrement, il faudra aussi leur consentement.

4. La liquidation terminée, on établira le compte de liquidation en portant au crédit de la Compagnie tous les actifs liquidés mentionnés à

l'al. 1, à l'exception de la valeur des approvisionnements et portant au débit de la Compagnie les passifs liquidés. Le compte de liquidation sera établi en francs-or. Par conséquent, tous les articles de ce compte seront convertis en francs-or, et cela d'après le taux de change du 31 décembre 1922. Le solde arrêté de cette manière en francs-or sera ajouté à la dette envers l'Etat provenant des avances faites pendant le Régime provisoire ou déduit de cette dette. A cet effet, cette dette sera convertie en francs-or d'après le taux de change de la date susmentionnée. Si, d'après le compte établi de la manière susvisée, résultait une dette de la Compagnie, on en déduira la valeur des approvisionnements sous les conditions ci-après. (Les approvisionnements seront arrêtés pour leur valeur estimative en francs-or au 31 décembre 1922). La déduction susmentionnée n'aura lieu que vis-à-vis de ces Etats qui ont accordé des avances à la Compagnie pendant le Régime provisoire et cela seulement jusqu'à la concurrence des ces avances. Dans le cas, où le solde de liquidation serait actif pour la Compagnie, la déduction susmentionnée n'aura lieu que jusqu'à la concurrence du montant des avances, déduction faite de ce solde actif. D'ailleurs chaque mise en compte de la valeur des approvisionnements reste exclue.

5. Si du compte établi d'après les dispositions précédentes résulte un solde actif au profit de la Compagnie, il sera payé à celle-ci. Un solde passif à la charge de la Compagnie sera traité comme une dette provenant du Régime provisoire.

6. Si la Compagnie exploite un réseau elle-même, les dispositions des alinéas 2-4 de cet Article sont aussi à appliquer, la Compagnie faisant dans ce cas la liquidation. En tant que les actifs liquidés ne suffisent pas pour satisfaire aux engagements échus, l'Etat accordera à la Compagnie les avances nécessaires. Ces avances seront traitées comme des dettes provenant du Régime provisoire.

7. Pour les créances envers la Compagnie qui forment l'objet de la liquidation le domaine privé ne pourra pas être mis à contribution, que l'exploitation soit faite par l'Etat ou par la Compagnie.

8. Les dettes provenant du Régime provisoire et les dettes qui y sont assimilées y compris les dettes pour les avances faites en espèce, par le Royaume d'Italie ne portent pas intérèt et sont à éteindre d'après les dispositions suivantes:

c) Les sommes mises à la disposition de la Compagnie en vertu de l'Art. 37, alinéa 4, seront réparties sur les Etats qui ont fait pour l'année en cause des payements effectifs au-dessus au minimum dans la proportion de ces payements. La quote-part résultant de cette répartition pour chaque Etat sera employée jusqu'à la concurrence de la moitié de cette quote-part au remboursement des dettes susvisées envers l'Etat en cause;

b) Les dettes susvisées envers la République d'Autriche seront diminuées d'un quart de la différence entre la somme à payer d'après les dispositions de l'Art. 15, al. 7 et la somme qui résulterait sur la base d'un maximum d'excédent de 25% du minimum pour la 6ème à la 15ème année et de 50% du minimum pour la 16ème à la 25ème année;

c) Les dettes susvisées envers le Royaume de Hongrie seront diminuées d'un quart des sommes pour lesquelles cet Etat en vertu des dispositions de l'Art. 15, al. 8, paye moins par an que sa contribution minimum;

d) La diminution prévue à l'al. b) et c) n'aura lieu vis-à-vis de chacun des Etats, que jusqu'à concurrence de la moitié du montant originaire des dettes en question.

9. Si pendant la durée de cet Accord, la totalité des dettes susmentionnées ne devait pas être remboursée à l'un ou l'autre Etat, il ne sera soulevé pour le reste aucune exigence.

Article 26.

1. Le Conseil d'administration gérera les affaires qui lui sont confiées par le présent Accord par l'intermédiaire d'un service central à organiser. Le personnel du service central sera composé de ressortissants de tous les Etats Contractants conformément à la proportion visée à l'alinéa 12 de l'Art. 17. Pour la première organisation du service central, le personnel sera pris tout d'abord parmi le personnel de la Direction Générale actuelle. Le Conseil d'Administration aura égard à ce que la proportion susmentionnée soit prise en considération dès le commencement et soit ensuite atteinte le plus tôt possible à l'occasion des nouvelles admissions. Les frais de ce service central seront couverts par les sommes qui lui sont affectées d'après l'Art. 38.

2. Si les Etats n'exploitent pas tous les réseaux de la Compagnie, le Conseil d'administration ajoutera au service central les services nécessaires pour faire face aux nécessités de l'exploitation par la Compagnie. L'organisation du service ajouté exige l'approbation du Gouvernement respectif. Cette appprobation sera donnée par son représentant dans le Conseil d'Administration. Les frais de ces services sont à la charge des réseaux en cause.

3. Une direction d'exploitation spéciale aura à s'occuper de toutes les affaires de l'exploitation pour le réseau dont l'exploitation ne sera pas assumée par l'Etat en cause, et cela dans la même mesure qu'il est prévu jusqu'ici par l'Accord du 11 fevrier 1921 (Régime provisoire). En tant que cela semblerait compatible avec les intérêts d'une gestion économique ainsi qu'avec les dispositions du présent Accord, le Conseil d'administration pourra assigner aux Directions d'exploitation d'autres affaires d'exploitation en prenant en considération les intérêts du Pays ainsi que les demandes y relatives du Gouvernement respectif.

Annexe.

1. Il sera remis gratuitement chaque année pour les membres du Conseil d'administration, pour les Commissaires des comptes et pour le personnel du service central un nombre suffisant de cartes temporaires (nominatives et au porteur) valables sur les réseaux de la Compagnie et des Etats pour tous les trains transportant des voyageurs, nombre qui sera établi d'accord entre l'administration de l'Etat et la Compagnie.

2. De plus, il sera remis gratuitement chaque année un nombre suffisant de cartes au porteur, valables sur les réseaux de la Compagnie pour tous

les trains transportant des voyageurs, afin d'obtenir par voie d'échange des facilités de parcours de la part des entreprises de transport étrangères. Si la Compagnie ne reçoit pas par ce moyen le nombre suffisant de cartes d'entreprises de transport étrangères, les administrations des réseaux s'engagent à faire leur possible pour que ces cartes des entreprises de transport étrangères obtenues par voie d'échange soient mises à sa disposition.

3. Le personnel du service central, y compris les familles, recevra les facilités de parcours et de transport sur les réseaux de la Compagnie qui sont délivrées au personnel employé sur les réseaux de la Compagnie, que ces réseaux soient exploités pour l'Etat ou par la Compagnie et de plus les facilités de parcours et de transport qui sont délivrées au personnel employé sur le réseau de la Compagnie qui se trouve dans l'Etat où le service central a son siège. De plus les agents du Service central recevront chaque année un billet gratuit pour eux et un billet à prix réduit pour leurs familles, sur le réseau de chacun des Etats Contractants.

4. Au personnel du service central qui prendra à l'avenir sa retraite, y compris les familles, seront délivrées les facilités de parcours et de transport sur les réseaux de la Compagnie qui reviennent ou seront délivrées à l'avenir aux agents qui ont été employés sur les réseaux de la Compagnie, après leur mise en retraite, que ces réseaux soient exploités par l'Etat ou par la Compagnie; et de plus les facilités de parcours et de transport qui reviennent aux agents qui ont été employés sur le réseau de la Compagnie qui se trouve dans l'Etat où le Service central a son siège après leur mise à la retraite. Si un tel retraité prend son domicile sur le territoire d'un autre Etat Contractant, il aura droit aux facilités de parcours et de transport qui reviennent aux retraités des chemins de fer de l'Etat sur le territoire duquel il a pris son domicile, pour autant qu'il renonce aux facilités de parcours et de transport sur le réseau de l'Etat où le Service central a son siège.

5. Les anciens retraités auront droit aux facilités de parcours et de transport accordés aux retraités des chemins de fer de l'Etat qui est tenu de payer les allocations de retraite conformément à l'Art. 17 al. 17. Si un ancien retraité prend son domicile sur le territoire d'un autre Etat Contractant, il aura droit aux facilités de parcours et de transport qui reviennent aux retraités des chemins de fer de l'Etat sur le territoire duquel il a pris son domicile, pour autant qu'il renonce aux facilités de parcours et de transport sur le réseau de l'Etat qui paye sa pension de retraite.

6. Toutes les modifications aux dispositions concernant les facilités de parcours et de transport qui seront faites par un Etat pour le personnel de son réseau, seront applicables au personnel du Service central (familles y comprises) sur le réseau de l'Etat en cause.

7. Les dispositions fixées par cette annexe pour le personnel du Service central ne seront appliquées qu'au personnel en activité de service au moment de la mise en vigueur du présent Accord.

Article 27.

§ 1. Il ne sera soulevé aucune exigence contre aucun des Etats Contractants du chef de la créance de la Compagnie envers le Gouvernement

Royal Italien du fait des traités de Bâle, 17 novembre 1875, et de Vienne, 25 février 1876, relativement au payement d'une annuité de 29.569.887,12 frs.-or, jusq'au 31 décembre 1954, et d'une annuité de 12.774.751,26 frs.-or du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1968, arriérés et intérêts compris.

§ 2. Il ne sera soulevé aucune exigence au titre de la contribution de l'Etat et de la garantie à l'emprunt de priorité 5% de la Compagnie (convention du 27 juillet 1869, n. 138, R. G. B.).

Il ne sera soulevé aucune exigence au titre de la rente annuelle de 38.240 florins valeur autrichienne provenant de la cession du sixième de participation au chemin de fer de ceinture de Vienne (procès-verbal dressé au Ministère Imp. Royal du Commerce, le 28 juillet 1894).

§ 3. Le procès pendant auprès du Tribunal civil de Vienne sous Cg. VII 790: 18 contre l'ancienne administration militaire austro-hongroise sur la base du Par. 70 du Règlement d'exploitation des chemins de fer (Ordonnance impériale du 16 novembre 1851 No. 1 de 1852 R. G. B. et ordonnance du Ministère Royal Hongrois No. 6125 de 1907), ne sera pas continué et il ne sera soulevé aucune exigence de ce chef. Les frais seront compensés réciproquement.

§ 4. Il ne sera soulevé aucune exigence envers les Etats Contractants du chef de l'indemnité pour le matériel roulant qui a été détérioré par les événements de guerre ou s'est perdu ou a été saisi ou que la Compagnie a dû céder en vertu des dispositions des conventions d'armistice.

§ 5. Il n'y aura plus lieu d'effectuer des payements d'aucune sorte sur le restant de la dette de la Compagnie au titre du prix d'acquisition pour l'achat des lignes lombard-vénitiennes, intérêts compris.

§ 6. La Compagnie renonce au profit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à un solde actif de la liquidation (Art. 25). De plus la Compagnie déclare être d'accord sur ce que, lors de la liquidation, les prêts de la Compagnie à la „Société à resp. lim. Ljubljanski Dvor" seront traités comme actifs de l'exploitation. La Compagnie sera d'autre part libérée du payement des impôts sur le trafic jusq'au 31 décembre 1921 inclusivement, des montants correspondant aux réserves mathématiques (Art. 17) et d'un solde passif de la liquidation (Art. 25). Les procédures pour délits de douane intentés dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes seront supprimées et les amendes pour délits de douane abolies.

§ 7. La Compagnie renonce, au profit du Royaume d'Italie, à un solde actif de la liquidation (Art. 25) et ne soulèvera aucune prétention du chef de l'indemnité pour l'usage de ses lignes, situées dans le Royaume d'Italie, pour la période jusqu'au 31 décembre 1922. La Compagnie s'engage à rembourser d'après les dispositions de l'Art. 25, al. 8 et 9 les avances faites en espèces par le Royaume d'Italie. La Compagnie sera d'autre part libérée du payement des montants correspondant aux réserves mathématiques (Art. 17) et d'un solde passif de la liquidation (Art. 25).

§ 8. Le laminoir de la Compagnie à Graz avec les terrains en dépendant, feuille n. 536 du livre terrier de la commune „Lend" dans la périphérie

de Graz, parcelles n. 1087-1099, restera propriété privée de la Compagnie, non soumise au droit de dévolution.

Il sera mis à la disposition de la Compagnie les locaux dans les bâtiments appartenant au chemin de fer qu'elle jugera nécessaires pour le service central social prévu à l'Art. 26.

L'indemnité à payer pour l'utilisation de ces locaux sera calculée sur la même base que celle payée par le chemin de fer pour l'utilisation des locaux dans les bâtiments appartenant aux fonds de prévoyance. Le Conseil d'administration prélèvera tous les objets d'inventaire qu'il jugera nécessaire pour le service central social prévu à l'Art. 26. Ces objets constitueront une libre propriété privée de la Compagnie non soumise au droit de dévolution.

§ 9. Quant à l'exercice du droit de copropriété de la Compagnie sur les installations de la conduite d'eau d'Aurisina, la Compagnie passera un accord spécial avec le Royaume d'Italie pour le cas de l'exploitation du réseau situé en Italie par l'Etat.

Article 28.

1. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'est substitué au Royaume de Hongrie pour tous les droits et engagements du Royaume de Hongrie résultant du Traité de Budapest du 11 mars 1880 relatif à la vente de la ligne de Zagreb à Karlovac. En conséquence, le payement de l'annuité à verser, en vertu de ce Traité, annuité s'élevant à 240.000 florins, valeur autrichienne or, soit deux cent quarante mille florins valeur autrichienne or, payables en deux termes semestriels, égaux, échéant le 23 juin et 23 décembre de chaque année, de 120.000 florins valeur autrichienne or, soit cent vingt mille florins valeur autrichienne or, en pièces d'or autrichiennes-hongroises effectives ou pièces d'or étrangères équivalentes, incombera au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes jusqu'au 31 décembre 1968. Les termes arriérés des années 1919 à 1922 inclusivement de cette annuité, comportant 960.000 florins valeur autrichienne or, soit neuf cent soixante mille florins valeur autrichienne or, plus 5 % intérêts jusqu'au jour du payement, seront payés au fonds des obligations (Art. 33) par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Accord et les termes échéant après le 1[er] janvier 1923, aux échéances convenues. Le payement des termes arriérés, intérêts compris, ainsi que celui des termes à échoir sera effectué en francs-or effectifs, à raison de 100 florins valeur autrichienne or = 250 frs.-or.

2. Le livre central des chemins de fer pour la ligne de Zagreb à Karlovac sera transféré de Budapest sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il sera constaté à la „feuille des charges“ que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se substitue, pour les annuités, au Royaume de Hongrie.

Article 29.

1. Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le droit est réservé d'être exonéré des engagements prévus aux Articles 15 et 24 ainsi que du payement de l'annuité de rachat de la ligne de Zagreb à Karlovac

(Art. 28) par payement d'une annuité forfaitaire de 5.800.000 (cinq millions huit cent mille) francs-or, dont 50.000 (cinquante mille) francs-or correspondent à l'intérêt du capital d'établissement des gares communes et des lignes de péage. En ce cas le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera également exonéré du payement des annuités déjà échues (y compris les intérêts) au titre du rachat de la ligne de Zagreb à Karlovac, mais il devra payer une fois pour toutes, au fonds des obligations, la somme de 200.000 (deux cent mille) francs-or pour contribuer à la formation d'un fonds de roulement à la disposition du Comité des Obligatoires.

2. L'annuité forfaitaire de 5.800.000 (cinq millions huit cent mille) francs-or mentionnée ci-dessus sera versée en francs-or au fonds des obligations dans les délais fixés à l'Article 15, al. 9, pour le payement de la contribution minimum. Cette annuité ne sera soumise à aucune retenue ni réduction quelconque, pour quelque cause que ce soit: notamment le remplacement par la contribution spéciale du Royaume d'Italie du chef du Trafic de Trieste prévu à l'Art. 15, al. 17 et 18 et à l'Art. 24, al. 5, n'aura pas lieu jusqu'à la fin de l'année 1947. A partir du 1er janvier 1948, ce remplacement aura lieu, mais seulement jusqu'à concurrence de 400.000 (quatre cent mille) francs-or au maximum, de sorte que l'annuité forfaitaire à partir du 1er janvier 1948 ne pourra jamais être inférieure à 5.400.000 (cinq millions quatre cent mille) francs-or.

3. Si le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes veut faire usage de son droit de payer l'annuité forfaitaire fixée par le présent Article, il devra en faire la déclaration en même temps qu'il ratifiera le présent Accord (Art. 52). En ce cas, la somme de 200.000 (deux cent mille) francs-or ci-dessus mentionnée, comme affectée à la constitution d'un fonds de roulement devra être payée dans un délai de 15 jours après la mise en vigueur de 5.800.000 (cinq millions huit cent mille) francs-or par an sera irrévocable et ses effets s'étendront à toute la durée du présent Accord.

4. Dans le cas où le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ferait usage du droit de payer l'annuité forfaitaire qui est reconnu au présent Article, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera dispensé de tenir un compte séparé comme il est prévu à l'Art. 16, al. 1.

5. Dans le cas où le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ferait usage du droit susvisé le Royaume d'Italie aura le droit d'être exonéré des engagements prévus aux Articles 15 et 24 (sauf le payement de la contribution spéciale du chef du trafic de Trieste conformément à l'Art. 15, alinéa 15, et à l'Article 24, alinéa 5, et sauf les payements d'après les dispositions de l'Article 15, alinéas 13 et 14, et de l'annexe à l'Article 24), par payement d'une annuité forfaitaire de 6.000.000 (six millions) de francs-or par an.

6. L'annuite forfaitaire de 6.000.000 (six millions) de francs-or mentionnée ci-dessus sera versée en francs-or au fonds des obligations dans les délais fixés à l'Article 15, alinéa 9, pour le payement de la contribution minimum. Cette annuité ne sera soumise à aucune retenue ni reduction quelconque, pour quelque cause que ce soit.

7. Si le Royaume d'Italie veut faire usage de son droit de payer l'annuité forfaitaire fixée par le présent Article, il devra en faire la déclaration en même temps qu'il ratifiera le présent Accord (Art. 52). Cette déclaration sera irrévocable et ses effets s'étendront à toute la durée du présent Accord.

8. Dans le cas où le Royaume d'Italie ferait usage du droit de payer l'annuité forfaitaire il sera dispensé de tenir un compte séparé, comme il est prévu à l'Article 16, alinéa 1.

9. Dans le cas où le Royaume d'Italie ferait usage du droit susvisé, la République d'Autriche ainsi que le Royaume de Hongrie auront aussi le droit d'être exonérés des engagements prévus aux Articles 15 et 24 (sauf les payements incombant à ces Etats d'après les dispositions de l'Article 15, alinéas 13 et 14, et de l'annexe à l'Article 24), par payement d'une annuité forfaitaire qui se monte par an à 7.850.000 (sept millions huit cent cinquante mille) francs-or pour la République d'Autriche et 3.425.000 (trois millions quatre cent vingt-cinq mille) francs-or pour le Royaume de Hongrie.

10. Ces annuités forfaitaires de la République d'Autriche ainsi que celles du Royaume de Hongrie seront versées en francs-or au fonds des obligations dans les délais fixés à l'Article 15, alinéa 9, pour le payement de la contribution minimum. Ces annuités ne seront soumises à aucune retenue ni réduction quelconque, pour quelque cause que ce soit. Notamment le remplacement prévu à l'Article 15, alinéas 17 et 18 et à l'Article 24, alinéa 5, n'aura pas lieu.

11. L'avantage qui est accordé au Royaume de Hongrie d'après l'alinéa 8 de l'Article 15 trouvera aussi son application conforme dans le cas où le Royaume de Hongrie ferait usage de son droit de payer l'annuité forfaitaire. S'il résulte des 22.5 % des recettes brutes du réseau hongrois un montant au dessous de 3.000.000 (trois millions) francs-or, le Royaume de Hongrie n'aura à payer que 3.125.000 (trois millions cent vingt-cinq mille) francs-or d'annuité forfaitaire. S'il résulte des 22.5 % des recettes brutes du réseau hongrois un montant entre 3.000.000 (trois millions) et 3.300.000 (trois millions trois cent mille) francs-or, le Royaume de Hongrie aura à payer le montant ainsi résultant plus 125.000 (cent vingt-cinq mille) francs-or. S'il résulte des 22.5 % des recettes brutes du réseau hongrois un montant au dessus de 3.300.000 (trois millions trois cent mille) francs-or, le Royaume de Hongrie aura à payer l'annuité forfaitaire intégrale. La différence en moins sur l'annuité forfaitaire qui résulte de cette disposition sera versée par le Royaume d'Italie. Les payements que le Royaume d'Italie effectuera à ce titre viendront en déduction de son annuité forfaitaire.

12. Si la République d'Autriche ou le Royaume de Hongrie veulent faire usage de leur droit de payer l'annuité forfaitaire fixée par le présent Article, ils devront en faire la déclaration en même temps qu'ils ratifieront le présent Accord (Art. 52). Ces déclarations seront irrévocables et leurs effets s'étendront à toute la durée du présent Accord.

13. Dans le cas où la République d'Autriche ferait usage du droit de payer l'annuité forfaitaire, elle sera dispensée de tenir un compte séparé, comme il est prévu à l'Article 16, alinéa 1. Dans le cas où le Royaume de Hongrie ferait usage du droit de payer l'annuité forfaitaire, il sera dispensé de tenir ce compte séparé, s'il renonce à l'avantage conformément à l'alinéa 11 de cet Article.

14. Il est bien entendu que la garantie des Etats pour le déficit éventuel d'exploitation (Art. 24) ne subit aucune modification, dans le cas d'un arrangement forfaitaire.

15. L'engagement concernant le payement complémentaire visé à l'Article 39, alinéa 3, ne subit aucune modification en cas d'un arrangement forfaitaire.

Article 30.

1. Le présent Accord emporte novation des droits des porteurs d'obligations de priorité et de coupons des obligations de la Compagnie. Les porteurs de ces obligations et de ces coupons ne peuvent rien prétendre au delà des droits qui leur sont reconnus en vertu du présent Accord.

2. Le présent Accord aura les effets d'un arrangement forcé et d'un concordat homologué; il sera par conséquent obligatoire pour tous les créanciers portés ou non au bilan, vérifiés ou non vérifiés et même pour les créanciers domiciliés hors des territoires traversés par les réseaux de la Compagnie. L'hypothèque incrite sur le réseau ne sera valable, aux conditions visées à l'Art. 43, que pour les sommes fixées par le présent Accord.

3. La totalité des obligataires sera représentée par les administrateurs faisant partie du Conseil d'administration de la Compagnie conformément à l'Art. 5, al. 1-b).

Ces représentants forment la représentation exclusive des porteurs des obligations et ont seuls qualité pour faire valoir les droits des porteurs d'obligations à l'égard des Etats Contractants et de la Compagnie. En consequence les porteurs d'obligations ne peuvent pas faire valoir individuellement leurs droits dans les questions qui concernent les droits communs des porteurs d'obligations.

Article 31.

1. Le capital représenté par les obligations de priorité de la Compagnie n'étant pas encore sorties par tirage jusqu'au 31 décembre 1922, série A, C, O, K, H, I, D, S, T, P, Z, V, F, M, U, X (soit en tout 3.783.974 titres, jadis obligations de priorité 3%), série B (210.156 titres, jadis obligations de priorité 5%, série B) et série W (193, 126 titres, jadis obligations de priorité 4% série W) soit en tout 4.187.256 titres, obligations de priorité, est fixé à la somme de 471.066.300 francs-or, de sorte que chacune de ces obligations de priorité a pour valeur nominale 112,50 francs-or.

2. L'amortissement de ces obligations s'effectuera conformément aux dispositions du présent Accord et de manière à amortir, chaque année, la quantité de titres prévue au tableau d'amortissement faisant partie intégrante

dudit Accord (annexe C), soit par libre rachat, soit par voie de tirage. En ce dernier cas, le montant du remboursement est déterminé par les dispositions de l'Art. 37.

3. Toutes ces obligations avec leurs coupons d'échéances postérieures au 1er janvier 1923 seront échangées contre de nouveaux titres libellés conformément aux dispositions du présent Accord.

4. Les tirages des obligations 5 % série B, ayant eu lieu durant les années de 1919 à 1922 y compris, seront annulés. D'ailleurs ces obligations ont été comprises dans le nombre des titres mentionnés au 1er alinéa.

Annexe.

1. Tous les porteurs de ces obligations seront invités par un avis du Comité des Obligataires (Art. 34) à présenter leurs obligations avec les coupons échéant après le 1er janvier 1923 dans un délai à déterminer aux places désignées dans l'avis, en vue de l'échange. La publication sera faite sur les places et dans les journaux qui seront désignés par le Comité.

2. L'échange se fera titre pour titre sans conformité ni de numéro, ni de série. Le Comité pourra délivrer au gré des porteurs des coupures de 5, 10 ou 25 obligations. Les frais de cet échange seront à la charge des obligataires.

3. Le libellé des nouvelles obligations et des coupons aura lieu d'après la formule ci-jointe (annexe D) formant partie intégrante du présent Accord.

Article 32.

1. Les obligations 4 %, série E, n'étant pas encore sorties aux tirages jusqu'au 31 décembre 1922 (soit 46.795 obligations à 400 Marks valeur monétaire allemande du Reich et 9.358 obligations à 2.000 Marks valeur monétaire allemande du Reich) seront remboursées en une fois. Ce remboursement s'effectuera à la valeur nominale susindiquée.

2. En même temps les coupons échus jusqu'à cette date seront remboursés à leur montant nominal.

Annexe.

1. Tous les porteurs d'obligations 4 % série E seront invités deux mois au moins avant l'échéance du coupon, suivant avis publié par le Comité des obligataires, à présenter leurs obligations pour être remboursées aux places et guichets désignés dans la notification.

2. Ces obligations seront remboursables à partir de la date du premier coupon à échoir après la publication de la notification.

3. A cette date considérée comme terme d'échéance convenue, les obligations 4 % série E cesseront de porter intérêt, et par suite lors de leur encaissement, tous leurs coupons non encore échus jusqu'à ce jour ainsi que les talons, devront être rendus avec les titres mêmes. Le montant des coupons manquants sera déduit du montant du capital à rembourser.

Article 33.

1. Les sommes nécessaires pour l'amortissement des obligations de toutes catégories et pour le payement des intérêts courants, ainsi que pour

le service des arriérés (Art. 40). seront exclusivement prélevées sur un fonds destiné à assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations de la Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud).

Ce fonds sera désigné dans la suite sous le titre de „Fonds des obligations“ et sera constitué conformément aux dispositions ci-après.

2. Réserve faite des droits de gage ou d'hypothèque qui leur sont attribués dans leur ensemble par le présent Accord les porteurs d'obligations ne peuvent prétendre pour tout ce qui concerne leurs droits et revendications qu'aux ressources du fonds des obligations administré par le Comité mentionné à l'Art. 34.

3. Le fonds des obligations devra seul faire face à toutes les réclamations se référant aux obligations et coupons de la Compagnie, qui pourraient être soulevées à quelque titre que ce soit et pour un motif quelconque; le fonds des obligations en supportera toutes les charges et conséquences, directes ou indirectes.

Article 34.

Le fonds des obligations est administré par un Comité (désigné dans la suite sous le nom de „Comité“) composé de 4 représentants des obligatoires, à nommer conformément à l'Art. 30. Une Délégation du Conseil d'administration de la Compagnie aura le droit d'assister aux réunions du Comité à titre consultatif.

Annexe.

1. L'organisation et la direction de tout le service des titres incombent au Comité. Ce Comité est notamment chargé de la remise des nouveaux titres en échange des anciennes obligations de la Compagnie (Art. 31), du remboursement des obligations 4 % série E (Art. 32), du service des obligations et du service des arriérés.

2. Le Comité ne pourra pas prendre d'engagements au delà des sommes existant en caisse.

Article 35.

Le fonds des obligations est alimenté comme suit:

1. a) dans le cas d'exploitation des lignes par les Etats, par les redevances à payer par les Etats conformément à l'Art. 15;

b) dans le cas d'exploitation par la Compagnie, par les sommes garanties par les Etats conformément à l'Art. 24 au delà de la couverture d'un déficit d'exploitation éventuel.

2. a) par la contribution spéciale du Royaume d'Italie sur la base du trafic de Trieste conformément aux Articles 15 et 24;

b) par les payements complémentaires éventuels sur cette contribution conformément à l'Art. 39.

3. par les annuités provenant de la vente de la ligne Zagreb à Karlovac (Art. 28) dans le cas où il n'y aurait pas lieu d'appliquer les dispositions de l'Art. 29.

4. par les recettes provenant de l'intérêt du capital d'établissement des stations communes et des voies de péage, conformément aux Articles 15 et 24.

5. par les intérêts intercalaires de la gestion.

Article 36.

1. Le payement de la redevance minimum due ou garantie par la République d'Autriche, en vertu du présent Accord, est garanti par le Royaume d'Italie jusqu'à la concurrence de 6.760.000 (six millions sept-cent soixante mille) francs-or par an maximum dans l'ensemble.

2. En vue de cette garantie, le produit brut des réseaux de la Compagnie en Autriche exploités par l'Etat ou par la Compagnie elle-même sera affecté au payement de la redevance garantie et au remboursement des sommes versées du chef de la garantie.

3. L'affectation des recettes brutes est constituée par la signature du présent Accord et devient opérante par l'entrée en vigueur du présent Accord.

4. En conséquence, les recettes brutes seront considérées dans leur totalité comme un dépôt de l'Etat qui donne la garantie, confié à l'administration du réseau.

5. Jusqu'à concurrence de la quote-part du minimum afférent au trimestre en cours, les recettes brutes seront déposées à cet effet par l'administration du réseau dans la banque, qui sera désignée par l'Etat garant. Le dépôt sera fait pour le compte du garant auquel il reste affecté et il sera converti sans délai en francs-or.

6. L'Etat garant pourra déléguer des fonctionnaires pour le contrôle des versements et pour l'exécution des droits découlant de l'affectation susvisée.

7. L'administration du réseau en cause pourra disposer librement des recettes brutes encaissées dans le trimestre courant qui dépassent la quote-part trimestrielle du minimum et des recettes à encaisser, seulement quand la Banque, désignée pour les dépôts, aura confirmé d'avoir en or à la disposition de l'Etat garant, soit par effet des dépôts effectués par l'administration du réseau, soit par l'effet d'un dépôt correspondant, effectué par l'Etat traversé par le réseau en cause, la quote-part du minimum à payer à la prochaine échéance.

8. Si le payement n'est pas fait pour quelque cause que ce soit, à l'échéance fixée par le présent Accord, l'Etat, pour lequel est donnée la garantie, sera mis en demeure par le Comité des obligataires.

9. Dans ce but, le Comité remettra à l'Etat défaillant par un officier public une invitation qui sera portée en même temps à la connaissance du Gouvernement Royal Italien aux mains du Ministre Royal Italien des finances en l'informant du montant qui n'a pas été payé à l'échéance.

10. Si, dans le délai de 15 jours après l'invitation à payer, le payement n'est pas effectué, le Comité en informera le Gouvernement Royal Italien par lettre recommandée, avec l'invitation d'effectuer le payement garanti pour le compte de l'Etat défaillant.

11. Dans ce cas, les sommes déposées à la Banque seront versées au Comité des obligataires sur l'ordre de l'Etat garant. L'Etat garant

pourra disposer que jusqu'à nouvel ordre le versement susvisé sera fait au Comité sur sa demande par la banque dépositaire à chaque échéance.

12. Si pour une cause quelconque le dépôt n'est pas suffisant pour le payement échu, l'Etat garant effectuera, dans un délai de quinze jours après avoir reçu l'invitation au payement, le versement des sommes correspondant à sa garantie.

13. Le Comité informera le Gouvernement de l'Etat défaillant des payements effectués sur la base de la garantie par le Gouvernement Royal Italien.

14. Par le payement sur la base de la garantie, l'Etat qui aura payé se substitue dans la mesure du payement effectué à la Compagnie et aux obligataires vis-à-vis de l'Etat défaillant qui fera le remboursement à défaut d'accords spéciaux dans un délai rapproché.

15. Soit que l'exploitation du réseau soit faite par l'Etat soit qu'elle soit faite par la Compagnie, aucun droit de gage et aucune affectation ne pourront être constitués à l'égard des recettes brutes en cause, pour d'autres engagements, sur la base d'accords conclus ou à conclure par la République d'Autriche ou par la Compagnie, dans le cas où une pareille affectation ou un pareil droit de gage pourraient porter atteinte aux droits et aux sûretés constitués en faveur du Royaume d'Italie.

16. Le Royaume d'Italie est autorisé à faire notifier les dispositions ci-dessus à la Société des Nations, pour ce qui la concerne.

Article 37.

1. Les ressources annuelles du fonds des obligations, en tant qu'elles ne sont pas consacrées directement au service des arriérés (Art. 39 et 40), seront affectées comme suit:

Jusqu'à concurrence de 20.600.000 francs-or (vingt millions six cent mille francs-or), elles seront à la disposition du Comité des Obligataires pour couvrir les frais d'administration (Article 38) et pour assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations. L'amortissement s'effectuera, soit par tirage au sort, conformément au tableau d'armortissement annexé au présent Accord, soit par libre rachat à un prix inférieur à celui fixé par ledit tableau d'armortissement. En cas d'amortissement par tirage, le montant du remboursement ne pourra jamais être inférieur à 60 francs-or (soixante francs-or) par obligation. Il est toutefois prévu par le tableau d'amortissement ci-annexé, que le montant du remboursement est fixé jusqu'à une autre décision du Comité à 90 francs-or (quatre-vingt-dix frans-or) par obligation. Pour ce montant de 90 francs-or, l'intérêt servi à chaque obligation ressortira à 3,60 frans-or (trois francs et soixante centimes-or).

Dans la mesure où la somme de 20.600.000 francs-or ne serait pas entièrement absorbée par les affectations ci-dessus, l'économie ainsi réalisée chaque anné contribuerait à former une réserve spéciale de prévoyance à la disposition du Comité pour assurer la régularité du service des obligations ou l'améliorer, le cas échéant.

2. Les ressources annuelles du fonds des obligations, en sus de cette somme de 20.600.000 francs-or, seront destinées, en première ligne, au remboursement des payements complémentaires ayant pu être effectués à titre d'acomptes payés conformément à l'Art. 39 du présent Accord dans la même année d'exploitation par le Royaume d'Italie, sur l'indemnité spéciale qui lui incombe.

3. S'il y a encore un reste, deux tiers de ce reste seront à la disposition du Comité des Obligataires pour augmenter l'intérêt ou le montant de remboursement des obligations par tirage suivant décision du Comité sans jamais pouvoir dépasser la somme de 5,40 frans-or (cinq francs quarante centimes-or) par coupon ou la somme de 112,50 francs-or (cent douze francs cinquante centimes-or) par obligation.

4. Le montant restant sera mis à la disposition de la Compagnie.

Annexe.

I.

Il sera établi une gestion séparée du fonds des obligations pour chaque année d'exploitation au sens des Articles 15 et 24. Chaque année de gestion sera définitivement cloturée à part.

II.

1. En tant que l'amortissement des obligations se fait par voie de tirage, ce tirage sera effectué dans la deuxième quinzaine de décembre de chaque année. Le remboursement des titres sortis au tirage se fera à partir du premier mars de l'année suivante.

2. Les numéros des obligations sorties seront publiés immédiatement après le tirage par le Comité qui prescrira la manière dans laquelle se feront ces publications.

3. Le premier tirage aura lieu, en tant qu'il n'est pas devenu inutile par suite du libre rachat, au plus tard 6 mois après le terme fixé pour l'échange des obligations et comprend tous les amortissements prévus par le tableau d'amortissement (annexe C) jusqu'à ce terme. Les obligations sorties au tirage sont à rembourser au prochain terme des coupons.

4. Sur le sommes dont on disposera la première année pour l'amortissement, seront à rembourser tout d'abord les obligations qui auront été émises aux lieu et place des obligations $5^0/_0$, serie B, sorties au tirage dans les années de 1919 à 1922.

5. Les obligations cessent de porter intérêt à partir du terme de remboursement, qui compte comme jour d'échéance, et il faudra présenter à l'encaissement, outre les titres originaux, tous les coupons non échus jusqu'à ce jour, attachés, ainsi que les talons. Le montant des coupons manquants sera déduit du capital.

III.

1. Chaque obligation est munie de deux coupons pour chaque année. Le premier coupon sera payé le premier mars de l'année qui suit l'année de gestion.

2. Si après la clôture du compte de liquidation pour l'année de gestion en cause, il y a encore un excédent disponible pour le payement des intérêts, il sera payé sur le deuxième coupon des intérêts complémentaires.

3. Le Comité publiera un avis fixant le montant de la somme qui sera payée pour chaque coupon et les places et guichets de payement ainsi que le terme d'échéance du deuxième coupon.

Article 38.

Les frais d'administration comprennent:

A) Les dépenses de personnel et autres dépenses de la Compagnie pour le Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, le service central de la Compagnie, l'indemnité spéciale des membres du Comité des Obligataires et les autres dépenses de toute sorte.

Pour faire face à ces frais, le Comité des Obligataires mettra chaque année à la disposition de la Compagnie, au maximum, une somme de 1.300.000 francs-or (payable suivant les besoins courants). La rémunération des membres du Conseil d'Administration, ainsi que l'indemnité spéciale des membres du Comité des Obligataires, seront fixées par une entente entre le Conseil d'Administration et le Comité.

Toutes justifications utiles devront être fournies au Comité des Obligataires au sujet des frais d'administration.

B) Les dépenses de personnel et autres de l'administration du fonds des obligations, y compris les dépenses pour le personnel des Bureaux de Paris et du Bureau de liquidation (Liquidatur) de Vienne, et les pensions de retraite déjà liquidées ou à liquider pour le personnel des Bureaux de Paris ainsi que les pensions à liquider dans l'avenir pour le personnel du Bureau de liquidation (Liquidatur) de Vienne, ainsi que le montant des droits d'abonnement en France. Le Comité des Obligataires pourra, s'il le juge à propos, récupérer tout ou partie de ces droits sur les porteurs d'obligations en exerçant une retenue correspondante sur le montant du coupon.

Les charges d'administration du fonds des obligations comprennent aussi les engagements arriérés qui incombent au service des obligations au titre des impôts et droits d'abonnement et de la dette flottante de la Compagnie en France.

Chacune des Parties Contractantes supportera les frais de préparation et d'exécution du présent Accord, chacune en ce qui la concerne. Le fonds des obligations prend à sa charge:

1⁰ les frais engagés au nom du Comité des porteurs d'obligations;

2⁰ le remboursement à la Compagnie des frais avancés par elle sur ses moyens de Trésorerie n'appartenant pas à l'exploitation.

Annexe.

Les dépenses de personnel et autres se rattachant à la gestion du fonds spécial pour l'amortissement des arriérés seront considérées comme frais d'administration du fonds des obligations.

Article 39.

1. Le fonds des obligations comprendra un fonds spécial, pour le service des arriérés. Les moyens de ce fonds spécial sont aussi affectés aux remboursements des obligations $4^0/_0$ série E (Art. 32), ainsi qu'aux frais de préparation et d'exécution du présent Accord (Art. 38) dans la mesure où le Comité des Obligataires le jugera utile.

2. La contribution spéciale du Royaume d'Italie du chef du trafic de Trieste conformément aux Articles 15 et 24 sera consacrée à ce fonds spécial aussi longtemps que les arriérés ne seront pas amortis, conformément aux dispositions de l'Art. 40.

3. Les Etats Contractants auront, pendant la durée de 25 ans à partir de la mise en vigueur du présent Accord, dans le cas où ladite contribution spéciale du Royaume d'Italie n'atteindrait pas la somme de 4 (quatre) millions de francs-or par an, à effectuer un payement complémentaire pour porter le montant de cette contribution à la somme de 4 (quatre) millions de francs-or par an. Toutefois, en exécution des dispositions de l'Art. 37, al. 2 le payement complémentaire sera réduit de l'excédent éventuel en sus de 20.600.000 francs-or du fonds des obligations, excédent constitué par les versements prévus à l'Art. 35, al. 1, 3, 4 et 5.

4. Sur tous les payements complémentaires $33.8^0/_0$ incombent à la République d'Autriche, $16.5^0/_0$ au Royaume de Hongrie, $24.6^0/_0$ au Royaume d'Italie et $25.1^0/_0$ au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

5. Le Royaume d'Italie payera, pour doter le fonds spécial pour le service des arriérés, en tout état de cause, des acomptes au total de 4 millions de francs-or par année, en quatre termes égaux échéant cinq jours avant la fin de chaque trimestre pendant une durée de 25 années.

6. Le règlement entre les Etats Contractants et le Comité des Obligataires se fera annuellement après la constatation des quantités de marchandise en passage par le port de Trieste et après la vérification des décomptes relatifs à la contribution speciale à présenter par l'administration compétente du Royaume d'Italie. Cette constatation et cette vérification seront faites par le Comité des Délégués des Etats visé à l'Art. 20, après clôture de la gestion du fonds des obligations.

Annexe.

1. Le décompte du Royaume d'Italie de la contribution spéciale à verser au titre du trafic de Trieste, conformément aux Articles 15 et 24, sera présenté à la Compagnie dans le délai de 3 mois après l'expiration de chaque année d'exploitation.

2. Ce décompte fera ressortir la somme que le Royaume d'Italie aura payée, pour compléter cette indemnité spéciale à la somme de 4.000.000 de francs-or annuellement.

3. Les sommes qui incombent de ce fait à la charge des autres Etats devront être remboursées par eux au Royaume d'Italie.

Article 40.

1. Le remboursement des obligations amorties depuis le 1er octobre 1884, et non encore remboursées le 31 décembre 1922, et des coupons d'obligations échus depuis le 1er octobre 1908 jusqu'au 1er octobre 1922, et non encore remboursés le 31 décembre 1922, se fera conformément aux dispositions suivantes:

2. Les obligations amorties libellées en francs français seront remboursées à la valeur fixée par le tableau d'amortissement annexé et les obligations 4 % série E (y compris les obligations et coupons arriérés), à raison de leur valeur nominale en Reichsmark.

3. Ensuite seront remboursés les coupons arriérés avec échéance jusque et y compris le 1er juillet 1914 et cela à raison du montant en francs français, pour lequel les coupons de ces obligations respectives étaient payés avant la guerre.

4. Les neuf coupons arriérés échus après le 1er juillet 1914 jusque et y compris le 1er janvier 1919 seront payés à raison de 2 (deux) francs-or par coupon.

5. Les huit coupons arriérés échus après le 1er janvier 1919 jusque et y compris le 1er janvier 1923 seront payés à raison de 1,40 franc-or (un franc quarante centimes or) par coupon.

6. Le remboursement de ces coupons arriérés correspondant à chaque obligation sera effectué aux prix ci-dessus en 25 années par voie de tirage au sort des obligations.

7. Les droits éventuels à payer en dehors des Etats Contractants seront à la charge des détenteurs des coupons.

Article 41.

1. Un droit de gage est constitué par la Compagnie au profit de la totalité des porteurs d'obligations:

A) Sur ses créances sur les sommes qui lui sont dues par les Etats:

a) dans le cas d'exploitation par l'Etat, au titre de la redevance pour l'utilisation des lignes;

b) dans le cas d'exploitation par la Compagnie, au titre de la garantie.

B) Sur les espèces du fonds des obligations telles qu'elles se présenteront au moment donné;

C) Sur la créance résultant du Traité de Budapest du 11 mars 1880 relative à la vente de la ligne Zagreb-Karlovac (Art. 28), dans le cas où il n'y aurait pas lieu d'appliquer les dispositions de l'Art. 29. Le droit de gage appartenant sur cette créance à la totalité des porteurs d'obligations est à inscrire comme droit de gage sur le droit d'hypothèque de la Compagnie sur la ligne Zagreb-Karlovac.

2. Les Etats Contractants déclarent reconnaître et confirmer en tant que de besoin la validité du droit de gage constitué par le présent Article.

Article 42.

1) Les Etats s'engagent à verser directement au fonds des obligations les sommes qu'ils ont à payer en vertu du présent Accord. A cet effet, les

Etats feront leurs versements à la Banque désignée par le Comité des Obligataires, soit en France, soit dans l'un des Etats Contractants; jusqu'à nouvel ordre cette banque sera la Banque de France.

2) En cas de retard dans le payement, il sera payé au fonds des obligations un intérêt basé sur le taux d'escompte de la Banque Nationale Suisse de Berne augmenté de 1 % ainsi que le montant des frais nécessités par le recouvrement. Dans le cas d'un payement de garantie d'après l'Art. 36, cet intérêt appartiendra à l'Etat garant à partir du moment et dans la mesure des payements de garantie effectués par lui.

Annexe.

1. Si un Etat ne satisfaisait pas au terme voulu aux engagements de payer qui lui incombent, le Gouvernement de cet Etat sera invité au payement par le Comité par lettre recommandée.

2. Les autorités auxquelles il faut s'adresser sont en ce moment pour la République d'Autriche: le Ministère Fédéral des Communications; pour le Royaume de Hongrie: le Ministère Royal du Commerce; pour le Royaume d'Italie: le Ministère Royal des Finances, et pour le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes: le Ministère Royal des Finances.

Article 43.

1. L'inscription actuelle du droit de gage et d'hypothèque pour la totalité des créances des obligataires est rayée du Livre des chemins de fer.

2. Conformément à l'Art. 13 de cet Accord, chaque réseau de la Compagnie est grevé du droit d'exploitation de l'Etat avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage et d'hypothèque.

3. De plus, en garantie de la quote-part correspondante des créances de la totalité des porteurs d'obligations telles qu'elles résultent du présent Accord, chaque réseau de la Compagnie avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau est grevé des droits de gage et d'hypothèque suivants prenant rang immédiatement après le droit d'exploitation de l'Etat en cause:

a) Le réseau situé dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'un droit de gage et d'hypothèque pour une créance jusqu'à concurrence de 118.237.641,30 (cent dix-huit millions deux cent trente-sept mille six cent quarante-un et trente centimes) francs-or.

b) Le réseau situé dans la République d'Autriche, le réseau situé dans le Royaume de Hongrie et le réseau situé dans le Royaume d'Italie, d'un droit de gage et d'hypothèque cumulatif pour une créance jusqu'à concurrence de 352.828.658,70 (trois cent cinquante-deux millions huit cent vingt-huit mille six cent cinquante-huit et soixante-dix centimes) francs-or.

4. Le Comité des Obligataires agissant comme représentant la totalité des porteurs d'obligations, aura qualité pour exercer en leur nom les droits de gage et d'hypothèque constitués ci-dessus et cela dans les conditions suivantes:

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes ne verserait pas à l'une des échéances fixées en vertu du présent Accord, les sommes dont elle est

redevable au fonds des obligations, le Comité des Obligataires devra tout d'abord mettre cet Etat en demeure, et pourra le faire par simple acte extrajudiciaire notifié à l'autorité compétente dans ledit Etat (voir annexe à l'Article 42, du présent Accord).

Si malgré cette mise en demeure, la Compagnie ou l'Etat en cause n'effectuait pas le payement dans un délai de quinzaine après la date de l'échéance qui avait été prévue pour ce payement, le Comité des Obligataires pourra exercer immédiatement les susdits droits de gage et d'hypothèque et cela de la manière suivante:

a) en tant qu'il s'agira d'un payement dont le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes sera redevable, le Comité des Obligataires exercera les droits de gage et d'hypothèque constitués à l'alinéa 3-a) du présent Article sur le réseau traversant le territoire de cet Etat:

b) en tant qu'il s'agira d'un payement dont sera redevable soit la République d'Autriche, soit le Royaume de Hongrie, soit le Royaume d'Italie, le Comité des Obligataires exercera lesdits droits de gage et d'hypothèque comme suit:

1⁰ à concurrence de l'entier montant des sommes échues et non payées dont l'Etat défaillant sera redevable au fonds des obligations, le Comité des Obligataires pourra exercer sur le réseau traversant le territoire de cet Etat le droit de gage et d'hypothèque cumulatif constitué à l'alinéa 3-b) du présent Article;

2⁰ à concurrence du montant dont l'Etat défaillant sera redevable au fonds des obligations du chef des contributions minimum échues et non payées, ou, dans le cas où ledit Etat aurait fait usage de son droit au forfait, à concurrence du montant correspondant auxdits contributions minimum échues et non payées, le Comité pourra exercer sur les réseaux traversant les deux autres Etats le droit de gage et d'hypothèque cumulatif constitué à l'alinéa 3-b) du présent Article.

Le Comité des Obligataires pourra exercer en même temps les droits qui lui sont ainsi reconnus, tant sur le réseau situé sur le territoire de l'Etat défaillant (b-1) que sur les réseaux situés sur les territoires des deux autres Etats (b-2).

Si, par suite de l'exercice de ce droit de gage et d'hypothèque cumulatif, des payements devaient être effectués au fonds des obligations par un ou deux des Etats mentionnés à l'alinéa 4-b) pour un autre de ces Etats, l'Etat qui aura payé sera de plein droit subrogé aux obligataires dans tous leurs droits de créance et leurs droits de gage et d'hypothèque inscrits au profit de la totalité des porteurs, d'obligations sur le réseau situé sur le territoire de l'Etat ou des Etats défaillants, et cela pour une créance égale au montant de la somme payée, avec intérêts et frais. Dans le cas où le payement aurait été effectué par deux Etats, la subrogation dans les droits de créance, de gage et d'hypothèque des porteurs d'obligations aura lieu au profit de chacun de ces Etats dans la proportion des payements respectivement effectués par eux.

5. L'exercice de ces droits de gage dans d'autres cas reste exclu.

6. Les Etats Contractants déclarent reconnaitre et confirmer en tant que de besoin la validité des droits de gage et d'hypothèque constitués par le présent Accord.

Article 44.

1. Le Livre des chemins de fer pour les anciennes lignes autrichiennes de la Compagnie tenu par le Tribunal des affaires civiles de Vienne, et le Livre central des chemins de fer tenu à Budapest pour les anciennes lignes hongroises de la Compagnie seront remplacés de la manière suivante:

2. Dans chacun des Etats territorialement intéressés, il sera créé pour le réseau de la Compagnie situé sur son territoire un Livre des chemins de fer. Au Livre des chemins de fer à établir à Vienne pour le réseau autrichien, il faudra tenir une feuille pour le réseau principal de la Compagnie et les feuilles séparées pour chacun des chemins de fer d'intérêt local de Liesing à Kaltenleutgeben, de Mödling à Hinterbrühl et de Spielfeld à Radkersburg.

3. La raison sociale et le siège de la Compagnie, ainsi que son droit de propriété sur le réseau avec les droits qui découlent de ces concessions avec les modifications apportées par le présent Accord et le droit de dévolution en faveur de l'Etat, seront à inscrire dans les livres des chemins de fer.

4. On inscrira à la „feuille des charges“ du Livre des chemins de fer, au premier rang, le droit d'exploitation de l'Etat comme servitude d'usage (Art. 13), avec priorité absolue sur tout droit de servitude, droit de gage ou d'hypothèque, et immédiatement après, en deuxième rang, le droit de gage et d'hypothèque revenant aux porteurs d'obligations d'après l'Art. 43.

5. Les immeubles qui font partie du réseau, les droits de servitude appartenant au réseau et les charges réelles qui grèvent le réseau seront aussi à incrire. Pour cela, on se conformera aux inscriptions du Livre des chemins de fer à Vienne ou du Livre central de Budapest, en tenant compte des modifications qui se sont produites entre temps.

Article 45.

1. Pour l'exécution de cet Accord, il est précisé que par franc-or on entend la monnaie d'or du poids et du titre de l'Union Latine (Convention du 6 novembre 1885), c'est à dire la vingtième partie d'une pièce d'or pesant 6 g. 45161 au titre de 900/1000 d'or fin.

2. Il est entendu en outre que seront libératoires les payements effectués tant en frans-or qu'en monnaie des pays où la circulation d'or sera effective, et où par conséquent il n'existe pas de cours forcé. Dans ce dernier cas les payements effectués dans lesdites monnaies seront admis sur la base de la parité exacte de l'or fin qu'elles contiennent avec le franc-or de l'Union Latine.

3. Seront également admises en payement les remises d'effets de commerce, lettres de change ou chèques créés sur des pays à circulation effective

d'or, où il n'existe ni cours forcé, ni aucune restriction à la circulation de l'or. Il est entendu que lesdits effets de commerce, lettres de change et chèques devront être libellés en monnaie d'or du pays où il sont payables. Ils seront pris comme dans le cas ci-dessus sur la base de la parité exacte de la monnaie dans laquelle ils sont libellés avec le franc-or de l'Union Latine. Lesdits effets de commerce, lettres de change ou chèques ne seront bien entendu libératoires que lorsque leur encaissement pourra être définitivement effectué.

4. Les Gouvernements auront, sous la réserve indiquée à l'al. 5 du présent Article, la faculté de se libérer en payant à Paris l'équivalent en monnaie légale française des francs-or de l'Union Latine ci-dessus. La transformation en monnaie légale française des francs-or de l'Union Latine s'effectuera sur la base des cours moyens (de l'or fin et du franc français) de la Bourse de Londres pour une période de dix jours dont le dernier précèdera de 8 jours celui du payement des Etats. Les Gouvernements auront, en conséquence, à payer en monnaie française légale une somme égale à celle qu'ils auraient eu à débourser s'ils avaient acheté à Londres au cours moyen de cette période de 10 jours, soit de l'or fin, soit des devises comme il est dit à l'al. 3 de cet Article, pour le montant de francs-or de l'Union Latine dont le payement leur incombe.

5. Le Comité des Obligataires se réserve le droit de limiter la faculté prévue à l'al. 4 à une quotité qu'il determinera d'après les exigences à prévoir du service des obligations en France et s'engage à indiquer aux Etats, 40 jours avant chaque échéance des payements des Etats, les monnaies légales qu'il acceptera pour la différence qui ne serait pas à payer en francs français. Le payement dans ces dernières monnaies se fera conformément aux dispositions prévues à l'al. 4 pour les payements en francs français.

6. Au cas où les Gouvernements effectueraient une partie de leurs payements selon les dispositions des alinéas 1, 2 et 3 du présent Article, les dispositions des alinéas 4 et 5 s'appliqueront au reste du payement.

7. Au cas où, à la date de l'un des payements, il n'existerait aucun pays ayant une circulation d'or effective et libre, le payement serait effectué en francs français en tenant compte de la prime que ferait l'or fin par rapport à la monnaie légale française, soit que cette prime soit établie directement, soit qu'elle soit calculée en tenant compte des changes.

8. Les Gouvernements, la Compagnie et le Comité des Obligataires s'engagent dès maintenant à soumettre immédiatement tout désaccord éventuel, relatif à l'application du présent Article, à l'arbitrage du Gouverneur de la Banque d'Angleterre, dont ils s'engagent également à accepter et exécuter aussitôt la décision.

9. Si les diverses dispositions du présent Accord concernant la conversion des monnaies de pays en francs-or ne sont pas exécutables dans le sens littéral de la disposition respective par suite d'empêchements effectifs, elles seront effectuées d'après les accords à conclure entre les Parties intéressées de la manière la plus propre à correspondre à l'esprit de ces dis-

positions. Les différends éventuels seront réglés d'après les dispositions de l'al. 8 de cet Article.

10. Il est bien entendu que pour calculer le cours du change d'après les différentes dispositions du présent Accord, le cours moyen officiel doit servir comme base de calcul. S'il n'y a pas de cours moyen officiel, on prendra comme base de calcul la moyenne entre l'offre et la demande.

Article 46.

Pour toutes oppositions et réclamations en matière d'obligations et de coupons détruits, perdus ou volés, domicile est élu, au nom de tous les porteurs, à Paris, auprès du Comité des Obligataires.

En conséquence, la loi et la juridiction déterminées par cette élection de domicile seront applicables pour l'avenir en matière d'oppositions et de réclamations sur obligations et coupons de la Compagnie détruits, perdus ou volées.

Le Comité des Obligataires s'entendra avec la Compagnie en vue de prendre les dispositions nécessaires pour assurer pratiquement l'exécution du présent Article, notamment en ce qui concerne l'application du nouveau régime par rapport au régime précédemment en vigueur.

Article 47.

1. Le droit au remboursement des obligations qui, d'après les dispositions précédentes seraient à rembourser, et qui étant sorties par tirage, ne seront pas présentées au remboursement dans les 30 années après la date fixée pour le remboursement, sera prescrit.

2. Pour les coupons ce délai est de 5 années.

3. Pour les titres et coupons dont l'échéance de payement était avant et y compris le 1er juillet 1914, le délai de prescription est prolongé de neuf ans.

Article 48.

1. Le présent Accord et les actes nécessaires à son exécution seront exemptés de tous impôts, droits et taxes.

2. La Compagnie n'a à acquitter que les impôts et les centimes additionnels, les droits et taxes et les payements pour emprunts forcés ainsi que tous payements de même nature afférents à la propriété, dont les produits n'alimentent pas le fonds des obligations, de même aux produits de sa propriété et à d'autres revenus en tant qu'ils n'alimentent pas ledit fonds; notamment les sommes mentionnées dans l'Art. 35 ainsi que les résultats de la gestion du fonds des obligations ne seront soumis en aucun cas à des charges de cette nature. Toutefois le droit annuel de mainmorte ou tout autre impôt touchant le capital investi dans le pays en cause sera à payer et cela, en tant qu'il se rapporte à l'exploitation du chemin de fer, au débit de l'exploitation.

3. Les Etats Contractants s'entendront afin d'éviter que les mêmes objets, produit ou revenus, s'ils sont soumis d'après le présent Accord à des impôts, soient frappés d'impôts par deux ou plusieurs Etats à la fois.

Toutefois on établira déjà dès maintenant le principe, qu'aucun Etat ne frappera d'impôts les produits des actions mentionnées dans l'Art. 49 (al. 2), en tant que ces produits proviennent d'un autre Etat territorialement intéressé.

4. A moins que cela ne soit prévu dans le présent Accord, la Compagnie ne devra être soumise par aucun Etat à des dispositions spéciales en matière d'impôts qui ne sont pas en vigueur pour toutes les sociétés anonymes dans ledit Etat.

5. La Compagnie payera, à titre de participation au bénéfice, à l'Etat qui n'exploite pas le réseau, 25 (vingt-cinq) % du produit net qui excède la somme garantie (Art. 24). Cet excédent ne sera pas soumis à des impôts, à des centimes additionnels, à des droits ou à d'autres taxes. Il n'y aura pas de participation au bénéfice tant que le produit sera employé pour les versements à faire aux Etats conformément aux Articles 24 et 25.

6. Come base pour une détermination éventuelle de l'impôt minimum (Par. 100, al. 2, P. St. G.) sera prise, au lieu des éléments mentionnés dans la loi, la valeur de la propriété de la Compagnie (exclusion faite du fonds des obligations) en industries, valeurs et soldes de débiteurs sous la condition que ces valeurs ne seront à mettre en compte pour la base susvisée qu'en tant que la détermination d'impôts pour ces valeurs ou leurs produits ne sera pas réservée selon les dispositions de la Convention visée à l'al. 3 de cet Article à un autre des Etats Contractants.

Article 49.

1. Si le Conseil d'administration venait à décider, tout en respectant les prescriptions légales, de transférer le domaine privé de la Compagnie à une ou plusieurs sociétés anonymes à créer, les Etats y donneront leur approbation, en tant que les lois du pays exigeraient cette approbation. De ce fait, la Compagnie n'aura à payer ni impôts quelconques, ni taxes ou autres droits quelconques.

2. Pour la durée de l'Accord, chaque Etat appliquera dans la détermination des impôts sur le produit des actions en propriété de la Compagnie — en tant qu'une telle imposition sera admissible — les dispositions de lois les plus favorables existant actuellement pour une catégorie quelconque d'actions en portefeuille, à moins qu'il n'y ait lieu d'appliquer des dispositions encore plus favorables en vertu d'une modification des lois respectives.

Article 50.

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord, seront résolus par des arbitres. Le demandeur et le défendeur choisiront chacun un arbitre. Si les porteurs d'obligations sont demandeurs ou défendeurs le choix d'un arbitre sera fait par la représentation des obligataires (Art. 30). S'il y a plusieurs demandeurs ou plusieurs défendeurs, ils devront se mettre d'accord sur un arbitre pour tous les demandeurs et un arbitre pour tous les défendeurs. Les arbitres ainsi choisis nomment à leur tour un Président. Si les demandeurs ou les défendeurs ne se mettaient pas

d'accord sur un arbitre, ou bien si les arbitres ne se mettaient pas d'accord sur un Président, le Président de la Société des Nations nommera l'arbitre ou le Président. Le Président du Tribunal arbitral fixe le siège du Tribunal arbitral et la procédure à suivre.

2. Les décisions du Tribunal arbitral sont sans recours.

3. Ce Tribunal arbitral est aussi compétent pour résoudre tous les différends sur lesquels est appelé à juger le Tribunal arbitral prévu au paragraphe 60 de l'acte de concession du 23 septembre 1858 et il remplace donc ce Tribunal.

Article 51.

Le présent Accord est établi pour la période de temps du 1er janvier 1923 jusqu'à l'expiration de l'année 1968.

Article 52.

1. Le présent Accord sera ratifié le plus tôt possible. Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement Royal Italien par les soins duquel il en sera donné avis aux autres Parties signataires.

2. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement Royal Italien.

3. Le présent Accord entrera en vigueur avec effet à partir du 1er janvier 1923, au moment de la dernière ratification.

En foi de quoi, les Représentants ci-après ont signé le présent Accord, et y ont apposé leur cachets.

Fait à Rome le 29 mars 1923 en français et en italien en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises aux Gouvernements de toutes les Puissances représentés à la Conférence, ainsi qu'à la Compagnie et au Comité représentant les porteurs d'obligations.

La traduction italienne est faite par les soins du Gouvernement du Royaume d'Italie, et sera certifiée conforme à l'original.

Pour la République d'Autriche:
(Signé) *Mueller-Martini.*
Pollák.

Pour le Royaume d'Hongrie:
(Signé) *Teleszky.*

Pour le Royaume d'Italie:
(Signé) *Imperiali.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
(Signé) Ing. *Ran. M. Avramovitch.*

Pour la Compagnie Südbahn-Gesellschaft:
(Signé) *Weeber.*
Dr. *Fall.*

Pour le Comité représentant les porteurs d'obligations:
(Signé) *G. de Vellefrey.*
G. Rendu.

Annexe A.

1. La répartition du matériel roulant entre les réseaux, comme visé à l'Art. 12 de l'Accord pour la réorganisation de la Südbahn, est à effectuer sur la base suivante:

Autriche	33.8%
Hongrie	16.5%
Italie	24.3%
Royaume S. C. S.	25.1%
Réservé	0.3%

La répartition sera faite en tenant compte des dispositions du paragraphe 9 de la présente Annexe.

2. L'Italie est disposée à céder entièrement la quote-part du matériel roulant attribuable au réseau italien de la Compagnie aux Administrations exploitant les autres réseaux.

La cession est faite à ces Administrations dans l'ensemble.

En ce qui concerne la répartition de ce matériel roulant, une convention spéciale sera conclue entre les trois Administrations exploitant les réseaux autrichien, hongrois, serbe-croate-slovène. Dans cette convention les Administrations intéressées prendront en considération pour la répartition les exigences de l'exploitation.

L'Italie est disposée à céder les locomotives et véhicules susdits contre payement d'un prix correspondant à la valeur actuelle du matériel. Cette valeur sera fixée par la Commission technique de répartition d'après les principes arrêtés au paragraphe 9 de la présente Annexe.

Le payement du prix ainsi déterminé aura lieu en espèces, soit dans une seule fois et sans délai, soit par des annuités calculées sur la base d'une période d'amortissement de 30 ans, et de l'intérêt du 5% par an. Soit dans le cas d'un payement dans une seule fois, soit dans le cas d'un payement par annuités, l'intérêt dans le mesure susvisée découlera du jour à partir duquel l'Accord pour la réorganisation de la Südbahn aura effet. Ces conditions sont valables seulement dans le cas de cession totale du parc complet du matériel roulant revenant au réseau italien. En cas où les Administrations des autres réseaux ne voudraient pas prendre la totalité du parc revenant au réseau italien, l'Italie se réserve ou bien de retirer sa quote-part de matériel ou de céder la partie demandée par les autres réseaux à des conditions à établir.

Les payements sont à faire à l'Administration des chemins de fer de l'Etat italien.

3. Les Administrations exploitant les réseaux autrichien, hongrois, serbe-croate-slovène, devront communiquer à l'Administration du réseau italien, leur décision au sujet de la cession susdite dans le délai de deux mois après l'entrée en vigueur du régime définitif.

4. Les pièces de rechange sont à répartir aussi d'après les dispositions de l'Art. 12 de l'Accord pour la réorganisation de la Südbahn.

5. L'Italie se réserve, en tout cas, de réclamer sa partie de pièces de rechange pour le matériel roulant type Südbahn en service sur le réseau

italien, et de laisser le matériel restant, qui lui devrait être remis, à la disposition des autres réseaux. Ce matériel devra pourtant être payé à l'Italie immédiatement et non pas sur la base d'annuités.

6. Les modèles et les dessins seront répartis par la Commission technique, d'une manière équitable, tenant compte de la répartition du matériel roulant.

7. La répartition du matériel roulant sera faite d'après les enregistrements au 1er juin 1922 pour autant que ce matériel appartenait à cette date à la Compagnie et se trouvait à la même date à sa disposition.

Les dispositions de la présente Annexe pour la répartition sont à appliquer aussi au matériel roulant considéré comme disparu au 1er juin 1922 et retrouvé.

On prendra en consideration lors de la répartition le matériel mis hors de service.

8. La Commission technique pour la répartition du matériel sera composée de deux membres pour chaque Etat Contractant, deux membres pour la Compagnie. Il est entendu que les Etats et la Compagnie auront chacun une seule voix.

Les trois Directeurs d'exploitation de la Compagnie des réseaux de l'Autriche, Hongrie et du Royaume Serbe-Croate-Slovène ou leurs représentants peuvent participer aux travaux de la Commission avec voix consultative.

Le siège de la Commission sera à Vienne auprès de la Compagnie.

La première convocation sera faite au soin de la Compagnie.

9. Pour établir la valeur du matériel à répartir d'après cette valeur la Commission technique appliquera les règles suivantes:

a) on prendra d'abord les prix effectifs d'achat en couronnes-or au change de la date d'achat et on y ajoutera la valeur en couronnes-or des travaux qui constituent une transformation ou une reconstruction ayant eu pour but une amélioration du matériel. La valeur ainsi calculée est appelée *valeur initiale;*

b) on appliquera pour tout le matériel une réduction de 1.5% (un et demi pour cent) sur la valeur initiale pour chaque année écoulée depuis la date d'achat. La valeur ainsi résultante sera la *valeur actuelle* du matériel au moment de la répartition.

Toutefois cette valeur ne pourra jamais être fixée à un montant inférieur au 30% (trente pour cent) de la valeur initiale pour les locomotives et de 36% (trente six pour cent) de la valeur initiale pour les voitures, fourgons, wagons.

10. La valeur actuelle des pièces de rechange sera calculée par la Commission technique par estimation sur la base du poids.

11. Les dispositions de l'Accord qui ont trait à l'usage du matériel roulant sur le réseau exploité par l'Etat respectif ne seront pas applicables au matériel vendu par l'Italie.

12. La Commission technique aura la faculté dans l'application des dispositions de l'Annexe présente de les interpréter extensivement, le cas échéant, pourvu qu'on atteigne l'unanimité.

Annexe B.

Attendu que dans l'Annexe A, paragraphe 2, le Royaume d'Italie déclare d'être disposé à céder entièrement la quote-part du matériel roulant attribuable au réseau italien de la Compagnie, aux Administrations exploitant les autres réseaux,

la Compagnie concluera avec le Gouvernement Royal Italien, sur une demande à faire par ledit Gouvernement dans le délai de trois mois après la mise en vigueur du présent Accord, la suivante

Convention:

1. La Compagnie déclare d'avoir vendu au Royaume d'Italie, qui l'a acheté, le matériel roulant attribuable au réseau italien de la Compagnie, d'après l'Annexe A de l'Accord concernant la réorganisation administrative et technique de la Compagnie.

Le transfert de la propriété de ce materiel aura lieu au moment où la répartition du matériel selon les dispositions de l'Annexe A de l'Art. 12 de l'Accord susvisé sera achevée et où le matériel attribué au réseau italien aura été désigné.

2. La contrevaleur sera déterminée par la valeur actuelle du matériel roulant transféré. Cette valeur sera la même que celle qui sera fixée comme valeur actuelle par la Commission technique selon les dispositions de l'Annexe A.

3. La contrevaleur du matériel roulant, dont la Compagnie transfère la propriété au Royaume d'Italie, est comprise dans la redevance que le Royaume d'Italie payera pour l'exploitation du réseau de la Südbahn traversant son territoire et dans l'engagement auquel le Royaume d'Italie doit faire face d'après la garantie établie à l'Art. 24 de l'Accord pour la réorganisation administrative et technique de la Südbahn.

La redevance à payer ou respectivement les sommes à garantir par le Royaume d'Italie pour le réseau italien ne subiront par conséquent aucune réduction.

4. Dans le cas où le Royaume d'Italie rendrait le réseau à la Compagnie, rien ne sera changé ni dans les rapports qui se dégagent de la présente Convention ou de l'annexe susvisée, entre le Royaume d'Italie et les Etats qui auront acheté le matériel roulant qui lui sera attribué, ni dans les rapports entre le Royaume d'Italie et la Compagnie.

Il est pourtant bien entendu que le Royaume d'Italie bonifiera dans ce cas le 5% par an de la valeur du matériel roulant vendu, au profit du compte d'exploitation du réseau italien de la Compagnie.

Annexe C.

Tableau d'amortissement

(sur la base d'un taux de remboursement de 90 francs-or par obligation et d'un taux d'intérêt de 3,60 francs-or par coupon).

Année	Obligations en circulation au commencement de l'année	Intérêt	Amortissement	Total	Obligations à rembourser	Total des obligations remboursées jusqu'à fin d'année
	Obligations	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Obligations	Obligations
1923	4.187.256	15.074.121,60	2.970.360,—	18.044.481,60	33.004	33.004
1924	4.154.252	14.955.307,20	3.089.160,—	18.044.467,20	34.324	67.328
1925	4.119.928	14.831.740,80	3.212.730,—	18.044.470,80	35.697	103.025
1926	4.084.231	14.703.231,60	3.341.250,—	18.044.481,60	37.125	140.150
1927	4.047.106	14.569.581,60	3.474.990,—	18.044.571,60	38.611	178.761
1928	4.008.495	14.430.582,—	3.613.860,—	18.044.442,—	40.154	218.915
1929	3.968.341	14.286.027,60	3.758.490,—	18.044.517,60	41.761	260.676
1930	3.926.580	14.135.688,—	3.908.790,—	18.044.478,—	43.431	304.107
1931	3.883.149	13.979.336,40	4.065.210,—	18.044.546,40	45.169	349.276
1932	3.837.980	13.816.728,—	4.227.750,—	18.044.478,—	46.975	396.251
1933	3.791.005	13.647.618,—	4.396.860,—	18.044.478,—	48.854	445.105
1934	3.742.151	13.471.743,60	4.572.810,—	18.044.553,60	50.809	495.914
1935	3.691.342	13.288.831,20	4.756.600,—	18.044.431,20	52.840	548.754
1936	3.638.502	13.098.607,20	4.945.950,—	18.044.557,20	54.955	603.709
1937	3.583.541	12.900.769,20	5.143.680,—	18.044.449,20	57.152	660.861
1938	3.526.395	12.695.022,—	5.349.510,—	18.044.532,—	59.439	720.300
1939	3.466.956	12.481.041,60	5.563.440,—	18.044.481,60	61.816	782.116
1940	3.405.140	12.258.504,—	5.786.010,—	18.044.514,—	64.289	846.405
1941	3.340.851	12.027.063,60	6.017.400,—	18.044.463,60	66.860	913.265
1942	3.273.991	11.786.367,60	6.258.150,—	18.044.517,60	69.535	982.800
1943	3.204.456	11.536.041,60	6.508.440,—	18.044.481,60	72.316	1.055.116
1944	3.132.140	11.275.704,—	6.768.810,—	18.044.514,—	75.209	1.130.325
1945	3.056.931	11.004.951,60	7.039.530,—	18.044.481,60	78.217	1.208.542
1946	2.978.714	10.723.370,40	7.321.140,—	18.044.510,40	81.346	1.289.888
1947	2.897.368	10.430.524,80	7.614.000,—	18.044.524,80	84.600	1.374.488
1948	2.812.768	10.125.964,80	7.918.470,—	18.044.434,80	87.983	1.462.471
1949	2.724.785	9.809.226,—	8.235.270,—	18.044.496,—	91.503	1.553.974
1950	2.633.282	9.479.815,20	8.564.670,—	18.044.485,20	95.163	1.649.137
1951	2.538.119	9.137.228,40	8.907.300,—	18.044.528,40	98.970	1.748.107
1952	2.439.149	8.730.936,40	9.263.610,—	18.044.546,40	102.929	1.851.036
1953	2.336.220	8.410.392,—	9.634.050,—	18.044.442,—	107.045	1.958.081
1954	2.229.175	8.025.030,—	10.019.520,—	18.044.550,—	111.328	2.069.409
1955	2.117.847	7.624.249,20	10.420.200,—	18.044.449,20	115.780	2.185.189
1956	2.002.067	7.207.441,20	10.837.080,—	18.044.521,20	120.412	2.305.601
1957	1.881.655	6.773.958,—	11.270.520,—	18.044.478,—	125.228	2.430.829
1958	1.756.427	6.323.137,20	11.721.330,—	18.044.467,20	130.237	2.561.066
1959	1.626.190	5.854.284,—	12.190.230,—	18.044.504,—	135.447	2.696.513
1960	1.490.743	5.366.674,80	12.677.850,—	18.044.524,80	140.865	2.837.378
1961	1.349.878	4.859.560,80	13.184.910,—	18.044.470,80	146.499	2.983.877
1962	1.203.379	4.332.164,40	13.712.310,—	18.044.474,40	152.359	3.136.236
1963	1.051.020	3.783.672,—	14.260.860,—	18.044.532,—	158.454	3.294.690
1964	892.566	3.213.237,60	14.831.280,—	18.044.517,60	164.792	3.459.482
1965	727.774	2.619.986,40	15.424.470,—	18.044.456,40	171.383	3.630.865
1966	556.391	2.003.007,60	16.041.510,—	18.044.517,60	178.239	3.809.104
1967	378.152	1.361.347,20	16.683.120,—	18.044.467,20	185.368	3.994.472
1968	192.784	694.022,40	17.350.560,—	18.044.582,40	192.784	4.187.256

Annexe D.

Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique
(Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud)
siège social à Vienne (Autriche).

Emission de 4.187.256 obligations, émises en exécution de l'Accord conclu à Rome le 29 mars 1923, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie, avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations, par application de l'Art. 320 du Traité de Paix de Saint Germain*) et de l'Art. 304 du Traité de Paix de Trianon.**).

Obligation au porteur à revenu variable.

Cette obligation porte intérêt conformément aux dispositions de l'Accord de Rome, du 29 mars 1923.

Conformément aux dispositions dudit Accord, elle est remboursable en 46 ans, par voie de tirage au sort, à raison de 60 francs en monnaie d'or de l'Union Latine, au *minimum*, et de 112,50 francs en monnaie d'or de l'Union Latine, au *maximum*.

No. . . . . .

Jouissance du 1er janvier 1923.

Le Comité des Obligataires, établi à Paris en vertu de l'Accord de Rome précité, désignera les Caisses de payement en France et hors de France pour le service de l'intérêt et du remboursement.

* * *

Toutes les dispositions applicables à cette émission sont réglées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, ci-dessus mentionné, notamment en ce qui concerne les conditions d'intérêt et d'amortissement, soit par voie de tirage soit par voie de rachat, les garanties accordées par les Etats Contractants, les garanties hypothécaires, les conditions de payement, etc.

Le texte de cette obligation se trouve annexé audit Accord de Rome, dont il fait partie intégrante.

Vienne, le . . . . 1923.

Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique.
(Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud).

Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique. (Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud.) Obligation No. . . . . . Année . . . . . No. . . . . . *Coupon.* Le payement de ce coupon sera effectué le 1er mars 19 . . . . aux places et guichets que désignera le Comité des Obligataires.	Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique. (Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud.) Obligation No. . . . . . Année . . . . , No. . . . . . . *Coupon supplémentaire.* Le payement éventuel de ce coupon sera effectué sur avis du Comité des Obligataires, aux places et guichets qu'il désignera.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 829. **) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 557.

Protocole de signature.

Les soussignés:

Docteur Othon Mueller Martini et Docteur Charles Pollák, Représentants de la République d'Autriche.

Docteur Jean Teleszky, Représentant du Royaume de Hongrie.

Marquis Guglielmo Imperiali di Francavilla, Représentant du Royaume d'Italie.

Ing. Ranislav M. Avramovitch, Représentant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Docteur Auguste Weeber et Docteur Gustave Fall, Représentants de la Compagnie des chemins de fer du Sud.

Gabriel de Vellfrey et Gustave Rendu, pour le Comité représentant les Porteurs d'Obligations émises par la Compagnie.

après avoir apposé leurs signatures:

I) A l'Accord pour la réorganisation administrative et technique des chemins de fer du Sud (Südbahn).

II) A la Convention particulière sur le règlement du transit et des communications*), portant tous les deux la date de Rome 29 mars 1923, ont arrêté ce qui suit:

1. La ratification de l'Accord pour la réorganisation administrative et technique de la Compagnie des chemins de fer du Sud (Südbahn) aura lieu avant le 1er septembre 1923 et après la ratification de la Convention particulière pour le règlement du transit et des communications;

2. Les engagements qui sont arrêtés dans l'Accord et dans la Convention susvisés auront effet seulement:

a) après l'approbation, en tant que de besoin, de l'Accord et de la Convention par la Commission des Réparations et par la Commision de Contrôle de l'Autriche;

b) après la ratification de l'Accord et de la Convention par toutes les Parties Contractantes.

3. Pour ce qui concerne l'exécution de l'Accord pour la réorganisation administrative et technique de la Compagnie des chemins de fer du Sud (Südbahn):

a) à l'Art. 15, al. 11: il est bien entendu que comme *entrées* représentant de purs remboursements de frais sont à comprendre aussi les entrées provenant de la vente des matériaux cassés, déchirés, ou devenus inutiles ou superflus, qui sont vendus, et dont le produit est porté en déduction du prix d'achat à nouveau du matériel similaire;

b) les Etats feront usage de la faculté visée à l'alinéa 6 de l'Article 17 de l'Accord, le plus possible en faveur du personnel;

c) il est bien entendu que les dispositions de l'alinéa 7 de l'Art. 11 s'appliquent seulement aux agents de la Compagnie dont les appointements (deren Gehalt) dépassent les appointements les plus élevés prévus par le plan (Schema) des chemins de fer de l'Etat en considération et que les

*) V. ci-dessous, No. 177.

suppléments personnels à calculer pour les retraites (die für die Pension anrechenbaren Zulagen) ne seront en tout cas pas pris en considération pour l'application de cet alinéa 7;

d) il est bien entendu que sous la dénomination „personnel actif“ (Art. 17, al. 10) est toujours compris tout le personnel qui se trouve en activité de service;

e) on est entièrement d'accord sur ce que le personnel employé à la Direction Générale, au moment de la mise en vigueur de l'accord, doit en tant qu'il n'est pas revendiqué par la Compagnie pour le Service central (Art. 26), dans tous les cas passer immédiatement, selon sa nationalité, au service des réseaux en cause; cela sans préjudice d'un nouvel emploi de ce personnel au service annexé (Art. 26). On est de plus entièrement d'accord sur ce que la question des étrangers devra dans tous le cas, dès après la mise en vigueur de l'Accord, être réglée en conformité des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'Art. 17;

f) il est entendu que la disposition de l'Art. 48, al. 2, ne comprend pas une exemption des impôts sur terrains et édifices. En tant qui'l s'agit de l'exploitation des chemins de fer, ces impôts avec les éventuels centimes additionnels constitueront une dépense de l'exploitation. De même il est entendu que la disposition susvisée ne touche aucunement aux prescriptions légales existantes concernant l'impôt sur les rentes, qui est à percevoir par moyen de déduction; mais il est bien entendu qu'il n'y a pas lieu de percevoir un tel impôt sur les rentes, pour les montants que les Etats intéressés ont à payer d'après cet Accord;

g) l'Accord pour la réorganisation administrative et technique de la Compagnie des chemins de fer du Sud (Südbahn) sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes sans délai après l'approbation du texte signé par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Compagnie. Le Gouvernement de la République d'Autriche s'engage à donner son approbation, en tant que de besoin, à la résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires, par laquelle l'Accord sera approuvé.

4. La Compagnie des chemins de fer du Sud ainsi que le Comité des Obligataires déclarent qu'aucune exigence ne pourra être soulevée envers le Royaume de Hongrie du chef de l'annuité provenant de la vente de la ligne de Zagreb à Karlovac y compris les arriérés, même dans le cas où le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ferait usage du droit de payer une annuité forfaitaire (Art. 29, al. 1, de l'Accord).

5. La Délégation de la République d'Autriche et la Délégation du Royaume de Hongrie déclarent signer l'Accord pour la réorganisation administrative et technique des chemins de fer du Sud, dans la conviction que, d'après l'Art. 43, aucune charge ne pourra résulter pour un des deux Etats en conséquence d'une responsabilité découlant de l'hypothèque cumulative.

La Délégation Italienne déclare à son tour que le Royaume d'Italie, en se réservant le droit de demander aux Etats en cause le remboursement des sommes pour lequelles il devrait éventuellement faire des avances en

conséquence des dispositions de l'Art. 43, aura soin que ni l'Autriche, ni la Hongrie ne soient obligées de faire de payements, l'une pour le compte de l'autre.

6. Au moment de mettre fin à ses travaux la Conférence de Rome émet le voeu que la désignation des gares communes par les Gouvernements intéressés, ait lieu, en tant que possible, avant la ratification de l'Accord pour la réorganisation administrative et technique des chemins de fer du Sud, ainsi que de la Convention pour le réglement du transit et des communications.

Fait à Rome le 29 mars 1923 en français et en italien en un seul exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Parties signataires. La traduction italienne est faite par les soins du Gouvernement du Royaume d'Italie, et sera certifiée conforme à l'original.

Pour la République d'Autriche:
(Signé) *Mueller-Martini.*
Pollák.

Pour le Royaume de Hongrie:
(Signé) *Teleszky.*

Pour le Royaume d'Italie:
(Signé) *Imperiali.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
(Signé) Ing. *Ran. M. Avramovitch.*

Pour la Compagnie Südbahn-Gesellschaft:
(Signé) *Weeber.*
Dr. *Fall.*

Pour le Comité des Obligataires:
(Signé) *G. de Vellefrey.*
G. Rendu.

Protocole provisoire Annexe à l'Accord de Rome pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Sud.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord pour la réorganisation administrative et technique de la Compagnie des chemins de fer du Sud et de la Convention particulière pour le règlement du transit et des communications, stipulées à la date de ce jour, les soussignés représentants des Parties Contractantes sont convenus de ce qui suit:

Les droits qui se dégagent de l'Accord sur la réorganisation administrative et technique de la Compagnie des chemins de fer du Sud et de la Convention particulière pour le règlement du transit et des communications, en faveur de chaque Etat le territoire duquel est traversé par le réseau

de la Compagnie susdite, seront naturellement reconnus et attribués au réseau du territoire de Fiume sans besoin de stipulations ultérieures. La forme et les conditions dans lesquelles cela se fera, auront à être déterminés, d'un commun accord, entre le Royaume d'Italie, et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes auront soin que, à defaut d'autres Accords, Fiume assume les engagements de toute sorte incombants à un Etat traversé par le réseau de la Compagnie. Jusqu'au règlement définitif des questions ci-dessus mentionnées par une Convention particulière, à conclure entre lesdits Etats:

a) la quote-part du matériel roulant, de 0.3% „réservé" à l'Article 12 et à son annexe A de l'Accord, sera mis à la disposition pour en être utilisé, de l'Etat exploitant le réseau de la Südbahn, situé sur le territoire de Fiume;

b) les charges financières pour et au nom de Fiume correspondant à la quote-part de 0.3% supportera provisoirement l'Etat qui effectivement aura l'exploitation du réseau de la Compagnie situé sur le territoire de Fiume.

La Convention définitive particulière ci-dessus mentionnée substituera le présent Protocole provisoire; elle formera partie intégrante de l'Accord susvisé, et sera notifié aux Etats signataires.

Fait à Rome le 29 mars 1923 en français et en italien en un seul exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie, et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Parties Contractantes.

La traduction italienne est faite par les soins du Gouvernement du Royaume d'Italie.

Pour la République d'Autriche:
(Signé) *Mueller-Martini.*
Pollák.

Pour le Royaume de Hongrie:
(Signé) *Teleszky.*

Pour le Royaume d'Italie:
(Signé) *Imperiali.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
(Signé) Ing. *Ran. M. Avramovitch.*

Pour la Compagnie Südbahn-Gesellschaft:
(Signé) *Weeber.*
Dr. *Fall.*

Pour le Comité des Obligatoires:
(Signé) *G. de Vellefrey.*
G. Rendu.

177.

AUTRICHE, HONGRIE, ITALIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Convention pour le règlement du transit et des communications sur le réseau de la Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique (Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud); signée à Rome, le 29 mars 1923.*)

Službene Novine du 16 mai 1924.

Le Gouvernement de la République d'Autriche, le Gouvernement du Royaume de Hongrie, le Gouvernement du Royaume d'Italie, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes;

attendu que la Convention générale visée aux Articles 311 du Traité de St. Germain**) et 294 du Traité de Trianon***) n'a pas encore été conclue;

que d'après ces dispositions, des conventions particulières entre les Etats intéressés détermineront les conditions de l'exercice de la faculté de transit et régleront le mode d'utilisation des voies ferrées,

et que pour assurer la régularité de l'exploitation des chemins de fer de la Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique (Ancienne Compagnie des chemins de fer du Sud), dont la réorganisation administrative et technique a été réglée par l'Accord signé à Rome le 29 mars 1923†) les susdites Conventions sont indispensables,

sont convenus de rechercher d'un commun accord les moyens dont l'application est la plus rapide et la plus prompte en vue d'arriver à cette fin, et à cet effet ils ont désigné comme leurs Plénipotentiaires:

Le Gouvernement de la République d'Autriche:

M. le Docteur Othon Mueller-Martini, Chef de Section au Ministère Fédéral des Communications,

M. le Docteur Charles Pollák, Chef de Section au Ministère Fédéral des Finances.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie:

S. E. Jean Teleszky, ancien Ministre des Finances,

Le Gouvernement du Royaume d'Italie:

S. E. le Marquis Guglielmo Imperiali di Francavilla, Sénateur du Royaume, Ambassadeur Honoraire,

---

*) Ont déposé les instruments de ratification l'Italie (le 20 août 1923); — le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (le 24 août 1923); — la Hongrie (le 10 octobre 1923); — l'Autriche (le 16 octobre 1923).

) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 825. *) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 553.

†) V. ci-dessus, No. 176.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
M. l'Ing. Ranislav M. Avramovitch, Sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Communications.

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes:

I. Transport en transit.

Article 1.

1. Seront considérés comme en transit à travers les territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de l'un quelconque des Etats Contractants les transports effectués par les chemins de fer de la Südbahn, des personnes, bagages, marchandises, wagons, voitures ou autres instruments de transport dont le trajet par lesdits territoires, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

2. Les transports de cette nature seront désignés sous le nom de „Transports en transit".

Article 2.

Sous réserve des autres stipulations du présent Accord, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les Etats Contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront le libre transit, par voies ferrées. Il ne sera fait aucune distinction en vue soit de la nationalité des personnes, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute autre considération relative à la propriété des marchandises, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

Article 3.

Les transports en transit ne seront soumis à aucun droit ou taxe spéciale en raison de leur transit (entrée et sortie comprises). Toutefois, pourront être perçus sur ces transports en transit, des droits ou taxes, exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Les taux de tous droits ou taxes de cette nature devront correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions d'égalité définies à l'Article précédent, sauf que sur certaines voies, ces droits ou taxes pourront être réduits ou même supprimés en raison de différence dans le coût de la surveillance.

Article 4.

Les tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic direct et en transit. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre directement ou indirectement de la nationalité ou de la qualité du transport en transit ou du propriétaire dudit transport ou de tout autre instrument qui aurait été ou devrait être employé sur une partie quelconque du trajet total.

Article 5.

1. Aucun des Etats Contractants ne sera tenu par le présent Accord d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera interdite ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation serait interdite, soit pour raison de santé ou de sûreté publique, soit comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

2. Chaque Etat Contractant aura le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, bagages, marchandises, et notamment les marchandises soumis à un monopole, voitures, wagons ou autres instruments de transport sont réellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise. Toutefois l'exercice de ce droit ne doit pas créer d'obstacles aux transports, ni leur imposer des délais supplémentaires.

3. Rien dans le présent Accord ne saurait affecter les mesures que l'un des Etats Contractants est ou pourra être amené à prendre en vertu de conventions internationales générales desquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier, de celles conclues sous les auspices de la Société des Nations, relativement aux transits, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles, les armes, ou les produits de la pêche, ou bien de conventions générales ou qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou d'autre méthode de commerce déloyal.

Article 6.

Il pourra être exceptionnellement et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des Articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats Contractants serait obligé de prendre en cas d'évènements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu qu'il devra permettre l'exercice du droit de transit dans toute la mesure du possible.

Article 7.

Le présent Accord ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre, dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

II. Douanes.

A) Marchandises.

Article 8.

1. Les trains de marchandises pourront franchir les frontières douanières en tout temps, dimanches et fêtes compris, le jour comme la nuit en tant que ces marchandises ne sont pas frappées de dispositions tendant à la défense de l'importation, de l'exportation ou du transit.

2. Les opérations douanières relatives devront être effectuées dans le même temps.

3. Chaque train de marchandises arrivant de l'étranger devra être annoncé conformément aux Règlements des douanes, aux Bureaux des douanes de frontière, auxquels devront être présentés en même temps les documents prévus par les Règlements douaniers.

Article 9.

1. Les administrations des chemins de fer seront tenues d'annoncer aux Bureaux des douanes établis dans les gares et aux Agences douanières (Bureaux douaniers des chemins de fer) les horaires de tous les trains franchissant la frontière et des trains de correspondance ainsi que les modifications à ces horaires au moins huit jours avant leur mise en vigueur.

2. Les Bureaux douaniers des chemins de fer seront aussi informés le plus tôt possible, des retards d'une certaine importance, de la suppression des trains, du passage des trains spéciaux et de locomotives isolées.

Article 10.

1. Seront exemptes du déchargement et de la visite à la frontière ainsi que de la mise sous scellés de colis, les marchandises dont le passage aura été régulièrement annoncé et qui seront chargées sur un wagon plombé règlementairement et qui seront acheminées sans transbordement vers une station intérieure possédant un bureau de douane compétent.

2. Les marchandises ainsi chargées dans les wagons plombés règlementairement qui empruntent le territoire d'une des Parties Contractantes, seront, si elles sont règlementairement annoncées en transit, exemptes tant à l'intérieur qu'aux frontières, du déchargement et de la visite douanière, ainsi que de la mise sous scellés des colis.

3. L'application des dispositions des alinéas 1 et 2 est subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer intéressées seront responsables de l'arrivée des wagons aux bureaux des douanes compétents de l'intérieur ou de la frontière dans le délai prévu et avec les plomps intacts.

4. Seront également en principe exemptes du déchargement et du pesage les marchandises exemptes des droits de douane qui arrivent aux bureaux douaniers de frontière pour être soumises aux opérations de douane, si toutefois ces opérations peuvent se faire sans déchargement. Pour déterminer le poids des marchandises les autorités douanières accepteront en général comme poids du wagon le poids qui s'y trouve inscrit.

5. Les sus-dites dispenses du droit de visite douanière et de mise sous scellés des colis, seront exceptionnellement appliquées même en cas de transbordement des marchandises (de wagon à wagon) sous la surveillance de la douane, sans qu'il soit nécessaire de procéder aux opérations douanières règlementaires quand le transbordement des marchandises est inévitable pour une raison quelconque provenant du chemin de fer.

6. Les facilités prévues dans cet Article ne seront pas applicables en cas de présomption de fraude ou de motif valable touchant les intérêts vitaux du pays transité.

Article 11.

1. Les Administrations des douanes de toutes les Parties Contractantes reconnaîtront comme suffisant toute apposition de plombs douaniers de la part de l'Administration d'une des Parties Contractantes dans le cas où lesdites administrations auraient constaté que cette mise sous scellés correspond aux conditions exigées dans leurs territoires de douane pour le plombage des wagons devant passer en douane, sous les réserves visées par l'alinéa 6 de l'Article précédent.

2. Les dispositions pour les scellés douaniers établies par la Conférence de Berne en date du 16 mai 1886 *) serviront de règlement à cet effet avec toutes modifications et appendices successives.

Article 12.

1. Dans le cas où les marchandises ne rempliraient pas complètement un wagon elles pourront jouir des facilités susindiquées. Elles devront être expédiées dans des compartiments pouvant être rigoureusement fermés dans des wagons à toits fixes pourvus de toutes les conditions prescrites par la douane et voyageant ainsi sous la fermeture douanière.

2. Dans le but de mieux garantir la sûreté des wagons voyageants avec les trains il est admis que les parties intéressées munissent les wagons d'une fermeture spéciale qui ne déteriore d'aucune manière le matériel.

3. Si pour une raison quelconque les wagons doivent être ouverts à la frontière pour le contrôle, l'employé du chemin de fer en contact doit se charger de faire lever les marques des scellés.

4. Dans le cas où une opération douanière aurait été faite par les autorités d'un Etat Contractant sur le territoire d'un autre Etat intéressé, les Administrations douanières de cet Etat se réservent le droit de décider de quelle manière les trains et les wagons directs doivent être escortés depuis ou jusqu'à la frontière.

5. Les membres de l'escorte auront le droit d'occuper gratis dans les trains qu'ils doivent surveiller des places d'où ils puissent remplir leurs fonctions et ils auront aussi le droit d'exiger, dans les trains voyageurs, pour le voyage de retour, des places qui correspondent à l'importance de leur position sous réserve des dispositions de l'al. 3 de l'Art. 51.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes se déclarent particulièrement d'accord sur le point que des convois de marchandises peuvent être effectués sur leurs lignes entre deux des Etats intéressés, même en traversant le territoire d'un tiers Etat, avec des trains ou des wagons „directs“.

Article 14.

1. Afin de rendre plus court l'arrêt à la frontière, la présentation de la permission d'importation ne sera pas régulièrement exigée à la station d'entrée; elle pourra aussi être présentée ensuite au bureau douanier afférent à la gare de destination.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXII, p. 42.

2. Au cas de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de ces documents, le transport peut être refusé, avec l'indication du motif dans toutes les lettres de voiture et dans la feuille de route, en y ajoutant la date et la signature de l'agent qui a renvoyé le transport.

3. Au cas d'un renvoi légitime, les frais de renvoi jusqu'à la gare de frontière de l'Etat dans lequel se trouve la gare d'expédition, seront à la charge de la marchandise.

4. Au cas de constatation de l'absence ou de l'insuffisance desdits documents à la gare de passage de la frontière en contact avec la ligne de destination, la gare elle-même peut les demander par télégramme au point de transit par lequel les marchandises sont entrées.

5. Dans le cas de réclamation contre les Administrations des chemins de fer, il sera du ressort des Gouvernements intéressés de s'entendre pour ce qui a trait aux questions légales relatives à l'administration des chemins de fer de leur territoire.

B) Voyageurs et bagages.

Article 15.

Les trains de voyageurs jouiront pour franchir la frontière en ce qui concerne les jours et les heures de leur passage, de mêmes facilités prévues à l'Art. 8 pour les trains de marchandises.

Article 16.

Les voitures de voyageurs au moment de leur passage à la frontière ne pourront contenir que des bagages à main.

Article 17.

Les bagages enregistrés ainsi que les bagages à main des voyageurs subiront en principe la visite douanière au bureau douanier de frontière. Toutefois des facilités seront accordées selon les besoins du trafic des voyageurs. On s'efforcera en particulier de prendre les mesures nécessaires afin que la visite des bagages enregistrés ait lieu au bureau douanier de destination sans exclure que la visite pour la sortie de l'Etat soit effectuée aux bureaux douaniers des lieux de départ. L'administration des douanes devra également prévoir autant que possible la visite des bagages des voyageurs dans le train même pour ce qui concerne les voitures directes.

Article 18.

En tous cas les formalités douanières dans les gares de frontière devront être accomplies de façon suffisamment rapide afin que tous les bagages, surtout les bagages en transit, puissent continuer leur route par le train de correspondance.

Article 19.

1. Les marchandises expédiées en grande et petite vitesse et transportées par les trains de voyageurs seront soumises aux mêmes conditions et formalités que les marchandises analogues transportés par les trains de marchandises.

2. Toutefois les marchandises expédiées en grande vitesse et sujettes à une déterioration rapide, qui seraient transportées par les trains de voyageurs seront expédiées par le même procédé acceléré que les bagages.

Article 20.

Le contrôle des passeports aux personnes voyageant par trains directs ou par voitures directes sera effectué en même temps que la visite de la douane dans le train.

III. Circulation des trains.

Article 21.

Les wagons complètement chargés auront de courts arrêts dans les gares intermédiaires et particulièrement dans les gares de frontière. L'arrêt ne peut avoir une durée qui dépasse le délai strictement nécessaire pour les opérations relatives à ces wagons eu égard à la nature de la marchandise transportée et aux conditions de service du mouvement.

Article 22.

Les wagons directs doivent porter des fiches appropriées avec l'indication du pays de destination et de la direction du transport. En tant que possible ces fiches seront celles adoptées par l'Union Européenne pour l'usage réciproque des wagons en service international.

Article 23.

Les wagons directs qui seront détachés du train à la suite d'avaries aux gares intermédiaires doivent, aussitôt réparés, être réexpédiés avec le prochain train utilisable.

Article 24.

Les dispositions susvisées relatives aux wagons directs, complètement chargés, sont aussi à appliquer aux wagons à charge mixte (groupage) composés de transports en colis expédiés dans la même direction.

Article 25.

1. Les transports pour les ports maritimes d'une des Hautes Parties Contractantes où les transports peuvent être soumis aux formalités douanières d'entrée ou de sortie par des organes de l'Etat dont les frontières sont traversées en transit par la marchandise, jouiront à la frontière de l'Etat respectif du traitement prévu par l'Art. 10 (1^0 et 2^0 al.) avec les réserves de l'al. 6 dudit Article.

2. Les transports auront les avantages des expéditions dans les wagons ou trains directs susvisés, même si pour le cas de transit, des droits, comme à l'Art. 3, peuvent être perçus.

Article 26.

Par train ou wagons directs sont admis seulement les transports soumis aux opérations de douane avant de passer la frontière ou les transports qui voyagent jusqu'à destination plombés par la douane. Les documents

de transport qui accompagnent ces marchandises porteront une déclaration de la douane confirmant l'exécution de l'opération douanière et indiquant qu'il s'agit de marchandises en transit pour un pays à indiquer.

Article 27.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes s'engagent à empêcher qu'aux chemins de fer aussi bien qu'au matériel roulant il ne soit apporté des changements, qui puissent entraver le libre passage des véhicules des chemins de fer d'un Etat aux chemins de fer de l'autre. Les modifications nécessaires pour l'adoption de nouveaux systèmes d'exploitation feront l'objet d'une entente spéciale.

Article 28.

1. Les dispositions contenues dans les règlements pour l'usage des véhicules en service international, sont valables aux effets de l'usage réciproque des véhicules.

2. La continuation du voyage des véhicules, au delà des gares communes, se fera d'après les dispositions des règlements pour l'usage réciproque des voitures et fourgons ainsi que des wagons en service international.

IV. Gares communes.

Article 29.

Les gares communes avec des bureaux mixtes seront placées aux endroits de la frontière qui sont fixés d'après les arrangements à conclure entre les administrations respectives.

Article 30.

1. Afin de rendre plus rapide le passage des frontières et pour simplifier les formalités relatives tous les services des frontières devront, en tant que les circonstances le permettront, être réunis dans une gare commune.

2. Dans ce cas la Partie Contractante dans le territoire de laquelle est située la gare commune, consentira à ce que l'autre Partie Contractante y établisse une Agence ferroviaire.

3. La Partie Contractante, dans le territoire de laquelle se trouve la gare, mettra à la disposition de l'administration de l'autre Partie Contractante les moyens nécessaires pour les besoins du bureau d'expédition au point de rattache.

Article 31.

1. Les travaux de construction, d'agrandissement, d'électrification ou adaptation des gares communes et de la partie des chemins de fer se trouvant entre la frontière et la gare commune, seront décidés de commun accord préalable par les deux administrations des chemins de fer et exécutés aux soins de l'administration sur la ligne de laquelle se trouve la gare commune.

L'approbation des projets pour les travaux susmentionnés ainsi que la surveilance de leur exécution pour ce qui concerne le service des chemins

de fer sont de la compétence des autorités administratives de l'Etat dans lequel se trouve la gare.

2. Les projets pour les services mixtes et communs dans l'intérêt des Etats intéressés doivent être approuvés par les Gouvernements respectifs.

Article 32.

1. Les administrations des chemins de fer sont obligées de construire et d'entretenir les installations nécessaires aux services de chacune des deux administrations ainsi que les bâtiments qui dans les gares communes sont nécessaires pour les bureaux mixtes, pour le logement des employés et pour l'installation du service de finance et des agents de police, ainsi que pour tous les services d'ordre public, notamment des services sanitaires et vétérinaires. Les conditions et les limites de ces obligations, la façon de fournir l'ameublement des bureaux, de pourvoir à l'entretion ainsi qu'à l'éclairage, au chauffage, au nettoyage des locaux en question, et éventuellement de fournir des logements pour les employés, seront fixées par les services gouvernementaux des intéressés.

2. L'Etat sur le territoire duquel se trouvent les bureaux réunis fera le nécessaire pour que les obligations, qui sur la base du présent Article reviennent aux administrations des chemins de fer, soient dûment accomplies par celles-ci.

3. La proportion des compensations dues aux administrations des chemins de fer pour l'accomplissement desdites obligations ainsi que de celles mentionnées à l'Article précédent et qui est à attribuer en partie à chacun des deux Etats, sera déterminée de commun accord par les Gouvernements respectifs.

Article 33.

La désignation des locaux pour les bureaux de la douane dans les gares communes, aussi bien que pour les services mixtes des deux douanes, de polices sanitaires et vétérinaires, fera l'objet de négociations, devant avoir lieu selon les dispositions précédentes, entre les administrations des chemins de fer, qui à leur tour doivent procéder d'accord avec les administrations des douanes des Etats intéressés.

Article 34.

1. Pour l'usage de la partie des chemins de fer se trouvant entre la frontière et la gare commune, et pour l'usage en commun les locaux nécessaires pour le service des trains dans lesdites gares, les dispositions suivantes auront effet.

2. Le personnel de locomotive appartenant à un Etat conduira le train jusqu'à la gare commune. Le même règle sera appliquée aussi au personnel qui accompagne le train.

3. Les noms des personnes qui seront employées à ce service seront communiqués à l'administration de l'Etat limitrophe, huit jours auparavant.

4. Cette administration pourra faire des exceptions pour des raisons valables contre telle ou telle personne.

5. Ces exceptions seront prises en considération.

6. Dans la gare commune affectée au service des chemins de fer des locaux convenables seront fournis pour le personnel qui ne continue pas le voyage.

7. Les détails concernant les modalités de circulation des trains feront l'objet d'accords entre les administrations des chemins de fer intéressés.

Article 35.

1. A chacune des deux administrations sont dus les revenus de ses propres chemins de fer jusqu'à la frontière de l'Etat respectif.

2. En ce qui concerne la traction et la conduite des trains entre la frontière et la gare commune ainsi que le service dans la gare commune un accord spécial devra être conclu entre les Administrations des chemins de fer intéressés.

Article 36.

Le Gouvernement sur le territoire duquel est située la gare commune ou la gare d'échange a pleine autorité à tous les effets politiques et judiciares, soit dans l'enceinte de la gare, soit sur le chemin de fer entre cette gare et la frontière.

Article 37.

L'Administration de l'autre Etat aura le droit de choisir les fonctionnaires et tout le personnel de service nécessaire dans la gare commune pour le service exclusif de sa propre administration avec la réserve visée à l'Art. 34.

Article 38.

1. Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes s'obligent à empêcher que des personnes ayant été condamnées pour des crimes de contrebande ou pour d'autres graves transgressions aux lois de finance soient destinées à faire service, soit comme employés, soit comme hommes d'équipe des administrations des chemins de fer respectives, dans la gare située dans le territoire de l'autre Etat.

2. Dans les gares communes les employés et les agents des douanes que l'administration des douanes de l'Etat, dans le territoire duquel se trouve la gare, a des raisons d'exclure, ne pourront accomplir des opérations d'entrée, de sortie et de transit.

3. Dans le cas qu'un fonctionnaire ou un agent d'un des Etats qui à cause de son service aurait reçu l'autorisation de résider ou d'entrer dans l'autre Etat, serait reconnu coupable d'un crime ou d'un délit, soit civil soit politique, soit d'une simple contravention, soit d'une transgression aux lois de finance, le Gouvernement de l'Etat pour lequel il est employé, ou dont il est l'agent, est obligé de le remplacer immédiatement.

Article 39.

Aucune dérogation n'est apportée par les dispositions précédentes à celle de chaque pays concernant les peines prévues pour les fraudes et les contrebandes, les contraventions de douane de même qu'à celles concernant la prohibition ou la restriction de l'importation, de l'exportation ou du transit.

Article 40.

1. Dans la gare commune située dans l'un des Etats les matériaux nécessaires pour le service des chemins de fer ainsi que les meubles, les objets de chancellerie, les registres et n'importe quel autre matériel necessaire à l'administration des bureaux du chemin de fer, de la douane et de la police et du service sanitaire et vétérinaire de l'autre Etat, énumérés dans une liste spéciale, seront importés libres de tout droit d'importation en conformité des dispositions qui seront prises par les deux Gouvernements.

2. Le transport au delà de la frontière est autorisé libre de droits pour les pièces de rechange et pour les matériaux nécessaires à la réparation du matériel roulant arrivé au delà de la frontière. Ces pièces de rechange ainsi que ces matériaux doivent être énumérés dans une liste spéciale qui les accompagnera.

Article 41.

1. Le Gouvernement du territoire sur lequel est située la gare commune n'exigera pas de l'administration des chemins de fer de l'autre Etat des droits de timbres ou d'autres droits fiscaux sur les registres, les billets des voyageurs ou les autres documents relatifs aux services du chemin de fer, pour ce qui concerne l'administration dans la gare et sur la ligne entre la gare et la frontière.

2. Les actes civils, les contrats et les autres documents judiciaires, dressés par ladite administration des chemins de fer, ne seront cependant pas libres de tels droits et taxes. Lesdits actes, contrats et documents seront donc soumis au payement du droit de timbre et des autres droits prescrits par les lois en vigueur.

Article 42.

Les bureaux de l'Etat voisin situés dans le territoire de l'Etat où se trouve la gare commune auront les armoiries nationales et les inscriptions y relatives.

Article 43.

Les horaires établis du service de correspondance doivent être respectés par l'administration des chemins de fer, de telle façon que les voyageurs et les marchandises ne doivent rester dans la gare de frontière que le temps nécessaire pour les services du chemin de fer et pour les formalités de douane et de police.

Article 44.

1. Le service dans la garre commune et la surveillance de la ligne entre celle-ci et la frontière des deux Etats, sont du ressort des autorités de l'Etat dans le territoire duquel se trouve la gare.

2. Les fonctionnaires des douanes et les gardes de finance dudit Etat sont à cet effet autorisés:

a) à entrer dans les locaux à disposition des autorités de l'autre Etat afin de procéder aux inspections officielles qu'ils retiennent opportunes;

b) à vérifier l'Etat des marchandises en dépôt;

c) à demander d'inspectionner les registres et les documents relatifs;

d) ils sont de même obligés de prêter appui aux agents des chemins de fer dans l'exécution du service commun.

3. Il est de la compétence de l'Administration des douanes de chacune des Hautes Parties Contractantes de procéder à l'inspection des marchandises et aux autres formalités aux bureaux de frontière, en cas de soupçons fondés de tentatives de fraude ou de contrebande.

4. Quand des inspections doivent être effectuées dans les locaux mis à disposition de l'autre Etat, elles doivent toujours se faire à la présente d'un employé de cet Etat et du ressort respectif ayant des fonctions directives.

Article 45.

1. Les fonctionnaires d'un Etat en service dans le territoire de l'autre, sont autorisés à accomplir leur devoir selon la coutume et les règlements en vigueur dans l'Etat auquel ils appartiennent.

2. Ils peuvent donc porter l'uniforme et les armes prescrites par leurs règlements; et dans les cas prévus par la loi de leur propre pays, saisir les objets en contravention et faire les démarches nécessaires pour arrêter les personnes auxquelles peuvent être imputées des contraventions, pour qu'il soit décidé leur emprisonnement temporaire par les autorités du territoire où est située la gare commune, qui seules auront le pouvoir de prendre des dispositions qui pourraient léser la liberté individuelle des personnes se trouvant sur leur territoire.

Article 46.

Dans les gares communes les fonctionnaires des deux Etats appliqueront au point de vue douanier, et en cas de contravention, les lois de leur propre Etat.

La ligne entre la gare commune et la frontière, doit être considérée à tout effet douanier et pour ce qui concerne les contraventions, comme un prolongement des gares communes.

Article 47.

1. Pour le chargement, le déchargement et le transport illégal des marchandises, ainsi que pour la déclaration incomplète ou fausse, l'Etat auquel sont destinées les marchandises ou duquel elles proviennent, soumettra les contravenants aux peines qui auraient été applicables si la gare où la ligne de chemin de fer se trouvait dans son propre territoire.

A cet effet les agents de la douane située dans le territoire de l'autre Etat auront le droit de dénoncer les contravenants aux tribunaux de leur propre Etat, lesquels jugeront selon les lois de leur propre pays.

Contre les agents des chemins de fer il ne pourra être procédé par voie judiciaire qu'après avis préalable du chef du service compétent.

2. Lesdits agents peuvent également transiger sur la contravention, confisquer les objets frappés par une contravention, disposer des marchandises confisquées, s'il y a lieu de le faire, en vertu, soit d'une transaction effectuée avec le prévenu qui en aurait fait abandon à la douane, soit sur la base

d'un jugement définitif, qui en aurait prononcé la confiscation en faveur de la douane.

3. Lesdits agents peuvent aussi retenir les marchandises et les bagages comme garantie des amendes, sauf délibération contre cautionnement.

Article 48.

1. Les fonctionnaires des douanes des bureaux réunis sont autorisés à assister réciproquement aux opérations de douane effectuées par les agents du bureau de l'autre Etat, ainsi qu'au chargement des marchandises dans les voitures de départ.

2. Les employés supérieurs des douanes d'un des Etats peuvent examiner tous les registres des douanes des bureaux de l'autre Etat et en prendre des copies et des extraits.

3. Les bureaux des Etats respectifs se communiqueront réciproquement et de la façon la plus rapide les observations sur tout ce qui aurait pu ou pourrait préjuger les finances d'un des Etats ou qui porterait atteinte ou menacerait de porter atteinte aux prohibitions d'importation, d'exportation ou de transit.

Article 49.

1. Les fonctionnaires de la douane des deux Etats, auprès des gares communes feront ensemble et réciproquement le service destiné à prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande à l'enceinte et aux dépendances de la gare. Ils se communiqueront réciproquement toutes les nouvelles qui peuvent intéresser le service.

2. Leurs relations seront entretenues sur la base d'une parfaite égalité et loyauté et leurs rapports de service, dans leurs communications directes, seront les mêmes qu'entre les fonctionnaires ayant une situation égale dans le même Etat.

Article 50.

1. Pour ce qui concerne les contraventions aux lois et aux règlements des douanes faites dans les gares communes, les autorités compétentes de l'Etat dans lequel se trouve la gare, se chargeront, sur requête des autorités de l'autre Etat, d'entendre les témoins, de procéder à des recherches, de recueillir des informations et d'en notifier le résultat aux autorités requérantes.

2. Quand des citations ou des notifications aux prévenus et aux témoins sont nécessaires dans l'Etat dans le territoire duquel est située la gare commune, l'acte émanant des tribunaux ou d'autres autorités de l'autre Etat sera transmis directement à l'autorité compétente selon les lois de l'Etat respectif de l'endroit où résident lesdits prévenus et témoins — copie étant donnée au Ministère des Affaires Etrangères par la voie diplomatique — et il sera sur requête notifié personnellement par les soins d'un fonctionnaire compétent. Le Ministère public retournera aux magistrats requérants l'original muni de son paraphe et prouvant la notification, les effets de laquelle seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le pays d'où provient l'acte et dans lequel aura lieu le jugement.

Article 51.

1. Les autorités de l'Etat dans le territoire duquel est située la gare commune accorderont aux fonctionnaires de l'autre Etat la même protection et assistance dans l'accomplissement de leur service, qu'elles accordent aux employés de leur propre Etat.

2. Les fonctionnaires des bureaux de l'Etat voisin, en service sur le territoire de l'Etat où se trouve la gare commune, et les personnes de leur famille qui vivent avec lesdits fonctionnaires jouiront de la part de l'Etat où se trouve la gare commune, de la même protection que cet Etat accorde à ses propres sujets. Ces fonctionnaires et leurs familles jouiront, dans le cas de déplacement, de l'exemption des droits de douane pour leurs meubles et leurs effets à transporter en tant qu'ils ont servi à leur usage personnel, et pour les uniformes et les armes destinées à leur usage personnel.

3. Les formalités de passeport ne seront pas imposées à l'entrée dans un des Etats aux fonctionnaires de l'autre Etat destinés à la gare commune. Les fonctionnaires supérieurs chargés de missions auprès des bureaux de leurs propres Etats, dans ladite gare en seront aussi exemptés. Il suffira que les uns et les autres justifient par un ordre de service leurs qualités auprès des autorités compétentes de l'Etat dans lequel ils entrent. La forme de cet ordre de service sera établie d'accord entre les administrations respectives.

4. Les personnes de famille de ces fonctionnaires de toutes catégories ne seront également pas soumises aux formalités de passeport; elles seront toutefois soumises aux dispositions qui concernent le trafic à la frontière.

Article 52.

1. Les fonctionnaires de l'Etat voisin en service sur le territoire de l'Etat dans lequel se trouve la gare commune sont, pour ce qui a trait au service et à la discipline, exclusivement soumis à l'autorité de l'Etat auquel ils appartiennent. Ils seront cependant soumis aux lois pénales et aux règlements de police de l'Etat dans lequel ils ont leur domicile temporaire et à cet effet ils seront soumis à la juridiction de cet Etat. Ils seront exemptés des impôts et des services personnels vis-à-vis de l'Etat dans lequel ils ont leur domicile et ils ne pourront être obligés au payement des impôts sur la richesse mobilière, revenus ou rentes. Ils ne pourront non plus être appelés à servir dans l'armée ou dans la Garde Nationale ou assumer des charges comme jurés ou comme membres des conseils de circonscription autonomes.

2. Lesdits fonctionnaires doivent cependant de même que les sujets de l'Etat où se trouve la gare commune, payer les impôts sur leur propriété immobilière sise dans le territoire de cet Etat, ainsi que le droit de douane et les autres droits indirects.

Article 53.

L'Etat qui possède un bureau sur le territoire de l'autre Etat pourra pour la révision et l'inspection dudit bureau déléguer des employés supérieurs (inspecteurs) et des fonctionnaires de la garde de finance qui auraient la faculté de porter des armes (voir les Art. 45, 48 et 51).

Article 54.

La correspondance destinée à une administration auprès d'une des gares communes sera exemptée de toutes formalités de douane.

Article 55.

1. Les Administrations des divers services publics accrédités par le Gouvernement d'un des Etats pour la gare commune située sur le territoire de l'autre Etat pourront expédier et recevoir leurs télégrammes administratifs avec les fils de la voie ferrée comme télégramme d'Etat sans l'intermédiaire des bureaux de l'Etat.

2. Les autres télégrammes d'Etat et privés pour être transmis d'un Etat à l'autre, doivent être expédiés de la gare commune au bureau gouvernemental de l'Etat où se trouve la gare qui est le seul ayant droit de les transmettre par le télégraphe du Gouvernement au bureau de l'autre Partie Contractante. Cette disposition ne vise pas les télégrammes de service des chemins de fer.

3. Les télégrammes visés dans l'alinéa premier, ainsi que les télégrammes de service des chemins de fer ne figureront pas dans la comptabilité internationale.

Article 56.

1. Le droit de passer et de repasser la frontière sera accordé aux habitants des environs, afin qu'ils puissent se servir de la gare la plus proche aux conditions suivantes.

2. Les habitants qui ont l'intention de se servir d'un tel droit recevront sur leur demande une „Carte de frontière" qui doit remplacer le passeport, mais seulement pour faciliter l'accès à la gare relative.

3. Pour se servir des trains qui partent de la gare en question et pour circuler dans le territoire de l'autre Etat, les possesseurs des „Cartes de frontière" doivent aussi être munis des documents généralement prescrits.

4. La „Carte" doit contenir la photographie, le nom, les données concernant la naissance, la résidence et l'occupation du porteur, et la déclaration qu'il est ordinairement domicilié dans un endroit près de la frontière.

5. La „Carte" est valable pour deux années et sera émise éventuellement prolongée par l'autorité politique du district dans l'arrondissement duquel se trouve la gare. Pour que cette „Carte" soit valable il faut qu'une déclaration analogue, confirmant l'exactitude des données inscrites dans la „Carte" soit dressée par l'autorité politique du territoire auquel appartient le réquérant.

6. La „Carte" sera émise et visée gratuitement.

7. La liste des „Cartes" émises et renouvelées sera communiquée aux bureaux de la sûreté de la frontière des deux Etats.

8. Pour les enfants d'un âge inférieur à 12 ans et accompagnés par des adultes déjà munis de la „Carte" celle-ci ne sera pas demandée.

9. Pour l'identification ou pour le contrôle de la sûreté publique et de douane les porteurs des „Cartes" doivent les présenter au poste des

gardes frontières et suivre le parcours qui sera établi pour aller à la gare et en revenir.

10. L'enregistrement ou la reprise des marchandises ou des bagages et les formalités relatives de douane seront limités aux heures de la journée et il faudra se conformer rigoureusement pour l'horaire aux dispositions qui seront fixées et publiées.

11. Pour des motifs d'intérêts ou de Sûreté Publique la validité de la „Carte" peut être suspendue et annulée de la part de l'Autorité qui l'a émise ou de celle qui l'a visée, tout en renseignant à cet effet l'autorité compétente de l'autre Etat.

12. La „Carte" de frontière sera aussi émise sur la demande des organes de la douane ou de la Sûreté Publique.

13. Les personnes trouvées sans „Carte" seront traitées comme des étrangers clandestinement entrés dans le territoire en question.

14. Les personnes munies de „Carte" qui seront appréhendées hors de la zone permise seront privées de leur carte et soumises aux mêmes traitements.

V. Transports et tarifs.

Article 57.

1. Le trafic des marchandises par chemins de fer entre les Parties Contractantes s'effectuera sous le régime de la Convention Internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer conclue à Berne le 14 octobre 1890*) modifiée et complétée par les Arrangements additionnels du 16 juillet 1895**) et les Conventions additionnelles du 16 juin 1898***) et du 19 septembre 1907;†) ainsi que sous le régime des conditions complémentaires communes et des cinq Conventions uniformes élaborées par le Comité International des transports par chemin de fer; comme sous le régime des arrangements, conventions et conditions qui pourront être conclus à l'avenir, auxquels les Etats signataires ont adhéré; en cas qu'une nouvelle Convention internationale remplacera la Convention de Berne actuellement en vigueur et que les Etats Contractants y adhèrent, cette Convention nouvelle sera adoptée par les Etats Contractants au lieu de ladite Convention de Berne.

2. Toutefois en vue des difficultés encore existantes d'ordre technique et économique dans certaines relations de trafic, des accords entre administrations des chemins de fer pourront prévoir certaines dérogations auxdites Conventions.

3. Ces accords doivent être soumis à la ratification des Gouvernements intéressés.

4. Ces accords dérogatoires peuvent être pris aussi à l'occasion de l'établissement des tarifs directs et spécifiés dans les mêmes tarifs.

5. En tout cas les dérogations devront être établies pour une durée dans des limites strictement nécessaires.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XIX, p. 289. **) V. N. R. G. 2. s. XXIV, p. 562.
***) V. N. R. G. 2. s. XXX, p. 184. †) V. N. R. G. 3. s. III, p. 920.

6. Les Parties Contractantes tombent d'accord que ces dérogations ne concernent pas la restriction de la responsabilité des chemins de fer pour ce qui a trait à la perte et aux avaries des marchandises ainsi qu'au délai de livraison.

Article 58.

1. Les Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour supprimer les entraves spéciales qui notamment dans le trafic international empruntant les réseaux des Hautes Parties Contractantes s'opposent au trafic régulier des voyageurs et des marchandises.

2. Elles s'engagent à cet effet en particulier à ouvrir au trafic international des voyageurs, des bagages, des colis et des charges complètes le plus tôt possible, les gares de frontières importantes.

3. En outre il n'est pas admis, sur le territoire de l'une des Parties Contractantes aucune exécution sur l'accessoire, se trouvant sur ce territoire et appartenant à un chemin de fer de l'autre Partie Contractante en particulier sur le matériel fixe roulant, ainsi que sur les restants en caisse et les créances qui résultent du trafic réciproque.

Article 59.

1. Das le cas où le trafic devrait être suspendu ou limité à cause de difficultés du mouvement, les administrations des chemins de fer qui subissent ces difficultés devront s'entendre, le plus tôt possible, avec les administrations ferroviaires de l'autre Etat intéressé, sur les conditions dans lesquelles le trafic provenant du territoire d'une des Parties Contractantes ou à destination de ce territoire pourrait être maintenu.

2. Les administrations des chemins de fer devront s'efforcer de mettre fin à toute interruption du trafic par tous les moyens disponsibles en recourant, au besoin, à l'aide et à l'assistance des chemins de fer de l'autre Partie Contractante intéressée.

3. Dans le cas de restriction du trafic intérieur, le trafic réciproque entre les Etats Contractants et le trafic de transit provenant du territoire d'une des Parties Contractantes, ne devra pas être soumis à des restrictions plus étendues de celles prévues pour son propre trafic ou pour le trafic en transit vers le même Etat de destination.

Article 60.

Les Parties Contractantes s'efforceront de tenir compte des besoins du trafic direct international empruntant les lignes du chemin de fer de leur territoire en établissant de bonnes conditions de correspondance de trains dans le trafic des voyageurs et dans celui des marchandises, ainsi qu'en se prêtant autant que possible, un aide et un concours réciproque.

Article 61.

1. En principe les marchandises remises au transport dans le propre Etat ne seront pas traitées, par rapport au transport d'une manière plus favorable que les marchandises remises au transport dans le territoire d'une autre des Parties Contractantes.

2. Toutefois rien ne s'oppose à ce qu'exceptionnellement les transports qui présentent un intérêt vital pour un pays, aussi bien transports intérieurs que ceux d'importation ou d'exportation, aient temporairement la priorité sur le transit de moindre importance économique.

3. Si dans des circonstances extraordinaires le trafic à destination de certaines régions était contingenté quant à la qualité et au nombre du matériel roulant entrant et sortant et au tonnage en transit, le trafic de toutes les Parties Contractantes à destination de ces régions sera pris en considération, lors de la répartition du contingent conformément aux besoins effectifs.

Article 62.

1. Les relations de trafic devront surtout être assurées autant que possible par des correspondances favorables, par l'établissement d'horaires correspondant pour les services des voyageurs et des marchandises, par le passage direct et le transit du matériel des trains voyageurs et, en général par la plus grande prévenance réciproque sous tous les rapports du service, du mouvement, du transport.

2. En ce qui concerne la mise en disposition du matériel roulant il sera tenu compte des besoins du trafic intérieur et de l'exportation vers le territoire des Hautes Parties Contractantes d'un point de vue de parfaite égalité.

Article 63.

1. En ce qui concerne le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer il ne sera, sous conditions égales, faite aucune différence quant à l'expédition, au prix de transport et aux charges publiques connexes aux transports entre les ressortissants des Parties Contractantes.

2. Les marchandises remises au transport dans le territoire d'une des Parties Contractantes, à destination du territoire d'une autre Partie Contractante, ou en transit à travers ce territoire et à destination du territoire d'un autre Etat Contractant, ne seront pas traitées, sous conditions égales, moins favorablement que les marchandises analogues remises au transport dans les Etats destinataires ou dans l'Etat traversé en transit et à expédier dans la même direction et sur le même parcours pour ce qui a trait aux conditions d'expédition aux prix et aux conditions de transport et aux charges publiques connexes aux transports.

3. Ce principe sera appliqué réciproquement aussi aux envois des marchandises qui avec d'autres moyens de transport auraient passé la frontière et seraient entrées sur le territoire d'une autre Partie Contractante, pour être remises au transport par chemin de fer.

4. Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarifs qui sont accordées aux œuvres publiques de civilisation ou de bienfaisance, pour remédier à une crise extraordinaire et passagère, aux transports d'hommes et de marchandises de sa propre armée, aux fonctionnaires de service public assimilés et aux membres de leurs familles, ainsi qu'aux envois en service des entreprises indigènes de transport.

Article 64.

Les Gouvernements des Parties Contractantes prendront chacun sur leur territoire les mesures nécessaires de nature à éviter que sur les chemins de fer de son propre territoire, ne soient appliqués aux transports des marchandises à destination du territoire d'une quelconque des autres Parties Contractantes ni des tarifs plus élevés, ni des charges publiques connexes aux transports supérieurs, ni des conditions plus des avantageuses que pour les transports de marchandises analogues à destination des territoires d'une autre Partie Contractante ou d'un tiers Etat.

Article 65.

Tous les tarifs, modifications de tarifs et réductions des taxes des tarifs intérieurs et cumulatifs doivent être avant leur mise en vigueur dûment publiés.

Les Parties Contractantes se communiqueront réciproquement les règles et dispositions valables concernant la publication des tarifs et de leurs modifications.

Les Administrations des chemins de fer intéressés échangeront leurs tarifs.

Article 66.

1. A l'occasion de l'établissement des tarifs directs les frais de manutention prévus par les tarifs intérieurs seront mis à la disposition du trafic direct.

2. Les Etats Contractants sont d'accord qu'il serait hautement désirable, en formant des tarifs directs, d'établir les prix de transport en une seule et même monnaie unitaire, telle que l'or, ou se rapprochant autant que possible à la parité de l'or et d'établir pour le domaine des tarifs soumis à tels tarifs internationaux un office international de compensations des chemins de fer (Clearing Office) qui balancerait autant que possible par les moyens de compensation les dettes et les créances des chemins de fer résultant des décomptes des transports expédiés selon les tarifs internationaux et qui fixera le solde à payer.

Article 67.

Les Parties Contractantes auront soin que des accords soient conclus le plus tôt possible entre les administrations des chemins de fer pour l'ouverture de comptes courants.

Article 68.

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits particuliers qui se dégagent des Traités en vigueur en faveur des Hautes Parties Contractantes.

Article 69.

1. A défaut d'ententes directes entre les Etats, tout différend qui surgirait entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sur le transit, sera décidé par jugement arbitral. Les Etats nommeront chacun un arbitre.

2. Les arbitres choisis nomment à leur tour un Président.

3. Si dans le délai de 30 jours un Etat ne choisit pas son arbitre, ou si les arbitres choisis ne se mettent pas d'accord dans un délai de 30 jours sur le Président, l'office central visé à l'Article 57 de la Convention de Berne nommera l'arbitre et le Président en dehors des personnes des arbitres choisis par les Etats.

4. Le Président du Tribunal arbitral ainsi formé fixe le siège du Tribunal arbitral et la procédure à suivre.

5. Les décisions du Tribunal arbitral sont sans recours.

Article 70.

Cette Convention restera en vigueur jusqu'au moment où une Convention générale sera conclue entre les Puissances signataires des Traités de St. Germain et de Trianon, ou jusqu'à ce qu'une convention définitive dans l'esprit des Art. 311 du Traité de St. Germain et 294 du Traité de Trianon, sera conclue entre les Etats signataires de la présente Convention particulière.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à faire toutes les démarches possibles pour qu'une telle Convention générale soit conclue avec les autres Puissances susvisées dans le délai de deux ans après la mise en vigueur de la présente Convention.

Si cette Convention générale ou une autre convention analogue n'est pas conclue dans ce délai de deux ans, chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de demander une révision de la présente Convention. Mais dans ce cas les dispositions de la présente Convention — qui restera appliquée sans changements, — ne pourront être modifiées ou complétées qu'en vertu d'un accord entre les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes. Même en cas de défaut d'un accord, une nouvelle demande de révision ne pourra être présentée qu'après un délai ultérieur de deux ans et ainsi de suite de deux ans en deux ans jusqu'à ce qu'un accord aura été obtenu pour ce qui concerne les modifications à apporter.

Article 71.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible. Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement Italien par les soins duquel il en sera donné avis aux autres Etats signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie.

Le présente Convention entrera en vigueur pour tous les Etats signataires à dater du dépôt de la dernière ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont apposée leurs signatures.

Fait à Rome le 29 mars 1923 en français et en italien, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises aux Gouvernements de toutes les Puissances représentées à la Conférence. La traduction italienne est faite par les soins du Gouvernement du Royaume d'Italie.

Pour la République d'Autriche:

(Signé) *Mueller Martini.*
Polläk.

Pour le Royaume de Hongrie:
(Signé) *Teleszky.*
Pour le Royaume d'Italie:
(Signé) *Imperiali.*
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
(Signé) Ing. *Ran. M. Avramovitch.*

178.

ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, POLOGNE.

Convention concernant l'assistance médicale à donner aux ressortissants respectifs; signée à Belgrad, le 9 mai 1923.*)

Službene Novine, No. 162 du 18 juillet 1924.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement de la République Polonaise désirant établir la réciprocité de l'assistance médicale en ce qui concerne les ressortissants de l'un des deux Etats résidant dans l'autre, ont résolu de conclure une Convention. A cet effet ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:
M. M. Milan Jevremovitch et Dobrivoje Popovitch, chefs de section au Ministère de l'Hygiène Publique,

Le Président de la République Polonaise:
S. E. M. Zdzislaw Okęcki, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Belgrad.

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins Pouvoirs trouvés en bonne et due forme ont convenu de ce qui suit:

Article I.

Chacune des deux Parties Contractantes s'engage à pourvoir à ce que les ressortissants indigents de l'autre Partie qui, par suite de maladies physiques ou mentales, ont besoin de secours et de soins médicaux, soient traités sur son territoire à l'égal de ses propres ressortissants indigents jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer, et cela sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes.

Article II.

Le remboursement des frais résultant de ces secours et de ces soins, ainsi que l'inhumation des personnes secourues décédées, ne peut être réclamé aux Caisses d'Etat ou des Communes ou aux autres Caisses publiques de l'Etat auquel ces personnes appartiennent en vertu de leur nationalité.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 5 avril 1924.

Article III.

Dans le cas où la personne secourue elle même ou d'autres personnes obligées en son lieu et place, en vertu des prescriptions légales en vigueur, sont en état de supporter les frais en question, le droit de leur en réclamer le remboursement par l'Etat ayant administré les secours et soins demeure réservé.

A cet effet chacune des deux Parties Contractantes s'engage sur une demande faite par la voie diplomatique à prêter à l'autre Partie l'appui admissible suivant la législation intérieure, afin que les frais comptés selon les taxes normales en vigueur soient remboursés aux ayants droit.

Article IV.

Les principes énoncés dans les Articles II et III concernant le remboursement des frais de traitement s'appliqueront aux frais occasionnés de ce chef depuis le 1 novembre 1918.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Warszawa aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trois semaines après l'échange des instruments de ratification et sera renouvelée d'année en année par tacite reconduction sous réserve d'être dénoncée par une des Parties Contractantes une année d'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrad, le neuf mai mil neuf cent vingt-trois en deux originaux conformes.

m. p. *Dr. M. P. Jevremović.* m. p. *Okęcki.*
m. p. *Dr. Dobrivoj Popović.* (L. S.)
(L. S.)

179.

PAYS-BAS, AUTRICHE.

Echange de Notes concernant les relations commerciales entre les deux pays; des 3 et 5 septembre 1923.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1924, No. 301.

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des Affaires Economiques.
No. 17989. La Haye, le 3 septembre 1923.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

En me référant à l'office que Vous avez bien voulu me faire parvenir en date du 27 août 1923, j'ai l'honneur de Vous confirmer que le Gouverne-

ment de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas est d'accord avec le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche de constater par la présente que dans les relations commerciales entre les Pays-Bas et la République d'Autriche les dispositions du traité de commerce et de navigation du 26 mars 1867,*) pour autant qu'elles n'ont pas été modifiées par la convention consulaire du 6 novembre 1922**) et à l'exception des Articles 5 et 6, ainsi que celles de la convention additionnelle du 12 decembre 1888***) continuent à être applicables.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de sa dénonciation éventuelle par l'une ou l'autre Partie.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

v. Karnebeek.

A Monsieur A. Duffek,
Chargé d'Affaires d'Autriche à La Haye.

Légation d'Autriche à la Haye.
No. 3281. La Haye, le 5 septembre 1923.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la note que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir en date du 3 septembre n⁰. 17989, j'ai l'honneur de Lui confirmer que le Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas de constater par la présente que dans les relations commerciales entre la République d'Autriche et les Pays-Bas les dispositions du traité de commerce et de navigation du 26 mars 1867, pour autant qu'elles n'ont pas été modifiées par la convention consulaire du 6 novembre 1922 et à l'exception des Articles 5 et 6, ainsi que celles de la convention additionnelle du 12 décembre 1888, continuent à être applicables.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de sa dénonciation éventuelle par l'une ou l'autre Partie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Duffek.

Son Excellence Monsieur le Ihr. H. A. van Karnebeek,
Ministre Royal des Affaires Etrangères, La Haye.

---

*) V. Neumann, Recueil des Traités et Conventions conclus par l'Autriche. N. S. V, p. 31.

) V. **N. R. G. 2. s. XV, p. 723. ***) V. **N. R. G.** 3. s. XVII, p. 140.

180.

JAPON, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Vienne, le 16 novembre 1923.*)

Publication officielle japonaise.

Sa Majesté l'Empereur du Japon et sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, animés du désir de resserrer les ralations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre Eux et Leurs sujets ainsi que de faciliter et de développer leurs rapports commerciaux réciproques, ont décidé de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Son Excellence Monsieur Kumataro Honda, Jôshii, 2me Classe de l'Ordre Impérial du Trésor Sacré etc. etc., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire; et

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovèuens:

Son Excellence Monsieur Tihomir. A. Popovitch, Grand Cordon de Saint Sava, etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Les sujets de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la pleine et entière protection des lois du pays pour leurs personnes et leurs biens, comme les nationaux eux-mêmes.

Ils seront autorisés, ainsi que les nationaux eux-mêmes, à faire valoir ses droits devant les autorités de l'autre Partie Contractante en général et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, conformément aux lois de ce pays.

Article 2.

Les sujets de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, dans les territoires de l'autre, la liberté d'entrer, de voyager, de résider et de séjourner temporairement dans des lieux quelconques.

Ils seront placés sur le pied des ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne leur faculté de posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commercial, industriel, manufacturier ou autre; en général en tout ce qui concerne leur faculté d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer, l'exercice direct ou

---

*) Les ratifications ont été échangées à Belgrade, le 13 janvier 1925.

indirect, soit personnellement, soit en compagnie, de leur commerce, industries, métiers, professions ainsi que leurs études et investigations scientifiques.

Dans la jouissance de ces libertés, ils ne seront pas soumis aux droits, contributions, impôts et taxes, autres ni plus élevés ou onéreux que ceux auxquels sont soumis les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu qu'ils auront à se conformer, à cet égard, aux lois et règlements du pays en vigueur.

Article 3.

Les sujets de chacune des Hautes Parties Contractantes seront, dans les territoires de l'autre, exempts de tout service militaire, soit dans l'armée terrestre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de tous les impôts et taxes en remplacement du service personnel.

Ils seront exempts également de tout emprunt forcé et de toute réquisition ou contribution militaire, sauf ceux qui leur seront imposés, en leur qualité de propriétaires, locataires ou occupants de biens immeubles.

Sous les rapports susmentionnés, il ne sera pas accordé aux sujets de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les territoires de l'autre un traitement moins favorable que celui qui est ou sera accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de nommer des représentants consulaires sur les territoires de l'autre d'après les principes du droit international public, les usages internationaux et sur la base de réciprocité.

Article 5.

Il y aura entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes liberté réciqroque de commerce et de navigation.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas maintenir ou établir dans leurs rapports commerciaux mutuels des prohibitions ou restrictions quelconques d'importation, d'exportation, ou de transit des marchandises, d'origine ou de manufacture, de l'une d'Elles, à moins que ces mesures ne soient appliquées aux marchandises similaires de tout autre pays ou à celles destinées à tout autre pays.

Des exceptions à cette règle peuvent être faites dans les cas suivants:

1. Pour des raisons de sûreté publique;

2. Pour des raisons sanitaires ou pour protéger les animaux ou plantes utiles;

3. Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux besoins de guerre;

4. Pour les monopoles d'Etat, actuellement en vigueur, ou qui pourraient être établis à l'avenir.

Article 7.

Les marchandises, d'origine ou de manufacture, de l'une des Hautes Parties Contractantes, bénéficieront, de quelque endroit qu'elles viennent, à leur importation dans les territoires de l'autre, des droits de douane les plus réduits, applicables aux marchandises similaires de toute autre origine étrangère.

Article 8.

Les marchandises, d'origine ou de manufacture, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui seront exportées au Japon et les marchandises, d'origine ou de manufacture, du Japon qui seront exportées au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne seront pas passibles, lors de l'exportation, de droits ni autres, ni plus élevés que de ceux auxquels sont soumises les marchandises similaires destinées à tout autre pays étranger.

Article 9.

Les marchandises, d'origine ou de manufacture, de l'une des Hautes Parties Contractantes qui transitent les territoires de l'autre, en conformité avec les lois du pays, seront affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit, soit que ces articles transitent directement, soit qu'au cours du transit ils soient déchargés, déposés et rechargés.

Article 10.

Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation qui grèvent ou grèveraient les produits de toute autre origine étrangère pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou corporations ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires de l'autre Haute Partie Contractante.

Article 11.

Les sociétés et les associations, commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, et à condition qu'elles y aient été validement constituées conformément aux lois et règlements, sont autorisées dans les territoires de l'autre et suivant les lois et règlements de cette dernière à ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Quant à l'admission à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans les territoires de l'autre Partie Contractante, ces sociétés et associations jouiront des mêmes droits que ceux qui sont ou seraient accordés par cette Partie Contractante aux sociétés et associations légalement reconnues d'une Tierce Puissance.

Article 12.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que le transport de toutes les marchandises, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, dont l'importation, l'exportation, et le transit sont autorisés dans les territoires de l'une d'Elles, pourra être effectué par les navires de l'autre Partie, quel qu'en soit le pays de départ ou la destination, en jouissant des mêmes

privilèges et sans être soumis à d'autres taxes ou plus élevés droits de douane ou à d'autres ou plus onéreuses charges que les navires de tout autre pays et leurs cargaisons.

Il en est de même pour les transports des passagers.

Article 13.

En tout ce qui concerne le placement des navires des deux Pays, leur chargement et leur déchargement dans les ports, docks et rades des Hautes Parties Contractantes, aussi bien que les taxes et droits de tonnage, de transit ou de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits, de quelque dénomination que ce soit, prélevés au nom ou au profit de l'Etat, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements quelconques, il est entendu entre les Hautes Parties Contractantes, de s'accorder mutuellement les mêmes privilèges ou facilités qui sont ou seront, sous ces rapports, accordés à une Tierce Puissance quelconque.

Article 14.

La nationalité des bâtiments sera reconnue, de part et d'autre, d'après les lois et règlements de la Haute Partie Contractante à laquelle les bâtiments appartiennent, au moyen de titres et patentes se trouvant au bord et délivrés (ou admis) par les autorités compétentes.

Article 15.

Les dispositions précédentes ne concernant que la navigation de mer, il est entendu entre les Hautes Parties Contractantes que la navigation des fleuves et rivières nationaux sera régie par les lois et règlements de chaque Pays respectif.

Pour la navigation du Danube, les Hautes Parties Contractantes s'en rapportent aux arrangements internationaux en vigueur et les règlements apportés ou à rapporter en vertu de ces arrangements.

Article 16.

Réserve faite de cas où ce Traité en dispose autrement d'une manière expresse, les Hautes Parties Contractantes s'engagent que toute faveur, privilège ou immunité quelconque que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir à une Tierce Puissance en ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, seront étendus immédiatement, sans conditions et par ce fait même, à l'autre Haute Partie Contractante, leur intention étant que les ressortissants, le commerce, la navigation et l'industrie de chacune d'Elles jouissent dans les territoires de l'autre d'une manière générale du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 17.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas:

1. Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à un Etat limitrophe quelconque pour faciliter le trafic local dans une zone limitée de chaque côté de la frontière.

2. Aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties Contractantes par des engagements d'une union douanière contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

3. Au cabotage et à la pêche dans les eaux territoriales, lesquels seront régis par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacune des Hautes Parties Contractantes. Toutefois les navires japonais ou serbes-croates-slovènes pourront passer d'un port de l'une des Hautes Parties Contractantes dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y déposer tout ou une partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

4. Aux faveurs spéciales accordées ou qui seront accordées par les Hautes Parties Contractantes aux produits de la pêche nationale respectifs, ou celles de tarif spécial accordées ou qui seront accordées par les Hautes Parties Contractantes aux produits de pêche dans les eaux étrangères voisines à Elles.

Article 18.

Le présent Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que cela pourra se faire.

Il entrera en vigueur le dixième jour après le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Pays ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne en double expédition, le 16 novembre 1923 — le seize novembre mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) *K. Honda.*
(L. S.) *T. Popovitch.*

Protocole annexé.

Au moment de procéder, ce jour, à la signature du présent Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Plénipotentiaires Soussignés des deux Hautes Parties Contractantes sont convenus comme suit:

I. En ce qui concerne le transit, il pourra être dérogé, en cas exceptionnels, aux stipulations de l'Article VI du présent Traité par des mesures de suspension, totale ou partielle, du transit, lesquelles chacune des Hautes Parties Contractantes serait obligée de prendre en cas d'événements graves touchant à la sécurité de l'Etat ou aux intérêts vitaux du pays; il est entendu, cependant, que de telles mesures devront être limitées autant que possible par égard à leur durée et étendue.

II. Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas aux stipulations respectives des traités, conventions et arrangements conclus par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec le Royaume d'Italie liquidant

l'héritages des territoires de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, à moins que lesdites stipulations ne soient appliquées à une Tierce Puissance autre que l'Italie.

III. Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à conclure un arrangement spécial au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage aussitôt que pourra se faire.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition et signé par les mêmes Plénipotentiaires.

Vienne, le 16 novembre 1923.

(L. S.) *K. Honda.*
(L. S.) *T. Popovitch.*

181.

JAPON, PÉROU.

Echange de Notes afin de prolonger la durée du Traité de commerce et de navigation, conclu le 20 mars 1895;*) du 18 janvier et du 29 mars 1924.

Publication officielle japonaise.

January 18, 1924, Lima.

Monsieur le Ministre,

I have the honour under instructions of my Government of communicating to Your Excellency the following proposition:

„The new Treaty of Amity, Commerce and Navigation, which is under negotiations at present between Japan and Peru, not having been yet concluded, the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of March 20, 1895, between Japan and Peru shall be, commencing from the 1st day of January, 1924, extended until the 31st day of March, 1924."

I shall be greatly pleased to be informed by Your Excellency, as soon as possible, if the Government of the Peruvian Republic would agree to this proposition.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Signed: *S. Shimizu.*

His Excellency Alberto Salomón,
Minister for Foreign Affairs.

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 400.

January 18, 1924, Lima.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No.... of the ... instant in which under instructions from your Government, your Excellency proposes to extend the period during which the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of March 20th, 1895, shall remain in force from January 1st to March 31st, 1924, as negotiations for the new Treaty of Amity, Commerce and Navigation which is to substitute that of March 20th, 1895, are still under way.

Replying to Your Excellency's above mentioned note, I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to the said extention in the form proposed.

I avail myself of the opportunity to reiterate to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Signed: *A. Salomón.*

His Excellency Seizaburo Shimizu,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the Emperor of Japan.

March 29, 1924, Lima.

Monsieur le Ministre,

I have the honour, under instructions of my Government, of communicating to Your Excellency the following proposition:

„The new Treaty of Amity, Commerce and Navigation, which is under negotiations at present between Japan and Peru, not having been yet concluded, the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of March 20, 1895, between Japan and Peru shall be, commencing from the 1st day of April, 1924, extended until the 31st day of December, 1924."

I shall be greatly pleased to be informed by Your Excellency, as soon as possible, if the Government of the Peruvian Republic would agree to this proposition.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Signed: *S. Shimizu.*

His Excellency J. E. Ego-Aguirre,
Minister for Foreign Affairs.

March 29, 1924, Lima.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 7 of the 29 instant in which under instructions from Your Government, Your Excellency proposes to extend the period during which the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of March 20th, 1895, shall remain in force from April 1st to December 31st, 1924, as negotiations

for the new Treaty of Amity, Commerce and Navigation which is to substitute that of March 20th, 1895, are still under way.

Replying to Your Excellency's above mentioned note, I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to the said extention in the form proposed.

I avail myself of the opportunity to reiterate to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Signed: *J. E. Ego-Aguirre.*

His Excellency Seizaburo Shimizu,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the Emperor of Japan.

182.

JAPON, SIAM.

Traité de commerce et de navigation; signé à Bangkok, le 10 mars 1924, suivi d'un Protocole, signé à la date du même jour et d'un Echange de Notes du 19 février au 10 mars 1924.

Publication officielle japonaise.

His Majesty the Emperor of Japan and his Majesty the King of Siam being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the Emperor of Japan: Chonosuke Yada, Jushii, a Member of the Third Class of the Imperial Order of the Rising Sun, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Seat of the Government of the Kingdom of Siam, and

His Majesty the King of Siam: His Highness Prince Traidos Prabandh, Knight Grand Cross of the Most Exalted Order of the White Elephant, His Acting Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bangkok, le 22 décembre 1924.

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Empire of Japan and the Kingdom of Siam. The subjects of each of the High Contracting Parties shall have liberty to enter, travel and reside in the territories and possessions of the other, to carry on their commerce and manufacture, to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, to engage in religious, educational and charitable work, to own or lease and occupy houses, manufactories, warehouses and shops, to employ agents of their choice, to lease land for residential, commercial, industrial, religious, charitable and other lawful purposes and for use as cemeteries, and generally to do anything incident to or necessary for trade upon the same terms as native subjects, submitting themselves to the laws and regulations there established.

They shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay any internal charges or taxes other or higher than those that are or may be paid by native subjects.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall receive, in the territories and possessions of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to native subjects, on their submitting themselves to the conditions imposed upon native subjects.

They shall, however, be exempt in the territories and possessions of the other from compulsory military service either on land or sea, in the regular forces, or in the national guard, or in the militia; from all contributions imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans or military exactions or contributions.

The subjects of both of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories and possessions of the High Contracting Parties entire liberty of conscience, and, subject to the laws, ordinances and regulations, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

In all that relates to industrial pursuits, and to callings and Professions, as well as with regard to the acquisition, possession and disposition of property rights of every description the subjects of either of the High Contracting Parties shall throughout the whole extent of the territories and possessions of the other be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops and all other property of the subjects of each of the High Contracting Parties in the territories and possessions of the other, and all premises appertaining thereto used for purposes of residence or commerce, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for native subjects.

Article 3.

There shall be reciprocally full and entire freedom of commerce and navigation between the territories and possessions of the two High Contracting Parties.

The subjects of either of the High Contracting Parties shall have liberty freely and securely to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territories and possessions of the other, which are or may hereafter be opened to foreign commerce and navigation, and, conforming themselves to the laws of the country to which they thus come, shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by native subjects.

Article 4.

The High Contracting Parties agree not to obstruct mutual commerce between the two countries by the prohibition of or by restrictions placed upon the importation, exportation or transit of any article, subject to the following exceptions, which however shall be applicable to all countries alike or to such countries as are subject to the same conditions:

1. Prohibitions or restrictions upon munitions of war in extraordinary circumstances;

2. Prohibitions or restrictions for reasons of public safety or public health;

3. Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of Government monopoly;

4. Prohibitions or restrictions for the protection of cattle or useful plants against desease, noxious insects or parasites;

5. Prohibitions or restrictions with regard to articles similar to those domestic articles whose internal production, sale, or transport is forbidden or similarly restricted by the national law.

Article 5.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defense of their rights; they shall be at liberty, equally with native subjects, and with the subjects or citizens of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue and defend their rights before such Courts. There shall be no conditions or requirements imposed upon the subjets of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 6.

Limited-liability and other companies and associations, already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either High Contracting Party, are authorized in the territories and possessions of the

other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

There shall be no conditions or requirements imposed upon corporations, companies or associations organized in accordance with the laws of either High Contracting Party in connection with such access to the Courts of Justice of the other which do not apply to such native corporations, companies or associations or to the corporations, companies or associations of the most favoured nation.

Article 7.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories and possessions of the other a perfect equality of treatment with native subjects and with the subjects or citizens of the most favoured nation, in all that relates to transit duties, warehousing, bounties, facilities, the examination and appraisement of merchandise and drawbacks.

Article 8.

The Empire of Japan recognizes that the principle of national autonomy should apply to the Kingdom of Siam in all that pertains to the rates of duty on importations and exportations of merchandise, drawbacks, and transit and all other taxes and impositions; and subject to the condition of equality of treatment with other nations in these respects, Japan agrees to assent to increases by Siam in its tariff to rates higher than those established by existing treaties, on the further condition, however, that all other nations entitled to claim special tariff treatment in Siam assent to such increases freely and without the requirement of any compensatory benefit or privilege.

Article 9.

No other or higher duties shall be imposed on the importation into the territories and possessions of either of the High Contracting Parties of any article, the produce or manufacture of the territories and possessions of the other, from whatever place arriving, than on the like article produced or manufactured in any other foreign country, from whatever place arriving.

No other or higher duties, taxes or charges of any kind shall be imposed in the territories and possessions of either of the High Contracting Parties in respect of any article exported to the territories and possessions of the other, than such as are or may be payable in respect of the like article exported to any other foreign country.

Article 10.

All articles which are or may legally be imported into the ports of the territories and possessions of the Empire of Japan in Japanese vessels or vessels of a third Power, may likewise be imported into those ports in Siamese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Japanese vessels or vessels of a third Power; and, reciprocally, all articles which are or may legally be imported into the ports of the territories

and possessions of the Kingdom of Siam in Siamese vessels or vessels of a third Power may likewise be imported into those ports in Japanese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Siamese vessels or vessels of a third Power. Such reciprocal equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same internal and export duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed in the territories and possessions of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article which is or may legally be exported therefrom, whether such exportation take place in Japanese or Siamese vessels or vessels of a third Power and whatever may be the port of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article 11.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories and possessions of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels in general or vessels of a third Power. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive, and whatever may be their place of destination.

Article 12.

In all that concerns the entering, clearing, stationing, loading and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours or rivers of the two countries, no privilege shall be granted to vessels of a third Power which shall not equally be granted to the vessels of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in these respects the vessels of each shall receive the treatment accorded to the vessels of the most favoured nation.

Article 13.

The coasting trade of both the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws, ordinances and regulations of Japan and Siam respectively. It is, however, understood that Japanese subjects and vessels in the territoires and possessions of the Kingdom of Siam and Siamese subjects and vessels in the territories and possessions of the Empire Japan shall enjoy in this respect the rights which are or may be granted under such laws, ordinances and regulations to the subjects, citizens or vessels of other nations.

Article 14.

Any ship of war or merchant vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by reason of any other distress, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by national vessels. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the local authorities shall give prompt notice of the occurrence to the Consular Officer residing in the district or to the nearest Consular Officer of the other Power.

Such stranded or wrecked ship or vessel and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including those which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents, when claimed by them.

If such owners or agents are not on the spot, the aforesaid property or proceeds from the sale thereof and the papers found on board the vessel shall be delivered to the proper Consular Officer of the High Contracting Party whose vessel is wrecked or stranded, provided that such Consular Officer shall make claim within the period fixed by the laws, ordinances and regulations of the country in which the wreck or stranding occurred, and such Consular Officers, owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the case of the wreck of a national vessel.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of the customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay ordinary duties.

In the case of a ship or vessel belonging to the subjects of one of the High Contracting Parties being driven in by stress of weather, run aground or wrecked in the territories or possessions of the other, the proper Consular Officer of the High Contracting Party to which the vessel belongs, shall, if the owners or their agents are not present, or are present but require it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to the subjects of his State.

Article 15.

The vessels of war of each of the High Contracting Parties may enter, remain and make repairs in those ports and places of the other to which the vessels of war of other nations are accorded access; they shall there

submit to the same regulations and enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now, or may hereafter be conceded to the vessels of war of any other nation.

Article 16.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories and possessions of the other, upon fulfilment of the formalities prescribed by law, the same protection as native subjects, or the subjects or citizens of the nation most favoured in these respects, in regard to patents, trade-marks, trade-names, designs and copy-rights.

Article 17.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents to reside in the towns and ports of the territories and possessions of the other where similar officers of other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall not enter upon their functions until they have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

They shall be entitled to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of every kind which are or may be accorded to the Consular Officers of the most favoured nation.

Article 18.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territories or possessions of the other without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest Consular Officer of the nation to which the deceased belonged, in order that necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territories or possessions of the other, without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent Consular Officer of the State to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the laws of the country in which the property of the deceased is situated.

The foregoing provision shall also apply in case of a subject of one of the High Contracting Parties dying outside the territories and possessions of the other, but possessing property therein, without leaving any person there entitled to take charge of and administer the estate.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either of the High Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the Consular Officers of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the Consular Officers of the other High Contracting Party.

Article 19.

The present Treaty shall from the 7th day after the exchange of ratifications thereof, be substituted in place of the Treaty of February 25, 1898, and of the Protocol of the same date thereto annexed, and of all arrangements and agreements subsidiary thereto, concluded or existing between the High Contracting Parties, and from the same date such Treaty, Protocol, arrangements and agreements shall cease to be binding.

Article 20.

The present Treaty shall come into effect on the 7th day after the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years from that date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified twelve months before the expiration of the said ten years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is clearly understood, however, that such denounciation shall not have the effect of reviving the Treaty, Protocol, arrangements or agreements mentioned in Article 19 hereof.

Article 21.

This Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged either at Tokio or Bangkok, as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this tenth day of the third month in the thirteenth year of Taisho, corresponding to the tenth day of the twelfth month in the two thousand four hundred and sixty-sixth of the Buddhist Era and the tenth day of March in the nineteen hundred and twenty-fourth year of the Christian Era.

(L. S.) *C. Yada.*
(L. S.) *Traidos Prabandh.*

Protocol.

Signed at Bangkok, in English, March 10, 1924 (13th year of Taisho).

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Commerce and Navigation between the Empire of Japan and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows:

Article 1.

The system of jurisdiction heretofore established in Siam for the subjects of the Empire of Japan and the privileges, exemptions and immunities now enjoyed by the subjects of the Empire of Japan in Siam as a part of or

appurtenant to said system shall absolutely cease and determine on the 7th day after the exchange of ratifications of the above mentioned Treaty and thereafter all subjects of the Empire of Japan and persons, corporations, companies and associations entitled to its protection in Siam shall be subject to the jurisdiction of the Siamese Courts.

Article 2.

Until the promulgation and putting into force of all the Siamese Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Code, the Codes of Procedure and the Law for Organization of Courts and for a period of five years thereafter but no longer, the Empire of Japan, through its Diplomatic and Consular Officials in Siam, whenever in its discretion it deems it proper so to do in the interest of justice, by means of a written requisition addressed to the judge or judges of the Court in which such case is pending, may evoke any case pending in any Siamese Court, except the Supreme or Dika Court, in which a Japanese subject or a person, corporation, company or association entitled to the protection of the Empire of Japan, is defendant or accused.

Such case shall then be transferred to said Diplomatic or Consular Official for adjudication and the jurisdiction of the Siamese Court over such case shall thereupon cease. Any case so evoked shall be disposed of by said Diplomatic or Consular Official in accordance with the laws of the Empire of Japan properly applicable, except that as to all matters coming within the scope of Codes or laws of the Kingdom of Siam regularly promulgated and in force, the texts of which have been communicated to the Japanese Legation in Bangkok, the rights and liabilities of the parties shall be determined by Siamese Law.

For the purpose of trying such cases and of executing any judgments which may be rendered therein, the jurisdiction of the Japanese Diplomatic and Consular Officials in Siam is continued.

Should Japan perceive, within a reasonable time after the promulgation of the Codes, any objection to said Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Code, the Codes of Procedure and the Law for Organization of Courts, the Siamese Government will endeavour to meet such objections.

Article 3.

Appeals by the subjects of the Empire of Japan or by persons, corporations, companies or associations entitled to its protection from judgments of Courts of First Instance in cases to which they may be parties, shall be adjuged by the Court of Appeal at Bangkok.

An appeal on a question of law shall lie from the Court of Appeal at Bangkok to the Supreme or Dika Court.

A subject of the Empire of Japan or a person, corporation, company or association, entitled to its protection, who is defendant or accused in any case arising in the Provinces may apply for a change of venue and should the Court consider such change desirable the trial shall take place

either at Bangkok or before the judge in whose Court the case would be tried at Bangkok.

Article 4.

In order to prevent difficulties which may arise from the transfer of jurisdiction contemplated by the present Protocol, it is agreed:

a) All cases in which action shall be taken subsequently to the 7th day after the exchange of ratifications of the above mentioned Treaty, shall be entered and decided in the Siamese Courts, whether the cause of action arose before or after the 7th day after the exchange of ratifications.

b) All cases pending before the Japanese Diplomatic and Consular Officials in Siam on said date shall take their usual course before such officials until such cases have been finally disposed of and the jurisdiction of the Japanese Diplomatic and Consular Officials shall remain in full force for this purpose.

In connection with any case coming before the Japanese Diplomatic and Consular Officials under Clause b) of Article 4, or which may be evoked by said officials under Article 2, the Siamese authorities shall upon request by such Diplomatic or Consular Officials lend their assistance in all matters pertaining to the case.

In witness whereof the Undersigned Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done at Bangkok, in duplicate, this tenth day of the third month in the thirteenth year of Taisho, corresponding to the tenth day of the twelfth month in the two thousand four hundred and sixty-sixth year of the Buddhist Era and the tenth day of March in the nineteen hundred and twenty-fourth year of the Christian Era.

(L. S.) *C. Yada.*
(L. S.) *Traidos Prabandh.*

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Commerce and Navigation between the Empire of Japan and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows:

In the application of the provisions prescribing most favoured nation treatment in the Treaty signed this day as well as in all that concerns commerce, navigation and industry, except as otherwise expressly provided in this Treaty, no discrimination whatever in favour of the Government, nationals or ships of any other country, shall be made by either of the two High Contracting Parties against the Government, nationals or ships of the other.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done at Bangkok, in duplicate, this tenth day of the third month in the thirteenth year of Taisho, corresponding to the tenth day of the twelfth

month in the two thousand four hundred and sixty-sixth year of the Buddhist Era and the tenth day of March in the nineteen hundred and twenty-fourth year of the Christian Era.

(L. S.) *C. Yada*
(L. S.) *Traidos Prabandh.*

Exchange of Notes regarding Article 1, Article 16 of Treaty and Article 2 of Protocol.

Dated at Bangkok, Feb. 19, 24 and March 10, 1924 (13th year of Taisho).

Foreign Office. Bangkok, 19th February, 1924.

Monsieur le Ministre,

In regard to the rights of Japanese subjects to own land in Siam as provided for in the Treaty about to be signed between our two Governments, I beg to inform Your Excellency for communication to your Government that under the provisions of paragraph 6 of Article 1 of the proposed treaty Japanese subjects shall in respect to the right of ownership of land and other property throughout the whole extent of Siam be placed in all respects on the same footing as the subjects of the most favoured nation. Inasmuch as British subjects under the Anglo-Siamese Treaty of 1909, and French Asiatic subjects and protégés under the Treaty between Siam and France of 1907, enjoy „the rights and privileges enjoyed by the natives of the country, notably, the right of property", under the above quoted provisions Japanese nationals similarly will be entitled, upon the coming into force of the Treaty, to the right to own land throughout the whole extent of Siam.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) *Traidos*,
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Monsieur Chonosuke Yada,
His Imperial Japanese Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary, Bangkok.

Imperial Japanese Legation,
Bangkok. 24th February, 1924.

Your Highness,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Highness' letter of the 19th instant in which you have been good enough to inform me for communication to my Government that under the provisions of Paragraph 6 of Article 1 of the Treaty about to be signed between our two Governments, Japanese subjects shall in respect to the right of ownership of land and other property throughout the whole extent of Siam be placed in all respects on the same footing as the subjects of the most favoured nation and that

inasmuch as British subjects under the Anglo-Siamese Treaty of 1909 and French Asiatic subjects and protégés under the Treaty between Siam and France of 1907, enjoy „the rights and privileges enjoyed by the natives of the country, notably, the right of property", under the above-quoted provisions Japanese nationals similarly will be entitled, upon the coming into force of the Treaty, to the right to own land throughout the whole extent of Siam.

In reply I am glad to inform Your Highness that the communication of Your Highness has proved to be very satisfactory to my Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Highness the assurance of my high consideration.

(Signed) *C. Yada,*
Japanese Minister.

His Highness Prince Traidos Prabandh,
Acting Minister for Foreign Affairs, Bangkok.

Foreign Office. Bangkok, 19th February, 1924.

Monsieur le Ministre,

In reply to your Government's request for an assurance as to the attitude of my Government in regard to the protection of industrial property and copyright, I have the honour to state for the information of your Government that in order to give full effect to Article 16 of the proposed Treaty between Siam and Japan, the Siamese Government has the intention to adhere to the International Conventions for the Protection of Industrial Property and Literary and Artistic Work as soon as possible after it has regained the right of jurisdiction over all foreigners, and in taking any measures necessary for the protection of such rights, whether in pursuance of those Conventions or otherwise, it will make no discrimination against the Japanese in favour of any other nation.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

(Signed) *Traidos,*
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Monsieur Chonosuke Yada,
His Imperial Japanese Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary, Bangkok.

Imperial Japanese Legation,
Bangkok. 24th February, 1924.

Your Highness,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Highness' letter of the 19th instant in which you have been good enough to inform me for communication to my Government that in order to give full effect to Article 16 of the proposed Treaty between Japan and Siam, the Siamese

Government has the intention to adhere to the International Conventions for the Protection of Industrial Property and Literary and Artistic Works as soon as possible after it has regained the right of jurisdiction over all foreigners, and in taking any measures necessary for the protection of such rights, whether in pursuance of those Conventions or otherwise, it will make no discrimination against the Japanese in favour of any other nation.

I have duly communicated this to my Government and feel very happy to inform Your Highness that the Japanese Government are satisfied with this assurance of the Siamese Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Highness the assurance of my highest consideration.

(Signed) *C. Yada,*
Japanese Minister.

His Highness Prince Traidos Prabandh,
Acting Minister for Foreign Affairs, Bangkok.

Imperial Japanese Legation,
Bangkok. 10th March, 1924.

Your Highness,

In proceeding this day to the signature of the Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Siam, I have the honour to communicate herein my understanding concerning the construction of Article 2 of the Protocol concerning jurisdiction annexed to the said Treaty, i. e., that nothing contained in the second paragraph of the said Article 2 shall prevent the Courts of Japan from trying in Japan in accordance with the provisions of the Japanese Penal Code Japanese subjects who have committed crimes in Siamese territory, even though such subjects have already been tried in Siamese Courts or by Japanese Diplomatic or Consular Officials according to the Siamese Penal Code in cases evoked from the Siamese Courts under the provisions of the said Article.

I shall be glad to have this understanding confirmed by Your Highness.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Highness the assurance of my highest consideration.

(Signed) *C. Yada,*
Japanese Minister.

His Highness Prince Traidos Prabandh,
Acting Minister for Foreign Affairs, Bankok.

Foreign Office. Bangkok, 10th March, 1924.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's letter of to-day's date in which, in proceeding this day to the signature of the

Treaty of Commerce and Navigation between Siam and Japan, you have been so good as to communicate to me your understanding concerning the construction of Article 2 of the Protocol concerning the Jurisdiction annexed to the said Treaty, i. e., that nothing contained in the second paragraph of the said Article 2 shall prevent the Courts of Japan from trying in Japan in accordance with the provisions of the Japanese Penal Code Japanese subjects who have committed crimes in Siamese territory, even though such subjects have already been tried in Siamese Courts or by Japanese Diplomatic or Consular Officials according to the Siamese Penal Code in cases evoked from the Siamese Courts under the provisions of the said Article.

In taking notes of this communication, I am glad to confirm hereby the above understanding concerning the construction of Article 2 of the above-mentioned Protocol.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) *Traidos Prabandh*,
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Monsieur C. Yada,
His Imperial Japanese Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary, Bangkok.

Annexe.

Adhésions, Signatures et Ratifications ultérieures, Prorogations, Dénonciations, Addenda, Errata.*)

I.

Belgique, Brésil, Espagne etc. Arrangement pour la création, à Paris, d'un Office International d'Hygiène Publique; signé à Rome, le 9 décembre 1907 (II, p. 913).

Adhésions:

a) La Grande-Bretagne pour les colonies de Ceylan, Kenya et Nigéria par une Note du 19 novembre 1927. V. Recueil des lois féderales suisses 1928, p. 56.

b) La Grande-Bretagne pour l'Etat libre d'Irlande par une Note du 23 janvier 1928. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1928, p. 3.

II.

Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques; signée à Berlin, le 13 novembre 1908 (IV, p. 590).

Adhésions:

a) La Grande-Bretagne pour l'Etat libre d'Irlande. L'adhésion a produit ses effets le 5 octobre 1927, date de la notification au Conseil fédéral par la Légation de Grande-Bretagne à Berne.

En même temps l'Etat libre d'Irlande a formulé une réserve portant sur le droit exclusif de traduction que le nouvel adhérent déclare reconnaître, non pas conformément à l'Art. 8 de la Convention de Berne revisée de 1908, mais conformément à l'Art. 5 de la Convention de Berne primitive, du 9 septembre 1886 dans la version que cet Article a reçue à la Conférence de Paris le 4 mai 1896. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 490.

b) La Finlande, par Notes du 9 et 23 mars 1928. L'adhésion a produit ses effets le 1er avril 1928.

En même temps la Finlande a formulé une réserve portant sur les articles de journaux et de revues que le nouvel adhérent déclare protéger, non pas conformément à l'Article 9 de la convention de Berne revisée de 1908, mais conformément à l'Article 7 de la convention de Berne primitive du 9 septembre 1886, dans la version donnée à cet Article par la Conférence de Paris, le 4 mai 1896. V. Recueil des lois fédérales suisses 1928, p. 199.

c) La Grande-Bretagne pour l'Inde, par une Note du 23 avril 1928. L'adhésion a produit ses effets le 11 avril 1928 et l'Inde qui appartenait à l'Union en qualité de colonie britannique est devenue, conformément à la teneur de cette Note, à partir du 1er avril 1928 Membre de l'Union. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1928, p. 238.

---

*) Les indications ne se rapportent qu'aux documents contenus dans les volumes de la troisième série.

d) La Grande-Bretagne pour le Canada par une Note du 10 avril 1928. Le Canada qui appartenait à l'Union en qualité de colonie britannique est devenue, conformément à la teneur de cette Note, à partir du 10 avril 1928 Membre de l'Union. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1928, p. 237.

III.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Convention internationale relative à la répression de la Traite des Blanches; signée à Paris, le 4 mai 1910 (VII, p. 252).

Adhésion:

La Finlande, le 18 juin 1926. Notifiée au Gouvernement Français le 21 août 1926. V. Finlands Överenskommelser med främmande makter 1927, No. 3.

IV.

Danemark, Mexique. Convention de commerce et de navigation; signée à Mexico, le 3 mai 1910 (VII, p. 504).

1) **Dénonciation:**

Le Mexique a dénoncé la Convention pour le 26 novembre 1926.

2) **Prorogations:**

La Convention a été prorogée par un Echange de Notes du 25 novembre/7 décembre 1926 jusqu'au 26 mai 1927, et par un nouvel Echange de Notes du 21/26 mai 1927 jusqu'au 31 décembre 1927.

V. Lovtidenden 1927, p. 1 et 622 respectivement.

V.

Autriche, Hongrie, Belgique etc. Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce; revisé à Washington, le 2 juin 1911 (VIII, p. 786).

Adhésion:

Par Notes du 13 juillet et 27 octobre 1927 la Légation de Grande-Bretagne à Berne a fait part au Conseil fédéral du désir du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande d'adhérer jusqu'au moment de son adhésion au texte de l'arrangement revisé à La Haye le 6 novembre 1925, au texte adopté à Washington en 1911. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 514.

VI.

Allemagne, Belgigue, Danemark etc. Protocole additionnel à la Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908; signé à Berne, le 20 mars 1914 (X, p. 114).

Adhésions:

a) La Grande-Bretagne pour l'Etat libre d'Irlande. L'adhésion a produit ses effets le 5 octobre 1927, date de la notification au Conseil fédéral par la Légation de Grande-Bretagne à Berne. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 490.
b) La Finlande, par Notes des 9 et 23 mars 1928. L'adhésion a produit ses effets le 1er avril 1928. V. Recueil des lois fédérales suisses 1928, p. 199.

VII.

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine etc. Convention radiotélégraphique internationale; signée à Londres, le 5 juillet 1912 (XI, p. 270, 303).

Adhésions:

a) Le Paraguay, le 27 septembre 1927.
b) Le Haïti et la Libérie, le 10 octobre 1927.
c) Le Salvador, le 12 octobre 1927.
V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 513.

VIII.

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine etc. Convention sanitaire internationale; signée à Paris, le 17 janvier 1912, suivie d'un Procès-Verbal de signature, d'un Procès-Verbal du dépôt des ratifications et de plusieurs Décrets et Arrêtés égyptiens (XIII, p. 3).

Adhésion:

La Belgique pour le Congo belge ainsi que pour le Territoire sous mandat de Ruanda-Urundi. Notifiée par une Note de l'Ambassade de France à Berne du 17 novembre 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p 538.

IX.

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie etc. Convention portant réglementation de la navigation aérienne; signée à Paris, le 13 octobre 1919, suivie d'un Protocole additionnel, signé à Paris, le 1er mai 1920 et de quelques Amendements adoptés par la Commission internationale de navigation aérienne le 28 juillet et le 27 octobre 1922 (XIII, p. 61).

Adhésion:

La Suède, par Notes du 18 juillet et 12 novembre 1927. V. Sveriges Overenskommelser med främmande makter 1927, No. 22.

X.

Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Danemark, etc. Traité concernant l'archipel du Spitsberg; signé à Paris, le 9 février 1920 (XIII, p. 473).

Adhésions:

a) Le Portugal, le 24 octobre 1924.
b) La Hongrie, le 29 octobre 1927.
V. Eidgenoessische Gesetzsammlung 1928, p. 4.
c) Le Vénézuéla, le 8 février 1928. Notifiée par une Note de l'Ambassade de France à Berne du 24 février 1928. V. Recueil des lois fédérales suisses 1928, p. 198.

XI.

Grande-Bretagne, Suède. Arrangement concernant la navigation aérienne entre la Suède et la Grande-Bretagne; signé à Stockholm, le 16 février 1921, (XV, p. 868).

Dénonciation:

L'Arrangement a été dénoncé par un Echange de Notes du 30 septembre/13 octobre 1927. La dénonciation a produit ses effets le 13 octobre 1927. V. Sveriges Overenskommelser med främmande makter 1927, No. 23.

XII.

Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie. Traité d'extradition; signé à Londres, le 11 novembre 1924, suivi d'un Protocole, signé à Londres, le 4 juin 1926. (XVII, p. 83).

Adhésion:

La Grande-Bretagne pour les Dominions et Colonies suivants:

l'Australie, y compris Papoua et les Iles Norfolk, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande, la Terre-Neuve, et l'Inde, pour lesquels l'adhésion a produit ses effets le 11 juillet 1927;

la Palestine, le Caméroun occidental, le Togo occidental, le Territoire de Tanganyika, la Nouvelle-Guinée, le Samoa-Occidental, le Sud-Ouest Africain et Nauru, pour lesquels l'adhésion a produit ses effets le 15 juillet 1927;

le Bornéo Septentrional, Pérak, Sélangor, Négri-Sembilan, Pahang, Johore, Kédah et Brunéi, pour lesquels l'adhésion a produit ses effets le 3 novembre 1927.

V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Tschechoslowakischen Staates 1928, p. 119.

XIII.

Norvège, Finlande. Arrangement concernant l'échange de dépêches de presse par le télégraphe sans fil entre la Norvège et la Finlande; signé à Kristiania, le 7 septembre 1922 (XVII, p. 101).

Dénonciation:

A la suite de la dénonciation, le 24 mai 1927, par la Norvège de l'Arrangement, ce dernier a cessé d'être en vigueur à partir du 1er juillet 1927.
V. Finlands Oeverenskommelser med främmande makter 1927, No. 32.

XIV.

Etats-Unis d'Amérique, Tchécoslovaquie. Echange de Notes afin de prolonger la durée de l'Arrangement de commerce signé le 29 octobre 1923; du 5 décembre 1924. (XVII, p. 868).

Ratification:

La Tchécoslovaquie. Notifiée par une Note du 8 juillet 1926.
V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Tschechoslowakischen Staates 1926, p. 1068.

XV.

Etats-Unis d'Amérique, Pologne, Dantzig. Arrangement commercial réalisé par un Echange de Notes, signées à Washington, le 10 février 1925. (XVII, p. 903).

Adhésion:

La Ville Libre de Dantzig. La demande d'adhésion a produit ses effets le 26 août 1925. V. Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig 1926, p. 142.

XVI.

Société des Nations. Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de justice internationale et disposition facultative. (XVIII, p. 394).

Texte de la déclaration d'acceptation de la disposition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour remise à Genève, le 23 septembre 1927, au nom du Gouvernement Allemand:

„Au nom du Gouvernement Allemand, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente Déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. Genève, le 23 septembre 1927. Stresemann." V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1928, II, p. 20.

Cette déclaration a été ratifiée et l'instrument de ratification allemand ayant été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 29 février 1928, c'est à partir de cette date que vis-à-vis de l'Allemagne la disposition facultative est entrée en vigueur. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1928, II, p. 48.

XVII.

Danemark, Allemagne. Echange de Notes, concernant l'importation en Allemagne de certains produits danois; signées à Berlin, le 20 mars 1926. (XVIII, p. 525).

Ratification:

L'Allemagne. L'instrument de ratification a été remis à la Légation de Danemark à Berlin le 9 juillet 1926 et l'arrangement est entré en vigueur le 19 du même mois. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1926, II, p. 424.

XVIII.

Danemark, Allemagne. Echange de Notes concernant les voyageurs de commerce; du 20 mars 1926. (XVIII, p. 527).

Ratification:

L'Allemagne. L'instrument de ratification a été remis à la Légation de Danemark à Berlin le 9 juillet 1926 et l'arrangement est entré en vigueur le 19 du même mois. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1926, II, p. 424.

XIX.

Suisse, Espagne. Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la Zone de Protectorat de l'Espagne dans l'Empire Chérifien; signée à Berne, le 4 août 1926, suivie de plusieurs Notes explicatives, signées à la date du même jour. (XVIII, p. 584).

Ratification:

L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Berne le 4 août 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 308.

XX.

Autriche, Suisse. Echange de Notes concernant les droits pour les bêtes de somme et le bétail reproducteur; signées à Berne, le 19 avril 1927. (XVIII, p. 623).

Ratification:

L'Autriche, le 20 décembre 1927. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1443.

XXI.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Convention et Statut sur la Liberté du Transit; signés à Barcelone, le 20 avril 1921. (XVIII, p. 690).

Ratification ultérieure:

Le Chili. L'instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 19 mars 1928. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1928, p. 547.

XXII.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international; signés à Barcelone le 20 avril 1921, suivis d'un Protocole additionnel, signé à la date du même jour. (XVIII, p. 709).

Ratifications ultérieures:

Ont déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations leurs instruments de ratification:
a) la Grèce, le 3 janvier 1928, pour la Convention, le Statut et le Protocole additionnel.
b) Le Chili, le 19 mars 1928, pour la Convention et le Statut.
V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1928, p. 95 et 547, respectivement.

XXIII.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Déclaration portant Reconnaissance du Droit au Pavillon des Etats dépourvus de Littoral maritime; signée à Barcelone, le 20 avril 1921. (XVIII, p. 739).

Ratifications ultérieures:

Ont déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations leurs instruments de ratification:
a) La Grèce, le 3 janvier 1928.
b) Le Chili, le 19 mars 1928.
V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1928, p. 95 et 547, respectivement.

XXIV.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention internationale pour la Suppression de la traite des femmes et des enfants; ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 ai 31 mars 1922. (XVIII, p. 758).

1) **Ratification ultérieure:**

Le Japon. L'instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 15 décembre 1925. V. Overenskomster med fremmede stater 1926, p. 54.

2) **Adhésion:**

La Grande-Bretagne pour la colonie de Sierra Leone, le 16 novembre 1927. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich 1927, p. 1446.

XXV.

Japon, Pologne. Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 7 décembre 1922. (XVIII, p. 814).

Adhésion:

La Ville Libre de Dantzig, le 3 octobre 1927. V. Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig, 1927, p. 367.

Table chronologique.

1924.

1925.

Table alphabétique.

Australie.

Autriche.

Bade.

Belgique.

Bolivie.

Brésil.

Bulgarie.

Canada.

Chili.

Chine.

Colombie.

Costa-Rica.

Cuba.

Danemark.

Dantzig.

Finlande.

France.

France (Syrie et Grand Liban).

Grande-Bretagne.

Haïti.

Hedjaz.

Honduras.

Hongrie.

Irak.

Islande.

Italie.

Japon.

Lettonie.

Lithuanie.

Luxembourg.

Mexique.

Norvège.

Nouvelle-Zélande.

Palestine.

V. Grande-Bretagne (Palestine).

Panama.

Paraguay.

Pays-Bas.

Portugal.

Prusse.

Roumanie.

Russie.

Etat Serbe-Croate-Slovène.

Siam.

Société des Nations.

Suède.

Syrie et Grand Liban.

V. France (Syrie et Grand Liban).

Tchécoslovaquie.

Table analytique.
